

# La dernière frontière

*Loin des Andes, trop près du Brésil*  
La frontière orientale et  
la construction du territoire en Bolivie



*Bolpebra, le 23 juin 2003*

**Thèse de doctorat de géographie présentée par  
Lætitia Perrier Bruslé**

Direction de recherche : **Roland Pourtier**

*Composition du jury*

**Jean-Louis CHALÉARD**, professeur de géographie à l'université de Paris I

**Jean-Paul DELER**, directeur de recherche au CNRS/UMR REGARDS

**Martine DROULERS**, directrice de recherche au CREDAL

**Alain MUSSET**, directeur d'étude à l'PEHESS

**Roland POUTIER**, professeur de géographie à l'université de Paris I

**Hervé THÉRY**, directeur de recherche à l'UMR ENS-IRD TEMPS.

**Juin 2005**

## Résumé

---

En Bolivie tout renvoie aux Andes. Pourtant le pays qui accède à l'indépendance, en 1825, possède les deux tiers de son territoire dans les plaines. Oriente, Basses Terres, plaines tropicales, les mots choisis pour les désigner soulignent l'altérité de ces terres trop loin des Andes pour être occupées et appropriées par la société bolivienne. L'histoire territoriale, marquée par le recul frontalier, en témoigne. La moitié du territoire est perdu. Ce démembrement frappe d'autant plus les esprits que le territoire devait être un ciment de nation. Comment l'appuyer sur un édifice si fragile ? Au territoire réel, désuni et hors de contrôle, se substitue un territoire imaginé glorieux où l'Oriente occupe la part du rêve. C'est la région *frontier* par excellence. Considéré comme vide, on y construira une Bolivie plus riche, plus blanche et plus moderne. Le mythe de l'Eldorado se bolivianise. A l'échelle locale, les frontaliers se soucient peu de ces rêves orientaux conçus dans les Andes. La vie, là bas, est difficile en raison de l'isolement. Alors ils s'adonnent à tous les trafics illicites. La frontière rêvée est un anti-monde. Tout change dans les années 90 : les routes atteignent la périphérie, les migrants viennent. Ils sont commerçants et renforcent les liens avec le reste du pays. En échange de l'intégration, les frontaliers doivent cesser de vivre selon leurs propres règles. Il faut assagir la zone frontalière, car depuis les Andes un nouveau paradigme s'impose. La Bolivie est un pays de contact dans une Amérique du sud en voie d'intégration régionale.

Entre rêves anciens, projets nationaux et déviances locales, le destin de la frontière semble hésiter. Or, la scène qui s'y joue pose dans des termes nouveaux la question taraudante du territoire bolivien. L'édification d'un territoire sanctuaire, fermé à l'est, a été le grand projet national : il devait garantir la survie du pays et assurer l'émergence de la nation. La frontière bolivianisée, cet objectif n'a jamais été aussi près d'être atteint. Mais certaines dynamiques contrarient cette évolution (le régionalisme, l'autonomie locale, l'intégration continentale). Si la frontière orientale reconstruit le territoire, il n'est pas celui dont on avait rêvé depuis plusieurs siècles dans les Andes.

MOTS CLEFS : Bolivie, Brésil, Amérique du sud, Oriente andin, frontière, territoire, espace national, intégration, géopolitique.

## Abstract

---

In Bolivia, everything refers to the Andes, although since its independence in 1825, two thirds of its territory has been lying in the plains. All terms such as *Oriente*, lowlands, tropical plains underlie the otherness of these plains situated too far from the Andes to be occupied and appropriated by the Bolivian society. The history of the territory is the one of the retreat of the border. Half the national territory was lost. This dismantling created a long lasting pain, because the territory was supposed to be the nation's cement. In order to build a nation on such a fragile construction, the real but out of control and shattered territory was substituted for an imaginary territory where the *Oriente* takes the lion's share. In this frontier region, viewed as empty, a richer, whiter and more modern Bolivia will be built. The Eldorado myth is getting Bolivian. At the local level, frontier-dwellers do not bother about Andes created eastern dreams. Over there, where life is difficult due to isolation, all sorts of illegal trades flourish. The dreamt frontier becomes a lawless world. Everything changes in the 1990's. Roads finally reach the periphery, migrants from the Andes arrive. They are mainly traders who create links with the rest of the country through their business. If they want to be integrated to Bolivia, they must stop living according to their own laws. The frontier region has to become peaceful because a new paradigm is raised by the government : as a central part of South America, Bolivia must become a contact country between all its neighbours.

Between past dreams, national schemes and local deviances, the frontier's fate seems to hesitate. What is happening there still raises questions about the Bolivian territory. The building of a sanctuary territory, closed on the eastern side, has been a great national goal : it should have guaranteed the country's survival and bring the nation's emergence. The objective of a *bolivianised* frontier is almost achieved. But regionalism, demands for local autonomy and continental integration may go against the primary goal. If the eastern frontier rebuilds the territory, the latter is not the one dreamt about for centuries in the Andes.

KEY WORDS : Bolivia, Brazil, South America, Andean Oriente, Frontier, Territory, Integration, Geopolitics.

Quand tu partiras pour Ithaque, souhaite que le chemin soit long, riche en péripéties et en expériences. Ne crains ni les Lestrygons, ni les Cyclopes, ni la colère de Neptune. Tu ne verras rien de pareil sur ta route si tes pensées restent hautes, si ton corps et ton âme ne se laissent effleurer que par des émotions sans bassesse. Tu ne rencontreras ni les Lestrygons, ni les Cyclopes, ni le farouche Neptune, si tu ne les portes pas en toi-même, si ton coeur ne les dresse pas devant toi.

Souhaite que le chemin soit long, que nombreux soient les matins d'été, où (avec quelles délices !) tu pénétreras dans des ports vus pour la première fois. Fais escale à des comptoirs phéniciens, et acquiers de belles marchandises : nacre et corail, ambre et ébène, et mille sortes d'entêtants parfums. Acquiers le plus possible de ces entêtants parfums. Visite de nombreuses cités égyptiennes, et instruis-toi avidement auprès de leurs sages.

Garde sans cesse Ithaque présente à ton esprit. Ton but final est d'y parvenir, mais n'écourte pas ton voyage : mieux vaut qu'il dure de longues années, et que tu abordes enfin dans ton île aux jours de ta vieillesse, riche de tout ce que tu as gagné en chemin, sans attendre qu'Ithaque t'enrichisse.

Ithaque t'a donné le beau voyage : sans elle, tu ne te serais pas mis en route. Elle n'a plus rien d'autre à te donner.

Même si tu la trouves pauvre, Ithaque ne t'a pas trompé. Sage comme tu l'es devenu à la suite de tant d'expériences, tu as enfin compris ce que signifient les Ithaques.

Ithaque, Konstantin Kavafis, 1911 Trad. M. Yourcenar

## REMERCIEMENTS

*Les remerciements sont un peu les « paginas sociales » d'une thèse. Dans un journal latino-américain ces pages-là, coincées entre l'horoscope et la météo, ont un contenu informatif dérisoire. L'ambassadeur de tel pays a fêté les quinze ans de sa fille, tel intellectuel a organisé un cocktail à la suite de la présentation de son livre, la reine de beauté du riz ou de la canne à sucre a fait sa « despedida » car elle part aux États-Unis. Fort bien. Cela est loin de changer la face du monde, qu'en chercheurs avisés nous observons tous les jours. Ce sont pourtant ces pages qu'on a souvent la faiblesse de lire en premier. Lorsqu'on a une thèse entre les mains, avant la table des matières, certains auront le même réflexe, un peu coupable, de commencer par survoler les remerciements. Ils n'ont pourtant, comme le carnet mondain, pas grand-chose à nous apprendre. Quotidiennement le même spectacle de la vie sociale se joue à l'identique, comme se répètent d'un doctorant à l'autre les mêmes remerciements. On y lit invariablement que la thèse n'est pas une activité solitaire et honteuse. Et que, bien sûr, cela n'a pas été facile tous les jours. Que le doctorant, loin de suivre un long fleuve tranquille et régulier, a parfois été emporté par des rapides où il ramait de toutes ses forces, et que souvent il s'est laissé embarquer par le lancinant courant des lourds fleuves tropicaux. Les mêmes archétypes sociaux encadrent le pauvre, mais héroïque, rameur pas si solitaire. Il y a un directeur de thèse attentif, des parents émerveillés pour leur progéniture trentenaire attardée sur les bancs de l'université et des enquêtés patients devant le gringo qui s'interroge sur leur espace vécu. Il ne s'agit pas de retirer à ces remerciements leur sincérité en les présentant comme un exercice rhétorique superfétatoire. Non, comme le carnet mondain, en dépit de son ton convenu, attire notre attention par la mise en scène lissée du bonheur, les remerciements de thèse sont l'occasion de ne retenir que les bons moments d'une aventure de plus de quatre ans (presque cinq). Bien sûr le monde n'est pas fait que de gens qui s'aiment, d'intellectuels dans des cocktails et de doctorants épanouis, mais c'est le charme des grands jours que de faire oublier les souffrances. Et ces jours-là (une soutenance de thèse en est un pour celui qui la rend) l'heure est à la synthèse optimiste. Voilà la raison de ces quelques lignes.*

*Je voudrais commencer par remercier mon directeur de thèse, Roland Pourtier. Je lui suis gré, bien sûr, de son attention dans ces derniers mois de travail et de ses relectures judicieuses. Mais je le remercie avant tout, de m'avoir fait confiance jusqu'à me transmettre sa méthode. « La marche précède la démarche. » Un jour d'octobre 1995, il m'a conseillé d'aller voir comment était le monde loin de l'Institut de géographie de la rue Saint Jacques. Je suis partie en Amazonie équatorienne, pour rentrer dix mois plus tard sûre d'avoir trouvé quelque chose.*

*Je remercie aussi Hervé Théry qui a, dès le début, porté un intérêt à ce travail. Il m'a ainsi démontré que les brésilianistes, pas plus que les Brésiliens, n'étaient pas les monstres bolivianophages que l'on se représente parfois en Bolivie. Ils ne sont pas prompts à gommer le reste de l'Amérique du Sud et à se convaincre que le Brésil est seul maître à bord d'un continent, dont, par un hasard heureux, il a repris la forme. Grâce à Hervé Théry et au groupe des brésilianistes de l'UMR TEMPS, j'ai beaucoup appris sur le « géant de l'Amérique du Sud ».*

*Ce travail a été rendu possible grâce au soutien financier de l'IRD, UMR TEMPS, et du laboratoire Équateur. Je remercie ces deux institutions, et leurs directeurs précédemment cités, pour la confiance qu'ils m'ont accordée.*

*Je dois à Jean-Claude Roux mon premier voyage en Bolivie, en 1997, dans le cadre d'un stage IRD. Et, je lui dois bien plus que ça. Car depuis cette date il a partagé avec moi sans compter son immense savoir sur les Orients andins. Bertha Gosalvez, et toute l'équipe des enseignants du département de géographie de la UMSA (Universidad Mayor San Andrés, La Paz) ont soutenu ce travail. Bertha Gosalvez a signé, presque les yeux fermés, toutes les lettres d'accréditation dont j'ai eu besoin pour pénétrer dans les arcanes de l'administration bolivienne. Ce soutien d'une institution bolivienne était fondamental pour mon travail. Il n'était rien en regard de ses encouragements permanents et du temps qu'elle a bien voulu partager avec moi. Juan Ramon Quintana m'a permis de m'orienter dans le dédale de la bibliographie bolivienne sur le territoire. Il a aussi mis à ma disposition son immense bibliothèque, beaucoup de son temps et des litres de café pour démêler les idées embrouillées qu'une Française pouvait avoir sur le territoire bolivien. Agustín Saavedra Weise, grand théoricien du concept de la Bolivie « pays de contacts », m'a ouvert les portes du ministère des affaires étrangères, dont il connaît tous les recoins, et celles de l'élite entrepreneuriale de Santa Cruz. Je le remercie de sa confiance. Erwin Galoppo, au nom de la solidarité des géographes si peu nombreux en Bolivie, a fait de même à la Superintendance agraire. Enfin, je remercie pour leur soutien sans faille, Francisco Javier Iturralde, José Pedro Torrico, Carlos Serrate, Bismark Rosales, Bill Brady et*

tous les autres Boliviens qui m'ont accordé un peu ou beaucoup de leur temps. Au Brésil, je remercie le groupe RETIS de l'université fédérale de Rio de Janeiro (UFRJ) pour l'intérêt qu'ils ont porté à ce travail. Je pense tout particulièrement à Rebeca Steiman qui m'a fourni les données municipales brésiliennes dont j'avais besoin pour réaliser les cartes frontalières.

Merci à tous les frontaliers. Ils ont été la matière de cette étude, et bien plus que cela. Merci aux Cobijènes transplantés depuis les Andes, qui m'ont accueillie comme une des leurs, sûrs qu'il y avait peu de différence entre leur destin et le mien. Il ne me reste qu'à m'excuser d'avoir beaucoup appris à leur contact. Merci en particulier à Ronald Calderon d'avoir compris qu'un chercheur, pouvait en apprendre autant sur la société frontalière à la discothèque de Cobija que dans les bureaux des institutions étatiques. Ana Blanca et Carlos de la Fuente ont joué le même rôle de « fixeurs » à Puerto Suárez et Quijarro. Ils ont aussi été ma cantine (et ma pharmacie) pendant les longs séjours à Puerto Suárez. Je les en remercie tous les deux

Et puis il y a tout le petit monde du rameur, ceux qui lui ont épongé le front, ceux qui lui ont réglé la barque, ceux qui l'ont récupéré lorsqu'il était assoupi sur des rives tropicales et par trop hospitalières... pour tout ceux là quelques formules rhétoriques sont bien peu de choses. Qu'ils me fassent la grâce de les accepter si un jour, par mégarde, ils feuilletent ces pages.

La pomme ne tombe pas loin de l'arbre. Lorsque je me prends à me demander comment tout cela à commencer, je pense à ma grand-mère Paulette Perrier. A tous ses petits enfants, elle a laissé l'histoire-géographie en héritage. Qu'elle ne soit plus là, à l'heure de rendre ce travail, est pour moi une profonde tristesse. Cette thèse doit aussi beaucoup à Florence et Jacques Perrier. Florence, en me répétant depuis toute petite « qu'il y a des limites à tout » m'a permis de vivre dans ma chair une première expérience de la limite. Je lui dois cette primo-fascination pour les frontières, fussent-elles morales, et mon premier questionnement de frontérologue : la frontière est-elle contestable parce qu'elle est (sur)imposée ? Après ces quelques années d'étude je voudrais juste lui dire que si elle avait raison et qu'il y a des limites à tout, certaines sont des horizons faits pour être dépassés. Jacques laisse de me voir chercher en vain un Eldorado à l'intérieur du périphérique parisien m'a payé mon premier billet d'avion pour l'Amérique latine, sûr que ses souvenirs ne l'avaient pas trompé et que je trouverai là-bas des pays où il fait bon vivre. Merci aussi à ma tribu fraternelle, Anne-Sophie, Caroline et Alexandre, qui a été de toutes les despedidas et de toutes les bienvenidas. Merci Alexandre de m'avoir suivie jusqu'à San Matías (et pardon de t'avoir, tous les soirs, ramené en Bolivie, toi qui rêvais du Brésil). Merci, encore, à Sophie Blanchard, Zéline Lacombe, Laurent Lacroix et Enrique Herrera, chercheurs de la calle 11 de Santa Cruz, d'avoir toujours eu les gestes salvateurs, après de longues semaines isolées sur la frontière et des dizaines d'heures de bus ou de train. Dans une version plus andine merci aussi au collectif de soutien logistique de la Sagarnaga et de la Boqueron. À Paris, j'ai trouvé chez Adel un réconfort et une écoute attentive sur les questions boliviennes, chose fort rare dans la capitale. Merci aux Bolivianistes parisiens, français et boliviens : Françoise Martinez, Sergio Cáceres, Sebastian Urioste et tous les autres.

Enfin,

Merci Tristan, pour tout. Ce « tout » là, tu le sais mieux que moi, n'a pas sa place dans ces pages et il nous reste à finir de l'écrire – ensemble.

---

**SOMMAIRE**


---

**Première Partie : Résonance de la frontière**  
**Au pays des mythes géographiques, les frontières sont magiques.**

Chapitre I: La Bolivie à l'école <i>L'école des signes</i> .....	40
Chapitre II : Maux territoriaux <i>Les non-dits du territoire</i> .....	72
Chapitre III : Les frontières magiques.....	110
Conclusion de la première partie : Exister n'est jamais certain.....	150

**Deuxième partie : La frontière rêvée**  
**L'esprit des lieux, le temps suspendu**

Chapitre IV : L'Eldorado.....	157
Chapitre V : Les terres du bout du monde <i>Du fines au limes ?</i> .....	207
Conclusion de la deuxième partie : La frontière dans l'entre-deux.....	265

**Troisième partie: La frontière vive**  
**Forces du changement, résistances au changement**

Chapitre VI : La frontière arrimée.....	274
Chapitre VII : Vivre au bord d'un talus économique (I) <i>La tentation de l'illicite</i> .....	328
Chapitre VIII : Vivre au bord d'un talus économique (II) <i>Les difficiles voies de la sagesse</i> .....	394
Conclusion de la troisième partie : Une frontière intégrée peut-elle rester rebelle ?.....	456

**Quatrième partie : Un territoire à la limite.**  
**Au-delà de la frontière, le territoire reconstruit**

Chapitre IX : La frontière en défens <i>Mythes et réalités autour d'une frontière débordée</i> .....	465
Chapitre X Les sentinelles de la bolivianité <i>Permanence et mutation de l'être bolivien frontalier</i> .....	518
Chapitre XI : Le territoire au risque de sa frontière <i>Un jeu à toutes les échelles</i> .....	570
Conclusion de la quatrième partie : Repenser le territoire.....	628

**V.Conclusion générale**  
**La dernière frontière ?**

---

## NOTES POUR LA LECTURE

---

### Lexique

Le texte est suivi de deux lexiques. Le premier reprend les hispanismes ou bolivianismes, le deuxième les institutions. À chaque première apparition d'un terme figurant dans l'un des deux lexiques, figure un astérisque. Par la suite, et pour ne pas alourdir le texte en multipliant ces petites étoiles, les astérisques n'apparaissent plus, même si le mot peut être expliqué.

### Citations

Toutes les citations espagnoles ont été traduites en français, pour un plus grand confort de lecture. En dépit des lourdeurs de la traduction, je crois pouvoir affirmer n'avoir jamais trahi l'auteur, ni dans la sélection des passages, ni dans la reformulation des tournures. Enfin, j'ai toujours maintenu les termes en italiques et les majuscules du texte original, même si elles n'avaient à priori pas lieu d'être. Lorsque, pour souligner un passage dans une citation, je l'ai mis en italique, je le précise en note de page.

### Bibliographie

Une bibliographie générale et une bibliographie thématique se trouvent à la fin de cet ouvrage. Elles comprennent les ouvrages cités et les ouvrages consultés sans être explicitement évoqués dans ce travail. Dans le texte principal les références à des ouvrages sont reprises en note de bas de page, sous une forme simplifiée comprenant le nom de l'auteur, l'année de publication et le titre (pour éviter les confusions dans les cas de multiples publications du même auteur la même année). Dans le cas d'éditions multiples, j'ai fait figurer entre crochets la date d'édition originale, seule à même de resituer l'œuvre dans son contexte de rédaction.

### Encadrés

Certains développements ont été mis en « encadré » - pour ne pas allonger le texte principal. Ils sont de plusieurs natures : illustration du propos par un cas d'étude, précision sur des acteurs, développement sur des épisodes historiques, *verbatim* etc. Ils n'ont pas leur place dans le corps du texte mais restitue un contexte général. Souvent ces encadrés éclairent plusieurs parties de cet ouvrage. En fin d'ouvrage, une table des encadrés a donc été insérée. Ces encadrés tiennent lieu d'annexes, il n'y en a donc pas en fin d'ouvrage.

### Cartes

Une partie des cartes a été réalisée à partir du fond de carte élaboré par Philippe Waniez lors de son séjour en Bolivie. J'ai également utilisé Philcarto,<sup>1</sup> le logiciel de cartographie automatique qu'il a créé, et certains tableaux Excel élaborés à partir des données du recensement de 1992 qu'il avait mis en forme avec l'aide de Jean-Claude Roux et de l'équipe de la UMSA. Je le remercie ici

---

<sup>1</sup> Disponible en ligne : <http://perso.club-internet.fr/philgeo/>

pour tout ce matériel qu'il a mis à ma disposition et qu'il aurait été long de mettre en forme moi-même.

## Index

La longueur du texte imposait la réalisation d'un index. Les entrées d'index ont été regroupées en cinq catégories (lieux, institutions, hommes, événements et concepts) reportés en fin d'ouvrage.

## Bolivianismes

La difficulté de travailler sur des terres inconnues tient parfois juste à l'absence de terme pour les qualifier. Pour la contourner, j'ai pris le parti de traduire des substantifs inconnus des dictionnaires français. On me pardonnera d'autant plus facilement ces introductions qu'elles avaient le plus souvent pour fonction d'alléger le style en évitant de longues périphrases. Signalons-en quelques unes sur lesquelles il serait légitime de buter, surtout si l'on n'est pas hispanisant. Cela concerne tout d'abord les gentilés : pandinois, pandinoise qualifie les habitants du département du Pando, béninois, béninoise ceux du Beni et crucénien, crucénienne pour le département de Santa Cruz ou la ville. Dans tous les cas, j'ai tâché de rester le plus proche de terme hispanique. Pour les villes, j'ai suivi la même logique. Les Cobijènes pour Cobija, les Portenos pour les habitants de Puerto Suárez.

Autre réserve de bolivianismes le vocabulaire relatif au domaine politique et administratif. La loi de capitalisation, et par extension le processus de capitalisation, pourrait se traduire par privatisation des entreprises d'État, si ce terme n'ôtait pas un peu de son sens à l'expression bolivienne qui sous-entend un processus de création d'un capital collectif, à même d'alimenter un régime des pensions, nouvellement créé. La participation populaire est un processus de décentralisation administrative, avec la création de nouvelles entités territoriales, les municipales. Mais là encore choisir le terme français appauvrirait quelque peu l'expression, en faisant oublier la philosophie de ce processus de décentralisation qui entendait redonner les moyens politiques et financiers, via la redistribution du budget de l'État, aux municipales.

Il y a encore, les bolivianismes maintenus parce qu'il n'existe pas de traduction en français, ou une traduction qui ne me semble pas pertinente. Certains sont entrés depuis longtemps dans le langage courant : les conquistadors, les bandeirantes, les péons, les seringueiros, les hacenderos, sont devenus des archétypes sociaux de l'Amérique Latine (ils ne sont donc pas forcément mis en italique). Je les ai reportés dans le lexique lorsque le terme n'était pas expliqué dans le texte. Lorsque deux orthographes existent, portugaise et espagnole, j'ai choisi la seconde variante. D'autres termes sembleront plus nouveaux aux oreilles des francophones. En France, on avait pris l'habitude de traduire castaña par noix du Brésil, ou noix du Pará – en se calcant sur la terminologie brésilienne et sur la coutume anglaise qui parle de *brazilian nut*. J'ai gardé le terme

bolivien de castaña dans le texte. De même j'utilise parfois le terme de gomme, *goma*, plutôt que caoutchouc.

Enfin, certaines expressions traduites littéralement pourront étonner aux premiers abords. Je les ai maintenues en les expliquant car elles témoignent d'un imaginaire proprement bolivien. C'est le cas de la « méditerranéité » bolivienne, qui traduit le fait que le pays soit littéralement au milieu des terres, comme la mer du même nom. C'est le cas du *macizo boliviano*, que je n'ai même pas tenté de traduire par massif andin. C'est le cas du qualificatif d'« intérieur », qui sert à caractériser tout ce qui est à l'extérieur de la stricte bande frontalière, fort usité en Bolivie.

### **Termes Quechua, Aymara, Inca**

L'orthographe des termes quechua et aymara a été modifiée. Aussi la forme traditionnelle de certains termes n'est plus en usage aujourd'hui. À part pour le terme *colla* (que je devrais écrire Qulla) et Inca (normalement Inka), dont j'ai conservé l'orthographe courante, j'ai utilisé la nouvelle forme orthographique pour les autres. Ainsi : Tahuantinsuyo devient Tawantinsuyu, le Collasuyu devient Qullasuyu, Atahualpa devient Atawallpa, Manco Capac devient Manku Qhapaq, etc. Les principes de cette nouvelle orthographe sont simples. Il s'agit de rester plus fidèle à la prononciation originel : le « hua » devient « w », le « c » un « k », le « o » un « u ».

### **L'utilisation du terme « Colla »**

Celui qui connaît la Bolivie sera peut-être choqué de l'utilisation du terme de colla. Il la jugera intempestive, peu scientifique voire raciste. Dans ce pays, ce terme est dans toutes les bouches, qu'il serve à se définir ou à définir l'autre, mais il disparaît du discours officiel, il est gommé des rapports et n'a jamais été prononcé devant moi par des représentants d'une quelconque institution étatique. Dans le contexte officiel et universitaire on lui préfère les périphrases du genre : « gens de l'intérieur », « personnes de l'Occident », « habitants de l'Altiplano », « Andin », etc. Le terme de Colla n'est pas politiquement correct. C'est sans doute parce que, s'il n'est pas en lui-même dépréciatif, il est utilisé, par une certaine pensée régionaliste orientale, pour dénigrer le groupe qu'il désigne. Sa définition est alors tronquée. Il ne sert plus qu'à caractériser les « pauvres » indigènes de l'Altiplano. Je ne l'emploie pas dans ce sens là et cette dérive ne justifie pas qu'on abandonne ce terme. D'autant plus, qu'il est aussi devenu un instrument pour fédérer une identité andino-bolivienne en construction qui entend s'opposer aux poussées régionalistes venues du sud et de l'est du pays. Cette identité n'est pas seulement indigène ou rurale. Dans les grandes villes de l'Altiplano, les intellectuels et les membres des classes moyennes se plaisent à reprendre ce qualificatif en leur nom propre. « Nous sommes collas. » Le terme ne qualifie alors ni un groupe social ni un groupe ethnique, mais une appartenance géographique fondatrice d'identité. Comment un géographe, toujours attentif aux effets de lieux sur la conformation des identités pourrait-il s'en priver ?

En suivant ce raisonnement, j'ai résolu de l'employer. Mais je mets en garde contre les biais introduits par l'emploi de ce terme. D'une part, il désigne un groupe en formation dont les limites sont extrêmement floues. Au centre, les commerçants collas revendiquent la tête haute leur identité. À la périphérie, nombreux sont ceux qui hésitent à se dire tel. Un jour Colla, un jour Bolivien, un jour Cochabambino... Les identités s'emboîtent. D'autre part, le terme, on le comprendra dans le texte, est aussi l'étendard d'un groupe en lutte contre les velléités fédératives ou autonomistes des départements périphériques du noyau andin. Dans le contexte actuel, où la réflexion sur le devenir territorial de l'État est source de bien des oppositions, il contient à lui tout seul un programme politique : que la Bolivie se construise autour de son noyau historique les Andes, qui ont fait d'elles ce qu'elle est.

# 0. Introduction

## Genèse

Certains sujets de thèse naissent dans le cadre de programmes collectifs ou à l'instigation d'un tiers. D'autres, celui-ci en fait partie, surgissent comme une intuition à l'occasion d'un premier voyage dans le pays étudié. Les craintes du doctorant quant à la faisabilité de son étude sont dans ces cas-là, amplifiées. Certes, elles sont le lot commun de tous - ne sont-elles pas le nerf de la thèse, cet exercice universitaire « au charme quelque peu suranné »<sup>2</sup> ? - mais l'expérience a prouvé qu'elles sont d'autant plus redoutables qu'on ne peut s'en prendre qu'à soi-même. Parce que j'ai connu ces appréhensions, j'ai choisi de commencer par expliquer la genèse de cette recherche. Les quelques observations initiales avaient une certaine pertinence, puisque la frontière orientale a bien été cet instrument efficace, capable de mesurer l'avancement de la construction territoriale en Bolivie. Partout, « les frontières sont des lieux singuliers de l'espace ».<sup>3</sup> La Bolivie n'échappe pas à cette règle. Sur cette bande frontalière éloignée du noyau national, des processus en cours influencent le destin du pays dans son entier. Mais, pourquoi s'être douté de cela ? Pourquoi s'être penché sur cette frontière bout du monde, d'un pays au bout de notre monde ?

### ***La Bolivie pays résolument andin***

Tout commence par une position de recherche paradoxale : le choix de porter son regard sur ces terres orientales, qui sont loin du cœur de la Bolivie. La Bolivie est un pays andin. Le comble même du pays andin, puisque sans façade maritime, elle semble condamnée à suivre la voie de hauteurs, celle de l'Altiplano. Comme si elle avait troqué l'azur de la voûte céleste, dont elle est si proche, contre le bleu des océans qu'elle a perdu. L'office du tourisme bolivien ne vend-t-il pas le pays comme celui au « ciel le plus pur de l'Amérique Latine » ? La Bolivie que l'on connaît en France, lorsqu'on ne la confond pas avec la Colombie, est bien celle-là où gambadent des lamas sur un *paramo* pelé. Dans le fond une cordillère blanche rappelle que ce pays bat des records d'altitude : la ville la plus haute du monde, la mine la plus haute du monde, la piste de ski la plus haute du monde. Au premier plan de cette image d'Épinal quelques paysans en ponchos sont là pour ne pas nous faire oublier qu'il s'agit aussi du pays le plus indigène de l'Amérique du Sud. Authenticité et pauvreté, sous-développement et tradition se mêlent dans ce pays au sommet.

<sup>2</sup> Deler, Jean Paul 1981 *Genèse de l'espace équatorien : essai sur la formation du territoire national*, p.11

<sup>3</sup> Foucher, Michel 1991 *Fronts et frontières : un tour du monde géopolitique*, p. 7

Cette image de marque n'est pas seulement une représentation exogène au pays, à laquelle les Boliviens auraient adhéré en dernier ressort. Elle est au cœur de l'identité nationale. Les auteurs boliviens n'ont de cesse, depuis Jaime Mendoza, de rappeler que tout ce qui fait la Bolivie et justifie son existence se trouve dans le *macizo andino*.<sup>4</sup> Du berceau andin émerge la Bolivie, avant même sa constitution en tant que République indépendante, dans sa dimension territoriale comme dans son identité nationale. Les structures de l'espace national expriment la prégnance des Andes. En 2001 c'est encore le long de l'Altiplano, et dans ses pourtours péri-andins, que se concentre la population. Au-delà, les marges sous-occupées donnent l'impression que la Bolivie possède un espace trop grand pour ses plus de 8 millions d'habitants.

## ***L'Oriente***

Mais si tout ce qui est bolivien ne peut qu'être andin, quel regard porter sur la partie orientale du pays ? Au delà des Andes, loin du noyau national originel, ces périphéries occupent les deux tiers du pays. L'importance de leur superficie est inversement proportionnelle à leur statut au sein du territoire. Situation classique que l'on retrouve dans tous les pays andins. Aux pays des lamas, les basses terres ont une faible lisibilité, portion congrue du territoire idéal. Quel rôle peuvent-elles jouer si ce n'est d'être une outre-Bolivie, une autre Bolivie ou une anti-Bolivie ?

Commençons par le nom qu'on leur donne. Là bas on parle de *l'Oriente*. Il faut maintenir l'hispanisme même s'il prend l'allure d'un barbarisme. L'Orient, sa traduction française privilégiée par d'autres auteurs,<sup>5</sup> évoque tout autre chose aux Européens. Ce vieux mot, poli par les rêves et les voyages de découverte, charrie avec lui de nombreuses images : la route de la soie et les palais des Mille et une nuit, les épices et le désert des Tartars, Marco Polo et Cipango. Notre Orient bolivien est bien loin de tout ça. Certes, « le mot chien ne mord pas ». <sup>6</sup> Le mot n'est pas la chose. Mais il est certains mots, et Orient en est un, au pouvoir d'évocation si puissant qu'on ne peut les extraire de la gangue de représentations qui ont, dans une culture donnée, transformé leur sens. L'Orient en français ne signifie pas seulement l'Est, et c'est pour cela qu'il n'est pas opératoire. Mais, à ce compte-là, Orient ne vaut pas mieux. Pas plus que l'Orient des Européens il ne se contente d'indiquer une direction. Il est pris dans une enveloppe de signifiés forgés par la culture andine. De la Colombie à la Bolivie, les peuples des montagnes ont projeté sur le monde des basses terres une série de poncifs. Ils ont peu à peu dessiné les contours d'une région idéale, imaginée bien avant d'être possédée. Cet imaginaire oriental est fondamental. Je l'ai découvert, comme par hasard, en Équateur, en 1996.<sup>7</sup> J'étais partie étudier l'Amazonie et sa litanie de clichés : l'enfer vert, le poumon de la planète, les fronts de colonisation et le déboisement. C'est l'Oriente que j'ai trouvé. Sa puissance évocatrice est tout aussi forte dans les pays andins que l'Amazonie l'est en Europe. Plus que le concept de frontière, c'est le point de départ de cette recherche.

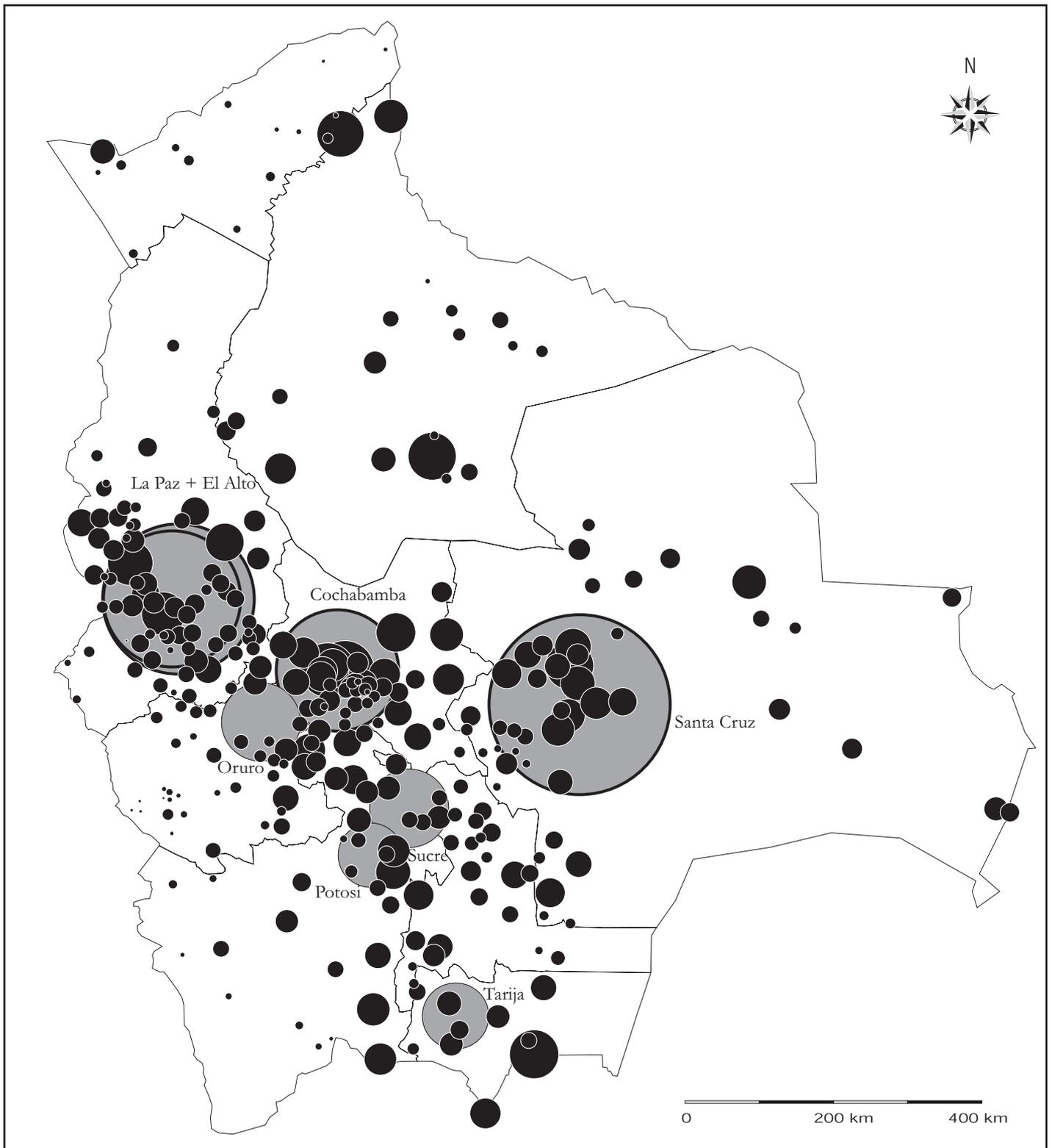
<sup>4</sup> Massif andin, voir chapitre II, paragraphe 2-2 « La vraie Bolivie, le macizo andino ».

<sup>5</sup> Roux, Jean-Claude 2000 *La Bolivie orientale, confins inexplorés, battus aux Indiens et économie de pillage*

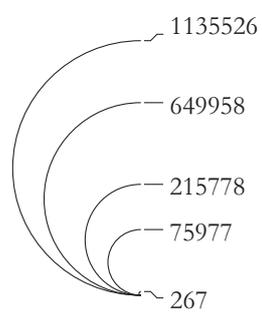
<sup>6</sup> Genette, Gérard 1976 *Mimologiques : voyage en Cratylie*.

<sup>7</sup> Je séjournais en Équateur dans le cadre d'un mémoire de maîtrise sur le Nororient équatarien.

## 0-2 Population par municipe en 2001



### Population recensée en 2001



## ***Le pays de l'Eldorado***

« *Cela est le véritable Eldorado, cherché depuis tant de siècles* ».  
Mariano Albornoz, 1885.<sup>8</sup>

Certains auteurs, confrontés à l'extrême diversité des basses terres, choisissent de parler des Orient.<sup>9</sup> L'histoire, les cycles économiques sélectifs dans l'espace ou le milieu physique sont autant d'arguments à l'hétérogénéité de l'ensemble oriental. Pourtant, il me semble souhaitable de maintenir le singulier d'Orient. C'est l'usage en vigueur dans les pays andins. Il n'est pas fortuit. Il démontre que la région se constitue hors d'elle-même, comme une construction intellectuelle qui laisse peu de place aux réalités physiques. Homogène la région l'est par la méconnaissance qu'en ont les Andins. Le singulier est évocateur de la genèse de cette région inconnue, instituée comme l'ailleurs par excellence, l'Eldorado.

Lorsqu'on évoque l'Amérique du Sud, on mentionne à tout propos l'Eldorado. Il en deviendrait presque suspect à être si souvent convoqué pour servir de principe explicatif d'une certaine géographie du continent. N'a-t-on pas trop prêté à l'Eldorado ? Ne s'est-il pas chargé de nos propres fantasmes de chercheurs européens en quête d'exotisme ? Après tout, nous sommes un peu les enfants de ces conquérants décrits par Heredia. Nous avons, en tout cas, fait le même chemin en direction des « bords mystérieux du monde occidental »,<sup>10</sup> et l'Eldorado est de tous les mystères de ce monde mystérieux, celui qui fascine le plus. L'histoire du roi Doré<sup>11</sup> qui s'enduisait le corps de paillettes s'est répandue avec les premiers conquistadors comme une traînée de poudre dorée. On l'a cherché partout dès l'arrivée dans les Caraïbes. Comme un mirage dans le désert il s'évanouissait dès qu'on pensait l'atteindre. On a cru le trouver dans la Colombie actuelle, puis au Venezuela, en Guyane, dans la partie amont de l'Amazone, dans le Mato Grosso, et enfin dans la région du Paraguay. Les historiens boliviens ont beau jeu de voir dans la région de Moxos la dernière localisation de ce pays mythique.<sup>12</sup> Si le mythe se déplace dans l'espace, jusqu'à l'ubiquité, il se complexifie également. Les légendes, exogènes et indigènes, se superposent et s'enchevêtrent. Le pays du lac doré devient la cité perdue des derniers Incas, le Paititi.\* Le pays de la cannelle s'efface derrière celui des Amazones d'Orellana. Au fil de ces métamorphoses, une seule logique transparait : celle qui fait correspondre l'Eldorado avec la partie du continent inexplorée. L'ubiquité devient utopie. La vérité est que, dans cette Amérique en découverte, « les mythes suivaient le recul des terres inconnues »<sup>13</sup>, et l'Orient est resté longtemps un monde inconnu. L'idée d'un Eldorado

<sup>8</sup> Albornoz, Mariano 1885 *Breves apuntes sobre las regiones amazonicas por el Dr. D. ,Presidente de la Sociedad Obreros del Porvenir del Amazonas*

<sup>9</sup> « Certes, s'il existe bien un moule démographique et historique commun qui façonne les Orient, celui-ci voit aussi son unité s'effacer devant celle des Orient pluriels », affirme cependant Jean-Claude Roux voir Roux, Jean Claude 1995 *Guide commenté des sources géographiques des Orient boliviens : Amazonie - Beni - Orient de Santa Cruz - Chaco ( à partir de 1825 )*, p. 11

<sup>10</sup> Heredia, José Maria 1999 [1897] *Les trophées*. Il s'agit d'un vers du poème *Les conquérants* qui participe de la construction d'un imaginaire collectif européen sur l'Amérique Latine.

<sup>11</sup> El Dorado veut dire l'homme doré et fait référence à un roi.

<sup>12</sup> Mesa, José De, Gisbert, Teresa et Mesa Gisbert, Carlos De 2001 *Historia de Bolivia*, p. 131

<sup>13</sup> Bernard, Carmen et Grunziski, Serge 1991 *Histoire du nouveau monde, De la découverte à la conquête*, p 513.

oriental commence avec cela. Ainsi, si l'Eldorado est bien le produit de rêves d'Européens sur le continent mystérieux, il ne prend racine que dans des régions vides et inexplorées du continent. C'est le produit de la rencontre entre les songes européens et les terres américaines. Aussi, malgré les doutes épistémologiques que suscite son utilisation constante, il reste un médiateur efficace pour décrypter le rapport des sociétés à certaines « régions vides » de l'Amérique du Sud.

Nulle part ailleurs sur le continent il ne semble plus approprié que pour caractériser les régions orientales des pays andins. Le mythe de l'Eldorado existe dès la création des États, parce qu'il s'inscrit dans un pas de temps plus long que celui des deux derniers siècles. Il a été reçu en héritage de l'empire espagnol et de l'empire inca. Au pied des Andes, l'altérité du milieu naturel et l'absence d'appropriation politique lui donnèrent naissance. Sa longévité et sa persistance, malgré les changements de cadres politiques, témoignent de son caractère structurant dans l'espace andin.

### ***Une région « frontier »***

Comment alors du constat de cet imaginaire oriental expliquer le choix d'un sujet de recherche sur la frontière orientale ? L'observation de la région, et de son statut dans l'espace national, renvoie à la notion anglo-américaine de *frontier*, formalisée par Jackson Turner en 1893.<sup>14</sup> Elle éclaire le destin de l'Orient bolivien. Rien d'étonnant à cela. Nous sommes sur le même continent. Au Nord comme au Sud, les mêmes causes, l'arrivée d'une population étrangère sur des terres inconnues, devaient produire les mêmes effets. Turner dit de l'Ouest nord-américain qu'il est le monde du *wilderness*. Plus loin, il parle d'un territoire où la terre est libre. Monde sauvage, monde libre, les deux images rappellent les représentations des Orientes andins. La frontière que décrit Turner, avant d'être une frontière en mouvement est la frontière par excellence : point de contact et de rupture entre l'antique monde et le monde moderne, solution de continuité entre la barbarie et la civilisation. Limes romain, muraille de Chine, elle est un peu de tout cela – l'air de majesté attaché à ces ouvrages fortifiés en moins.

L'Orient bolivien participe d'un vaste ensemble perceptible à l'échelle sud-américaine. On utilise souvent l'oxymore de « périphérie centrale » pour le décrire. Si l'espace sauvage était à l'Ouest en Amérique du Nord, il était au centre en Amérique du Sud, coincé dans un étau de plus en plus resserré entre la colonisation espagnole, appuyée sur les Andes, et la colonisation portugaise, partie du littoral atlantique. Au centre du continent, la prise de possession est plus tardive. Elle est plus légère aussi. Les *bandeirantes*\* portugais, d'un bord, les missionnaires jésuites et franciscains, de l'autre, sont, bien avant les représentants du pouvoir central, les fers de lance de la première conquête territoriale. Les colons et les pionniers arrivent plus tard. Cet espace en creux garde aujourd'hui les caractéristiques d'un monde des « *minimas* »<sup>15</sup> : moins d'hommes, moins de

<sup>14</sup> Sa conférence eut un retentissement exceptionnel. Voir Turner, Jackson 1893 *The Significance of the Frontier in American History*

<sup>15</sup> Pour reprendre, à l'envers, l'expression de Paul Valéry à propos de l'Europe du début du siècle où l'on trouve « le maximum de besoins, le maximum de travail, le maximum de capital, le maximum de rendement, le maximum d'ambition,

relations, moins de production et moins de transformation du milieu. La complainte d'Antonio Viera, chef de la mission jésuite du Maranhao Pará résonnera longtemps sur ces terres sauvages. En 1660, comparant sa situation à celle de ses comparses missionnaires en Chine, il écrit « ils traitent avec les gens les plus doctes du monde (alors que j'affronte) les gens les plus incultes, les plus pauvres, les plus vils, les moins humains de tous ceux que la nature a enfantés, ou avortés, et dont il faut partager les misères. »<sup>16</sup> Au centre de l'Amérique, était la frontière sauvage.

Poussive, lente, la progression de la frontière dans ce monde de l'anti-civilisation est néanmoins réelle. Ce mouvement constitue la deuxième caractéristique de la *frontier* turnerienne. Elle permet d'opposer deux archétypes de la limite : la *boundary*, fixe et la *frontier*, en progression. Dans notre français, plus pauvre pour manier ces nuances, on renvoie dos à dos le front à la frontière. La *frontier* est le type même de la frontière américaine. Elle n'a pas la stabilité d'un butoir qui contient la poussée des barbares. Forme vive, en constante dilatation, elle a pour cette raison même pu devenir un projet de société. Du nord au sud de l'Amérique, « l'esprit frontière » plane. Kennedy et sa « nouvelle frontière » n'a pas été le premier à l'invoquer. Ailleurs sur le continent, l'avancée de la frontière s'est muée en dessein commun. En Bolivie la conquête des terres pionnières est une nécessité définie par les gouvernements dès le début de la République. Dans les deux dernières décennies du XIX<sup>ème</sup> siècle, ce projet politique s'ancre profondément dans la société pour devenir un élément significatif de l'imaginaire collectif.<sup>17</sup> Au Brésil, à une autre époque, le gouvernement de Medici (1969-1974) parlait de donner « la terre sans hommes aux hommes sans terre ». Programme politique, projet de société, une nouvelle fois. La rhétorique de la conquête de l'Ouest, ou de l'Est, selon l'endroit où l'on se trouve, souffle sur les terres pionnières pour les magnifier et en faire un bien commun au potentiel encore inexploité. N'est ce pas là que gît la solution à la pauvreté de tous ces pays ?

Mais si cette frontière doit avancer, elle doit le faire sur une terre lisse, ou imaginée telle. Un des adjectifs les plus fréquemment employés à propos des régions centrales de l'Amérique du Sud est celui de vierge. Cette récurrence n'est pas anodine. La virginité du milieu est liée à la notion de frontière. Il est tel parce qu'il n'a pas été atteint par les hommes : net, pur, intact, parce que vide. Les régions sur lesquelles la frontière avance doivent être des pages blanches. Déjà Turner parlait d'une *huge page* à propos de l'Ouest nord-américain. Pas question de palimpseste ici, seulement une page blanche. Pour écrire quoi ? L'histoire, bien sûr, puisque le passage du *wilderness* à la civilisation marque le début du décompte de notre temps occidental et l'entrée des terres à la marge dans l'espace national, puis globalisé. Dans ce moment crucial « la terre sans histoire éclaire de façon lumineuse le cours de l'histoire universelle. »<sup>18</sup> L'Orient bolivien, sauvage, vierge, inculte, à l'image des autres provinces intérieures de l'Amérique renvoie donc à la frontière turnerienne. Ainsi, par un

---

le maximum de puissance, le maximum de modification de la nature extérieure, le maximum de relations et d'échanges. » Et d'ajouter, « Cet ensemble de *maxima* est Europe, ou image de l'Europe. » p. 50 in Valéry, Paul 1924 [ 1922 ] *Variété*

<sup>16</sup> Cité Soublin, Jacques 2000 *Histoire de l'Amazonie*, p 100

<sup>17</sup> Pilar Garcia, Jordan 2001 *Cruz y arado, fusiles y discursos, la construccion de los Orientes en el Peru y Bolivia 1820 - 1940*, p 269.

<sup>18</sup> Turner, Jackson 1893 *The Significance of the Frontier in American History*, p 9

paradoxe qui ne cesse d'étonner, l'observation de l'El Dorado, cette terre sans limite parce que topique, pose la question de sa limite.

## ***De la frontière à la frontière***

« En matière de frontière, on serait tenté de parler d'un « paradoxe américain. » [Là-bas] les Européens ont rencontré le moins d'obstacle à leur désir de tailler. (...) Et pourtant les Amériques n'ont pas des frontières européennes mais américaines. »

Claude Raffestin et Paul Guichonnet, 1974, <sup>19</sup>

« Où l'on découvre les effets géopolitiques ambigus de la double appartenance de ce continent : Extrême-occident structuré par des frontières d'États-Nations, Tiers monde américain quadrillé de fronts pionniers »

Michel Foucher, 1991 <sup>20</sup>

La notion de limite est duale. Au front qui marque l'avancée de la société sur une terre vierge s'ajoute la frontière fixe, limite dans l'espace du territoire d'un État-Nation et de l'exercice de sa souveraineté. Cette dualité n'est pas propre à l'Amérique du Sud, mais la coexistence des deux contraste plus vivement sur ce continent. Là-bas, la frontière fixe fut une réalité surimposée, postérieure au front. Il fallut d'abord découvrir et réduire le vide central. Ce n'est que dans la deuxième moitié du XVIII<sup>ème</sup>, que la région intérieure perd son caractère infini. Les traités de démarcation et la construction de forts sont les expressions de cette nouvelle frontière. Même si elle est loin d'être lisible dans l'espace sur toute l'étendue de son tracé, même si, au contraire du processus européen,<sup>21</sup> la frontière reste assez abstraite, cartographiée plutôt que démarquée,<sup>22</sup> elle s'impose comme une nouvelle réalité géopolitique. Au XIX<sup>ème</sup> siècle, avec le mouvement des indépendances, la question de la frontière devient cruciale pour les nouveaux États. Car, tous donnent l'impression de nager dans des habits territoriaux trop grands pour eux. Leurs frontières traversent des régions mal contrôlées. C'est vrai du Brésil dans le tableau qu'en donne Elisée Reclus, à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. « À la veille des révolutions qui devaient lui donner son indépendance nationale, le Brésil se révélait dans son immense étendue. »<sup>23</sup> C'est encore plus vrai de la Bolivie qui, en 1825, en vertu du principe de *l'uti possidetis juris*, se retrouve à la tête d'un territoire de 2,5 millions de Km<sup>2</sup> et de plusieurs milliers de kilomètres de frontière dans des régions parfois inconnues du pouvoir central. Partout en Amérique du Sud, la frontière externe de l'État, se trouve bien au-delà de la frontière interne qui marque la limite de l'appropriation effective du territoire par la société et le pouvoir politique.

<sup>19</sup> Guichonnet, Paul et Raffestin, Claude 1974 *Géographie des frontières*, p. 122.

<sup>20</sup> Foucher, Michel 1991 *Fronts et frontières : un tour du monde géopolitique*, p. 135

<sup>21</sup> Guichonnet, Paul et Raffestin, Claude 1974 *Géographie des frontières*, p. 14-15. À propos de la frontière d'État, telle qu'elle émerge en Europe entre le XIII<sup>ème</sup> et le XVI<sup>ème</sup> siècle, les auteurs précisent : « Toute tentative de fondation d'un État moderne s'accompagne d'un rassemblement territorial (...) et d'un effort pour assigner des limites, même si ces dernières sont imprécises (...). Sans doute n'y avait-il pas de matériaux cartographiques mais les hommes pouvaient avoir une expérience directe des limites, une expérience sur le terrain. »

<sup>22</sup> Cet âge d'or des grands traités de démarcations frontalières est aussi celui du « triomphe de la cartographie portugaise », « fruit d'une politique cartographique et topographique savamment orchestrée par le roi Joao V (1706 – 1750) » Droulers, Martine 2001 *Brésil : une géohistoire* pp. 72-77).

<sup>23</sup> Reclus, Elisée 1894 *Amérique du Sud : L'Amazone et La Plata, Guyanes, Brésil, Paraguay, Uruguay, République Argentine*.

Frontière externe, frontière interne, en Bolivie comme ailleurs le seul mot d'ordre sera de faire correspondre l'une avec l'autre. La dialectique front (frontière interne) - frontière (frontière externe) est obsédante pour les nouveaux États indépendants. Il faut réduire « la zone mystérieuse ».<sup>24</sup> La frontière interne doit se déplacer pour rejoindre la frontière externe, censée être stable mais qui pourrait bien reculer si le front ne l'atteint pas (rappelons-nous que les remaniements frontaliers ont été légion dans le premier siècle qui a suivi les indépendances). Ce qui est en jeu n'est pas seulement de l'ordre de l'exercice de la souveraineté de l'État sur l'ensemble de son territoire. Ces confins sont des Eldorados. Les laisser « en attente de la République », c'est risquer de les perdre, alors que leur position géographique périphérique les place en situation périlleuse : ils sont accolés à des voisins menaçants.

Tel a été le cheminement d'une réflexion qui devait conduire de l'observation de l'Orient bolivien à la volonté d'en étudier sa frontière. Cette recherche est née de l'ensemble de ces observations et de la conviction que la frontière orientale est un objet d'étude privilégié pour analyser l'évolution du territoire bolivien. Elle a fait office de « porte d'entrée » sur des problématiques plus générales, boliviennes et orientales. Mais un objet d'étude ne fait pas une thèse, venons-en à sa formulation.

## Thèse, thèse

---

*« Il faut qu'une thèse ait une thèse »  
Anonyme*

Certains adages sorbonniques marquent les esprits. Celui-ci en est un. Est-ce son côté ritournelle enfantine ? La facile mémorisation qu'il autorise ? Les deux aspects doivent jouer, le mystère du raisonnement par l'absurde, en plus. Et son air de formule magique lui donne un certain charme. Nous serions devant le secret de la thèse enfin révélé, il ne resterait plus qu'à répéter la tautologie comme une incantation pour voir le charme opérer. Pourtant, tautologique la sentence ne l'est pas tant que cela. Car, si la thèse est bien la présentation d'une question géographique, elle doit aussi contenir sa réponse, c'est-à-dire « une proposition ou théorie que l'on tient pour vraie ».<sup>25</sup> Arrêtons-nous sur ce jeu de question (la thèse) - réponse (la thèse) qui a guidé ce travail.

---

<sup>24</sup> L'expression est d'Élisée Reclus. « La zone mystérieuse qui séparait les montagnes brésiliennes des contreforts andins se rétrécissait peu à peu au profit des sertanejos brésiliens. » Reclus, Elisée 1894 *Amérique du Sud : L'Amazone et La Plata, Guyanes, Brésil, Paraguay, Uruguay, République Argentine*.

<sup>25</sup> « Thèse : s. f. Proposition ou théorie que l'on tient pour vraie et que l'on soutient par une argumentation pour la défendre contre d'éventuelles objections. » in Dendelin, Jacques 2004 *TLFI, Les trésors de la langue française informatisée*

## ***La frontière n'est pas qu'une ligne ...***

« *La frontière sera considérée comme la représentation d'une discontinuité géographique et idéologique.* »  
 Claude Raffestin, 1990<sup>26</sup>

Avant d'aborder la question, il nous faut résoudre un point de vocabulaire. Impossible de glisser prudemment sur le terme de frontière. Comment faire abstraction des recherches que cette notion a suscitées ces dernières décennies de la part de « frontiérologues » de toutes spécialités ?<sup>27</sup> Les ouvrages, les colloques, les numéros spéciaux continuent à se multiplier autour de ce concept sans parvenir à en épuiser l'intérêt.<sup>28</sup> En géographie, le retour en grâce de la géopolitique dans les années 80 a été pour beaucoup dans la renaissance d'une réflexion sur les frontières. Le contexte actuel, marqué par l'affirmation du mouvement de mondialisation, joue plus encore dans ce renouveau. La frontière est au cœur des questionnements contemporains. Étrange paradoxe que celui où une ère d'ouverture, voire de négation de la frontière, fait naître en retour un besoin de frontière. Le regard sur les frontières a évolué rapidement. La décennie 90, celle de la disparition de certaines frontières honnies en Europe, n'a pas été particulièrement tendre envers elles. On construisait une nouvelle communauté européenne élargie, on abattait des murs et on acclamait le retour d'une terre supposément sans limite. Les ONG tenaient le haut du pavé, elles se voulaient toutes sans frontières : « médecins sans frontière »,<sup>29</sup> « pharmaciens sans frontière », « ingénieurs sans frontière » etc. Rapidement cependant, la chute du mur s'est suivie d'un processus d'horogénèse actif en Europe. La frontière, porteuse d'identité, retrouvait dans un monde en voie d'être globalisé une connotation positive. C'est à cette époque que j'ai commencé mes recherches sur la frontière orientale de la Bolivie, sans doute sous l'influence de cette vision des choses qui institue la frontière comme condition première et nécessaire de l'identité.

<sup>26</sup> Raffestin, Claude 1990 *La frontière comme représentation : discontinuité géographique et discontinuité idéologique*

<sup>27</sup> Les frontiérologues sont loin d'être tous géographes. Les anthropologues, les sociologues, les historiens ont aussi développé une réflexion sur ce thème de la frontière dans des contextes fort variés : frontière de la ville, frontière de l'ethnie, nouvelle frontière sociale etc.

<sup>28</sup> En 2004, deux colloques sont programmés en France sur les frontières : *Frontières, frontière* à Pessac en février 2004, et *Passer les frontières* à Grenoble en juin 2004. Le numéro 222 des Cahiers d'outre mer est consacré aux *Frontières du Sud*, deux numéros spéciaux de Géographie et culture sont prévus autour du même thème. Cet intérêt est loin d'être propre à la France. Il est partagé par la communauté scientifique des américanistes. En novembre 2003 à Tijuana, le collège de *La frontera Norte* a organisé un colloque sur l'anthropologie des frontières. En juillet 2002 le troisième congrès européen des latino-américanistes avait choisi le thème *Cruzando frontera*.

<sup>29</sup> « Médecins sans frontière » a été fondé en 1971. Mais les autres ONG sans frontière sont plus tardives (Pharmaciens sans frontière, 1985 par exemple).

Illustration 0-1 : Le sans frontiérisme nouvelle valeur universelle



Source : Cabu, "Les nouveaux beufs sans frontières"  
Le Canard enchaîné, mercredi 26 janvier 2005

La Bolivie, depuis son érection comme République indépendante en 1825, est un pays en quête d'identité. La Nation y est traversée par tant de lignes de fractures (régionales, sociales et « raciales »<sup>30</sup>) qu'on peut légitimement douter de son existence. C'est d'autant plus grave que le pays, tel qu'il a été conçu à sa fondation, présuppose son existence. Fernando Unzueta souligne que « toutes les recherches sur l'histoire et la culture de l'expérience républicaine bolivienne ne font que renvoyer à la *question nationale*. »<sup>31</sup> La dernière décennie a rendu encore plus impérieuse cette réflexion sur la Nation bolivienne.<sup>32</sup> De l'ample bibliographie sur la frontière, j'ai donc retenu ce qui pouvait éclairer cette problématique bolivienne. Le rapport entre la frontière et l'identité nationale est fondamental. La frontière est un catalyseur d'identité collective, celle-là même qui fait cruellement défaut à la Bolivie contemporaine. Comment fonctionne cette relation entre frontières et identité ? L'identité émerge dès qu'on est capable de *tracer* une différence entre nous et les autres. La frontière, en définissant les contours de l'identité, relève du besoin existentiel de se définir. Mais la frontière n'est pas qu'un jalon de l'identité. Elle peut aussi participer à sa construction. En délimitant un tout collectif et spatial, le territoire par exemple, elle pose les bases d'une unité. Les frontières ont une fonction magique, presque démiurgique, parce qu'elles créent de l'identité.

« La frontière n'est pas tant importante pour ce qu'elle est concrètement : les faits le démentent en permanence, mais pour ce qu'elle signifie. »<sup>33</sup> Le besoin universel de séparer répond au besoin de donner un sens à l'espace. L'espace découpé est un espace signifié. Trancher, c'est créer du sens. Pas étonnant que dans les récits des origines on retrouve ce geste fondateur. La Genèse s'ouvre sur le récit de la création du monde par Dieu. Parmi les sept jours qu'il emploie à cet ouvrage, deux sont consacrés à cet acte de trancher. Le premier jour, « Dieu *sépara* la lumière de la ténèbre ». Le deuxième jour « Dieu fit le firmament et *sépara* les eaux inférieures au firmament des eaux supérieures. »<sup>34</sup> Autre mythe des origines, mais même obsession de la découpe, celui de la fondation de Rome. Romulus détermine le tracé de la future ville en creusant un sillon avec le soc d'une charrue.<sup>35</sup> Qui commettra le saut sacrilège au dessus des limites nouvellement définies n'en réchappera pas. Rémus saute et Romulus se saisit de son épée pour tuer son frère jumeau. « Qu'ainsi périsse à l'avenir toute personne qui franchira les murailles de Rome »<sup>36</sup>. Sacré sillon qu'a tracé Romulus, sillon sacré.

<sup>30</sup> Ce terme est revendiqué, en Bolivie, par toute une partie de la population, qu'elle se reconnaisse comme indigène ou blanche. Il témoigne de la cristallisation des oppositions ethniques dans ce pays.

<sup>31</sup> Unzueta, Fernando 2000 *Periódicos y formación nacional: Bolivia en sus primeros años*, p 9.

<sup>32</sup> Voir ci-dessous « Dans la contemporanéité brouillée ».

<sup>33</sup> Crozat, Dominique 2004 *Au commencement était la frontière ...*, p 1.

<sup>34</sup> 1998 *TOB, traduction œcuménique de la Bible*, p. 23. On ajoutera à cette remarque que l'on sépare et tranche beaucoup dans la Bible. Les mers en deux pour laisser passer les Hébreux conduits par Moïse (Exode, chap. XIII,17-15,21), les enfants en deux afin d'identifier leur mère véritable (Premier Livre des Rois, III, 16-27), jusqu'à l'heure de l'avènement où « toutes les Nations seront rassemblées devant lui. Il séparera les uns d'avec les autres, comme le berger sépare les brebis d'avec les boucs » (Matthieu, chap. 25, 32). On voit ainsi que l'acte de séparer, présent à l'origine du monde, sera aussi caractéristique de sa fin.

<sup>35</sup> De fait, l'*horos* en grec, le sillon en français, est une des premières matérialisations de la frontière. Le mot évolue, de sillon il en viendra progressivement à signifier la borne frontalière. En français, il aboutit à la construction de plusieurs substantifs, faisant tous référence à la frontière, dont celui d'horogénèse introduit par Michel Foucher. Voir Foucher, Michel 1991 *Fronts et frontières : un tour du monde géopolitique*

<sup>36</sup> Liv., I, 6, 4 – 7, 3. Cité par Poucet, Jacques 2001 *Romulus : fondateur et premier roi de Rome Autopsie d'une légende*.

Tout n'est pas transcendant dans ce bas monde. Les hommes, matérialistes par essence (il faut bien manger) ne sont pas seulement en quête d'identité. Ils ont aussi besoin de conforter leur sentiment d'appropriation, fût-il limité à un champ ou à un espace de chasse. La frontière est placée au centre de la vie sociale par cette autre nécessité de la vie humaine. Dans les gestes de Romulus, la frontière est l'expression d'une volonté de contrôle sur un espace. Un *topos* millénaire éclaire ce rapport entre frontière et appropriation. Mille fois repris, il raconte toujours la même histoire : une peau de bœuf est découpée en lanière fine pour servir de frontières à un territoire, dont au départ on ne devait recevoir que la superficie de la peau. On le retrouve à la fondation de Carthage, dans la ruse que Didon tend aux autochtones.<sup>37</sup> De l'Antiquité au Moyen Age, comme un écho, il nous rappelle sans fin que l'acte de marquer une frontière est lié au besoin d'appropriation.<sup>38</sup>

## ***La frontière d'État***

La frontière répond à deux besoins fondamentaux : l'identité et l'appropriation. Cette conviction a guidé ce travail car elle trouvait, à propos du territoire bolivien, une singulière résonance. Mais il y avait un danger, inscrit dans ce tableau d'une frontière absolue, alpha et oméga de la vie sociale. Il consistait à se prêter à une « limologie » tous azimuts, et de la découverte de ce bel outil, tomber dans sa fascination en partant à la recherche de toutes sortes de limites. Parce que la région orientale m'a conduit à l'observation de sa frontière, j'ai évité ce péril en me concentrant sur cette frontière qui est une frontière d'État. La frontière d'État c'est la frontière de la vieille école qu'avait observée les géographes au début du siècle.<sup>39</sup> Elle est fort différente des multiples discontinuités qui traversent l'espace anthropisé. Sa particularité tient à ce truisme : la frontière d'État renvoie à l'État. L'État se définit par l'exercice d'une souveraineté sur ses deux expressions matérielles, sa population et son espace. Pour se faire, il doit pouvoir les définir avec précision. L'attribution de la nationalité trace la limite entre population nationale et étrangère ; tandis que les frontières fixent le cadre spatial de la souveraineté.

Certaines problématiques sont propres à la frontière d'État. La question de la présence des étrangers sur l'espace national en est une. La discordance entre l'espace national et la population nationale est fréquente. Dans les zones frontalières, la population étrangère peut augmenter par simple effet de proximité. L'inadéquation entre les deux expressions matérielles de l'État, la population et l'espace, donne alors l'impression que la frontière est menacée. Si elle n'est pas capable de partager les hommes, quelle est sa rémanence ? La frontière poreuse ne risque-t-elle pas de se dissoudre, entraînant le pays avec elle ? La question est grave dans des pays où l'exercice de la souveraineté est rendu difficile par la faiblesse de l'appareil d'État.<sup>40</sup> En Bolivie l'importance

<sup>37</sup> Voir Lancel, Serge 1992 *Carthage*, p. 37. L'auteur renvoie à Virgile. « Les Tyriens achetèrent en fait de terrain – de ce fait appelé Byrsa – autant qu'ils pourraient entourer avec le dos d'un taureau ». ( *En.*, I, 367-368 ).

<sup>38</sup> Ce *topos* est présent dans le récit des origines de nombreux autres domaines de moindre importance. Voir, Portet, Pierre 1995 *Bertrand Boyssset, arpenteur arlésien de la fin du XIV<sup>e</sup> siècle 1355-1415*, p 33-34.

<sup>39</sup> Voir par exemple Ancel, Jacques 1938 *Géographie des frontières*

<sup>40</sup> Dans les pays dotés d'un État fort, la question ne se pose pas dans ces termes là. Il suffit pour s'en convaincre de regarder la situation des régions frontalières de l'Est français où les étrangers issus des pays frontaliers sont nombreux,

supposée de la population brésilienne est source de bien des angoisses. Ce qui est en jeu, c'est la capacité de l'État à assurer sa mission première : maintenir la pérennité du groupement humain qu'il représente.

Une autre approche est propre à la frontière d'État. Formulée dans la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle en Europe, elle fait de la frontière l'expression de la puissance d'une Nation. À la suite de Ratzel<sup>41</sup> un courant de pensée a décrit la frontière comme une « membrane périphérique » du territoire capable de se déformer pour s'adapter à l'expansion d'un État.<sup>42</sup> L'État lui-même, est envisagé comme un organisme doté d'une vie propre. Et, la frontière, qu'elle avance ou qu'elle recule, enregistre sa vitalité. En France, à la même époque, Jacques Ancel écrit sur les frontières pour prendre le contre-pied de ces analyses. Il ne parvient pas à s'extraire totalement de cette idée qui lie le destin d'une frontière à celui d'une Nation. Dans ces écrits, la frontière se fait isobare politique, « résultat d'un équilibre qui se modèle sur les forces vitales de deux peuples. »<sup>43</sup> La frontière est plastique. Vivante, elle répond aux stimulations de la société.<sup>44</sup> Cette représentation de la frontière n'est plus d'actualité aujourd'hui. Il faut pourtant en tenir compte car elle apparaît en filigrane de nombreux discours sur le territoire en Bolivie.

Enfin, la frontière d'État est, par définition, internationale. Comment traiter de sa bilatéralité ? Toutes les limites créent à la fois du liant et de la séparation. Charles Malamoud rappelle que cette ambivalence est universelle. En sanscrit, écrit-il, « un des mots pour « frontière » est *sima*, littéralement « sillon » : le *Nirukta* (...) enseigne que *sima* vient de la racine *śiv*, « coudre » : la frontière, c'est la couture entre deux *desa*, deux « pays » ou domaines. »<sup>45</sup> La frontière ne fait pas que séparer, elle attache. Il est impossible d'envisager la frontière orientale comme seulement une barrière et la fin de la Bolivie. Pourtant, le titre de cette thèse n'est pas la frontière boliviano-brésilienne, mais la frontière orientale de la Bolivie. Question de nuance. Question fondamentale. Initiée en Bolivie, à la suite de l'observation du territoire bolivien, cette thèse renvoie en permanence à ce pays. Du Brésil, on ne verra que la périphérie. Cependant, la dimension duale de la frontière sera amplement évoquée pour ce qu'elle nous dit de la morphologie frontalière et de sa capacité à s'ouvrir ou se fermer.<sup>46</sup>

---

voir par exemple Brucher, Wolfgang et Dorrenbacher, Peter 2000 *Espace transfrontalier et culture mixte, l'exemple sarro-lorrain*, à propos de la situation Sarro-lorraine.

<sup>41</sup> Ratzel, Friedrich 1987 *La géographie politique. Les concepts fondamentaux* et Ancel, Jacques 1938 *Géographie des frontières*

<sup>42</sup> Ratzel, Friedrich 1987 *La géographie politique. Les concepts fondamentaux*

<sup>43</sup> Ancel, Jacques 1938 *Géographie des frontières*, p. 52

<sup>44</sup> « Ainsi l'effort humain ne fixe pas à l'avance sur une carte une limite à son activité : selon ses nécessités temporaires, il clôt ou il ouvre des barrières et, de chaque côté, la double pression qui s'exerce crée une frontière provisoire », *op.cit.* p. 99

<sup>45</sup> Le *Nirukta* est un traité d'étymologie datant de la fin de la période védique. Malamoud, Charles 2000 *Les contours de la mémoire dans l'Inde brahmanique*, p. 1159

<sup>46</sup> Les relations commerciales, comme les migrations entre les deux pays seront évoquées pour ce qu'elles nous disent de cette frontière. Le différentiel établi entre les deux bandes frontalières sera aussi amplement analysé.

## ***Comment la frontière construit du territoire ?***

L'objet de cette étude, la frontière orientale, étant défini, il restait à trouver une question directrice (la thèse au sens premier du terme). Le lien entre la frontière et la construction du territoire bolivien a été retenu. L'idée était de partir de la frontière pour réfléchir sur le tout qu'elle englobe, afin d'aborder la problématique de l'État-Nation et du territoire par une autre porte, que les géographes connaissent bien, mais qui avait été peu mise en œuvre en Bolivie.

Le territoire est un espace approprié par un groupe.<sup>47</sup> Cette appropriation engendre la nécessité d'en fixer des limites. Territoire et frontière sont donc deux notions liées. Mais elles font partie d'un édifice intellectuel plus complexe qui relie la frontière, le territoire, l'État et la Nation. Ces objets se distinguent par leur degré de matérialité. À la base, la frontière se laisse facilement saisir. Au sommet, la Nation est bien plus immatérielle, et plus prestigieuse. Tout comme l'État, ne se pare-t-elle pas d'une lettre majuscule, garantie de ses lettres de noblesse ? Ce qui est sûr c'est que noble, sacrée, idéale, la Nation, sans doute par ces caractéristiques mêmes, « ne se laisse pas capturer aisément. »<sup>48</sup> Qu'est ce qu'une Nation ? Elle réside dans un désir de vivre ensemble, nourri par la volonté de défendre un patrimoine commun. Mais ce désir de continuer ensemble peut avoir des raisons fort différentes. « Le fait essentiel qui constitue les Nations, leur principe d'existence, le lien interne qui enchaîne entre eux les individus d'un peuple, et les générations entre elles, n'est pas, dans diverses nations, de la même nature. »<sup>49</sup> Finalement, il est aussi difficile de saisir la matérialité de la Nation que la raison de son émergence. Et pourtant, elle est fondamentale pour comprendre la construction territoriale en Amérique du Sud. Lors des indépendances sud-américaines, on ne savait pas le temps que prendrait la fondation de la Nation. On savait juste quelles devaient en être ses projections : un État pour la défendre, un territoire approprié et inviolable et une population qui se reconnaisse plus de points communs que de différences. Il restait à espérer que, sur ces objets matériels, la Nation se construirait. En l'absence de Nation, ces pays se dotèrent de preuves de Nation.

Étudier la frontière était une façon d'inverser le sens d'un raisonnement classique : plutôt que de regarder le haut de l'édifice intellectuel de l'État-Nation, en regarder le bas, la frontière. Cette méthode partait d'une intuition : la frontière est la preuve d'une appropriation réelle du territoire. À frontière forte, territoire fort. Si la Nation existe vraiment elle doit être capable de construire un tel territoire, puisque « toute Nation a son territoire ». <sup>50</sup> En chemin, cette réflexion a rebondi sur une autre question. La frontière ne pouvait être seulement envisagée comme un « sismographe sensible qui enregistre les secousses politiques dont l'origine profonde est ailleurs. »<sup>51</sup> Elle peut tout aussi bien créer du territoire. La capacité ségrégative de la frontière n'indique pas

<sup>47</sup> Chivallon, Christine 1999 *Fin des territoires ou nécessité d'une conceptualisation autre*, p. 128

<sup>48</sup> Valéry, Paul 1988 [1945] *Regards sur le monde actuel*, p. 37

<sup>49</sup> *Op. Cit.*, p. 37

<sup>50</sup> Lacoste, Yves 2000 *Nations brésil : introduction* p. 3

<sup>51</sup> Guichonnet, Paul et Raffestin, Claude 1974 *Géographie des frontières*, p. 20

seulement l'état de l'achèvement du territoire, elle rend possible son érection. Comment la frontière construit du territoire ?

Cette dialectique du contenant, la frontière, et du contenu, la Nation, telle qu'elle se joue en Bolivie, va à l'encontre de ce que l'on a connu dans les vieux États européens. Ici, les frontières sont premières. La Nation se cherche encore, sa seule chance est de s'appuyer sur le territoire. Car, hormis ce territoire, la Bolivie possède peu d'éléments capables d'alimenter le patrimoine commun, nécessaire à la constitution de la Nation. Il n'y a pas de langue bolivienne. Le quechua, l'aymara, l'espagnol ont une aire d'extension qui déborde largement le cadre national. L'histoire, de même, montre l'insertion de l'anté-Bolivie, dans des structures politiques et économiques qui la dépassent largement, de la civilisation de Tiwanacu à la Vice-royauté de la Plata ou du Pérou. Les référents identitaires en Bolivie se situent soit à un niveau infra-bolivien (et ils sont revendiqués par les communautés ethniques ou régionales) soit à un niveau supra-bolivien (et ils sont du ressort d'une identité sud-américaine ou andine). Il ne s'agit pas de les rejeter, puisqu'ils sont opératoires. L'identité d'un individu est une construction complexe, faite d'emboîtements successifs. Mais si on cherche le niveau moyen, celui du pays, entre l'appartenance locale et l'appartenance continentale, force est de constater que le territoire constitue une solide et peut-être unique base pour construire l'identité bolivienne. Les frontières ont un rôle à jouer dans ce processus.

Et si la Nation naissait aux frontières, au lieu de s'y terminer ? « Bien des pays d'Amérique Latine ont eu un État et un territoire avant d'être des nations, même si celles-ci, ont, avec le temps, fini par naître ». <sup>52</sup> Pour la Bolivie on peut difficilement être aussi optimiste. Paraphrasant Massimo d'Angelo à propos de l'Italie, on pourrait dire que si la Bolivie existe il reste encore à faire les Boliviens. <sup>53</sup> Si ni le « sang », ni la culture, ni l'histoire ne peuvent unir ensemble ces individus, le territoire peut avoir cette fonction. Ses frontières, en éloignant de l'autre, en construisant des barrières, fabriquent du Bolivien. Tandis que le sombre destin du pays, a fait du territoire plus qu'un patrimoine commun, un programme de société.

## ***La dernière frontière***

« L'homme, Messieurs, ne s'improvise pas. La nation, comme l'individu, est l'aboutissement d'un long passé d'efforts (...) dans le passé, un héritage de gloire et de regrets à partager, dans l'avenir un même programme à réaliser, voilà les fondements d'une Nation. » <sup>54</sup> En Bolivie le passé est plutôt source de regrets communs et le programme à réaliser est réduit au minimum vital. Il tient tout entier dans une volonté de continuer à exister. Il faut que le territoire cesse de reculer, il faut tenir les frontières. Ce programme est l'esquisse d'une réponse à la question

<sup>52</sup> Brunet, Roger, Ferras, Robert et Théry, Hervé 1992 *Les mots de la géographie*, p. 314

<sup>53</sup> « On a fait l'Italie, maintenant il nous faut faire les Italiens », Massimo d'Angelo, cité par Gros, Christian 2000 *La nation en question : identité ou métissage ?*, p. 109

<sup>54</sup> Renan, Ernest 1882 *Qu'est ce qu'une nation ?*, p. 14

centrale de ce travail : comment la frontière construit du territoire ? C'est la thèse, au sens second du terme. Et la raison de l'expression dernière frontière placée en exergue.

L'adjectif « dernière » rappelle certes une idéologie nord-américaine un peu douteuse. Il est question d'atteindre, d'abattre voire de dominer les régions frontalières. La frontière comme projet de société est constamment convoquée dans la vie politique aux États-Unis.<sup>55</sup> Propre à l'idéal nord-américain, cette expression de dernière frontière pourrait bien être hors de propos. Pourtant, au-delà du contraste violent entre les États-Unis et la Bolivie, force est de constater que leur vision de la frontière rapproche ces deux pays. Les États-Unis ont besoin d'une frontière imaginaire pour que souffle de nouveau « l'esprit » apte à assurer la cohésion d'une nation de migrants qui construit son unité plus par les projets futurs que par un passé commun inexistant. La Bolivie érige, de la même façon, la frontière orientale en projet national pour souder la nation. Lorsque Kennedy parlait de sa nouvelle frontière, il aimait à dire que ce n'était pas des promesses mais des défis qu'il proposait à ses concitoyens. La frontière orientale est aussi un défi lancé aux Boliviens. Face à la première puissance d'Amérique Latine, ce Brésil qui s'est octroyé la part du lion des pertes territoriales, pourront-ils maintenir la frontière ?<sup>56</sup> On pourra toujours se gausser d'une telle vision des relations internationales, on pourra sourire de ces angoisses anachroniques, car il est peu probable que le Brésil se lance, à l'heure actuelle, dans de nouvelles conquêtes territoriales. Il n'en demeure pas moins vrai qu'en Bolivie, dans ce pays peu de chagrin, tenir la frontière orientale est un projet de société qui s'alimente d'une angoisse de la mutilation territoriale, inscrite dans la mémoire collective.

Le qualificatif de « dernière » ne se contente pas d'évoquer l'idée d'un projet de société. Polysémique, il regroupe en un mot plusieurs aspects de la frontière. La frontière orientale est la *dernière* d'une série de frontières qui ont toutes disparu. L'avancée brésilienne, emmenée par les *bandeirantes*, est ancienne. La frontière bolivienne, comme une forme vive, a reculé sous la pression d'éléments plus forts que sa propre résistance. Cela lui donne une valeur toute particulière dans l'imaginaire bolivien. L'adjectif *ultima* employé dans des expressions telle que *la ultima frontera* est performatif. Il dit autant ce qu'elle doit être que ce qu'elle est. Il faut tenir la dernière frontière car elle est une preuve de l'existence de la Bolivie en tant que territoire et en tant que nation. La preuve est ontologique. L'être se fonde dans le fait même d'exister. En ce sens aussi la frontière est dernière. C'est celle après quoi il n'y a plus rien et surtout plus de Bolivie. La frontière orientale est, enfin, la plus éloignée du noyau national. C'est la frontière du bout du monde bolivien. Ce fut la dernière à être atteinte et bolivianisée.<sup>57</sup> Elle est un horizon vers lequel on avance. De fait, la

<sup>55</sup> On pense à Kennedy et sa « nouvelle frontière », mais aussi à Ronald Reagan lorsqu'il voulait ouvrir des nouvelles frontières dans l'espace ou encore à Al Gore, qui, lors de son investiture comme candidat démocrate l'avait une nouvelle fois convoquée. « La nouvelle frontière n'est pas le fait d'une époque mais un appel intemporel, nous sommes aujourd'hui cette nouvelle frontière. » affirmait Ted Kennedy en août 2002, lors de la convention d'investiture à Los Angeles le 15 août 2002, cité par Pitts 2002 *L'esprit de Kennedy a plané sur la convention démocrate*.

<sup>56</sup> Des quelques 1,5 millions de km<sup>2</sup> perdus depuis l'indépendance par la Bolivie, 39%, (490 493 km<sup>2</sup>) sont revenus au Brésil.

<sup>57</sup> Je reviendrai sur ce néologisme dans la suite du texte.

colonisation des terres agricoles progresse vers l'Est sans avoir pour l'instant atteint la dernière frontière.

Pour toutes ces raisons, la frontière orientale est la dernière frontière de la Bolivie. Mais par le mouvement d'appropriation qu'elle suscite, par le projet territorial qui s'élabore autour d'elle, la frontière est un facteur de construction du territoire. C'est pourquoi, sans sombrer dans des jeux rhétoriques un peu vains, on peut affirmer que par tous ces aspects la dernière frontière est aussi première.

## Questions de point de vue et de contexte

S'il avait été entrepris cinq ou dix ans plus tôt, ce travail aurait été autre. Si la méthodologie avait été différente, aussi. Ces deux aspects, la méthode et le contexte, déterminent la forme actuelle de ce travail.

### ***Le discours au cœur de la méthode***

De ce portrait d'une frontière créatrice d'identité, une méthode s'imposait. Une attention aussi grande devait être accordée aux faits qu'aux discours.<sup>58</sup> Le va et vient entre les pratiques et les représentations paraissait fort adapté à l'étude de la frontière, qui participe des deux ordres, matériel et idéal. Matérielle, elle l'est par toutes ses projections qui l'inscrivent dans le réel : les bornes, les postes de douanes, les fleuves etc. Idéelle, elle l'est par sa fonction qui est de donner sens à un espace. En Bolivie, les représentations de la frontière sont d'autant plus incontournables, qu'elles sont alimentées par certaines angoisses collectives. Une étude en terme de pratiques et représentations devait permettre de cerner la double dimension de cet objet.

Mais l'application de ce postulat de recherche s'est révélée plus complexe à mener. Les failles étaient de deux ordres. D'un point de vue théorique, le danger consistait à sombrer dans un réalisme naïf où les objets géographiques existent indépendamment du regard que l'on porte sur eux et où chaque représentation est évaluée en fonction de l'écart à l'objet auquel elle se rapporte (ce dernier constituant une sorte d'étalon-vérité).<sup>59</sup> Le problème est que cette approche repose sur une hypothèse en partie rejetée par les sciences sociales qui ne croient plus en l'existence d'un ordre matériel indépendant du discours et du regard. L'objet et sa représentation forment un tout. Comment délier les deux ? Cette difficulté rend l'analyse en terme de pratique / représentation stérile, tout particulièrement à propos de la frontière qui est, en Amérique du Sud, avant tout une construction intellectuelle, une représentation. « Une frontière ça ne se voit pas, c'est une invention

<sup>58</sup> C'était un postulat posé dès l'origine de cette recherche. Le titre de la thèse, telle qu'elle a été déposée en 2000 était « La frontière orientale de la Bolivie, pratiques et représentations. »

<sup>59</sup> L'écart entre l'objet et sa représentation permet de comprendre le contexte historique dans lequel elle s'est construite.

des hommes, la nature s'en fout. »<sup>60</sup> Les marques dans l'espace ne sont pas la frontière mais ses allégories, comme ces bornes posées au milieu d'un champ qui indiquent de quel côté est la Bolivie et de quel côté est le Brésil. L'approche objectivante était, concernant la frontière, dangereuse, car elle reposait sur un postulat séduisant mais faux. La frontière n'est pas un objet matériel sur lequel on projette des représentations.

La deuxième faille qui devait conduire à rejeter cette dialectique était liée à un particularisme bolivien. La Bolivie est le pays des mythes géographiques. Dans un tel pays, la réalité devient parfois un accessoire superfétatoire. Ce qui permet de comprendre la géographie relève en grande partie de l'imaginaire bolivien. Cette conviction de la prégnance des mythes géographiques est un des postulats de ce travail. À défaut de preuves étayées, il est fondé sur l'expérience du terrain. Ma première année en Bolivie, j'étais fascinée par les miroirs aux alouettes orientaux. On me parlait de la construction d'un pont international sur le Mamoré, d'un corridor bi-modal d'exportation, de la plaque tournante du soja du Mato Grosso. J'y ai cru et ai ouvert des crédits de confiance un peu partout. Je suis revenue l'année d'après observer les grands changements que l'on m'avait promis. Le Brésil n'avait toujours pas envahi la Bolivie, la fantastique zone de développement économique n'avait pas progressé d'un iota et l'autoroute de São Paulo - Santa Cruz n'existait pas. Au lieu de la centrale thermoélectrique de Puerto Suárez gisait la même dalle de béton coulée quelques années auparavant. Seule l'avancée des herbes sauvages prouvait que le temps n'était pas suspendu et qu'une année avait passé. Depuis ce jour, j'ai pratiqué le doute systématique, le doute comme méthode. Je n'ai plus cherché dans les discours des données concrètes propres à nourrir mon étude. Pour les faits j'avais mes yeux pour observer. Si mon regard n'est pas plus objectif que celui de mes interlocuteurs, il était au moins exempt des représentations boliviennes. J'ai replacé au centre de ce travail les représentations. Ce qui revenait à inverser la donne. Il ne s'agissait plus de mesurer la validité des représentations en fonction des pratiques, mais de comprendre comment les pratiques elles-mêmes sont conditionnées par ces représentations. Les discours construits sur la frontière ont été un des matériaux privilégiés de cette étude. Dans les portraits dithyrambiques ou au contraire catastrophiques de l'avenir de la région, je n'ai plus vu que de simples poteaux indicateurs du mythe de la frontière orientale.

## ***L'expérience du terrain***

La frontière a pourtant bien une expression matérielle. C'est une région immense. Si la représentation qu'on en a est fondamentale, elle ne peut conduire à faire l'économie du terrain. Cette frontière longue de 3 200 km, je l'ai parcourue durant quatre années. Face à un public de néophytes ces kilomètres impressionnent plus que le sujet jugé saugrenu. A court d'arguments pour démontrer l'intérêt d'un sujet financé *avec l'argent du contribuable*, ils peuvent même servir d'ultime parade. Ce qui donnait à peu près cela : « - une ligne imaginaire, quelle idée ? », « -sur des milliers de kilomètres, dites vous ? Ah, mais cela change tout ».

<sup>60</sup> Renoir, Jean 1937 *La grande illusion*.

C'était un peu retors car ces kilomètres devaient être replacés dans le contexte sud-américain. Ainsi mis en perspective, la région frontalière n'est pas si immense. Je n'ai eu aucune vergogne à la saisir dans sa totalité pour en faire un sujet de thèse. Question de contexte. Là où, en France on aurait découpé des « petits bouts d'espace »,<sup>61</sup> je pouvais dans cette périphérie du monde périphérique, me tailler un morceau d'une autre ampleur. Nous sommes en Amérique. L'observateur européen doit apprendre à changer ses catégories de l'entendement géographique. La cordillère des Andes déploie les mêmes paysages de la Colombie à la Terre de feu et l'Amazonie constitue un ensemble végétal qui s'écoule jusqu'à l'Atlantique sur plus de 5000 km dans toutes les directions. Si les échelles d'observation changent, ce n'est pas parce que, enquêteur mal avisé, nous peinons à percevoir des nuances locales qui, chez nous, suffiraient à délimiter une région. Non. L'Amérique est plus grande, et ses régions s'étendent sur des milliers de kilomètres pour une seule raison : les faibles densités humaines n'ont pas permis de composer la mosaïque paysagère caractéristique d'une Europe depuis longtemps anthropisée. Par un malin paradoxe, ces milliers de kilomètres qui rassuraient mes interlocuteurs quant à l'utilisation de leurs impôts, n'avaient de cesse, par leur néant, de m'angoisser. Si tout était égal en tout point, si les hommes étaient aussi peu nombreux, avais-je assez de matière pour nourrir ce travail ?

La réponse fut positive, et pas seulement parce que la ligne ouvre une réflexion sur l'unité qu'elle enserme. La diversité devait apparaître à la suite de quelques mois de terrain. Il n'y avait rien d'homogène le long de cette ligne qui était comme une ligne en pointillés, faite de vides et de pleins. Les pleins, ce sont les quelques noyaux urbains qui interrompent le règne du végétal. Îles perdues, elles sont doublement isolées. Loin du reste du pays, elles sont également peu reliées entre elles : un territoire en archipel, un chapelet d'îles égrenées le long d'une ligne fictive, les métaphores ne manquent pas pour décrire ces pleins-là. Pour des raisons logistiques j'y ai passé beaucoup de temps : quatre mois à Cobija, quatre mois à Puerto Suárez / Quijarro, un mois et demi à Guayaramerín, et un mois à San Matías. J'ai fractionné ces séjours afin de revenir à un an d'intervalle, et à d'autres époques de l'année dans les mêmes lieux. C'était un point important. Ces villes vivent du trafic transfrontalier qui est sensible à la moindre variation. D'une année sur l'autre, les changements peuvent être spectaculaires.<sup>62</sup> La variabilité saisonnière est également forte. Elle tient à la saisonnalité de l'activité commerciale et à celle des activités agricoles ou de cueillette.<sup>63</sup>

<sup>61</sup> Perec, Georges 1974 *Espèces d'espaces*, p 14.

<sup>62</sup> L'évolution du taux de change, apparition d'une frontière plus attractive ou implantation d'une base de la FELCN\* sont autant de facteurs qui bouleversent l'activité économique.

<sup>63</sup> Le pic d'activité commerciale se situe entre le mois de décembre et le Carnaval. La saisonnalité des activités agricoles est plus marquée dans le nord en raison de la collecte de la castaña\*, de décembre à mars. Elle se traduit par un accroissement de la main-d'œuvre dans les zones rurales et la désertion des villes.

## 0 - 2 Trois ans le long d'une ligne ... et un peu plus loin



*Latitia Perrier Brulé, sources diverses, et expérience personnelle 2004*

### I - La Bolivie : comme un escalier

- Cordillère et haut plateau  
(plus de 3000 m)
- Piemont andin  
(de 3000 à 1000 mètres)
- Terre basse
- Lac et salars

### II - La trame urbaine

- Ville millionnaire
- Ville moyenne  
(entre 400 000 - 100 000 hab.)
- Petite ville  
(entre 100 000 et 10 000 hab.)
- Frontière internationale

### III - Se déplacer dans un immense espace : une gageure

- Route empruntée
- Autre route
- Chemin de fer utilisé

### IV - Un temps pour toute chose

- Temps passé sur les lieux d'enquêtes
  - Plus de deux mois
  - Deux mois - 1 mois
  - 2 semaines - quelques jours
- Temps passé dans des lieux sans rapport avec la frontière orientale
  - Plus d'une semaine
  - Moins d'une semaine

Ces villes m'ont servi de « bases d'opération ». Serait-ce donc là mon unique expérience de la frontière ? Pas tout à fait. À partir de ces villes, j'ai découvert les espaces interstitiels. Si on n'a pas de moyens de déplacement propre, il faut faire feu de tout bois pour partir à leur découverte : une campagne de vérification du processus d'attribution des terres de l'INRA\*, un projet de colonisation agraire à monter, les maîtres d'école des communautés à aller visiter dans le cadre de la Réforme éducative, des vaches à vacciner, des œuvres sociales à remettre aux mains des communautés, un officier de la Navale en mal d'activité allant vérifier le trafic à Cachuela Esperanza, des opérations de la FELCN etc. La pluralité des prétextes, comme celle des compagnons de route, a été une richesse supplémentaire. Les visions et les pratiques de la frontière se révélaient fort diverses.

À ce rythme là, on prend rapidement conscience que dans les interstices il n'y a pas que du vide. Oui, c'est vrai, les densités sont partout dérisoires, mais cette vacuité a plusieurs visages. Certains espaces, sans voie d'accès et sous-peuplés, n'ont jamais été mis en valeur (comme la province Federico Roman à l'extrémité orientale du Pando). D'autres zones, faiblement peuplées, sont volontairement mises en réserve aujourd'hui. C'est le cas du parc Noël Kempf Mercado ou de la réserve naturelle du Manuripi. Ailleurs, des fronts pionniers anciens, liés à un élevage ultra extensif, donnent une impression trompeuse de vide alors qu'ils s'appuient sur des structures territoriales mises en place dans le cadre des missions jésuites. C'est ce qu'on observe en Chiquitanie entre San Matías et San Ignacio de Velasco. Ici où là, quelques zones de colonisation récentes apparaissent : colonisation agraire dans le municpe de Bolpebra, à la trifrontière Bolivie-Pérou-Brésil, dans les environs de Guayaramerín ou dans ceux de Puerto Suárez. Enfin, il faut mentionner les zones aurifères exploitées par des migrants andins venus de Potosi et par des Brésiliens.<sup>64</sup>

Tout change très rapidement le long de cette frontière. Les principales variables sont : la connexion avec le reste du pays, le rôle que la région doit jouer dans le développement bolivien, l'ancienneté du peuplement et les rapports avec le Brésil. On serait tenté de voir ce brouillage spatial comme une inscription du temps dans l'espace : chaque segment se trouverait à une phase différente du processus d'appropriation, à un stade du développement de la frontière en quelque sorte. En réalité plusieurs logiques se superposent. Certaines zones interstitielles ne sont pas aux prises avec des dynamiques proprement frontalières. Elles ressemblent aux autres espaces déconnectés de l'Orient, avec pour seul avantage de pouvoir profiter de la proximité du Brésil. Alors, vaste région ou petite région ? La faible densité est-elle un argument de l'homogénéité ? L'expérience du terrain apprend qu'il n'en est rien.

---

<sup>64</sup> L'exploitation aurifère peut se faire dans le sous-sol, comme dans la zone du Cerro San Simon, à l'est de l'Iteñez, ou dans les fleuves, comme autour de Cachuela Esperanza.

## ***La frontière au fil des mots***

Impossible de comprendre la frontière, en restant uniquement sur la frontière. Il faut s'intéresser aux discours produits dans les grandes villes du pays. Certaines personnes l'étudient. D'autres ont une action directe, qu'ils investissent dans la zone ou qu'ils tentent de l'aménager ou de la contrôler. La frontière, ils la connaissent pour s'y rendre lors de courts séjours, pour en recevoir périodiquement des informations ou pour encadrer des gens qui vivent là-bas. Ces hommes d'affaires, historiens, aménageurs, militaires, fonctionnaires de différentes institutions étatiques, ou hommes politiques se retrouvent sur un seul point. Ils envisagent la frontière dans sa dimension nationale. La vision qu'ils en ont est claire, d'une seule pièce. C'est, selon eux, un ensemble déconnecté et problématique du fait de son statut de périphérie.

Pour le reste ils tiennent des propos dissonants. L'objet frontière se diffracte. Cette pluralité répond à des logiques sociales. Relevons quelques grandes lignes de fractures. L'opposition entre les militaires et les civils est vigoureuse. Les premiers voudraient faire de la frontière un rempart contre de supposées visées expansionnistes brésiliennes.<sup>65</sup> Tandis que les civils, qu'ils soient ou non membres du gouvernement, préfèrent reprendre le nouveau paradigme géographique bolivien, celui du pays de contact, pour défendre l'idée d'une frontière ouverte. À l'heure où tout le continent ne parle plus que d'intégration continentale, ils vont dans le sens de l'histoire. Après tout, la frontière orientale n'est-elle pas la porte du Mercosur\* ? Une autre ligne de fracture est régionale. « En Bolivie, il y a une irréductible composante régionale. »<sup>66</sup> Il fallait bien qu'elle s'exprime dans les visions de la frontière. À La Paz, la frontière renvoie à l'État, elle n'est envisagée que dans sa dimension nationale. À Santa Cruz, les maîtres de l'Orient souhaitent faire d'elle une prolongation du système économique oriental.<sup>67</sup> Elle devrait permettre à l'économie crucénienne de s'affranchir du verrou andin, si problématique,<sup>68</sup> en exportant vers le Brésil. Dernière ligne de fracture, celle qui oppose les partisans d'un développement formel et légal de la région de ceux qui la verraient bien continuer à fonctionner comme un anti-monde.

<sup>65</sup> Cette paranoïa frontalière est bienvenue à l'heure où l'armée, évincée du pouvoir depuis 1982 et contestée depuis le début de la guerre de la cocaïne en 1997, cherche une nouvelle légitimité pour asseoir son pouvoir.

<sup>66</sup> Lavaud, Jean-Pierre 1990 *L'accalmie politique bolivienne (1982-1989)*

<sup>67</sup> La région orientale sous influence crucénienne est constituée par les trois départements du Beni, du Pando et de Santa Cruz, du moins dans le discours des Crucéniens.

<sup>68</sup> Les révoltes sociales en Bolivie se traduisent par les barrages sur l'axe principal du pays : Santa Cruz, Cochabamba, La Paz. Situation dramatique pour les exportateurs crucéniens dont la majorité des produits sont exportés vers le Pacifique via cette route.

## ***Dans le « terrain brouillé de la contemporanéité. »<sup>69</sup>***

*« Le pays est comme un train qui ne sait pas où il va mais où chaque wagon à une idée particulière de ce que devrait être l'État national, depuis la nation aymara, la nation camba, le syndicalisme cocalero, les territoires indigènes et les multiples secteurs sociaux urbains. »*  
*Alberto Rivera Pizarro, 2003.<sup>70</sup>*

Instabilité politique, crise économique, situation de guerre civile dans le Chaparé, révoltes de plus en plus fréquentes, les années qui ont séparé le début de cette thèse de sa rédaction ont été agitées en Bolivie. Le 17 octobre 2003, le président en exercice, Gonzalo Sánchez de Lozada, s'enfuit du pays après une semaine d'émeutes. Cette rupture de l'ordre constitutionnel, une première depuis le retour de la démocratie en 1982, marque-t-elle le retour à une instabilité politique caractéristique de la Bolivie ?<sup>71</sup> Donne-t-elle raison aux Cassandres qui prévoient, depuis longtemps, la disparition du pays ? « Le pays était au bord du précipice et avec Goni nous avons fait un pas en avant »,<sup>72</sup> voyait-on écrit sur les murs de La Paz. La boutade fait écho des angoisses profondes.

Mais tout cela reste de l'ordre du contingent. Ce travail, en revanche, s'intéresse au temps long, celui où se construit un territoire et où « fermente »<sup>73</sup> une Nation. Devait-il être modifié par l'observation d'un tel contexte d'instabilité, dont le pas de temps est différent ? La question est d'autant plus pertinente que le théâtre de cette violence est loin de la région frontalière. En septembre 2003, je me trouvais dans la ville de San Matías. La révolution d'octobre se préparait, les routes du pays étaient déjà bloquées. Le 20 septembre l'attaque de l'armée sur Warizata<sup>74</sup> marque le début de l'escalade meurtrière. Mais dans la bourgade frontalière, à cinq jours de route de là, on est peu affecté par cette actualité. On se prépare à fêter le 24 septembre, jour anniversaire du département. On vit là-bas au rythme de l'arrivée des bus en provenance de Santa Cruz, tant que ceux-ci continuent d'arriver l'inquiétude n'est pas de mise. La fête pouvait commencer.

Fallait-il, dans ces conditions tenir compte de cette actualité agitée ? Je le crois. La violence des oppositions a conduit à des prises de position véhémentes de la part de mes interlocuteurs. Comment raison garder devant les 80 civils tués à La Paz en octobre 2003, les dizaines de morts du Chaparé ou les cercueils des 11 policiers et des 4 militaires morts au combat, le 12 février 2003 sur la Plaza Murillo ?<sup>75</sup> Les discours doivent être replacés dans ce contexte. Les prétextes des affrontements sont variés : la coca et son éradication, la vente du gaz, la privatisation

<sup>69</sup> Nahoum Grappe, Véronique 2003 *Crimes de souillure et crimes de guerre (ex-Yougoslavie, 1991-1995)*, page 144. L'auteur s'interroge sur l'effet d'une actualité agitée sur les études menées en ex-Yougoslavie.

<sup>70</sup> Rivera Pizarro, Alberto 2003 *Crisis política y fragmentación social: Bolivia a inicios del 2003*

<sup>71</sup> « La Bolivie apparaît bien comme un pays particulièrement instable relativement à ses voisins latino-américains », voir Lavaud, Jean-Pierre 1998 *L'instabilité politique de l'Amérique Latine. Le cas de la Bolivie*.

<sup>72</sup> Goni est le surnom de Gonzalo Sanchez de Lozada président en exercice de 6 août 2002 au 17 octobre 2003.

<sup>73</sup> Ancel, Jacques 1938 *Géographie des frontières*, p.128 « En ces vases clos la nation fermente ».

<sup>74</sup> Warizata est un village proche de Sorata, dans les piémonts tropicaux du département de La Paz. Sorata est un des grands sites touristiques de la Bolivie. En septembre 2003 plusieurs centaines de touristes se trouvaient « pris en otage », selon l'expression du gouvernement, dans cette localité du fait du blocage de la route Sorata-La Paz, dont un des points clés était Warizata. D'où l'attaque musclée de l'armée qui fait plusieurs morts et des dizaines de blessés. Voir Lazarte R., Jorge 2003 *Insurgencia civil y ceguera "culpable" del poder*

<sup>75</sup> La Plaza Murillo à La Paz concentre sur ces quatre côtés : la Chancellerie, le palais du gouvernement et le parlement, ce qui en fait un des hauts lieux de la vie politique bolivienne.

des secteurs publics de l'économie, l'entrée dans l'ALCA\*, le problème des sans terres. Tous renvoient, d'une manière ou d'une autre, à la question de la nation. Existe-t-il une nation bolivienne ? Quel rôle doit jouer le territoire (et ses frontières) dans sa constitution ? Chaque conflit montre une société bolivienne un peu plus divisée. Des pactes sociaux, qu'on croyait intemporels, ont volé en éclat : le monopole d'une violence d'État, la représentativité des partis, à la base du nouveau pacte démocratique de 1982, l'alliance des différentes régions du pays dans un même effort de développement économique, le projet d'une Nation métisse fondée sur un territoire commun. Au lieu de cela, le corporatisme et le non respect des normes constitutionnelles ont bien souvent primé. Les demandes sectorielles ne trouvent plus de limites dans une référence commune à l'idée de nation

Le contexte est compliqué, le terrain est brouillé par la contemporanéité. Où va le train fou bolivien décrit par Alberto Rivera Pizarro ? Tout ce qui se passe enrichit la réflexion sur un travail qu'il faut malgré tout clore. Sans recul temporel, le risque est grand de faire des contresens sur cette succession de crises. Contentons nous de quelques remarques qui permettent d'éclairer ce travail. Premièrement, ces crises à répétitions témoignent de la déliquescence de l'appareil d'État bolivien. La politique néolibérale menée depuis 1993 a diminué sa capacité d'intervention. Les derniers affrontements ont plus encore ébranlé l'édifice. L'État s'est révélé incapable de circonscrire la violence. Les conflits militarisés ont gagné le centre des grandes métropoles du pays. Les deux bras armés de l'État, les militaires et les policiers, se sont entretués dans des combats de rue. Pour s'opposer à l'État central, en février 2003, les comités civiques\* des départementaux orientaux et méridionaux se sont associés à « l'État-major du peuple » emmené par le leader des *cocaleros*\*, Evo Morales.<sup>76</sup> Cette alliance contre nature entre l'indigénisme andin et l'Oriente créole dit le profond discrédit des instances étatiques. D'ailleurs, lorsque le peuple s'est retrouvé dans la rue, en février puis en octobre 2003, ce n'était pas porteur d'un contre projet étatique. L'insurrection désorganisée n'a même pas tenté de s'emparer d'un corps étatique vide. L'attaque des partis politiques, celle des ministères, puis celle des biens privés (en commençant par le symbole du capitalisme mondial : l'usine Coca Cola d'El Alto) témoignent seulement de la profonde rupture d'un pacte social. « Février a montré l'énorme fragilité de l'appareil d'État, presque sa décomposition ».<sup>77</sup> Un État fragile, si faible que personne n'en veut, voilà une donnée qui éclaire sous un autre jour la trilogie au centre de cette étude : le territoire en ses frontières, l'État et la nation.

En second lieu, des fractures anciennes de la société ont rejoué à l'occasion de ces insurrections populaires. Le mouvement indigène, tel qu'il est en train d'être reformulé, inquiète les tenants d'une Nation bolivienne. Sur fond d'un katarisme<sup>78</sup> de combat, il conteste le projet qui avait

<sup>76</sup> Il s'agissait des comités civiques de Santa Cruz, Tarija, Chuquisaca, Pando et Beni. Il Le dialogue des « 7 tables » a été lancé le 26 février 2003 initialement par l'état-major du peuple. Les comités civiques s'y sont agrégés parce que les thèmes qui devaient être discutés les intéressaient : gaz, capitalisation des entreprises publiques, entrée dans l'ALCA, terres et territoires, budget général de la nation etc...

<sup>77</sup> Verdesoto, Luis 2004 *Hacia donde va Bolivia ?*

<sup>78</sup> Tupac Katari (ou Tupaj Katari) est un révolutionnaire indien. En 1781 il prend la tête d'une grande rébellion de 60 000 Quechuas et Aymaras contre l'autorité espagnole. Ils organisent et tiennent le siège de La Paz. Il sera écartelé par les

été formulé lors de la révolution nationale de 1952 : construire une Bolivie de l'intégration et du métissage.<sup>79</sup> Plutôt qu'une Nation métisse c'est une Bolivie des « 36 nations indigènes » qu'ils appellent de leurs vœux. La référence à la Nation dit la force conférée à ce concept européen, alors que l'introduction du pluriel en modifie le sens. Les nations indigènes sont des communautés de sang et de culture fondées sur une histoire commune. Elles sont fort éloignées de la « nation d'individus » voulue par Simon Bolivar à la fondation du pays.<sup>80</sup> Les régionalistes orientaux confortent cette conviction que le projet national est bien mal en point. Leur prise de position est tout autant régionale que "raciale". Au mois d'octobre 2003, des affrontements violents ont lieu à Santa Cruz, entre des colons andins et des membres de l'union juvénile de la crucénité. Le mot d'ordre de ces derniers est « d'éviter la bolivianisation de Santa Cruz », c'est-à-dire l'arrivée des Andins.<sup>81</sup> La société bolivienne se divise. A la nation camba font face les nations indiennes.<sup>82</sup>

La nation bolivienne est sur la sellette. Quel paradoxe d'assister, dans ce contexte, à la montée d'un nationalisme de combat ! Le rejet de l'ALCA\*, le refus du TLC\* avec le Chili,<sup>83</sup> la guerre du gaz, la condamnation de la politique de privatisation des services publics sont autant d'expression de ce nationalisme. Un nationalisme sans nation, selon la formule maintes fois utilisée,<sup>84</sup> un nationalisme contre la nation devrait-on dire, car il s'appuie sur l'idée d'une nation fondée sur le sang et excluant certains groupes sociaux. Ainsi, si l'État a été fragilisé, la Nation, comme horizon de la société bolivienne, a été ébranlée. Quant au territoire, unique bien commun de cette nation que beaucoup voudraient enterrer, il devait sortir affaibli de ces bouleversements : les revendications régionalistes, séparatistes, autonomistes se multiplient. Mais au pays du nationalisme sans nation, l'histoire ne ménage pas ses effets pour surprendre l'enquêteur. Le discours sur la mise en défens et le renforcement des frontières a ressurgi à l'occasion de ces révoltes. Nous reviendrons sur cette bizarrerie. Elle donne les clefs d'un paradoxe bolivien où le nationalisme sans nation est, par contre, un nationalisme avec territoire.

## Feuille de route

Puisque la question qui a animé ce travail tenait au lien entre la frontière orientale et le territoire national, il était légitime d'ouvrir et de clore la réflexion sur le territoire.

---

Espagnols le 15 novembre 1781. Avant de mourir il prononce cette phrase prophétique et menaçante « Je reviendrai et je serai des millions ». Dans les années 60 le syndicalisme paysan indien bolivien reprend, en son hommage cette dénomination de katariste.

<sup>79</sup> Franqueville, André 1994 *Les 500 ans de l'identité indienne en Bolivie*

<sup>80</sup> « La nation est une association d'individus libres, libres et égaux, fraternels, unis par un même projet, un même contrat », et un même territoire. Voir Gros, Christian 2000 *La nation en question : identité ou métissage ?*, p. 109

<sup>81</sup> El Deber, le 16/10/03

<sup>82</sup> Cette affirmation des nations, au dessus de la patrie bolivienne, trouvera peut être une formulation constitutionnelle à l'occasion de l'assemblée constituante promise par le nouveau président Carlos Mesa en 2005. On y parlera beaucoup de la question des autonomies régionales.

<sup>83</sup> Tratado de libre comercio, voir lexique.

<sup>84</sup> Voir par exemple Demelas, Marie-Danièle 1980 *Nationalisme sans nation ? La Bolivie au XIX et XXème siècle* et Laserna, Roberto 2002 *Nacionalismo sin nacion*

La première partie, « au pays des frontières magiques », donne quelques clefs pour comprendre le lien qui unit la frontière au territoire. Pour étudier cette dialectique du contenant et du contenu, il n'est pas nécessaire de se prêter à une géographie académique « du cadre national ». En Bolivie, les discours et les représentations dépassent les faits en puissance créatrice. C'est à l'imaginaire collectif sur le territoire qu'il faut s'en remettre pour comprendre la fonction magique dévolue aux frontières. La doxa géographique est partagée par tous parce qu'elle a été apprise à l'école. Bolivie au centre de tout, Bolivie possédant un peu de tout, Bolivie grande et riche : c'est assurément une géographie héroïque qui est transmise aux enfants. Elle a une utilité sociale : fabriquer du Bolivien en lui transmettant l'amour de son territoire et soigner ou cacher les traumatismes collectifs liés aux maux territoriaux. Ils sont nombreux et le tableau du territoire imaginé serait incomplet si on n'y ajoutait pas un développement sur les non-dits du territoire, que l'on cache aux enfants. Bolivie dépecée, Bolivie enclavée, Bolivie pillée : la géographie n'est plus héroïque mais dramatique. Elle est source de bien des angoisses collectives. Heureusement, pour les soigner, les penseurs ont quelques parades. Ils disent que la Bolivie toute entière tient à son Altiplano et que le territoire, en dépit de tous ses maux, est une preuve que la Bolivie continue d'exister. Le pays qui a tant souffert par son territoire espère s'en sortir grâce à ce territoire. Le corps territorial supplicié devient glorieux. Ce territoire rédempteur ne pouvait qu'avoir des frontières magiques. Magiques, elles le sont par les missions qu'on leur attribue. Qu'on leur demande de tenir le front (et d'assurer ainsi la permanence du pays) ou de faire du lien, pour lui rendre sa centralité continentale mythique, elles sont toujours investies de missions liées à la survie nationale.

Dans une deuxième partie, on montrera que la frontière orientale occupe, parmi les frontières du pays, une place particulière. C'est « la frontière rêvée ». Elle participe de l'Oriente, l'Eldorado du pays. Région imaginée bien avant d'être possédée, elle trouve dans cette genèse quelques caractéristiques qui font d'elle la région *frontier* par excellence du pays. La Bolivie, andine, par obligation, et empêtrée dans un passé qui ne veut pas passer, projette sur les terres orientales ses songes d'avenir meilleur. Là-bas, tout pourra être recommencé. Mais pour cela, il faut bolivianiser le mythe de l'Eldorado. Cette appropriation symbolique est la première forme de prise de possession de l'Oriente. On imagine bien qu'elle est insuffisante pour défendre la frontière du bout du monde. Celle-ci ne cessera de reculer. Ce recul devait influencer la représentation de la frontière orientale, mais ce n'est pas la seule raison du chapitre historique consacré à la construction de la ligne. En quatre siècles le *finis* devient *limes*. Le processus se fait incontestablement en faveur des Portugais/Brésiliens. La frontière boliviano-brésilienne sera une frontière d'abord brésilienne, parce qu'elle participe d'un autre mythe national, celui de l'île Brésil et parce que ces pionniers et bâtisseurs savent l'occuper.

Ce temps long de la frontière devait être marqué par une rupture. La troisième partie tentera de déchiffrer les bouleversements frontaliers contemporains. Ils sont d'une extrême rapidité. C'est pourquoi, à une échelle d'observation locale et sur le temps court, la frontière apparaît comme

une forme vive dont la morphologie et la fonction changent rapidement sous l'effet de pressions externes et internes. « Frontière vive », elle l'est devenue depuis une vingtaine d'année en raison de son arrimage au reste du territoire national. Les routes ont été fondamentales. Elles ont permis les migrations et le développement d'une économie fondée sur le commerce à longue distance. Cette frontière arrimée se décroche du reste de l'Orient pour développer des dynamiques proprement frontalières. Si elle s'extrait d'un temps suspendu, propre aux régions Eldorado, elle ne peut effacer ses mémoires bases, héritées de ce temps long où les hommes de la frontière, isolés, réglait seuls leurs problèmes dans une grande indifférence aux desseins nationaux que l'on avait pour eux. Forces du changement, résistances aux changements ; mémoires anciennes et dynamiques récentes ; permanence et mutation, c'est au travers de ce jeu d'oppositions que l'on analysera le bouleversement frontalier. L'activité économique nous servira de fil conducteur. Elle met en exergue le duel qui oppose l'État et les frontaliers. Le premier voudrait assagir la région pour l'intégrer pleinement au reste du territoire national (en nivelant ses différences), tandis que les seconds, jaloux de leurs libertés acquises par la force de l'éloignement, hésitent à faire le choix de l'intégration nationale, qui est aussi celui d'une nouvelle sagesse frontalière. Dans cette incertitude, les révoltes frontalières se multiplient.

Dans la quatrième partie nous reviendrons au territoire. L'évolution de la morphologie frontalière doit être étudiée dans ses conséquences sur le territoire. Que les frontières fassent barrage et le territoire sera un sanctuaire qui protégera et assurera la permanence de la nation bolivienne, même contre elle-même. En revanche, si la frontière orientale s'ouvre, elle assure l'intégration du pays dans l'ensemble régional sud-américain. Cette perspective, comme l'actualité frontalière secouée par des révoltes, fait peur aux tenants d'un territoire sanctuaire (les militaires au premier chef). L'heure est grave pour la Bolivie. Dans ce contexte, le territoire doit être protégé. L'appel à la mise en défens des frontières est formulé depuis le centre national. Comment les frontaliers peuvent-ils y répondre ? Les « sentinelles de la bolivianité » ne sont pas toujours à la hauteur de la mission qu'on leur a confiée. Longtemps, elles se sont contentées de petits arrangements frontaliers pour pouvoir gérer la difficile coexistence de leur mère patrie bolivienne et de mère nourricière brésilienne. Seules les migrations de commerçants andins permettent de rééquilibrer la balance frontalière et de renforcer son effet barrière. Mais alors que la frontière, moins poreuse et plus ségrégative, semblait annoncer l'avènement d'un territoire enfin bouclé sur sa frange orientale, des dynamiques d'un autre ordre contredisent cette évolution et invitent à ouvrir la frontière : l'intégration continentale ; la croissance économique de Santa Cruz pourrait lui permettre de capturer la frontière orientale ; enfin, les dynamiques locales ne sont pas mortes. En bien des points de la frontière, on n'entend plus se soumettre aux desseins nationaux, mais profiter directement des avantages que pourrait apporter une intégration continentale. Face à ces multiples pressions, il faut repenser le territoire si intimement lié à la nature de la frontière.

# I. Première Partie

# Résonance de la frontière

*Au pays des mythes géographiques,  
les frontières sont magiques.*

La Bolivie n'est pas un pays comme les autres. C'est une intime conviction. Certains n'y verront qu'une dérive classique du chercheur, penché depuis si longtemps sur son terrain qu'il finit par n'en voir que les particularités là où, un peu de champ, lui ferait perdre de son originalité. Vue de France, ou même du continent américain, la Bolivie n'est finalement qu'un des avatars de la République de Miranda, inventée par Buñuel, dans *Le charme discret de la bourgeoisie*.<sup>1</sup> Miranda c'est un peu de tous les pays andins, un peu de tous les pays latino-américains, une contrée imaginaire née dans l'entrelacs des représentations projetées sur ces lieux : la pampa et les montagnes, les tropiques et le froid, les volcans et la jungle, la cocaïne et les guérillas, les dictateurs d'opérette et l'instabilité politique, les *gauchos* et les indiens en poncho. C'est tout cela et rien de tout cela. L'ambassadeur d'un tel pays n'aura pas assez de tout le film pour rejeter les affirmations de ces interlocuteurs, « Bogota est en Colombie », dit-il à l'évêque qui croit connaître la capitale de son pays ; « mais non vous vous trompez, il n'y a pas de pampa dans mon pays », ajoute-t-il, et de préciser « nous n'avons pas, non plus, de pyramides. » Au colonel, qui évoque la violence sociale à Miranda, l'ambassadeur répond, une nouvelle fois : « non colonel, vous confondez ». Alors qu'est ce que Miranda ? Pour quelqu'un qui en revient ce n'est rien de tout cela, c'est unique. Ce n'est pas un pays comme les autres. Pour quelqu'un qui l'observe de loin, c'est quelque chose de très commun et d'aisément intelligible. Dans *Le Charme discret*, les bourgeois français sont les seuls à percevoir la banalité de Miranda. « Je ne connais pas votre pays, mais on dit qu'il est fort beau », conclut la femme du colonel. Pérou, Bolivie, Colombie, Équateur, *e a mesma coisa*, disent, dans un autre registre, les Cariocas lorsqu'on leur fait remarquer que les Boliviens qu'ils croient avoir vu vendre de l'artisanat sur la plage, sont en réalité Péruviens, Colombiens ou Équatoriens.

Comment leur donner tort ? La Bolivie rentre dans de nombreuses catégories de l'entendement géographique : pays de montagne, pays sous développé, pays peau de chagrin, pays indien, pays latino-américain. Elles sont toutes justes et lui donnent sens. Mais, à l'image de l'ambassadeur de Miranda, rappelons ici que la Bolivie n'est pas réductible à ces quelques propositions. Elle a, du point de vue géographique, une particularité qui les dépasse. La Bolivie est le pays des mythes géographiques. Nul ne peut comprendre le territoire bolivien, et la résonance de ses frontières, s'il ne commence pas par interroger ses mythes. Certes, ce récit d'un voyage au pays des mythes peut laisser perplexe. Comment affirmer avoir rencontré là un caractère propre à la Bolivie ? Tous les pays ne se dotent-ils pas de quelques mythes géographiques ? La France, par exemple, n'en est pas dépourvue.<sup>2</sup> En Bolivie les mythes sont incontournables car ils influencent les pratiques territoriales. Leur pouvoir est tel qu'ils sont plus forts que les faits qui ont servi à les créer. Aussi, entre la vision d'un observateur extérieur, fût-il géographe, et la vision forgée par la culture géographique bolivienne, il existe un écart abyssal. Fort bien, mais n'est-ce pas justement en dehors de cette géographie vernaculaire qu'il s'agit de placer ce propos ? Qu'importent ces mythes

---

<sup>1</sup> Bunuel, Luis 1972 *Le charme discret de la bourgeoisie*

<sup>2</sup> Un des mythes français contemporains veut que la France soit *un résumé de l'Europe*. Dans une nouvelle arche de Noé, s'il ne fallait garder qu'un pays témoin du continent, ce serait bien évidemment le notre, cette synthèse géniale de la géographie physique et humaine de l'Europe.

géographiques si une approche *scientifique* doit conduire à les écarter ? N'y a-t-il pas, en dernier lieu, un danger à s'en saisir et à pénétrer dans les eaux troubles d'une mémoire et d'une psychologie collectives ?

Le danger de s'égarer dans une « géographie molle » était latent, contenu dans la nature même de cet objet d'étude : les représentations territoriales boliviennes. Mais, à propos de la frontière, il s'imposait. Il fallait aborder ce pays de l'intérieur, car de cette géographie populaire naît une certaine vision des frontières déterminante pour leur compréhension. En vérité, c'était même le seul moyen de comprendre la résonance frontalière qui surprend tellement l'étranger à son arrivée dans ce pays. Il la mesure à l'enthousiasme inattendu que provoque un travail de recherche sur les frontières. Cet engouement est fort compréhensible lorsque les interlocuteurs sont eux-mêmes des frontaliers. En revanche, il devient déconcertant lorsqu'il émane d'interlocuteurs extra-frontaliers. Que cette frontière orientale, si éloignée de leur espace vécu, puisse susciter autant d'intérêt n'est pas fortuit. L'objet frontière fascine. Objectivement, il n'a rien pour justifier un tel magnétisme. Dans la région orientale, le peu d'hommes, le faible développement économique et l'éloignement, accusé par la médiocrité des infrastructures de communication, en font une région en creux.<sup>3</sup> Dans ce creux là, la zone frontalière acquiert une singulière résonance, parce que les Boliviens nourrissent vis-à-vis de leurs frontières un profond attachement. Seule une étude minutieuse de la géographie vernaculaire permet d'analyser ce sentiment.

Le territoire bolivien, observé par le filtre des représentations boliviennes, est en tout point distinct de la description qu'en ferait un observateur extérieur. C'est pourquoi ce travail fait l'économie d'une présentation *objective* de la Bolivie qui ne tiendrait pas compte de ses représentations territoriales endogènes. Elle aiderait peu à comprendre l'écho que rendent les frontières. Les savoirs exogènes seront mentionnés simplement pour souligner l'écart avec les savoirs vernaculaires. Pour le reste, on pourra se reporter à quelques ouvrages de références. L'ouvrage de Louis Arreghini et Jean-Claude Roux, paru en 2001, fait le point sur les dynamiques territoriales actuelles de la Bolivie.<sup>4</sup> Le livre d'Ismaël Montes de Oca dresse un panorama général du pays.<sup>5</sup> Les auteurs qui ont tenté d'aborder le territoire bolivien en tenant compte de ses représentations sont peu nombreux. Le plus synthétique, et le plus aisément consultable en France, reste le chapitre de Jean-Paul Deler dans la Géographie universelle en 1992.<sup>6</sup> Jean-Pierre Lavaud a proposé une synthèse plus récente dans un numéro d'Hérodote consacré aux nations hispaniques.<sup>7</sup> L'ouvrage enfin de Valérie Fifer reste une référence incontournable.<sup>8</sup>

---

<sup>3</sup> Valéry, Paul 1924 [ 1922 ] *Variété*, p. 50

<sup>4</sup> Arreghini, Louis et Roux, Jean-Claude 2001 *Bolivia de los Andes a los Orientes : Disparidades espaciales y dinamicas socio-economicas*

<sup>5</sup> Montes De Oca, Ismaël 1997 [1993 ] *Geografía y recursos naturales de Bolivia*. L'intérêt du livre ne tient pas tant à sa dimension encyclopédique, mais à sa facile disponibilité en France. Pour le reste, il s'agit surtout d'une géographie de nomenclature, une sorte d'état de la Bolivie, souvent réédités.

<sup>6</sup> Deler, Jean-Paul 1991 *La Bolivie, enclave sous influence*

<sup>7</sup> Lavaud, Jean-Pierre 2000 *Bolivia : la nation incertaine*

<sup>8</sup> Fifer, Valerie 1972 *Bolivia : land, location, and politics since 1825* et sa version espagnole Fifer, Valerie 1976 [1972] *Bolivia*

Alors, qu'est-ce que cette géographie vernaculaire si utile pour comprendre la frontière ? Ce n'est rien d'autre qu'un sens commun géographique. Dans leur vision du territoire et dans leurs projets territoriaux beaucoup de choses séparent un Camba\* d'un Pandinois<sup>9</sup> ou d'un Aymara\*. Il existe pourtant, au-delà de ces oppositions, une communauté de pensée, une sorte de « plus petit dénominateur commun » du savoir géographique. Produit d'une histoire territoriale tragique, source de névroses collectives, il est transmis par une école républicaine et nationaliste. Ce portrait de la Bolivie telle qu'elle est enseignée à l'école retient l'attention. Mais ce discours scolaire formaté ne suffit pas. Toute vérité n'est pas bonne à dire, surtout aux enfants. Aussi, certains aspects sont tus. Il appartient à une géopolitique bolivienne de penser ces non-dits (cachés aux élèves, mais connus des adultes). Cette réflexion géopolitique est ambiguë. Elle a justifié certaines angoisses, en a approfondies d'autres, tout en apportant quelques remèdes aux pathos territoriaux. Ce double mouvement, qui conduit de la Bolivie à l'école à la Bolivie expliquée, invite à un retour réflexif sur les frontières. Car, tout dans cet autoportrait renvoie aux frontières. Compte tenu des faiblesses du territoire, elles sont investies d'une fonction magique. L'étude de la frontière orientale n'aurait pas de sens sans cet éclairage posé en préambule.

---

<sup>9</sup> Un Pandinois, puisque j'ai francisé le terme, est un habitant du département du Pando. Département septentrional du pays, frontalier sur presque toute la longueur de son tracé avec le Brésil.

# Chapitre I: La Bolivie à l'école

## *L'école des signes*

« Ainsi l'histoire merveilleuse  
Fut créée petit à petit ...  
Tous ces événements bizarres  
Ont pris forme et sont bien finis ; (...)  
Prends cette histoire, chère Alice !  
Place-la, de ta douce main,  
Là où les rêves de l'enfance ont pris fin,  
Comme des guirlandes fanées  
Cueillies en un pays lointain ».

Lewis Carroll, *Alice au pays des merveilles*.<sup>1</sup>

## Introduction

---

### **En Bolivie on raconte le territoire aux étrangers**

Tout voyageur en Bolivie pressent l'importance des savoirs vernaculaires sur le territoire. Quelque soit son interlocuteur, il est confronté aux mêmes représentations des lieux et aux mêmes certitudes. Comme des idées dans l'air ambiant, elles flottent et réapparaissent au détour de chaque conversation. Peu importe le sujet initial, on ne fera jamais grâce au voyageur de cette *doxa géographique*. Ses principaux articles de foi sont : la Bolivie n'a pas la forme qu'elle devrait avoir, la Bolivie s'est fait voler son territoire, la Bolivie est fragmentée, la Bolivie est menacée. Étrange vision d'un territoire à la fois adoré, en tant que preuve matérielle de l'existence du pays, et blâmé, parce que simple relique d'un espace originel beaucoup plus vaste.

Cette géographie vernaculaire éclaire l'étude de la frontière orientale. Mais passer de sa découverte, expérience banale de tout voyageur, à son analyse, est chose difficile. Cela suppose de résoudre une foule de questions : quels sont les acteurs qui la façonnent ? De quoi se nourrit-elle ? Comment comprendre l'adhésion unanime qu'elle suscite ? Face à la complexité d'un tel objet, le géographe se sent vite désarmé. De tels actes de foi relèvent plus de la psychologie collective que de la géographie, fût-elle vernaculaire. Il faudrait alors se contenter de les décrire, sans en expliquer

---

<sup>1</sup> Carroll, Lewis 1994 [1865] *Alice au pays des merveilles, De l'autre côté du miroir*.

les ressorts forts complexes. Quelles sont les sources d'inspiration de ce consensus ? L'histoire bien évidemment en est une. Mais c'est une histoire réécrite à la lumière des mêmes syndromes boliviens. L'actualité, décryptée par des médias volontiers nationalistes, en est une autre. Là aussi la boucle se referme, car ces médias alimentent autant les angoisses territoriales qu'ils sont sous leur influence. Cette quadrature du cercle rend l'analyse compliquée. Comment trouver une porte d'entrée ?

La lecture des manuels scolaires a joué ce rôle. Depuis les débuts de la grande réforme éducative de 1994, l'éducation est devenue un sujet de société. Une révolution pédagogique est en marche. Elle concerne aussi bien les méthodes d'enseignement que les contenus disciplinaires. Il était légitime de consulter les livres de géographie pour voir comment cet enseignement avait évolué. Déception. Rien n'avait changé. Les nouveaux manuels montraient la permanence du discours géographique bolivien. Les mêmes savoirs étaient passés sans trouble de l'école de « l'unification nationale » à l'école «interculturelle ». Cette capacité de résistance prouve que l'école est au coeur des processus de transmission du consensus géographique. Essayons de comprendre pourquoi et comment elle a assumé une telle fonction, pour s'intéresser au contenu même de cette vision dans un deuxième temps.

## I - Quand l'école fabrique du territoire

---

*“La nécessaire construction d'une unité nationale, compte tenu de la grande hétérogénéité de ses populations, a obligé les pays latino-américains, dès l'aube de leur vie indépendante, à utiliser les structures sociales dans ce but intégrateur, c'est ainsi que l'éducation a été envisagée comme un instrument d'unification et d'intégration nationale. »*  
S. Comboni Salinas et J.M. Juarez Nunez<sup>2</sup>

Que la mémoire territoriale soit transmise par l'enseignement scolaire est un constat classique qui n'est pas propre à la Bolivie. Le bagage scolaire joue un rôle fondamental dans la formation d'une conscience nationale dont le support est le territoire, ou plutôt une reconstruction subjective de ce dernier. Le cas français l'a montré. Rappelons nous les hussards noirs de la République que Jules Ferry envoya en mission de conversion dans toutes les provinces de France. Ils avaient, pour seule arme, un manuel : *Le tour de la France par deux enfants*.<sup>3</sup> Sa préface commence par cette assertion : « La connaissance de la patrie est le fondement de toute instruction civique ». Elle dit bien le subtil mélange de savoir territorial et de nationalisme, à la source de toute « géographie patriotique ».<sup>4</sup> L'enseignement collégial dans la France du XVIII<sup>ème</sup> siècle l'avait déjà

---

<sup>2</sup> Comboni Salinas, Sonia et Juarez Nunez, José Manuel 2002 *Interculturalidad, educación y política en América Latina*, p.264

<sup>3</sup> Ce classique de l'enseignement scolaire fut réédité plus de 350 fois. Voir Bruno, G. 1913 [1877] *Le tour de la France par deux enfants*. La version de 1913 que nous avons consultée était la 366<sup>ème</sup> édition.

<sup>4</sup> Pour reprendre l'expression de Muñoz Reyes dans son introduction à son manuel, *Geografía escolar*, p. 3. voir Muñoz Reyes, Jorge 1995 [1988] *Geografía escolar de Bolivia*

compris, lui qui transmettait un stéréotype géographique promis à un grand succès : les frontières naturelles de la France.<sup>5</sup>

En Bolivie, l'école assume, tout au long du XX<sup>ème</sup> siècle, un rôle dans la formation du consensus territorial. Son efficacité se mesure à la concorde qui existe en Bolivie dès qu'il s'agit du territoire. Elle est d'autant plus surprenante que les lignes de fractures sociales trouvent toutes une expression territoriale.<sup>6</sup> Que l'on raisonne en terme de classes, et l'on verra que le niveau acceptable d'ouverture du territoire est fonction de la position dans la société. Les possédants l'ont toujours encouragée pour favoriser les rentes d'exportation. Les autres y ont vu la source de rapines internationales, initiées avec le vol de l'argent de Potosi.<sup>7</sup> Si l'on raisonne, maintenant, en terme de groupes culturels, on verra que les Cambas\*, les Collas\*, les Chapacos\*, les Aymaras\* ou encore les Quechuas proposent la reconstruction du territoire bolivien, où le centre serait leur centre. Les régionalistes crucéniens les plus extrémistes parlent aujourd'hui d'ériger la République du Chaco,<sup>8</sup> tandis que, du côté de la *Nacion Aymara*, on rêve de reconstituer l'État du Tawantinsuyu\*.<sup>9</sup> En deçà de ces oppositions, il existe un consensus. Il est, certes, de plus en plus fragile, mais il fonctionne encore. En octobre 2003, il a permis de créer l'unanimité quasi-générale contre la vente du gaz au Chili et pour la défense d'un territoire sanctuaire.<sup>10</sup> Quelle est cette école qui bolivianise ? Où trouve-t-elle ses sources d'inspiration ? Et quelles sont les raisons qui lui font choisir d'assumer cette fonction de passeuse de mémoire ?

### *1-1 De l'école qui blanchit à l'école qui bolivianise*

En Bolivie, le système éducatif se met en place en deux étapes : au début du siècle, avec l'arrivée au pouvoir des libéraux, et cinquante ans plus tard, lors de la Révolution nationale de 1952.

<sup>5</sup> Furet, François et Ozouf, Mona 1992 *Les frontières naturelles* L'auteur rappelle que dès l'âge de dix ans "les enfants étaient mis en contact avec les *Commentaires sur la guerre des Gaules*, de César. Plus tard, ils devaient lire Strabon : Pyrénées, Alpes et Rhin définissaient le territoire de la Gaule », p. 222

<sup>6</sup> Pour reprendre le dogme récent, inscrit dans la constitution depuis 1995, voir ci-dessous et República De Bolivia 1995 *Constitución Política del Estado, Texto Acordado, 1995*.

<sup>7</sup> « Le niveau socio-économique d'extrême pauvreté et celui où l'on trouve la plus forte aversion à l'ouverture de l'économie nationale sur le marché extérieur (...) A l'inverse, plus le niveau socio-économique augmente, plus la disposition à l'ouverture sur le marché extérieur est grande. C'est ce que l'on observe dans les zones de plus grande expansion économique, comme dans les deux départements de Santa Cruz et Tarija et l'Amazonie. » Calderon, Fernando (Coord.) 2004 *Informe sobre el desarrollo humano 2004 : Interculturalismo y globalizacion, La Bolivia posible*

<sup>8</sup> Cette proposition fut faite par Edwin Shriqui, député du MNR\*, devant une chambre des députés médusée par un tel appel sécessionniste, lors de la discussion du projet de Loi sur la Nécessité de la Réforme de la Constitution en février 2004. La République du Chaco comprendrait les trois départements orientaux de Santa Cruz, Beni, Pando, ainsi que le département de Tarija, et la partie orientale de chuquisaca. *Source La Prensa, le 12/02/04*.

<sup>9</sup> Du nom du Tawantinsuyu. La création de cet État fut évoqué par German Chopheuanca, député du MIP\*, parti du leader paysan aymara Felipe Quispe, le 12 février 2004. *Source La Prensa 12/02/04*

<sup>10</sup> Tâche d'ombre dans cette unanimité : les habitants du département de Tarija, qui possèdent le gaz et qui bénéficieraient en tout premier lieu de sa vente, et certains Crucéniens qui défendent le pragmatisme économique contre les rancœurs territoriales anti-chilienne.

## **1-1-1 Les libéraux et la mission civilisatrice (1900-1920)**

### **Les libéraux entendent moderniser le pays**

Les libéraux prennent le pouvoir au début du XX<sup>ème</sup> siècle en Bolivie, à la suite de leur victoire contre les conservateurs lors la Guerre fédérale, initiée en 1898. Représentants de l'élite montante, celle de l'étain basée à La Paz, ils n'ont pas de mal à s'imposer contre les conservateurs de Sucre, issus de la vieille aristocratie des propriétaires de l'argent (la chute du cours de ce métal leur a fait perdre leur pouvoir économique.) Les libéraux entendent moderniser le pays. Pour marquer le changement d'époque, et rapprocher le pouvoir politique de leurs bases, ils transfèrent les fonctions de capitale de Sucre à La Paz.<sup>11</sup> Ils tentent également de limiter le pouvoir de l'Église catholique. Dans le domaine économique, la modernisation de l'exploitation minière, effective lors du passage du cycle de l'argent à celui de l'étain, se traduit par une intervention plus forte des capitaux étrangers (allemands, anglais, nord-américains ou chiliens).<sup>12</sup> Les rapports sociaux restent, en revanche, archaïques. Les débuts du syndicalisme sont durement réprimés (peut-être en raison de la pression des intérêts étrangers impliqués dans les mines). Les communautés indigènes de l'Altiplano, alliées des libéraux lors de la Guerre Fédérale, ne reçoivent aucun soutien. Les grands propriétaires terriens, *hacenderos\**, continuent à exproprier abusivement les indigènes de leur terre. Les libéraux restent au pouvoir jusqu'en 1920, lorsqu'un nouveau gouvernement républicain prend le pouvoir.

### **Dans le domaine éducatif, faire de l'indien un être rationnel**

Finalement le souci de modernisation de la société, que les libéraux avaient proclamé se fait surtout ressentir dans le domaine éducatif. Les nouveaux hommes au pouvoir souhaitent faire reculer les savoirs traditionnels indigènes pour créer un homme nouveau rationnel. « À cette époque l'idéal latino-américain est l'eupéanisation totale de la vie sociale. »<sup>13</sup> Même si certaines personnalités, comme Franz Tamayo,<sup>14</sup> s'insurgent contre cette politique pédagogique qui nie la dimension indienne de la Nation bolivienne, l'éducation est liée à cette « mission civilisatrice ». Les pédagogues européens, Belges pour la plupart, viennent pour éveiller l'indien à la vie intellectuelle. Comme ailleurs en Amérique Latine, l'État, en l'absence de toute demande des secteurs économiques ou de la société, impose cette marche forcée vers une éducation de masse. Sa détermination se mesure à l'augmentation substantielle du budget national consacré à l'éducation - entre 1900 et 1920 il passe de 5,9% à 16%.<sup>15</sup> Quant à sa volonté de mainmise, rien ne la dit mieux que la loi du 6 février 1900, selon laquelle l'État contrôle « tous les établissements d'instruction,

<sup>11</sup> Seule la Cours suprême de Justice restera à Sucre.

<sup>12</sup> Langer D., Erick 1999 *Una visión histórica de Bolivia en el siglo XX : una mirada desde afuera*, p. 69-70.

<sup>13</sup> Francovich, Guillermo 1987 *Los mitos profundos de Bolivia*, p 155.

<sup>14</sup> Franz Tamayo (1879 – 1956) est une des figures mythiques du renouvellement de la réflexion sur la nation bolivienne. Contre la tendance au métissage et au blanchiment de la société, qui est de toute façon rendue impossible par la faible migration européenne en direction de la Bolivie, il propose de re-centrer la culture nationale sur l'indianité. C'est dans le domaine pédagogique que ses prises de positions seront les plus reconnues. Ce qu'il veut pour la Bolivie c'est une « école de l'énergie », à l'image des indiens qui sont « des hommes d'action ». Voir Tamayo, Franz 1975 [1944] *Creacion de la pedagogia nacional*

<sup>15</sup> Contreras, Manuel 1999 *Reformas y desafíos de la Educacion* p.484

quelque soit leur nature, officiel, libre, civil ou religieux, d'enseignement général ou spécialisé. »<sup>16</sup> Concrètement les fondations d'écoles permanentes dans les zones rurales et la création de la première École Normale pour la formation des maîtres, donnent corps au nouveau système éducatif. Limites de cette réforme, l'obligation de scolarité reste un principe loin d'être appliqué et la résistance des familles à la scolarisation, une réalité tenace.<sup>17</sup> En 1950 seul un quart des enfants en âge d'être scolarisé le sont effectivement.

Faire de l'indien un être rationnel n'a, à priori, rien à voir avec l'objectif de bolivianisation de la société qui sera formulé plus tard. Ce ne sont pas des savoirs nationaux que l'on souhaite transmettre mais des savoirs universels. Toutefois, cette première école de la république porte les germes du catéchisme républicain à venir. Des notions telles que la Patrie (plus souvent évoquée que nation) ou la République éveillent le sentiment d'appartenance à une communauté bolivienne.<sup>18</sup> D'autre part, l'administration centralisée du système éducatif assure l'homogénéité des savoirs transmis sur tout le territoire. En somme, si elle ne s'affirme pas *bolivianisante*, cette école libérale qui s'appuie sur des valeurs républicaines, l'est quand même un peu. Le plus important n'est cependant pas là. Ce sont les révolutionnaires de 52 qui, en matière de transmission territoriale, vont tout inventer.

## ***1-1-2 La Révolution de 1952 et le catéchisme territorial***

### **La Révolution de 52, une révolution nationale en Amérique latine**

La Révolution nationale bolivienne est « une des plus importantes révolutions sociales du XX<sup>ème</sup> et la deuxième après celle du Mexique en 1910 ». <sup>19</sup> De fait, les nombreuses réformes politiques et économiques témoignent de la volonté farouche des révolutionnaires de rénover la société. Le changement fut d'autant plus brutal que la Bolivie avait pris beaucoup de retard dans le premier siècle de son indépendance. Si le pouvoir était passé de l'oligarchie de l'argent à celle de l'étain, il n'avait pas changé de camp. Pour perdurer, il comptait sur les propriétaires terriens, qui contrôlaient des territoires immenses, et sur la répression de l'armée. Les grèves des ouvriers de la mine et les révoltes des péons\* dans les campagnes étaient étouffées dans le sang. La défaite de la guerre du Chaco (1932-34), qui avait mobilisé tout le peuple bolivien derrière ses élites, entraîne une violente contestation du pouvoir politique, tandis que la crise économique des années 30, liée à l'effondrement des cours de l'étain, rend insupportable la persistance de telles inégalités sociales.

---

<sup>16</sup> Quisbert, Pablo et Martinez, Françoise 1999 *Mentalidades : Devanando el Ovillo de la Psique colectiva*, p. 539. Cette loi permet donc à l'État de récupérer le contrôle sur toutes les écoles qui étaient avant sous la tutelle des gouvernements municipaux, mais aussi de disputer à l'Église catholique son rôle jadis prépondérant dans le domaine de l'enseignement.

<sup>17</sup> Une résistance à la scolarisation qui se maintiendra longtemps en milieu rural. En 1970 elle est encore forte dans certains secteurs de l'Altiplano. Résistance partielle (les enfants vont à l'école seulement de temps en temps) ou résistance totale (lorsqu'ils n'y vont jamais), elles ne s'expliquent pas seulement par les coûts directs et indirects (absence de main d'œuvre dans l'exploitation) générées par la fréquentation scolaire. Elles sont liées aussi au faible crédit qu'on accorde à une école qui déstructure la culture et les savoirs traditionnels, qui seront l'horizon des post-scolarisés s'ils ne migrent pas vers les villes. Voir Martinez, Françoise 2002 *Les résistances familiales et la scolarisation en milieu rural bolivien dans les années 1970 : tentatives d'explication*.

<sup>18</sup> Voir Demelas, Marie-Danièle 1980 *Nationalisme sans nation ? La Bolivie au XIX et XXème siècle*.

<sup>19</sup> Langer D., Erick 1999 *Una visión histórica de Bolivia en el siglo XX : una mirada desde afuera*, p. 77

Dans les années 40 une grande effervescence politique saisit la Bolivie. Un parti populiste fédère des groupes sociaux aux revendications fort diverses. C'est le mouvement national révolutionnaire (MNR\*). Sa force réside dans sa capacité à s'éloigner des grands courants théoriques (marxisme, socialisme, gauche révolutionnaire etc.) pour proposer une solution bolivienne au retard social du pays. Il est assurément de gauche. Les membres du parti condamnent le régime « féodal » des haciendas\* et l'exploitation des ouvriers dans les mines. Il est, plus encore, nationaliste. La dépendance de la Bolivie vis-à-vis des capitaux étrangers est dénoncée. Enfin, les hommes du MNR développent une véritable pensée territoriale. Ils veulent aménager le territoire, unir ses différentes parties et parvenir à un meilleur équilibre entre l'est et l'ouest. Le 9 avril 1952, les révolutionnaires de 52 parviennent au pouvoir.<sup>20</sup> Dès les premiers jours de leur arrivée, des décisions importantes sont prises pour changer la Bolivie : suffrage universel, nationalisation des entreprises minières et restructuration de l'armée (afin de réduire sa capacité d'interférer dans le jeu politique). La réforme agraire, la première du continent sud-américain, est mise en place en 1953. Elle met fin au latifundium et abolit le système du *pongueaje* (ensemble de corvées effectuées par le péon sur l'hacienda de son maître). Les révolutionnaires, emmenés par Víctor Paz Estenssoro, résolus à changer la Bolivie, ne peuvent faire l'économie du système éducatif, car il faut former, selon de nouveaux principes, le Bolivien de demain.

### **Les révolutionnaires et le catéchisme géographique**

Comme pour la première réforme libérale, les programmes concernant l'école ne sont qu'un aspect d'un projet global de transformation de la société. Les révolutionnaires de 52 n'aspirent plus à *moderniser* la Bolivie, dans le sens positiviste des libéraux, mais à *la rendre aux Boliviens*. La réforme éducative de 1953-55 est le résultat d'une révolution sociale qui veut fonder une communauté nationale, en intégrant la masse de la population bolivienne encore exclue du projet national. En faisant accéder le peuple à une maturité politique, économique et culturelle, on espère renforcer sa cohésion en réduisant les fossés anciens entre : les alphabétisés et les autres, les possédants et les autres, les votants et les autres. Le maître mot du MNR\* est l'intégration nationale.

Comment repenser les missions de l'éducation ? Le « Code de l'éducation bolivienne », établi en 1955, pose quelques jalons. Il commence, en préambule, par définir la fonction de cette instruction publique : l'unification et l'intégration du pays.<sup>21</sup> Le grand principe est celui de l'homogénéisation des savoirs, condition de la création d'une identité nationale. Et cette homogénéisation passe par l'alphabétisation et la *castillanisation* de la société.<sup>22</sup> Pour le problème qui nous intéresse, la transmission d'une vulgate bolivienne sur le territoire, c'est la période clef. Les grandes caractéristiques de l'espace national sont synthétisées pour participer d'une culture commune bolivienne. Dans l'esprit des révolutionnaires ces référents territoriaux sont, comme

<sup>20</sup> Ils parviennent au pouvoir à la suite d'une conspiration militaire pour prendre le pouvoir qui déclenche un soulèvement populaire. Notons toutefois qu'ils avaient déjà participé au gouvernement réformiste que Gualberto Villarroel en 1946.

<sup>21</sup> Código de Educación boliviana 1955

<sup>22</sup> En Bolivie, comme dans les autres pays d'Amérique du Sud, on parle plus volontiers du castillan que de l'espagnol. Ainsi l'expression en usage pour le développement de l'espagnol est la castillanisation, *castellanización* terme réutilisé ici.

l'acquisition d'une langue commune, la condition de l'émergence d'une conscience bolivienne. Du mineur de Potosi au paysan du lac Titicaca la possession collective de ce territoire, qu'il faut aimer et protéger, doit être le moteur de l'unification agissant à rebours des tendances naturelles à la scissiparité, propres à la société bolivienne.

Dans les faits, la qualité de l'enseignement reste médiocre, même si on observe un saut quantitatif dans la fréquentation scolaire.<sup>23</sup> Et la volonté d'homogénéisation est contrecarrée par un système éducatif à deux vitesses, ou plutôt à deux espaces, puisque les écoles rurales ne connaissent pas le même traitement que les écoles urbaines. Les premières, destinées à faire de l'indien un paysan, voire un cadre du *mouvement* (le MNR),<sup>24</sup> continuent à dépendre du Ministère des Affaires paysannes, tandis que les autres dépendent du Ministère de l'éducation. L'efficacité de l'enseignement dans les écoles est, d'autre part, affaiblie par l'utilisation du castillan, la fragile formation des maîtres et la priorité donnée à la mémorisation sur la réflexion. Finalement, en dépit de la rhétorique révolutionnaire, les visées pragmatiques ne tardent pas à l'emporter. Des têtes bien pleines, qui savent lire, compter et aimer leur pays, valent plus que des têtes bien faites. Cette dérive explique que le système éducatif joue un rôle si fondamental dans la transmission au plus grand nombre d'un catéchisme géographique. Faire du bolivien, c'est faire du patriote, et pour cela un maître d'école, même peu formé, peut transmettre des savoirs d'autant plus simples qu'ils sont nationalistes et n'appellent pas réflexion. En somme, si le premier État libéral se donne une mission civilisatrice et veut « blanchir la société »,<sup>25</sup> l'État révolutionnaire souhaite la bolivianiser. La centralisation extrême du système administratif de l'éducation nationale se maintient d'une époque à l'autre. Elle est la meilleure garante de cette bolivianisation.

## ***1-2 La Réforme éducative (1994), fin d'une école passeuse de mémoire ?***

L'histoire ne s'arrête pas là. En 1994, tout converge pour condamner ce système éducatif hérité de la Révolution nationale : son inefficacité pédagogique et sa volonté d'uniformisation. La marche forcée vers la « bolivianisation » n'est plus dans l'air du temps. La Bolivie n'a-t-elle pas modifié, cette même année, sa constitution politique pour affirmer son pluriculturalisme et son multi-ethnisme ?<sup>26</sup>

<sup>23</sup> Entre 1955 et 1966 le taux de scolarisation des enfants du primaire passe de 25,8% à 59,9%, voir Contreras M. 1999, op. cit. p. 484.

<sup>24</sup> Un *cuadro movimientista* selon l'expression en usage, c'est à dire un cadre du mouvement national de la Révolution, *el movimiento*, le MNR\*, parti au pouvoir qui dirige cette « révolution sociale non marxiste ».

<sup>25</sup> Martinez, Françoise 2000 *Qu'ils soient nos semblables pas nos égaux : L'école bolivienne dans la politique libérale de "régénération nationale" (1898-1920)*

<sup>26</sup> Définie dans la constitution de 1967 comme « libre, indépendante et souveraine », la Bolivie devient après 1994 « libre, indépendante, souveraine *multiethnique et pluriculturelle*. » voir República De Bolivia 1995 *Constitución Política del Estado, Texto Acordado, 1995.* et República De Bolivia 1967 *Constitución Política del Estado.* Cette réforme de la constitution, entre en vigueur en 1995, après le vote par le congrès national de la Loi de Réforme Constitutionnelle n°1585 le 12 août 1994. Il est à noter que dans les deux constitutions la Bolivie continue à être définie comme une République unitaire

## ***1-2-1 Sous l'influence du néolibéralisme, une école de la globalisation ?***

La Réforme éducative de 1994 participe, comme de coutume, d'un projet global de transformation sociale. Il est conduit par le premier gouvernement de Gonzalo Sánchez de Lozada (1993-1997), sous l'influence des principes néolibéraux. Le mot d'ordre qui préside à cette refondation est le suivant : il faut s'affranchir du carcan d'un État centralisé omnipotent et tout à la fois inefficace. Les grandes entreprises publiques, nationalisées en 1952, sont privatisées.<sup>27</sup> Pour lutter contre la centralisation administrative et pour redonner autonomie et pouvoir aux gouvernements locaux, les municipes sont créés grâce à la loi de participation populaire.<sup>28</sup> L'État doit aussi promouvoir la diversité ethnique au lieu de la nier au nom de l'intégration nationale. Le nouveau dogme est celui de l'unité dans la diversité. Dans cette période, la condamnation du centralisme de l'État justifie l'alliance, contre nature, entre les indigènes et les néolibéraux. N'est-ce pas ce même gouvernement qui, pour la première fois dans l'histoire de la Bolivie, porte un indigène aymara\*, Víctor Hugo Cardenas, à la Vice Présidence de la République ?

Dans le domaine éducatif, cette volonté de désengagement de l'État guide une réforme dont les deux principes fondamentaux sont : le pluriculturalisme et la décentralisation.<sup>29</sup> Financée par des prêts internationaux, elle doit être conforme aux valeurs prônées par ces bailleurs de fond.<sup>30</sup> Pour faire avancer le multiculturalisme, les maîtres d'école ont la possibilité d'enseigner en aymara, quechua ou guarani, concession aux langues indigènes qui arrive bien tard alors que la castillanisation de la société est avancée.<sup>31</sup> Pour assurer la décentralisation, chaque section de province se voit dotée d'une direction de district de l'éducation, tandis que les gouvernements municipaux ont la charge de l'infrastructure scolaire, en vertu de la loi de participation populaire.<sup>32</sup> Partout, enfin, des « juntas scolaires » sont créées. Elles regroupent les membres de la communauté et ont pour fonction de contrôler son école.

### **Encadré I-1 : La Réforme éducative à l'ombre de la mondialisation**

La réforme éducative, décidée en 1994, est financée en grande partie par des organismes internationaux. La répartition du financement (approuvée le 16 novembre 1994) fut ventilée ainsi

<sup>27</sup> En 1994 la loi de capitalisation n°1544 organise la vente des grands groupes publics selon laquelle l'État ne garde plus qu'une part minoritaire. Le produit de cette vente devant servir à financer les pensions. Sont concernés par cette loi ENTEL ( entreprise nationale de télécommunications ), ENFE ( Entreprise nationale des chemins de fer ), YPBF ( Gisements pétroliers d'État boliviens ), ENDE ( entreprise national d'électricité ) et Empresa Metalurgica Vinto.

<sup>28</sup> Loi de participation populaire n° 1551, 20 avril 1994, voir República de Bolivia 1994.

<sup>29</sup> Le terme exact employé dans la loi de Réforme éducative est celui d'inter-culturalité qui n'est pas très explicite en français et que j'ai choisi de traduire, compte tenu du contexte, par pluriculturalisme. L'article 5, en effet, précise que "l'éducation bolivienne est interculturelle et bilingue car elle assume l'hétérogénéité socio-culturelle du pays dans le respect de tous les Boliviens, hommes et femmes. » voir República De Bolivia 1994 *Ley de reforma educativa*

<sup>30</sup> Ces valeurs dans l'air du temps convergent toutes pour condamner le principe national et les États centralisateurs. L'ère de la globalisation des années 90 s'ouvre, je l'ai dit en introduction, sur la condamnation du cadre national et de ses frontières, envisagées comme forcément agressives. Il faut en revanche promouvoir la libre circulation des biens et des idées entre des groupes dont l'identité, moins belliqueuse, ne relèverait que du culturel et du local.

<sup>31</sup> Au recensement de 2000 63% des Boliviens affirmaient avoir pour langue maternelle l'espagnol, contre 36% en 1950.

<sup>32</sup> Loi de Participation populaire, titre II, *De los gobiernos municipales*, chapitre 14, *Ampliación de competencias municipales*, alinéa II, b et c. voir República De Bolivia 1994 *Ley de participacion popular*. Le principe est rappelé dans dans la loi de Réforme éducative n°1565, 7 juillet 1994, Titre II, *Del sistema educativo nacional*, chapitre X, *Financiamiento de los niveles pre-escolar, primario, secundario y del area de educación alternativa*, article 48.

● BID	80 millions \$ Us
● Banque mondiale	40 millions \$ Us
● Coopérations (Allemagne, Suisse, Pays Bas)	38,8 millions \$ Us
● Bolivie	45,4 millions \$ Us

Les organismes internationaux ont contribué à hauteur de 78% à cette réforme. Lorsqu'il fut approuvé le projet comprenait plusieurs points, tous conformes à la philosophie de ces organismes : un programme de réforme sur 20 ans pour augmenter l'équité et l'efficacité du cycle primaire, qui devra appuyer les réformes pédagogiques, juridiques et administratives. Il était précisé que les financements ne devaient concerner que le premier cycle. Concrètement ce financement, en plus des sempiternelles « audits » (150 sont prévues) se propose de soutenir le développement, la production et la distribution des manuels et de guides pour les maîtres d'école, ainsi que des ordinateurs. Un organisme spécial, qui ne dépend pas du ministère de l'éducation nationale est créé pour assurer cette réforme : le SNE (*Servicio Nacional de Educación*).

Le problème c'est que cette manne monétaire n'a pas toujours été utilisée à bon escient, ou du moins dans l'esprit voulu par les généreux donateurs. Non seulement des sombres rumeurs de corruption et d'enrichissement personnel ont entaché le prestige de la nouvelle institution en obligeant sa directrice à la démission en 2003, mais de surcroît, dans le domaine pédagogique, la refondation des savoirs n'a pas été totale. Concernant la géographie et les *ciencias sociales*, le SNE s'est contenté de procéder à la publication d'anciens ouvrages. Enfin le bilan semble très nuancé en ce qui concerne la formation continue des maîtres d'écoles, pour les mettre au diapason de la nouvelle pédagogie. Dans chaque province, un formateur pédagogique a été envoyé par le ministère pour transmettre le nouvel esprit de la loi de réforme éducative. J'ai eu l'occasion à deux reprises, dans la province Germán Busch de suivre ces tournées scolaires. Dans des villages d'une grande pauvreté, le maître, ou la maîtresse d'école a une mission sociale autant qu'éducative. La formatrice du SNE qui doit transmettre les principes du multiculturalisme, se contente de valider des projets dont la finalité sociale est plus nette que la finalité éducative (construction d'un nouveau poulailler, mise en place d'un jardin maraîcher communautaire ou organisation de la fête du village). Les subsides de la réforme éducative servent à améliorer le quotidien des communautés. Quant à changer les savoirs disciplinaires, en particulier géographiques, des maîtres d'école, on en est très loin.

### ***1-2-2 La résistance têtue aux nouvelles valeurs***

Cette nouvelle école peut-elle continuer à « fabriquer du bolivien » ? Doit-elle même persister dans la transmission d'une doxa géographique ? À priori non, puisque, en défendant les langues et les cultures indigènes et en donnant au niveau local un pouvoir de contrôle sur l'éducation, elle devrait abandonner toute référence à une culture nationaliste dont relève le savoir sur le territoire. Mais l'inertie des structures et la lenteur du changement des mentalités jouent contre cette révolution. Pour se prémunir contre ces résistances, les initiateurs de la réforme avaient décidé de constituer une cellule en dehors du Ministère de l'éducation.<sup>33</sup> Peine perdue, la révolution n'aura pas lieu, en tout cas pas en ce qui concerne l'enseignement de la géographie. Plusieurs raisons expliquent cet échec.

Les maîtres d'école, acteurs de premier plan de cette transformation, sont eux-mêmes profondément imprégnés de cette vulgate territoriale. Ils appartiennent à l'une des professions les plus syndiquées du pays.<sup>34</sup> À l'image de tout le syndicalisme bolivien, les confédérations syndicales des maîtres sont profondément nationalistes. N'ont-ils pas été, ces dernières années, de toutes les revendications contre la globalisation de l'économie, contre les entreprises étrangères, contre la vente du gaz au Chili, contre le consensus de Washington et pour la récupération de la mer ? Certains ne faisaient-ils pas partis de « l'État major du peuple » fondé par le leader *cocalero* Evo

<sup>33</sup> Ils créèrent le Service National de l'éducation, le SNE (voir encadré ci-dessus).

<sup>34</sup> Ils sont organisés en deux confédérations : celle des maîtres ruraux et celle des maîtres urbains. *Confederación de Maestros Rurales de Bolivia* et *Confederación de Maestros Urbanos de Bolivia*, chaque confédération constitue un regroupement des fédérations départementales.

Morales ?<sup>35</sup> Dans ces conditions on voit mal comment ils pourraient transmettre un savoir sur le territoire exempt des représentations nationalistes.

La deuxième raison de l'inertie tient à la profonde influence du Code de l'éducation de 1955. Malgré la volonté affichée de changement, la nouvelle loi de réforme éducative peine à s'affranchir de cette référence incontournable. À propos des fondements de l'éducation bolivienne, l'article 1 (alinéa 5) précise qu'elle est « multiculturelle ». C'est une concession aux idées dans l'air du temps, car, la loi affirme aussi que l'éducation « est nationale, parce qu'elle doit répondre aux exigences *vitales* du pays (...) en recherchant l'intégration et la solidarité de ses populations pour la *formation d'une conscience nationale*.»<sup>36</sup> Ce n'est pas tout. L'éducation doit permettre, en tant que « fondement de l'intégration nationale », « l'affirmation de la souveraineté bolivienne et de son identité.»<sup>37</sup> Enfin, l'article 2 rappelle, à propos des objectifs de l'éducation, qu'« elle doit renforcer l'identité nationale en exaltant les valeurs historiques et culturelles de la Nation Bolivienne dans son énorme diversité », et qu'elle doit enfin transmettre au peuple divers principes dont celui de « l'intégrité territoriale.»<sup>38</sup>

Enfin, la refonte des programmes scolaires, vaste entreprise initiée en 1996, achève de convaincre de la faible portée de la réforme, au moins en ce qui concerne l'évolution d'un savoir sur le territoire. Pour le niveau de l'école primaire il n'existe pas, à proprement parler, de manuel de géographie. En revanche le Service National de l'Éducation, en charge de la réforme, devait produire et éditer de nouveaux ouvrages destinés à la formation initiale ou continue des maîtres d'école. C'était là que l'on s'attendait à voir surgir une nouvelle vision du territoire, prenant en compte la globalisation et le multiculturalisme. Déception. En ce qui concerne la géographie les documents d'appui ne sont pas de première jeunesse et l'aggiornamento des savoirs, pourtant promis, reste invisible. *Geografía escolar de Bolivia* de Jorge Muñoz Reyes est la seconde édition d'une synthèse d'un ouvrage du même auteur publié en 1977.<sup>39</sup> En réalité entre 1977 et l'édition de 1995 de la réforme éducative le texte a été peu modifié. N'en blâmons pas l'auteur, mort en 1984, dix ans avant le début de la réforme. Dans le prologue de la dernière édition, il y a, pourtant, un parti pris de nouveauté. L'auteur se situe dans le courant d'une nouvelle géographie, renouvelée par le traitement qu'elle accorde à des sciences (la phytographie, la zoographie, la démographie, la météorologie) « qui sont traités maintenant *in extenso* ».<sup>40</sup> Mais, en dépit de cette promesse de révolution épistémologique, l'auteur souligne, quelques lignes plus loin, qu'en dernier ressort, c'est la *geografía patria*, la géographie de la patrie, qu'il se propose de faire. Son premier chapitre est consacré aux généralités sur le territoire : superficie et population, langue, drapeau, écusson

<sup>35</sup> En 2003 par exemple, 323 conflits sociaux ont été relevés en Bolivie. Le secteur éducatif, maîtres d'école et universitaires, a constitué 7% des acteurs qui ont pris part à ces mouvements sociaux. Ortego, Jésus 2004 *Monitor de conflictos* cité in Calderon, Fernando (Coord.) 2004 *Informe sobre el desarrollo humano 2004 : Interculturalismo y globalización, La Bolivia posible*, p. 106

<sup>36</sup> Voir República De Bolivia 1994 *Ley de reforma educativa*, article I, alinéa 4. C'est moi qui souligne.

<sup>37</sup> *Op. Cit.*, article I, alinéa 11.

<sup>38</sup> *Op. Cit.*, article II, alinéa 4, puis alinéa 10. Dans la première citation je maintiens les majuscules du texte original.

<sup>39</sup> Muñoz Reyes, Jorge 1977 *Geografía de Bolivia*, et Muñoz Reyes, Jorge 1995 [1988] *Geografía escolar de Bolivia*

<sup>40</sup> Muñoz Reyes, Jorge 1995 [1988] *Geografía escolar de Bolivia*, p. 3

national, fleur nationale, fête nationale, hymne national. Voilà donc les traits d'une nouvelle géographie bolivienne peu capable de s'extraire de sa mission initiale : inculquer au petit Bolivien l'amour de sa patrie et de son territoire.<sup>41</sup>

Le nationalisme à l'école et son corollaire, la transmission d'une certaine vision du territoire, ont donc de beaux jours devant eux malgré les discours novateurs de la réforme éducative. Comment en serait-il autrement alors que les textes de loi continuent à attribuer à l'école la fonction de construire l'unité nationale ? Et que les acteurs de cette transformation sont profondément imprégnés par le discours nationaliste ? Le territoire, unique bien commun de la nation bolivienne, ou de la « patrie » pour reprendre la terminologie scolaire, est le socle de ce nationalisme. Les élèves apprennent ainsi dès leur plus jeune âge à l'aimer, à se l'approprier et, en dernier ressort, à le protéger, puisqu'on leur apprend qu'il est menacé. Mais de quelle manière, et selon quels stéréotypes, le territoire sert-il de support au nationalisme ?

### ***1-3 Les formes du nationalisme territorial à l'école***

*“Vive ma patrie, la Bolivie, une grande nation. Pour elle je donne ma vie et aussi mon cœur. Cette hymne que je chante, je l'offre avec amour à ma patrie, la Bolivie, que j'aime avec passion. Je la porte dans mon cœur, je lui donne ma force. Aime ma patrie, la Bolivie, comme je l'aime moi. »  
Cueca traditionnelle bolivienne.<sup>42</sup>*

« J'ai étudié mes quatre premières années de collège à Cochabamba, en Bolivie », écrit Mario Vargas Llosa. « Je me rappelle que plusieurs fois par mois, peut-être même toutes les semaines, tous les élèves du collège La Salle, nous chantions dans la cour un hymne pour réclamer la récupération de la mer bolivienne, que le Chili possède depuis la Guerre du Pacifique (1879) ». <sup>43</sup> Mario Vargas Llosa écrit cela en 2004, âgé de 68 ans. Ce souvenir est riche d'enseignements. Il démontre que l'école forge la conscience nationale. Les faits imprimés dans la tête des enfants à leur plus jeune âge sont indélébiles, comme en témoigne la précision du souvenir de l'écrivain péruvien, quelques soixante ans après cet épisode. Cette anecdote montre également que le nationalisme en Bolivie utilise le territoire comme premier support.

#### ***1-3-1 Comment le territoire vient aux enfants ?***

Mais Vargas Llosa relate des faits forts anciens. Tout n'a-t-il pas changé depuis l'époque où il était élève en Bolivie, dans les années 40 ?<sup>44</sup> Il faut avoir fréquenté une école bolivienne le 23 mars, le *Día del Mar* (jour de la mer) pour savoir qu'il n'en est rien. Ce jour là, les Boliviens

<sup>41</sup> Ces propos visent juste à souligner la faible portée de la réforme éducative, et la contradiction entre ses textes fondateurs et les manuels qui en sont issus.

<sup>42</sup> La cueca est une danse typique bolivienne. Ce chant, sans être l'hymne national, est sans doute le plus connu des chants patriotiques boliviens. Tout événement social, fête de famille, fête de l'école, fête du quartier, est prétexte à l'entonner.

<sup>43</sup> Vargas Llosa, Mario 2004 *Nostalgia del Mar*

<sup>44</sup> Vargas Llosa est né en 1936 à Arequipa au Pérou. Tout de suite après sa naissance il part à Cochabamba, où il restera entre 1937 et 1945, élevé par sa mère et ses grands parents maternels. Il effectuera ses quatre premières années d'école primaire au collège la Salle à Cochabamba, puis sa dernière année d'école primaire à Pura au Pérou.

commémorent la perte du littoral.<sup>45</sup> Il n'y a pas que les écoles qui participent à cette commémoration : l'armée dans ses différents corps, les syndicats, les comités civiques \*, défilent et organisent des manifestations. Ce qui se passe dans les écoles est plus décisif car il s'agit de former la conscience territoriale des jeunes enfants. Les élèves sont invités à produire des dessins, des textes ou encore des poèmes. Si la forme varie en fonction de l'âge, le thème lui est imposé : la perte du Pacifique. Sur les cahiers d'écoliers, sur les murs de la cour et sur les banderoles pour les défilés il se décline à l'infini autour des mêmes archétypes. Les textes émeuvent. Les dessins font frémir. Dans une esthétique revisitée par les films d'actions nord-américains ou par les images de kung-fu, on voit les Chiliens se parer de tous les attributs de la férocité, couteaux entre les dents, points vengeurs, pistolets menaçants. Face à eux, les Boliviens n'ont pas l'air plus sympathiques, ni moins déterminés. L'escalade graphique de la violence fonctionne en fait en vase clos et se referme sur l'imaginaire des enfants boliviens. De l'autre côté de la frontière, au Chili, de tels débordements sont absents.

Comment défendre vis-à-vis de la communauté internationale une école qui entretient de tels relents de nationalisme et de telles rancoeurs historiques ? Pour rendre l'inacceptable acceptable, le ministère de l'éducation insiste sur l'évolution de la pédagogie. Depuis la Réforme éducative, les maîtres d'écoles ne doivent plus *faire apprendre* mais *faire comprendre* l'injustice historique aux élèves. Il en serait donc fini du lavage de cerveau, source de toutes les névroses territoriales à l'âge adulte. En 2004, dans cet esprit, Elsa Guevara, Vice présidente de la Chambre des députés lance une campagne intitulée « Garçons et filles unis pour une mer ».<sup>46</sup> Chaque enfant bolivien doit écrire à un enfant chilien pour lui parler de la mer bolivienne perdue, et lui dire « ce que cela représente pour lui ». Les lettres sont remises au président Carlos Mesa, président de la République bolivienne, pour qu'il les donne à Ricardo Lagos, son homologue chilien. Grâce à ce nouveau procédé Elsa Guevara peut affirmer qu'on « évite le ressentiment des enfants boliviens, tout en maintenant en eux la force de lutter pour la récupération du Pacifique. »<sup>47</sup> Reste à démontrer en quoi ces lettres larmoyantes entretiennent moins l'animosité que les dessins violents des années précédentes et à comprendre comment l'esprit de la Réforme éducative, si respectueuse dans la lettre de la liberté des élèves, a pu aboutir à de telles initiatives, où les enfants de Bolivie deviennent les instruments d'une politique étrangère bolivienne.<sup>48</sup>

<sup>45</sup> Le *dia del mar* est célébré tous les ans, le 23 mars, en commémoration du 23 mars 1879 où « à Calama, sur le pont Topater, une centaine de soldats boliviens emmenés par Eduardo Abaroa défendirent la mer face à quelques 500 chiliens animés par « les intérêts expansionnistes et voraces de l'impérialisme anglais », comme l'écrivait, il y a quelque temps, l'historien Carlos Mesa Gisbert, aujourd'hui président de Bolivie. La Razon, 2004 *Mesa izó la bandera del Litoral en la plaza Murillo* (édition du 22 mars 2004.)

<sup>46</sup> "Ninos y ninas unidos por un mar "

<sup>47</sup> BolPress le 24 mars 2004

<sup>48</sup> Dans le même esprit, l'Union juvénile (*Union de Juventudes*) en association avec la Poste de Bolivie (*Correo de Bolivia*) avait le projet d'écrire la « lettre la plus longue du monde » à Kofi Annan, secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour lui demander un débouché souverain sur la mer. Voir Bol Press 22 mars 2004 et La Razon, 2004 *Preparan la mayor conmemoración en la semana del mar* (édition du 22 mars 2004.)

### **1-3-2 Aimer le territoire opprimé**

On ne chante peut-être plus tous les lundis matins sous le drapeau bolivien. On ne demande plus aux enfants de renouveler, ces mêmes lundis pleins de solennité, la promesse de se battre pour le retour à la mer. Néanmoins, l'école continue à leur transmettre la vision d'un territoire mutilé de toute part. La perte du Pacifique n'est que l'exemple paroxystique des processus de transmission d'une mémoire collective qui s'appliquent à d'autres stéréotypes territoriaux. On verra, dans la suite de ce texte, que la vision du territoire est, sinon plus complexe, car la complexité n'est ici pas de mise, du moins plus diverse dans ses revendications territoriales. Restons-en pour l'instant à ce niveau général pour remarquer la dimension paradoxale de ce nationalisme. Basé sur le territoire, il est animé par une idée centrale : la Bolivie n'a pas la forme qu'elle devrait avoir. Il devrait alimenter la chronique d'un désamour des Boliviens envers ce pays, si différent de celui dont ils rêvent. Ce n'est pas le cas. Selon la dernière enquête nationale réalisée pour le rapport annuel sur le développement humain, 97% des personnes interrogées se sentaient fières d'être boliviennes.<sup>49</sup> Ce *bolivian pride* éclaire sous un jour nouveau le nationalisme transmis par l'éducation. Si les enfants apprennent que le territoire a été bafoué, violé, piétiné par des voisins féroces et boliviano-phages, on leur enseigne que ce territoire peau de chagrin doit être d'autant plus aimé qu'il est fragile. Comme un malade qui aurait besoin de plus de soins qu'une personne bien portante, le territoire, et ses frontières, doivent recevoir la plus grande attention. La menace qui plane sur lui, menace imaginaire selon un observateur étranger et bien réelle aux yeux d'un Bolivien, est la source même du nationalisme. Et la fierté d'être bolivien une ultime bravade face à l'angoisse de la disparition.

L'école est la clef pour comprendre le consensus territorial, dans un pays où le consensus est rare. L'éducation ne se porte pas si mal en Bolivie, au terme de ces cinquante dernières années où elle a été une préoccupation centrale de l'État.<sup>50</sup> En 2004, la durée moyenne de la scolarité était de 7,4 ans pour l'ensemble de la population bolivienne, ce qui place le pays juste en dessous de la moyenne latino-américaine, et bien au-dessus de pays au PIB par habitant similaire d'Asie ou d'Afrique. Reste que, comme pour les autres institutions de l'État, il y a une inégalité dans la répartition géographique de ces écoles de la bolivianisation. Si les zones les plus anciennement contrôlées par l'État sont bien pourvues en école, il n'en va pas de même des régions orientales périphériques. La bolivianité y est de ce fait d'autant plus mal assurée, comme nous le verrons plus loin. Pour l'heure reprenons le tableau géographique de la Bolivie, tel qu'il ressort des cahiers d'écoliers.

<sup>49</sup> Calderon, Fernando (Coord.) 2004 *Informe sobre el desarrollo humano 2004 : Interculturalismo y globalizacion, La Bolivia posible*, page 104, enquête réalisée courant 2003.

<sup>50</sup> Calderon, Fernando (Coord.) 2004 *Informe sobre el desarrollo humano 2004 : Interculturalismo y globalizacion, La Bolivia posible* p. 44.

## II - La Bolivie sur les cahiers d'écoliers

« *La Bolivie est un pays méditerranéen situé dans la région centrale de l'Amérique du Sud* »<sup>51</sup>

« *La Bolivie est située au centre même du continent, et est un pays continental et méditerranéen depuis la malheureuse Guerre du Pacifique qui l'a privée de son accès à la mer* »<sup>52</sup>

« *La Bolivie est située au centre du continent sud-américain. Elle manque de côtes maritimes depuis l'injuste guerre de 1879 avec le Chili* »<sup>53</sup>

Le jeu qui consiste à relever la première phrase, du premier chapitre, de trois livres de vulgarisation géographique est riche d'enseignement. On aura compris en lisant ces trois citations la force du consensus géographique. « La pédagogie est une science de répétition, la pédagogie est une science de répétition, la pédagogie est une science de répétition », apprend-t-on aux futurs professeurs partout dans le monde. Durant toute leur scolarité, les écoliers boliviens se verront appliquer cette méthode basique, mais efficace, d'apprentissage. Sur les premières lignes de leurs livres d'histoire, de géographie, ou de sciences sociales<sup>54</sup>, le même refrain est repris : la Bolivie, située au cœur du continent, est un « pays méditerranéen ». Puis, suivant à peu près le même plan, les manuels développent le dogme territorial. La diversité physique est abordée dans un deuxième temps, elle ne remet jamais en question la profonde unité du territoire. L'opposition entre l'orient et l'occident, jugée, elle, menaçante n'est pas évoquée. Enfin quelques réflexions générales sur la formation du territoire achèvent de convaincre l'élève de son intemporalité, au-delà des contingences historiques. Au terme de cette démonstration, l'enfant doit retenir deux choses : la Bolivie n'a pas la forme qu'elle devrait avoir et elle doit exister malgré ces errements. Un territoire idéal se dessine au fil de ces trois thèmes. Dans la tête des futurs citoyens, il doit en résulter une confusion de sentiments territoriaux où l'angoisse de vivre dans une forteresse assiégée le dispute à la fierté d'être nés au pays de la grandeur et de la diversité. À ce compte là, on se console facilement de vivre dans un pays dont le territoire ressemble à une citadelle haut perchée. On en viendrait presque à se sentir quelques affinités avec le condor des Andes qui survole, majestueux, la Cordillère. L'animal n'est-il pas l'emblème national ? Sur l'écusson républicain, il surplombe un paysage andin.<sup>55</sup>

Pour analyser cette construction territoriale symbolique, je me suis appuyée sur trois ouvrages classiques, qui servent ou ont servi à la formation des maîtres dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle : *Geografía general de Bolivia* d'Alfredo Ayala, dont l'édition de 1978 reprend dans les

<sup>51</sup> Ayala Z., Alfredo 1978 *Geografía general de Bolivia : Estudios físico, político, y económico de Bolivia*, p.7

<sup>52</sup> Síles Guevara, Juan 1995 *Geografía de Bolivia : síntesis geográfica de Bolivia*, p. 3

<sup>53</sup> Muñoz Reyes, Jorge 1995 [1988] *Geografía escolar de Bolivia*, p.13

<sup>54</sup> Les *sociales* regroupent dans une même matière : l'histoire du pays, l'éducation civique, la géographie, l'économie et un peu de sociologie. Dans le primaire on fait plus référence aux *sociales* qu'à chacune des matières citées ci-dessus. Elles ont une finalité civique fortement appuyée et car elles doivent concourir à la formation d'un citoyen aimant sa patrie.

<sup>55</sup> « L'écusson est surplombé par le Condor des Andes sur le point de prendre son envol. Il est posé sur deux branches d'oliviers et de lauriers entrelacées. » Voir República De Bolivia 1888 *Decreto Supremo du 14 juillet 1888*, article 1. Le condor est l'animal emblématique de la Bolivie. La suprême décoration du pays est l'Ordre national du Grand Condor des Andes créé en 1925 pour honorer ceux qui ont servi la nation. Mais ce n'est pas un monopole bolivien, car le condor plane aussi au-dessus de l'écusson de trois autres pays andins : le Chili, l'Équateur et la Colombie.

grandes lignes ces deux précédents textes de 1955 et 1956,<sup>56</sup> l'ouvrage précité de Muñoz Reyes et, enfin, *Los Bolivianos en el tiempo*, de Albert Crespo et José Crespo Fernandez.<sup>57</sup> Les deux derniers ouvrages furent édités par la réforme éducative pour servir à la formation des maîtres d'écoles. Ces manuels scolaires sont une des meilleures façons d'approcher la géographie vernaculaire. Ne sont-ils pas, comme le rappelle Hervé Théry pour le cas français, « l'unique livre (de géographie) qu'un citoyen français ait eu à sa disposition dans toute sa vie » ?<sup>58</sup> Le texte d'Alfonso Gumucio-Dagron nous sera aussi d'un grand recours pour étudier les représentations boliviennes.<sup>59</sup> Publié en français en 1981 il est un essai d'égo-géographie de la Bolivie, proposé à des lecteurs français par un auteur bolivien, loin d'être géographe, mais profondément marqué par la doxa géographique.

## 2-1 Au cœur du continent, un pays méditerranéen

### 2-1-1 La centralité vitale ou étouffante ?

#### Un pays de confluence

Tout commence par une bonne nouvelle. La Bolivie est au centre du continent, idéalement placée, ni trop au nord, ni trop au sud, et bien calée sur sa double cordillère, dont les versants externes regardent vers les deux océans. Elle participe également des deux grands bassins hydrographiques de l'Amérique du Sud : celui de l'Amazone et celui de la Plata. Les Boliviens ont raison de s'enorgueillir de ce territoire de confluence. Cette fierté nationale, nul ne l'exprime mieux que Muñoz Reyes lorsque, dans son chapitre I, *Localisation de la Bolivie au sein du continent*, il énumère dans une liste, un peu rébarbative, toutes les infrastructures de communication qui mettent la Bolivie en contact avec ses voisins.<sup>60</sup> La métaphore physiologique, cent fois entendue, qui fait du territoire bolivien le *cœur* de l'Amérique du Sud trouve, à la lecture de cette liste, toute sa pertinence. Les voies ferrées, les routes, et les fleuves sont, tout à la fois, les veines qui irriguent la Bolivie et les artères qui drainent ses richesses vers l'extérieur.<sup>61</sup> Ce territoire central n'est donc pas seulement une métaphore du cœur bolivien mais du cœur de l'Amérique du sud.

#### La méditerranéité bolivienne

Pourtant cette centralité idéale laisse vite place, dans les propos des géographes, à une centralité étouffante. La Bolivie est entourée de terres. Les auteurs boliviens ont forgé le concept de médi-terranéité, pour nommer cet enclavement. Si l'on cache beaucoup de maux territoriaux aux

<sup>56</sup> Ayala Z., Alfredo 1978 *Geografía general de Bolivia : Estudios físico, político, y económico de Bolivia*; 1955 *Geografía física general y especial de Bolivia. Texto autorizado por suprema de acuerdo a los programas vigentes para el primer año de secundaria.* et Ayala Z., Alfredo 1956 *Geografía política de Bolivia ; texto para tercer año de secundaria, conforme a los programas oficiales vigentes*

<sup>57</sup> Crespo, Alberto, Crespo Fernandez, José et Kent Solares, Maria Luisa 1995 *Los bolivianos en el tiempo*, dont Siles Guevara, Juan 1995 *Geografía de Bolivia : síntesis geográfica de Bolivia*

<sup>58</sup> Théry, Hervé 1988 *Les pays tropicaux dans les livres de géographie : les manuels de l'enseignement secondaire entre 1925 et 1960*, p. 299.

<sup>59</sup> Gumucio Dagron, Alfonso 1981 *Bolivia*

<sup>60</sup> *Op.cit.* p. 13

<sup>61</sup> À propos du développement des chemins de fer andin dans la première moitié de XX<sup>ème</sup> siècle, des auteurs ont utilisé l'expression de « drains miniers » voir Gosalvez, Bertha, Gonzales Tapia, Ismael et Roux, Jean Claude 2000 *De l'enclavement à la globalisation : une ouverture risquée pour la Bolivie*

enfants, celui-là est ressassé constamment. *La mediteraneidad*, malgré les potentialités qu'elles offrent en terme d'intégration continentale, est le tourment du pays et la cause de son mal développement. La Bolivie a beau être ouverte sur tout elle ne participe pas vraiment à grand-chose. Les reculs territoriaux multiples l'ont privée successivement : d'une ouverture réelle sur le Paraguay,<sup>62</sup> d'un accès direct à l'Amazone<sup>63</sup> et de ports souverains sur le Pacifique. L'enclavement bolivien n'est pas uniquement lié à la perte du Pacifique. En compensation des pertes territoriales, le pays a obtenu de ses voisins certaines facilités d'accès.<sup>64</sup> Qu'importe ces arrangements fixés par des traités tous qualifiés de « léonins » ! La Bolivie, entourée de terre, n'est pas la confluence rêvée, mais un territoire étouffé par ses frontières qui n'ouvrent sur rien. Les mots choisis ne sont pas innocents. Ils forgent la conscience territoriale bolivienne dès le plus jeune âge. « La Bolivie existe », affirme Gumucio-Dagron comme un acte de foi, mais sa vitalité est particulière. « Elle persévère douloureusement dans son être ».<sup>65</sup> L'asphyxie la guette. « En tant que pays andin sans accès à la mer la Bolivie souffre de certaines maladies qui lui sont propres », ajoute Jeffrey Sachs, l'américain (il est vrai que dans ce pays où on raconte le territoire aux étrangers, il ne faut pas longtemps pour que les *gringos*\* s'approprient le dogme.)<sup>66</sup>

## ***2-1-2 Les voisins menaçants d'un territoire peau de chagrin***

« La Bolivie depuis sa création, et bien malgré elle, a connu la plus funeste tragédie de toute l'Amérique. Son péché originel a été de naître grande, riche et avec un avenir splendide, et cela était intolérable pour ses voisins avides et envieux qui, sans exception et en permanence, se sont agrandis à ses dépens. »<sup>67</sup> C'est ainsi que commence le prologue d'un rapport produit par le Ministère de la Défense nationale à propos de l'occupation des frontières. Ces propos semblent bien exagérés, et, dans aucun autre pays du monde, ils n'auraient leur place sous une signature officielle. En Bolivie, ils passent quasiment inaperçus. Ils ne sont qu'une énième variation sur le thème des voisins bolivianophages que personne ne conteste car il a été transmis par l'école.

### **Les voisins bolivianophages**

La route du Pacifique et la route de l'Atlantique sont, dans les faits, singulièrement compliquées d'utilisation pour les Boliviens. Il ne servirait à rien de le cacher aux enfants. La réalité

<sup>62</sup> La Bolivie, dispose que d'un tout petit tronçon sur les rives du Paraguay, dans la *collita* de la Bolivie, là où Puerto Busch fut un temps installé. Plus au Nord le Paraguay coule exclusivement en territoire brésilien, et même à Puerto Suárez, Puerto Quijarro, c'est par l'intermédiaire d'un canal, que les bateaux peuvent rejoindre le fleuve.

<sup>63</sup> On verra que le Madeira, l'affluent direct de l'Amazone qui coule sur le territoire bolivien, est plus un verrou qu'une voie magistrale de désenclavement. Son cours est impraticable sur 300 km. Les *cachuelas*\* et les rapides rendent la navigation impossible entre Guayaramerín et Porto Velho

<sup>64</sup> La libre circulation sur le Paraguay, la promesse de la construction de chemin de fer pour contourner les chutes d'eaux du Madeira (traité de Petrópolis de 1903) ou encore la garantie de libre transit pour tous les produits en provenance ou à destination de la Bolivie qui utilisent les ports chiliens. (traité de paix, d'amitié et de commerce, 1904, article 6)

<sup>65</sup> Gumucio Dagron, Alfonso 1981 *Bolivie*, p. 8

<sup>66</sup> Sachs, Jeffrey 2003 *What Bolivia's Chaos Means*. L'auteur, économiste états-unien, est connu en Bolivie pour avoir mis en place le plan de stabilisation économique, dans le cadre du gouvernement de Víctor Paz Estenssoro, entre 1986 et 1990. Il est resté très proche de l'ex-président Gonzalo Sánchez de Lozada.

<sup>67</sup> Ministerio De Defensa Nacional 1991 *Bases para un plan tutelar de fronteras ; Plan tutelar de fronteras (Planfront) ; Guia para el desarrollo de provincias fronterizas*, p. 1. Il s'agit cependant d'un rapport interne du ministère qui n'est pas destiné à connaître une large diffusion.

rejoint le mythe lorsqu'il s'agit de leur en expliquer les causes. Surgit alors la figure du voisin perfide, dangereux, ou éléphanterque. Exutoire aux problèmes boliviens, source du nationalisme, la peur de l'autre est transmise aux enfants comme unique clef de compréhension du territoire. Sanabria, par exemple, dit des Péruviens, qu'après la bataille d'Ingavi en 1841, « ils ne recommencèrent pas à manifester *leur appétit* pour le territoire bolivien. »<sup>68</sup> Pour combien de temps ? Lorsqu'il s'agit de manger la Bolivie, les voisins semblent avoir une faim tenace. Finalement, à rebours d'une geste territoriale classique où les ancêtres, à partir du noyau originel, repoussent victorieusement les limites de l'espace national,<sup>69</sup> on voit, en Bolivie, les aïeux se faire assaillir et sans cesse reculer. Là-bas, les voisins donnent au territoire sa forme. Pauvres enfants boliviens. On leur sert une épopée de martyrs, là où d'autres en apprennent une héroïque. Un des grands héros de la défense du territoire est Eduardo Abaroa. Pour seul acte de bravoure, il a tenu quelques instants un pont, dans un combat perdu d'avance contre les Chiliens.<sup>70</sup>

La présence de cinq voisins, plus ou moins agressifs, transforme donc en bastille encerclée le carrefour rêvé. La combativité supposée des voisins est facilement démontrée par l'histoire territoriale dramatique. N'ont-ils pas annexé des pans entiers de la Bolivie ? Chacun n'a-t-il pas eu sa part de la dépouille ? Alors ne dites pas aux Boliviens que l'histoire, irréversible par nature, ne se répète pas, ils ne vous croiront pas. Qui a bu boira. La Bolivie « est entourée de pays frères qui, en différentes occasions l'ont dévorée (...) elle se trouve sur la défensive, tout à la fois courtisée et isolée, essayant sans cesse d'empêcher que ses voisins n'avancent un pied, ne clouent une pancarte, ne dressent une borne, ne plantent un drapeau », affirme Gumucio Dagron.<sup>71</sup> Et Baptista Gumucio ajoute : « comme nul part ailleurs, en Bolivie, la phrase de Will Durant, « la guerre est la façon de manger des pays », trouve son illustration. Avec nous les voisins se sont bien rassasiés, tout particulièrement le Chili, et il semble qu'ils aient encore de l'appétit. »<sup>72</sup> Tout avait commencé très tôt. Jaime Mendoza évoque l'invasion péruvienne diligentée par Agustín Gamarra en 1828, comme le début « d'une orgie tragique » dont la Bolivie allait être la victime.<sup>73</sup> Bolivie dévorée. Comment

<sup>68</sup> Sanabria Fernandez, Hernando 1983 *Geografía humana y política de Bolivia*, p. 26. C'est moi qui souligne.

<sup>69</sup> Histoire classique du Brésil par exemple, où partis du littoral les explorateurs, les *bandeirantes*, les missionnaires ou encore les planteurs, en fonction des époques partent à la conquête de l'intérieur, pour façonner avec leur pied la géographie du pays.

<sup>70</sup> « Le plus grand héros civil de Bolivie est né le 13 octobre 1838 à San Pedro de Atacama ». Arrivé à Calama au moment du déclenchement des hostilités entre le Chili et la Bolivie, il s'engage comme volontaire aux côtés des troupes boliviennes. Puis vient l'heure de défendre le pont contre l'avancée des chiliens. « Beaucoup sont blessés et les autres se retirent devant l'inutilité de sa défense, mais Abaroa, blessé à la gorge, refuse la retraite et se bat seul contre un contingent de 100 soldats du Chili. (...) Les officiers chiliens lui intimèrent de se rendre et l'homme, devenant ainsi un emblème de la Nation répond la phrase qui devait le faire accéder à l'immortalité : Que se rendent d'abord vos grands-mères, *carajo !* ». Où l'on voit que les (gros) mots des chants désespérés sur les champs de batailles perdues sont encore les plus beaux, comme celui de Cambroune à Waterloo. Mesa, José De, Gisbert, Teresa et Mesa Gisbert, Carlos De 2001 *Historia de Bolivia*, p. 457 voir aussi Baptista Gumucio, Mariano 1978 *Que se rinda su abuela carajo! : vida y epifanía de Eduardo Abaroa*.

<sup>71</sup> Gumucio Dagron, Alfonso 1981 *Bolivia*, p. 8

<sup>72</sup> Baptista Gumucio, Mariano 1978 *La viabilidad de Bolivia*, p. 121

<sup>73</sup> Mendoza, Jaime 1978 [ 1925 ] *El factor geográfico en la nacionalidad boliviana*, p. 41 Gamarra fut président du Pérou entre 1829-1833, puis entre 1838-1841 n'eut de cesse, selon Jaime Mendoza, d'écraser la Bolivie. Lorsqu'il attaque la Bolivie en 1828 il n'est commandant en chef de l'armée, mais, de cette bataille victorieuse, il ressort avec le grade de maréchal. Son histoire avec le pays n'était pas finie, car, à la suite de nombreuses autres péripéties politico-militaires, il meurt à la bataille d'Ingavi le 18 décembre 1841

peut-elle perdurer ainsi entourée de voisins affamés ? Si la forteresse Bolivie est assiégée, sa défense est un impératif. Cette vision du territoire devait donner aux frontières du pays un statut particulier.

### **La réduction territoriale**

La carte des pertes territoriales est présente dans tous les livres scolaires.<sup>74</sup> L'effet qu'elle produit sur des enfants, futurs citoyens de cette patrie menacée, doit être terrible. Avec encore plus de force que le chiffre, maintes fois répété, des 54% de superficie perdue depuis l'indépendance, elle alimente un mal être territorial. Car ce que ne disent pas ces quelques 1,4 millions de km<sup>2</sup> abandonnés, la carte le montre : les pertes n'ont pas bénéficié à un seul des pays frontaliers qui pourrait ainsi devenir le bouc émissaire. Ces démembrements tous azimuts convainquent de la fragilité originelle du territoire. Toute la rhétorique scolaire qui fait du Chili l'unique bourreau de la Bolivie est démentie par cette carte. Elle illustre, et avec quelle force, la pathologie territoriale, sa morbidité presque. Jean-Claude Roux, sous l'influence de cette bibliographie bolivienne, parle même de la « gangrène des extrémités ».<sup>75</sup> C'est ainsi que, par un singulier pouvoir de l'image sur le texte, la carte donne au propos pédagogique-nationaliste une résonance plus grave. Si le Chili est bien le monstre boliviano-phage décrit par les auteurs, il n'y a pas de raison qu'il n'en soit pas de même pour les autres voisins, dont le butin, évalué en km<sup>2</sup> de superficie concédée est supérieur. Alors le doute fondamental s'installe. La Bolivie est-elle viable ? Les amputations inscrivent, de manière subliminale mais indélébile, la double conviction que la Bolivie n'a pas la forme qu'elle devrait avoir et qu'elle est menacée de disparition. Ne pas être ce que l'on devrait être et vivre toujours à la limite du non être, voilà bien de quoi alimenter une psychologie collective pathologique.

La situation géographique de la Bolivie est son salut et sa damnation. À l'heure où, d'un bout à l'autre du continent, on ne parle que de projets d'intégration continentale<sup>76</sup> la centralité bolivienne est une chance - à condition que son exceptionnalité soit reconnue par les autres pays.<sup>77</sup> Dans le passé elle n'a été que source de déconvenues. À ce compte là les enfants boliviens doivent apprendre, plus vite que d'autres, la relativité de toute situation géographique.

---

<sup>74</sup> Ayala choisie même cette carte comme illustration de la couverture de son livre. Ayala Z., Alfredo 1978 *Geografía general de Bolivia : Estudios físico, político, y económico de Bolivia*

<sup>75</sup> Roux, Jean-Claude 2000 *La Bolivie orientale, confins inexplorés, battus aux Indiens et économie de pillage*. p. 19

<sup>76</sup> Au titre du Mercosur, de la CAN, mais aussi dans le cadre de l'IIRSA, initiative pour l'intégration de l'Amérique du Sud.

<sup>77</sup> La Bolivie n'est pas, loin de là, le seul pays à pouvoir se targuer de faire le lien entre l'Atlantique et le Pacifique : le Chili, le Pérou, l'Équateur pourraient revendiquer cette même fonction.

I - 1 La carte des provinces perdues de la Bolivie  
*Ce qu'elle dit du territoire*



Latitia Perrier Bruslé 2002

Frontières actuelles

- Frontière internationale —
- Capitale d'Etat ■
- Ville importante □
- Port sur le Pacifique ○
- Ville frontalière orientale ■

Les pertes territoriales

- Au profit du Chili ■
- Au profit des autres voisins □

*(Les dates en italique correspondent aux traités sanctionnant les pertes territoriales.)*

Une vision géopolitique

- Le *macizo boliviano*, noyau historique national ○
- Les terres d'agrégation, marges périphériques →

## 2-2 L'unité dans la diversité

*« Si l'union naît de la diversité, c'est la force de la Bolivie. Nous devons nous réjouir d'être différents. Nous devons célébrer notre diversité géographique, biologique, ethnique et culturelle. Là réside notre force, notre énergie et notre trésor ».*

*Gonzalo Sánchez de Lozada, 6 août 2002, Discours d'investiture présidentielle devant le congrès national*<sup>78</sup>

*« La Bolivie est unité dans la diversité »*

*Carlos Mesa Gisbert, 4 janvier 2004, Discours des vœux à la Nation.*<sup>79</sup>

Tous les pays se pensent volontiers au centre et la géographie bolivienne n'innove pas sur ce point. Elle ne nous étonne pas plus lorsqu'elle se fait le chantre de sa diversité. Fernand Braudel, citant Lucien Febvre, ne disait-il de son pays, « que la France se nomme diversité » ? C'est, ajoutait-il, « un triomphe éclatant du pluriel, de l'hétérogène, du jamais tout à fait vu ailleurs ». Le ton est enflammé et les synonymes de diversité s'enfilent à l'infini sans parvenir à en épuiser le charme. Améliorant la formule de Lucien Febvre, Braudel conclut : « j'aimerais presque mieux dire (...) que la France « est diversité ».<sup>80</sup> Le grand historien aura tout d'abord mis en garde le lecteur contre la banalité d'une telle assertion, mais le style dithyrambique ne trompe pas : la diversité qu'elle soit française ou d'un autre pays a une connotation positive.<sup>81</sup>

Cet « être diversité », Carlos Mesa Gisbert, président bolivien, le reprenait à son compte dans ses vœux à la Nation en janvier 2004. Ce n'était pas, pour les Boliviens, chose nouvelle. Dans l'hagiographie du pays on insiste beaucoup sur ce point. « La Bolivie est un résumé de tout le continent »<sup>82</sup>, dit Gumuccio Dagon. Cependant la diversité en Bolivie doit être maniée avec précaution car elle a deux visages. Elle laisse augurer du meilleur comme du pire, du début ou de la fin du pays. Promesse d'abondance et de profusion, elle est aussi source de divisions. Le discours professoral doit donc être subtil pour faire la part entre la diversité inoffensive et la redoutable diversité qui menace l'intégrité nationale. Présenter la diversité et convaincre qu'elle reste incluse dans un territoire sanctuaire, voire qu'elle le conforte dans l'unité, relève d'un art rhétorique raffiné, dont voici quelques ressorts.

### 2-2-1 Une mosaïque façonnée par la nature

La diversité, qu'elle relève de la géographie physique ou de la géographie humaine, possède deux caractéristiques qui la rendent inoffensive pour l'unité nationale : son foisonnement et son intemporalité.

<sup>78</sup> Sanchez De Lozada, Gonzalo 2002 *Discurso de Gonzalo Sánchez de Lozada al ser posesionado como presidente constitucional de la República.*

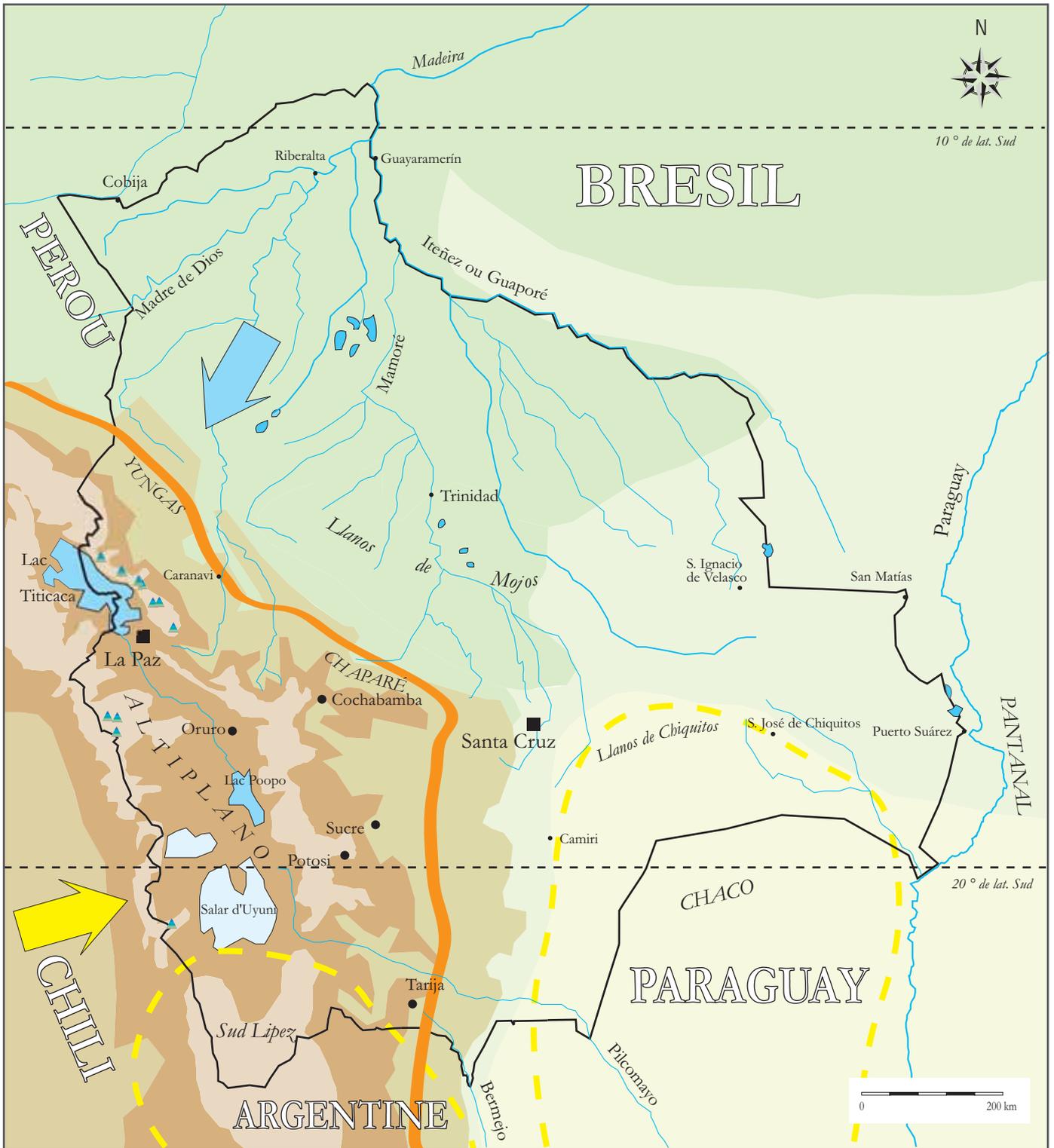
<sup>79</sup> Mesa Gisbert, Carlos 2004 *Discurso a la nación del presidente constitucional de Bolivia*, 4 janvier 2004 p. 20

<sup>80</sup> Braudel, Fernand 1990 [ 1986 ] *L'identité de la France*, p 33-34.

<sup>81</sup> Même si sous la plume de Braudel, la diversité française est plus diverse ou du moins il y a plus de panache dans sa diversité. « L'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie ou l'Espagne regardées d'un peu près, se nomment, elles aussi, diversité, mais, sans doute, pas avec la même profusion ou la même insistance. » *op. Cit.* p. 34

<sup>82</sup> Gumuccio Dagon, Alfonso 1981 *Bolivie*, p. 6

I - 2 : Bolivie des Andes à l'Amazonie, les grandes divisions physiques



I - De l'étagement né la diversité

Cordillères (au centre : sommet plus de 6000 m)		5000 m.
Altiplano		3000 m.
Piémonts andins		1000 m.
Forêt tropicale sempervirente		
Savane arborée et forêt caducifoliée		
Forêt tropicale sèche		
Lac		
Salars		

II - D'autres gradients

Effet de façade		
Zone d'aridité		
Latitude		

III Les marques de l'homme

Une césure magistrale : Occidente / Oriente	
Ville millionnaire	
Ville moyenne (400 000 à 100 000 habs.)	
Petite ville	
Frontière internationale	

Latitia Perrier Bruslé, sources diverses, 2002

La profusion est fille de la nature. Comme de nombreux pays lorsqu'ils se racontent, la Bolivie possède un peu de tout.<sup>83</sup> « Elle dispose de tous les climats »,<sup>84</sup> « elle est affectée de tous les caractères physiques du continent : dans la région orientale elle touche aux plaines amazoniennes, aux derniers contreforts des Terres Hautes du Brésil, ainsi qu'à la zone du Chaco. Dans la région occidentale elle participe de la Cordillère des Andes. »<sup>85</sup> Ce n'est plus un pays c'est une synthèse géniale de tout un continent. « Sur ton sol les prodiges naturels de l'Amérique cohabitent : la Plata, l'immense Amazonie et les Andes dans leur partie la plus large », affirme José Aguirre Acha s'adressant à la Bolivie, être personnifié.<sup>86</sup> On l'aura compris, cette diversité tient surtout à l'étagement altitudinal. Il permet de concentrer une grande variété de milieux physiques, pour une superficie assez moyenne d'un million de km<sup>2</sup>. Des 6 542 mètres du Sajama, point culminant du pays dans la Cordillère occidentale, aux marais du Pantanal, à la frontière avec le Brésil les étages bioclimatiques se succèdent d'Ouest en Est. La variété est aussi latitudinale. Le pays s'étend du Nord au Sud, entre le 9<sup>ème</sup> et le 23<sup>ème</sup> parallèle de latitude Sud. Dans le sud, l'aridité se fait ressentir, dans sa variante froide, dans les déserts du Sud Lipez, comme dans sa variante chaude, dans le Chaco. Au nord les plaines amazoniennes, les Yungas, ou les riches campagnes du lac Titicaca déclinent des tons plus verts. Aux effets de latitude et d'altitude s'ajoutent ceux introduits par la continentalité, l'endo-upwelling, la barrière orographique des Andes et le *niño* de temps en temps. Les influences sont variées. La nature ne ménage pas ses effets pour dessiner la riche mosaïque physique des milieux boliviens. Tout cela donnerait raison à Alcide d'Orbigny, naturaliste français qui, découvrant la Bolivie en 1831, disait que « si la terre devait disparaître en ne laissant que la Bolivie, on y retrouverait tous les produits de la nature et tous les climats de la terre. »<sup>87</sup> Voilà le pays promu arche de Noé universelle des milieux naturels.

Qui dit variétés des milieux, dit variétés des ressources naturelles. Les géographes boliviens apprennent aux enfants que cette diversité est profitable car elle assure de nombreuses richesses. Mais pour qu'elle reste garante d'unité, il ne faut pas que la nature ait pourvue mieux que d'autres certaines régions. À chaque milieu ses ressources. Muñoz Reyes peine parfois à convaincre des potentialités du milieu andin. En dépit de l'extrême variétés des tubercules, de la quinoa et même de la *titora*\*, cette herbacée aquatique qui pousse sur les bords du lac, le tableau qu'il dresse de l'Altiplano sous les traits d'un pays de cocagne laisse songeur.<sup>88</sup> Qu'importe ! Il faut avant tout

<sup>83</sup> L'exemple français nous revient une nouvelle fois en mémoire. « Dans ses aspects naturels comme dans ses aspects culturels, la France participe à la fois de l'Europe du Nord et de l'Europe méditerranéenne, de l'Europe atlantique et de l'Europe rhénane et alpine », BOEN, Hors série, 31/08/2000.

<sup>84</sup> *ibid.* p. 6

<sup>85</sup> Ayala Z., Alfredo 1978 *Geografía general de Bolivia : Estudios físico, político, y económico de Bolivia*, p. 7

<sup>86</sup> Aguirre Acha, José 1980 [ 1902 ] *De los Andes al Amazonas: Recuerdos de la campana del Acre*, p. 11. Extrait *¡Salve ¡Oh! Patria!* ( Hymne à la Bolivie ).

<sup>87</sup> Cette phrase attribuée à Alcide d'Orbigny, le grand naturaliste français qui a voyagé en Bolivie de 1830 à 1834 est souvent reprise dans la littérature bolivienne. Voir Ostría Gutierrez, Alberto 1946 *Una obra y un destino La política internacional de Bolivia despues de la guerra del Chaco*, p. 351. Malheureusement je ne l'ai jamais retrouvé dans son contexte original, et je ne peux donc certifier de son authenticité. On a beaucoup prêté à D'Orbigny en Bolivie.

<sup>88</sup> « La *yareta* (...) est utilisée pour sa haute valeur calorifique. » ; « dans la région des lac Titicaca et Poopó la *titora* a un grande importance économique » ; « la principale culture dans la région est la pomme de terre, dont il existe plus de 200 espèces ». voir Muñoz Reyes, Jorge 1995 [1988] *Geografía escolar de Bolivia* p. 131. Sous la plume de l'auteur, l'Altiplano que l'on imagine hostile prend les traits d'un pays de cocagne.

convaincre que la diversité naturelle ne rime pas avec iniquité, source de désenchantement pour ceux qui seraient nés au mauvais endroit.

Enfin, cette diversité naturelle est d'autant plus emphatisée qu'elle est une donnée immanente. Façonnée par l'écologie, quasi-intemporelle, elle ne peut concourir à la division du territoire. John Murra, avec sa théorie de la complémentarité des étages écologiques dans le monde andin, a fourni un argument à cette thèse. La diversité est, *de tout temps*, la richesse de la vie andine.<sup>89</sup> La diversité, héritée du milieu physique, renforce l'unité de l'ensemble Bolivie par les solidarités qu'elles impliquent entre les différents espaces. C'est ce qui fait dire à Ostria Gutierrez qu'elle est agglutinante.<sup>90</sup>

### ***2-2-2 Un multiculturalisme conventionnel cache la force des régionalismes***

En revanche, la diversité humaine pourrait fort bien menacer l'intégrité nationale. À trop promouvoir le multiculturalisme, la Bolivie contemporaine n'est-elle pas en train d'ouvrir une boîte de Pandore ? Le discours scolaire doit avancer avec précaution. Il lui faut insister sur la pluralité, en niant les forces centrifuges qu'elle pourrait réveiller. La diversité humaine dans les livres scolaires, est décrite comme non conjoncturelle. Tout le contraire d'une dynamique à même de mettre en péril l'indivisibilité de la Bolivie « constituée en République unitaire ». <sup>91</sup> Elle est d'autant moins dangereuse qu'elle est pléthorique. Rien à voir avec les grandes lignes de fractures de la société qui pourraient entraîner un processus de scissiparité: les Collas\* contre les Cambas\*, les indiens contre les métis, les paysans contre les classes moyennes urbaines. Les différences sont nivelées. Tous les groupes, quelque soit leur importance réelle, sont placés au même niveau. Muñoz Reyes distingue ainsi trois « groupes raciaux et linguistiques » : les Andins, les Tupi Guaranis\* et les Arawaks\*. <sup>92</sup> Dans son texte, il consacre, à chacun d'eux, le même développement. Leur poids dans la population est pourtant loin d'être équivalent. Les Andins constituent 56 % de la population, les Tupi Guaranis ajoutés aux Arawaks en représentent moins de 6 %. Ceux qui ne s'assimilent à aucun des groupes précités constituent 38% de la population. <sup>93</sup> Seul ce multiculturalisme folklorique et cette taxinomie des groupements humains sont inoffensifs.

Suivant la même logique, au chapitre des divisions économique politiques du pays, seuls les départements sont cités. Ayala, après un chapitre introductif à la géographie politique et économique de la Bolivie opte pour un plan par département. <sup>94</sup> De la même façon, Muñoz Reyes consacre un chapitre entier à la division politique de la Bolivie, en présentant successivement

<sup>89</sup> Murra, John et Condarco, Ramiro 1987 *La teoría de la complementariedad vertical eco-simbiótica*.

<sup>90</sup> « L'hétérogénéité de la Bolivie, bien qu'elle paraisse source de division, est en réalité agglutinante ». Ostria Gutierrez, Alberto 1946 *Una obra y un destino La política internacional de Bolivia después de la guerra del Chaco* p. 357

<sup>91</sup> República De Bolivia 1967 *Constitución Política del Estado*, article 1.

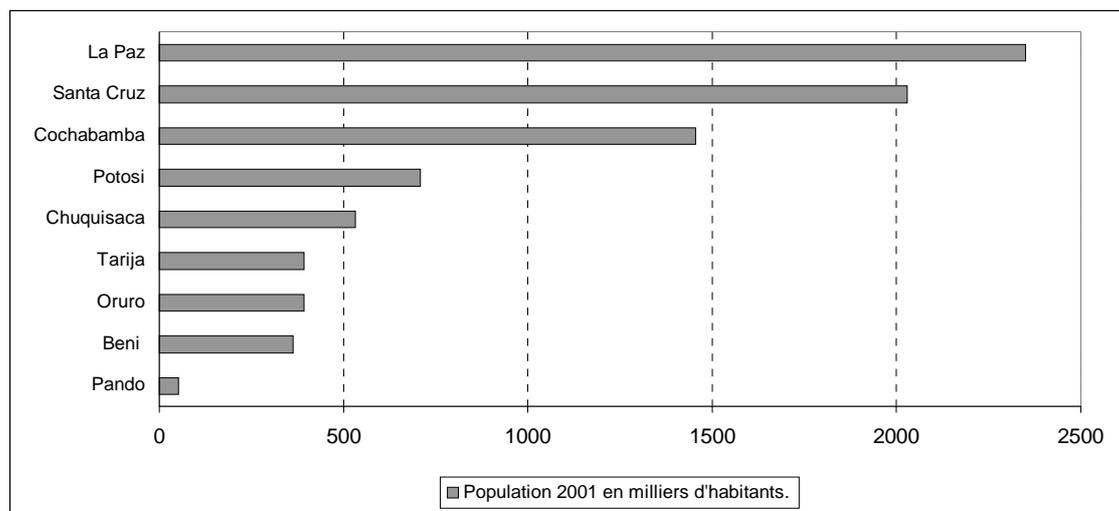
<sup>92</sup> Muñoz Reyes, Jorge 1995 [1988] *Geografía escolar de Bolivia* p. 119-127. Les arawaks constituent une des multiples familles linguistiques de l'Amazonie bolivienne. La raison pour laquelle l'auteur choisit de distinguer celle-là est d'oublier les autres reste mystérieuse.

<sup>93</sup> 2001 *Censo Poblacion y vivienda 2001*. Auto-identification de la population de plus de 15 ans.

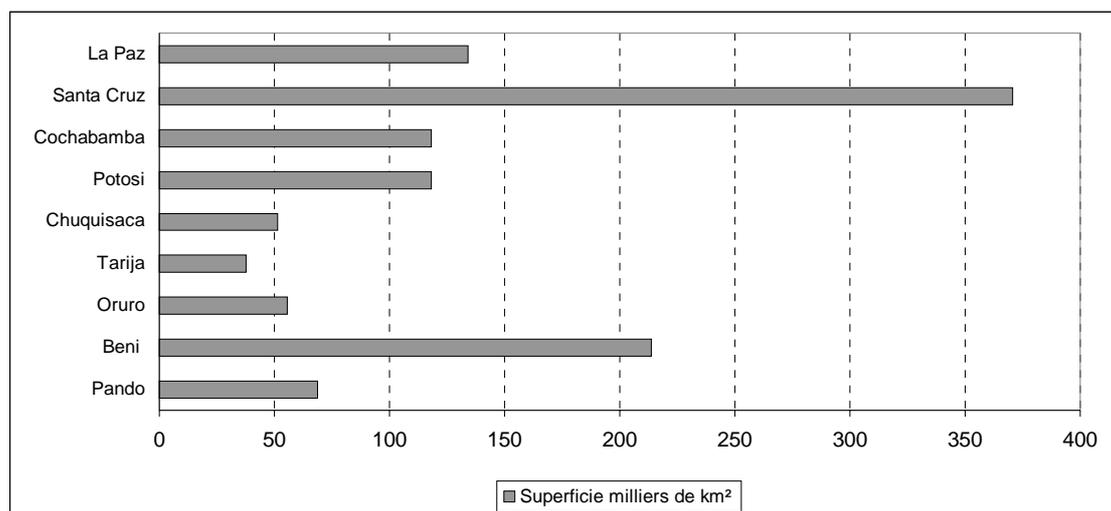
<sup>94</sup> Ayala Z., Alfredo 1978 *Geografía general de Bolivia : Estudios físico, político, y económico de Bolivia*

chacun des départements. Lorsque, en tant que représentante de la géographie à Cobija, il m'a été donné de devenir répétitrice de géographie pour deux enfants de 10 ans, j'ai pu constater que l'entrée par département était encore la seule qui vaille. Neuf mois de scolarité par an, neuf départements, le compte est bon, et dans la classe supérieure, on recommence. Du département de Chuquisaca, nous avons ainsi révisé l'hymne départemental, la population et un peu de l'économie. Et nous avons dessiné son écusson. On pourra n'y voir qu'un souci bien innocent de clarifier le propos. Mais il se trouve que, si la division politico-administrative n'est jamais convaincante pour un géographe soucieux d'embrasser les réalités territoriales, elle l'est encore moins en Bolivie.

**Figure I-1 : Le poids démographique fort différent des départements<sup>95</sup>**



**Figure I-2 : Des superficies départementales tout aussi disparates**



Entre le Pando, et ses quelques 50 000 habitants, et le département de La Paz, et ses 2,35 millions d'habitants, il n'y a pas qu'une différence de taille, mais de nature. Pourquoi alors apprendre aux élèves que tous les départements sont sur un pied d'égalité ? C'est une façon de cacher l'impact des revendications régionalistes. La structure départementale aplanit les faits de taille qui font de départements puissants des menaces à l'intégrité territoriale. Dans l'hymne à la

<sup>95</sup> Source Ine 2004 *Anuario estadístico 2003* pour les deux graphiques.

Bolivie, écrit par Acha en 1902 à la gloire de la patrie bolivienne, chaque département est cité comme participant à part égale à la grandeur de la nation. « Si La Paz thésaurise le civisme, à Charcas<sup>96</sup> aussi la culture brille ; Cochabamba t'as prouvé son héroïsme ; sa richesse sans pareille, Potosi. Garde le Beni, avec le Pando c'est ton futur ; Santa Cruz est ton Eden, Oruro te fournit la force de ses bras, et Tarija ton type andalou. »<sup>97</sup>

### **2-2-3 Trouver du liant pour convaincre de l'unité**

Il y a une bonne et une mauvaise diversité. Seule la première figure dans les manuels scolaires. La bipolarité du territoire bolivien, en revanche, n'est jamais évoquée, ou alors seulement à propos de l'opposition physique, magistrale, entre l'Altiplano et les plaines. Mais convaincre que la diversité n'est pas dangereuse ne suffit pas toujours. Il faut aussi trouver du liant pour convaincre de l'unité.

Les routes à même d'intégrer les différentes parties désunies du pays ont une mission primordiale, et les manuels scolaires les évoquent longuement, qu'elles existent ou qu'elles soient de simples projets.<sup>98</sup> Ici aussi la géographie scolaire côtoie le mythe. Ayala fait, par exemple, une étude des routes et des aéroports pour tous les départements. L'exercice est rendu difficile dans le Pando, où, en 1978 (lors de la rédaction de son ouvrage), il n'existe aucune route. À peine y a-t-il quelques pistes, interrompues par des fleuves, qui ne fonctionnent qu'une partie de l'année, seulement certaines années. L'auteur rappelle que le Pando « parce qu'il est éloigné du reste du pays est en relation avec les autres départements du pays par la voie aérienne ».<sup>99</sup> Puis, il fait suivre cette indication d'un exposé des différentes voies de communication : Cobija - Porvenir (il ne précise pas qu'il s'agit d'un tronçon de 30 km) ; Cobija - Bolpebra, « à travers le territoire brésilien », et la construction à venir de la route Porvenir - Puerto Heath. Elle n'existe toujours pas en 2004. Qu'importe ! Même lorsqu'elles n'existent pas réellement, il faut parler des routes pour convaincre de l'unité de ce territoire démembré.

De la même manière, il ne faut pas s'étonner de l'ample place accordée aux réseaux hydrographiques. En l'absence d'infrastructure réelle de communication, les fleuves assurent du liant potentiel, tout particulièrement dans la région orientale si déconnectée. Muñoz Reyes analysant les communications entre la Bolivie et le Brésil en est réduit à parler de « l'ample communication fluviale possible grâce à divers fleuves affluents du Madeira ».<sup>100</sup> Il est vrai qu'une carte hydrographique de la Bolivie donne l'impression que les fleuves sont des axes de communications importants. En réalité, leur utilisation comme voie navigable est difficile en raison de leur faible

---

<sup>96</sup> Charcas est l'antique nom de la ville de Sucre, ou Chuquisaca, avant l'indépendance.

<sup>97</sup> « Salve oh ! patria ! ( Himno a Bolivia ) », paroles de José Aguirre Acha, musique de Bernardino Gonzalez. In Aguirre Acha, José 1980 [ 1902 ] *De los Andes al Amazonas: Recuerdos de la campana del Acre*, p 10. Le Pando n'existait pas en 1902. L'auteur, à la fin de sa vie, repris la chanson pour ajouter une phrase sur ce département créé en 1938.

<sup>98</sup> De fait, les problèmes liés à l'intégration physique du territoire seraient résolus si toutes les routes mentionnées dans ces ouvrages existaient réellement.

<sup>99</sup> Ayala, *Op. cit.* p. 229.

<sup>100</sup> Muñoz Reyes *Op. cit.* p. 13

profondeur et de la présence des *cachuelas*\*. Dans l'Orient, les fleuves ont même plus tendance à réduire les communications en interrompant les routes qu'à les favoriser.

Voilà donc le deuxième trait du territoire bolivien : une unité incontestable alliée à une diversité source de richesses. Les lignes de fractures du territoire et les tendances régionalistes les enfants ne les apprendront pas dans cette école de la Patrie.

## ***2-3 Sous le signe de la permanence, une géographie de la grandeur ... ou de la vacuité ?***

En toile de fond, la doxa géographique scolaire emprunte des voies détournées pour transmettre d'autres convictions : la Bolivie a toujours existé ; le territoire est immuable et sa grandeur lui donne sa force. Cela tient à peu de choses : des allusions au détour des paragraphes, des choix dans l'ordonnement du propos, des tableaux comparatifs étonnants. Aussi efficacement que la répétition des poncifs territoriaux, elles transmettent des idées sur le territoire.

### ***2-3-1 Une géographie des mythes des origines***

La Bolivie est née en 1825, portée sur les fonds baptismaux de l'indépendance par le maréchal Antonio José de Sucre. Venu en libérateur, aux ordres de Simón Bolívar, il trahit sa pensée en proclamant sur la Plaza Murillo à La Paz son fameux décret du 9 février 1825 qui appelle les provinces du Haut Pérou<sup>101</sup> à réunir un conseil de délégués pour réfléchir sur l'avenir de ces provinces. C'était, dans les faits, une façon non équivoque de reconnaître leur droit à l'autodétermination, qui devait conduire à l'indépendance. Elle fut proclamée le 6 août 1825 à Sucre par les délégués de Chuquisaca, Potosí, La Paz, Cochabamba et Santa Cruz. « Les provinces du Haut Pérou, fermes et unanimes déclarent leur volonté irrévocable de se gouverner elles-mêmes. »<sup>102</sup> Moment historique. La déclaration solennelle de Sucre (la ville fut rebaptisée en l'honneur du libérateur) est encore apprise dans les écoles. Baptista Gumucio place en exergue de son chapitre sur l'Indépendance de la Bolivie cette maxime pompeuse, « Ainsi tomba l'empire où le soleil ne se couchait pas. »<sup>103</sup>

Reste que 175 ans sont peu de choses pour asseoir la légitimité historique d'un pays encore fragmenté. Reste que toutes les fleurs rhétoriques risquent de s'étioler face à l'aridité de Simón Bolívar. Ses mots sont terribles lorsqu'il s'agit de s'opposer à l'idée d'un État bolivien : « Le Haut Pérou était une dépendance immédiate de la Vice-royauté de la Plata comme Quito le fut de Santa Fé. Ni Quito, ni Charcas ne peuvent être légitimement indépendantes. »<sup>104</sup> Un an après la déclaration, et contrairement à l'historiographie officielle bolivienne qui veut qu'il ait accepté de

<sup>101</sup> Le Haut Pérou est l'autre nom donné à l'Audience de Charcas, et correspond donc à la Bolivie actuelle.

<sup>102</sup> Cité par Fifer, Valerie 1976 [1972] *Bolivia*, p. 19

<sup>103</sup> Baptista Gumucio, Mariano 1993 *La independencia : Así se desmoronó el Imperio donde no se ponía el sol*, p. 158

<sup>104</sup> Lecuna, Vicente 1951 *De Bolívar à Sucre : selected writings of Bolívar* p. 469-470, De Bolívar à Sucre, Lima, le 21 février 1825

bon cœur le fait accompli, il continue à s'insurger. Évoquant la possibilité d'unir la Bolivie au Pérou, il persiste à jouer les Cassandres : « la Bolivie ne peut continuer à vivre ainsi, parce que le Rio de la Plata et l'empereur du Brésil pourraient causer la destruction de cette république. »<sup>105</sup> Vu sous cet angle, on comprend mieux le destin tragique d'un pays que le fondateur éponyme ne voulait pas.

Contre ce destin, qui comme la carte des provinces perdues fait naître une angoisse de la disparition, il faut convaincre les élèves que la Bolivie, avant d'être Bolivie, existait déjà. En deçà du 6 août 1825, les origines mythiques du pays sont multiples. « Les racines historiques de la Bolivie se perdent dans la nuit des temps ». <sup>106</sup> Les références vont de l'Audience de Charcas à l'Empire Inca et à Tiwanacu. Ce n'est plus un mythe des origines, mais un magma originel où tous les éléments viennent conforter l'idée que la Bolivie est, de tout temps. Le comble de cette vulgate, c'est Siles qui l'exprime lorsqu'il écrit « la forme de la *Bolivie* a beaucoup varié depuis son apparition durant la fondation espagnole au XVI<sup>ème</sup> siècle. »<sup>107</sup> Les enfants comprendront ainsi que, si la Bolivie change de forme, elle existe dès cette période, quelques trois siècles avant la naissance de celui qui devait lui donner son nom. Peu importe, dans le fond, les anachronismes. Ces discours ne sont pas de l'ordre de l'argumentatif. Ils relèvent du mystique. « L'esprit de cohésion nationale était latent depuis les premiers temps de l'Audience de Charcas », affirme, par exemple, Sanabria Fernandez, préférant troquer un *credo* contre une explication raisonnée.<sup>108</sup> Seul Muñoz Reyes est plus nuancé. À propos de l'époque pré-hispanique il parle, non pas de la Bolivie, mais « du territoire qu'occupe aujourd'hui la Bolivie. »<sup>109</sup>

L'origine mythique de la Bolivie remonte dans le temps au fur et à mesure que le pays vieillit. À la référence à l'Audience de Charcas les manuels scolaires préfèrent aujourd'hui celle au Tawantinsuyu\* (l'Empire Inca) voire à Tiwanacu\*. Cette deuxième origine, plus ancienne, présente bien des avantages aux yeux des Boliviens. Le Tawantinsuyu des Incas est un État multi-ethnique dont la sphère d'influence dépassait largement la Bolivie actuelle et dont le centre vital se situait en dehors d'elle, dans le Cusco. Au contraire, la civilisation de Tiwanacu se diffuse à partir du noyau national bolivien, dans les Andes, sur les rives sud du lac Titicaca.<sup>110</sup> Déjà dans les années 20, autour de Franz Tamayo, un groupe d'intellectuels entreprenaient de contester l'héritage espagnol et le premier siècle de la République métisse, pour remonter aux racines de la nation bolivienne, l'Indien.<sup>111</sup> Dans l'exégèse qu'ils font de l'histoire coloniale, l'Indien a réussi à se maintenir en dehors des structures assimilatrices. Race pure, sang pur, il est l'unique jonction possible entre les

<sup>105</sup> *ibid.* p. 591 De Bolivar à Sucre, Magdalena le 12 mai 1826

<sup>106</sup> Ostria Gutierrez, Alberto 1946 *Una obra y un destino La política internacional de Bolivia despues de la guerra del Chaco*, p. 344

<sup>107</sup> Siles Guevara, Juan 1995 *Geografía de Bolivia : síntesis geográfica de Bolivia*, p. 3. C'est moi qui souligne le terme de Bolivie, employé à contre sens.

<sup>108</sup> Sanabria Fernandez, Hernando 1983 *Geografía humana y política de Bolivia*, p. 25

<sup>109</sup> Op. Cit. p. 23

<sup>110</sup> En revanche le centre symbolique du Tawantinsuyu resta toujours le lac Titicaca, le lac sacré selon la plupart des auteurs boliviens, centre à partir duquel était divisé l'empire en quatre parts. ( voir lexique en fin d'ouvrage ). De plus le lac Titicaca reste dans la tradition inca le lieu d'origine des premiers Incas, personnage mythique : Manku Qhapaq et Mama Uklo Voir Bouysse-Cassagne, Thérèse 1988 *Lluvias y cenizas : dos pachacuti en la historia*

<sup>111</sup> Parmi eux on peut citer : Alcides Aguerdas, Jaime Mendoza , Gustavo Navarro et Ignacio Prudencio Bustillo. Voir Francovich, Guillermo 1987 *Los mitos profundos de Bolivia*, p 152.

origines mythiques de la Bolivie, à Tiwanacu, et le temps présent.<sup>112</sup> Franz Tamayo penseur de l'indianité bolivienne est aussi un grand pédagogue. Sa vision des choses, comme cette recherche des origines les plus éloignées dans le temps, imprègne la première réforme éducative de 1952. Elle est une des clefs de la formation du territoire enseignée aux élèves. Ce faisant, on épargne aux élèves de la question centrale posée par Bolivar, et à laquelle tout renvoie dans l'histoire territoriale : la Bolivie, en tant qu'État avait-elle une raison d'exister ?

### **2-3-2 Une géographie de la permanence**

Le pendant de cette remontée dans le temps vers des origines quasi a-historiques (on sait si peu de choses sur Tiwanacu) est le refus de prendre en compte les dynamiques spatiales contemporaines. On est surpris, au premier abord par la multiplication de citations bibliographiques très anciennes. On est étonné, de la même façon, de voir que les rééditions des manuels, se suivent et se ressemblent aux mots près. Comme si la géographie était une science intemporelle qui n'a que faire des grands bouleversements spatiaux et sociaux de la Bolivie contemporaine. Parle-t-on des grands mouvements de migration interne ? De la croissance d'El Alto, devenue en une vingtaine d'année la troisième ville du pays avec 700 000 habitants ? De la colonisation du Chaparé ? De l'urbanisation accélérée du pays qui a fait passer la population urbaine de 26,2% à 62,4% entre 1950 et 2001 ?<sup>113</sup>

Non, ces thèmes brillent par leur absence. En revanche Ayala, dans son chapitre sur le Beni note « pour mieux comprendre les richesses qui existent dans ce département nous transcrivons le chapitre correspondant à Riberalta, Cachuela Esperanza, Villa Bella et Guayaramerín du livre de 1932 du frère R. P. Santiago Mendizabal - le *Vicariat Apostolique du Beni*. »<sup>114</sup> Un quart du chapitre sur ce département est constitué par cet extrait d'ouvrage (qui traite de l'économie de la gomme, de la localisation des *barracas*\* du caoutchouc, de la navigation sur les fleuves et de la vie religieuse.) Or, ce texte a plus de 60 ans d'âge à l'époque où Ayala rédige son manuel. Certes, la géographie ne se gâte pas avec le temps. Toutefois ces pages anciennes, si elles peuvent intéresser le spécialiste, n'ont rien à faire dans un livre de vulgarisation géographique destiné à montrer l'organisation de l'espace contemporain. Leur présence témoigne donc d'un parti pris. L'auteur souhaite inscrire le territoire dans la permanence. Muñoz Reyes adopte la même démarche lorsqu'il reprend, dans l'édition de 1995, les données du recensement de 1950 à propos de la population sylvicole. Il reconnaît « qu'ils sont assez datés », mais il les utilise « car nous n'avons pas d'information plus récente sur cette population. »<sup>115</sup> Ce qui est un peu retors, car s'il n'est plus fait mention après 1950 de la population

---

<sup>112</sup> La vision de l'indien de Franz Tamayo est marquée par l'idéologie futuriste italienne de Marinetti. Les Indiens au sang pur sont une race meilleure car non corrompue par l'intellectualisme. Tout en action, tout en énergie, ils sont le futur de la Bolivie. «La Bolivie n'est malade que par l'illogisme et l'absurdité qui lui fait concéder la force et la supériorité à ceux qui ne la possède pas, et par la négation des droits éternels de ceux qui possèdent sa force et qui sont ses légitimes représentants ». Tamayo, Franz 1975 [1944] *Creacion de la pedagogia nacional* p. ?

<sup>113</sup> Ine 2001 *Censo nacional de poblacion y vivienda : Bolivia distribucion de la poblacion*

<sup>114</sup> Ayala Z., Alfredo 1978 *Geografia general de Bolivia : Estudios fisico, politico, y economico de Bolivia*, p. 241

<sup>115</sup> Muñoz Reyes *Op. Cit.* p. 113

sylvicole, c'est que le concept est justement daté et jugé inopérant pour comprendre la réalité démographique des régions, jadis qualifiées de non-soumises.<sup>116</sup>

La permanence les géographes la trouvent aussi dans les coordonnées géographiques. Elles envahissent les livres. Il n'est pas un seul des ouvrages précités qui ne commence en donnant l'exacte position géographique de la Bolivie. Dans la partie « géographie régionale », c'est-à-dire géographie départementale, on retrouve encore ce souci de l'exacte localisation. « Le département de Santa Cruz est situé entre les 57°29' et 64°30' de longitude ouest et 14°20' et 20°30' de latitude sud ».<sup>117</sup> C'est ainsi qu'Ayala commence son chapitre sur cette région. N'y a-t-il pas quelques traits saillants plus parlants ? En matière de *captatio benevolentiae* ne peut-on pas trouver remarque plus saisissante ? En réalité, rien de ce qui est incontestable et intemporel ne sera épargné aux enfants : la date de fondation des villes, la longueur précise des fleuves et leurs affluents, l'organisation politique par départements, provinces et cantons, et bien sûr les limites de chacune de ces divisions administratives.<sup>118</sup>

### ***2-3-3 Une géographie de la grandeur ou de la vacuité ?***

Une dernière manie des géographes donne à réfléchir sur leur façon de présenter le territoire. Ils font de la superficie, exprimée en kilomètres carrés, l'unique principe explicatif de la géographie. La lecture de ces ouvrages laisse l'impression déconcertante que tous les kilomètres se valent et qu'ils sont la mesure de toute chose. Comment sont occupés ces km<sup>2</sup> ? Comment sont-ils innervés par les réseaux de communication ? Ces questions fondamentales ne sont jamais soulevées. La raison en est simple. Une telle tournure d'esprit permet d'entretenir un orgueil de la grandeur territoriale - mesurée en km<sup>2</sup> et dont on se soucie peu de préciser qu'ils sont vides et déconnectés. Ayala le cultive. En introduction de chaque chapitre, il sert au lecteur ce petit tableau.

#### **Encadré I-2 : La géographie au km<sup>2</sup> d'Alfredo Ayala Z.**

##### **Département du Beni**

*La superficie du département du Beni peut être comparée à celle des pays suivants :*

République de Nicaragua .....	127 564 km <sup>2</sup>
État libre de Puerto Rico .....	8 896 km <sup>2</sup>
République de Panama .....	76 738 km <sup>2</sup>
TOTAL .....	213 198 km <sup>2</sup>

Ou encore :

Albanie.....	28 743 km <sup>2</sup>
Belgique.....	30 515 km <sup>2</sup>
Hollande.....	40 844 km <sup>2</sup>
Danemark .....	43 069 km <sup>2</sup>

<sup>116</sup> Dans le recensement de 1950, l'utilisation des catégories « population sylvicole » et « population non recensée calculée », remplaçaient déjà, sans en changer le sens, les catégories de population « non soumises » et « non recensées » utilisées dans le premier recensement de 1900 effectué par Ballivian. Voir Ballivian, M. V. 1902-1904 *Censo general de la poblacion de la Republica de Bolivia segun el empadronamiento de 1e. de septiembre de 1900.* et Direccion General De Estadistica Y Censos, Ministerio De Hacienda Y Estadisticas 1955 *Censo demografico 1950* et Direccion General De Estadistica Y Censos, Ministerio De Hacienda Y Estadisticas 1951 *Resultados generales del censo de poblacion de la Republica de Bolivia, levantado el dia 5 de septiembre de 1950. Publicacion ordenada por el senor ministro de hacienda y estadistica, presidente de la Comision Nacional del Censo Tenl. Luis Martinez Quiroga*

<sup>117</sup> Munoz Reyes *Op. Cit.* p. 253

<sup>118</sup> Voir Chapitre IV *Division politica actual de la Republica de Bolivia*, in Muñoz Reyes, Jorge 1995 [1988] *Geografia escolar de Bolivia*, où chaque département est présenté, avec sa capitale, ses provinces et cantons et ses limites.

Irlande.....	70 282 km <sup>2</sup>
TOTAL.....	213 548 km <sup>2</sup>
<b>Département de Santa Cruz</b>	
<i>La superficie du département de Santa Cruz peut être comparée avec celles des pays suivants :</i>	
Amérique du Sud :	
République d'Équateur .....	270 670 km <sup>2</sup>
République de l'Uruguay .....	186 926 km <sup>2</sup>
TOTAL .....	357 596 km <sup>2</sup>
Europe :	
Allemagne fédérale .....	248 577 km <sup>2</sup>
Danemark .....	43 069 km <sup>2</sup>
Hollande .....	40 844 km <sup>2</sup>
Belgique .....	30 515 km <sup>2</sup>
Luxembourg .....	2 586 km <sup>2</sup>
TOTAL .....	365 591 km <sup>2</sup>

Ce genre de tableau pourrait n'être inspiré que par un souci pédagogique de donner du sens pour faire comprendre aux élèves des réalités chiffrées un peu arides. Lorsqu'on apprend en France aux étudiants que le Brésil « fait » 16 fois la France, cela ne choque personne. Dans ce cas là on utilise, il est vrai, leur espace vécu, la France, pour rendre compte d'un pays qu'ils ne connaissent pas, le Brésil. Et, on aura tôt fait de préciser que ces kilomètres carrés posent des problèmes d'aménagement du territoire inconnus dans nos pays européens. Dans le cas des tableaux d'Ayala la méthode est inverse. L'auteur part de l'espace que connaît le lecteur pour le comparer à des espaces inconnus de lui - ou connu au moyen de quelques stéréotypes. L'effet produit sur le lecteur par cette liste (qui fait du département de Santa Cruz quelque chose de plus que l'assemblage incongru du Danemark, de la Hollande, de la Belgique, de l'Allemagne etc.) est sans aucun doute réconfortant. Ces pays du Nord possèdent une image de pays développés valorisée en Bolivie.<sup>119</sup> Quid du Portugal ? De l'Espagne ? Et que vient faire le Luxembourg avec ses quelques 2 581 km<sup>2</sup>, alors que l'auteur donne des approximations à la dizaine de milliers de km<sup>2</sup> près ? En tout cas, la méthode pédagogique est si efficace que les élèves, devenus grands, la garde en mémoire. Nulle part ailleurs qu'en Bolivie, on ne se prête plus souvent au jeu des comparaisons géographiques. « Le département de Santa Cruz mesure 370 621 kilomètres carrés », dit Joaquín Aguirre Lavayén à son ami José Romero Loza, grand entrepreneur bolivien. « Il occupe donc une superficie plus grande que celles ajoutées des états de l'Illinois (146 000 km<sup>2</sup>) et de l'Iowa (145 791) aux États-Unis. »<sup>120</sup>

Cette même démarche s'applique aux territoires perdus pour souligner la gravité du pillage. « En 1825, lorsque la Bolivie se déclare république indépendante elle possède certains atouts. À l'exception de l'Argentine, du Brésil et du Mexique, c'est le pays ibéro-américain le plus étendu (2 343 769 km<sup>2</sup>) » affirme Gomez Martinez.<sup>121</sup> Il est plus optimiste que Dalence qui, en 1848, classe la Bolivie en cinquième position pour l'Amérique Latine, derrière le Brésil, le Mexique, l'Argentine

<sup>119</sup> Je pense que la présence ancienne et active de la coopération allemande, GTZ, de la coopération hollandaise, de la coopération belge a joué dans le prestige de ces pays en Bolivie.

<sup>120</sup> Propos d'une conversation entre Joaquín Aguirre Lavayén et José Romero Loza, tenue en 1983 et reprise dans les mémoires d'Aguirre. Voir Aguirre Lavayén, Joaquín 2000 *Puerto Aguirre : una salida al mar para Bolivia, la historia de un sueño imposible*, p. 118

<sup>121</sup> Gomez Martinez, José Luis 1988 *Bolivia, un pueblo en busca de su identidad*, p. 13

et le Pérou,<sup>122</sup> mais moins que Jaime Mendoza qui parle des 3 millions de km<sup>2</sup> du territoire originel.<sup>123</sup> Quoiqu'il en soit, les pertes territoriales ont déclassée la Bolivie : de grand pays, à celui de « pays moyen au même titre que la Colombie, le Pérou, le Chili et le Venezuela. »<sup>124</sup> Il ne reste plus qu'à mesurer *en pays* l'ampleur de ces pertes. « Au début du siècle le Brésil s'est emparé de l'Acre, un territoire en forme de triangle vaste comme l'Italie et la Suisse réunies. En 1935, la guerre du Chaco permit au Paraguay de s'emparer de la moitié de son territoire actuel (...) La Bolivie céda au Pérou des espaces équivalents à la totalité de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord ; puis au profit de l'Argentine, un territoire plus vaste que la Hollande, la Belgique et le Danemark réunis.»<sup>125</sup> Ailleurs Acha parle de « l'impardonnable condescendance et faiblesse du gouvernement de Melgajaro qui cède une extension égale à la superficie du Portugal ».<sup>126</sup> Ce ne sont pas des kilomètres carrés vides qu'a perdu la Bolivie mais des pays entiers. Plus grands, les enfants nourris de cette géographie du km<sup>2</sup>, ne cesseront de la répéter.

## Conclusion du chapitre I

La vision du territoire proposé aux élèves est une reconstruction. Ne soyons pas dupe de ce discours. Les auteurs boliviens savent beaucoup plus de choses sur le territoire qu'ils n'en laissent paraître dans ces ouvrages d'enseignement. Les manuels scolaires sont une source à manier avec précaution. D'une part, parce que, dans un souci de pédagogie, « on y grossit souvent le trait, ce qui en fait parfois une caricature. »<sup>127</sup> D'autre part, parce que, en Bolivie, et pour les raisons déjà énoncées, la géographie doit être un vecteur de nationalisme.

La géographie scolaire n'est pas « neutre ». L'assertion est banale et ce n'est pas cette conclusion là qui nous importe le plus. Les convictions territoriales transmises aux élèves ont plus d'importance que cette absence « d'objectivité » si peu étonnante. Elles nous seront utiles pour comprendre la résonance de la frontière. La première idée forte qui ressort de ce tableau est que la Bolivie existe, de tout temps. Être géographique intemporel, ses origines remontent à la nuit des temps, ses traits saillants sont des faits de nature insensibles aux dynamiques contemporaines, ses groupes humains eux-mêmes, bien rangés par milieux géographiques (andin, sylvicole), semblent inscrire leur diversité dans un ordre naturel plus que social et, sa principale qualité, sa centralité, est un fait inhérent à sa situation géographique qui n'est pas susceptible d'évolution. La deuxième idée forte tient en ces quelques mots : la Bolivie, territoire démembré, n'a pas la forme qu'elle devrait avoir. Les voisins agressifs, l'enclavement, les pertes territoriales, sont autant de faits conjoncturels

<sup>122</sup> Dalence, José Maria 1975 [ 1851 ] *Bosquejo estadístico de Bolivia*, p. 185. Il est vrai que dans un tableau comparatif l'auteur ne se préoccupe pas seulement de la superficie. Il classe aussi la Bolivie en fonction de sa population (quatrième position) et sa densité (cinquième position).

<sup>123</sup> « Lorsque la Bolivie s'éveille à la vie indépendante, son territoire est d'à peu près 3 millions de km<sup>2</sup> », p 45 Mendoza, Jaime 1978 [ 1925 ] *El factor geográfico en la nacionalidad boliviana*

<sup>124</sup> Siles Guevara, Juan 1995 *Geografía de Bolivia : síntesis geográfica de Bolivia*, p. 3

<sup>125</sup> Gumucio Dagron, Alfonso 1981 *Bolivia* p. 8

<sup>126</sup> Aguirre Acha, José 1980 [ 1902 ] *De los Andes al Amazonas: Recuerdos de la campana del Acre*, p. 49

<sup>127</sup> Théry, Hervé 1988 *Les pays tropicaux dans les livres de géographie : les manuels de l'enseignement secondaire entre 1925 et 1960*, p. 299.

qui perturbent l'être intemporel bolivien. Le lien qui peut exister entre ces deux propositions est évident. Si la deuxième génère une angoisse, légitime, de la disparition, la première en est la réponse. Oui le territoire est malade et menacé, mais il ne peut cesser d'être car il s'inscrit, envers et contre tout, dans la permanence.

Ces propos n'avaient pas pour finalité de juger de la qualité de la géographie scolaire bolivienne, mais d'éclairer ses orientations idéologiques. Elle est investie d'une mission qui la conduit à souligner certains problèmes, en cacher d'autres, et insister sur des qualités immanentes du territoire. Pour le reste, une « géographie de la patrie » avec une mission dans la société n'est pas moins ou plus condamnable qu'une géographie dite scientifique. Finalement les Boliviens géographes ont compris depuis longtemps, ce qu'Yves Lacoste avait rappelé il y a quelques décennies : « la géographie ça sert d'abord à faire la guerre », ou à s'en prévenir diraient les maîtres d'école fabriquant du Bolivien.<sup>128</sup>

Le territoire décrit aux écoliers étonne tout autant par ses dires que par ses non-dits. Beaucoup de problèmes du territoire n'ont pas été évoqués : la faible densité, la « question de la viabilité » ou encore la fracture entre l'Orient et l'Occident. Serait-ce que les penseurs boliviens n'y ont pas pensé ? Non, plus vraisemblablement ces fragilités internes du territoire sont cachées aux enfants. Car, si une faiblesse, comme les démembrements territoriaux, peut être interprétée comme un fait extérieur de la Bolivie, les autres sont plus graves. Ils leur appartiennent de les penser et d'y apporter une réponse. Cette face obscure du territoire bolivien, conditionne aussi la vision de la frontière.

---

<sup>128</sup> Lacoste, Yves 1976 *La géographie ça sert d'abord à faire la guerre*

# Chapitre II :

# Maux territoriaux

## *Les non-dits du territoire*

*« Ne m'écoute pas quand je ferai mon prochain discours devant le tombeau d'Étéocle.  
Ce ne sera pas vrai. Rien n'est vrai que ce qu'on ne dit pas... »  
Jean Anouilh 1947, Antigone.<sup>1</sup>*

## Introduction

---

### **Regarder le territoire en face**

On ne dit pas tout aux enfants. Concernant le territoire bolivien, on leur a même caché des choses. Ce territoire glorieux, marqué du triple sceau de la centralité, de l'unité et de la grandeur, n'est pas seulement victime de voisins agressifs, jaloux, sans doute, d'une telle perfection géographique. Non, enfants de Bolivie, on ne vous a pas tout dit sur votre territoire dans les salles de classe. Comme Créon, le cynique, le désenchanté, lorsqu'il tente d'apprendre à Antigone l'impitoyable poids des faits contre la beauté des idées, il faut bien, à notre tour, abandonner le panégyrique pour aborder la dure réalité. « Rien n'est vrai que ce qu'on ne dit pas... ». Sauf, à propos de la Bolivie, où cette assertion est de la plus profonde justesse. Dans les non-dits et le déni de blessures profondes résident la vérité bolivienne. Comment interpréter sinon les images de la souffrance appliquée au territoire ? Par la force des mots, le territoire se métamorphose en corps véritable. Certes, Antigone, et d'autres à sa suite, répondraient « comprendre, toujours comprendre. Moi je ne veux pas comprendre ».<sup>2</sup> Pourtant pour saisir les enjeux de l'objet frontière en Bolivie, il faut bien tenter de décrypter ce qui se cache derrière le tableau idyllique.

Loin des salles de classe, des penseurs tentent d'expliquer les maux du territoire, en commençant par le regarder en face. Dès les années 1920, les multiples reculs frontaliers, imposent

---

<sup>1</sup> Anouilh, Jean 1999 [1947] *Antigone*, p. 91-92

<sup>2</sup> *ibid.*, p. 26.

cette réflexion sur les fragilités du territoire.<sup>3</sup> Jaime Mendoza (1874-1939) est la référence incontournable de ce courant de pensée. Médecin, journaliste, historien, poète, il est plus connu en Bolivie pour son étude sur les mineurs de Potosí, que pour ses écrits géopolitiques.<sup>4</sup> C'est pourtant lui qui formule l'idée, promise à un grand avenir, que la Bolivie est toute entière contenue dans l'Altiplano, bien circonscrite par ses deux cordillères. Cela permet de relativiser l'impact des cessions de territoires. Parce qu'elles n'ont pas touché la « vraie Bolivie », elles ne sont pas si graves.<sup>5</sup> Toutefois, conscient du danger de cette théorie, celui de l'abandon de l'Orient, il insiste, deux ans après son premier ouvrage, sur la nécessité d'occuper réellement les terres orientales.<sup>6</sup> Il rappelle que la Bolivie, andine et enclavée, doit s'assurer une sortie souveraine vers l'Atlantique, via le rio Paraguay, à défaut d'en avoir une, à l'Ouest, sur le Pacifique. En 1932, l'entrée en guerre de la Bolivie contre le Paraguay pour le contrôle du Chaco occidental est, en partie, une conséquence de cette analyse.

Après la perte de cette province, il appartient à Ostria Gutierrez (1897-1965) de repenser l'avenir territorial du pays. Ce diplomate, chancelier puis ambassadeur au Chili,<sup>7</sup> rédige en 1947 *Una obra y un destino*. Le premier, il insiste sur le truisme qui veut que la survie de la Bolivie témoigne en elle-même de la possibilité de son existence. Cette idée devait devenir, dans les décennies suivantes, le socle de la pensée géopolitique bolivienne. Les pertes territoriales, ajoute-t-il, servent la même leçon : à l'avenir le principe de prudence devra l'emporter. Il faut que la Bolivie, à l'image de la Suisse, devienne un État neutre. Cela ne doit pas, pour autant, renforcer la tendance naturelle à l'isolationnisme, contenue à la fois dans la thèse andiniste de Mendoza et confortée par une histoire qui a fait du monde extérieur une menace. Le territoire, loin d'être un sanctuaire fermé, doit être une aire de transit, vocation naturelle à laquelle l'appelle la centralité de sa position géographique. Enfin, Ostria Gutierrez insiste sur la dimension stratégique de la Bolivie en Amérique du Sud. Elle rend inenvisageable sa disparition ou sa « polonisation ».<sup>8</sup> Le risque de bouleverser l'équilibre de tout le continent serait trop grand. En érigeant la Bolivie en État *nécessaire*, il trouve le meilleur argument de sa survie. Par la suite, les penseurs du territoire, tous plus ou moins liés à la chancellerie reprennent les principales lignes de ce raisonnement. Dans les années 1970, ce sont Baptista Gumuccio et Saavedra Weise.<sup>9</sup> Dans la décennie 1990, les penseurs organisés dans le cadre de l'unité d'analyse de la politique extérieure (UDAPEX\*) reprennent le flambeau de cette

<sup>3</sup> Même si dans les années 20 tous les reculs territoriaux n'ont pas encore eu lieu. En 1925 la Bolivie « perd » encore 10 730 km<sup>2</sup> vis-à-vis de l'Argentine, et surtout en 1938, le Chaco, de 243 500 km<sup>2</sup> dans le cadre du traité de paix, d'amitié et de limites, qui met fin à la guerre éponyme avec le Paraguay.

<sup>4</sup> Mendoza, Jaime 1978 [ 1911 ] *En las tierras de Potosí*

<sup>5</sup> Mendoza, Jaime 1978 [ 1925 ] *El factor geográfico en la nacionalidad boliviana*

<sup>6</sup> Mendoza, Jaime 1927 *La ruta atlántica*

<sup>7</sup> Alberto Ostria Gutierrez est chancelier (ministre des affaires étrangères) de 1939 à 1941. A partir de 1943, et jusqu'en 1946, il assume la fonction peut-être tout aussi ardue, d'ambassadeur de la Bolivie au Chili pour le gouvernement militaire de Gualberto Villarroel.

<sup>8</sup> Ostria Gutierrez, Alberto 1946 *Una obra y un destino La política internacional de Bolivia después de la guerra del Chaco*, p. 358. Le terme de « polonisation » est réutilisé dans de nombreux ouvrages, il évoque l'idée du partage du pays entre ces voisins pour le faire disparaître.

<sup>9</sup> Ministre des affaires étrangères en 1982.

réflexion, autour de Seoane Flores.<sup>10</sup> Contemporains du développement économique de la région orientale, ils réfléchissent sur les conséquences de l'inversion du rapport de force Andes-Oriente. La fracture magistrale n'oppose plus un territoire oublié à un territoire approprié, mais une région riche et moderne à une région pauvre. Le paradigme de la « Bolivie terre de contacts » retrouve une nouvelle jeunesse, car il permet de niveler ce hiatus interne, en déplaçant le cadre d'analyse de l'échelle nationale à l'échelle internationale.

Chaque notion développée par la géopolitique bolivienne est le résultat de la situation territoriale de la Bolivie à un moment donnée (sur le plan de son inscription internationale comme de sa cohésion interne). Dans les lignes qui suivent, l'entrée thématique a été privilégiée. Les deux principaux non-dits du territoire ont servi de point de départ. Il s'agit de la difformité territoriale et de la fracture fondamentale entre les Andes et l'Oriente. Va-t-on pour autant quitter le pays des mythes et entrer de plain-pied dans la Bolivie réelle ? Non, car, pour chacune de ces deux failles, le discours géopolitique bolivien repart à la recherche de mythes originels.

## I - Du corps supplicié au corps glorieux : la transfiguration du territoire

---

« *Et pourtant le peuple a survécu... et il vit toujours aujourd'hui* ».  
Jaime Mendoza, 1925<sup>11</sup>

Face aux pertes territoriales, la réflexion en Bolivie ne pouvait s'en tenir à la condamnation de boucs émissaires extérieurs. Il fallait qu'elle cherche des raisons internes à ce facile démembrement. Tout commence par un grave diagnostic où les différentes pertes territoriales sont décrites comme autant de blessures infligées à un territoire érigé en corps véritable. Terrible culte de la souffrance où se complaisent les analystes : le corps territorial craque, saigne, est mutilé ou violé. Dans cette inflation de propos masochiste, on découvre aussi que sa « difformité géographique » (son absence de façade littorale) n'est pas le simple résultat d'une guerre malheureuse avec le Chili. C'est une malformation congénitale. L'image du corps supplicié rappelle le corps christique de la passion. D'ailleurs, comme dans le dogme chrétien, le corps territorial bolivien peut se métamorphoser, par ses blessures, en corps de gloire. À la recherche des raisons d'exister d'un territoire au si sombre destin, les auteurs trouvent ce corps transfiguré. Glorieux il l'est parce qu'il sert d'unique argument à l'existence du pays. « Ne fallait-il pas que le Christ souffrît cela et entrât ainsi dans sa gloire ? »<sup>12</sup>, et ne fallait-il pas que le territoire soit celui de toutes les souffrances pour devenir celui de toutes les gloires et la raison d'exister d'un pays ?

Certains, pourraient juger trop influencée par la vision chrétienne cette herméneutique de la pensée géopolitique bolivienne. Pour se défendre de telles objections, rappelons la prégnance de

---

<sup>10</sup> Alfredo Seoane Flores est vice ministre des relations économiques internationales et de l'intégration depuis avril 2003.

<sup>11</sup> Mendoza, Jaime 1925 *El factor geografico en la nacionalidad boliviana*

<sup>12</sup> 1998 *TOB, traduction oecuménique de la Bible*, Luc, 24-26, p 1549.

l'Église dans l'univers culturel bolivien. L'Amérique latine, tout voyageur qui s'y rend pour la première fois en fait l'expérience, est le continent des Christs sanguinolents. Une telle obsession des souffrances du Christ a ses raisons. Les formes spécifiques de l'art religieux latino-américain sont liées à la double lutte de l'Église catholique : lutte contre l'idolâtrie indienne (sur le continent) et lutte contre la Réforme (bien loin du continent).<sup>13</sup> Cette double inspiration de la mission évangélique « assigne aux arts une fonction idéologique et pédagogique ». <sup>14</sup> Mais, l'art religieux latino-américain n'est pas que le produit de la Contre Réforme. Il est syncrétique, issu de la rencontre entre le baroque espagnol et l'artisanat local. Les Christs sont façonnés par les mains des Indiens. Les stigmates, si violemment représentés, de la Passion deviennent un moyen d'expression de la souffrance d'un peuple décimé et exploité. Et cette rémanence de la souffrance du corps christique, profondément liée au processus violent de l'acculturation, se maintient dans les pays les plus marqués par l'indianité. La Bolivie en est un. Aussi, si les subtilités du dogme catholique, concernant la transfiguration ou la transsubstantiation, n'ont pas lieu d'être évoquées ici, la force des représentations du Christ en souffrance, au cœur de l'imaginaire bolivien, trouve un écho dans le tableau d'un corps territorial expiant les péchés originels de la Bolivie, à commencer par celui d'orgueil d'avoir cru pouvoir créer une Nation sur ce manteau d'Arlequin.

## ***1-1 Les souffrances d'un corps difforme***

### ***1-1-1 Sur les façons de souffrir d'un territoire***

Il faut, parfois, avoir le cœur bien accroché pour lire certaines pages sur les démembrements subis par la Bolivie. Ce n'est plus une histoire territoriale, c'est une vraie boucherie que décrivent les géopoliticiens. Bien sûr, nous ne sommes pas dupes de ces images et nous ne prêtons pas aux auteurs plus qu'il ne faut leur prêter. Les métaphores corporelles du territoire sont inscrites dans sa nature même, en tant que « dernière coquille de l'homme ». <sup>15</sup> Le territoire c'est l'ultime prolongation de l'être humain dans le monde matériel. Aussi du corps humain au corps territorial, les analogies sont légion, en Bolivie comme ailleurs. Le terme de frontière ne vient-il pas du front d'un visage, avant de signifier le devant de toute chose et « ce qui fait face » ? <sup>16</sup> Concernant le vocabulaire du territoire, l'anthropomorphisme ne s'arrête pas à l'étymologie. Les géopoliticiens allemands, à la suite de Ratzel, l'ont beaucoup pratiqué. Ils ont fait de l'État un corps vivant, expression de la vitalité d'une nation. <sup>17</sup> Ce parallélisme entre l'organisation de la cellule biologique et l'organisation de l'État n'est pas fortuit. Les auteurs boliviens, si marqués par la géopolitique

---

<sup>13</sup> Dans le cadre de la Contre Réforme catholique du XVII<sup>ème</sup>. Elle se met en place après le Concile de Trente ( qui s'achève en décembre 1563 ), comme une réponse à la Réforme luthérienne et calviniste qui envahit l'Europe.

<sup>14</sup> « Les formes baroques qui s'imposèrent un peu partout au XVII<sup>ème</sup> et au début du XVIII<sup>ème</sup> siècle prennent tout leur sens dans le contexte né de la Contre Réforme, qui assigna aux arts une fonction idéologique et pédagogique. » Lavallé, Bernard 1993 *L'Amérique espagnole : de Colomb à Bolivar*, p. 205

<sup>15</sup> C'est Bachelard qui introduit le premier cette notion des coquilles de l'homme qui sera par la suite maintes fois reprises. Bachelard, Gaston 2001 [1957] *Poétique de l'espace*

<sup>16</sup> « En latin, le mot désigne au sens propre le « front (dans un visage) », puis, par extension, le « devant d'une chose » et plus spécialement le « front d'une armée » voir Halba, Eve-Marie 2004 *Vocabulaire de la frontière*, p. 6

<sup>17</sup> Voir introduction.

allemande, reprennent tout naturellement ces usages intellectuels. René Zavaleta dit par exemple du territoire que c'est ce qu'un peuple a de plus profond, « seul le propre sang d'un individu est aussi important que son territoire. »<sup>18</sup>

Mais à propos d'un territoire démembré, les auteurs boliviens donnent une toute autre fonction à ce parallélisme corps-territoire. La métaphore biologique ne doit pas seulement conduire à le considérer comme un organisme vivant. Elle suscite l'empathie du lecteur pour faire naître un processus d'identification entre les souffrances de la chair et celles du territoire bolivien. Le champ lexical est tout sauf sobre. Au commencement sont les « ségrégations territoriales »<sup>19</sup> ou les « mutilations ».<sup>20</sup> Démembré, amputé le territoire devient un corps supplicié, « les mutilations ont été si graves et si douloureuses », précise Ostria Gutierrez, comme si il y en eût des bénignes.<sup>21</sup> Elles sont les « cicatrices de l'histoire » que la Bolivie doit encore supporter.<sup>22</sup> Des cicatrices particulières, car elles semblent ne jamais pouvoir se refermer. Dans l'histoire de la Bolivie, « triste, désordonnée et tragique domine la note rouge »,<sup>23</sup> celle, sans doute, du sang territorial versé qui ne cesse de s'épancher de ce corps mutilé. L'analogie avec le corps christique est évidente. Les pertes territoriales sont autant de plaies, qui comme les stigmates de la Passion, peuvent se remettre à saigner sur un corps sain, juste par le souvenir de la violence qui lui a été faite.<sup>24</sup> D'ailleurs, autre analogie avec le corps christique, c'est pour de l'argent qu'on l'a vendu ce territoire. « De l'argent ! » s'insurge Mendoza. Dans le traité de 1903 avec le Brésil, qui scelle la perte de l'Acre en échange de 2 millions de livres Sterling,<sup>25</sup> comme dans le traité de 1904 avec le Chili, qui fait de ce dernier « le maître absolu et perpétuel du littoral », « tout s'explique par de l'argent ». <sup>26</sup> À ses yeux, ces 2 millions de livres Sterling sont aussi dérisoires que les 30 sesterces acquis par Judas pour le prix de sa trahison. Et René Zavaleta d'ajouter « on ne peut imaginer les dommages incalculables que produisent sur l'âme d'un pays (c'est-à-dire dans la façon qu'il a de se représenter), le fait de perdre des territoires sans les défendre et de recevoir de l'argent pour cela. »<sup>27</sup>

## ***1-1-2 L'anomalie géographique : absence de façade sur le Pacifique***

La Bolivie ne fait pas que saigner, elle étouffe aussi, asphyxiée par son enclavement. On cherche des voies de sorties, des artères pour apporter au cœur bolivien l'air dont il a besoin.

<sup>18</sup> Zavelata Mercado, René 1986 *Lo nacional-popular en Bolivia*, p. 37

<sup>19</sup> Mendoza, Jaime 1978 [ 1925 ] *El factor geografico en la nacionalidad boliviana*, p. 46, à propos des "ségrégations faites par le Brésil."

<sup>20</sup> *Ibid.* p. 53.

<sup>21</sup> Ostria Gutierrez, Alberto 1946 *Una obra y un destino La politica internacional de Bolivia despues de la guerra del Chaco*, p. 352

<sup>22</sup> Seoane Flores, Alfredo, Orlas Arredondo, Ramiro et Torres Armas, William 2000 *Desarrollo fronterizo construyendo una nueva agenda*, p. 35

<sup>23</sup> Mendoza, Jaime 1978 [ 1925 ] *El factor geografico en la nacionalidad boliviana*, p. 45

<sup>24</sup> St François d'Assise est le premier stigmatisé de l'Église. Il reçoit les stigmates de la passion ( des plaies aux mains, aux pieds et à la tête ) en 1224 alors qu'il s'est retiré pour méditer sur la passion du Christ.

<sup>25</sup> Dans le cadre du traité de Pétropolis de 1903

<sup>26</sup> Mendoza, Jaime 1978 [ 1925 ] *El factor geografico en la nacionalidad boliviana*, p. 44

<sup>27</sup> Zavelata Mercado, René 1986 *Lo nacional-popular en Bolivia*, p. 36

« L'espérance renaissait. La Bolivie pourrait avoir une porte d'entrée qui lui permette de vivre ou au moins de respirer. »<sup>28</sup> En vain. L'asphyxie guette ce pays né difforme par son absence de port digne de ce nom sur le Pacifique. Jaime Mendoza fut le premier à souligner cette difformité. « Il suffit de regarder une carte de l'Amérique du Sud », dit-il, « pour noter à l'instant la déformation dont a été victime la Bolivie du côté occidental. »<sup>29</sup> Là réside « l'absurdité géographique » du pays, selon les termes de Badia Malagrida qui résonneront longtemps sur les territoires perdus et dans les livres de géopolitiques boliviennes.<sup>30</sup>

Comment la Bolivie « pays pacifique » peut-elle ne pas disposer de côtes sur ce littoral ? Car, Mendoza, comme d'autres, en est convaincu, la Bolivie participe du système Pacifique. L'argumentation s'appuie sur l'histoire économique du pays. L'Audience de Charcas, dont la Bolivie est l'héritière, fut créée pour exploiter le *Cerro Rico*, la Montagne d'argent de Potosi, et assurer l'exportation du précieux minerai en direction de l'Espagne. C'est assez pour se convaincre qu'elle s'inscrit, depuis le XVII<sup>ème</sup> siècle, dans un réseau d'échanges mondialisés qui passe par la façade Pacifique. D'ailleurs tous les pays andins sont des pays pacifiques. Pourquoi la Bolivie ferait-elle exception ? Le système économique, à partir de la colonisation espagnole, est dirigé vers l'extérieur. Chaque pays se structure autour d'un couloir central qui draine ses ressources naturelles en direction des ports du Pacifique. « Les nations [dans les Andes] ont évolué en se tournant le dos les unes par rapport aux autres (...) tout en cherchant la meilleure manière d'être en relation avec les marchés d'outre-mer. Ainsi on observa une croissance plus forte sur la côte. »<sup>31</sup> Schéma classique de la colonisation pour l'exploitation d'une rente. On le retrouve, à un niveau de fragmentation plus fort, dans le golfe de Guinée.

La Bolivie en perdant le Pacifique devient donc un pays absurde d'un point de vue géographique. Son système économique ne correspond plus à son espace national. Pire, elle perd la possibilité de participer au fort développement économique qu'ont connu les côtes pacifiques au XIX<sup>ème</sup> siècle. Il n'y aura jamais de Guayaquil bolivien. Il n'y aura pas, non plus, de vagues d'immigration, puisque les migrants dans ces pays viennent de la mer. Enfin, il sera difficile de maximiser les rentes d'exportation, compte tenu des coûts de transport et de douane qui restreignent les marges. Or, la Bolivie exporte surtout des matières premières. « Quelle aberration ! », s'exclame Mendoza à propos de cette perte.<sup>32</sup> Voilà le pays pacifique devenu « méditerranéen ». Et tous ses malheurs devaient venir de cette anomalie. Le dogme officiel est en place. Il dit : de la difformité de la Bolivie naît son mal développement. Que cette perte ait bénéficié au Chili, le pays aux 5000 kilomètres de côtes, rajoute encore à la rancœur bolivienne.

<sup>28</sup> A propos du projet du gouvernement du général Mariano Melgajero d'habiliter le port d'Antofagasta pour la Bolivie en 1868. Voir prologue de José Luis Roca au livre de Groff Greever, Janet 1987 *José Ballivián y el Oriente Boliviano*, p. VII.

<sup>29</sup> *ibid.* p. 52

<sup>30</sup> « La Bolivie est une absurdité géographique », Badia Malagrida, Carlos 1919 *El factor geografico en la America del Sur*, p. ?

<sup>31</sup> Orias Arredondo, Ramiro, Seoane Flores, Alfredo et Torres Armas, William 2001 *Bolivia país de contactos : un analisis de la politica vecinal contemporanea*, p. 15

<sup>32</sup> Mendoza, Jaime 1978 [ 1925 ] *El factor geografico en la nacionalidad boliviana*, p. 52

La difformité géographique, les penseurs ont des mots très durs pour la décrire. « Il y a une évidente contradiction entre l'idée d'être une terre de contacts, développée par les diplomates et la réalité. Nous sommes comme dans une grotte sans contact. »<sup>33</sup> La claustration d'une grotte ne fournit pas une image assez forte pour décrire l'enfermement de pays. Il est bon de préciser que la grotte de la Bolivie est sans contact. Pauvres Boliviens, « il fallait qu'ils aillent seuls, même si c'était dans un abîme. »<sup>34</sup>

### ***1-1-3 Une difformité originelle***

Sous la plume de Jaime Mendoza, et des autres, on comprend vite que cette malformation bolivienne, n'est pas seulement le fait de la guerre du Pacifique. Elle est congénitale à la naissance du pays parce qu'elle a été reçue en héritage de l'Audience de Charcas (dont procède la Bolivie) qui n'aurait pu vivre en dehors de la Vice-royauté du Pérou, ou de celle de la Plata.<sup>35</sup>

« À sa naissance, la Bolivie venait au monde profondément déformée dans sa structure géographique ». <sup>36</sup> Pour comprendre cette conviction, il faut regarder avec beaucoup d'attention l'Audience de Charcas. Tout commence avec sa fondation dans un cadre géographique atypique, puisqu'elle était organisée autour de la ville de La Plata (l'actuelle Sucre) au cœur de l'Altiplano.<sup>37</sup> En 1561, deux ans après la fondation de l'Audience, un édit royal précise que le district et la juridiction de la ville de La Plata s'étendent dans un rayon de 100 *legas\**, soit quelques 550 km.<sup>38</sup> Découvert en 1545 le gisement du *Cerro Rico* justifiait tous les sacrifices et attirait toutes les convoitises. C'est ainsi que, dans la partie la plus difficile d'accès de toute l'Amérique du Sud, surgit, en quelques années, une ville immense. En 1611, avec ses 150 000 habitants Potosi est la ville la plus peuplée d'Amérique et elle rivalise avec les plus grandes villes européennes (Amsterdam et Londres). Les deux tiers de sa population sont constitués d'Espagnols, d'autres européens ou de *criollos\**. Ce fait témoigne de son incroyable pouvoir d'attraction.<sup>39</sup>

Le centre de l'Audience de Charcas, et sa raison d'être, était donc cette ville située à quelques 500 kilomètres de la mer. Il n'y a pas que la distance physique qui contribue à son enclavement. En direction de l'ouest et du sud, les cordillères de Los Frailes et du Sud Lipez

<sup>33</sup> Saavedra Weise, Agustin 1995 *Bolivia y el mundo*, p. 128

<sup>34</sup> Mendoza, Jaime 1978 [ 1925 ] *El factor geografico en la nacionalidad boliviana*, p. 38

<sup>35</sup> L'audience de Charcas, d'abord circonscription de la Vice-royauté du Pérou, est associée à la Vice-royauté de la Plata en 1776, lors de sa création. Elle se subdivise en deux Audiencias, celle de Charcas et celle de Buenos Aires qui comprend les capitaineries de Tucumán, du Paraguay, de Buenos Aires et de Cuyo. Le port principal d'exportation de l'argent devient Buenos Aires. Voir Hensel, Silke et Potthast, Barbara 1999 *De la "provincia gigante de las Indias" a las "republicuetas" del espacio interior. Desintegracion politica a causa de los nacionalismos ?*

<sup>36</sup> Mendoza, Jaime 1978 [ 1925 ] *El factor geografico en la nacionalidad boliviana*, p. 33

<sup>37</sup> Il est peu de villes en Amérique Latine qui ait connu une instabilité toponymique aussi forte. La ville actuelle de Sucre, rebaptisée en 1825 en hommage au Maréchal Sucre, s'appelait avant Chuquisaca Charcas, les deux noms étant d'origine indigène, ou encore dans les premiers temps de la conquête, La Plata, la ville de l'argent, ou Ciudad Argentina, sa traduction latine. Le département de Sucre s'appelle encore aujourd'hui Chuquisaca.

<sup>38</sup> La *lega* vaut 5,5 km – voir lexique en fin d'ouvrage. Ces limites devaient donner à l'Audience de Charcas une superficie de quelques 950 000 km<sup>2</sup>, légèrement inférieure à la superficie actuelle du pays, qui s'élève à 1,1 million de km<sup>2</sup>.

<sup>39</sup> Selon le recensement de la population de Potosi, réalisé sur ordre du Vice-roi Conde de Montesclaros : sur les 150 000 habitants on dénombre : 66 000 indiens, 40 000 Espagnols de la péninsule et étrangers, 3 000 Espagnols de Potosi, et 35 000 Espagnols *criollos*, nés sur le nouveau continent. Ces trois dernières catégories représentent 66,6% de la population.

constituent des barrières physiques. Le Salar d'Uyuni aggrave la solution de continuité entre Potosi et le Pacifique. Au Sud-est, il faut encore compter avec l'hostilité des indiens Chiriguanos, redoutables guerriers, et avec l'agitation des Omaguacas et Casabindos du nord de Tucumán. Difficile de concevoir un cul-de-sac plus reculé. En définitive, la seule voie de sortie assurée passe par le Nord. Pour accéder à Potosi les officiers envoyés par la Couronne d'Espagne devaient, une fois débarqués à Lima, emprunter des sentiers de montagne difficiles. La traversée durait plusieurs semaines. « Les auditeurs,<sup>40</sup> à mesure qu'ils s'enfonçaient dans les profondeurs du massif andin, avaient le temps de penser que leur mutation à Chuquisaca était la destination la plus éloignée qui puisse exister de tout l'Empire. »<sup>41</sup> Ils se dirigeaient vers le pire des centres du Nouveau-monde, dont Braudel dit qu'ils semblaient tous « noyés dans un espace surabondant et en grande partie inutile. »<sup>42</sup> Lorsqu'ils arrivaient ce n'était pas une vallée riante qui se découvrait à leur vue, mais les rudes et minéraux paysages des premiers contreforts de la Cordillère de Los Frailes. On ne pouvait trouver une région aux conditions physiques plus contraignantes : le froid, l'altitude supérieure à 4000 mètres, l'aridité etc., tout rendait la vie difficile. C'est pourquoi, la ville de Charcas, appelée dans ces temps là La Plata, se développa rapidement. À une centaine de kilomètres du gisement d'argent, elle offrait, en raison de sa moindre altitude, des conditions de vie plus agréables. Les autres villes de vallée de la Bolivie, Tarija (fondée en 1574) au sud, et Cochabamba (fondée en 1571), au nord furent, comme Charcas, strictement dépendantes de l'économie florissante de Potosi. Centres culturels, agricoles, administratifs, leur seule raison d'être était liée à Potosi. La ville de La Paz, à quelques kilomètres du lac Titicaca, devait aussi sa croissance à son statut de ville étape sur la route qui menait au *Cerro Rico*.

Le centre de l'Audience de Charcas se trouvait fort loin des côtes. Si la règle, fixée en 1561, des 100 legas autour de ce haut noyau ne fut pas intangible,<sup>43</sup> la réalité qui faisait de Charcas un pays de l'intérieur, dont le centre était dans le cœur le plus éloigné du massif andin, ne changea pas. Bien au contraire, dans le processus de scissiparité des entités administratives, qui accompagne tout naturellement le développement des colonies, on voit la Bolivie être dépouillée progressivement de ses côtes, qu'elles soient Pacifiques ou Atlantiques. Au départ Charcas comprend, côté Pacifique, le port d'Arica, et côté Atlantique, celui de Buenos Aires. C'est la plus grande Audience du continent, et la seule qui s'étire d'une façade littorale à l'autre.

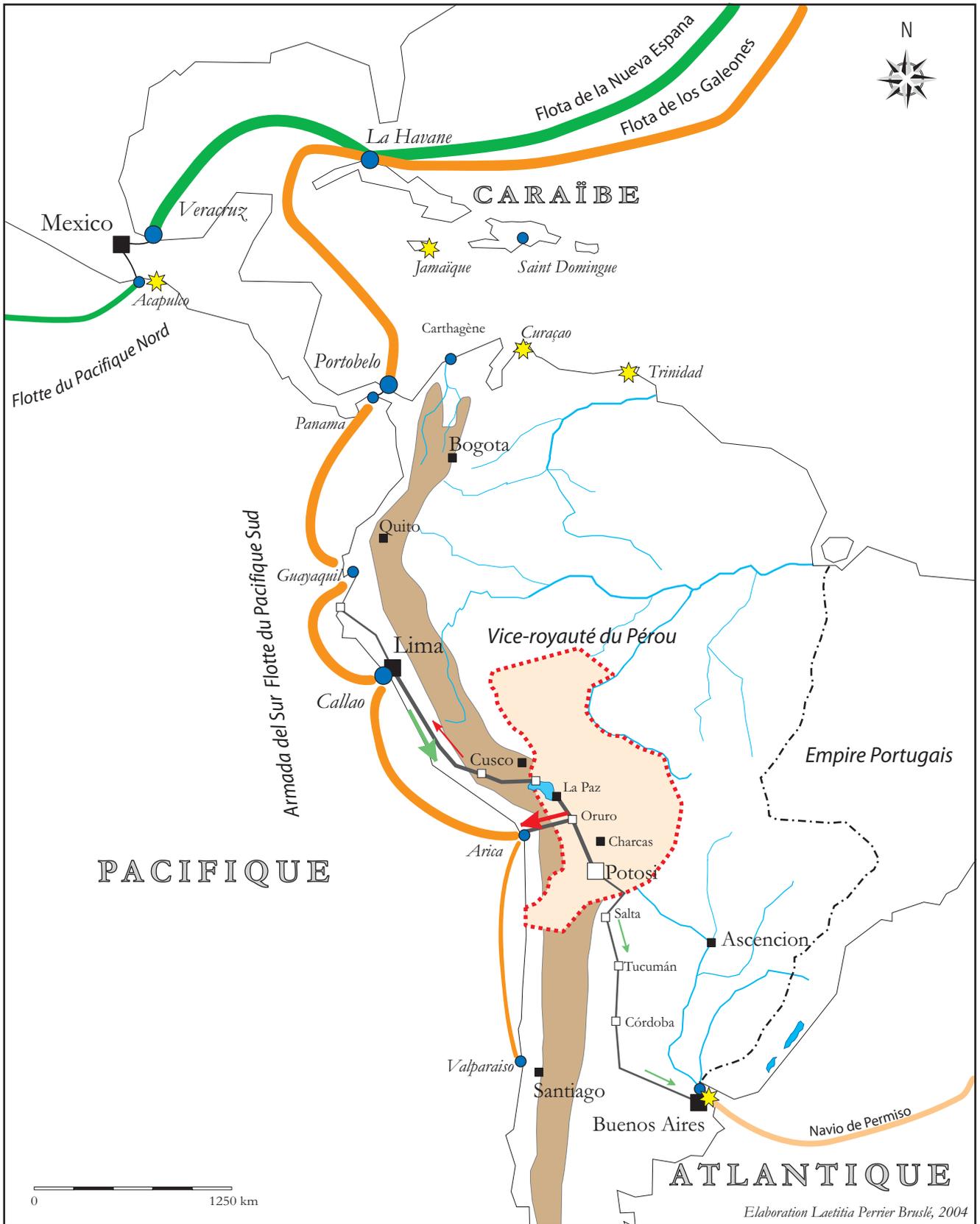
<sup>40</sup> L'Audience était au départ une cours de justice composée par un président et cinq auditeurs, les *oidores*.

<sup>41</sup> Fifer, Valerie 1976 [1972] *Bolivia*, p. 10, voir aussi Aguirre Mac-Kay, Sergio 1972 *Introduccion*, p. xiii, lorsqu'il dit à ce propos « si un voyage par la mer durait de long mois et beaucoup d'ennuis, arriver, depuis la côte jusqu'à l'Altiplano était beaucoup plus long et plus difficile. Il fallait bien le préparer, car les pénuries et les risques du voyage étaient énormes. Les propres fonctionnaires de la Couronne, quand ils devaient rejoindre leur poste à Potosi, Chuquisaca, Oruro ou La Paz, arrivaient dans un tel état d'exténuation (...) qu'ils n'avaient plus de force pour assurer leur mission administrative, ni même pour penser à leur retour. »

<sup>42</sup> Braudel, Fernand 1985 [1949] *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, p. 29. C'est à propos du peuplement montagnard méditerranéen « perdu d'ordinaire dans un espace trop large, de circulation difficile » que Braudel fait cette comparaison avec les centres du nouveau monde.

<sup>43</sup> Les limites de l'audience variaient souvent au grès des cédules royales.

I - 3 L'organisation du commerce au XVIIème et début du XVIIIème  
*Charcas, une audience privée de port d'exportation*



Itinéraire des galions pour le Pérou  
 Itinéraire des galions pour la Nouvelle Espagne  
 Itinéraire des galions vers la Plata

Les ports autorisés d'importance majeure ●  
 Autres ports autorisés ●  
 Zones de contrebande ★

— (orange)  
 — (green)  
 — (blue)

Les capitales d'Audience ■ ■  
 Autres villes importantes □ □

Exportation de l'argent de Potosi → (red)  
 Importation des produits européens → (green)

Itinéraire terrestres : principal — secondaire —  
 Limite entre empire espagnol et portugais - - - - -  
 Limite de l'Audience de Charcas - - - - -  
 Territoire de l'Audience de Charcas ■ (orange)

En 1661 la création de l'Audience de Buenos Aires à qui reviennent les trois gouvernements du Rio de La Plata, de Tucumán et du Paraguay, rompt cette communication atlantique.<sup>44</sup> L'érection de la Vice-royauté de Buenos Aires en 1776 n'y change rien, même si elle intègre l'audience de Charcas, qui par un retournement de l'histoire devient de puissance dominante, région dominée. Buenos Aires obtient le statut de port officiel de Charcas. Mais tout cela arrive bien tard. Encore une vingtaine d'années et le gouvernement espagnol libèrera le commerce avec les colonies (1794), prenant acte de l'impossibilité de contrôler ses ports. Comment dans ce court laps de temps raviver cette polarité atlantique, qui n'a jamais tenue qu'à un sentier de mules emprunté, dans un sens, par les contrebandiers de l'argent, et dans l'autre par le bétail destiné à alimenter en viande les marchés de la ville de Potosi ?<sup>45</sup> Ce n'est en définitive que par le Nord, c'est-à-dire par le Pacifique, que Potosi, centre vital de l'audience, entre en contact avec le reste du monde. Seulement voilà le port de l'Audience, Arica, est depuis longtemps sorti de sa juridiction lorsque l'heure de l'indépendance, et celle de dessiner les nouvelles limites de la République, est venue.

La partie de littoral que reçoit la Bolivie en héritage de l'Audience de Charcas, se trouve plus au sud, à partir du Rio Loa, dans une zone désertique. En 1782, les intendances sont créées pour réduire le pouvoir des auditeurs et rationaliser la gestion de l'Empire. C'est à l'intendance de Potosi, si loin de la mer, que revient la portion congrue du littoral Pacifique de l'Audience de Charcas. Cette petite fenêtre littorale, au cœur du désert d'Atacama, sans site portuaire valable ni relations avec les autres régions du Haut Pérou permet d'affirmer qu'effectivement la Bolivie qui devait naître, allait naître difforme. Arica « le port naturel des Boliviens revint au pouvoir de Lima. Notre République était asphyxiée dès sa naissance. »<sup>46</sup> La proposition de la Bolivie, en 1826, d'échanger la péninsule de Copacabana, sur le lac Titicaca, contre le port d'Arica, qui appartenait alors au Pérou, prouve au moins que les fondateurs du pays avaient conscience de cette faiblesse. Elle fut rejetée par le Maréchal Santa Cruz, alors président du Pérou. Celui-ci, tout à son projet de confédération Pérou-Bolivie, pensait résoudre le problème du littoral bolivien dans la création de cette nouvelle entité.

« En ce qui concerne les relations du Haut Pérou avec le monde extérieur par l'Océan Pacifique, rien ne semblait assuré », conclut Mendoza sur cet héritage empoisonné de l'Audience de

<sup>44</sup> L'Audience de Buenos Aires est créée le 2 novembre 1661, par une cédula royale : elle a juridiction sur trois Gouvernements, les *gubernaciones*, celui de La Plata, de Tucumán et du Paraguay.

<sup>45</sup> La route intérieure via Salta, Tucumán, Cordoba et Buenos Aires est utilisée pour l'acheminement des produits européens en direction de La Plata, et dans l'autre sens, pour l'acheminement du bétail qui était vendu sur les marchés de Potosi et de Sucre. Il s'agissait des mules qui servaient au transport de l'argent de Potosi, et de vaches pour la viande. Cette absurdité géographique qui voulait que les produits à destination de Buenos Aires, passent par Panama et traversent par des sentiers de mules tout l'intérieur du continent, était lié au refus de la royauté espagnole de multiplier les ports d'exportation de l'argent de Potosi par peur de la contrebande. Jusqu'en 1776, date de la création de la Vice-royauté de la Plata, un seul navire par an, a le droit de se rendre de l'Espagne à Buenos Aires, c'est le *Navio de Permiso*. voir. Lucena Salmoral, Manuel 1996 *La flota de India*

<sup>46</sup> Prologue de José Luis Roca, au livre de Groff Greever, Janet 1987 *José Ballivián y el Oriente Boliviano*, p. V. Janet Groff Greever insiste sur le même point. « Le fait de ne pas avoir obtenu Arica au moment crucial de l'indépendance fut le malheur de la Bolivie. Toutes les tentatives pour récupérer le port se soldèrent par des échecs. » *op. cit.* p. 9

Charcas.<sup>47</sup> D'autres auteurs ne cherchent pas dans l'histoire mais dans la géographie physique l'explication de la difformité du pays pacifique. Ils prennent argument de la barrière andine. « La Bolivie est enclavée, mais ce n'est pas seulement parce qu'elle a perdu sa sortie souveraine sur le Pacifique. Cela s'explique aussi par son cadre physique compliqué où la Cordillère des Andes s'impose comme une véritable barrière», affirme Seoane Flores.<sup>48</sup>

### Encadré I-3 : Repères chronologiques de l'évolution de l'espace national

#### Tiwanacu : VIII<sup>ème</sup> - XII<sup>ème</sup>

Tiwanacu, sur les bords du lac Titicaca, constitue le centre d'un empire pré-incaïque de dimension importante. À son apogée, et grâce au relais de la ville de Wari (*Huari selon l'ancienne orthographe*), au nord, la civilisation occupe un espace qui s'étend de San Pedro d'Atacama jusqu'aux côtes nord du Pérou. Certains historiens pensent que ses formes de domination étaient uniquement religieuses. D'autres imaginent que les traces de cette civilisation, disséminées sur ce vaste espace, sont le fait de colonies religieuses et commerciales surimposées à une structure sociale locale. Ce qui est sûr c'est que cette civilisation permet les progrès de l'agriculture andine et s'accompagne d'une croissance des échanges régionaux. Ils s'organisent depuis son centre (situé dans l'actuel espace bolivien) et plutôt en direction du nord.

#### Les royaumes Aymaras : XII<sup>ème</sup> - mi XV<sup>ème</sup>

Les royaumes Aymaras s'étendent du Sud du Cusco jusqu'aux terres septentrionales de ce qui est aujourd'hui la Bolivie. Les plus puissants d'entre eux se trouvent autour du lac Titicaca (entre autres les royaumes Qolla (*Colla, ancienne orthographe*) et les Lupaga). Ils contrôlaient des territoires très loin de leur centre. Ils possédaient, par exemple, des colonies d'exploitation aurifères dans les vallées orientales.

#### Tawantinsuyu (Empire Inca) : XIII<sup>ème</sup> – XV<sup>ème</sup>

Ces royaumes Aymaras se trouvèrent vite en compétition avec l'État impérial incaïque qui se développait plus au nord dans la région du Cusco. Les Quechuas de cet empire expansionniste, qu'on appela par la suite Inca, du nom de leur gouverneur, conquièrent le sud du lac Titicaca et imposent leur domination à la mi-XV<sup>ème</sup>. Les royaumes aymaras passent sous la tutelle d'un centre politique extérieur à l'actuel territoire bolivien (à qui ils versent un tribut), mais leur organisation change peu. Cette partie méridionale de l'Empire s'appelle le Qollasuyu, en raison de l'ancien royaume aymara des Qollas. Lors des grandes rébellions de 1460 des colonies de quechuas sont implantées plus au sud, dans la région de Cochabamba, ce qui explique l'organisation linguistique de la Bolivie actuelle. (On parle aymara au nord et quechua plus au sud).

#### Grande Audience de Charcas: 1559 – 1661

Le 12 juin 1559, sur l'espace de la Nouvelle Tolède est fondée l'Audience de Charcas. À cette époque la phase de conquête, organisée par Francisco Pizarro et ses frères (1532 – 1535) est achevée. Le voyage de Diego de Almagro en direction du Chili a ouvert la voie à la connaissance des régions méridionales du continent. La Plata est fondée en 1540, Potosi en 1545, La Paz en 1548. La grande Audience s'étend du Pacifique à l'Atlantique, d'Arica à Buenos Aires. Si la cédula royale de 1559 lui donne une extension de 100 *legas* autour de La Plata, la cédula de 1563 augmente encore ses possessions :

- > Au nord-est : les territoires de Moxos et Chiquitos sont intégrés
- > Au sud-est : les *gubernaciones* de Chavez (région de Santa Cruz) et de Manso (Chaco, entre la rive occidentale du Paraguay et la rive orientale du Pilcomayo).
- > Au sud : *gubernacion* de Tucumán
- > Au nord-ouest : région de Cusco
- > À l'ouest : côte Pacifique, avec Arica et jusqu'au Rio Loa au sud.

#### Petite Audience de Charcas, dans l'orbite de Lima : 1661-1776

En 1661 est créé l'Audience de Buenos Aires, qui récupère les trois *gubernaciones* de La Plata, Tucumán (nord de l'Argentine actuelle) et Guaira (rive orientale du rio Paraguay, partie orientale du Paraguay actuel). L'Audience de Charcas reste dans l'orbite de Lima, car elle participe encore de cette Vice-royauté. Elle est, dans les faits, réduite à ses provinces hautes qui constitueront la Bolivie actuelle. Dans les textes on parle alors plus souvent du « Haut Pérou » (le « Bas Pérou » correspondant au Pérou actuel). Au XVIII<sup>ème</sup>, la création de l'Audience de Cusco, en réponse à la rébellion indigène de Túpac Amaru, réduit son influence au nord-ouest.

<sup>47</sup> Mendoza, Jaime 1978 [ 1925 ] *El factor geografico en la nacionalidad boliviana*, p. 33

<sup>48</sup> Orias Arredondo, Ramiro, Seoane Flores, Alfredo et Torres Armas, William 2001 *Bolivia pais de contactos : un analisis de la politica vecinal contemporanea*, p. 15

**Petite Audience de Charcas, dans l'orbite de La Plata : 1776-1825**

En 1776, l'audience de La Plata est érigée en Vice-royauté. L'Audience de Charcas passe sous contrôle. Si pendant une parenthèse de quelques années (1776 – 1783) elle récupère les territoires de la grande audience au sud, en 1783, la création de l'audience prétoriale de Buenos Aires et la fondation des intendances, la réduisent de nouveau. Elle prend alors la forme que nous lui connaissons à l'indépendance : 4 intendances ; La Paz, Cochabamba, Potosi et Chuquisaca et les *gobernaciones* de Santa Cruz, Moxos et Chiquitos.

**1-1-4 De la malformation à la morbidité**

Une chose est sûre : la Bolivie a participé à la plus ancienne économie mondialisée, celle initiée dès les premiers temps de la colonisation espagnole avec l'exportation de l'argent de Potosi. Son enclavement, compte tenu de cette histoire, est une incongruité géographique. Pourquoi un tel pays a-t-il, très tôt, perdu une ouverture littorale qui lui aurait permis d'exporter, depuis son propre territoire, ses matières premières ? Cette absence de voies d'exportation propres fut un des arguments de Simón Bolivar pour refuser la création du pays et démontrer sa non-viabilité. Si on suit son raisonnement, cette malformation originelle n'en est pas vraiment une car la Bolivie n'avait pas vocation à devenir un pays. Son littoral, ses ports, elle les aurait gardés si elle était restée dans la Vice-royauté du Pérou, ou dans celle La Plata. Ainsi, plus encore que les démembrements, qui disent la faiblesse du corps territorial, l'absence de littoral introduit un doute sur la raison de sa naissance et donc la possibilité de sa survie.

Dans ce registre là, les auteurs étrangers sont plus prolixes que les Boliviens. Martin Ira Glassner, par exemple, est un professeur renommé de géopolitique. Il officie dans les plus grandes universités nord-américaines. Lorsqu'il jette un coup d'œil sur la Bolivie des années 1990, ses mots de « spécialiste » sont très durs. « La Bolivie est un pays artificiel, une idée tardive, constituée avec le territoire qui restait une fois que les autres possessions espagnoles du continent américain furent libérées. »<sup>49</sup> Il y aurait eu des nations déjà formées, cohérentes, et, entre elles, un espace vide dans lequel on aurait fondu la Bolivie. « On a souvent dit que la meilleure solution aux problèmes de la Bolivie était de la diviser entre ses voisins ».<sup>50</sup> C'est sur ce couperet que l'auteur conclut son analyse.

Il n'est pas le premier étranger à y avoir pensé. Si les auteurs boliviens évoquent peu, en leur nom propre, cette angoisse de la disparition, ils utilisent les étrangers pour la formuler. Les ennemis de la patrie, remplissent les pages des ouvrages de géopolitique. À tout seigneur, tout honneur, le grand libérateur est le plus fréquemment cité. L'Argentine voulait-elle récupérer à l'indépendance le département de Tarija ? « Bolivar était prêt à le lui donner. »<sup>51</sup> La Bolivie n'est-elle pas pourvue de « bonnes frontières » ? La faute en revient, une nouvelle fois, à Bolivar qui n'a pas souhaité les lui donner, puisqu'il se trouvait à la tête du Pérou lorsqu'elles furent établies. Allié du

<sup>49</sup> Glassner, I. Martin 1990 *Orientacion de Bolivia : Hacia el atlantico o el Pacifico ?*, p 159

<sup>50</sup> Glassner, I. Martin 1990 *Orientacion de Bolivia : Hacia el atlantico o el Pacifico ?*, p. 161

<sup>51</sup> Mendoza, Jaime 1978 [ 1925 ] *El factor geografico en la nacionalidad boliviana*, p. 40. L'auteur fait référence à la visite d'une légation d'Argentine à Bolivar, dirigée par Alvear et Dia Velez, alors qu'il se trouvait dans la nouvelle république de Bolivie en 1825. Lorsqu'ils demandèrent la réintégration de Tarija, Bolivar accepta l'idée, qui ne fut pas mise à exécution du fait de l'opposition des Tarijenos.

Pérou, allié des Provinces Unies de La Plata<sup>52</sup>, le libérateur pouvait-il être autre chose qu'un félon ? Il ne reste plus alors qu'à tuer le père de la patrie, celui-la même qui avait dit de la Bolivie qu'elle était « sa fille préférée » et qui en fut le premier président. Jaime Mendoza l'affirme « Bolivar n'est pas le véritable créateur de cette république ». <sup>53</sup> Le geste est sacrilège, presque oedipien, et peu d'auteurs boliviens osent le suivre. Les étrangers, comme Felix Frias, argentin, sont plus désinhibés. En 1845, il parle de « la démarcation vicieuse des limites tracées par la main victorieuse de Bolivar. » <sup>54</sup>

Il existe d'autres têtes de turc, qui permettent aux Boliviens d'exprimer cette angoisse de la désintégration. Parmi elles, certaines sont mêmes des têtes couronnées. Une rumeur tenace, qui dépasse de loin les livres de géopolitique, veut qu'un jour la reine Victoria dans sa toute puissance ait prononcé la phrase d'un sinistre présage « *Bolivia no longer exists.* » <sup>55</sup> Dans un style plus martial et plus expéditif, on raconte aussi en Bolivie, que le général brésilien Hugo Bethlem lors de la prise de pouvoir du général Torres en 1970 en Bolivie, proposa à son homologue argentin, le général Osiris Villegas, une occupation et un protectorat conjoint du pays de l'Altiplano. <sup>56</sup> Peut-être l'époque voulait-elle cela ; celle où des généraux s'essayaient à la géopolitique active en Amérique Latine. D'autres, comme le colonel Augusto Pinochet Ugarte, en restèrent à une géopolitique prospective. Dans les salles de classe de l'Institut Géographique Militaire de Santiago, où il enseignait, il disait par exemple que « la Bolivie est un pays méditerranéen depuis sa naissance à la vie indépendante », <sup>57</sup> ce qui était une façon sacrilège de lui voler une nouvelle fois sa mer. Les Boliviens lui en veulent beaucoup pour cela.

Mais, le vrai, le pire fossoyeur de la Bolivie officiait en Espagne au début du XX<sup>ème</sup> siècle. Il s'appelait Badia Malagrida. C'était un intellectuel qui pensait la géographie sud-américaine. Il écrivit un jour que la Bolivie était une absurdité géographique, <sup>58</sup> et ses mots n'ont depuis cessé de résonner

<sup>52</sup> L'ex Vice-royauté de la Plata, lorsqu'elle déclare son indépendance le 9 juillet 1816, se dénomme « Les provinces unies d'Amérique du Sud », ou « Les provinces unies du Rio de La Plata », ou encore « Les provinces unies de La Plata ». Ce n'est que quelques années après que le terme d'Argentine s'impose. En 1853, le congrès, nomme le pays « Confédération Argentine ».

<sup>53</sup> Mendoza, Jaime 1978 [ 1925 ] *El factor geografico en la nacionalidad boliviana*, p. 36

<sup>54</sup> Frias, Félix 1845 *Nota dirigida a S. G. el Señor Don Tomas Frias, Ministro de Relaciones Exteriores de Bolivia*, cité par Roux, Jean Claude 1995 *Guide commenté des sources géographiques des Orient boliviens : Amazonie - Beni - Orient de Santa Cruz - Chaco ( à partir de 1825 )*, p. 292.

<sup>55</sup> Nous n'avons jamais trouvé d'échos de cet épisode historique ailleurs que dans la bibliographie bolivienne. De nombreuses versions existent à propos de cette fureur victorienne. Galeano situe l'histoire sous le gouvernement de Mariano Melgajero (1864-1871). Le dictateur aurait maltraité l'ambassadeur anglais en poste en Bolivie en 1870 pour un verre de *chicha* que ce dernier aurait refusé de boire. Galeano, Eduardo 2003 *Bolivia, el país que quiere existir*. Gumucio Dagron écrit lui que ceci se passa en 1853 sous le gouvernement de Belzu qui aurait renvoyé le représentant anglais sur une mule. Gumucio Dagron, Alfonso 1981 *Bolivia*, p. 7

<sup>56</sup> Scenna, Miguel Angel 1978 *La cuenca de la Plata*, p. 358, voir aussi Por, Partido Obrero Revolucionario - Combate Sección Boliviana De La Iv Internacional 1973 *Banzer en el camino de la destruccion de Bolivia !*, où cet acte mal intentionné du général brésilien qui voulait la désintégration du pays, est révélateur du "côté gorille" de son pays ( *el gorilismo de su país* ).

<sup>57</sup> Pinochet Ugarte, Augusto 1974 *Geopolítica*, voir aussi Pinochet Ugarte, Augusto 1968 *Geopolítica : diferentes etapas para el estudio geopolítico de los estados*. Cette théorie, chilienne, qui veut que l'Audience de Charcas n'avait pas de mer à l'indépendance, et qui justifie le traité de 1929 entre le Chili et le Pérou, qui prive définitivement la Bolivie de littoral, tient difficilement la route. Car nul ne peut contester que l'intendance de Potosí, à partir de sa création en 1782, disposait d'une fenêtre sur le Pacifique, même si elle était très faiblement mise en valeur. Selon l' *uti possidetis juris* de 1810, cette façade sur le Pacifique devait donc revenir à la Bolivie. Pour une autre illustration de cette thèse chilienne voir Eyzaguirre, Jaime 1963 *Chile y Bolivia; esquema de un proceso diplomático*.

<sup>58</sup> Badia Malagrida, Carlos 1919 *El factor geografico en la America del Sur*

dans la mémoire géopolitique bolivienne. Qui était-il pour devenir ainsi l'ennemi du peuple bolivien ? Un « écrivillon », selon Arze Quiroga<sup>59</sup>, un être inculte qui « ne connaissait même pas le vrai nom du lac Titicaca qu'il appelait constamment la lagune Titicaca et qui croyait que Tupiza<sup>60</sup> était en Argentine et que Puno<sup>61</sup> appartenait à la Bolivie »<sup>62</sup>. Cet être que l'on affecte de mépriser a pourtant marqué (par un traumatisme) la réflexion bolivienne sur son territoire. On ne peut s'en tenir au « profond mal-être existentiel de ce plumitif »<sup>63</sup> pour comprendre l'impact de ses analyses. Celui qui voulait « rectifier l'erreur de Bolivar », celui qui qualifiait « d'antinomique » la Bolivie (en raison de sa triple appartenance au Pacifique, à La Plata et à l'Amazonie) a aussi été le premier à évoquer la possibilité de son partage entre ses voisins. Plus tard on parlera de polonisation, l'idée avait fait mouche. La menace plane. On la retrouve dans la pensée géopolitique bolivienne, comme dans celle des étrangers qui l'ont adoptée. Jusqu'en France, où Daniel Dory évoque la possibilité de la disparition<sup>64</sup> de la Bolivie, et où Jean-Claude Roux, met l'assertion de Carlos Badia Malagrida en exergue de son ouvrage sur les Orients boliviens.<sup>65</sup>

Ce sont donc les auteurs étrangers, lorsqu'ils sont cités dans des ouvrages boliviens, qui permettent de traduire cette angoisse, latente, de la disparition. Seul, encore lui, Jaime Mendoza, exprime le difficilement dicible. « Cette nation, à peine née, semblait destinée à une mort immédiate en raison de ses défauts organiques ».<sup>66</sup> Tout vient donc de l'organique, du biologique, c'est-à-dire du corps territorial supplicié et difforme. Gardons en mémoire cette angoisse, si profonde de la disparition, car elle permet de mieux comprendre les représentations et les valeurs attachées aux frontières. Pour l'instant il nous appartient de suivre, encore un peu, les auteurs boliviens dans leur démonstration. Que faire, une fois établi ce si grave diagnostic du pays ?

<sup>59</sup> Arze Quiroga, Eduardo 1978 *"El factor geografico en la politica sud-americana"* de Carlos Badia Malagrida, p. 91

<sup>60</sup> Tupiza se trouve dans le sud du département de Potosí, proche de la frontière argentine. Et si Carlos Badia Malagrida avait été plus connaisseur de la légende de l'Ouest, à défaut de l'être de la Bolivie, il aurait peut-être connu de nom cette ville où sont morts Butch Cassidy et le Kid en 1908. Car la Bolivie, à défaut d'avoir beaucoup de célébrités qui ont dépassé ses frontières, a connu beaucoup de célébrités qui sont venues y mourir, à commencer par Ernesto Che Guevara de la Serna, mort à Vallegrande en 1967.

<sup>61</sup> Ville sur la rive occidentale du lac Titicaca au Pérou.

<sup>62</sup> Ostria Gutierrez, Alberto 1946 *Una obra y un destino La politica internacional de Bolivia despues de la guerra del Chaco...*, p. 375

<sup>63</sup> Arze Quiroga, Eduardo 1978 *"El factor geografico en la politica sud-americana"* de Carlos Badia Malagrida, p. 91

<sup>64</sup> Dory, Daniel 2003 *La transition géopolitique*, p. 49. « Beaucoup plus préoccupante est la possibilité d'assister à **l'effondrement de certains États** sous l'action combinée d'une conflictualité interne (...) et des pressions extérieures en provenance d'organismes supranationaux contrôlés par les États-unis et/ou de voisins plus puissants (...) par ses caractéristiques et par sa localisation la **Bolivie** pourrait être menacée à terme par la réalisation de ce scénario. » Je reprends cette citation en respectant les passages mis en gras par l'auteur lui-même. On retrouve dans cette citation tous les archétypes de la pensée géopolitique bolivienne : les voisins menaçants et le syndrome de l'encerclement.

<sup>65</sup> La citation est placée en exergue du Chapitre I « La naissance en pointillés de la Bolivie ». p. 53 voir Roux, Jean-Claude 2000 *La Bolivie orientale, confins inexplorés, battus aux Indiens et économie de pillage*

<sup>66</sup> Mendoza, Jaime 1978 [ 1925 ] *El factor geografico en la nacionalidad boliviana*, p. 40

## 1-2 Le corps glorieux

« *La survie de la Bolivie et ses progrès comme état souverain constitue un miracle répété tous les jours. Nous avons vaincu l'asphyxie !* »  
*José Luis Roca 1987.*<sup>67</sup>

Il faut tenter de redonner une cohérence historique à ce qui semble ne pas avoir de raison d'exister. La parade s'organise en deux temps. Prenant acte de la difformité originelle de la Bolivie, les penseurs tentent de démontrer qu'elle avait, malgré tout, une légitimité. Ils retournent à sa genèse pour comprendre la naissance de ce pays saugrenu « dont l'existence ne se justifiait guère ». <sup>68</sup> Au contraire des livres scolaires, où l'on voit une mythologie des origines remonter dans les temps les plus anciens, c'est ici l'existence de l'Audience de Charcas qui justifie la fondation de la Bolivie, au nom de *l'uti possidetis juris* qui fait que ce qui a existé durant deux siècles et demi de colonisation espagnole, ne peut disparaître. On connaît la faiblesse de cette argumentation, qui tient à cette interrogation importune : exister, oui, mais pourquoi de façon indépendante ? La Bolivie n'avait-elle pas plus sa place dans le cadre d'une confédération ? C'est alors que le territoire, celui-là même qui semblait si fragile, s'impose, comme principe originel, car il contenait, *de façon latente*, une nation bolivienne rendant nécessaire la fondation d'un pays. Puis, face aux supplices subis par ce corps démembré, les penseurs devront se demander : « Pourquoi la Bolivie a subsisté ? » <sup>69</sup>. Pourquoi a-t-elle continué à vivre, alors que tout semblait la condamner à une rapide disparition ? Quel est son devenir ? Existe-t-elle même réellement aujourd'hui comme pays ? Au bout de cette spirale infernale où chaque question renvoie à une autre plus cruciale, se trouve, pour seule réponse, le territoire. Il est l'ultime preuve de la réalité de ce pays. « J'ai un territoire, donc j'existe », tel est le *credo* des géopoliticiens boliviens. Ils font du corps démembré un corps glorieux, garant de l'immortalité du pays, comme le corps de Gloire du Christ l'est de la chair dans le dogme chrétien.

### 1-2-1 La recherche des origines, un jeu difficile

La recherche des origines n'est pas, en Bolivie, chose facile. Dès qu'on remonte dans le temps, on voit la future Bolivie s'inscrire dans des structures territoriales qui la débordent - qu'il s'agisse du monde andin pré-hispanique, de l'Empire espagnol ou d'un espace-monde en formation. <sup>70</sup> Les Incas développent des infrastructures pour gérer leur immense empire centralisé. <sup>71</sup> Routes et places centrales sont les axes et les nœuds d'un réseau andin destiné à renforcer les

<sup>67</sup> Prologue de José Luis Roca in Groff Greever, Janet 1987 *José Ballivián y el Oriente Boliviano*, p VII

<sup>68</sup> Demelas, Marie-Danièle 1980 *Nationalisme sans nation ? La Bolivie au XIX et XXème siècle..* « La Bolivie est le meilleur exemple, et le plus saugrenu de l'éclatement des anciennes colonies espagnoles en 1825 ; un État se crée, dont l'existence ne se justifie guère et prend le nom de celui qui a en vain cherché à unifier le continent sud-américain. » p. 15

<sup>69</sup> *ibid*; p. 39

<sup>70</sup> Deler, Jean-Paul 2000 *Sur l'Amérique Latine miroir de la mondialisation*, p 301. « Les Amériques Latines témoignent (...) depuis cinq siècles du déploiement d'une mondialisation dont on peut légitimement considérer qu'elle s'inscrit comme un mouvement du temps long de l'Histoire. »

<sup>71</sup> Il s'étend sur des milliers de kilomètres carrés, bien au-delà du strict espace bolivien. « L'empire Inca, à son apogée (premier quart du XVIème siècle), s'étendait sur plus d'un million de kilomètres carrés de l'Angasmayo, au nord, jusqu'au Rio Maule, au sud ; sa limite orientale correspondait plus ou moins aux grands versants forestiers des Andes, côté Amazonien ». Voir Deler, Jean Paul 1981 *Genèse de l'espace équatorien : essai sur la formation du territoire national*, p. 20

relations économiques entre les régions. Avec la conquête espagnole, le territoire de chacune des Audiencias se structure autour de grands axes qui permettent de drainer vers la métropole les ressources naturelles du pays. De Tiwanacu à Cusco, de Lima à La Plata, les centres de pouvoir s'éloignent progressivement du territoire bolivien, comme s'il était doté d'une singulière force centrifuge. Les axes principaux de ces réseaux anciens ont un caractère structurant dans l'espace national contemporain. L'axe fort du pays, qui relie La Paz, Cochabamba et Santa Cruz, ne prend sens que dans son prolongement en dehors du pays. En effet, si côté oriental, il s'achève en cul-de-sac à Santa Cruz, côté occidental, il trouve une double prolongation, en direction d'Arica (via Tambo Quemado à la frontière chilienne) et en direction de Puno et des ports péruviens (via Desaguadero, à la frontière péruvienne). Ces structures extra-territoriales ne sont pas tant exogènes (puisqu'elles se construisent en partie sur le territoire bolivien), que transcendant aux limites boliviennes.

Malgré ces tendances au débordement du cadre national, l'ensemble bolivien s'est progressivement autonomisé. L'échec de la confédération Pérou-Bolivie, qui ne dura guère plus de trois ans (1836 à 1839), en témoigne. Voulu par Santa Cruz depuis 1829<sup>72</sup> le projet prenait acte des liens anciens entre ces deux pays. Le maréchal Santa Cruz parlait de reconstituer l'État du Tawantinsuyu\*, dont la Vice-royauté du Pérou était l'héritière légitime. L'union du Haut et du Bas Pérou dans une même organisation étatique fédérative avait une logique spatiale et historique. Mais la nouvelle oligarchie de Sucre ne voulait pas se dessaisir de son pouvoir récemment acquis. À l'heure des indépendances, le mouvement d'émancipation vis-à-vis de la métropole s'accompagne tout naturellement de la montée en puissance des oligarchies régionales issues des Audiencias. Depuis Quito, depuis Chuquisaca, elles n'auront de cesse de défendre la nouvelle autonomie qu'elles viennent d'acquérir grâce à la disparition des Vice-royautés.<sup>73</sup>

### ***1-2-2 Les juristes de Sucre et l'*uti possidetis juris* comme argument existentiel***

À la recherche des origines de la Bolivie, on trouve donc, au lieu de logiques territoriales, les menées des juristes de Sucre.<sup>74</sup> Ils défendirent, à coup d'arguments juridiques, l'existence de la Bolivie et le principe de l'*uti possidetis juris*, qui voulait que ce qui appartenait à l'Audience en 1810, devait revenir à la nouvelle république. Ils étaient bien armés pour ce type de débat. L'Université Jésuite San Francisco Javier avait fait de la ville un des grands centres intellectuels de l'Empire espagnol. Après la fermeture de cette université (à la suite de l'expulsion de l'Ordre Jésuite en 1767),

---

<sup>72</sup> En 1829, le maréchal Santa Cruz fonde la loge « Titicaca » pour promouvoir ce projet de confédération Pérou-Bolivie.

<sup>73</sup> Ajoutons que cette confédération aurait constitué l'une des toutes premières puissances d'Amérique du Sud. Elle menaçait, en sus des oligarchies locales, les puissantes émergentes du continent : le Brésil et l'Argentine.

<sup>74</sup> Je rappelle ici pour la bonne intelligence du texte que la ville de Sucre, rebaptisée en l'honneur du Maréchal Sucre, le 11 août 1825, s'appelait avant Chuquisaca, Charcas, La Plata, voire Ciudad Argentina.

l'Académie Royale Carolina reprend le flambeau et maintient la vitalité de la vie intellectuelle, à cette différence près que le droit remplace la théologie dans la hiérarchie des savoirs.<sup>75</sup>

### **Les juristes de Sucre postulent l'existence de la Patrie**

À la veille de l'indépendance, la ville grouille de juristes, mais leur double influence idéologique les place dans une position complexe pour défendre la nouvelle Bolivie. Épris d'idées libérales et révolutionnaires, forgées en Europe et en Amérique du Nord, ils sont aussi les représentants d'une oligarchie régionale puissante et volontiers élitiste.<sup>76</sup> Ceux qu'Ostria Gutierrez nomme, avec un peu de mépris, les « docteurs de Sucre » ont un rôle ambigu dans la naissance de la République. Certes, ils relaient et fédèrent les désirs d'autonomie des élites de La Paz, Tarija, Cochabamba et, dans une moindre mesure, Santa Cruz. En ce sens la Bolivie leur est redevable de sa naissance. Mais, en fondant leurs revendications d'indépendance sur l'idée d'une patrie bolivienne, inspirée des concepts européens et fortement décalée par rapport à la réalité sociale, ils donnent au pays sa faiblesse.<sup>77</sup>

### **Ils la dotent d'un territoire**

Une fois établi le principe d'une Bolivie indépendante (au nom de l'existence d'une patrie), les juristes de Sucre se préoccupent de fixer ses limites. Par la suite, ils défendent la Bolivie lors de toutes ses déconvenues territoriales. Leur seul argument : *l'uti possidetis juris* de 1810. Ostria Gutierrez les imagine luttant pour l'existence de la Bolivie avec, pour seules armes, « leur idéalisme fervent, leur dialectique acérée, et de volumineux plaidoyers qu'ils sont prêts à sortir dans le cadre d'un hypothétique arbitrage des droits de la Bolivie. »<sup>78</sup> Ces réunions pour décider du sort territorial du pays n'eurent jamais lieu. Et les Juristes de Sucre se firent peu entendre en dehors du pays.

On a souvent opposé la dimension juridique de l'appropriation territoriale, propre aux héritiers de l'Empire espagnol, à l'approche plus pragmatique des descendants portugais. D'un bord à l'autre de l'Amérique du Sud, des colonisateurs, qui font la géographie avec leurs pieds, auraient affronté des juristes, qui font la géographie avec des archives et des livres de droit. La vision est caricaturale, sans aucun doute.<sup>79</sup> En Bolivie, elle est profondément intériorisée, car l'aventure territoriale du Brésil renvoie en permanence aux *bandeirantes*\* peu respectueux des limites des possessions du roi d'Espagne. Dans cette dichotomie, les juristes de Sucre incarnent l'archétype de la « diplomatie des docteurs », propre à l'Amérique espagnole.<sup>80</sup> La prégnance de leur analyse est

<sup>75</sup> Voir Fifer, Valerie 1976 [1972] *Bolivia*, p. 12 - 13

<sup>76</sup> C'est la Real Academia Carolina qui est le centre récepteur de toute cette littérature philosophico-politique, transmise via des feuillets et des débats animés par ceux qui reviennent des pays en révolution.

<sup>77</sup> A cette époque on parle peu de Nation, mais beaucoup plus de la Patrie bolivienne. Voir Demelas, Marie-Danièle 1980 *Nationalisme sans nation ? La Bolivie au XIX et XXème siècle*.

<sup>78</sup> Ostria Gutierrez, Alberto 1946 *Una obra y un destino La politica internacional de Bolivia despues de la guerra del Chaco*, p. 13

<sup>79</sup> Martine Droulers rappelle à propos du Brésil, toute l'importance de la cartographie et des dossiers scientifiques dans l'affirmation des droits territoriaux de ce pays. Voir Droulers, Martine 2001 *Brésil : une géohistoire*, voir p 72-78 (où l'auteur insiste sur le triomphe de la cartographie) et p. 125-126 (où elle précise que dans cette phase de redéfinition des frontières, qui accompagne le mouvement des indépendances « le Brésil déploie ses cartes anciennes et met en application systématique le principe de *l'uti possidetis* érigé en norme générale de la diplomatie impériale. » p. 126

<sup>80</sup> *ibid.* L'auteur fait bien sûr référence aux docteurs en droit. p.13

telle, en Bolivie, qu'elle est encore utilisée pour défendre le territoire. La mission permanente de la Bolivie aux Nations Unies tient à la disposition du public un lourd dossier historico-juridique destiné à défendre les droits du pays sur la province littorale. Il se fonde sur « la base du principe *uti possidetis juris* de 1810, source de tous les droits territoriaux des brillantes nouvelles Républiques.»<sup>81</sup> Julio Mendez affirme que *l'uti possidetis juris* est le seul principe d'équilibre du nouveau continent.<sup>82</sup> Il garde aujourd'hui en Bolivie valeur de sésame, en même temps qu'il alimente toutes les rancœurs territoriales. Mais, pour fonctionner aussi bien, il faut démontrer que l'Audience de Charcas, dont on revendique les limites, est bien l'unique origine de la Bolivie.

### ***1-2-3 L'audience de Charcas : la référence incontournable***

#### **Pourquoi le Tawantinsuyu ne peut être une référence de l'espace national ?**

Les géopoliticiens boliviens sont convaincus que la civilisation de Tiwanacu\* ou le Tawantinsuyu\* ne peuvent justifier la naissance de la Bolivie. Elles sont même des références dangereuses qui pourraient faire douter de sa raison d'être. D'une part, les limites de ces deux empires montrent que de grands pans de ce qui allait devenir l'Audience, puis la Bolivie, sont exclus. À l'Est, les régions selvatiques entretiennent des relations distendues avec le monde andin.<sup>83</sup> Au sud, les zones désertiques de l'Altiplano sont intégrées plus tardivement, à partir du XIII<sup>ème</sup> siècle. Mais, même à partir de cette date, le contrôle territorial exercé depuis Cusco est plus léger. D'autre part, de ces organisations pan-andines à l'Audience de Charcas, le centre de gravité du futur espace national bolivien change. Situé sur les bords du lac Titicaca, dans la première période, il migre vers le sud, avec l'Audience en raison de la fondation de la capitale Charcas.<sup>84</sup>

#### **L'Audience dessine l'espace national**

C'est seulement à partir de l'Audience de Charcas qu'émerge la Bolivie dans sa conformation territoriale actuelle. Baptista Gumuccio ne s'y trompe pas. Lorsqu'il entreprend de démontrer la « viabilité de la Bolivie », s'il évoque de manière cursive « le temps long des hautes civilisations andines », c'est surtout « sur les 300 ans d'unité administrative coloniale » et sur « un siècle et demi d'État politiquement indépendant » qu'il s'arrête.<sup>85</sup> Quelle est la raison de cette paternité si directe entre l'Audience et la Bolivie ? Elle tient à l'énorme pouvoir politique dont jouissait l'institution.

<sup>81</sup> Mission Permanente Aux Nations Unies De La Bolivie 2004 *El problema marítimo boliviano*, p. 2.

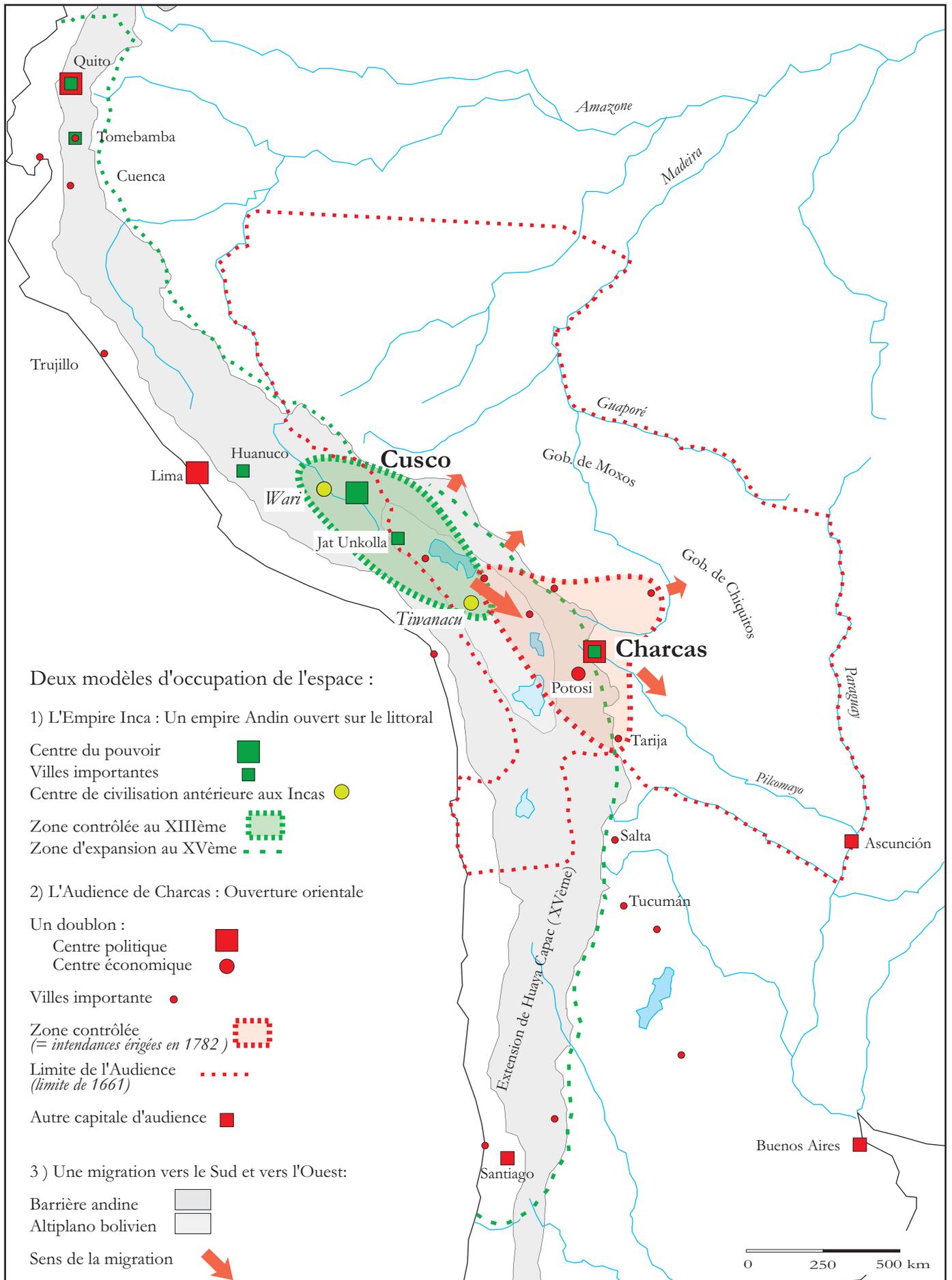
<sup>82</sup> Mendez, Julio 1874 *Realidad del equilibrio hispano-americano y necesidad de la neutralización permanente de Bolivia*, p. 19

<sup>83</sup> On sait, effectivement, que les échanges entre les Andins et les peuples de la forêt furent réguliers et anciens. Si l'origine de ce troc résidait dans l'intérêt des montagnards pour certains produits tropicaux, ces relations devinrent aussi l'occasion d'échange culturel. Dans certains cas il exista une allégeance politique des groupes selvatiques, mais elle fut rare.

<sup>84</sup> Dès 1573, l'Audience de Charcas perd le nord de la région de Cusco, preuve de la migration du centre de gravité du territoire vers le sud.

<sup>85</sup> Baptista Gumuccio, Mariano 1978 *La viabilidad de Bolivia*, p. 122.

I - 4 De l'Empire Inca à l'Audience de Charcas :  
Évolution du centre de gravité du futur espace national bolivien



Laetitia Perrier Bruslé 2004, Sources diverses

À l'origine les Audiencias sont des tribunaux d'appel, mais cette simple fonction juridique ne doit pas conduire à douter du pouvoir politique réel qu'elles exerçaient.<sup>86</sup> L'éloignement de leur autorité hiérarchique, le Conseil des Indes établi à Séville, l'amplifiait. Progressivement, elles deviennent des véritables contre-pouvoirs. Tout particulièrement au XVIII<sup>ème</sup> siècle où les Auditeurs, loin de l'Espagne, mais proche des oligarchies créoles ont du mal à imposer les lois décidées à Madrid qui les desservent. Leur puissance devient telle qu'en 1782 on procède dans l'Empire à une réforme administrative. Les intendances sont créées.<sup>87</sup> Plus nombreuses, plus petites, gérées par des fonctionnaires indépendants, elles sont un moyen de limiter la puissance des Audiencias.<sup>88</sup>

Cette réforme arrive trop tard. En trois siècles les Audiencias ont acquis un pouvoir politique et une autonomie tels qu'elles furent capables de donner naissance à des espaces cohérents, que rien n'allait pouvoir défaire. Prenant acte de la pérennité des Audiencias, « jamais elles ne furent démembrées ou fractionnées », Julio Mendez conclut qu'elles devaient « spontanément se constituer en Républiques indépendantes. »<sup>89</sup> À propos de l'Équateur, Jean Paul Deler insiste sur l'importance de l'Audience de Quito (fondée en 1563) dans la « définition d'une structure à caractère national. »<sup>90</sup> Il est vrai que s'agissant de Quito, comme de Charcas, l'Audience est *de facto* la référence incontournable, puisque c'est la seule qui existe. Aussi, prouver qu'elle avait déjà dessiné les contours de la nation, c'est faire pièce aux critiques bolivariennes qui ne voyaient, ni dans l'une, ni dans l'autre, la possibilité de construire un pays.

### ***1-2-4 Où l'on trouve le corps glorieux***

Mais il ne suffit pas de montrer que l'Audience avait dessiné les contours du pays avant son érection, ni même que l'autonomie de cette institution lui avait permis de donner une cohésion au futur espace national. Il faut encore convaincre de l'unité spirituelle naît en son sein.

### **La Bolivie : une idée latente contenue dans le territoire de l'Audience**

De cette audience émerge peu à peu une identité alto-péruvienne, seule à même de justifier la naissance de la Bolivie. Dans le cheminement de cette réflexion, le territoire physique construit par l'Audience durant ses deux siècles et demi de pouvoir, devient argument de l'existence du pays. Ne donne-t-il pas naissance à la nation ? Comme si, maintenue en latence, non pas tant comme du

---

<sup>86</sup> « L'audience, en Amérique, fut d'abord ce qu'elle était en Espagne, un tribunal qui jugeait en appel les affaires jugées en première instance dans les cours mineures des *corregimientos* et des *alcaldes mayores* ; ce tribunal n'avait au-dessus de lui que le Conseil des Indes. » Chaunu, Pierre 1949 *Histoire de l'Amérique Latine*, p. 26 Mais Jean-Paul Deler rappelle « qu'en vertu de la conception espagnole – d'essence médiévale – de l'État, selon laquelle l'attribut suprême de la souveraineté résidait, non dans l'exercice de l'autorité exécutive ou législative, mais dans l'administration de la justice, l'audience n'était pas seulement un simple tribunal judiciaire. » Deler, Jean Paul 1981 *Genèse de l'espace équatorien : essai sur la formation du territoire national* p. 74

<sup>87</sup> Sur le territoire bolivien trois intendances voient le jour : celle de La Paz, Potosi et Charcas. Elle intègre aussi deux *gubernaciones* : de Moxos (ou Mojos) et celle de Chiquitos.

<sup>88</sup> Ces dernières doivent redevenir les tribunaux d'appel qu'elles étaient à l'origine.

<sup>89</sup> Mendez, Julio 1874 *Realidad del equilibrio hispano-americano y necesidad de la neutralizacion permanente de Bolivia*, p. 18

<sup>90</sup> Deler, Jean Paul 1981 *Genèse de l'espace équatorien : essai sur la formation du territoire national*, p. 72-74

pollen dans l'air du temps, que comme une graine dans les profondeurs de la terre-patrie, l'idée de nation bolivienne avait peu à peu germée pour exploser à l'indépendance. Ostria Gutierrez a tort de dénigrer l'œuvre des docteurs de Sucre. Ils ne furent pas que ces juristes procéduriers qui défendirent les limites du nouvel espace national à coups d'arguties légalistes. Ils donnèrent aussi, par le verbe, du sens à ce territoire en faisant croire qu'il avait enfanté la mère patrie. Les premiers, ils énoncent les grands traits de l'identité alto-péruvienne et transforment cette alliance d'oligarques créoles défendant leurs propres intérêts en une entité mystique. Dans cette fusion les nantis s'allient à tout un peuple dans une même volonté de vivre ensemble. Cette relecture du destin national laisse songeur. On imagine trop facilement les avantages qu'en tirent les élites de Sucre pour ne pas la trouver suspecte. Mais n'allons pas trop vite pour dénier même à l'oligarchie le pouvoir de fonder une nation. Un des postulats de ce travail est que la nation en Amérique Latine, commence avec le territoire. Or, ce territoire est approprié par les Créoles, *criollos\**, que, l'historienne Carmen Bernard décrit comme « une ébauche de peuple (...) gens sans ancrage communautaire mais unis par un sentiment d'appartenance commune à une terre qui déjà les séparait insensiblement des Espagnols de la Péninsule. »<sup>91</sup> Ces *naturales de la tierra* comme ils se dénommèrent rapidement après la conquête espagnole, nourrissaient envers la terre d'Amérique un sentiment de connivence et de profond amour, car elle leur avait permis d'y fonder leur pouvoir. Ce lien territorial ne devait jamais se dénouer. « Ils avaient la passion de la liberté (...) Ceux qui inventèrent la Bolivie ne pouvaient être autre chose que les *propres fils du pays*. »<sup>92</sup> Affirmant cela Jaime Mendoza, en profite une nouvelle fois pour confisquer à Simón Bolivar, la paternité de la Bolivie. Il fait plus. Il lie le territoire et la naissance de la nation. Seule l'identité, forgée dans le ciment territorial, peut justifier son émergence. Cette identité, les habitants du Haut Pérou la portent en eux. En dépit de l'arrivée des troupes de libération par le Nord, emmenées par le maréchal Sucre en 1825, en dépit des coups de butoir pratiqués au sud par les régiments venus de Buenos Aires,<sup>93</sup> les historiens boliviens affirment que l'Audience s'est libérée grâce à ses habitants, *les propres fils du pays*. L'époque des guérillas de libération, qui commencent en 1809, est selon eux, celle où « croît un fort sentiment d'indépendance dans le cœur de Charcas. »<sup>94</sup> Grâce à la force du sentiment national de ses habitants, la Bolivie a obtenu seule son indépendance. Elle pourra donc la conserver seule.<sup>95</sup>

Et le territoire engendra la Bolivie. « Dans certains endroits il y a des peuples et des nations qui ont préexisté à leur espace et, dans ces cas-là, l'unité territoriale peut grandir ou se rétrécir ou même disparaître pour un certain temps parce que sa constitution comme peuple ou nation ne

<sup>91</sup> Bernard, Carmen et Grunziski, Serge 1991 *Histoire du nouveau monde, Les métissages* p. 285. L'auteur sur ces lignes son étude de la mutation urbaine qui, au XVII<sup>e</sup> siècle, dans tout l'Empire, laisse entrevoir une « ébauche de peuple. »

<sup>92</sup> Mendoza, Jaime 1978 [ 1925 ] *El factor geográfico en la nacionalidad boliviana*, p. 34. C'est moi qui souligne.

<sup>93</sup> Le 25 mai 1809 le Vice-roi Hidalgo de Cisneros est destitué à Buenos Aires. Une junte gouvernementale se met en place pour mettre en place un gouvernement autonome. Quatre armées de libération sont envoyées en direction du nord pour libérer le Haut Pérou, qui, entre temps, était repassé à la Vice-royauté du Pérou. Le premier en juillet 1810, le deuxième en 1812, le troisième en janvier 1815 et le quatrième en 1817. Mais les historiens boliviens sont souvent très durs contre ces armées de libération qui saccagèrent le pays. Carlos Mesa parle « de la déplorable attitude des armées auxiliaires du Sud ». Mesa Gisbert, Carlos 2004 *Discurso a la nación del presidente constitucional de Bolivia*, p. 329.

<sup>94</sup> *Ibid.* p. 329

<sup>95</sup> Ostria Gutierrez insiste sur ce point, entre autres.

réside pas dans cet élément territorial. En Bolivie, au contraire, les choses sont différentes. Dans ce cas, *c'est l'espace qui crée le peuple*, et dans cette masse doit surgir la nation. Le territoire possède, en raison de sa qualité ou substantialité, une valeur absolue. »<sup>96</sup> Corps glorieux, une nouvelle fois. Créateur, parce qu'il légitime sa naissance ; rédempteur, parce que, en contenant l'âme de la nation, il lui assure son immortalité. Si la Bolivie devait disparaître pour être partagée entre ses voisins, elle survivrait par cette âme même. «On ne pourra jamais écraser l'âme bolivienne, forgée à travers les siècles, comme le partage de la Pologne ne mit jamais fin à l'esprit national de ce pays», affirme Ostria Gutierrez fort inquiet du précédent polonais.<sup>97</sup>

### **Avoir un territoire, exister**

Car naître, pour un pays, ne suffit pas. Encore faut-il vivre, « survivre »<sup>98</sup> ou « persévérer douloureusement dans son être. »<sup>99</sup> Le démembrement territorial, répétons-le, oblige la géopolitique bolivienne à s'interroger sur la pérennité du pays. Les arguments utilisés pour la démontrer sont de divers ordres. Mais, lorsqu'ils semblent étouffés par les clameurs de Cassandres étrangères, lorsque les « attaques géopolitiques s'abattent sur le pays comme des nuées de moustiques paludéens »,<sup>100</sup> lorsque le prestigieux hebdomadaire «Time des États-Unis d'Amérique, comme si nous vivions encore à l'époque des cavernes, affirme qu'il faut diviser la Bolivie et ses problèmes»,<sup>101</sup> alors le territoire s'impose comme ultime argument de la viabilité du pays. Celui-là, qui a piteusement reculé, devient le dernier rempart contre ceux qui voudraient faire disparaître le pays. « Cependant, malgré tout cela, la Nation a survécu. La Bolivie, et nous autres qui sommes Boliviens, nous sommes ici aujourd'hui, nous sommes présents dans le monde, nous avons une présence. »<sup>102</sup> La Bolivie est au monde, Saavedra Weise répète par trois fois cette bonne nouvelle. Cette logorrhée fermée sur cette seule idée que la Bolivie existe, indique la force d'un syllogisme qui fonde, en dernier ressort, l'existence de la Bolivie : j'ai un territoire, donc j'existe, donc je vis. La démonstration se déroule à peu près ainsi. À propos de la Bolivie on peut douter de tout, de la légitimité de sa naissance, de la réalité de sa nation, et, surtout, de son avenir. Il y a pourtant une chose qui est sûre : son existence dans le temps présent dont témoigne la possession d'un territoire. Cette parade devint le fondement de la pensée géopolitique bolivienne. Une sorte de *cogito* où la réponse au doute systématique n'est plus la pensée mais l'existence d'une matérialité, contenue dans le territoire.

La seule vérité vraiment attestée, celle de sa propre existence, devient le pilier de toute une reconstruction du monde. Hors de Bolivie, où on ne sait pas combien vivre pour un pays n'est

<sup>96</sup> Zavelata Mercado, René 1986 *Lo nacional-popular en Bolivia*, p. 38

<sup>97</sup> Ostria Gutierrez, Alberto 1946 *Una obra y un destino La politica internacional de Bolivia despues de la guerra del Chaco*, p. 358

<sup>98</sup> Saavedra Weise, Agustin et Baptista Gumucio, Mariano 1978 *Antologia geopolitica de Bolivia*

<sup>99</sup> Gumucio Dagron, Alfonso 1981 *Bolivia*, p. 8

<sup>100</sup> Baptista Gumucio, Mariano 1978 *La viabilidad de Bolivia*, p. 119

<sup>101</sup> *ibid* p. 119

<sup>102</sup> Saavedra Weise, Agustin 1995 *Bolivia y el mundo*, p. 599

jamais certain, on trouvera peut-être cette réflexion un peu vaine<sup>103</sup>. Et pourtant ... La survie est une victoire et chaque jour de plus une bataille gagnée dans une guerre contre des puissances obscures liguées pour faire disparaître le pays. « **Notre communauté, malgré tout et contre tous, a survécu. La Bolivie, comme unité indépendante s'est maintenue, elle est arrivée à un siècle et demi de vie et voit avec optimisme son avenir. Alors, nous croyons que, plutôt que de parler des échecs, il faut penser la propre survie du pays comme un véritable triomphe** »<sup>104</sup>, écrivent, en gras, Saavedra et Baptista Gumucio dans l'introduction à leur anthologie géopolitique de la Bolivie. Ce choix typographique n'est pas innocent, il doit renforcer la puissance de ce credo, qui fonde une pensée territoriale bolivienne inspirée. Jaime Mendoza, leur père à tous, s'exclame de la même façon « et pourtant cette nation vit »,<sup>105</sup> avec la même conviction tranquille que Galilée. *E pur si muove*. Il est sûr de tenir une vérité que les fossoyeurs du pays ne peuvent contester. Bien sûr, tout a été terrible dans cette histoire territoriale, et Ostria Gutierrez brosse un tableau désastreux de la Bolivie après la guerre du Chaco, qui lui a fait perdre ses derniers territoires. « Mais, dans le fond de leurs infortunes, les Boliviens avaient trouvé une nouvelle conviction. Le pays entier se rendit compte, que malgré tout, il allait vivre. »<sup>106</sup> Le million de km<sup>2</sup> qui constitue la Bolivie actuelle, rescapée de toutes ces rapines, la conforte dans l'indiscutable réalité de son existence. Le territoire redevient, par ce pouvoir même, un corps glorieux.

## II - De la grande Bolivie à la vraie Bolivie

---

Il est dommage de ne pas conclure ce chapitre sur les non-dits géographiques par ce corps glorieux, porteur d'espérance. Ce que l'on a tenté de montrer, c'est le mécanisme d'une pensée nationale qui, partant des graves faiblesses du territoire (si graves qu'on ne peut les dire aux enfants), s'en saisit pour les métamorphoser en attribut de puissance.

À propos de l'irréductible dualité bolivienne, celle qui oppose la Bolivie réellement appropriée à la grande Bolivie mythique, la même rhétorique est à l'œuvre. Partant à la recherche de la réalité du pays, les géopoliticiens boliviens ne font que troquer un mythe, celui de la grande Bolivie, contre un autre, celui de la vraie Bolivie. Comme si la réflexion sur le territoire, dans ce pays, ne pouvait se passer d'une représentation mythique. Pour comprendre la faillite du premier de ces deux mythes, il faut, une nouvelle fois, partir de la dureté des faits, ces silences du territoire qui ne trouvent pas leur place dans le catéchisme républicain. La Bolivie est un pays de très faible densité. Le manque d'hommes explique la permanence de régions à la marge. À cette partition entre les zones intégrées et les confins vides, s'ajoute l'opposition entre les Collas et les Cambas. En réalité, les deux lignes de fracture n'en font qu'une, car elles se superposent. Elles traversent, la

---

<sup>103</sup> Peut-être, avec une certaine perfidie, certains y verront une analogie avec cette histoire drôle, ou cynique, de l'homme qui tombe d'un gratte ciel et qui, voyant passer dans sa chute les étages, affirme : « jusque là ça va ». Tant il est vrai que dans la chute, le plus grave n'est pas la chute.

<sup>104</sup> Saavedra Weise, Agustín et Baptista Gumucio, Mariano 1978 *Antología geopolítica de Bolivia*, p. 12

<sup>105</sup> Mendoza, Jaime 1978 [ 1925 ] *El factor geográfico en la nacionalidad boliviana*, p. 39

<sup>106</sup> Ostria Gutierrez, Alberto 1946 *Una obra y un destino La política internacional de Bolivia después de la guerra del Chaco*, p. 17

Bolivie du nord au sud. Comment repenser le territoire et lui rendre son panache ? Pour éluder la gravité de cette partition il suffit de dire que la Bolivie se trouve en deçà d'elle, dans le *macizo andino*. Décision désastreuse pour l'Orient bolivien, sacrifié pour que le pays atteigne l'immortalité.

## ***2-1 Contre la Bolivie rêvée, la dureté des faits***

Les *faits* sont durs pour le territoire bolivien. Lorsqu'on les observe sans concession, on voit le pays traversé par une fracture gigantesque, bien plus imposante que celle, physique, qui met en contact abruptement les hauts plateaux et les terres basses orientales. Les différences sont si fortes, qu'elles laissent l'impression qu'il y a deux pays en un. Cette dualité est source de fragilité.

### ***2-1-1 Bolivie pleine, Bolivie vide***

*« Lorsque naquit la Bolivie, elle ne parvint malheureusement pas à occuper tout le cadre géographique que lui avait tracé la Nature pour être un état robuste et grand. »*  
Jaime Mendoza, 1925<sup>107</sup>

La géographie enseigne qu'une faible densité, à l'échelle d'un pays, n'est telle que parce que des zones de densités moyennes ou fortes coexistent avec des espaces vides. Des pleins et des vides, c'est ce que nous observons en Bolivie.

### **La faible densité, une clef du destin territorial ... oubliée**

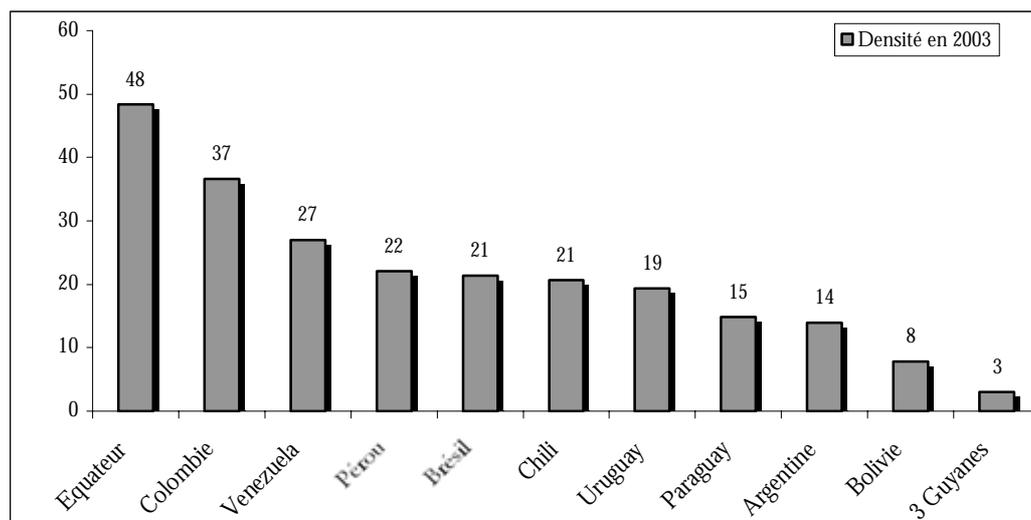
8 habitants au kilomètre carré. Toute géographie de Bolivie devrait commencer par là. Ce chiffre constitue une bonne introduction aux problématiques territoriales boliviennes. Pourtant, il est absent de la géographie scolaire. Mais si les chiffres, comme les faits, parlent parfois d'eux-mêmes, il ne faut pas leur faire dire ce qu'ils ne veulent pas dire. Nous sommes dans un contexte américain. Espace pionnier, continent neuf, autant de caractéristiques qui expliquent que la densité moyenne ne dépasse pas, en Amérique du Sud, 21 habitants au kilomètre carré. Même dans ce contexte là, la Bolivie ne fait pas bonne figure. Elle est toute juste au dessus des trois Guyanes, dont la majeure partie du territoire est amazonienne. La Bolivie, elle, participe de la dorsale andine plus densément peuplée. L'Équateur, la Colombie, le Pérou, en dépit de son immense espace oriental,<sup>108</sup> n'ont pas une densité aussi dérisoire. « Boliviens ! Nous sommes tellement peu ! », s'exclame Saavedra Weise.<sup>109</sup>

---

<sup>107</sup> Mendoza, Jaime 1925 *El factor geografico en la nacionalidad boliviana*

<sup>108</sup> Au Pérou, 63% du territoire se trouve en milieu amazonien, soit une part beaucoup plus forte que l'Équateur (50%), la Colombie (36%). Voir Droulers, Martine 1995 *L'Amazonie*, p. 6. Pour la Bolivie, la partie strictement amazonienne, qui correspond au département du Pando et à la province Vaca Díez du département du Beni, occupe seulement 7,2 % du territoire.

<sup>109</sup> Saavedra Weise, Agustin 1995 *Bolivia y el mundo*, p 280.

**Figure I-3 : La faible densité de la Bolivie, dans un continent peu peuplé<sup>110</sup>**

Si cette réalité est peu soulignée en Bolivie, c'est qu'elle révèle beaucoup de failles du pays. Elle est liée, d'une part, à la faible immigration étrangère au XIX<sup>ème</sup> siècle. Au contraire du Pérou, du Chili, de l'Argentine, et, dans une moindre mesure, de l'Équateur, qui ont été des pays récepteurs, la Bolivie n'a pas reçu beaucoup de migrants. Ce fait tient, selon l'historiographie officielle, à la perte du littoral. L'équation est logique : pas de littoral, pas de ports, pas de migrants.<sup>111</sup> La faible migration, associée à une lente croissance démographique, entraîne le déclassement progressif de la population du pays à l'échelle sud-américaine. En 1848, avec 2,2 millions d'habitants, la population bolivienne est en quatrième position, derrière celle du Brésil, des Provinces Unies d'Argentine et du Pérou.<sup>112</sup> En 2003, elle est en huitième position, dépassée dans la course au peuplement par la Colombie, le Venezuela, le Chili et l'Équateur.

La stagnation démographique n'a pas pour unique conséquence de faire de la Bolivie le pays le plus indien de l'Amérique du Sud, caractéristique longtemps considérée comme handicapante pour le développement du pays.<sup>113</sup> Elle entraîne l'impossibilité matérielle d'occuper et de mettre en valeur la totalité de son espace. « Ce pays a besoin de bras, il lui faut plus de gens pour exploiter et peupler son immense territoire ». <sup>114</sup> L'appel à l'immigration que formule Saavedra Weise en 1995 n'est pas nouveau. Il fut constamment réitéré par tous les gouvernements boliviens. Déjà, en 1826, le maréchal Antonio José de Sucre promulgue une loi selon laquelle « les hommes de toutes les nations sont invités à venir en Bolivie où leurs libertés civiles seront garanties par les lois boliviennes. » La loi du 30 janvier 1976, reprend ces grands principes. Elle rappelle, en préambule, que le plus grand problème du pays réside dans sa faible densité. Elle stipule que le gouvernement

<sup>110</sup> Cia 2004 *World Fact Book*. Les trois Guyanes, Guyana, le Suriname et la Guyane française, ont été regroupées.

<sup>111</sup> Cette analyse est en partie contredite par la chronologie. La guerre du Pacifique se déroule à la fin du siècle (1879-1884) et les migrants avaient eu un demi-siècle pour venir en Bolivie, entre 1825 et 1879. Une contradiction qui confirme mon analyse selon laquelle, même si avant 1878 la Bolivie possède effectivement un littoral, il est tellement difficile à mettre en valeur et tellement coupé du reste du pays, qu'il ne « sert » à rien. Le pays est comme laissé sans littoral, même lorsqu'il en possède encore un.

<sup>112</sup> Dalence, José Maria 1975 [ 1851 ] *Bosquejo estadístico de Bolivia*, p. 184

<sup>113</sup> « L'atavisme indien » est récurrent dans l'analyse que les élites font du sous-développement du pays tout au long du siècle. Il ne recule, ces dernières années, qu'à la faveur d'une idéologie prônant les vertus du multiculturalisme.

<sup>114</sup> Saavedra Weise, Agustín 1995 *Bolivia y el mundo*, p. 229

doit développer des plans d'immigration.<sup>115</sup> Las, cette politique d'incitation à l'immigration n'eut, à aucune époque, beaucoup d'effet.

### **Les zones d'ombres du territoire : les régions à la marge de la société**

La faible densité se maintint jusqu'à aujourd'hui. Sa conséquence la plus grave est la persistance d'espaces en creux, véritables angles morts du territoire, que le pays ne parvient pas, faute d'hommes, à occuper. La densité n'est qu'une moyenne, elle estompe les contrastes, particulièrement accusés en Bolivie. Le dernier recensement de 2001 en donne une illustration éclatante. Le triangle central, qui tient entre les villes de La Paz, Cochabamba et Santa Cruz, regroupe 80% de la population nationale. À l'autre extrême, les régions orientales et les zones montagneuses méridionales sont des déserts humains. Le département du Pando a une densité moyenne de 0,82 hab./km<sup>2</sup>, et certaines provinces sont encore bien en dessous. La province Frederico Roman, d'une superficie de 13 200 km<sup>2</sup>, compte à peine 0,16 hab./km<sup>2</sup>. En dehors du triangle central, seul le nord de l'Altiplano et les vallées intertropicales (Yungas et Chaparé) qui ont bénéficié d'un mouvement de colonisation agraire, ont des densités moyennes. Sur les marges orientales, la taille des circonscriptions administratives, sections de provinces et municipales indique clairement la faible occupation de l'espace. « Nous devons récupérer le territoire.(...)Notre géographie était devenue un mystère et la terre de personne», constatait Carlos Hugo Molina, secrétaire de la Participation Populaire en 1996.<sup>116</sup> Il faisait écho à Ballivián (président de la république de 1841 à 1847), qui, un siècle plus tôt affirmait, « personne n'ignore qu'en Bolivie il est plus qu'impossible de connaître, ne serait-ce qu'approximativement, l'extension territoriale des terres qui sont cultivées, de celles qui sont construites, et de celles qui restent vierges.»<sup>117</sup> D'un bout de siècle à l'autre, les mystères géographiques perdurent. Ces remarques désabusées sur l'incapacité de la Bolivie à occuper ses marges sont liées à l'absence de mouvements de grande ampleur de conquêtes pionnières vers l'Est.

La « gangrène des extrémités »<sup>118</sup> est une conséquence directe de la sous occupation, de leur faible appropriation par la société et de l'absence totale des structures étatiques dans ces régions. Les provinces perdues n'ont jamais été réellement boliviennes. Si elles étaient effectivement présentes sur les cartes de Bolivie au début du siècle et jusqu'à la carte de Linares en 1859,<sup>119</sup> elles n'étaient que des territoires possédés sur le papier.

---

<sup>115</sup> Cité dans Ocampo, Ricardo 1991 *Necesidad de corrientes inmigratorias*, p 171

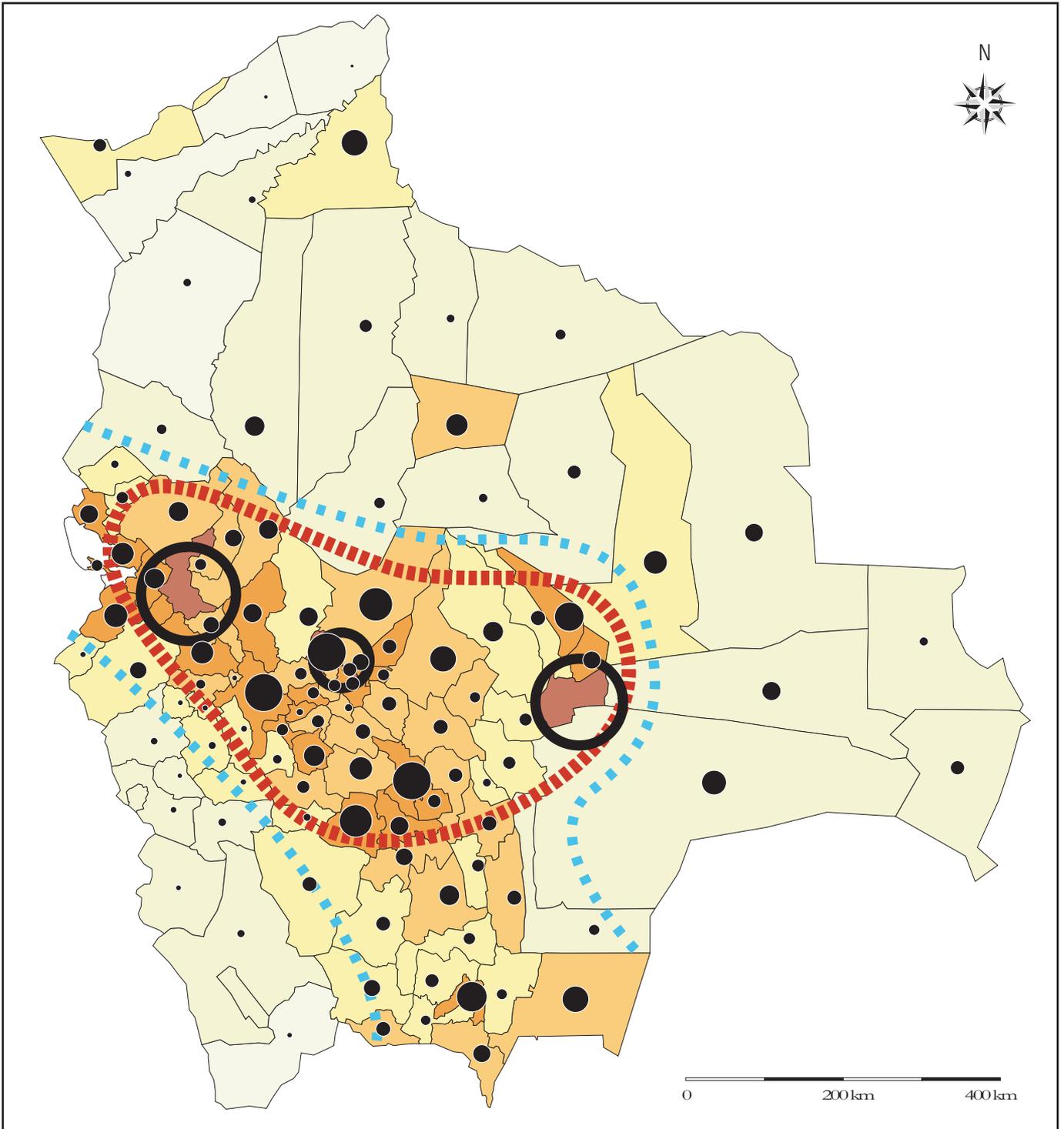
<sup>116</sup> Cité par Lavaud, Jean-Pierre 1998 *La Bolivie de la réforme*

<sup>117</sup> Ballivian, M. V. 1902-1904 *Censo general de la poblacion de la Republica de Bolivia segun el empadronamiento de 1e. de septiembre de 1900.*, p. 9

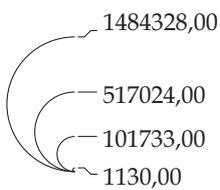
<sup>118</sup> Roux, Jean-Claude 2000 *La Bolivie orientale, confins inexplorés, battus aux Indiens et économie de pillage*

<sup>119</sup> Voir Chapitre V, paragraphe 3-4-1 « Un territoire méconnu étouffant de nature. »

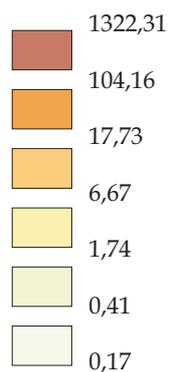
I-5 La Bolivie en 2001 :  
*Triangle central et périphéries vides*



Population totale 2001



Densité en 2001



Espace central :

Les 4/5ème de la population



Les angles morts :



La Bolivie a longtemps donné l'impression de nager dans un espace trop grand. Lorsque les auteurs boliviens expliquent les pertes territoriales par la distance entre le centre vital et les marges à défendre, ils n'ont pas tout à fait tort. Mais il y a plus. La distance physique, si elle est importante, n'explique qu'en partie la déroute des armées. Il faut encore prendre en compte le faible aménagement du territoire et son occupation humaine dérisoire qui n'ont pas permis de réduire cette distance. Avec raison les auteurs de l'*Anthologie géopolitique de Bolivie* remarquent que, s'il est bien vrai que la Bolivie a été victime de ses voisins, « elle l'a été aussi de sa propre incapacité à dominer son grand espace géographique ».<sup>120</sup>

## **2-1-2 Le pays des Cambas et des Collas**

Il y a deux Bolivies : celle du noyau national andin<sup>121</sup> organisé autour de La Paz et Sucre avec des prolongements dans les piémonts, et la Bolivie vide des extrêmes. Ce trait marquant de l'espace national est absent des livres de classes. La question est taboue en raison des menaces que cette opposition fait peser sur le devenir de la Bolivie. Cette ligne de fracture démographique et historique est aussi au centre de l'identité de chaque bolivien. On est de l'Occident ou de l'Orient.

### **Deux Bolivies ?**

« L'histoire de la Bolivie n'est pas l'histoire de la lutte des classes ; c'est l'histoire de ses luttes régionales », affirme l'historien José Luis Roca.<sup>122</sup> Qui sont-ils ces deux camps qui s'opposent, aussi violemment que les classes dans d'autres pays ? Les Collas viennent des Andes. Ils tirent leur nom du Qollasuyu, une des quatre divisions du Tawantinsuyu.<sup>123</sup> Héritiers de ce prestigieux Empire, ils peuvent aussi être fiers d'avoir occupé, jusqu'en 1952, la Bolivie utile. Là se trouvait toutes les richesses de la nation et sa raison d'exister. Si le XVII<sup>ème</sup> est le siècle de l'argent, le XX<sup>ème</sup> siècle est celui de l'étain.<sup>124</sup> Les produits d'exportation changent mais la Bolivie reste la même : un pays mono-exportateur, dont l'économie dépend des ressources naturelles exploitées dans les Andes.<sup>125</sup> Toute la Bolivie se trouve là, coincée entre ses deux Cordillères. La révolution nationale de 1952 devait changer en partie ce rapport de force déséquilibré. Inspirée, dans son volet économique par les conclusions de la mission états-unienne Bohan,<sup>126</sup> elle entreprend de développer l'Orient. La

<sup>120</sup> Saavedra Weise, Agustín et Baptista Gumucio, Mariano 1978 *Antología geopolítica de Bolivia*, p. 11

<sup>121</sup> Pour reprendre l'expression de Jean-Paul Deler à propos du noyau national, équatorien celui là, qui se trouve dans la région quiténienne. Deler, Jean Paul 1981 *Genèse de l'espace équatorien : essai sur la formation du territoire national*

<sup>122</sup> Roca, José Luis 1999 *Fisonomía del regionalismo boliviano*, p. 39.

<sup>123</sup> Voir le lexique en fin d'ouvrage pour des précisions.

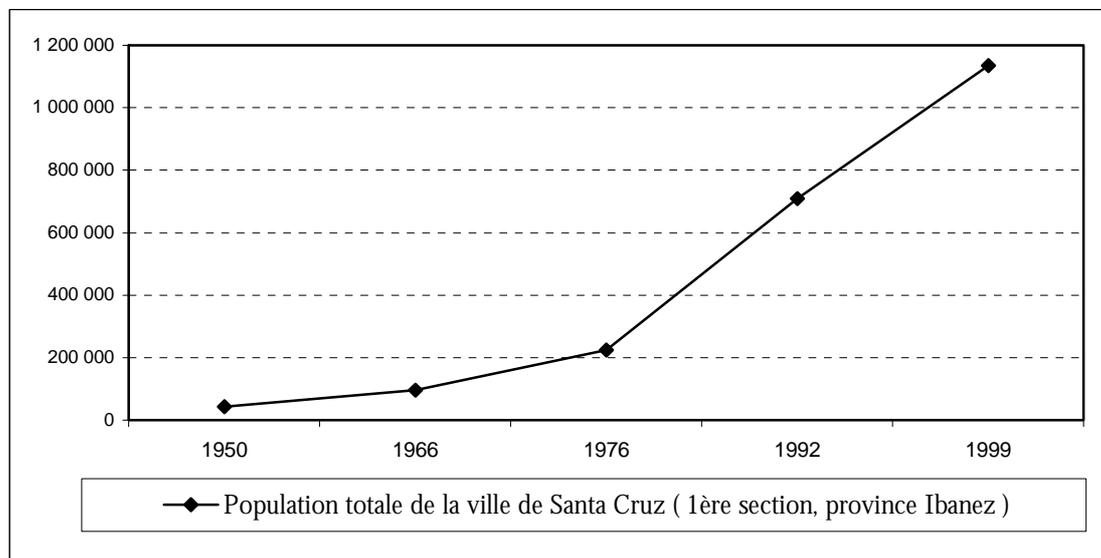
<sup>124</sup> La production d'étain connaît une croissance spectaculaire dans les premières décennies du XX<sup>ème</sup> siècle, passant de 9 000 tonnes en 1900 à quelques 22 000 tonnes en 1920. En 1910 la Bolivie assure 20% de la production mondiale. Après la crise de 1929, le secteur de l'étain connaît une baisse pour repartir avec la seconde guerre mondiale. Durant toute la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, la Bolivie vit économiquement de l'étain, jusque dans les années 1980 qui marque la fin de l'ère de l'étain. En 1984 la COMIBOL, compagnie minière bolivienne, demande plus de subsides au reste de l'économie bolivienne qu'elle n'en dégage par son activité. Le cycle de l'étain est fini. Voir Contreras, Manuel 1995 *Estano, ferrocarriles y modernización* et Jordan Pozo, Rolando 1999 *Siglo XX : la era del estano*.

<sup>125</sup> A l'exception notable du boom du caoutchouc (1880 – 1913), époque durant laquelle l'Orient contribue à la richesse du pays grâce aux exportations de latex.

<sup>126</sup> En 1938 la mission encadrée par Merwin L. Bohan, chef de Mission économique des États-Unis en Bolivie, effectue une étude générale de l'économie bolivienne. Ce document fut traduit et remis au Ministre de l'Économie nationale en août 1942. Il allait devenir la référence du gouvernement du MNR, dix ans plus tard, lorsque celui-ci entreprend de réformer le

région de Santa Cruz devient alors le centre économique d'un *far-east* où la forte croissance est assurée par le développement agricole. En un demi-siècle la ville multiplie sa population par près de 30.

**Figure I-4 : La croissance de la ville de Santa Cruz à partir de 1952**<sup>127</sup>



Le mouvement régionaliste crucénien naît de cette formidable croissance. Avec ce nouveau poids économique et démographique, la ville, qui se veut la capitale de l'Orient, peut enfin faire entendre sa voix. Ceux qui se proclament Cambas par défi (car l'expression fut longtemps péjorative) vont être de toutes les batailles régionales contre l'État central.<sup>128</sup> Ces partisans d'une Bolivie fédérale, voire d'une partition du pays, remportent leur première victoire en 1959, lors de la lutte pour les *regalias* pétrolières. Ils obtiennent que les 11% du pétrole exploité dans le département de Santa Cruz reviennent au département. La lutte politique, organisée par le Comité Civique Pro Santa Cruz créé quelques années plus tôt, est le ferment d'une nouvelle identité régionale orientale qui se construit dans l'opposition violente à la Bolivie occidentale.

### **Ou un manteau d'Arlequin ?**

Tout est peut-être encore plus compliqué que cela en Bolivie. Au delà de cette bipolarité spectaculaire, inscrite autant dans les mentalités que dans les structures géographiques, de multiples régionalismes s'expriment. Franz Tamayo disait du peuple bolivien que c'était une « portion de peuples éparses sans affects, sans relations entre eux et sans esprit national. »<sup>129</sup> Jaime Mendoza parlait d'un « conglomérat artificiel »,<sup>130</sup> et plus loin, « d'un peuple faible », fragilité née de sa division. « La principale faiblesse de la Bolivie est son manque d'unité ; l'animosité entre les

pays. Le plan de développement économique proposé par la Mission sera intégralement repris, et appliqué, par le MNR. Voir Ordonez Oporto, Luis 2003 *El informe Bohan (1942) en la BAHC*

<sup>127</sup> Les données de 1950, 1976, 1992 et 1999 correspondent au quatre recensements républicains du XXème siècle. Le chiffre de 1966 est issue d'un recensement partiel effectué dans la ville de Santa Cruz et cité par Koster, mais il le juge un peu faible. Koster, Gerrit 1983 *Santa Cruz de la Sierra, desarrollo, estructura interna y funciones de una ciudad en los llanos tropicales* p. 51

<sup>128</sup> Sur l'expression Camba, voir lexique en fin d'ouvrage.

<sup>129</sup> Cité par Arguedas, Alcides 1975 [ 1922 ] *Historia General de Bolivia*, p. 474

<sup>130</sup> Mendoza, Jaime 1978 [ 1925 ] *El factor geografico en la nacionalidad boliviana*, p. 39

habitants des différentes provinces est très marquée » affirme encore un diplomate anglais en poste à La Paz au début du vingtième siècle.<sup>131</sup> À cette époque, la lutte des différentes élites régionales pour le contrôle du pouvoir central renforçait les antagonismes.<sup>132</sup> Lors du déplacement de la capitale de Sucre à La Paz, les élites de Tarija, de Sucre et de Santa Cruz s'insurgèrent contre cette migration du pouvoir qui marquait la fin du leur. Ces régionalismes sont restés vivaces. Chaque nouveau conflit est l'occasion de faire rejouer d'anciennes lignes de fracture. A propos de l'exportation du gaz, les intérêts régionaux, emmenés par les Comités civiques\* départementaux, l'ont emporté sur l'intérêt général. Tarija, qui détient 83% des réserves gazières du pays,<sup>133</sup> lutte pour rendre effective son exportation, appuyée par Santa Cruz, contre les organisations Collas de l'Altiplano.<sup>134</sup>

La Bolivie est divisée : Bolivie vide, Bolivie pleine, Orient et Occident, élite du Sud contre élite du Nord. L'hétérogénéité est là. Pour lui faire perdre son caractère menaçant, il faut lui opposer un mythe d'unité.

## ***2-2 La vraie Bolivie, le macizo andino***

« Les faits ne pénètrent pas dans le monde où vivent nos croyances, ils n'ont pas fait naître celles-ci, ils ne les détruisent pas; ils peuvent leur infliger les plus constants démentis sans les affaiblir (...). »  
Marcel Proust<sup>135</sup>

En Bolivie, comme ailleurs, les faits, fussent-ils tenaces, ne pénètrent pas dans le monde des croyances. Dans ce monde là, un des mythes du territoire prend forme. Il répond, dans l'ordre des représentations, à la fracture du territoire entre l'Orient et l'Occident. Il dit que la Bolivie toute entière est contenue dans son Altiplano, car là réside son cœur vital. Il est plus qu'un énième mythe, parmi ceux que nous avons déjà repérés. Il est le fondement de l'identité bolivienne. « Prendre la partie pour le tout, choisir ce qui s'adapte le mieux aux intérêts de l'identité et le réinventer ou le recréer, là réside l'essence de tout nationalisme et, au final, de toute identité. »<sup>136</sup> Cette remarque éclaire le mécanisme de construction identitaire à l'œuvre en Bolivie. Encore faut-il rappeler que sa dimension sélective porte sur des espaces. En sélectionnant une région appelée à fonder l'identité, l'Altiplano, et en excluant les autres, il devient un redoutable outil idéologique de justification, à posteriori, de l'abandon de la région orientale. Si tout mythe identitaire a vocation à servir les intérêts d'un peuple, il faudra tenter de détecter ceux que sert le mythe du *macizo andino*.

<sup>131</sup> Lettre de L. J. Jérôme à Sir Edward Grey, La Paz le 5 septembre 1910, cité in Fifer, Valerie 1976 [1972] *Bolivia*, p. 397

<sup>132</sup> Au début du siècle, le gouvernement libéral, contrôlé par l'oligarchie de l'étain, impose *de facto* le déplacement de la capitale de Sucre à La Paz (même si la capitale officielle de la Bolivie reste aujourd'hui Sucre)

<sup>133</sup> Perrier Bruslé, Laetitia et Roux, Jean-Claude 2003 *Les enjeux géopolitiques du gaz en Bolivie : entre mondialisation et souveraineté perdue*.

<sup>134</sup> A cette occasion, le Comité Pro Intérêt de Tarija et la Central Ouvrière départementale avaient envoyé une lettre à leurs homologues de la ville d'El Alto, la plus vive opposante au projet d'exportation, pour essayer de les convaincre des conséquences positives de la vente du gaz, à l'Argentine cette fois. A « leurs frères d'El Alto » les habitants de Tarija proposaient « l'installation dans la ville, avec une technologie et un encadrement argentin, d'usines, de kits pour faire fonctionner les voitures au gaz, de chauffe-eaux, de cuisinières, et d'autres ustensiles pour qu'ils puissent utiliser le gaz. », lettre communiqué par David Preston, le 11 avril 2004.

<sup>135</sup> Proust, Marcel 1987 *A la recherche du temps perdu : Du côté de chez Swann*, p. 137

<sup>136</sup> García Cruz, Alvaro 2002 *La fabricación de las identidades nacionales : algunas consideraciones*, p 2.

## ***2-2-1 La domination de la partie andine dans la construction du mythe national***

« On pourrait imaginer une Bolivie sans sa plaine orientale ; mais non sans son Altiplano », cette remarque de Gumucio Dagron pourrait être mise dans la bouche de n'importe quel Bolivien.<sup>137</sup> N'importe lequel ? Oui, car même les gens de l'Orient reconnaissent la prégnance de cette identité andine. À Cobija, en juillet 2001, alors que la mairie organisait une rencontre sur les possibilités de développement du tourisme de la région amazonienne, un des organisateurs se demandait désabusé comment il était possible de vendre l'Amazonie au pays des lamas.

### **« En réalité l'âme de la Bolivie se trouve là, entre le plateau et la montagne »<sup>138</sup>**

Objet d'identification de la Bolivie à l'étranger, l'Altiplano est aussi le référent incontournable du pays lorsqu'il se raconte. C'est vrai dans la vulgate géographique transmise aux enfants. Siles Guevara souligne, dans son livre scolaire, que « la présence de la Cordillère des Andes modifie complètement sa structure physique et humaine et fait de la Bolivie un pays fondamentalement andin. »<sup>139</sup> Colonne vertébrale, artère principale, cerveau, cœur... Les métaphores ne manquent pas pour décrire le caractère vital, plus qu'axial, de ce haut plateau niché entre ces deux cordillères. Là se trouve « le noyau radical de la constitution du pays »,<sup>140</sup> « le substrat basique de sa nationalité. »<sup>141</sup> Il reste alors à lui donner sa dimension symbolique. Traduire l'expression de *macizo andino* par massif (andin) bolivien, serait la trahir. La forteresse enserrée entre les deux cordillères deviendrait un banal massif montagneux. On est alors loin de la description que Jaime Mendoza, l'inventeur du concept, fait du *macizo*. « C'est un grand plateau central », explique-t-il, « entouré de deux cordillères qui lui dessinent une couronne, car elles se rejoignent au nord et au sud par des nœuds montagneux. »<sup>142</sup> Délimité par ces cordillères, creux à l'intérieur et protégé de l'extérieur par les plus hauts sommets, le *macizo* n'est pas seulement forteresse. Dans la description de Mendoza il prend des allures de berceau. Et berceau il ne l'est pas uniquement par sa topographie. Symboliquement aussi, il est le lieu où naît la « bolivianité ». <sup>143</sup> Aux deux nœuds évoqués par Mendoza, aux deux arceaux du berceau en quelque sorte, se trouvent les mines d'argent de Potosi, au Sud, et la riche campagne du lac Titicaca, au Nord. Ces deux hauts lieux charpentent l'identité nationale. Les mines de Potosi, parce qu'elles ont justifié la constitution de l'Audience de Charcas ; les fortes densités rurales des rives du lac Titicaca parce qu'elles sont les témoins de la prestigieuse civilisation de Tiwanacu\*. Les deux piliers de la Bolivie se font face. Il ne

<sup>137</sup> Gumucio Dagron, Alfonso 1981 *Bolivie*, p. 7

<sup>138</sup> Ostria Gutierrez, Alberto 1946 *Una obra y un destino La politica internacional de Bolivia despues de la guerra del Chaco*, p. 352

<sup>139</sup> Siles Guevara, Juan 1995 *Geografia de Bolivia : sintesis geografica de Bolivia*, p. 3

<sup>140</sup> Mendoza, Jaime 1978 [ 1925 ] *El factor geografico en la nacionalidad boliviana*, p. 33

<sup>141</sup> Ostria Gutierrez, Alberto 1946 *Una obra y un destino La politica internacional de Bolivia despues de la guerra del Chaco*, p. 352

<sup>142</sup> Mendoza, Jaime 1925 *El factor geografico en la nacionalidad boliviana*, p 31

<sup>143</sup> En espérant que le lecteur me fera grâce de ce barbarisme sur lequel je reviendrai plus loin dans ce travail, pour le mieux définir.

manque plus qu'à les parer de sacré. Le lac Titicaca devient le « lac sacré », tandis que le *Cerro Rico* alimente toutes les légendes magiques. L'Écusson national ne retient comme symboles nationaux que des symboles altiplanesques : la montagne d'argent de Potosi, l'alpaga, la branche de blé, si peu tropicale et la hache inca. Le soleil qui se lève sur ce paysage est celui qui brille dans le ciel pur des montagnes que la couronne « bleu ciel » rappelle.<sup>144</sup> Seule concession à la Bolivie tropicale, l'arbre à pain. Cependant, dans l'esprit des concepteurs, il devait symboliser « la richesse de l'État dans le règne végétal », plus que l'Oriente.<sup>145</sup>

### **Quand l'Oriente devient andin**

Que faire alors de l'Oriente, une fois qu'il est établi que l'identité nationale, « l'âme de la Bolivie », se construit hors de lui. Il faut tenter, au prix de quelques acrobaties rhétoriques, de le rattacher à l'ensemble andin. « Santa Cruz appartient au système andin. »<sup>146</sup> Son nom serait-il Santa Cruz de la Sierra si cela n'était pas le cas ?<sup>147</sup> Si la proximité de Santa Cruz permet de l'intégrer, par simple effet de contagion, aux Andes, il faut trouver d'autres arguments pour le reste de l'Oriente. Les penseurs du territoire disent alors que la *macizo*, en raison de sa puissance centripète, ramène à lui ce qui est en dehors de lui<sup>148</sup> - ce qui a pour effet de gommer la césure Andes-Oriente.

Le *macizo andino* devient le territoire bolivien dans son ensemble : la montagne, les vallées et les plaines.<sup>149</sup> C'est si vrai que les auteurs utilisent indifféremment les expressions de *macizo boliviano* et celle de *macizo andino*, qui deviennent synonymes.

## ***2-2-2 Intérêts de la thèse andiniste : une Bolivie indestructible***

La thèse andiniste possède deux intérêts. Elle permet de faire du territoire, si souvent maltraité, un bastion inexpugnable. Elle devient un argument de la nécessité de la Bolivie, en raison de l'inscription internationale du *macizo*. Dans les deux cas, la même conclusion s'impose : la Bolivie ne peut disparaître.

<sup>144</sup> República De Bolivia 1888 Decreto Supremo du 14 juillet 1888 « L'Écusson des armes de la République de Bolivie est de forme elliptique. A son centre et dans la partie inférieure figure la montagne de Potosi, elle a, à sa droite, un alpaga, et à sa gauche une gerbe de blé et un arbre à pain. Dans la partie supérieure un soleil se lève derrière la montagne avec les rayons qui lui correspondent. Autour de l'ovale, dont les filets seront dorés, il est écrit BOLIVIA dans la partie supérieure, et neuf étoiles dorées se trouvent dans la partie inférieure, sur fond bleu. A gauche se trouvent trois drapeaux, un canon, deux fusils, la hache incaïque, et à droite le bonnet phrygien de la liberté. Surplombant l'Écusson, le Condor des Andes sur le point de prendre son envol et tenant entrelacés une branche d'olivier et une branche de laurier. Le fond extérieur sera bleu perlé. » Où l'on voit le curieux mélange entre les symboles andins et ceux européens, hérités de la révolution française.

<sup>145</sup> Assemblée constituante de 1825, loi 6, article 4.

<sup>146</sup> Mendoza, Jaime 1978 [ 1925 ] El factor geografico en la nacionalidad boliviana p. 48

<sup>147</sup> Santa Cruz de la Sierra, signifie Santa Cruz de la montagne. De fait, les jours de beau temps dans cette ville, on aperçoit les contreforts de la Cordillère orientale. La ville de Samaipata à 3 heures de routes se trouve déjà à 1660 mètres d'altitude.

<sup>148</sup> Jaime Mendoza parle de « la forte attraction des terres hautes sur les terres basses. » Mendoza, Jaime 1978 [ 1925 ] El factor geografico en la nacionalidad boliviana, p.54

<sup>149</sup> Ostria Gutierrez, Alberto 1946 Una obra y un destino La politica internacional de Bolivia despues de la guerra del Chaco, p. 353. « le territoire bolivien – le macizo boliviano considéré dans son ensemble : altiplateau, vallée et plaine - »

Illustration I -I : Le blason national bolivien  
*Un condor survole l'Altiplano*



## La forteresse imprenable

La montagne sert de refuge. J'ose ce lieu commun parce que, nulle part ailleurs que dans la géopolitique bolivienne il n'a été plus développé. Poussé dans ses ultimes prolongements, il est la raison de la permanence de la Bolivie, envers et contre toutes les menaces d'annexion.

Oui, c'est juste, le pays a été démembré, mais qu'a-t-il perdu qui était vraiment sien ? Certainement pas ces territoires périphériques. À l'est, dans les plaines basses, à l'ouest, au pied des Andes, il n'y a rien de spécifiquement bolivien. La Bolivie a survécu à ses pertes, parce que jamais son cœur vital ne fut touché par les envahisseurs. Jaime Mendoza, emporté, peut-être malgré lui par sa thèse, le dit : les terres hors du *macizo* pourraient disparaître dans leur totalité sans que ne meure la nation bolivienne. Elles sont, tout au plus, des « terres d'agrégation ».<sup>150</sup> Mais que l'ennemi essaye, une seule fois, de s'avancer sur l'Altiplano et l'affaire devient grave et la bataille perdue d'avance pour les envahisseurs. Les armées sœurs d'Argentine, venues pourtant en libératrices entre 1810 et 1817, se heurtèrent à l'hostilité de la population.<sup>151</sup> Une armée étrangère n'avance pas impunément sur l'Altiplano bolivien, même avec les plus nobles desseins. Qu'on se rappelle, avertit Ostría Gutierrez, de Agustín Gamarra, le Péruvien, qui, en 1841, tenta lui aussi l'impossible : conquérir l'Altiplano. Le pays avait beau être en pleine anarchie, disputé entre des *caudillos* militaires, « la présence de l'envahisseur produisit un miracle ». L'Altiplano touché et tout le pays se met en ordre de marche pour le sauver, inverser la dynamique et envahir le Pérou.<sup>152</sup> Les Chiliens auraient-ils retenu la leçon ? Ils n'ont jamais tenté la conquête des hautes terres. À aucun autre moment de l'histoire de la République l'Altiplano ne sera menacé.

Que l'immense Oriente soit réduit à la fonction de zone tampon entre la « vraie Bolivie » et ses voisins agressifs, est une conséquence redoutable de la théorie du *macizo*. Valerie Fifer la reprend à son compte lorsqu'elle affirme que « ce fut seulement l'extension qui sauva la Bolivie de ces états voisins. Ils l'usèrent à coup de pressions économiques et de conquêtes territoriales, sans jamais parvenir à fragiliser le noyau central. »<sup>153</sup> On comprend que ce dogme national suscite les rancœurs orientales. Ce drôle de statut d'enveloppe protectrice du noyau national sur laquelle les voisins peuvent s'user les griffes n'est pas à leur avantage. Simple « extension » de l'Altiplano, l'Oriente ressemble trop aux provinces perdues, pour ne pas craindre le même destin, sans que jamais la Bolivie, la vraie, se réveille.

## La Bolivie nécessaire

Les penseurs du territoire sortent aussi de l'échelle nationale pour envisager l'inscription de l'Altiplano dans le jeu des puissances sud-américaines. Ils disent : là se trouve le point stratégique de l'Amérique du Sud. Porte d'accès sur le Pacifique, il est traversé par la ligne de partage des eaux

---

<sup>150</sup> Mendoza, Jaime 1978 [ 1925 ] *El factor geografico en la nacionalidad boliviana*, p. 53

<sup>151</sup> Voir plus haut, note de bas de page 88.

<sup>152</sup> Ostría Gutierrez, Alberto 1946 *Una obra y un destino La politica internacional de Bolivia despues de la guerra del Chaco*, p. 353.

<sup>153</sup> Fifer, Valerie 1976 [1972] *Bolivia*, p. 398

entre le bassin amazonien au nord et le bassin de La Plata au sud.<sup>154</sup> En vérité, cette ligne partage d'est en ouest l'Amérique du Sud, et les Boliviens ne sont pas les seuls à en avoir tiré la conviction d'un privilège géographique. Ils l'ont poussé plus loin que d'autres jusqu'à formuler cet axiome géopolitique (inspiré des théories que Mackinder) : *qui contrôle le macizo bolivien, contrôle le continent*.<sup>155</sup> Selon cette même théorie, ce petit *heartland* de l'Amérique du Sud devient un point de rivalités entre deux grandes puissances : l'Argentine et le Brésil. Pour renforcer leur hégémonie, elles tentent de prendre pied dans ces deux systèmes : Atlantique-Pacifique et Plata-Amazone. Si le rêve du Brésil fut d'accéder à La Plata, celui de l'Argentine fut d'atteindre le Pacifique. Les deux ont en partie avorté. Deux États tampons, l'Uruguay et le Paraguay bloquent la progression brésilienne en direction du sud,<sup>156</sup> tandis que la création de la Bolivie sur la route du Pacifique, empêche l'Argentine d'atteindre ce littoral. Ces théories sont fort anciennes. Elles furent formulées, entre autres, par le brésilien Mario Travassos dans les années 40,<sup>157</sup> puis reprises vingt ans plus tard par le général Golbery do Couto e Silva à l'époque des gouvernements militaires.<sup>158</sup> Elles ont, cependant, une résonance actuelle dans la politique brésilienne de promotion des corridors bi-océaniques,<sup>159</sup> ou dans l'intégration en 1996, en tant que membre associé du Chili et de la Bolivie au Mercosur, coin enfoncé dans la communauté andine que redoutait fort, pour son effet barrière, Travassos.<sup>160</sup>

Cette vision géostratégique a une conséquence directe sur la valeur attribuée au *macizo boliviano*. Il est la clef du continent sud-américain, zone de rivalité potentielle entre l'affirmation de la puissance brésilienne et celle de l'Argentine. L'existence de la Bolivie est nécessaire pour neutraliser cette opposition et préserver l'équilibre sud-américain. Baptista Gumucio le rappelle : « dans la constitution multiétatique du continent, la Bolivie est non seulement viable, elle est surtout *nécessaire*. »<sup>161</sup> Il y aurait presque une analogie à faire avec la situation de la Suisse en Europe. À la tête de deux fleuves majeurs de l'Europe de l'Ouest, le Rhin et le Rhône, qui s'écoulent en direction opposée l'un vers la mer du Nord et l'autre vers la Méditerranée, ce pays de disjonction et de passage entre Europe du Nord et Europe du Sud, ne pouvait appartenir à aucune puissance, sans risquer de déséquilibrer l'ensemble continental. Son existence ancienne comme unité autonome est le fruit de cette situation stratégique, comme sa neutralité jamais démentie.

<sup>154</sup> Le Pilcomayo et le Bermejo, rappelons-le, se jettent dans le Paraguay, tandis que le Beni et le Mamoré partent de là pour rejoindre l'Amazone. Enfin quelques fleuves émissaires de moindre renom rejoignent le Pacifique depuis les flancs occidentaux des Andes, que la Bolivie n'aurait pas dû perdre.

<sup>155</sup> Sampaio Goes rappelle que l'aire du district fédéral de Brasília se trouve aussi traversé par cette ligne. En 1979 un rapport du Secrétariat de l'Agriculture parlait, non sans exagération selon lui, « d'un des phénomènes hydriques les plus extraordinaires du monde. » Il évoquait la proximité entre un affluent du Tocantins, qui s'écoule vers le Nord, et un affluent du Parana, vers le sud. Voir Sampaio Goes, Synesio 1991 *Navegantes Bandeirantes Diplomatas : Aspectos da descoberta do continente da penetração do território brasileiro extra Tordesilhas e do estabelecimento das fronteiras da Amazonia*, p. 74

<sup>156</sup> Droulers, Martine 2001 *Brésil : une géohistoire* p. 127-132

<sup>157</sup> Travassos, Mário 1938 *Projeção continental do Brasil*

<sup>158</sup> Golbery Do Couto E., Silva 1981 [ 1967 ] *Geopolítica do Brasil*

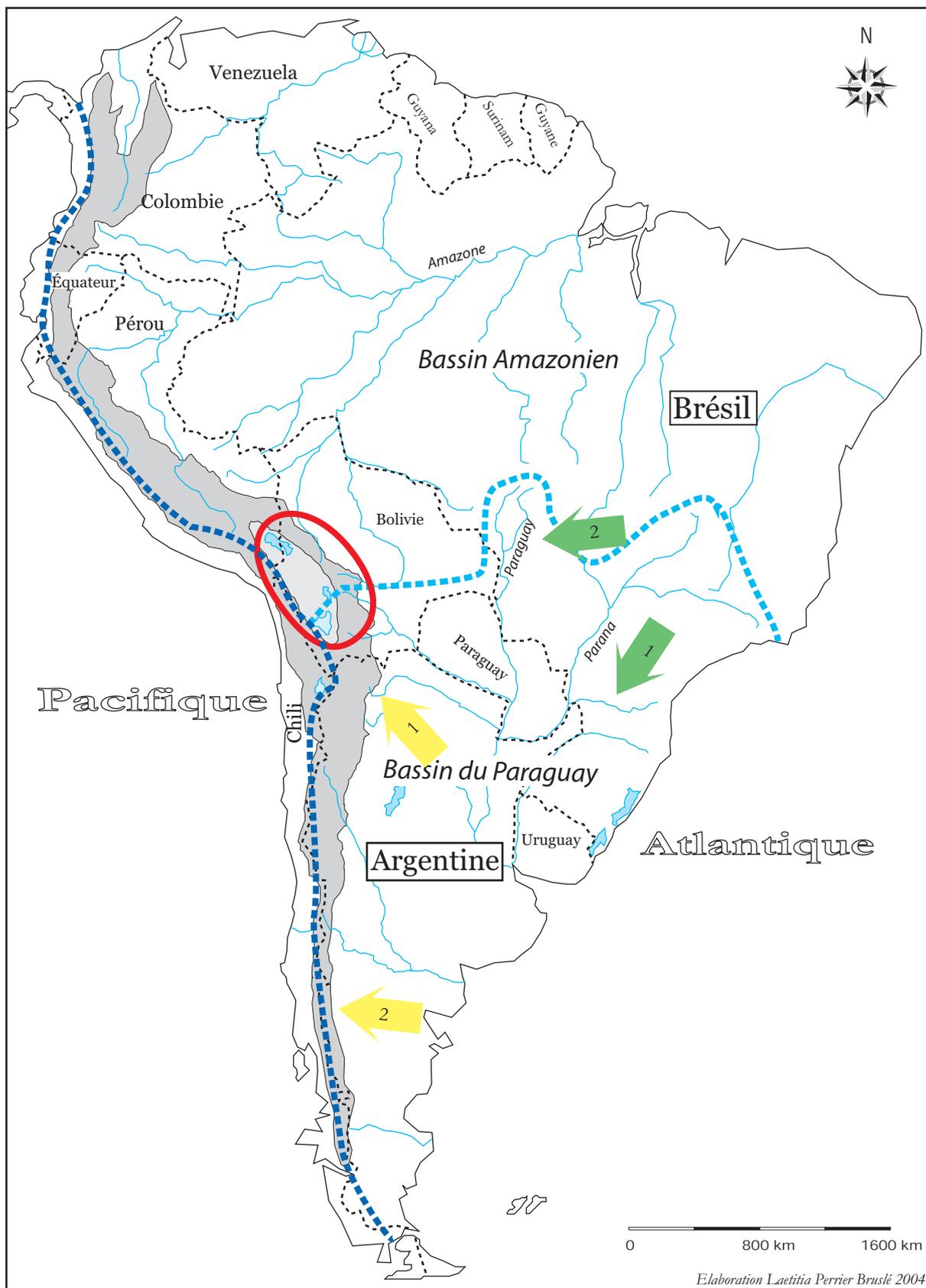
<sup>159</sup> L'IIRSA\*, initiative pour l'intégration de la région sud-américaine lancée par le Brésil de Cardoso en 2001, est aussi au service d'une géopolitique brésilienne, qui pour s'être longtemps définie comme la puissance de l'Atlantique Sud, n'en recherche pas moins une ouverture en direction du Pacifique. Cette institution y travaille en développant les corridors trans-océaniques entre l'Atlantique et le Pacifique.

<sup>160</sup> Si Travassos croyait en une possible union des nations hispano-américaines du Pacifique aux effets redoutables pour le Brésil, Couto e Silva, trente ans plus tard, s'écarte de cette analyse. Pour lui les Andes sont un mauvais ciment politique qui est loin de renforcer l'intégration. Voir Scenna, Miguel Angel 1978 *La cuenca de la Plata*, p. 325

<sup>161</sup> Baptista Gumucio, Mariano 1978 *La viabilidad de Bolivia*, p 125

# I-6 L'Altiplano bolivien : Clef géostratégique de l'Amérique du Sud ?

*Une vision bolivienne*



Elaboration Laetitia Perrier Bruslé 2004

## I - Les divisions physiques du continent

Du Nord au sud

Cordillère andine



Au centre : Altiplano bolivien



La césure atlantique Pacifique

Ligne de partage des eaux



De l'est à l'Ouest :

Paraguay versus Amazone

Ligne de partage des eaux



## II - Les divisions politiques du même continent

Frontières politiques



Poussée de l'Argentine

Vers son ex Vice-royauté (*armées de libération 1810-1817*)



Vers le Chili (*réglé par le traité de 1881*)



Poussée du Brésil :

Vers La Plata (*guerre pour la Cisplatine 1821, 1825*)



Vers l'Altiplano (*axe défini par Travassos, intériorisation 1964*)



## III- Au centre

l'Altiplano stratégique



La Bolivie, petite Suisse de l'Amérique du Sud ? La comparaison avec ce pays enclavé (mais riche) plaît bien aux Boliviens. Ils l'ont toujours cultivée. Concernant la situation géopolitique du pays elle n'est pas tout à fait incongrue.

L'Altiplano est une forteresse localisée au centre stratégique de l'Amérique du Sud. Nécessaire à l'équilibre du continent et inexpugnable, elle s'inscrit dans la permanence. On comprend alors l'intérêt de réduire la Bolivie, cette construction si fragile, à ce môle défensif, afin de la parer de ses attributs prestigieux. Mais cela a des effets pervers. La thèse du *macizo boliviano* exclut l'Orient du centre vital en lui donnant tous les traits des ex-provinces perdues. Elle a toujours servi à justifier l'isolationnisme bolivien. L'histoire a appris aux Boliviens qu'ils ne faisaient pas bon sortir du *macizo*. Au contraire de l'Équateur, cet autre « petit » pays andin, qui s'est toujours projeté en dehors de la Sierra et qui proclamait « avoir été et être un pays amazonien », la Bolivie, elle, a préféré clamer son andinisme. Un observateur mal avisé verrait une certaine analogie dans la revendication bolivienne de la mer perdue et dans celle, équatorienne, de l'Amazonie perdue.<sup>162</sup> Les nuances cependant sont grandes. En Bolivie la mer renvoie en permanence à l'Altiplano, elle n'est qu'un exutoire nécessaire au noyau central, tandis qu'en Équateur l'Amazonie fut revendiquée comme élément fondamental du pays idéal, fondé sur le triptyque *costa, sierra, llanos* orientaux. Parmi les pays de la Cordillère, la Bolivie est donc le comble du pays andin.

## Conclusion du chapitre II

---

*« On étouffe les clameurs, mais comment se venger du silence? »  
Alfred de Vigny, Alfred De 1980 [ 1826 ] Cinq-mars*

Le panégyrique du territoire servi aux enfants était bien incomplet, puisqu'il aura fallu un aussi long développement pour dire ce qu'on leur tait. Il en est ainsi de toute éducation. Le dit et le non-dit se côtoient. Les questions subversives sont interdites aux enfants, cela n'empêche pas qu'elles soient connues de tous. Chaque Bolivien, en vieillissant, l'apprend : le territoire est difforme, morbide et scindé en deux.

Mais il n'en parlera pas. Il appartient à une minorité de la population, les penseurs du territoire, de s'en saisir pour les analyser. Leur démarche commune est d'élaborer une réflexion basée sur l'observation sans concession du territoire. Ils relèvent ses deux principales failles. Le territoire a tous les traits d'un corps supplicié, et, il est laissé à l'abandon sur sa majeure partie. L'angoisse de la disparition naît de ce sombre constat. « Les pays qui n'arrivent pas à occuper leur vaste territoire, finissent par se faire occuper par leurs voisins »<sup>163</sup>, affirme doctement Joaquín Aguirre Lavayén. Dans ce contexte les géopoliticiens boliviens construisent leur vision, pour rendre

---

<sup>162</sup> Le contentieux territorial entre le Pérou et l'Équateur qui portait sur 80 km de frontière, des piémonts andins à l'Amazonie, a finalement été résolu en 1998 par un accord de paix global définitif signé à Brasília le 26 octobre, à la suite de 3 ans de négociations initiées en 1995.

<sup>163</sup> Aguirre Lavayén, Joaquín 2000 *Puerto Aguirre : una salida al mar para Bolivia, la historia de un sueño imposible*, p. 53

acceptable la réalité et supportable l'angoisse d'être un jour gommé de la carte. Le corps supplicié devient glorieux, la grande Bolivie mal appropriée, devient la vraie Bolivie réduite à l'Altiplano. De ce cheminement intellectuel on retiendra la prégnance du mythe en Bolivie, entendu comme une réinterprétation symbolique des faits qui dépasse le réel.

Qu'ont-ils en communs tous ces silences pour être érigés en tabou ? Pourquoi ne peuvent-ils générer, dans leur explication même, que des fables ? Ils sont terribles car ils font douter de la viabilité du pays. Insidieusement en le décrivant comme fracturé, dépecé et inoccupé dans ses immenses marges, ils interrogent les conditions de sa survie. Ces remarques nous font pénétrer dans un monde complexe, celui de la psychologie collective où se forment des névroses indicibles. Au premier rang de celles-ci, on l'aura compris, se trouve la peur de ne plus exister. Son effet sur la valeur attribuée aux frontières devait être puissant. En définitive, lorsqu'un pays disparaît, il commence par perdre ses frontières. Cette menace, toujours présente dans les représentations territoriales, devait conduire à une cristallisation, d'aucuns diraient une crispation, sur ses limites. Partant du principe qui veut, qu'en Bolivie, on existe par son territoire, les frontières garantes de l'existence de celui-ci ont donc une fonction magique.

# Chapitre III : Les frontières magiques

*« Pedro Orce s'arrêta sur la ligne invisible qui délimite le territoire du campement, il doit accomplir les formalités de présentation et d'introduction du visiteur, ce qui doit toujours être fait à l'extérieur du mur d'enceinte, ce sont des règles qu'on n'a nul besoin d'apprendre, l'homme historique au-dedans de nous les accomplit tout seul. »*  
José Saramago, 1986<sup>1</sup>

## Introduction

---

### **Parce qu'une frontière invisible aux pouvoirs mystérieux est magique**

Du territoire de la Bolivie, tel qu'il a été décrit, ne pouvait naître que des frontières « magiques ». Le qualificatif étonnera peut-être. Est-ce vraiment la seule explication à fournir à propos de la résonance des frontières ? À l'image des auteurs boliviens, ne pouvons-nous que troquer un mythe pour un autre et embrouiller ainsi un peu plus la compréhension des frontières ? Dans le choix du titre de ce troisième chapitre, le risque est là : laisser dériver ce texte vers une géographie du paranormal. Comme si, s'agissant de la Bolivie et de ses frontières, toute tentative d'exégèse ne pouvait qu'échouer sur des actes de foi.

Ne nous méprenons pas, si les frontières sont magiques en Bolivie, elles peuvent aussi être l'objet d'une connaissance scientifique. Leur magie ne tient pas à l'impossibilité de les déchiffrer. Elle réside plutôt dans l'alliance entre leurs immenses pouvoirs et la particularité de leur morphologie : elles sont imperceptibles à l'œil nu. Ensorcelées presque. Par quel sortilège ces frontières opèrent-elles puisqu'elles sont invisibles ? Elles ressemblent à la ligne imaginaire de la fable de José Saramago, dotée du pouvoir surnaturel d'arrêter le visiteur aux abords du campement. La frontière est une vue de l'esprit, inscrite dans « l'homme historique au-dedans de nous ». Quant à sa matérialité, tout particulièrement en Amérique Latine, elle tient, au mieux, à des lignes tracées sur une carte. Il existe bien en Bolivie une Commission des limites, mais sa fonction première n'est pas tant de démarquer sur le terrain ces lignes juridiques que de donner une réalité à ce qui n'existe pas.

---

<sup>1</sup> Saramago, José 1990 [1986] *Jangada da pedra*, p. 293.

Tâche ardue. Les documents s'accumulent dans les bureaux de La Paz, les piles montent plus ou moins vite en fonction des bureaux : Brésil, Argentine, Chili, Pérou et Paraguay. Lorsqu'on y entre pour faire une étude sur la frontière boliviano-brésilienne, on y est bien accueilli. Ces fonctionnaires savent que la frontière prend forme ici dans leurs bureaux obscurs. Tout y est consigné. Tout, sauf son histoire qui est gardée aux archives du Ministère des affaires étrangères, plaza Murillo, dans des tiroirs dont on a perdu les clefs. Il faudrait payer un serrurier. Mais la misère la Commission des limites est grande. Reste alors les feuilles, déjà jaunies, en sa possession. Et les cartes : des lignes parsemées de triangles noirs. Ce sont les bornes frontalières. En italique figure l'année où elles furent installées au prix souvent d'énormes sacrifices. Que reste-t-il de ces dalles de ciment posées, pour certaines, il y a plus d'un siècle sur les bords de fleuves capricieux ou dans une forêt dense ? Sans doute rien d'autre que quelques photos de leur construction, si les faits ne remontent pas à trop longtemps.<sup>2</sup> Peut-être avaient-ils raison de croire, ces fonctionnaires de la Commission des limites, que je perdais mon temps à étudier la frontière loin de leur bureau. N'est-ce pas là que réside l'unique réalité de ces frontières de papier ? Sur le terrain on ne les voit pas. Il faut dire que les opérations de démarcation et de bornage sont difficiles. Le colonel Percy Harisson Fawcett, chargé par la Société royale de Géographie britannique, d'établir la frontière boliviano-brésilienne finit par s'y perdre en 1925.<sup>3</sup> Et la carence de bornes n'est rien en regard de l'absence de population. Car, sans hommes, la limite n'a pas de consistance.

Sur ce thème des frontières invisibles la Bolivie nous apprend peu de choses. Il en est ainsi de toutes les limites politiques, dès qu'on s'éloigne des zones peuplées. Les frontières de Bolivie sont « plus magiques » que les autres car elles cumulent, à cette première caractéristique, des pouvoirs surnaturels. Ce sont les Boliviens eux-mêmes qui leur attribuent ces propriétés magiques, pour palier aux failles du territoire décrites précédemment. Ce faisant, ils adoptent une croyance selon laquelle les attributs du contenant déteignent sur ceux du contenu. Comment pourrait-il en être autrement compte tenu de la « relation quasiment organique entre le territoire et ses limites » ?<sup>4</sup> Si la première angoisse est celle de la disparition, le premier attribut des frontières doit être de tenir le territoire. Les frontières se transforment en remparts capables de protéger des attaques destinées à anéantir le pays (polonisation, démembrement ou division). Mais la Bolivie, en réponse à ces menaces supposées, fonde aussi sa survie sur sa capacité à être un pays de contacts. Elle espère par ce biais devenir indispensable à l'intégration sud-américaine et donc indestructible. Pour se faire, ses frontières doivent assurer du liant. Paradoxe bolivien des frontières. On leur demande d'être

<sup>2</sup> Voir photo, à la fin de la partie.

<sup>3</sup> Le colonel Percy Fawcett fut chargé en 1906 par la *Royal Geographical Society* d'établir les frontières entre la Bolivie et le Brésil. C'est l'époque du boom du caoutchouc. Ces frontières longtemps abandonnées deviennent un enjeu. Il travaille pour la Commission des frontières entre 1906 et 1909. Lorsqu'il revient en Amérique du Sud, après la première guerre mondiale, ce n'est plus en tant que militaire, pour étudier les frontières, mais en tant qu'aventurier à la recherche des restes archéologiques de cités perdues. Ce n'est qu'en 1925, à sa septième expédition dans ces contrées hostiles qu'il finit finalement par s'y perdre. Sa mort même est un mystère, on ne sait pas exactement ce qu'il advint de lui ; mort de faim ? Mangé par des tribus inconnues et cannibales ? Le mythe en tout cas était né. Conan Doyle tira des récits de Fawcett l'inspiration de son roman le *Monde perdu*. Hergé ressuscite le colonel dans *L'oreille cassée*, sous les traits de l'explorateur Ridgewell, que tout le monde croyait mort. Henri Vernes lance son héros Bob Morane à sa recherche dans *Sur la piste de Fawcett*. On dit même que Steven Spielberg s'inspira de lui pour créer le personnage d'Indiana Jones.

<sup>4</sup> Guichonnet, Paul et Raffestin, Claude 1974 *Géographie des frontières*, p. 15

ouvertes et, dans le même temps, de protéger. À propos des frontières, on est confronté à la même puissance des représentations. Le territoire est supplié, il devient glorieux. Les frontières sont abandonnées, confins lointains soumis au bon vouloir des voisins, elles deviennent des remparts. Le processus est classique concernant les frontières. Elles sont, et pas seulement en Bolivie, des projets de société. Cela a une influence sur les pouvoirs qu'on leur confère.

Puisqu'il s'agit d'étudier la résonance de la frontière, il n'était pas question ici de ne faire mention que de la frontière orientale. Les attributs des frontières sont communs à toutes les dyades.<sup>5</sup> En revanche, l'écart entre la réalité de la frontière et les pouvoirs qui lui sont attribués est variable. C'est pourquoi il faudra esquisser une typologie des dyades de la Bolivie. Elle fera ressortir quelques grandes caractéristiques de la frontière orientale.

## I - *Nuestras fronteras*, quand les frontières protègent

---

*« De la chambre, je retrouvais toutes les frontières de ma jeunesse, la route que je ne pus franchir qu'à huit ans, le ruisseau qu'on me défendit de passer jusqu'à douze, la lisière de la forêt où je ne pus me perdre qu'à partir de quinze ans, et l'on devinait plus loin, comme les cercles d'un tronc d'arbre, toutes les autres frontières rondes, qui chaque année s'ajoutent... »*

Jean Giraudoux, 1926, *Simon le Pathétique*<sup>6</sup>

Chacun en a fait l'expérience les frontières, celles qu'on nous impose et celles qui s'imposent, peuvent être protectrices. Les panneaux « danger, ne pas dépasser », dans toutes les langues et dans toutes les cultures, marquent la limite au-delà de laquelle le péril est grand. Avec les années les frontières évoluent, les cercles s'agrandissent : de la maison à la rue, de la rue au quartier, du quartier au pays, jusqu'au jour où, adultes les espaces interdits ne sont plus que de petites enclaves. Quelque soit la taille de l'espace supposé sans limite, à l'intérieur du cercle imaginaire on est en sécurité. L'effet recherché peut aussi être inverse. Comme pour toute limite, la question est de savoir si c'est ce qui se trouve en deçà ou au-delà de cette ligne qu'il faut garantir. « No trespassing », la pancarte apparaît au premier et au dernier plan de *Citizen Kane*.<sup>7</sup> L'avertissement sert alors à protéger le château de Xanadu contre les visiteurs importuns. Tournée vers l'extérieur du cercle, elle ne s'adresse pas à ceux qui sont en dedans, mais à ceux qui voudraient y pénétrer. Le plus souvent, c'est selon cette seconde logique que les frontières de Bolivie sont utilisées. Elles défendent les habitants du pays en prévenant les voisins des risques encourus pour ceux qui les violent.

---

<sup>5</sup> Je reprends ici le terme utilisé par Foucher pour qualifier la portion du liseré frontalier qui correspond à un voisin du pays. Le liseré frontalier de la Bolivie se compose donc de cinq dyades ( Bolivie-Brésil, Bolivie-Argentine, Bolivie-Pérou, Bolivie-Chili et Bolivie-Paraguay ).

<sup>6</sup> Giraudoux, Simon 1927 *Simon le pathétique*, p. 210

<sup>7</sup> "Just before we fade out, there comes again into the picture the pattern of barbed wire and cyclone fencing. On the fence is a sign which reads: "PRIVATE - NO TRESPASSING", FADE OUT", voir Welles, Orson et Mankiewicz J., Herman 1940 *Citizen Kane*

Elles acquièrent, de ce fait, une connotation plutôt positive - ne serait-ce l'histoire de leur dramatique recul. En contrôlant l'accès de la Bolivie, elles préviennent contre le saccage des ressources naturelles et permettent à l'unité de surgir. Comme si les Boliviens attendaient de la frontière qu'elle fortifie la nation. Jacques Ancel y avait déjà pensé. « La conscience nationale n'affirme pas toujours sa vitalité dans d'impérieuses limites », écrivait-il, « parfois c'est une frontière fortuite qui, imposant le cadre, provoque en dedans une volonté nationale. »<sup>8</sup>

## ***1-1 Des remparts contre les rapines***

S'il y a un consensus historique en Bolivie c'est bien celui qui veut que l'on a tout volé au pays. Cela a commencé il y a longtemps, avant même sa fondation. Le territoire fut saigné. Tout ce qui avait une valeur servit à enrichir des puissances extérieures. Destin tragique. En Bolivie « la mémoire fait mal et enseigne que toutes les ressources naturelles non renouvelables s'en vont sans dire adieux et jamais ne reviennent », écrit en 2003 Eduardo Galeano, auteur uruguayen et spécialiste des territoires saignés.<sup>9</sup> Son essai, *Les veines ouvertes de l'Amérique Latine*, publié dans les années 70, dénonce l'exploitation du continent.<sup>10</sup> Succès mondial, il fait de l'auteur la référence incontournable des opposants à la mondialisation et aux échanges inégaux. Lorsqu'il parle de la Bolivie ces mots résonnent partout. Traduit dans plusieurs langues, son plaidoyer pour « le pays qui veut exister » est repris sur de nombreux sites Internet, faisant de la Bolivie l'archétype de la nation martyr de la mondialisation.<sup>11</sup>

### ***1-1-1 Le syndrome de Potosi***

« Compagnons et amis, ici c'est la patrie de la mort, des efforts de la famine, du dénuement des pluies et des détresses ; là c'est celle du plaisir. Par là on va à Panama pour être pauvres ; par ici au Pérou pour être riches. Que chacun choisisse, en bon Castillan ce qui lui convient ». <sup>12</sup> En 1527 Francisco Pizarro, sur l'île désolée de Gallo, <sup>13</sup> trace une ligne sur le sol. Il la franchit et dans cette diatribe appelle le reste de la maigre troupe désespérée à le suivre. Faut-il le redire après l'histoire de ce « Rubicon austral » qu'ils furent treize valeureux compagnons à passer ? Les conquistadores vinrent au Pérou pour faire fortune.<sup>14</sup> Ni l'aventure, ni la découverte d'un nouveau continent ne furent le moteur de ces destinées humaines exceptionnelles. L'histoire de la future Bolivie, dans un

---

<sup>8</sup> Ancel, Jacques 1938 *Géographie des frontières*, p. 116

<sup>9</sup> Galeano, Eduardo 2003 *Bolivie, el país que quiere existir*

<sup>10</sup> Galeano, Eduardo 1994 [ 1971 ] *Las venas abiertas de America Latina* et la traduction française, Galeano, Eduardo et Couffon, Claude ( Traducteur ) 1998 [1971] *Les veines ouvertes de l'Amérique Latine*

<sup>11</sup> En espagnol, « Bolivia país que quiere existir » est référencé 97 fois sur Google. En français, « Bolivie le pays qui veut exister », le même moteur de recherche trouve 619 occurrences, en portugais, « Bolivia o país que quer existir », 55 fois, et enfin en anglais « Bolivia the country that wants to exist », 144 fois. La recherche a été effectuée le 26 mai 2004, soit 7 mois après la publication de l'article le 19 octobre 2003.

<sup>12</sup> Cité par Bernard, Carmen et Grunziski, Serge 1991 *Histoire du nouveau monde, De la découverte à la conquête*, p 448

<sup>13</sup> L'île de Gallo se trouve dans le Pacifique, au large de Tumaco, à la limite entre la côte nord de l'Équateur et celle de la Colombie actuelle. La troupe de Pizarro attend là les renforts qui doivent être envoyés de Panama par Diego de Almagro

<sup>14</sup> A cette époque là le Pérou est encore un territoire aux limites mal définies, qui comprend le Pérou actuel, la Bolivie, au sud, le Chili que découvre Diego de Almagro entre 1535 et 1537, au nord l'Équateur.

sens, commence ici, dans la rencontre entre des hommes assoiffés d'argent et la terre de l'argent qu'ils allaient bientôt découvrir. « Ces gens parlaient de la montagne d'argent. Le mot était dans toutes les bouches. Et ce fut Charcas. »<sup>15</sup>

## Tout commence à Potosi

« Je suis la riche Potosi, le trésor du monde, la reine des montagnes,  
Enviée par tous, j'appartiens aux Rois »<sup>16</sup>

C'est en 1545, quelques années après Gallo, que les faits donnent raison à la témérité de Pizarro, ce bon castillan avide de richesses. La découverte de la mine d'argent de Potosi scelle le destin du pays, son acte de naissance et les conditions de sa venue au monde nouvellement mondialisé. Qu'ajouter de plus sur l'exploitation de Potosi, qui n'ait pas été dit ? Elle est inscrite dans les mémoires collectives, bien au-delà de la Bolivie. Le *Cerro Rico*, la montagne riche, est la référence ultime, dans la conscience occidentale, de ce qu'il y a de plus riche, de plus démesurément riche. *Ce n'est pas le Pérou*. L'expression triviale sert, en France, à décrire les jours de vaches maigres. Elle correspond à la traduction du dicton castillan *no vale un Potosi*. Ça ne vaut pas un Potosi. Trouvera-t-on un jour un trésor enfoui dans la terre qui le vaille ? Bien sûr les champs de pétrole du Moyen-Orient, les mines d'or du Pérou actuel et d'autres richesses du sous sol, surpassent une simple montagne, fût-elle d'argent. Elles n'ont jamais suscité la même impression de fortune. Déjà en 1547 Fernandez de Oviedo est soufflé par les trésors de l'Amérique. « On a exporté tant de milliards d'or du Pérou vers l'Espagne, que c'est une chose incalculable et si stupéfiante que le temps et la plume ne sauraient en rendre compte. »<sup>17</sup> Lorsque j'étais enfant, c'est la première chose qu'il m'a été donné de connaître de ce pays dont je ne savais même pas le nom. On m'a raconté l'histoire de la fortune fabuleuse d'une montagne, si grande qu'elle aurait permis de construire un pont en argent jusqu'à l'Espagne.

## Autant de richesses pour rien

Un pont en argent capable de traverser des continents et des mers, voilà de quoi impressionner un enfant européen. Qu'on se figure alors la rancœur historique que doit susciter cette image en Bolivie. À l'indépendance, les armées venues de la Plata pour libérer le Haut Pérou s'en prennent tout naturellement à la *Casa de la Moneda*, l'hôtel de la monnaie, à Potosi. Là on frappait l'argent pour le compte du roi d'Espagne depuis 1574. Par là s'échappaient les richesses fabuleuses du Haut Pérou en direction de l'Espagne.<sup>18</sup> Allégorie des relations inégales établies entre la métropole et ses colonies, la *Casa de la Moneda* devait sauter. C'est du moins ce qu'en avait décidé le commandant des troupes de la Plata, Manuel Belgrano, en 1814. Le voilà qui place des barils de poudre dans la pièce où l'on fondait l'argent. En un instant le témoin de deux siècles d'exploitation

<sup>15</sup> Mendoza, Jaime 1927 *La ruta atlantica*, p. 6

<sup>16</sup> Phrase de qui entoure l'écusson de la ville de Potosi.

<sup>17</sup> Fernandez de Oviedo, Fernandez De Oviedo, Gonzalo 1950 [ 1547 ] *Cronica de las Indias. La historia general de las Indias ...*, cité par Bernand, Carmen et Grunziski, Serge 1991 *Histoire du nouveau monde, De la découverte à la conquête*, p. 535.

<sup>18</sup> Pas uniquement toutefois, car on estime qu'un cinquième de l'argent sortait du Haut-Pérou par les voies de la contrebande, sans s'acquitter de l'impôt royal.

du continent va disparaître. La ville de Potosi aussi. Le sol y est instable d'avoir été tant fouillé et la moindre détonation peut tout déséquilibrer. La catastrophe n'aura finalement pas lieu. L'officier Anglada arrache les mèches de dynamite et sauve la ville. Le symbole est resté. On visite encore l'édifice aujourd'hui. Mais Potosi n'est plus la ville brillante où s'accumulaient, un temps, les richesses avant de partir en Espagne. C'est aujourd'hui la capitale du plus pauvre département du pays le plus pauvre d'Amérique du Sud.<sup>19</sup> Tous les indices convergent : on meurt plus jeune à Potosi, on y est moins éduqué et surtout moins riche.<sup>20</sup> Sur le versant de la montagne d'argent, les veuves des mineurs, sans moyen de subsistance, ramassent les pierres à faible teneur en minerai qui furent, au temps de l'abondance, dédaignées. Les miettes du gâteau. Car le gisement de Potosi est épuisé. Il le fut en réalité assez tôt. Dès le milieu du XVII<sup>ème</sup> siècle, les exportations d'argent du Haut Pérou, commencent à baisser. Nul trésor n'est inépuisable.

Le destin de la Bolivie, lui, était irrévocable. Elle serait un pays minier. Après l'argent, on l'a dit, l'étain devient le minerai phare d'exportation. Il y a aussi l'or, le zinc, le cuivre, le plomb etc. Les différentes élites se relaient. L'indépendance du pays ne change pas grand-chose au schéma décrit par Galeano. Si les oligarchies de l'étain sont boliviennes, elles redistribuent peu. Le pays reste pauvre et les ressources naturelles ne font qu'engraisser des élites déjà repues. Simón Patiño est un des Boliviens le plus connus à l'étranger. Le « roi de l'étain » contrôlait une partie assez grande de la production mondiale de ce minerai dans les années 20 et 30 pour faire sa loi sur ce marché. Il en devint le monarque absolu. La fortune aidant, ce fils de savetier de Cochabamba, intègre les plus hauts cercles de la noblesse européenne. Une des ses filles épouse un prince Bourbon. Il achète le château de Valrose, dans les environs de Nice. Il est ambassadeur de Bolivie à Paris, puis à Madrid. Ce sera son seul service rendu à la patrie. Car il a plutôt laissé aux Boliviens le souvenir d'un homme peu intéressé au destin de son pays. Tous soulignent sa collusion avec les intérêts étrangers,<sup>21</sup> son mépris pour les mineurs qui ont fait sa fortune et sa faible participation au développement de la Bolivie. La rumeur historique veut qu'il ne payât que « 50 dollars d'impôt par an. » Galeano, le révolté, la colporte.<sup>22</sup> Nicolas Suárez, que les nord-américains avaient rebaptisé le « Rockefeller du caoutchouc » lui ressemble un peu. Ainsi, Espagnols ou Boliviens, ils se trouvent toujours dans l'histoire du pays, des gens pour faire main basse sur les richesses du pays et en priver le peuple.

---

<sup>19</sup> Tous les indices convergent pour démontrer le grave sous-développement du pays. Son IDH, indice synthétique du développement humain établi chaque année par le PNUD, est le plus faible d'Amérique du Sud : 0,672 (la moyenne est de 0,777 pour le groupe Amérique Latine et Caraïbe). Seuls quelques pays d'Amérique Centrale ont un IDH légèrement plus faible que la Bolivie (Honduras, Guatemala et Nicaragua : de 0,667 à 0,643), tandis que Haïti est loin derrière avec un IDH de 0,467. Autre donnée, le PIB per capita n'a pas encore atteint le seuil fatidique de 1000 dollars US. En 2001 il était de 931 dollars US. - Source Calderon, Fernando (Coord.) 2004 *Informe sobre el desarrollo humano 2004 : Interculturalismo y globalización, La Bolivia posible*

<sup>20</sup> L'IDH du département de Potosi est le plus bas du pays. En 2003 il s'établit à 0,463.

<sup>21</sup> Voir Langer D., Erick 1999 *Una visión histórica de Bolivia en el siglo XX : una mirada desde afuera*, p. 69-70. « Au lieu de vivre en Bolivie, la plupart des barons de l'étain, comme Avelion Aramayo ou Patiño partirent vivre à l'étranger. » L'auteur précise que Simón Patiño eut dès le début de son ascension des liens forts avec les Allemands, acquis alors qu'il n'était que l'employé d'une maison de commerce allemande. Par la suite, lors de la première guerre mondiale, il s'allia avec des nord-américains et des anglais.

<sup>22</sup> Galeano, Eduardo 2003 *Bolivia, el país que quiere existir*

## Le syndrome de Potosi

De ce hiatus entre des immenses richesses et la pauvreté de la population devait naître le sentiment d'une énorme injustice. Alcide d'Orbigny le dit, en arrivant en 1831. « La Bolivie est un mendiant assis sur un tas d'or. » Il n'a certainement pas inventé l'expression. Tout juste se contenta-t-il de reprendre à son compte la plus célèbre de toutes les métaphores utilisées pour décrire le pays, constamment utilisée pour expliquer la Bolivie aux étrangers.

La Bolivie est riche. « Elle est, en somme, comme un coffre qui contient un butin », dit Gumucio.<sup>23</sup> À l'occasion de la guerre du gaz, en octobre 2003, on a vu rejallir ce discours. Les Boliviens voyaient dans les 52 trillions de pieds cubiques de réserves de gaz un nouveau Potosi. Celui-là, ne devait pas leur échapper. Tout à leur obsession de ne pas se faire piller une nouvelle fois, ils s'égarèrent un peu. Ils oublièrent que leur Potosi gazier représente moins de 2% des réserves mondiales, sur un marché ultra compétitif où les compagnies vont là où leur sens de la sécurité les porte.<sup>24</sup> Mais il faut avoir du courage pour dire aux Boliviens que : non leur richesses naturelles ne sont pas aussi immenses et qu'elles n'attirent pas forcément la cupidité de multinationales, prêtes à voler le pays. Carlos Mesa, président en exercice, eut cette hardiesse. À la suite des événements d'octobre 2003, il prend le contre-pied de l'opinion générale. Il essaye de raisonner le peuple soulevé pour éviter l'exportation du gaz, en reprenant point par point les angoisses nées du syndrome de Potosi. La première veut que toute intervention sur des ressources naturelles soit suspecte. Il ne peut s'agir que d'un marché de dupes destiné à dépouiller le citoyen. « Le citoyen pensera qu'il ne s'agit pas de vendre pour vendre le gaz (...) Il faut qu'on lui démontre que c'est bien lui qui va être le premier bénéficiaire de cette vente. », dit Carlos Mesa. La deuxième entraîne une vision un peu exagérée des richesses du pays. Carlos Mesa invite ces concitoyens à nuancer cette impression d'abondance inépuisable. « Le citoyen ne doit pas oublier que la Bolivie n'est pas le seul pays qui peut vendre du gaz. »<sup>25</sup>

Bolivie riche, par ses ressources, pauvre, par les larcins dont elle a été victime, telle est la double certitude née de l'histoire de la dépossession de Potosi. Elle est omniprésente dans le pays. Encore faut-il préciser que l'expression de « syndrome de Potosi » n'est pas à proprement parler bolivienne. Je l'ai forgé pour mettre un nom sur un malaise certain qui réapparaît à propos de toutes les ressources naturelles.<sup>26</sup>

<sup>23</sup> Baptista Gumucio, Mariano 1978 *La viabilidad de Bolivia*, p. 127

<sup>24</sup> C'est le chiffre que j'ai trouvé le plus fréquemment. La Bolivie détient 54 TCF sur les 2 500 TCF de réserves prouvées à l'échelle mondiale. Toutefois le World Fact Book, actualisé en décembre 2003, donne des chiffres plus pessimistes. La Bolivie détiendrait 727 milliards de m3 de gaz, sur les 161 200 de réserves mondiales. Sa part serait donc de 0.45%. Cia 2004 *World Fact Book*

<sup>25</sup> Mesa Gisbert, Carlos 2004 *Discurso a la nacion del presidente constitucional de Bolivia*, p. 4

<sup>26</sup> Il faudrait encore évoquer, si j'en avais le temps, la question des gisements de fer du *Cerro Mutun* à la frontière, ou celles des gisements de lithium dans les Salars d'Uyuni. A chaque fois, la même suspicion fait échouer les négociations.

## ***1-1-2 Contre l'intégration, faire des frontières des remparts***

Ce syndrome de Potosi devait influencer la fonction que l'on attribue aux frontières. Si le pays est constamment pillé, les frontières doivent être des remparts.

### **Dans l'histoire, des frontières passoires ...**

Ce fut loin d'être le cas dans son histoire. Le syndrome de Potosi entraîne une vision péjorative des frontières historiques. Elles furent incapables d'assurer la principale fonction qui aurait dû être la leur : arrêter l'évasion des ressources. C'était chose normale à l'époque de la colonisation, où les frontières de l'Audience n'étaient pas des frontières internationales mais les limites administratives d'une circonscription créée à la seule fin d'exporter ses produits. Cela devint plus problématique avec l'indépendance. Pour les auteurs Boliviens, cette incapacité des frontières à faire barrière est grave. Elle est le deuxième principe explicatif au sous-développement du pays (le premier étant l'absence de mer). Il n'y a pas que les Boliviens pour le penser. Nombreux sont les étrangers qui adhèrent à cette doxa. La Bolivie, dans son histoire, va « d'un pillage à l'autre » affirme André Franqueville.<sup>27</sup> Comment alors pourrait-elle accumuler du capital et doter le pays de moyens de développement propres ? Tout le mal vient de ses frontières poreuses.

Sans se lancer sur le terrain de l'anthropologie culturelle, remarquons que l'image des frontières est d'autant plus sombre que les ressources naturelles sont investies d'une valeur particulière. Cela tient, peut-être, à la cosmogonie indienne, aymara et quechua. Selon cette vision du monde, le transcendant et le sacré résident dans l'intérieur de la terre et non dans le ciel. Certes les Incas pratiquaient le culte du Soleil.<sup>28</sup> Mais c'est dans le sous sol, dans les grottes, dans les montagnes, que résidait la part la plus importante du monde surnaturel. Là se trouvaient les *wakas*, les divinités locales de la tribu. Le chercheur occidental, imprégné par une vision judéo-chrétienne du monde où tout ce qui est divin s'élève, doit changer ses catégories de l'entendement pour comprendre le monde andin. De la Pachamama, la mère terre, aux personnages mythiques Manku Qhapaq et Mama Uklo, sortis du lac Titicaca, ou de la grotte de Paqariqtampu au sud du Cusco, selon les versions,<sup>29</sup> tout ce qui est important renvoie au sous-sol... et doit repartir au sous sol. Or, en Bolivie, les ressources naturelles proviennent des entrailles de la terre. Les frontières, en laissant s'exporter les richesses du sol, permettent un acte sacrilège : vider la Pachamama de ses substances.

Enfin, dans la relation historique entre frontières et ressources naturelles, il faut encore souligner que les richesses de la Bolivie sont la damnation de ses frontières. Tous les reculs frontaliers s'expliquent par le fol attrait pour les ressources du pays. À propos de la perte de l'Acre,

<sup>27</sup> Pour reprendre le titre de l'ouvrage de Franqueville, André 2000 *La Bolivie d'un pillage à l'autre*.

<sup>28</sup> Hergé est là pour nous le rappeler, voir Hergé 2003 [1949] *Tintin Le temple du Soleil*

<sup>29</sup> Les Incas se reconnaissaient une matrice tribale dans les quatre frères sortis de la grotte de Paqariqtampu. Sans père ni mère, ces hommes primordiaux errèrent longtemps. Le premier frère rentra dans la grotte pour devenir une *waka*, divinité locale, et deux autres frères se pétrifièrent. Il ne resta plus alors que Manku Qhapaq et sa sœur-épouse Mama Uklo pour régner. Voir Favre, Henri 1972 *Les Incas*, p. 15 qui donne la version « historique » reconnu de tous. Mais l'historiographie bolivienne insiste aussi sur la légende, produit par effet de syncrétisme entre les mythes des royaumes aymaras et ceux des conquérants incas, qui veut que Manku Qhapaq et Mama Uklo sortirent du lac Titicaca. Voir Medinaceli, Ximena 1995 *El espacio geografico y la poblacion prehispanica*, p. 26

Jaime Mendoza le dit « le caoutchouc est ici le coupable comme le furent pour Atacama le guano et le salpêtre ». <sup>30</sup> Ailleurs Gumucio enfonce le clou. « Le guano, le salpêtre et le cuivre produisirent la guerre du Pacifique et notre inacceptable enclavement ; le caoutchouc entraîna la guerre de l'Acre et l'abandon de la plus grande portion de notre territoire au bénéfice du colosse brésilien : et le pétrole fut le protagoniste principal de la guerre du Chaco. » <sup>31</sup> Il faut à la Bolivie des frontières fortes qui empêchent ces rapt internationaux, de ressources puis de territoires.

### ...aux frontières dont on rêve

Les frontières dont on rêve ne sont pas des zones de couture entre différents pays. Elles sont des murailles infranchissables.

En Bolivie on aime ses frontières. Cela peut paraître paradoxal. En effet, aux deux extrêmes de la scène politique bolivienne les analyses idéologiques devraient conduire à condamner les frontières. D'un côté, les indigènes des mouvements aymaras et quechuas, portés par le MIP\* et le MAS\* en appellent au retour de structures territoriales anté-coloniales. Restaurer le Tawantinsuyu\* ou unir les luttes indiennes sur tout le continent sont autant d'objectifs qui fragilisent les frontières nationales. Dans les faits, elles ne sont pas malmenées par les mouvements indigénistes, qui, sous l'influence du syndicalisme bolivien, sont volontiers nationalistes. <sup>32</sup> Ce furent les premiers à brandir les drapeaux boliviens, au côté de ceux de la *Wiphala*, <sup>33</sup> lors des deux dernières insurrections populaires d'avril 2000 et d'octobre 2003. De l'autre côté de l'échiquier politique, les partisans du libéralisme économique militent, certes, pour l'intégration économique et l'ouverture du pays. Mais ils restent plus que réservés quant à sa mise en pratique. Les dirigeants du pays, en 2003, demandent surtout des mesures d'accompagnement à l'ALCA\*, la vaste zone de libre échange pan-américaine pour protéger la faible industrie bolivienne (dans les secteurs du textile et de la confection).

À l'heure de la mondialisation, qui est aussi celle des nouvelles luttes *internationales* indigènes, la question de l'ouverture des frontières reste en suspens. C'est pourquoi une vaste enquête, diligentée par le bureau du PNUD\* <sup>34</sup> en Bolivie, s'intéressait à la « disposition subjective » des Boliviens vis-à-vis de l'ouverture de l'économie. Il en résultait des chiffres éloquentes quant à la fonction que la population souhaite donner à ses frontières. Près des deux tiers des enquêtés (61%) affirmaient que les entreprises étrangères viennent en Bolivie pour emporter ses richesses à

<sup>30</sup> Mendoza, Jaime 1978 [ 1925 ] *El factor geografico en la nacionalidad boliviana*, p. 45

<sup>31</sup> Baptista Gumucio, Mariano 1978 *La viabilidad de Bolivia*, p. 128

<sup>32</sup> Ce n'est que récemment, à l'occasion de la révolte des Aymaras du Pérou que l'idée d'une internationalisation (Pérou – Bolivie) de la lutte aymara fut évoquée. La révolte est partie du village d'Ilave, province d'El Collao, où le maire fut assassiné par la foule à la fin du mois d'avril 2004. Sans qu'il y ait pour autant de liens officiels entre le MIP, mouvement aymara bolivien dirigé par Quispe, et les Aymaras péruviens, les observateurs ont noté, dans les discours une influence du mouvement bolivien sur le mouvement péruvien, qui demande en mai 2004, la démission de Toledo, le président péruvien, comme les Aymaras boliviens obtinrent la démission de leur président.

<sup>33</sup> La *Wiphala* est le drapeau représentant un damier aux couleurs de l'arc en ciel qui symbolise la lutte indienne dans le pays. Le terme vient de l'aymara.

<sup>34</sup> Programme des Nations Unies pour le développement. L'étude fut effectuée par une société de sondage privée, contractée par l'agence du PNUD : Apoyo Opinión y Mercado Bolivia S.A. Elle fut réalisée auprès de 3 617 personnes dans les neuf départements du pays entre le 29 juillet et le 29 août 2003. Calderon, Fernando ( Coord. ) 2004 *Informe sobre el desarrollo humano 2004 : Interculturalismo y globalización, La Bolivia posible* p. 248

l'extérieur. Cela relève du syndrome de Potosi et ne devait pas trop nous étonner. Que les deux tiers des enquêtés (66,7%) souhaitent, pour protéger l'industrie nationale, empêcher les produits étrangers de passer leur frontière, « fussent-ils de meilleurs qualités et moins chers » est plus étonnant. Dans le même ordre d'idée, le mouvement *Consume lo nuestro*, « Consomme bolivien » prenait de l'ampleur en 2003.<sup>35</sup> Il s'agissait d'inciter au boycott systématique des produits étrangers. Il fut rendu difficilement applicable en raison de la faiblesse de la production nationale, il démontre la vigueur de la réaction populaire à une intégration économique, dans les faits, déjà en marche. Les autocollants « fait en Bolivie » fleurissaient sur différents produits, réflexe national à l'angoisse que suscitent l'affaiblissement des frontières et leur incapacité à faire barrage.

Toutefois, sur cette question, des nuances apparaissent. Elles sont liées aux grandes fractures sociales. Les enquêteurs dégagent trois variables. Tout d'abord, plus le niveau socio-économique de l'interlocuteur est bas, plus sa disposition à l'ouverture de l'économie est faible. Deuxièmement, plus il est jeune, plus il rechigne à ouvrir les frontières. Serait-ce dû à l'intransigeance de la jeunesse ?<sup>36</sup> Troisièmement, les métis et les indigènes ont une disposition plus grande à l'ouverture économique que les créoles ou les personnes sans « auto-identification.»<sup>37</sup> Les enquêteurs ne donnent pas de raison à cette variable. On peut risquer une hypothèse en affirmant que la population indigène, majoritairement originaire de l'Altiplano, a, depuis longtemps, développé des réseaux de grande ampleur pour assurer la survie et l'équilibre de leur exploitation agricole. La clef du monde andin, bien avant les Incas, réside dans sa capacité à être un espace communicant où des solidarités se nouent entre les différents milieux écologiques.<sup>38</sup> Les migrants Collas qui se rendent en Argentine ou sur la frontière orientale reprennent ce vieux schéma de mobilité imposé par les rigueurs d'un monde montagnard.<sup>39</sup>

« Ne réinventons pas une sorte de déterminisme spatial (...) Les frontières sont des objets inertes, non des acteurs de l'Histoire.»<sup>40</sup> En Bolivie, comme l'a remarqué ailleurs Michel Foucher, les frontières sont ce que la société souhaite faire d'elles. Les Boliviens veulent ériger des murailles en place de leur frontière. C'est une réponse à l'angoisse de la dépossession et à l'iniquité des relations économiques avec l'étranger. Mais il n'y a pas que l'argent dans la vie, fût-il de Potosi. Une autre raison, plus noble peut-être, devait les inciter à faire de leur frontière des remparts protecteurs. Ils avaient comme projet de construire une nation.

<sup>35</sup> Voir photo en fin de partie.

<sup>36</sup> Entre 15 et 19 ans la disposition à l'ouverture est faible, puis elle augmente pour atteindre son maximum passé 40 ans.

<sup>37</sup> Le concept de auto-identification est rémanent en Bolivie. Utilisé par l'INE lors des recensements et dans toutes les enquêtes d'opinions, il revient à demander à la personne enquêtée comment elle se définit. L'idée est de ne plus imposer des catégories raciales. Peut-être s'agit-il tout simplement d'une tartufferie. Je ne suis pas sûr que si vous êtes blanc comme neige, l'enquêteur de l'INE vous laisse mettre Aymara dans la case auto-identification (et vice et versa.)

<sup>38</sup> Dans les Andes pré-hispaniques, chaque chefferie, constituée par un regroupement de communautés paysannes, les *ayllus*, disposent de colonies en dehors du territoire des communautés. En fonction de la puissance de la chefferie les colonies se localisent plus ou moins loin. Les royaumes aymaras du bord du lac Titicaca disposaient de colonies dans les vallées côtières sud-péruviennes, à près de 300 km du lac et jusqu'à Cochabamba au sud. Cela leur permettait d'exploiter des produits tropicaux et semi-tropicaux. Voir Favre, Henri 1972 *Les Incas*, p. 49

<sup>39</sup> Cortes, Geneviève 1995 *La migration : survie et mutations des sociétés paysannes andines : deux exemples dans le Valle Alto de Cochabamba (Bolivie)*. Les collas sont les fourmis de la mondialisation en Bolivie. Ils assurent la commercialisation des produits d'Iquique très loin dans le pays. Voir chapitre VIII, partie 8-1 « Le commerce des frères collas. »

<sup>40</sup> Foucher, Michel 1991 *Fronts et frontières : un tour du monde géopolitique*, p. 13

## 1-2 « *En ces vases clos la nation fermente* »<sup>41</sup>

« Il n'y a pas de problèmes de frontières. Il n'est que des problèmes de nations. »<sup>42</sup> L'étude de la frontière impose une gymnastique mentale, car sans cesse l'objet se dérobe. Il renvoie à autre chose que lui-même. Ce n'est pas la frontière qu'il faut étudier, les frontérologues sont formels, mais quelque chose en dehors d'elle, qui lui donne sa morphologie, sa fonction et son image. « Objet inerte », dit Foucher, il n'est qu'un capteur d'impulsions venues de l'extérieur. C'est à cette fuite en avant, au-delà de la frontière, ou plutôt en deçà d'elle, qu'il faut se prêter ici. S'il est bien vrai que les frontières sont des remparts, c'est parce qu'elles sont investies d'une mission : fabriquer du bolivien, et lui donner son unique référence identitaire : un territoire.

### 1-2-1 *Se barricader derrière ses frontières*

Deux faits, reliés entre eux, meurtrissent la mémoire nationale : le vol des ressources naturelles et le recul des frontières. L'occupation du territoire n'est que la forme ultime du pillage pratiqué par les voisins. Pour s'emparer du guano, ou du caoutchouc, autant s'appropriier les territoires sur lesquels ces ressources se trouvent. Après cette relecture douloureuse de l'histoire, les Boliviens, acculés, en viennent à contester toute forme d'intervention étrangère. Ils se barricadent, et pour donner à cette attitude une dimension constructive ils l'affirment : derrière les frontières en défens, la nation fermente.

### **Tout commence, après la guerre du Chaco**

Le traumatisme ultime, en matière de perte territoriale, vient de la guerre du Chaco (1932-1935). Elle avait commencé par un litige frontalier entre le Paraguay et la Bolivie dans la région du Chaco occidental. Le traumatisme ne tint pas tant aux 243 500 kilomètres carrés perdus,<sup>43</sup> les Boliviens en ont vu d'autres, qu'à l'impression que ce recul avec le dernier voisin qui n'avait pas encore pris de territoire à la Bolivie devait sceller la fin d'une période. Tout le monde était servi, le compte était bon. Passée cette guerre, plus aucun recul ne sera acceptable, car c'est la viabilité de la Bolivie qui est en jeu. La guerre du Chaco fut, de loin, la plus coûteuse en hommes. À ce titre, elle reste dans la mémoire collective comme l'épisode le plus grave qu'est connu le pays depuis son indépendance. En trois ans, les conscrits venus de l'Altiplano tombèrent, moins sous le feu de l'ennemi que par les effets du climat chaud et aride sur ces corps de montagnards. La soif, le paludisme, la dysenterie furent plus fatals que tous les fusils paraguayens. « Maudite soit l'heure où je naquis homme »<sup>44</sup> devait penser chacun des soldats descendus du froid pour se retrouver dans ce four. Pour une guerre qu'ils ne comprenaient pas et pour défendre un territoire presque vide

<sup>41</sup> Ancel, Jacques 1938 *Géographie des frontières*, p. 128

<sup>42</sup> op. cit. p. 196

<sup>43</sup> En vertu du Traité de paix, d'amitié et de limites, signé avec le Paraguay en 1938.

<sup>44</sup> Galeano, Eduardo 2002 *A los 67 años de la guerra del Chaco*

d'hommes<sup>45</sup> (qui ne confirma même pas ses promesses de gisements de pétrole), 10% de la population masculine en âge de travailler mourut.<sup>46</sup> Hécatombe sans précédent : sur les 200 000 hommes mobilisés, 50 000 ne revinrent jamais et 20 000 furent faits prisonniers.<sup>47</sup> Et tout cela pour un « morceau de carte (...) et une terre que personne n'aima jamais ».<sup>48</sup>

## L'isolationnisme du Tibet des Andes

La vision bolivienne change après la guerre du Chaco. Cela commence par l'impression que toute intervention de l'étranger sur les terres de la Bolivie est suspecte. Un complexe bolivien est né. « Forgé dans l'isolement », il tient à « l'idée que tout pays voisin constitue un ennemi, un conquistador, un usurpateur en puissance des richesses boliviennes. »<sup>49</sup> Ce complexe est lié, bien sûr, au syndrome de Potosi. Mais dans sa puissance il s'explique surtout par les pertes de territoire et le traumatisme de la guerre du Chaco. Le vingtième siècle est marqué par la peur de l'étranger. En 1995, Saavedra Weise évoque même la xénophobie bolivienne « de certains secteurs qui s'élèvent contre tout ce qui est exogène (...) ceux là regardent avec une extraordinaire et exagérée méfiance ce qui provient de l'extérieur. »<sup>50</sup> Ne nous méprenons pas sur cette xénophobie. Elle est plus le produit d'un complexe d'infériorité que d'un sentiment de supériorité. Elle naît de la double conviction que la Bolivie est faible et que ses voisins sont puissants. La tendance à l'isolationnisme du peuple bolivien, après la guerre du Chaco, est un principe de survie. De toutes ces histoires de voisinage désastreuses, il a retenu une leçon : pour vivre en paix, vivons cachés, derrière nos frontières. « Le peuple voulait vivre en paix, en tranquillité, derrière ses frontières. »<sup>51</sup> Quelques années auparavant, Jaime Mendoza avait déjà diagnostiqué cette propension à l'enfermement. « Les alto-péruviens, isolés entre leur montagne, voulaient vivre. »<sup>52</sup>

Redoutables devaient être les conséquences de cet enfermement. Il commence par faire des frontières des barrières protectrices, puis influe peu à peu sur le moral de tout un peuple. Comme si l'enclavement physique du pays devait, en raison de ce syndrome de l'encerclement, déteindre sur le mental d'une population atteinte d'une phobie de l'extérieur. À ce compte là, Saavedra le dit, « il vaut mieux oublier le postulat qui fait de la Bolivie une terre de contacts et construire une immense muraille autour de nos frontières pour vivre tranquillement comme le Tibet légendaire :

---

<sup>45</sup> En réalité, dans les années 30, un début de migration en direction du Chaco, qui avait le statut de Délégation de territoire. Quelques groupes ethniques peuplèrent la zone et l'élevage se développait rapidement. « Chaque année qui passait, dit Erik Langer, on entra plus profondément dans le Chaco, en découvrant de nouvelles zones et en portant le drapeau bolivien dans ces zones. Voir Langer D., Erick 1999 *Una visión histórica de Bolivia en el siglo XX : una mirada desde afuera*, p. 72.

<sup>46</sup> Chiffre qui, pour un lecteur français, trouvera une résonance, puisque la guerre de 14-18, dans ce pays aboutit au même résultat : 10,5% de la population active tuée. On sait quel traumatisme collectif résulta de cette hécatombe. Voir Rémond, René 1988 *Notre siècle : 1918 - 1988*, p. 22

<sup>47</sup> Certes en 1879, 45% des soldats ne revinrent pas de la guerre du Pacifique, mais les contingents engagés dans la bataille étaient bien moins importants.

<sup>48</sup> Galeano, Eduardo 2002 *A los 67 años de la guerra del Chaco*, p. 2

<sup>49</sup> Ostria Gutierrez, Alberto 1946 *Una obra y un destino La política internacional de Bolivia despues de la guerra del Chaco* p. 18

<sup>50</sup> Saavedra Weise, Agustin 1995 *Bolivia y el mundo*, p. 228

<sup>51</sup> Ostria Gutierrez, Alberto 1946 *Una obra y un destino La política internacional de Bolivia despues de la guerra del Chaco* p. 19

<sup>52</sup> Mendoza, Jaime 1978 [ 1925 ] *El factor geografico en la nacionalidad boliviana*, p. 37

éloignés du monde, isolés de tous.»<sup>53</sup> De fait, si les Boliviens se disent la Suisse de l'Amérique Latine, ils aiment bien aussi affirmer qu'ils en sont son Tibet.<sup>54</sup> Sans doute est-ce une façon de souligner la communauté de destin avec ce pays de haut plateau isolé du monde et menacé par son puissant voisin.

### ***1-2-2 ....et voir surgir une nation***

Les frontières remparts ont toutefois un effet positif. Elles pourraient accompagner la naissance de la nation.

#### **La nation en défens**

La naissance de la nation bolivienne. Ce grand avènement se fait attendre. À chaque explosion de patriotisme, lorsque la patrie est en danger et l'union sacrée nécessaire, on croit la deviner. Y aurait-il derrière ces manifestations populaires, ces révoltes de rues et dans les colonnes de journaux appelant au réveil de la conscience *nationale*, une nation ? Ou ces signes ne sont-ils qu'une simple révérence bolivienne à l'iconographie de la Révolution française, qui a fortement influencé les juristes de Sucre lorsqu'ils emportèrent l'indépendance du pays ?

En réalité, le fort particularisme alto-péruvien tient lieu de nation. Cela n'est pas chose étonnante d'avoir vu surgir un tel particularisme dans ce pays de montagnes. À propos d'une toute autre montagne, méditerranéenne celle-là, Braudel le rappelle. L'histoire de la montagne « c'est de n'en point avoir ». Dans cet autre contexte, il voit « les civilisations s'étaler loin en surface, à l'horizontale, qui se révèlent impuissantes dans le sens vertical, devant un obstacle de quelques mètres ».<sup>55</sup> La Bolivie, sans mer, devait, pour les mêmes raisons, échapper aux courants modernisateurs. Dans les pays andins, les influences extérieures sont venues du Pacifique. Là, se trouvent les portes de contact avec le monde. Loin d'elles, les caractères propres à la Bolivie se renforcent. De cette résistance involontaire aux valeurs étrangères, naît l'identité bolivienne.

Le particularisme bolivien, n'est certes pas une nation, mais c'est déjà l'esquisse d'une identité nationale, comme une promesse de nation. Pour la voir surgir, les Boliviens prennent alors le parti de renforcer l'identité nationale, en faisant de l'isolement du pays, fruit d'une péripétie de l'histoire, la perte du Pacifique, un acte volontaire. Ils se barricadent derrière leurs frontières. La relation mécanique entre l'édification des frontières et la naissance d'une identité nationale a été maintes fois soulignée, dans d'autres contextes. « Le moi prend conscience de lui-même au contact du non moi », remarquait Paul Vidal de La Blache, à propos de la France de l'Est.<sup>56</sup> Un siècle plus tard, Yves Lacoste insistait sur cette même vérité : la frontière fixe « la limite du cercle au-delà duquel, depuis des siècles, on a tendance à diaboliser l'étranger, tout ce qui est à l'extérieur, et à

---

<sup>53</sup> *op. cit.* p. 193

<sup>54</sup> Gumucio Dagron, Alfonso 1981 *Bolivie*, son introduction est intitulée : « Le Tibet de l'Amérique Latine ».

<sup>55</sup> Braudel, Fernand 1985 [1949] *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, p. 30

<sup>56</sup> Vidal De La Blache, Paul 1917 *La France de l'Est*

minimiser les conflits pouvant surgir à l'intérieur.»<sup>57</sup> N'allons pas trop vite pour conclure que l'identité nationale donne à la frontière sa force, parce que l'identité crée un hiatus avec l'autre qui se matérialise dans l'objet frontière. En vérité, le lien entre frontière et identité est plus souvent inversé. C'est ce qui se passe en Bolivie où les frontières donnent naissance à une identité nationale qui n'existait pas a priori. Les premières réflexions théoriques sur la nation, antérieures à la révolution française, soulignent ce mécanisme. En 1690, le Dictionnaire Furetière donne, pour nation, cette définition : « Nom collectif, qui se dit d'un grand peuple habitant une certaine étendue de terre, renfermée en certaines limites ou sous une même domination. »<sup>58</sup> L'enfermement comme principe d'émergence d'une nation était posé, et sa postérité promise à un grand avenir.<sup>59</sup> Une telle définition de la nation imprègne la réflexion bolivienne sur les frontières. Les Boliviens en concluent que, pour faire surgir la nation, il faut se renfermer. Ce faisant ils définissent un projet de société. L'établissement de frontières remparts et leur défense fait plus que dessiner les contours de l'identité bolivienne. Elle fixe un dessein commun, démontre la volonté de vivre ensemble, condition première de la naissance d'une nation.

### Une nation ou seulement une patrie ?

En fait si ce dessein commun crée les conditions de la nation, elle n'est pas une garantie de son existence. En Bolivie, les mouvements nationalistes ou patriotiques renvoient bien plus au concept de patrie qu'à celui de nation.<sup>60</sup> La défense des frontières donne lieu à des bouffées nationalistes. Elles sont à chaque fois, l'occasion de réaffirmer sa foi dans la patrie. Lors de l'attaque chilienne sur Antofagasta, le 14 février 1879, c'est la patrie qu'on invoque.<sup>61</sup> Dans la presse un appel unanime aux armes est lancé. La patrie est en danger. La perfidie chilienne est condamnée et la grandeur bolivienne louée. Dans ce mois de février 1879, l'idée court, déjà, que d'un mal peut naître un bien ; que de cette bataille la patrie sortira renforcée de tout l'amour que les patriotes ont su lui témoigner.<sup>62</sup> Dans cette dialectique bolivienne permanente, où la protection des frontières assure le sursaut national, c'est bien plus la patrie qui se renforce que la nation.

#### Encadré I-4 : De la Nation à la Patrie, propos théorique

Nation, patrie, les deux sont liés, sans être synonymes et cet échange de concept n'est pas anodin. La patrie n'est pas tout à fait du même ordre. Comparant la nation à la cohorte de noms qui l'accompagnent, Pierre Nora souligne « la patrie a des connotations plus émotives et plus

<sup>57</sup> Lacoste, Yves 1994 *Les nouvelles frontières : changements et précarité*, p. 12

<sup>58</sup> Furetière, Antoine et Bayle, Pierre (Éditeur Scientifique) 1690 *Dictionnaire universel*, article nation. C'est moi qui souligne.

<sup>59</sup> En 1765, le chevalier de Jaucourt, en charge de la rédaction de l'article nation pour l'Encyclopédie, le redit. La nation est « un mot collectif, dont on fait usage pour exprimer une quantité considérable de peuple qui habite une certaine étendue de pays, renfermé dans certaines limites et qui obéit au même gouvernement (...)» Voir Diderot, Denis 1765 *Encyclopédie*, article nation (volume 11 du texte).

<sup>60</sup> La situation est analogue au Pérou où, au XX<sup>ème</sup> siècle, « si l'État se révèle faible, si la nation tarde et tardera à s'intégrer, l'armée, les bornes frontières et la puissance de certains voisins vont justifier l'existence du Pérou. A défaut de nation on va évoquer une patrie. » Collin Delavaud, Claude 2000 *Pérou : quel nationalisme dans un Etat et une nation mal consolidés ?*, p. 143

<sup>61</sup> Cette attaque marque le début de la guerre du Pacifique.

<sup>62</sup> Dans le même temps le Chili est montré comme un pays en proie aux divisions sociales les plus sérieuses. Voir l'étude de la presse faite in Demelas, Marie-Danièle 1980 *Nationalisme sans nation ? La Bolivie au XIX et XX<sup>ème</sup> siècle*, chapitre I.

sentimentales. »<sup>63</sup> Comment en serait-il autrement de cette entité qui rattache à elle, par un lien relatif, l'individu à la communauté ?<sup>64</sup> À ce pays du père, qui par une étrange évolution deviendra la mère patrie, la *madre patria*, les enfants doivent respect et protection. On ne choisit pas plus sa patrie, que sa famille, mais on est libre de l'amour qu'on lui porte et de sa ferveur patriotique. La nation, au contraire se construit sur un principe de ségrégation. Être né dans un pays ne suffit pas. Aimer sa patrie non plus. En créant la Nation, les révolutionnaires français ont créé sa pathologie ; l'exclusion. « Si l'on ôtait l'ordre privilégié, la nation ne serait pas quelque chose de moins, mais quelque chose de plus », dit Sieyès dans son pamphlet *Qu'est ce que le tiers-état*. Si le tiers-état constitue la nation complète alors « la frontière passe à l'intérieur de la communauté nationale ».<sup>65</sup> La nation est une construction intellectuelle des révolutionnaires et des hommes d'action, bien plus que des philosophes. Elle s'accompagne de la création de nombreuses frontières. La traque aux traîtres à la nation est lancée et les crimes de lèse-nation seront durement punis.<sup>66</sup> La nation, dans sa conception originelle, est un outil pour servir à l'action politique et à la refondation de la société. La patrie, en revanche, est une donnée première. On y entre de droit par sa naissance au pays de son père. « On emporte pas sa patrie à la semelle de ses souliers », aurait dit Danton à la veille de son arrestation en 1794. La terre de la patrie façonne, sans distinction de classe, de naissance ou d'ethnie, tous ceux nés sur son sol. Mais, la patrie, ainsi définie, est tout au plus projet de nation ou son image poétique et apolitique.

En Bolivie la patrie existe. Elle est animée par la défense du territoire et de ses frontières. Elle ne limite pas l'adhésion. Tout Bolivien en est membre par sa naissance. Passer de la patrie bolivienne à la construction de la nation n'est pas chose facile. Cela impose de se demander quelle part revient dans l'édification de la nation à chaque groupe de la société bolivienne : les créoles contre les indiens, les paysans contre les urbains etc. En Bolivie, le concept de nation est subversif parce qu'il pourrait bien être excluant. Le problème national bolivien réside dans la continuité entre les élites coloniales et les élites de la nouvelle république. L'indépendance, faite contre une domination extérieure et contre un système social fondé sur la ségrégation, n'a pas changé l'équilibre bolivien. Comment penser cette continuité, preuve de la permanence d'un système social inégal contre lequel le dogme national s'est érigé ? Que faire des élites inféodées à l'étranger ? Comment accepter une nation traversée par une si profonde fracture sociale ? Faut-il réduire la nation à ces profondeurs terriennes et urbaines, la rendre à la masse de la population, indigène, paysanne ou au prolétariat urbain ? Toutes ces questions rendent l'utilisation du concept de nation dangereux. Aussi, en 2004, à l'heure où la construction d'une nation n'a jamais été autant menacée, c'est sur la patrie que s'appuie le nouveau président Carlos Mesa pour obtenir de ses concitoyens le retour de la paix. « Nous sommes si divers, nous avons des visions du monde si distinctes, nous parlons des langues différentes mais nous avons une référence commune, cette cape généreuse qui est la patrie et qui s'appelle Bolivie. »<sup>67</sup> La Bolivie est un manteau d'arlequin. Le président

<sup>63</sup> Nora, Pierre 1992 *Nation*, p. 338

<sup>64</sup> « Patrie est emprunté au latin *patria*, proprement pays du père (...) Le mot patrie désigne la communauté à laquelle une personne appartient ; comme *pays* il est relatif, concerne le rapport entre un groupe social et l'individu ce qui le rend, et le rendra, très distinct de *nation*. » Voir Rey, Alain (Directeur) 1998 [1992] *Dictionnaire historique de la langue française*, article Patrie.

<sup>65</sup> Nora, Pierre 1992 *Nation*, p. 342. Plus loin l'auteur, soulignant l'importance du texte de Sieyès parle du « théorème de Sieyès. »

<sup>66</sup> C'est dans l'arrêté du 23 juillet 1789, qui donne sa définition juridique à la nation que l'expression crime de lèse-nation est employée, elle se substitue à celle de crime de lèse-majesté. Voir Rey, Alain (Directeur) 1998 [1992] *Dictionnaire historique de la langue française*, article nation.

<sup>67</sup> Mesa Gisbert, Carlos 2004 *Discurso a la nacion del presidente constitucional de Bolivia*

*constitutionnel* nous apprend que sur ce manteau bigarré le voile uniforme de la patrie peut couvrir la diversité, et ainsi lui permette de vivre ensemble.

## Retour aux frontières

L'idée de frontières menacées, parce qu'elle entretient l'amour de la patrie, doit être diffusée. Si elle n'assure pas la réelle émergence de la nation, elle renforce la patrie. Certains quotidiens nationalistes se sont fait, sans doute pour ce motif, une spécialité de l'information sur les frontières. Ils sont rares les jours où dans *El Diaro*, « le doyen de la presse bolivienne »,<sup>68</sup> aucun article n'évoque des incidents frontaliers. À la lecture de ce quotidien, on se convainc que, sur tout le pourtour du pays, la souveraineté est menacée. Un jour ce sont les Chiliens qui minent des champs le long de la bande frontalière, un autre, ce sont les Péruviens qui exploitent impunément la forêt bolivienne le long de la province Madre de Dios. Plus tard dans la semaine, on apprend que des bornes frontalières ont mystérieusement disparues.

La défense des frontières est ciment d'unité. Le territoire qu'il permet d'ériger n'est pas seulement l'unique bien commun de la nation bolivienne, mais son unique réalisation. Car, l'œuvre est toujours à recommencer, puisque le territoire est fragile et peut reculer. En échange de cette attention permanente, les frontières-barrières assurent que la Bolivie continue d'exister. Le procédé doublement métonymique qui assimile l'État à sa réalité spatiale, et celle-ci à ses limites est fréquent. Imposé par les nécessités de la représentation graphique les frontières deviennent la plus simple expression de la nation. « Les atlas donnent à voir les Nations du monde. »<sup>69</sup> Raccourci prodigieux qui fait de la frontière l'image de la nation. Et une image connue, vulgarisée, au cœur de la conscience nationale. Faut-il le rappeler aux personnes qui connaissent l'Amérique Latine ? L'image du pays, c'est-à-dire le dessin de ses frontières est présente partout des cahiers d'écoliers à n'importe quel bureau officiel. Cette image, la carte, est souvent d'autant plus grande que le pays se sent menacé et fragile. En Bolivie, la *mapa nacional* peut prendre des dimensions impressionnantes.<sup>70</sup>

« Faire front », puisque le terme de frontière vient de ce geste, c'est défendre une image, qui est le point de départ de la nation en Amérique Latine.<sup>71</sup> À propos de la création des petits bouts d'espaces, Perceval parle de celui qui « vaguement hexagonal, a été entouré d'un gros pointillé (d'innombrables événements, dont certains particulièrement graves, ont eu pour seule raison d'être le tracé de ce pointillé) et il a été décidé que tout ce qui se trouvait à l'intérieur du pointillé serait colorié en violet et s'appellerait France, alors que tout ce qui se trouvait à l'extérieur du pointillé serait colorié d'une façon différente. »<sup>72</sup> En Bolivie, les pointillés frontaliers ont été dessinés depuis longtemps. Pourront-ils un jour donner une monochromie à la marqueterie bolivienne ?

<sup>68</sup> C'est le sous-titre qui accompagne le titre du journal.

<sup>69</sup> Pourtier, Roland 2002 *Espace et Nation en Afrique centrale: La dimension oubliée*, p. 164

<sup>70</sup> A l'Institut géographique militaire de La Paz, la carte de base, de la Bolivie est vendue en 4 feuilles. Assemblées elles représentent une surface de 1,5 mètre sur 2 mètres, soit 3 mètres carrés.

<sup>71</sup> C'est Geouffre de la Pradelle, à propos des frontières coloniales africaines, qui a le premier mis à jour ce processus. Voir Geouffre De La Pradelle, Paul 1928 *La frontière*

<sup>72</sup> Perceval, Georges 1974 *Espaces d'espaces*, p. 14

## Épilogue : le danger de faire des frontières des prisons

*« There were three of us this morning, I'm the only one this evening, but I must go on.  
The frontiers are my prison ».  
Leonard Cohen 1969<sup>73</sup>.*

L'intérêt d'ériger les frontières en barrière et de les mettre en défens est double. Vis-à-vis de l'extérieur, cela permet de se protéger de voisins menaçants et cupides. Vis-à-vis de l'intérieur, cela crée un consensus national, une identité, une patrie, en espérant qu'un jour, cet ensemble de choses donnera naissance à une nation. En attendant le danger est là. Celui de contredire la vocation naturelle de la Bolivie à être un pays de contacts. Et, à l'heure où toute l'Amérique du Sud ne parle plus que d'intégration continentale, isoler volontairement le pays des nouveaux courants modernisateurs. Saavedra Weise, ex-ministre des affaires étrangères le dit.<sup>74</sup> Son pays est atteint d'une « méditerranéité psychique. »<sup>75</sup> C'est un mal grave. Les frontières que les Boliviens croient si protectrices, pourraient bien accroître leur isolement. Si le territoire-sanctuaire a de nombreuses vertus, il ne dispose pas de celle d'ouvrir aux autres.

## II – Les clefs de la Bolivie

---

*« On dit figurément de certaines places fortes de la frontière, que ce sont les clefs du Royaume.  
Calais est une des clefs de la France. »  
Dictionnaire de l'Académie, 1762, article clef.*

Saavedra Weise n'est pas le seul à mettre en garde contre la tendance bolivienne à s'enfermer derrière ses frontières. Ces murailles ne sont pas unilatérales. Si elles empêchent les supposés agresseurs de pénétrer en Bolivie, elles interdisent aussi à ses habitants de se tourner vers l'extérieur. Déjà en 1946 Ostria Gutierrez le disait. « Nos ressources naturelles doivent être utilisées pour réaliser l'articulation de la Bolivie avec le reste du continent. »<sup>76</sup> Retenues en Bolivie, elles ne seraient d'aucune utilité. Cette affirmation prend le contre-pied d'une aspiration à la fermeture des frontières fort répandue en Bolivie. Les élites politiques doivent donc faire œuvre de pédagogie. La Bolivie ne survivra pas comme une forteresse assiégée, disent-elles. Avec ses 8 millions d'habitants, et quasiment sans industrie de transformation, elle ne fera pas le poids lorsque le mouvement d'intégration des économies du continent sera achevé. Déjà la plupart des produits industriels de consommation courante viennent d'Argentine, du Pérou, du Chili, du Brésil et de Chine. Sous prétexte d'avoir des frontières fermées on voit simplement celles-ci se transformer en vaste zone de contrebande. Mieux vaut, dans ce cas-là, accompagner le mouvement de croissance des échanges continentaux en proposant des mesures protectrices.

---

<sup>73</sup> Leonard Cohen 1969, *The partisan*, Stranger music inc.

<sup>74</sup> Ministre des affaires étrangères en 1982.

<sup>75</sup> Saavedra Weise, Agustín 1995 *Bolivia y el mundo*, p 128 et p. 193. Un phénomène qu'avait déjà souligné en son temps Jaime Mendoza. Il écrivait en 1927 « les défauts de caractères avant tout géographiques et physiques, ont eu cette capacité d'influencer le moral, cause de tant de difficultés ». Mendoza, Jaime 1978 [ 1925 ] *El factor geográfico en la nacionalidad boliviana*, p. 34

<sup>76</sup> Ostria Gutierrez, Alberto 1946 *Una obra y un destino La política internacional de Bolivia después de la guerra del Chaco*, p. 356.

Ce discours, ancien, trouva lors du premier gouvernement de Gonzola Sánchez de Lozada (1993-1997) un regain de vigueur. L'heure était aux réformes néolibérales, au désengagement de l'État et à l'ouverture des frontières. Sans commerce, sans ouverture, il n'y avait point de salut pour la Bolivie. Pour persuader les Boliviens du bien-fondé de cette stratégie il fallut faire œuvre de pédagogie. Qu'il faille autant d'effort pour convaincre de la nécessité d'ouvrir les frontières, alors qu'une telle ouverture est réalisée depuis fort longtemps n'est pas le seul des paradoxes boliviens, mais c'est le plus puissant. L'économie bolivienne a toujours été ouverte : jadis elle tenait à l'échange des minerais contre des produits manufacturés, elle est devenue aujourd'hui plus complexe. Elle est portée par de nouveaux acteurs, les petits commerçants de Bolivie. Ils ont dynamisé les zones frontalières et accentué la diversité du fait frontalier : les frontières vives s'opposent aux frontières mortes, les frontières vides aux frontières pleines. Les portes de la Bolivie sont plus ouvertes et plus nombreuses que jamais, tandis qu'on débat encore pour savoir s'il faut les fermer.

## ***2-1 Il faut faire de la Bolivie un pays de contacts***

Tous les auteurs qui reprennent cette antienne l'attestent : c'est Luis Fernando Guachalla qui l'a énoncé le premier.<sup>77</sup> Il était alors ministre des affaires étrangères. C'était en 1936, quelques temps après la guerre du Chaco. « La Bolivie doit être une terre de contacts », affirma-t-il. Dans ces années là, l'amélioration des infrastructures de transport fit naître un espoir immense sur tout le continent. Bientôt, les pays allaient entrer dans une ère nouvelle de relations continentales. Ils cesseraient de se tourner le dos. La croissance du chemin de fer, initiée trente ans plus tôt, alimentait cette croyance, confortée par l'exemple des transcontinentaux nord-américains. Le développement de l'aviation suscitait encore plus d'enthousiasme. Elle avait tous les avantages ; des possibilités d'extension infinies dans tous les milieux et des infrastructures peu coûteuses. Dans les années 30, tout converge pour imaginer la place de choix que pourrait occuper la Bolivie dans cette nouvelle Amérique du Sud constituée en ensemble d'espaces communicants. Las ! 70 ans n'ont pas suffi à changer la donne et de nombreux espaces restent aujourd'hui faiblement reliés. En dépit de cela, la vision d'une Bolivie pays de contacts a retrouvé une nouvelle jeunesse dans la décennie 90. Comment a-t-on pu décider les Boliviens à faire de leurs frontières des portes ouvertes sur l'extérieur ? Et comment a-t-on donné un début de réalité à ce qui n'était qu'un souhait ?

### ***2-1-1 Comment provoquer l'adhésion ?***

Cette idée d'ériger la Bolivie en pays de contacts suscite tant de craintes qu'elle doit être maniée avec précaution. Il ne faut pas réveiller les peurs boliviennes. Pour cela rien n'est plus

---

<sup>77</sup> Voir par exemple Ostria Gutierrez, Alberto 1946 *Una obra y un destino La politica internacional de Bolivia despues de la guerra del Chaco*, p. 355 et Orias Arredondo, Ramiro, Seoane Flores, Alfredo et Torres Armas, William 2001 *Bolivia pais de contactos : un analisis de la politica vecinal contemporanea*, p. 13

efficace que de partir du consensus géographique transmis par l'école, puis, dans un second temps, de dévoiler tous les avantages que le pays tirerait de cette nouvelle orientation.

### **Partir d'un consensus et en faire une vocation géographique**

Que la Bolivie soit un pays de contacts découle logiquement d'un premier axiome qui dit qu'elle se trouve au centre de l'Amérique du Sud. Les Boliviens l'ont appris à l'école. Les deux bassins hydrographiques, la façade pacifique, certes perdue, l'Altiplano stratégique convainquent aisément de l'exceptionnalité de la situation géographique. Certes, tous les pays se placent volontiers au centre du monde (en toute logique, puisque la vision qu'ils ont du monde est construite depuis leur centre). Mais, la Bolivie se sent plus au centre encore que les autres. Elle a fait de cette localisation un des rares privilèges géographiques d'un pays qui a beaucoup souffert par sa géographie. Le Pacifique, l'Atlantique, voilà il est vrai des références prestigieuses, à portée de main, semble-t-il, des Boliviens. Le fait d'être situés entre les deux, n'induit certainement pas une vision pessimiste, selon laquelle ils seraient loin de tout, mais une vision optimiste : ils ne sont pas si éloignés des deux. D'où la mission de faire le pont entre ces deux océans.

L'avantage de la position géographique impose à la Bolivie d'assumer cette fonction de mise en contact. Saavedra Weise parle du « rôle que la Bolivie doit *nécessairement* jouer dans le processus d'intégration à l'échelle américaine ». <sup>78</sup> Ce n'est plus un choix. Les contradicteurs pourront toujours s'inquiéter, l'heure n'est pas au débat. La nature a parlé. Ostria Gutierrez insiste sur ce point. « La géographie *impose* à la Bolivie non pas une fonction isolée et d'isolement, mais d'attraction, d'articulation, d'union, de soudure entre les pays qui l'entourent. » <sup>79</sup> La dimension géostratégique de l'Altiplano, décrite plus haut, renforce ce rôle : elle sera une plaque tournante, vers où convergent les flux, pour être redistribués.

### **Brosser un tableau idyllique**

À propos de l'intégration gazière et des corridors bi-océaniques. Saavedra Weise <sup>80</sup> l'affirme : « Je ne crois pas, comme le disent certains, que le processus puisse affecter notre souveraineté, c'est tout le contraire qui va se passer. » <sup>81</sup> Jugement sans appel. Est-il nécessaire d'argumenter ce qui est de l'ordre de l'intime conviction ? Alors, préférant situer le débat à un autre niveau, il brosse le tableau idyllique du futur pays de contacts de tout le continent. « Quand les camions passeront, non seulement les conducteurs devront aller aux toilettes (...), mais il faudra aussi qu'ils passent des coups de téléphone, qu'ils mangent, qu'ils dorment, qu'ils changent de l'argent, qu'ils fassent le plein, etc. On ne peut imaginer les grands effets multiplicateurs induits par cette situation. » Les grandes espérances boliviennes tiennent parfois à peu de choses : quelques jetons de téléphone, quelques nuitées d'hôtel, un *almuerzo ejecutivo* et un plein de diesel, si précieux en Bolivie, où les

<sup>78</sup> Saavedra Weise, Agustin 1995 *Bolivia y el mundo*, p. 128. C'est moi qui souligne

<sup>79</sup> Ostria Gutierrez, Alberto 1946 *Una obra y un destino La politica internacional de Bolivia despues de la guerra del Chaco*, p. 355. C'est moi qui souligne.

<sup>80</sup> Ministre des affaires étrangères en 1982.

<sup>81</sup> Saavedra Weise, Agustin 1995 *Bolivia y el mundo*, p. 607

crises d'approvisionnement sont fréquentes.<sup>82</sup> Maigres arguments pour convaincre une opinion publique effrayée par la perspective de l'ouverture de ses frontières.

Heureusement certains auteurs sont moins terre-à-terre et plus exaltés. « Que de bonnes choses nous apporteraient l'union de la navigation entre la Plata et l'Amazone ! Imaginez comment notre commerce intérieur et extérieur pourrait augmenter ! Et, comment rapidement se peuplèrent tous ces territoires qui aujourd'hui ne nous servent à rien ! », s'exclame José Maria Dalence.<sup>83</sup> C'était en 1851 et déjà la Bolivie vit dans l'espérance d'un futur meilleur que son présent. Les discours enflammés, même ajoutés aux comptes d'épiciers, ne suffisent pas toujours à emporter l'adhésion. On touche un point sensible : l'inviolabilité du territoire est en jeu. Les partisans du pays de contacts doivent savoir faire un peu de pédagogie.

### **Compter, enfin sur le pouvoir de la pédagogie.**

Des arguments, bien connus des Boliviens, parce qu'ils répondent à des peurs anciennes, sont utilisés pour emporter l'adhésion.

Après la guerre du Chaco, l'opinion publique souhaite trouver refuge dans sa forteresse altiplanique. Toute intervention sur la scène internationale ne peut qu'être néfaste au pays. Il doit cultiver la neutralité de la Suisse et l'isolationnisme du Tibet. Faire de la Bolivie un pays de contacts permettrait justement de maintenir une telle posture tout en évitant les inconvénients qui en découlent. « La Bolivie ne sera pas une terre d'antagonismes », avait dit Luis Fernando Guachalla. Pour cela les relations avec les voisins doivent se situer sur un autre plan que celui de la politique, d'où la Bolivie sort toujours perdante. Il faut cultiver les échanges économiques, et savoir faire contre mauvaise fortune (rappelons nous le syndrome de l'encerclement) bon cœur et bonne figure. Le pays, en étant consacré plaque tournante de l'économie sud-américaine, rendra de précieux services à tous ses voisins. Il deviendra nécessaire, non pas seulement à l'équilibre géostratégique du continent, mais à la circulation sud-américaine. Qui pourrait en vouloir à un pays de transit ?<sup>84</sup> La Bolivie devenue pays de contacts, sera incontournable. Sa pérennité, vitale pour tous les pays, sera défendue par tous les pays.

La Bolivie n'est pas menacée que par ses voisins. Ses divisions internes, si profondes, font également douter de sa viabilité. L'ériger en pays de contacts permettrait d'atténuer les effets de son hétérogénéité. Cela donnerait, entre autre, un sens et une utilité à l'opposition entre l'Orient et l'Altiplano. C'est la théorie de Jaime Mendoza comme de Vazquez Machicado : la véritable origine de la Bolivie se trouve dans l'unification de l'Orient et de l'Occident.<sup>85</sup> Elle a lieu en 1560, lorsque le conquérant de Santa Cruz, Ñuflo de Chávez, venu de La Plata, est nommé gouverneur de la

---

<sup>82</sup>45% du diesel consommé en Bolivie est importé, le reste, 55%, est transformé sur place. La moindre manifestation sociale, qui se traduit par des barrages sur les routes principales du pays rend cette importation impossible et se traduit par des problèmes d'approvisionnement en carburant.

<sup>83</sup> Dalence, José Maria 1975 [ 1851 ] *Bosquejo estadístico de Bolivia*

<sup>84</sup> Ostria Gutierrez, Alberto 1946 *Una obra y un destino La política internacional de Bolivia después de la guerra del Chaco*, p.358

<sup>85</sup> Mendoza, Jaime 1927 *La ruta atlántica* et Vazquez Machicado, Humberto et Vazquez Machicado, José 1992 *Santa Cruz de la Sierra : apuntes para su historia (siglos XVI al XX)*

province de Moxos par le Vice-roi du Pérou. Acte fondateur de la Bolivie, il place l'Orient, ouvert sur les bassins du Paraguay et de l'Amazone, dans l'orbite du système Pacifique dans lequel s'inscrit le Haut Pérou. Les divisions internes n'ont pas de sens, pas plus que les revendications autonomistes qui demandent la partition du pays. Elles vont contre l'essence même de la Bolivie qui réside dans ce double ancrage. Lorsque la Bolivie sera un pays de transit véritable entre le Pacifique et l'Atlantique, la division interne n'en sera que plus atténuée. Au contraire, l'isolement physique et culturel, pratiqué durant plus d'un siècle, n'a fait que renforcer les fragilités internes, asphyxié l'économie et permis la montée en puissance des régionalismes. Les séparatistes de tout bord prendront conscience que la force du pays tient dans l'alliance des Andes et des plaines. Comme si en faisant de la Bolivie un pays de contacts on tentait de résoudre, à l'échelle internationale, des problèmes intérieurs.<sup>86</sup>

Dernier avantage, cette fonction d'intégration permettrait d'atténuer la douleur causée par la perte du Pacifique, si prégnante dans l'imaginaire collectif.<sup>87</sup> N'est-elle pas une « affaire de vie ou de mort » pour le pays, comme le rappelait le président, le 23 mars 2003, à l'occasion du jour de la mer ? L'absence d'ouverture souveraine sur le Pacifique dessert fortement son économie. La Bolivie doit militer pour une plus grande circulation continentale, une meilleure fluidité des échanges, dont elle serait, en tant que pays enclavé la première bénéficiaire. Dans ce nouveau contexte, le pays qui a le moins de relations avec le reste du monde,<sup>88</sup> pourrait devenir le pays spécialiste des contacts. Et, pourquoi s'en cacher ?, le développement d'une position privilégiée dans les nouveaux réseaux continentaux pourrait servir d'argument de poids lors des négociations pour la récupération de la mer. Carlos Mesa, président en exercice, l'a affirmé à plusieurs reprises : l'intégration physique du continent ne sera possible que si la question d'un port souverain de la Bolivie sur le Pacifique est résolue. Lié le destin d'un continent au problème d'un pays est habile. De fait, dans les discussions bilatérales avec le Chili, la situation de la Bolivie joue en sa faveur. « La relation du Chili avec la Bolivie est stratégique parce que le Chili n'a pas d'autre façon d'accéder à l'Amazone », disait le sénateur chilien Ricardo Núñez, président de la Commission des relations internationales de la Chambre des Sénateurs chilienne.<sup>89</sup> Il ajoutait « la Bolivie va devenir une enclave stratégique pour les communications entre l'Atlantique et le Pacifique. »

La stratégie adoptée pour faire accepter l'idée de frontières perméables, est donc simple. Elle part de l'angoisse de la division, de la disparition ou de la douloureuse perte du littoral, pour montrer qu'elles seraient toutes résolues si la vocation de la Bolivie, être une plaque tournante des échanges continentaux, devenait réalité.

---

<sup>86</sup> C'est un point de vue théorique, en partie démenti par les événements actuels où l'intégration continentale est l'occasion pour le département de Santa Cruz de s'autonomiser du reste du pays. Voir Chapitre XI, La frontière et le territoire, paragraphe 2-2-2 « Santa Cruz à la conquête de l'Est. »

<sup>87</sup> Jean-Pierre Lavaud le rappelait encore « On voit donc mal la Bolivie abandonner sa rhétorique du retour à la mer tant qu'elle fait partie intégrante d'un imaginaire national, qu'elle contribue si puissamment à structurer. » Lavaud, Jean-Pierre 2000 *Bolivie : la nation incertaine*, p. 168

<sup>88</sup> Le degré d'ouverture économique de la Bolivie reste faible, en comparaison des autres pays de la sphère andine.

<sup>89</sup> Gonzalez, Gustavo 2003 *Bolivia Chile : conflicto marítimo ahoga planes de integración*, p.2.

## **2-1-2 Donner corps à cette théorie**

Encore faut-il être capable de donner corps à cette théorie. Comment la Chancellerie<sup>90</sup> traite-t-elle ce thème ? Par où commencer ce vaste chantier pour faire du pays le plus isolé, le pays le plus ouvert ?

### **L'intégration au centre des préoccupations de la Chancellerie**

La question de l'intégration de la Bolivie dans les réseaux continentaux est une préoccupation ancienne. Si la vocation d'être un pays de contacts fut formulée en 1936, elle se laisse deviner dans les démarches de la Chancellerie bien avant cette date. À chaque cession territoriale, par exemple, le pays négocie, en compensation, la construction de voies de désenclavement pour le pays. Comme si la réduction territoriale lui laissait cette unique fonction, en guise de destin géographique. C'est aussi une façon de régler, dans le cadre des relations internationales, un problème structurel de l'espace national : sa désarticulation. En 1904, le traité des limites avec le Chili oblige ce dernier à créer le chemin de fer entre Arica et La Paz. Il s'engage aussi à couvrir, à hauteur de 5%, les garanties sur le capital investi dans la construction des voies ferrées en Bolivie. Un an plus tôt, le traité de Petrópolis signé avec le Brésil, prévoit la construction de la ligne Madeira-Mamoré pour assurer l'exportation du caoutchouc en direction de l'Atlantique.

Dans le début des années 1990, cette préoccupation ancienne redevient d'actualité. L'heure est à l'intégration continentale. Le 26 mars 1991 le traité d'Asunción crée l'union douanière du Mercosur\*. En 1996, la Bolivie, au côté du Chili, en devient membre associé. En 1995, la CAN\*, la communauté andine dont fait partie la Bolivie, se dote elle aussi d'une union douanière.<sup>91</sup> L'idée est simple il faut maximiser les échanges pour assurer la croissance économique à l'échelle du continent. Dans ce contexte, la Bolivie affirme une nouvelle fois sa volonté d'être le nœud central de l'intégration continentale. À partir du premier gouvernement de Gonzalo Sánchez de Lozada (1993-1997), puis sous celui de Banzer et Quiroga (1997-2002),<sup>92</sup> cette volonté se traduit par des actions menées sur plusieurs fronts. Il s'agit de convaincre, à force de traités théoriques, que la Bolivie a bien vocation à être un pays de contacts. L'unité d'analyse de la politique extérieure (UDAPEX\*), rattachée à la chancellerie, se charge de cette mission.<sup>93</sup> Plusieurs ouvrages phares témoignent de la vigueur de cette réflexion.<sup>94</sup> Dans toutes les conférences internationales, les représentants de la Bolivie n'ont cessé d'affirmer la nouvelle vocation continentale du pays.

---

<sup>90</sup> En Bolivie, on parle plus souvent de la Chancellerie que du ministère des relations extérieures – les deux termes sont synonymes.

<sup>91</sup> Les produits circulent librement entre les pays de la communauté andine, à l'exception du Pérou qui n'a pas souscrit cet accord. Les taxes d'importation en provenance des pays extérieurs à la CAN sont fixes (entre 5 et 20% en fonction des pays), sauf pour la Bolivie où les taxes sont inférieures (entre 5 et 10%).

<sup>92</sup> Jorge Quiroga était Vice-président de Bolivie sous la mandature du général Hugo Banzer. La maladie de celui-ci l'obligea à renoncer à ses fonctions le 6 août 2001. Jorge Quiroga devient alors, selon la constitution, président de Bolivie jusqu'aux prochaines élections : le 6 août 2002.

<sup>93</sup> Unité d'analyse de la politique extérieure du ministère des relations extérieures et des cultes

<sup>94</sup> Seoane Flores, Alfredo, Orlas Arredondo, Ramiro et Torres Armas, William 2000 *Desarrollo fronterizo construyendo una nueva agenda*, Orlas Arredondo, Ramiro, Seoane Flores, Alfredo et Torres Armas, William 2001 *Bolivia país de contactos : un*

Reste à susciter l'adhésion de l'opinion publique, en rappelant que l'intégration est l'ultime chance pour la Bolivie de se développer. En mai 2002, sur une affiche un peu vieillie accrochée dans l'entrée de la mairie de Puerto Quijarro<sup>95</sup> on voit à l'œuvre cette politique de communication. Signée par le SNC\*<sup>96</sup> et la préfecture du département de Santa Cruz, elle s'intitule « Programme pour la construction du corridor Santa Cruz - São Paulo ». Dans la première moitié du poster, figure une carte représentant la route Santa Cruz – Puerto Quijarro, où des tronçons de différentes couleurs indiquent l'état d'achèvement du projet. En dessous, une photo de Quiroga (2001-2002), le président alors en exercice sur un engin de construction et, à côté, une carte de l'Amérique Latine avec le fameux corridor. Entre les deux, une citation de ce même président reprend les termes du nouveau dogme officiel : « Nous sommes le centre naturel de ce corps sud-américain. Nous sommes pays de contacts, nœud énergétique du continent et passage obligé de tous les corridors interocéaniques. »<sup>97</sup> Le discours officiel, lorsqu'il s'adresse au *vulgum pecus*, perd certaines de ses précautions de langage et beaucoup de la subtilité d'une réflexion menée à haut niveau par l'UDAPEX\*, mais il gagne, assurément, en panache et capacité de mobilisation.

### **L'intégration physique, en route ?**

Comment donner une réalité effective à cette théorie ? La Bolivie a beau jouir d'une position privilégiée, en raison de son double ancrage géopolitique (à la CAN et au Mercosur), elle ne sera rien si elle ne se dote pas d'infrastructures physiques de communication.

Depuis 1993, toute l'attention du SNC\* se concentre sur ce point : définir et rendre effectif ces fameux corridors bi-océaniques qui feront de la Bolivie un pays de transit. La terminologie est en réalité hésitante. Ils sont, tour à tour, désignés sous diverses appellations : corridors d'exportation, corridors d'intégration ou encore corridors interocéaniques. À l'image de leur nom, leur tracé et leur nombre évoluent en fonction des rapports et des années. En 1995, il y en a quatre. En 2002, ils sont cinq, qui ne correspondent pas tout à fait à ceux énoncés sept ans plus tôt.<sup>98</sup> Qu'importe ! Il est encore temps de changer les plans car sur le terrain la construction des corridors n'a pas avancé aussi vite que les premiers schémas l'avaient prévue. Reste alors à s'extasier sur l'œuvre à venir. « Nous allons être le cœur vital de la région, mais un cœur à besoin d'avoir des artères – chemins, aéroports, fleuves navigables, télécommunications et réseaux énergétiques. En 2025 dix à douze routes passeront en Bolivie, sept à huit gazoducs et plus encore d'usines thermoélectriques et hydroélectriques » affirmait le président Jorge Quiroga lors de son allocution du 6 août 2000, pour la fête nationale.<sup>99</sup>

---

*análisis de la política vecinal contemporánea*; Saavedra Weise, Agustín 1996 *Perspectivas de Bolivia en torno a los corredores bioceánicos*; Zelada Castedo, Alberto 2000 *Bolivia : temas de la agenda internacional*

<sup>95</sup> A la frontière avec le Brésil, dans la zone du Pantanal.

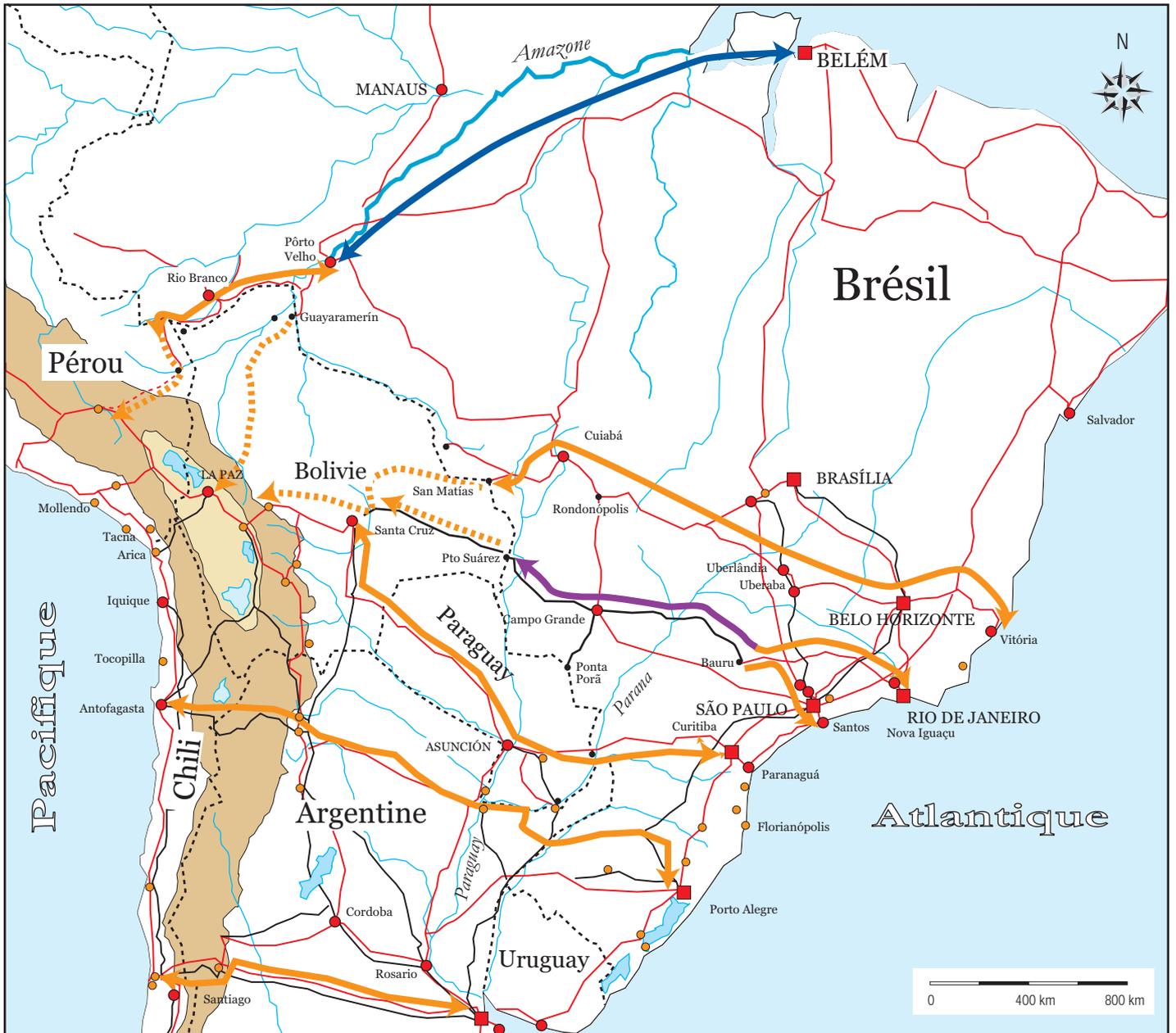
<sup>96</sup> Service national des routes.

<sup>97</sup> La signature précise « Ing. Jorge Quiroga Ramirez, Presidente de la Republica », le 07 août 2001.

<sup>98</sup> Servicio Nacional De Caminos et Departamento De Planificación 1995 *Corredores de exportación*; Servicio Nacional De Caminos et Gerencia De Planificación Janvier 2002 *Corredores de integración* Voir Carte III – 1 pour comprendre l'évolution de ces plans. Voir aussi Carte III 1 : Le Plan Bolivia 2002 et les corridors de 1996

<sup>99</sup> La Razon, 6 août 2000.

I - 7 La Bolivie sur les routes de l'intégration continentale ?  
*Quelques axes en pointillés*



I - Un réseau existant

- Route de bonne qualité ————
- Chemin de fer ————
- Ville pluri-millionnaire ■
- Ville millionnaire ●
- Autre ville ●
- Ville frontalière ●

II - Les routes de l'intégration

- Jonction par la route bonne qualité ↔
- Jonction par le chemin de fer ↔
- Jonction fluviale ↔
- Pas d'infrastructure existante ↔

Élaboration Laetitia Perrier Bruslé 2004  
 Fond de carte : Atlas 2000, Nathan.

L'aviation aussi pourrait révolutionner la position relative du pays. Les hommes politiques imaginent alors de gigantesques *hubs* aéroportuaires, escales obligées de tous les avions en transit. « La Bolivie, en raison de sa situation centrale au sein du continent, est le passage obligé de nombreuses lignes aériennes internationales qui l'unissent avec tous ses pays voisins et avec les pays du monde en général ». <sup>100</sup> L'idée reste partagée par beaucoup, en dépit de l'évolution technique de l'aviation civile qui rend caduque cette notion d'escale continentale. En service depuis 1979, l'aéroport international de Santa Cruz, Viru Viru, financé par la coopération japonaise, avait été conçu pour devenir le *hub* central de l'Amérique du Sud. Il aurait dû être l'escale pour tous les avions à destination des capitales andines. C'est loin d'être le cas aujourd'hui. Seuls les vols internationaux à destination de la Bolivie s'arrêtent dans la capitale crucénienne. <sup>101</sup>

À Cobija, on parle encore du grand aéroport qui, un jour, sera de la même façon l'escale obligatoire de tous les avions qui survolent le continent. Pour l'instant le nouvel aéroport international Anibal Arab, achevé en 2000, n'a d'international que le nom. La nouvelle piste, asphaltée et allongée, permet de recevoir des Boeing 727, mais elle n'accueille que des avions en provenance, de La Paz ou de Santa Cruz. Elle ne permet pas encore de mettre le Pando « en contact avec n'importe quelle partie du monde », <sup>102</sup> selon les vœux exprimés par le pandinois Lavadenz.

### **L'intégration à l'épreuve des faits... et de la rue**

Entre les projets et la réalité, le décalage est énorme. Saavedra, un des plus vifs défenseurs des corridors, le reconnaissait lui-même en 1995 : « il faut bien avouer que, pour le moment, malgré la géographie politique qui nous a placé au centre de l'Amérique du Sud, nous avons fait peu de choses – en fait pratiquement rien – pour rendre réelle cette idée connue et viable que nous sommes une terre de contacts. » <sup>103</sup> Le retard pris par la Bolivie, à l'heure où les principaux axes d'intégration sont définis, pourrait lui être fatale.

Il y a plus grave. Malgré les discours de la chancellerie, l'opinion publique reste réticente à cette idée d'ouvrir les frontières. Le temps a plutôt conduit à une crispation sur ces questions qu'à sa progressive acceptation. En octobre 2003 c'est contre le projet d'exportation du gaz qu'une partie des Boliviens sont descendus dans la rue. Certes ils étaient animés par un sentiment anti-chilien, mais il n'y avait pas que cela. Par la suite, quand l'Argentine, menacée par une crise énergétique, a proposé d'acheter et d'exporter le gaz bolivien, l'opinion publique s'est révélée tout

<sup>100</sup> Muñoz Reyes, Jorge 1995 [1988] *Geografía escolar de Bolivia*, p. 13

<sup>101</sup> Dans l'édition française du *Continent perdu*, de Brian Fawcett, le cahier de photos centrales comprend une photo de la ville de Santa Cruz. Sa légende est la suivante « Une rue de Santa Cruz de la Sierra, à l'époque de Fawcett. La ville est maintenant un nœud important de communications aériennes sur la route de Lima à Rio de Janeiro. » Preuve que les mythes peuvent perdurer longtemps, même contre toute vraisemblance. Voir Fawcett H., Percy 1991 [1953] *Le continent perdu : dans l'enfer vert amazonien 1906 - 1925*

<sup>102</sup> Lavadenz Rivera, Alberto 1999 *Pando esta avanzando*, p. 35

<sup>103</sup> Saavedra Weise, Agustín 1995 *Bolivia y el mundo*, p. 127

aussi intransigeante.<sup>104</sup> Elle ne veut pas de frontières poreuses. « Gardons le gaz dans notre sous-sol pour nos petits enfants », « ne permettons pas son exportation à un prix bradé »<sup>105</sup>, tels étaient quelques uns des slogans. La violence de la réaction populaire ne doit pas seulement être mise sur le compte de la crise économique et des déceptions suscitées par les effets du modèle économique néolibéral. Elle n'est pas plus une banale réaction contre la mondialisation. Non, elle relève d'un sentiment plus profond et moins conjoncturel. Elle possède quelque chose de spécifiquement bolivien, lié à la vision du territoire et des frontières dans ce pays. Même si l'histoire ne se répète pas, il est étonnant à un siècle d'écart, d'observer les similitudes entre deux événements qui s'inscrivent dans des contextes internationaux différents. Le premier, le plus proche de nous, est celui de la guerre du gaz d'octobre 2003. Le second se situe juste après la guerre du Pacifique, en 1879. La construction du chemin de fer Arica-La Paz donne lieu au même émoi populaire.

### **Encadré I-5 : Les chemins de fer, des chevaux de Troie pour permettre l'invasion des voisins ?**

Le président Aniceto Arce (1888-1892) se bat pour la construction du chemin de fer de la côte à l'Altiplano, afin d'atténuer les conséquences de la perte du Pacifique. Homme d'affaire,<sup>106</sup> entrepreneur lié aux mines d'étain, il conçoit toute l'importance pour le pays de se doter de voies d'exportation modernes, condition *sine qua non* pour augmenter la production de minerais (vendu exclusivement à l'étranger). En 1892, la voie de chemin de fer Antofagasta – Uyuni arrive jusqu'à Oruro, non sans heurts.<sup>107</sup> Arce prononce alors cette phrase, où le ressentiment se mêle au sentiment d'avoir accompli ce qu'il pensait être juste : « maintenant, s'ils le souhaitent, ils peuvent me tuer. »<sup>108</sup> Elle dit bien la violence de la polémique qu'avait suscitée ce projet d'intégration économique. Les transporteurs muletiers, dont l'activité fut ruinée par cette voie de chemin de fer, firent beaucoup pour faire naître la révolte.<sup>109</sup> Ils n'expliquent pas à eux seuls les guérillas auxquelles la construction de ce chemin de fer donna lieu. Tous ceux qui voyaient dans cette voie ferrée avec le Chili les conditions d'une invasion prochaine de l'Altiplano entrèrent en révolte. Bien après son achèvement, les journaux continuèrent à alimenter cette crainte : les locomotives de l'étain allaient se transformer en cheval de Troie chilien. Contre les Cassandres, la raison ne pouvait rien. En 1904, le député José Carrasco, tentant de rassurer ces concitoyens, prêche dans un désert. « Ce chemin de fer, fonctionne maintenant depuis 15 ans », dit-il, « et les peurs comme les funestes prévisions semblent maintenant ridicules (...) La souveraineté et l'indépendance du pays n'ont pas souffert le moindre accroc, et l'émigration chilienne est si limitée qu'elle ne mérite pas qu'on en tienne compte. Les chemins de fer permettent de développer le succès et l'industrie, mais ne conquièrent pas des territoires. »<sup>110</sup>

En 1938, lorsque le traité de relations ferroviaires avec le Brésil est ratifié par la convention nationale les mêmes peurs se font jour. Ce traité doit permettre la construction de la voie de chemin de fer Puerto Suárez – Santa Cruz, qui sera financée par le Brésil (en vertu des accords de Natal de 1928). Malgré l'opportunité de bénéficier d'un chemin de fer gratuitement construit par le Brésil, les critiques sont

<sup>104</sup> Le 21 avril 2004, Carlos Mesa Gisbert et Nestor Kirchner parvenait finalement à la signature d'un contrat de vente de gaz, mais de très faible portée. Il prévoit la fourniture au pays de 4 millions de m<sup>3</sup> / jour ( ce qui est dérisoire, le contrat avec le Brésil signé en 1996 en prévoyait 30 millions de m<sup>3</sup>/jour ), et une série de clauses suspensives, lié notamment au résultat du référendum sur l'énergie qui doit avoir lieu le 18 juillet 2004 et à l'interdiction de revendre ce gaz au Chili – lié à l'Argentine par des contrats d'achat de gaz.

<sup>105</sup> *A precio de regalo* disaient les Boliviens.

<sup>106</sup> Il est impliqué lui-même financièrement dans la construction de ces chemins de fer.

<sup>107</sup> Voir carte II - 2 Le réseau ferré bolivien, deuxième partie, chapitre IV

<sup>108</sup> Cité par Mesa, José De, Gisbert, Teresa et Mesa Gisbert, Carlos De 2001 *Historia de Bolivia*, p. 499

<sup>109</sup> Gosalvez, Bertha, Gonzales Tapia, Ismael et Roux, Jean Claude 2000 *De l'enclavement à la globalisation : une ouverture risquée pour la Bolivie*, p. 321

<sup>110</sup> José Carrasco, 1904 cité par Ostria Gutierrez, Alberto 1946 *Una obra y un destino La politica internacional de Bolivia despues de la guerra del Chaco*, p. 43

violentes envers le négociateur Alberto Ostria Gutierrez. « Ce chemin de fer Corumbá-Santa Cruz est une voie de pénétration qui va seulement soutenir la politique expansionniste du Brésil. »<sup>111</sup>

Les paroles réconfortantes n'y peuvent rien. Lorsqu'il s'agit d'ouvrir le territoire, les peurs boliviennes sont irraisonnables. Carlos Mesa, à propos du chemin de fer Arica-La Paz, conclut qu'une fois de plus dans l'histoire du pays, Arce dut se battre contre la « mesquinerie et la myopie de ses contemporains ».<sup>112</sup> Dans le même registre, Agustín Saavedra,<sup>113</sup> met en garde : « si nous ne devenons pas le pays de contacts, nous serons, nous, les Boliviens, responsables, en raison des erreurs et de la myopie de nos dirigeants et de nous même. » Le président actuel de la Bolivie et cet ancien ministre des affaires étrangères savent de quoi ils parlent. Ils sont bien placés pour affirmer que dans ce pays il est difficile de se battre contre les angoisses de tout un peuple. Entre les intérêts économiques, qui prônent l'ouverture, et la conscience nationale, qui souhaite faire du territoire un sanctuaire, le consensus est difficile à trouver et la confrontation souvent brutale.

## *2-2 Différentes résonances des frontières*

Pris entre les projets des uns et les peurs des autres, le destin des frontières semble hésiter. En réalité, il ne tient pas uniquement à ces positions tranchées, de nature politique. C'est pourquoi, en regard de cet apparent immobilisme, né de l'impossible rapprochement entre des visions opposées de la frontière, il est important d'insister sur la pluralité du fait frontalier en Bolivie. Le débat sur l'ouverture ou la fermeture des frontières recule dès que la spécificité de chacune des frontières est évoquée.

### *2-2-1 Représentation de chacune des dyades*

Commençons par cette lapalissade qui veut que, avoir cinq frontières suppose d'avoir cinq voisins. C'est un point important car la valeur des frontières est fonction des attributs conférés aux voisins, beaucoup plus que des caractéristiques propres de chacune des dyades.

#### **Longueur du liseré frontalier et intérêt que l'on porte à la frontière**

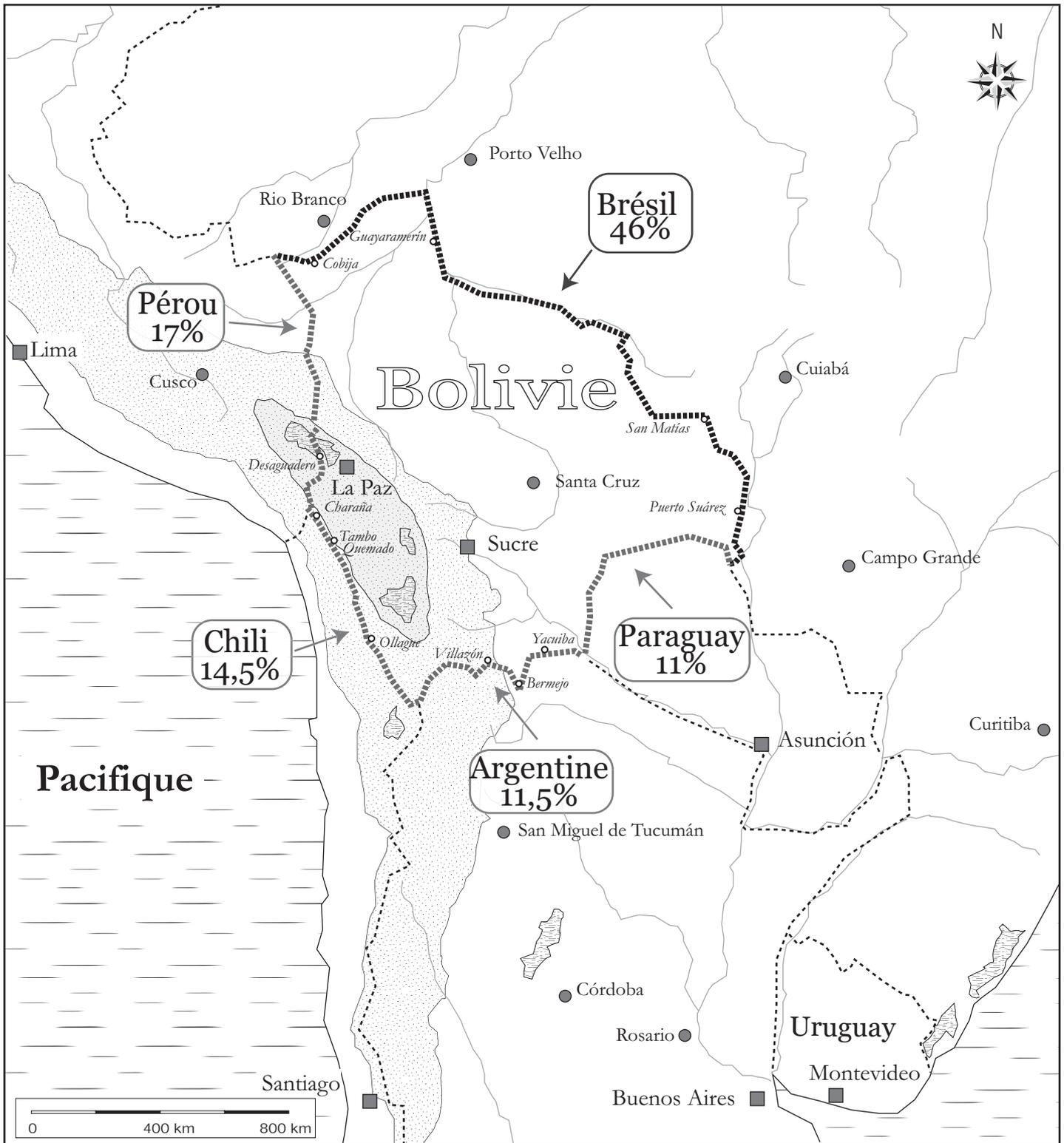
La longueur de chacune des frontières, par exemple, n'est pas directement liée à l'intérêt qu'elle suscite. La frontière orientale avec le Brésil constitue 47% de l'enveloppe totale. Elle n'est pas la première évoquée lorsque l'on parle de frontière en Bolivie. Frontière lointaine, mal connue, elle colle difficilement aux représentations que les Boliviens se font des problématiques des zones frontalières. D'autres frontières méritent, selon eux plus d'intérêt.

<sup>111</sup> Escobari Cusicanqui, Jorge 1982 [1975] *Historia diplomática de Bolivia*, p. 328

<sup>112</sup> Mesa, José De, Gisbert, Teresa et Mesa Gisbert, Carlos De 2001 *Historia de Bolivia*, p. 500

<sup>113</sup> Ministre des affaires étrangères en 1982.

I - 8 L' enveloppe frontalière de la Bolivie :  
Cinq voisins pour un pays



Latitia Perrier Bruslé 2004

I - Un réseau de ville

- Capitale d'État ■
- Capitale d'État (Brésil), ville importante ●
- Ville frontalière de Bolivie ○

II - Cinq voisins pour l'enveloppe territoriale

- Pourcentage de l'enveloppe frontalière **11,5%**
- Frontière internationale - - - - -
- Dyade de la Bolivie avec le Brésil ■■■■■■
- Dyade de la Bolivie avec les autres voisins ■■■■■■

C'est le cas de la frontière du Pérou. À l'Office central des migrations, à La Paz, on eut de cesse de me convaincre d'étudier la frontière Bolivie-Pérou. Chacun voit midi à sa porte. Pour ces fonctionnaires des migrations, pacéniens de surcroît, l'unique frontière digne de faire l'objet d'une étude se trouvait là. Les entrées de Péruviens constituent un flux d'immigration conséquent pour le pays. À cette importance numérique vient s'ajouter, pour persuader de l'intérêt de cette zone, une certaine paranoïa bolivienne envers les Péruviens. Héritage de l'époque du Sentier Lumineux ? De celle de Fujimori, ou de nombreux réfugiés politiques s'installèrent en Bolivie ? Poids des 26 millions de Péruviens en regard des 8 millions de Boliviens ? Syndrome récurrent de la peur du voisin, qui se cristallise sur le Pérou, le plus proche ? Les raisons sont diverses, et sans doute insuffisantes pour expliquer la xénophobie envers cette population. Elle veut que les malfaiteurs soient tous des Péruviens, et que les Péruviens soient tous des malfaiteurs en puissance. À la moindre attaque d'une banque, au moindre cambriolage d'une station d'essence, sans information précise, la PTJ\*, police judiciaire technique, évoque, sans souvent plus de précision des « bandes de Péruviens ». Les communiqués officiels sont par la suite relayés par les médias. Ainsi cette frontière du Pérou, semble, aux yeux de beaucoup, plus « sensible » que d'autres.

Dans d'autres lieux, et sous d'autres prétextes, on s'intéresse plus à la frontière avec le Chili. Comment parler des frontières sans s'intéresser à LA FRONTIÈRE par excellence, celle qui cristallise tous les ressentiments ? Au Centre Diplomatique des Hautes Études nationales, on ne parle que d'elle et de ses champs de mines. Dans les journaux nationalistes on évoque aussi le contentieux des eaux de Silala, qui appartiennent à la Bolivie, et que les Chiliens auraient détournées en direction des cours du rio Lauca et Mauri. Ces rivières font couler beaucoup plus d'encre que leur débit dérisoire (entre 200 et 250 litres/secondes). Elles servent à l'activité minière du nord chilien, et surtout, d'argument au nationalisme bolivien dont le sentiment anti-chilien est un des principaux ressorts. On aime bien dire qu'elles pourraient être le motif d'une guerre ces eaux malheureuses.<sup>114</sup> Cette perspective fait frémir et fascine ceux qui cherchent le prétexte d'un affrontement pour récupérer la mer.

Il y a encore la frontière avec l'Argentine qui mérite bien qu'on s'y arrête un peu. À la suite de la dévaluation du peso argentin, l'importation de produits en provenance de ce pays est devenue un des négoce les plus rentables de Bolivie. À Dos Pocitos<sup>115</sup>, à Yacuiba, à Bermejo, les « contrebandiers-fourmis », appelés ainsi parce qu'ils portent les charges sur leur dos, ont presque réussi à déstabiliser l'économie bolivienne. A l'image de l'activité des fourmis, leur travail méticuleux et obstiné permet d'importer des stocks importants de produits de contrebande. Les entrepreneurs de Santa Cruz sont furieux. Que peuvent-ils produire face à une concurrence aussi déloyale ? Que faire si l'huile, le lait, le ciment inondent le marché à des prix aussi compétitifs ? Les

---

<sup>114</sup> Le député Eloy Lujan le rappelait dans le cadre de son rapport effectué pour la Commission de la Politique internationale de la Chambre des députés. Voir Los Tiempos, 2003 *Si Bolivia cierre las aguas de Silala habra un conflicto* (édition du 15 juillet 2003).

<sup>115</sup> Dos Pocitos n'est pas une ville mais un regroupement de deux villes de part et d'autres de la frontière. Le nom de cette agglomération tient au fait qu'il existe en réalité deux Pocitos, Pocitos Bolivie et Pocitos Argentine.

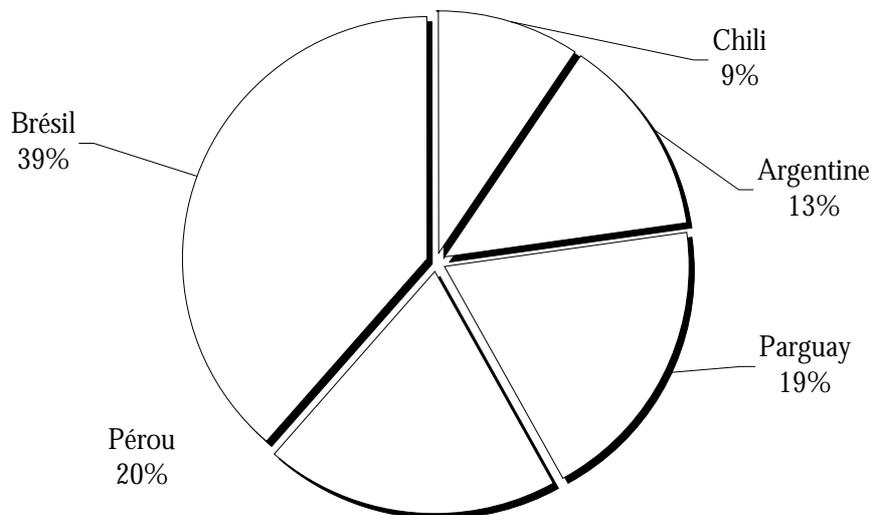
viticulteurs de Tarija aussi. Ils sont en première ligne sur cette frontière où se déverse le vin argentin en brick d'un litre (des marques Uvita, Ternuva ou Cavic). Toute leur campagne de presse pour expliquer que la boisson est frelatée, donc dangereuse pour la santé, est de peu d'effet. Première maigre victoire, le Senasag en juillet 2002 détruit 23 000 litres de ce vin honni.<sup>116</sup> Ainsi pendant trois ans la frontière de la contrebande fut placée sous les feux de l'actualité.

Dans cette distribution des rôles et des images, que restait-il à la frontière brésilienne ? Le privilège d'être en contact avec le Mercosur, porte ouverte sur un monde meilleur, ou en tout cas plus développé ; la conviction qu'il s'agit d'un anti-monde, frontière du narcotrafic et de tous les sombres négoces<sup>117</sup> ; enfin, l'avantage d'être la frontière par où s'exporte le gaz. Quelques caractéristiques qui ne suffisent pas à lui donner la place de choix dans l'actualité. Comme la frontière du Paraguay, mais dans une moindre mesure, elle n'est pas au centre des préoccupations frontalières des Boliviens.

### Importance des pertes territoriales et acceptation de la frontière

Le rapport entre l'importance des pertes territoriales et le ressentiment envers le pays concerné (ainsi que le degré d'acceptation de sa frontière) est inversement proportionnel

**Figure I-5 : Répartition du total des pertes territoriales entre les voisins de la Bolivie**



Le Brésil a été le mieux servi dans la redistribution du territoire bolivien. Pourtant il est loin d'occuper la première place dans les rancoeurs boliviennes. L'ordre est même exactement inverse, puisque c'est le Chili, avec son petit 10%, qui concentre l'attention des Boliviens. Cela ne doit pas nous étonner. Tout dépend de la valeur attribuée aux territoires perdus. Les 39% du Brésil comptent peu en comparaison de « l'énorme signification politique, économique et culturelle de la

<sup>116</sup> El Mundo, 2004 *Aduana destruyo 23 000 litros de vino argentino*. (édition du 14 août 2002). Notons que ces 23 000 litres sont bien peu de choses en regard de ceux qui ont été consommés en Bolivie.

<sup>117</sup> Reprenant à notre compte cette représentation projetée par les Boliviens sur la frontière, nous avons intitulé le documentaire de 26 minutes réalisé dans la zone de Puerto Suárez en mai 2003 « La Frontière de tous les trafics », produit par France 5 et le CNDP, il fut diffusé le 5 août 2003 sur cette chaîne.

perte de la mer ». <sup>118</sup> Comme les espaces vides du Chaco, les terres de confins cédées au Brésil sont moins valorisées que le littoral. <sup>119</sup> Parce que les pertes occasionnées par le Brésil ne font pas l'objet d'un fort ressentiment, sa frontière commune avec la Bolivie est jugée acceptable. Certes, à la recherche du caractère menaçant de ses voisins, les Boliviens peuvent toujours trouver des occasions de se plaindre du Brésil. Le colosse brésilien possède une certaine dangerosité. La frontière en elle-même est l'objet d'un consensus.

Le débat sur l'ouverture ou la fermeture des frontières doit être nuancé en prenant en compte la diversité des valeurs attribuées à chacune d'elle. Le contrat d'exportation de gaz avec le Brésil, conclu en 1996, a suscité peu d'indignation. Pourtant la frontière devenait perméable. En 2003, le projet d'exportation en direction du Chili a mis de nombreux Boliviens dans la rue. Au-delà des grands principes, on est prêt en Bolivie à ouvrir certaines dyades plus que d'autres.

### ***2-2-2 Frontières ouvertes ou frontières fermées ? Pour une typologie des frontières***

Les discours sur la frontière reconstruisent la réalité plus qu'ils ne l'interrogent. Il faut s'en dégager pour s'intéresser à la réalité des zones frontalières. Polymorphe, l'objet frontière se fragmente en une variété de figures : frontières vides mais attractives, frontières amorphes sans développement économique, frontières anciennement peuplées avec un faible niveau de croissance. La pluralité de ces images impose d'esquisser une typologie des régions frontalières. Passage obligé. Car, quoiqu'en pensent les Boliviens, la question n'est plus tant de savoir s'il faut ouvrir ou fermer les frontières, mais de savoir quelles sont les frontières ouvertes et quelles sont les frontières fermées. Leur dynamisme démographique, qui dépend justement de leur activité commerciale, fournit un indice pour y répondre.

#### **Différentes capacités d'ouverture**

Il existe trois formes de commerce à la frontière : le commerce officiel (qui s'acquitte des droits d'importation et d'exportation) ; la contrebande de produits licites et la contrebande de produits illicites (la cocaïne, les produits chimiques pour la transformation de la coca, les voitures volées et armes). L'effet des trois types de commerce sur la rémanence de la frontière est différent. Dans le cadre du commerce officiel, la tendance est à l'abaissement progressif des droits d'importation et d'exportation en direction des blocs économiques dont participent la Bolivie – Mercosur\*, CAN\*, ALCA\*. Cette dynamique d'intégration des marchés devrait faire perdre à la frontière une de ses fonctions principales : le contrôle sur les marchandises entrant et sortant du pays. La contrebande, de produits licites ou illicites a, au contraire, besoin de la frontière-barrière pour exister. Elle n'existe que par le différentiel économique et législatif qu'instaure la limite entre

<sup>118</sup> Seoane Flores, Alfredo, Orlas Arredondo, Ramiro et Torres Armas, William 2000 *Desarrollo fronterizo construyendo una nueva agenda* p. 183

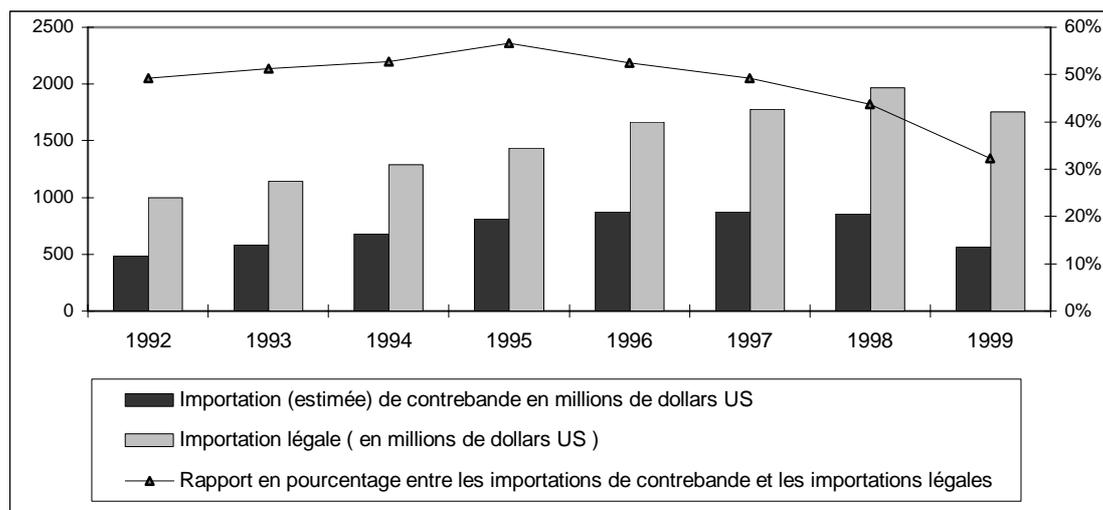
<sup>119</sup>La valorisation du littoral n'est d'ailleurs pas forcément liée à ses qualités intrinsèques. Elle sert surtout à alimenter « la rhétorique du retour à la mer qui fait partie intégrante d'un imaginaire national, qu'elle contribue si puissamment à structurer. » Lavaud, Jean-Pierre 2000 *Bolivie : la nation incertaine*, p. 168

deux États. Comme ailleurs « la captation privative d'une rente frontalière n'induit pas, bien au contraire, l'effacement d'une frontière qui est la raison d'être des réseaux qui en vivent. »<sup>120</sup>

Le commerce officiel passe par quatre postes frontaliers principaux : Tambo Quemado, sur la route d'Arica, Desaguadero, sur la route de Puno, au bord du lac Titicaca, Yacuiba, en direction de Salta et l'ensemble Puerto Suárez - Puerto Quijarro, sur la route de São Paulo. Cette dernière zone frontalière a vu son volume d'échanges gonflé par la vente du gaz au Brésil.<sup>121</sup> Mais le gaz a un impact local faible sur l'activité commerciale. Aussi il est plus juste de retenir que les principales portes de la Bolivie, sont les trois villes ci-dessus mentionnées, Puerto Suárez-Quijarro occupant une position secondaire. Tambo Quemado, Desaguadero, Yacuiba sont les clefs de la Bolivie. La première ouvre sur le Pacifique, et tout particulièrement les ports d'Arica et d'Iquique, la deuxième sur le Pérou, l'ensemble andin et, également, le Pacifique, la troisième sur l'Argentine et le Cône sud.

Ce schéma général est confirmé par l'étude des routes de la contrebande. Durant la décennie 90, les importations de contrebande ont représentés près de la moitié de la valeur des importations légales.<sup>122</sup>

**Figure I-6 : Importance de la contrebande en Bolivie<sup>123</sup>**



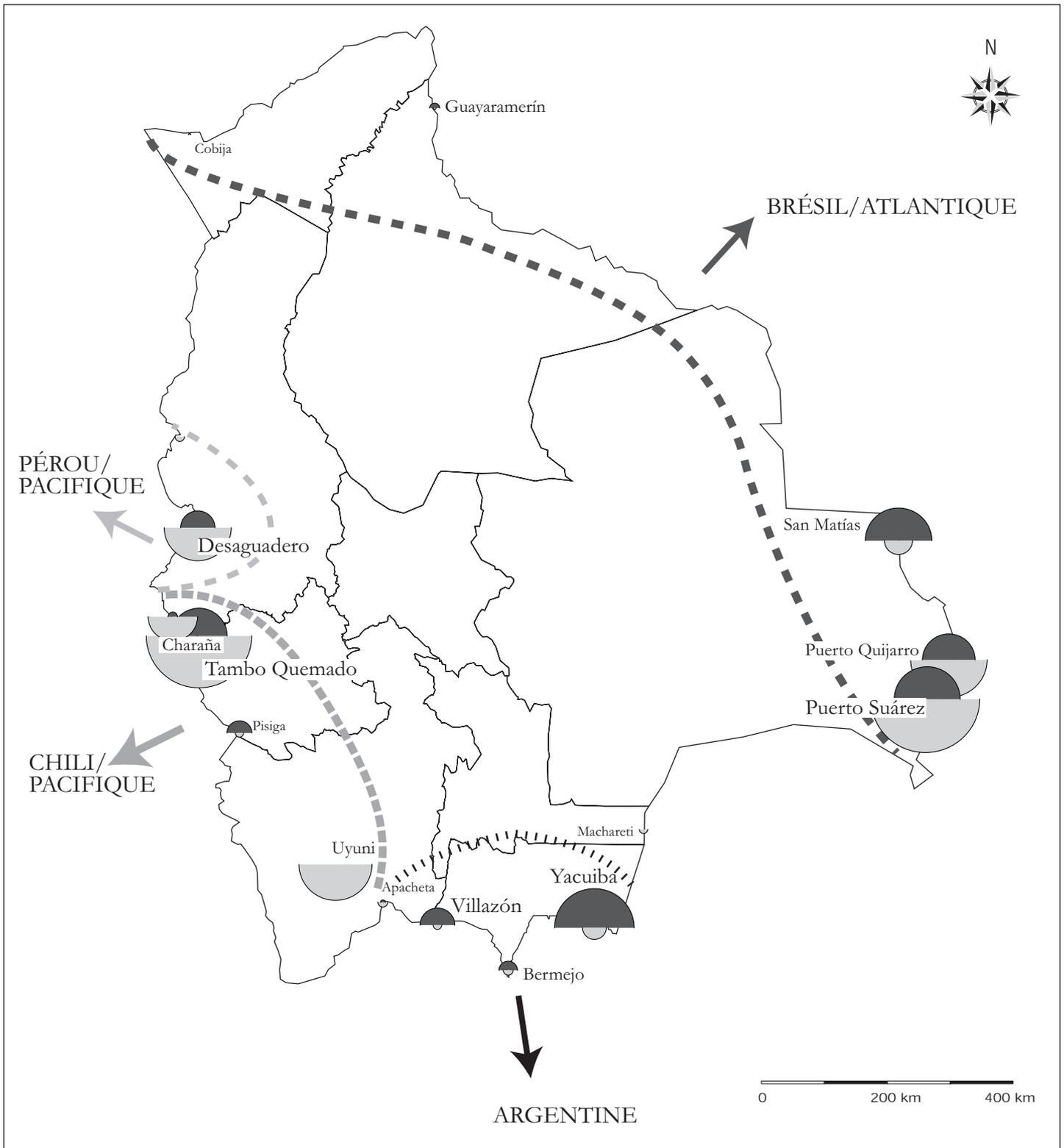
<sup>120</sup> Pourtier, Roland 2002 *Espace et Nation en Afrique centrale: La dimension oubliée*, p. 165

<sup>121</sup> Depuis l'achèvement du gazoduc, en 1999, les exportations de gaz ont augmenté jusqu'à atteindre 12 millions de m<sup>3</sup>/jour en janvier 2003. Source Voir Chapitre XI, paragraphe 1-2-1 L'intégration gazière : unique réalisation

<sup>122</sup> 80% des biens de consommation finale sont introduits de manière illégale. Le taux s'abaisse, en restant toutefois remarquable, pour les biens intermédiaires (30%) et pour les capitaux (20%). Nogales, Xavier et Pando Solares, Eduardo 2000 *El contrabando en Bolivia*, p. 3

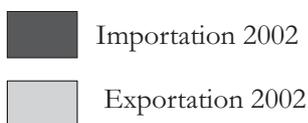
<sup>123</sup> Source Nogales, Xavier et Pando Solares, Eduardo 2000 *El contrabando en Bolivia*, p. 41. Les auteurs ne donnent pas d'explication pour le fléchissement de la contrebande à partir de 1997. Ce qui est sûr c'est que cette tendance à la baisse confortait le personnel de la douane (commanditaires du rapport) sur l'efficacité de la réforme structurelle mise en place en 1999, voir chapitre 8, paragraphe 2-3-1 « Les tentatives de la douane pour s'améliorer ».

I-9 Le commerce légal :  
Les portes d'entrées officielles de la Bolivie

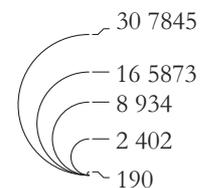


Latitia Perrier Bruslé 2004, Fait avec Pbilcarto

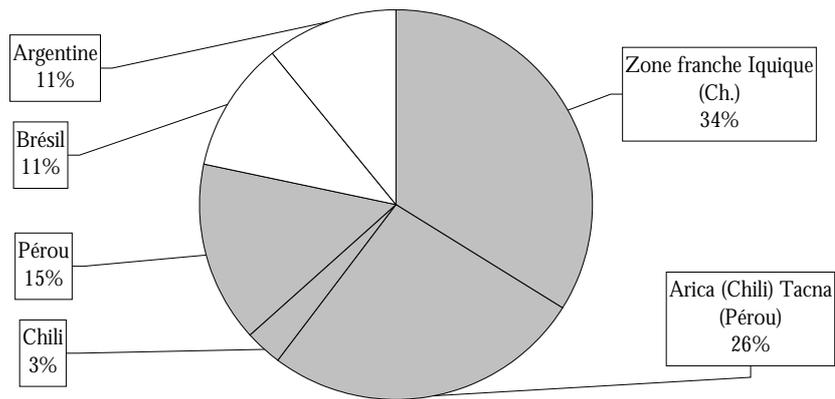
I - Importations et exportations déclarées en 2002



II - Valeur des importations et exportations  
(en milliers de dollars US - 2002)



Données INE 2003 ( les importations/ exportations par voies aériennes n'ont pas été prises en compte, de même que les importations/ exportations enregistrées dans les villes de l'intérieur)

**Figure I-7 : Provenance des produits de contrebande par voie terrestre<sup>124</sup>**

Près de 80% des importations de contrebande proviennent du Pacifique. C'est à la frontière avec le Chili que les flux majeurs transitent, en provenance de la zone franche d'Iquique (la ZOFRI). Quoiqu'en disent et qu'en pensent les Boliviens, cette frontière est belle et bien ouverte. Leur ressentiment n'est-il d'ailleurs pas alimenté par cette conviction qu'il ne sera jamais possible de la fermer, tant la dépendance de la Bolivie envers les ports chiliens du Pacifique est forte ? Le dernier rapport d'activité de la COA\*, l'entité chargée du contrôle des opérations douanières et de la lutte contre la contrebande, recensait les 21 routes principales de la contrebande. Parmi elles, les villes à la frontière du Pérou et du Chili se trouvaient en première ligne : Desaguadero, Tripartito<sup>125</sup>, Charaña, Tambo Quemado et Pisiga. La contrebande bénéficie du soutien de la population locale. Elles concernent les produits de consommation courante (fruits, alimentation générale), les produits électrodomestiques, les cigarettes, l'alcool et les voitures neuves ou volées.

Cette activité illégale est souvent liée au narcotrafic. En comparant les importations de contrebande et les exportations de cocaïne (chlorhydrate de cocaïne) ou de pâte base (sulfate de cocaïne), on obtient un indice de corrélation de 89%. C'est en 1997, que pour ces deux données les valeurs sont les plus élevées. La Bolivie importe alors près de 960 millions de dollars de produits en contrebande et exporte une valeur estimée à 713 millions de dollars de coca-cocaïne.<sup>126</sup> La solidarité entre les deux activités est logique : les capitaux dégagés de la vente de coca-cocaïne sont réinvestis dans l'importation de produits de contrebande. Certaines places notoires de la contrebande deviennent des points de passage de la drogue péruvienne ou des zones d'exportation en direction du Brésil et de l'Argentine.

<sup>124</sup> Les importations en provenance du Pacifique ont été représentées en grisé. Les marchandises de contrebande importées par voie aérienne, dont la provenance est inconnue n'ont pas été prises en compte. Elles représentent 45% des importations de contrebande. Les données sont fournies par Nogales 2000, p. 39

<sup>125</sup> A la tricontinente entre le Pérou, le Chili et la Bolivie.

<sup>126</sup> Nogales, Xavier et Pando Solares, Eduardo 2000 *El contrabando en Bolivia*, p. 5

**Encadré I-6 : Les routes de la contrebande, la vision de la COA<sup>127</sup>****Frontière avec le Pérou :**

*Puerto Acosta – Huarina – La Paz (...)*

*Kasani – Yunguyo (...)*

*Desaguadero* : Fraude fiscale fréquente, la marchandise est sous évaluée dans la Déclaration fournie à la douane. Introduction en Contrebande-fourmis de vivres, légumes et emballages plastiques.

*Collpa – passage frontalier avec la république du Pérou* : absence de poste de contrôle policier, militaire ou douanier ; le poste policier le plus proche se trouve à Thola Kollu où il existe seulement un fonctionnaire. La contrebande a été limitée grâce aux actions réalisées par COA Occidente.

*Tripartito – localité frontalière du Chili, du Pérou et de la Bolivie* : Activité de groupes et de clans familiaux qui font de la contrebande de cigarettes, de produits électrodomestiques et de liqueurs, en provenance de Tacna (au Pérou) et du Chili. C'est une zone très sensible en raison de l'agressivité de sa population et des incidents fréquents depuis de nombreuses années.

**Frontière avec le Chili :**

*Charaña* : (...) Les produits de contrebande sont vendus sur le marché de la ville aux commerçants et aux revendeurs venus de La Paz et des autres villes. Ces derniers transportent cette marchandise en utilisant des bus publics (service interprovincial). Il est difficile de contrôler ces bus en raison de la pression exercée par les habitants de Charaña pour qui cette activité est l'unique moyen de subsistance. Aussi, cette ville constitue-t-elle l'exemple le plus clair de l'influence économique et politique des clans de contrebandiers qui font partie des institutions publiques, comme la Marie et le poste de Migration.<sup>128</sup>

*Viacha* : Centre de stockage et de redistribution en direction des marchés des villes d'El Alto et La Paz. (...) Elle est le centre clef de la contrebande pour toute la région occidentale. Le contrôle exercé par les autorités locales y est minimal.

*Tambo Quemado* : où se réalisent des trafics de papiers assurés par des groupes de falsificateurs de documents douaniers et des agences de douanes à l'éthique douteuse.

*Pisiga* : (...) La marchandise est introduite en Bolivie par des passages frontaliers isolés, comme ceux de Todos Santos et du Salar de Coipasa (au travers d'un champ miné chilien). Elle est acheminée à Sabaya, localité (...) Les contrebandiers s'y trouvent protégés. De là, ils envoient la marchandise en direction d'Oruro et de Cochabamba. (...) Apparition de groupes organisés de façon militaire, disposant d'équipement de radiocommunication moderne, d'armes et de 4\*4 pour déjouer les patrouilles de la COA. De liens importants existent entre ces groupes de contrebandiers et le trafic de drogue et de produits pour transformer la coca. La plupart des habitants de Sabaya sont propriétaires de commerces au Chili (stations essence ou magasins généralistes).

*Oruro* : Il existe des grands dépôts de marchandise diverse. Elle est importée par des organisations de contrebandiers solidaires. Ils disposent, de surcroît, de gens qui les aident et qui sont disséminés le long des routes en direction d'Oruro. Ils sont capables d'affronter les fonctionnaires de la COA. Ils peuvent aussi compter avec l'appui des populations qui se trouvent le long de ces routes en échange de petits cadeaux qu'ils leur font : boissons alcoolisées, vêtements et vivres.

*Hito Cajones* : C'est là que des véhicules sans papier de tout type sont introduits. Ils traversent le Salar d'Uyuni, et les Salinas de Garcia Mendoza jusqu'à la localité San Pablo de Lipez. Ils sont, par la suite, vendus dans les principales villes du sud et de l'est du pays.

*Uyuni* : Centre d'approvisionnement en essence et aliments pour les véhicules sans papier et leurs chauffeurs, qu'on appelle *chuterros*. La population coopère avec cette activité illicite.

**Frontière avec l'Argentine :**

*Villazón – La Quiaca* : Localité frontalière où des clans argentins et boliviens introduisent des marchandises de contrebande comme la farine, le vin, l'huile, divers comestibles et des bonbons. Les marchandises sont introduites grâce à la contrebande de fourmis qui est assurée par des groupes d'ex-mineurs organisés en syndicats. Il existe une politique régionale qui milite en faveur de la création d'une zone de libre commerce : création d'une zone franche ou d'un Port sec commercial.

*Bermejo – Aguas Blancas (...)*

*Yacuiba – Pocitos bolivien et Pocitos argentin* : La ville frontalière est un grand centre de commerce SANS DOCUMENTATION ET CONFLICTUEL. La marchandise qui est introduite consiste en : vins, chaussures, vêtements, huile, bétail, lessive et bien d'autres choses. C'est la porte d'entrée de toutes les marchandises qui se dirigent vers l'Orient bolivien.

*Villamontes Boyuibe* : passages obligés sur la route du Sud, qui servent comme centre d'approvisionnement logistique aux groupes de contrebandiers. Dans ces villes la marchandise qui doit sortir illégalement en direction du Paraguay et de l'Argentine est regroupée (armement, peaux de crocodiles et autres).

<sup>127</sup> Je reprends le texte tel qu'il a été écrit par les officiers de la COA, en maintenant donc le style parfois télégraphique et les majuscules intempestives. Voir C.O.A. (Control Operativo Aduanero) 2003 *Informe operativo abril 2003*. Certains développements ont été coupés.

<sup>128</sup> Je supprime les noms de personnalités indiquées entre parenthèse.

**Frontière avec le Brésil :**

*Puerto Quijarro – Corumbá* : Ville frontalière qui se caractérise par une forte contrebande de fourmis de pièces de rechange automobiles, tuyauterie, chaussures, véhicules sans papiers, cosmétiques, médicaments, huiles, boissons et d'autres aliments de première nécessité. La voie de chemin de fer est utilisée pour transporter ses produits sur le marché de Santa Cruz.

*San Matías* : contrebande de diesel, de véhicules volés au Brésil, de machines lourdes, d'alimentation et d'armes.

*San Vicente* : village frontalier par où pénètre des marchandises variées en provenance de la République du Brésil. Cette ville utilise près de 60% du diesel importé en contrebande via San Matías.

*Guayamerín – Guajamerín (sic)* : Port fluvial d'introduction du diesel et d'aliments de première nécessité. La « contrebande-fourmi » et la fraude sur les taxes d'importation portent surtout sur l'huile comestible, le carburant, et, en croissance rapide, le sucre, les motocyclettes et les bicyclettes démontées. Le contrôle de la COA est réduit.

*Cobija* : La capitale du département dispose d'une zone franche et de dispositions légales qui facilitent son commerce avec le Brésil. C'est un centre de passage de la marchandise de contrebande importée depuis le Chili en direction du Brésil, principal consommateur.

Les frontières sont des lieux de commerces actifs, et celles qu'on souhaiterait le plus voir fermées ne le sont pas tant que ça.

**Frontières vides et frontières pleines**

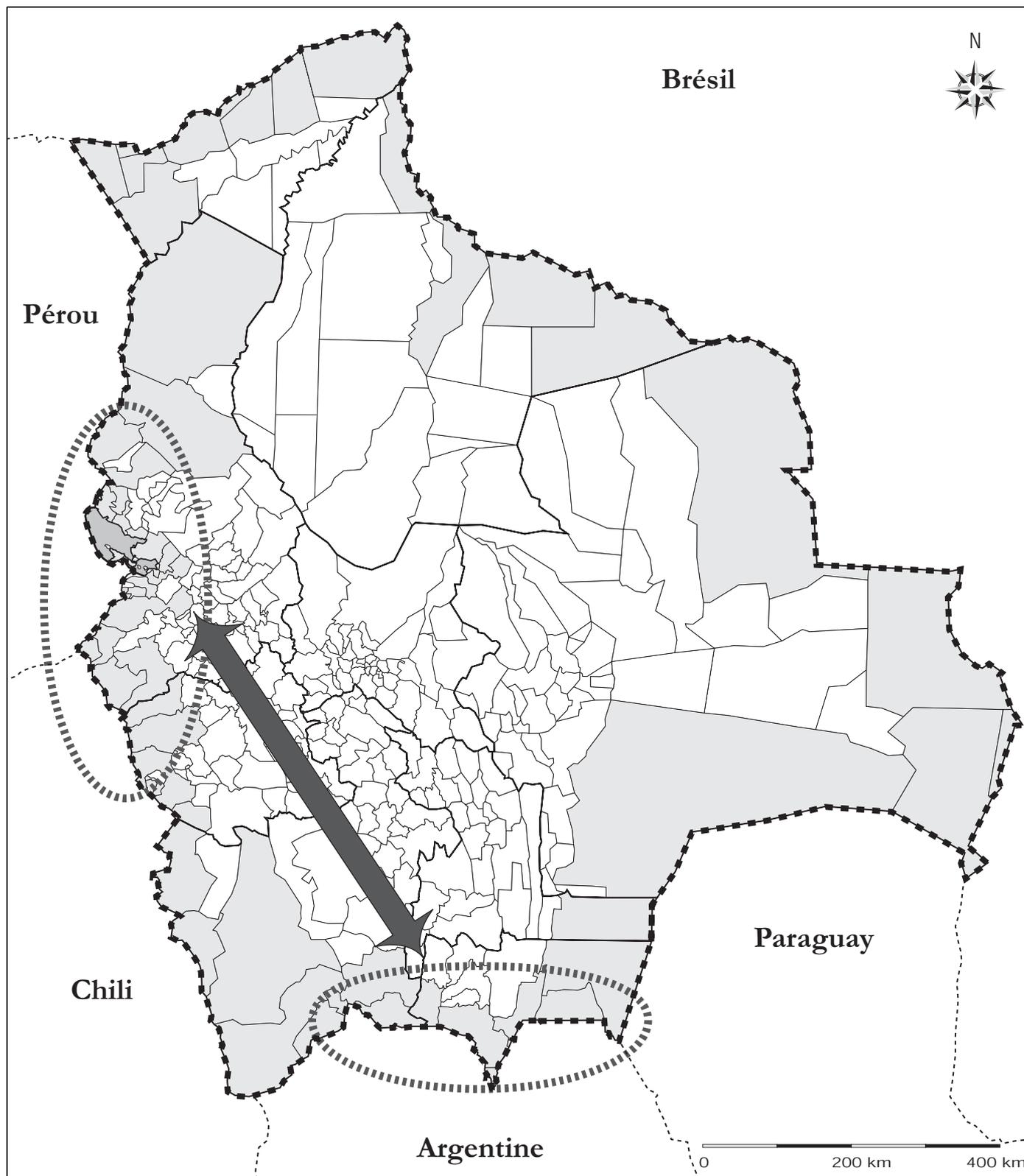
Toute cette activité frontalière devait entraîner un certain « tropisme des lisières. »<sup>129</sup> Les frontières ne sont pas toutes des confins dépeuplés sous la menace d'envahisseurs étrangers, comme le pense l'opinion générale en Bolivie. L'étude du maillage administratif montre la projection sur les zones frontalières des grandes structures de l'espace national. Là où la population est peu nombreuse et l'appropriation de l'espace faible, le maillage administratif se distend. Les circonscriptions sont d'autant plus grandes que le territoire est faiblement contrôlé.

Le maillage des municipes\* frontaliers en Bolivie s'organise selon deux logiques, à l'œuvre dans tout le pays. Il se relâche dès qu'on s'éloigne du noyau central, le triangle La Paz-Cochabamba-Santa Cruz. Les frontières, placées en position périphérique, sont donc logiquement moins bien appropriées. Mais il faut aussi compter avec une deuxième logique de l'espace bolivien, plus ancienne. Elle oppose la forte appropriation de l'Altiplano à ses marges, moins bien investies. Cet axe magistral de la Bolivie se prolonge jusque dans les zones frontalières. À la frontière nord, autour du lac Titicaca, comme à la frontière sud, avec l'Argentine, les municipes de petites tailles témoignent d'un degré plus élevé de contrôle spatial.

Toutes les frontières ne sont pas vides. À cette diversité première, fille des grandes structures de l'espace national, s'ajoute le pouvoir d'attraction différencié des frontières. Certes, les principales migrations internes se dirigent de la campagne en direction des grandes villes du pays (El Alto et Santa Cruz, principalement).

<sup>129</sup> Gracq, Julien 1951 *Le rivage des Syrtres*

I-10 Les 61 municipes frontaliers de Bolivie :  
*Une très grande hétérogénéité des superficies.*



Élaboration Latitia Perrier Bruslé 2004

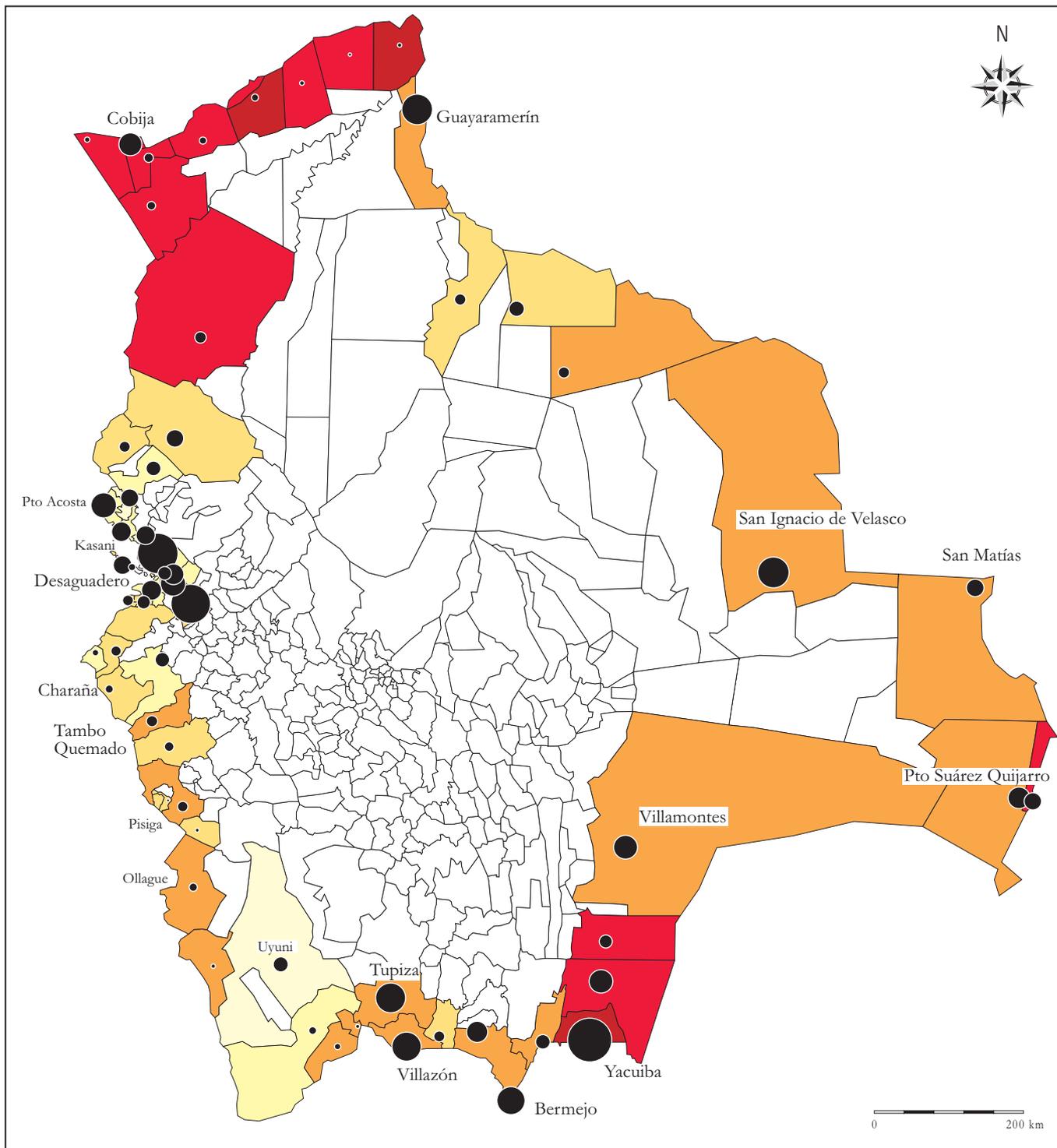
I- Circonscriptions administratives en Bolivie :

- Limite des municipes ( créés en 1996 ) ———
- Limite des départements ———
- Frontière internationale bolivienne - - - - -
- Frontière internationale non bolivienne . . . . .

II - Frontières vides et frontières pleines

- Municipe frontalier 
- Zone de petits municipes frontaliers 
- Axe du *macizo boliviano* 

# I-11 Les municipes frontaliers : Population totale et attractivité



Donnée INE Censo Poblacion y vivienda 1999 - Elaboration Laetitia Perrier Bruslé 2004 Fait avec Philcarto

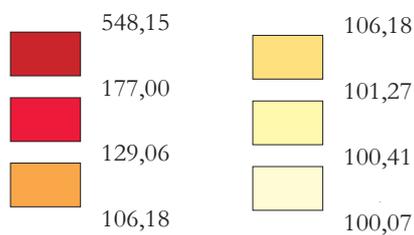
## 1) Des municipes frontaliers plus ou moins peuplés

Population totale du municipe en 1999



## 2) Des municipes plus ou moins attractifs

Nombre d'habitants nés hors du municipe  
pour 100 habitants nés dans le municipe



Il existe, également, une migration en direction des régions frontalières. Comme elles sont, dans leur majorité, faiblement peuplées, l'arrivée de migrants, même en faible nombre, change leur destin. Ces migrations sont suscitées par l'activité commerciale dynamique de certains passages frontaliers. Toutefois dans les zones de peuplement ancien et dense, un tel dynamisme économique n'engendre pas de migration. À la frontière du Pérou, sur les bords du lac Titicaca, se trouvent les villes frontalières de Desaguadero, Collpa, Puerto Acosta, Kasani. Elles participent de l'ancien bassin de peuplement aymara, assez densément peuplé. Le commerce y est actif. Pourtant, il y a peu d'immigration, car l'activité est assurée par les populations locales. Pour les mêmes raisons, la partie nord de la frontière avec le Chili (autour de Charaña et Tambo Quemado) connaît une migration moindre. Au contraire, la frontière orientale avec le Brésil et la frontière sud avec l'Argentine, où l'activité commerciale est en forte croissance, sont des zones d'immigration importante. Cobija et Puerto Suárez-Quijarro, Yacuiba, Bermejo et Villazón sont des grandes villes qui cumulent forte activité commerciale et attraction de population.

## Conclusion du chapitre III

---

On attend beaucoup des frontières en Bolivie. Pouvaient-elles en être autrement ? Les frontières donnent partout du sens, bien au-delà de leur simple statut de limite juridique de l'État. Elles sont l'expression d'un besoin de sacré, dont le nationalisme ou la dévotion à la patrie sont les formulations modernes. Elles participent d'un territoire sur lequel les hommes font plus que vivre, produire et circuler : ils y projettent des valeurs positives ou négatives. Ils se l'attachent par des affects complexes où le sentiment de propriété le dispute à quelque chose de plus élevé, une sorte d'amour de la terre de la patrie. En Bolivie ces affects ont pris, en raison d'une histoire territoriale agitée, une place grandissante. Les frontières ne pouvaient qu'être investies de sens. Celui-ci dépasse largement la réalité de leur fonction.

Les frontières boliviennes sont prises dans un étrange paradoxe. Elles doivent protéger, éviter les rapt internationaux et se fermer pour mieux construire la nation. Mais on voudrait, aussi, qu'elles fassent du lien et qu'elles participent à la construction de la Bolivie du XXI<sup>ème</sup>, qui sera ouverte ou ne sera pas. Faire front et faire pont. Être point de suture et point de rupture. Blanche et noire, tout à la fois, jamais grises. Contradiction classique où s'achève la frontière réelle et où commence la frontière symbolique. Cette contradiction, à propos de la Bolivie, possède une certaine logique. « Les frontières, lieux de mémoire, sont du Temps inscrit dans l'Espace, ou, mieux, des temps inscrits dans des espaces. »<sup>130</sup> Or, dans ce pays, deux temps s'enchevêtrent. Le plus ancien est celui qu'il a fallu pour construire l'espace national et lui donner sa cohérence. Le processus est loin d'être achevé et l'horloge interne à la Bolivie n'est pas arrêtée. Le deuxième temps est celui, mondialisé, où le sans-frontiérisme s'est imposé comme le sésame de tous les maux des pays développés et sous-développés. N'avez-vous pas vu l'Europe ? N'est-ce pas dans la circulation,

---

<sup>130</sup> Foucher, Michel 1991 *Fronts et frontières : un tour du monde géopolitique*.

l'échange, le flux, que la valeur se crée ? C'est ce que l'on pense en Amérique Latine. Les Boliviens ne devaient pas être en reste. Justement dans leur boîte à mythes géographiques il y avait celui qui disait le pays au centre du continent. Le télescopage de ces deux temps devait rendre plus embrouillée encore l'architecture symbolique des frontières boliviennes.

Cela ne les empêche pas d'être magiques, bien au contraire. Que l'on hésite encore entre les pouvoirs surnaturels qu'on souhaite leur confier n'implique pas qu'elles n'en aient aucun. Tout est affaire de représentation, et dans ce domaine, les qualités des frontières dépendent de la personne qui les attribue. En revanche, la réalité de leur fonction, et tout particulièrement leur capacité à faire barrage, est peu liée à ses représentations. On peut tout dire sur les frontières en Bolivie. Elles sont des projets de société. Leur vérité ne réside pas le long de la ligne ou dans les villes frontalières. Et ce n'est pas là la moindre de leur magie.

À propos de ses frontières magiques, il n'a jamais été fait mention de frontière naturelle. Ce silence étonne d'autant plus que tout semblait annoncer leur arrivée. La nature, comme entité dessinant le destin d'une nation, n'est pas absente de la pensée territoriale bolivienne. Elle est ce principe supérieur, qui, lorsque tous les arguments flanchent, doit susciter l'adhésion au territoire. Jaime Mendoza parle, à de nombreuses reprises, de « cette nature » qui, à la naissance de la Bolivie, lui avait dessiné son cadre géographique.<sup>131</sup> De plus, les penseurs boliviens sont sous l'influence des concepts européens forgés à l'époque des Lumières (la nation, le territoire ou les frontières). Alors pourquoi pas celui de « frontière naturelle » ? N'y eut-il jamais un Danton bolivien pour galvaniser les troupes et trouver dans des fleuves, des montagnes, des cols, des limites marquées par la nature ?<sup>132</sup> Même l'imposant Guaporé / Itañez, devenu assez tôt une limite de fait entre les *bandeirantes* portugais, et les réductions jésuites n'accède pas à ce statut prestigieux. Or, compte tenu de la difficulté à tenir les frontières, invoquer la main invisible de la nature aurait été d'un secours utile. Cela aurait permis de disposer de limite que « la nature défend et où la tâche de l'homme est allégée. »<sup>133</sup> Nous n'avons pas trouvé la clef de ce silence surprenant à propos des frontières naturelles.

---

<sup>131</sup> Mendoza, Jaime 1978 [ 1925 ] *El factor geografico en la nacionalidad boliviana*, p. 32

<sup>132</sup> Danton, à la Convention, le 31 janvier 1793, déclare enflammé : « Les limites de la France sont marquées par la nature. Nous les atteindrons dans leurs quatre points : l'Océan, au Rhin, aux Alpes, aux Pyrénées ».

<sup>133</sup> Braudel, Fernand 1990 [ 1986 ] *L'identité de la France*, p. 333. L'auteur évoque les frontières naturelles de la France.

## Conclusion de la première partie

---

### *Exister n'est jamais certain*

La Bolivie n'est assurément pas un pays comme les autres. Elle n'est pas, non plus, un énième avatar du « pays andin », avec pour seules caractéristiques propres d'être plus indienne, plus pauvre et plus haute que les autres. Brosser un cadre général d'étude n'aurait pas suffi à comprendre la spécificité bolivienne. La population, l'histoire, l'économie permettent de dégager autant de traits saillants du pays. Parce qu'il s'agit d'étudier la frontière ces grandes caractéristiques propres au contenu font sens et éclairent le contenant. Mais elles sont insuffisantes. À propos du territoire bolivien, les représentations symboliques sont tout aussi importantes que la réalité de l'organisation spatiale. Dans les salles de classe, où on les transmet, dans les livres de géopolitiques, où on les forge, elles surpassent largement les faits dans leur capacité explicative. Il fallait partir de ce territoire, idéal, mythique, ou en tout cas reconstruit grâce à une réinterprétation de l'histoire et de la géographie, pour comprendre l'étrange résonance que rend la frontière dans ce pays.

Les mythes géographiques sont de plusieurs natures. Il y a ceux qui exagèrent les privilèges et avantages que la Bolivie tire de sa géographie : sa position « centrale » ; la haute valeur de l'Altiplano ; la cohésion de la Bolivie (liée à la capacité, inexplicable, du territoire à créer de l'unité) ou encore les racines profondes, quasi a-historique, du pays, qui font dire aux auteurs que la Bolivie est un être géographique intemporel. D'autres mythes, à l'inverse, sont dépréciatifs. Ils exagèrent les problèmes du pays. La Bolivie possède des voisins bolivianophages menaçants. De surcroît, elle n'est pas mal aimée que de ses voisins, et doit sans cesse se défendre de ceux qui ne croient pas son existence possible, ou qui envisagent, comme unique solution au « problème bolivien », sa polonisation. La Bolivie étouffe. Son enclavement est sa damnation. Rien de bon ne peut sortir d'un pays sans mer. Son histoire est revisitée par cette dramaturgie. On y voit la Bolivie aller « d'un pillage à l'autre », sans jamais pouvoir se développer. En somme, si la fermeture est vue comme la source de tous les maux boliviens, l'ouverture au reste du monde, compte tenu des conditions inégales de l'échange, l'ait tout autant.

Dépréciatifs ou mélioratifs, les mythes renvoient à la même angoisse bolivienne de la disparition du pays. Les premiers soulignent la gravité de sa situation, pour réveiller les consciences boliviennes endormies, les seconds servent de réponses à cette angoisse. La peur de disparaître est le fondement de la pensée territoriale bolivienne. Ce fait pourrait paraître incongru, car le temps des remaniements territoriaux, au moins en Amérique Latine, est révolu. La dernière perte subie par la Bolivie ne date-t-elle pas de 1935, à la fin de la guerre du Chaco ? Que la mémoire géopolitique

bolivienne reste si vive, malgré les quelques 70 années qui nous séparent de cet événement, prouve qu'elle ne se nourrit pas seulement de cette épopée territoriale tragique. La conviction que la Bolivie pourrait disparaître s'alimente surtout de la difficulté à trouver les raisons d'exister du pays. Les revendications autonomistes de ce début de XXI<sup>ème</sup> siècle et le refus de Simón Bolívar de reconnaître le pays lors de sa naissance au XIX<sup>ème</sup> siècle, scellent du sceau de la fragilité deux siècles d'histoire nationale. D'un bout de siècle à l'autre, des forces internes et externes se liguent pour dénier à la Bolivie le droit d'exister. Leur argument principal, formulé ou sous-entendu, tient à l'absence d'une nation bolivienne ou à l'échec de sa construction.

## **Du nationalisme à la frontière**

Si la Bolivie n'a pas de nation, elle n'a pas de raison d'exister en tant que pays, et encore moins de raison de persister. La Bolivie serait « une erreur de l'histoire »<sup>1</sup>, selon les partisans d'une histoire eschatologique, où les fins détermineraient le *juste* sens de l'histoire. Cette problématique n'est pas forcément propre à la Bolivie. La recherche de la nation pour fonder la légitimité d'un pays traverse l'histoire de bien des états sud-américains.

Pour y répondre en Bolivie, on entretient le nationalisme. Ce nationalisme sans nation <sup>2</sup> peut paraître incongru. Il est pourtant le seul argument en faveur de la survie du pays. L'iconographie nationale est présente partout : drapeau, écusson, hymne, poème à la patrie décorent les écoles et les lieux de travail (qu'ils soient publics ou privés). La question de la sauvegarde de la patrie alimente les colonnes des journaux. Tous ces signes, s'ils ne démontrent pas de l'existence d'une nation, prouvent au moins que le patriotisme, l'amour de la mère patrie, est profond. Or, ce lien qui se tisse entre les habitants et leur pays (et qui relève plus de l'affectif que du politique) occupe la place vacante laissée par la nation introuvable. Ce patriotisme s'exprime dans bien des domaines de la vie sociale et politique. Mais c'est à l'école qu'on le transmet le plus efficacement.

Ce patriotisme, succédané de nation qui doit fonder, en dernier lieu, la légitimité de la Bolivie, s'appuie sur le territoire. Comment en serait-il autrement ? N'est-ce pas l'unique bien commun et donc l'unique moyen de fédérer le pays ? La doxa territoriale commence et s'achève aux frontières. Le territoire est menacé, envahi, démantelé, les dernières frontières sont donc sacrées. Elles protègent. Elles *renferment* le peuple sur lui-même. Ainsi enserré, il finira bien par se trouver plus de traits communs que de différences. Les frontières créent le vase clos où fermentera la nation,<sup>3</sup> la « grande chaudière », qu'évoque Renan à propos du cas français.<sup>4</sup> À cette réflexion fort ancienne, les années 90, celles de l'intégration continentale, en ont rajouté une nouvelle. À force d'attendre en vain le grand avènement de la nation, certains ont fini par se demander si l'ouverture des frontières ne serait pas un meilleur moyen d'y parvenir. Ce qui revenait à prendre le problème

---

<sup>1</sup> Pour reprendre une expression qui a servi à décrire bien d'autres pays à la nation hésitante, ou à l'avenir menacée : Israël, Belgique etc.

<sup>2</sup> Demelas, Marie-Danièle 1980 *Nationalisme sans nation ? La Bolivie au XIX et XXème siècle*.

<sup>3</sup> Voir Ancel, Jacques 1938 *Géographie des frontières*, p. 128, « En ces vases clos la nation fermente », dit l'auteur.

<sup>4</sup> Renan, Ernest 1882 *Qu'est ce qu'une nation ?*, « Le Français n'est ni un Gaulois, ni un Franc, ni un Burgonde. Il est ce qui est sorti de la grande chaudière où, sous la présidence du roi de France, ont fermenté ensemble les éléments les plus divers. »

de l'avenir de la Bolivie à l'envers. Depuis des lustres, la seule réponse qu'on proposait à l'angoisse profonde de la disparition, était la nation. Elle légitimait la création du pays et rendait sa survie nécessaire. Mais la nation n'existe pas en Bolivie, seuls existent des signes de nation. Alors plutôt que de tenter de la faire surgir aux forceps (en alimentant le nationalisme, en le transmettant aux enfants, en construisant des murailles autour du pays etc.), peut-être valait-il mieux assurer le devenir du pays. La fonction de mise en contact est une garantie sur l'avenir de la Bolivie. Si elle trouvait sa place dans l'équilibre continental, la question de sa survie ne serait plus posée. L'angoisse de la disparition s'effacerait peu à peu. Qui sait même, si elle ne serait pas remplacée par l'émergence d'une nation ? La nation n'est-elle pas un rassemblement volontaire d'homme uni par le sentiment d'avoir dans « l'avenir le même programme à réaliser » ?<sup>5</sup> Pour parvenir à une telle fédération de toutes les volontés du pays, il vaut mieux compter sur les réussites futures du pays que sur ses faiblesses passées. Que les frontières s'ouvrent, que la Bolivie y trouve de quoi grandir, et les Boliviens viendront tout naturellement s'agréger à ce nouvel édifice triomphant et participer ainsi à l'éclosion de la nation. La dimension paradoxale des frontières, cette alliance entre une fonction de couture et de coupure vient de la superposition, dans le temps actuel, de ces deux stratégies.

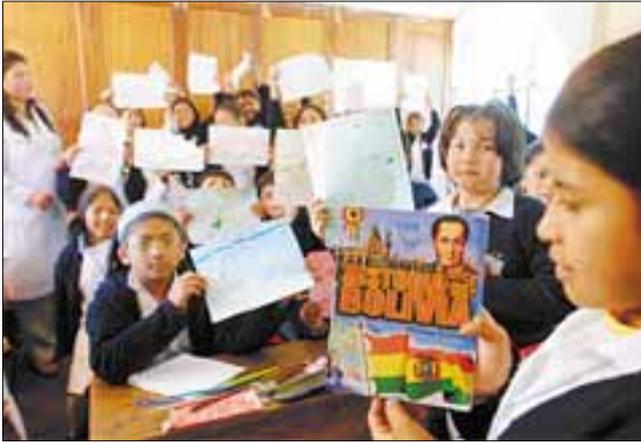
### **D'un mythe à l'autre : l'Oriente dans ses frontières**

L'Oriente et sa frontière auront été peu évoqués dans ces développements. Ce silence est évocateur. Il montre que la reconstruction idéelle des frontières en Bolivie assimile les différentes dyades dans un tout symbolique. Pourtant l'Oriente, et tout particulièrement sa marge, possède des caractéristiques propres. La cause en est ancienne. Depuis que les hommes n'arrivent pas à peupler la région, ils ont décidé de la remplir de rêves. Cet esprit qui plane sur la région devait, bien avant l'édification du mythe de la frontière, contemporain de la Bolivie, en fixer son destin.

---

<sup>5</sup> Renan, Ernest 1882 *Qu'est ce qu'une nation ?*

**Photo I-1 : Día del Mar, à l'école**



*Le 23 mars 2004 les enfants comme toutes les années sont invités à commémorer la perte du Pacifique. Les dessins et les autres productions ont tous pour thème imposé le retour de la mer à la Bolivie. Au premier plan, une élève tient son livre d'histoire, preuve que le consensus territorial s'appuie sur une histoire revisitée. On distingue la figure de Simón Bolívar, la place principale de Sucre (berceau de l'indépendance) et le drapeau bolivien avec son écusson*

**Photo I-2 : Pose d'une borne frontalière**



*A la frontière boliviano-brésilienne, il y a quelques années, les militaires, mandatés par la commission des limites posent une borne frontalière. On est quelque part sur les bords de l'Iteñez. Le Mayor Flores de la section des limites de l'Institut géographique militaire ne se souvient ni de la date, ni de l'emplacement exact. C'est un sombre présage pour l'avenir de cette borne.*

**Photo I-3 : Consume lo nuestro**



*Le logo est apparu dans le courant de l'année 2003 en Bolivie. Les autocollants se vendaient à La Paz. Ils témoignent d'une résistance de toute une partie de l'opinion publique à la mondialisation. Elle correspond à une reformulation d'une angoisse ancienne : la peur de l'ouverture des frontières.*

## II. Deuxième partie

# La frontière rêvée

*L'esprit des lieux, le temps  
suspendu*

Pour celui qui voudrait voir surgir la région frontalière, son image, ses lignes et ses points saillants, ce titre décevra. Le temps suspendu et l'esprit des lieux ne constituent pas les portes d'entrées habituelles de la réflexion géographique. On voudrait voir un dessin des lieux, et tout commence par son esprit que l'on soupçonne immatériel et évanescent. On souhaiterait approcher les dynamiques de cet espace, et voilà qu'il n'est fait mention que de la permanence. La pensée géographique commence par l'observation du terrain. En plaçant ce propos initial en dehors d'une étude « topographique », je suis consciente d'aller à l'encontre d'une tradition bien établie qui n'est pas une simple manie intellectuelle de géographes. N'est-ce pas, au-delà de la géographie, le propre de toute pensée occidentale que d'être accrochée par un fait matériel, pour s'élever, par la suite, dans le monde des idées ? Cette démarche atypique possède une raison. La région prend d'abord forme dans l'imaginaire collectif bolivien comme une *idée de région* qui a déterminé son destin. Il a fait de l'Orient une réserve d'avenir meilleur pour la Bolivie. Les appels à la colonisation des terres vierges sont récurrents dans l'histoire du pays. Peu importe qu'ils soient sans effet. C'est peut-être mieux ainsi. L'absence de mise en valeur permet à la frontière de rester l'horizon d'attente d'une société, et de ne pas faire mentir le mythe oriental selon lequel les problèmes du pays trouveront un jour leur solution dans cet Eldorado. En attendant son heure, la région porte tous les stigmates de l'abandon. Aucun processus d'appropriation territoriale n'est à l'oeuvre.

Cette bande frontalière, pour être d'abord une vue de l'esprit, n'en est pas moins complexe. Elle n'est pas réductible à une seule idée. Elle n'est ni seulement un Eldorado toujours sur le point d'être conquis, ni uniquement une région mise à distance, conformément au dogme du *macizo boliviano*. Tout un jeu de valeurs contradictoires brouille son image. En tant que frontière, bien sûr, elle est l'objet d'une attention particulière. Mais elle est loin, différente, insoumise. C'est, tout à la fois, un repoussoir et un aimant. L'anti-monde et l'Eldorado. L'enfer vert et le paradis. La région frontalière trouve sa vérité dans ce jeu d'oppositions. Encore faut-il rappeler qu'elle relève, dans ce pas de temps et à cette échelle d'analyse, d'une certaine profondeur. Elle tient dans une bande large limitée, à l'ouest, par la frontière interne et, à l'est, par la frontière externe. La première marque le seuil au-delà duquel l'appropriation concrète de l'espace par la société bolivienne n'est plus assurée, tandis que la deuxième correspond aux limites juridiques de l'État bolivien. Région à la marge, elle place l'État et la société bolivienne face à un problème insoluble. Comment se la réapproprier ? Parce qu'elle incarne l'Eldorado, son contrôle est vital. Le futur de la Bolivie en dépend. Parce qu'elle dispose de la plus longue dyade frontalière et qu'elle possède tous les traits des provinces perdues, elle semble menacée. Il faut tenir la frontière. Son maintien témoigne de la légitime existence de l'État et de la nation, mesurée à l'aune de leur capacité à contrôler le territoire.

Dans les faits, tout éloigne de la réalisation concrète d'un tel scénario. La frontière reste sauvage. Compte tenu des fragilités structurelles de l'État et de la faible densité de la population, sa conquête et son contrôle sont impossibles. Seule la ligne frontalière qui devient peu à peu une limite juridique fixe, définie au moins sur les cartes, verse au crédit de l'État bolivien une certaine capacité de contrôle territorial. Pour le reste, l'aporie est là : comment démontrer que la région participe bien

d'un tout bolivien, sans que cela implique une occupation effective des lieux ? Il faut faire d'elle le prolongement idéal du pays, l'émanation de ses rêves.

C'est donc par le mythe de l'Eldorado, cet esprit de la région inséparable de son devenir et de la modalité selon laquelle elle participe au territoire bolivien qu'il faut commencer. Puis, il faudra se demander comment la ligne frontalière elle-même évolue, passant peu à peu d'une limite poreuse et dotée d'une certaine profondeur à une ligne fixe. Le processus fut long. Sa définition, à la fondation de la république, n'était pas la garantie d'une présence effective de l'État. La région reste une « terre indomptable » qui vit à son propre rythme, mal contrôlée par l'État. Les seuls cycles de développement et de mise en valeur qu'elle connaît relèvent d'organisations transnationales qui font fi des frontières et de l'existence d'un État bolivien.

# Chapitre IV : L'Eldorado

« Ce qui fait l'homme, c'est l'horizon : celui des flottes, celui des crêtes, celui qu'on voit et celui qu'on devine, celui du terre-à-terre et celui du rêve.  
L'horizon montre à chacun l'échelle et la limite de ses besoins et de ses capacités. »  
Jean Favier, 1987.<sup>1</sup>

## Introduction

---

### Un mythe venu des Andes

Pour comprendre l'Orient, il ne faut pas regarder en direction de l'est, mais se tourner vers les Andes. La région orientale, ou le plus important, l'idée qu'on se fait d'elle, est née là-bas. Son essence réside plus dans cette image exogène que dans sa morphologie. Allégorie de l'altérité, elle incarne l'Ailleurs. Et un ailleurs meilleur. Si, pendant longtemps, on n'a pas su de quoi été faite cette région, on savait au moins de quoi on voulait qu'elle se compose. Elle devait être l'antithèse du monde andin. Les vagues idées que l'on avait pu tirer d'une connaissance parcellaire de son milieu physique allaient dans ce sens. Là-bas, l'eau et la chaleur, les deux principales ressources naturelles, si précieuses sur l'Altiplano, sont illimitées. De cette impression de profusion devait naître l'image d'un Eldorado oriental. Rien à voir avec l'enfer vert, qui apparaîtra tardivement. Moins diffusée en Bolivie qu'elle ne l'est en Europe, l'idée sera forgée par ceux qui ont tenté de dominer la région, à l'inverse de ceux qui n'ont fait que la rêver. Cet esprit des lieux plane au-dessus de la région frontalière. Comme un écran de fumée, il empêche de la voir. On voudrait se saisir de la réalité des lieux et on n'accède qu'à des songes posés sur la région frontalière. Vierge, parce que exempte de toute histoire, elle peut servir de *dream catcher*. Cet objet qu'on met dans la chambre des enfants nord-américains pour qu'ils n'aient plus peur la nuit, possède, selon une légende amérindienne, la

---

<sup>1</sup> Favier, Jean 1987 *De l'Or et des épices : naissance de l'homme d'affaires au Moyen Age*

capacité d'accrocher les bons rêves et de faire barrage aux cauchemars.<sup>2</sup> La région a retenu les rêves boliviens d'un futur meilleur. Sur l'immensité vide des espaces orientaux, ils sont venus se loger.

Difficile de traverser la couche épaisse de rêveries qui s'accumule sur l'Orient bolivien. Comment casser le *dream catcher* pour ne plus voir la région à travers son filtre ? Voudrait-il le faire, le géographe venu étudier la région ne le pourrait pas. Ce ne sont pas les lieux de la frontière qu'il investit en premier. La relation concrète au terrain est seconde. Il commence par être pris par l'esprit de la région. Avant même d'atteindre la frontière, elle s'est déjà constituée en objet d'étude pour lui. S'il se trouve en Bolivie, il partira de La Paz ou de Santa Cruz pour découvrir la frontière. Il faudrait qu'il soit singulièrement hermétique pour ne pas se saisir du mythe oriental, évoqué à tout propos. Cela tient à pas grand-chose. Les commentaires du chauffeur de taxi par exemple. Lorsque, à 6 heures du matin, dans le froid glacé de l'Altiplano, alors que la Cordillère blanche est encore rose, ils montent ensemble à l'aéroport militaire. Le chauffeur lui dit qu'il fait froid, mais que ça va être pire demain. Et il ajoute que là où il va il fera beau et chaud. Qu'il y aura des bêtes, des tigres, des pumas, des serpents, mais que la forêt est belle malgré tous ces *bichos*, ces bestioles. Que l'on peut tout faire là-bas, parce que la région est immense, que sa taille est même inimaginable. Les premiers murs de briques rouges d'El Alto apparaissent. Le chauffeur lui dit que son cousin est parti là-bas faire du commerce. Sur les bords de l'avenue Juan Pablo II, l'axe principal d'El Alto, les murs d'enceinte de l'aéroport militaire apparaissent. En lettres bleues géantes, sur un fond blanc immaculé, les conscrits ont repeint, une énième fois, le même message. « Le devoir de la TAM<sup>3</sup> c'est l'intégration nationale », et plus loin « En avant sur les routes de l'intégration du pays. » Comment, dans ces conditions, ne pas voir se dessiner la région avant même de l'atteindre ? Son portrait est déjà tout tracé : différente, immense, paradisiaque vue d'El Alto, mais déconnectée et lointaine. Dans la salle d'attente de l'aéroport, où il fait encore froid parce que le chauffage n'est pas inclus dans le prix de l'intégration nationale, une carte géante a été accrochée au mur. On y a tendu des fils de laine rouges qui joignent l'aéroport militaire aux villes orientales. Ils sont longs. Les villes de l'Orient paraissent loin de tout, de la montagne comme des autres villes frontalières. Un archipel perdu dans l'immensité de la Bolivie orientale. Un archipel qui ne tient qu'à un fil au reste du pays. L'esprit de la région tient dans cette carte et dans ces discours. Car il n'aura pas fallu attendre le chauffeur de taxi pour voir la région prendre forme en l'absence de toute matérialité. À la façon que les Boliviens ont de lui dire qu'il travaille dans le bout du monde, le chercheur aura vu se dessiner une région mentale. Dotée d'une vie quasiment autonome, elle réside dans la « sémio-sphère »<sup>4</sup> ce monde des signes produit par la société bolivienne pour donner sens à son territoire.

<sup>2</sup> Le *dream catcher* est un objet typique de l'Amérique du Nord. Son origine vient des peuples amérindiens. De forme circulaire, il ressemble à une toile d'araignée. Il arrête les mauvais rêves et laisse passer les bons. Sur des enfants français, peu sensibles à cette tradition et aux pouvoirs surnaturels qu'on lui prête, il peut aussi tout simplement engendrer l'effroi.

<sup>3</sup> TAM, Transporte Aero Militar. Transport militaire bolivien.

<sup>4</sup> Au sens où Claude Raffestin emploie ce terme. La sémio-sphère c'est l'ensemble des signes culturels qui caractérisent une société. Elle est projetée sur l'espace dans un processus d'écogénèse territoriale, où les arrangements territoriaux permettent de sémiotiser, donner du sens, à l'espace, qui devient par ce fait même, un territoire. Raffestin, Claude 2004 *Frontières et territorialités entre rémanences, transformations et permanences*.

Certes, tout objet géographique se voit affecté d'une représentation. Mais, à propos de la région frontalière, il faut encore ajouter que cette représentation est d'autant plus forte qu'elle fait l'objet d'un consensus et qu'elle n'a longtemps existée que dans cet ordre là. On partira donc à la recherche des conditions qui ont rendu possible son émergence, pour dessiner la figure de ce mythe dans un deuxième temps. Enfin, on montrera comment ce mythe a pu progressivement prendre une dimension proprement bolivienne.

## I – L'Eldorado : un monde à la fin du monde

« *La province des Syrtres, perdue aux confins du Sud, est comme l'Ultima Thulé des territoires d'Orsenna. Des routes rares et mal entretenues la relient à la capitale au travers d'une région à demi-désertique* »  
Julien Gracq, *Le rivage des Syrtres* 5

La clef du fonctionnement de l'Eldorado réside dans l'éloignement. La frontière orientale ressemble à l'Ultima Thulé des territoires d'Orsenna. Elle est loin. La distance physique n'a rien à faire dans l'histoire. Tout vient du fait que pour l'atteindre il faut traverser des terres inconnues et semi-désertiques. La solution de continuité entre Orsenna et le rivage des Syrtres est la même que celle qui s'établit entre le noyau national andin et ses confins orientaux. Pour les atteindre il faut traverser une région vide. Défier la distance qui n'a pas été vaincue par l'homme aménageur. À propos des armées descendues de l'Altiplano pour défendre l'Acre, Carlos Mesa, sous sa casquette d'historien,<sup>6</sup> le souligne. « L'armée, pour rejoindre les champs de bataille, dut parcourir des centaines ou des milliers de kilomètres dans un territoire isolé et quasiment dépeuplé. »<sup>7</sup> José Aguirre Acha (1877-1941) en était. Jeune bourgeois pacénien en quête d'aventure, il part de La Paz le 30 avril 1900 pour défendre l'Amazonie bolivienne. Il lui faudra plusieurs mois, et beaucoup plus de courage qu'il n'y avait songé au départ, pour rejoindre la frontière du nord-est. Le 1 mars 1901, il quitte Puerto Acre. Le mouchoir qu'il agite en signe d'au revoir à ses compatriotes restés sur la rive du fleuve est pour lui « comme le rideau qui tombe à la fin d'une tragédie ! ». « Nous avons tellement souffert », ajoute-t-il pour excuser cette faiblesse patriotique à l'heure de quitter la frontière qu'il était venu défendre. <sup>8</sup>

La frontière, loin de l'espace vécu de la majorité de la population bolivienne, est l'ultime, et le pire avatar, des terres inconnues de l'Orient qu'il faut traverser pour l'atteindre. Cette distance qui fait souffrir, ces territoires que l'on traverse, ou plutôt dans lesquels on s'enfonce, cette frontière que l'on n'atteint jamais fournissent les clefs du mythe de l'Eldorado. La distance possède différents ressorts, mais une seule conséquence : brouiller la perception des territoires orientaux. De quoi sont faites ces marges ? On ne le sait pas car, la plupart de ceux qui en parlent ne les atteindront jamais,

<sup>5</sup> Gracq, Julien 1951 *Le rivage des Syrtres*, p. 558

<sup>6</sup> Carlos Mesa est historien de formation. Il est président de la République bolivienne, depuis le départ de Gonzalo Sanchez de Lozada en octobre 2003.

<sup>7</sup> Mesa, José De, Gisbert, Teresa et Mesa Gisbert, Carlos De 2001 *Historia de Bolivia*, p. 574

<sup>8</sup> Aguirre Acha, José 1980 [ 1902 ] *De los Andes al Amazonas: Recuerdos de la campana del Acre*, p. 352

tandis que ceux qui y vivent ne sont jamais là pour le rapporter. Tout au plus, les terres de l'Est, en raison de leur méconnaissance même, peuvent être qualifiées par leur vacuité. Espace lointain, espace vide, deux caractéristiques qui expliquent que le mythe de l'Eldorado s'accroche si facilement à ces terres.

La distance quand il s'agit d'atteindre l'Orient à plusieurs visages. Elle est à la fois une distance mesurable, physique. Ce n'est pas la plus importante. Il y a aussi une distance culturelle qui s'alimente de la dissemblance avec le monde andin. Elle n'est pas, non plus, la plus infranchissable. Seule compte, en définitive, la capacité de la société bolivienne à raccourcir ces distances. Elle est faible. Le monde oriental reste mis à distance.

## ***1-1 L'éloignement des confins orientaux, fille de la nature***

Que la société bolivienne soit andine et que l'Orient ne le soit pas est une donnée structurelle de la géographie bolivienne. Elle devait agrandir le fossé entre une région périphérique et le noyau national.

### ***1-1-1 L'altérité du milieu***

La distance « mentale » est première. Elle naît de la représentation que les Boliviens se font de la frontière. L'Orient, en raison de ses caractéristiques physiques, s'oppose en tout point au monde andin. L'antagonisme est visible à l'œil nu, spectaculaire. Il l'est d'autant plus que la majeure partie de la population bolivienne est originaire des Andes. Les migrants installés dans l'Orient ne sont jamais totalement tropicalisés.

#### **« La forêt était toujours aussi épaisse »**

L'Orient déconcerte parce que son altérité est de celle qui se laisse percevoir par les sens. Les descriptions des conquérants puis celles des voyageurs ou des naturalistes insistent d'abord sur la profonde dissemblance avec le milieu andin. Ces descriptions, bien avant le règne de l'image, influenceront durablement l'imaginaire collectif concernant ces régions. Alcide D'Orbigny, le voyageur naturaliste français si connu en Bolivie, décrit dans ces termes la région de Chiquitos : « La forêt était toujours aussi épaisse. Elle montrait, de temps en temps, des troncs en fuseaux et des cactus dont la hauteur approchait celle des arbres de haute futaie. »<sup>9</sup> L'effet de telles descriptions sur des hommes des Hauts Plateaux andins steppiques est puissant. « Entre un arbre et un autre arbre, entre une liane et une autre liane, il y a toujours un chemin pour s'évader (...) La forêt possède des géants, mais elle peut les renverser car l'homme des bois possède entre ses mains de quoi rompre ses liens. Mais dans la *puna*<sup>\*10</sup>, qui abattra une montagne ? Seulement le mythe. Qui incendiera la roche ? Qui cherchera un chemin dans la pampa qui est, en elle-même, un chemin

<sup>9</sup> Laborde Pedelahore, Philippe De. 2000 *Alcide d'Orbigny A la découverte des nouvelles républiques sud-américaines*, p. 231.

<sup>10</sup> La *puna* est cette végétation rase des hauts-plateaux andins. – voir lexicque en fin d'ouvrage.

d'immensité ». C'est en ces termes que Raul Bothelo Gosalvez résume l'altérité profonde du milieu selvatique. Il l'a ressenti, sans aucun doute, lorsque le Pacénien qu'il était effectuait son premier voyage dans le Beni. Le milieu amazonien s'oppose aux Andes. Et cette différence de nature crée de la distance.

C'est pourquoi la barrière qui sépare ces deux mondes, la Cordillère Royale, est toujours emphatisée. Elle est impressionnante cette chaîne de hauts sommets qui frôlent, du haut de leur 6000 mètres d'altitude, les racines du ciel. Il n'y a pas que cela. Au-delà de la barrière magistrale commence un autre monde. Raul Bothelo, évoquant les Andins, passagers comme lui de l'avion qui doit les emmener dans le Beni, le remarque. « La Cordillère qu'ils s'apprêtaient à franchir demeurait une énigme géographique pour ces indiens dont le monde s'arrêtait aux limites de l'Altiplano qu'ils n'avaient jamais quitté. »<sup>11</sup>

### **L'absence d'aménagement renforce la prégnance du milieu naturel**

La région frontalière est le comble de l'Oriente, parce que, aux marges de la marge, elle a été pendant longtemps la région la moins transformée. Ce n'est plus vrai aujourd'hui pour tous les lieux de la frontière. Mais de ce temps long elle a gardé l'image d'une jungle impénétrable. L'évocation d'un municipe comme celui de Santo Mercado, dans l'Est du Pando fait frémir. Car, là-bas, la densité, inférieure à 0,1 habitant par kilomètre carré,<sup>12</sup> permet à la forêt tropicale de prendre le dessus. La nature à l'état brut rend perceptible le décalage entre la Bolivie appropriée et les confins éloignés. Sans doute la représentation de cette nature sauvage est aussi une façon d'exprimer un sentiment d'éloignement. Il ne tient pas qu'à cela. Car la distance se mesure aussi en kilomètres et en nombre d'heures nécessaires pour atteindre les marges.

### ***1-1-2 La distance incompressible***

La distance incompressible se mesure en kilomètres. Et les *kilomètres boliviens* sont d'autant plus longs qu'il existe peu d'infrastructures de communication capables de les réduire.

### **La frontière à vol d'oiseau**

Il est commun d'évoquer la distance à vol d'oiseau. C'est une mesure imparable, aussi droite que le trait que l'on trace sur une carte pour la mesurer, aussi rigide que la règle qui a servi à la mesurer. L'exercice est simple. Il suffit de prendre les deux métropoles du pays et de mesurer la distance qui les sépare des villes de la frontière orientale ou de certains lieux-dits. Sur les bords de la lagune La Guaiba, se trouve un campement minier et une communauté d'Ayoreos\*, à Versailles, une poignée de chercheurs d'or et une petite communauté de paysans. Piso Firme présente le même profil avec un nombre supérieur d'habitants et de Brésiliens. D'autres lieux, ne sont pas habités, mais, à plus d'un titre, sont importants aux yeux des Boliviens. C'est le cas de Puerto Busch, futur

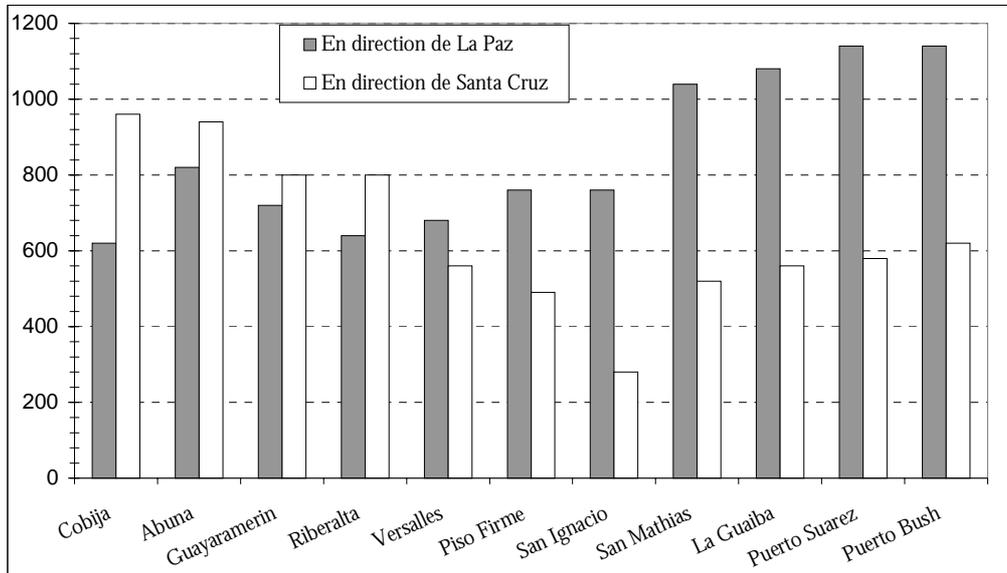
<sup>11</sup> Bothelo Gosalvez, Raul 1994 [1957] *Terre indomptable*, p. 10

<sup>12</sup> Le municipe regroupe 509 habitants et sa superficie est de 7021 km<sup>2</sup>. Et encore il a plus que doublé sa population depuis le recensement de 1992 où il ne possédait que 212 habitants

port souverain de la Bolivie sur le Paraguay, comme de Abuná, lieu-dit à la confluence entre l'Abuná et le Mamoré . Les autres villes frontalières référencées ici, sont des bourgs centraux, en dépit, parfois, de leur faible nombre d'habitants.

### Des centaines de kilomètres pour dire l'éloignement

**Figure II-1 : Distance à vol d'oiseau entre certaines villes de la frontière orientale et Santa Cruz et La Paz (en kilomètres)**



Le degré d'éloignement n'est certes pas égal entre La Paz et Santa Cruz. Mais quelque soit la métropole concernée, l'éloignement des lieux de la frontière est général. Si on laisse de côté San Ignacio de Velasco, qui n'est pas *stricto sensu* une ville frontalière, même si elle en partage bien des traits, ces lieux se trouvent à plus de 500 km de Santa Cruz comme de La Paz. La distance moyenne n'a pas beaucoup de sens, sauf à donner une mesure du fossé qui sépare la frontière du reste du pays. Elle se situe autour de 640 km pour Santa Cruz et 850 km pour La Paz, la capitale andine. Près de la moitié des lieux (43 %) se trouvent à plus de 800 km d'au moins une des deux villes capitales, et deux, Abuná et Guayaramerín, sont situés à plus de 720 km des deux. Enfin sur les 22 itinéraires recensés, un petit tiers (28,5%) dépasse 940 km. En frôlant le seuil fatidique des 1000 km ils convainquent que ces terres frontalières sont bien les bouts du monde décrits par les Boliviens.<sup>13</sup>

<sup>13</sup> La distance a été calculée pour 11 lieux de la frontière en direction des deux centres du pays, ce qui correspond à 22 itinéraires.

## ***1-2 La part de l'homme, le monde d'Outre-Andes mis à distance***

« On ne peut nier que nos chemins sont, pour la plupart, impraticables. »  
J. Ballivián 184614.

Cette distance irréductible devait être accusée par les déficiences du réseau de communication bolivien. Le président Ballivián (1840-1847) ne pouvait être plus lucide. Lorsqu'il accède à la présidence, dans les premiers temps apaisés qui suivent les remous de l'indépendance, il doit gérer un pays dont l'espace est fractionné en de multiples entités, incapables de communiquer entre elles. Le maillage des infrastructures de transport est lâche et les rares chemins sont, en vérité, impraticables. Le territoire est en miettes, plus qu'il ne l'a jamais été auparavant. Précurseur, Ballivián est le premier homme politique à penser le territoire bolivien comme un tout, et non plus comme la somme de régions autonomes. Pas étonnant qu'il soit le premier à remarquer sa principale faille : l'absence de liens entre les parties. C'est entre l'Orient et l'Occident que le manque de voies de communication est le plus crucial. Toute politique orientale devra commencer par résorber ce hiatus. Et toute politique orientale sera une politique nationale, car elle permettra d'intégrer la majeure partie du territoire, abandonnée par la force des choses. Les routes seront l'obsession la mieux partagée de tous les présidents qui se succèdent à la tête de la République bolivienne.

### ***1-2-1 L'Orient à la marge***

L'Orient est à la marge. Cette marginalité ne date même pas des premiers temps de l'indépendance. C'est un héritage de l'organisation coloniale. Signe de ce divorce entre les provinces de l'Est et celle de l'Ouest, on attendit longtemps, à Chuquisaca, l'arrivée des représentants de Santa Cruz pour porter sur les fonds baptismaux de l'indépendance le nouveau pays. « Les provinces du Haut Pérou, fermes et unanimes (...) déclarent leur volonté irrévocable de se gouverner elles-mêmes. » Il s'en fallut de peu que cette belle unanimité ne soit scellée sans l'Orient. Car les deux délégués de Santa Cruz arrivèrent plusieurs mois après les autres, d'un voyage long et périlleux. Ce n'est que le 6 août 1825 qu'on put, enfin au complet, proclamer l'acte de naissance de la Bolivie. Au complet ? Oui, car en dehors de l'intendance de Santa Cruz, il n'y eut personne pour représenter le reste de l'Orient. Les *gubernaciones* de Chiquitos, de Mojos et le vaste nord-est qui n'avait ni nom, ni statut ne furent pas conviés à la fête de l'indépendance. Les penseurs du régionalisme oriental, volontiers apocryphes lorsqu'ils re-écrivent l'histoire de la Bolivie, ont beau claironner que, si les deux Crucéniens se firent tant attendre, c'est qu'on discuta longtemps dans la ville orientale l'opportunité de rejoindre la nouvelle Bolivie, la vérité est ailleurs. Les communications entre

<sup>14</sup> In *Mensaje del presidente de Bolivia a las Cámaras Legislativas del año de 1846*. Cité par Pilar Garcia, Jordan 2001 *Cruz y arado, fusiles y discursos, la construccion de los Orientes en el Peru y Bolivia 1820 - 1940*, p. 263.

l'Orient et l'Occident étaient mauvaises. Les 600 kilomètres entre Chuquisaca et Santa Cruz n'étaient pas une promenade de santé.

### **La marginalité de l'Orient, un processus historique**

Si la plupart des chemins de Bolivie sont impraticables, ceux qui traversent le territoire d'ouest en est sont périlleux. Les sentiers de mules doivent franchir des dénivelés impressionnants. Ils sont fragiles et facilement emportés par les premières pluies. Aujourd'hui encore les transversales alimentent la chronique viaire des journaux boliviens. Au nord, dans les Yungas, au centre du pays, dans le Chaparé, ou plus au sud, la saison des pluies s'annonce de la même façon : par les *derrumbes*.<sup>15</sup> Ces glissements de terrain le long des versants déstabilisés par la construction des routes sont spectaculaires. Il faut plusieurs jours pour évacuer les masses de boues en travers de la route. Résultat, les axes vitaux du pays sont fréquemment interrompus.<sup>16</sup>

Ne sombrons pas, pour autant, dans le déterminisme naturel qu'affectionnent volontiers les Boliviens lorsqu'il s'agit d'expliquer l'état désastreux de leur réseau de transport. Les difficultés de communication entre l'est et l'ouest, et la marginalité de l'Orient qui en résulte, relèvent plus de choix politiques que des dénivelés entre les deux régions, fussent-ils vertigineux. La vérité c'est que, peu après la fondation de Santa Cruz, en 1561, la ville fut écartée du destin national. Ses déboires (sa faible croissance démographique, son déplacement vers l'ouest etc.) témoignent du désintérêt prolongé des élites de l'Audience pour la région orientale. En reconnaissant la fondation de Santa Cruz, le Vice-roi du Pérou espérait que la ville ouvre une nouvelle route directe en direction de La Plata, via le Pilcomayo, le Paraguay et Asunción. Hélas, cette route du Chaco ne fut jamais ouverte. Pour rejoindre La Plata depuis l'Audience de Charcas, la route andine, via Tucumán s'imposa.<sup>17</sup> Santa Cruz et l'Orient se trouvèrent excentrés par rapport à cette organisation coloniale. On les oublia d'autant plus vite que l'autre raison qui avait convaincu le Vice-roi Hurtado de Mendoza de fonder la *gubernacion* orientale, l'Eldorado, ne tint pas non plus ses promesses.

### **Le réseau des chemins de fer bolivien, symptôme la marginalisation orientale**

L'histoire de l'Orient allait donc être l'histoire d'une marge déconnectée. Le développement des réseaux de transport, à toutes les époques, va dans ce sens. Au XIX<sup>ème</sup> siècle, la mise en place du réseau de transport ferré a pour effet d'isoler un peu plus l'Orient. Jusqu'à aujourd'hui la connexion entre les réseaux ferroviaires de l'Est et de l'Ouest n'existe pas. Une nouvelle fois, les dénivelés servent d'argument à ce retard. « La topographie du pays présente de

<sup>15</sup> Littéralement effondrement. En *bolivien* le terme signifie glissement de terrain.

<sup>16</sup> Voir chapitre VI – La frontière arrimée, paragraphe 2-1 Les passages Andes – Orient.

<sup>17</sup> Elle permettait d'éviter les redoutables indiens chiriguano et elle correspondait à des chemins pré-hispaniques depuis longtemps pratiqués. À ces deux avantages s'ajoutait le fait qu'elle traversait des régions riches en pâturages et en eaux, condition primordiale pour les caravanes de mules. Voir Garcio Recio, José María 1988 *Análisis de una sociedad de frontera, Santa Cruz de la Sierra en los siglos XVI y XVII*, p. 349.

sérieux obstacles à la construction de chemin de fer », écrivait le nord-américain Schurz en 1920.<sup>18</sup> On continue à le dire aujourd'hui.

Mais, sur l'autre versant andin, les dénivelés furent surmontés pour assurer les liaisons Altiplano– Pacifique et l'exportation des minerais. Au début du vingtième siècle, il existait déjà trois voies de chemins de fer reliant la côte à l'Altiplano. Aucune, en revanche, ne s'avancait vers l'Est. Le projet de chemin de fer La Paz – Yungas est rapidement abandonné. Il ne dépasse pas 26 kilomètres de long. Le « pouvoir minier », pour reprendre le titre d'un ouvrage d'Albaraccin,<sup>19</sup> est tout puissant. Les orientaux assistent, impuissants, à l'effervescence ferroviaire qui saisit le pays. « Construire des chemins de fer : voilà tout mon programme politique », affirmait le président Ismaël Montes en 1904.<sup>20</sup> En 1905, un mémorandum rédigé par la Société d'Études géographiques et historiques de Santa Cruz, tentait d'alerter les autorités : « Alors que le Congrès s'apprête à débattre de la construction de voies ferroviaires dans la République comme unique moyen de la sortir de la prostration économique et de la mener sur les chemins du progrès, nous croyons opportun de nous rendre présents dans ce débat. (...) Une longue et douloureuse expérience de plus de 70 ans nous a persuadés que les peuples occidentaux de la région andine (...) ne prennent pas en compte les intérêts et le progrès des peuples orientaux. »<sup>21</sup> L'expérience devait se prolonger longtemps encore. Il faut attendre les années 50 pour voir les chemins de fer orientaux prendre forme. Deux voies de chemin de fer sont construites, en vertu d'accords signés avec l'Argentine<sup>22</sup> et le Brésil<sup>23</sup> après la guerre du Chaco (1932-1935) : la voie Yacuiba – Santa Cruz, en direction de l'Argentine, et la voie Santa Cruz – Puerto Suárez, décisive pour le développement de cette ville.

Les deux systèmes, orientaux et occidentaux ne furent en revanche jamais reliés. Ainsi le réseau ferroviaire, si décisif dans la configuration du territoire bolivien au vingtième siècle, révèle la mise à distance de l'Orient ... ou la trahison des élites andines, selon le point de vue que l'on choisit d'adopter. Ce qui est sûr c'est que la région devait souffrir de cette situation. Non seulement, elle était dans l'impossibilité d'exporter ses produits agricoles sur les marchés andins, mais encore les liaisons avec les autres pays eurent pour effet de mettre ses produits en concurrence avec ceux venus du Pérou et d'Argentine pour l'approvisionnement de l'Altiplano bolivien.

<sup>18</sup> W. L. Schurz fut mandaté en Bolivie par le département du commerce des Etats-Unis pour réaliser une étude sur la Bolivie. Voir Schurz, W. L. 1921 *Bolivia a commercial and industrial handbook*, p. 58 et suivante.

<sup>19</sup> Albaraccin Millan, Juan 1972 *El poder minero*

<sup>20</sup> « Comment rendre productive le patrimoine national dont nous disposons ? Je répondrais à cette question en deux mots : il faut construire des chemins de fer et des poteaux télégraphiques (...) créer des chemins de fer, voilà mon programme politique et de gouvernement ». Entretien d'Ismaël Montes à Iquique, cité par Albaraccin Millan, 1972, *op. cit.*

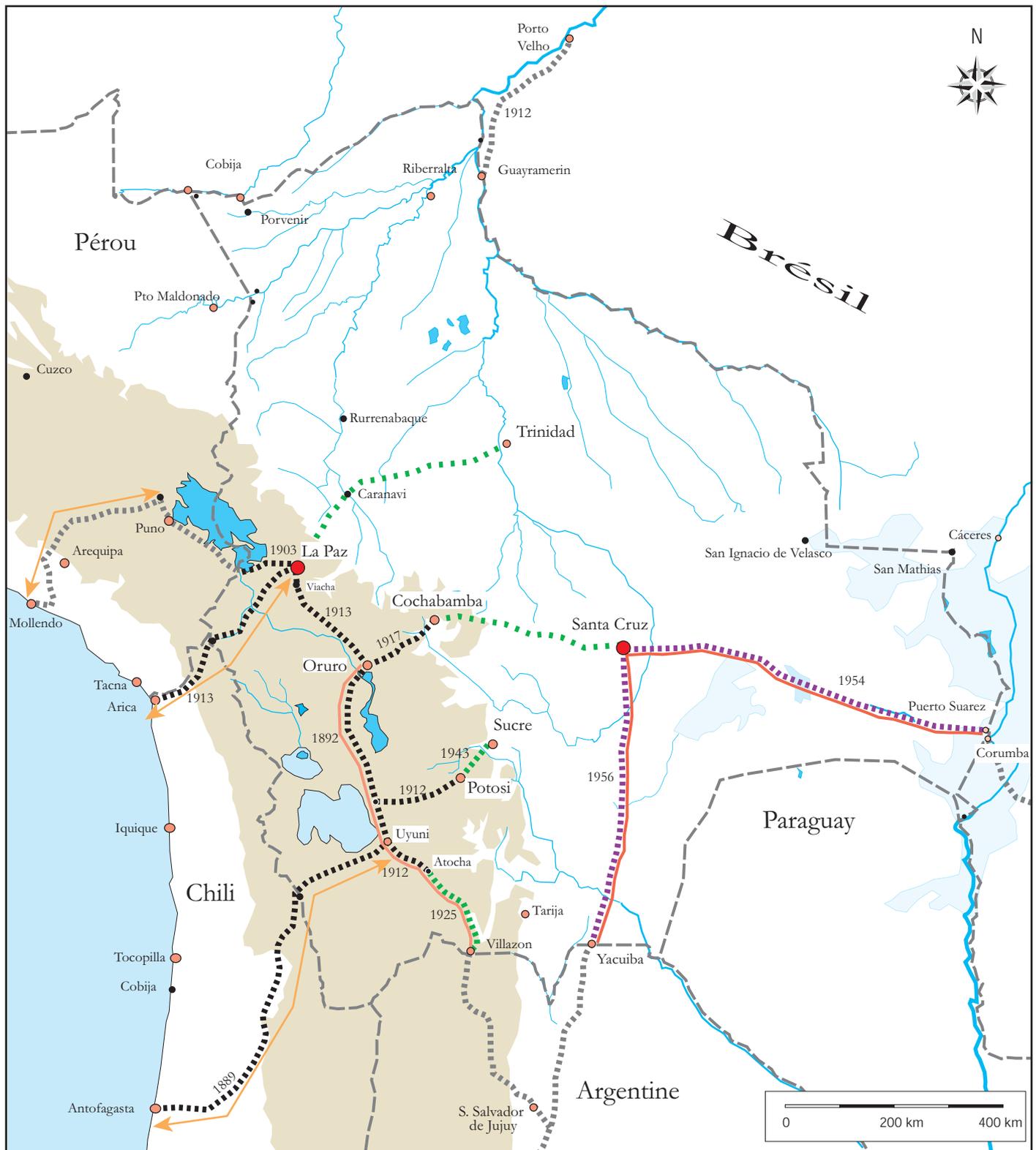
<sup>21</sup> Cité par Roca, José Luis. 2001 *Economía y sociedad en el Oriente Boliviano (siglos XVI-XX)*, p. 559.

<sup>22</sup> L'Argentine, en 1937, propose à la Bolivie un traité de liaison ferroviaire. Le marché était simple. La Bolivie fournissait le pétrole et l'Argentine, en échange, construisait le chemin de fer entre Santa Cruz, zone de production pétrolière et Yacuiba (202 kilomètres) ainsi qu'un oléoduc de Bermejo à Oran. Les fonds, avancés par l'Argentine, seraient remboursés par la Bolivie en pétrole. En 1937 un accord préparatoire est signé, mais il faut attendre juin 1945 pour que les congrès des deux pays reconnaissent ce traité. Voir Escudé, Carlos et Cisneros, Andrés 2000 *Historia general de las relaciones exteriores de la República Argentina* et Chavez Ortiz, Nuflo 1961 *El signo del estaño : enjuiciamiento histórico de medio siglo*.

<sup>23</sup> Le 25 février 1938 le Traité de liaison ferroviaire est signé entre la Bolivie et le Brésil. Le Brésil « devait » un chemin de fer à la Bolivie, depuis le traité de Petrópolis de 1903. Après bien des hésitations et des changements de cap, on se décide finalement pour le chemin de fer Corumbá – Santa Cruz.

## II-1 Le développement du chemin de fer en Bolivie :

*De l'Orient oublié à l'Orient déconnecté*



Laetitia Perrier Bruslé 2004  
Sources : Schurz W. L. 1921, Roca J. L. 2001, Roux J.C. 2000, Fijer V. 1976

I - 1889 - 1912 : Construire des drains miniers en direction de la côte pacifique.

- Ligne de chemin de fer bolivien
- Ligne de chemin de fer étrangère
- 1889 Date de construction
- ↔ Les trois liaisons Altiplano - Pacifique

II - Les années 50, la construction et l'isolement des chemins de fer orientaux

- Ligne de chemin de fer orientale
- 1956 Date d'achèvement
- Portion ajoutée aux chemins de fer occidentaux
- Chemin de fer inachevé

III - 1996 La privatisation et la fin de l'ère minière simplifient le réseau

- Voie en fonctionnement Occident
- Voie en fonctionnement Oriente

Et José Luis Roca, historien crucénien, de conclure : « depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, les crucéniens souffrirent dans leur chair - *en carne propria* - les conséquences de l'isolement créées par le chemin de fer du Pacifique. »<sup>24</sup>

## ***1-2-2 Par les airs plutôt que par terre***

L'État andin trahissait la cause bolivienne, celle de l'intégration du pays. Par la force des choses, et pour des raisons économiques qui méconnaissent les grandes causes nationales, l'Oriente se trouvait marginalisé. La bataille de l'intégration nationale semblait perdue. Le réseau ferré n'était pas le seul à sonner le glas de cette espérance. Les routes, dans ces temps où le rail était considéré comme l'unique voie de salut, étaient de très mauvaise qualité et en nombre insuffisant pour accrocher l'Oriente au territoire national. « Les routes en Bolivie sont toutes mauvaises, la plupart sont incroyablement mauvaises, et elles sont le plus souvent dangereuses. »<sup>25</sup> Si Harold Osborne, en 1953, avait porté son regard uniquement sur les routes orientales, il aurait ajouté une autre tare, propre aux chemins orientaux : leur carence. Car les routes de l'Est, lorsqu'elles ne se font pas remarquer par leur dangerosité, brillent par leur absence.

### **Des routes orientales de mauvaise qualité, un réseau ténu**

Avant 1953, année de l'ouverture de la route Cochabamba - Santa Cruz, il faut compter six jours pour parcourir les 500 kilomètres de distance qui séparent les deux villes.<sup>26</sup> L'état de la plus importante voie de liaison entre l'Oriente et les Andes est tel qu'on ne peut l'emprunter que durant la saison sèche. La construction de la nouvelle route Cochabamba Santa Cruz, par le Nord, va tout changer. En 1973, le trafic est multiplié par 12.<sup>27</sup> Santa Cruz est amarrée au reste du pays. L'exceptionnelle croissance de la capitale orientale peut commencer.

Il s'en faut de beaucoup que le reste de l'Oriente entre de la même façon dans la ronde de l'intégration. La route Cochabamba - Santa Cruz n'atteint que la limite externe de l'Oriente. Le reste de la région, et tout particulièrement sa marge orientale, reste singulièrement déconnectée. Les rares axes sont des routes de terre mal entretenues.

### **Encadré II-1 : Rejoindre Cobija depuis La Paz dans les années 30** <sup>28</sup>

#### **Première option : La route via Buenos Aires et le Pará**

Il faut partir de La Paz pour rejoindre Buenos Aires (4 jours en chemin de fer). De Buenos Aires, prendre un vapeur pour Rio (5 jours en bateau), puis de Rio un autre vapeur pour le Pará (5 jours). De là prendre un dernier vapeur pour rejoindre Cobija (30 jours en remontant, 20 jours en descendant). **Total du trajet : entre 47 et 37 jours.**

<sup>24</sup> Roca, José Luis. 2001 *Economía y sociedad en el Oriente Boliviano (siglos XVI-XX)*, p. 557.

<sup>25</sup> Osborne, Harold 1953 *Bolivia a land divided*.

<sup>26</sup> Lavaud, Jean-Pierre 1998 *L'instabilité politique de l'Amérique Latine. Le cas de la Bolivie.*, p. 203

<sup>27</sup> Lavaud, Jean-Pierre 1998 *op. cit.* p. 203. Quelques 6 000 camions circulent dans les deux sens en 1953, on en enregistre 77 000 véhicules en 1973 (trafic sur l'année).

<sup>28</sup> Enquête réalisé par le journal El Noroeste en 1930, cité par Saavedra, Carlos 2000 *Cosas de mi ciudad, Cobija*, p. 33

**Deuxième option : La route via Cochabamba**

De La Paz à Cochabamba, via Oruro, prendre le chemin de fer (2 jours). De Cochabamba rejoindre Todos Santos et Trinidad par la route de terre (10 jours). De Trinidad prendre le bateau direction Guayaramerín (7 jours) puis aller à Riberalta (1 jour). De Riberalta jusqu'à Porvenir il reste encore 7 jours de bateau. Vous serez alors à une demi-journée de Cobija par la terre. **Total du trajet : 27 jours.**

**Troisième option : La route des Yungas, via Sorata**

De La Paz prendre la route jusqu'à Rurrenabaque, via Yani, Tolapampa, Pararani, Maipiri, Guanay (7 jours). À Rurrenabaque prendre le bateau pour descendre jusqu'à Riberalta (10 jours), et de Riberalta à Porvenir (7 jours) remonter le fleuve. **Total : 24 jours.**

**Quatrième option : La voie péruvienne, via Puerto Maldonado**

De La Paz direction le lac Titicaca, le longer par l'ouest jusqu'à Puno, puis prendre la route de Tirapata, passer à Huancarane, Astillero, pour, enfin atteindre Puerto Maldonado. De là, traverser la frontière pour rejoindre Puerto Heath, et remonter cap au nord par des chemins de terre des caoutchoutiers, via Chivé et Porvenir. **Total du trajet : 27 jours.**

L'état des routes en 1930 ne devait pas changer sensiblement jusque dans le milieu des années 80. Les trajets interminables furent sans doute quelque peu raccourcis. La durée des voyages n'était rien en comparaison de leur difficulté. Fatigants, périlleux, ils font de la frontière orientale un bout du monde compliqué à atteindre. Aussi, on aurait tort de croire que le trajet, via l'Argentine et le Brésil, n'a été ajouté par le journaliste que pour l'anecdote. Plus long, plus cher, la grande boucle par le Pará présentait l'avantage d'être plus sûre et plus confortable. Il manquait des routes pour rejoindre l'Oriente et cette absence de connexion physique avait pour effet de séparer la Bolivie en deux parties distinctes : la Bolivie contrôlée et l'autre Bolivie inaccessible. Une frontière interne s'installe, à l'endroit même où se terminent les routes, à la limite de la plaine.

Une fois qu'on avait difficilement atteint l'Oriente, il fallait encore pouvoir circuler dans la région. Et cela était fort compliqué. En direction de la frontière sud, les chemins sont difficiles d'accès. Entre Chiquitos et le fleuve Paraguay, « la circulation est une aventure. Seulement les charrues à bœuf peuvent s'y risquer. Il faut compter 8 à 15 jours pour se rendre de Santa Cruz à Roboré », affirme le ministre des Relations étrangères, Tomás Manuel Elío en 1943.<sup>29</sup> Cette situation devait perdurer jusqu'au milieu des années 90, où la construction du gazoduc le long de la voie de chemin de fer, fut l'occasion d'améliorer, un peu, la connexion terrestre. Au nord, la situation est encore plus dramatique. A défaut de routes, on s'accroche à l'idée que les fleuves pourraient servir d'axe de transport.<sup>30</sup> Ils sont imposants, mais, parmi eux, quels sont ceux réellement équipés pour la navigation ? Où sont les ports et les compagnies de vapeurs ? À propos du Beni et du Mamoré, les deux grandes voies fluviales du département, une étude commandée par le BID\* en 1983 nuance l'apologie des cours d'eau. « Les fleuves du nord de la Bolivie sont torrentiels, ils charrient une proportion élevée de troncs d'arbres et de végétation, les fonds y sont peu profonds et les *cachuelas*<sup>\*31</sup> nombreuses. »<sup>32</sup>

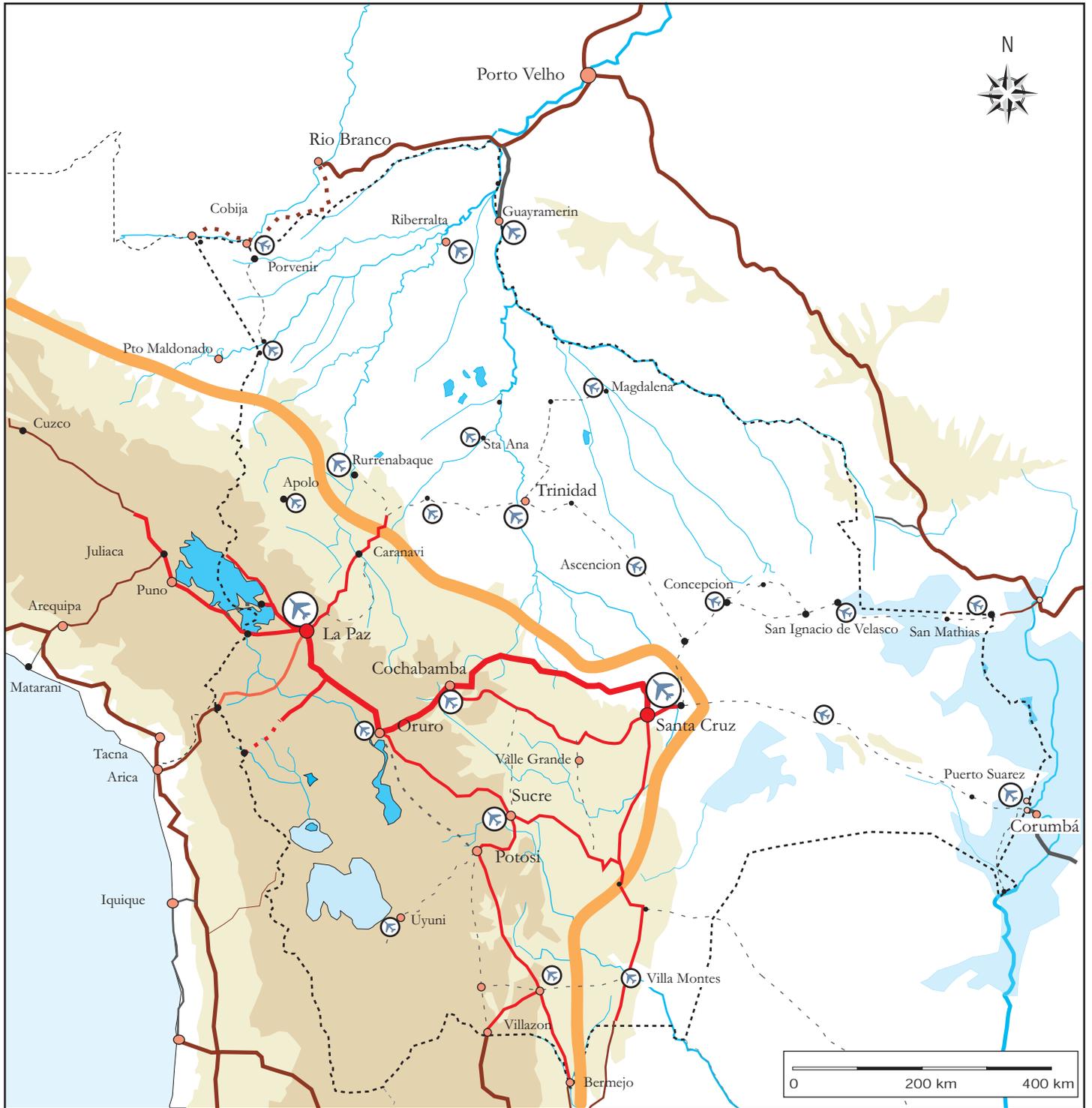
<sup>29</sup> Cité par Ostria Gutierrez, Alberto 1946 *Una obra y un destino La politica internacional de Bolivia despues de la guerra del Chaco*, p. 201.

<sup>30</sup> « Les voies de circulation qui sont les plus importantes dans le département sont les fleuves. » Ayala Z., Alfredo 1978 *Geografia general de Bolivia : Estudios fisico, politico, y economico de Bolivia*, p. 229.

<sup>31</sup> Etendue de pierres à fleur d'eau, voir lexique.

<sup>32</sup> Conesa, Eduardo (Director) 1983 *Estudios de transportes en la Region Amazonica y en el Alto Paraguay*, p. 8

## II - 2 Réseau routier et réseau aérien : *La lente conquête de l'Orient*



*Latitia Perrier Bruslé 2004*

I - Le réseau routier au début des années 90

- Route principale
- Route secondaire
- Route étrangère
- - - - Route étrangère en construction
- - - - Route à fonctionnement épisodique et aléatoire

II- Le réseau des aéroports  
Avantage oriental

- Aéroport international
- Aéroport national
- Aéroport national (petite taille, fonctionnement épisodique)

III- Le hiatus bolivien

- Frontière interne, limite de la Bolivie intégrée
- - - - Frontière externe, frontière internationale

Des fleuves peu navigables, des routes inexistantes, la circulation dans le nord est impossible ... sauf à compter sur les routes brésiliennes.<sup>33</sup> Jusqu'à la fin des années 80, les seules routes *boliviennes* empruntables toute l'année sont : Guayaramerín – Riberalta (90 km), Santa Rosa – Yucumo (183km) et Santa Cruz – Concepción (quelques 300 km). « Il faut être boy-scout pour rejoindre le fleuve Abuná », conclut Agustin Saavedra Weise, en 1995.<sup>34</sup>

### **L'avion, seule clef du désenclavement**

L'autre alternative, avant d'adopter l'accoutrement de Baden Powell, est de prendre l'avion. Le développement des liaisons aériennes est précoce dans l'Orient. En 1926, le premier vol oriental relie Riberalta à Puerto Maldonado, dans l'Amazonie péruvienne.<sup>35</sup> La Bolivie, peut-être en raison de son enclavement, a été un pays pionnier pour le développement de l'aviation. Dès 1925, la compagnie aérienne nationale Lloyd Aéreo Boliviano (LAB) était créée.<sup>36</sup> De nombreux orientaux découvrent ainsi l'avion avant de voir arriver le premier camion dans leur ville. Nilson Berre, président du Comité Civique de San Matías se rappelle qu'il y a trente ans un seul avion par mois (de la TAM, les transports militaires) desservait le village. La route fut ouverte aux véhicules motorisés bien plus tard, en 1985, et c'est seulement en 1990 que les premières compagnies de bus commencèrent à rallier la ville.<sup>37</sup> L'aviation a un avantage : ses coûts d'infrastructure sont minimes en comparaison des liaisons terrestres. Dans les années 80 la majorité des aéroports réguliers du pays se trouve à l'Est.<sup>38</sup> Et l'avion ne sert pas qu'à transporter les hommes. En l'absence de route, il permet aussi d'écouler les produits des Basses Terres, la viande principalement.

### **Encadré II-2 : L'exportation de la viande du Beni par avion**

Jusqu'en 1986, la viande produite dans les élevages des plaines du Beni fut exportée par avion à La Paz. L'opération, si elle était rentable financièrement, était risquée et se révéla, à la longue coûteuse en hommes. Les avions, des ex-bombardiers de la seconde guerre mondiale type B-17, achetés au rabais à Miami, décollaient de pistes improvisées dans les pâturages. Chargés au maximum – au dernier moment il y avait toujours un passager de plus, un paquet de plus –, ils volaient jusqu'à la Cordillère. À ce point là, ils devaient s'élever le plus haut possible pour éviter les hauts sommets. En l'absence d'appareils de navigation, le co-pilote décomptait à voix haute la durée du *blower*, temps durant lequel les moteurs étaient en sur-régime. Les jours de grands vents ou de temps couvert, il n'était pas rare que l'avion fasse demi-tour. Il ne restait plus au propriétaire de la viande qui voyait revenir sa cargaison, qu'à transformer sa viande en *charqui*<sup>39</sup> et à l'écouler sur le marché local. Pour les avions qui avaient atteint La Paz et Oruro,

<sup>33</sup> Ayala mentionne, au titre des routes du Pando, la route Cobija - Bolpebra, « à travers le territoire brésilien ». Voir Ayala Z., Alfredo 1978 *Geografía general de Bolivia : Estudios físico, político, y económico de Bolivia*, p. 229. Une étude du BID\* inclut les routes brésiliennes dans les voies de communication de l'Amazonie bolivienne. Pour aller de Guayaramerín à Abuná, il est mentionné qu'il faut utiliser la route brésilienne qui rejoint Guajará-Mirim à Porto Velho. Pour aller à Cobija, il suffit d'utiliser la route, en territoire brésilien encore une fois, qui joint Rio Branco à Assis Brasil Voir Conesa, Eduardo (Director) 1983 *Estudios de transportes en la Región Amazonica y en el Alto Paraguay*, p. 8

<sup>34</sup> Saavedra Weise, Agustin 1995 *Bolivia y el mundo*, p. 195

<sup>35</sup> Calderon Gutierrez, Fernando (Coord.), Suárez, Hugo José et Jetté, Christian 2003 *Informe de desarrollo humano en el Norte Amazonico Boliviano*, p. 45

<sup>36</sup> Ce qui en fait la troisième compagnie nationale la plus ancienne du monde.

<sup>37</sup> Entretien réalisé le 24/09/03 à San Matías.

<sup>38</sup> Cf : carte II-3, ci-dessus.

<sup>39</sup> Le *charqui* est une préparation de la viande typique de l'alimentation andine, qui consiste à la dessécher par un processus de gel – dégel pour la conserver plus longtemps. Dans l'Orient on se contentait de la faire sécher en la salant. Traditionnellement le *charqui* est fait avec de la viande de mouton ou de lamas et d'alpagas.

le temps dès leur arrivée était compté. Les vents de l'Altiplano, violents dans l'après midi, imposaient un départ avant midi. Si le système permit, à moindre coût, d'intégrer le Beni au marché national, il n'était pas exempt de ratés. Les avions vétustes, les pilotes fatigués, les cargaisons trop importantes pour la capacité des appareils entraînaient toutes sortes d'accidents, aux conséquences plus ou moins graves. Il en est resté, dans l'opinion publique, la conviction que les pilotes boliviens sont les meilleurs du monde<sup>40</sup> et quelques légendes tenaces. Il y a celle par exemple qui raconte qu'un jour un avion, trop chargé pour s'élever au-dessus de La Ceja,<sup>41</sup> lâcha toute sa cargaison aux alentours de la rivière Irpavi, dans les faubourgs sud de la capitale.<sup>42</sup> Ce jour là il y eu beaucoup de gens pour se féliciter des faiblesses du transport aérien oriental.

Malgré toutes ses faiblesses, le transport aérien suppléait aux défaillances du réseau routier. Tout cela n'appartient pas seulement à une époque révolue. En 2003, quelques entrepreneurs se lancent dans la vente des poissons amazoniens sur le marché de Santa Cruz.<sup>43</sup> Tous les mardis et tous les vendredis, ils chargent le poisson dans des caisses de polystyrène remplies de glace. Tôt le matin, sur la route de Riberalta à Guayaramerín, les taxis chargés de poissons filent à Guayaramerín pour embarquer les caisses.<sup>44</sup>

L'avion, bien sûr, ne fait pas qu'acheminer de la viande ou du poisson. Pendant longtemps, il a aussi transporté les hommes. Lévi-Strauss, alors qu'il se trouvait dans ce « gros village de basse Bolivie », devenu la deuxième ville du pays Santa Cruz, dresse ce tableau évocateur de l'état de l'aviation orientale. « En 1938, l'aviation ressemblait peu à ce qu'elle est aujourd'hui. Sautant, dans des régions reculées de l'Amérique du Sud, certaines étapes du progrès, elle s'était installée de plain-pied dans le rôle de patache pour des villageois qui jusqu'alors, en l'absence de route, perdaient plusieurs jours pour se rendre à la foire voisine, à pied ou à cheval. Maintenant un vol de quelques minutes (mais, à dire vrai, souvent en retard d'un nombre très supérieur de jours) leur permettait de transporter leurs poules et leurs canards entre lesquels on voyageait le plus souvent accroupi, car les petits avions étaient bourrés d'un mélange bigarré de paysans nu-pieds, d'animaux de basse-cour et de caisses trop lourdes ou trop volumineuses pour passer dans les pistes de forêt. »<sup>45</sup> En l'absence de routes, les avions se transformaient donc en compagnie de bus. Ils étaient le seul moyen d'atteindre, et de s'échapper, de nombreux villages de la frontière.

En termes de distance-temps, comme le souligne Lévi Strauss, l'opération n'était pas forcément aussi rentable qu'on se l'imagine. Les avions pouvaient se faire attendre longtemps, les intempéries ou les avaries des appareils rendaient les lignes irrégulières. Si de Magdalena, il fallait seulement une demi-heure pour atteindre Trinidad, il n'était pas rare d'avoir attendu l'avion quelques semaines. Mais c'est surtout en termes de distance-coût que les lignes aériennes étaient désavantageuses. À Cobija, avant l'arrivée de la route en 1992, seul l'avion permettait de rejoindre la ville. Il en coûtait aux voyageurs entre 100 et 150 dollars, pour un aller simple. L'arrivée des

<sup>40</sup> Parce que les mauvais pilotes se sont rapidement auto-éliminés au champ d'honneur de l'intégration nationale.

<sup>41</sup> La Ceja est l'escarpement séparant la vallée de La Paz et l'Altiplano.

<sup>42</sup> Anecdote rapportée aussi par José Luis Roca, voir Roca, José Luis. 2001 *Economía y sociedad en el Oriente Boliviano (siglos XVI-XX)*, p. 478

<sup>43</sup> Il s'agit principalement de *pacus* ; *surubis* ; *corvinas* et *sabalos* (poissons de rivières).

<sup>44</sup> Le procédé qui consiste à emmener les poissons à l'aéroport de Guayaramerín, plutôt que de les embarquer à Riberalta, d'où décolle l'avion, permet d'économiser 3 heures, précieuses pour la chaîne du froid.

<sup>45</sup> Lévi-Strauss, Claude 1984 [1955] *Tristes tropiques*, p. 28

compagnies de transport collectif, en divisant par 7 à 8 le prix d'un voyage à La Paz, a tout changé dans la distance-coût et la distance subjective qui sépare cette ville frontière de la capitale. « L'avion met en contact mais n'intègre pas », affirmait Agustin Saavedra Weise.<sup>46</sup> Pour un pays qui a toujours fait de l'intégration de ses marges orientales une priorité, le spectacle de « ses îles terrestres isolées et installées sur l'immensité du territoire de la Nation bolivienne » à de quoi faire frémir.<sup>47</sup>

### Un espace vide pour accueillir du rêve

« *De Chuquisaca, j'aurai bien voulu pénétrer plus à l'Est, dans ces contrées intérieures et mystérieuses des Chiquitos et des Mojos, qu'on ne connaît presque que par ouï-dire.* »  
Alcide d'Orbigny 1836 48

« Les terres basses de l'Orient sont totalement étrangères à la majorité des habitants de Bolivie, aussi loin pour eux que le Brésil et l'Europe », affirme doctement Martin Ira Glassner en 1990, un siècle et demi après D'Orbigny.<sup>49</sup> Bien sûr, il y aurait beaucoup à redire sur cet avis si tranché, en commençant par préciser que, si elles paraissent aussi loin que le Brésil, c'est qu'elles le sont presque, au moins celles qui constituent la bande frontalière qui jouxte ce pays. Mais, il y a du vrai dans ce que dit le géopoliticien. La distance insurmontable crée de l'étrangeté, et l'étrangeté de la distance. Encore faut-il rappeler que la singularité de l'Orient n'est qu'une façon de cacher la profonde méconnaissance de la région. Le mythe de l'Eldorado s'est réfugié dans toutes les régions « vides » et méconnues d'Amérique Latine. L'Orient, passé Santa Cruz et sans l'aide des pères missionnaires, a longtemps été mal connu. « La Bolivie demeure pour une moitié inexplorée »<sup>50</sup>, dit Gumucio Dagron. Il oublie de préciser que la face cachée est aussi la face rêvée, son paradis sur terre, si loin d'elle. Le colonel Church, fasciné par les richesses de la frontière, montre bien cette contradiction : « Le Caupolican est un paradis. Mais comme le Paradis auquel nous rêvons tous, il est aussi inaccessible. »<sup>51</sup>

## II – L'Eldorado : un monde de richesses infinies

« *Moxos, la lointaine, l'inconnue dont rêvent les poètes et les aventuriers, qui confère la virilité à ceux qui se risquent jusqu'à ses pampas et ses épaisses forêts, à la poursuite de quelque chimère ou simplement pour éprouver l'envoûtement de cette terre vierge dont le nom résonne comme un appel. Le Béni, le Béni !* »  
Raul Bothelo Gosalvez, 1957<sup>52</sup>

La frontière orientale est l'Eldorado de la Bolivie. Cela conditionne la façon dont elle s'intègre au territoire national. Pour comprendre cette représentation de l'Orient, il faut revenir sur

<sup>46</sup>Saavedra Weise, Agustin 1995 *Perspectivas geopolíticas y geoeconomicas de Bolivia en torno a los corredores bioceanicos*, p. 600.

<sup>47</sup> Saavedra Weise, Agustin 1995 *op. cit.* p. 599

<sup>48</sup> Orbigny, Alcide Dessalines D' 1836 *Voyage pittoresque dans les deux Amériques : Résumé général de tous les voyages*, p. 362.

<sup>49</sup> Glassner, I. Martin 1990 *Orientacion de Bolivia : Hacia el atlantico o el Pacifico ?*, p. 161

<sup>50</sup> Gumucio Dagron, Alfonso 1981 *Bolivia*, p. 145

<sup>51</sup> Georg Earl Church est un citoyen états-unien, ingénieur spécialiste des chemins de fer. Il est bien connu en Bolivie pour les missions d'explorations menées en direction de l'Orient. En 1868 il prend la tête de la Compagnie Nationale Bolivienne de Navigation censée ouvrir la navigation sur les fleuves en direction de l'Atlantique et de l'Europe. Il resta en Bolivie jusqu'à la fin de sa vie (1910).

ce mythe et réfléchir sur sa lente métamorphose. Peu à peu la légende de l'homme doré est oubliée et l'Eldorado devient seulement un lieu caractérisé par son irréalité. Du pays du roi doré il ne garde que sa caractéristique principale : la profusion édénique. Il ne lui manquait plus qu'à être bolivianiser.

## 2-1 Retour sur un mythe

« On demande l'or. Déjà, c'est l'or qui est la « monnaie » du rêve. »  
J.M.G Le Clézio, 1988<sup>53</sup>

### 2-2-1 Généalogie du mythe

Le mythe de l'Eldorado<sup>54</sup> est né en Amérique du Sud de la rencontre entre les rêves des conquistadores et les espaces inconnus. Il fut, en son temps et sur ce continent, bien autre chose qu'un vulgaire synonyme de paradis utopique. S'il est galvaudé aujourd'hui, c'est d'avoir été trop utilisé pour décrire n'importe quelle contrée promise à de grandes richesses. Pourtant, avant de servir de qualificatif passe-partout, le terme possède une drôle d'histoire. Il faut la rappeler. Car, en Bolivie, lorsqu'on évoque l'Eldorado oriental, on fait plus qu'utiliser une fleur rhétorique. On revisite un mythe.

#### Du roi doré au lieu, du lieu à l'espace sans lieu

L'évolution de l'Eldorado révèle une étrange série de transformations. Ce qu'il désigne ne cesse de muter : d'homme il devient lieu, puis de lieu un espace sans limite. L'El Dorado, ce fut d'abord un roi doré. « Les Indiens disent que ce prince ou roi est un seigneur très riche et grand. Chaque matin il s'enduit d'une résine qui colle très bien. L'or en poudre adhère à cette gomme (...) jusqu'à ce que tout son corps en soit couvert de la plante des pieds jusqu'à la tête. Il apparaît alors, aussi resplendissant qu'un objet d'or travaillé par les mains d'un grand artiste. ». Voilà la première description de l'Eldorado, dressée par le chroniqueur espagnol Gonzalo Fernandez de Oviedo en 1547.<sup>55</sup> De ce monarque, on chercha tout naturellement le lac dans lequel il se baignait, puis la cité, Manoa, qu'il habitait. Car l'homme, fût-il d'or vêtu, intéressait peu. On voulait son or. Les conquistadores, aiguillonnés par les Indiens qui voyaient dans leur obsession un bon moyen de les éloigner de chez eux, cherchèrent des lacs, puis des royaumes entiers, convaincus qu'une telle quantité d'or devait se trouver dans un royaume puissant contrôlant de vastes territoires. L'Empire Inca l'avait montré.

<sup>52</sup> Bothelo Gosalvez, Raul 1994 [1957] *Terre indomptable*, p. 12

<sup>53</sup> Le Clézio, J.M.G. 1997 [1988] *Le rêve mexicain ou la pensée interrompue*, p. 10. L'auteur relate l'arrivée des premiers conquérants sur le continent américain, en 1517 sur la terre mexicaine, telle que l'a raconté Bernal Diaz del Castillo.

<sup>54</sup> En français comme en espagnol deux orthographe sont possibles : El Dorado et Eldorado. Nous gardons la première pour désigner le mythe originel, celui qui évoque l'homme doré, et la deuxième orthographe pour désigner le lieu mythique, qui s'éloigne peu à peu de la légende de l'homme doré, pour devenir un lieu où se concentrent les richesses d'or.

<sup>55</sup> Fernandez De Oviedo, Gonzalo 1950 [1547] *Cronica de las Indias. La historia general de las Indias ...*

## Ceci n'est pas l'Eldorado

Drôle encore, l'histoire de ce mot qui dit seulement ce qu'il n'est pas. Il a quelques similitudes avec la pipe du tableau de René Magritte, qui n'en est pas une puisque le peintre pris soin de l'écrire sous son dessin de pipe. « Ceci n'est pas une pipe. »<sup>56</sup> À propos de l'Eldorado, il faudrait toujours l'accompagner d'un sous titre du même genre, « Ceci n'est pas l'Eldorado ». Car l'Eldorado, si on le trouve, n'est pas *vraiment* l'Eldorado. Lorsque Balboa,<sup>57</sup> le *caudillo tropical* du Darien, prend possession de la « terre ferme », dans l'actuel golfe d'Uraba,<sup>58</sup> les indigènes de la côte lui parlent d'une contrée située à l'intérieur des terres : le pays du cacique de Dabaibe, où se trouve de l'or à foison. Mais ce pays est encore trop proche, trop aisément accessible pour être le vrai Eldorado. On se renseigne mieux. On apprend que ce cacique obtient son or par le troc qu'il pratique avec « les seigneurs de la mine » qui vivent au sud dans « la sierra la plus haute du monde. »<sup>59</sup> Ce pays des mines d'or restera durant un demi-siècle l'Eldorado à atteindre. C'est une évocation de l'Empire Inca. Pourtant, dès que les Castillans de la troupe de Francisco Pizarro l'atteignent, ils sont convaincus que l'Eldorado doit être plus loin. La rançon versée pour la libération d'Atahualpa, le dernier Inca, aurait pu aisément les convaincre d'avoir trouvé le pays de l'or. Durant des semaines et des semaines de cette année 1533 tout l'or du Pérou afflue à Cajamarca, où l'Inca est retenu prisonnier. Pizarro envoie aussi trois Espagnols à Cuzco. Ils reviennent avec le fantastique trésor des Incas.<sup>60</sup> Toutes ces richesses n'apaisent pas les conquistadores. L'Eldorado, ils en sont convaincus, doit se trouver plus loin. Comment un rêve de richesses illimitées pourrait-il être assouvi par quelques milliers de kilogrammes d'or ?

En 1541 lorsque le gouverneur Vaca de Castro <sup>61</sup> arrive au Pérou il organise de nouvelles expéditions à la recherche de l'Eldorado dans l'Oriente, cette fois. Là-bas, au-delà des Andes le vrai trésor des Incas est caché. Plus loin encore existe l'Eldorado. Peut-être que, fraîchement arrivé d'Espagne, il ignorait « la propension des hommes du Nouveau Monde à bâtir des chimères »<sup>62</sup>, aussi démesurées que les sacrifices consentis par les conquistadores pour venir jusqu'à elles. Peut-être ne savait-il pas que l'Eldorado est un mot qui dit ce qui n'existe pas.

<sup>56</sup> René Magritte, "Ceci n'est pas une pipe", 1929.

<sup>57</sup> Vasco Nunez de Balboa est arrivé avec Enciso sur la terre ferme en 1510, dans le Darien, situé dans la Colombie actuelle à l'est du rio Atrato. Il a tôt fait de renverser son chef et de prendre le titre d'*alcaide mayor* de la ville nouvellement fondée, puis de renvoyer Nicuesa, chargé par le roi d'Espagne de contrôler l'ouest du rio Atrato. En 1511, chef tout puissant et auto-proclamé, il est nommé gouverneur de la Terre Ferme par le roi Ferdinand.

<sup>58</sup> Le Golfe d'Uraba se situe à l'extrémité orientale de la façade caraïbe de la Colombie, dans l'embouchure du fleuve Atrato. Balboa y fonde la « ville » de Santa Maria de Darien.

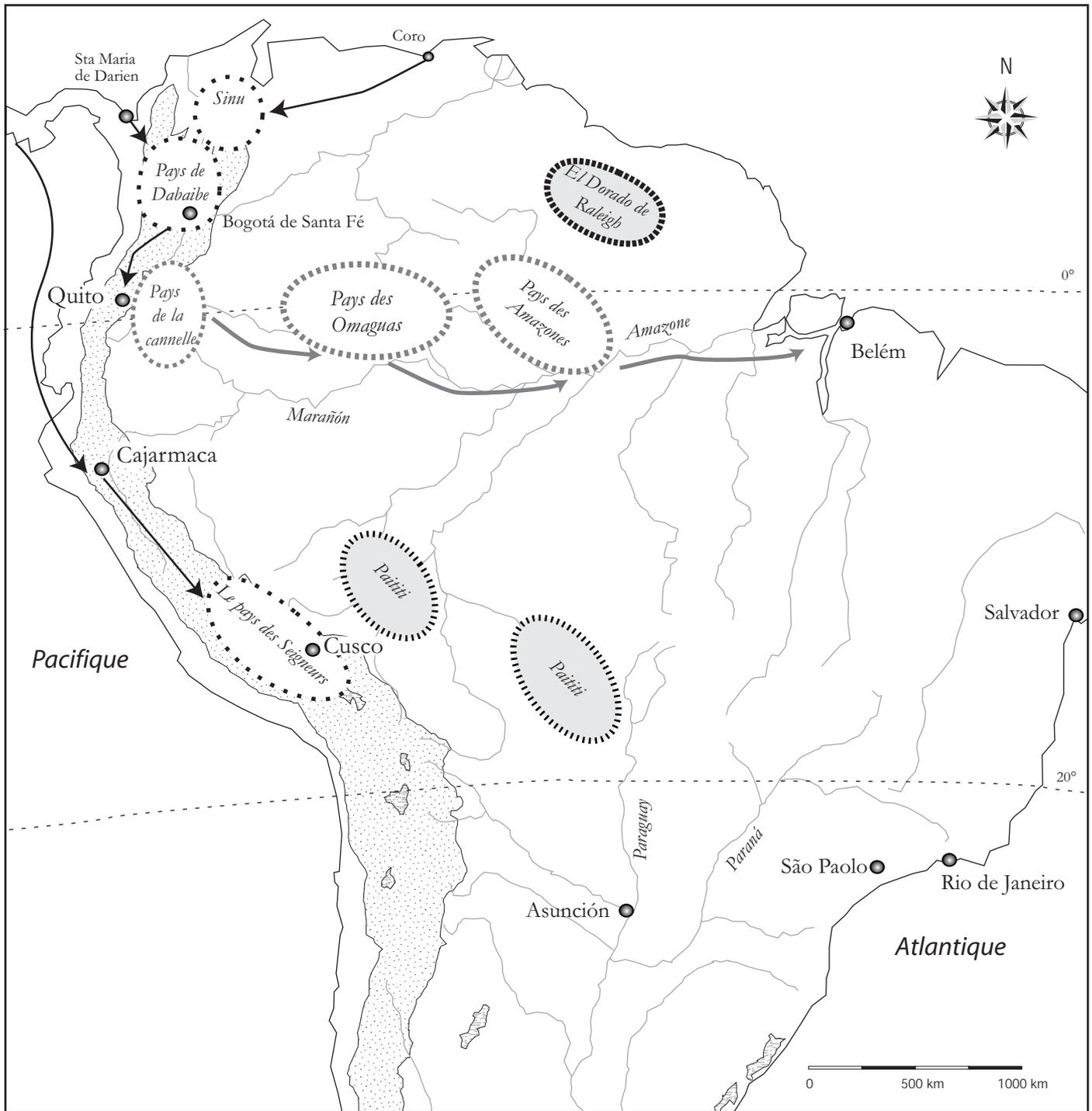
<sup>59</sup> C'est ce que consigne le chroniqueur Rodrigo Navarrete en 1575 des informations reçues des indigènes. Voir Navarrete, Rodrigo 1955 [ 1575 ca ] *Relacion de las provincias y naciones de los Yndios llamados Aruacas*, p. 218

<sup>60</sup> Le montant de la rançon d'Atahualpa que demandèrent les Espagnols pour sa libération était fixée par les dimensions d'une pièce du temple de Cajamarca que les serviteurs de l'Inca devaient remplir d'or, et deux autres pièces à remplir d'argent. Selon le chroniqueur Francisco Lopez de Jerez la chambre d'or correspondait à 88 mètres cubes. . Philippe Conrad a calculé que la rançon d'Atahualpa représentait un million cinq cent milles pesos d'or. Quant au trésor de Cuzco dont toutes les pièces d'orfèvrerie furent fondues, il représentait quelques 6 000 kilos d'or et 11 800 kilos d'argent Voir Conrad, Philippe 2000 *Les conquistadors et le mythe de l'Eldorado*.

<sup>61</sup> Cristobal Vaca de Castro est gouverneur du Pérou de 1541 à 1542. Il prend la place de Francisco Pizarro, marquis et gouverneur du Pérou

<sup>62</sup> Bernard, Carmen et Grunziski, Serge 1991 *Histoire du nouveau monde, De la découverte à la conquête*, p. 513

## II-3 La migration de l'Eldorado en direction de l'intérieur du continent



Latitia Perrier Bruslé 2004

### I - Les premiers Eldorados sont Andins

ElDorado : XVIème siècle



Progression des hommes et de la conquête



Ville coloniale de contrôle de l'espace



### II - La migration de l'Eldorado en direction de l'espace inconnu de l'intérieur

La descente de l'Amazone : route d'Orellana

Les pays imaginaires dans l'axe de l'Amazone



Les deux refuges du rêves : les pays inconnus jusqu'au XXème siècle

La Guyane de Raleigh et des autres



Le Paititi de Fawcett et des autres



## La migration de l'Eldorado

C'est ce qui explique le déplacement géographique incessant du mythe. Comme un mirage dans le désert, il s'éloigne dès qu'on croit l'atteindre. Il se replie, au fur et à mesure de la découverte des nouvelles terres, sur les territoires inconnus du centre du continent. Recluse dans l'intérieur des Guyanes, la légende du roi doré se maintient. En 1599, la carte élaborée par Jodocus Hondius mentionne la cité du roi dans le massif guyanais, au bord du lac Parima.<sup>63</sup> Ailleurs le mythe s'appauvrit en migrant et en se démultipliant. On oublie le roi doré. Le pays des Amazones décrit par Gaspar de Carvajal, qui accompagne Francisco de Orellana dans la première descente de l'Amazone,<sup>64</sup> a tous les traits de l'Eldorado, le souverain en moins. « Il dit qu'il y avait là une très grande richesse en or et en argent et que toutes les dames principales et de qualité n'ont de service que d'or et d'argent », rapporte Carvajal des propos d'un Indien leur décrivant les Amazones.<sup>65</sup> Si l'on cherche, encore un temps, la cité de l'or du côté de la Guyane,<sup>66</sup> on l'imagine aussi au-delà des Andes. Là se cache le Paititi, où se seraient réfugiés les derniers Incas, partis avec la majeure partie du trésor de l'Empire. Encore un avatar de l'Eldorado. « Le royaume où nous sommes est l'ancienne patrie des Incas, qui en sortirent très imprudemment pour aller subjuguier une partie du monde et qui furent enfin détruits par les Espagnols », explique le roi de l'Eldorado à Candide en visite dans son pays.<sup>67</sup> « Quand les Incas et les Atacamènes ont appris l'arrivée des conquistadores, ils ont réussi à planquer une bonne partie de leurs richesses dans les rivières, les lacs et le désert », soutient un guide au célèbre détective Cayetano Brulé, personnage de fiction créé par l'auteur chilien Roberto Ampuero.<sup>68</sup> Où l'on voit que les deux mythes celui de la cité perdue des Incas et celui du roi doré se confondent, au moins lorsqu'ils accèdent à la gloire littéraire.

## 2-2-2 Le visage d'un mythe

### Au pays de cocagne, tout est sans limite

L'Eldorado se déplace, se multiplie, et perd quelques-unes de ces caractéristiques dans son errance. Une seule chose ne change jamais : l'idée d'une fortune sans limite. C'est un legs du roi doré, l'homme qui s'enduisait d'or avant de se baigner dans un lac. Pour les Espagnols qui fondaient l'or en pièces pour l'amasser et assurer leur pouvoir, cette gabegie du roi était synonyme

<sup>63</sup> Elle s'inspire du récit fait par Walter Raleigh de son voyage en Guyane en 1595.

<sup>64</sup> Francisco de Orellana quitte Guayaquil, qu'il a fondé, en 1539 en direction des vallées intertropicales pour atteindre le pays de la Cannelle et rejoindre l'expédition de Gonzalo Pizarro. En 1541 ils atteignent les vallées intertropicales. L'expédition est terriblement dure. Orellana, envoyé en éclaireur vers l'Est, décide de descendre plus bas sur le Napo pour chercher des vivres. Prenant rapidement conscience qu'il ne pourra plus revenir en arrière, il décide de continuer à descendre le fleuve. Il atteint l'Atlantique le 11 février 1542. C'est le premier européen à avoir traversé de part en part le continent sud américain. Après un séjour en Espagne, il repart en 1544 avec un titre de gouverneur de ces nouvelles terres du centre, et meurt dans cette deuxième expédition vers 1546.

<sup>65</sup> Carvajal De, Gaspar 1994 *Amazonie ventre de l'Amérique. Relation de la première descente de l'Amazone*, p. 138

<sup>66</sup> « Dès 1703, le géographe Delisle émet des doutes sur l'existence de Manoa et les explorateurs hollandais qui s'enfoncent au XVIIIe siècle dans l'intérieur de la Guyane ne peuvent que constater l'absence d'un tel royaume. » voir Conrad, Philippe 2000 *Les conquistadors et le mythe de l'Eldorado*

<sup>67</sup> Voltaire 1976 [1759] *Candide*, chapitre 18<sup>ème</sup> « Ce qu'ils virent dans le pays de l'Eldorado ».

<sup>68</sup> Ampuero, Roberto 2004 [1996] *Le rêveur de l'Atacama*, p. 189

d'une très grande richesse. Comment en serait-il autrement ? Qui pourrait se permettre, à part l'homme à la tête du pays de l'Or, de jeter, non pas l'argent par les fenêtres, mais l'or dans les lacs ?

Il devait en rester la conviction que rien ne manque au pays de l'Eldorado. Peu importe d'ailleurs qu'il s'agisse de l'or. Voltaire revisitant le mythe, imagine dans son Eldorado, situé du côté des missions jésuites du Paraguay, une abondance de pierres précieuses. Des émeraudes, des rubis, des diamants avec lesquels les enfants jouent aux palets, pour les abandonner dans la rue comme de vulgaires cailloux. À l'époque où les épices sont aussi précieuses que l'or (n'est-ce-pas pour cela qu'on est parti découvrir l'Amérique ?) le pays du roi Doré prend pour antichambre celui de la cannelle. Cette écorce vaut tout l'or du monde et, depuis Quito, au début de XVI<sup>ème</sup> siècle, la recherche du pays de la cannelle conduit à l'Eldorado. En somme, l'Eldorado n'est doré que parce que c'est la couleur de l'opulence. On peut ainsi penser que, si le pays des Amazones a emprunté de nombreux traits à l'Eldorado, c'est que ce sont les femmes qui manquèrent le plus à la troupe d'Orellana, embarquée depuis des mois sur les rivières amazoniennes. « Ces femmes très blanches », que les conquistadores, dans leurs délires,<sup>69</sup> croient deviner dans l'ombre de la forêt, sont devenues, à leurs yeux, aussi précieuses que l'or qu'ils sont venus chercher. Plus tard, beaucoup plus tard, l'Eldorado garde son nom mais sert à évoquer toutes sortes de gisements supposés sans limite : le pétrole, le caoutchouc, la quinine.

### **Eldorado, réserve d'imaginaire occidental**

À propos de l'Eldorado, on insiste souvent sur l'emprunt à des légendes amérindiennes. Les références sont multiples. Elles visent à démontrer que le mythe se trouvait à l'état latent, accroché à ces terres du centre du continent, et que les conquistadores n'ont été que la solution chimique qui l'a fait cristalliser. La Condamine souligne la préexistence du pays des Amazones, avant même l'arrivée des Espagnols.<sup>70</sup> De même, la légende de l'El Dorado d'Omagua est racontée par un cacique indien en 1532 alors qu'il se trouvait à la cour de l'Inca, à Cajamarca. Il venait de la région de Cundinamarca dans les confins nord de l'Empire. Légendes amérindiennes, arguments de véracité.

Mais, comment ne pas se figurer la part, bien plus importante, des apports occidentaux ? La traduction dans cette Amérique en découverte, n'est pas chose facile. Les Castillans, recevant les informations de leurs interprètes, cherchent des indications de quelque chose de déjà connu. Il faut rendre les légendes intelligibles, conformes à leur représentation du monde. Aussi, les références à la culture occidentale sont bien plus nombreuses que les annotations locales. De l'Antiquité naissent les Amazones. Ce sont les femmes du peuple Sauromate décrites par Hérodote, qui montent à cheval, tirent à l'arc et n'ont pas appris les travaux qu'on réserve à leur sexe.<sup>71</sup> On les retrouve aussi

---

<sup>69</sup> De nombreux mirages de l'imagination sont liés aux plantes au pouvoir psychotrope que les compagnons d'Orellana mangeaient sans avoir connaissance de leurs effets hallucinatoires.

<sup>70</sup> « Il était déjà question d'Amazones parmi les Indiens du centre de l'Amérique avant que les Espagnols y eussent pénétrés » voir Charles Marie La Condamine, *Voyage sur l'Amazone*. Cité par Carvajal De, Gaspar 1994 *Amazonie ventre de l'Amérique*. *Relation de la première descente de l'Amazone*, p 14

<sup>71</sup> Hérodote 1985 *L'enquête : livre I à IV*, livre IV, à propos de la légende de la formation du peuple Sauromate.

dans l'*Illiade* d'Homère. Pline repousse leur royaume au-delà du Gange, puis le *Roman d'Alexandre*, précise leur rituel.<sup>72</sup> Concernant le mythe de l'Eldorado d'autres images sont convoquées, bibliques celles-là : la richesse du pays du roi Salomon et ses mines d'or,<sup>73</sup> la région d'Ophir, célèbre à cause de son or et de ce qu'il en coûtait pour l'atteindre.<sup>74</sup> Au moment où le mythe se cristallise, les conquistadores ont la tête pleine du *Livre des Merveilles* de Marco Polo et des palais dorés qu'il a trouvés le plus loin de l'Europe, au bout de sa route, à Cipango.<sup>75</sup> Reste le plus important, la référence au Paradis dans sa représentation chrétienne. Quelques temps après la découverte des Antilles, alors que se profile déjà l'immensité de la terre ferme, Colomb écrit dans une lettre au pape Alexandre VI, « j'ai cru et je crois tout ce que crurent et croient tant de théologiens pieux et savants, que c'est là la contrée du Paradis Terrestre. »<sup>76</sup> L'Eden, la Jérusalem céleste, les images se bousculent plus puissantes encore que tous les emprunts à la littérature antique ou médiévale. Dans cette terre vierge, tout peut recommencer.

Les pays merveilleux du nouveau monde sont « le réservoir imaginaire de l'Occident »<sup>77</sup> avant d'être le produit de quelques légendes locales. Ce processus de création du mythe, en dehors de toutes références précises à la région eldoradesque, est à l'œuvre, de la même façon dans la construction de l'Eldorado bolivien.

### **Une drôle de relation au temps**

Les récits merveilleux du nouveau monde entretiennent un rapport au temps particulier. Alors que tout bouge dans cette Amérique en construction, que l'on fonde des villes, que l'on ouvre des chemins, que l'on construit, chaque jour, les éléments d'une nouvelle civilisation hybride, les pays de l'Eldorado se maintiennent dans l'intemporalité. D'un conquistador à l'autre, puis d'un explorateur à l'autre, les stéréotypes de l'Eldorado se multiplient presque à l'identique. Étrange *topos* sans lieu de la littérature d'exploration. L'Eldorado est une machine qui lance les hommes dans des projets extravagants d'exploration. Orellana, Aguirre, Raleigh, Fawcett et bien d'autres sont faits de la même pâte. Comme dans la chanson populaire française, « ils vont au bout de leur rêve. »<sup>78</sup> Pour un futur meilleur, ils consentent beaucoup de sacrifices dans le temps présent. La plupart des chercheurs d'Eldorado, que toutes les époques ont produit, mourront au champ d'honneur de leur songe destructeur. Le but de leur quête se situe, non seulement dans un ailleurs spatial mais aussi dans un ailleurs temporel. Leur recherche inaboutie installe l'Eldorado dans un futur irréel.

<sup>72</sup> *Le roman d'Alexandre* est rédigé entre le III<sup>e</sup> et le I<sup>er</sup> siècle avant JC. Voir Carvajal De, Gaspar 1994 *Amazonie ventre de l'Amérique. Relation de la première descente de l'Amazone*, p. 35.

<sup>73</sup> 1998 TOB, traduction oecuménique de la Bible, Roi, Livre 1, verset 10 par exemple, lorsqu'il est écrit « Le roi Salomon fit deux cents grands boucliers d'or battu, pour chacun desquels il employa six cents sicles d'or, et trois cents autres boucliers d'or battu, pour chacun desquels il employa trois mines d'or; et le roi les mit dans la maison de la forêt du Liban. » Verset 16 et 17, p 410.

<sup>74</sup> La région est célèbre à cause de son or. Hiram et Salomon envoyèrent une flotte à Ophir qui ramena des bois d'essences rares, de l'or, et de l'argent. Josaphat tenta d'imiter cette entreprise mais ces navires périrent. L'aller et retour des navires en direction de cette contrée duraient sans doute trois ans à cette époque. Il y a là un véritable confin. Preuve encore que la première condition d'émergence d'un Eldorado est la distance.

<sup>75</sup> Polo, Marco 1985 [1298] *Le devisement du monde : le livre des merveilles*.

<sup>76</sup> Cité par Bernard, Carmen 1999 *Espaces américains: rêves, mythes, fictions*, p. 9

<sup>77</sup> Bernard, Carmen 1999 *Espaces américains: rêves, mythes, fictions*, p.3

<sup>78</sup> Voir Jean-Jacques Goldman 1982 "J'irai au bout de mes rêves / Tout au bout de mes rêves/Où la raison s'achève. »

Il existe une double temporalité en jeu à propos du mythe de l'Eldorado : la permanence et le futur. Les deux, ainsi assemblées, donnent au lieu mythique le visage de l'éternité, celui de la Jérusalem céleste qui a marqué l'imagination des traqueurs de pays dorés. En Bolivie, l'Oriente s'inscrit aussi dans ce double pas de temps, subtil amalgame de temps suspendu et mis en réserve pour le futur de la République.

## ***2-2 La profusion édénique***

« Quand j'étais jeune je me demandais si l'Amazonie existait vraiment ou s'il s'agissait d'un monde magique de fantastiques légendes tropicales. »<sup>79</sup> Dans les années 50, Ramiro Paz est un gamin de La Paz Il est bercé par les légendes de ce pays de cocagne. Là-bas il n'y a qu'à se baisser pour devenir riche. L'or, ou tout autre substance de valeur, n'impose aucun effort pour sa collecte. Les sociétés andines, dans un processus syncrétique, ont revisité le mythe. L'Eldorado oriental n'est plus la cité de l'or mais celle d'une nature généreuse. Aujourd'hui, à la faveur d'un système de valeurs mondialisé, les espaces vierges sont surclassés dans la hiérarchie des milieux. L'Eldorado oriental s'enrichit de la valeur conférée à la forêt tropicale, même si la luxuriance du milieu naturel est aussi le revers de la médaille. Ceux qui s'y frottent, apprennent, à leurs dépens, que l'Eldorado a aussi emprunté quelques traits à l'enfer.

### ***2-2-1 Un mythe venu des Andes ...***

Dans l'Oriente, la terre est généreuse et la nature prolifique. Image forte. Pour les andins, la profusion naturelle vaut tous les trésors. Elle les a mis sur les routes de l'est, aussi déterminés que les conquistadores à la recherche de l'or. Pouvaient-ils attendre autre chose de paysans qui, depuis des siècles, luttent contre la sécheresse, le froid, le gel, le vent, pour extraire de la terre de l'Altiplano de quoi se nourrir ? La chaleur et l'eau sont des ressources comptées dans les Andes, elles sont illimitées dans l'Oriente. Les fruits en Bolivie ne viennent-ils pas de l'Est ? Ils sont encore considérés comme des friandises de luxe dans les communautés andines : oranges, mangues, bananes sont les mets royaux d'un paradis lointain. Et, aux pieds des manguiers géants, la terre libre s'étend en abondance.

#### **La terre grasse**

En avril 2003, dans les bureaux de l'INRA\* à Cobija<sup>80</sup> on attendait un des dirigeants de la puissante CSUTCB\*, le syndicat paysan organisé par Felipe Quispe depuis le berceau du militantisme aymara, la ville Achacachi sur l'Altiplano.<sup>81</sup> Ce dirigeant venait accompagné d'un représentant du service de communication de la section nationale de l'INRA\*. Leur mission ?

---

<sup>79</sup> Paz V., Ramiro 1999 *Dominio Amazonico*, p. 15

<sup>80</sup> Institut national de Réforme Agraire. Cet organisme d'État est chargé, dans le cadre de la nouvelle loi INRA de 1996, de procéder à l'assainissement du foncier, c'est-à-dire à la mise en place d'un cadastre pour éviter les trop fréquentes superpositions de propriété.

<sup>81</sup> Achacachi est une ville sur la route de Sorata à La Paz. Elle est le centre de la lutte aymara.

Quatre jours, une voiture, trois hommes pour promener un syndicaliste andin et lui montrer des images de l'Eldorado. L'INRA, seule instance habilitée à distribuer des terres appartenant à l'État,<sup>82</sup> allait appuyer un vaste mouvement de colonisation qui bénéficierait aux communautés rebelles de l'Altiplano. 5 000 familles pour des milliers et des milliers d'hectares. La stratégie est classique. Elle consiste à calmer la vigueur de la contestation paysanne andine, en agitant les miroirs aux alouettes orientaux.<sup>83</sup> Il suffisait de monter un dossier, avec l'appui institutionnel de l'INRA pour l'attribution des terres. Un jour la Banque Mondiale, le BID ou un autre organisme paierait le cœur léger pour l'amélioration des conditions de vie des membres de la CSUTCB. Bien sûr, rien ne tenait vraiment debout dans ce projet pharaonique et bancal. Je m'y agrégeai par opportunisme scientifique et on m'y intégrait avec le titre ronflant de « Chargé du diagnostic de l'impact socio-économique. »<sup>84</sup>

Quatre jours durant, Eulogio Mendo Condori, de la section Défense des terres et des territoires de la CSUTCB, fut soumis à beaucoup d'émotions. Premier séjour en Amazonie. Premier séjour au Brésil. Premières visions de la forêt. Son étonnement était grand. Ce leader d'hommes de l'Altiplano prenait parfois les poses d'un enfant perdu dans un monde nouveau. Il fallait sans cesse lui rappeler, le long de la route que nous emprunions de quel côté se trouvait la Bolivie et de quel côté se trouvait le Brésil. On lui a montré les forêts, les baraques de bois des colons brésiliens, les arbres abattus pour l'élevage. Et puis, on s'est arrêté sur le bord d'un petit ruisseau marquant la frontière entre la Bolivie et le Brésil, quelques kilomètres après Capixaba au Brésil. Il faisait très chaud, mais les feuillages et l'humidité du ruisseau entretenaient une douce fraîcheur. Il a ramassé de la terre rouge, la terre qui lui était destinée, à lui et à ses compagnons, et il a dit que la terre était bonne parce qu'elle était grasse et qu'elle avait une belle couleur. Puis on a parlé d'autres choses, et lui a mis un peu de terre dans la poche de son pantalon. Qu'en a-t-il fait à son retour ? Sans doute pas grand-chose. Mais par ce geste, il emportait avec lui un bout du paradis. Comme dans maintes versions du mythe de l'Eldorado, il n'avait eu qu'à se saisir de la richesse jonchée sur le sol pour rapporter chez lui ce minuscule témoin d'une opulence sans limite. Toutes les mises en garde contre ce nouveau mirage d'Eldorado se fracassaient sur les quelques grammes de terre rouge et humide cachés dans sa poche. Je lui disais, inspirée par une vague réminiscence de cours de géographie tropicale, que la terre en Amazonie n'était riche que par les arbres qu'elle portait qui entretenaient sa fertilité. Les défrichements la feraient rapidement baisser. J'ajoutais, que depuis 1996 dans le Napo et le Sucumbios, où j'avais rencontré pour la première fois des colons andins en Amazonie, j'en avais vu peu qui avaient fait fortune, et aucun qui ne se plaigne du milieu tropical. Les enfants atteints de malaria ou de dysenterie, l'absence de routes, la dépendance vis-à-vis des acheteurs, seuls pourvus de moyen de transport, l'absence de *motosierra* pour défricher, la *yucca*<sup>85</sup> qui remplacerait le

<sup>82</sup> Les terres de l'État sont qualifiées de *tierras fiscales*. Elles sont délimitées une fois la procédure d'assainissement du foncier achevé, la règle veut que ce qui n'appartient à personne, appartient à l'État.

<sup>83</sup> La CSUTCB ne fait-elle pas régulièrement trembler le gouvernement ? Elle organise le blocage des routes en direction du Pérou, elle libère des territoires où police, militaires, préfets et sous-préfets n'ont plus qu'à partir.

<sup>84</sup> J'en fus quitte avec cinq pages rédigées à la hâte, qui doivent aujourd'hui encore dormir à la section communication sociale de l'INRA de La Paz.

<sup>85</sup> La *yucca* est le nom employé en Amérique Latine pour qualifier le manioc. Il en existe une grande variété d'espèces.

pain et les *chuños*\* dans leur alimentation. Toutes ces images, dont je l'abreuvaï jusqu'à l'écoeurement, n'ébranlèrent pas son intime conviction d'avoir trouvé l'Eldorado.

### **Les arbres qui donnent du lait**

Dans la communauté de Bolpebra, à la trifrontière entre le Pérou, la Bolivie et le Brésil, Doña Eugenia me raconta un jour une autre histoire d'Eldorado. En 1993, six mois après son mari, elle était arrivée de la pointe sud de la Bolivie à sa pointe la plus septentrionale. Elle avait 31 ans et deux fils.

Ce jour là de juillet 2003, elle tentait de m'expliquer le choix que son mari fit de partir du département de Tarija pour aller coloniser la forêt, et ce qui l'avait décidée à venir le rejoindre. Au départ, c'est vrai, elle ne voulait pas y aller. Elle ne pensait qu'à Buenos Aires.<sup>86</sup> Son mari était obnubilé par le Pando. Mais, elle, qu'allait-elle faire dans le Pando ? Elle avait peur des bêtes, des grosses qui vous mangent, comme le puma, et des petites qui vous donnent des maladies, comme les moustiques paludéens. Durant six mois il y eut d'âpres discussions conjugales. Elle rêvait de la ville. Des gens de sa famille l'attendaient en Argentine, ils sauraient leur donner un coup de main lors de leur arrivée. Buenos Aires, c'était l'espoir qu'un jour ses enfants aient une meilleure situation sociale que la leur. Son mari persistait. Il ne rêvait que de la jungle, des dizaines d'hectares libres qu'il pourrait occuper, quand, à Bermejo, il ne possédait qu'un lopin de terre. Là-bas il défricherait, planterait, des bananes, de la yucca, profiterait de la proximité du Brésil pour vendre les produits de leur récolte. Il saurait tirer le meilleur parti de cette nature généreuse. Mais ce n'est pas un destin d'être femme de pionnier. Elle, en tout cas, elle n'en voulait plus de ces travaux agricoles. Elle voulait migrer vers la ville.

Puis un jour son oncle lui dit, alors que son époux était déjà parti en éclaireur à la frontière nord : « Pars, rejoins ton mari, tu verras la région est belle et les arbres donnent du lait ». Il évoquait les arbres à castaña. En écrasant les amandes fraîches, présentes dans le coco, on obtient un lait extrêmement nutritif.<sup>87</sup> Ces arbres présents à l'état naturel, que l'on n'a pas besoin ni de planter, ni d'entretenir et qui donnent du lait étaient une parfaite image du paradis. Sur l'Altiplano le bétail est un bien rare, précieux et souvent famélique. Il faut l'alimenter. Au premier coup dur, il faudra le vendre parce qu'il constitue une épargne. Mais sur la frontière, il n'y a qu'à se baisser pour ramasser les cocos remplis de lait. Peut-être cette image n'a-t-elle pas suffi à la mettre en route. Peut être y a-t-il eu autre chose. C'est du moins la seule qu'elle retienne quand elle tente d'expliquer, dix ans après, son destin de migrante.

<sup>86</sup> L'Argentine est restée durant 30 ans la principale destination d'émigration des paysans andins. De nombreuses études sur ce sujet ont été menées. Voir par exemple Cortés, Geneviève 1995 *La migration : survie et mutations des sociétés paysannes andines : deux exemples dans le Valle Alto de Cochabamba (Bolivie)*.

<sup>87</sup> L'arbre à castaña ne sert pas seulement à faire du lait. Dans le *monte*\* il entre dans la confection de nombreux plats à l'époque de la récolte. À partir des amandes sèches on peut aussi extraire de l'huile, tandis que le résidu sec constitue une farine riche en protéines qui est ajoutée à la farine de manioc, *yucca*, ou de maïs pour faire du pain.

## ***2-2-2 Un mythe renouvelé par la vogue de la forêt***

### **« La forêt, c'est encore un peu du Paradis perdu. »**

Le mythe de l'Eldorado devait s'enrichir, ces dernières années, de l'image d'une forêt paradisiaque. Certes, elle est ancienne, attachée aux représentations de l'Eden biblique. « La forêt, c'est encore un peu du Paradis perdu. Dieu n'a pas voulu que le premier jardin fût effacé par le premier péché. »<sup>88</sup> Parce que les arbres de la forêt dissimulent la présence de l'homme ils donnent l'impression d'un espace protégé de l'action anthropique et des maux qu'elle entraîne. À l'aune d'une culture écologiste mondialisée, ces territoires épargnés sont des paradis à protéger. Les Boliviens ne sont pas hermétiques à ce genre de discours. Les ONG environnementalistes ont pénétré en Bolivie. Elles propagent cette bonne nouvelle : le pays est immensément riche de ces espaces vierges, qu'il apprenne à les protéger ! De ce discours, on a surtout retenu la première partie, surtout sur la frontière où l'on cherche des signes d'Eldorado. Peu importe dans le fond que la région frontalière ne soit pas *stricto sensu* couverte par de la forêt primaire, la mieux cotée dans l'éventail des milieux naturels à la mode.<sup>89</sup> Vers le sud, la forêt laisse place à une savane arborée puis aux vastes étendues aquatiques du Pantanal. C'est toujours un espace vierge, de ceux qu'aiment les Occidentaux, producteurs des valeurs mondialement partagées.

Certes, tout n'est pas si simple. Comme dans d'autres pays d'Amérique Latine, sans doute avec moins de force, des voix s'élèvent en Bolivie pour s'opposer à cette volonté exogène de protection de l'environnement, perçue comme une stratégie destinée à faire main-basse sur les ressources naturelles, disparues depuis longtemps d'Europe et d'Amérique du Nord.<sup>90</sup> Mais la fierté de posséder un trésor inestimable l'emporte souvent sur les voix des grincheux qui accusent les ONG de néocolonialisme. Parfois, ce nouveau filon monte un peu à la tête. Les frontaliers croient y voir la solution pour sortir du marasme économique, n'ont-ils pas là une ressource que tout le monde leur envie ? En tous les lieux de cette immense frontière, les échos de ce discours mondialisé valorisant la forêt vierge sont perceptibles.

<sup>88</sup> C'est ce qu'affirme Clérambard, à l'acte I, scène 10, de la pièce de Marcel Aymé. Voir Aymé, Marcel 1984 [1950] *Clérambard*.

<sup>89</sup> Trouvé sur des affiches « La poésie dans le métro » de la Ratp. « « Un chant peut s'éteindre / Comme un arbre s'éteint / Mais le chant continue / Comme dure la forêt » Guillevic, Eugène 1990 *Le Chant*. Preuve que pour l'urbain moyen des grandes métropoles mondiales, la forêt est synonyme de force, de profusion, d'éternité, en bref un bout de paradis sur terre, si loin des entrailles infernales de la terre que traverse le métro.

<sup>90</sup> Ces voix sont faibles. Rien à voir avec le puissant mouvement contre *l'internationalisation* de l'Amazonie qui existe au Brésil. Sans doute parce que la Bolivie est un pays depuis longtemps sous perfusion étrangère et qu'on y considère plus volontiers les étrangers comme des interlocuteurs incontournables du développement du pays que comme des néocolonialistes en puissance.

## Les projets d'écotourisme

L'écotourisme, par exemple, devient un sésame ouvre-toi du développement.<sup>91</sup> On ne rencontre pas un maire, pas un dirigeant de la plus petite communauté qui n'y ait un jour pensé. Avec une pointe de cynisme, ils tiennent tous à peu près le même propos : « si la forêt primaire est un trésor aux yeux des Occidentaux, alors on peut bien leur vendre de la forêt primaire, car ici on en a à revendre ». Ils adhèrent aux discours écologistes en leur ôtant un peu de leur candeur. À Guayaramerín, Antonio Simani est de ceux qui ont cru qu'en un tour de passe-passe il ferait fortune avec la forêt. Homme à tout faire, compromis dans tous les négoce de la frontière, il travaillait en 2002 à la mairie, sur un de ces emplois dont il est difficile de préciser la teneur et les heures de présence de l'employé. Il était censé diriger la « Chambre de commerce de Guayaramerín ». Cette prestigieuse institution n'avait d'existence que « dans sa poche », selon l'expression bolivienne consacrée pour ce type d'institution fantôme. Il est surtout un éleveur, depuis que son grand-père italien s'est reconverti, après le boom du caoutchouc, dans l'élevage.<sup>92</sup> À côté du bâtiment principal de son exploitation, située à quelques dizaines de kilomètres de Guayaramerín, il a construit des bungalows. Les touristes aiment la forêt et les espaces sauvages, il va leur en donner. Il a creusé la rivière pour aménager une piscine. Il a installé deux perroquets et fait imprimer des dépliants avec de superbes photos de sa base de loisirs. On peut tout faire sur les bords de cette rivière, un peu envahie par les moustiques : farniente, pêche sportive, observation des perroquets. Les bungalows n'ont jamais été occupés. Ils sont déjà un peu défraîchis, mais un coup de chiffon à l'arrivée des premiers touristes, et on n'y verra que du feu. Bientôt, il sera sur Internet. À toutes les personnes de passage, il confie des dépliants à laisser dans les agences de tourisme à La Paz. À quoi bon lui dire qu'aucun touriste ne traverserait toute la Bolivie orientale pour trouver ce qui existe, avec des infrastructures d'accueil adaptées au pied des Andes, à Rurrenabaque ? Pourquoi lui rappeler que jamais aucun touriste n'est venu à Guayaramerín, ou peut être il y a longtemps, de passage ou par hasard ? Son projet touristique c'est son miroir aux alouettes. Un jour il sera riche. Une fortune facile, il lui a suffi de vendre ce qui se trouvait en abondance chez lui.

Cette valorisation des espaces naturels de la frontière constitue un nouvel avatar de l'Eldorado. On ne l'utilise pas qu'à des fins touristiques. La richesse du milieu naturel sert aussi à attirer des fonds étrangers, ou à promouvoir des activités extractivistes qui pourraient se révéler rentables. Tout cela, bien sûr, s'inscrit dans le futur, car l'Eldorado, quelqu'en soit le visage, n'est pas de notre temps.

<sup>91</sup> J'ai souvent noté une analogie avec le culte du tourisme vert dans les régions rurales et désertifiées des pays développés, où on présente cette activité comme la garantie d'un avenir meilleur : une base de canoë, des chambres d'hôtes, des gîtes ruraux, quelques tours de poneys et le tour est joué. Voir Kayser, Bernard 1990 *La renaissance rurale : sociologie des campagnes du monde occidental*

<sup>92</sup> En réalité de nombreux patrons de *barraca*\* s'étaient lancés dans l'élevage bien avant la crise du caoutchouc. C'était pour eux un moyen de fournir la viande à leur magasin destinés aux *peones*.

### **2-2-3 Et l'enfer vert dans tout cela ?**

« Nous parvînmes à un tel état de privation que nous ne mangions que le cuir, les rubans et les semelles de chaussures cuites avec certaines herbes, de sorte que notre faiblesse était telle que nous pouvions à peine tenir debout. Les uns à quatre pattes et les autres avec des bâtons, nos hommes s'engagèrent dans les montagnes pour chercher des racines comestibles.»<sup>93</sup> Pitoyable troupe que celle d'Orellana, partie glorieuse à la découverte de l'Eldorado et se retrouvant à ronger au hasard des racines, pire que des bêtes de la forêt amazonienne, mieux au fait de ce qu'elles mangent. Il en est ainsi de toutes les ruées vers l'or. L'image des compagnons d'Orellana dévorant le cuir de leurs habits rappelle celles du film de Chaplin, *The Gold Rush*<sup>94</sup> où, dans la neige et le froid de la Sierra Nevada, les pionniers en quête d'Eldorado confectionnent des soupes de chaussures. Phénomène classique d'hommes perdus dans des milieux étrangers, cherchant leur chimère au bout de leur souffrance. Le schéma s'est tant de fois reproduit dans le milieu tropical que l'image d'un enfer vert a fini par s'attacher à la région.

Cette représentation n'est pas exempte de paradoxes. Elle contredit la vision eldoradesque, tout en étant inséparable d'elle. L'Eldorado c'est l'inverse du prince transformé en crapaud des contes de fées. Alors que le premier, retrouve sa parure dorée au simple toucher de princesse, le deuxième perd, dès le premier contact, toute sa splendeur imaginaire pour se révéler sous son jour miséreux. La genèse de l'idée d'enfer vert est totalement inverse à celle du paradis tropical. Elle s'est propagée depuis l'intérieur de la région, par les hommes qui ont eu maille à partir avec le milieu. La profusion édenique devient synonyme de multiplication des bêtes et des risques de maladies. « À l'époque de la pénétration crucénienne à la recherche de la gomme, la forêt amazonienne montrait son opulence, comme elle l'a toujours fait, sous son jour le plus acerbe »<sup>95</sup>, affirme Sanabria qui évoque : les épines des broussailles, l'acide des plantes urticantes, les nuages de bestioles, le venin des insectes, les vipères, la faune carnivore etc. Perfide milieu. Il lui en coûte plus de trois pages pour décrire ses désagréments, lui le chantre de l'Eldorado oriental. Le leitmotiv de l'enfer se diffuse ainsi, par les tenants de l'Eldorado.

Point n'est la peine d'insister sur les souffrances des premières expéditions orientales. Elles sont connues. Il n'est pas non plus nécessaire de s'arrêter sur les différents clichés qui, dans la culture occidentale, ont fait du monde tropical un enfer. En revanche, il faut comprendre ce qui, en Bolivie, a façonné cette image négative. Ce sont quelques souvenirs, au cœur de la mémoire collective, qui rappellent que l'Orient est un redoutable mangeur d'hommes : le boom du caoutchouc comme la guerre du Chaco sont, à cet égard, des épisodes fondamentaux. C'est la mémoire individuelle des hommes qui sont partis se frotter à un tel milieu et qui racontent leurs peines. Mais les souffrances des explorateurs ont aussi une fonction. Elles servent de faire-valoir à leur mission.

<sup>93</sup> Carvajal De, Gaspar 1994 *Amazonie ventre de l'Amérique. Relation de la première descente de l'Amazone*, p. 60

<sup>94</sup> Chaplin, Charlie, 1925 *The Gold Rush*.

<sup>95</sup> Sanabria Fernandez, Hernando 1988 *En busca de Eldorado, la colonización del Oriente boliviano*, p. 112.

## L'amer souvenir du boom du caoutchouc

Pour les hommes venus des Andes, l'Orient est un four. Ce n'est plus la douce tiédeur du paradis, mais la chaleur torride des flammes de l'enfer. Rappelons-nous le rôle de la guerre du Chaco dans l'émergence de cette représentation collective.<sup>96</sup> Il y eut bien pire. Quelques décennies auparavant, l'exploitation caoutchoutière dans le nord, devait marquer la région du sceau de la morbidité.

Comment en serait-il autrement ? La collecte du caoutchouc dans le Beni et dans le Pando a été aussi meurtrière que l'exploitation de Potosi. Seule sa courte durée explique qu'elle ait moins marqué les esprits que les ravages occasionnés par le *Cerro Rico*. La fièvre du latex fut concentrée sur une trentaine d'années, entre 1880 et 1913.<sup>97</sup> Dans ce court laps de temps, son coût humain est élevé. Au système de l'*enganche*\*<sup>98</sup> qui réduisait en esclavage les collecteurs, aux excès du travail, aux attaques des indiens *bravos* s'ajoutent l'hostilité de la forêt pour des hommes qui ne la connaissent pas. Chaque jour, ils devaient s'enfoncer un peu plus loin à la recherche de zones de collecte libres. Villanueva, un délégué administratif péruvien, évoque en 1903 la situation sanitaire catastrophique des travailleurs frappés par le bérubéri et les épidémies. Il dit qu'un péon ne survit que quelques années dans ces conditions.<sup>99</sup> Ils sont nombreux, à cette époque, à constater la très faible espérance de vie des travailleurs dans les *barracas*\*.<sup>100</sup> Fawcett, comme le naturaliste italien Luigi Balzan,<sup>101</sup> soulignent les conditions terribles dans lesquelles vivent et meurent les seringueiros\*. Et, s'ils condamnent les maîtres du caoutchouc, après au gain, ils dénoncent également les effets d'un milieu selvatique hostile. L'enfer vert gagne en consistance sous leur plume : bêtes, chaleur et humidité sont sources de toutes les maladies. « Les infections qui dominent sont les ophtalmies purulentes, les dysenteries et les plaies infectées, les deux dernières se développant en raison de la saleté et de la faible attention portée aux travailleurs péruviens de l'entreprise », relate Balzan à propos de la *barraca* de Don Mouton, sur le rio Madidi.<sup>102</sup> Plus loin il ajoute que la faible espérance de vie des ouvriers explique que leur valeur décroisse rapidement avec leur âge.<sup>103</sup>

<sup>96</sup> Voir ci-dessus, chapitre III, paragraphe "1-2-1 Se barricader derrière ses frontières".

<sup>97</sup> Passé cette date, le développement des plantations d'hévéa en Asie a pour effet de faire baisser les cours mondiaux et de rendre largement moins compétitif l'hévéa sauvage d'Amazonie. Pourtant, dans l'Acre et dans le Pando l'exploitation de l'hévéa reste au cœur de l'économie locale jusqu'en 1983 où un nouvel effondrement des cours conduira à l'abandon de cette activité. Les collecteurs d'hévéa deviennent des collecteurs de castaña.

<sup>98</sup> Contrat de travail entre les seringueiros et les patrons de *barracas* – voir lexique en fin d'ouvrage.

<sup>99</sup> Villanueva P. 1903 *Las fronteras de Loreto*, cité Roux, Jean-Claude 2000 *La Bolivie orientale, confins inexplorés, battus aux Indiens et économie de pillage*, p. 210.

<sup>100</sup> Les *barracas* sont les centres d'exploitations du caoutchouc établis dans la forêt, le long des principales rivières. ( voir lexique en fin d'ouvrage ).

<sup>101</sup> Fawcett H., Percy 1991 [ 1953] *Le continent perdu : dans l'enfer vert amazonien 1906 - 1925* et Balzan, Luigi 2002 [1892-94] *Memorias y relaciones : viaje de Luigi Balzan 1890 - 1892*

<sup>102</sup> Balzan, Luigi 2002 [1892-94] *Memorias y relaciones : viaje de Luigi Balzan 1890 - 1892*, chapitre 5 " De Reyes a Villa Bella", p. 22 – édition électronique. Le naturaliste italien écrit ces mots à propos de la *barraca* de Madidi, située sur la rivière du même nom, et appartenant à l'entreprise Mouton y Cia. Il s'agit d'une *barraca* encore en formation lorsqu'il la visite en 1892. Située dans la province Ixiamas, elle emploie des *mozos*, ouvriers péruviens et des indiens de la région – dont la plupart viennent de la mission Cavinás.

<sup>103</sup> " L'homme est apprécié comme une machine et plus il est jeune plus il est apprécié parce qu'on sait qu'il a moins de chance de mourir (...) D'un côté le *mozo* devient un esclave, mais de l'autre le patron s'expose à perdre son argent s'il meurt ou s'il s'enfuit ». *op. cit.* p. 23. La même remarque est faite par Vaca Díez, Antenor 1894 *Memorial que presenta al delegado nacional en el Madre de Dios, Acre y Purus*

Aux nuisances de la nature tropicale s'ajoute l'impression d'enfermement suscitée par un milieu qu'on ne connaît pas. Un consultant travaillant pour Bolfor\*,<sup>104</sup> de passage à Cobija en 2003, me parlait de son enfance à Puerto Rico dans les années 40.<sup>105</sup> Ce soir là, il avait la nostalgie du *monte\**. Cela faisait tellement longtemps qu'il n'avait pas revu le Pando où il avait grandi ! En tant que fils de patron de *barraca*, et parce que un demi-siècle séparait sa naissance du boom du caoutchouc, il n'eut pas trop à souffrir des infections et des parasites de la forêt. Peut-être les a-t-il simplement oublié ces maladies de son enfance. L'isolement de la *barraca*, en revanche, il l'a gardé gravé dans sa mémoire. Il se souvient. À l'âge de 12 ans, il effectue son premier voyage à Riberalta. Trajet difficile, long aux yeux d'un enfant. Il parle de plusieurs semaines de bateau pour descendre le rio Orthon et remonter le Madre de Dios jusqu'à sa confluence avec le Beni.<sup>106</sup> Il reste deux ans au collège de la ville avant de rentrer une première fois chez lui. C'était sa première sortie du *monte\**. Elle fut longue en raison de la difficulté du voyage jusqu'à Riberalta. La *barraca* familiale était vraiment loin de tout. On s'y sentait enfermé dans la forêt.

Les moustiques, la chaleur, les maladies et la solitude devaient donc, à l'issue du boom du caoutchouc, façonner l'image de la frontière. Les maux de la forêt étaient d'autant plus vécus que les acteurs de la gomme, ouvriers comme patrons, étaient étrangers à la région. La main-d'œuvre fut le goulet d'étranglement de l'activité caoutchoutière. Les indiens recrutés localement n'étaient pas bons à ces labeurs. On vida alors les missions de Chiquitos et Velasco, on attira les péons de la région de Santa Cruz et au-delà dans les ports du Pacifique. On pensa même, un temps, à faire venir des noirs nord-américains.<sup>107</sup> Mais les traditions boliviennes reprirent le dessus et on recruta au sein des Indiens de l'Altiplano. L'arrivée de contingents de travailleurs andins, comme dans le cas de la guerre du Chaco, eut des conséquences dramatiques. Les corps de montagnards n'étaient pas habitués à de telles conditions naturelles. Raul Bothelo Gosalvez, auteur pacénien, écrit à propos des hommes partis tenter leur chance dans le caoutchouc « Les hommes de l'Altiplano succombaient, accablés par la vie pénible dans la forêt vierge (...) quelques-uns plus décidés s'accommodaient des difficultés et continuaient dans la misère au milieu des fleuves sauvages et des forêts impénétrables qui entouraient l'étendue illimitée des plaines amazoniennes (...) Le milieu malsain les pénétrait féroceement »<sup>108</sup> C'est sans doute pour cela qu'à Santa Cruz, dans la rue Beni où se concentraient les sociétés chargées du recrutement des péons en partance pour la frontière nord, un quidam écrivit un jour : « Calle Beni : la rue où on part pour ne jamais revenir. »<sup>109</sup> Triste présage. C'est le revers de la médaille de l'Eldorado.

<sup>104</sup> Projet de gestion durable de la forêt en Bolivie – voir lexique en fin d'ouvrage.

<sup>105</sup> Puerto Rico se trouve dans l'intérieur du Pando, sur les bords du rio Orthon. Elle fut un des centres de l'activité des *seringueiros* en Bolivie avec Riberalta et Cobija.

<sup>106</sup> Aujourd'hui, la route passe à côté de Puerto Rico et il ne faut que six heures pour rejoindre Riberalta depuis cette bourgade.

<sup>107</sup> On doit cette idée au baron Arnoux de la Rivière, d'origine française. Il songeait à tout le bénéfice qu'il tirerait de travailleurs noirs, plus aptes, selon lui, aux dures conditions de travail de l'Amazonie. Voir Roux, Jean-Claude 2000 *La Bolivie orientale, confins inexplorés, battus aux Indiens et économie de pillage*, p 211

<sup>108</sup> Bothelo Gosalvez, Raul 1994 [1957] *Terre indomptable*, p. 22

<sup>109</sup> Sanabria Fernandez, Hernando 1988 *En busca de Eldorado, la colonización del Oriente boliviano*, p. 96

## Les lendemains qui déchantent des colons

« Il pleuvait à verse, et lui, ici on n'est plus un être humain, pas de femmes et pas de ciné et si vous restiez endormi dans la forêt vous aviez un arbre qui vous poussait dans le ventre, il était de la Côte lui (...) »  
 Mario Vargas Llosa, 1965.<sup>110</sup>

Ce que souffrirent les hommes du caoutchouc au début du siècle, bien des colons l'expérimentent lors de leur installation dans les villes et les villages de la frontière. Venus chercher l'Eldorado, ils souffrent rapidement de l'altérité du milieu et de cette forêt dense qu'ils connaissent trop peu.

Doña Eugenia, rappelons-nous, était partie à la rencontre du pays où les arbres donnent du lait. Il lui restait à se confronter à la dure réalité du *monte\**. Le 2 juin 1993, six mois après son mari, elle arrive à Bolpebra, avec ses deux enfants en bas âge.<sup>111</sup> La famille ne s'installe pas dans la communauté, sur les bords du rio Acre. Le père choisit de s'enfoncer à l'intérieur de la forêt, à la recherche de terres vierges et libres. Là, il pourra se tailler une propriété aussi grande que ce que la force de ses bras lui permet de défricher. Mais, à 2 heures et demi de marche du village, la forêt est oppressante pour celui qui la connaît mal. Elle devient une solution de continuité entre la civilisation, incarnée par la communauté, et eux, isolés dans le *monte\**. Pendant deux ans, sans ressource économique, sans relation familiale pour les aider, ils luttent pour tirer de cette terre, en apparence si riche, de quoi survivre. Ils ne savent rien de ce milieu. Doña Eugenia s'en souvient : « on ne connaissait même pas le maniement de la machette, encore moins les plantes que l'on pouvait manger ». Ils ont commencé à comprendre que le Paradis, une fois installé sur terre, pouvait avoir emprunté quelques traits à l'enfer. Au bout de deux ans, ils rejoignent la communauté. À cette époque, en 1995, il y a bien mieux à faire que de s'échiner à tirer de la terre quelques plants de *yucca*. Le commerce avec le Brésil est florissant. Le real est fort, le boliviano faible. Le pouvoir d'achat des Brésiliens est sans limite. On peut leur vendre de tout : alcool et cigarettes, babioles chinoises importées d'Iquique, vêtements fabriqués au Pérou ou en Bolivie. En jouant sur le différentiel des taux de change, on gagne beaucoup d'argent sur la frontière, et en très peu de temps. Les paysans des Andes à la recherche de l'Eldorado saisissent vite l'avantage à tirer de la situation. Adieu la forêt et ses désillusions. Ils seront commerçants, comme tous les autres. Là est la véritable source d'une richesse sans limite. Durant quatre ans, entre 1995 et 1999, ils commercent et accumulent des devises. Ils ont gardé leur *chaqueo\** dans l'intérieur. Mais aujourd'hui, ils vivent la moitié du temps au village de Bolpebra, et l'autre moitié à Cobija. Dans les deux localités, ils ont fait construire une maison. Les garçons restent dans la capitale du département pour aller à l'école. Doña Eugenia est aujourd'hui conseillère municipale de Bolpebra.<sup>112</sup> Ils retournent dans le *monte\** de temps en temps, pour la récolte de la castaña ou pour celle des agrumes. S'ils se sont enrichis sur la frontière ce n'est pas, comme ils l'avaient cru au départ, grâce à la profusion de la forêt. Qu'importe, ils ont trouvé leur Eldorado. Ils en ont aussi vu le revers.

<sup>110</sup> Vargas Llosa, Mario 2002 [1965] *La maison verte*, p. 270

<sup>111</sup> Le municipio de Bolpebra sera défini plus tardivement en 1997 dans le cadre de la loi de participation populaire.

<sup>112</sup> Entretien réalisé le 1<sup>er</sup> et le 2 juillet 2003, à Assis Brasil, puis à Bolpebra dans la communauté.

## Les stigmates glorieux des explorateurs d'opérettes

À côté des souffrances réelles des colons perdus dans l'enfer vert, il y a celles, arrogantes et tapageuses, des néo-explorateurs de la frontière. Les premiers taisent leurs difficultés, car elles disent l'échec de leur rêve et leur laissent l'impression de s'être fait berné. Les deuxièmes rentrent le cœur léger de ce bout du monde, arborant, comme autant de trophées, leurs piqûres de moustiques et leurs psoriasis tropicaux. Ils les ont rapportés de l'Eldorado. « Durant plusieurs jours nous souffrîmes de la pluie incessante et des attaques de moustiques. »<sup>113</sup> Ramiro Paz est de ceux qui usent et abusent du leitmotiv de l'enfer vert. Car les souffrances qu'il a endurées sont à la hauteur de l'enjeu de sa quête : l'Eldorado bolivien. Tout un chacun sait bien qu'un trésor ne se laisse pas aisément approcher. Il se trouve enfoui dans les entrailles de la terre, perdu au fond des océans ou caché par d'épais remparts végétaux, rarement au coin de sa rue. Les discours des néo-aventuriers nous aident à saisir le lien fonctionnel qui existe l'enfer vert et l'Eldorado. Les deux images se superposent selon un mécanisme classique où de très grandes souffrances appellent de très grandes joies. Ne faut-il pas passer par le purgatoire pour accéder au paradis ? Et par tout un cycle de réincarnations pour pénétrer dans le Nirvana ? L'Orient et sa frontière, parce qu'ils sont pleins de promesses, ne sont pas à la portée du premier venu. Ainsi l'enfer vert ne contredit-il pas le mythe eldoradesque. Il lui permet de fonctionner, comme la soif dans le désert renforce les mirages. Les colons, pudiquement, ou les aventuriers, tapageusement, trouvent dans l'évocation de leurs épreuves passées une dernière raison de croire encore à leur Eldorado.

## III – Et l'Eldorado devint un mythe national

*« L'Orient était considéré comme une énorme tache verte sur la carte, en forme de rêve ; et Santa Cruz de la Sierra leur paraissait une bourgade du Far East, si « far » que les Brésiliens la connaissaient mieux que les Boliviens. »  
Alfonso Gumucio Dagron, 1981 <sup>114</sup>*

Tout ce qui a été dit, jusqu'ici, dépasse les strictes limites de la bande frontalière qui nous préoccupe. Allégrement, sans trop de considérations pour les bornes géographiques du sujet, on a pioché, de-ci de-là, des images de l'Eldorado. Cela n'est pas malhonnête. Le mythe prend racine dans n'importe quelles zones vides et inconnues du centre du continent. Ubiquiste il s'attache à ces espaces sans subir l'influence des nuances régionales. Aussi ce qui se dit de l'Orient équatorien ou péruvien, peut éclairer *en partie* l'Orient bolivien.

En partie seulement, car avec la fondation du pays, le mythe prend, en Bolivie, une coloration nationale. Certes, il reste ce pays inconnu où la profusion de richesses ne connaît comme limites que celles de l'imagination. Mais il s'adapte, également, à la forme des rêves boliviens. À partir de l'indépendance, le pays prend conscience de ses maux et mesure ses besoins. Le territoire souffre de deux failles originelles : son enclavement et sa pauvreté que l'exploitation des mines n'a

<sup>113</sup> Paz V., Ramiro 1999 *Dominio Amazonico*, p. 31

<sup>114</sup> Gumucio Dagron, Alfonso 1981 *Bolivia*, p. 7

jamais permis d'endiguer. Qu'à cela ne tienne ! L'Orient subviendra aux nécessités du pays. Ainsi, les schémas qui avaient mis, individuellement, des colons ou des explorateurs sur les routes de l'Est se reproduisent à l'échelle de la nation toute entière. L'Orient participe du territoire idéal, mais son appropriation n'est que symbolique. Le rôle de l'État bolivien est fondamental. À partir de 1840, la conquête de la dernière frontière est au cœur des programmes de la plupart des gouvernements.

Rien n'est plus plastique qu'un rêve. L'image de l'Orient en est modifiée. Le plus étonnant, c'est que, au-delà des hommes d'actions, au-delà des penseurs du territoire, le rêve en vient à participer à une culture nationale sur le territoire qu'il contribue à structurer. Partagé par le plus grand nombre, il fait de la frontière un bien collectif.

### ***3-1 La Terre Promise à un pays pauvre***

« Cette Terre promise (Santa Cruz) manque de stimulations pour atteindre le niveau de prospérité à laquelle la Providence la destine. »  
Pedro de Angelis – vers 1835<sup>115</sup>

La Terre Promise, ils seront nombreux à la deviner au bout du territoire bolivien, toujours plus loin de l'espace andin où la Bolivie s'enlise dans des problèmes hérités de structures anciennes : le statut de la terre, la domination du secteur minier, le pouvoir des communautés indiennes sur le territoire, celui des grands *hacenderos\** qui entrent en compétition avec les premières etc. Tout contribue à donner l'impression de pesanteur. La Bolivie du *macizo andino* est engluée dans un passé qui ne lui laisse aucun avenir.

Au contraire, dans les terres vierges de l'est, là où la société bolivienne n'a pas encore investi l'espace et où les Indiens seront longtemps considérés comme quantité négligeable, les perspectives de refondation sont énormes. L'avenir de la Bolivie moderne se trouve là-bas. La frontière devient un *horos* au premier sens du terme, un horizon qui délimite le champ de vision. La parenté étymologique entre la frontière et l'horizon trouve dans l'histoire territoriale bolivienne toute sa justification.<sup>116</sup> À condition de concevoir l'horizon non seulement comme la partie la plus éloignée de là où l'on se trouve, et qui, par définition, ne peut jamais être atteint, mais également comme un lieu inscrit dans le futur. L'horizon c'est un point qui fixe la direction pour marcher et vers lequel on s'avance.

<sup>115</sup> Cité par Dalence, José Maria 1975 [ 1851 ] *Bosquejo estadístico de Bolivia*, p. 118. Dalence insiste sur le fait que Don Pedro de Angelis est, selon lui, un des meilleurs connaisseurs de l'Orient bolivien. Il cite cet extrait qui est le prologue à la *Descripcion de Santa Cruz del Señor Viedma*. Voir Viedma, Francisco 1969 [ 1836 ] *Descripcion geografica y estadística de la provincia de Santa Cruz de la Sierra*.

<sup>116</sup> La parenté étymologique entre frontière et horizon est soulignée par tous les linguistes. « Horos, substantif masculin, vient du radical indoeuropéen \*worwo- qui signifie primitivement « sillon », « ligne tracée par l'araire » ; puis « marque qui délimite », « borne » ; enfin, « limitations », « frontière de terres ». Voir Halba, Eve-Marie 2004 *Vocabulaire de la frontière*, p. 3. En grec il donnera *horizôn ( kuklos )* « (cercle) qui borne la vue », du verbe *horizein*, « limiter ». Il sera repris en latin *horizon, -ontis*, comme un terme savant d'astronomie, dans le sens de « borne de la vue. », Voir aussi Rey, Alain (Directeur) 1998 [1992] *Dictionnaire historique de la langue française*

### **3-1-1 Les lendemains -orientaux- qui chantent**

L'horizon oriental appartient à un autre temps. Il est bien moins un lieu qu'une espérance. Elle ne disparaît pas avec les déconvenues. Elle rejaillit, quasiment inchangée, à divers moments de l'histoire bolivienne.

#### **D'épiphanie en épiphanie, on redit la richesse de l'Orient**

Chaque auteur, décrivant l'Orient, croit découvrir des richesses, auquel nul autre n'avait pensé avant lui. Elles étaient cachées et ils les ont découvertes. Pourtant, d'épiphanie en épiphanie, ils ne font que répéter la même bonne nouvelle. Pourquoi une telle répétition ? Sans doute parce que les plus zélés d'entre eux sont étrangers. En arrivant en Bolivie, ils sont obsédés par le contraste violent entre la pauvreté du pays de l'Altiplano et les promesses de la frontière. En imaginant le déplacement du pays pauvre dans une contrée riche, ils ne font, peut-être, qu'inventer l'eau tiède. Mais leur enthousiasme ne cesse d'être communicatif. « Pourquoi la population bolivienne reste dans ces montagnes désolées au lieu de s'établir dans l'Orient ? »<sup>117</sup> se demande ingénument Alexandre Mac Clung, nord-américain, chargé du Commerce avec les États-Unis, en poste à Sucre en 1850. Quelques temps auparavant Félix Frias, argentin et consul de Bolivie au Chili, écrit au Ministre des Relations extérieures, Tomás Frias, pour lui faire part de son analyse de la situation bolivienne, telle qu'il peut la percevoir de l'extérieur.<sup>118</sup> Il divise la Bolivie en trois parties : la région occidentale et littorale, qui est un désert ; la partie centrale, dédiée à la mine et gênée par l'extrême pauvreté de ses populations rurales ; et, la partie orientale. C'est là seulement que l'État bolivien doit concentrer son attention, car cette partie du territoire est celle où se trouvent toutes les espérances du pays. Obnubilé par le développement de l'agriculture, il souligne les grandes potentialités agricoles de l'Orient : la canne à sucre, le café, le coton, le cacao etc. Même les problèmes de transport sont bénins dans cette région. On les réglera vite. Qu'est ce qu'une dense forêt à défricher, en comparaison des obstacles imposés par la montagne ?<sup>119</sup> Avec raison Janet Groff Grever souligne que les positions de Frias sont sans doute sous l'influence de ses lectures de d'Orbigny et de Arenales qui, quelques temps auparavant, avaient décrit la frontière orientale comme la terre promise.<sup>120</sup>

<sup>117</sup> Lettre de Alexandre Mc Clung à Clayton, Chuquisaca, le 24 août 1850, cité par Groff Greever, Janet 1987 *José Ballivián y el Oriente Boliviano*, p. 11. Il écrivait alors au Secrétaire d'État de son pays pour lui faire part de son étonnement de voir l'Orient du pays, plein de promesses –liées aux possibilités agricoles et aux voies navigables, permettant l'exportation des produits vers l'Atlantique– rester inculte et sous le contrôle d'indiens sauvages.

<sup>118</sup> Félix Frias (1820-1881) faisait partie des émigrants argentins qui furent en Bolivie et au Chili parce qu'ils étaient des opposants du dictateur Rosas. Parti en 1838 de son pays il n'en revint qu'en 1852, après un exil qui le mena de Montevideo à Santiago puis à la Bolivie. Il fut temporairement au service de l'État bolivien. Ces idées influencèrent sans doute beaucoup la politique orientale de Ballivián. Voir Frias, Félix 1845 *Nota dirigida a S. G. el Señor Don Tomas Frias, Ministro de Relaciones Exteriores de Bolivia*

<sup>119</sup> Il s'agit là d'une illusion fréquente aujourd'hui encore en Bolivie. Les routes seraient plus faciles à construire et moins coûteuses dans l'Orient bolivien que dans la partie Occidentale montagneuse. En fait, la nécessité de construire des terre-pleins dans bien des zones hydromorphes, les rivières qu'il faut traverser, la saison des pluies redoutables pour ces ouvrages, sont autant de facteurs qui renchérissent le coût des routes orientales, en dépit de l'impression première de facilité.

<sup>120</sup> Voir : Arenales, José Idelfonso Alvarez De 1833 *Noticias históricas y descriptivas sobre el gran país del Chaco y Rio Bermejo : con observaciones relativas a un plan de navegacion y colonizacion que se propone / por Jose Arenales et Orbigny, Alcide Dessalines D' 1836 Voyage dans l'Amérique méridionale : (le Brésil, la République Orientale de l'Uruguay, la République Argentine, la Patagonie, la*

## **La dernière frontière, un mythe revisitée par la mission Bohan (1942)**

Sautons un siècle pour montrer la permanence de cette vision d'un bout à l'autre de l'histoire bolivienne. En 1942, la mission états-unienne Bohan rend son rapport sur les possibilités de développement en Bolivie.<sup>121</sup> Il se résume en une formule magique : la conquête de la frontière orientale. Seul le développement de l'agriculture dans l'Orient pourra assurer à la Bolivie un avenir meilleur. « La région des Basses Terres peut réellement être qualifiée de frontière de la Bolivie. »<sup>122</sup> Ces nord-américains sont sous l'influence d'une conception de la frontière mise en place par leur compatriote Turner. Il voit dans la frontière un front qui avance pour le bien de toute la société. La marche vers l'Est qu'ils envisagent pour la Bolivie aura, à n'en pas douter, des lendemains qui chantent. Dans leur enthousiasme, ils ne remarquent pas qu'ils ne font que ressasser ce qui a été dit par d'autres, bien avant eux. José Domingo Cortés n'écrit-il pas en 1871 à propos de la région orientale, que « tout laisse augurer à ce pays un avenir splendide le jour où l'industrie et le travail accepteront d'exploiter les trésors de son riche et fécond sous-sol oriental » ?<sup>123</sup>

### ***3-1-2 La nature généreuse, argument de la conquête orientale***

« Les routes permettront la migration de population de la zone froide et peu productive, d'un point de vue agricole, vers les vastes zones exubérantes de l'Est où, grâce au travail de l'homme, la nature garantit des récoltes immenses. »  
Munoz Reyes, 1995<sup>124</sup>

#### **Insister sur la nature généreuse....**

La croyance que l'Orient peut sauver la Bolivie se diffuse aussi à la faveur d'écrits théoriques qui insistent sur les potentialités du milieu oriental. « Le riche et fécond sous-sol » évoqué par José Domingo Cortés n'est pas une remarque isolée. Maintes fois, les auteurs boliviens y font référence. Il est presque aussi souvent évoqué que « la fécondité locale avivée par la chaleur et la pluie. »<sup>125</sup> Dans les plaines de l'Est, la nature est généreuse. Tous l'assèment. « Ce qu'on appelle l'Orient bolivien, est une belle région fertile et chaude où l'on ne connaît pas l'hiver et où l'on jouit d'un éternel printemps », note Carlos Bravo en 1894.<sup>126</sup> Rien à voir avec les récits des explorateurs, plus effarouchés par la profusion orientale. Lorsque ce n'est pas le climat, propice à toutes les cultures, ou les sols supposés fertiles, c'est la magnificence de la végétation qui nourrit tous les espoirs. Le Père Armentia, missionnaire et explorateur du Beni le dit de retour de la province

---

*République du Chili, la République de Bolivie, la République du Pérou), exécuté pendant les années 1826, 1827, 1828, 1829, 1830, 1831, 1832, et 1833. Voir, enfin, Groff Greever, Janet 1987 José Ballivián y el Oriente Boliviano, p. 13*

<sup>121</sup> Voir chapitre II, paragraphe 2-1-2, "La Bolivie des Cambas et des Collas".

<sup>122</sup> Bohan, Merwin L. 1942 *Informe de la mission economica Bohan a Bolivia*, p. 25 de la partie II *Un estudio economico de la agricultura en Bolivia*. ( chaque partie est numérotée séparément ).

<sup>123</sup> Cortés, José Domingo 1875 *Bolivia : apuntes jeograficos, estadisticos, de costumbres descriptivos e historicos*, p. 1, cité par Pilar García, Jordan 2001 *Cruz y arado, fusiles y discursos, la construccion de los Orientes en el Peru y Bolivia 1820 - 1940*.

<sup>124</sup> Munoz Reyes, Jorge 1995 *Geografia escolar de Bolivia*, p. 178

<sup>125</sup> "Dans les plaines se trouve la zone tropicale, avec ses rivières navigables, où la chaleur et la pluie avivent la fécondité locale. » Ostría Gutierrez, Alberto 1946 *Una obra y un destino La política internacional de Bolivia despues de la guerra del Chaco*, p. 351

<sup>126</sup> Bravo, Carlos et Ballivian, Manuel 1894 *La patria boliviana, estado geografico*, p. 74

d'Ixiamas.<sup>127</sup> « Ces forêts sont d'une grande fertilité et recèlent des trésors pour le commerce et l'industrie. »<sup>128</sup>

Tout au long du premier siècle de l'indépendance, la nature orientale est décryptée et analysée dans le seul but de démontrer que le futur de la Bolivie réside là-bas. Peu à peu, la conviction que le pays est « un mendiant assis sur un tas d'or » ne fait plus l'objet de la même interprétation. Plus que les richesses minières de l'Altiplano, qui n'ont jamais enrichi qu'une infime partie de la population, le tas d'or devient une évocation de la nature généreuse de l'Orient. « Nous vivons dans un pays où l'abondance des fruits dits coloniaux fait qu'il y en a revendre. Sans que cela nous coûte aucun travail ni aucune culture, les forêts tropicales recèlent naturellement de cacao, café, coton et mataju. Nous pourrions facilement en augmenter la quantité en fonction de notre bon vouloir », note Dalence en 1848.<sup>129</sup> Acha, sur le point d'entreprendre son voyage pour la défense de l'Amazonie bolivienne, en 1902, montre à quel point cette pensée s'est diffusée. « Le nord ouest de la République, avec ses forêts centenaires, ses majestueuses rivières et ses paysages si étranges, avec ses dangers et ses jouissances, attirait mon esprit depuis de nombreuses années. »<sup>130</sup> Parfois le tas d'or s'avère être un vrai tas d'or. C'est le cas lorsqu'on découvre la grande quantité de ce minerai dans la région aurifère de l'Iteñez, et tout particulièrement au Cerro San Simón.<sup>131</sup>

### ... pour taire les vrais atouts de l'Orient

Les arguments en faveur d'un futur oriental pour la Bolivie se multiplient. Mais ce sont des faits de nature. En revanche, l'absence de structures sociales et foncières pesantes, qui motive la volonté des élites de se déplacer vers l'Est n'est jamais évoquée. La présence de communautés indiennes puissantes sur l'Altiplano empêche la modernisation du pays. Il en est rarement fait mention. La virginité du milieu, et l'absence d'indigènes organisés, est un atout certain, mais cela va mieux en le taisant. Faute d'avoir résolu le problème du sous-développement bolivien, on préfère tenter de construire un nouveau pays à l'Est. La Révolution nationale de 1952, dont les plans économiques seront largement inspirés du rapport de la mission Bohan, ne fait pas autre chose. Certes, elle promulgue la Réforme agraire dans tout le pays. Elle permet surtout à l'agro-industrie de se développer à Santa Cruz, pour faire de cette région la face moderne du pays.

La profusion naturelle de l'Orient ne serait d'aucun secours s'il n'existait pas de voies d'exportation pour valoriser ces ressources. Dans les discours des « orientalistes » boliviens les deux aspects se rejoignent pour prévoir à la Bolivie dans son entier un avenir radieux.

<sup>127</sup> La province Ixiamas se trouve dans la partie amazonienne du département de La Paz, le long de la frontière avec le Pérou, au nord est de la Cordillère royale.

<sup>128</sup> Armentia, N 1883 *Diario de sus viajes entre el rio Beni y Madre de Dios y en el arroyo de Ivon en los años de 1881 y 1882*, cité par Roux J-C 1995.

<sup>129</sup> Dalence, José Maria 1975 [ 1851 ] *Bosquejo estadístico de Bolivia*, p. 287. Notons que le Mataju est une espèce de coton qui ressemble à de la soie par sa brillance.

<sup>130</sup> Aguirre Acha, José 1980 [ 1902 ] *De los Andes al Amazonas: Recuerdos de la campana del Acre*, p. 30

<sup>131</sup> Bertrès note par exemple la présence d'or dans le Cerro San Simón, à la frontière avec le Brésil. Voir Bertrès, Felipe 1901 *Descripcion topografica e historica de Bolivia*. Bertrès est un français, ingénieur du Génie, venu en Bolivie pour former les militaires boliviens à la cartographie. Il effectue plusieurs missions dans les territoires du nord-est.

### 3-2 « *La Bolivie se tourna alors vers l'Atlantique* »<sup>132</sup>

« L'État bolivien devrait avoir une politique spéciale de frontière, comme il en existe dans tous les pays du monde (...), en particulier à la frontière orientale puisqu'il s'agit de notre unique débouché à la mer, pour lequel nous avons tant pleuré. »

Jimmy Ortiz Saucedo, 2003<sup>133</sup>

#### 3-2-1 *La Bolivie aux portes de l'Europe*

Dès la fondation de la République une conviction naît. Elle ne devait cesser de se renforcer jusqu'à aujourd'hui. La Bolivie manque d'une seule chose pour se développer : une ouverture sur un littoral, quel qu'il soit. Les nouveaux Boliviens comprirent vite que, au jeu du partage des dépouilles de la Vice-royauté du Pérou, ils avaient perdu un accès digne de ce nom au Pacifique.<sup>134</sup> Le port de Cobija, modeste baie ouverte à tous les vents et repère des contrebandiers de l'argent, ne pouvait certainement pas tirer le développement du pays.

#### **L'Atlantique, oui, mais par quelle sortie ?**

C'est ce que pense Félix Frias en 1845.<sup>135</sup> Alors que les projets fusent pour améliorer l'unique port bolivien, Cobija, ou pour créer un nouveau port sur le Pacifique,<sup>136</sup> il préfère, lui, tourner ses yeux vers la frontière orientale, et plus loin encore vers l'Atlantique. Que la Bolivie devienne un pays atlantique !, clame-t-il. Du côté du Pacifique, dans le pauvre désert d'Atacama, qu'on lui a laissé pour toute bande littoral, elle trouvera à peine du guano et du cuivre. Certainement pas les clefs de son avenir. Reste à résoudre une question en suspens. L'Atlantique, certes, mais par le Nord, via l'Amazonie ou par le Sud, via le Paraguay ? Dans le match Pilcomayo-Mamoré, Frias choisit le Pilcomayo qui part des piémonts andins boliviens, pour rejoindre le Paraguay, après avoir traversé le Chaco aride. Certains défendent une liaison directe via le Paraguay, dont la rive droite est considérée comme bolivienne jusqu'au sud du Chaco. D'autres, au contraire, pensent que l'option nord, amazonienne, via le Mamoré est la meilleure. Ils imaginent que les *cachuelas*<sup>\*137</sup> ne sont qu'un détail technique qui trouvera rapidement une solution. L'idée est ancienne « Il faut sortir par l'Amazonie », affirmait déjà Tadeo Haenke au gouverneur de Cochabamba Francisco de Viedma en 1799.<sup>138</sup> Plus tard José Agustín Palacios reprend cette option. Il effectue deux voyages (en 1844 et en 1846) pour trouver une ouverture vers l'Est. La première fois, il part de La Paz pour rejoindre le

<sup>132</sup> Prologue de Jose Luis Roca au livre de Groff Greever, Janet 1987 *José Ballivián y el Oriente Boliviano*, p. V.

<sup>133</sup> Ortiz Saucedo, Jimmy 2003 *La frontera Arroyo Concepción-Corumbá*, p. 1.

<sup>134</sup> Voir chapitre II, paragraphe « 1-1-2 L'anomalie géographique : absence de façade sur le Pacifique »

<sup>135</sup> Frias, Félix 1845 *Nota dirigida a S. G. el Señor Don Tomas Frias, Ministro de Relaciones Exteriores de Bolivia*, voir aussi Roux, Jean-Claude 1996 *La reubicación oriental de Bolivia en el siglo XIX: El memorandum Felix Frias 1844*.

<sup>136</sup> Finalement, en 1868, le gouvernement de Melgajero fonde le port de Chimba qui deviendra Antofagasta l'année suivante. Dix ans plus tard, suite à la guerre du Pacifique, le port passera sous souveraineté chilienne.

<sup>137</sup> Etendues de pierre dans le lit des rivières qui rend la navigation impraticable – voir lexique en fin d'ouvrage.

<sup>138</sup> Cité par Roca, José Luis 1987 *Bolivia o la lucha contra la asfixia*, p. VIII.

Beni (via le Caupolican). Lors de sa seconde expédition il explore la voie Cochabamba – Trinidad et la liaison Beni-Madeira.<sup>139</sup>

Si on débat de la meilleure sortie atlantique de la Bolivie, on ne remet pas en question son principe. Elle devient la solution la plus *évidente* au problème de l'enclavement bolivien. Chassé des rives du Paraguay par l'État bolivien,<sup>140</sup> Miguel Suárez Arana, le fondateur de Puerto Suárez, écrit à son beau frère (en 1886) : « Sans Puerto Pacheco la Bolivie orientale n'aura d'autre chose à faire que de se déclarer tributaire de l'Empire du Brésil. Le pays entier perdra son premier port, le seul qu'il possède sur le Paraguay, le digne rival de Rosario de la Santa Fé en Argentine. »<sup>141</sup> L'argument portuaire est de poids. La Bolivie a perdu le Pacifique quelques huit ans auparavant. Mais, même avant cette perte, on préfère l'imaginer aux portes de l'Europe, que tournée vers le Pacifique qui est un désert. On s'emballe un peu parfois, de simple projet, l'ouverture atlantique devient un acquis. Eusobio Gutierrez en 1843 déclare que « pour la Bolivie on ne peut pas même imaginer les effets grandioses créés de son *immédiat contact* avec l'Europe via l'Atlantique. »<sup>142</sup> Et José Agustín Palacios ajoute, à propos de la voie amazonienne qu'elle est fondamentale car « elle permet d'ouvrir les portes de la Bolivie au commerce étranger via l'Atlantique et avec elles tous les éléments de civilisation de pouvoir, de richesses et de grandeurs. »<sup>143</sup>

### **Mettre sens dessus dessous le territoire**

Un esprit avisé pourra trouver l'idée surprenante ou déraisonnée. Pourquoi regarder vers l'Atlantique si lointain, et si étranger au territoire bolivien, plutôt que vers le Pacifique qui a toujours été la porte d'entrée naturelle du pays ? C'est que, dans ces années-là, un raisonnement apparaît. Il lie les richesses orientales et la nécessité de leur conquête à la nouvelle polarisation du territoire à l'est. Les deux bassins hydrographiques orientaux, ouverts sur le Paraguay et l'Amazone, sont plus que des voies navigables permettant d'exporter les produits. Ils sont le prétexte pour la Bolivie de mettre sens dessus dessous son territoire. Aujourd'hui encore les projets d'ouverture vers l'Atlantique existent.<sup>144</sup> S'ils émanent de groupes de pouvoir différents et représentent des intérêts divergents, de l'État central ou de certaines de ses régions, ils sont tous influencés par cette vieille idée : l'ouverture de la frontière orientale est la seule manière de rénover le pays. Pour effacer les vieilles structures territoriales, il faut réorganiser les flux d'échanges vers une nouvelle façade.

<sup>139</sup> Palacios, José A. 1976 [1893] *Exploraciones de - realizadas en los ríos Beni, Mamoré y Madera y en el lago Rogo-aguado, durante los años 1844 al 1847. Descripción de la provincia de Mojos*

<sup>140</sup> Miguel Suárez Arana empiétait sur la concession Oliden cédé par l'État en 1832 et qui avait reprise par Antonio Quijarro.

<sup>141</sup> Lettre de Miguel Suárez Arana à son beau frère Nataniel Aguirre, le 3 février 1886, d'Asunción. Cité dans Aguirre Lavayén, Joaquín 2000 *Puerto Aguirre : una salida al mar para Bolivia, la historia de un sueño imposible*, p. 24

<sup>142</sup> Gutiérrez, Eusobio 1843 *Exposición que presenta en Bolivia el Ministro de estado en el Despacho del Interior a la Convención Nacional en 1843*, p. 6. C'est moi qui souligne.

<sup>143</sup> Palacios, José A. 1976 [1893] *Exploraciones de - realizadas en los ríos Beni, Mamoré y Madera y en el lago Rogo-aguado, durante los años 1844 al 1847. Descripción de la provincia de Mojos.*, p. 55

<sup>144</sup> Voir Quatrième partie, chapitre XI, Le territoire au risque de sa frontière, paragraphe 1-2 « L'intégration à l'épreuve des faits. »

### **3-2-2 Blanchir par l'Est, les projets de colonisations orientaux**

Faire du neuf avec du vieux. Même lorsqu'il ne s'agit pas d'ouverture atlantique, l'idée reste omniprésente. Tous les programmes de colonisation des terres de l'Orient disent cette volonté de moderniser la Bolivie ...et de la blanchir. À partir de la seconde moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, les terres orientales sont distribuées en concession à des entreprises étrangères. Tous les contrats prévoient, en échange de la cession de terres vierges, l'installation de pionniers blancs, européens. En 1843, par exemple, la compagnie belge de colonisation s'engage à faire venir 50 familles européennes chaque année sur la concession qu'elle a obtenue pour un bail emphytéotique de 99 ans. En 1905, le décret du président Ismaël Montés donne à l'État la charge d'affecter lui-même des lots de colonisation à des colons étrangers. Las, qu'il délègue ou ne délègue pas son pouvoir régalien de distribuer des terres, l'État se révèle toujours incapable de peupler l'Orient.

#### **Encadré II-3 : Exemples d'entreprises étrangères de colonisation orientale<sup>145</sup>**

##### **1832 : La concession Oliden**

Elle est accordée à l'Argentin Oliden dans une zone proche du fleuve Paraguay, à l'extrémité est du Chaco. Il s'agit d'une vaste concession de 25 000 km<sup>2</sup> située dans la région du bassin versant de l'Otuquis. Oliden s'engageait, par contrat avec l'État bolivien, à l'installation de colons dans cette zone. Rapidement, cependant, devant les difficultés inhérentes à un tel projet, l'Argentin se défait et évoque la situation frontalière complexe dans la zone pour obtenir une prolongation de son contrat. La demande est accordée par le président Ballivián qui proroge son contrat jusqu'à une clarification des frontières dans cette région. Rien ne sera finalement fait dans la zone.

##### **1843 : Compagnie belge de Colonisation**

Pazos Kanki parti en Europe, au nom du gouvernement bolivien pour tenter d'intéresser des compagnies à la colonisation de l'Orient, obtient la signature d'un contrat gigantesque. L'État bolivien cède à la compagnie 1 million d'acres de terrain pour 99 ans. En échange la compagnie s'engage à installer 50 familles par an, chaque année. Elle devait en plus : « promouvoir l'agriculture, l'industrie et le commerce, établir des ports et assurer la communication par voies navigables en direction de l'Atlantique via l'Amazone ». En 1843 un décret enregistrant ce contrat est voté au congrès. Mais l'importance des éléments additionnels, introduits sous la pression des parlementaires, le rend caduc aux yeux du colonisateur belge.

##### **1863 : La concession Taboas**

Le gouvernement accorde à l'Espagnol Antonio Taboas une concession de terre en Chiquitanie en échange de la fondation d'un port sur le Paraguay. Les événements internationaux ne devaient pas tarder à compliquer son projet. En 1865 la guerre de la triple alliance oppose le Paraguay de Lopez à trois pays puissants : le Brésil, l'Argentine et l'Uruguay. Le Paraguay fait remonter ses troupes le long du fleuve et occupe la ville de Corumbá. Un an plus tard elle est reprise, ainsi que toute la rive gauche par le Brésil, qui met en fuite les garnisons paraguayennes. Elles trouvent refuge en Bolivie, dont une partie sur la concession de Taboas. Ce climat de confusion sera une des explications de l'échec de ce projet.

##### **1875 : L'Empresa Nacional de Suárez Arana**

Miguel Suárez Arana sur les décombres de la concession Oliden, obtient une délégation de pouvoir du gouvernement bolivien dans la zone d'Otuquis – actuelle province Germán Busch. Il s'engage à construire une piste praticable de Santa Cruz au rio Paraguay et à mettre en valeur les terres via l'attribution de lots de colonisation. En échange Suárez Arana obtient de l'État bolivien le droit de s'attribuer toutes les recettes douanières de la zone. Elles étaient dérisoires. Et l'entreprise, aux prises avec de grandes difficultés financières, réalisa seulement une partie de sa mission, avant de faire faillite et de se voir retirer le contrat avec l'État bolivien en 1886. Entre temps, Miguel Suárez aura eu le temps de fonder Puerto Suárez, sur les rives de la lagune Cáceres, en 1875.

<sup>145</sup> Source : Roux, Jean-Claude 2000 *La Bolivie orientale, confins inexplorés, battus aux Indiens et économie de pillage*, Fifer, Valerie 1982 *The search for a series of small successs : Frontiers of settlements in Eastern Bolivia* et Sanabria Fernandez, Hernando 1988 *En busca de Eldorado, la colonización del Oriente boliviano*

**1905 : Le décret de Montés**

Le président Montés, devant l'échec des grandes compagnies de colonisation, décide de changer la stratégie de l'État bolivien. Il propose de relancer la politique de colonisation de l'Orient sur un mode plus spontané. De large pans de l'Orient bolivien sont délimités pour être réservés à la colonisation étrangère. Jean-Claude Roux note que cela devait représenter au total 65 500 km<sup>2</sup> pour le Beni et le territoire des colonies et 190 000 km<sup>2</sup> pour le secteur du Chaco et de Chiquitos. Ces territoires ne seront en fait jamais colonisés, et le plan de 1905 restera lettre morte.

**1928 : La colonisation de la lagune La Gaiba.**

La lagune La Gaiba se trouve au nord de Puerto Suárez dans une zone particulièrement dépeuplée. En 1928 l'État bolivien accorde une concession de 250 000 has dans la zone à une compagnie anglaise. La colonisation était moins importante dans le projet initial que le développement des infrastructures de transport (création d'un service fluvial sur le Paraguay et route de La Gaiba à la Chiquitanie). À terme cependant il était prévu l'installation d'une cinquantaine de familles de colons dans la zone. Là encore le projet en restera à ces premières esquisses.

Ouverture vers l'Atlantique, colonisation de l'Orient par *des blancs*, tous les projets de colonisation lient les deux objectifs. Ce sont les deux facettes d'une même stratégie étatique qui vise à construire une nouvelle Bolivie. La page blanche est prête à imprimer la nouvelle histoire du pays. Et qu'importe si rien ne prend sur ces terres sauvages, le mythe de l'Eldorado renaît dans une version bolivienne.

### ***3-3 Variations contemporaines autour d'un mythe***

La mise en place d'un discours national sur l'Eldorado remonte aux premiers temps de la république. Cette période, où le mythe national prend forme est fondamentale pour comprendre l'imaginaire commun projeté sur l'Orient et sa frontière.

#### ***3-3-1 Puerto Busch : port souverain de l'imaginaire bolivien***

Pour le chercheur qui bute en permanence contre cette allégorie lorsqu'il tente de découvrir la réalité de la frontière, ce retour dans le temps s'impose. Il découvre ainsi que les projets de demain sont les mêmes que ceux d'hier, car dans l'Orient le temps bégaye, empêtré dans un monde fait d'irréalité. L'exemple de Puerto Busch est assez révélateur de ce processus.

#### **Un port sans route qui fait rêver**

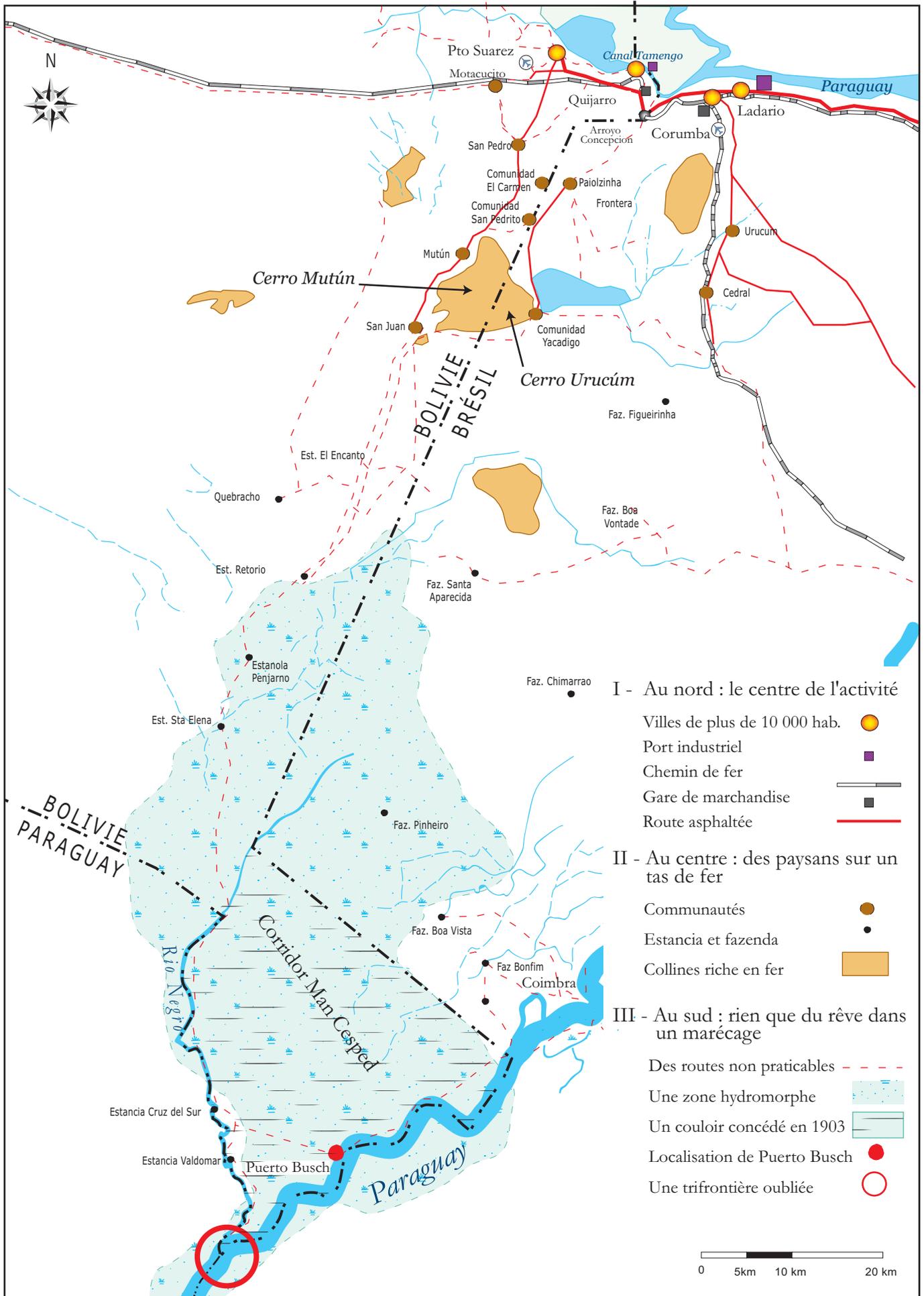
Ce port pour avoir un nom,<sup>146</sup> n'existe pas vraiment. De Motacucito, sur la ligne de chemin de fer Santa Cruz-Puerto Suárez, à Puerto Busch, il existe 140 km d'une piste non praticable.<sup>147</sup> Étrange destin que celui de ce port inaccessible. Il a fait couler beaucoup plus d'encre qu'il n'a vu de bateaux accoster sur ses quais inexistantes. Il se trouve être, potentiellement, le seul port *souverain* de la Bolivie sur le Paraguay. À travers lui, le pays a l'impression de toucher l'Atlantique. Certes, il y a Puerto Quijarro plus au nord. Mais pour accéder au fleuve Paraguay, il faut alors passer par le Canal Tamengo.<sup>148</sup> Ce n'est pas à proprement parler un port souverain sur le Paraguay.

<sup>146</sup> Celui de Germán Busch général victorieux de la guerre du Chaco perdue par la Bolivie.

<sup>147</sup> Seuls les 31 premiers kilomètres de la route, entre Motacucito et San Juan de Mutún sont praticables.

<sup>148</sup> Voir Carte III 22 : Localisation de Central Aguirre et de la Zoframaq

## II-4 Puerto Busch : Port souverain de l'imaginaire bolivien



Laetitia Perrier Bruslé 2004 :  
Source : fond de carte Proyecto de ordenamiento turístico territorial "CDTI" Pantanal 1997

À part sa route inexistante, Puerto Busch a tout pour alimenter les rêves boliviens. Il se trouve à 109 kilomètres du Cerro Mutún, une des plus grandes réserves de fer d'Amérique du Sud.<sup>149</sup> Le premier port souverain de la Bolivie sur l'Atlantique serait aussi son premier port d'exportation minier. La frontière orientale deviendrait un moteur économique, un « pôle de développement »<sup>150</sup> pour tout l'Orient bolivien, et peut-être pour le pays. En plus d'être appelés à accueillir un complexe portuaire d'envergure, les 48 kilomètres de souveraineté sur la rive droite du Paraguay sont la clef de l'intégration de la Bolivie au Cône Sud et plus loin au monde dans son entier. « L'hydro-voie Paraguay-Paraná est la réponse la plus simple à la nécessité urgente de mettre en contact notre pays *avec le monde*. »<sup>151</sup>

Pour l'instant il n'y a rien de plus à Puerto Busch qu'un poste militaire frontalier fondé dans les années 50. La route d'accès n'est plus praticable.<sup>152</sup> Dans les années 70, lors de l'exploitation du Cerro Mutún, il a fonctionné quelques années. Un militaire me montra, un jour, les images de ce mirage. Le long d'une rive envahie par les radeaux d'herbes flottantes, un unique quai en ciment est à l'abandon. Fissuré de toutes parts, il dit assez que l'unique chose à l'œuvre dans ce port, est le temps, qui passe et détruit peu à peu les vestiges d'un rêve. Qu'importe ! Les Boliviens ont les rêves bien accrochés. Alors, à la faveur des politiques libérales qui envisagent de céder en concession le Cerro Mutún à une entreprise étrangère, à la faveur des derniers démêlés avec le Chili qui impose la recherche d'un port souverain à tout prix, à la faveur des entrepreneurs crucéniens qui cherchent d'autres voies d'exportation,<sup>153</sup> le rêve de Puerto Busch retrouve une nouvelle jeunesse. En janvier 2004 la Revue *Economía on line*, de l'IBCE\*<sup>154</sup> consacrait un numéro spécial au projet Puerto Busch.<sup>155</sup> Le quotidien de Santa Cruz, *El Deber*, affirmait qu'un décret était voté, ou allait l'être, pour déclarer Puerto Busch comme priorité nationale de l'État bolivien.<sup>156</sup> En août 2004 la CADEX\* organisait un forum sur le thème « Le nouveau pôle de développement du sud-est Bolivien : Puerto Busch »,<sup>157</sup>

## L'Arlésienne du rio Paraguay

La machine à rêve semblait s'emballer<sup>158</sup>. Ce n'était pas la première fois. En 1971, le plan de développement national prévoyait « la connexion ferroviaire entre Santa Cruz et Corumbá avec une

<sup>149</sup> Le Cerro Mutún contient 25 millions de tonnes de fer de réserves prouvées et 77 millions tonnes de fer de réserves estimées. Ce qui laisse espérer une production de 15 000 tonnes de fer raffiné par an.

<sup>150</sup> Saavedra Weise, Agustín 2004 *Puerto Busch, desafío a corto plazo*

<sup>151</sup> Dabdoub Alvarez, Gabriel 2004 *Puerto Busch ... una salida soberana al mar*. L'auteur est président de l'IBCE, institut bolivien de Commerce extérieur. Il fait aussi partie d'une des grandes familles influentes de Santa Cruz.

<sup>152</sup> En mai 2001 je l'ai empruntée jusqu'à San Juan de Mutún. Passé cette communauté elle devient largement impraticable.

<sup>153</sup> Les exportateurs crucéniens utilisent comme voies d'exportation les routes andines, qui sont souvent bloquées par des mouvements populaires. Voir Chapitre XI « Le territoire au risque de sa frontière », paragraphe 2-1-2 « Santa Cruz à la conquête de l'Est. »

<sup>154</sup> IBCE : Institut bolivien de commerce extérieur – voir lexique en fin d'ouvrage.

<sup>155</sup> Ibce 2004 *Desarrollo del proyecto puerto Busch*

<sup>156</sup> À part dans les pages Opinion de *El Diario* ou de *El Deber*, je n'ai pas vu de trace de ce décret, qui semble donc être pour l'instant seulement un projet de décret.

<sup>157</sup> Chambre des exportateurs de Santa Cruz, voir lexique en fin d'ouvrage.

<sup>158</sup> 2004 *Préstamo para la vía a Puerto Suárez se firma en una semana*

branche jusqu'au Mutún et la construction de facilités portuaires à Puerto Busch, conformément aux prévisions d'exploitation des gisements du Mutún. »<sup>159</sup>. Autre temps, autre acteur, en 1980, c'est Fonplata\*<sup>160</sup> qui reprend à son compte le projet Puerto Busch/Mutún. L'institution accorde un prêt de 423 000 dollars pour l'étude de faisabilité du chemin de fer Motacucito – Puerto Busch.<sup>161</sup> Les études sont faites. Au siège de l'institution, à Santa Cruz, elles ont disparu. Tout juste, après deux jours de fouilles, peut-on retrouver l'évaluation finale de l'étude,<sup>162</sup> des *Compléments au schéma final de l'étude* ou encore l'appel d'offre fait par Fonplata pour sa réalisation.<sup>163</sup> L'étude en elle-même s'est envolée. Elle n'était de toute façon d'aucune utilité, en raison de l'absence de financements pour le projet final. Les mauvais esprits pourraient n'y voir que le gaspillage ordinaire des institutions internationales. Les autres remarqueront que, pour un demi-million de dollars, cette étude a permis aux Boliviens de rêver à un avenir meilleur où leur pays ne serait plus enclavé. Aujourd'hui le rail est passé de mode. Place à la route. Les groupes de lobbying se multiplient pour demander la construction d'une route de Puerto Suárez à Puerto Busch, la chambre de commerce et d'industrie de Santa Cruz en tête (CAINCO).<sup>164</sup>

Derrière cet espoir qui renaît, gisent les espoirs anciens qu'on ne peut oublier. « L'État bolivien considère la possibilité de faire réaliser ce projet depuis 30 ans, mais il ne s'est jamais réellement concrétisé jusqu'à aujourd'hui »,<sup>165</sup> écrivent les rédacteurs du rapport pour la construction de la route Puerto Suárez – Puerto Busch. Seuls quelques-uns parlent de chimères. Gumucio Dagron, il y a plus de 20 ans, évoque le projet d'extraction et d'exportation de fer bolivien en ces termes : « On parle du Mutún le gisement de fer le plus grand du monde – une montagne à la frontière du Brésil – et l'on chiffre les espoirs en millions de dollars oubliant que le fer ne vaut plus grand-chose. »<sup>166</sup> Heureusement les empêcheurs de rêver en rond ne sont pas nombreux en Bolivie.

### ***3-3-2 D'autres chimères de la frontière...***

L'exemple de Puerto Busch est symptomatique du fonctionnement des chimères orientales. Elles sont nombreuses, mais possèdent quelques caractéristiques communes : leur ancienneté, leur rémanence, la difficulté de leur réalisation, leur localisation au plus près de la frontière, et au plus loin du vieil espace national, les espérances immenses qu'elles font naître quant au développement du pays. Aussi, on ne peut évoquer Puerto Busch, sans citer ses petites sœurs. Dans un inventaire à la Prévert il faudrait évoquer : le port international de Guayaramerín, l'hydro-voie Ichilo Mamoré, le

<sup>159</sup> Machicado Saravia, Eduardo 1970 *Bolivia 1971-1991 : Estrategia socio-economica del desarrollo nacional*, p. 68

<sup>160</sup> Le fond financier pour le développement du bassin de La Plata, voir lexique en fin d'ouvrage.

<sup>161</sup> Prêt : Bol 2/80 *Evaluacion del ferrocarril Motacucito – Mutún – Puerto Busch*.

<sup>162</sup> Fonplata 1986 *Evaluacion del estudio del ferrocarril Motacucito Mutun Puerto Busch*

<sup>163</sup> Fonplata : Convocatoria n°1-80, p. 4. L'ensemble de ces documents se trouvaient dans plusieurs classeurs correspondants au prêt Bol 2/80 de Fonplata.

<sup>164</sup> Prefectura De Santa Cruz 2004 *Empredimiento de transporte bi-modal Motacucito – Mutún – Puerto Busch : analisis de alternativas*

<sup>165</sup> *Op. cit.* p. 2

<sup>166</sup> Gumucio Dagron, Alfonso 1981 *Bolivia*, p. 140

plan *Tierras Bajas II*,<sup>167</sup> les différentes usines que doit accueillir la zone de Puerto Suárez, les projets de colonisation agricole, les corridors d'exportation bi-océaniques (un pour chaque ville frontalière) les zones franches internationales aussi grandes que celle de Manaus, les centrales thermoélectriques fonctionnant au gaz à San Matías et à Puerto Suárez, le développement de champs de soja au plus près de la frontière, pour être connectés à la prestigieuse voie Paraguay-Paraná, ou versus, les projets de corridors d'exportation du soja brésilien en direction du Pacifique, via le territoire bolivien, etc.

Peut-être y a-t-il une petite injustice à renvoyer tous ces projets à un même avenir incertain. Certains verront le jour. D'autres ont déjà commencé à prendre forme. Mais lorsque c'est le cas, il existe un tel décalage entre le fol espoir qu'ils ont fait naître et la réalité de leur fonctionnement chaotique, qu'on en oublie jusqu'à leur existence. Le directoire du Comité Civique de Guayaramerín est formel : il faut à Guayaramerín un port international bimodal pour que la ville puisse devenir un nœud sur la route du soja brésilien en direction du Pacifique. Ce port existe déjà. Sa faible activité en a fait oublier jusqu'à son existence. De janvier à juin 2003, la moyenne des produits embarqués ou déchargés dans le port était de 845,35 tonnes.<sup>168</sup> Volume d'activité dérisoire. Des bombonnes de gaz vide, du sable, du bois – *mara macho* et *tumi* – de contrebande<sup>169</sup>, quelques produits comestibles en vrac... Rien à voir avec le grand corridor rêvé, dont on avait réussi à convaincre de l'utilité l'ambassadeur de Belgique principal financeur du projet de construction du port de Guayaramerín, à hauteur de 2 millions de dollars. Il en est ainsi des miroirs aux alouettes orientaux. Ils sont tellement parfaits qu'un étranger, même s'il n'a pas baigné depuis son enfance dans le mythe de l'Eldorado bolivien, s'y laisse facilement prendre.<sup>170</sup> Pourtant, si ces projets orientaux trouvent rarement une réalisation concrète, ils n'en sont pas moins pourvus d'effets secondaires. Le plus puissant d'entre eux est celui qui entraîne l'appropriation symbolique de la région.<sup>171</sup>

<sup>167</sup> Le *Plan Tierras Bajas II* est un projet soutenu par les propriétaires de Puerto Aguirre (situé dans la zone de Puerto Suárez) qui espèrent lancer un deuxième grand plan de développement de l'Orient bolivien, qui ferait suite au premier plan financé par la Banque Mondiale et mis en place entre 1991 et 1997. Le premier plan avait ouvert de nombreux crédits pour le développement de l'agriculture et pour les infrastructures permettant l'exportation des produits : routes et port sur le Canal Tamengo. Voir Morawetz, David 1986 *Bolivia's exports and medium term economic strategy : prospects, problems and policy options* et Hurtado Paz, Luis Ernesto 2003 *Informe final de cierre : proyecto de desarrollo agropecuario "Tierras bajas del este"*.

<sup>168</sup> Source : Archives du SEMENA\* : *Recibo de pago de contribuyente por zarpa y atraque. Año 2003*

<sup>169</sup> Une partie du bois à destination des villes boliviennes de Cochabamba et de Santa Cruz, est du bois certifié comme bolivien, mais en réalité extrait du Brésil. Cette bolivianisation du bois lui permet d'acquiescer le *sello verde*, l'accréditation verte, accordée à toutes les grumes boliviennes en raison de la politique mise en place par BOLFOR\*

<sup>170</sup> La construction de ce port est un peu « l'éléphant blanc » de la Coopération belge en Bolivie. Aussi, à l'ambassade de Belgique à La Paz, on a préféré en effacer les traces. Les archives sont réparties à Bruxelles. Au Vice Ministère de l'investissement public et des financements extérieurs (VIPFE), en revanche, on a élaboré un rapport final en 2001. La coopération belge, dans le cadre de Fonds de contre valeur a accordé 2 millions de dollars, et le TGN, trésor général de la nation bolivienne, a contribué à hauteur de 327 828 dollars. – *Convenio interinstitucional n° DGFE/BEL/002/98*. L'accord date du 7 avril 1995 et la réalisation fut lancée en 1998. voir Moreno Bello, Oscar 2001 *Informe final proyecto complejo portuario Guayaramerín* et Vice Ministerio De Inversion Publica Y Financiamiento Externo 1998 *Convenio interinstitucional de financiamiento - proyecto Complejo Portuario Guayaramerín*.

<sup>171</sup> Voir chapitre V

### 3-4 L'appropriation symbolique de l'El Dorado

« La colonisation de ces régions a tenu une place centrale dans l'imaginaire national bolivien, et a été le référent idéologique de la majorité, sinon de la totalité des gouvernements républicains au XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècle. »  
Jordan Pilar Garcia, 2001<sup>172</sup>

#### 3-4-1 Tout commence par une obsession étatique

##### La conquête de l'Est, au cœur des politiques étatiques

« L'Orient devait constituer la plateforme qui permettrait aux nouveaux dirigeants pacéniens de démontrer leur capacité de construire la nation et de défendre la souveraineté nationale. »<sup>173</sup> Or, un des faits structurants de l'histoire bolivienne est justement la faiblesse de l'État. Il est fragilisé par les luttes incessantes pour sa conquête.<sup>174</sup> Il est affaibli par la faible adhésion qu'il suscite auprès de la majorité de la population. Privée du droit de vote, elle voit dans l'état républicain une institution lointaine et oppressive dont il faut savoir se prémunir.<sup>175</sup> Cette fragilité de l'État explique sa quête de légitimité. Il la fonde sur sa capacité à être garant du territoire, qu'il entend préserver et aménager pour le bien de la société. Et il y a beaucoup à faire. À la suite des dérives territoriales ce discours se cristallise sur la frontière orientale. Parce qu'elle présente tous les traits des anciennes provinces perdues, c'est le talon d'Achille de l'espace bolivien. La conquête de l'Est devient donc l'obsession la mieux partagée de tous les gouvernements boliviens, libéraux ou conservateurs, révolutionnaires ou militaires.

##### Comment conquérir l'Est ?

Mais que faire ? La politique orientale, fixée à partir du général Ballivián (1841-1847), oscille constamment entre deux directions : développer les explorations ou promouvoir des programmes de colonisation. Il n'est pas inutile de remarquer que cette politique, si elle se développe à la faveur de la première période d'apaisement qui suit l'indépendance, est aussi concomitante du boom de la quinine dans la région de Caupolicán,<sup>176</sup> entre 1820 et 1880. Les richesses de la frontière sont en

<sup>172</sup> Pilar Garcia, Jordan 2001 *Cruz y arado, fusiles y discursos, la construcción de los Orientales en el Peru y Bolivia 1820 - 1940*, p. 269

<sup>173</sup> C'est ce qu'affirme Jordan Pilar Garcia à propos de la politique libérale du début du siècle, mais cette Pilar Garcia, Jordan 2001 *Cruz y arado, fusiles y discursos, la construcción de los Orientales en el Peru y Bolivia 1820 - 1940*, p. 299. Notons que les militaires, à la recherche d'une justification sociale, adoptent la même posture. Voir Partie IV, chapitre XI, « La frontière en défens ».

<sup>174</sup> La moyenne des mandats présidentiels au XIX<sup>e</sup> siècle est de 2 ans et demi, et de 1 an et 1 mois au XX<sup>e</sup> siècle. Voir Lavaud, Jean-Pierre 1998 *L'instabilité politique de l'Amérique Latine. Le cas de la Bolivie.*, p. 19. L'auteur met, en exergue de son ouvrage cette remarque de Bolívar prémonitoire du sombre destin de la Bolivie. « S'il est vrai qu'à Buenos Aires les magistrats ne durent pas trois jours, cela l'est aussi de la Bolivie qui vient de suivre cet exemple détestable. À peine l'illustre Sucre avait-il quitté cet infortuné pays que le perfide Blanco s'empara par intrigue du pouvoir qui revenait de droit au maréchal Santa Cruz ; il ne resta que cinq jours, fut arrêté et mis à mort par une faction ; un chef légitime le remplaça : Velasco qui céda la place à Santa Cruz. C'est ainsi que la Bolivie s'est retrouvée avec quatre chefs différents en moins de deux semaines. Seul le Bas-Empire aurait pu être le théâtre d'événements aussi monstrueux qui couvrent l'humanité de honte. »

<sup>175</sup> Le suffrage universel est instauré en 1952 en Bolivie, à l'occasion de la Révolution nationale. Par la suite, nombreux sont les analystes qui dénoncent les abus du système électoral, où les membres des communautés votent en groupe, ou le secret du vote est rarement assuré, ou l'analphabétisme rend complexe l'analyse des résultats, ou, enfin, les longues périodes de dictatures de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle décrédibilisent la portée du vote.

<sup>176</sup> « L'incorporation de l'aire de croissance de cet arbre – avec ses habitants – dans l'économie et la vie politique du pays fut l'un des premiers objectifs du nouvel État nation », écrit Carlos Perez à ce propos. Le Caupolicán se trouve dans le nord du département de La Paz, dans sa partie amazonienne. Le boom de la quinine s'étire dans le temps entre 1820 et

toile de fond des programmes orientaux, même si elles ne sont pas toujours mises en avant, car on préfère évoquer la mission impériale de l'État aménageur. La création de deux départements orientaux sont les jalons d'une politique de récupération de l'Orient. En 1842, Ballivián fonde le département du Beni, signe d'une politique orientale ambitieuse, qui doit aller bien au-delà du contrôle de quelques fronts pionniers économiques à courte durée de vie. Il faut faire de l'immense frontière un élément clef du nouveau territoire bolivien. Par la suite, chaque poussée nationaliste s'accompagne d'actions en direction de l'Orient, sur fond d'une obsession jamais démentie pour cet Eldorado. Seule la période libérale (1900 – 1920) marque un certain repli de cette politique. On brade les territoires périphériques.<sup>177</sup> On utilise les dédommagements financiers du Chili pour constituer des drains miniers, des centres d'exploitation andins aux ports du Pacifique. À la suite de la guerre du Chaco, l'arrivée au pouvoir du colonel Toro remet au goût du jour la question orientale. Le gouvernement, inspiré en partie du fascisme européen, inscrit son action dans le cadre d'un sursaut national et d'une réorganisation des institutions au service de la patrie. Le département du Pando est créé le 24 septembre 1938. Reste que ces nouvelles structures administratives, pour constituer l'aspect le plus ostensible de la politique orientale, ont des effets réduits à l'échelle locale.

Les programmes de colonisation révèlent encore plus la faiblesse de l'action gouvernementale. L'État central délègue à des intérêts privés sa mission d'aménagement, à charge pour ses entreprises de se payer avec les ressources supposées immenses de la région. La multiplication de ces projets prouve seulement la force de persuasion des hommes politiques boliviens lorsqu'il s'agit de transmettre à des étrangers le mythe de l'Eldorado. Rien de plus. Car les projets échouent tous en raison de la totale déconnexion de la province. Aucune entreprise privée n'est capable de remplacer l'action de l'État dans son rôle d'aménagement du territoire. Et la permanence du discours sur la colonisation de l'Est sert à cacher l'impossibilité d'une telle entreprise, en raison des faibles moyens étatiques et de la priorité qui est *de facto* donnée aux régions minières de l'Altiplano qui sont elles, d'ores et déjà productives.

### ***3-4-2 ... qui devient un projet collectif national***

Ce discours galvanise. Il parvint à emporter l'adhésion, en dépit des revers successifs sur le terrain. Comment en serait-il autrement ? Si les gouvernants boliviens peuvent séduire des investisseurs étrangers, toujours méfiants, ils sont d'autant plus convaincants lorsqu'ils s'adressent aux Boliviens démunis. La conquête de l'Orient devient un projet collectif national.

### **Le transfert psychanalytique du littoral perdu à la frontière orientale**

Au rôle indubitable des discours étatiques, il faut ajouter l'effet produit par la perte du pacifique. C'est dans les deux dernières décennies du XIX<sup>ème</sup> siècle, lorsque la Bolivie abandonne

---

1880. Alcide d'Orbigny, qui visite la Bolivie en 1830 est impressionnée par cette intégration foudroyante d'une région « sauvage » au reste du monde. Il faut dire qu'à cette époque une hausse très forte de la demande mondiale de quinine, en lien avec l'expansionnisme européen en Afrique et en Asie qui ont besoin de cette plante pour lutter contre la malaria, suscite une véritable ruée vers l'Est. Perez, Carlos 2000 *Alcide d'Orbigny et la frontière bolivienne du quinquina*, p. 311

<sup>177</sup> Dans le cadre du Traité avec le Chili en 1904 et du traité de Petrópolis en 1903.

son accès à la mer, que se consolide un imaginaire collectif qui fait de l'Orient l'Eldorado du pays.<sup>178</sup>

Les événements récents en Bolivie, la guerre du gaz en octobre 2003 entre autres, ont montré la force de la mémoire géopolitique et le choc engendré par la perte du littoral. Il ne fait pas de doute, compte tenu de la puissance de ce traumatisme, qu'il a été capable d'engendrer un transfert du littoral à l'Orient. Le terme de « transfert », et sa connotation psychanalytique, n'est pas employé à la légère. Il sert à évoquer un processus psychologique où les sentiments éprouvés pour un objet perdu, le littoral, se reporte sur un autre objet, la frontière orientale. Par ce jeu de report d'affects, l'Orient se voit parer de toutes les qualités de l'ex-province Pacifique. Les deux provinces, celle perdue et celle non encore conquise, sont assimilées. On voit ce transfert à l'œuvre dans les espoirs de faire de la frontière une façade atlantique. À propos des conclusions du traité de 1867<sup>179</sup>, Sanabria Fernandez écrit par exemple : « la Bolivie céda au Brésil son *littoral du Madeira*. »<sup>180</sup> L'expression revient à plusieurs reprises dans ces pages consacrées à la perte de la rive droite du Madeira. Consciemment ou inconsciemment, en remplaçant *orilla*, la rive, par *litoral*, le bord de mer, l'auteur diffuse cette idée que les confins orientaux sont le nouveau littoral du pays enclavé.<sup>181</sup> Peu importe qu'il ne soit pas plus mis en valeur que celui du Pacifique en son temps, et que les seuls projets dans ce sens soient échafaudés par des rêveurs peu au fait des réalités orientales. Le littoral pacifique n'était pas autre chose qu'un rêve potentiel de désenclavement. Les ports étaient absents, et les communications avec le reste du pays difficiles.

La similitude entre les deux provinces va bien au-delà. Elles sont toutes deux caractérisées par une faible densité humaine et un éloignement par rapport au noyau andin. La province littorale d'Atacama en 1848 possédait, par exemple, une population de 4520 personnes, soit une densité infinitésimale de 2 habitants par *leguas*\* carrées (0,06 hab./km<sup>2</sup>).<sup>182</sup> Cobija, la capitale, se trouvait à 170 *leguas* de Potosi (935 km). Peu d'hommes, perdus au bout du monde, ce portrait rappelle en tout point la frontière orientale. Le gouvernement, relayé par les hommes de la frontière, devait encore forcer le trait et jouer de cette similitude pour provoquer l'adhésion à ses projets orientaux. En 1908, Puerto Bahia, sur les bords de l'Acre, prend le nom du port perdu sur le littoral pacifique : Puerto Cobija. Dans une note de service au délégué du Territoire des Colonies le Ministre de la

<sup>178</sup> L'élite conservatrice prend le pouvoir en 1880. Sa préoccupation pour les frontières orientales participe d'un projet de modernisation du pays (la déroute militaire a révélé de graves faiblesses boliviennes) tout en étant une conséquence de la perte du littoral. « Ainsi l'occupation des Orientes devient un élément important de régénération du pays qui, comme cela est arrivé au Pérou, ressent violemment cette déroute historique occasionnée par la défaite de son armée, et qui, en plus, a perdu son littoral Pacifique. » Voir Pilar García, Jordan 2001 *Cruz y arado, fusiles y discursos, la construccion de los Orientes en el Peru y Bolivia 1820 - 1940*, p. 300

<sup>179</sup> Le traité de 1867 fait reculer la frontière bolivienne de la pointe de l'Abuná à la confluence Beni-Mamoré, quelques 100 kilomètres plus au sud. La Bolivie perd ainsi la rive gauche du Madeira, qu'elle retrouvera plus tard, lors du traité de 1913. Voir carte II – 10 La frontière Nord, ci-dessous.

<sup>180</sup> C'est moi qui souligne l'expression de *litoral maderano*, le littoral du Madeira. voir Sanabria Fernandez, Hernando 1988 *En busca de Eldorado, la colonizacion del Oriente boliviano*, p. 40-41.

<sup>181</sup> De la même façon les Péruviens évoquent souvent leur « fleuve mer » à propos de l'Amazone.

<sup>182</sup> La densité moyenne pour la Bolivie est alors de 98 habitants/legua carrée, mais pour les cinq départements du noyau andin, Potosi, Oruro, Chuquisaca, Cochabamba et La Paz, elle s'élève à : 142,47 habitants par legua carrée. Rappelons que la legua coloniale vaut 5,5 km, et la legua carrée 30 km<sup>2</sup>. Voir Dalence, José María 1975 [ 1851 ] *Bosquejo estadístico de Bolivia*, p. 182.

colonisation et de l'agriculture, Manuel Vicente Ballivián, explique les motivations de ce nouveau baptême. « Il était nécessaire de changer le nom de Puerto Bahia, et le gouvernement a décidé, à cette occasion, de choisir un nom qui rappellerait les sacrifices, le patriotisme, le sang versé et l'abnégation du peuple bolivien. »<sup>183</sup> La nécessité de ce changement, évoquée par Ballivián, était-elle vraiment plus impérieuse que la volonté d'assimiler le littoral perdu et la frontière orientale ? Il s'agissait d'éviter les risques de confusions entre Puerto Bahia et la ville presque homonyme de Salvador de Bahia au Brésil. L'idée d'une confusion possible entre ces deux villes que tout oppose peut sembler incongrue. Ballivián rapporte pourtant, dans la même note, que le consulat bolivien de Londres s'en était plaint.<sup>184</sup> Nécessité fait loi. Mais dans ce cas là, en plus du souci, bien légitime, de ne pas égarer les voyageurs et le courrier, se cachait une volonté politique. Chelio Luna-Pizarro, dans son pamphlet en faveur de la capitale du Pando le souligne.<sup>185</sup> « Il faut interpréter à sa juste valeur cette décision du gouvernement. Après la guerre du Pacifique et la perte du littoral et du port de Cobija sur le Pacifique, notre Écusson national était décoré de neuf étoiles, mais il ne nous restait plus que huit départements. C'est pour cela que l'appellation de Cobija, donnée à la ville fondée dans le « Territoire des Colonies » sur l'Acre, n'était pas une simple mutation. Elle était nécessaire pour justifier l'existence de cette neuvième étoile sur l'emblème national. »<sup>186</sup>

### **Une appropriation symbolique de la frontière orientale**

Une étoile perdue, une de retrouvée.<sup>187</sup> C'est ainsi que la frontière orientale acquiert, aux yeux de l'opinion publique, une importance démesurée en regard des faibles possibilités de développement qu'elle offre. En 1938, l'érection du Territoire des Colonies au statut de département scelle cette substitution d'un département par un autre. À y regarder de plus près le nouveau département n'a rien pour être érigé à ce rang là. Sa population représente moins que la plus petite des provinces du département de La Paz.<sup>188</sup> Sa superficie est dérisoire par rapport aux deux autres départements orientaux du Beni et de Santa Cruz. Mais, aussi négligeable qu'il soit, il participe au territoire bolivien idéal. À ce titre là, il est approprié par une collectivité bolivienne, incapable pourtant de le mettre en valeur. Loin des yeux, près du cœur. Inaccessible, mais approprié symboliquement. « Comme tout le monde le sait, le Chili mutila la Bolivie en 1879 et, à partir de ce moment là, notre pays tourna son regard, anxieusement, vers l'est et le rio Paraguay, qui offrait

<sup>183</sup> *La Paz, marzo 17, 1908 Nota del Señor Ministro de Colonización y agricultura al señor delegado en el territorio de colonias, Riberalta.* Cité par Luna-Pizarro, Chelio 1990 *Cobija, la capital de Pando*, p. 63

<sup>184</sup> La poignée de colons qui fondèrent la communauté de San Pedro de Bolpebra en 1998 raisonnèrent de la même façon. Après une discussion argumentée, ils rejetèrent de le nom de San Pablo, par crainte d'une confusion avec la ville de São Paulo au Brésil, que l'on appelle San Pablo en Bolivie. On imagine facilement l'effet produit sur un voyageur qui, croyant arriver à San Pablo du Brésil et découvrirait San Pablo de Bolpebra, ses quelques maisons en bois, son poste militaire avancé et ses poules faméliques. Voir entretien réalisé avec José Gonzalez, le 1 juillet 2003, à Bolpebra.

<sup>185</sup> La capitale du Pando, Cobija, sur les bords de l'Acre, a toujours été contestée. Plus d'une fois Riberalta, capitale historique de l'Amazonie bolivienne, a tenté de récupérer les prérogatives administratives de capitale du Pando, que son poids économique, politique et démographique justifie pleinement. D'où la multiplication des pamphlets et des essais, de la part des Cobijènes, pour défendre le statut de Cobija auprès du Congrès et du gouvernement.

<sup>186</sup> Voir Luna-Pizarro, Chelio 1990 *Cobija, la capital de Pando*, p 65. En réalité, bien souvent l'écusson bolivien figure 10 étoiles (pour ne pas oublier le littoral perdu). En réalité la plupart des écussons nationaux portent aujourd'hui dix étoiles (les 9 départements du pays, plus le littoral).

<sup>187</sup> En réalité, bien souvent l'écusson bolivien figure 10 étoiles (les 9 départements du pays, plus le littoral).

<sup>188</sup> La population du futur Pando est de 9 000 habitants en 1900 et de 19 800 en 1950. Voir Dirección General De Estadística Y Censos, Ministerio De Hacienda Y Estadísticas 1955 *Censo demográfico 1950*, p. 2

l'unique alternative de communication libre et souveraine avec le monde extérieur », écrit Sergio Justiniano Velasco dans les colonnes du quotidien de Santa Cruz, *El Deber*, en 2004.<sup>189</sup>

L'assimilation entre le littoral perdu et la frontière orientale entraîne la crainte qu'ils ne connaissent le même destin. Aussi, le nouveau littoral, fluvial, est particulièrement surveillé. Au même titre que la façade pacifique, on l'imagine menacé par l'appétit des voisins : le Pérou (qui récupère le Purus) ; le Paraguay, et surtout le Brésil. En dépit des accords de libre navigation des fleuves, qui sont plusieurs fois réaffirmés au XX<sup>ème</sup> siècle, le colosse ne voudrait-il pas enclaver une nouvelle fois la Bolivie déjà enclavée ? Les Boliviens, en alerte, gardent un œil sur leur frontière.

## Conclusion du chapitre IV

---

### La bolivianisation d'un mythe

Le mythe, né avec les conquérants embourbés dans les marais de la côte caraïbe devait connaître une extraordinaire longévité, qu'aucune des premières déconvenues qu'il a suscitées ne permettait d'imaginer. Comme un rêve, il traverse le temps, ni tout a fait le même ni tout a fait un autre. Cette permanence peut étonner. Comment des pays merveilleux continuent-ils d'exister à l'époque des photos satellites où la terre sous contrôle ne semble plus recéler de secrets ? Vu d'Europe ces pays sont des plus intrigants. Sur le vieux continent, depuis longtemps anthropisé, la part du merveilleux a reculé au rythme des conquêtes territoriales. Les paysages humanisés ont perdu de leur enchantement. On sait ce qu'ils valent, ce qu'ils peuvent donner et ne pas donner. En Amérique du Sud, au contraire, la faible densité, les progrès lents de l'aménagement, les conquêtes pionnières poussives ont laissé au centre des espaces en creux où le rêve a pu se lover et se maintenir jusqu'à aujourd'hui.

Il est difficile de mesurer la force d'un rêve et la part structurante qu'il prend dans la construction d'un territoire. Les comparaisons sont audacieuses entre les pays. L'Amazonie, qu'elle soit colombienne, équatorienne ou brésilienne, ne reste-t-elle pas un monde sauvage, un *horos* à conquérir et à soumettre ? Il semble pourtant qu'en Bolivie l'Eldorado se soit maintenu avec plus de vigueur, plus de réalité presque, que dans d'autres pays d'Amérique du Sud, parce que la conquête du territoire est moins avancée. Peut-être, pour être plus juste, faudrait-il dire que le maintien de l'Eldorado se fait selon une modalité proprement nationale. Le mythe, avant de se caler dans les terres vierges boliviennes, était à la fois plus précis, il faisait référence à des personnages et à un scénario défini, et plus évanescent, sa localisation géographique était floue. En l'espace de près de deux siècles de permanence en Bolivie, il s'est *bolivianisé*. Il a abandonné ses références originelles pour devenir un espace pourvu de richesses immenses, mais inaccessibles dans le présent. Il ne s'agissait plus de richesses destinées à satisfaire l'appétit de fortune de quelques conquistadores mais d'un bien commun pour la nouvelle patrie bolivienne. Ce passage

---

<sup>189</sup> El Deber, 28 février 2004

d'un rêve individuel à une ambition collective est fondamental. En s'adaptant aux espérances d'une « communauté imaginée »<sup>190</sup> il acquiert certains traits propres à ce groupe et à la façon dont il imagine ses failles. L'Orient doit pourvoir au pays dont les deux maux sont la pauvreté (en raison d'un milieu naturel jugé difficile, l'Altiplano) et l'enclavement. Bolivianisé, l'Eldorado devient un milieu prolixe dont l'horizon ouvert permet à la Bolivie de vaincre ses murailles andines.

« L'avenir de la Bolivie se trouve dans l'Orient », écrit Félix Frias en 1906.<sup>191</sup> Cette croyance rend sa conquête impérative. Las, les faibles moyens de l'État bolivien et l'absence d'une masse critique de population rendent inenvisageable un mouvement pionnier. La situation devient inextricable : il est impossible de se faire maître de l'Eldorado qui détient pourtant la clef de l'avenir bolivien. En réponse à cette aporie, une appropriation idéelle de la région frontalière se développe. La frontière orientale n'est pas réellement contrôlée par la société mais elle lui *appartient*, parce qu'elle constitue la pièce maîtresse de son territoire imaginé.

### Un mythe à l'épreuve du temps

Objet d'une appropriation idéelle, la région frontalière a été, pendant longtemps, une région de projets. Sa relation au temps est complexe. L'absence de dynamiques concrètes la place hors du temps. Elle se soustrait à une temporalité classique, linéaire où le temps s'inscrit dans l'espace par la transformation progressive des paysages. Sur la frontière, rien n'avance, les échecs successifs ne parviennent pas à tirer l'Eldorado hors d'une logique d'Eldorado, c'est-à-dire d'un territoire vide en attente de prise de possession. « C'est comme si le monde faisait des tours sur lui-même » s'exclame Ursula, personnage mythique de Garcia Marquez, perdue dans le temps radoteur de Macondo, sur une autre frontière imaginaire.<sup>192</sup> Pourtant, à partir de la fondation de la République bolivienne, la frontière devient aussi une réserve d'avenir pour la société bolivienne. Concrètement rien ne change, l'immobilisme l'emporte, mais symboliquement la région s'installe dans le futur. De cette temporalité décalée la frontière acquiert, au sein du territoire bolivien, un statut particulier. Elle participe du destin national, elle en constitue son aspect le plus important. Cette double temporalité, alliant un passé qui ne veut pas passer à un avenir qui ne cesse de se faire attendre, maintient la région dans une drôle de relation au temps. Comme si le mythe plaçait la frontière dans un présent irréel.

Dans un seul domaine, la frontière semble évoluer. Le temps qui passe montre la lente, mais certaine, définition d'une limite frontalière internationale. En gagnant en lisibilité et en reconnaissance, la limite juridique retire à l'Eldorado un de ses éléments importants, celui de l'infinitude. La frontière change de statut. Elle perd en profondeur ce qu'elle gagne en lisibilité. Elle est moins immatérielle, moins irréelle, moins eldoradesque, en un sens. Les confins deviennent une limite franche entre deux empires, puis deux pays.

<sup>190</sup> Je prends cette expression au sens où l'a définie Anderson, voir : Anderson, Benedict 2002 *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*.

<sup>191</sup> Frias, Félix 1906 *El porvenir de Bolivia está en el Oriente*. L'auteur défend dans cet article l'idée que les productions de Chiquitos et Velasco devrait être vendues dans le Mato Grosso en utilisant la voie d'eau de l'Iteñez.

<sup>192</sup> Garcia Marquez, Gabriel 1967 *Cent ans de solitude*, p. 282.

# Chapitre V :

# Les terres du bout du monde :

## *Du fines au limes ?*

« Une ligne rencontre une ligne. Une ligne évite une ligne. Aventures de lignes. Une ligne pour le plaisir d'être ligne, d'aller, ligne. Points. Poudre de points. Une ligne rêve. On n'avait jusque là jamais laissé rêver une ligne. »  
Henri Michaud, 1963<sup>1</sup>

## Introduction

---

### **Une ligne épaisse, à la pliure du monde (sud-américain).**

Pour étudier la frontière entre la Bolivie et le Brésil, je suis partie des Andes. Du haut de cette montagne, la région semble si loin ! Les universitaires et les fonctionnaires, les entrepreneurs et les militaires me l'ont répété, à l'envi et *ad nauseam* : là-bas, j'allais toucher la fin du monde civilisé et andin. La difficulté de l'étude d'une telle frontière – fin du monde, tient à la solution de discontinuité qu'elle établit, symboliquement, avec les terres qui se situent au-delà d'elle. Comment enjamber un bout du monde ? Comment imaginer ce qu'il y a au-delà ? En somme, y a-t-il une vie au-delà d'une frontière *fines* où termine le monde bolivien ? Au-delà de la frontière, commence « l'intérieur » du Brésil. Dans ces terres d'outre-frontière, un singulier parallélisme avec la situation bolivienne est à l'oeuvre. À propos de la frontière occidentale, les mêmes discours caractérisent le bout du monde brésilien. On se croirait dans les Andes. La frontière est comme la ligne de pliure symbolique du monde sud-américain. Au-delà d'elle, de part et d'autre, la symétrie est presque parfaite. Tout cela fait penser au procédé graphique, bien connu des enfants, où la peinture,

---

<sup>1</sup> Michaux, Henri 1999 [1963] *Passages*, p. 115

déposée sur un côté d'une feuille, se reproduit à l'identique sur son autre moitié une fois celle-ci pliée puis dépliée.

Que se passe-t-il au point de rencontre de deux bouts du monde ? Pour le savoir il faut, comme souvent en géographie, changer d'échelle d'analyse ; sortir de la Bolivie pour regarder le continent. À cette échelle la frontière n'est plus seulement le bout d'un pays andin, mais une gigantesque balafre qui prend en écharpe tout le continent, une diagonale du vide aux dimensions sud-américaines. Cette configuration est héritée du temps long, celui des premiers temps de la découverte lorsque les Espagnols, juchés sur leur montagne d'argent, se trouvaient si loin des Portugais accrochés au littoral atlantique, séparés d'eux par un immense espace inconnu. Le temps long et l'échelle continentale donnent à voir un trait structurant de la géographie sud-américaine. Il est peu étonnant qu'il est façonné une image mentale si consensuelle des deux côtés de la ligne.

Cela à commencer il y a longtemps. À force d'avancer, de part et d'autre, en direction de l'intérieur du continent, il fallut bien se faire à l'idée que cette terre n'était pas sans limite. C'était le premier accroc au mythe de l'Eldorado. Les frictions se multiplièrent en quelques points de cet immense espace. L'or du Mato Grosso, de Cuiabá ou du Guaporé, le trafic de l'argent de Potosi, les Indiens à réduire en esclavage, les âmes de ces mêmes Indiens à sauver... L'accumulation de biens créa un faisceau d'intérêts et des conflits d'usage sur une terre dont on ne savait pas bien si elle appartenait au Roi d'Espagne ou à celui du Portugal. On se rappela alors la finitude de la terre de l'Eldorado. Elle était pourtant inscrite, depuis longtemps, dans l'acte de naissance de l'Amérique. La ligne de partage, qu'on avait oubliée pour succomber aux vertiges de l'espace infini, est de celle qui ne se laisse pas facilement effacer. C'était le méridien de Tordesillas, qu'une auguste main papale avait dessiné en 1493 pour régler les contentieux entre deux empires naissants, ibériques et rivaux. Au tournant du XVII<sup>ème</sup>, la ligne revient sur le devant de la scène internationale et allait occuper les esprits jusqu'au début du XX<sup>ème</sup> siècle.

Que la terre sans limite soit bordée par cette magistrale limite devait changer un peu la représentation qu'on en avait. Les trésors étaient là - l'or, le caoutchouc, les esclaves, en nombre infini. Mais ils se trouvaient sous la menace du voisin. Les lusophones menaçaient de capturer le rêve échafaudé dans les Andes. Les immenses réserves pouvaient passer de l'infini à zéro. Pour mettre un terme à cette menace, il fallait renforcer la ligne séparatrice et se réserver une part d'espace aux ressources infinies. Ainsi prend forme la région, nichée entre deux lignes : la frontière interne, aux pieds des Andes, et la frontière externe, qui limite l'expansion portugaise. Il faut s'intéresser à la conformation de cette limite externe. Comment se construit ce *limes* ? Quelle en est la conséquence pour la région frontalière ? Comment peut-elle perdre progressivement sa profondeur infinie tout en conservant son image de bout de monde au-delà duquel il n'y a plus rien ? En se concentrant sur la ligne-frontière on saisit mieux la raison de cette évolution ambiguë, où les représentations contredisent les faits. Elle tient à la bivalence de la ligne : confins et limite, tout à la fois. Car, la limite la plus ancienne, la plus reconnue internationalement, de toutes les

frontières de la Bolivie est aussi la plus éloignée du noyau national. Parce qu'elle se situe sur le plan de friction entre deux Empires, son existence est ancienne, sa matérialité plus avancée. Mais, si loin des Andes, elle participe d'un contexte oriental marqué par une moindre appropriation nationale. Des confins aux *limes*. C'est dans le passage de l'un à l'autre, dans la superposition même de ces deux états qu'il faut tenter de saisir le processus de construction d'une telle limite.

## I - Les confins

---

Le terme de confins ne s'emploie qu'au pluriel. Cet usage n'est pas fortuit. Il donne aux territoires qu'il caractérise un tour vague et indéfini. Pourtant, rien ne prédisposait le mot à servir uniquement dans ce sens là. En latin, il était utilisé aussi bien au singulier, *confinium*, qu'au pluriel, *confinia*. Il désignait le bout d'un champ, la limite d'une ville ou le point de contact avec un voisin. Pourquoi donc cet usage exclusif du pluriel aujourd'hui ? Sans doute le contexte politique du début du XIV<sup>ème</sup> siècle, où le mot apparut en français, fit beaucoup pour fixer son emploi.<sup>2</sup> Les royaumes n'étaient pas ce qu'ils devinrent plus tard. Le pluriel s'imposait pour décrire les marges où se dissolvait l'autorité par simple effet centripète. La frontière était une réalité ténue. À la place d'une ligne départageant clairement des états voisins, on trouvait une zone tampon. C'étaient les marches de l'espace royal. Tenues par les *marquis*, elles n'appartenaient plus vraiment au pouvoir central. Elles constituaient une zone d'amortissement aux invasions. Les relations d'allégeances diverses que ces principautés établissaient avec le centre, leur hétérogénéité aussi, donnaient à la zone bordière un caractère insaisissable. Il fallait bien un pluriel pour décrire cette indécision-là. Les lisières du royaume étaient, par analogie avec le premier sens du terme (le bord d'une pièce de tissu), l'endroit où le maillage spatial se défaisait peu à peu et où il menaçait constamment de s'effiloche.

Dans le pluriel de confins il faut voir la diversité de ce qui est difficile à décrire. Vague, indéfinie, telle est la bande qui traverse le continent sud-américain, au point de rencontre entre la zone d'influence espagnole et la zone d'influence portugaise. Nous ne sommes plus au Moyen-Âge, même en Amérique du Sud, mais ces zones ont gardé, de ce temps long, quelques traits des confins médiévaux. Comme dans les prémices de la fondation des États modernes, les marches de ces Empires, puis de ces pays, sont rendues telles par l'éloignement des centres de pouvoir et par la dilution de l'autorité qu'instaure la distance. Cette situation entraîne, dans la représentation de la région, un étrange paradoxe. L'épaisse bande frontalière semble à la fois infinie, on n'en imagine pas le terme, et le comble de la finitude, la fin au-delà de laquelle il n'y a rien. C'est le complexe du bout du monde, que l'on présentera dans un premier temps. Puis on montrera que ces confins, pour être vides, portent la plus redoutable de toutes les frontières - barrières que l'on puisse imaginer, plus contraignante et repoussante que les plus hautes montagnes ou les mers. Tout concorde donc à faire de la frontière un *finis*.

---

<sup>2</sup> Le terme de confins apparaît en français en 1308. Voir Rey, Alain (Directeur) 1998 [1992] *Dictionnaire historique de la langue française*, p 844.

## 1-1 Le « complexe » du bout du monde

S'il n'est pas toujours facile d'atteindre le bout du monde, le mythe de l'Eldorado se nourrit de cette difficulté, il est tout aussi difficile de le concevoir. Qu'est-ce qu'un bout du monde ? L'homme qui se le représente succombe à deux vertiges : celui de l'infini et celui du néant. Le zéro et l'infini, le début et la fin, l'Alpha et l'Oméga, pour reprendre le nom que Christoph Colomb avait donné à la pointe extrême de Cuba en 1494.

### 1-1-1 L'illusion d'un espace infini

Plus tard, de retour de son troisième voyage où il frôla la Terre Ferme de ce nouveau continent,<sup>3</sup> le navigateur écrit « j'ai découvert des terres infinies »,<sup>4</sup> en usant du superlatif redondant de *infinitissimas*. Parmi les hommes qui tentèrent de percer les mystères du continent, le Génois fait assurément partie du clan des rêveurs. Pris dans l'ivresse de sa découverte, il s'enivre de cette illusion d'espace infini. La puissance de son rêve n'était-elle pas si forte, que ce jour de l'été 1491 à Santa Fé, où les souverains catholiques assiègent Grenade et sentent déjà les premières senteurs de l'Orient arabe, il arrive à convaincre la reine Isabelle du bien fondé de son aventure si incertaine ?

Ce vertige de la non-limite, expérimenté par Colomb, au moment où il découvre la Terre Ferme devait être le syndrome le mieux partagé des découvreurs, si divers par ailleurs. Les hommes qui s'avancèrent dans l'inconnu ne furent ni d'un seul temps, ni d'un seul pays. La Condamine, Humboldt, Fawcett, du XVIII<sup>ème</sup> au XX<sup>ème</sup> siècle, empruntèrent tous cette tournure d'esprit propre aux premiers conquistadores. Mais, à leur époque, l'espace infini s'était réduit, de part et d'autre, des terres colonisées. Le centre du continent reste le seul lambeau d'espace sans limite. Pour certains, l'immensité de cette bande centrale est angoissante. Au XVI<sup>ème</sup> et XVII<sup>ème</sup> siècle, on préfère raccourcir la zone intérieure méconnue. Les cartes écrasent le continent. La Sierra de Santa Marta (en Colombie actuelle) jouxte la lisière du Paraguay. Ce procédé cartographique n'était pas sans conséquence. Si, les Espagnols craignaient tant les « raids » des *Paulistas* en direction de Potosi, c'est que la distance entre ces deux pôles avait été exagérément réduite.<sup>5</sup> À tout prix, on souhaitait effacer le gouffre méconnu. Il n'était pas à la mesure de l'homme qui risquait de s'y perdre.

Dans ce temps long, la région - frontière prend forme. C'est tout le contraire d'une ligne précise et mince comme le trait d'une frontière sur une carte. La vaste région semble sans limite. On s'y enfonce pour, parfois, ne pas en revenir. On n'en voit jamais le bout. Cette représentation

<sup>3</sup> Christophe Colomb lors de son troisième voyage (1498) accoste sur l'île de Trinidad, en face de l'embouchure de l'Orénoque, puis il aborde la terre ferme, sur les côtes du Venezuela. L'ampleur des eaux de l'Orénoque le convainc d'être face à une masse de terre beaucoup plus importante que tout ce qu'il avait pu imaginer. Si le mythe veut qu'il soit mort, en 1504, sans avoir su qu'il avait découvert un nouveau continent, il est sûr qu'il en avait le début d'une intuition.

<sup>4</sup> Cité par C. Bernand, voir : Bernand, Carmen 1999 *Espaces américains: rêves, mythes, fictions*, p. 3

<sup>5</sup> Goes, Synesio Sampaio 1991 *Navegantes Bandeirantes Diplomatas : Aspectos da descoberta do continente da penetração do território brasileiro extra Tordesilhas e do estabelecimento das fronteiras da Amazonia*, p. 72. L'auteur évoque les deux premiers siècles qui suivirent la découverte. Par la suite, la grande rénovation de la cartographie sud-américaine, au début du XVIII<sup>ème</sup>, assurée surtout par les Portugais, permis de produire des cartes d'une grande exactitude quant à la superficie et à la forme exacte du continent. Martine Droulers évoque, à ce propos, la carte du monde de Guillaume Delisle, dont la représentation de l'Amérique méridionale est extrêmement juste. Droulers, Martine 2001 *Brésil : une géohistoire*, p. 74

s'alimente de sa méconnaissance et d'une impression d'étrangeté que même les images satellites n'ont pas été capables d'effacer. À propos de la frontière bolivienne, Martin Ira Glassner ne parle-t-il pas des « terres *interminables* de l'Orient »? <sup>6</sup> Dans les projets de mise en valeur et dans l'exploitation de la forêt amazonienne, au Brésil surtout, il est longtemps resté quelques traces de cette ivresse d'un espace infini.

### **1-1-2 Les limites du rêve**

Mais l'infini n'est pas une donnée opératoire pour construire des catégories de l'entendement géographique et pour penser un territoire. Aussi, lorsque la Bolivie prend naissance comme entité spatiale autonome, l'image de la fermeture absolue de la frontière orientale se diffuse. Il y a, certes, un peu de dépit dans la transformation de l'espace infini en suprême limite. Repensant à l'âge d'or où l'on rêvait d'une ouverture atlantique pour la Bolivie, José Luis Roca ne peut que constater que les fleuves du nord ou du sud ne furent jamais, dans les faits, ces superbes axes de communication. À propos des affluents boliviens du Paraguay, il rappelle que « la navigation sur le Pilcomayo, le Paraguay ou le Bermejo était une obsession des fonctionnaires royaux, au premier rang desquels l'Auditeur Matienzo dès le XVI<sup>ème</sup> siècle. Mais comment naviguer sur ces fleuves inconnus ? Qui, à part un aventurier audacieux, pouvait défier un désert pire encore que celui d'Atacama et occupé par des guerriers autochtones, ennemis et insoumis ? »<sup>7</sup> Au nord, les *cachuelas* du Mamoré et du Madeira verrouillent les fleuves amazoniens. Il n'y a pas que l'impossibilité de naviguer sur les fleuves orientaux. Le Pantanal, le Chaco, la forêt amazonienne sont de redoutables milieux où l'homme occidental est désorienté. À force de s'y perdre, il en a conçu une certaine défiance. L'espace infini n'était rien de plus qu'une gigantesque muraille. Le syndrome de l'enclavement bolivien devait, en partie, se nourrir de cette vision pessimiste.

Ainsi entre l'infini et la suprême finitude, les Boliviens des Andes, lorsqu'ils regardent les confins de l'Est, hésitent. À dire vrai, les deux visions, dans leur outrance, ne sont pas incompatibles. Infinie, la région l'est par son immatérialité.<sup>8</sup> L'espace-frontière participe d'un univers fantasmé. La Jérusalem céleste, l'Eldorado, le pays des Amazones, constituent autant de variations de cette irréalité. Elles traduisent avant tout l'impossibilité de sa conquête ... et donc sa qualité de barrière. Les écrits boliviens du XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècle sur les confins orientaux, portent tous cette dialectique de l'ouverture et de la fermeture. « La frontière n'a pas de limite »,<sup>9</sup> parce qu'elle est la limite absolue. Où l'on voit que la représentation à l'œuvre au Moyen-âge qui assimilait l'horizon infini à un abîme se perpétua dans les contrées inconnues de l'Amérique du Sud. Sans doute en reste-t-il quelque chose dans la vision que les habitants de la frontière se font de leur bout

---

<sup>6</sup> Glassner, I. Martin 1990 *Orientacion de Bolivia : Hacia el atlantico o el Pacifico ?*, p. 159

<sup>7</sup> Dans sa préface au livre de Groff Greever, Janet 1987 *José Ballivián y el Oriente Boliviano*, p. V.

<sup>8</sup> Sur les liens entre l'infini et l'irréel voir Magnan, Christian 1990 *Et Newton croqua la pomme*. L'auteur précise : « L'infini est un concept mathématique purement imaginaire (...). Le réel quant à lui ignore superbement cet infini-là. »

<sup>9</sup> Titre d'un article à propos de l'imaginaire nord-américain de la frontière. Voir Gérard, Bertrand-F. 1994 *La frontière n'a pas de limites*.

du monde. Tous sont convaincus de vivre dans ce qu'on peut faire de plus éloigné sur cette terre : « la périphérie du monde périphérique ». Pour les Andins, nouveau-venus sur cette frontière, cette sensation d'être au bout du monde, se double de celle d'être accolé à un mur, car, pour diverses raisons, le Brésil ne représente pas pour eux un horizon ouvert, mais un monde étranger qui leur est interdit.

### **1-1-3 L'île Brésil... Dans quel océan ?**

« O Brasil já tem uma forma geográfica e um coração. »  
(Le Brésil a déjà une forme géographique et un cœur)  
Heitor Villa Lobos 1951<sup>10</sup>

L'idée de l'île-Brazil est formalisée assez tard, au XX<sup>ème</sup> siècle. On la doit à Jaime Cortesão.<sup>11</sup> Mais les contours de l'île se dessinèrent bien avant que les historiens songent à s'emparer pour poser les fondements d'une nation brésilienne qui se construit avant tout par son espace. L'île prit forme dans les virées des *bandeirantes* portugais dès le XVII<sup>ème</sup> siècle.

#### **Encadré II-4 : L'île Brésil, un territoire imaginé**

##### **Un territoire imaginé**

Les racines de ce mythe fondateur sont tellement anciennes que Jaime Cortesão croit les distinguer dans l'organisation territoriale des Tupi-Guaranis. Nation indigène puissante, dotée d'un solide sens de la géopolitique, son territoire s'étendait des côtes est du Brésil jusqu'au Paraguay. Peut-être furent-ils, pour cette raison, les parangons de conquête spatiale dont s'inspirèrent les Portugais.<sup>12</sup> Ce qui est sûr, c'est qu'ils leur servirent de modèle, *a posteriori*, lorsqu'il s'est agi de donner un sens à leur expansion territoriale. De même le tupi, dont dérive la *lingua geral*, servit d'argument à la préexistence, avant l'ère nationale, d'une cohérence et d'une unité territoriale sur une vaste partie du futur espace brésilien<sup>13</sup>.

Le mythe de l'île répondait à la nécessité d'enraciner le Brésil dans une continuité a-historique, en faisant de son territoire une émanation de la Nature<sup>14</sup>. Rien à voir avec cet espace dessiné à force de luttes diplomatiques et de rapines effectuées par les *bandeirantes*. La nation, dont les contours sont tracés selon ce principe naturel, s'inscrit dans un ordre supérieur qui dépasse de beaucoup l'horizon des contingences politiques et historiques. Elle devient immanente. Nul ne peut plus contester ni son assise territoriale, ni son unité. Et ce n'est pas le moindre de ses avantages que de concourir à assurer cette unité en sacralisant le territoire.

<sup>10</sup> Villa-Lobos, Heitor 1981 *Palavras em João Pessoa em 1951*

<sup>11</sup> Jaime Cortesão est un historien portugais, exilé au Brésil durant 17 années de sa vie. Voir Franchetti, Paulo 2003 *Amar e servir o Brasil é a melhor forma de ser Português : uma apresentação de Jaime Cortesão*. Il développe le concept de l'île Brésil dans plusieurs de ses ouvrages, dont sa vaste étude sur le diplomate Alexandre de Gusmão (1695-1753). Dans cette étude, en quatre volumes il consacre un chapitre à « Alexandre de Gusmão et l'île Brésil ». Voir Cortesão, Jaime 1984 [1950] *Alexandro de Gusmao e o Tratado de Madrid*.

<sup>12</sup> Cortesão, Jaime 1958 *Raposo Tavares e a Formação Territorial do Brasil*, p. 21

<sup>13</sup> Mais le raisonnement était un peu spéculatif car cette *lingua geral*, qui dérivait du tupi parlé par les Tupinambás de la côte atlantique fut grammaticalisée et diffusée dans l'intérieur en partie grâce aux Jésuites. Les missionnaires l'utilisèrent avec les autres groupes indigènes pour servir de vecteur à la christianisation. Sa diffusion entraîna une certaine dégradation, et c'est ainsi que la *lingua brasilica* du XVI<sup>ème</sup> siècle devint la *lingua geral*. Au XVIII<sup>ème</sup> on constate l'apparition de deux branches : la *lingua geral paulista* et la *lingua geral amazonienne*.

<sup>14</sup> Voir Magnoli, Demétrio 1997 *O corpo da Pátria : Imaginação geográfica e política externa no Brasil (1808-1912)*. L'auteur précise que « la force du concept d'île Brésil dérive précisément de ce dépassement d'un horizon historique et diplomatique et de sa substitution par un ordonnancement ancestral ». p. 47. Martine Droulers le note aussi : « le mythe de l'île Brésil inscrit la nation brésilienne dans les formes de la nature ». Voir Droulers, Martine 2001 *Brésil : une géohistoire*, p. 154.

Concrètement, le mythe disait que le Brésil était circonscrit par des fleuves et un océan, et, qu'ainsi entourées d'eaux, les possessions portugaises faisaient figure d'île. Si l'océan, à l'est, constituait une limite imposante, à l'ouest, deux grands fleuves, s'écoulant l'un vers le Nord, l'autre vers le Sud, devaient être le pendant de la magistrale façade océanique. Une lagune au centre de cette frontière aquatique avait pour émissaires ces deux cours d'eau.

Il y avait là une incongruité hydrologique. En réalité, on n'a jamais vu un lac se situer sur la ligne de partage des eaux de deux bassins versants, car cela l'obligerait à tenir l'équilibre entre deux pentes. L'absurdité géographique montre que, dès qu'on aborde la façade ouest de l'île Brésil, la description côtoie le mythe. C'est la façade rêvée d'un territoire imaginé. Aussi la lagune se déplacera progressivement vers l'intérieur, au fur et à mesure de la conquête. On la cherchera partout, mais toutes les zones hydromorphes à la limite entre le Paraguay et l'Amazone ne seront que de pâles avatars du lac magique. Son ubiquité et son impossible existence, compte tenu des lois générales de l'hydrologie, lui donnaient une dimension surnaturelle. Comment ne pas voir, dans ce cas, un énième avatar du « lac aux trésors » de l'Eldorado, dans lequel le roi doré, les Incas ou les Amazones aimaient enfouir leur or ? <sup>15</sup>

La vision du territoire situé à l'ouest, *au-delà* de l'île continentale devait être sous l'influence de ce mythe. La façade occidentale semblait n'ouvrir sur rien. La bande mystérieuse, côté portugais, était elle aussi insondable. <sup>16</sup> C'était une imposante barrière qui séparait l'espace réellement occupé de celui approprié de façon symbolique. En somme, si le Brésil est une île, alors la Bolivie, en face, est un océan. C'est-à-dire un désert plus ou moins vide qui ne se prête, pas plus que les eaux des océans, à des formes concrètes d'occupation spatiale.

Compte tenu de la force de cette représentation insulaire, il n'est pas étonnant que le Brésil donne souvent l'impression de découvrir la Bolivie. À l'occasion du contrat gazier signé en 1996 entre les deux pays, Luis Inácio Lula da Silva rappela que la frontière avec ce pays constituait la plus longue dyade du Brésil. <sup>17</sup> Ne serait-ce le narcotrafic actif dans les années 90, elle s'était un peu faite oubliée. Malgré les beaux discours, cent fois renouvelés à propos des « solides liens qui unissent la Bolivie et le Brésil et le haut niveau d'entente politique entre les deux pays », <sup>18</sup> les relations bilatérales renaissent dans les années 90 seulement à la faveur de la crise énergétique brésilienne. Les diplomates de l'ambassade du Brésil à La Paz, comme ceux de l'ambassade de Bolivie à Brasília ne s'y trompent pas. Ils convergent tous sur un point : les relations du Brésil avec la Bolivie sont avant tout des « relations gazières », rien de plus. <sup>19</sup> Que l'espace que l'on se représentait jadis comme vide soit devenu une poche à gaz n'en fait pas pour autant un pays à part entière. Le mythe

<sup>15</sup> Cette variation sur le thème de l'Eldorado rappelle également le mythe de l'île Guyane que la divergence des eaux entre l'Orénoque et l'Amazone dessinait. Là-bas aussi on chercha longtemps le lac du roi doré. Il en est ainsi des limites des bassins versants en Amérique du Sud. Les eaux hésitent sur la pente à prendre. Des zones hydromorphes se forment et deviennent des lieux mythiques de l'imaginaire sud-américain. Méconnues, insoumises elles ont tous les attributs pour accéder au mythe. Voir Lezy, Emmanuel 2000 *Guyane, Guyanes une géographie sauvage de l'Orénoque à l'Amazone*.

<sup>16</sup> La projection d'un imaginaire lié à l'Eldorado révèle la profonde méconnaissance que l'on en a.

<sup>17</sup> « Le Brésil donne une priorité aux relations avec la Bolivie, pays avec lequel notre pays possède sa frontière la plus longue. Les nombreuses rencontres entre les autorités de ces deux pays, témoignent de cette priorité. » Note n°283 du Ministère des affaires étrangères brésilien datée du 07/07/2004, à propos de la visite de travail du président Luiz Inácio da Silva à Santa Cruz le 08/07/2003.

<sup>18</sup> Lula, Luiz Inacio Da Silva et Mesa Gisbert, Carlos 2004 *Declaración Conjunta de los Presidentes de la República de Bolivia, Carlos D. Mesa Gisbert, y de la República Federativa del Brasil, Luiz Inácio Lula da Silva*

<sup>19</sup> Entretien avec Noriega – conseiller à l'ambassade de Bolivie à Brasília, réalisé le 30 septembre 2004. Entretiens avec Miguel Magalhães et Arnaldo Caiche D'Oliveira réalisés le 28 mai 2002.

de l'île-Brésil, compte tenu de son caractère structurant dans l'imaginaire national, devait avoir pour redoutable effet de faire des confins d'outre-Brésil des zones inexistantes.

## ***1-2 La redoutable barrière du désert***

« Cette étape se fait dans le désert. Ce désert est une forêt. »  
Henri Michaux, *Ecuador* <sup>20</sup>.

L'insularité brésilienne et l'enclavement du *macizo boliviano* sont deux imaginaires nationaux qui concourent à une même représentation des confins : zone méconnue dont on ne voit pas le bout et suprême limite, au-delà de laquelle il n'y a rien. Mais les mythes nationaux, qu'ils parlent d'île ou de forteresse assiégée, ne créent pas une région. Ils permettent juste de la penser, et, dans le cas des confins, de l'intégrer à ce tout cohérent qu'ils dessinent : l'espace national. Ne prêtons donc pas à l'imaginaire géographique plus qu'il ne faut lui prêter. À propos des confins, il ne fait qu'interpréter un fait structurel de ces espaces : le vide humain.

### ***1-2-1 Pourquoi les déserts n'ont pas de frontière mais sont des frontières ?***

Pourquoi les déserts n'ont pas de frontière ? Pour ce qu'elle a de provocante, la question mérite que l'on mette un sens derrière chacun de ses termes. Le désert, comme dans la remarque de Michaux, évoque ici un espace de très faible densité. Ce désert peut-être une forêt, une zone hydromorphe ou n'importe quel milieu vide d'hommes. La frontière, polysémique par nature, sera considérée comme une zone de discontinuité. En somme, la proposition est simple : « pas d'hommes, pas de frontières ». Si l'absence de bornes rend la frontière immatérielle,<sup>21</sup> plus grave encore est l'absence d'hommes. Une frontière, sans hommes, ça ne se voit pas. Pour le comprendre, il faut s'arrêter sur les deux visages que présente la frontière qu'elle soit peuplée ou vide. Dans le premier cas la frontière est un lieu de disjonction où les différences s'accusent. Dans le deuxième cas, le vide fait de la frontière une barrière, bien plus insurmontable que tous les édifices humains construits dans ce but.

### **L'expérience de la frontière, l'odeur du Brésil**

« Je suis née dans ce mystère des différences marquées par les frontières. De part et d'autre de la douane que j'ai traversée des milliers de fois, le paysage naturel est le même mais le paysage construit porte une nationalité non seulement en sa forme mais en son odeur et son bruit. Un bandeau sur les yeux je discerne sans difficulté si je suis en Suisse ou en France. »<sup>22</sup> Tout le monde a fait un jour l'expérience de ces passages de frontières où, le poste de douane passé, des milliers de détails anodins marquent l'arrivée dans un nouveau pays. Le changement de pays, littéralement le

<sup>20</sup> Michaux, Henri 1995 [1929] *Ecuador : Journal de voyage*, p. 129

<sup>21</sup> Chapitre 3, Introduction.

<sup>22</sup> Kuntz, Joëlle 2004 *Adieu à Terminus : Réflexions sur les frontières d'un monde globalisé*, p. 19

*dé-payement*, commence par la couleur de l'uniforme des douaniers, les nouvelles règles à appliquer, la ceinture de sécurité à attacher, puis tout s'enchaîne. Une publicité inconnue sur le bord de la route, la couleur de l'asphalte, les lumières qui illuminent les routes, les panneaux écrits dans une nouvelle langue, et, enfin, au premier restaurant sur le bord de la route, une nouvelle marque de caramels, les *kepis* du Brésil ... Autant d'indices, devenus imperceptibles aux habitants du pays, qui convainquent du caractère tangible de la frontière et de sa capacité à ségréguer les espaces.

Le passage de la frontière est une expérience sensible. Tous les sens en éveil captent les minuscules signes de l'étrangeté du pays. L'odeur par exemple. « On me l'avait dit, j'étais jeune et je ne voulais pas le croire : les villes et les pays ont une odeur. Je trouvais cette idée odieuse car je croyais à l'égalité entre les peuples et n'imaginais pas qu'elle pût (et non pas pue) être battue en brèche par l'odorat », écrit Pierre Gentelle à propos de la Chine.<sup>23</sup> De la même façon, longtemps je me suis demandée pourquoi le Brésil était un pays qui avait une odeur. Quelque soit le point de passage de cette immense frontière, le voyageur, arrivant de Bolivie, est étonné par les senteurs de l'air brésilien. À force de tant de passages, comment ne pas associer ces effluves au pays ? Au Brésil les véhicules roulent à l'alcool. Et, sur ses gouttelettes d'éthanol presque impalpables, tient l'édifice immense de l'étrangeté d'un pays qui n'est pas le sien.

Imaginons alors la situation inverse. Les lieux où il n'y a pas d'hommes, pas de voitures, pas de pancartes, en un mot, aucun de ces poteaux indicateurs qui, de l'air qu'on respire au paysage qui s'offre à la vue, rendent tangible la frontière. Qu'advient-il s'il n'y a personne pour planter des drapeaux aux couleurs différentes, pour parler des langues aux accents différents, pour construire tous les jours ces subtiles nuances, qui font que, malgré toutes les similitudes des paysages naturels, on se sente en Bolivie lorsqu'on est en Bolivie ou au Brésil lorsqu'on est au Brésil, toutes choses égales par ailleurs ? Sans hommes les frontières se dématérialisent.

### **« Le vide reste toujours une limite répulsive, franche, irréfugable.<sup>24</sup> »**

Si les hommes donnent consistance à la frontière, le vide d'hommes ne la fait pas pour autant disparaître. L'espace vide au cœur du continent sud-américain est même, à bien des égards, le comble de la frontière.

À l'heure, où, dans un tout autre contexte, l'Europe est obnubilée par ses frontières naturelles imposantes, celles dessinées par les fleuves et les lignes de crêtes, Jacques Ancel s'interroge justement sur la capacité du vide à créer de la frontière. « La nature ne crée une frontière que quand elle ordonne une halte à l'homme. »<sup>25</sup> Les fleuves aux contours précis, les « noires chenilles des chaînes montagneuses », les lignes de rivage sont autant d'artefacts cartographiques qui entretiennent l'homme dans l'illusion que seuls ces éléments naturels créent de la frontière. Superstition ! dit Ancel. La vraie frontière, la frontière absolue, c'est celle née du vide humain.

<sup>23</sup> Gentelle, Pierre 2005 *Le « ressenti », la nuisance et l'acculturation*

<sup>24</sup> Ancel, Jacques 1938 *Géographie des frontières*, p. 80

<sup>25</sup> *op. cit.* p. 81

« Montagnes de sables, plateaux de pierres, marais d'eau ou de tourbe, forêts vierges de l'Équateur ou du septentrion, toundras gelées ou glaces polaires, jamais l'homme, même civilisé, n'est parvenu à vaincre ces vacuités. »<sup>26</sup> Cette énumération de milieux vides (où l'on reconnaîtra une évocation de la forêt amazonienne et du Pantanal) ne doit pas nous induire en erreur. C'est bien le vide d'hommes qui instaure la plus redoutable des frontières, pas la nature – même si un vieux fond de déterminisme conduit le géographe à associer les « milieux naturels difficiles »<sup>27</sup> aux vides humains.

Bien avant que la « discontinuité » devienne l'obsession la mieux partagée des géographes, Ancel insiste sur son caractère structurant. Il nous fournit quelques clefs pour comprendre la rupture magistrale qui traverse l'Amérique du Sud en son centre et sur laquelle s'appuie la frontière Bolivie-Brésil. Ce n'est plus la frontière fine qui tient à un trait sur une carte ou à une barrière dans le paysage. C'est une zone profonde. Si on veut bien se donner la peine de la discerner, elle apparaît plus nettement sur une carte que les lignes en pointillés qui symbolisent la frontière étatique, fut-elle appuyée contre un fleuve. Cette morphologie de ce que, par crainte du barbarisme, on hésite à appeler la « primo-frontière » n'est pas son unique particularité. Ses fonctions sont aussi légèrement différentes. Si la frontière, lorsqu'elle traverse des espaces peuplés, sépare les hommes, elle les éloigne lorsqu'elle occupe une bande vide. C'est alors une véritable barrière, bien plus imposante que toutes les frontières que les hommes ont tenté de matérialiser par des murs, des barbelés ou des miradors. D'ailleurs ils ne s'y trompent pas. Lorsqu'il s'agit de faire barrage, les frontières s'accompagnent souvent de zone de *no man's land*, réplique à grande échelle des immenses bandes désertiques.

## ***1-2-2 L'espace en creux de l'Amérique du Sud***

L'espace en creux de l'Amérique du Sud fut longtemps un désert humain qui instaurait une solution de continuité entre deux espaces nationaux. Bien des choses ont changé durant ces trente dernières années. Une géopolitique brésilienne active d'occupation des franges pionnières a permis de peupler la frontière en quelques points : le Rondônia, l'Acre sont des cas d'école.<sup>28</sup> La frontière apparaît sur les photos satellites de manière aussi spectaculaire que la muraille de Chine vue de la lune. <sup>29</sup> D'un côté il y a de la forêt, de l'autre des routes et des hommes.<sup>30</sup>

### **Au centre, les périphéries**

Cette forte lisibilité, la frontière la doit au temps long durant lequel le vide humain établi à la frontière fut la pire des barrières. Pour s'en convaincre il suffit de regarder une carte des densités en Amérique du Sud.

---

<sup>26</sup> *Op. cit.* p. 81

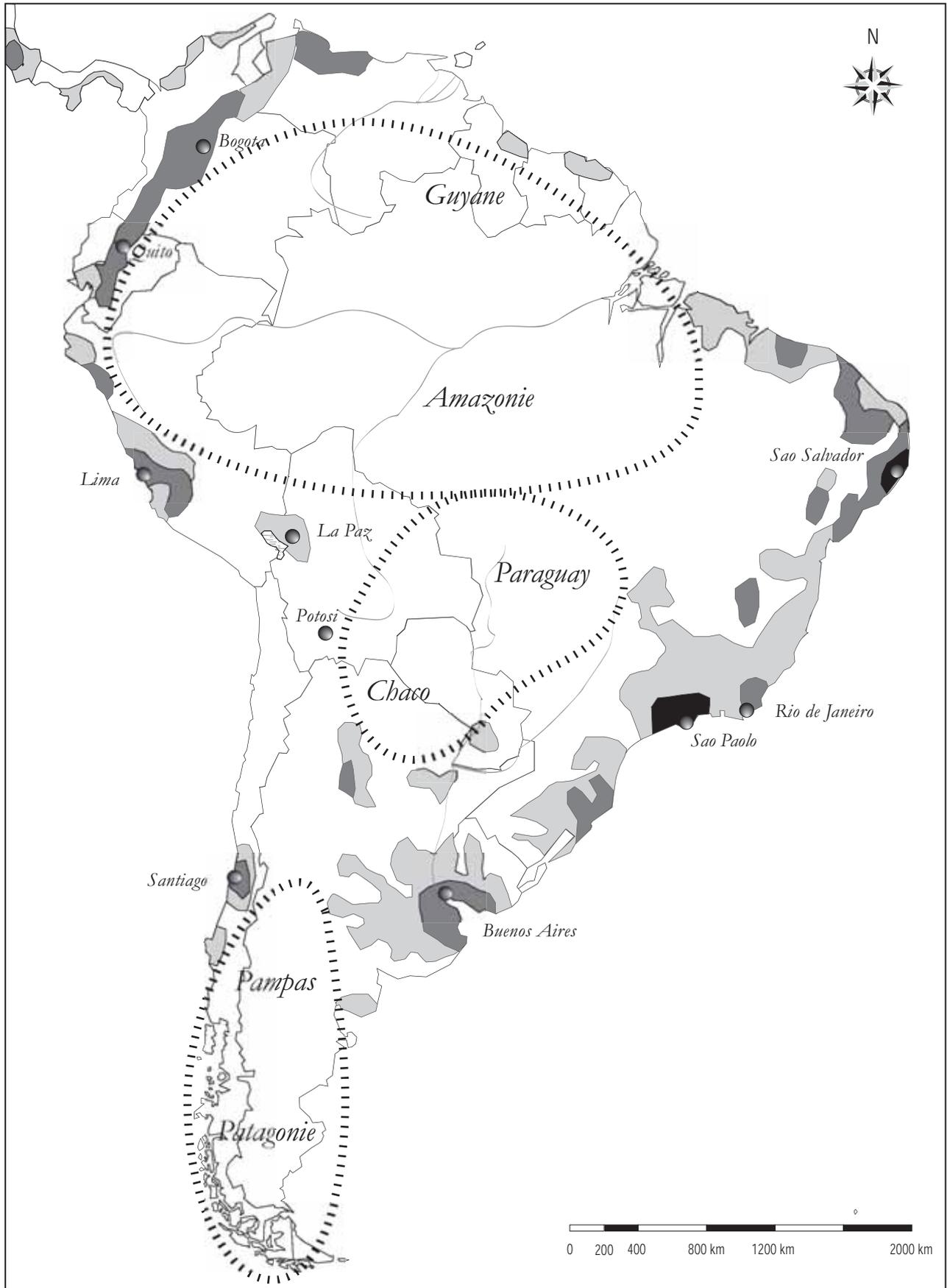
<sup>27</sup> Pour reprendre la typologie de Jean Demangeot qui oppose les milieux naturels difficiles aux milieux naturels maniables. Voir Demangeot, Jean 1996 [1984] *Les milieux "naturels" du globe*

<sup>28</sup> Voir Chapitre IX « La frontière en défens », paragraphe 1-2-1 « Il faut tamponner le désert ».

<sup>29</sup> Pour jouer sur une idée reçue, totalement fautive mais tellement évocatrice de l'image que l'on a de la plus magistrale des frontières que les hommes aient construite. Elle veut que la muraille de Chine soit la seule construction visible à l'œil nu depuis la Lune.

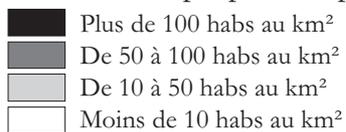
<sup>30</sup> Voir Illustration IV-1 « La frontière Boliviano-brésilienne, image satellite ».

## II-5 Les espaces en creux de l'Amérique du Sud



Latitia Perrier Bruslé 2003

Des rubans de peuplement périphériques



( densité en 1995 )

Centre urbain ancien de contrôle territorial

- villes importantes au XVIII -



Au centre des espaces en creux

Malgré des axes de pénétration fluviales



La carte montre la force d'une organisation spatiale élémentaire que les trente dernières années n'ont pas effacée. Sur ce continent les périphéries sont au centre. Bien sûr le long de cette bande, les nuances locales existent. Le monde des Guyanes, l'Amazonie, le Chaco, le Paraguay et, plus au sud, la Patagonie possèdent des caractéristiques propres. Les milieux naturels y sont sensiblement différents, l'histoire de leur mise en valeur et leur situation géopolitique aussi. Aujourd'hui leur inscription dans des espaces nationaux les entraînent vers des destinées distinctes. Mais ces ensembles restent des variations d'un même type général : la région de confins, dont les deux traits principaux sont la faible densité humaine et la position périphérique.

## Un héritage de la conquête coloniale

Cette organisation où s'opposent un centre vide et des périphéries peuplées a été dessinée lors de la découverte du continent par les Européens. Auparavant la poignée d'homme<sup>31</sup> pris dans la nasse continentale qui se referme à la dernière glaciation<sup>32</sup> est disséminée un peu partout. Dans un contexte de faible peuplement, le contraste entre centre et périphéries n'est pas aussi accusé. L'homme a pénétré dans la forêt. À ce stade là du peuplement, elle ne représente pas l'obstacle qu'elle sera plus tard. La dispersion des hommes favorise la multiplication des isolats. Des piémonts andins à la côte atlantique, les groupes s'agencent en archipel. Seule la Cordillère et son versant pacifique connaissent une densité plus forte, permise par le développement d'une civilisation agricole andine. À l'heure de la découverte et de la conquête, les 4/5<sup>ème</sup> de la population continentale se concentrent le long de cette étroite bande occidentale, où la densité est de l'ordre de 10 habitants au km<sup>2</sup> - contre 1 habitant au km<sup>2</sup> sur le reste du continent. Quoiqu'il en soit, la faiblesse du peuplement, aggravée par la diminution drastique de la population indigène,<sup>33</sup> aux premiers temps de la colonisation, a pour effet d'estomper rapidement ce schéma.

Avec la colonisation un nouveau schéma d'organisation spatiale se substitue à l'ancien. Seule constante, les fortes densités andino-littorales de l'Ouest qui se maintiennent, sous l'effet combiné d'une concentration initiale et de l'organisation de la colonisation espagnole, appuyée sur les structures de l'empire inca (à la nuance près que l'ouverture économique entraîne progressivement un renforcement du littoral). Les Espagnols règlent en moins de cinquante ans les modalités de leur installation. Il faut dire que *La Reconquista*, qui a devancé de peu la découverte de l'Amérique, les a préparés à de telles entreprises. Dès 1550 l'Empire espagnol fonctionne. Le gros œuvre est accompli. En face, les Portugais, plus commerçants que créateurs d'empire, développent des villes qui tiennent plus du comptoir commercial que du centre politique et économique destiné à contrôler un vaste territoire. Durant toute la période coloniale, l'intérieur du Brésil, au-delà de la

<sup>31</sup> Les estimations sont encore grossières sur le nombre d'Indiens en Amérique en 1492. On parle de 100 millions pour l'ensemble continental, Amérique du Nord et du Sud, et de 40 à 50 millions pour l'Amérique Latine.

<sup>32</sup> Les hommes, venus d'Asie, passent le pont de Béring à la faveur de l'englacement des mers septentrionales. D'autres arriveront plus tard du Pacifique en sautant d'îles en îles jusqu'à cette gigantesque île continentale. Pierre Chaunu insiste sur cet effet de nasse continentale. « L'isolement du continent pris entre les deux masses liquides de l'Atlantique et du Pacifique » devait déterminer le destin de « la plus grande de toutes les îles ». Chaunu, Pierre 1999 [1949] *Histoire de l'Amérique Latine*, p 3.

<sup>33</sup> Un siècle après la découverte il n'y a plus qu'une dizaine de millions d'Amérindiens. Les deux tiers de la population ont disparu.

façade littorale, est dénommé *sertão*. Cela montre bien la vision que les Portugais avaient de ces marges. « Le mot dérive de *desertão*, [désert], et porte la double idée d'amplitude géographique et de faible densité humaine.»<sup>34</sup> Accrochée au littoral atlantique, cette « colonisation en crabe » est plus poussive.<sup>35</sup> La conquête de l'intérieur plus tardive et aussi plus efficace. Les *bandeirantes* de São Paulo au XVII<sup>ème</sup> siècle vont donner aux possessions portugaises leur profondeur.

Il n'en reste pas moins vrai qu'entre « les Andes, cœur des Indes de Castille et le rebord du plateau brésilien, un immense hiatus persiste. »<sup>36</sup> Le maillage administratif contemporain témoigne du moindre contrôle territorial au centre du continent. Là où il y a moins d'hommes, moins d'état, moins de relations avec le reste du territoire, le maillage se distend. C'est ce qu'on observe au centre de l'Amérique du Sud. Le caractère structurant de cette organisation est tel qu'elle surpasse les cadres nationaux. Pierre Chaunu, prenant acte de ce fait de structure, disait de l'Amérique Latine que c'était une « Amérique de plateau. »<sup>37</sup> De façade maritime aussi, faudrait-il ajouter pour ne pas oublier le Brésil. Ce n'est pas, en tout cas, une Amérique des plaines et des cuvettes. Aussi il n'est pas étonnant que l'espace bolivien soit conforme à cette méga-organisation continentale.<sup>38</sup>

### 1-3 La figure d'un fines

« Au Nord et à l'Ouest les conflits sérieux eussent été impossibles : de ces côtés les États hispano-américains se trouvent séparés du Brésil par d'immenses espaces en partie inconnus, très difficiles à traverser, déserts ou peuplés seulement d'Indiens sauvages. Le manque de contact matériel entre les populations les empêchait d'avoir recours à la force et les discussions diplomatiques, à propos de frontières idéales, s'assoupissaient par l'éloignement. »<sup>39</sup> Elisée Reclus, en 1894, force un peu le trait. Tous les litiges frontaliers, qui accompagnent la création des espaces nationaux ne s'assoupirent pas aussi facilement. La souveraineté nationale pouvait se montrer tatillonne, surtout dans ces confins menacés. Mais dans le tableau qu'il donne d'une région qu'il a observée depuis la Colombie, il y a beaucoup de vrai.<sup>40</sup> Il nous fournit quelques clefs pour comprendre cette étrange frontière, inexistante et plus prégnante que n'importe quelle muraille.

<sup>34</sup> Goes, Synesio Sampaio 1991 *Navegantes Bandeirantes Diplomatas : Aspectos da descoberta do continente da penetração do território brasileiro extra Tordesilhas e do estabelecimento das fronteiras da Amazonia*, p. 69

<sup>35</sup> Hervé Théry rappelle qu'on doit cette métaphore à Frey Vicente do Salvador, qui au XVII<sup>ème</sup> siècle disait des Portugais qu'ils restaient sur le littoral « grattant les côtes comme des crabes ». Bataillon, Claude, Deler, Jean-Paul et Théry, Hervé 1991 *Amérique Latine*, p. 23

<sup>36</sup> Chaunu, Pierre 1999 [1949] *Histoire de l'Amérique Latine*, p. 17

<sup>37</sup> Pour être tout à fait honnête, je resitue cette citation dans son contexte originel, car disant cela Pierre Chaunu ne fait pas vraiment référence aux formes du peuplement. « L'Amérique latine, en opposition à l'Amérique anglo-saxonne, est un continent tropical, avec tout ce que cela implique de limitations, limitations des surfaces utilisables, limitations de la richesse des sols, limitation de l'activité humaine, pour l'Européen surtout, privé de l'alternance des saisons, nécessaire à son organisme : en dehors de la pampa, l'Amérique latine est une Amérique des plateaux. » Chaunu, Pierre 1999 [1949] *Histoire de l'Amérique Latine*, p. 4

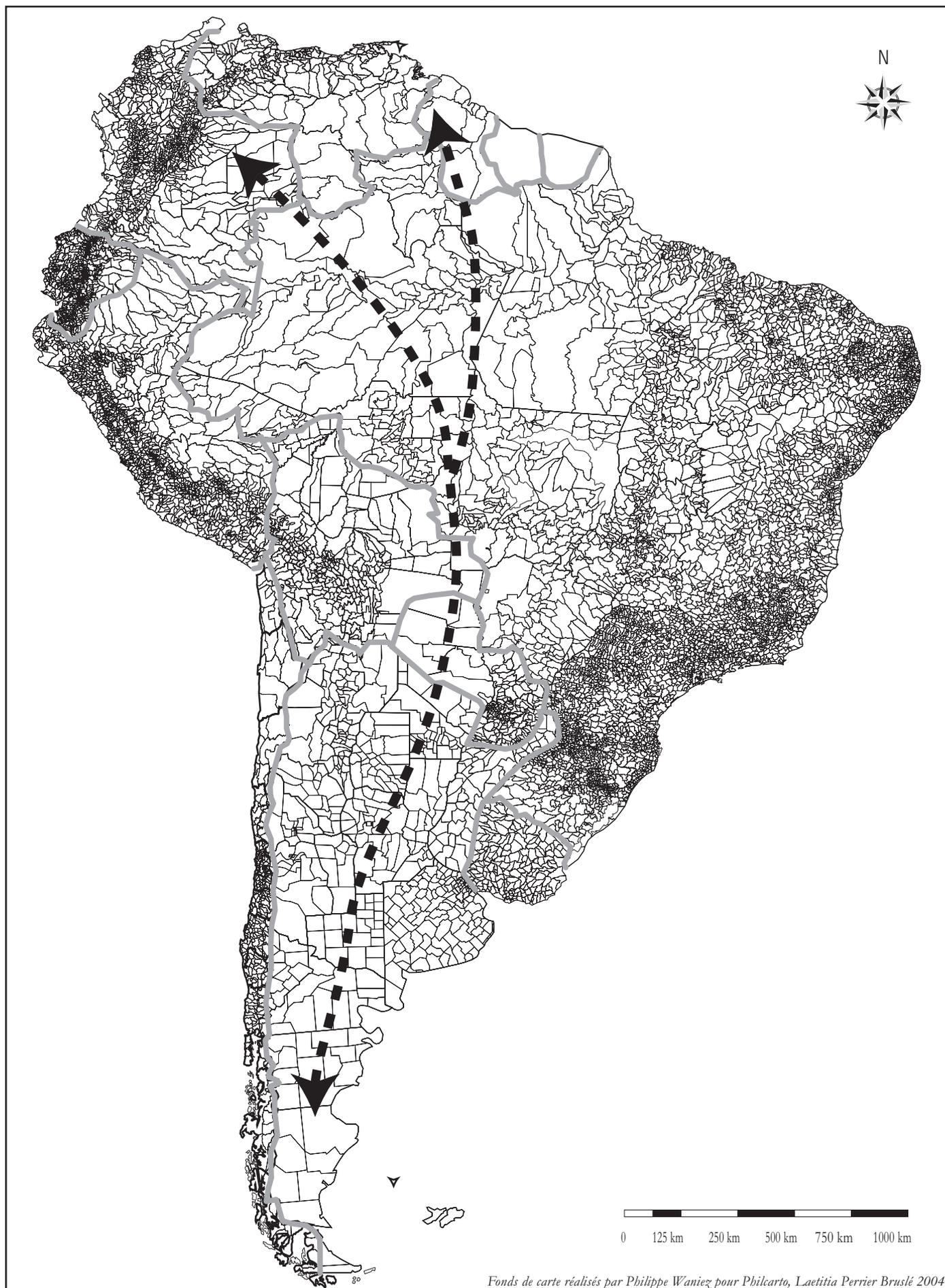
<sup>38</sup> L'Orient est une région de moindre densité. Au triangle central s'opposent les périphéries vides de l'est. Voir Carte I-5 « Triangle central et zone d'ombre du territoire ».

<sup>39</sup> Reclus, Elisée 1894 *Amérique du Sud : L'Amazone et La Plata, Guyanes, Brésil, Paraguay, Uruguay, République Argentine*.

<sup>40</sup> Elisée Reclus séjourne un an en Nouvelle Grenade, Colombie, en 1855. Il est âgé de 25 ans.

## II - 6 L'espace en creux de l'Amérique du Sud

*Moins d'hommes, moins d'état, moins de contrôle spatial : au centre le maillage se relâche*



Maillage administratif  
Limite de municipes ou province ———  
Limite d'états ou de département ———

Frontière internationale ———  
Axe de moindre mise en valeur ←—→

Fonds de carte réalisés par Philippe Waniez pour Philcarto, Laetitia Perrier Bruslé 2004

Tout d'abord il montre le lien qui existe entre son apparition et la nécessité de faire partage. Chaque cycle de mise en valeur économique, chaque vague de peuplement ranime les questions frontalières : l'or, le commerce des esclaves, les missionnaires, plus tard encore, le caoutchouc sont autant de phases où la ligne frontalière se matérialise. Ensuite, Reclus insiste sur un fait déterminant pour comprendre son destin : la région se trouve hors de l'espace national approprié. Une région hors contrôle, une terre indomptable. Enfin, en soulignant la solution de continuité qu'elle instaure entre deux espaces nationaux, il montre bien qu'elle se constitue en la plus insurmontable des frontières, celle qui arrête les hommes. « Ces immenses espaces » séparent deux sociétés civilisées. Peu importe qu'ils soient peuplés par des sauvages, ou qu'ils ne soient pas peuplés du tout. Le résultat est le même : les contacts entre les sociétés nationales sont impossibles.

De l'époque des empires ibériques, ces confins devaient garder des traits du *finis* d'empire qu'ils furent pendant longtemps. Utiliser ce terme de *finis* c'est faire implicitement référence à l'archétype de cette structure territoriale élaborée par les Romains. Aux confins de l'empire espagnol, comme dans les lisières de l'empire romain, ce n'était pas le *limes*, cette frontière tactique contrôlée par les légions, qui bornait l'horizon mais bien un *finis*. « Il y avait une frontière mal définie, sorte de limite flottante à la périphérie du monde romain. Elle correspondait à une vision d'un empire sur lequel le soleil ne se couchait jamais. »<sup>41</sup> La similitude avec ce qui se passait aux confins des Vice-royautés est frappante. Au-delà du noyau parfaitement contrôlé, les marges sont des zones dotées d'une certaine profondeur. Cet héritage devait façonner la vision des confins en Bolivie où les penseurs du territoire font des marges orientales des zones d'amortissement aux invasions.<sup>42</sup> Sans nécessairement, solution de continuité, la frontière est un peu tout cela, tout sauf une zone de couture.

Et pourtant, en certains points de la frontière, des échauffourées se multiplient dès le XVII<sup>ème</sup> siècle. Elles rappellent que ces confins sont partagés par deux puissances. Et qu'à force d'avancer, il faudra bien que les deux voisins se rencontrent. Ce destin était inscrit dans la polysémie même du terme confins, qui signifie la fin, mais une fin partagée par deux personnes, comme l'indique le préfixe *cum*. Si les confins confinent avec le Brésil c'est qu'ils en sont tout proches. Au fur et à mesure de leur lente conquête, les Empires ne peuvent se satisfaire de cette large bande de transition. Il va falloir trancher... dans le vide qui plus est.

---

<sup>41</sup> Halba, Eve-Marie 2004 *Vocabulaire de la frontière*, p. 4

<sup>42</sup> Voir Chapitre II, paragraphe 2-2 La vraie Bolivie, le mazico boliviano, à propos « de la forteresse imprenable ».

## II - Trancher du vide, construire une ligne

« Pardonnez : je songeais que de votre héritage, Vous avez beau vouloir élargir les confins ;  
Quand vous l'agrandiriez trente fois davantage, Vous aurez toujours des voisins »  
Jean-Baptiste Rousseau, 1723<sup>43</sup>

Le poète, lorsqu'il s'adresse aux puissants, peut être un redoutable stratège. Louis XVI, qui fit imprimer les odes de Jean-Baptiste Rousseau pour servir à l'éducation de Monsieur le Dauphin, avait vu juste. Dans ce manuel de géopolitique poétique, Rousseau nous dit qu'il n'est pas de confins sans voisin, et qu'à trop avancer sur ces franges, on finit toujours par rencontrer des problèmes. Nul ne peut lire ses commentaires sans songer à l'histoire de la conquête portugaise qui, de son front pionnier, fit une frontière. On pense moins aux Espagnols, victimes de cette farce géopolitique, qui regardèrent longtemps distraitement l'avancée lusophone. Certes, il faut être deux pour faire une frontière. Mais, un seul camp suffit à marquer son emplacement. Les Portugais le firent, arrêtés dans leur course par le bouclier de dieu plus que par une soudaine inappétence de terres. La ligne se fixa au point de confrontation de deux systèmes d'occupation différents : celui sédentaire des missionnaires, contre celui, nomade, des *bandeirantes*.

L'histoire de cette frontière est avant tout une histoire portugaise. Les Portugais la démarquent et se l'approprient symboliquement et concrètement : la frontière naturelle de l'île-Brézil est aussi une ligne de fortins. Pour les Espagnols la même frontière n'eut pas une telle importance. Reste qu'à l'heure de l'indépendance de la Bolivie, elle est la seule dyade du pays qui peut se prévaloir d'une reconnaissance internationale fort ancienne. Elle est aussi la plus longue. Que l'héritière de la ligne de Tordesillas soit la plus imposante des frontières du pays devait lui assurer une double légitimité spatiale et temporelle. Cela explique son faible degré de contestation, dans un pays habitué à raisonner sur ses frontières.

Le propos de ce qui va suivre est de montrer le double processus à l'œuvre dans l'élaboration de cette ligne : occupation des confins, d'une part, bataille juridique pour faire entériner ses conquêtes, d'autre part. Les deux processus se succèdent lors de cycles, plusieurs fois répétés, d'appropriation - légitimation juridique de la frontière. Une présentation chronologique de cette construction frontalière s'impose. Il ne s'agit pas, pourtant, de faire une histoire express de la frontière boliviano-brésilienne,<sup>44</sup> révérence obligée de la géographie à l'histoire, mais de dégager quelques caractéristiques de cette ligne, héritées des conditions de sa genèse. Deux logiques territoriales de contrôle des confins sont à l'œuvre et se confrontent. Elles ne sont pas aussi différentes que l'on pourrait l'imaginer aux premiers abords. Tout réside dans la délégation de

<sup>43</sup> Rousseau, Jean-Baptiste 1997 [1723] *Odes, cantates, épîtres et poésies diverses de J.B. Rousseau. Imprimé par ordre du roi pour l'éducation de Monseigneur le dauphin*, Odes, III, 7, *A Comte de Sinzendorf* p. 120.

<sup>44</sup> Cette histoire a été faite par d'autres. On pourra se reporter, entre autres à : Vazquez Machicado, Humberto 1990 [1988] *Para una historia de los límites entre Bolivia y el Brasil*, et Goes, Synesio Sampaio 1991 *Navegantes Bandeirantes Diplomatas : Aspectos da descoberta do continente da penetração do território brasileiro extra Tordesilhas e do estabelecimento das fronteiras da Amazonia*. En français, l'ouvrage de Martine Droulers sur la géohistoire du Brésil consacre une partie importante à la définition des frontières du Brésil. Voir Droulers, Martine 2001 *Brésil : une géohistoire*

pouvoir. Les Portugais s'en remettent aux commerçants-aventuriers, les Espagnols aux petits pères Jésuites, les *padrecitos*. Des deux côtés de la ligne, les conflits d'intérêts se situent en deçà et au-delà d'elle. Il en résulte une situation d'une extrême complexité. Alors que les deux fers de lance de la conquête se rencontrent, ils doivent aussi assurer leurs arrières et négocier sans cesse les rapports qui les lient à l'État central, pour contrôler un espace à l'appartenance floue. Le jeu d'emboîtement d'échelles est fondamental dans la construction de cette ligne. Les affrontements sur le terrain sont relayés à l'échelle internationale, où se règlent ces litiges frontaliers, et dans les salons européens, où la frontière accède à une gloire internationale précoce, à la faveur d'une opération désespérée de *lobbying* des Jésuites pour défendre leurs missions.

## ***2-1 La ligne de partage du monde***

Lorsqu'il fut décidé, en Europe, d'effectuer le partage du monde entre les Espagnols et les Portugais, il n'y eut personne pour se douter qu'on divisait, dans le même temps, un continent. Une frontière antécédente aux pays qu'elle devait limiter était née. Cette antécédence ne l'empêcha pas de se trouver vite submergée par le front de la conquête portugaise.

### ***2-1-1 Tout commence par un quiproquo***

Il est difficile d'imaginer, pour une frontière, une référence plus prestigieuse que ce méridien qui partagea le monde... ni une filiation plus contestée. Le traité de Tordesillas (1494) est un arrangement conclu entre les Espagnols et les Portugais pour régler les détails des Bulles *Inter coetera* promulguées par Alexandre VI Borgia. Émises un an auparavant, elles devaient régler un contentieux maritime entre les Portugais et les Espagnols. Les premiers ont, depuis Henri le Navigateur, pris une longueur d'avance dans la course aux épices. Chaque voyage les emmène plus loin vers le sud. Les îles du Cap-Vert, le Sénégal, le golfe de Guinée, l'Équateur... Enfin, en 1488, Bartolomeu Dias passe le Cap de Bonne Espérance. La route des Indes par l'Est est ouverte. « La grande aventure portugaise a commencé. »<sup>45</sup> Elle devait les porter beaucoup plus loin que ce que leurs ambitions les plus folles leur permettaient d'imaginer. Pourtant, même à force de *volta*<sup>46</sup> en direction des côtes brésiliennes, ce ne sont pas eux qui atteignent en premier le continent américain. Compte tenu de l'avance portugaise, les rois catholiques décident de jouer leur va-tout. Ils font confiance à un aventurier qui croit que la terre est ronde et l'océan petit. Il faut piquer plein ouest et cingler tout droit vers les palais merveilleux de Cipango et du Cathay. Deux semaines après le retour de Colomb, c'est l'Océan atlantique que le Pape entend partager. Les Portugais gardent le privilège de la route par l'est, et les Espagnols celui de la nouvelle route de l'ouest, découverte par Colomb. Au-delà des Açores, détenues par les Portugais, les eaux et les terres seront sous domination

---

<sup>45</sup> Sweig, Stefan 2000 [1944] *Amerigo*, p. 19

<sup>46</sup> Pour éviter le manque de vent le long des côtes africaines, les bateaux sur le chemin du retour effectuaient une grande boucle en direction ... du Brésil.

espagnole, à charge pour eux de christianiser ces Indes là. Cette frontière maritime est loin, pour l'instant, de celle qui devait partager l'Amérique du Sud.

Un an plus tard à Tordesillas, les Ibériques règlent entre eux les modalités de ce partage du monde. Intuition qu'il existe des terres à conquérir au-delà des Açores ?<sup>47</sup> Volonté de contrer l'hégémonie naissante espagnole ? En tout cas les Portugais obtiennent un déplacement de 370 *leguas* à l'ouest de la ligne fixée par le Pape. Ce qui leur donne à priori des droits sur une bande côtière du futur Brésil, dont ils ne semblent pas soupçonner l'immensité. Qu'importe ! Pour l'heure les Portugais sont satisfaits d'avoir obtenu les Moluques. Il en est ainsi des lignes de partage de l'Amérique du Sud dont le destin se joue sur des scènes très loin d'elles, en Europe et dans le Pacifique.<sup>48</sup> C'est toujours en regardant vers l'est que Cabral et ses 1200 hommes d'équipage, tombent sur la terre du bois brésil, le 22 avril 1500, au sud du littoral de la Bahia. Deux semaines de cabotage le long de ce qu'il croit être une île, et l'expédition repart vers l'Inde, la vraie. Sur les douze bateaux, seul un retourne directement au Portugal pour conter au roi les trésors de cette terre de la Vraie Croix. Il y a fort à parier que Cabral lorsqu'il revient au Portugal, deux ans après son départ, avec quatre navires chargés des épices récoltés à Cochin, ait un peu oublié les Indes occidentales.

Que retenir de ces péripéties ? Si la ligne de Tordesillas est une référence incontournable elle n'avait certes pas cette vocation. Ce sont des routes commerciales, pas des terres qu'elle devait départager. La filiation entre elle et la ligne de partage des possessions ibériques en Amérique est biaisée. Pourtant, toute histoire des frontières de l'Amérique du Sud commence par évoquer Tordesillas. « Le traité de Tordesillas est la pièce la plus importante de notre histoire diplomatique » affirme Hélió Vannia dans son histoire du Brésil.<sup>49</sup> Vazquez Machicado, historien bolivien, choisit une carte la représentant pour illustrer la couverture de son livre sur l'histoire des limites entre la Bolivie et le Brésil.<sup>50</sup> Le mémorial des *bandeirantes* à São Paulo fait aussi une référence à la ligne. « Ils ont brandi des haches et renversé des quilles, ils ont plié à la verticale la ligne de Tordesillas. »<sup>51</sup> Sa force, cette limite la doit à sa genèse particulière. Elle préexiste aux terres qu'elle sépare et divise un monde encore inconnu. Cela en fait une ligne idéale, supérieure aux contingences du terrain. Le pouvoir d'une telle ligne fut si vivement ressenti, qu'elle déchaîna l'ire des dépossédés. En France, François I<sup>er</sup> déclare en 1542, « le soleil luit pour moi comme pour les autres. Je voudrais bien voir la clause du testament d'Adam qui m'exclut du partage du monde. »<sup>52</sup>

<sup>47</sup> Pour certains historiens cette bataille des 370 *leguas* à l'ouest des Açores est la preuve que les Portugais avaient déjà une connaissance des terres qui se trouvaient sur le continent sud-américain. C'est la « théorie de l'intentionnalité » formulée au XIX<sup>ème</sup> siècle par Joaquim Noberto de Souza Silva.

<sup>48</sup> En 1750 le traité de Madrid stipule que le déplacement de la ligne de Tordesillas est une compensation américaine à l'obtention des Philippines par les Espagnols.

<sup>49</sup> Vianna, Hélió 1965 [1952] *Historia do Brasil*, p 42.

<sup>50</sup> Voir Illustration IV – 2 Le traité de Tordesillas. Vazquez Machicado, Humberto 1990 [1988] *Para una historia de los limites entre Bolivia y el Brasil*

<sup>51</sup> « Brandiram achas e empurraram quilhas, vergando a vertical de Tordesilhas ». Phrase de Guilherme de Almeida, piedestal du monument aux *bandeiras* dans le Parc de Ibirapuera à São Paulo, cité par Goes, Synesio Sampaio 1991 *Navegantes Bandeirantes Diplomatas : Aspectos da descoberta do continente da penetração do territorio brasileiro extra Tordesilhas e do estabelecimento das fronteiras da Amazonia*, p. 49

<sup>52</sup> François I<sup>er</sup> (1515-1547) s'adresse en ces termes au délégué d'Espagne, commandeur d'Alcantara et représentant de Charles Quint qui conteste les expéditions françaises en direction de l'Amérique du Nord, le 27 janvier 1542.

## 2-1-2 La dialectique de la ligne et du front, déjà ...

Il n'y avait pas que François I<sup>er</sup> pour se rebeller contre cette ligne. Les Portugais ne tardèrent pas à la contester. Imaginée depuis l'Europe, elle bornait injustement leur horizon américain, dont ils prenaient peu à peu toute la mesure. Ils n'eurent de cesse de la dépasser.

### Un stimulus de la conquête

Certains disent qu'elle laissait une place tellement infime à l'empire portugais pour se développer sur les terres du Brésil qu'elle impliquait cette sortie hors des limites du terrain. L'expansion portugaise serait inscrite dans ce partage inique. « Le traité de Tordesillas donnait à la souveraineté lusitanienne une base territoriale si frustrante et si invivable qu'il eut pour effet de susciter la recherche de nouvelles lignes géographiques qui assurent à l'État une formation territoriale dans de bonnes conditions de sécurité. »<sup>53</sup> Les Portugais avaient besoin d'un *espace vital* au-delà du méridien de Tordesillas. Bien loin de limiter la conquête territoriale, il en fut le stimulus. Le front de la conquête devait dépasser la ligne.

À propos de cette même dialectique de la ligne et du front, il faut aussi s'interroger sur l'effet de l'Union Ibérique. De 1580 à 1640 les deux royaumes sont réunies en une même entité. En Amérique du Sud, la ligne de séparation entre possessions espagnoles et portugaises n'a plus de sens. Elle ne disparaît pas complètement pour autant. Le royaume du Portugal, rattaché à sa tête à l'Espagne, conserve durant toute la période ses privilèges, libertés et instances administratives. De plus, ni l'Espagne, ni le Portugal ne contrôlent l'intérieur du continent. Il n'en est pas moins certain que le méridien de Tordesillas se fit un peu oublié durant cette période, et que l'effacement juridique de la ligne dut avoir quelques effets incitatifs sur l'avancement du front. « Le mouvement *bandeirante* commença durant l'Union ibérique, et, au final, on conçoit aisément que sans cette union les Espagnols auraient pris plus de précaution pour défendre les frontières orientales de la Vice-royauté du Pérou »<sup>54</sup>, conclut Goes à propos de cet épisode. Dans l'historiographie portugaise et brésilienne, le méridien est donc doté de pouvoirs puissants : qu'il s'efface ou qu'il se maintienne, il stimule la conquête.

### Le front en deçà de la ligne

Les Espagnols, Union ibérique ou pas, avaient d'autres sources de préoccupation que leur immense frontière orientale. Les richesses minières de l'Altiplano concentrent leur attention. Les quelques tentatives d'exploration de l'Orient sont vaines. Elles ne donnent pas lieu à une occupation de l'espace. Les villes fondées dans ce désert sont vite détruites, ou déplacées, comme ce fut le cas de la ville capitale de l'Orient, Santa Cruz de la Sierra.<sup>55</sup> Les attaques des Indiens,

<sup>53</sup> Cortesão, Jaime 1958 *Raposo Tavares e a Formação Territorial do Brasil*, p. 9

<sup>54</sup> Goes, Synesio Sampaio 1991 *Navegantes Bandeirantes Diplomatas : Aspectos da descoberta do continente da penetração do território brasileiro extra Tordesilhas e do estabelecimento das fronteiras da Amazonia*, p 57-58

<sup>55</sup> Santa Cruz de la Sierra, fondée en 1561 dans la Serranía de San José de Chiquitos, est déplacée en 1604 au pied des Andes. Santiago del Puerto fondée en 1583 est détruite dix ans plus tard. San Lorenzo el Real de la Frontera, fondée en 1590, résiste moins de dix ans.

l'isolement des villes rendent la conquête de l'Orient difficile. À la fin du XVI<sup>ème</sup>, la mort de Lorenzo de Suárez de Figueoora, gouverneur de Santa Cruz qui fut à l'initiative de toutes les expéditions en quête de l'Eldorado, scelle la fin d'une période. Le calme est de courte durée. La plaine abandonnée par les Conquistadores, attendait, sans le savoir, les missionnaires Jésuites. Pendant ce temps, dans les Andes, on se console en se disant que le Paititi\*<sup>56</sup> se trouve là-bas et qu'on aura bien le temps de le trouver une fois que les montagnes auront livré toutes leurs richesses.

## ***2-2 Les fers de lance portugais et le bouclier de Dieu***

*« Dans le Sertão les hommes sont forts grâce à leur astuce.  
Dieu lui-même, lorsqu'il viendra, devra venir armé. »  
Guimaraes Rosa, Grande Sertão : Veredas.*

La ligne de Tordesillas fut vite dépassée par l'expansionnisme portugais. Tout juste resta-t-elle dans les esprits comme une référence mythique. Deux siècles et demi après sa fondation, elle est au centre des discussions du traité de Madrid, preuve de sa permanence dans les esprits. Pour l'heure, la scène ne se joue plus dans la péninsule ibérique mais sur le continent. Sur le terrain, deux archétypes de la conquête de l'intérieur, les missionnaires et les *bandeirantes*, finissent pas se rencontrer, à force d'avancer les uns vers l'Ouest, les autres vers l'Est. De cette confrontation devait naître une frontière dotée d'une inscription tangible sur le terrain. La rencontre des voisins et la nécessité de partager les hommes et les richesses donnent à la frontière sa réalité.<sup>57</sup>

### ***2-2-1 Réflexions sur les frères ennemis***

#### **La dialectique du bon et du méchant**

Au point de friction entre le chercheur d'or et le chercheur d'âme, la ligne se fixe. L'histoire, sous l'influence de l'historiographie jésuite, dressera longtemps un portrait en noir et blanc de cet affrontement. Les bons d'un côté, les méchants, de l'autre. Les rapaces contre les bergers. Les Jésuites sont plus versés dans les choses de l'écrit que les *bandeirantes* qui laissent peu de traces à même de nuancer le portrait terrible que les missionnaires font d'eux. Dans toute l'Amérique hispanique, l'impression d'avoir perdu du territoire par leur faute devait noircir encore cette image. « Les hordes semi-sauvages en quête de chair humaine »,<sup>58</sup> continuent d'occuper l'imaginaire hispano-américain, « ces chefs de *bandeiras* qui n'étaient pas des personnes honnêtes et respectables mais plutôt des gens sans âmes qui, pour s'imposer à leur rude troupe, n'hésitaient pas

---

<sup>56</sup> Trésor caché des Incas, voir lexique.

<sup>57</sup> Jean Soublin, à propos de l'Amazonie, observe ce processus : « Vers 1700 l'Amazonie change de nature dans l'esprit des responsables, elle perd son caractère infini. On l'a tant parcourue qu'on en a finalement reconnu les contours. Et partout on a détecté la présence de voisins qu'elle intéresse. L'interminable forêt devient un espace politique. » Soublin, Jacques 2000 *Histoire de l'Amazonie*, p. 112

<sup>58</sup> Scenna, Miguel Angel 1975 *Argentina Brasil, cuatro siglos de rivalidad*

à commettre de terribles cruautés »<sup>59</sup>, font frémir en Bolivie. Et tout cela n'est pas que d'une époque. Les Jésuites, dans leur tentative désespérée de défendre leurs missions, frappèrent fort et loin dans le temps. En 1986, le film de Roland Joffé, *The mission*<sup>60</sup> revisite, et impose au plus grand nombre, les mêmes stéréotypes du carnassier et du gardien de troupeau.

### **Des frères ennemis qui avaient beaucoup à partager**

Cette vision manichéenne fait oublier que ces frères ennemis ont partagé le même destin. À première vue, bien sûr, l'opposition est exemplaire : les premiers sont sédentaires, les autres nomades, les uns fondent des missions, les autres traversent l'espace en se contentant de dévaster le système d'occupation indigène. En somme les missions peuplantes et les *bandeirantes* prédateurs sont, dans leur mode de contrôle territorial, antagonistes. Ne sombrons pas dans cette caricature. Les deux groupes se sont frottés au même milieu caractérisé par la nature sauvage, l'éloignement et une population indigène qui attaque indistinctement les troupes de *bandeirantes* et les missionnaires. Leur occupation spatiale est ponctuelle. Ils sont perdus dans un espace immense. Les Jésuites constituent autant d'isolats de leurs missions, tandis que les *bandeirantes*, à partir du XVIII<sup>ème</sup> siècle, organisent leur virée en multipliant les villes étapes, points de contrôle de l'espace, dans un territoire toujours hors de contrôle. Ils ont, tous deux, le même effet déstructurant sur le système spatial des natifs. Les Jésuites en fixant les indigènes, les *bandeirantes* en les chassant aboutissent aux mêmes résultats. Rien d'étonnant à cela, ils sont tous les deux le produit d'une stratégie géopolitique de conquête des marges, qui considèrent les confins comme des *tabulae rasae*.

### **2-2-2 Le bouclier missionnaire<sup>61</sup> dans l'Audience de Charcas**

L'opposition entre Jésuites et *bandeirantes* occupa dans l'espace une bonne partie du continent sud-américain, de l'Amazonie à La Plata. Le front d'opposition traversait les confins jadis vides. Seule une portion de cette frontière vive doit retenir notre attention : celle qui, appuyée sur le cours moyen du Guaporé / Iténez, fixa précocement la frontière Bolivie-Brésil le long de ce fleuve. À l'ouest de cet affluent de l'Amazone, les plaines de Moxos<sup>62</sup> et celles de Chiquitos<sup>63</sup> furent investies par les missionnaires. Là, ils constituèrent le plus important môle de résistance à l'avancée des *bandeirantes*.

<sup>59</sup> Bothelo Gosalvez, Raul 1960 *Proceso del imperialismo del Brasil, de Tordesillas a Robore*, p 47-48. L'auteur ajoute, forçant encore un peu plus le trait : « Dans ce peuple en marche l'autorité du chef le plus rustre était assurée par ses attributs de pouvoir : le cuir de ses habits, ses mousquets et ses pistolets, en sus de ses armes blanches. »

<sup>60</sup> Palme d'or du Festival de Cannes 1986. Ce film se déroule dans les missions du Paraguay. Il revisite l'histoire du traité de Madrid, à la sauce hollywoodienne teintée d'écologisme. Film d'une époque, les années 80, où la montée de l'écologisme place la forêt amazonienne et ses indiens sous les feux de la rampe.

<sup>61</sup> Ce paragraphe sur les missions jésuites à Moxos et Chiquitos doit beaucoup à la thèse de Cécile Roux. Voir Roux, Cécile 2000 *A la recherche des cultures rencontrées par les missionnaires Jésuites et Franciscains (XVIIe-XXe siècles) une relecture de l'acculturation des Indiens de Moxos, de Chiquitos et du Chaco*, p. 193-194.

<sup>62</sup> L'orthographe de Moxos n'est pas fixée aujourd'hui encore. On trouve cette région orthographiée indifféremment sous la forme de Mojos ou de Moxos, mais les deux mots renvoient exactement à la même entité géographique. Dans ce texte j'opterai pour la version avec un x, plus usitée aujourd'hui. Quant au terme de mission, il est souvent remplacé par le terme de réduction qui signifie, là encore exactement la même chose.

<sup>63</sup> Je n'évoquerai pas le cas des missions franciscaines du Chaco.

## Installation de l'Ordre Jésuite à Chiquitos et à Moxos

C'est en 1574 que les premiers jésuites arrivent dans l'Audience de Charcas. Ils fondent des collèges dans les principales villes de l'Altiplano, mais leur objectif est ailleurs. La Compagnie vient dans les Indes pour évangéliser les *naturales*,<sup>64</sup> pas les Espagnols. Les missions, pourtant, sont longues à s'implanter.<sup>65</sup> Si les deux bases logistiques, Cochabamba et Santa Cruz, sont installées dès la fin du XVII<sup>ème</sup> siècle, il faut attendre 1667 pour qu'un premier père jésuite entre en contact avec les indiens Moxos.<sup>66</sup> Quinze ans plus tard, les Jésuites fondent une première réduction en territoire Moxos. En 1691, la première mission est créée en Chiquitanie, plus au sud. L'œuvre missionnaire est efficace. Au tournant du XVIII<sup>ème</sup> siècle, les Jésuites comptent pas moins de 22 missions dans le Moxos (soit 30 000 indiens) et dix missions en Chiquitanie (24 000 indiens).<sup>67</sup> Ces missions ne cessèrent toutefois jamais d'être des îles perdues dans un espace hostile où les tribus sauvages étaient nombreuses. Il est symptomatique que la préoccupation constante des missionnaires ait été de s'assurer des routes d'accès sûres, pour se rendre dans leurs missions depuis Santa Cruz ou depuis Tarija, et pour communiquer entre elles.<sup>68</sup>

## Les Jésuites, une force de résistance soutenue par la Vice-royauté

À l'heure de leur expulsion, les Jésuites contrôlent un territoire immense, à la frontière de la Vice-royauté. Ils opposent une force de résistance à l'avancée portugaise. Elle peut être passive, lorsque leur seule présence, et la concentration des Indiens dans les réductions, détournent les chasseurs d'esclaves portugais. Elle est, à partir du XVIII<sup>ème</sup> siècle, active, lorsque les *bandeirantes* commencent à s'attaquer directement aux réductions, sans plus se contenter de razzias dans les savanes. La riposte des envoyés de Dieu est violente. Des milices indiennes sont organisées. Les Jésuites protègent leurs ouailles avec des armes et des canons qu'ils font fabriquer dans les missions.<sup>69</sup> Ils constituent un réseau de fortins et de chemins avec des étapes protégées pour se déplacer d'une mission à l'autre. L'expression de bouclier missionnaire prend tout son sens. Les Indiens sont transformés en soldats de Dieu et de l'Espagne. En 1723, les autorités de l'Audience autorisent la constitution de milices indiennes. Cette reconnaissance officielle témoigne du rôle de zone tampon stratégique que l'on assigne aux Jésuites - même si elle fut aussi animée par le souci de permettre aux pères de se protéger.

---

<sup>64</sup> Les autochtones.

<sup>65</sup> Les Jésuites ne furent pas les seuls pères missionnaires à investir le Haut Pérou, sa partie orientale pour l'installation des missions et sa partie occidentale pour la fondation des collèges. Ils furent en revanche les plus importants en nombre. Mais l'ordre franciscain, dans le Chaco, et au nord autour d'Apolobamba, était aussi présent, de même que les augustins, les dominicains et les mercédaires, de l'ordre de la Merci, fondé en Espagne.

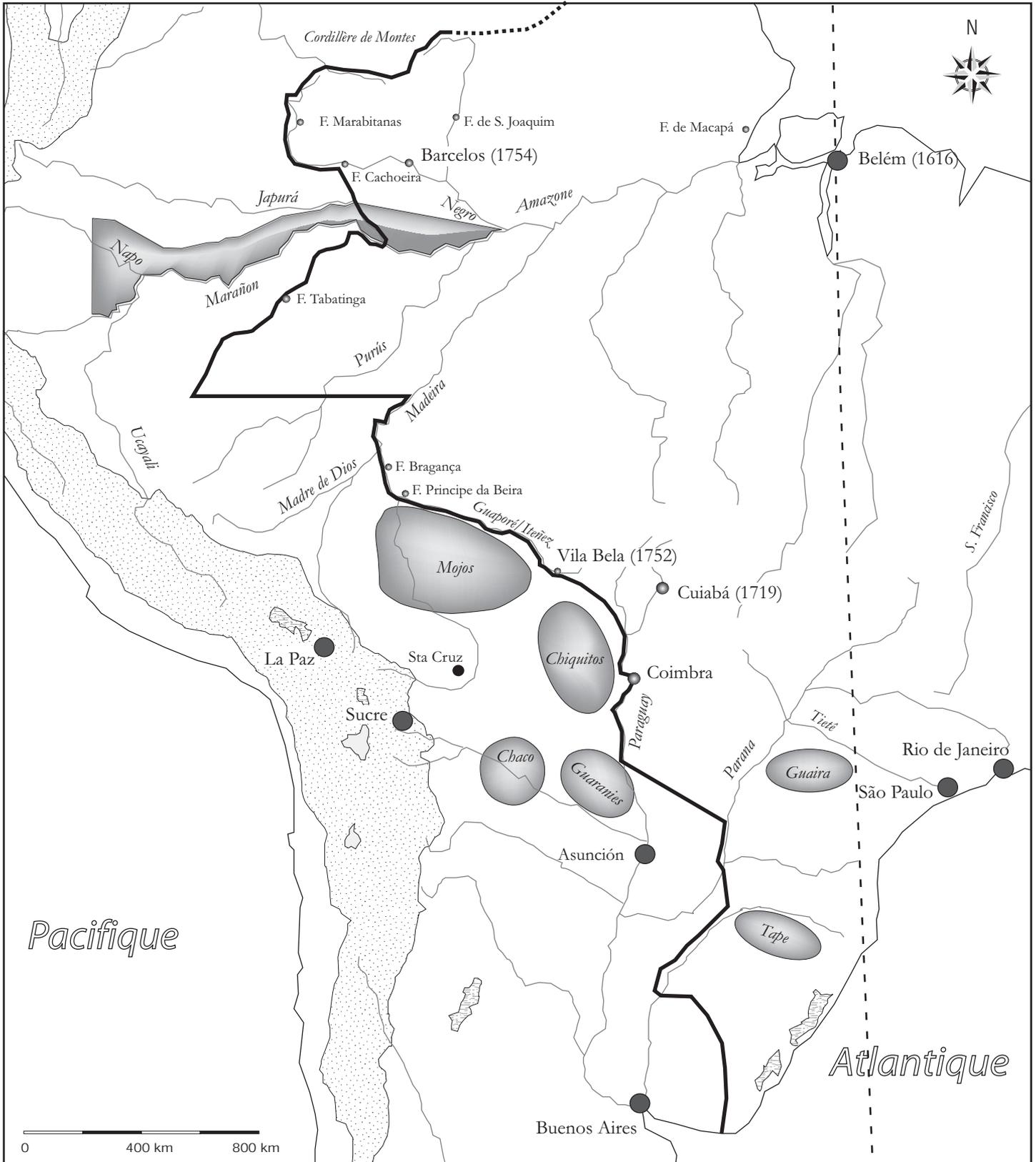
<sup>66</sup> L'implantation des Jésuites dans l'Orient bolivien doit beaucoup à l'action décidée du père Marban

<sup>67</sup> Données de 1751 pour les missions de Moxos et de 1767 pour les missions de Chiquitos. Voir Roux, Cécile 2000 *A la recherche des cultures rencontrées par les missionnaires Jésuites et Franciscains (XVIIe-XXe siècles) une relecture de l'acculturation des Indiens de Moxos, de Chiquitos et du Chaco*

<sup>68</sup> Les missionnaires de Chiquitos n'ont de cesse par exemple que de tenter d'établir une liaison avec les missions Guaranies du Paraguay, via le fleuve Paraguay. Elle fut finalement abandonnée, au profit d'une route plus sûre via Santa Cruz et Tarija en direction de Tucumán.

<sup>69</sup> Certains pères missionnaires étaient aguerris aux métiers des armes qu'ils avaient pratiqué dans l'armée espagnole. Voir Roux, Cécile 2000 *A la recherche des cultures rencontrées par les missionnaires Jésuites et Franciscains (XVIIe-XXe siècles) une relecture de l'acculturation des Indiens de Moxos, de Chiquitos et du Chaco*, p. 224.

II - 7 Forts portugais contre missions jésuites,  
De la ligne de front à la frontière politique



Laetitia Perrier Bruslé 2004, sources diverses

I - Le bouclier missionnaire face aux bandeirantes

Principale zone de missions 

Les forts et les villes, points d'appui de l'expansion portugaise - les dates en italiques correspondent à l'année de leur fondation - 

Villes capitales de l'extérieur 

II - Le résultat d'un front d'opposition,  
La naissance d'une frontière

La vieille ligne de Tordesillas - - -

La frontière du traité de Madrid 

De fait, ce bouclier militaire et religieux répondait à des objectifs fixés précocement par la couronne d'Espagne. Dès 1572, compte tenu de la violence des explorations orientales, le Vice-roi du Pérou, Francisco Toledo, décide de mettre fin à la *Conquista*. Au-delà des Andes, les entrées dans l'Orient devront être pacifiques. « L'avancée de la frontière exigeait l'intervention d'individus différents des *conquistadores* et des *encomenderos*<sup>70</sup> (...) La cédule royale de 1573 souligne la nécessité que la conquête se fasse via la persuasion et l'implantation de réductions. »<sup>71</sup> Ce discours pacifique cache une politique territoriale. La Vice-royauté serait andine, car, là se trouvait les richesses minières. L'Orient resterait une zone d'amortissement aux invasions que l'on pouvait bien déléguer aux Jésuites. Ils sauraient maintenir la région dans une paix relative, une sorte de *pax jesuitica*, que les chasseurs d'esclaves et les chercheurs d'or, espagnols ou portugais, n'étaient pas à même d'assurer.<sup>72</sup> Aussi, dans les conflits constants entre les missionnaires et les chasseurs d'esclave la couronne prit toujours fait et cause pour les pères... jusqu'à ce qu'elle finisse par les expulser.

### **L'expulsion des missionnaires**

Pour comprendre ce retournement, il faut se rappeler les modalités du contrôle missionnaire. Les Jésuites disposaient d'une autonomie administrative quasiment sans limite.<sup>73</sup> Une disposition de l'Audience de Charcas établissait que les gouverneurs ne pouvaient s'immiscer dans la gestion des missions.<sup>74</sup> Avec le temps, leur pouvoir atteignit une telle puissance que l'on craignit de voir le bouclier se transformer en carapace, et les Jésuites constituer un État dans l'État. La rébellion des missions du Paraguay, qui refusèrent de remettre leurs établissements aux mains des Portugais, conformément aux termes du traité de Madrid, témoignait de la réalité de cette menace. À cela s'ajoutaient les rumeurs, savamment diffusées par les Portugais, selon lesquelles les Jésuites pratiquaient la contrebande et ne s'acquittaient pas de l'impôt royal. Les Jésuites sont expulsés en 1759 des possessions portugaises et en 1767 des espagnoles. Les missions, abandonnées par les Indiens après le départ des pères, périclitent. Le bouclier missionnaire est démantelé. Peu importe, car l'époque a changé. Les frontières, à partir de la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle, se fixent par des traités internationaux, et non plus en fonction de l'équilibre des forces en présence sur le terrain.

### **2-2-3 Les bandeirantes**

Le bouclier jésuite fut une réponse au climat d'insécurité qui existait aux marges de la Vice-royauté. Il était entretenu par les chasseurs d'esclaves et d'or. Leur expansion se déroule en deux phases, distinctes par leur époque et leur aire géographique.

<sup>70</sup> Propriétaires des *encomiendas* (voir lexique).

<sup>71</sup> Pilar Garcia, Jordan 1996 *La frustrada reconquista de la Amazonia Andina (1742-1821)*, p 427

<sup>72</sup> Non seulement les Jésuites mirent un terme aux conflits entre les chasseurs d'esclaves et les tribus, en protégeant ces dernières dans les réductions, mais ils imposèrent aussi, dans bien des lieux, une paix inter-tribale qui n'avait jamais existé avant eux. L'ordre régnait sur les plaines orientales.

<sup>73</sup> « Les missions dépendaient théoriquement de la Vice-royauté du Pérou et de l'Audience de Charcas en particulier, mais sur bien des aspects de leur gouvernement elles jouissaient d'une indépendance quasi-absolue. » voir Mesa, José De, Gisbert, Teresa et Mesa Gisbert, Carlos De 2001 *Historia de Bolivia*, p. 248

<sup>74</sup> Établie jusqu'en 1700, elle fut renouvelée en 1720.

## **Des *bandeiras* de découverte ou de rapines ...**

Au XVII<sup>ème</sup> siècle, les premières *bandeiras* s'organisent depuis São Paulo. Pour faire fortune dans cette ville éloignée de tout, il faut partir à la conquête de l'intérieur. Peut-être la forte mixité des populations portugaise et tupi donna-t-elle aux explorateurs cet esprit pionnier ? Quoiqu'il en soit, ils partirent à l'aventure, sûrs de rentrer riche de l'or et des Indiens qu'ils rapporteraient. Vu de l'Atlantique, l'intérieur du continent renvoyait l'image « d'une terre promise ». <sup>75</sup> Les *bandeirantes* étaient des aventuriers solitaires. Les expéditions, toujours aléatoires, n'avaient pas d'itinéraires fixes. Elles s'apparentaient à des virées de pillage dans l'intérieur. Toutes autres sont, à la même époque, les *bandeiras* d'exploration, organisées pour connaître le territoire. Deux resteront dans les annales. En 1637, un siècle après Orellana, Pedro de Teixeira remonte l'Amazone depuis Belém jusqu'à Quito. Dix ans plus tard, en 1648 la *bandeira* de Raposo Tavares relie São Paulo à Belém.

## **... Aux puissantes « moussons » du XVIII<sup>ème</sup>**

Au XVIII<sup>ème</sup> siècle, les expéditions perdent le côté brouillon des premiers temps. Les historiens brésiliens utilisent le terme de *monções* pour les caractériser, car comme les moussons, elles font preuve d'une belle régularité saisonnière. Elles partent en avril/mai de São Paulo, pour revenir quelques cinq mois plus tard. Mieux organisées, elles réunissent des centaines de canoës. Jusqu'en 1725 et l'ouverture de la route terrestre par Goiás, elles utilisent exclusivement les rivières et les fleuves. <sup>76</sup> Sans doute la rigidité imposée par l'utilisation des voies fluviales, contribue-t-elle à fixer des itinéraires auparavant confus. Cette évolution, des *bandeiras* aux *monções*, tient à la découverte de mines d'or dans le Cuiabá (en 1718). Les *bandeirantes* partent avec du ravitaillement pour la ville de Cuiabá et reviennent avec de l'or. Leur zone de pénétration en est considérablement agrandie. Elle l'est encore un peu plus lorsqu'on découvre de l'or plus à l'ouest sur le Guaporé (en 1734). L'archétype du *bandeirante* aventurier nomade côtoie ceux du commerçant et du pionnier. Ces derniers développent des villes qui constituent des points de contrôle de l'espace. À Goiás Velho, à Vila Bela, à Cuiabá des sociétés urbaines, plus policées, se développent au XVIII<sup>ème</sup> siècle. Grâce aux *monções* l'espace extrême occidental s'intègre, pour toujours, aux possessions portugaises, à des milliers de kilomètres au-delà du méridien de Tordesillas.

## **2-2-4 L'heure des frictions**

À partir des *monções* les affrontements entre Jésuites et *bandeirantes* prennent un tour géopolitique et concourent à la définition de la frontière luso-espagnole. Certes, les frictions existent dès les premières confrontations. Les intérêts étaient fort divergents : les uns chassant les Indiens, les autres les protégeant pour sauver leur âme. Les Jésuites étaient d'autant plus gênés dans leur activité missionnaire que ces chasses à l'esclave entretenaient une méfiance des indigènes envers

<sup>75</sup> « Beaucoup de gens laissent leur maison, leur ferme, leur femme et leurs enfants, ils abandonnaient tout cela pour les *sertões* comme si il y avait là bas une terre promise. » Holanda, Sergio Buarque De 1976 *Monções*, p.46

<sup>76</sup> Elles empruntent le rio Tietê, puis le rio Pardo, et après une phase de portage, descendent le rio Taquari et remontent de rio Cuiabá. Voir Droulers, Martine 2001 *Brésil : une géohistoire*, p. 68 et 69.

l'homme blanc. Ils subirent, en Chiquitanie, des attaques de représailles des Indiens, suite à des expéditions de chasseurs d'esclave. Mais, ils apprirent vite à jouer de cette peur pour convaincre les Chiquitaños de rejoindre leur mission, seul espace protégé dans ces temps troublés.

Jusqu'à la fin du XVII<sup>ème</sup> siècle les missions Jésuites de l'Audience de Charcas, sont plus menacées par les chasseurs d'esclaves espagnols venus de Santa Cruz que par ceux de São Paulo. Par la suite, les choses se corsent. La mission de San Javier (en Chiquitanie), est attaquée par des chasseurs d'esclaves. Les secours, arrivés de Santa Cruz, organisent des représailles et infligent une redoutable défaite aux Portugais.<sup>77</sup> Malgré la victoire, la mission, jugée trop exposée aux raids est déplacée vers l'intérieur. À partir de la fondation de Cuiabá (1718), base arrière des chasseurs d'esclaves, les affrontements se multiplient sur la rive droite du Guaporé/Iteñez. À l'avant du front civilisé portugais, qui construit les villes et aménage l'espace nouvellement conquis, se trouvent des aventuriers sans foi ni loi. Ils pénètrent sur le territoire des missions, qui avancent, elles, vers l'ouest pour établir des avant-postes protecteurs.<sup>78</sup> En 1744, un père jésuite signale au gouverneur du Paraguay, Rafael de la Moneda, l'existence de deux villages Portugais installés au sud qui servent de bases stratégiques aux pillards.<sup>79</sup> Les Jésuites entretiennent les rumeurs : les Portugais essaieraient d'atteindre Santa Cruz, au pied des Andes. Ils menacent le cœur de l'Audience.

Si les deux camps jouent de l'affrontement géopolitique entre les couronnes ibériques, les véritables causes des frictions se situent à l'échelle locale et non sur la scène internationale. En 1791, le missionnaire jésuite Francisco Eder dresse un portrait misérable des Portugais venus construire le fort Principe da Beira. « Tous les Portugais mourraient de faim parce qu'ils ne savaient s'alimenter que des produits de leur chasse et de leur pêche. Quand ils étaient arrivés dans la région, il y avait abondance de gibier, mais il s'épuisa ou pris la fuite en raison du nombre de chasseurs. Aussi les Portugais avaient du mal à trouver quelque chose à manger (...). Ils savaient que, de l'autre côté, les réductions possédaient du bétail sauvage et semi-sauvage en abondance. »<sup>80</sup> Ce fut plus souvent la faim, que le désir d'accroître le domaine du roi du Portugal, qui fit sortir le Portugais du bois, le *sertão*.

<sup>77</sup> L'épisode est relaté par l'historien Sanabria Fernandez. Il y a sans doute une certaine complaisance pro-crucénienne dans la façon dont est raconté cet épisode, l'un des rares où des Espagnols défirent des *bandeirantes*. « La colonne venue de Santa Cruz, et grossie par des Chiquitaños armés de flèches, surprit les *bandeirantes* sur les rives du Zapocós, et leur infligea une terrible défaite. Leur propre chef, un certain Antonio Ferraz de Araújo, et son lieutenant, Manuel Frias, périrent, comme la plupart des expéditionnaires audacieux. Seuls 6 furent blessés et faits prisonniers ». Sanabria Fernandez, Hernando 1988 *En busca de Eldorado, la colonización del Oriente boliviano*, p 158.

<sup>78</sup> La mission de Santa Rosa est fondée en 1743, sur l'emplacement du futur fort Principe de Beira, celle de San Miguel, fondée à peu près au même moment, se trouve en aval, à la confluence de l'Iteñez avec l'Itanomas. Les missions San José et San Nicolas se trouvent aussi en premières lignes.

<sup>79</sup> Roux, Cécile 2000 *A la recherche des cultures rencontrées par les missionnaires Jésuites et Franciscains (XVIIe-XXe siècles) une relecture de l'acculturation des Indiens de Moxos, de Chiquitos et du Chaco*, p. 239.

<sup>80</sup> Eder, Francisco Javier S.J. 1985 [1791] *Breve descripción de las reducciones de Mojos*, p. 45-45 (cité par Vangelista : 1996, p. 414)

II - 8 Le bouclier jésuite et les chasseurs d'or  
*Le Guaporé une frontière vive entre missionnaires et bandeirantes*



Sources : Mesa Gisbert 2001 et Rousc 2000 Laetitia Perrier Bruslé 2004

I - Le bouclier jésuite :

- Mission de Moxos
- Mission de Chiquitos
- Déplacement de mission
- Base arrière

II- Les Portugais, en face

- Fort
- Ville

III - Un problème pour tous, se déplacer

- Route
- - - Piste difficile à tenir
- Voie fluviale
- - - Frontière actuelle

## ***2-3 Les chemins de la gloire, et ceux de l'oubli***

La zone tampon qui faisait frontière a disparu. À sa place se trouve une frontière vive où des forces rivales s'affrontent, dans une relative allégeance à la couronne d'Espagne ou à celle du Portugal. Il est temps de construire une ligne, véritable celle-là, traitée de démarcation à l'appui. La frontière revient sous les feux de la rampe des relations internationales. Elle doit être plus qu'une ligne démarquée par quelques fortins et sa légitimité doit résider dans des principes supérieurs, à celui de la loi du plus fort. Les Portugais, à mieux l'avoir compris que les Espagnols, vont incontestablement sortir gagnants de cette deuxième manche. Ils profitent des acquis de la première manche, où l'opération d'occupation des terres a été soutenue par les autorités portugaises. Le traité de Madrid, favorable aux Portugais, résulte d'un long processus d'appropriation de la ligne-frontière, tant sur le plan symbolique que matérielle. Il témoigne, au final, de visions divergentes de cet espace central. La première, portugaise, glorifie cette frontière et la pare des attributs, en vogue au XVIII<sup>ème</sup> siècle, d'une « bonne » frontière (frontière naturelle, limite de l'île Brésil etc.). L'autre, espagnole la traite avec la morgue de gens qui savent que leurs richesses sont ailleurs. Les chemins de la gloire et ceux de l'oubli se rejoignent à la ligne frontière.

Avant de les emprunter, deux faits doivent être rappelés. Tout d'abord, la connaissance de la région, à l'heure d'établir une frontière « moderne » est faible. On ne connaît pas le cours des fleuves, on perd leur source, on se perd dans la forêt. Même la largeur exacte du continent, au tournant du XVIII<sup>ème</sup> siècle, est mal estimée. Le dépassement de la ligne de Tordesillas n'est pas aussi évident qu'il n'y paraît aujourd'hui. Les Portugais jouent de cette méconnaissance. Sur la plupart des cartes du XVIII<sup>ème</sup>, Cuiabá est déplacée vers l'est, afin de la rapprocher du méridien de 1494.<sup>81</sup> D'autre part, la région est un désert humain. En 1767, pas plus de 45 000 indiens vivent dans les réductions jésuites de l'Audience de Charcas, tandis que « sur le rio Negro, le Solimões, sur le Madeira ou le Guaporé, Lisbonne n'alignait pas plus de 30 000 sujets. »<sup>82</sup> Et pourtant, il fallait bien départager cette poignée d'hommes perdus dans un désert.

### ***2-3-1 La frontière portugaise***

La frontière qui naît au XVIII<sup>ème</sup> siècle est une frontière portugaise. Elle borne le territoire de ce pays, bien plus que celui de la Vice-royauté du Pérou. Après le départ des Jésuites, les Espagnols s'en désintéressent. Comment expliquer son caractère monovalent ? Pourquoi les Portugais ont gagné, en dernier ressort, la bataille pour la conquête de l'intérieur ?

---

<sup>81</sup> C'est ce que l'on voit sur la *Mapa das Cortes*, la carte des Cours. Editée en 1749, à l'instigation de Alexandre de Gusmão pour servir de document d'appui aux négociations, elle fut acceptée par les deux cours, d'Espagne et du Portugal et servit pour les campagnes de démarcation postérieures. Sur cette carte Cuiabá se trouve à la longitude de l'embouchure de l'Amazone ! Erreur grossière qui devait servir les intérêts de la couronne portugaise dans les négociations en évitant d'effaroucher trop les Espagnols sur le dépassement de la ligne de Tordesillas.

<sup>82</sup> Soublin, Jacques 2000 *Histoire de l'Amazonie*, p 146

## Gagner la bataille des images : les frontières de l'île-Brésil

Il est commun de dire, au Brésil, que les *bandeirantes* ont fait les frontières du pays. Cependant, l'occupation jésuite, dans les régions périphériques de la Vice-royauté espagnole, était tout aussi assurée. Elle présentait, de surcroît, l'avantage de se trouver plus proche des centres de pouvoirs coloniaux : Sucre, Asunción, Buenos Aires. Si la frontière entre les deux empires est avant tout portugaise c'est parce que la conquête du territoire, assurée par les *bandeirantes*, fut relayée par son appropriation symbolique.

La vision d'un Brésil insulaire remonte aux premiers temps de la colonisation et à l'élaboration des premières cartes du pays. Mais, limitée par le São Francisco, puis par l'ensemble Tocantins-Paranaíba, l'île était étroite.<sup>83</sup> Grâce aux *bandeiras* d'exploration du XVII<sup>ème</sup>, elle se dilate en direction de l'ouest. Elle atteint, dans ses grandes lignes, les limites du Brésil actuel. Teixeira étend l'île au nord. Il assoit les prétentions de la couronne portugaise, de nouveau indépendante en 1640, sur les territoires à l'est de l'Amazone et fait de l'Amazone un fleuve brésilien.<sup>84</sup> En reconnaissant le cours aval du Madeira, il pose aussi le premier jalon de la frontière ouest. Plus importantes encore, sont les conséquences de l'expédition de Raposo Tavares, en 1647.<sup>85</sup> En effectuant la liaison São Paulo-Belém, il assure la jonction entre le bassin de La Plata et celui de l'Amazone. Il dessine les contours d'une grande île-Brésil. L'arc nord est ceinturé par l'ensemble Guaporé-Madeira-Amazone, qui seront bien plus des fleuves brésiliens que des fleuves frontaliers.<sup>86</sup> Certes, un siècle sépare cette première expédition de la mise en place d'un circuit commercial. Il est certain, que lorsque les *bandeirantes* atteignent le Guaporé, ils ne font qu'achever le travail commencé par Raposo Tavares. Ils sont enfin sortis de leur bassin d'origine, celui de La Plata, pour toucher les eaux amazoniennes.<sup>87</sup> La force des frontières dessinées par les *bandeirantes* réside dans leur parfaite adaptabilité au mythe de l'île-Brésil. En assurant la jonction entre les deux bassins hydrographiques, ils font d'un itinéraire commercial une frontière impérieuse, qu'Alexandre de Gusmão n'allait pas tarder à qualifier de naturelle.

<sup>83</sup> La liaison Tocantins Paranaíba, qui mettait en relation le bassin de La Plata et celui de l'Amazone, devait se trouver sur le plateau central du Goiás. Varnhagem à la fin du XIX<sup>ème</sup> ( 1877 ) visite la région du plateau central et croit découvrir la lagune mythique à la Lagoa Bonita.

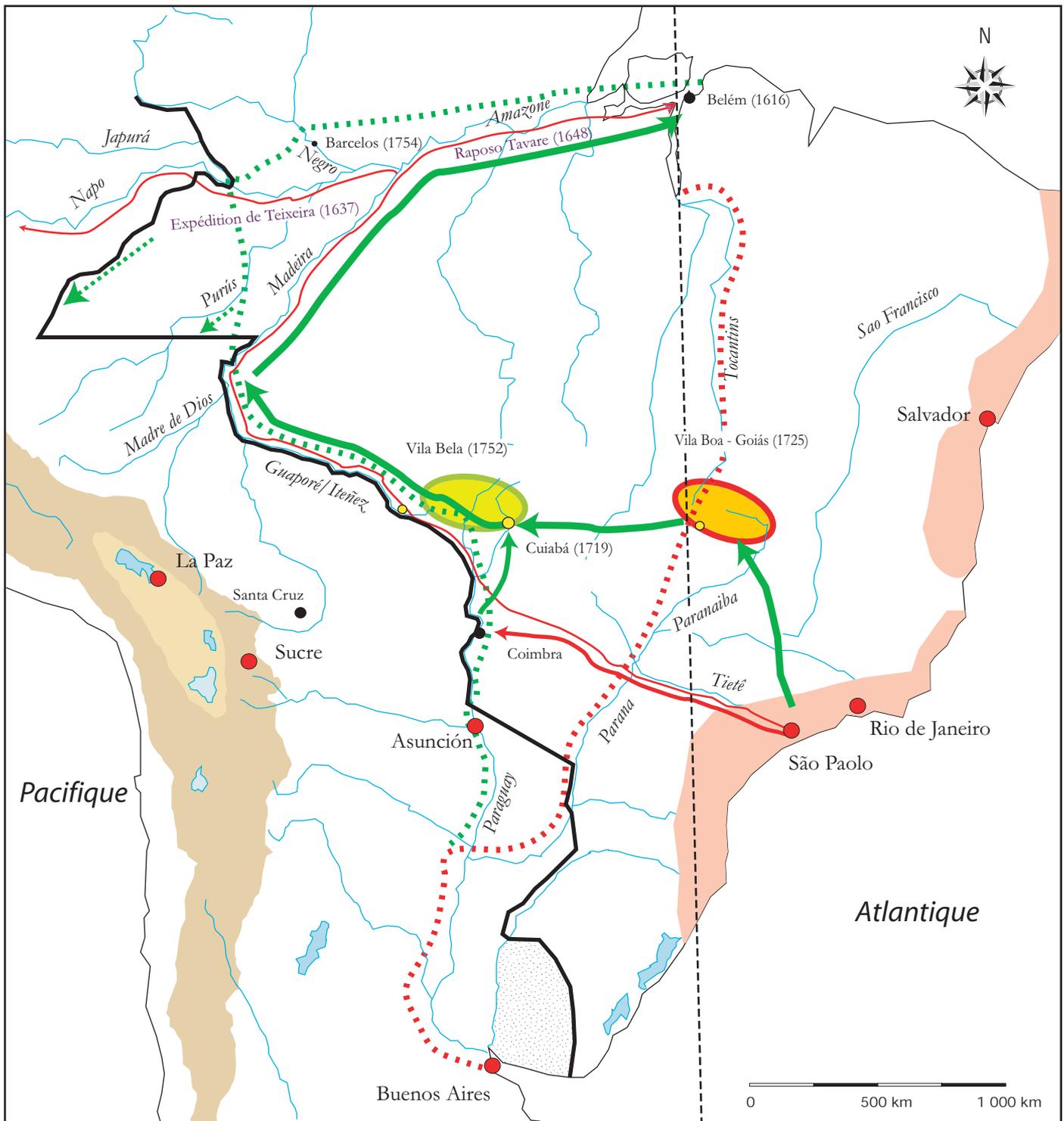
<sup>84</sup> Au voyage du retour Teixeira prend officiellement possession, au nom de la couronne portugaise, des territoires en aval de la confluence entre le Solimoes et le Japurá, preuve de la dimension géopolitique de la mission qui lui avait été confiée. Voir Soublin, Jacques 2000 *Histoire de l'Amazonie*, p. 78-80..

<sup>85</sup> C'est, entre autre, le point de vue de Jaime Cortesão, voir Cortesão, Jaime 1958 *Raposo Tavares e a Formação Territorial do Brasil*

<sup>86</sup> Les fleuves, surtout le Guaporé, devaient être contrôlés par le Portugal pour assurer l'acheminement de l'or du Mato Grosso. On verra plus loin les conséquences d'une telle brésilianisation des fleuves.

<sup>87</sup> À ce nouveau point de jonction occidental entre La Plata et l'Amazone, ils retrouvent une autre réalité de la lagune mythique. Le rio Alegre, affluent du Guaporé, se trouve à 7 km du rio Aguapei, affluent du Paraguay.

## II-9 La fixation des frontières orientales du Brésil Du territoire imaginé de l'île Brésil aux frontières du traité de Madrid



*Élaboration Latitia Perrier Bruslé 2004  
D'après Droulers 2001, Brésil une géohistoire*

I - Un territoire forgé par la découverte et la conquête

- Territoire occupé au XVIème siècle
- Bandeiras de découverte du XVIIème siècle
- Monções du XVIIème siècle
- Monções du XVIIIème siècle
- Les villes de l'or

II - Les limites imaginaires de l'île

- Les lignes fluviales
  - du XVIIème
  - du XVIIIème
- Le lac mythique de partage des eaux
  - au XVIIème
  - au XVIIIème

III - Les traités internationaux sanctionnent ce déplacement vers l'ouest (à quelques exceptions près)

- Ligne de Tordesillas
- La ligne du traité de Madrid
- La perte de Colonia Sacramento
- Les avancées dans le bassin amazonien

## S'en remettre au roi du Portugal plutôt qu'à Dieu

Si le dicton populaire dit qu'il vaut mieux s'en remettre à Dieu plutôt qu'à ses saints et ses autres envoyés, l'histoire de la frontière orientale a plutôt tendance à le faire mentir. Les fleuves atteints par les *bandeirantes* ne devinrent frontières que par le soutien qu'ils reçurent du roi du Portugal, João V majesté «fidélissime»,<sup>88</sup> là où les Jésuites attendirent en vain l'appui de la couronne d'Espagne.

L'État central portugais relaie avec une rapidité impressionnante l'esprit de conquête des *bandeirantes*. Il assoit sa souveraineté sur les terres nouvellement conquises.<sup>89</sup> Assurément, une volonté géopolitique d'appropriation de l'ouest est à l'œuvre.<sup>90</sup> Aussi, s'il est bien vrai, comme l'affirme l'auteur brésilien Ronaldo Carvalho, que « les bandeirantes sont, sans le savoir, nos premiers soldats et les obscurs ouvriers de notre diplomatie »,<sup>91</sup> ils ne sont de si bonnes chevilles ouvrières d'une géopolitique de conquête qu'en raison de l'appui sans faille qu'ils reçoivent du pouvoir royal. Ces chasseurs d'esclaves, ces collecteurs d'or deviennent faiseurs de frontière malgré eux, juste parce que, en ce temps là, les intérêts de la couronne portugaise convergent avec les leurs.

En face les Jésuites comprennent vite qu'ils ne peuvent s'en remettre qu'à Dieu, et à leur propre force, pour assurer leur survie et la protection de la Vice-royauté. En réalité, le désintérêt ne fut pas toujours aussi fort. Mais, à l'heure où les menaces portugaises deviennent pressantes, Lima s'est détournée des missions de Moxos et Chiquitos en raison de leur incapacité à ouvrir une voie stratégique en direction de la Plata, via le Paraguay.<sup>92</sup> Cette indifférence devait engendrer une longue suite de déconvenues pour les Jésuites, qui ne sont d'ailleurs plus, quelques décennies avant leur expulsion, en odeur de sainteté. Lorsque les *bandeirantes* dévastent les missions sur la rive droite du Guaporé/Iteñez, les autorités espagnoles ne bougent pas, pourtant les Jésuites le disent aux Portugais : ils sont en territoire espagnol et doivent passer leur chemin. Quelques années plus tard, les missionnaires entendent, conformément aux termes du traité du Pardo (1761), récupérer la mission de Santa Rosa transférée sur la rive gauche du Guaporé, à l'issue du traité de Madrid (1750).<sup>93</sup> Ils demandent, pour ce faire, une protection armée aux autorités coloniales. Ils ne reçoivent qu'une expédition peu nombreuse et qui arrive trop tard.<sup>94</sup> Jamais ils ne devaient retrouver leur mission. Les autorités coloniales, ne font pas que refuser de soutenir militairement les missions, elles interdisent aux expéditions locales, venues de Santa Cruz, de leur porter main forte.<sup>95</sup>

<sup>88</sup> João V est proclamé fidélissime par le pape Benoît XIII.

<sup>89</sup> En 1734, par exemple, les zones aurifères du Mato Grosso sont découvertes. Il ne faut pas plus de 14 ans, pour que la royauté entérine cette conquête en créant la capitainerie du Mato Grosso (1748). Trois ans plus tard, en 1752, Vila Bela da Santíssima Trindade est fondée, pour surveiller les rives du Guaporé.

<sup>90</sup> Elle était déjà esquissée en 1719, lors de la création de la capitainerie de São Paulo qui donne à la ville un pouvoir politique à la mesure de sa fonction de tête de pont pour l'annexion des terres de l'intérieur.

<sup>91</sup> Cité par Goes, Synesio Sampaio 1991 *Navegantes Bandeirantes Diplomatas : Aspectos da descoberta do continente da penetração do território brasileiro extra Tordesilhas e do estabelecimento das fronteiras da Amazonia*, p. 49.

<sup>92</sup> C'est la route via Salta – Tucumán et Buenos Aires qui s'impose pour atteindre l'Atlantique depuis la Vice-royauté.

<sup>93</sup> La mission Santa Rosa avait été fondée en 1743 sur la rive droite du Guaporé / Itenez. Elle fut transférée en 1750, en raison des termes du traité de Madrid. À sa place les Portugais construisent un fort provisoire : l'*estacada* de Santa Rosa.

<sup>94</sup> Voir Chavez Suarez, J. 1944 *Historia de Moxos*

<sup>95</sup> « Dès que le monarque espagnol eut vent des dénonciations jésuites à l'encontre des *bandeirantes*, il promulgua une cédula royale interdisant, sous peine d'amende sévères, l'intervention de crucéniens dans l'appareil missionnaire. » La

Une telle divergence politique entre les deux puissances ibériques, témoigne d'une vision différente des périphéries, et du rôle qu'on entendait leur faire jouer au sein du territoire de chacun des deux empires. Cette opposition devait se maintenir jusqu'à aujourd'hui et expliquer, en partie, les différences de traitement entre les confins du Brésil et ceux des pays andins.

### ***2-3-2 À l'ombre des Lumières, les traités fixent la ligne***

Sous l'influence de la philosophie des Lumières, les hommes du Portugal donnent une nouvelle légitimité aux frontières atteintes par les *bandeirantes*. L'État moderne a besoin de définir les limites spatiales de sa souveraineté. Les marges, où l'autorité se dissout, n'ont plus lieu d'être. Place aux lignes. Dans le meilleur des cas, elles pourront tirer leur légitimité du dessin de la nature, et s'écarter ainsi de celles, tracées dans les temps obscurantistes par des papes qui s'entichaient de géographie politique. Les Portugais avaient une longueur d'avance dans cette vision des choses. La frontière naturelle du Guaporé/Iteñez fut bien plus la leur que celles des Espagnols.

#### **Une frontière fort naturelle**

Pour justifier le dépassement du méridien de Tordesillas, les Portugais forgent, à posteriori, l'idée des frontières naturelles de l'île-Brésil. Certes, toute la politique portugaise de soutien aux *bandeirantes* indique clairement la volonté d'appuyer à l'ouest les frontières sur des fleuves.<sup>96</sup> Mais ce n'est qu'entre 1720 et 1750, à l'occasion de la préparation du traité de Madrid, que le discours rattrape les faits et institue la limite ouest en frontière naturelle. Pour les Portugais c'est le meilleur moyen d'asseoir leurs prétentions à l'ouest de Tordesillas, fragilisées par la publication de la carte de Guillaume Deslisle en 1720.<sup>97</sup> Grâce à une nouvelle méthode de calcul des longitudes et des latitudes, le cartographe prouve que ni La Plata ni le bassin de l'Amazone ne sont inclus dans les territoires à l'est du méridien de 1494. Cela fragilise la position portugaise, à l'heure où une renégociation des frontières s'impose.

La frontière naturelle, dans ces temps troubles où la cartographie scientifique en est à ses balbutiements (surtout pour les Espagnols peu au fait des avancées scientifiques portugaises), est une façon rationnelle de limiter le territoire d'un pays. Matérielle, incontestable et inscrite dans un ordre naturel, elle dépasse les contingences politiques. Elle impose les conquêtes des *bandeirantes* comme des faits de nature. Les fleuves, plus que les lignes de crêtes, ont fourni, *de tout temps*, les meilleures frontières naturelles.<sup>98</sup> Leur dessin cartographique linéaire, « le ruban bleu des cartes »,<sup>99</sup>

---

remarque est de Sanabria Fernandez. Elle fait preuve d'un certain parti pris idéologique. L'auteur entend démontrer, tout à la fois, l'abandon de l'État andin pour les terres de l'Orient, topos récurrent de l'historiographie crucénienne, et le fait que les Crucéniens auraient pu défendre la région contre les *bandeirantes* sans cette action contre-productive de l'État colonial andin. Voir Sanabria Fernandez, Hernando 1988 *En busca de Eldorado, la colonización del Oriente boliviano*, p. 17

<sup>96</sup> « Il y a de nombreux documents officiels qui prouvent la détermination étatique d'étendre le Brésil *jusqu'aux frontières naturelles convenables*. » Goes, Synesio Sampaio 1991 *Navegantes Bandeirantes Diplomatas : Aspectos da descoberta do continente da penetração do território brasileiro extra Tordesilhas e do estabelecimento das fronteiras da Amazonia*, p. 76

<sup>97</sup> Martine Droulers propose une reproduction de cette carte dans son ouvrage. Voir Droulers, Martine 2001 *Brésil : une géohistoire*, p. 73.

<sup>98</sup> « Populi romani imperium Rhenum finire » dit Jacques Ancel, à propos de l'Empire romain, à l'époque où l'on citait encore le latin dans le texte. Voir Ancel, Jacques 1938 *Géographie des frontières*, p. 85

est proche du figuré frontalier et le fleuve établit une division similaire à celle de la ligne frontalière. Doté de la même ambiguïté, il rapproche les hommes par le partage d'un même bassin versant, en les éloignant par ses eaux difficilement franchissables. Les Portugais connaissent le pouvoir des fleuves à fixer des frontières. Dans le cas du Brésil, il est encore renforcé par le fait que les fleuves sont les seuls éléments naturels aptes à limiter l'île-Brésil, qui devait assurément s'achever sur des eaux, et non buter sur des montagnes.

### **La gloire internationale : l'époque des traités**

Le Paraguay, le Guaporé, le Madeira... On parla beaucoup de ces fleuves à Madrid en 1750. Il fallait diviser le continent selon les principes du droit international qui était en train de naître. Les fleuves accèdent à la gloire internationale. Mais on ne divise pas un aussi grand continent en un seul coup de baguette magique, ni en un seul traité. Il y eut une série de traités frontaliers, dont les résultats sont fonction de l'équilibre entre les puissances qui dépasse largement l'échelle d'analyse sud-américaine.<sup>100</sup>

En dépit des péripéties diplomatiques, le traité de Madrid reste fondateur. Il pose les principaux jalons de la frontière lusitano-espagnole. C'est la référence incontournable qui donne au Brésil sa dimension de pays-continent. Il sera corrigé et rectifié dans le détail, jamais modifié dans son esprit général. Alexandre de Gusmão, le négociateur portugais à Madrid, parvint à faire accepter deux principes fondamentaux : celui de *l'uti possidetis* comme règle pour l'attribution des territoires<sup>101</sup> et celui de l'abandon de la ligne de Tordesillas.<sup>102</sup> Le baron Rio Branco, un siècle plus tard, devait écrire à propos de ce traité, que jamais de « telles discussions internationales ne laissèrent une même impression de bonne foi, de grandeur des points de vue et de loyauté (...) Les négociateurs s'appuyèrent sur des principes supérieurs guidés par la raison, la justice et la paix entre les civilisations d'Amérique. »<sup>103</sup> C'était oublier un peu vite les multiples querelles diplomatiques qui accompagnèrent la conclusion d'un accord d'une telle envergure. Les Portugais, pour s'assurer l'or du Guaporé et la possession des territoires de l'ouest, sacrifient la colonie de Sacramento, située au Nord de l'embouchure de la Plata.<sup>104</sup> Pourtant, le baron Rio Branco fait bien d'insister sur l'irrévocabilité des décisions prises à Madrid. La frontière ouest, dans sa partie centrale, appuyée sur le Guaporé/Iteñez a hérité de cette période une double légitimité historique et symbolique.

<sup>99</sup> Ancel, Jacques 1938 *Géographie des frontières*, p. 84

<sup>100</sup> En 1750, le traité de Madrid est incontestablement favorable aux Portugais. Il est cassé, en 1761, par le traité du Pardo. En 1777, le traité de San Ildefonso réajuste le tir en faveur des Espagnols, qui récupèrent certains territoires au sud de La Plata. Las, alors que les Espagnols sont satisfaits de ce dernier traité, les Portugais le jugent inapplicable. En 1801, il est de nouveau annulé *de facto* par la guerre entre les deux puissances ibériques, puis revalidé avec quelques modifications la même année dans le cadre du traité de Badajós.

<sup>101</sup> Selon ce principe les territoires occupés par une nation sont attribués juridiquement à cette nation. C'était un redoutable moyen de s'approprier les espaces de l'ouest conquis par les *bandeirantes*.

<sup>102</sup> La reconnaissance des deux tiers du Brésil extra-tordesillas était justifiée, selon les Portugais, par le fait, que, de l'autre côté du globe, les Espagnols en colonisant les Philippines avaient aussi enfreint la ligne. Les Philippines contre le Mato Grosso, en quelque sorte - nul ne sait jusqu'à aujourd'hui si ce marché aura été de dupes.

<sup>103</sup> Voir Rio Branco, *Obras do Barão do Rio Branco*, Vol I, p. 21, ( cité par Goes : 1991, p. 102.)

<sup>104</sup> C'était un lieu de contrebande de l'argent de Potosi que les Espagnols tenaient absolument à récupérer.

Frontière ancienne, frontière naturelle, elle ne fut plus jamais dépassée par les Portugais, puis par les Brésiliens.

### **L'émergence d'une vision globale du continent**

La situation actuelle permet de fournir un autre éclairage sur cette époque des traités et des contentieux autour d'une ligne en construction. En comparaison de la grande phase de peuplement, initiée dans les années 70 à la faveur des politiques de colonisation agraire, l'occupation portugaise du Mato Grosso paraît bien tenue au XVIII<sup>ème</sup> siècle. Les hommes sont peu nombreux, dispersés dans les zones minières ou concentrés dans quelques petites villes et fortins. Leur nocivité pour la couronne d'Espagne ne tient, tout au plus, qu'à « quelques petites érosions du domaine de Castille ». <sup>105</sup> L'activité diplomatique intense n'est pas tant le résultat de ces quelques égratignures que de l'émergence d'une vision géopolitique globale du continent - permise par l'amélioration de la cartographie. Le Baron de Rio Branco a raison, il y eut de la hauteur de vue, au sens littéral du terme, dans les traités de Madrid et ceux qui suivirent. Il y avait aussi, dans cette époque là, un vent de rationalisme qui soufflait. Il rendait inacceptable la persistance d'une vaste bande mystérieuse au centre du continent. On devait pouvoir facilement la gommer, pour permettre la marche du progrès. La conviction, partagée par tous, que l'État moderne ne pouvait fonctionner que dans le cadre de limites précisément définies exigeait la disparition de tels espaces. A Madrid, on avait ôté à l'Eldorado un peu de sa magie, en lui retirant son caractère infini.

## **III – Ce que disent les lignes**

---

La ligne n'avait pas la même valeur de part et d'autre de la frontière. Pour le comprendre, il faut savoir lire entre les lignes. Les lignes ? Oui, le pluriel s'impose. À force de projeter sur elle des valeurs différentes, la ligne se diffracte en plusieurs objets. D'un côté, les Portugais en font la limite naturelle d'un front d'ores et déjà conquis, de l'autre les Espagnols l'imaginent comme l'horizon d'une terre en réserve largement méconnue. Plus encore, la ligne, longue de quelques 3000 kilomètres, traverse différents espaces et prend les tonalités variées des milieux qu'elle parcourt. Elle s'irise d'une gamme infinie de nuances. En Amazonie, elle coupe des espaces inconnus et prend des teintes irréelles ; le long du Guaporé, elle adopte les couleurs vives et tranchées de l'affrontement ; plus au sud, elle s'épaissit en s'embourbant dans les marais du Pantanal, tout en filant droit vers son magistral exutoire, l'Atlantique, toute tendue dans cette direction, tellement près du Brésil.

Le Brésil ? Oui, car si le spectacle continue, les acteurs ne devaient pas tarder à changer. En 1825 la Bolivie accède à l'indépendance. Quelques années plus tôt, en 1822, le Brésil était devenu un Empire. Le pouvoir s'est déplacé. Ce n'est plus dans les cours ibériques, à des milliers de kilomètres de là, que se décide le sort de la frontière la plus longue de ces deux nouveaux états.

---

<sup>105</sup> Vangelista, Chiara 1996 *Las relaciones hispano-portuguesas en el norte de Mato Grosso, siglos XVIII-XIX*, p.412. Voir aussi du même auteur, Vangelista, Chiara 2001 *Confini e frontiere: Conflitti e alleanze inter-etniche in America meridionale sec. XVIII*, p.

L'équilibre des puissances, aussi, a évolué. Face au pays-continent, « le colosse brésilien » tant de fois évoqué par Simón Bolívar, se trouve une « Républiquette » appelée à connaître bien des déboires territoriaux. Dans cette nouvelle métaphore, tragique pour la Bolivie, du pot de fer contre le pot de terre, on distingue quelques constantes, héritées des temps coloniaux. Qu'il agisse depuis Madrid ou Lisbonne, ou depuis Sucre et Rio de Janeiro, le pouvoir se trouve toujours loin de la frontière. Souvent, elle prend consistance sans qu'il ait même à intervenir. Front d'opposition, plus que ligne politique, elle naît des frictions suscitées, à l'échelle locale, par la découverte de nouvelles richesses ou par les activités de contrebande. Il n'est pas rare que ces intérêts locaux occupent même le devant de la scène et devancent les politiques nationales. En 1834, par exemple, le gouverneur de la province de Chiquitos, le futur département bolivien du Beni, propose au commandant de la garnison du Mato Grosso et à la Chambre de Vila Bela, l'intégration de cette province à la Capitainerie brésilienne.<sup>106</sup> De la même façon, le 14 juillet 1899 Luis Gálvez, un quidam venu en Amazonie attiré par le boom du caoutchouc, proclame l'indépendance de l'Acre. De telles prises de positions sont tardivement relayées par les capitales, qui laissent les aventuriers se faire les griffes sur ces terres périphériques. La vérité c'est que, même si les centres de pouvoir ont changé, les acteurs locaux gardent les mêmes traits de caractère. Rien n'est plus proche d'un *bandeirante* qu'un *seringueiro*.<sup>\*107</sup> Leurs modes d'occupation se ressemblent, marqués du double sceau de la faible densité et de la figure de l'archipel.

Si l'histoire donne l'impression de se répéter, la géographie des conflits frontaliers introduit une variante : les mêmes schémas sont à l'œuvre. Ils ne concernent pas les mêmes régions. La portion centrale de la frontière, appuyée sur le Guaporé / Iteñez a été disputée et discutée dans les temps coloniaux. Elle fait montre, au XIX<sup>ème</sup> siècle, d'une belle stabilité. En revanche, au nord et au sud, le long du Paraguay et dans l'Acre, les grands bouleversements sont à venir. En Amazonie, tout particulièrement, la ligne géométrique qui départageait des territoires vierges en s'appuyant sur la source de fleuves inconnus, n'est ni une frontière naturelle, ni la frontière active des *bandeirantes*. Les pouvoirs coloniaux ont laissé en héritage aux nouveaux États des portions de frontières à construire. Dans des discussions diplomatiques, sans doute moins éclairées que celles de l'époque des Lumières, on discute les tracés. Rien n'est moins empreint de « loyauté » et de « grandeur de vue »<sup>108</sup> que ces marchandages d'épiciers. Ils laisseront aux Boliviens l'amer sentiment d'avoir perdu beaucoup dans ces tractations-là.

Pour comprendre les deux traités frontaliers, celui de 1867 et celui de 1903, qui fixent définitivement la frontière entre les deux pays, il faut encadrer cet exposé de deux photographies.

<sup>106</sup> Cet événement fit beaucoup pour augmenter la méfiance des Boliviens envers leur voisin colossal. En 1930 Miguel Mercado Moreira écrivait à ce propos : « **Invasion de Chiquitos** : propositions boliviennes de 1834 : À peine proclamée l'indépendance en 1825, le gouverneur du Mato Grosso, en accord avec celui de Chiquitos (Sebastián Ramos) envahit le territoire de cette province, et menace de guerre le général Sucre, qui ordonne énergiquement la libération immédiate de ce territoire. Il reçut plus tard des explications de Rio de Janeiro. » Voir Mercado Moreira, Miguel 1930 *Historia internacional de Bolivia*, p. 31. Mais cette présentation est un peu biaisée car il n'y eut pas, à proprement parler, d'invasion brésilienne.

<sup>107</sup> Collecteur de caoutchouc (voir lexique en fin d'ouvrage).

<sup>108</sup> Pour reprendre les termes du Baron Rio Branco à propos du traité de Madrid, voir plus haut.

La première est prise quelques années avant les indépendances. On y voit les pré-Brésiliens faire de la frontière une ligne vive, militarisée et transformée en axe de transport. La seconde, prise de l'autre côté de la ligne, pourrait avoir été tirée à la fin du XIX<sup>ème</sup> ou quelques décennies plus tard, car longtemps rien n'a changé de ce côté-là. On voit en deçà de la ligne se dessiner un espace sauvage, une terre en attente de nationalisation. Les deux portraits donnent sens aux péripéties historiques qui conduisent à la signature de traités, qualifiés par certains de léonins.

### ***3-1 La frontière vive portugaise***

Le traité de Madrid, et ceux qui suivront, prennent acte de l'expansionnisme portugais, stimulé par la recherche d'un Potosi toujours plus à l'ouest.<sup>109</sup> La reconnaissance bilatérale de cette frontière n'était pas suffisante. Sur le terrain, les Portugais s'approprient la frontière et la matérialisent de deux façons. Ils construisent un pseudo-limes et ils utilisent les fleuves frontaliers comme voies commerciales. De ces deux procédés l'un devait passer à la postérité et l'autre rester comme un témoignage de la vanité des hommes. Si ces deux modes de matérialisation de la frontière sont concomitants, c'est qu'ils sont liés entre eux par une relation fonctionnelle. Les forts portugais, qui font de la frontière naturelle un front militaire, protègent la route fluviale reliant la nouvelle capitainerie du Mato Grosso à Belém (via le Guaporé/Iteñez, le Madeira puis l'Amazone).

#### ***3-1-1 Les vaines tentatives de limes.***

À la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle, les Portugais se lancent dans l'édification d'une ligne de défense. Le long du Guaporé/Iteñez sont installés des fortins.<sup>110</sup> Le plus imposant d'entre eux est celui de Principe da Beira.<sup>111</sup> Pour parfaire cette ligne défensive du Guaporé, le fort de Casalvasco est installé en 1783, en amont du fleuve. Plus au sud, les édifices militaires se multiplient pour contrôler, de la même façon, la voie fluviale du Paraguay. Le pendant du fort Principe de Beira est celui de Nova Coimbra construit en 1775. La ville d'Albuquerque est fondée un peu plus au nord, sur la rive gauche du fleuve en 1778, puis celle de Vila Maria do Paraguay, sur le fleuve éponyme. En face la riposte espagnole fut modeste. Pourtant Albuquerque et Nova Coimbra violaient

---

<sup>109</sup> Potosi ou Eldorado portugais que les *bandeirantes* croiront trouver successivement dans le Minas, dans les mines du Goiás (découvertes en 1725) puis sur le Guaporé (ou des gisements sont découverts en 1734).

<sup>110</sup> Le fortin de São José est créé en 1756, celui de Boa Viagem en 1758 et celui de Balsemão en 1768. Voir Fifer, Valerie 1976 [1972] *Bolivia*, p. 155

<sup>111</sup> Lorsque les Portugais récupèrent la mission jésuite de Santa Rosa, sur la rive gauche du Guaporé/Iteñez, ils décident d'y construire un ouvrage défensif. L'ensemble, assez rustique, reçoit le nom de Conceição. Quelques années plus tard, en 1776, la nécessité d'édifier un véritable fort à la Vauban conduit au déplacement et à la construction d'un nouveau fort, baptisé Principe da Beira et inauguré en 1783. Le lieutenant Lardner Gibbon de la Marina visite le fort Principe da Beira en 1852, dans le cadre d'une commission mandatée par les États-Unis d'Amérique pour explorer la région amazonienne et l'ouvrir au commerce nord-américain. La description qu'il fait du fort témoigne de toute son imposante et dérisoire grandeur. « Quand les hommes firent avancer les canoës en direction par l'étroit canal des rapides, on nous annonça que le fort Principe da Beira était à portée de vue. On pouvait voir le drapeau en haut des murailles. Nous montâmes sur la colline de quarante pieds de haut où était construit le fort. Il était entouré de 56 canons de gros calibre dirigés dans toutes les directions d'une plaine d'une parfaite solitude (...) Ses immenses murailles étaient construites avec des pierres locales, elles entouraient une place vide qui devait faire un acre de superficie avec des coins en losange de 35 pieds de profondeur » voir Gibbon, Lardner et Herndon, William Lewis 1853-1854 *Exploration of the valley of the Amazon, made under direction of the Navy Department, by Wm. Lewis Herndon and Lardner Gibbon*, volume II.

ostensiblement les termes du traité de San Ildefonso de 1777. Unique et timide tentative de représailles, le fort Borbón, aussi appelé Olímpto, est établi quelques 200 km en aval sur les rives du Paraguay.

Faute de combattants, ce limes fut rapidement abandonné. Avec l'expulsion des Jésuites en 1767 la pression espagnole disparaît. À la fin du XVIII<sup>ème</sup>, le déclin des mines aurifères du Mato Grosso, et le progressif abandon de la route Belém-Cuiabá qui en découle, fait perdre son importance à l'axe stratégique du Madeira-Guaporé. Reste les forts, souvenirs d'un passé où les Portugais se prirent pour des Romains construisant un limes contre d'improbables barbares, qui n'étaient autres que des pères jésuites. En 1854, le lieutenant Gibbon, originaire des États-Unis, visite le fort Principe da Beira, il est frappé par l'incongruité d'un tel ouvrage. Un demi-siècle après son inauguration, il est déjà sur le point de sombrer dans l'oubli et ses canons ne pointent plus aucun envahisseur. « En marchant autour des bastions je vis deux canons tournés en direction de la Bolivie. La date gravée sur l'entrée principale du fort était quasiment effacée par le temps, on la lisait avec difficulté : José I, 20 de junio 1776. »<sup>112</sup> Toujours à propos de ce fort, Jean Soublin, dans son histoire de l'Amazonie, donne cette description encore plus désabusée : « sentinelle du néant, énigmatique et dérisoire, elle évoque moins d'improbables invasions que la souffrance des forçats qui la construisirent et de ceux qu'on y incarcéra. »<sup>113</sup>

### **3-1-2 Une voie commerciale pour frontière**

Les tensions durables avaient toutes pour cadre la charnière entre le cours du Guaporé / Iténez et celui du Paraguay. Il y avait dans le secteur du fleuve Jaurú une zone à contrôler car il s'agissait d'un axe essentiel pour les communications entre le Mato Grosso, la façade Atlantique, au sud et l'embouchure amazonienne, au nord.

Vers 1750 les « moussons du Nord » en direction de Belém se mettent en place, à la faveur de la découverte de l'or du Mato Grosso. La route du sud était déjà pratiquée depuis longtemps. Cette ouverture du tronçon nord fixa le dernier versant de l'île-Brésil, démarqué par une gigantesque voie commerciale. Sergio Buarque de Holanda, historien brésilien, insiste sur « la fonction historique de cette authentique voie fluviale de près de dix mille kilomètres qui entoure tout le territoire de l'Amérique portugaise. »<sup>114</sup> Selon lui, c'est bien elle, et non le São Francisco, qu'il faudrait appeler le fleuve de l'unité nationale. Ce qui est sûr, c'est qu'en circulant le long de ce chemin de gué, aux dimensions d'un pays-continent, les Portugais tiennent frontière.

Une voie commerciale pour frontière : l'efficacité du procédé, en ce qui concerne le contrôle des marges, devait marquer la géopolitique brésilienne. Il en est resté cette redoutable

---

<sup>112</sup> Gibbon, Lardner et Herndon, William Lewis 1853-1854 *Exploration of the valley of the Amazon, made under direction of the Navy Department, by Wm. Lewis Herndon and Lardner Gibbon*, volume II.

<sup>113</sup> Soublin, Jacques 2000 *Histoire de l'Amazonie*, p. 156

<sup>114</sup> Holanda, Sergio Buarque De 1976 *Monções*, p. 69. L'auteur ajoute "cette voie fluviale dépasse en importance n'importe quelle autre voie de circulation nationale du Brésil, y compris le São Francisco, appelé par quelques historiens le fleuve de l'unité nationale. »

habitude géopolitique de construire des routes le long des frontières pour mieux les tenir. Aujourd'hui la frontière du Pando est longée par l'*Estrada do Pacífico*, qui, faute d'atteindre le Pacifique, joint au moins la pointe ouest du Brésil, Assis Brasil, à Porto Velho. Plus au sud, entre le Beni et le Rondônia, la BR 364 longe à une centaine de kilomètres de distance la frontière de la Bolivie, ses différents embranchements y conduisent.

### ***3-2 1867 : Tenir le Guaporé, perdre le Paraguay***

Le Brésil avait hérité de son époque coloniale le principe de l'*uti possidetis* comme base de discussion pour la définition des frontières. Ce « j'y suis, j'y reste » érigé en doctrine officielle de la Chancellerie brésilienne, allait incroyablement desservir les intérêts boliviens et leur poids dans les négociations.<sup>115</sup> Car de Boliviens il n'y en avait point à l'est pour défendre le petit pays. Le texte de référence pour la discussion de la frontière de 1867 fut celui du traité de San Ildefonso de 1777. Si la portion centrale, celle du Guaporé ne devait prêter à aucun réaménagement, il n'en était pas de même de la partie amazonienne, ni de celle du Paraguay.

#### ***3-2-1 Les imbroglios de la frontière amazonienne***

Au nord, on nage dans des imbroglios géografico-géométriques. Puisqu'il n'y a personne dans cette région, les Brésiliens, pas plus que les Boliviens ne peuvent faire jouer la règle, pragmatique, de l'*uti possidetis*. On trace alors, sur des cartes incertaines, des lignes droites, dont la « ligne verte », où le vert est moins celui de l'espérance que celui de l'épaisse forêt impénétrable. Elle devait rester dans les annales de l'histoire des frontières par sa bizarrerie. Elle s'appuyait sur deux points géodésiques dont on ignorait l'emplacement exact. À l'ouest encore, tout était relativement clair. La ligne partait du Madeira, fleuve connu, à 10°20' de latitude sud.<sup>116</sup> À l'est, en terres inconnues, tout devenait plus confus. La ligne serait est-ouest jusqu'à rencontrer les sources du Javari,<sup>117</sup> qu'on ne connaissait pas. S'il s'avérait que ces sources étaient au nord de la ligne, on tracerait une ligne droite nord-sud pour rejoindre les sources introuvables. On ne se doutait pas, alors, qu'elles étaient largement plus au nord, à 7°10' de latitude, décalées de 400 km par rapport au point est de la frontière. La ligne parallèle devenait ainsi un trait oblique qui intégrait au territoire bolivien toutes les riches régions caoutchoutières du Haut Acre et du haut Purus.

Ligne droite, angle droit ... dans le fond, peu importait tant qu'on tranchait dans le vide.<sup>118</sup> Pourtant, quelques années plus tard, au Brésil, il se trouva des gens pour dire que les Boliviens

<sup>115</sup> Le principe est réaffirmé dans l'article 2 du traité de 1867 : « La République de Bolivie et sa Majesté l'empereur du Brésil ont convenu ensemble de reconnaître comme base pour la détermination des frontières entre leur territoire respectif l'*uti possidetis* (...) »

<sup>116</sup> Seuls les Péruviens contestèrent ce point en vertu du traité de 1777 qui le fixait, dans des termes plus vagues, quelques 200 km plus au nord. Le traité disait que la ligne partirait du Madeira, à mi-distance entre sa confluence avec l'Amazone et sa naissance, de la confluence du Mamoré et de l'Íteñez, ce qui plaçait la ligne Madeira – Javari à 6°20' de latitude sud.

<sup>117</sup> Orthographié aussi Yavari.

<sup>118</sup> Certes l'exploitation du caoutchouc avait commencé depuis une trentaine d'années, mais à cette époque nul ne se doutait des richesses que le caoutchouc pouvait générer.

furent les gagnants de ces tractations : la ligne coupait des affluents de l'Amazone, le Juruá, le Tefé, le Purús, qui étaient occupés dans leur partie aval par les Brésiliens, ce qui aurait justifié le recul de la frontière jusqu'à leur source.<sup>119</sup> Il est vrai que les Brésiliens-Portugais goûtèrent toujours fort peu les lignes droites, et donc arbitraires, qui limitaient, à l'instar du méridien de Tordesillas, leur conquête. C'est du moins ce qu'on répondit en Bolivie.<sup>120</sup> D'ailleurs, dans ce pays non plus, le traité ne laissa pas une impression de grande victoire. Tous les auteurs dénoncent l'incompétence du gouvernement de Melgajero, la stupidité du chef, sa cupidité<sup>121</sup> et l'inculture géographique de son équipe. Le traité de 1867, « de paix et d'amitié »,<sup>122</sup> fait partie des traités honnis, omniprésents dans l'imaginaire collectif. « Le traité le plus abominable et léonin de notre histoire diplomatique »,<sup>123</sup> affirme Vazquez Machicado, et plus loin il ajoute « le traité fut exécré et rejeté dès le premier moment où il fut rendu public. »<sup>124</sup> En somme, les Brésiliens semblent tout aussi mécontents du traité que les Boliviens. Comment expliquer une telle opposition ? C'est que la frontière se décompose en un ensemble de portions et que les deux peuples concentrent leur courroux sur des parties différentes. Les Brésiliens regrettent la portion nord de cette frontière de 1867 et les Boliviens se concentrent sur sa partie sud.

<sup>119</sup> Goes note que cette polémique fut tardive. Elle apparaît au moment de la guerre de l'Acre. Plusieurs personnes, au nom d'une *watershed doctrine* affirment que l'accord a été mal négocié par les représentants de l'Empire. Voir Goes, Synesio Sampaio 1991 *Navegantes Bandeirantes Diplomatas : Aspectos da descoberta do continente da penetração do território brasileiro extra Tordesilhas e do estabelecimento das fronteiras da Amazonia*, p. 137

<sup>120</sup> Vazquez Machicado, Humberto 1990 [1988] *Para una historia de los limites entre Bolivia y el Brasil*, p. 250-65

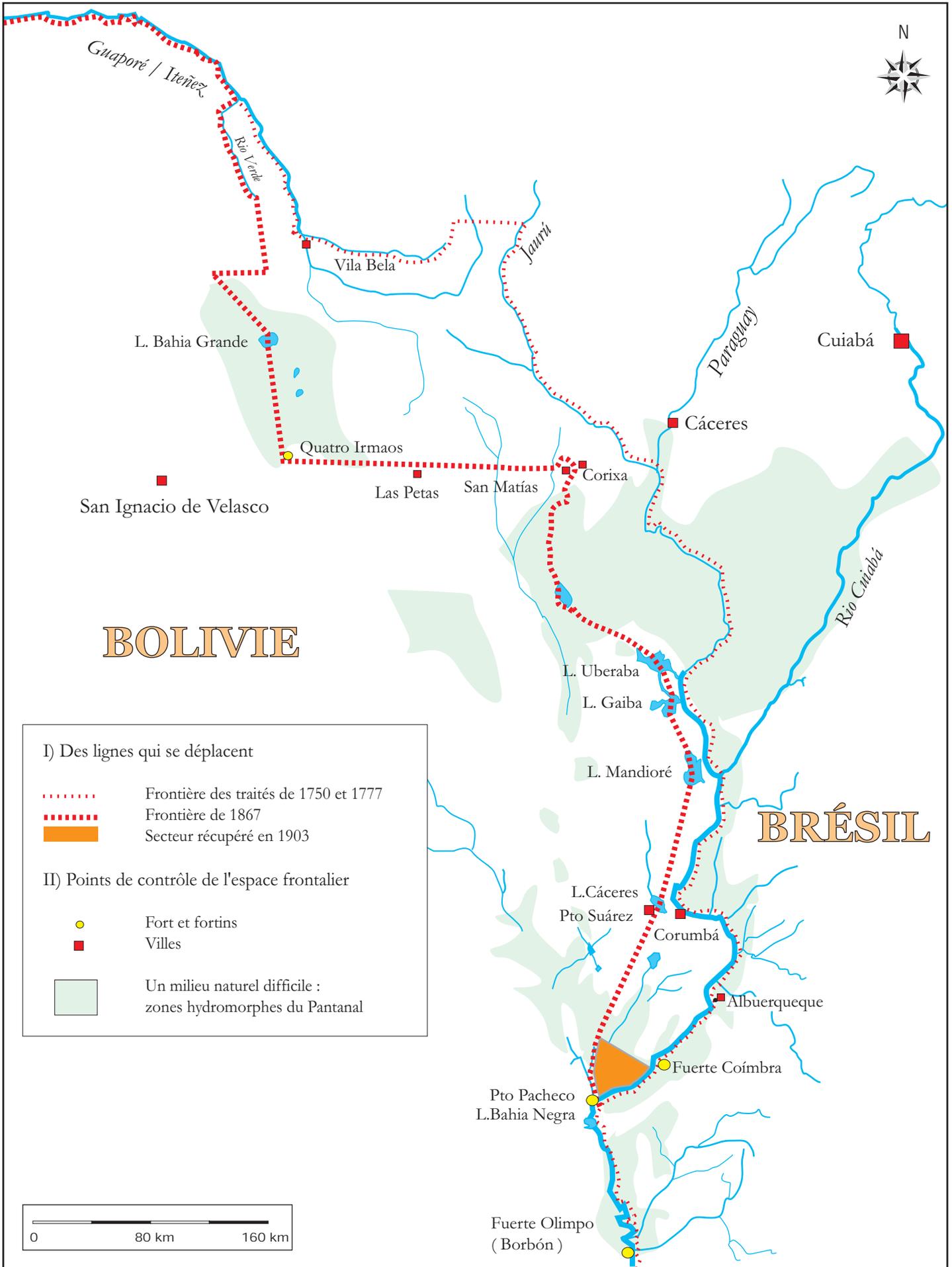
<sup>121</sup> Du général Melgajero, l'historien Humberto Machicado dresse ce portrait : « Grossier et inculte, cruel et sanguinaire, le général Melgajero était un individu brutal de tempérament alcoolique doté d'instincts criminels. » L'aversion pour le traité de 1867 rejaillit sur le personnage qui le signa. Vazquez Machicado, Humberto 1990 [1988] *Para una historia de los limites entre Bolivia y el Brasil*, p. 230. Sur le même thème, Jorge Escobari ajoute : « Felipe López Netto [le négociateur plénipotentiaire venu à La Paz envoyé par l'Empereur Pedro II] décora Melgajero de la grande croix de l'Ordre de la Croix du Sud » - ce qui laisse sous-entendre sa trahison, et, « la présence de Melgajero, lors de la négociation du traité, fut un malheur national. » Escobari Cusicanqui, Jorge 1982 [1975] *Historia diplomática de Bolivia*, p. 307

<sup>122</sup> Le nom complet du traité de 1867 est Traité de paix, d'amitié, de limites, de navigation, de commerce et d'extradition.

<sup>123</sup> Vazquez Machicado, Humberto 1990 [1988] *Para una historia de los limites entre Bolivia y el Brasil*, p. 251

<sup>124</sup> *Op. Cit.*, p. 257

II- 10 Traité de 1867  
*Perdre le Paraguay, mais garder l'Itaipu*



### ***3-2-2 La frontière sud, cession de la rive droite du Paraguay***

De ce côté-là, le traité de 1867 fut terrible. La Bolivie perdit, dans la définition d'une ligne compliquée,<sup>125</sup> la rive droite du Paraguay et celle du Jaurú, affluent du Guaporé/Iteñez. Cela contredisait les termes des traités de Madrid et de San Ildefonso, qui s'appuyaient tout deux, dans cette partie sud, sur les sources du Jaurú et sur le cours du Paraguay. Le recul était conséquent. Goes, auteur et diplomate brésilien, donne l'exemple des bouches du Jaurú où, à la fin du XVIII<sup>ème</sup>, on avait placé une borne frontalière.<sup>126</sup> En 1867, elle se trouvait à 60 km à l'intérieur du Brésil. La superficie perdue était importante (quelques 50 000 km<sup>2</sup> <sup>127</sup>), mais le plus grave n'était pas là. Ce recul frontalier avait fait perdre à la Bolivie sa rive droite sur le Paraguay et la possibilité de jouir d'une voie navigable jusqu'à l'Atlantique. L'assurance d'une libre navigation sur les fleuves en direction de l'océan Atlantique, accordée par le Brésil, était peu de chose en regard de ce désavantage.<sup>128</sup> De même, les lagunes, reliées au système hydrique du Paraguay, qu'on avait cédées à la Bolivie en arguant qu'elles constitueraient d'excellents sites portuaires, étaient en réalité d'un intérêt fort limité, compte tenu de leur faible tirant d'eau et de leur écoulement épisodique.

En Bolivie, à bien réfléchir sur l'argumentation du fin négociateur brésilien, Felipe Lopez Netto, on se disait qu'il avait été un peu retors. En revanche, la frontière du Guaporé avait été conservée. Sans doute son ancienne occupation et le fait qu'elle soit une magistrale frontière naturelle du Brésil jouèrent en faveur de son maintien. Sur sa rive gauche, côté Bolivie, elle était pourtant singulièrement dépeuplée, après le départ des missionnaires.

### ***3-3 1903 : Un train contre une frontière***

L'histoire ne s'arrête pas là. Jusqu'à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, il y eut peu de personnes pour s'intéresser à la question de la frontière amazonienne. Avec le développement de l'industrie du caoutchouc, elle devint épineuse. Dans le contentieux de l'Acre, quelques mécanismes classiques de

<sup>125</sup> Le détail de cette ligne est le suivant : « La ligne part du fleuve Paraguay à 20°10' de latitude sud, au niveau de la lagune Bahia Negra. Elle coupe par le milieu cette lagune, puis part en ligne droite jusqu'à la lagune Cáceres [lagune de Puerto Suárez], qu'elle coupe aussi en son milieu. De là, elle rejoint la lagune Mandioré, qu'elle coupe en son milieu, puis la lagune Gaiba et Ubera. Elle joint ces différentes lagunes en ligne droite, tout en prenant soin de laisser les terres hautes de Pierdras de Amolar et de Insua au Brésil. (...) Au nord de la lagune Uberaba, elle suivra une ligne droite jusqu'à rejoindre Corixa Grande, en contournant les villages boliviens et brésiliens de chaque côté de la ligne. De Corixa Grande elle partira en ligne droite jusqu'au Morro de Buena Vista (Boa Vista) [un ancien fortin du XVIII<sup>ème</sup> portugais] et jusqu'à Cuatro Hermanos (Quatro Irmaos), puis de là elle rejoint les sources du rio Verde, puis elle suit le cours de cette rivière jusqu'au Guaporé. » À partir de là, la frontière plus ancienne est reprise et mieux connue. Elle suit le cours du Guaporé, Mamoré et Madeira. Voir extrait du traité de 1867 in Pers García, Walter 1977 *Limites de Bolivia*, p. 43.

<sup>126</sup> Elle existe encore, mais sert de monument décoratif sur la place principale de Cáceres.

<sup>127</sup> C'est le chiffre donné par Acha pour les territoires perdus à l'est de l'Iteñez et à l'ouest du Paraguay. Voir Aguirre Acha, José 1980 [ 1902 ] *De los Andes al Amazonas: Recuerdos de la campana del Acre*, p. 402. D'autres auteurs parlent de 150 000 km<sup>2</sup> perdu dans cette zone, chiffre qui me semble un peu élevé. Vicente G. Quesada donne lui le chiffre de 16 000 leguas carrées, soit 88 000 km<sup>2</sup> ( si on fixe la legua à 5,5km, en prenant pour référence la legua usitée en Bolivie, ce qui n'est peut être pas le cas ). Voir Quesada, Vicente Gregorio 1918-1920 *Historia diplomática latino-americana*

<sup>128</sup> D'autant plus que, selon Humberto Vazquez Machicado, tous les termes du traité qui ne portaient pas sur les limites étaient modifiables au-delà d'un délai de 6 ans ( article XVIII), ce qui signifiait, en théorie que la libre navigation accordée par le Brésil, n'était pas garantie au-delà de cette période. Voir Vazquez Machicado, Humberto 1990 [1988] *Para una historia de los limites entre Bolivia y el Brasil*, p. 256

la genèse des frontières boliviano-brésiliennes apparaissent : le déséquilibre des forces en présence, qui impose au final un recul de la frontière, et le conflit frontalier, né de la nécessité de partager une richesse.

### ***3-3-1 Du caoutchouc ... et au milieu passe une frontière***

#### **Le latex bolivien aux Brésiliens**

Cette richesse c'est le caoutchouc. Tout le monde garde en mémoire les images de cette prodigieuse manne et de la gabegie à laquelle elle donna lieu. Il fut un temps, où, à Cachuela Esperanza, dans le fief des Suárez, on faisait venir des danseuses françaises. Le théâtre de la ville, comme celui de Manaus, est le témoin d'un âge d'or amazonien. Il n'est d'ailleurs pas exempt de contradictions, car les images de l'opulence côtoient, dans l'imaginaire collectif, celles de l'enfer vert auxquelles se frottent les *seringueiros*. Qu'importe ! L'Amazonie danse aux sons de ces nouvelles sirènes. En cette fin de XIX<sup>ème</sup> siècle, l'Europe a besoin de caoutchouc pour ses vélos, et, bientôt, pour ses voitures. Goodyear, Dunlop, Michelin, avant d'être des noms sur des pneus, sont des hommes qui perfectionnent les procédés industriels pour faire du caoutchouc le produit incontournable de la nouvelle révolution industrielle. En Amazonie on est loin de ces subtilités techniques. Jamais aucune entreprise de transformation ne se risqua à produire au pays de l'hévéa. On exporte donc du caoutchouc brut, simplement chauffé et durci par le *seringueiro* pour éviter une coagulation mal contrôlée. Des boules de caoutchouc solidifié, et de la sueur, rien de plus ne sort de la forêt.<sup>129</sup> Mais c'est déjà assez pour déclencher une ruée vers le caoutchouc. Jusqu'en 1913 le latex sud-américain est en situation de quasi-monopole, les prix flambent. D'années en années, le miracle se reproduit : on vend plus et plus cher. Rêve d'économiste, le marché semble épargné par la surproduction.

Et la ruée se lance à l'assaut des fleuves, remontant toujours plus loin, dans les zones non explorées. 300 000 personnes quittent le Nordeste<sup>130</sup> pour l'Amazonie entre 1860 et 1910.<sup>131</sup> Encore une histoire d'Eldorado. Car l'Acre devient l'Eldorado brésilien par excellence. « Dans l'enfer vert, ses richesses sont abondamment présentes et ne demandent qu'à être exploitées pour le progrès de la Nation », rappelle José Pimenta.<sup>132</sup> Les Brésiliens remontent alors l'Amazone puis ces affluents, à la recherche de zones non encore exploitées. À raison d'un hévéa par hectare, il faut de l'espace pour loger tout ce monde. Les Boliviens ne sont pas moins cupides, ni plus idiots. Eux aussi entendent les sirènes du caoutchouc. Depuis Santa Cruz et depuis La Paz, les entrepreneurs et les simples péons marchent vers le pays de l'argent facile.

---

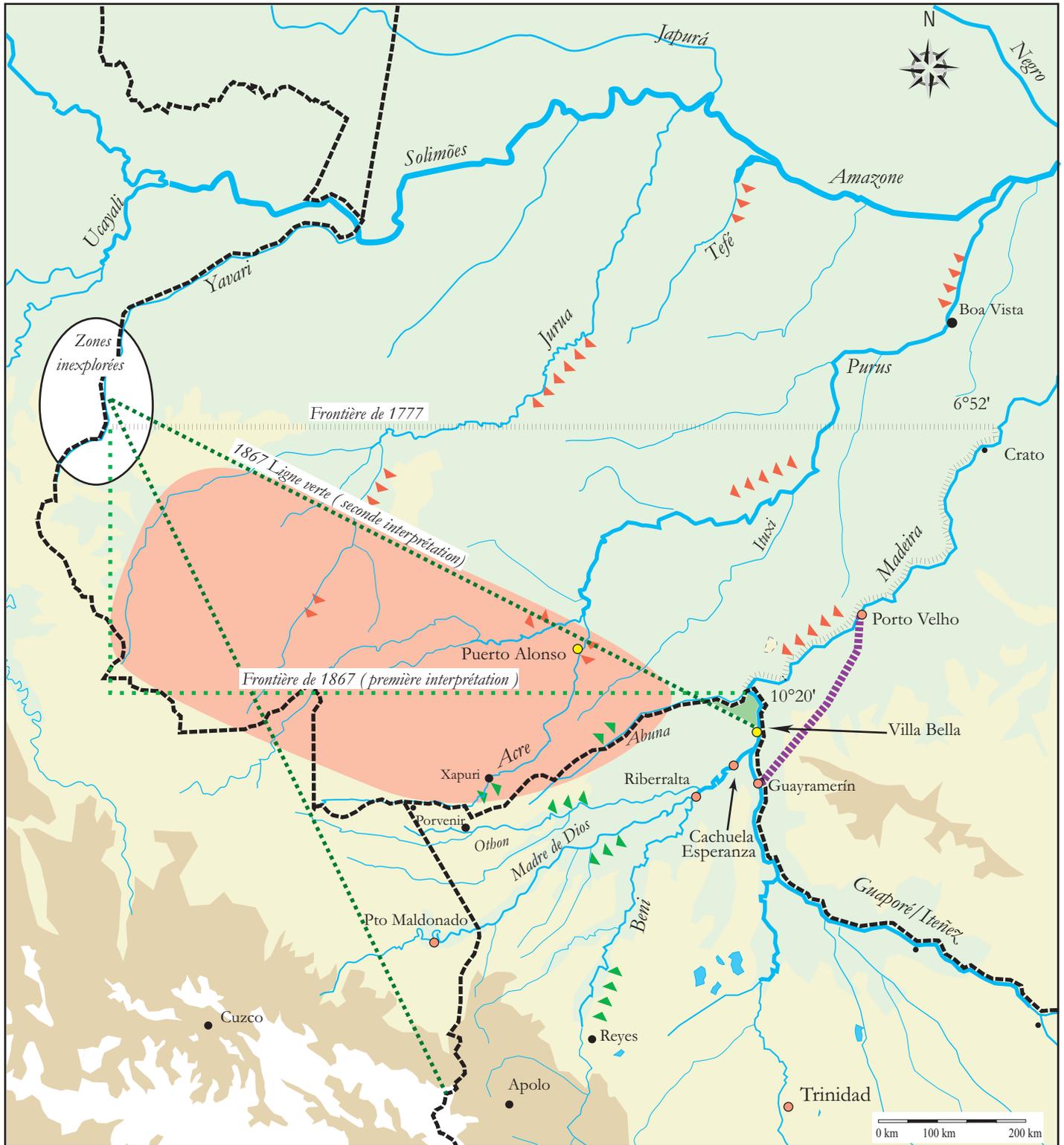
<sup>129</sup> Aujourd'hui, à la faveur d'un écologisme qui prône l'éco-développement, durable et autocentré certains pensent enfin à faire des produits dérivés du caoutchouc. Dans la réserve Chico Mendes, à Xapuri on produit aujourd'hui des préservatifs : *ecological condom*, comme il est spécifié sur l'emballage. Voilà une façon ludique de participer à la protection de la forêt amazonienne. C'est en tout cas ce qu'on dit à Xapuri.

<sup>130</sup> Les migrants brésiliens viennent des États du Ceará et du Perambuco.

<sup>131</sup> Chiffre donné par Soublin, voir Soublin, Jacques 2000 *Histoire de l'Amazonie*, p. 236

<sup>132</sup> Pimenta, José 2001 *De l'ethnocide à l'indianité : la question indienne dans l'état de l'Acre*, p. 90

II-11 1903 : La fièvre du caoutchouc  
Et au milieu passe une frontière (oubliée)



Laetitia Perrier Bruslé 2004

1) Les frontières ne sont pas intangibles

- ..... Frontière de 1777
- ..... Frontière de 1867 (1ère interprétation)
- ..... Frontière de 1867 (2de interprétation accord 1898)
- Frontière de 1903 (avec les rectifications de 1928)
- Sources inexploitées du Yavari

2) Les hommes aussi bougent

- ▶▶▶▶ Remontée des seringueiros brésiliens en amont des fleuves
- ▶▶▶▶ Les caucheros boliviens à la conquête du Nord-Ouest
- Zone de forte présence brésilienne dans une région sous souveraineté bolivienne jusqu'en 1903
- Ville importante

3) Les pommes de discordes et les monnaies d'échange

- La douane bolivienne de Puerto Alonso
- Le chemin de fer du Madeira
- La pointe de l'Abuna, cédée en 1903

Parti de La Paz, Antenor Vaca Díez organise les premiers *gomales*<sup>\*133</sup> sur le haut Beni en 1876. Son succès ne tarde pas à attirer d'autres pacéniens. « Le caoutchouc ce sont des livres sterling dans les arbres », dit-on dans la capitale andine.<sup>134</sup> La ruée descend le Beni. Toujours plus à l'ouest, toujours plus au nord. Nicolas Suárez, le roi du caoutchouc bolivien, arrive dans le Haut Beni en 1877. Comme Vaca Díez, il s'installe d'abord à Reyes, puis descend lui aussi le Beni en direction de Cachuela Esperanza. Il y installe son fief. Génial pressentiment de la future position stratégique de la ville. À la frontière avec le Brésil, à quelques heures du Mamoré et du Madeira, l'endroit est idéal. De là, il envoie ses hommes, les *caucheros*<sup>\*135</sup> toujours plus loin, sur le Madre De Dios, l'Orthon et l'Acre. Bien sûr, tout cela reste à l'échelle bolivienne. Mais, pour ce petit pays, les chiffres sont conséquents. De 1860 à 1910, 80 000 personnes quittent le sud de l'Orient pour le nord du Beni : Indiens des missions abandonnées, petits blancs de Santa Cruz, aventuriers étrangers échoués en Bolivie, on trouve de tout sur le front du caoutchouc.

### La rencontre de deux fronts

Entre la remontée vers le Nord des Boliviens et la descente des Brésiliens vers le Sud, les points de friction ne devaient pas tarder à se multiplier. Nicolas Suárez, toujours en quête de nouveaux *gomales* entreprend de descendre l'Acre dans les années 1890. Et pourquoi pas ? Cette zone est bolivienne. Les traités de 1750, de 1777 et de 1867 ont tous confirmé la souveraineté bolivienne dans la région de l'Acre. Étrange répétition de l'histoire. Les *caucheros* boliviens ressemblent, l'inspiration mystique en moins, aux Jésuites. Un siècle plus tôt, en passe d'être délogés, ils affirmaient aux chercheurs d'or brésiliens que les terres sur lesquelles ils se trouvaient étaient les possessions du roi d'Espagne. Mais, du roi d'Espagne ou de l'État bolivien, les terres, lorsqu'elles sont riches, sont à la merci de l'esprit de conquête brésilien. Nul n'est plus *bandeirante* qu'un *seringueiro*, redisons-le.

Dans ce nouvel affrontement, une variante devait conduire à un plus grand désastre : l'État andin décide qu'on ne l'y reprendra plus et soutient les entreprises d'occupation boliviennes des zones caoutchoutières contrôlées par les Brésiliens. Les *caucheros* ne sont pas seuls face « au colosse », comme l'étaient les Jésuites en leur temps, mais c'est peut-être pire. Alerté par la présence de Brésiliens en grand nombre, le gouvernement de La Paz décide de multiplier les recensements, les expéditions, les explorations. Il faut compter le magot, estimer ce qui peut revenir à l'État et installer des douanes pour capter la rente du caoutchouc.<sup>136</sup> Le colonel Pando, qui laissera son nom au futur département, est une des grandes figures de cette politique de réappropriation. Dans les années 1890 il sillonne les fleuves du Nord crayon en main. Il note, recense et assiste, impuissant, à

<sup>133</sup> Nom donné à un centre d'exploitation du caoutchouc, de *goma*, la gomme, c'est-à-dire le caoutchouc en espagnol.

<sup>134</sup> Cité par Roux, Jean-Claude 2000 *La Bolivie orientale, confins inexplorés, battus aux Indiens et économie de pillage*, p. 193

<sup>135</sup> Collecteurs de caoutchouc, de *caucho* le caoutchouc en espagnol.

<sup>136</sup> En 1890 le président Arce fait passer un décret (n° 25.10.1890) au Congrès pour l'établissement de deux délégations boliviennes dans le Purús et le Madre de Dios. Dans ce décret était réitéré les tâches prioritaires des nouvelles autorités qui avaient toutes une dimension économique : explorations, construction de chemins, recensement des populations et des richesses, ports fluviales, fondations de douane pour les impôts à l'exportation. Voir Pilar García, Jordan 2001 *Cruz y arado, fusiles y discursos, la construcción de los Orientales en el Perú y Bolivia 1820 - 1940*, p. 334

la fuite du caoutchouc *bolivien* via le Brésil. En 1905, nommé délégué national pour les territoires du Nord-Ouest, il pourra tenter une politique de reprise en main. Pour l'heure c'est Paravicini, administrateur de la nouvelle délégation nationale de l'Acre, qui met le feu aux poudres. Le 3 janvier 1899 il installe sur les bords de l'Acre, à un endroit qu'il estime « à trois miles en dessous de la ligne verte », la capitale de cette nouvelle entité administrative. Il lui donne le nom de Puerto Alonso.<sup>137</sup> Ces démonstrations souverainistes ne doivent pas faire oublier que, dans cette histoire, l'argent est roi. Le même Paravicini en est fort conscient. Devant le conseil des ministres à Sucre il affirme : « Si le Conseil ne comprend pas l'intérêt qu'il y a à défendre l'héritage de la patrie, qu'il considère au moins, qu'en prenant possession de ces régions, jusqu'à aujourd'hui abandonnées, il verra la rente fiscale annuelle augmenter de plus d'un million de *bolivianos*. »<sup>138</sup> Dans sa nouvelle capitale, qui devait tenir 111 jours, il installe une douane.<sup>139</sup> La rente du caoutchouc ne doit plus échapper à la Bolivie.

### ***3-3-2 Rodomontades boliviennes, agitations des seringueiros et clairvoyance de Rio Branco ?***

#### **La Bolivie, mais rien d'autre**

La construction de la douane de Puerto Alonso, fait prendre aux colons Brésiliens toute la mesure de l'inconfort de leur situation. Ce fut la première rodomontade bolivienne. Les terres sur lesquelles ils se trouvent appartiennent à la Bolivie. Ces Boliviens malgré eux souffrent moins dans leur identité nationale bafouée que dans leur portefeuille. Ils doivent s'acquitter des droits de douanes du nouvel État qui s'est rappelé à eux et qui n'est pas très arrangeant avec ses ressortissants étrangers.<sup>140</sup> Pour eux, Boliviens, Brésiliens, ces étiquettes importent peu (ils resteront, de toutes façons, des étrangers en Amazonie). Ils refusent simplement, de payer de nouvelles taxes d'exportation. C'est d'ailleurs un Espagnol qui prend la tête d'un mouvement insurrectionnel contre les installations douanières boliviennes. Luis Gálvez, au nom de la « Junte Centrale Révolutionnaire de l'Acre » défait le poste de douane bolivien (5 soldats, 5 fonctionnaires) sans effusion de sang et déclare la République de l'Acre le 14 juillet 1899. Le nouvel État dure 6 mois, le temps pour Rio de remettre de l'ordre dans son Amazonie, et de réinstaller, escorté par des militaires brésiliens les fonctionnaires de la douane bolivienne à Puerto Alonso. Peut-être, à tout prendre, la faible Bolivie vaut mieux qu'un État amazonien contrôlé par des *seringueiros* de plus en plus puissants, agités et armés.

---

<sup>137</sup> Dans ces temps là, le rio Acre est aussi appelé le rio Aquiry ou Aquire.

<sup>138</sup> Le 26 mai 1898 Paravicini présente devant les conseils des Ministres de Sucre un rapport sur les mesures à prendre pour incorporer le territoire de l'Acre à la nation. Le rapport est cité par Messuti Ribera, Hernán 2002 *La dramática desmembración del Acre*, p. 64

<sup>139</sup> La Bolivie disposait déjà d'une douane établie à Villa Bella sur le Mamoré, mais tout le caoutchouc qui sortait par le Purús et l'Acre lui échappait.

<sup>140</sup> Les douanes boliviennes pratiquent une discrimination de tarif entre les exportateurs brésiliens sur son territoire et les exportateurs boliviens. Voir Roux, Jean-Claude 2000 *La Bolivie orientale, confins inexplorés, battus aux Indiens et économie de pillage*, p. 257

Malgré la remise en ordre, la rébellion repart de plus belle. Placido de Castro, à la tête de 800 hommes armés par les patrons du caoutchouc brésiliens, fait régner un climat de terreur envers les pauvres représentants de l'État bolivien. En 1901, le gouvernement de La Paz, conscient de son incapacité à contrôler son territoire, le cède en concession au *Bolivian Syndicate of New York*.<sup>141</sup> Il se défait ainsi d'une grande partie de son territoire amazonien et octroie des prérogatives étendues à la compagnie états-unienne.<sup>142</sup> Ce fut la deuxième rodomontade bolivienne. Pour le Brésil, cette concession est inacceptable. En 1902, pour signifier son refus d'une telle réorganisation, il retire son consulat à Puerto Alonso et interdit les exportations boliviennes via l'Amazone. Là où le Brésil voulait bien de la faible Bolivie, il ne pouvait accepter l'intervention du capitalisme américain et les menaces d'ingérences politiques sur ces terres. L'internationalisation de l'Amazonie n'était déjà pas au goût du jour.

### **La guerre de l'Acre n'aura pas lieu**

Finalement, contre l'agitation entretenue par Placido de Castro, la Bolivie comme le Brésil envoie des troupes dans l'Acre. Las, l'armée bolivienne d'un millier d'hommes arrive de l'Altiplano. Elle est bien loin des zones de combat. Seule la colonne Porvenir, armée par Nicolas Suárez, lutte courageusement pour défendre les intérêts de leur patron et ceux de la Bolivie (les deux sont liés). Les 250 hommes sont les héros du Pando. Sur la place de Cobija se trouve aujourd'hui la statue de l'indien araona, Bruno Racua, qui, d'une flèche enflammée fit sauter le dépôt de munition de la Bahia, détenu par les Brésiliens, à l'emplacement actuel de la ville de Cobija. Assurément, leur activisme permit à la Bolivie de garder le Madre de Dios et la rive droite de l'Acre.

Quant à la colonne de José Manuel Pando, venue de La Paz, elle arrive bien tard sur les lieux. Les Brésiliens ont la situation sous contrôle. Le déséquilibre des forces étant ce qu'il est, il ne reste plus qu'à trouver un règlement à l'amiable. Le baron Rio Branco, en charge de la diplomatie brésilienne, fixe les termes de cet arrangement. Premièrement, pour simplifier la question, il évacue le *Bolivian Syndicate* en s'engageant, au nom du Brésil à indemniser la compagnie. Deuxièmement, il fait reconnaître aux Boliviens que cette région, habitée par des Brésiliens, contrôlée par eux et dépendante de Manaus, ne pourra jamais être bolivienne. Troisièmement, il cerne le problème principal de ce pays méditerranéen, toujours obsédé par ses voies d'exportation, et propose, en compensation de la cession de l'Acre, la création du chemin de fer Madeira-Mamoré. Rio Branco est un négociateur éclairé. L'affaire est rondement menée. En novembre 1903 le traité de Petrópolis est signé. La Bolivie cède 191 000 km<sup>2</sup>. La frontière s'établit le long de l'Acre et de l'Abuná, laissant au Brésil les territoires déjà brésilianisés du nord. En compensation, elle reçoit la pointe de l'Abuná,

---

<sup>141</sup> En 1900 le gouvernement bolivien offre sur le marché de Londres et de New York des terres en concession. L'importance des terres concédées obligeait à répartir la concession entre des intérêts anglais et nord-américains. En 1901, le *Bolivian Syndicate of New York* est créée. C'est une compagnie anglo-américaine. Elle reçoit en concession une superficie de plus de 75 000 milles carrés, dont le nom est « Concession de l'Acre », ou « District de l'Acre ». Voir Fifer, Valerie 1976 [1972] *Bolivia*, p. 195 – 197.

<sup>142</sup> Parmi ces prérogatives, la possibilité d'effectuer des opérations de maintien de l'ordre et d'avoir des milices et une flottille fut jugée la plus inacceptable par le gouvernement de Rio.

3200 km<sup>2</sup>, quelques réaménagements sur la frontière du Mato Grosso et 2 millions de livres sterling pour construire le chemin Madeira-Mamoré, qui permettra d'exporter la gomme bolivienne.

### **Une question de points de vue**

Il est fréquent de lire, dans la bibliographie brésilienne, que la nouvelle République du Brésil ne voulait pas de l'Acre, et que les diplomates brésiliens ne se jetèrent dans l'affaire que de guerre lasse pour mettre de l'ordre dans une région où le climat délétère était entretenu par les *seringueiros* (Brésiliens ou assimilés).<sup>143</sup> En somme, entre les rodomontades boliviennes et l'agitation des *seringueiros*, il y eut, une chance pour la région, la clairvoyance de Rio Branco qui permit de mettre fin aux désordres acréniens. Ce point de vue, étonne, surtout lorsqu'on sait les immenses rentrées fiscales générées par le caoutchouc, pour l'État d'Amazonas, comme pour l'État fédéral, qui profitait d'une partie de cette rente.

Peut-être, vu de Bolivie, peut-on risquer une autre interprétation qui possède l'avantage d'éclairer la nature des relations entre le nain et le colosse. S'il est vrai que le gouvernement de Rio resta, dans un premier temps, sur le principe du respect de la ligne fixée en 1867, c'est que la Bolivie, par son immense faiblesse, ne représentait en aucun cas une menace aux intérêts brésiliens dans la région. À quoi bon renégocier ou ergoter sur des lignes ? La fragilité de l'État andin leur retirait toute fonctionnalité. Ni barrière, ni frontière vive, elles n'empêchèrent jamais les Brésiliens de remonter les fleuves et de s'installer où bon leur semblaient. Dans ces conditions, que les Boliviens dessinent des cartes imaginaires de leur pays, avec un immense espace oriental au pied des Andes, était un moindre mal. Le gouvernement brésilien ne perçut une menace pour sa souveraineté que lorsque d'autres entités, une entreprise privée nord-américaine ou des *seringueiros* indépendantistes, songèrent à occuper la place laissée vacante par l'État bolivien.

La seule chose qu'on ne peut retirer à la relecture bolivienne, c'est la clairvoyance du baron de Rio Branco. Il avait parfaitement compris l'être géographique bolivien. La réduction territoriale et la construction du chemin de fer étaient les deux conditions pour que la Bolivie puisse enfin contrôler et gérer son espace nord-oriental.

### **Une perte territoriale bien acceptée en Bolivie**

La plus importante perte territoriale de la Bolivie fit peu parler d'elle. Aucune commotion populaire n'accompagna la nouvelle.<sup>144</sup> C'est sans doute que, hormis les patrons du caoutchouc, la Bolivie avait abandonné depuis longtemps l'idée d'être un pays amazonien. Pour le Brésil, le traité, au contraire, sanctionnait tout naturellement un mouvement ancien de conquête de l'ouest. Dans ce sens le dernier différent frontalier entre les deux pays, solda, de façon logique, les comptes de deux nations qui avaient projeté sur leurs confins centraux des valeurs différentes. En 2002, la commémoration du centenaire de la guerre de l'Acre donna lieu, dans les deux pays, à des discours divergents. « Les cent dernières années du Brésil ont été enrichies de la glorieuse conquête d'une

<sup>143</sup> Tels Luis Galvez ou Placido de Castro (qui a laissé son nom à une ville de la frontière brésilienne).

<sup>144</sup> Fifer, Valerie 1976 [1972] *Bolivia*, p. 207

vaste nature amazonienne qui appartenait jadis à la Bolivie. Il y a en effet un siècle, le courage des indiens et des *seringueiros* nordestins aboutissait à la formation de l'état indépendant de l'Acre ». <sup>145</sup> En face, il y eut peu de gens pour pleurer au souvenir de cette perte. <sup>146</sup> Ce fait prouve « le faible intérêt de l'État bolivien dans ce conflit armé. » <sup>147</sup> La Bolivie andine et minière n'avait d'autres choix que d'accepter les conséquences d'un désintérêt pluriséculaire pour ses zones orientales.

Bien sûr, on trouve toujours des auteurs boliviens pour regimber contre ce traité. Acha, parti de La Paz pour défendre les terres amazoniennes de la patrie, conclut ses mémoires sur l'échec de la République de l'Acre en raison « des désirs d'agrandissements exclusifs et démesurés d'une autre nation plus puissante et plus forte [le Brésil]. » <sup>148</sup> Mais la Bolivie, plus à l'aise dans ses nouveaux habits amazoniens taillés sur mesure par Rio Branco, ne devait plus jamais contester ces traités orientaux. Les accords frontaliers postérieurs n'introduiront que quelques petits réaménagements de la ligne. En 1938, dans le cadre d'une série de traités signés entre la Bolivie et le Brésil, une déclaration du Brésil ajoutée en note complémentaire devait, sans aucune publicité, mettre fin à l'histoire d'une ligne, commencée quelques cinq siècles plus tôt à Tordesillas. « Le gouvernement du Brésil considère comme définitive et donc non susceptible de modification, sans le propre accord de la Bolivie, le statut territorial bolivien. » <sup>149</sup> Un peu plus tôt dans le siècle, en 1915, l'effondrement des prix du caoutchouc devait faire retomber la région dans l'oubli. La fièvre de l'Eldorado était passée, la frontière en traversant des zones pauvres, perdait sa dimension conflictuelle. Qui se soucie de partager la misère ?

### 3-4 La frontière vide bolivienne

« L'Orient, ce sont nos terres géographiquement, mais elles sont très peu boliviennes ».   
Jaime Mendoza, 1925 <sup>150</sup>

Quels enseignements tirer de cette construction frontalière ? Comment expliquer que cette région semble, tout à la fois, au centre des préoccupations boliviennes et si facilement dépecée par le voisin lusophone ? Pour le savoir, il faut décrypter les discours gouvernementaux, relayés par les discours populaires, qui font de l'Orient la clef du territoire idéal bolivien. Dans leur outrance, ils traduisent plus l'impossible conquête de cette région que sa progressive intégration à l'ensemble national. Dans les faits, en l'absence d'hommes et de structures étatiques, les terres de l'Est restent en attente d'une nationalisation effective. Élément fondamental de l'espace national, elles sont considérées comme « vides », autrement dit non bolivianisées.

<sup>145</sup> Calendrier 2002 "Centenario de la Revolucion Acreana", publié par le Gouvernement de l'Acre.

<sup>146</sup> En comparaison la commémoration du traité de 1904 avec le Chili, qui sanctionnait la perte du littoral, a donné lieu à de nombreuses manifestations officielles en 2004.

<sup>147</sup> Calderon Gutierrez, Fernando (Coord.), Suárez, Hugo José et Jetté, Christian 2003 *Informe de desarrollo humano en el Norte Amazonico Boliviano*, p. 122.

<sup>148</sup> Aguirre Acha, José 1980 [1902] *De los Andes al Amazonas: Recuerdos de la campana del Acre*, p. 406

<sup>149</sup> *Tratado de Extradición*, 25 février 1938, cité par Escobar Cusicanqui, Jorge 1982 [1975] *Historia diplomática de Bolivia*, p. 327.

<sup>150</sup> Mendoza, Jaime 1978 [1925] *El factor geografico en la nacionalidad boliviana*, p. 55

### **3-4-1 Un territoire méconnu étouffant de nature**

« Combien de richesses gisent inconnues sur les rives de ces fleuves ! »<sup>151</sup>  
Nicolás Armentia, 1887

Rien ne dit mieux le vide oriental, et surtout sa nature, que la carte de 1859, connue sous l'appellation de *Mapa Linares*,<sup>152</sup> du nom de José Maria Linares (1857-1861), le président qui la fit exécuter. Cette carte dessine la Grande Bolivie antécédente aux démantèlements territoriaux. Maintes fois rééditée, elle fixe la représentation de la région orientale dans l'imaginaire géographique bolivien. Vieille au thé, on l'a trouve dans de nombreux bureaux ou dans les salons des familles bourgeoises. Elle montre la Bolivie qu'on aime, celle qui n'a en réalité jamais existé. Le président Jorge Quiroga (2001 – 2002) l'avait choisie, contre toute logique, comme arrière plan de son portrait officiel. Bolivie ouverte sur l'Amazonie et sur le bassin de La Plata (comme le rappellent les deux vignettes représentant les deux bassins en pied de carte), elle trouve dans cette double ouverture atlantique une raison de faire des territoires orientaux des espaces essentiels à son devenir. Il y a plus. L'énormité du territoire bolivien tient à l'hypertrophie de l'Est, conformément à la vision de l'*uti possidetis juris* défendue par les Boliviens.

#### **La méconnaissance**

Cœuvre à la gloire de la grande Bolivie orientale, cette carte montre aussi les immenses lacunes du savoir géographique sur cette région. De vastes espaces, le Beni, la province Cordillera, sont, sans raison apparente, coloriés en bleu grisé. Ils sont délimités par des limites administratives improbables. Ailleurs de larges toponymes prennent en écharpe des régions en partie inconnue : « le territoire d'Otuquis », dont on ne sait rien, les étendues désertiques du Chaco. Sur un des bras du Pilcomayo, il est noté « probable bras dont parle Patiño et d'autres voyageurs », et plus loin « bras secondaire supposé du Pilcomayo, son cours et sa réunion avec le Pilcomayo sont inconnues ». Au comble de la démonstration de l'ignorance, le cartographe place le blason national bolivien sur les régions totalement méconnues du Nord. En l'absence de photographie aérienne, les explorations permettent seules de combler les vides cartographiques. Elles furent trop peu nombreuses en Bolivie pour donner une image juste de l'Est du pays.

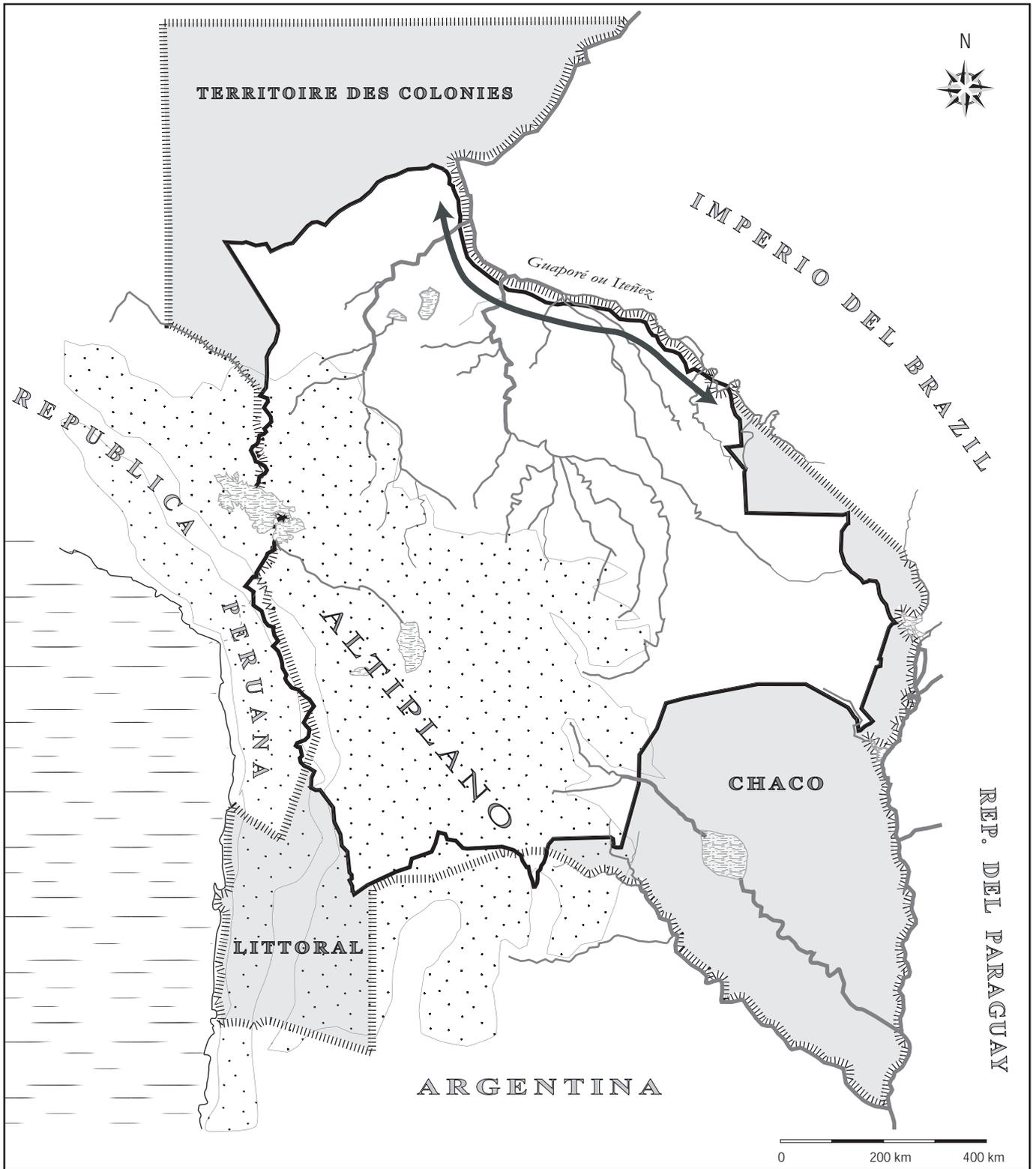
Les spécialistes de l'Orient insistent tous sur la méconnaissance de la région. « Même en 1859, année de la publication de la première carte de la Bolivie républicaine il était évident qu'il existait de grands territoires méconnus totalement ou partiellement de la société républicaine »,<sup>153</sup> affirme Jordan Pilar Garcia.

<sup>151</sup> Armentia, N 1887 *Navegacion del Madre de Dios. Viaje del Padre Armentia*, p. 192

<sup>152</sup> Jean-Claude Roux a publié deux études sur cette carte fondamentale en Bolivie : Voir Roux, Jean-Claude 1997 *Bolivia mítica y Bolivia real a traves del primer mapa nacional de 1859*. et aussi Roux, Jean-Claude 1996 *La Bolivie des confins orientaux : une cartographie de l'imaginaire. Une relecture critique de la première carte nationale de 1859*

<sup>153</sup> Pilar Garcia, Jordan 2001 Cruz y arado, fusiles y discursos, la construccion de los Orientes en el Peru y Bolivia 1820 - 1940, p. 255

## II - 12 L'hypertrophie orientale sur la carte de Linares (1859)



Laetitia Perrier Bruslé 2004, fond de carte : Mapa Linares 1859

### I - Le territoire imaginé en 1859

Frontière de 1859	
La zone altiplanesque	•••••
La mer	—
Zone basse orientale	□

### II - Le territoire en 2004

Les frontières de 2004	—
Les provinces perdues	□
Le Guaporé une frontière ancienne	↔

Jean-Claude Roux, dans le tableau qu'il dresse de l'Orient au début du siècle, ajoute. « Si les Espagnols puis, à leur suite, les missionnaires avaient reconnu une grande partie du territoire oriental au cours de leurs nombreuses recherches de l'El Dorado, de nombreux et vastes secteurs restent encore totalement inexplorés. »<sup>154</sup> Totalement inexplorées, ou méconnues, les terres de l'est, et tout particulièrement leurs franges extrême-orientales, constituent une région à découvrir.

### **Le vide étouffant de la nature, une terre en attente de territorialisation**

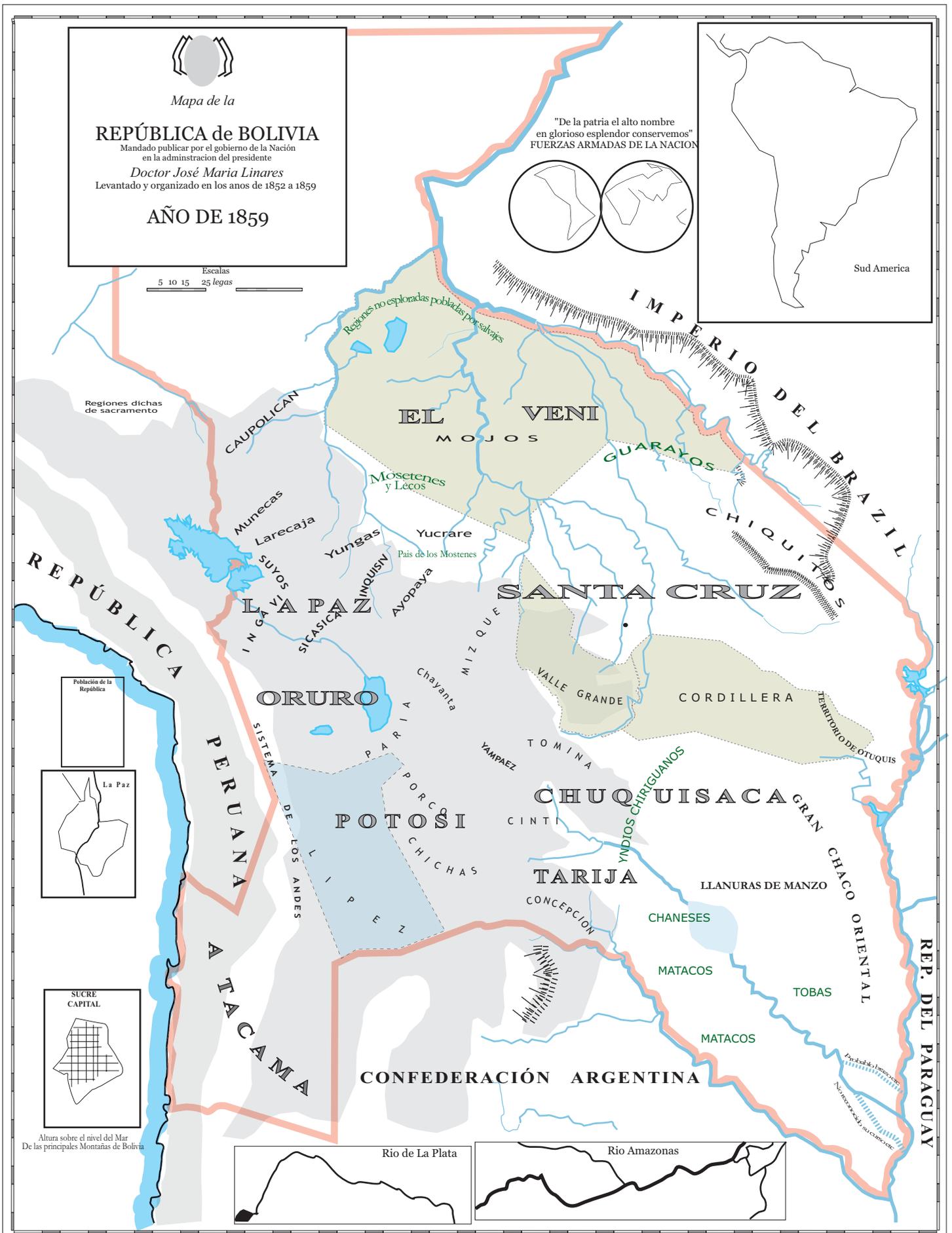
Le vide oriental est une représentation construite depuis les Andes. Le travers est fréquent : parce qu'on ne sait pas de quoi elle est faite, on la dit vide. Mais la page blanche a ceci de particulier qu'elle est caractérisée par une végétation inextricable. La vacuité n'est pas de celle des déserts. L'exubérance de la végétation appelle d'autres images : l'enfer vert, la forêt vierge. Vierge elle l'est de toute marque de l'homme. Le règne du végétal l'emporte. Dans une opposition classique, de type nature/culture, le végétal doit être détruit pour que le rouleau compresseur civilisateur, incarné par une *moto-sierra*, puisse avancer. La vision est même plus complexe. Car, à l'adjectif *virgen*, vierge, utilisé pour décrire les terres de l'Est, on préfère souvent celui de *baldia*. Il introduit une idée d'abandon. Les terres sont en friches ou incultes. Elles sont telles parce qu'il n'y a pas d'hommes, de ceux qui transforment leur espace, pour les cultiver.

Sur la carte de 1859, les figurés d'éléments naturels se multiplient à l'Est. C'est la preuve de la domination de la nature sur l'homme. Des vaguelettes représentent la zone hydromorphes des Bañados d'Izogues, des touffes d'herbes symbolisent les marais du Pantanal. Le règne de l'eau l'emporte même sur celui du végétal. Lacs, lagunes, rivières et fleuves, envahissent la partie orientale de la carte. On cache les faibles densités humaines par ce spectacle d'une nature hydromorphe foisonnante. Malgré cet artifice cartographique, la toponymie se fait indigente vers l'Est. Peu de villages, peu de routes. Lorsque, de loin en loin, on aperçoit une agglomération, il y a fort à parier qu'il s'agit du squelette vide d'une ancienne mission jésuite, désertée à la fin du XVIII<sup>ème</sup>. San Javier, San Miguel, San Ignacio, San Simón, San Rafael, surplombés de leur petite croix, rappellent la parenthèse historique durant laquelle le désert fut peuplé. Car, tous les témoignages convergent dans ce sens, le départ des missionnaires jésuites est fatal à la région. Une grande période de déclin démographique commence. Les Indiens, jadis concentrés dans les missions, retournent à la vie nomade ; les routes, construites par les Jésuites et entretenues par eux, sont laissées à l'abandon. Le bétail, rendu à la vie sauvage, vague dans les plaines. « Les voyageurs d'alors, qui allaient à Ixiamas racontaient qu'au tournant de quelques montagnes, on apercevait des milliers et des milliers de bêtes éparses (...) Un chrétien qui avait faim, tournait le fusil vers une bête, sans s'inquiéter, et tirait un coup de feu sur n'importe quel animal pour ensuite couper le morceau qui lui convenait, sans craindre de prendre le bien d'autrui.»<sup>155</sup>, raconte Raul Bothelo Gosalvez, dans sa chronique du Beni des années 50.

<sup>154</sup> Roux, Jean-Claude 2000 *La Bolivie orientale, confins inexplorés, battus aux Indiens et économie de pillage*, p.101

<sup>155</sup> Bothelo Gosalvez, Raul 1994 [1957] *Terre indomptable*, p. 67

II - 13: La carte Linares :  
*Le territoire imaginé de la nation bolivienne*



Carte simplifiée de la Mapa Linares (1859), réalisée à partir du fond de carte original - Echelle initiale 1/1 833 000

0 200 km 400 km

### **3-4-2 Les sauvages, une terre en attente de bolivianisation**

Des bêtes par milliers ? Des hommes en tribu qui nomadisent ? L'Orient n'est pas si vide que cela. Les lacunes de la carte traduisent plutôt l'impossibilité de dessiner les aménagements anthropiques, radicalement différents de ceux de la montagne civilisée.<sup>156</sup> Certes les hommes sont peu nombreux. Il y a pire que cela. Nomades, ils se rendent invisibles aux yeux des *Occidentaux*.<sup>157</sup> « Les années passèrent [après le départ des missionnaires]. Le Moxos était plus désert que jamais. Il n'y avait plus que la pampa, le ciel, la forêt et des sauvages. »<sup>158</sup> Désert parce que peuplé par des hommes qui ne participent pas à la société nationale, l'amalgame est fréquent dans les comptes-rendus d'exploration. Les voyageurs, dans un milieu *si loin* du leur, ne perçoivent pas la présence d'autrui. « Lorsque je me trouvai seul avec ma troupe au milieu des campagnes désertes j'éprouvai un moment d'isolement pénible », affirme Alcide d'Orbigny lorsqu'il quitte pour la première fois Santa Cruz de la Sierra pour se rendre dans le Moxos.<sup>159</sup> Plus loin, il ajoute : « j'allais donc quitter les hommes pour m'enfoncer au sein du *Monte Grande* (la Grande Forêt). »<sup>160</sup>

Les plaines orientales sont habitées par des indigènes tour à tour qualifiés de sauvages, barbares, natifs ou nomades dans les discours officiels. Tous ces adjectifs servent à leur dénier une appartenance bolivienne. Revenons à la carte de 1859. En certains lieux, le nom de l'ethnie tient lieu de toponyme. Dans d'autres endroits, une grande phrase en diagonale est la seule indication sur la région. « Régions inexplorées peuplées par les sauvages », est-il écrit dans le nord du Beni. Les villages et les routes disparaissent. Certains de ces Indiens auront le visage violent de la sauvagerie. Dans le Nord du Beni, dans le Territoire des Colonies, dans le Caupolican (au pied des Andes) ou plus au sud, aux lisières du Chaco, des Indiens sont en lutte. Réfractaires à toute forme de contact avec les Blancs, ils attendent leur venue, prêts à la riposte. La situation se maintient jusque dans les années 30. Mais la « sauvagerie » des indigènes emprunte plus souvent les traits du bon sauvage que ceux du cannibale. L'adjectif sauvage sert simplement à caractériser leur refus d'intégrer la vie civilisée et de se soumettre à un mode de vie sédentaire. Une constante des recensements boliviens jusqu'en 1950 sera de tenter d'isoler cette population du reste des Boliviens. « Populations selvatiques », « populations non soumises », « populations non recensées », ces catégories disent la même chose : ces hommes sont non-bolivianisés. Le premier recensement bolivien en 1900, effectué par Ballivián, précise qu'un dixième de la population est « non soumise ou non recensée ». Ces chiffres atteignent pour les départements orientaux des valeurs plus élevées : 77 % (pour le Territoire des Colonies) et quelques 20% (pour le Beni et Santa Cruz).

<sup>156</sup> Peut-être parce que de tels aménagements se prêtent moins bien, en raison de leur irrégularité, à la figuration cartographique.

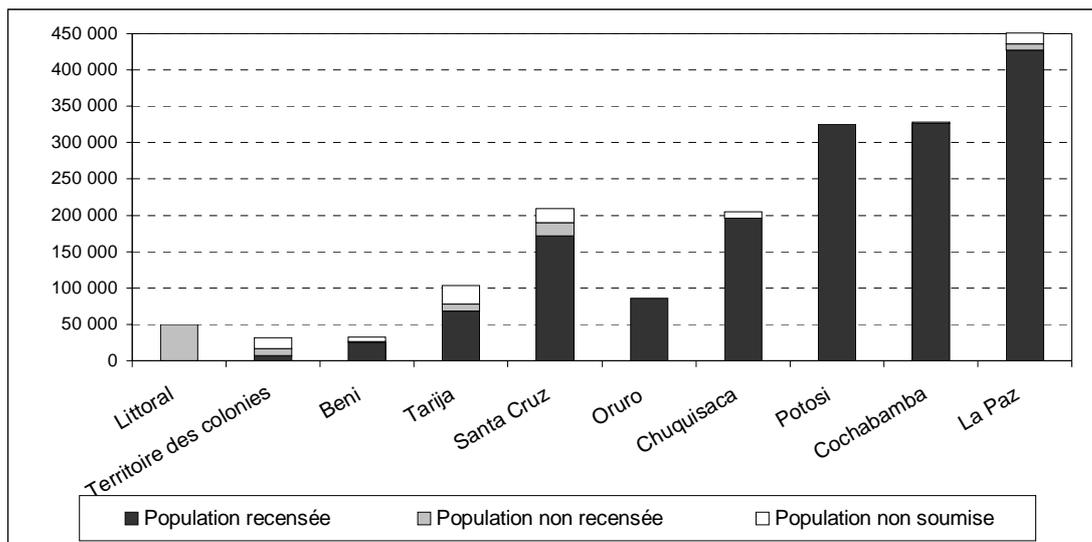
<sup>157</sup> Le terme d'Occidentaux est équivoque. Il fait ici référence autant aux Boliviens de l'Occident, qu'aux hommes du vieux continent. Dans les deux cas, il reste toutefois toujours synonyme de civilisation.

<sup>158</sup> Bothelo Gosalvez, Raul 1994 [1957] *Terre indomptable*, p. 68

<sup>159</sup> Laborde Pedelahore, Philippe De. 2000 *Alcide d'Orbigny A la découverte des nouvelles républiques sud-américaines*, p 230

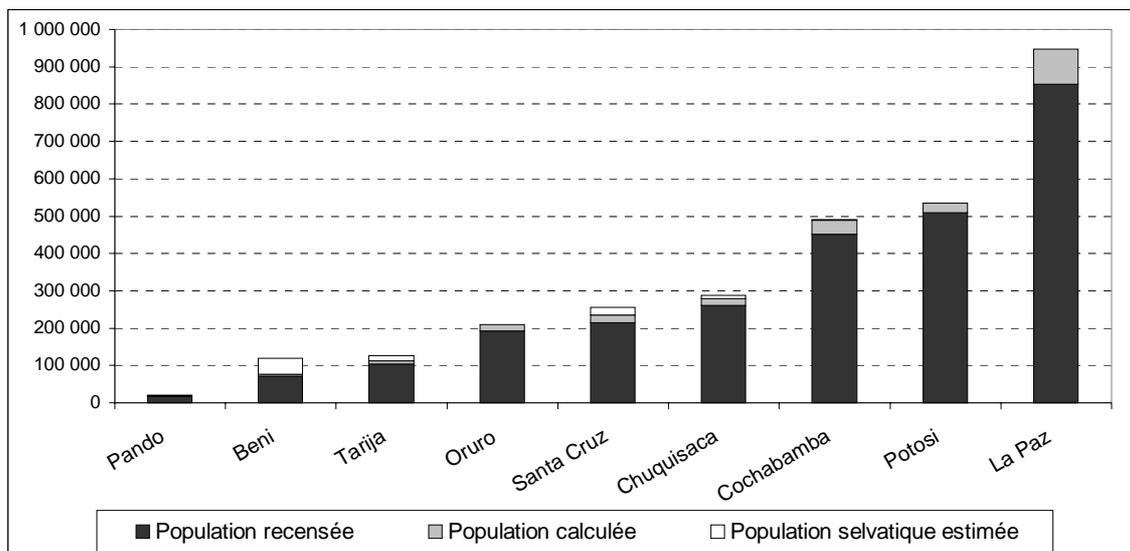
<sup>160</sup> Laborde Pedelahore, Philippe De. 2000 *Alcide d'Orbigny A la découverte des nouvelles républiques sud-américaines* p 231

**Figure II-2 : Part de la population recensée, « non recensée » et « non soumise » dans le recensement de 1900 par département<sup>161</sup>**



Lors du recensement de 1950 figurent deux catégories : la « population calculée » et la « population selvatique ». Pour le Pando, ex-Territoire des Colonies, ces deux dernières catégories regroupent quelques 20% de la population, dans le Beni 40 % et à Santa Cruz 25%.

**Figure II-3 : Population recensée, calculée et selvatique en 1950**



Les provinces orientales sont sauvages par métonymie avec leurs habitants. Plus loin, nous présenterons les évolutions contemporaines qui ont estompé ce caractère. Pour l'instant, gardons cette image en tête. Elle ferme cette période durant laquelle la ligne magistrale s'est fixée en lui

<sup>161</sup> Source : Ballivian, M. V. 1902-1904 *Censo general de la poblacion de la Republica de Bolivia segun el empadronamiento de 1e. de septiembtre de 1900*. Les trois catégories sont des définitions du recensement de 1900. La population non-recensée a été simplement estimée, tout comme la population non soumise. Si la population du département Littoral est, dans sa totalité, non recensée, la raison en est simple. En 1900 ce département est occupé par le Chili, et il aurait été difficile aux agents recenseurs d'aller dénombrer sa population. Mais d'un point de vue géopolitique, il était tout aussi difficile pour la Bolivie de reconnaître cette situation et de publier les résultats de son premier recensement officiel sans inclure ce département. Il en est ainsi des territoires imaginaires dans ce pays.

donnant son sens. Les « vrais Boliviens », ceux qui plantent des drapeaux, chantent l'hymne national et savent ce que Bolivie veut dire, sont absents dans biens des pans de l'immense frontière. Le Brésil a eu beau jeu d'avancer. A-t-il lui-même été défendu par ses indigènes ?

### **3-4-3 L'absence de l'État, la clef des espaces orientaux**

Dans les années 30, lorsque les membres de la mission états-unienne, dirigée par Bohan, se rendent en Bolivie, ils analysent avec une grande perspicacité la situation bolivienne. Sur la carte le pays est grand. Si on ne tient compte que de l'espace bolivianisé, il est petit. Et ils ajoutent, en guise de diagnostique. « Ce n'est probablement pas une exagération de dire que la Bolivie pourrait continuer à être *un pays petit*, comme le montre la distribution de sa population, si elle ne trouve pas un moyen de conquérir sa frontière. »<sup>162</sup> Cette opposition entre une Bolivie réduite, et une Bolivie potentielle immense est soulignée par bien d'autres auteurs. « Depuis toujours, en raison du développement inégal, les plaines et les vallées sont laissées à l'abandon, ce qui représente les trois quarts du pays » écrit le diplomate, bolivien, Ostria Gutierrez en 1946.<sup>163</sup> L'observation de la situation locale lui donne raison. À Cobija, seules deux monnaies circulent jusqu'à la fin des années 50 : la livre sterling et la monnaie brésilienne.<sup>164</sup> Cette situation révèle l'isolement de la ville.

Pour conquérir sa frontière, il faut que l'État devienne un acteur de l'aménagement du territoire. Or, sur le temps long, la même plainte s'élève des plaines de l'Est : l'État est trop absent. Lorsque José Aguirre Acha, pacénien, arrive à Puerto Acre en 1900, il est abasourdi par la quasi-absence des structures de l'État bolivien. Situation scandaleuse, la douane de Puerto Acre a été transformée en magasin d'alimentation générale !<sup>165</sup> Absence de l'État et absence de souveraineté bolivienne vont de pair. En 1915 Carlos Gutierrez, délégué national du Territoire des Colonies, fait ce constat, à propos de la région comprise entre Santa Rosa et Fortaleza, dans l'actuel Pando. « J'étais impressionné par l'absence de souveraineté bolivienne dans la région, la non application des lois de notre pays et l'ampleur de la contrebande. »<sup>166</sup>

#### **Encadré II-5 : L'absence de l'État à la fin du XIX<sup>ème</sup>, un exemple dans le nord**

##### **L'administration bolivienne dans les terres de l'Est (d'après Jean-Claude Roux)<sup>167</sup>**

L'administration bolivienne ne pénètre que tardivement, en 1894, et avec des moyens réduits, dans les grandes zones d'exploitation du caoutchouc, situées dans les territoires des nouvelles délégations nationales du Madre de Dios et du Purus.

Elle est aussitôt prisonnière de l'absence de définition d'une politique indienne et se trouve immédiatement placée sous la dépendance du groupe de pression des patrons et des négociants du caoutchouc. Ces milieux disposent des seuls moyens locaux de déplacement rapide sur les fleuves, les

<sup>162</sup> Bohan, Merwin L. 1942 *Informe de la mission economica Bohan a Bolivia*, p. 29. C'est moi qui souligne.

<sup>163</sup> Ostria Gutierrez, Alberto 1946 *Una obra y un destino La politica internacional de Bolivia despues de la guerra del Chaco*, p. 354.

<sup>164</sup> C'est un vieux pandinois, Lizarda, directeur du développement humain à la Mairie de Cobija qui me racontait cette anecdote en juillet 2001.

<sup>165</sup> Aguirre Acha, José 1980 [ 1902 ] *De los Andes al Amazonas: Recuerdos de la campana del Acre*, p. 269

<sup>166</sup> República De Bolivia 1916 *Informe de la delegacion nacional en el territorio de colonias del Noreste al 31 julio de 1915*, p. 61.

<sup>167</sup> Roux, Jean-Claude 2000 *La Bolivie orientale, confins inexplorés, battus aux Indiens et économie de pillage*, p. 224

vapeurs, qui font initialement défaut à l'administration, mais qui lui sont indispensables. De plus, le nouveau système administratif est fragilisé par ses déficiences graves en personnel, avec seulement une centaine de fonctionnaires d'État en poste en 1879, pour les départements du Beni et de Santa Cruz, soit moins de 10% de l'effectif total des agents de l'État.

Les frontaliers se plaignent : il faut des routes, il faut des incitations fiscales, il faut des hôpitaux... Il faut en somme, se préoccuper des coins oubliés de la Bolivie et cesser de les penser en terme de « terres d'agrégation ». Certes, en l'absence de structures étatiques pour contrôler et aménager, d'autres acteurs prennent le relais. De fait, la région frontalière connaît un développement alternatif, fondé sur une culture de la marginalité. Commerce de produits illicites, contrebande, narcotraffic ne sont pas des épiphénomènes récents. Ils sont inscrits dans la mémoire de cette région sans état.

## Conclusion du chapitre V

Avec ou sans État, la ligne était bien là et elle renvoyait, quoiqu'on y fasse, à l'État national bolivien, même si elle avait été fixée à ses dépens. En quelques siècles la frontière épaisse, zone de discontinuité entre deux entités spatiales qui se tournent le dos, devient une ligne fine, juridiquement définie. La rencontre des deux mondes, espagnol et portugais, comme l'émergence d'une nouvelle conception de l'État territorial, rendent nécessaire l'établissement de cette ligne. Malgré les tentatives portugaises puis brésiliennes, elle ne fut jamais réellement un *limes*, c'est-à-dire une ligne de front, démarquée sur toute sa longueur. La nouvelle ligne hérite, des confins dont elle procède, d'un caractère discontinu. En quelques points, les frictions imposent l'établissement de bornes précises. Ailleurs, la frontière traverse toujours une zone faiblement appropriée par l'homme civilisé, qu'il soit brésilien, bolivien, jésuite ou portugais.

### La frontière du Brésil

Reste que, dans le passage des confins à la ligne, les Portugais-Brésiliens sortent assurément gagnants. Ils ont repoussé les limites de leur territoire, en faisant leur la vaste zone de discontinuité. Sans doute le contrôle des « clefs de l'Amazonie », Belém à l'est, le Mato Grosso au sud, leur donna un avantage dans l'ultime conquête de l'ouest. Peut-être, est-il plus facile de lancer un mouvement de conquête depuis l'aval des fleuves que depuis leur amont ?<sup>168</sup> En réalité, pour comprendre l'expansionnisme brésilien, il faut chercher d'autres faits que ces quelques avantages stratégiques. Le plus important réside dans une vision différente de la périphérie. Les Portugais n'avaient pas trouvé l'équivalent du trésor de Potosi, à même de calmer leur appétit de conquête. Ils continuèrent à chercher, toujours plus vers l'intérieur, l'Eldorado rêvé par les premiers conquistadores. Le Minas Gerais, le Mato Grosso, le Goiás n'étaient pas leur soif de richesse. Ils marchaient toujours

<sup>168</sup> Mais dans ce cas, pourquoi fallut-il attendre un siècle pour que Pedro Teixeira fasse le chemin d'Orellana à l'envers, en remontant l'Amazone de Belém à Quito ?

plus vers l'ouest, tandis que dans les Andes on se perdait en conjoncture sur les immenses richesses potentielles de l'Orient, qu'un jour, quand on en aurait le temps, on exploiterait.

Le deuxième atout du Brésil, qui devait marquer jusqu'à aujourd'hui la région, est d'avoir investi cette quête de l'or d'une dimension symbolique. Les frontières des *bandeirantes* vont concourir à la formation d'un territoire imaginé pour servir de support à la nation brésilienne. La frontière occidentale acquiert dans l'imaginaire national, une grande légitimité. C'est une frontière naturelle qui borne, selon les lois supérieures de la nature, le territoire de l'île-Brésil. La force de cette représentation est telle que par deux fois, les Brésiliens la placent au dessus de leurs appétits de conquête. En 1825, la chancellerie fait savoir qu'elle n'est pas prête à intégrer la province de Chiquitos, située à l'ouest du Guaporé, la magistrale frontière du Brésil. Lors de la Guerre de l'Acre, un siècle plus tard, la même chancellerie défend d'abord le principe du respect du traité de 1867, qui fixe sa frontière à l'arc dessiné par le Madeira et l'Amazone. La frontière naturelle n'est donc pas qu'un bricolage intellectuel destiné à justifier l'expansionnisme portugais. Elle en définit réellement les limites.

### **Comment cette frontière est-elle acceptée en Bolivie ?**

Mais les images, les cartes surtout de la progression portugaise, devaient marquer les esprits - au même titre que le principe de l'*uti possidetis* qui dit que « le Brésil est là où sont les Brésiliens ». <sup>169</sup> Elles confortaient les Boliviens dans l'idée d'une voracité et d'une dangerosité brésilienne. Jusqu'à aujourd'hui ils sont nombreux à se complaire dans cette métaphore de David et Goliath. « La Bolivie réclame ses droits territoriaux en se basant sur des traités solennels et sacrés, avec les titres les plus authentiques et les plus respectables que peut fournir la science et l'histoire. Le Brésil, en revanche, fonde sa légitimité sur un seul titre de propriété, qui consiste à nier tous les titres de propriété légitime et à prescrire les lois qu'il juge défavorables. Il appuie sa politique sur une occupation frauduleuse des terres et sur leur appropriation toujours discutable », écrivait l'auteur bolivien Reyes Cardona en 1867 <sup>170</sup>. Un siècle plus tard, Walter Pers Garcia, ajoutait : « Le pays sans ressource, sans route, sans population en nombre suffisant pour conserver intégralement son territoire et sans même le bénéfice qu'aurait apporté un climat de paix publique, vivait en s'accrochant à l'idée d'une justice idéale » <sup>171</sup>, qui n'est assurément pas de ce monde. L'idée, nourrie par un complexe d'infériorité bolivien, est restée latente. Elle est agitée aujourd'hui par les militaires boliviens en quête de reconnaissance sociale. <sup>172</sup>

Les autres Boliviens ont d'autres frontières à fouetter. À propos des échos dissonants que rendent les différentes dyades de la Bolivie, on s'était demandé pourquoi celle avec le Brésil était la moins contestée. Grâce à ce détour historique, on peut avancer une hypothèse. Cette frontière préexiste à la Bolivie, elle est une frontière internationale, bien avant toutes les autres frontières du

<sup>169</sup> Pour reprendre un dicton populaire aussi célèbre en Bolivie qu'au Brésil.

<sup>170</sup> Dans un memorandum remis au Chancelier Muñoz quelques semaines avant la venue du négociateur brésilien Lopez Netto. Voir Vazquez Machicado, Humberto 1990 [1988] *Para una historia de los limites entre Bolivia y el Brasil*, p. 236-242.

<sup>171</sup> Pers Garcia, Walter 1977 *Limites de Bolivia*, p. 44

<sup>172</sup> Voir Chapitre XI La frontière en défens.

pays, qui sont des limites administratives internes à l'empire espagnol. De surcroît, son intangibilité est assurée par le Brésil. Elle est l'objet d'un consensus.

### **Retour sur les bords mystérieux de la frontière**

Que la frontière soit devenue une ligne juridiquement définie n'entraîne pas l'abandon de ses caractéristiques héritées du mythe de l'Eldorado. Elles perdurent, même si la ligne renvoie à l'État national. La région orientale est un monde parallèle où la Bolivie se vit à un autre rythme, décrochée du cadre national, dont elle fixe pourtant les limites. Elle est l'anti-monde du pays. Si la frontière-ligne a acquis, au jeu des traités une plus grande réalité et a été nationalisée, le reste, en deçà de la frontière, est toujours une terre sauvage et indomptée.

## Conclusion de la deuxième partie

---

### *La frontière dans l'entre-deux*

#### **Comme le dieu Janus ...**

La région frontalière possède deux visages. L'Eldorado rêvé est également une terre sauvage et en friche. Comme le Dieu Janus elle garde les portes de la Bolivie, en présentant ses deux visages à la face du monde.

Côté clair, elle est l'Eldorado, la porte de l'avenir. Elle contient, à elle seule, toutes les promesses d'un futur meilleur. La profusion, les trésors cachés, les ressources naturelles inépuisables sont les attributs qui parent cette face là. Il y a plus important encore. Sur cette terre vierge, loin des Andes, une nouvelle Bolivie pourrait voir le jour. Là-bas, la terre libre en abondance permet de dessiner une nouvelle tenure foncière qui ne soit plus empêtrée dans la dichotomie grandes propriétés/lopins de terre. Là-bas, il n'y a pas de syndicats actifs qui empêchent la marche du *progrès* libéral. Là-bas, même les indigènes, si on leur retire leurs arcs et leurs flèches, ont le visage docile du bon sauvage.<sup>1</sup> Rien à voir avec les communautés puissantes de l'Altiplano. En somme, il y a, au pied des Andes, un pays neuf pour ce pays si précocement vieilli. Une frontière à conquérir. Bien sûr la vision est mythique. Elle n'est assurément pas l'apanage de la Bolivie. « Du passé, faisons table rase ! » Il fut un temps où l'on voyait des tables rases partout - et surtout sur les terres vierges du centre du continent. À propos du Rondônia des années 70, Hervé Théry affirmait : « nous avons devant nous un cas d'école, la rencontre d'un milieu naturel et d'une culture, dont procède un paysage que l'on peut saisir à l'état naissant *sans aucune de ces aberrations dues à la préexistence d'autres phases puisque nous avons affaire à la « tabula rasa »* qui n'est d'habitude qu'une reconstruction de l'esprit. »<sup>2</sup> L'idée d'un espace amorphe puise ses arguments dans l'absence d'une organisation territoriale manifeste et dans la très faible densité démographique. Parce qu'elle est aussi le résultat de la méconnaissance de la région, cette idée de *tabula rasa* prend racine dans l'Orient bolivien mieux qu'ailleurs et devint un des ressorts de la bolivianisation du mythe de l'Eldorado. De surcroît, la balance entre l'avenir glorieux et la pauvreté structurelle du pays devait lui donner une puissance jamais atteinte dans les autres pays, où les *tabula rasa* ne le restèrent pas. Enfin la longévité du mythe de l'Eldorado en Bolivie tient à la propension bolivienne, exposée dans la première partie, à rêver le

---

<sup>1</sup> C'est en 1990 seulement que la première action des peuples indigènes de l'Orient est organisée. « La marche pour le droit au territoire et la dignité » pose la question de la distribution des terres orientales et des modalités de leur colonisation, sans aucune considération pour le territoire des natifs. C'était la première victoire de la CIDOB\*, la centrale indigène des peuples de l'Orient Bolivien, fondée en 1982. Auparavant les indigènes de l'Orient avaient été « sages », plus « sages » en tout cas que les mineurs révoltés de l'Altiplano et les communautés paysannes luttant pour leur droit.

<sup>2</sup> Théry, Hervé 1976 *Rondônia, mutations d'un territoire fédéral en Amazonie brésilienne*, p. 2. C'est moi qui souligne.

territoire sans que cela n'implique une appropriation effective. La région frontière était une région de projet, et personne n'y trouvait à redire. Elle s'installait dans des lendemains toujours plus lointains. Si le dieu Janus était le dieu des portes, sa figure eldoradesque souriait à l'avenir.

Mais la statue a deux faces. Côté sombre, elle montre le visage d'une *tierra chucara* : terre indomptable, sauvage, rebelle, rétive, violente, brute... L'adjectif quechua *chucara*, que j'emprunte à Raul Bothelo,<sup>3</sup> n'est pas facile à définir. Sur l'altiplano il sert surtout à insulter sa mule lorsqu'elle refuse d'avancer. « Têtue comme une mule », dit-on en français. Et têtues ces terres orientales le sont par leur incapacité au changement. La ligne se construit, les *bandeirantes* avancent, puis les chercheurs d'or et enfin l'INCRA<sup>4</sup> brésilien qui va organiser le peuplement de la frontière. En face, sur l'autre rive du Guaporé, le temps semble suspendu. Les cycles d'exploitation, d'exploration ou de peuplement, ne sont justement que cela. Les hommes repartent laissant le squelette d'une organisation territoriale vidée. Les *barracas*\* du caoutchouc abandonnées,<sup>5</sup> les missions en partie désertées, les ports sur le Paraguay dont il ne reste rien, sont les épaves échouées sur la terre de l'Orient bolivien. Terre indomptable, parce qu'on ne la connaît pas assez. Tout est dit dans l'utilisation d'un terme quechua pour décrire des terres orientales, si éloignées de la culture andine. Leur altérité même est innommable. Les caractéristiques d'un État andin rebelle à toute forme de *tropicalisation* aggravent leur état d'abandon. « L'action administrative de la Bolivie dans l'Acre avait été nulle. Ce territoire éloigné était méconnu et inexploré. »<sup>6</sup> Satellite bolivien mal rattaché au reste du pays, il connaît un passé funeste où une partie du territoire national se défit sur son bord. On a dit de l'Orient que c'était la région des *minima*, c'est aussi la région des « *anti* ». Car elle ne se cantonne pas à cette figure de l'altérité, elle oppose une résistance à tous les processus d'intégration à la nation. À la pliure du continent, l'espace tampon fonctionne comme un sas entre deux empires, puis entre deux pays. Installée sur cette discontinuité géopolitique majeure, la région en tire son identité : celle d'être un anti-monde, lieu de tous les trafics et de tous les négoce illécites qui la façonnent. La faible présence de l'État renforce cette orientation.

Voilà donc le portrait d'une frontière bicéphale. Cette représentation de la région est déconcertante. Peut-on servir, pour tout principe explicatif, la métaphore d'un dieu romain ? Oui, à condition d'accepter de filer jusqu'au bout cette image. Comme la porte, qui sert à symboliser Janus, ouvre sur deux mondes, comme janvier, le mois de Janus, clôt une année et en annonce une autre, la région frontière est à la jonction entre deux mondes et entre deux temps. Elle a gardé, d'un passé qui ne veut pas passer, le visage d'une terre sauvage, déconnectée, et, pour cette raison, facilement dépeçée par l'envahisseur. De l'autre côté la porte s'ouvre sur un paysage plein de promesses. À la vérité, on préféra longtemps rester au milieu de la porte sans trop s'avancer en direction de l'Eldorado. Le temps, arrêté sur le futur, préservait les rêves des vaines tentatives de changements.

<sup>3</sup> Bothelo Gosalvez, Raul 1974 [1957] *Tierra chucara*.

<sup>4</sup> Institut de colonisation et de réforme agraire brésilien.

<sup>5</sup> On verra plus loin qu'elles ne le furent pas toutes, car beaucoup sont reconverties aujourd'hui en centre de collecte de la *castaña*.

<sup>6</sup> Pers Garcia, Walter 1977 *Limites de Bolivia*, p.44

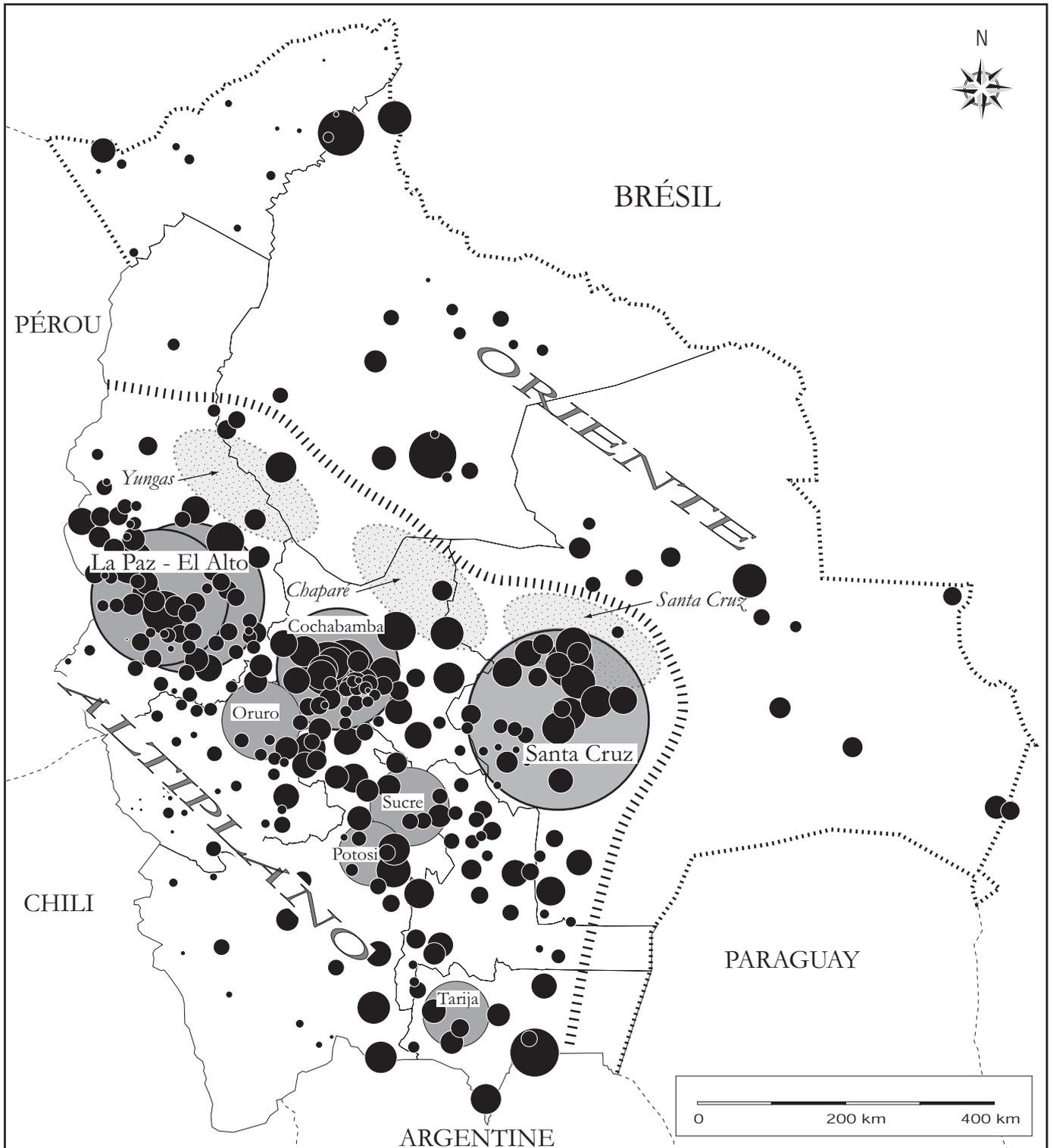
Depuis une dizaine d'années, peut-être plus, la frontière orientale connaît une mutation profonde. L'arrivée des migrants, l'intégration au reste du pays, le développement d'une économie légale change son visage. C'est le propos de la partie suivante d'exposer ces bouleversements. Ils n'effacent pas tout à fait ce temps long durant lequel la frontière était à la fois un anti-monde et un Eldorado, car tout, dans les discours et dans les activités des frontaliers, en porte les marques.

### **Frontière interne, frontière externe**

Avant de montrer le spectacle de cette frontière vive s'arrimant au reste du pays, arrêtons sur la conformation de la région. Une des conséquences du mythe de l'El Dorado est d'ériger la région en espace sans limite. Mais, l'histoire de sa progressive appropriation devait la limiter sur ses deux côtés, et lui donner la forme, incongrue, d'un monde infini coincé entre deux lignes. La première ligne commence au pied des Andes. Comme le Paradis dans la pensée occidentale débute aux limites du monde connu, l'Orient sauvage se déploie au-delà du monde réellement approprié par la société bolivienne et son État. C'est la frontière interne. Ce paradis sur terre devait avoir une forme particulière, car au bout de cet espace soi-disant infini se trouve la magistrale ligne de séparation du continent, la frontière Bolivie-Brésil. La faible présence bolivienne dans la zone fait qu'elle commence surtout aux limites du Brésil, plus qu'à celles de la Bolivie qui se trouve bien en deçà. C'est la frontière externe.

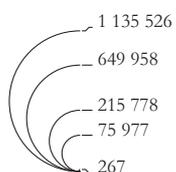
Ces deux lignes connaissent une évolution complexe. D'un côté, la frontière interne avance seulement dans les têtes. L'espace oriental est approprié symboliquement. Dans les faits, même lorsque l'heure de la réforme agraire est venue, en 1952, les projets de colonisations se localisent dans les vallées tropicales, au pied des Andes, pas dans la plaine. Santa Cruz, les Yungas autour de Caranavi, le Chaparé, à l'est de Cochabamba, sont les principaux centres de colonisation. Ils se trouvent à plus de 500 kilomètres de la frontière externe. Celle-ci connaît une évolution pas moins paradoxale. Alors qu'elle s'impose, avec tout le privilège de son ancienneté, comme la limite externe la mieux respectée de toutes les frontières de Bolivie, elle n'est, en réalité, une barrière, que si on l'a regardé depuis La Paz. Dans les faits, il est difficile de concevoir une frontière plus poreuse que celle-ci. Comment en serait-il autrement ? Les frontaliers, loin de leur pays, n'ont pas d'autre solution que de se tourner vers le Brésil si proche pour subvenir à leurs besoins. Entre une mère patrie, lointaine, et une mère nourricière, si proche, leur cœur est peut-être partagé, pas leur estomac complètement tourné vers cette dernière.

II-14 Frontière externe, frontière interne,  
l'Orient bolivien dans l'entre-deux



Laetitia Perrier Bruslé 2003 Données Informe de desarrollo humano, PNUD, 2001 Fait avec Pbilcarto

Population par municpe en 2001



Frontière interne, limite de l'espace traditionnel bolivien   
 Frontière externe orientale, limite juridique de l'Etat   
 Limite de département   
 Zone de colonisation agricole (1950-1980)



**Photo II-1 : Le bon, la brute et le missionnaire**

*A Concepción, en Chiquitania, cette statue a été érigée en mémoire des trois acteurs principaux qui longtemps furent les seuls dans l'Orient. La relecture est sous l'influence de l'historiographie missionnaire. Le « padrecito », au sommet du triumvirat, tient un enfant et la croix. Ils regardent vers le ciel, peut être pour y distinguer les voies du seigneur. A la base, l'indien et le conquistador sont armés. Le premier, dans le plus simple appareil, tend un arc vers le ciel. Est-il un bon sauvage ou un « indio bravo » qui mène la vie dure aux pères jésuites ? Nul ne peut le dire car dans cet instantané rien ne permet de savoir si son arme servira pour la chasse aux oiseaux ou si elle s'abaissera brutalement pour se retourner contre les blancs. Le conquistador, lui, plante son épée au sol. Des trois personnages, c'est le plus menaçant. Terrien assurément, il porte son regard vers la terre de l'Orient qu'il croit riche de trésor. Conquérant, bandeirante, pionnier, valeureux, il est un peu de tout ça. La lourde croix que forme son épée n'est qu'une réplique menaçante de celle du padrecito, légère et effilée, toute tendue vers le ciel. Le ciel, la terre ... C'est la direction de leur regard qui départage au final les trois personnages.*

*Photographie : Laurent Lacroix, 2002.*



**Photo II-2 : Le passage Junin à Cobija, un témoin du boom du caoutchouc**

*Le passage Junin conduit de la place principale aux rives de l'Acre. C'est un témoignage du boom du caoutchouc. En effet, lorsque de Cobija n'était qu'une barraca un peu plus grosse que les autres, les ouvriers empruntaient ce passage pour acheminer leur production sur les bords de l'Acre où elles étaient chargées sur des vapeurs en direction de Manaus. De chaque côté les pylônes blancs (visible au premier plan) étaient surplombés par des mèches qui brûlaient toute la nuit pour éclairer les travailleurs. Cette activité nocturne dit bien l'euphorie qui avait saisi la région. Aujourd'hui, il n'y a plus de lumière la nuit. Le passage n'est plus emprunté que par les piétons qui se rendent à Brasiléia en traversant l'Acre en barque. Peut-être la construction en 2004 d'un pont entre ses deux villes lui donnera-t-il une nouvelle jeunesse. En attendant, le maire de Cobija a fait poser une plaque en 2003 pour rappeler que la région et sa frontière sont nées du boom du caoutchouc.*



# III. Troisième partie

## La frontière vive

*Forces du changement,  
Résistances au changement*

« *Le monde n'est qu'une branloire perenne : Toutes choses y branlent sans cesse, la terre, les rochers du Caucase, les pyramides d'Égypte : et du branle public, et du leur. La constance mesme n'est autre chose qu'un branle plus languissant.* »  
*Michel de Montaigne, 1580<sup>1</sup>*

Sur la frontière les choses changent sans cesse. Les frontaliers le clament à l'unisson. La cacophonie ne vient qu'après, lorsqu'il s'agit de leur faire préciser les formes de ce changement, à commencer par savoir depuis quand le mouvement du branloire s'est accéléré. « Depuis trois ans », disent les uns, « depuis cinq ans », disent les suivants, et d'autres de rajouter encore à la confusion de l'enquêteur : « depuis Banzer et l'arrivée de l'ADN\* », « depuis la route », « depuis mon arrivée », « depuis la construction du gazoduc », « depuis la baisse du real » etc. Dans ce tintamarre la biographie des frontaliers semble prendre le pas sur l'évolution *objective* de la région. Seule la conviction que la zone a été le lieu de grands bouleversements est partagée par tous. L'omniprésence du discours sur le changement peut devenir déroutante. Objet d'une représentation subjective du passé, il est difficile à évaluer. Les choses ont-elles *plus changé* à Cobija et dans le Pando que, 2000 km plus au sud, à Puerto Suárez ? Pour le savoir, il faudrait dégager quelques critères précis permettant de le mesurer. Mais, lorsqu'on interroge, à ce propos, les frontaliers, on ne recueille qu'un inventaire à la Prévert, tout en contradictions et associations d'idées : les routes, les *chuños*<sup>2</sup>, l'arrivée des Collas, sa propre venue, l'usine de ciment au bout de la rue, la présence de l'État, l'abandon de l'État, la fonction de la frontière, la crise du commerce, les Brésiliens, trop là, pas assez là, les ONG, les autres etc. Comment, pour celui qui n'était pas là avant, distinguer dans cet imbroglio les axes structurants du changement ?

Comment même en déceler le sens ? Car, la grande question est bien là. S'il est vrai que les choses ont changé, elles ont bien dû évoluer dans un sens ou dans l'autre. Est-ce mieux qu'*avant*, ou pire que dans ce passé indéterminé ? À ce stade là de l'interrogation, on sert à l'étranger, la figure effroyable de la crise. Tout a changé parce que c'est la crise. La crise : elle est dans toutes les bouches, au fond de toutes les échoppes. Cette obsession permet de dégager du désordre frontalier, une première chose certaine : sur la frontière on vit avant tout grâce au commerce. Et, cette activité est des plus inconstante. Les commerçants, lorsqu'ils content leurs déboires, laissent transparaître des sentiments ambivalents où la peur de l'avenir côtoie la nostalgie du passé. Auparavant, ils gagnaient de l'argent : les rues du bourg ne désemplissaient pas de Brésiliens venus faire leurs emplettes, la forêt était traversée de toutes parts par les collecteurs de caoutchouc, le bois était exploité avec de larges bénéfices, et, surtout, mais on n'en parlera pas, la cocaïne coulait à flot vers le Brésil. Ce discours n'est pas uniquement fait de nostalgie. Il s'alimente aussi de la méfiance envers l'interlocuteur. Il devait particulièrement enfler dans les bourgs du narcotrafic, où tout *gringo* est un agent de la DEA<sup>3</sup> en puissance. À l'étranger, dont il analyse mal les motivations, les commerçants

<sup>1</sup> Montaigne, Michel De 1995 [1580] *Essais*, Livre III, Chapitre II, *Du repentir*

<sup>2</sup> Les *chuños* sont les pommes de terre déshydratées par un processus de gel-dégel, elles sont caractéristiques de l'alimentation andine.

<sup>3</sup> *Drug enforcement administration*, voir lexique des abréviations.

ressassent les mêmes rengaines, d'un bout à l'autre de la frontière. Passez votre chemin, il n'y a plus rien à enquêter, les caisses sont vides.

La logorrhée sur le changement a donc tout pour être suspect. Son omniprésence justifie pourtant qu'on s'y intéresse, à condition de savoir l'extirper de la gangue d'un *topos* universel sur la crise, la décadence et le renouveau. Des mutations sont à l'œuvre. Quelle part attribuer, dans une telle conviction, à la contagion des obsessions de l'enquêté à l'enquêteur ? Peut-on entendre, durant des années, les mêmes ritournelles sans finir par oublier d'en interroger les fondements ? Pour contrebalancer ces doutes, l'expérience du terrain est le seul rempart. J'ai connu les zones frontalières en 1997. De 2000 à 2004, je suis retournée maintes fois dans les mêmes lieux. Le pas de temps est court. Pourtant, d'année en année, les changements sont frappants. La croissance démographique de Cobija, le développement d'un nouveau quartier de commerces et de restaurants à San Matías, la désertion des boutiques à Arroyo Concepción, la vitalité de la fêria Bol-Bras à Corumbá sont des signes perceptibles d'une mutation, d'autant plus incontournable qu'elle est constamment liée à la frontière. Tous les habitants le disent : à la frontière Bolivie-Brésil, on ne fait pas que vivre sur la frontière. On en vit. Source de revenus, raison d'être, pas seulement économique, de ces villages, elle se constitue en horizon indépassable de la société frontalière.

Si la mutation est l'axe directeur pour comprendre la vie à la frontière, il ne s'agit pas, pour autant, d'effacer les éléments structurants du destin frontalier, présentés précédemment. Ils ont leur part dans les évolutions en cours. Même si on l'a cru pendant longtemps, il est certain que la frontière ne fut pas une table rase, attendant dans la vacuité de ses espaces infinis que la société bolivienne se décide à prendre son destin en main. Les « mémoires bases » de la région sont déterminantes pour saisir son évolution. Le mythe de l'Eldorado par exemple fait venir les migrants et lance les entrepreneurs et les hommes politiques dans des projets fous. L'éloignement physique, l'absence de l'État et le sentiment d'être à la marge du territoire sont d'autres éléments fort anciens qui pèsent sur le destin de la frontière. Enfin, la situation géographique, sur la zone de cisaillement entre deux empires est à l'origine d'une culture de l'illicite, d'autant plus facilement maintenue que les structures de contrôle étatique ont fait longtemps défaut. Du changement tous azimuts, il faut savoir faire la part. Comment se mêlent sur cette bande frontalière, les éléments anciens et nouveaux ? Quelle est la résultante de l'application de deux forces, celle qui pousse au changement et celle qui le contient ? C'est uniquement dans cette dialectique de la permanence et de la mutation que la région se laisse approcher. Et, puisque tout renvoie à la frontière, c'est à l'observation minutieuse de cette limite qu'il faut se prêter. Quelle est sa forme ? Quelles sont ses fonctions ? De quelle manière est-elle utilisée et appareillée ? Qu'on la passe la tête haute ou en fraude, qu'on la longe sans jamais la croiser, qu'on la traverse chargé de marchandises, qu'on vienne le matin du Brésil et le soir de Bolivie, ou le contraire, tout renvoie à cette ligne obsédante.

Ces mutations rapides justifient la métaphore de la frontière vive.<sup>4</sup> Comme une forme, en transformation, elle évolue en permanence et cet équilibre par le déséquilibre se fait dans un pas de temps raccourci. C'est que la frontière vit grâce au commerce pratiqué à différentes échelles (locale, nationale et internationale). Chaque niveau envoie des impulsions capables de perturber les conditions de l'échange, et de modifier la frontière : une nouvelle politique de répression de la contrebande, l'évolution des taux de change, l'ouverture de routes, la découverte d'un filon de contrebande, la répression contre le narcotrafic, l'apparition d'une zone frontalière plus attractive, la crise au Brésil etc. La frontière doit également le qualificatif de vive, à la vivacité des affrontements qui s'y jouent. Derrière les crises conjoncturelles, une tendance de fond est à l'œuvre : l'intégration de l'ancienne périphérie déconnectée au reste du pays. Cette intégration s'inscrit elle-même dans différents espaces : le territoire national, le monde réticulaire globalisé et celui organisé autour de la sphère d'influence des métropoles régionales. Ces trois modes d'intégration ne font pas toujours bon ménage. L'État bolivien fait rimer intégration avec normalisation de la frontière, pour qu'un jour elle participe au territoire national de la même façon que les autres régions du pays, sans prérogatives particulières. Comment faire que la frontière s'intègre au reste du pays, compte tenu des éléments anciens qui l'ont instituée en zone d'ombre du territoire ? Le face-à-face État central – frontaliers sera omniprésent dans les lignes qui vont suivre. Il nous dit quelque chose de la résistance têtue aux nouvelles valeurs.

Le choix de se concentrer sur les activités commerciales s'impose pour résoudre cette question centrale : les activités illicites et les révoltes frontalières sont-elles les derniers témoins d'un monde qui s'écroule, ou traduisent-elles l'impossibilité de normaliser la frontière pour en faire une région de Bolivie comme les autres ? Pour y répondre, il faut interroger les formes du changement, en commençant par rechercher ce qui en a été à l'origine : les routes. En une décennie, elles ont transformé la périphérie déconnectée en périphérie éloignée. La frontière ainsi arrimée au reste du pays a pu développer de nouvelles formes d'activités commerciales. On exposera tout d'abord les mémoires anciennes du commerce dans la zone, pour explorer les voies de son assagissement. Cette présentation didactique ne doit pas nous faire oublier l'imbrication des deux tendances, illicites et licites.

---

<sup>4</sup> Sur l'expression de « frontière vive » une mise au point s'impose, car elle appartient au vocabulaire des militaires et des géopoliticiens en Amérique Latine. Dans ce champ lexical elle évoque la politique de peuplement aux frontières, toujours menacées du territoire. Je ne prends pas l'expression dans ce sens là. Il s'agit plutôt d'insister, en jouant de l'analogie avec les formes vives en géomorphologie, sur la constante évolution de la frontière et sa grande lisibilité dans le paysage.

# Chapitre VI :

# La frontière arrimée

« Le développement harmonieux de toute sa région est l'unique garantie d'une stabilité économique à Guayaramerín. Or, un tel développement n'est pas possible dans les villes qui n'ont pas de moyens de communication, surtout les voies d'accès terrestre. »  
Carlos Lopez Vaca, 1995<sup>1</sup>

## Introduction

### Le jour où le train n'est pas arrivé à Paradejo

Le 4 juillet 2002 l'Express de l'Oriente n'est pas arrivé à 10 heures du matin à Paradejo,<sup>2</sup> la gare de Puerto Suárez. À 11 heures il n'était pas là et à midi non plus. Alors, la rumeur a enflé. À 13 heures, dans les cantines de Quijarro et dans celles de Puerto,<sup>3</sup> on ne parlait plus que de ça. Mais enfin quelqu'un a-t-il vu le train ? Où s'est-il arrêté ? Va-t-il pouvoir repartir le soir même pour Santa Cruz ? Et que va-t-il advenir du *Ferrobús*,<sup>4</sup> l'autre rame qui circule de nuit, si l'Express de l'Oriente n'arrive pas le soir même ? À 15 heures, ceux qui étaient passés à Paradejo pour connaître les raisons de ce retard, revenaient avec des nouvelles alarmantes pour les musards qui flânaient autour de la gare de Quijarro : un remblai avait rompu au passage du train, un peu avant Roboré, à 240 kilomètres Puerto Suárez, un ouvrier de F.O.<sup>5</sup> était mort écrasé en essayant de dégager les roues du wagon embourbé sous des tonnes de terre. L'Argentin de Puerto, qui possède la seule entreprise de pompes funèbres de la région, *La Cruz Chiquitania*, était sur les dents. Où était exactement le mort ? Était-ce lui, ou sa succursale de Roboré, qui devait s'en occuper ? À part le

<sup>1</sup> Lopez Vaca, Carlos 1995 *Geopolítica de Guayaramerín*, p. 30

<sup>2</sup> Paradejo est le nom du lieu-dit, à 1 kilomètre de Puerto Suárez, où se trouve la gare et un petit hameau. Trois ou quatre restaurants et quelques maisons s'y concentrent. Les cahutes servent de la nourriture à emporter pour les voyageurs qui partent pour de longues heures en direction de Santa Cruz et pour ceux qui attendent le train qui n'arrive pas.

<sup>3</sup> La complication de vivre dans une agglomération de communes où l'une s'appelle Puerto Suárez et l'autre Puerto Quijarro a modifié l'appellation d'usage de ces deux bourgs. Puerto Quijarro est devenu Quijarro, et Puerto Suárez, est devenu Puerto. Un privilège de l'ancienneté qui n'a plus toute sa logique aujourd'hui, car Puerto n'est plus un port, en raison de la sédimentation active dans la lagune Cacéres, tandis que Quijarro en est devenu un. Peut-être faut-il chercher une raison dans le gentilé des habitants de Puerto Suárez qui continuent à s'appeler les Porteños. Pour ne pas alourdir le texte, cette nomenclature sera parfois utilisée ici.

<sup>4</sup> Le *Ferrobús* est le train qui circule de nuit trois fois par semaine dans le sens Puerto-Santa Cruz et trois fois par semaine dans l'autre sens. Comme son nom l'indique il s'agit d'un train qui ressemble à deux bus, en fait deux wagons, montés sur des rails. En raison de sa faible taille, il est beaucoup plus rapide et couvre les 650 kilomètres en moins de douze heures.

<sup>5</sup> Entreprise ferroviaire orientale, voir lexique en fin d'ouvrage.

croquemort, tous convenaient qu'il y avait pire que ce décès, banal dans un pays où les transports sont meurtriers. Le train n'allait pas arriver de si tôt. Entre Arroyo Concepción, Quijarro, et Puerto, dans les taxis collectifs qui font la navette entre les trois villes, au barrage frontalier, dans les échoppes, on ne parlait que de ce train qui n'arrivait pas. Il y avait, dans ces différents lieux, toujours quelqu'un, plus désœuvré que les autres, pour avoir été chercher des nouvelles fraîches au poste de F.O\*, en contact avec Roboré. Et l'Argentin courait l'avenue principale avec les informations obtenues par « contact radiotéléphonique » avec sa succursale.

Que signifiait cette agitation ? Ces inquiets avaient-ils tous planifié de prendre le train le soir même ? Attendaient-ils, ce même jour, des paquets et des colis de Santa Cruz ? En réalité, il n'y avait rien de cette coïncidence pour expliquer ce bouillonnement de rumeurs à la frontière, qui faisaient la course entre elles jusqu'à se télescoper et s'anéantir. Certains, il est vrai, connaissaient quelqu'un qui devait justement prendre le train ce soir là, ou attendaient un ami de Santa Cruz. Mais la plupart n'avaient pas plus de raisons de craindre le retard du train que celles qui lient le destin de ces villes frontalières à l'unique drain qui les raccroche avec le reste du pays. Il fallait écouter les conversations pour comprendre que ces angoisses exprimaient surtout un syndrome frontalier de l'isolement. On se racontait des scénarios à faire frémir. Si la locomotive était cassée ou si le remblai était sérieusement endommagé, la zone risquait d'être privée de trains pendant de longues semaines. Il n'y aurait plus de communication « par la terre » avec le reste de la Bolivie. Heureusement, ce jour là, le train finit par arriver. Il était 10 heures du soir. Fin de douze d'heures de panique sur la frontière. On allait pouvoir dormir en paix.

Cette anecdote, assez ordinaire de la vie de la frontière, montre combien les voies de communication sont au centre des préoccupations des habitants. Il n'est même pas nécessaire que les chemins de fer ou les routes soient coupés pour entendre parler d'eux. Ailleurs sur la planète, lorsque deux voisins se croisent, ils échangent le plus souvent quelques formules convenues sur le temps. Sur la frontière, on a coutume de troquer cette chronique météo contre celle de l'état des routes : *on ne passe plus de Santa Rosa à Montevideo, la traversée du Madre de Dios à El Sena est impossible, les flotas\*<sup>6</sup> de La Paz n'ont pas pu arriver à cause d'un glissement de terrain dans les Yungas, les douaniers manifestent, ils ont bloqué la route San Matías-San Ignacio, au niveau de San Vicente. La saison des pluies est trop avancée pour voyager par l'intérieur, il faut prendre la route de Porto Velho, etc.* Les routes sont une idée fixe. Pourtant, les frontaliers ne voyagent pas plus que les autres Boliviens. Leur obsession est liée à l'importance qu'ils accordent aux voies de communication. Ils sont finalement assez proches, intellectuellement, des géographes, attentifs comme eux aux infrastructures de transport qui permettent de comprendre l'état d'un territoire. À propos de la crise au Congo, Roland Pourtier se demandait par exemple si « le délitement de l'État (...) n'est pas consubstantiel à la dégradation des infrastructures de communication terrestre, responsable d'un repli sur le local ? »<sup>7</sup> Le tableau d'un Oriente oublié, marginalisé, rêvé, abandonné de l'État ne renvoie-t-il pas, de la même façon, à la

<sup>6</sup> Compagnie de bus, voir lexique en fin d'ouvrage.

<sup>7</sup> Pourtier, Roland 2002 *Espace et Nation en Afrique centrale: La dimension oubliée*

question lancinante de l'absence de routes pour l'atteindre ? Les routes, voilà la clef de tout. Le transport des hommes, des produits, les activités économiques, les échanges culturels en dépendent. Elles disent la façon d'occuper un espace et de l'emboîter dans des espaces plus vastes, de la sphère nationale à l'ensemble mondial.

L'Orient a connu, ces dernières décennies, une révolution des moyens de transport. Ce levier du changement frontalier il faut l'analyser en partant d'un constat étonnant : plus les routes avancent et plus les frontaliers ont le sentiment d'être déconnectés du reste du pays. Alors qu'ils vivaient, il y a vingt ans de cela, dans un satellite isolé de la Bolivie, ils habitent aujourd'hui une périphérie accrochée au reste du territoire. Les liens sont certes ténus, mais ils se sont considérablement renforcés. Et voilà que les frontaliers se plaignent comme jamais d'être « le coin le plus oublié de la Bolivie ».<sup>8</sup> La clef de ce paradoxe tient à une évidence. L'amélioration des voies de communication a permis d'ériger les centres boliviens, La Paz et Santa Cruz, en horizon de vie des frontaliers. La frontière est rentrée dans leur sphère d'influence. Auparavant, ces marges étaient, par la force des choses, tournées vers le Brésil - certains diraient sous sa perfusion tant la vie, là-bas, tenait de la survie. En renforçant ses relations avec l'Ouest, et sa dépendance, les marges orientales souffrent donc plus du caractère fragile des liens qui les unissent à « l'intérieur du pays ».

La révolution des transports doit être analysée sous cet angle particulier. Comment le développement des voies de communication peut-elle s'accompagner de l'émergence d'un sentiment d'isolement ? Et de quelle façon le développement des infrastructures redonne son statut de centre aux villes de l'intérieur ? Pour y répondre, il faut prendre la mesure de cette *révolution*. Le terme hyperbolique doit être manié avec précaution. Il n'est justifié que par la particularité du contexte bolivien où le réseau de transport est caractérisé par de très grandes lacunes. Quelques routes nouvelles, quelques voies améliorées, et le tour est joué. Il reste cependant beaucoup à faire pour coudre tous les pans désunis du territoire. De ces insuffisances naît le sentiment de vivre à l'écart. Sentiment nourri surtout par les néo-frontaliers, dont l'arrivée a justement été permise par l'achèvement des routes.

---

<sup>8</sup> Expression entendue dans maints entretiens dont les variantes sont : le coin caché de la Bolivie, son coin perdu, son petit coin oublié – *rincóncito* – etc.

---

# I – La décennie 90 : une véritable politique des transports

---

*« Comme au travers de la forêt, on ouvre des chemins,  
De la même façon dans la vie, on construit son destin. »  
Gloria Estefan, Abriendo Puertas, 1995.*

En Amérique Latine, les routes à travers la forêt sont bien plus que des routes, elles sont les voies du progrès et, comme dans la chanson de Gloria Estefan,<sup>9</sup> la clef d'un nouveau destin. Les routes améliorent les conditions de vie des habitants. Jadis, ils étaient exclus du développement national en raison de l'absence de liens physiques capables de les rattacher au reste du pays. Les voilà, aujourd'hui, *intégrés*. La lutte contre la pauvreté et la volonté d'intégration nationale se sont complétés pour aboutir à un tel résultat. C'est la grande nouveauté de la décennie 80 en Bolivie. Elle va conduire à un profond *aggiornamento* de la politique d'aménagement, dans ses modalités comme dans ses sources de financement. D'un côté on abandonne le rail, dont les effets sociaux bénéfiques étaient faibles, de l'autre, on trouve grâce à cette nouvelle façon de présenter les choses, de nombreux prêts internationaux pour réaliser ce programme.<sup>10</sup>

Le processus d'amélioration du réseau de transport oriental ne se laisse saisir que si on veut bien le replacer dans ce contexte. Les nouvelles routes destinées à arrimer la frontière orientale au reste de l'espace national participent d'un réseau conçu à l'échelle du pays tout entier. Plus encore, d'une décennie à l'autre, on descend d'un cran dans les échelles d'analyse. On voulait assembler les isolats disparates du pays, on veut maintenant faire de la Bolivie, isolat mal connecté au reste du continent, un élément clef des infrastructures de communication intercontinentale. Ce glissement de l'intégration nationale vers l'intégration continentale du pays, du développement local vers le développement national est fondamental dans le statut dévolu à la frontière orientale. C'est pourquoi on ne peut évoquer cette petite révolution orientale sans commencer par présenter le cadre national.

## *1-1 Les piliers de la politique d'aménagement*

Les vingt dernières années ont été décisives pour l'amélioration du réseau de transport en Bolivie. Cela a été le fruit d'une politique volontariste d'aménagement du territoire. Elle a été repensée sur la base de nouveaux axiomes. Destinée à résoudre des problèmes strictement nationaux, cette politique n'en est pas moins dépendante des grands financeurs internationaux, qui n'envisagent pas toujours de la même façon la solution du « problème bolivien ». Une partie de ses

---

<sup>9</sup> Gloria Estefan est une chanteuse d'origine cubaine. Grâce à ses multiples succès elle est devenue l'égérie de la chanson latino aux États-Unis.

<sup>10</sup> Le BID\*, la Banque Mondiale, les coopérations nationales de divers pays, au premier rang desquels la KfW des Allemands, n'étaient pas forcément prêts à financer une politique d'aménagement du territoire. Elles le sont, en revanche, si on met en avant ses effets sociaux bénéfiques.

contradictions devaient venir de là. Ses errements aussi. Les progrès dans le domaine des transports ne peuvent, en effet, faire oublier la grande insuffisance du réseau aujourd'hui.

### **1-1-1 Priorité aux routes**

#### **Les transports au cœur des politiques de développement économique**

La question des transports et de leur amélioration a été un thème récurrent des discours des gouvernements boliviens. On l'a vu à propos de la politique orientale, au XIX<sup>ème</sup> et dans le début du XX<sup>ème</sup> siècle, où les appels à la colonisation des terres vierges s'accompagnaient de projets mirifiques, mais irréalistes, de construction d'axes de communication en direction de l'Est. Dès 1954, l'achèvement de la route Cochabamba - Santa Cruz modifie la géographie du pays et prouve que les hommes politiques ont pris conscience de l'importance des voies de communication dans les politiques de développement. Dans les années 60 et 70, les gouvernements militaires font de la construction de routes, l'instrument principal de l'intégration nationale qu'ils appellent de leurs vœux. Aussi, il serait faux de croire que les profonds bouleversements dans le domaine des transports sont animés par une idée neuve. La nouveauté n'est pas là. Elle réside dans l'existence de moyens effectifs qui permettent de donner un début de réalité à un discours sur la construction du territoire, resté longtemps irréel. Avec le retour à la démocratie en 1982 et la stabilisation, au moins politique du pays, des moyens importants sont mis à la disposition des transports. La nouvelle politique économique mise sur les routes pour sortir le pays du marasme.<sup>11</sup> Entre 1987 et 1997 un tiers de l'investissement public est consacré au secteur des transports.<sup>12</sup> En 1998, par exemple, 37% des dépenses publiques lui sont dédiés.

**Tableau III-1 : Répartition de l'investissement public, la prime donnée aux transports. Un exemple en 1998<sup>13</sup>**

<b>Secteur</b>	<b>Valeur de l'investissement en milliers de bolivianos</b>	<b>Part dans l'investissement public total</b>
Transport	1 014 086	37%
Service des eaux	437 577	16%
Éducation et culture	337 828	12%
Agriculture	326 826	12%
Hydrocarbures, mines et énergie	168 279	6%
Projets multisectoriels	144 341	5%
Santé et sécurité sociale	140 709	5%

<sup>11</sup> La NPE est mise en place par Victor Paz Estenssoro en août 1985 pour tenter de sortir de la plus grave crise économique qu'ait connue le pays (inflation de 8170% en 1985, taux de chômage qui passe, la même année de 6% à 20% de la population active etc.) La crise tenait à des facteurs externes (crises russe et asiatique qui entraînent une chute des cours des matières premières, puis crise brésilienne) mais aussi à des facteurs structurels nationaux, entre autre le déséquilibre profond du budget national source d'une inflation galopante. Comme un malheur ne vient jamais seul, les Boliviens durent aussi compter cette même année sur les effets dévastateurs du Niño.

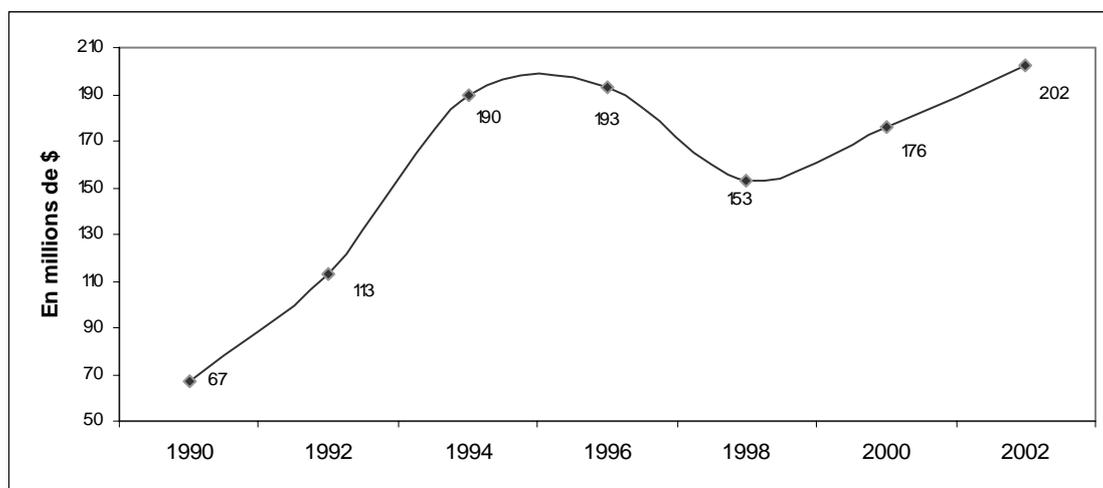
<sup>12</sup> Peña, René 2001 *Review of recent progress in the development of transit transport system in latin america*, p. 19

<sup>13</sup> Source : Ministerio de Hacienda, SNIP 1998 (*Sistema nacional de inversion publica*). Seul l'investissement public de 1997 et 1998 a été rendu public.

Ressources hydriques	59 582	2%
Urbanisme et construction	53 297	2%
Industrie et tourisme	26 848	1%
<b>Total</b>	<b>2 709 374<sup>14</sup></b>	<b>100%</b>

La priorité donnée au secteur transport se fait certes dans un contexte de réduction générale de la part de l'investissement public par rapport à l'investissement privé.<sup>15</sup> Il n'en reste pas moins vrai que le secteur transport connaît une certaine embellie dans ce contexte de restrictions des budgets publics. Les sommes consacrées aux financements des infrastructures de transport augmentent régulièrement entre 1990 et 2002.

**Figure III-1 : L'investissement public dans le secteur transport entre 1990 et 2002<sup>16</sup>**



La volonté d'amélioration des infrastructures de transport va avoir, pour la région qui nous concerne, des conséquences importantes.

### La primauté donnée aux routes

C'est d'autant plus vrai que dans, le cadre de cet effort d'aménagement, les routes ont, pour la première fois, la faveur des planificateurs. L'idée de lier les infrastructures de transport et la lutte contre la pauvreté est en toile de fond des nouvelles politiques. Compte tenu de cet objectif, rien n'est plus efficient que la route. Mettre fin à l'hégémonie du rail, c'est penser l'avenir en terme de développement social et non plus en fonction d'un objectif de croissance économique tirée par l'exportation de matière première. « Pour les ruraux les chemins représentent l'unique lien qui les unit à la civilisation (...) L'absence de chemin, ou leur état calamiteux, ont donc des conséquences dramatiques sur l'économie des paysans »,<sup>17</sup> écrit-on dès 1970 dans un des nombreux plans de

<sup>14</sup> Soit quelques 500 millions de dollars.

<sup>15</sup> La nouvelle politique économique souhaite mettre fin au capitalisme d'état et laisser plus de place à l'initiative privée. Entre 1992 et 1999 la part de l'investissement public dans l'investissement total passe de 57% à 33%, mais l'augmentation sur la même période de l'investissement privé, permet de maintenir sa valeur absolue. Entre 1992 et 1999 il tourne autour de 500 millions de dollars par an. Voir Aguayo, Eva et Coronado, Patricia 2002 *Inversion publica y privada en Bolivia*, p. 8

<sup>16</sup> Source : données INE, reprises dans Calderon Gutierrez, Fernando (Coord.) 2004 *Informe de desarrollo humano en Santa Cruz*, p. 210.

<sup>17</sup> Machicado Saravia, Eduardo 1970 *Bolivia 1971-1991 : Estrategia socio-economica del desarrollo nacional*, p. 67

développement que devait connaître le pays. Les routes, artisans du progrès social. Ce slogan doit retenir l'attention car, pour une fois en Bolivie, les discours sont suivis de mesures concrètes. Entre 1987 et 1997, 83% de l'investissement public consacré au transport se porte sur les routes.<sup>18</sup>

### ***1-1-2 Intégrer le pays, l'intégrer dans le cône sud***

Dégager des financements pour les routes est une chose ; savoir lesquelles construire en priorité, en est une autre. Depuis l'abandon du tout-chemin-de-fer, le pays hésite entre deux schémas pour l'élaboration du réseau fondamental viaire.<sup>19</sup> Le premier privilégie la réunion des pans désunis de la Bolivie, l'autre insiste sur les routes internationales. Les deux ne sont pas fondamentalement incompatibles, surtout dans le cas des routes de l'Orient. Construire le corridor Nord-est, qui doit joindre Porto Velho à La Paz, suppose par exemple de finir la route La Paz – Riberalta - Guayaramerín. Mais, quant l'argent public est compté, tout est question de priorité. Si l'accent est mis sur l'intégration nationale sud-nord, alors les corridors est-ouest, fondamentaux pour la frontière orientale, passent au deuxième plan.

### **2002 : Priorité à l'intégration nationale Sud-Nord**

C'est ce qui s'est passé en 2002. Le plan Bolivia 2002, *Obras con empleo* (des travaux publics pour l'emploi), lancé par Gonzalo Sánchez de Lozada dans le cadre d'une politique keynésienne de relance économique inclut un volet infrastructures de transport.<sup>20</sup> Cette politique, conçue comme un sursaut national contre la crise économique, laisse peu de place aux corridors d'intégration continentale Est/Ouest (qui avaient la faveur des gouvernements précédents). Si on ne les abandonne pas totalement, le Plan Bolivia 2002 ne retient comme priorité nationale que la construction de la route Víctor Paz Estenssoro.<sup>21</sup> Une fois achevée, elle reliera le pays du nord au sud, de Guayaramerín à Tarija en passant par La Paz et Potosi. « Ce sera le plus important projet d'infrastructure de communication réalisé dans les 50 dernières années. Elle joindra le pays du nord au sud », pouvait-on lire dans la plateforme de communication du gouvernement de responsabilité nationale (MIR\*<sup>22</sup>/MNR\*<sup>23</sup>).<sup>23</sup> Dans ce nouveau schéma, le progrès social et l'unité nationale l'emportaient sur la croissance économique tirée par les exportations. « Avec cette route, les producteurs paysans pourront atteindre avec plus de facilité les marchés, les exportations seront facilitées et surtout, de nombreux emplois seront créés. »<sup>24</sup> Les espérances suscitées par la route Víctor Paz Estenssoro furent tellement grandes que les habitants de Cobija virent avec inquiétude

<sup>18</sup> Peña, René 2001 *Review of recent progress in the development of transit transport system in latin america*, p. 20

<sup>19</sup> Je reprend la nomenclature du Servicio nacional de Caminos, qui distingue : le réseau routier fondamental, le réseau routier secondaire et le réseau local, "vécinal".

<sup>20</sup> Au nom de l'axiome qui voulait que chaque kilomètre de route génère entre 50 et 60 emplois.

<sup>21</sup> Le nom donné à cette route était une façon de placer la politique de relance de 2002 dans la continuité de celle initiée en 1985 par Víctor Paz Estenssoro et d'en faire ainsi son parrain posthume, ce dernier étant mort la même année, en 2002.

<sup>22</sup> Mouvement de la gauche révolutionnaire (*Movimiento de Izquierda Revolucionaria*), considéré, en dépit de son nom, comme de centre-gauche et dont le leader est Jaime Paz Zamora

<sup>23</sup> Unicom 25 juillet 2002 *Plan Bolivia para un Gobierno de Responsabilidad Nacional*

<sup>24</sup> Unicom 25 juillet 2002 *Plan Bolivia para un Gobierno de Responsabilidad Nacional*

leur ville tenue à l'écart de ce projet. Après quelques mois de lobbying, ils obtiennent, au début de l'année 2004, qu'elle soit prolongée jusqu'à Cobija.<sup>25</sup>

### **1996 : Intégrer la Bolivie dans le cône sud, priorité aux corridors Est-Ouest**

Le plan Bolivia 2002 n'oubliait pas la vieille marotte bolivienne : les corridors d'intégration. Il rappelait plus loin que « le corridor Est/Ouest » allait aussi être achevé.<sup>26</sup> Pourtant, l'état d'esprit avait changé et l'intégration au cône sud semblait bien ne plus être la priorité. À propos du programme corridor nord-est, qui correspond à la partie septentrionale de la route Paz Estenssoro, on pouvait lire par exemple. « Le but est de faire disparaître le goulot d'étranglement qui complique l'accès et le commerce entre les départements du Beni et du Pando depuis la capitale, *ainsi que, éventuellement* établir une connexion et une ouverture avec les marchés du Brésil et du Pérou. »<sup>27</sup> Les corridors internationaux étaient passés de mode. Quelques années auparavant, ils avaient été présentés comme l'unique voie de salut.<sup>28</sup> Le Plan directeur des transports terrestres de 1996 donnait la part belle aux axes est-ouest par rapport à ceux d'intégration nationale sud-nord.<sup>29</sup> C'était mieux pour notre région frontalière qui pouvait bénéficier de ces grandes voies de connections trans-andines. Sous la pression des organismes financeurs, les aménageurs boliviens ont appris le pragmatisme et la nécessité de concentrer son attention sur quelques voies prioritaires.

### ***1-2 Les mesures phares, à l'ombre des financeurs***

Depuis une dizaine d'années, les aménageurs oscillent donc entre une vision continentale et une vision nationale. Elles sont deux réponses différentes, mais pas totalement contradictoires, à la nécessaire construction d'un territoire national, inachevé depuis l'indépendance. Seule une politique volontariste de transport est capable de résorber ce mal. Mais encore faut-il trouver les moyens d'une telle politique. Et la Bolivie, pays endetté où les rentrées fiscales sont dérisoires, ne les a pas. Elle doit s'en remettre aux financeurs internationaux pour réaliser ce rêve pluriséculaire d'intégration nationale.

<sup>25</sup> D'après Inmar Coca, directeur du SNC, section départementale du Pando, entretien réalisé le 16/04/04.

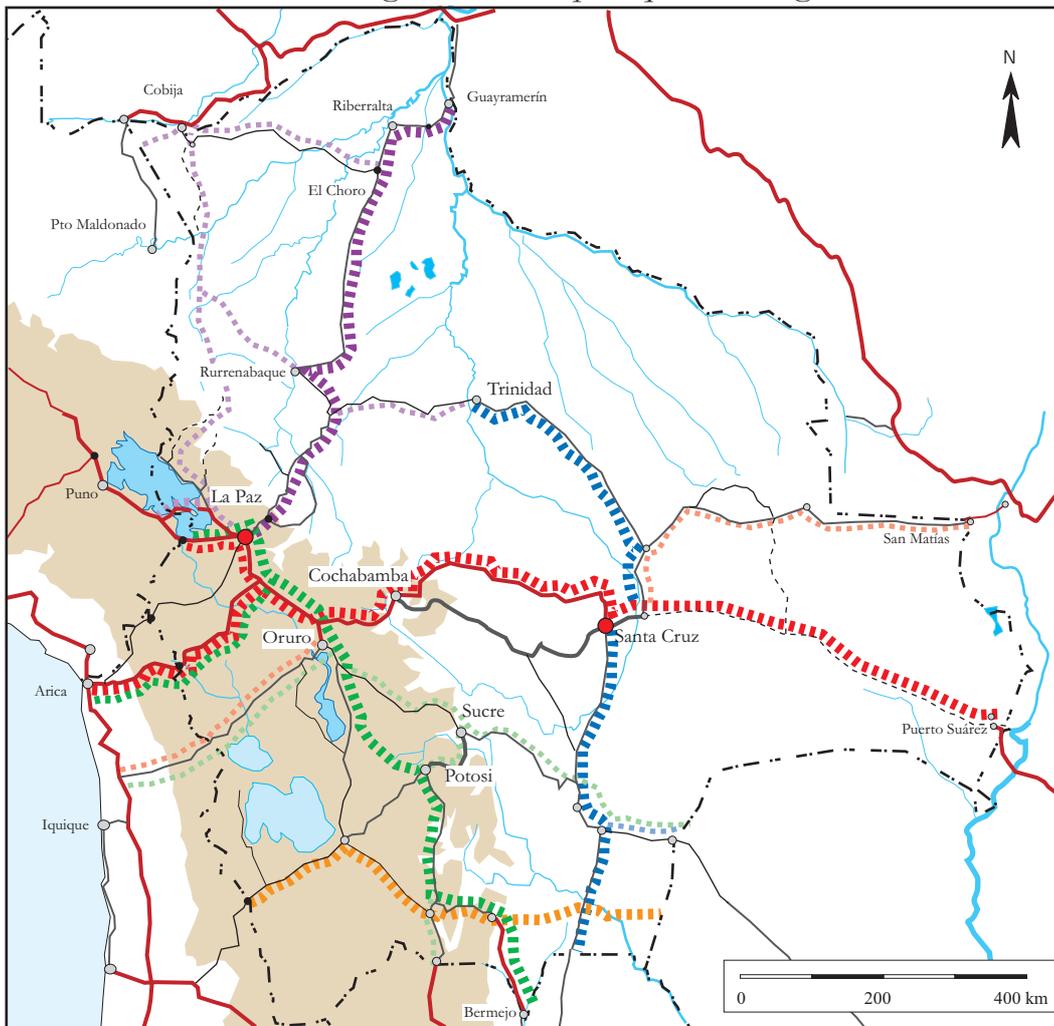
<sup>26</sup> Sans autre précision, on peut imaginer qu'il s'agit de l'axe Puerto Suárez – Santa Cruz – Oruro – Arica ou Iquique. C'est de loin le plus avancé et celui qui a les faveurs des investisseurs internationaux (Banque Mondiale, BID, CAF).

<sup>27</sup> Sagari, Silvia 2004 *Programa vial del corredor norte : proyecto BO - 0200*, p. 6. C'est moi qui souligne.

<sup>28</sup> Lors du premier gouvernement de Gonzalo Sanchez de Lozada en 1996.

<sup>29</sup> Le PMTS – *plan maestro de transporte por superficie* – a été développé en 1996. En réalité il ne fut jamais abandonné, mais corrigé. En 2002, le Plan des routes, élaboré par le Vice-ministère des transports et de l'aéronautique civile, reprend certaines de ces grandes lignes. Il aboutira au programme d'investissement routier 2003-2007 que doit être réalisé le SNC\* (Service national des routes.)

III-1 : D'un plan à l'autre (1996-2002)  
 Changement dans la politique d'aménagement du territoire



Corridors d'intégration 96

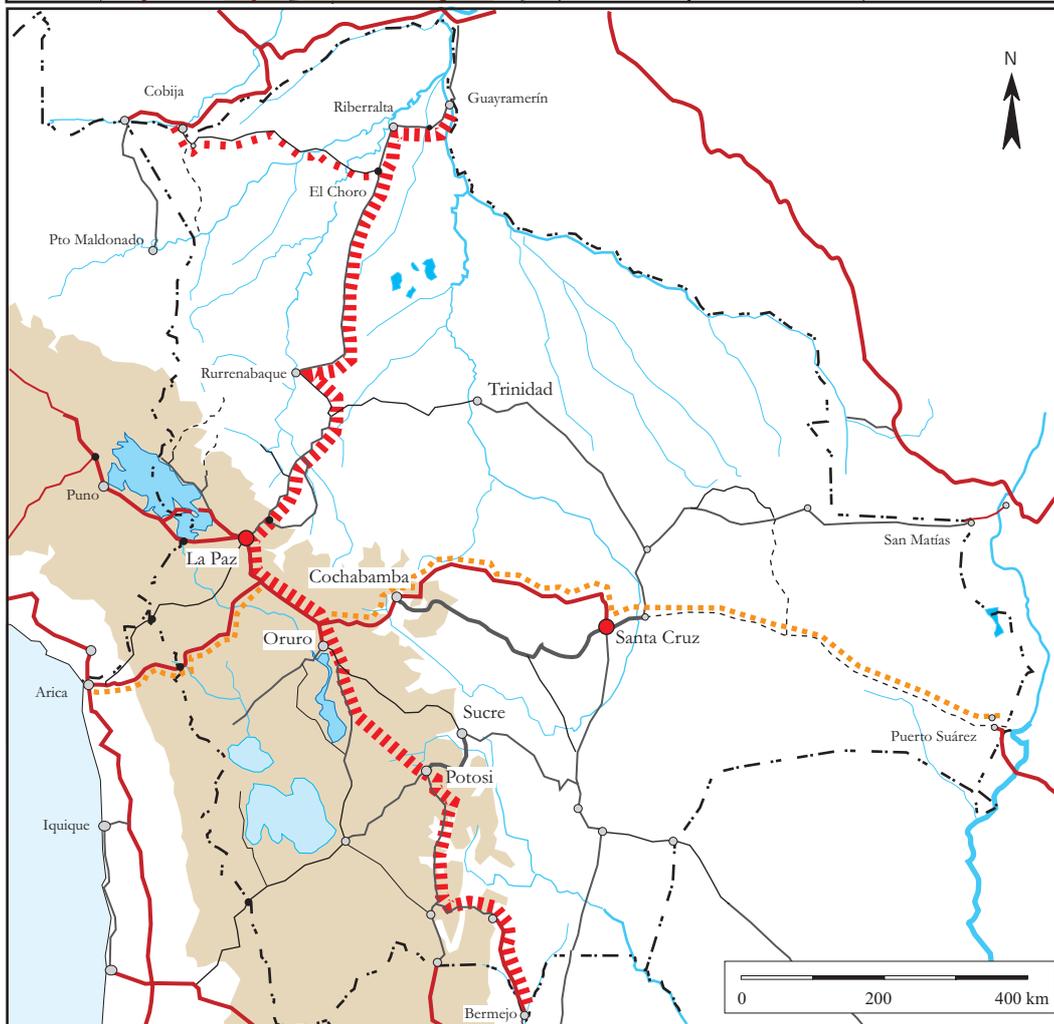
Corridor Est-Ouest :  
 Brésil - Bolivie - Chili - Pérou  
 ■■■ Voie principale  
 - - - Voies secondaires

Corridor Nord-Sud :  
 Argentine - Bolivie - Paraguay  
 ■■■ Voie principale  
 - - - Voies secondaires

Corridor Ouest - Sud :  
 Chili - Pérou - Bolivie - Argentine  
 ■■■ Voie principale  
 - - - Voies secondaires

Corridor Nord-Est :  
 Pérou - Bolivie-Brésil  
 ■■■ Voie principale  
 - - - Voies secondaires

Corridor Central :  
 Brésil - Paraguay - Bolivie - Chili  
 ■■■ Voie principale



Le Plan Bolivia 2002  
 Priorité à l'intégration nationale

■■■■ La route Paz Estensoro  
 - - - Le crochet par Cobija  
 Un reste de corridor  
 - - - Le corridor Est-Ouest

D'un plan à l'autre :  
 Mêmes contraintes, mêmes objectifs

Profiter d'une situation centrale  
 Frontière internationale - - -

Se connecter au réseau extérieur  
 Route asphaltée existantes ■■■  
 Route non asphaltée —

Vaincre la barrière andine  
 Altiplano ■■■

Rejoindre la mer et les fleuves  
 Pacifique ■■■  
 Fleuve important ~~~

## ***1-2-1 Des financements internationaux opportuns***

### **La Bolivie, pays pauvre, pays sage**

Heureusement le pays fait partie des bons élèves de la scène géopolitique sud-américaine : sa politique monétaire raisonnable, la lutte contre la coca lancée en 1997<sup>30</sup>, l'adoption d'un plan d'équilibre budgétaire en 1997<sup>31</sup> sont autant de facteurs qui ont autorisé un afflux de financements, justifiés de surcroît par la très grande pauvreté du pays. Jusqu'en 2003 le seuil fatidique des 1000 dollars US/par an et par habitant n'était pas dépassé, ce qui autorisait la Bolivie à bénéficier de prêts avantageux.<sup>32</sup>

#### **Encadré III-1 : Le financement initial du Plan Bolivia 2002**

Le plan pour la Bolivie proposé par Gonzalo Sanchez de Lozada lors de sa campagne pour son élection présidentielle de juin 2002 est un programme de relance économique qui nécessite de très lourds financements.

Pour les obtenir le président, une fois élu, s'est tourné vers les deux partenaires financiers les plus importants de la Bolivie : la Banque Mondiale et la Corporation andine de développement (CAF\*). En novembre 2002, le gouvernement pouvait annoncer triomphalement que déjà 2 milliards de dollars avaient été trouvés pour financer le Plan Bolivia.<sup>33</sup> Selon Mauricio Antezanna, le porte parole du président, la CAF était prête à débloquer 1,8 milliards de dollars dans les cinq prochaines années, tandis que la Banque Mondiale prévoyait un financement de 350 millions de dollars pour l'année 2003, et de 700 millions dans les quatre prochaines années. Enfin, la Banque interaméricaine de développement, la BID\*, allait débloquer pour 2003, quelques 200 millions de dollars.

« Tout cela prouve clairement la confiance accordée au processus bolivien de réforme, au Plan Bolivia, au peuple bolivien et à son gouvernement de la part de la communauté internationale », affirmait Mauricio Antezanna, le porte parole du gouvernement à la veille d'accueillir le président de la Banque interaméricaine de développement (source ABI, le 2/11/02).

Toutefois on peut aussi se montrer plus circonspect et nuancer l'enthousiasme du porte-parole. Les prêts de la CAF, qui participent pour une grande part au programme Plan Bolivia, ne sont pas particulièrement intéressants.<sup>34</sup> Ils se situent à peu près au même niveau que les prêts commerciaux courants, au contraire des prêts de la Banque Mondiale et de la BID qui sont eux, subventionnés. C'est donc au prix d'un plus grand endettement que le gouvernement était prêt à réaliser le plan. Il devait, de toute façon être remis grandement en cause par la démission forcée de Gonzalo Sanchez de Lozada en octobre 2003, suite aux insurrections populaires.

<sup>30</sup> En 1997 le plan dignité lancé par le Général Hugo Banzer prévoit l'éradication totale de tous les cocaïers du pays avant la fin de son mandat en 2002. Cette bonne conduite permet au pays de voir son accréditation renouvelée tous les ans par la DEA\*, l'administration anti-drogue des États-Unis. Ce blanc-seing est une condition sine qua non pour recevoir l'aide des États-Unis. Voir Dea 2002 *Informe del Departamento de Estado de los Estados Unidos sobre la Estrategia Internacional para el Control de Narcóticos*, p. 2

<sup>31</sup> En 1997, la Bolivie adhère au programme de la Banque Mondiale et du FMI, dénommé « Initiative pour les pays pauvres fortement endettés » (PPTE). On a coutume, en Bolivie, de la désigner sous son abréviation anglaise HIPIC, pour *heavily indebted poor countries*. Grâce à cet accord elle obtient une réduction de sa dette de 450 millions de dollars en 1997. Depuis avril 2001 la Bolivie participe au programme HIPIC II qui lui a permis de bénéficier d'un allègement de sa dette de 1,5 milliard de dollars pour les 15 prochaines années. Le respect des normes, en plus d'une réduction de ses dépenses publiques lui permet d'accéder à de nouveaux prêts internationaux. Voir Aguayo, Eva et Coronado, Patricia 2002 *Inversion publica y privada en Bolivia*, p. 5

<sup>32</sup> La BID, banque inter-américaine de développement, retient par exemple ce seuil des 1000 dollars par habitants pour définir les droits à prêt des pays. En 2002, la Bolivie est encore en dessous et bénéficie à ce titre de prêts à long terme (40 ans, avec 10 ans de grâce), avec des taux d'intérêts faibles – 1% les dix premières années et 2% les 30 autres années. Selon Daniel Sanchez, agent technique BID, entretien réalisé à La Paz, le 28/05/02.

<sup>33</sup> 2002 *Gobierno tiene mas de \$us.2.000 millones para sostener Plan Bolivia*, BOLPRESS, le 2 novembre 2002.

<sup>34</sup> Selon Juan Luis Briancon, directeur du contrôle des opérations à la CAF. Entretien réalisé à La Paz le 10 mai 2002. Les taux d'intérêt de la CAF sont indexés sur la valeur de la livre sterling et sont donc soumis aux variations des marchés financiers. En 2002, ils tournaient autour de 4,5%. Ils étaient bien moins compétitifs que ceux de la BID, mais meilleurs que ceux des banques privées boliviennes. D'autant plus que l'État bolivien dans le cadre du HIPIC (I et II) ne peut souscrire des prêts qu'auprès d'organismes accrédités.

## **Le revers de la médaille : le droit de regard des financeurs sur les investissements**

Les grands travaux territoriaux sont menés dans le cadre d'une économie sous perfusion. En moyenne, sur la décennie 90, la moitié de l'investissement public bolivien provient de financements extérieurs, sous forme de prêts ou de donations.<sup>35</sup> Une telle situation n'est pas sans effets secondaires. Le vieil adage qui dit que les conseillers ne sont pas les payeurs se trouve, en Bolivie, totalement inversé. Les planificateurs sont soumis au bon vouloir de payeurs étrangers. Leur liberté de décision est donc limitée.

Par exemple, les routes, priorité de tous les gouvernements boliviens, n'ont pas le même succès auprès des organismes financeurs. La route directe La Paz – Cobija, via El Chivé, ne devrait pas être construite de sitôt, même si les Pandinois l'appellent de leurs vœux. Il lui faudrait traverser trois aires protégées.<sup>36</sup> Pour une route qui se cherche des financements internationaux, on ne peut imaginer pire tare. Il est peu vraisemblable qu'un prêt soit un jour débloqué pour sa construction. Mais, même lorsque les routes ne traversent pas des aires protégées, les organismes financiers leur préfèrent des projets plus directement liés à la lutte contre la pauvreté. En 1998, le secteur transport représentait 1% du total des donations accordées à la Bolivie contre 50% des crédits extérieurs, négociés par le gouvernement.<sup>37</sup> La distribution sectorielle des projets financés par la BID\*, pour la gestion mai 2003-mai 2004, va dans le même sens. Sur les 135 millions de dollars alloués, seuls 22 millions de dollars concernent un projet routier, celui du corridor Nord-est qui doit rallier La Paz à Guayaramerín.<sup>38</sup> Les grands projets du gouvernement sont dépendent des organismes créditeurs. La question de savoir si une politique territoriale d'envergure peut être menée dans de telles conditions reste ouverte.

### ***1-2-2 Les réformes obligées***

Si les projets liés aux infrastructures de transport ont peu la faveur des financeurs internationaux, c'est que le secteur à mauvaise réputation. Pour y remédier, et calmer la colère des financeurs qui voyaient leur argent dilapidé dans le puits sans fond des transports boliviens, deux mesures fondamentales ont été prises : réformer le Service national des routes, institution chargée de la réalisation des projets d'infrastructures routières et privatiser les principales entreprises de transport.

<sup>35</sup> Les prêts représentaient les trois quarts des financements extérieurs, et les donations un quart - en moyenne pour les années entre 1990 et 2000, mesure effectuée par l'UDAPE, l'unité d'analyse de la politique économique. Pour être tout à fait précise, l'investissement extérieur s'élevait sur cette décennie à 50,4%, 11% sous forme de donation et 39,4% sous forme de prêts. Voir Calderon Gutierrez, Fernando (Coord.) 2002 *Informe de desarrollo humano, Bolivia 2002*, p. 82

<sup>36</sup> L'aire naturelle de gestion intégrée d'Apolobamba, le parc national naturel du Madidi et la réserve naturelle de vie sylvestre de Manuripi

<sup>37</sup> Source : Ministerio de Hacienda, Vice Ministerio de inversion pública y de financiamentos externos. SNIP 1998 (*Sistema nacional de inversion publica*).

<sup>38</sup> Ce financement n'était pas destiné à la construction de la route, mais à une étude d'impact cette route, ainsi qu'à une étude de sa faisabilité.

## L'institutionnalisation du Service national des routes

Le Service national des routes (SNC – *Servicio nacional de Caminos*) était l'une des institutions les plus corrompues du pays.<sup>39</sup> Résultat, les routes sont de mauvaise qualité, car les entreprises rognent sur les coûts de construction pour pouvoir verser leur obole aux hommes politiques. Dans ces conditions, la première saison des pluies est une épreuve redoutable à passer. Entre octobre et février 2001, des pluies importantes ont emporté des centaines de kilomètres de voirie nouvellement construites.<sup>40</sup>

« La Bolivie a le plus pauvre réseau routier de tout le continent, et il y a biens des raisons à cela (...), mais la principale tient à la mauvaise administration du SNC\*», affirmait, sans ambages, René Peña en 2003.<sup>41</sup> La CAF\*, la BID\* et la Banque Mondiale\* en étaient tout autant convaincues. Dès 1997, les pressions et les menaces de cessation de prêts se multiplient pour obtenir une réorganisation totale du service. En 2001, le gouvernement cède à ces pressions et se décide à procéder à l'*institutionnalisation* du service national des routes.<sup>42</sup> Derrière ce néologisme un peu barbare, se cache une idée simple : faire du SNC une institution indépendante, détachée de la mainmise des prévaricateurs au pouvoir. Elle doit devenir une agence *technique*. L'adjectif, cent fois répété, est présenté comme la clef de tous les problèmes du réseau routier. Il a l'avantage d'éluider les questions politiques engagées par toute politique d'aménagement : par où faire passer les corridors d'intégration ? Quelles sont les régions à intégrer en priorité ? Quelle doit être la finalité première d'une route, répondre aux besoins des populations ou promouvoir le développement économique ? Fi de cette litanie de questions, place aux *techniciens* et à l'action.

À cette condition, des jours meilleurs s'annoncent pour la Bolivie : « en 2006 [échéance finale de l'institutionnalisation], le Service national des routes sera une institution technique avec une haute fonction. Elle sera reconnue au niveau national et international pour ses valeurs, ses principes et sa capacité à réaliser la mission qui lui a été confiée : construire, conserver et valoriser le patrimoine viaire de la Bolivie. »<sup>43</sup> Vivement 2006. Déjà, en juillet 2002, le directeur du SNC pavoisait : l'institution pouvait compter sur 1,3 milliard de dollars de prêts accordés pour des travaux de construction, de réfection ou de maintenance de routes. « L'accès aux crédits est plus facile depuis l'institutionnalisation, les projets qui avaient été suspendus [*à cause des scandales du SNC*] ont été relancés, les portes du financement nous sont de nouveau ouvertes (...) nous espérons

<sup>39</sup> Ce haut niveau de corruption était en partie lié à l'importance des sommes en jeu lors des appels d'offre pour la construction des routes.

<sup>40</sup> Dans le même ordre d'idée René Pena rappelait qu'en 1992 la proportion des routes asphaltées était retombée au niveau de 1987, en raison de la détérioration extrêmement rapide des nouvelles constructions. Peña, René 2001 *Review of recent progress in the development of transit transport system in latin america*, p. 19. L'auteur justifiait explicitement cette situation par la corruption généralisée du secteur transport.

<sup>41</sup> Peña, René 2003 *Improvement of transit systems in Latin America*, p. 19

<sup>42</sup> L'institutionnalisation du SNC\* est postérieure à celle de la douane nationale (en 1999) et à celle du SNI, service nationale des impôts (en 2000). C'est la Banque Mondiale qui a financé ce processus. L'organigramme a été totalement réorganisé et les fonctionnaires corrompus remplacés par du personnel réellement compétents. En fait d'institutionnalisation, il s'agissait aussi de procéder à un "grand ménage" : depuis 2001, 10 fonctionnaires du SNC ont été jugés devant un tribunal administratif et un fonctionnaire devant un tribunal judiciaire.

<sup>43</sup> Telle était la vision définie pour l'avenir de l'institution par le Gérant de planification, voir Benitez Reynoso, Alberto 2002 *Infraestructura vial : corredores de integracion*, p. 3

utiliser ces ressources pour le bénéfice de tout le pays », affirmait-il.<sup>44</sup> Les Boliviens et les financeurs, l'espèrent tout autant que lui.

## **La privatisation des entreprises nationales de transport**

La deuxième mesure imposée par les bailleurs internationaux (encore plus volontiers donneurs de leçons que d'argent) était la privatisation du système de transport. En 1996 la grande loi dite de « capitalisation » inclut dans la liste des entreprises à privatiser la compagnie aérienne nationale, Lloyd Aero Boliviano<sup>45</sup> et les chemins de fer nationaux, ENFE\*.<sup>46</sup> La privatisation doit améliorer la productivité des entreprises et leur rentabilité.

Plus de moyens pour les transports, plus d'efficacité dans la distribution de cette manne, mais moins de liberté de décision, voilà les principaux traits d'un tableau contrasté qui devait cependant aboutir à un grand chamboulement du territoire.

### ***1-3 La petite révolution des transports***

L'amélioration du réseau viaire est certaine, même si elle ne tient qu'à quelques routes de terre. Il faut replacer ce processus dans une perspective bolivienne, pour comprendre comment une petite révolution des transports terrestres a été rendue possible avec de si pauvres réalisations.

#### ***1-3-1 Ce n'est pas encore parfait ...***

La Bolivie est le pays des records à l'envers : le plus faible indice de développement humain d'Amérique du Sud, la densité de population la plus basse et le PIB le moins important du continent. Dans un tel pays, il n'est pas étonnant que les transports soient aussi à la traîne. De fait, la Bolivie possède le réseau routier le moins dense d'Amérique Latine. Les 55 000 kilomètres de routes sont bien peu de chose en regard des 1,1 million de kilomètres carrés, la superficie totale du pays. Avec 500 mètres de route par kilomètre carré, la Bolivie est bien en deçà de la moyenne sud-américaine, qui s'établit à 900 mètres de route par kilomètre carré.<sup>47</sup> L'excuse d'un milieu physique difficile, si souvent invoquée pour justifier le retard bolivien, n'est pas suffisante. Dans le même contexte andin, d'autres pays font bien mieux.

---

<sup>44</sup> Voir : La Razon, 2002 *Caminos tiene \$us 1.333 millones para carreteras*, édition du 18/05/2002. Le directeur du SNC était José Maria Bacovik.

<sup>45</sup> Elle sera rachetée par la compagnie brésilienne Aérolíneas VASP qui aura tôt fait de regretter cet investissement. En 2000, quatre ans seulement après son rachat, la Lloyd, au bord de la banqueroute et fortement endettée, est revendue à des capitaux privés boliviens. Entre temps, les grèves permanentes du personnel, qui accusait les Brésiliens de « cannibaliser » la compagnie pour la revendre en pièces détachées, la compétition de American Airlines sur la seule route rentable (La Paz-Miami) avaient achevé de convaincre les investisseurs Brésiliens qu'ils avaient fait-là une très mauvaise affaire.

<sup>46</sup> La compagnie des chemins de fer boliviens sera vendue en deux morceaux : réseau oriental et réseau occidental. Voir note sur ENFE, F.O. SA, dans le lexique en fin d'ouvrage.

<sup>47</sup> Sachs, Jeffrey, Gallup, John Luke et Mellinger, Andrew D. 1998 *Indicadores de desarrollo mundial*

**Tableau III-2 : Réseau routier dans les pays andin, le retard bolivien<sup>48</sup>**

	<b>Population (en milliers d'habitants)</b>	<b>Superficie (en milliers de km<sup>2</sup>)</b>	<b>Réseau routier avec revêtement<sup>49</sup> (en km)</b>	<b>Densité des routes avec revêtement (pour 1000 km<sup>2</sup>)</b>
Venezuela	24 179	917	34 892	38,3
Équateur	12 646	271	5 686	21,0
Colombie	42 321	1 142	11 732	10,3
Pérou	25 662	1 285	10 189	7,9
Bolivie	8 329	1 099	3 400	3,1

La Bolivie est le dernier du tableau. Laissons de côté le Venezuela, qui profite de la manne pétrolière, et l'Équateur, plus petit que les autres pays andins. Reste alors la Colombie et le Pérou. Avec une superficie à peu près équivalente, ces deux pays possèdent un réseau routier deux à trois fois plus dense que la Bolivie. En plus d'être tenu, le réseau routier bolivien est de qualité médiocre. Seul 6,5% des routes disposent d'un revêtement. L'objectif, défini pour 2004, est que la moitié du « réseau principal » bénéficie d'un revêtement.<sup>50</sup> C'est surtout la route La Paz – Santa Cruz, communément dénommée axe central (*eje troncal*), qui en bénéficierait.

### ***1-3-2 ... mais les progrès sont certains***

Le retard bolivien dans le domaine des transports, ne doit pas occulter les progrès réalisés en une décennie. Entre 1990 et 2000, les transports ont connu une des plus fortes croissances de tous les secteurs économiques boliviens : 5,5% de croissance réelle sur 10 ans.<sup>51</sup>

#### **L'apparition d'un réseau routier**

Cela n'a pas été en vain. Le nombre de kilomètres de route asphaltée a augmenté de 40% entre 1987 et 1997. Un tel accroissement s'inscrit dans l'espace. Si, dans les années 70, il était tout à fait exagéré de parler d'un réseau routier bolivien, cela n'est plus le cas aujourd'hui.<sup>52</sup> En 30 ans, les quelques routes qui traversaient l'Altiplano et frôlaient le début des plaines orientales, se sont étirées, élargies et multipliées, tandis que de nouvelles branches sont apparues. Aujourd'hui, pas moins de quatre routes transversales (ouest-est) joignent les piémonts andins aux Basses Terres. De nombreuses connexions ont aussi été réalisées avec le réseau routier étranger.

<sup>48</sup> Source : Caf 2003 *Estudio del Eje Andino*, p. 5.

<sup>49</sup> Ici, la totalité du réseau routier avec revêtement est prise en compte quelque soit le type de revêtement : asphalte, couche de bitume et autres traitement de surface plus complexe. En revanche les routes de terre, de graviers et de terre tassée (*ripiada*), n'ont pas été retenues. Cela explique le chiffre inférieur à celui que je donne plus haut, qui prend en compte tout type de route.

<sup>50</sup> Je reprends la nomenclature bolivienne. Le réseau principal, la *Red Vial Fundamental*, est constitué par les routes principales qui relient les capitales départementales. Il compte 11 800 kilomètres.

<sup>51</sup> La plus forte croissance a été enregistrée dans le secteur des hydrocarbures, en raison de l'exploration du gaz dans le sud de Tarija (+7,6%) et les plus faibles croissances concernent l'agriculture, la mine, les services publics, les services domestiques, les hôtels et la restauration (moins de 3,2%). Données INE, 2002, disponibles sur le site [www.ine.gov.bo](http://www.ine.gov.bo).

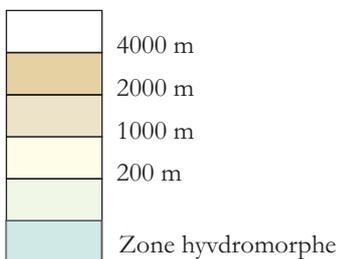
<sup>52</sup> Voir : Carte II – 2, Pas de route pour l'Orient, p. 169

III - 2 Le réseau routier bolivien en 2004 :  
A la conquête de l'Est et du Pacifique

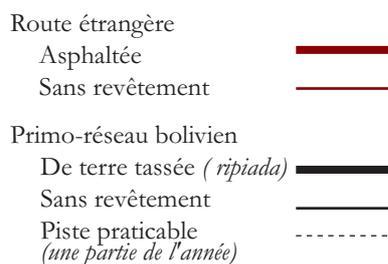


Laetitia Perrier Bruslé, 2004

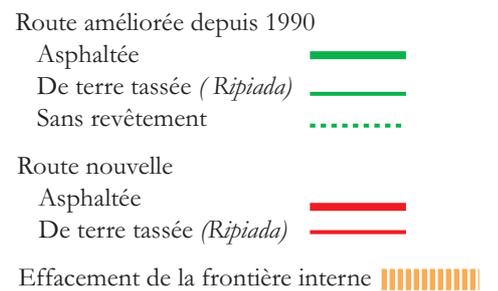
I - L'étagement bolivien



II - Primo-réseau et réseau étranger



III - Routes améliorées et routes nouvelles

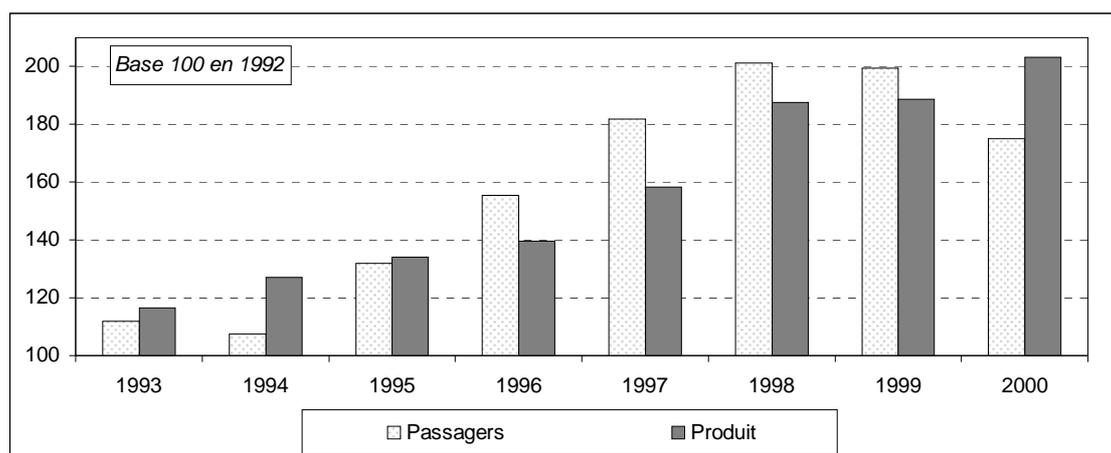


Parmi les grandes réalisations de cette décennie, retenons : la route de Santa Cruz à Trinidad (10% sont asphaltés et le reste dispose d'un nouveau revêtement<sup>53</sup>); la route de Santa Cruz à la frontière argentine qui longe le piémont andin ; la route de La Paz à Santa Barbara qui est enfin achevée et qui permet de traverser les Yungas; celle de Oruro à Ventilla, quelques 100 kilomètres avant Potosi; celle de La Paz à Tambo Quemado, à la frontière chilienne ; celle, enfin, de Tarija à la frontière argentine. La Bolivie est partie à la conquête de ses frontières : en direction du Pacifique mais aussi en direction de l'Orient traditionnellement moins bien relié. La frontière interne, établie à la terminaison du primo-réseau des années 70, a reculé au rythme de la progression des routes. Dans le même temps, le monopole de l'aviation orientale a été nettement ébranlé.

### La croissance exponentielle des volumes transportés par voie terrestre

L'amélioration du réseau routier a profité aux transports terrestres. Dans la dernière décennie, il a augmenté dans des proportions beaucoup plus importantes que l'activité économique globale. Entre 1992 et 2000, les charges transportées ont doublé, tandis que le nombre de passagers augmentait de 80%.

**Figure III-2 : Augmentation du transport terrestre interdépartemental<sup>54</sup>**



### 1-3-3 Problèmes structurels, problèmes en suspens

Il est toutefois difficile de clore ce bilan optimiste sans évoquer ses ombres. Elles relèvent toutes de problèmes structurels, de ceux qui ne se règlent pas en un jour, ni même en une décennie.

### Le retard de la Bolivie, conséquence d'une politique tout chemin de fer tardivement abandonnée

Première ombre au tableau, le retard profond pris dans le développement de l'infrastructure routière. Il ne pourra être comblé en quelques années, en dépit des efforts du

<sup>53</sup> La nomenclature du SNC pour qualifier le revêtement des routes est assez complexe. Par ordre croissant de qualité on trouve : 1) les routes de terre tassée, *ripida* ; 2) les routes de terre compacté, *tierra* ; 3) les routes de gravier ; 4) les routes qui ont un revêtement superficiel type goudron sans changement de leur géométrie qu'on qualifie de T.S.D ou T.S.T (Traitement Supérieur Double ou Triple) ; 5) les routes asphaltées, qu'on dénomme C.A. (Couche asphaltée).

<sup>54</sup> Carjaval, José Luis (Coord.) 2002 *Anuario estadístico 2002*, chapitre IV.

gouvernement. Les aménageurs boliviens ont tardé à prendre les mesures imposées par la fin d'un système économique basé sur la trilogie mines/chemins de fer/Altiplano. Le premier tournant dans la politique d'aménagement était pourtant précoce. En 1954, la construction de la route Cochabamba – Santa Cruz, ébranle un double monopole : celui du chemin de fer et celui de l'Occident comme lieu prioritaire de l'investissement public. Mais, des années 60 aux années 90, peu d'initiatives viennent relayer cette œuvre majeure. Et la Bolivie se réveille, au début de la décennie 90, avec un réseau routier lacunaire. Or, la pauvreté de l'État et les réductions des dépenses publiques ne jouent pas en faveur d'une politique de grands travaux pour résorber rapidement ce retard.<sup>55</sup>

### **La difficile réforme du SNC**

Autre type de problème structurel, la difficile réforme du Service national des routes. En dépit du processus en cours d'institutionnalisation, le SNC continue d'alimenter les pages à scandales des journaux boliviens. En juillet 2003, le neveu de l'ex-ministre de gouvernement est nommé gérant de planification du SNC à la place d'une autre personne régulièrement désignée. Cette nomination intempestive dément la volonté affichée du gouvernement bolivien de ne plus contrôler cette institution.<sup>56</sup> De la même façon, en mars 2003, un décret suprême (D.S 27 079) institue un Directoire général (*gerencia general*) afin de limiter l'autonomie, nouvellement acquise, du SNC.<sup>57</sup> Une réforme structurelle d'une telle ampleur ne peut s'accomplir en un jour. C'est toute une culture politique qu'il va falloir changer.

### **Les routes, otages des révoltes politiques**

Les routes, en Bolivie, sont soumises à rude épreuve et requièrent une attention constante. En plus des intempéries, les mouvements sociaux, dont la principale forme de protestation est le barrage de voies de communication, endommagent les infrastructures. Dans l'Orient des arbres sont coupés et mis en travers de la route, tandis que sur l'Altiplano, les voies sont recouvertes, sur des kilomètres et des kilomètres, de cailloux acérés afin d'empêcher toute circulation.

Cette situation impose des travaux de maintenance réguliers. Dans ce contexte, les défaillances du SNC\* ne sont pas sans conséquence, tout comme la priorité donnée à la construction de nouvelles routes sur les nécessaires travaux d'entretien. Une route n'est pas éternelle, les Boliviens l'ont appris à leurs dépens. En avril 1999, deux fonds ont été créés pour remédier à la dégradation rapide des infrastructures : le fond de maintenance ordinaire du réseau

<sup>55</sup> En revanche, les politiques continentales de construction d'infrastructures de transport, vont dans le sens d'une amélioration du réseau routier bolivien. L'IIRSA\*, l'initiative pour l'intégration de la région sud-américaine, créée à l'instigation du Brésil soutient ce processus. Voir Chapitre XI, paragraphe 1-1-2 « La Bolivie : pays clef pour l'intégration continentale ? »

<sup>56</sup> Voir La Prensa 2004 *Familiar de Kukoc es gerente del SNC*, (édition du 24 juillet 2003).

<sup>57</sup> Voir Gutierrez Garcia, Maritza 2004 *Caminos y el engaño al país*, article paru dans El Deber, édition du 7 février 2004. L'auteur ajoutait : « Pour beaucoup de Boliviens l'institutionnalisation du Service national des routes était la meilleure façon pour que notre Bolivie parvienne à vaincre la corruption, le parrainage, le copinage et les désignations de complaisance (*designaciones a dedo*). L'institutionnalisation a commencé il y a deux ans, elle a coûté 20 millions de dollars au pays, mais elle n'a servi à rien. »

fondamental, financé à 70% par les péages sur les routes, et le programme d'urgence défini tous les ans, mais dont les financements sont à trouver chaque année.<sup>58</sup>

### « La construction d'une route en Bolivie n'est jamais justifiée »<sup>59</sup>

Dernière ombre au tableau : la faible densité démographique de la Bolivie. Elle pèse de deux façons sur le développement du réseau routier. D'une part, elle renchérit de façon mécanique le coût des infrastructures dès qu'on le rapporte au nombre d'habitants. D'autre part, elle induit une sous-utilisation des routes et explique leur faible rentabilité économique. Cette vérité est trop souvent éludée pour qu'il ne soit pas bon de la rappeler, à l'heure où les projets de routes se multiplient en Bolivie. Chaque Comité Civique, dans chaque ville frontalière, y va de son corridor d'intégration international, seul à même de sortir la bourgade de sa léthargie. À force d'y croire les dirigeants perdent un peu le sens des réalités. Ils oublient de se demander si la construction d'une route possède une justification économique lorsqu'il s'agit de relier une ville de quelques dizaines de milliers d'habitants au reste du pays. En 1983, déjà, la question se posait. Dans un rapport sur les conditions de circulation dans la région amazonienne Pérou, Bolivie, Brésil, les auteurs remarquaient que « les routes, qui doivent couvrir des distances supérieures à 600 km ne sont justifiées que par la nécessité d'intégrer le territoire national *et non pour des raisons économiques.* »<sup>60</sup>

La question des routes renvoie donc en permanence à la faible densité. C'est tellement vrai que la position de la Bolivie, dans le contexte andin, n'est pas si défavorable lorsqu'on rapporte les kilomètres de route au nombre d'habitants.

**Tableau III-3 : Réseau routier rapporté au nombre d'habitants, le retard bolivien nuancé<sup>61</sup>**

	<b>Population (en milliers d'habitants)</b>	<b>Superficie (en milliers de km<sup>2</sup>)</b>	<b>Réseau routier avec revêtement. (pour 1 000 habitants.)</b>
Colombie	42 321	1 142	0,3
Bolivie	8 329	1 099	0,4
Équateur	12 646	271	0,4
Pérou	25 662	1 285	0,4
Venezuela	24 179	917	1,4

À l'exception du Venezuela, tous les pays andins sont logés à la même enseigne et la Bolivie n'est pas déclassée. Elle fait même mieux que la Colombie. Mais, si chaque Bolivien peut

<sup>58</sup> Ce programme d'urgence n'a pas de financement propre. Il faut chaque année trouver un nouveau donateur pour pouvoir l'assurer. En 2001 la coopération japonaise, la JICA, avait attribué 15 millions de dollars au SNC pour couvrir ce programme.

<sup>59</sup> Remarque de Daniel Sanchez, gérance et planification de projets, au BID\*, entretien réalisé le 29/05/2002. Pour être tout à fait exacte, il avait étendu cette remarque, dans la suite de l'entretien à toutes les routes d'Amérique Latine.

<sup>60</sup> Conesa, Eduardo (Director) 1983 *Estudios de transportes en la Region Amazonica y en el Alto Paraguay*, p. 6. C'est moi qui souligne.

<sup>61</sup> Caf 2003 *Estudio del Eje Andino*, p. 5. Même remarque que ci-dessus à propos du revêtement.

s'enorgueillir des 400 mètres de route qui lui reviennent, la faiblesse générale de la population explique, au final, que le réseau routier soit plus lâche.

La circulation sur les routes est, de surcroît, peu importante. Au faible nombre d'habitants desservis le long de chaque route, s'ajoute un développement économique encore hésitant qui n'entraîne pas de transports importants de marchandises. Il faut aussi compter avec un faible niveau de motorisation de la population.<sup>62</sup> La circulation oscille entre 200 véhicules par jour sur le réseau principal sans revêtement, et 1000 pour les routes avec revêtement.<sup>63</sup> L'entreprise brésilienne de travaux publics Odebrecht a appris à ses dépens la difficulté de rentabiliser un investissement routier. En 2001, son projet de construction de la route Puerto Suárez – Santa Cruz a été annulé. Odebrecht comptait installer des péages routiers pour rembourser ses travaux. Le contrat, dit « de risque partagé », prévoyait qu'en cas de sous utilisation, le gouvernement bolivien verserait au constructeur brésilien le manque à gagner. Cet accord a été dénoncé par la BID\* qui a fait pression sur le gouvernement pour que le projet soit retiré.<sup>64</sup> De fait, il aurait sans doute gravement déséquilibré les comptes de la nation. L'étude initiale, présentée par Odebrecht à la direction générale des concessions publiques, était bien trop optimiste. Pariant sur une croissance de la production du soja dans la zone de Santa Cruz et sur une explosion de la croissance urbaine à Puerto Suárez (217 000 habitants à Puerto Suárez en 2024, contre 33 000 aujourd'hui),<sup>65</sup> elle prédisait une augmentation exponentielle des volumes transportés sur cet axe. En 2025, selon les auteurs, entre 2200 et 2500 camions emprunteraient quotidiennement la route.<sup>66</sup> Si Odebrecht avait calculé la rentabilité de son investissement à partir de cette étude, il est certain qu'elle aurait connu bien des déconvenues financières et aurait été en droit d'exiger du gouvernement des compensations.

## II - L'amélioration du réseau de transport oriental

Si les routes de Bolivie ne sont jamais justifiées en termes économiques, celles de l'Orient, en dépit de leur nom prestigieux de corridor international, le sont moins que d'autres. Comment en serait-il autrement compte tenu des caractéristiques de cette région, immense et sous peuplée ? L'Orient est un archipel, et comme dans tout archipel les communications entre les isolats sont

---

<sup>62</sup> On comptabilisait 431 427 véhicules de tout type en 2002 en Bolivie (camions, bus, mini-bus, voitures, fourgonnette, 4\*4 etc.) et ce dans toutes les catégories (transport public, particulier ou officiel). Soit un taux d'équipement de 5,2 véhicules pour cent habitants. Source : Registro único automotor, 2002

<sup>63</sup> Sagari, Silvia 2004 *Programa vial del corredor norte : proyecto BO - 0200*, p. 3

<sup>64</sup> Selon un entretien avec le dirigeant d'Odebrecht, réalisé à La Paz, le 15 mai 2002. En juin 2001, Odebrecht, après avoir fait réaliser une étude de faisabilité du projet, avait remis le dossier au Vice ministre des transports et de l'aviation civile. Le 27 novembre 2001 le ministre du développement économique bolivien avait déclaré ce projet d'intérêt public, et l'appel d'offre devait être lancé en décembre 2001, avec Odebrecht en première position pour y répondre. L'intervention du dirigeant de la BID avait tout fait capoter.

<sup>65</sup> Beceom, Société Française D'ingénierie 2001 *Diseño final de la Carretera Pailon - San José - Puerto Suarez*, p. 29

<sup>66</sup> Les chiffres varient en fonction des portions de la route (en raison de la variation du trafic local) dans la fourchette que nous avons donnée. *Op. Cit.* p. 57.

rendues difficiles par l'existence de grandes discontinuités. Mais c'est surtout le faible nombre d'habitants de chacune de ces îles perdues qui a joué contre leur mise en réseau. Pourtant certaines routes ont finalement vu le jour. Elles ont permis une mutation profonde des zones frontalières. Elles ont aussi augmenté le hiatus entre les différents points de la frontière, les villes avec route et les zones sans route. L'étude minutieuse des infrastructures de communication s'impose donc pour comprendre cette nouvelle organisation de la frontière orientale, où les pôles de croissance s'opposent aux zones délaissées.

## ***2-1 Les passages Andes-Orient***

*« Alors que les pays voisins, même les plus pauvres, possèdent un réseau de routes qui intègrent leurs régions et leurs frontières, la Bolivie reste dans l'obscurantisme, avec des chemins de mules, vulnérables à tous les changements climatiques. Les emprunter est une aventure héroïque dont la fin est toujours incertaine ».*  
Éditorial de *El Nuevo Día*, le 8 août 2004<sup>67</sup>

L'Orient, il faut d'abord pouvoir l'atteindre, et, pour cela, passer la magistrale barrière andine. Le déterminisme naturel ne peut être l'unique principe explicatif des lacunes du réseau routier.<sup>68</sup> Il est pourtant certain que les quelques 3500 mètres de dénivelé, sur une centaine de kilomètres de distance, sont redoutables pour les constructions civiles.<sup>69</sup> Les routes doivent traverser des piémonts constitués d'accumulations sédimentaires récentes, matériel géologique facilement remobilisé lors des épisodes climatiques violents. Chaque année de Niño,<sup>70</sup> les fortes pluies et les crues des rivières entraînent une intense érosion mécanique des versants, qui emportent avec eux les routes accrochées à leur flanc. C'est donc au prix d'énormes efforts financiers, que deux routes principales au nord et au sud du pays ont finalement vu le jour : la première permet d'atteindre le Beni et le Pando, la deuxième le département de Santa Cruz.<sup>71</sup>

### ***2-1-1 La route des Yungas***

#### **De la route de la mort ...**

Si la Bolivie est le pays des records à l'envers, celui de la route la plus dangereuse du monde est sans doute le plus triste d'entre eux. La voie qui rejoint La Paz aux villes de Riberalta, Guayaramerín et Cobija est en effet mortelle. Les *cha'llas*<sup>72</sup> et les signes de croix des chauffeurs n'y font rien. Chaque année, entre 20 et 30 véhicules tombent dans le vide qui longe la route, de plus de

<sup>67</sup> El Nuevo Día, 2004 *Pasajeros en accidentes*, (édition du 8 octobre 2004).

<sup>68</sup> Voir Chapitre IV, 1-2-1 « L'Orient à la marge, p. 163

<sup>69</sup> Sur la route des Yungas, entre Cotopata et Santa Barbara, le dénivelé est de 2100 mètres (de 3100 mètres d'altitude à 997 mètres d'altitude) soit une pente moyenne de 4,2% sur 50 km de distance.

<sup>70</sup> Ou ENSO (pour El Niño Southern Oscillation). Ces périodes régulières de dérèglements climatiques, liées à l'inversion des courants maritimes dans le Pacifique sud, se traduisent dans les pays andins par de fortes pluies. Comme les premiers signes annonciateurs d'un Niño arrivent en décembre, on les qualifie du nom de l'enfant Jésus dont on commémore la naissance à ce moment de l'année. Les derniers grands Niño en Bolivie datent de : 1982-83, 1987-88, 1991-92, 1995, 1997-98, et 2001-02.

<sup>71</sup> Je laisse de côté l'étude de la route Santa Cruz – Sucre et la vieille route Cochabamba – Santa Cruz, qui ont un rôle moins important pour les villes frontalières qui nous préoccupent.

<sup>72</sup> Coutume syncrétique, mi-catholique, mi-indigène où l'on bénit les véhicules avec de l'alcool avant d'emprunter la route.

300 mètres de profondeur par endroit.<sup>73</sup> Au premier semestre de 2002, 70 personnes étaient mortes et 181 avaient été blessées par des accidents survenus sur les quelques 100 premiers kilomètres de cette route.<sup>74</sup>

### ... À la route la plus chère du monde

Les Boliviens s'accommodaient mal de ce carnage annuel. Il fallait y mettre fin. C'est chose faite depuis juillet 2003. La nouvelle route des Yungas a été ouverte. Sa construction fut longue et difficile. Il fallut bâtir 113 demi-viaducs, 31 viaducs, trois ponts et plusieurs tunnels, dont le tunnel San Rafael qui a coûté à lui seul quelques 30 millions de dollars. Le grand problème de cette route, financée par le BID\*, la CAF\* et la KfW, la coopération allemande, fut son coût sans cesse incrémenté par la découverte de nouvelles failles géologiques qui nécessitaient des travaux de soutènement. Au total, on estime qu'elle a coûté entre 180 et 140 millions (soit un investissement de plus de 3 millions de dollars par kilomètre de route).<sup>75</sup>

Mais cela en valait la peine. « Dans les années 50 Paz Estenssoro décida d'intégrer le pays. Grâce à la construction d'infrastructures, il a ouvert la conquête de l'Est. Le gouvernement de Sánchez de Lozada a décidé d'ouvrir la marche en direction du Sud et du Nord du pays », déclarait le Ministre des travaux publics, Carlos Morales, le jour de l'inauguration du tunnel San Rafael.<sup>76</sup> Qu'on ne croit pas que ces 48 kilomètres n'ont rien à voir avec la frontière. Certes, ils représentent une partie infime des 1350 km qu'il faut parcourir pour atteindre Cobija depuis la capitale andine, ou des 1100 km de la distance Guayaramerín – La Paz. Mais ils étaient redoutables et redoutés. Dans l'esprit des frontaliers, commencer ou finir le voyage par cette route ajoutait de la dangerosité à la pénibilité d'un voyage long de trois jours.

### 2-1-2 « L'axe central » en voie de restauration<sup>77</sup>

On insiste beaucoup sur la révolution de 1954, initiée par la construction de la nouvelle route de Cochabamba à Santa Cruz. Elle a bouleversé l'organisation de la géographie bolivienne. Aujourd'hui, les trois quarts de l'activité économique du pays sont générés le long de cet axe qui unit La Paz à Santa Cruz et qui concentre 76% du trafic total.

### Un axe en piteux état

Pivot de l'unité nationale (pour les hommes politiques) ou colonne vertébrale du pays (pour les aménageurs), la route est, quoiqu'il en soit, en mauvais état. Peut-être, l'attention portée à la

<sup>73</sup> Voir Cedib 2002 *En un semestre setenta muertos en accidente de carretera en Yungas*. En 2000, selon le rapport de l'agence Transitó de La Paz, il y avait eu 300 morts et 2487 blessés sur la route Oruro-La Paz-Yungas.

<sup>74</sup> Il s'agit du tronçon entre Cotopata et Caranavi, mais la majorité des accidents avaient eu lieu sur le premier tronçon jusqu'à Santa Barbara.

<sup>75</sup> La nouvelle route des Yungas de Cotopata à Santa Barbara est longue de 48, 5 km.

<sup>76</sup> C'était le 21 juillet 2003, voir La Razon 2003 *El túnel San Rafael permite llegar a los Yungas desde hoy* (édition du 22 juillet 2003).

<sup>77</sup> Je n'ai pas trouvé de traduction plus appropriée à l'expression bolivienne de *eje troncal*, qui a l'avantage en espagnol d'introduire l'idée d'un axe structurant, sorte d'épine dorsale de l'espace bolivien.

construction de nouvelles voies a conduit à abandonner quelque peu les travaux de maintenance nécessaires à sa bonne viabilité. 70 kilomètres après Santa Cruz, le revêtement n'est plus asphalté. 150 kilomètres plus loin, commence la difficile traversée du Chaparé.<sup>78</sup> En saison des pluies, elle devient périlleuse. Les glissements de terrain se multiplient. Les bus et les camions avancent au pas sur des kilomètres de routes encombrées de véhicules et mal déblayées de leur torrent de boue. Le passage, en certains points, est tellement étroit que la circulation se fait sur une file : ceux qui descendent pendant une demi-heure, puis ceux qui montent l'autre demi-heure. Et encore ces jours là, le voyageur peut s'estimer heureux. Parfois, les glissements de terrain sont d'une telle ampleur que des pans entiers de la route partent dans le précipice. Il faut alors attendre plusieurs jours que la voie soit ré-ouverte. Si on ajoute à cela les multiples barrages des UMOPAR<sup>\*79</sup>, les brigades anti-narcos, qui se prêtent à une fouille en règle des véhicules, et les blocus organisés par les producteurs de coca pour protester contre la politique gouvernementale, on se figure mieux la réalité de la portion centrale grand corridor bi-océanique (qu'on essaye de vendre comme tel aux Brésiliens).<sup>80</sup>

### **Une lueur d'espoir**

Heureusement, depuis 1999, une nouvelle politique est à l'oeuvre. Elle devrait permettre d'améliorer les conditions de circulation sur l'axe central. On a abandonné l'idée erronée selon laquelle « une route faite n'est plus à faire ». Signe des temps nouveaux, la portion la plus critique de la route Cochabamba – Santa Cruz, celle de la traversée du Chaparé, vient d'être reconstruite avec un revêtement asphalté et élargi (9 mètres de large).<sup>81</sup> Grâce au programme de maintenance, l'axe central devrait donc s'améliorer d'année en année et non plus se dégrader progressivement comme cela fut le cas auparavant. Et c'est heureux car il reste le passage le plus important en direction de la frontière sud-orientale.

## *2-2 Du pied des Andes à la frontière*

Une fois atteint le pied des Andes, au début des immenses plaines orientales, il reste encore des centaines de kilomètres à parcourir pour atteindre la frontière. Les aménageurs ont vite compris que seule une politique pragmatique et concentrée sur quelques points, pourrait parvenir à intégrer la marge la plus éloignée du territoire national. Deux axes prioritaires ont donc été choisis. Le premier part de Santa Cruz en direction de Puerto Suárez. Le deuxième part des Yungas et se dirige vers le Nord en direction de Riberalta.

---

<sup>78</sup> Le Chaparé est le pendant sud des Yungas. Il est constitué d'un ensemble de collines péri-andines à la forte déclivité qui se déploient dans la partie Est du département de Cochabamba.

<sup>79</sup> Unité mobile de police rurale (voir lexique en fin d'ouvrage). Le Chaparé est une des principales zones de production de coca illégale. Voir chapitre VII, 7-3 Le narcotrafic, p. 365 et la carte III-18 Carte synthétique du trafic de drogue p. 384

<sup>80</sup> Voir Chapitre XI, paragraphe 1-2-2 Du soja brésilien par la Bolivie, p. 588

<sup>81</sup> Grâce à un prêt de la Banque Mondiale (80% des financements) et des apports du département de Cochabamba (20%) pour un total de 10,41 Millions de dollars.

## **2-2-1 En direction de la frontière sud-est**

En réalité l'axe sud est lui-même dédoublé. Depuis Santa Cruz, deux routes partent en direction de la frontière : l'une vers San Matías, l'autre vers Puerto Suárez/Quijarro. Les deux n'ont pas tout à fait la même histoire, ni la même ancienneté.

### **La route vers San Matías**

La première file vers San Ramón, pour ensuite suivre le parcours des missions jésuites de la Chiquitanie, de Concepción jusqu'à San Ignacio de Velasco. À partir de cette ville, les desseins des frontaliers, et ceux des Jésuites, élaborés il y a quelques siècles de cela, divergent. Ces derniers, tout à leur idée fixe d'ouvrir une jonction avec les missions du Paraguay choisirent de descendre vers San José de Chiquitos où ils fondèrent une mission. Il fallut attendre les années 80 pour que l'avancée du front de l'élevage, et celui de la contrebande et du narcotrafic, améliore la route en direction de l'Est, de San Ignacio jusqu'à San Matías.

De Santa Cruz à San Ramón, la route emprunte l'itinéraire Santa Cruz – Trinidad qui a fait partie des grands travaux d'aménagement de la décennie 90, puis, jusqu'à Concepción elle reste d'assez bonne qualité.<sup>82</sup> À partir de Concepción et jusqu'à San Ignacio, en revanche, la route est de terre tassée, mais on attend un financement de 72 millions de dollars pour poser un revêtement sur ses 160 kilomètres. Résultat en moins de 10 heures d'un trajet de bus confortable on peut rejoindre San Ignacio depuis Santa Cruz (450 km). Les avions ne desservent plus « l'aéroport international » de San Ignacio. C'est le meilleur indice que la route à présent fonctionne.

Passé cette ville, en revanche, les choses se gâtent pour qui veut rejoindre la frontière. Le chemin de terre entre San Matías et San Ignacio a certes été amélioré en 1999, et les compagnies de bus l'empruntent depuis 1990. Il est assez large, mais la topographie extrêmement vallonnée de la région explique qu'il se dégrade vite en saison des pluies. En saison sèche, en revanche, on parcourt les 310 kilomètres en moins de dix heures. Les compagnies de transport collectives sont de plus en plus nombreuses à desservir San Matías. Si en 2001, il fallait encore changer de bus à San Ignacio, la plupart des compagnies effectuent aujourd'hui la jonction directe avec la capitale crucénienne. Le vol hebdomadaire de la TAM\* a été supprimé. De l'autre côté les Brésiliens n'ont pas chômé non plus. Entre juillet 2001 et septembre 2003, les 80 kilomètres de route qui joignent Cáceres à Corixa,<sup>83</sup> le point de passage frontalier, ont été totalement asphaltés.<sup>84</sup> En moins d'une heure, on peut rejoindre la Bolivie depuis Cáceres.

---

<sup>82</sup> Sur ces 50 premiers kilomètres elle a reçu un nouveau revêtement - travaux achevés en 2000, financement de la CAF (1 millions de dollars) et de la préfecture de Santa Cruz (429 000 dollars) et les travaux ont été initiés en 2002 sur le reste de la route - financement de la CAF (9 millions de dollars) et de la préfecture de Santa Cruz, approuvé.

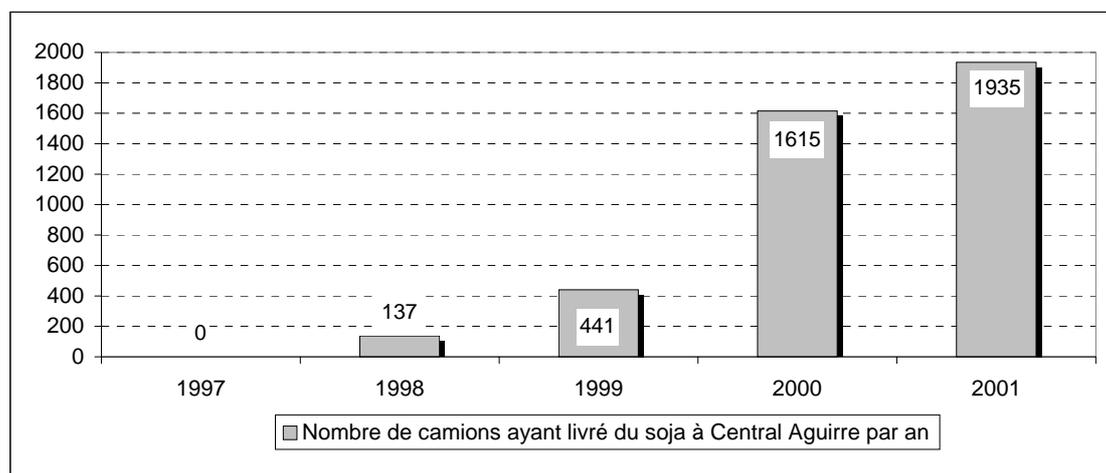
<sup>83</sup> Le petit poste frontalier de Corixa s'appelle Curiche en Bolivie.

<sup>84</sup> Il s'agit d'un prolongement de la BR 070 qui joint Brasília au Mato Grosso (via Cuiabá et Cáceres).

## Le corridor d'intégration bi-océanique, état des lieux

La route magistrale de la frontière orientale, celle qui devrait changer le destin de la Bolivie toute entière n'est pas celle des vieilles missions jésuites. C'est la route qui passe plus au sud en joignant la capitale orientale à Puerto Suárez/Quijarro, le long de la voie de chemin de fer achevée en 1954. Longue de quelques 630 kilomètres, elle a pour unique défaut d'être pour l'instant un simple chemin de terre. Encore que, malgré l'impression d'immobilisme, il faille savoir distinguer les améliorations des cinquante dernières années. Le chemin pour les bœufs que l'on parcourait en 8 à 15 jours a beaucoup progressé depuis les années 40.<sup>85</sup> En 1996, pour transporter les conduites pour le gazoduc, la route a été déblayée et élargie, et en 2002 des travaux de maintenance ont permis d'améliorer sensiblement son accessibilité. Depuis 1998, de plus en plus de camions l'utilisent pour rallier Santa Cruz à Puerto Suárez. Il y en avait 137 en 1998 et près de 2000, en 2001. Cette tendance devrait se renforcer avec les travaux de construction du corridor Puerto Suárez – Santa Cruz.

**Figure III-3 : Nombre de camions de soja arrivé à Quijarro chaque année<sup>86</sup>**



Si des chiffres aussi optimistes sont toujours sujets à caution, il n'en est pas moins sûr qu'entre un premier séjour à Puerto Suárez en avril 2001 et le dernier, réalisé en mai 2003, les choses avaient évolué. Les files de camions garés à Arroyo Concepción témoignaient que le lien était enfin établi durablement avec la capitale crucénienne.<sup>87</sup> Mais tant que la route ne sera pas constituée de terre tassée, le transit restera impossible en saison des pluies. Pour l'instant aucune compagnie de bus ne rallie Puerto Suárez, et l'aéroport ne désemplit pas.<sup>88</sup> La révolution, de ce côté-ci de la frontière, est encore pour demain. Elle prend forme cependant. Après l'échec du projet de construction de la route en un seul morceau par Odebrecht, le plan a été remis à plat.

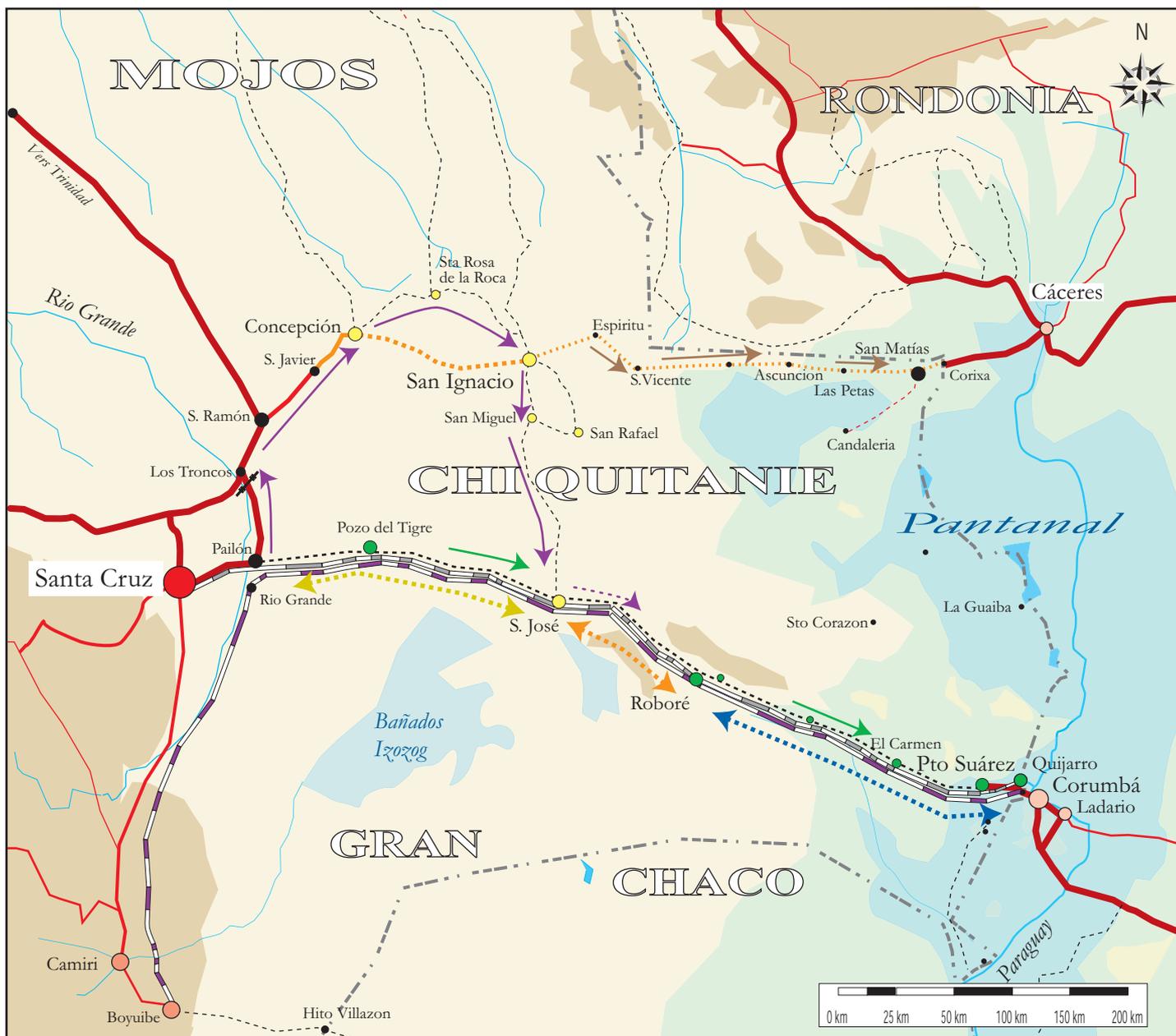
<sup>85</sup> Sa description a été faite en 1943 par le ministre des relations étrangères Cf : Chapitre II, Paragraphe 1-1-2 « Pas de routes pour l'Orient ».

<sup>86</sup> Source : Site internet de Central Aguirre [http://www.ptoaguirre.com/le\\_st.htm](http://www.ptoaguirre.com/le_st.htm)

<sup>87</sup> Cf : Photo « Les camions du corridors bi-océanique ».

<sup>88</sup> Un ou deux vols quotidiens relient la frontière avec l'intérieur du pays.

III - 3 Les routes en direction de la frontière sud  
*La Grande Chiquitanie et les routes du Brésil*



Laetitia Perrier Bruslé 2004

I - Deux axes en direction de la frontière,  
 (dont l'origine est fort différente)

- Les principales missions
- La route des Missions jésuites
- - - - - L'impossible jonction avec le Paraguay
- Le chemin de fer dans les années 60
- Bourgs développés grâce à la ligne de chemin de fer
- Un nouvel axe de pénétration

II - Les dynamiques récentes

- Le front de l'élevage et de la contrebande
- 1996 : construction du gazoduc
- Amélioration du chemin
- - - - - Chemin de terre praticable une partie de l'année
- - - - - Les angles morts
- - - - - Chemin non amélioré

III - Les routes améliorées

- 3-1 Sur l'axe Santa Cruz - Trinidad achevé en 2001
- Route asphaltée ou avec un revêtement triple achevé en 2001
- Le pont sur le rio Grande
- 3-2 Le circuit des missions
- San Ramón - Concepción - San Ignacio route avec un revêtement achevée en 2001
- route avec un revêtement de bitume à achever en 2003
- route de terre tassée, revêtement prévu en 2004
- San Ignacio - San Mathias achevée en 2000
- Chemin de terre, topographie difficile, praticable toute l'année

IV - Le grand projet de corridor bi-océanique

- ← - - - - - Tronçon financé par la CAF
- ← - - - - - Tronçon financé par le BID
- Le chaînon manquant :
- ← - - - - - Tronçon (peut-être) financé par le BNDES (Brésil)

Le BID\* financera le premier tronçon, de Pailón à El Tinto, la coopération européenne prendra en charge la partie suivante, jusqu'à San José, et la CAF\* assurera la construction de la portion de San José de Chiquitos à Roboré.<sup>89</sup> Mais ce montage laisse une lacune dans le grand axe interocéanique. De Roboré à Puerto Suárez, 140 kilomètres n'ont pas trouvé preneur. S'en était trop pour le Comité Civique de Puerto Suárez, chargé de défendre les intérêts de cette région, et qui milite pour la construction de cette route depuis de longues années. Comment accepter à présent de la voir s'arrêter si près de la frontière ? En juillet 2004, une grève civique est organisée à Puerto Suárez.<sup>90</sup> Quelques jours plus tard, la venue du président du Brésil, et sa promesse d'un prêt de 600 millions de dollars, assuré par la Banque nationale de développement économique du Brésil, a fait renaître les grandes espérances frontalières.<sup>91</sup>

Les travaux de construction ont commencé. En attendant les Porteños ne sont pas tout à fait déconnectés. Le train de passagers arrive tous les jours de Santa Cruz, ainsi que plusieurs trains de marchandises par semaine. Il permet à un nombre de passagers sans cesse croissant de rejoindre la capitale crucénienne en moins de 20 heures (12 heures en train de nuit). Les 500 000 voyageurs de 2003 laissent augurer une bonne fréquentation de la route, lorsque celle-ci sera en état d'accueillir les compagnies de bus.

### ***2-2-2 La longue route en direction de la frontière Nord-est***

En direction de la frontière Nord, l'amélioration des liaisons terrestres est plus sensible. L'ouverture de la route de La Paz à Caranavi a réglé la question de la traversée des Yungas. Reprenons la route plus bas, à partir de Yucumo, point stratégique de bifurcation entre la route du Nord-est et la route en direction de Trinidad. Les quelques 105 kilomètres entre Yucumo et Rurrenabaque se parcourent facilement en deux heures. Il s'agit d'une route de terre tassée, améliorée récemment. Sur ces deux côtés, la succession de maison des colons andins récemment installés témoignent de la qualité des relations avec La Paz et des migrations qu'elle a rendues possibles.

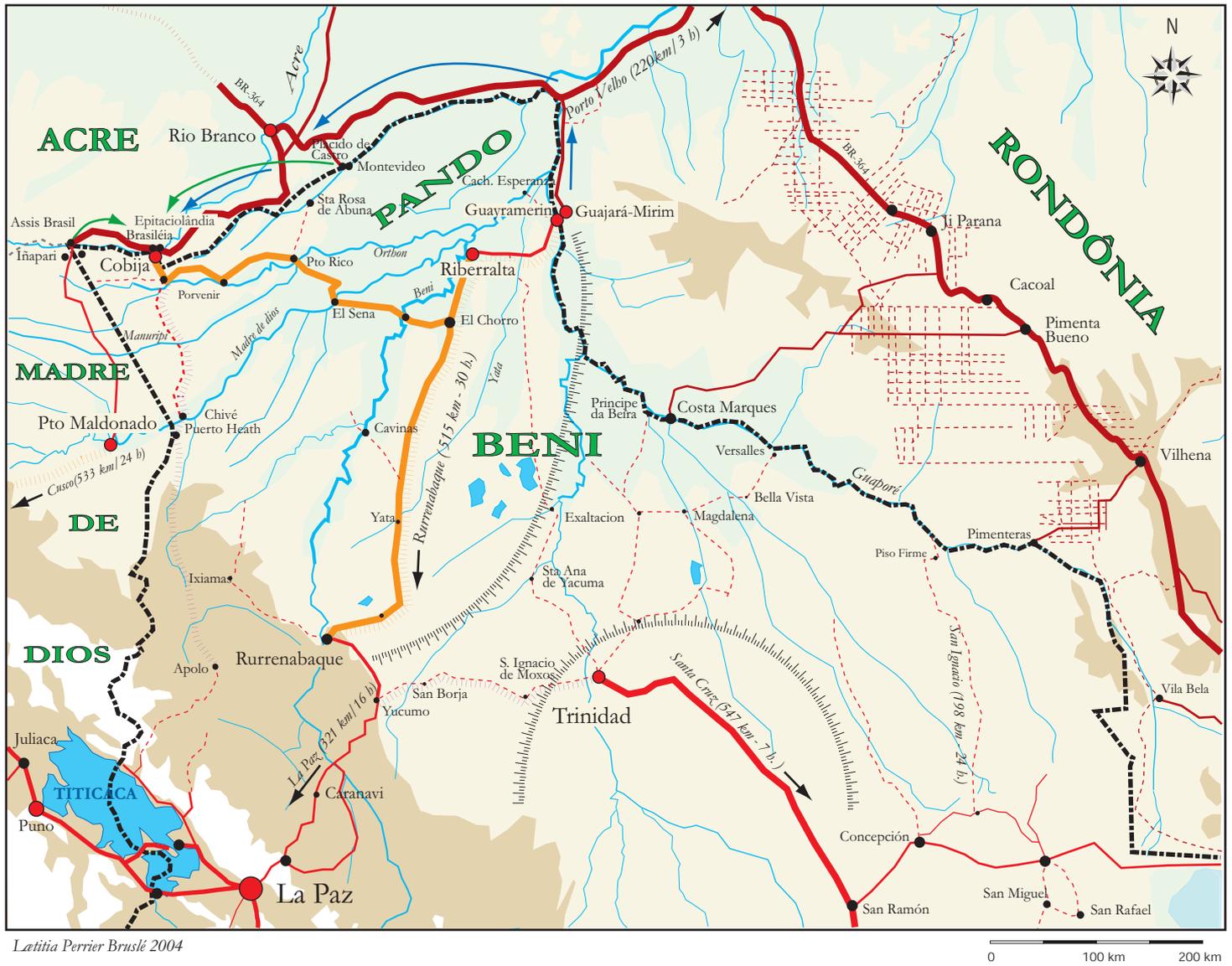
---

<sup>89</sup> La coopération européenne donne 57 millions de dollars. D'autres prêts et donations permettent de réunir 244 millions de dollars pour une route qui se révèle particulièrement coûteuse en raison des nombreux remblais nécessaires puisque la route traverse une région hydromorphe.

<sup>90</sup> La grève civique est une forme de protestation classique en Bolivie, surtout dans l'Oriente. Le comité civique de la ville ou de la région la décide. Les magasins, les personnes et les entreprises doivent cesser toute activité jusqu'à ce que le comité civique déclare la fin du mouvement. Les bras armés des comités civiques se chargent de faire appliquer cette disposition, parfois par la force, le plus souvent par la menace.

<sup>91</sup> Un quart de ce prêt de 600 millions de dollars pourrait être utilisé pour la construction du dernier tronçon. Pour l'instant rien n'est encore signé. Le Comité Civique reste méfiant.

### III - 4 Les routes de la frontière Nord/Est



L'axe vital du Nord-Est : cordon ombilical avec La Paz

— Routes de terre tassée ou de gravier (achevées entre 1986 et 1992)

Trinidad, capitale régionale isolée

--- Les routes du nord et de l'est en mauvais état

— La route du Sud asphaltée (achevée en 2001)

||||| Les talus invisibles de l'Oriente  
Arc séparant les routes praticables et celles difficilement praticables

Voyager dans le Pando : Le Brésil, la meilleure alternative

— Routes brésiliennes avec revêtement

--- Routes brésiliennes de terre (colonisation Rondônia)

--- Frontière internationale

— Itinéraire des camions de diesel de Guayamerín à Cobija

— Itinéraire des frontaliers boliviens jusqu'à Cobija

Des projets pour l'Oriente

--- Les routes dont on ne fait que rêver

--- Les routes dont la probabilité de réalisation est plus forte

(nb : Les temps de trajet correspondent à des transports publics collectifs en saison sèche. Ils ne sont qu'indicatifs et peuvent varier d'une période à l'autre.)

## **La traversée de l'Oriente de Rurrenabaque à Riberalta**

Après Rurrenabaque les choses se corsent. Inutile de songer à filer en ligne droite vers le nord. La route en direction du Pando ne tient qu'à un chemin de terre, puis disparaît dans la forêt du Haut Madidi.<sup>92</sup> Il faut donc partir vers l'est, en direction de Riberalta. Les 515 kilomètres ne sont pas de tout repos. On emprunte une route de terre tassée, ou de graviers, qui traverse une étendue plus ou moins plane, mais extrêmement hydromorphe. Les compagnies de transport collectives l'utilisent depuis le milieu des années 80, avec plus ou moins de chance en fonction de la saison et des années. Le trajet jusqu'à Riberalta dure une trentaine d'heures en saison sèche, souvent plus du double en saison humide. Si elle assure l'unique liaison entre la frontière nord-est et la capitale andine, cette route reste d'un accès difficile. Pour l'instant les projets d'amélioration sont peu avancés. Seule l'étude de faisabilité a été récemment initiée, grâce à un financement de la Banque Mondiale.<sup>93</sup> Les frontaliers ont encore de longues années de cahots routiers devant eux avant qu'elle ne devienne le corridor d'intégration bi-océanique du Nord-Est.

## **La route de Cobija, ouverte en 1992**

Pour se rendre à Cobija une route a été ouverte depuis 1992. Quelques 50 kilomètres avant Riberalta, au lieu dit El Chorro, bifurque la route en direction du Pando. Longue de quelques 370 kilomètres, on la parcourt en 12 heures. À la difficulté de traverser des régions, mal drainées en saison des pluies, s'ajoute l'obligation de traverser trois rivières importantes : le Tahuamanu, le Madre De Dios et le Beni. En l'absence de pont, des barges assurent la traversée. Cela impose des limites aux charges des camions et au gabarit des bus. Pour cette raison, les compagnies de bus qui desservent Cobija opèrent toutes avec des véhicules de format moyen.

## **La route de Riberalta à Guayaramerín**

De Riberalta à Guayaramerín, il y a 90 kilomètres. La route est d'assez bonne qualité : elle est de terre tassée et régulièrement entretenue. Elle se parcourt en moins de deux heures. La coopération états-unienne, USAID, a pris la décision de financer le pont sur le Yata, que traverse cette route quelques kilomètres après Riberalta<sup>94</sup>. Cela devrait encore raccourcir le délai pour rejoindre cette ville.

## ***2-3 Le recul de l'avion, signe des temps nouveaux***

Les routes de l'Oriente sont difficiles. Il est préférable de ne pas les emprunter les jours de pluies. Elles sont de terres tassées, ou recouvertes à la va vite d'une couche de bitume facilement

<sup>92</sup> Une caravane d'élus du département de La Paz et du Pando, organisée pour demander la réalisation de la route La Paz-Cobija directe s'y était perdue en 2003. La publicité de l'opération en avait été ainsi assurée.

<sup>93</sup> Prêt de la Banque mondiale de 4,2 millions de dollars pour la route Rurrenabaque à Riberalta, divisé en deux tronçons : Rurrenabaque - Australia, Australia - Riberalta. Voir Servicio Nacional De Caminos, Gerencia De Planificacion Y Desarrollo Tecnológico 2002 *Informes viales a febrero 2002*, p. 23 et 24.

<sup>94</sup> Le coût de ce pont est de 1,3 millions de dollars pour un pont de 111 mètres de long. Source Note de presse de l'Ambassade des États-Unis à La Paz, le 18 juillet 2003.

emportée sous le poids des camions. Il faut des jours pour rejoindre les villes de la frontière. Il y a certains de ces jours où on préférerait avoir un bateau, ou au moins un véhicule un peu amphibie, pour s'avancer dans ces plaines détrempées et spongieuses. Toutes ces assertions sont vraies, mais une chose est tout aussi sûre : en dépit de leurs limites, les routes en direction de l'Orient sont de plus en plus utilisées aujourd'hui.

### **2-3-1 Question de méthode : Comment mesurer l'augmentation du trafic terrestre ?**

Obtenir une mesure quantitative de cette progression n'est pas évident. Les transports publics évoluent dans la sphère d'une économie semi-informelle. Certes la plupart des compagnies sont déclarées au service *Transitó* départemental et pour chaque voyage elles doivent remettre la liste des voyageurs au barrage de la police nationale (*Unidad Operativa de Transitó*). Ces mêmes barrages recensent le nombre de passages journaliers de véhicules par catégorie. Cependant, il est rare que ces relevés journaliers soient gardés plus de quelques semaines, ou utilisés pour réaliser des séries statistiques à long terme. Lorsqu'ils existent, ils sont sujets à caution, car personne ne peut affirmer que le policier a bien noté tous les passages. Enfin, même s'ils étaient d'une qualité irréprochable, il faut encore pouvoir les obtenir. C'est très difficile, comme pour tout document produit par la police,

Sur les quatre villes frontalières, seuls les relevés de *Transitó* de Guayamerín (pour la période allant du 7 au 13 juillet 2003) étaient disponibles. Maigre butin. Ils avaient été effectués aux deux barrages établis à la sortie de cette ville : sur la route de Cachuela Esperanza et sur la route de Riberalta. Cette semaine là, 61 bus sont sortis de Guayamerín en direction des Andes ou de Trinidad, ce qui représente entre 1200 et 1800 passagers par semaine.<sup>95</sup> Il y avait aussi 24 camions-citernes de diesel et 71 camions. Ces chiffres donnent une bonne idée de la fréquentation de la route. Dans les autres villes, il est impossible d'évaluer le trafic en direction de l'intérieur. Sans cette évaluation précise, il faut s'en remettre à la mesure des effets secondaires engendrés par une utilisation croissante de la route. L'avion a joué, en l'absence de route, un rôle clef dans le désenclavement des villes de la frontière.<sup>96</sup> Routes et voies aériennes sont liées par une relation mécanique. Lorsque les premières progressent, l'avion, dix fois plus coûteux, régresse, et l'intégration de la frontière est en marche. Étudier l'évolution du trafic aérien donne, dans ces conditions, une bonne idée de l'amélioration des connexions terrestres.

<sup>95</sup> L'organisation du transport public entre Guayamerín et Riberalta permet d'être certain que ces bus n'avaient pas pour destination finale Riberalta. En effet, pour effectuer le petit trajet entre les deux villes, les voyageurs utilisent uniquement des taxis collectifs (4 à 6 voyageurs) qui sont alors classés dans la catégorie voiture. Sur la même semaine 161 auto-taxis avaient été comptabilisés.

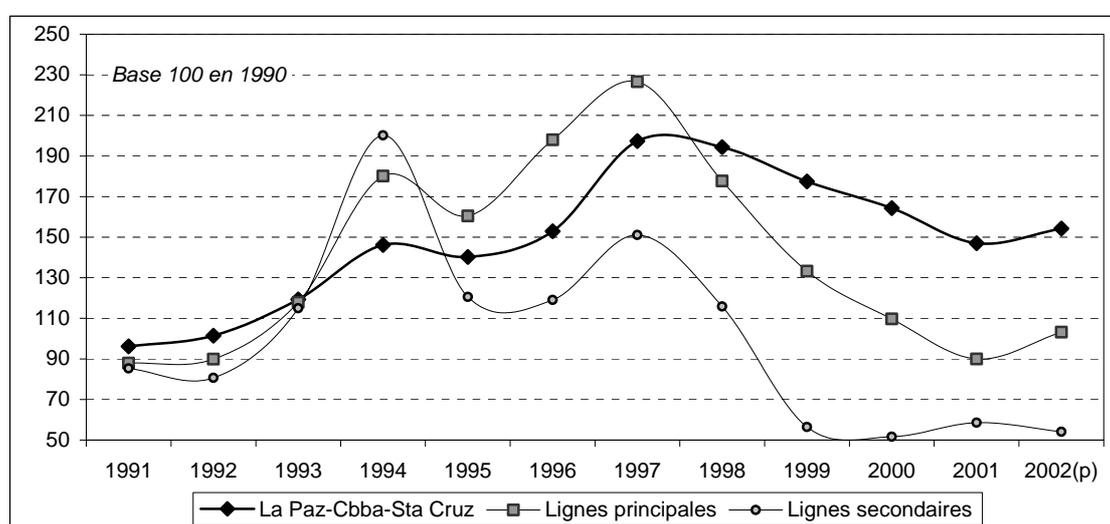
<sup>96</sup> Voir : Chapitre IV, paragraphe 1-2-2 Par les airs plutôt que par terre, p. 167

## 2-3-2 La baisse du transport aérien témoigne de l'intégration physique de la frontière

### Moins de personnes sur les lignes aériennes orientales

À l'exception de Puerto Suárez/Quijarro, les compagnies de bus desservent aujourd'hui les principales villes frontalières. En conséquence la fréquentation sur les lignes aériennes orientales a fléchi ces quinze dernières années. Le service de l'Aéronautique civile bolivien classe les routes aériennes du pays en trois catégories : l'axe central (*eje troncal*) correspond à la ligne La Paz – Cochabamba – Santa Cruz, les lignes principales concernent les grandes villes de l'Altiplano, ainsi que Trinidad et les lignes secondaires intéressent exclusivement des villes orientales proches de la frontière. L'observation attentive du nombre de passagers sur ces trois groupes de destination est révélatrice des changements en cours.

**Figure III-4 : Nombre de passagers transportés sur les lignes aériennes<sup>97</sup>**

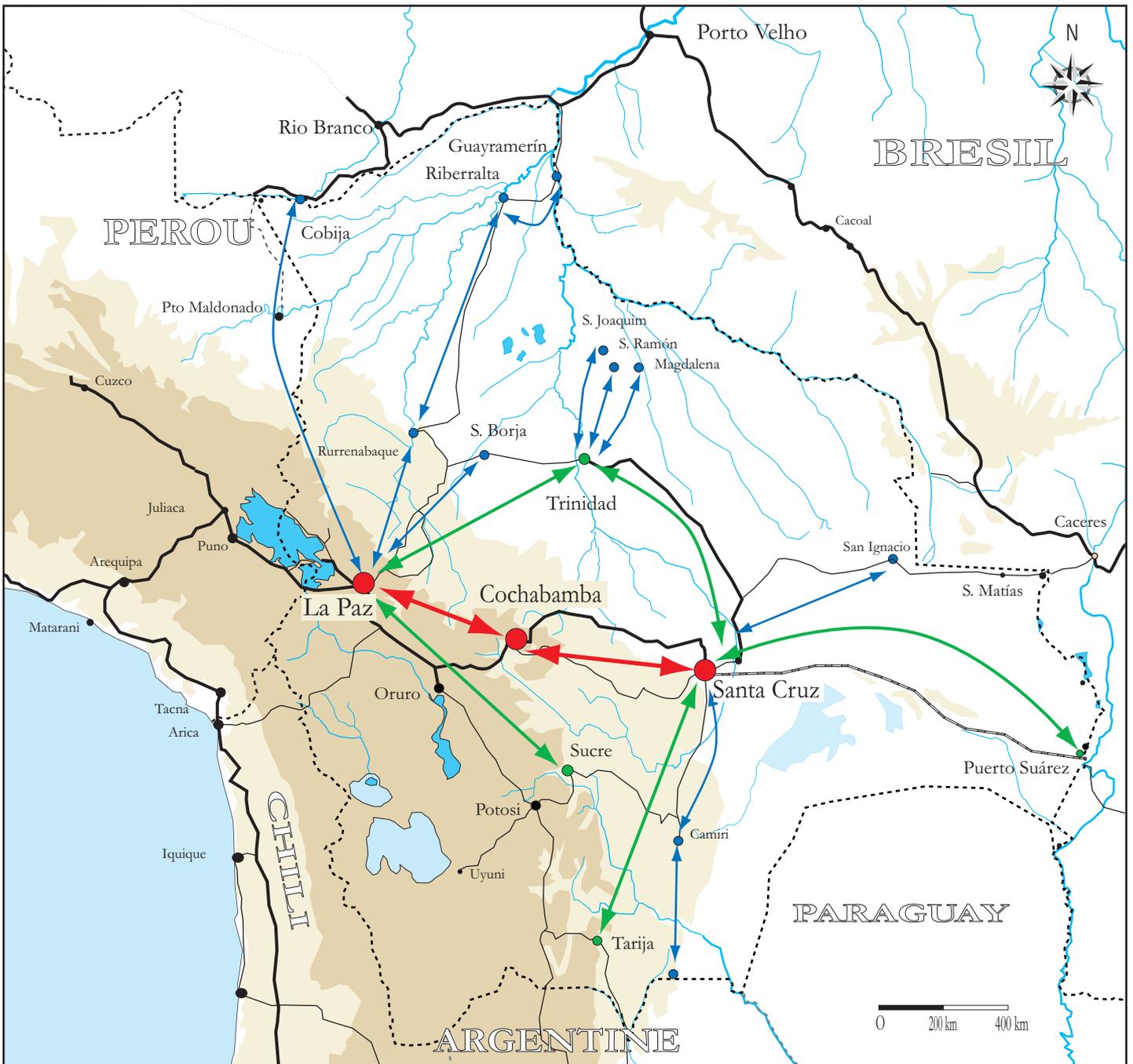


Sur l'axe central le nombre de passagers a augmenté de 54% en une décennie. En 2003, 872 000 passagers ont emprunté cette ligne.<sup>98</sup> Le chiffre est impressionnant, puisqu'il représente près de 10% de la population totale du pays. Il donne la mesure de la métropolisation du territoire bolivien et de la synergie de plus en plus forte entre La Paz et Santa Cruz. La fréquentation des lignes principales est restée stable, autour de 296 000 passagers.

<sup>97</sup> Source : Carjaval, José Luis (Coord.) 2002 *Anuario estadístico 2002*, Chapitre IV, Transport.

<sup>98</sup> Source Dirección General De Aeronautica Civil De Bolivia 2003 *Estadísticas de tráfico*. Il semble toutefois qu'il y ait un biais statistique. En effet de nombreuses lignes de Aeorosur et la LAB partent de La Paz, rejoignent Santa Cruz, pour ensuite voler en direction de : Miami, Buenos Aires, Santiago et São Paolo. Dans ces conditions la direction générale de l'aéronautique aurait peut-être compté comme passagers intérieurs des personnes qui ne faisaient qu'une étape à Santa Cruz pour se rendre dans une des grandes métropoles citées ci-dessus. Le fait que SABSA, l'entreprise qui gère les trois aéroports internationaux de La Paz, Cochabamba et Santa Cruz, donne un nombre de passagers sur des vols nationaux plus faible (quelques 634 000 passagers) corrobore cette analyse.

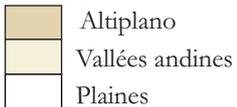
### III - 5 Les trois principales routes aériennes boliviennes



Laetitia Perrier Bruslé 2004

#### I- L'aviation, privilège oriental

L'étagement bolivien



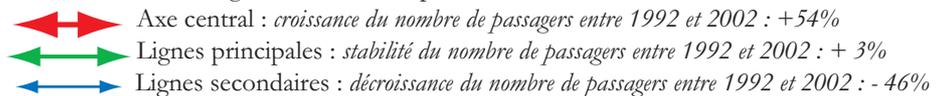
Les frontières internationales - - - - -

Le réseau des aéroports

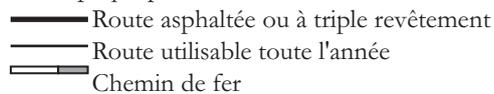


#### II - Un privilège qui se perd

Le recul des lignes orientales au profit de celles de l'axe central



S'explique par l'amélioration des routes



Source : INE Anuario estadístico 2002

Nb : nous reprenons la nomenclature de l'INE pour les aéroports et les lignes aériennes

La fréquentation des lignes secondaires a reculé de plus de moitié. Elle ne dépassait pas les 90 000 passagers en 2002. Ce fléchissement, alors que la population des villes desservies augmentait, est symptomatique d'une meilleure connexion terrestre de la frontière avec le reste du pays.<sup>99</sup>

### **La réorganisation de l'offre aérienne**

La décision de Lloyd Aéro Boliviano de ne plus desservir les lignes secondaires avec de gros avion, effective depuis décembre 2002, témoigne de cette évolution. De petites compagnies, occupent le marché des vols en direction de la frontière. AeroEste (fondé en décembre 2001) opère depuis Santa Cruz, en direction de la frontière argentine (Yacuiba) et en direction de la frontière nord (Trinidad, Riberalta et Guayaramerín) avec deux avions (d'une capacité de 5 à 7 passagers). Amazonas (fondé en février 2001) dessert la route nord (Rurrenabaque, Trinidad Riberalta et Guayaramerín) quatre fois par semaine avec un avion de 12 places. En 2003, 42% des passagers des lignes secondaires ont voyagé avec cette compagnie soit quelques 37 600 personnes.<sup>100</sup> Sa progression fulgurante témoigne de la nouvelle organisation des transports aériens orientaux : moins massifs et plus souples.

### ***2-3-4 Quand le transport fluvial est aussi menacé par la route***

La crise de la voie fluviale Ichilo – Mamoré, qui relie Puerto Villarroel, quelques kilomètres à l'est de Cochabamba, à Guayaramerín témoigne de la montée en puissance des routes. Le port de Guayaramerín n'a pas été à la hauteur des immenses espoirs que l'on avait placés en lui.<sup>101</sup> Il y a pire. Les quelques 40 transporteurs qui opèrent sur cette voie d'eau l'affirment : le trafic ne fait que baisser depuis l'ouverture de la route Trinidad – Santa Cruz. Cet « oléoduc virtuel », comme le dénomme les bateliers, remet en question le privilège de la voie d'eau pour le transport du diesel.<sup>102</sup> L'amélioration progressive de la connexion Trinidad – Guayaramerín ne devrait pas arranger les choses. Déjà, selon un rapport de la Navale, « le trafic aurait baissé de 80% en quelques années ».<sup>103</sup> Laissons de côté le chiffre, sans doute excessif, pour ne retenir que l'impression de grand chambardement dont il se fait l'écho. Sur la voie Ichilo-Mamoré on en est convaincu: lorsque la route passe, les autres moyens de transports trépassent. Comment en serait-il autrement ? Le transport routier est plus rapide, et moins cher.

<sup>99</sup> Il n'exprime qu'une tendance générale et ne permet pas de saisir les évolutions divergentes au sein des différentes villes frontalières. Les vols en direction de Cobija, par exemple, se sont maintenus. Sur cette décennie le renforcement de sa fonction politique et économique a conduit à une multiplication des voyages d'affaires dans cette ville.

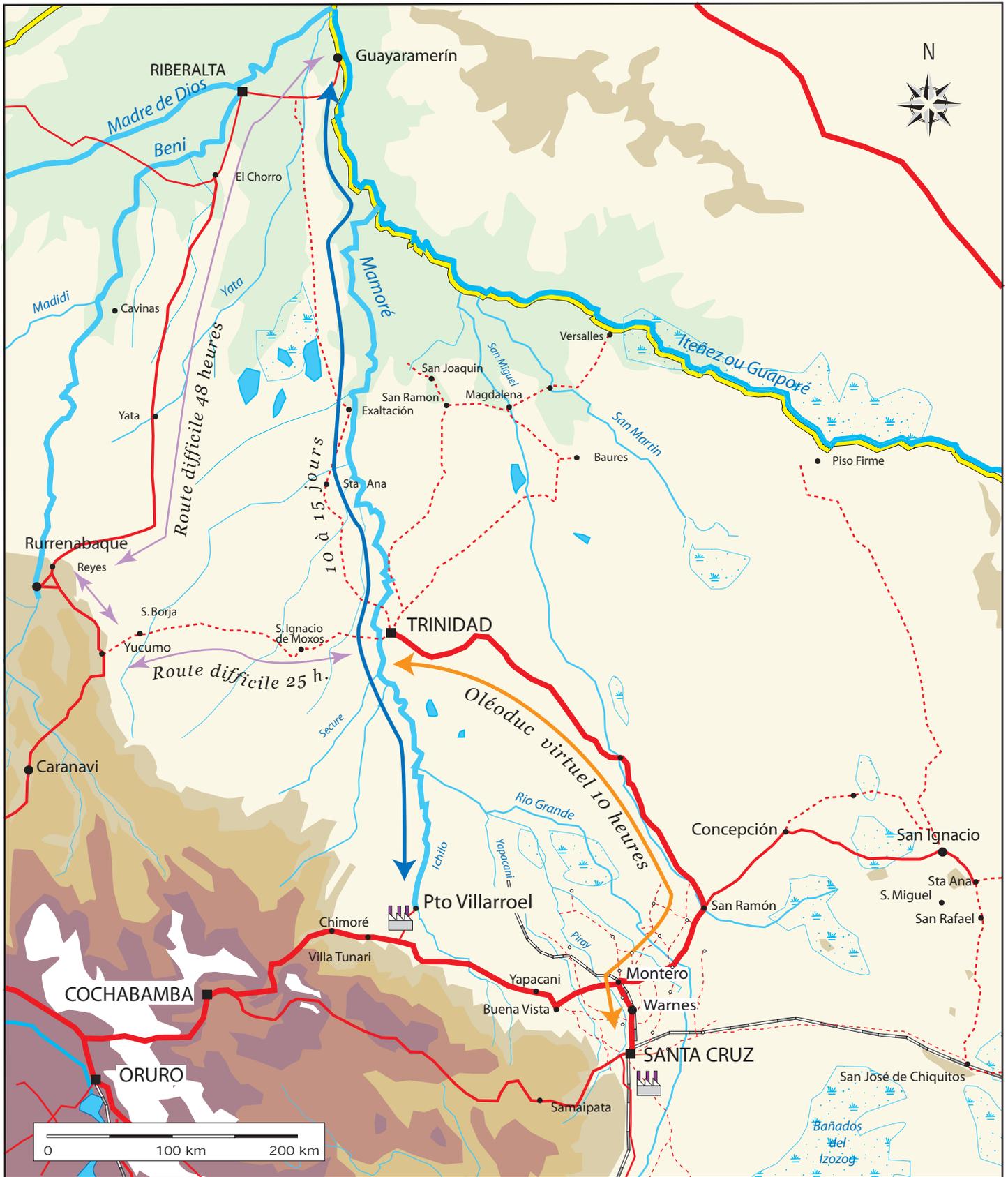
<sup>100</sup> Save arrivait en deuxième position avec 29% des passagers, puis Aerosur, qui opère en direction de Cobija et Trinidad avec des gros appareils 27% et enfin Aero Este avec 2% du nombre de passagers.

<sup>101</sup> Le port de Guayaramerín a été financé par la coopération belge. Voir Chapitre IV, 3-3-2 D'autres chimères de la frontière, p. 321

<sup>102</sup> La voie fluviale Ichilo – Mamoré qui relie Puerto Villarroel à Guayaramerín est surtout utilisée pour le transport du diesel produit dans la raffinerie Gualberto Villarroel qui appartient à EBR – *Empresa boliviana de Refinación*, filiale de Petrobras. C'est la plus grosse raffinerie du pays (6500 m<sup>3</sup> par jour) et celle qui alimente en diesel les deux départements nord-orientaux : le Pando et le Beni.

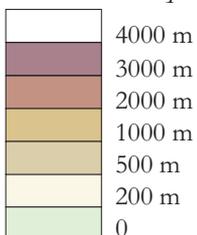
<sup>103</sup> Voir La Prensa 2003 *Hidrovia: ¿muere la navegación?* (édition du 07/04/2003). L'imprécision de la source, « un rapport confidentiel de la marine », ainsi que de la période exacte durant laquelle le trafic aurait chuté, rend bien sûr ce chiffre sujet à caution. Qu'on le prenne uniquement comme témoin d'une inquiétude forte de la navigation maritime ;

### III - 6 La voie Ichilo - Mamoré Un axe fluvial ancien intra-oriental menacé par la route



Laetitia Perrier Bruslé - 2004

#### I - L'étagement : *Une constante qui isole l'Oriente*



#### II - Des fleuves aux routes

Fleuves importants : voies navigables utilisées aujourd'hui ———

Autres fleuves ———

Routes utilisables toute l'année de l'Oriente (asphaltée ou sans revêtement) ———

Frontière internationale ———

#### III - Exemple : le transport de diesel pour le Beni et le Pando

Raffinerie

La route traditionnelle : ↔

La route par les nouvelles routes de l'Oriente

Route aisément praticable ↔

Route difficile ↔

Pour couvrir les quelques 1300 km de cette voie d'eau, il faut compter 15 jours de navigation, en remontant le fleuve, et 10 jours en le descendant. Le coût de transport, facturé par le batelier est de 8 bolivianos (1,2 dollars) pour un quintal transporté (46 kilogrammes).<sup>104</sup> Depuis l'augmentation du prix du diesel ces tarifs qui datent de 2002 ont dû encore augmenter.<sup>105</sup> Par la route, les deux villes sont ralliées en quatre jours. Le calcul est vite fait. La route, que l'on considère la distance-temps ou la distance-coût, gagne contre la voie d'eau, encore plus sûrement que face à l'avion.

Au nord comme au sud de la frontière qui nous préoccupe l'ouverture de nouvelles routes, et l'amélioration de celles qui existaient déjà, aboutissent au même résultat : permettre aux hommes d'arriver et aux marchandises de circuler. Les mutations observées dans les villes frontalières, sont les fruits de cette révolution du transport terrestre. En dépit de cette note optimiste, au moins pour ceux qui considèrent que les mutations à l'œuvre préparent un avenir meilleur, il faut prendre le temps d'observer les difficultés qui existent toujours pour atteindre la frontière. Elles seules permettent de comprendre pourquoi la seule chose dont on est persuadé, à la frontière, c'est de vivre dans le pire bout du monde qui puisse exister.

### III – Rejoindre la frontière et ce qu'il en coûte

*« Les chemins de la vie ne sont pas comme je pensais, pas comme je les imaginais, pas comme je le croyais. Les chemins de la vie sont difficiles à pratiquer, difficiles à parcourir. Je n'en trouve pas la sortie. »  
Vallenato traditionnel colombien<sup>106</sup>*

L'amélioration des infrastructures de transport terrestre qui rejoignent la frontière est incontestable. Pourtant les habitants insistent bien plus souvent sur les lacunes du réseau routier que sur ses progrès. Ils n'invoquent ces derniers que lorsqu'il s'agit de dater le début du grand chamboulement frontalier. Alors ils disent, sans souligner l'importance de ce fait, que tout a commencé telle année, lorsque la route est arrivée. Ainsi, entre l'intuition que la route a changé les conditions de vie à la frontière et la conviction qu'il reste beaucoup à faire pour intégrer la région, le pessimisme l'emporte souvent chez les frontaliers. On pourrait n'y voir que la grogne ordinaire de citoyens du monde sous-développé qui souffrent et maudissent les faiblesses d'un État incapable de mener une politique d'aménagement. Ce serait aller vite en besogne. Car, l'humeur noire des frontaliers dit bien autre chose. Elle témoigne d'un paradoxe frontalier qui tient dans ces termes : plus la frontière s'intègre à l'ensemble national et plus elle donne l'impression d'être déconnectée. Il tient à une logique imparable : plus on voyage et plus on ressent les difficultés qui existent pour

<sup>104</sup> Source : Capitaine du troisième district naval Madeira, entretien réalisé à Guayaramerín le 24/07/02. Les temps de trajet ont donc été sensiblement réduits car une étude de 1983 sur les conditions de transport dans la région amazonienne donnait : de Puerto Villarroel à Guayaramerín : 16 jours en descente et 21 jours en montée (Conesa, Eduardo (Director) 1983 *Estudios de transportes en la Región Amazonica y en el Alto Paraguay*, p. 35).

<sup>105</sup> Il faut compter sur 6000 litres de diesel pour effectuer la descente de Puerto Villarroel à Guayaramerín. Le chef du syndicat des bateliers noté qu'en cinq ans le prix d'un turril de diesel (200 litres) est passé de 290 bolivianos à 649 bolivianos. Source : La Prensa 2003 *Hidrovia: ¿muere la navegación?* (édition 07/04/2003)

<sup>106</sup> Repris, entre autre par Carlos Vives en 1996.

rejoindre la frontière. Ainsi, de cette frontière arrimée de façon si chaotique au reste du territoire, monte un sentiment d'éloignement.

### ***3-1 Les chicanes obligées des voyages à la frontière***

La distance physique est un invariant qui instaure un hiatus entre la frontière et les autres pans de l'espace national. Ainsi éloignées du centre, les marges orientales sont ... à la marge. Cette tautologie ne se vérifie pas pour toutes les dyades de la Bolivie. Ce pays qui a eu des centres périphériques, comme ce fut le cas du binôme Sucre – Potosi, possède aussi des frontières centrales. La plus importante d'entre elles est la frontière nord, qui traverse par le milieu l'ancien bassin de peuplement aymara. La frontière orientale n'est donc pas excentrée que par la fatalité de son statut de frontière. La distance physique, par rapport aux deux pôles de l'espace national joue un rôle.<sup>107</sup> Elle est d'autant plus accusée que le réseau routier existant est ténu, imparfait et délabré. Il faut accepter les chicanes, quitte à rêver aux routes qui n'existent pas.

#### ***3-1-1 Les détours des chemins orientaux***

Le temps où José Aguirre Acha, en 1902, décidait de rentrer à La Paz, depuis Cobija, en filant à l'ouest le long de l'Amazone est révolu.<sup>108</sup> Les routes existent, mais en nombre insuffisant.

#### **Routes impossibles, crochets obligatoires**

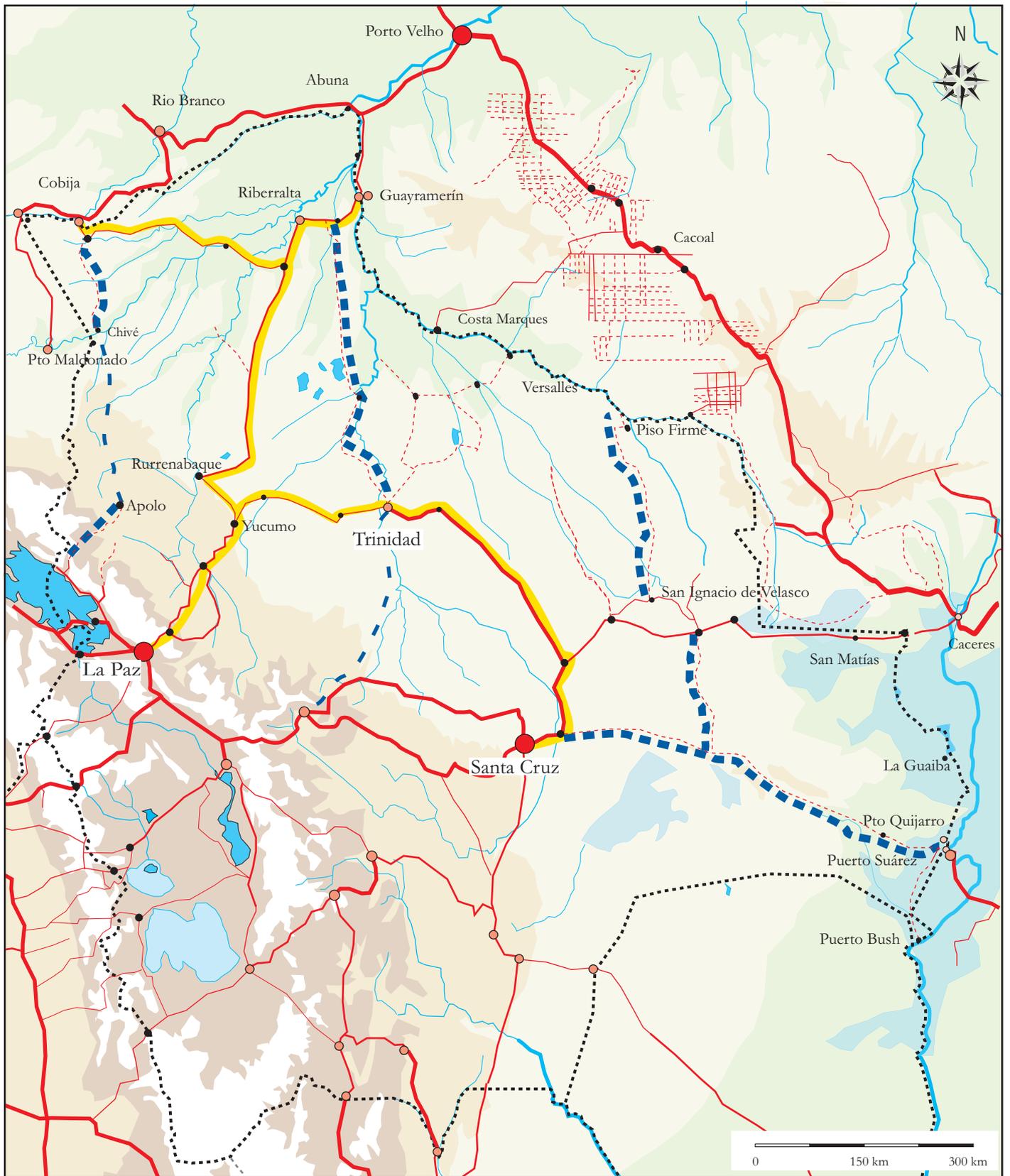
Dans l'Oriente, les lignes droites qui servent à mesurer la distance *absolue* en direction de la frontière ne sont qu'un leurre. En raison de l'indigence des routes, il faut souvent faire de grands détours pour aller d'un point à un autre.

Guayaramerín en fournit un exemple. Pour se rendre de cette ville à Santa Cruz, distante à vol d'oiseau de 800 km, il faudrait piquer plein sud en direction de Trinidad. Seulement la route de Guayaramerín à Trinidad n'existe pas. Les voyageurs en partance pour Santa Cruz, doivent donc emprunter la route en direction de l'Ouest. Arrivés au pied des Andes, à Yucumo, une route de très mauvaise qualité permet de rejoindre Trinidad. Les 280 kilomètres sont couverts entre 15 et 20 heures par les bus collectifs. Une fois à Trinidad, le voyageur retrouve la seule vraie route de qualité de tout l'Oriente et le plus dur du voyage est passé. Dans 10 heures il sera à Santa Cruz. Pour rejoindre Santa Cruz depuis Guayaramerín, il aura dû parcourir 1530 km, dont les deux tiers sur des routes précaires. Son crochet par le pied des Andes aura singulièrement prolongé son voyage. Comment faire autrement en l'absence de route ?

<sup>107</sup> Voir : Chapitre IV, paragraphe 1-1-2 La distance incompressible, p. 161

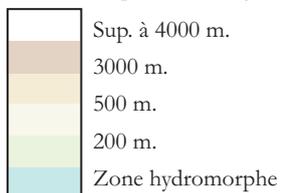
<sup>108</sup> De la même façon qu'Orellana, en 1541 avait choisi de continuer vers l'aval plutôt que de tenter la difficile remontée dans les Andes. Carvajal De, Gaspar 1994 *Amazonie ventre de l'Amérique. Relation de la première descente de l'Amazone*, p 59

### III - 7 A l'Est, un réseau routier lacunaire Les chicanes obligées des voyages orientaux

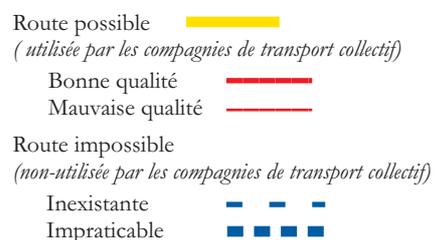


Laetitia Perrier Bruslé 2004

#### I - L'étagement : Une contrainte pour l'aménagement routier



#### II - Routes impossibles et routes possibles

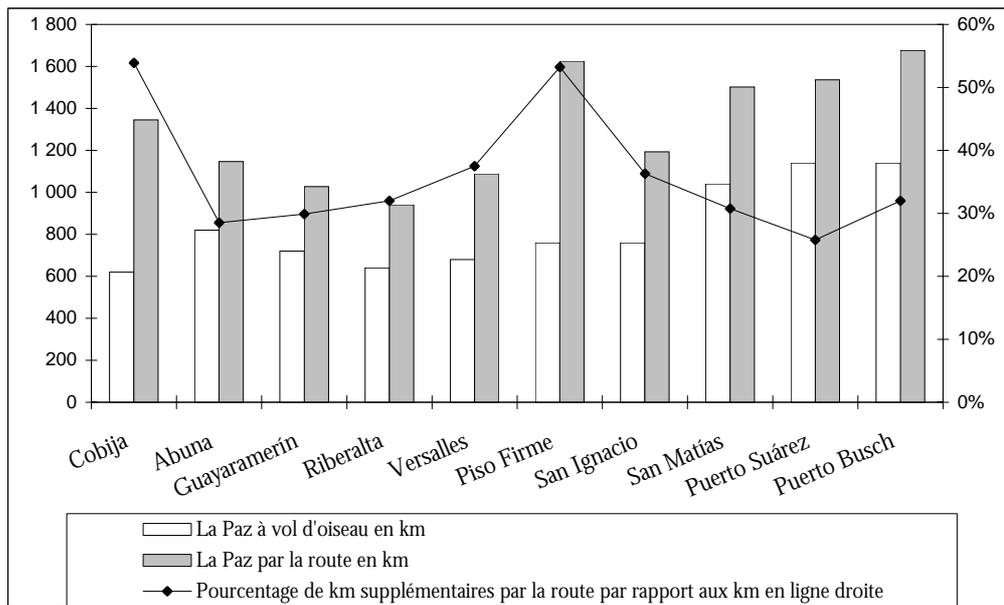


La route de Cobija est un autre exemple de ces crochets obligatoires. En ligne droite la ville se trouve à 620 km de La Paz ; par la route à 1345 kilomètres. Le chemin le plus court serait de se diriger droit vers le sud, pour rejoindre la route des Yungas.<sup>109</sup> Hélas, la route du sud atteint péniblement Chivé, sur les bords du rio Madre de Dios, 187 kilomètres au sud de Cobija. Bien qu'elle soit de très mauvaise qualité, elle est au moins praticable en saison sèche.<sup>110</sup> Mais elle se finit en cul-de-sac. Pour aller à La Paz, il faut donc partir vers l'est, en direction de Riberalta. 370 kilomètres plus loin, on rejoint la route Riberalta-La Paz.

### Le vol des oiseaux et l'âpre rugosité de la terre

La faiblesse du réseau routier, sans même évoquer les contraintes induites par sa piètre qualité, impose de longs détours. Seuls quelques itinéraires sûrs sont empruntés. Ainsi la distance par la route augmente au moins d'un tiers par rapport à la distance à vol d'oiseau. Dans certains cas le rapport est encore plus élevé, comme à Cobija où le nombre de kilomètres parcourus pour rejoindre la ville par la terre <sup>111</sup> est supérieure de 54% au nombre de kilomètres que l'on aurait parcouru en ligne droite (ou presque).

**Figure III-5 : Distance à vol d'oiseau et distance par la route entre différents lieux de la frontière et La Paz<sup>112</sup>**



<sup>109</sup> De Rurrenabaque à La Paz il faut compter 18 heures pour 438 kilomètres.

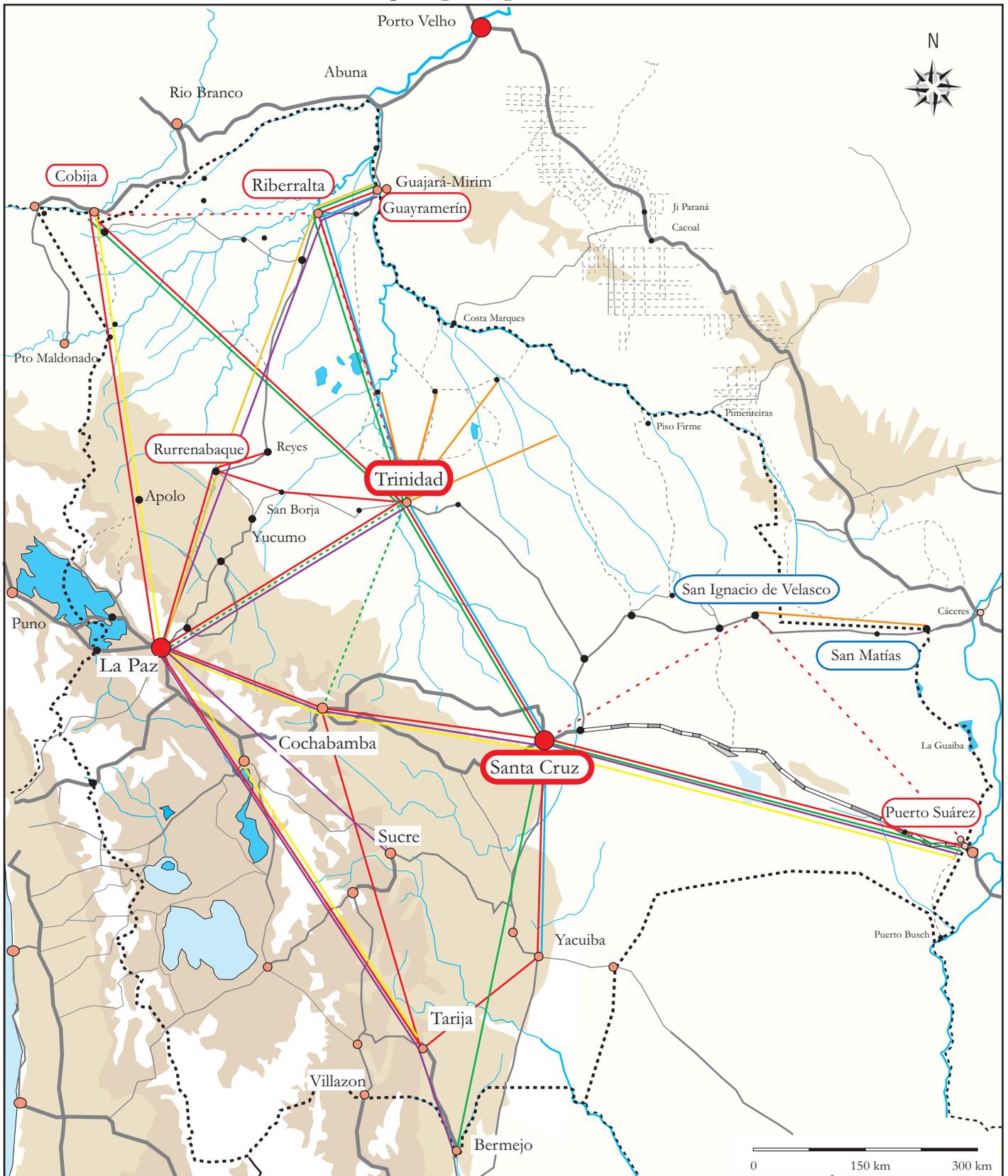
<sup>110</sup> En saison sèche, la route Cobija – El Chivé est utilisée par les collecteurs de castaña.

<sup>111</sup> Je traduis ici l'expression consacrée *por tierra*, fort usitée en Bolivie pour qualifier les voyages terrestres, par opposition au transport par les airs.

<sup>112</sup> Pour effectuer ce graphique, la distance en ligne droite de différents lieux frontaliers à la capitale a été mesurée, puis la distance qu'il faut parcourir en empruntant la route, sachant que dans tous les cas un seul itinéraire est possible.

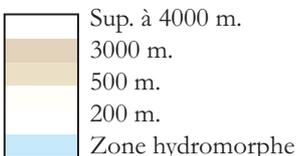
### III - 8 Le réseau aérien oriental

*Les hubs de l'Oriente, passages obligatoires de toutes les routes aériennes*



Latitia Perrier Bruslé 2004

#### I - L'étagement une contrainte pour l'aménagement routier



#### II- Les principales routes aériennes

- Save : route régulière
- - - Save : route irrégulière
- TAM : route régulière
- - - TAM : route irrégulière
- TAM : exceptionnel
- AeroSur : route régulière
- LAB : route régulière
- Amazonas : route régulière
- Aeroeste : route régulière

#### III- Les gagnants et les perdants

- Les "hubs" de l'Oriente
- Autres aéroports importants
- Aéroports fermés

### ***3-1-2 Et l'avion ne fait pas des lignes droites.***

On pourrait penser que l'avion permet de parer à cette difficulté. Les services aériens sont relativement développés dans la Bolivie orientale, et surtout bien antérieurs à l'arrivée des routes.<sup>113</sup> Mais ces liaisons ne sont pas aussi directes, que le mode de déplacement aérien pourrait le laisser penser. Comme un train omnibus qui desservirait toutes les gares, les avions de l'Orient font de nombreuses escales. C'est l'unique façon de faire le plein de passagers et de rentabiliser l'avion. Les « pataches aériennes » évoquées par Lévi Strauss en 1938, continuent de sévir en Bolivie.<sup>114</sup>

#### **Encadré III-2 : Les pataches aériennes de l'Orient continuent de sévir**

##### **Exemple 1 : Cobija – Santa Cruz, vol Aérosur (30 avril 2003)**

Décollage de Cobija à 14 heure 30. L'avion, qui arrivait de La Paz, avait pris du retard et seuls les passagers les moins avisés se trouvaient à l'aéroport depuis deux ou trois heures (les autres savent bien que c'est au survol de l'avion sur la ville qu'il faut se disposer à partir). Quelques deux heures plus tard : atterrissage à l'aéroport d'El Alto à La Paz. Il faut descendre de l'avion, récupérer ses bagages, supporter le froid glacial des fins d'après-midi de l'Altiplano en bras de chemise tropicale sur le tarmac. Autre avion. Deuxième décollage, direction Cochabamba, étape obligatoire de tout vol La Paz - Santa Cruz. Troisième décollage, troisième atterrissage et c'est l'arrivée à Santa Cruz vers 20 heures. Mais nous sommes à l'aéroport international. Il faut encore trois quarts d'heure de bus pour rejoindre le centre, puis repartir dans les quartiers périphériques de cette ville géante. Résultat, entre l'heure le départ de Cobija et l'arrivée à Santa Cruz, il s'est écoulé huit heures (porte à porte). La journée entière a été consacrée à ce voyage. Avec la Save, la compagnie orientale, cela aurait pu être plus rapide, mais les retards sont plus fréquents. La route aérienne passe par Cobija, direction Riberalta, puis Trinidad et enfin Santa Cruz. Les itinéraires de toute façon sont changeants. On s'adapte au nombre de passagers inscrits. Les jours où le plein est fait à Cobija, le crochet par Riberalta n'est pas obligatoire, et le petit avion de la Save file directement à Trinidad.

##### **Exemple 2 : Guayaramerín – La Paz, vol TAM (23 juillet 2003)**

Entre Guayaramerín et La Paz, le vol n'est pas plus rapide. Décollage de Guayaramerín en fin de matinée. Arrêt obligatoire à Riberalta. Puis l'avion repart en direction de Trinidad. Là, il faut descendre de l'avion et attendre dans l'aéroport que les bagages et colis soient chargés. Une heure après l'avion fait un arrêt-surprise au pied des Andes à Rurrenabaque. C'est la haute saison et la ville est la seule destination touristique de l'Amazonie bolivienne. Quelques *gringos\** de plus et l'avion repart. Le plus dur reste à faire : 4000 mètres de dénivelé nous sépare encore de l'aéroport international d'El Alto, et il faudra passer les cols de la Cordillère à 5200 mètres. Les colis s'entassent, souvent mal arrimés, les enfants sont assis sur les genoux des grands, ou accroupis dans le couloir central. Les personnes sans billet, ajoutées au dernier moment, sont cachées derrière un rideau entre la cabine de pilotage et le corps de l'avion. Et l'avion monte, difficilement, mais il monte. La chaleur tropicale laisse progressivement place au froid mordant, le bruit est assourdissant même avec les boules de coton gracieusement offertes par la TAM. Les moteurs vrombissent, l'avion est secoué en traversant l'épaisse couche de nuage qui s'accumule sur le versant amazonien. Alors en criant, on se raconte des histoires qui font peur. L'avion de la TAM, qui, le 22 janvier 2002 a perdu une de ses hélices juste avant d'atterrir à Guayaramerín.<sup>115</sup> Mais on se dit surtout,

<sup>113</sup> De Puerto Suárez les compagnies assurant des vols publics en direction de Santa Cruz et des autres villes de l'Altiplano sont : Aéro Sul, TAM, AeroEste, Save, LAB. De Cobija, trois compagnies principales assurent les liaisons aériennes Save, AéroSul, TAM – la LAB a cessé son service sur Cobija en 2003. De Guayaramerín, on trouve Save, Aéro Sul, Aero Este, Amazonas, LAB.

<sup>114</sup> Lévi-Strauss, Claude 1984 [1955] *Tristes tropiques*, p. 28.

<sup>115</sup> Voir photo en fin de chapitre.

que si la TAM à la fâcheuse réputation d'être la Compagnie de Transports pour l'Autre Monde,<sup>116</sup> les pilotes boliviens n'en sont pas moins les meilleurs de ce bas monde, car ce sont ceux qui ne sont pas morts dans l'exercice de leur noble mission, l'intégration nationale. Quoiqu'il en soit, parti à 11 heures du matin de l'aéroport de Guayaramerín, on atteint l'aéroport militaire d'El Alto, à la tombée de la nuit. Convaincu d'une seule chose : même l'avion n'est pas tout à fait capable de lisser les distances dans ce milieu difficile.

L'organisation du trafic aérien montre que les itinéraires orientaux sont loin d'être directes. Sur chacune des routes aériennes les étapes sont multiples.

### ***3-2 Tant de routes restent à faire***

Il reste bien des routes à faire dans la Bolivie orientale pour l'intégrer définitivement au reste du territoire. Si on a insisté jusqu'ici sur les « pleins », c'est-à-dire les lieux que l'on peut rejoindre, il faut s'arrêter à présent sur le négatif de ce réseau, les vides. De ce nouveau point de vue, deux failles principales apparaissent : l'importance des zones frontalières que l'on ne peut pas atteindre, ou aux prix de périlleux voyages, et la faiblesse générale des liaisons inter-orientales.

#### ***3-2-1 La frontière hors-réseau***

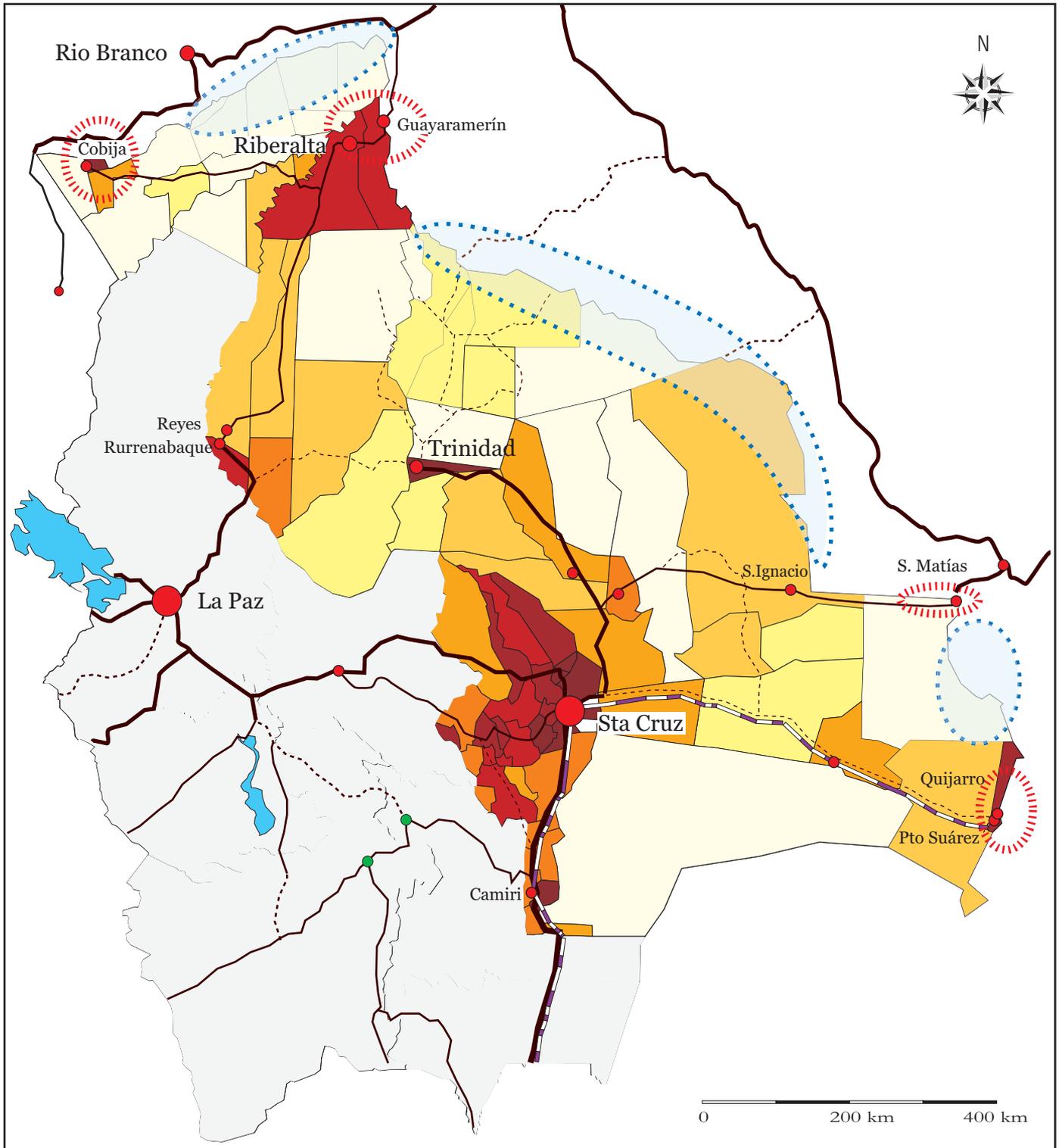
Une grande partie de la frontière reste hors d'atteinte.<sup>117</sup> Les blancs sur la carte, figurés dans les tons verts/bleus de la forêt tropicale ou du Pantanal, ne le sont pas que pour moi. En l'absence de routes pour les atteindre les quelques lieux-dits, dépendants en tout point du Brésil, sont atones : peu d'habitants, peu de relations avec le reste de la Bolivie, peu d'activités économiques. Peut-être est-ce pour combler ces vides, et donner un statut à cette bande frontalière abandonnée, que l'État bolivien y a implanté des parcs et des réserves naturelles ? Peut-être fallait-il réellement établir cette zone d'amortissement face à la poussée démographique du Rondônia ? On tentera de répondre à ces questions dans la dernière partie de ce travail.<sup>118</sup> Pour l'heure, contentons nous de constater que ces zones, parcs naturels ou pas, n'étaient en tout cas pas menacées par la poussée migratoire bolivienne.

<sup>116</sup> Cette dangerosité, supposée plus grande de la TAM est liée au fait qu'elle pratique des prix en général 20% moins chers que les compagnies commerciales, et que ses avions vétustes, aux sièges défoncés font pâles figures par rapport aux Boeing d'Aérosul et de la Lloyd Aero Boliviano – LAB. Cependant les accidents ne semblent pas plus fréquents sur cette compagnie. Et, en période de dérégulation du transport aérien, les deux compagnies commerciales, au bord de la faillite sont à présents qualifiées de plus dangereuses en raison du mauvais entretien des avions. Ainsi vont les rumeurs des aéroports, elles enflent, se transforment et s'inversent, en fonction des années. Il n'y a pas eu de grands accidents aériens en Bolivie depuis longtemps. Juste quelques broutilles. En mars 2003, en partance pour Cobija, l'avion de la TAM fait subitement demi-tour pour un « problème technique ». Le temps de survoler le lac Titicaca et on est de retour. Quelques heures plus tard, après que deux mécaniciens juchés sur une échelle ont mis le nez dans le moteur, l'avion peut repartir. Vol sans encombre.

<sup>117</sup> Cette présentation des transports routiers de l'Orient permettra sans doute de regarder d'un œil moins sévère la carte 0-2 de l'introduction qui présente les zones frontalières visitées. Ce sont ces quelques villes et communautés, disséminées le long d'une ligne de 3200 kilomètres de long qui ont permis de construire un savoir sur la frontière.

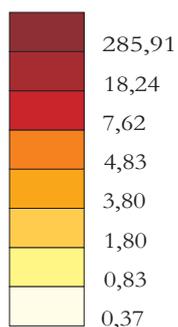
<sup>118</sup> Voir chapitre IX, paragraphe 3-2-2 La stratégie du glaci territorial, p. 506

III - 9 La dictature de la route  
 Densité municipale et présence de route dans l'Oriente bolivien

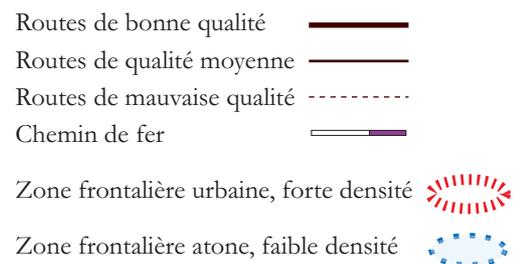


Latitia Perrier Bruslé 2004 Fait avec Phlcarto [discrétisation '=EF']

I - Densité municipale en 2001



II - Avoir ou ne pas avoir une route



Nb : pour affiner les classes nous avons retiré le municipe de Santa Cruz dont la densité est bien supérieure aux autres municipes (842,4 habitants au km<sup>2</sup> pour une population de 1,13 million)

Les hommes, plus encore que la nature, ont horreur du vide. Et affirmer que les régions frontalières ne disposant pas de routes sont vides, serait exagéré. Il est certain, pourtant, que ces zones frontalières, mal accrochées au reste du pays, ont des densités de population extrêmement faibles, et que c'est justement l'absence de connexion qui explique cette situation. La corrélation entre les faibles densités et l'absence de route est évidente. Trois zones de très faible peuplement correspondent aux espaces sans route : la quasi-totalité du département du Pando, l'ensemble frontalier le long du Guaporé, une fois passé le binôme Guayaramerín – Riberalta, et le municpe de San Matías, où, à l'exception de la ville de San Matías (4 092 habitants), de petites communautés se perdent dans l'espace hydromorphe du Pantanal.

### ***3-2-2 La faiblesse des transports intra-orientaux***

Le réseau routier oriental est donc lacunaire. Il laisse hors-réseau de vastes pans de la frontière. Plus grave encore, entre les « pleins » de la frontière les communications sont tout aussi compliquées. À ce stade de la réflexion on mesure toute la validité de la métaphore de l'archipel pour décrire ces régions frontalières. On savait déjà qu'il s'agissait de villes isolées du reste du pays, on comprend à présent que l'isolement est multilatéral. En fait de villes, ces îles égrenées en chapelet le long de la frontière parviennent difficilement à nouer des relations entre-elles. Arrêtons-nous sur quelques exemples symptomatiques de cette déconnexion.

#### **Lorsqu'il faut compter sur les routes brésiliennes**

De Guayaramerín à Cobija, depuis l'ouverture de la route en 1992, les relations se sont multipliées. Des bus collectifs relient quotidiennement les deux villes, pour des voyages, qui, en saison des pluies durent parfois plus d'un jour. Mais la route, pour avoir le mérite d'exister n'en est pas moins de très mauvaise qualité. Si, en saison des pluies, les camions s'embourbent dans les ornières, en saison sèche la situation est presque plus difficile, car il faut traverser des rivières à l'étiage (le Beni, l'Orthon et le Madre de Dios). Les bacs ne peuvent alors plus assurer le transit des lourds camions-citernes (chargés de 30 à 35 m<sup>3</sup> diesel). Les camions de EBR, l'entreprise de raffinerie bolivienne, n'ont d'autre choix que de prendre la route du Brésil.<sup>119</sup> Tous les soirs, à la tombée du soleil, c'est un drôle de spectacle que de voir ces camions traverser le Mamoré sur des barges, pour rejoindre la ville brésilienne de Guajará-Mirim. De là, une bonne route part en direction de Rio Branco puis de Cobija. C'est 700 kilomètres qu'ils auront à parcourir, de ce côté de la frontière, pour rejoindre la capitale du Pando, soit presque le double de la distance entre ces deux villes par les routes boliviennes (370km). Mais, sur les voies asphaltées brésiliennes, cela ne leur prendra pas plus de 12 heures. De plus, les routes brésiliennes sont gratuites. Ils n'auront donc aucun droit de péage à payer, et, parce qu'il s'agit d'aller d'un point bolivien à un autre, ils ne devront pas, non plus, s'acquitter des droits d'importation et d'exportation. Pour 20 réais par camion, le prix de l'inspection technique obligatoire réalisée par les fonctionnaires du service de

<sup>119</sup> Cf : Carte III-4 Les routes de la frontière Nord, p. 300

Transito brésilien, la voie leur est ouverte.<sup>120</sup> Les camions de diesel ne sont pas les seuls à faire le pari de la sécurité et de la rapidité en utilisant, pour relier les deux villes de la frontière Nord, les infrastructures brésiliennes. Bien souvent, les personnes les mieux informées, choisissent cette option. En avril 2003, par exemple, le directeur général de l'INRA\*, qui, depuis Cobija, devait se rendre en urgence à Santa Cruz, affrétait, avec une petite équipe de fonctionnaires, plusieurs taxis brésiliens pour rejoindre en un minimum de temps possible Guayaramerín, d'où partait un avion pour la capitale orientale.<sup>121</sup>

S'il faut être informé pour choisir l'option brésilienne, il faut aussi avoir la conscience tranquille et rien à se reprocher. Ce n'est pas le cas des commerçants boliviens qui, dans le cadre d'une activité semi-informelle, acheminent des produits de la zone franche de Cobija aux villages frontaliers du Pando pour les vendre aux Brésiliens. Ces commerçants, qui ne payent pas les taxes d'importations boliviennes, sont encore moins prêts à s'acquitter des taxes d'importation brésiliennes. Aussi les habitants de Montevideo ou de Bolpebra déplorent l'absence d'une route bolivienne pour rejoindre leur village, car cela pénalise leur activité économique.<sup>122</sup>

Plus au sud, dans le Pantanal, rallier directement Puerto Suárez à San Matías (300 kilomètres) n'est pas chose facile. À Puerto Suárez, la question d'un tel itinéraire souleva de nombreux débats auprès des habitants qui ne s'étaient jamais vraiment interrogés sur le moyen de rejoindre la bourgade frontalière la plus proche, sans retourner 700 kilomètres plus à l'ouest, au pied des Andes. Deux options réalistes s'imposèrent, une fois éliminées les propositions loufoques ou périlleuses (en bateau en remontant le Paraguay, ou de lagunes en lagunes, voire, en taxi à travers des pistes plus ou moins praticables et surtout peu recommandables). La première consistait à prendre le train jusqu'à San José de Chiquitos (370 kilomètres) et, une fois là-bas, à prendre son mal en patience en attendant le départ d'un mini-bus en direction de San Ignacio de Velasco. À San Ignacio (combien de temps après nul ne pouvait le savoir) il ne restait qu'à sauter dans le bus quotidien pour San Matías (10 heures). Cette option présentait l'avantage d'être bolivienne de bout en bout, et l'inconvénient d'être trop bolivienne – incertitude des horaires, obligation de dormir au moins deux nuits dans des hôtels, voire plus.<sup>123</sup> La deuxième option était de prime abord perdante en nombre de kilomètres : près de 2000 kilomètres, contre moins de 1000 pour la voie bolivienne. Il s'agissait de partir de Corumbá en direction de Campo Grande, capitale du Mato Grosso du Sud, quelques 400 kilomètres plus loin. Le bus mettait six heures et partait tard dans la nuit. Au matin, sans sortir du terminal de bus, il était facile d'attraper un autre bus en direction de Cuiabá et

<sup>120</sup> Source : Gérant de EBR, Guayaramerín. Entretien réalisé le 18 juillet 2002.

<sup>121</sup> Il aurait été bien sûr plus facile de prendre un avion Santa Cruz – Cobija, mais ce jour là il n'y avait pas de vol programmé en direction de la capitale orientale. C'est ainsi qu'un des plus hauts fonctionnaires boliviens, à la tête de l'institution la plus importante du pays, se trouvait obligé de se lever à 3 heures du matin pour attraper un avion en direction de Santa Cruz, depuis l'autre extrémité de la frontière Nord-Est.

<sup>122</sup> Cf : Carte III-4, Les routes de la frontière Nord (p. 300) Bolpebra se trouve à l'extrémité occidentale de la frontière, Montevideo en face de Placido de Castro. Voir à ce propos, Chapitre X, paragraphe 3-2-2 Quand les Brésiliens apprennent aux frontaliers Boliviens qui ils sont, p. 561

<sup>123</sup> A San José aussi on ne regarde qu'en direction de Santa Cruz et on a peu l'habitude des liaisons inter-orientales, aussi la liaison San José – San Ignacio était la moins assurée du voyage. Même le circuit touristique des missions jésuites, relativement balisé, ne descend pas jusqu'à San José.

Cáceres. Parti tôt le matin on arrivait tard dans la nuit à Cáceres, sur les bords du Paraguay, à 90 kilomètres de San Matías. Dormir là bas, et repartir le lendemain pour la ville frontalière bolivienne s'imposait. Mais cela permettait de faire le trajet en une seule étape de nuit. Ainsi sur la frontière sud également il est souvent plus efficace de compter sur les routes brésiliennes.<sup>124</sup>

Les choses deviennent plus compliquées, lorsque les routes brésiliennes font elles aussi défaut. Les ouvriers qui travaillent dans les mines de « bolivianite », une pierre semi-précieuse exploitées le long de la frontière, se rendent en bateaux sur leur lieu de travail, faute de route.<sup>125</sup> 80 ouvriers (90% originaires de l'Altiplano) travaillent en permanence sur le site. Comme le propriétaire de la mine ne souhaite pas que les familles s'installent, ils viennent seuls, dans le cadre de contrat de travail qui combinent six semaines sur la mine et deux semaines de repos hors de la mine. Aussi, régulièrement, un bateau, similaire à ceux qui promènent les touristes brésiliens dans le Pantanal, part de Puerto Quijarro en direction de la lagune Mangiore. Pour acheminer les 500 tonnes de pierres extraites tous les ans dans la mine, la voie fluviale est également utilisée.<sup>126</sup> En effet, de Carmen Rivero Torres, sur la voie de chemin de fer, à Rincon del Tigre la route est de très mauvaise qualité.<sup>127</sup> De là, il reste encore quelques 60 kilomètres de piste encore plus impraticable à travers les étendues hydromorphes et une dense végétation pour atteindre les mines. Résultat, le temps de trajet entre la ligne de chemin de fer et la mine, varie « de 10 heures à cinq jours », contre un jour et demi par le bateau, mais à un coût beaucoup plus élevé.<sup>128</sup>

### **La faiblesse des axes nord-sud.**

Rallier une ville frontalière depuis une autre n'est donc pas chose facile, surtout si l'on souhaite rester sur le bord bolivien de la frontière. Même, au-delà de la frontière, les failles du réseau routier oriental contraignent fortement les communications. Trinidad, pour cette raison, peine à s'imposer comme capitale régionale. En l'absence de route, en direction du nord,<sup>129</sup> les habitants du Beni, qui dépendent administrativement et historiquement de ce centre,<sup>130</sup> s'adressent, pour les services de niveau supérieur, vers La Paz, quasiment équidistante en distance-temps et en distance-coût de Trinidad. À l'exception des administrations, Trinidad n'assure pas sa fonction de relais entre les centres régionaux et la capitale nationale.

---

<sup>124</sup> Le parcours présenté ci-dessus reste un cas d'école, tant ces villes de la frontière sud, les yeux rivés sur Santa Cruz, entretiennent peu de relations entre elles.

<sup>125</sup> La bolivianite est une pierre semi-précieuse, dont l'unique filon connu à ce jour se trouve en Bolivie. Elle est exploitée dans deux mines qui se trouvent de part et d'autre de la lagune Mangiore. Sa couleur est mauve pâle. Son nom scientifique est amétrine, mais de plus en plus le terme de bolivianite s'impose. Sa teinte unique, provient de la fusion de deux filons, l'un d'améthyste et l'autre de citrine. Sa valeur tourne autour de 5 dollars US le kilate (soit 0,2 gramme). Source : Entretien avec Ramiro Rivero – propriétaire et gérant général de Minerales et Metales del Oriente, le 29/05/03.

<sup>126</sup> La production de la mine est très variable, mais orientée à la baisse. En 2000, la compagnie minière extrayait 2 000 tonnes de minerais. Depuis elle a décidé de faire baisser la production pour faire monter les cours. En 2004, elle ne produira pas plus de 350 tonnes.

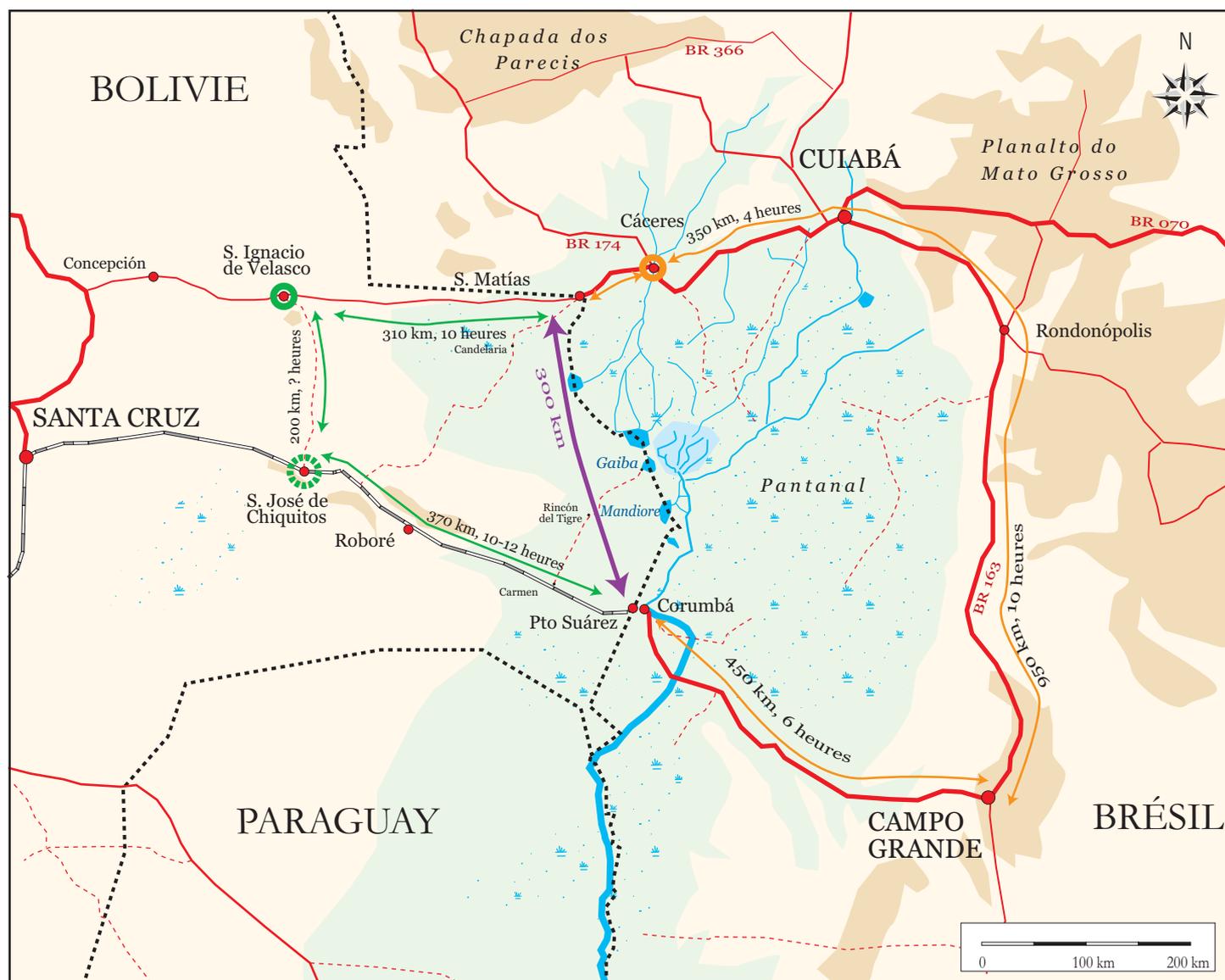
<sup>127</sup> Rincon del Tigre est une communauté d'Ayoreos. Les Ayoreos sont l'ethnie originaire de la région.

<sup>128</sup> Source : entretien Ramiro Rivero, gérant de MMO, Santa Cruz le 29/05/03.

<sup>129</sup> Voir la carte III -4 Les routes de la frontière nord, p. 300

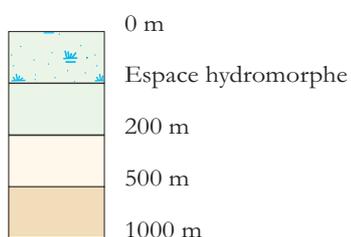
<sup>130</sup> Historiquement en effet, la première occupation moderne du Beni, organisée par les Jésuites, est partie de Trinidad. Par la suite, la deuxième phase de développement de l'élevage béninois a, en revanche, été organisée depuis la zone Riberalta - Cachuela Esperanza, par les grands patrons du caoutchouc, dans le but de fournir de la viande à leurs travailleurs.

### III - 10 Le Pantanal, et au milieu passe une frontière



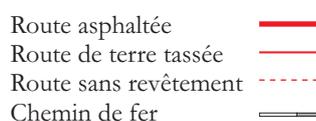
Latitia Perrier Bruslé 2004

#### I - Une frontière à travers une cuvette



Frontière internationale ..... (dotted line)

#### II - Contourner le Pantanal



#### III - Rallier Puerto à San Matías

Prendre l'option brésilienne ou bolivienne ?



L'exemple du Beni est symptomatique d'une situation généralement défavorable aux liaisons nord-sud. À l'exception de la route Trinidad - Santa Cruz, ces axes sont peu développés. La vie économique des villes de la frontière s'en ressent fortement. Chacune vit dans la sphère d'influence d'une des deux métropoles du pays. Seules les liaisons fréquentes entre Guayaramerín et Cobija permettent de nuancer cette situation. La division administrative en trois départements, compte tenu de l'importance de cette entité administrative en Bolivie, ne pouvait qu'approfondir encore la désunion frontalière.

### ***3-3 Le coût de la distance***

La distance dans l'Oriente a donc un coût élevé. Il se décompose en deux postes : le temps nécessaire pour aller d'un point à un autre, qui correspond à des morceaux de vie humaine passés sur les routes, et l'argent dépensé pour se déplacer, quelque soit le moyen de transport utilisé (individuel ou collectif, par terre, par fleuve ou par air). Enfin, il faut aussi prendre en compte les risques engagés par de tels déplacements. Ils peuvent être bénins, comme l'éventualité d'arriver à destination avec quelques jours de retard, ou ils peuvent être graves, comme celui de laisser sa vie dans un accident. Le temps et l'argent, ajoutés au risque, représentent l'investissement auquel a consenti le voyageur pour se rendre dans les villes de la frontière. Le terme d'investissement n'est pas employé à la légère. Il s'agit bien d'un capital temps, d'un capital financier et d'un capital risque que le voyageur place dans l'affaire, et dont il attend en retour une satisfaction. Elle peut être affective, comme dans le cas des migrants qui retournent sur l'Altiplano visiter leur famille, mais elle est plus souvent financière. Dans ce cas là, le voyageur, inconsciemment ou consciemment calcule les bénéfices qu'il pourra tirer d'un tel voyage. S'ils dépassent la somme investie, le voyage est rentable.

Il faut donc se prêter à une analyse fine de l'évolution de la distance-coût et de la distance-temps pour évaluer la propension à voyager des frontaliers. La distance-coût a baissé dans des proportions incroyables depuis une quinzaine d'années. Elle a été la variable clef pour expliquer la migration en direction de la frontière, et le boom économique qui s'en est suivi – bien plus que les profits escomptés du voyage qui sont restés relativement stables (en dépit des évolutions du réel qui font varier l'effet frontière). Dans le même temps, la distance-temps allongée par l'utilisation de la route devait conforter les nouveaux venus, dans la conviction qu'ils se trouvaient dans le coin le plus éloigné de la Bolivie.

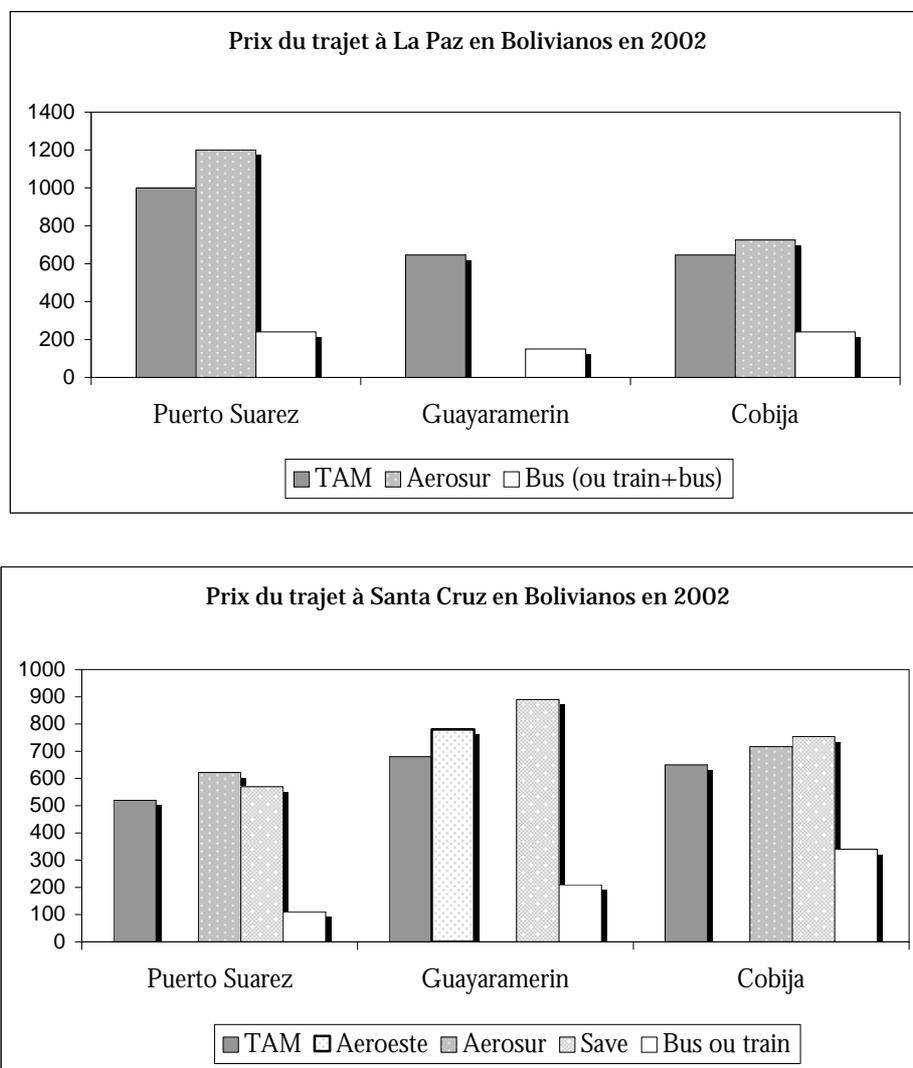
#### ***3-3-1 La distance-coût réduite***

##### **La distance-coût en baisse, presque partout**

Si le transport routier, malgré tous ses inconvénients, progresse c'est qu'il a au moins un avantage en sa faveur : son coût. Lorsque les voyageurs sont placés devant l'alternative avion ou bus, ils font rapidement leur calcul. Au départ de Cobija, et pour aller à La Paz, un voyage en avion

revient entre 625 bolivianos (par la TAM) et 725 bolivianos (par AeroSur), contre 250 bolivianos en bus.<sup>131</sup> L'effondrement de la distance-coût, permis par les liaisons terrestres, rend plus accessible les régions frontalières.

**Figure III-6: La distance-coût en baisse grâce au transport routier<sup>132</sup>**



La baisse du coût du voyage est d'autant plus spectaculaire que l'arrivée des compagnies de bus, et celle des nouvelles compagnies aériennes, a déclenché une tension sur le marché et une sensible baisse des prix, malgré un contexte général inflationniste. C'est vrai des transports routiers : les entreprises complètent le bus en bradant leur dernière place avec souvent plus de 30% de réduction. C'est vrai également du transport aérien. Confronté à la double concurrence de la route et de nouvelles compagnies, il doit tirer ses prix à la baisse. À Guayaramerin, en 2002, quatre compagnies desservaient la ville : Save, Aeroeste, Amazonas et TAM. La ligne la plus proposée est celle en direction de Trinidad, qui met les voyageurs en contact avec une « bonne route ». Save assure cette liaison tous les jours, Amazonas quatre fois par semaine, et TAM comme Aeroeste,

<sup>131</sup> En 2002 le taux de change du boliviano tournait autour de 7 boliviano pour un dollar (pour être plus précise, il était passé, sur cette période de 6,82 pour un dollar, au 1 janvier de cette année à 7,43 à la fin de cette même année).

<sup>132</sup> Source : Enquête auprès des compagnies d'aviation.

deux fois par semaine. Cette forte concurrence entraîne une sensible baisse des prix. Le gérant de la Save se rappelle qu'en 2000, deux ans auparavant, il vendait ses billets pour Trinidad à 570 boliviens. Maintenant il est obligé de multiplier les promotions (d'hiver, d'été etc.) et les billets se négocient à 400 boliviens. Aeroeste faisait en juillet 2002, une grande promotion : 390 boliviens pour Trinidad. En deux ans, le prix moyen du billet a baissé d'un tiers.

### **Seule exception, l'ensemble Puerto Suárez/Quijarro**

La distance-coût a été réduite, même celle des voyages aériens. Seuls Puerto Suárez et Quijarro font figures d'exception. Là-bas, en l'absence de route, le chemin de fer est l'unique moyen de transport terrestre. Cette situation de monopole renchérit les prix de voyage, selon un avis partagé par les frontaliers. En 2001, un billet Santa Cruz – Puerto Suárez coûtait entre 254 et 70 boliviens en fonction des catégories.<sup>133</sup> Trois ans plus tard, face à la grogne des « usagers », la compagnie a consenti une légère baisse des tarifs. Elle est variable en fonction de la catégorie et du train, et plus accusée pour les trains les plus populaires : de l'ordre de 6% pour le Ferrobús à un tiers pour le Rapide (où le prix de la dernière catégorie est passé de 70 boliviens à 52 boliviens). Il faut dire que, si dans d'autres pays on a coutume de voir des usagers « pris en otage par les grèves de train », à Puerto on voit plus souvent des trains pris en otage par les usagers qui bloquent les voies, parfois durant plusieurs jours, pour imposer leur vue à la direction des chemins de fer.<sup>134</sup> La route mettra fin au monopole de l'entreprise ferroviaire et cette concurrence rail-route devrait avoir des effets directs sur le coût de transport à la frontière. En attendant, les frontaliers de Puerto et Quijarro doivent se résoudre à être une des villes les plus chères à atteindre.<sup>135</sup>

### ***3-3-2 La distance-temps allongée par l'utilisation de la route***

La distance-temps a été rallongée dans des proportions tout aussi considérables, au fur et à mesure que la distance-coût baissait car les frontaliers ont cessé d'utiliser l'avion. La barre fatidique des 24 heures, une journée et une nuit entière de voyage, est dépassée pour bien des liaisons villes frontalières – intérieur du pays. Les temps de trajet qui nous ont servis à construire le graphique suivant sont indicatifs. C'est le temps donné par les compagnies de transport qui a été retenu ici (elles ont tendance à le minimiser). Ces temps de trajets sont, de surcroît, valables pour la saison sèche et peuvent sensiblement s'allonger en saison des pluies. Lorsque des étapes s'imposent, parce qu'il n'y a pas de ligne directe, et qu'il faut dormir dans la ville ou attendre une longue journée dans

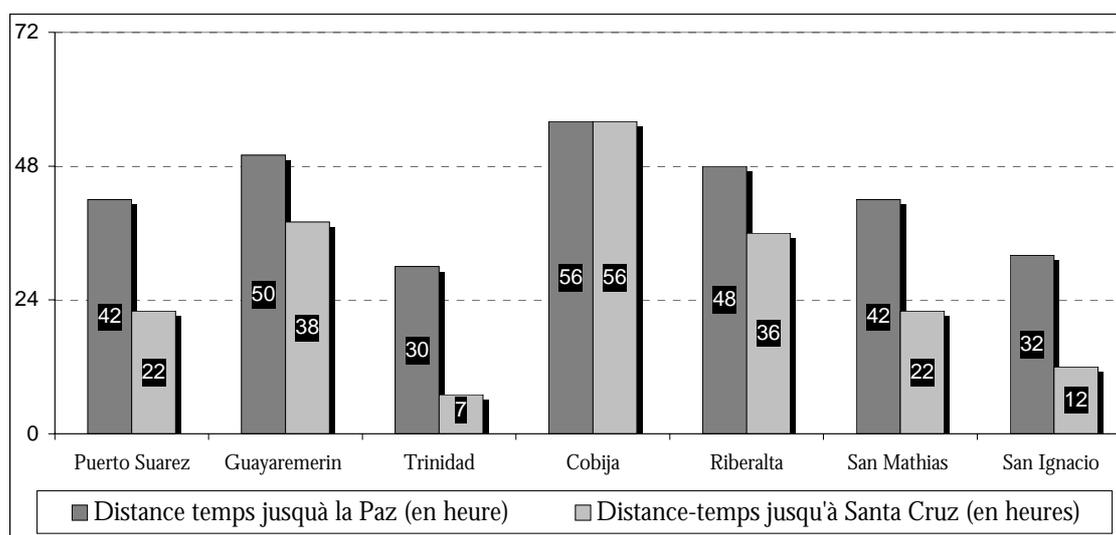
<sup>133</sup> Le voyage coûtait entre 254 et 209 boliviens, en Ferrobús ; entre 155 et 70 boliviens pour l'Expresse de l'Oriente, et entre 110 et 70 boliviens pour le Rapide – le moins rapide des trois trains comme son nom ne l'indique pas.

<sup>134</sup> Les revendications portent sur les tarifs, et surtout sur le droit de transporter des marchandises de contrebande dans les wagons de passagers. Car ce train est un train de marchandises qui ne dit pas son nom. La grogne des *pistoleros\** (frontaliers- contrebandiers) peut s'exprimer violemment. Ces jours de là, le train part parfois encadré, des deux côtés des rails, par une haie de soldats armés de mitraillettes.

<sup>135</sup> Les grèves civiques organisées pour demander l'achèvement de la route leur permettent de passer leur grogne Source : Président du Comité civique de Puerto Suárez, Arq. Roberto Trigo Rivero, entretien réalisé le 26/06/02.

le terminal de bus, il n'en a pas été tenu compte.<sup>136</sup> Les temps de trajet correspondent uniquement à la durée du voyage roulant, et non à celle du voyage porte-à-porte. Lorsque deux itinéraires étaient possibles, par exemple pour aller de La Paz à San Matías on peut passer par Trinidad (51 heures) ou par Santa Cruz (42 heures), le temps de trajet le moins long a été sélectionné, partant du principe que tout voyageur est un être rationnel qui choisirait de la même façon l'option la plus courte.

**Figure III-7 : Les temps de trajet terrestre entre les principales villes de l'Orient et les deux grandes villes du pays** <sup>137</sup>



Ce timing ne tient pas compte des aléas du voyage, le fameux facteur risque. En saison des pluies la traversée de la plaine peut s'avérer difficilement. Le bus s'embourbe, il faut le treuiller, les planches de bois cassent au passage des lourds véhicules etc. Si on ajoute à cela les traditionnels pneus crevés, on comprend que le temps pour arriver au pied des Andes est considérablement allongé. Et c'est là seulement que les plus grosses difficultés commencent. Les glissements de terrain dans les piémonts andins peuvent parfois bloquer la route durant plusieurs jours. Le trajet de deux jours en prend cinq, voire une semaine entière. Souvent dans l'avion, qui en quelques heures dépose les voyageurs du bout de la frontière au Haut Plateau, des voyageurs échaudés expliquent qu'on ne les y reprendra plus, et que le dernier voyage qu'ils ont effectué par la terre était bien le dernier. Les quelques 80 dollars d'économie étaient bien peu de chose en regard du temps perdu, avouaient-ils. Mais on oublie vite. Peut-être que certains, quelques temps après, ont de nouveau écouté les sirènes des compagnies de bus : *A La Paz ! A La Paz ! A La Paz sale ! A 150 pesos.*<sup>138</sup>

Dans ces voyages si longs, et pourtant si fréquents des frontaliers, acquièrent la conviction que la frontière est l'endroit de la Bolivie le plus difficile à atteindre. Un sentiment d'éloignement,

<sup>136</sup> Par exemple pour se rendre de Guayamerin à Santa Cruz il faut changer de bus à Trinidad, car il n'y a pas de ligne directe.

<sup>137</sup> Source : Enquête dans les terminaux de bus et expérience personnelle des voyages à la frontière.

<sup>138</sup> « A La Paz, à La Paz on part, à 150 pesos. » Les Boliviens ont gardé l'habitude d'appeler leur monnaie le peso. Le peso est donc le petit peso de rien du tout qui ne va pas effaroucher le chaland.

né dans la pratique des relations entre le centre et la périphérie, s'affirme, beaucoup plus fort que celui, ancien, de l'abandon et de l'isolement.

## Conclusion du chapitre VI

---

Au terme de ce chapitre, le puissant bouleversement qui devait résulter de cette politique volontariste d'arrimage de la frontière se laisse entrevoir. La route est un formidable levier du développement et nul, sur la frontière, ne pourrait le nier. Avant d'étudier en détail, dans les deux chapitres suivants, ce changement, arrêtons-nous sur ses deux conséquences directes.

### **Être loin ... différemment**

La première tient à un changement dans la perception de la situation géographique de la frontière orientale. L'Orient est toujours loin, mais il est loin différemment. Si, auparavant, on ressentait vivement sa mise distance parce qu'on ne pouvait y aller, c'est aujourd'hui parce qu'on peut s'y rendre qu'on le sent si reculé. Ce chapitre aura montré que la couture progressive entre la frontière et le noyau national est un processus paradoxal dans les sentiments géographiques qu'il fait naître.

### **La frontière à l'avant du front de l'intégration**

Sous un autre aspect, ce processus surprend. Rappelons-nous, avant d'évoquer cet étonnement, que, à propos de tels phénomènes d'appropriation de marges jadis vierges, la métaphore du front avançant comme une lame de fond implacable est récurrente. Elle l'est au point de perturber l'étude du phénomène, car elle définit une norme si ancrée dans l'esprit du chercheur que tout autre évolution lui semble déconcertante. C'est ce qui se passe en Bolivie. Le processus d'intégration de la marge frontalière est étonnant par rapport à ce schéma théorique car les marges frontalières les plus lointaines sont « territorialisées » et intégrées plus précocement. L'avancée de la frontière interne, jadis établie au commencement des Andes, n'a rien de linéaire et de continu. Il serait aujourd'hui difficile de la redessiner tant son expression spatiale est devenue complexe. En certains lieux, elle n'a pas progressé d'un iota et reste accrochée au pied des Andes. C'est le cas au nord, à la limite du département de La Paz, où s'interrompt la route directe qui devrait conduire à Cobija. C'est le cas au sud, où le Chaco impose une barrière aux avancées de la territorialisation. Ailleurs, elle a pu progresser vers l'Est. Le département de Santa Cruz en fournit un bon exemple, avec la très forte intégration de la « Grande Chiquitanie »,<sup>139</sup> le long de l'ancien axe missionnaire qui joint Santa Cruz à San Ignacio. Surtout, des poches bien intégrées à l'ensemble national apparaissent le long de la frontière, en raison du nouveau réseau routier. Dans le même temps, une partie de la frontière reste hors-réseau.

---

<sup>139</sup>L'équipe du PNUD en charge de l'étude du département de Santa Cruz qualifiait ainsi la région d'influence directe de la capitale crucénienne. Voir Calderon Gutierrez, Fernando (Coord.) 2004 *Informe de desarrollo humano en Santa Cruz*

En conséquence, la frontière présente, en certains points, un visage plus moderne, plus urbain, plus « globalisé », que la région orientale, dont elle partage encore bien des traits. Si la discontinuité du processus d'intégration le long de la frontière se laisse facilement saisir, il n'en est pas de même pour la discontinuité latérale, en suivant le transect Est-Ouest des Andes à la frontière. Une anthropologue, qui travaille depuis longtemps dans l'intérieur de l'Oriente<sup>140</sup>, avait résumé en quelques mots le portrait que je lui faisais de la frontière. « En somme la bande frontière est bien plus intégrée que le reste de l'Oriente ». Cette remarque, de la part de quelqu'un qui connaissait si bien les conditions de vie dans les régions excentrées du Beni, permet de prendre la mesure d'une réalité déconcertante : la frontière, si loin qu'elle fût, était en avance dans le processus d'intégration nationale. Quelques variables clefs permettent de mesurer cette avance : l'attractivité des municipes, leur urbanité, l'importance des relations économiques avec le centre, la faible part de la population non hispanisante etc.

### **La mesure de la déconnexion Oriente - Frontière**

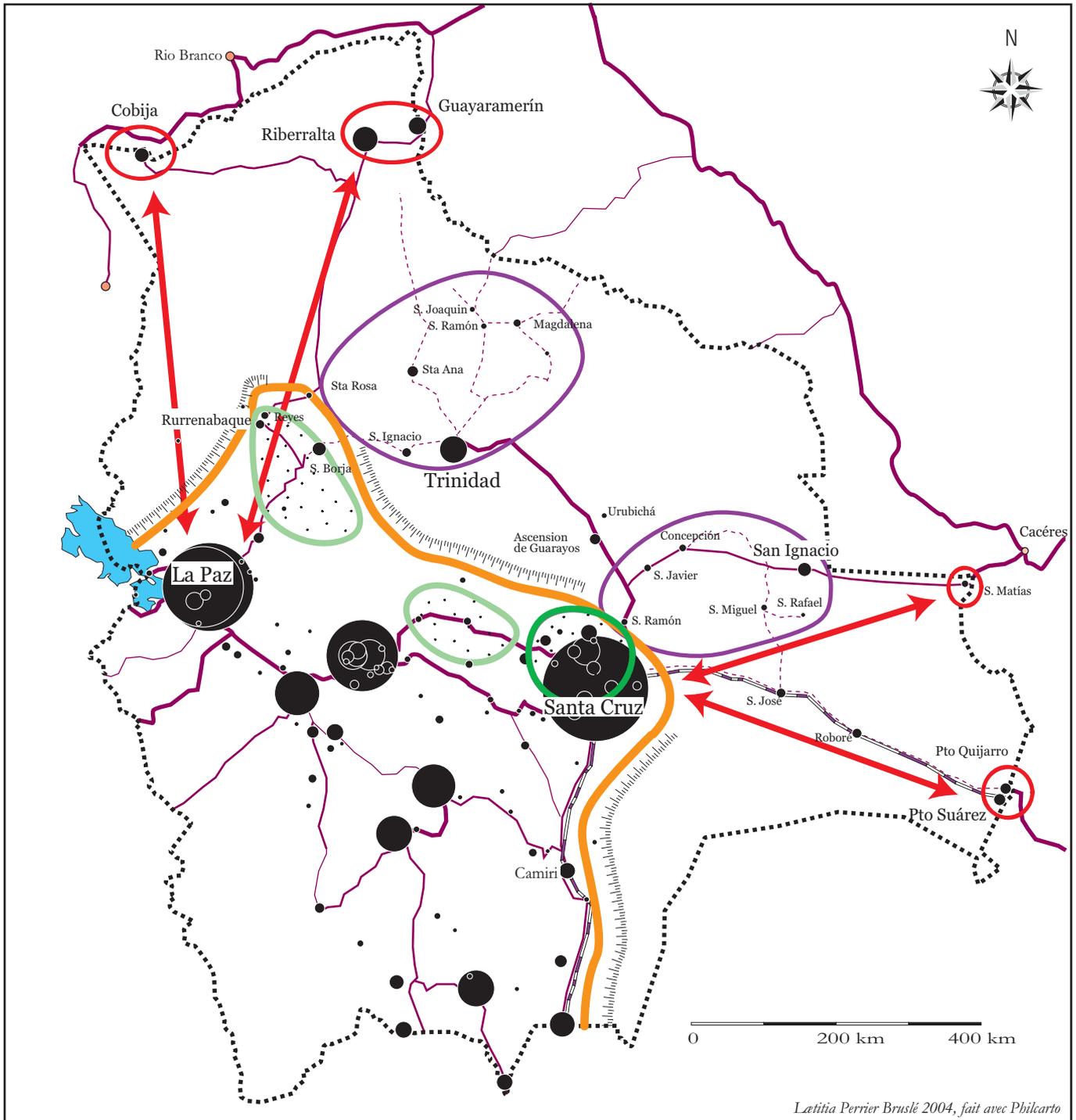
Le propos initial n'était pas de dresser le portrait de la bande frontalière, et d'étudier sa différence avec le reste de la région orientale. Ce décrochement entre les deux composantes de l'Est bolivien doit pourtant être souligné. Il assure à la frontière un statut particulier, au sein de l'Oriente et dans le cadre d'un territoire national repensé. En conclusion de ce chapitre sur l'arrimage de la marge, prenons le temps de regarder une carte synthétique de l'intégration frontalière. Parmi les différentes variables qui témoignent du déphasage Oriente - frontière, l'urbanité est peut-être la plus discutable. Elle est liée à une vision turnérienne de la frontière où, rouleau compresseur de la civilisation, elle avance sur des territoires sauvages (et donc a-urbain, au double sens quantitatif et qualitatif). À partir de cette première grille, il faut décoder différentes formes d'urbanité et reconnaître seulement dans certaines un indicateur d'intégration. Seules les villes dont l'activité économique est fondée sur le commerce de longue distance (licites ou illicites) sont des marqueurs d'intégration. Le long de la frontière interne des pôles fortement reliés au noyau national apparaissent.

Le développement rapide du réseau routier, et son utilisation croissante a changé le destin de la marge frontalière : le temps n'y bégaie plus et les poches d'espace inconnu reculent. Une page est tournée, celle sur laquelle on avait écrit les histoires d'Eldorado. Même si les mémoires anciennes de la région perdurent, la modernité, sous les traits de l'intégration nationale, a pénétré la périphérie éloignée. Elle devait modeler une société de frontière particulière, où l'activité principale s'organise autour de la mise en valeur de l'effet frontière.

---

<sup>140</sup> Il s'agit d'Isabelle Daillant, anthropologue qui travaille sur les Chimanes, groupe ethnique de quelques 4000 personnes, à 70% monolingue dans le centre du Beni.

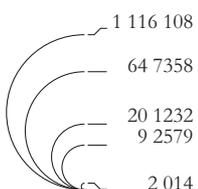
### III - 11 Le décrochage de l'Orient : La frontière en avant du front de l'intégration nationale



Lætitia Perrier Bruslé 2004, fait avec Philcarto

#### I - La trame urbaine en 2001

Population urbaine par municipale en 2001 (en nombre d'habitants)



#### II - Différentes formes d'urbanité

##### Villes isolées

Villes héritées de l'ancienne organisation spatiale jésuite devenues des villes-relais dans une zone d'élevage, forte présence de communautés indigènes dans les campagnes.



##### Villes assez bien intégrées

Villes-relais dans les zones de colonisation récente mises en place à partir de 1954 :

Zone de productions agro-industrielles



Zone de productions traditionnelles + coca



##### Villes fortement intégrées

Villes dont la croissance démographique est récente. Activité commerciale principale impliquant de nombreux échanges avec le reste du pays.



#### III - Frontière interne, frontière externe La dialectique de l'intégration

##### La frontière interne

Limite de l'espace anciennement approprié et contrôlé



Zone où la frontière interne n'a pas avancé vers l'Est



##### La frontière externe

Limite juridique de la Bolivie

##### Dynamique d'intégration



### Photo III - 1 : La route des Yungas : des précipices vertigineux



La route des Yungas entre La Paz et Caranavi est la plus dangereuse de Bolivie. Ces 48 premiers kilomètres, jusqu'à Santa Barbara sont des plus périlleux. La route est étroite et le précipice dépasse par endroit plus de 300 mètres. Le trafic y est intense car les productions tropicales de la région de Caranavi sont envoyées à La Paz via cette route. Malgré son danger, les voyageurs en partance pour la frontière ne peuvent l'éviter. C'est le passage obligé en direction de Guayaramerín, Riberalta et Cobija. Heureusement en 2004 la nouvelle route des Yungas a été ouverte.

### Photo III 2 Les camions de soja arrivent à la frontière



Le soja arrive enfin par la route de Santa Cruz à Puerto Suárez. Auparavant il était uniquement transporté par le train. Cela permet de réduire sensiblement les coûts. Les frontaliers y voient un signe fort qu'un jour les compagnies de bus emploieront aussi cette route.

*Arroyo Concepción, juin 2002*

### Photo III 3 : Le départ pour Santa Cruz



*Paradejo, préparation du chargement*



*Au barrage à la sortie de la ville, sur les derniers mètres asphaltés*

Avril 2003, sur un parking aux abords de Paradero, à Puerto Suárez, les camionneurs et leurs aides se préparent pour un long voyage. Ils partiront à la tombée de la nuit pour Santa Cruz.. Le camion transporte du carrelage produit au Brésil. En deux jours et deux nuits de voyage les camionneurs espèrent atteindre la capitale orientale. Pour tenir le siège contre la fatigue, les dangers de la route, la chaleur et les moustiques, ils vont mâcher de la coca, durant tout le voyage. A la sortie de la ville au barrage de Transito, ils quittent l'asphalte. Le plus dur reste à venir pour le camion cathédrale.

**Photo III 4 : Les camions de diesel de Guayaramerín à Cobija, via le Mamoré**



Les camions de désiel de l'entreprise EBR sont transporté sur le fleuve pour rejoindre une bonne route brésilienne qui leur permettra de rejoindre Cobija dans les meilleures conditions.

*Juillet 2003, sur le rio Mamoré entre Guayaramerín et Guajará-Mirim.*

**Photo III 5 : Les ornières des routes orientales**



*Voiture, route à Riberalta, après Santa Rosa, mars 1999*



*Mars 1999, sur la route à Riberalta , 30 heures après Rurrenabaque*  
Un camion est planté sur la route défoncée par des ornières profondes. Pour le camionneur et son aide, de longues heures de travail vont être nécessaires pour désembourber le camion et pouvoir repartir. Traverser l'Oriente, à la fin de la saison des pluies n'est pas chose facile.

Photographie Michel Moisy

**Photo III-6 : Les petits couacs de l'aviation orientale**



22 janvier 2002, Guayaramerín. L'avion de la TAM en provenance de La Paz perd une roue quelques secondes avant l'atterrissage - ce qui complique cette opération. L'avion traverse toute la piste sur le ventre puis s'arrête quelques mètres avant d'atteindre la maison qui sert d'aéroport. Il n'y aura aucun blessé. Depuis lors, on attend les pièces de rechange pour que l'appareil puisse repartir. En juillet 2003, il gisait encore au bout de la piste. Certains pourraient y voir un présage de mauvais augure pour les voyageurs en partance, mais les Boliviens en tirent plutôt la conviction rassurante que les pilotes de la TAM sont les meilleurs du monde.

**Photo III 7 : Le petit train de la frontière**



Mai 2003 entre Puerto Suárez et Quijarro. Le train de Santa Cruz est presque arrivé au bout de sa course. La voie de chemin de fer, achevée en 1954 et la seule liaison terrestre possible pour les passagers. Dans le fond, les collines sont déjà brésiliennes

# Chapitre VII :

## Vivre au bord d'un talus économique (I)

### *La tentation de l'illicite*

*« C'était une route fossile (...). Pourtant on ne la quittait jamais tout à fait de vue, ou plutôt - même submergée sous les éboulis, plongée sous les hautes herbes - comme le cheval tâte encore du sabot le fond empierré du gué, on gardait avec elle une espèce de contact singulier, car la trace d'un chemin d'homme est plus longue à s'effacer que la marque d'un fer rouge : à une trouée plus claire devant soi dans les buissons, à je ne sais quel alignement soudain plus rigide des arbres dans l'éloignement, quelle suggestion encore vivante de **direction**, la Route, de loin en loin, désincarnée, continuait à nous faire signe, comme ces anges énigmatiques des chemins de la Bible qui, loin devant, du seul doigt levé faisaient signe de les suivre, sans daigner même se retourner.*

*Julien Gracq - 1970 - La presqu'île.*

## Introduction

---

### **Where does the money come from ?**

Cette étude des routes qui ont arrimé la frontière était fondamentale. Même lorsqu'elles ont le visage incertain de traces, effacées par les eaux ou englouties par la forêt, elles ne cessent d'indiquer une direction : l'Est, vers où les pistes se lancent, comme convergent les regards de tout un peuple. Des volontés multiples sont réunies dans le même sens par des acteurs différents : l'État cherchant à revêtir ces nouveaux habits territoriaux, les migrants prêts à emprunter ces routes mortelles, les investisseurs qui croient distinguer sur ces billons rouges les premiers traits des corridors bi-océaniques. Et, ces volontés qui se rencontrent et empruntent des chemins similaires, font signe à l'enquêteur pour lui dire que le destin de la région a changé.

Il a changé par la force d'une activité économique motrice, le commerce. C'est la pierre angulaire de la vie à la frontière. Il fonde son existence sur les routes et il modèle un certain type de société. Il rend compte du décrochage entre la frontière et le reste de l'Orient. Si la grande question reste toujours la même, *d'où vient l'argent ?*<sup>1</sup> elle trouve sur la frontière une unique réponse : le commerce. Mises à part les quelques tentatives de colonisation agraire, l'essentiel de la croissance économique est assurée par cette activité qui entraîne de nombreux secteurs (le transport ; la construction ; les organismes de crédits -officiels et officieux- ; l'élevage et l'agriculture). Le commerce est donc au centre et il est centré sur la frontière. Aussi ancien que cette ligne à la pliure du monde sud-américain, il s'appuie aujourd'hui sur le talus économique créé par le différentiel entre la première économie de l'Amérique du Sud et le plus pauvre de ses pays. Il anime la frontière et l'arrime au reste du pays. Cette suite d'affirmations ne clôt pas la réflexion. Bien au contraire, elle l'ouvre sur de nombreuses questions qui interrogent notre problématique centrale : comment la frontière s'intègre à cette construction encore bancal que constitue le territorial national ?

Le commerce sur la frontière possède différents visages. Entre le petit commerçant à mi-temps, qui, pour arrondir ses fins de mois, vend des cigarettes aux Brésiliens et les grands agro-exportateurs de soja, il y a plus qu'un effet de seuil, il existe une différence de nature. Aussi, pour mettre de l'ordre dans la présentation de cette activité polymorphe, il faut en distinguer plusieurs types. Les critères pour les différencier sont multiples : ancienneté de l'activité, importance des flux qu'elle génère ou encore type des acteurs qui l'encadrent. Aucun n'est plus opératoire que celui qui distingue les activités illicites des activités légales. Ce critère possède l'avantage de centrer la réflexion sur une question : la croissance économique peut-elle assagir la frontière ou ne fait-elle que l'enfermer dans la caricature d'un anti-monde qu'on dresse d'elle ?

Si la frontière devait prendre le chemin de la sagesse, il est certain qu'il sera long et que chacune de ses étapes sera comme un nouveau renoncement. Les frontaliers abandonneront, sur le bord de cette route, leurs habitudes forgées dans des temps anciens où l'on vivait à la frontière sans se soucier de l'État. Les lignes ci-dessous s'attacheront à démontrer le poids de cette tradition et la résistance au changement qu'elle exerce. Mais pour le comprendre, il faudra d'abord comprendre pourquoi la frontière et le commerce sont depuis si longtemps solidaires et quels types de contraintes pèsent sur cette activité en situation frontalière. En vérité, petits et grands commerçants, contrebandiers et entreprises avec pignon sur rue, sont tous soumis aux aléas d'une conjoncture macro-économique et politique, amplifiés à la frontière. Ces contraintes justifient, aux yeux des frontaliers, les dérives vers l'illicite. Né de la primo-frontière, celle qui partageait le monde lusophone du monde espagnol, le commerce illicite a gagné en capacité de nuisance au fur et à mesure que la frontière s'intégrait au reste du pays et dans les réseaux mondiaux, mais souterrains, du narcotrafic. Les voies de l'illicite, ancrées de la sorte dans les habitus territoriaux, sont multiples.

<sup>1</sup> *Where does the money come from ?*, pour remettre cette citation dans son contexte anglo-saxon originel.

# I – La frontière, front avancé du commerce

« Le commerce suit le drapeau ».<sup>2</sup> C'est Jacques Ancel, en 1938, qui rappelle cet axiome, « dont les plus hardis pionniers couvraient jadis la nudité de leur conquête ». Les militaires avancent, les commerçants s'installent. Belle synergie du fer et de l'épicerie. Mais l'alliance est suspecte. Elle est contestée plus loin par Ancel lui-même.<sup>3</sup> Et l'observation des terres sud-américaines donne raison à ses doutes, au moins pour ce qui concerne l'ordre d'arrivée des acteurs sur la scène. Au bout de l'Orient, le commerce a précédé le drapeau bolivien, long à flotter sur ces confins. Il a même d'abord été une réponse à l'absence de drapeau, et de toutes autres expressions de l'État dans la zone. Par la suite, une fois le drapeau plus ou moins bien planté, les choses ont suivi un cours plus conforme à ce qui a été observé ailleurs : la coexistence de deux économies que tout oppose devait susciter des transferts frontaliers divers. La toute puissance du commerce sur la bande frontalière doit être interrogée car elle seule permet de comprendre ses logiques de fonctionnement actuelles.

## *1-1 La frontière du commerce*

« Commerce : activité qui consiste à échanger, ou à vendre et acheter, des marchandises, produits ou valeurs. »<sup>4</sup> La définition est concise. Elle oublie de préciser que cette activité se distingue d'un simple échange par la rémunération que s'octroie le passeur. Les deux aspects, l'échange et sa rémunération, doivent retenir notre attention. Le premier, parce qu'il explique la spécialisation de la frontière dans les activités d'échange, en raison de sa capacité à les accélérer ; le deuxième, parce que la rente frontalière a de multiples effets d'entraînement.

### *1-1-1 Une spécialisation économique*

#### **À la frontière, on commerce plus qu'ailleurs**

La structure de la population active permet de mesurer la différence entre l'Orient et la bande frontalière. Plus on vit proche de la frontière et plus on a de chance d'être commerçant. Le recensement de 2001 classe les emplois en une multitude de catégories. Seuls les extrêmes doivent retenir l'attention : l'agriculture et la pêche, d'une part, le commerce d'autre part. Une fois prévenu des imperfections de cette seconde catégorie,<sup>5</sup> on obtient une image des variations spatiales de la part des commerçants dans la population active.

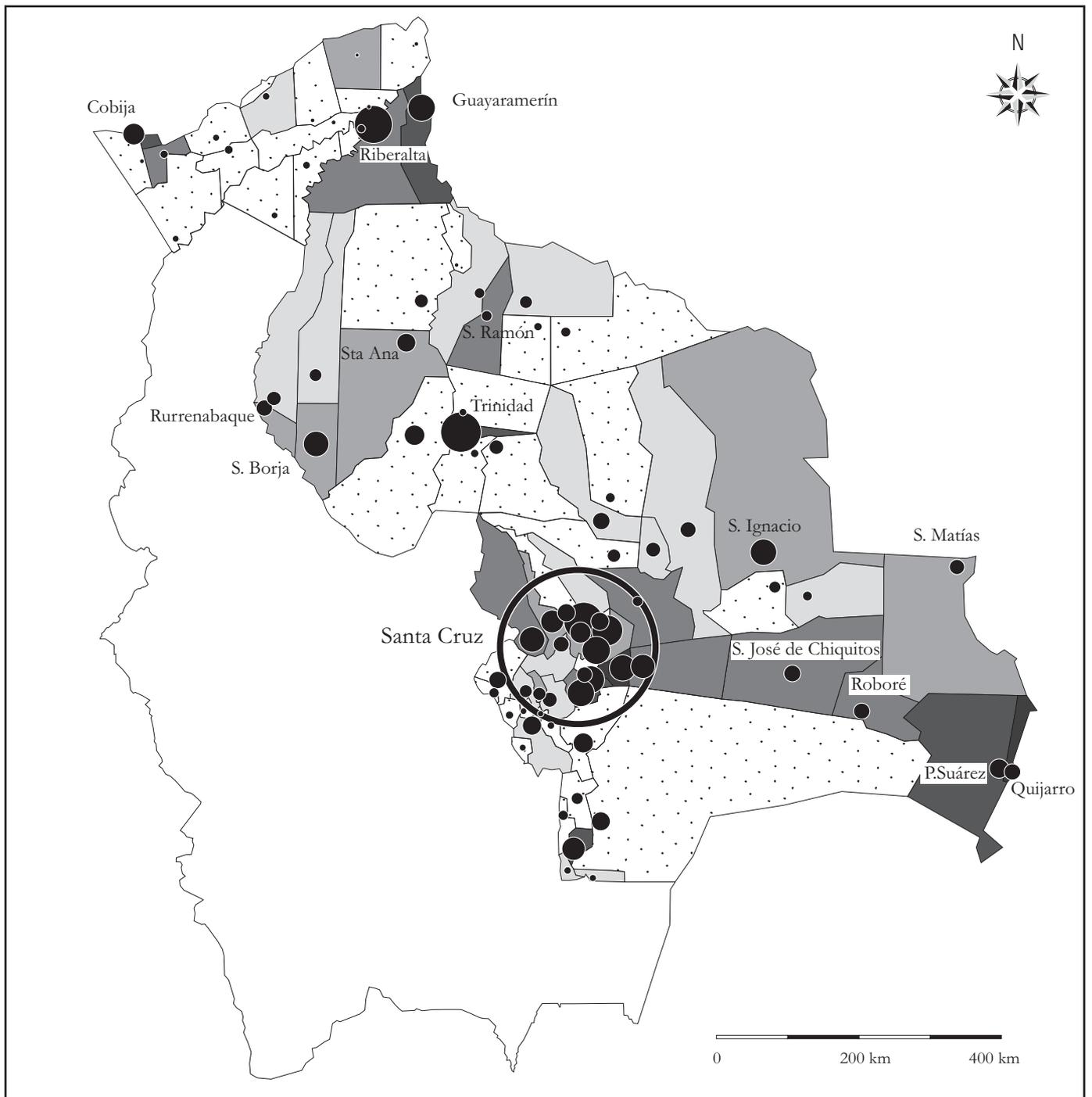
<sup>2</sup> Ancel, Jacques 1938 *Géographie des frontières*, p. 102.

<sup>3</sup> Jacques Ancel conteste l'axiome populaire quelques lignes plus loin. « Maintenant s'opposent les prétentions militaires et les justifications mercantiles : les premières visent à enclorre et les secondes à frayer. », dialectique de la fermeture et de l'ouverture où le commerçant, d'un côté, et le militaire, de l'autre trouvent chacun leur place.

<sup>4</sup> Dendein, Jacques 2004 *TLFI, Les trésors de la langue française informatisée*.

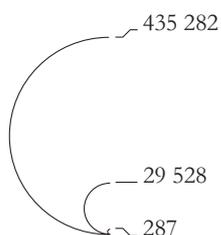
<sup>5</sup> La catégorie « personnes employées dans les services commerciaux » de l'INE\* (institut de statistiques bolivien) est assez disparate. La « réparation de véhicules » et « les services domestiques » sont bizarrement regroupés avec « commerce de gros et de détails ».

### III - 12 Le commerce dans les municipes orientaux Une spécialisation dans quelques pôles de la frontière

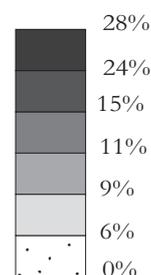


Latitia Perrier B ruslé 2004 - fait avec Phlcarto, données du PNUD Bolivie

Population active totale par municipe



Pourcentage de la population active travaillant dans le commerce (de gros ou de détail).



La carte des commerçants montre le squelette de la trame urbaine orientale. Les grandes villes, qu'elles soient ou non situées sur la frontière, sont des centres de services. On est donc peu surpris de voir ressortir les municipes de Santa Cruz et Trinidad, et ceux, à un moindre degré, de Riberalta, San Borja, San Ignacio de Velasco et San José de Chiquitos. Mais cette carte indique aussi la spécialisation commerciale des municipes de la frontière. Certes, la bande frontalière est loin d'être continue. Comme dans le cas des transports, les mêmes blancs interrompent les zones de forte densité commerciale. Il n'en reste pas moins vrai que certains municipes frontaliers sont particulièrement commerciaux (avec plus de 15% de la population active dans le commerce de gros et de détail). Le municipe de Puerto Quijarro, dont la superficie très réduite laisse peu de place aux activités agricoles, détient même le record oriental avec 29% de la population active employée dans le commerce. Les municipes frontaliers sont bien classés dans le palmarès des municipes orientaux les plus commerçants.

**Tableau III-4 : Classement des municipes frontaliers par ordre d'importance de la population active employée dans le commerce.<sup>6</sup>**

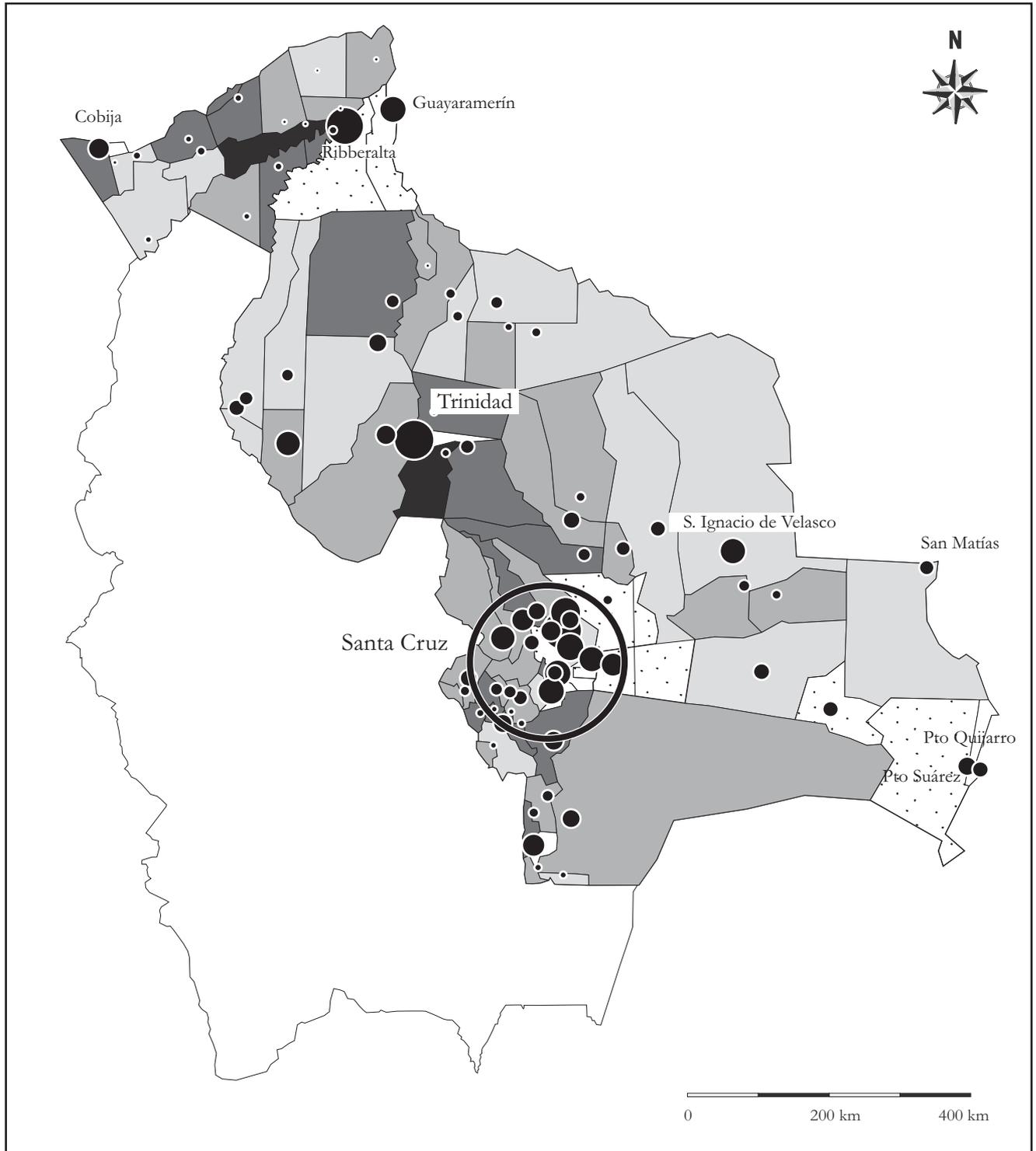
<b>Classement dans l'ensemble des municipes orientaux<sup>7</sup></b>	<b>Municipe</b>	<b>Population active totale</b>	<b>Part de la P.A. dans le commerce</b>	<b>Part de la P.A. dans l'agriculture ou la pêche</b>
1	Puerto Quijarro	4 813	28,8%	5,6%
2	Santa Cruz de la Sierra	435 282	25,9%	3,5%
3	Montero	27 654	24,3%	11,1%
6	Guayaramerín	13 495	17,5%	20,8%
7	Trinidad	29 528	16,8%	7,8%
8	Puerto Suárez	6 793	15,9%	21,0%
9	Cobija	8 555	15,4%	8,1%
13	Riberalta	26 133	13,3%	18,7%
15	Porvenir	1 222	12,6%	42,6%
25	San Matías	4 194	10,3%	40,6%

À cette surreprésentation du commerce dans les municipes frontaliers urbanisés fait écho une relative sous-représentation des activités agricoles. La deuxième carte, celle de la part des agriculteurs, est presque le négatif de la première. Elle apporte aussi d'autres précisions. Hormis la frontière nord du Pando, la bande frontalière retrouve une belle continuité. Sur toute sa longueur elle indique une moindre importance des activités agricoles, accusée autour des trois pôles urbains de la frontière.

<sup>6</sup> Les municipes de la frontière ont été soulignés en grisés. Données INE, recensement de 2001.

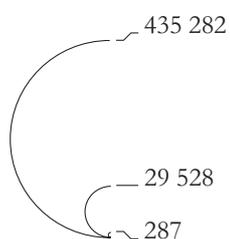
<sup>7</sup> Classement sur les 84 municipes compris dans les trois départements orientaux : Beni, Pando et Santa Cruz.

### III - 13 L'agriculture dans les municipes orientaux *La frontière moins agricole*

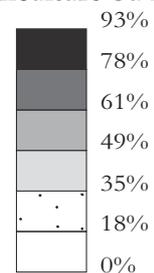


*Latitia Perrier Bruslé 2004, fait avec Philcarto.*

Population active totale par municipe



Pourcentage de la population active travaillant dans l'agriculture ou la pêche.



Pour comprendre cette carte, il faut apporter un nouvel élément d'information. Si les municipes pandinois du nord paraissent fortement agricoles, c'est parce qu'ils cachent leur jeu (frontalier). Dans ces communautés situées sur le bord du talus économique, tous les habitants font un peu de commerce lorsque le taux de change offre des perspectives de bénéfices intéressantes.<sup>8</sup> Mais le commerçant est méfiant envers celui qui s'intéresse à ses comptes, l'agriculteur encore plus, et cette double activité, lorsqu'elle existe est rarement signalée aux agents recenseurs. En réalité, la frontière présente un profil plus lissé que cette carte ne le laisse apparaître.

### **Même à l'échelle locale la spécificité des municipes frontaliers se laisse entrevoir**

À l'échelle départementale, le même hiatus existe entre les municipes frontaliers plus commerçants que ceux de l'intérieur. C'est ce que montre l'enquête menée par le PNUD\* sur les municipes de la « Grande Chiquitanie », situés à l'est du département de Santa Cruz. La Grande Chiquitanie est une région d'étude qui ne dispose, pour l'instant, d'aucune reconnaissance administrative officielle. Elle se compose de 12 municipes, dont la principale caractéristique commune tient à leur éloignement par rapport à la sphère d'influence de la métropole régionale. Un essai de typologie y a été mené. Les municipes ont été rangés en cinq catégories selon des critères fonctionnels, historiques et géographiques. On y a distingué les municipes missionnaires, hérités des anciennes réductions jésuites, les municipes frontaliers, les municipes indigènes, les municipes de l'axe inter-océanique et les municipes de « migration » qui correspondent à un débordement récent de la grande zone de colonisation agricole du nord de Santa Cruz.

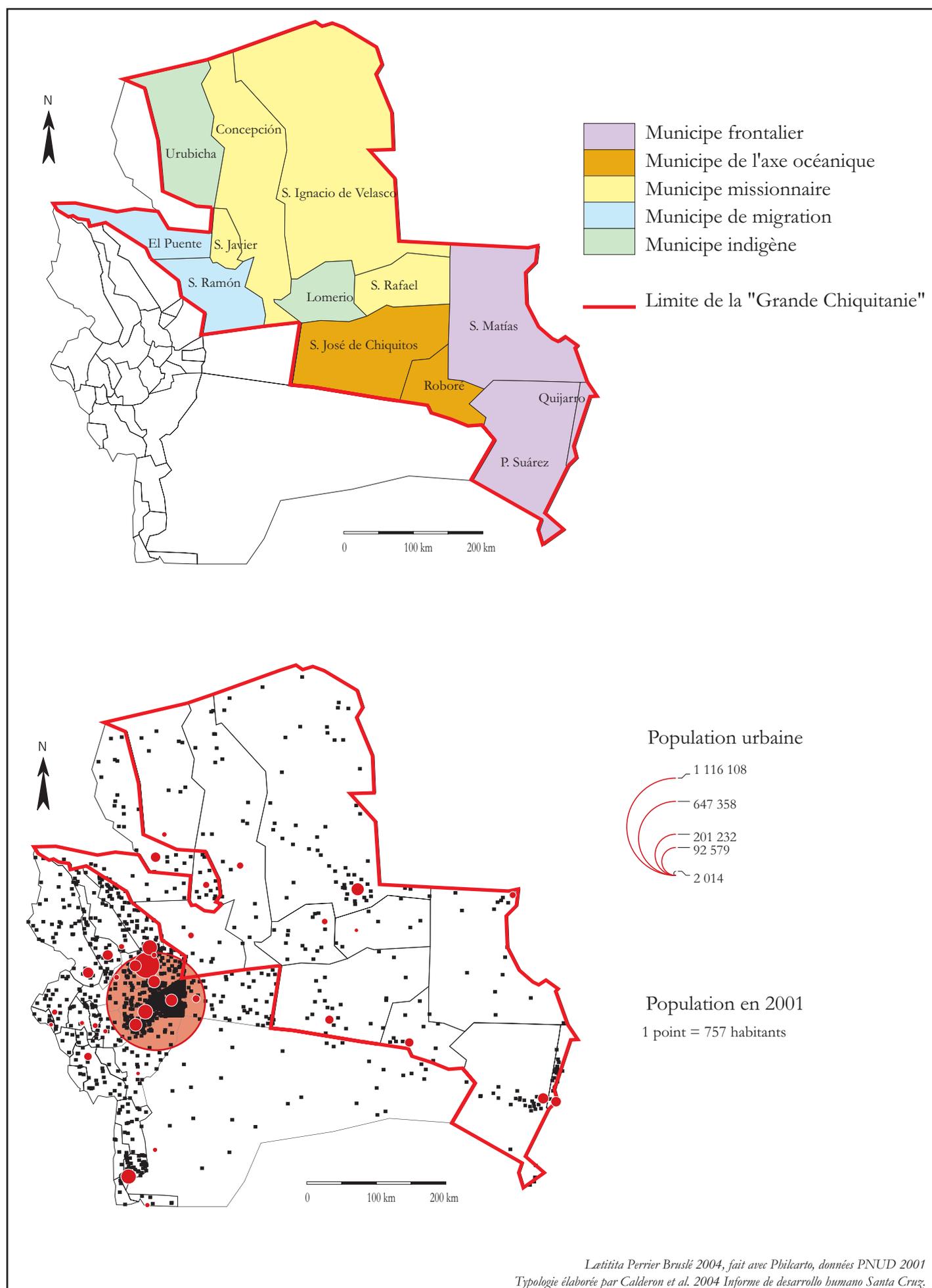
L'équipe du PNUD\* a étudié la part de la population active employée dans « les services marchands », pour chacune de ces catégories de municipes.<sup>9</sup> Elle a mis à jour la même relation entre la proximité de la frontière et l'importance du commerce. Les municipes dits frontaliers l'emportent largement pour la part de cette activité dans la population active. En 2001, plus d'un tiers de la population active s'y consacre. La progression de 8 points par rapport au recensement de 1992 témoigne du dynamisme de ce secteur. Les deux catégories de municipes suivantes sont loin derrière, avec un petit quart de la population active dans les services marchands. Les municipes missionnaires, ayant traditionnellement une fonction de service pour les campagnes environnantes, défendent une position depuis longtemps acquise, tandis que ceux de l'axe interocéanique, dont la croissance démographique remonte à la construction de la voie de chemin de fer, reprennent le même rôle pour l'ensemble de la région organisée le long de cette ligne. Les municipes à majorité indigène, pratiquant moins l'agriculture commerciale, sont « en retard », même si ce sont eux qui enregistrent la plus forte croissance de population active commerciale dans la dernière période intercensitaire.

---

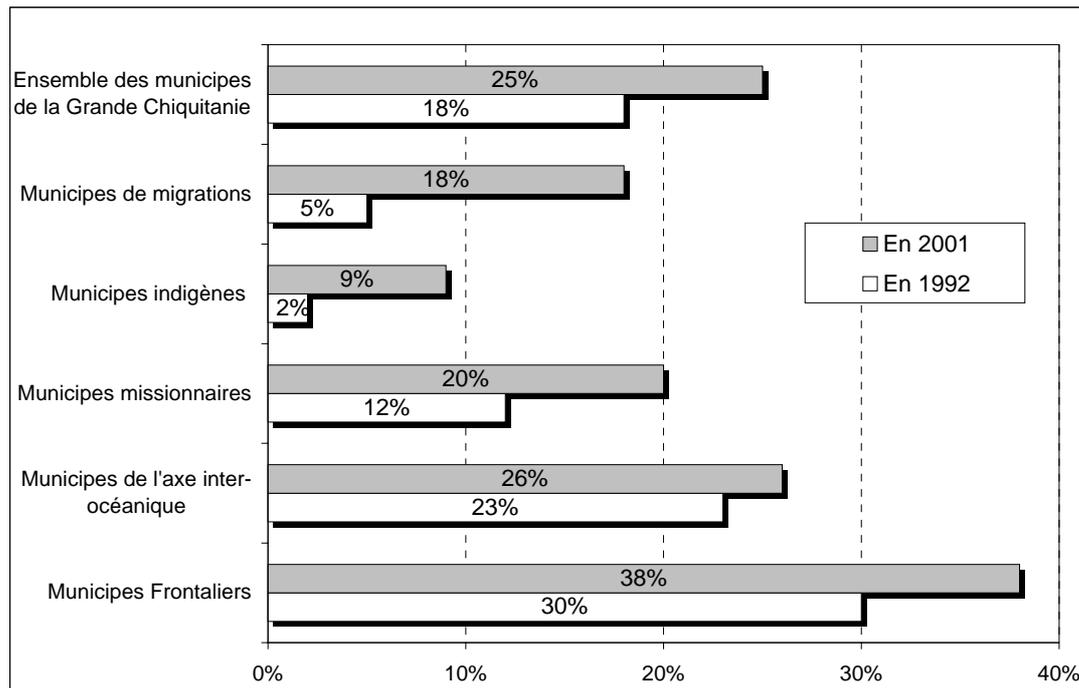
<sup>8</sup> C'est ce qui se passe dans le municipe de Bolpebra.

<sup>9</sup> Cette catégorie, créée par le PNUD, ajoute entre elles plusieurs catégories de l'INE : le commerce de gros et de détails, l'hôtellerie et la restauration, et les transports.

### III - 14 Typologie des municipes de la Chiquitanie



**Figure III-8 : Part de la population active travaillant dans les services commerciaux dans les municipes de la Grande Chiquitanie<sup>10</sup>**



### ***1-1-2 Le commerce, activité motrice des municipes frontaliers***

Si l'étude précédente avait été menée dans les autres départements orientaux, elle aurait abouti aux mêmes conclusions. Comment expliquer une telle spécialisation commerciale des municipes frontaliers ?

#### **Le secteur commercial n'est pas ce qu'on croyait, qu'il était**

Nos, vieux, livres de géographie économique expliquaient que le commerce n'était pas « une activité de base », de celles qui produisaient vraiment de la valeur. C'était une activité de service qui tirait profit de richesses générées par d'autres secteurs d'activité. À propos du tertiaire, ces ouvrages parlaient souvent d'un « fourre-tout » en termes méprisants, et, lorsqu'ils consacraient de nombreux chapitres à l'industrie sous toutes ses formes, ils expédiaient dans un ultime chapitre les services.<sup>11</sup> C'est que les services ne produisaient pas grand-chose. Aussi, on imaginait que chaque aire géographique, à niveau de population et de production équivalente, disposait de services marchands d'égale importance. Jusqu'au jour où on nous a appris que le commerce pouvait dépasser sa stricte fonction d'approvisionnement de la population d'une zone géographique, pour devenir une spécialité économique créatrice de plus-values. Il fallait pour cela qu'il fût conquérant, et qu'il cherche en dehors des limites de sa zone des populations à desservir.

<sup>10</sup> Source : Calderon Gutierrez, Fernando (Coord.) 2004 *Informe de desarrollo humano en Santa Cruz*, p. 176.

<sup>11</sup> Je pense en particulier à ce manuel de cours sur l'économie française (publié jusqu'en 1995) écrit par Marcel Baleste, qui n'évoquait les services qu'au 19<sup>ème</sup> chapitre, non sans avoir remarqué dans l'introduction qu'ils représentaient 60% des emplois dans les pays développés Voir Baleste, Marcel 1995 *L'économie française*, p. 239

## **Le commerce, une « base économique » des municipes de la frontière**

C'est ce qui s'est passé à la frontière bolivienne. L'activité agricole, si elle peut employer par endroit une part importante de la population active, ne génère nulle part de grandes rentrées financières. L'industrie et l'agro-industrie sont peu développées. Le commerce, en revanche, peut profiter de la localisation frontalière pour étendre sa zone de chalandise au-delà des limites administratives du municipe et passer ainsi du statut de fournisseur de service à celui de producteur de richesses. Les commerçants boliviens qui se rendent tous les jours à la *Feria Bol-Bras* de Corumbá,<sup>12</sup> ou les clients brésiliens qui traversent la frontière depuis des villes fort éloignées sont les acteurs de ce débordement transfrontalier du commerce bolivien en direction du Brésil. Ils ont permis à cette activité de devenir la « base économique » des villes de la frontière.

## **Le commerce, un moteur économique**

Activité de base, activité motrice, aussi. Sur la frontière le commerce entraîne d'autres secteurs économiques, que l'on aurait plutôt imaginés en aval des activités commerciales. C'est le cas par exemple de l'investissement dans la terre et l'élevage.

À Cobija, en 2001, le chef du bureau des migrations faisait beaucoup de choses qui n'étaient pas liées à sa fonction officielle. Il s'appelait Carlos Siani et son patronyme d'origine italienne disait assez bien qu'il appartenait à une de ces vieilles familles de Cobija dont les aïeux étaient venus lors du boom du caoutchouc, au début du siècle passé.<sup>13</sup> Il s'était lancé dans l'importation de motocyclettes. Elles arrivaient, en pièces détachées, de la zone franche de Manaus sans payer de taxes d'importation.<sup>14</sup> Une fois remontées, elles étaient revendues dans une bonne partie du Pando et jusqu'à Riberalta - sans pour autant s'acquitter des droits de douanes, pourtant obligatoires à la sortie de la zone franche. L'importance de ce négoce, à la limite de la légalité, témoignait de l'aisance financière du fonctionnaire et permettait d'imaginer que ce n'était pas la seule affaire commerciale qu'il détenait dans la ville. Cet enrichissement certain dans le secteur commercial, lui a permis d'acheter de la terre le long de la route qui relie Cobija à Porvenir. Les temps changent, et l'heure a sonné où « il faut réapprendre à vivre dans une économie légale », disait-il résigné.<sup>15</sup> Il n'était pas le seul à se lancer dans l'élevage. Sur les 30 kilomètres asphaltés de cette voie, de nombreux notables et commerçants enrichis de Cobija ont acheté des propriétés, puis les ont déboisées pour laisser quelques vaches vaquer dans ces nouvelles prairies. Sur la superficie de sa propriété et sur ce qu'elle lui rapporte, il reste laconique. Il est certain qu'elle n'est pas très rentable. À Cobija, pas question de faire du lait ou du fromage, la concurrence des produits brésiliens ne laisse pas de place à une coopérative laitière bolivienne. Ce sont donc des bêtes élevées

<sup>12</sup> La *Feria Bol-Bras* de Corumbá, comme son nom ne l'indique pas, est un marché uniquement tenu par des commerçants boliviens, qui ont eu l'idée un jour de passer la frontière pour se rapprocher de leur clientèle brésilienne, plutôt que d'attendre cette dernière côté bolivien de la frontière.

<sup>13</sup> Les principaux patronymes étrangers à Cobija sont : libanais, syriens, palestiniens, turcs, japonais, italiens, allemands et français.

<sup>14</sup> Cette importation libre de taxe est possible parce que Cobija est une zone franche.

<sup>15</sup> C'était Carlos Siani qui faisait lui-même référence à ce changement d'époque, avec les premiers effets du plan de lutte contre la coca. Entretien effectué à Cobija en juillet 2001.

pour leur viande et qui rapportent peu. Le seul exutoire de cette production est le marché de Cobija (les conditions de transport rendent les autres places commerciales inaccessibles). Sur le marché de Cobija, la viande se négocie entre 4 et 6 bolivianos le kilo, une fois passée par plusieurs intermédiaires, dont l'équarisseur.<sup>16</sup> En dépit de sa faible rentabilité, un petit front de l'élevage continue de se développer dont la seule raison tient à l'enrichissement des commerçants.

À Puerto Suárez, le même processus d'injection dans l'élevage de revenus issus du commerce est à l'oeuvre. Là-bas, on prépare un nouveau cadastre des terres, pour mettre de l'ordre dans la tenure foncière et la rendre conforme à la nouvelle loi agraire de 1996.<sup>17</sup> Dans la province Germán Busch,<sup>18</sup> une entreprise privée, Consulters, a été chargée d'établir ce cadastre. Sur la zone se trouvent 26 propriétés détenues à titre individuel.<sup>19</sup> Une révision rapide de leur plan de développement (POP)<sup>20</sup> indique qu'il s'agit surtout d'une spéculation foncière le long de la future route qui mènera un jour de Puerto Suárez à Puerto Busch.<sup>21</sup> Les propriétés sont grandes et très faiblement mises en valeur.<sup>22</sup> Une toute petite partie des terres est déboisée. Les pâturages et surfaces en culture ne dépassent pas 11,68% de la superficie totale des exploitations. Il s'agit là encore d'un investissement à long terme. La plupart de ces grands propriétaires, membres de l'association des éleveurs de Puerto Suárez, sont avant tout des commerçants. C'est le cas de Rafael Burgos le vice-président de cette association, dont la principale source de revenus n'est pas l'élevage. Propriétaire de l'entreprise Atlantis d'import-export, c'est grâce au commerce transfrontalier qu'il a accumulé un capital pour investir dans la terre. Espagnol de naissance, de nationalité brésilienne, travaillant en Bolivie et habitant à Corumbá au Brésil, l'homme aux multiples identités est insaisissable. Il a pourtant quelques certitudes, comme celle qui veut qu'investir dans la terre, moins chère en Bolivie, et jadis défiscalisée, est une bonne affaire.<sup>23</sup> Ils ont été nombreux à faire le même calcul.

Les capitaux dégagés par l'activité commerciale sont réinvestis dans la région et pas seulement dans la terre. Les commerçants andins préfèrent, eux, construire des maisons, ou

<sup>16</sup> A Puerto Suárez, dans un même contexte d'absence de marché, un éleveur confiait que l'équarisseur/boucher leur prenait la viande à 1 boliviano le kilo de viande équarrie. Entretien avec Freddy Colombo, éleveur, président d'Aprobusch, le 27 juin 2002. (1 dollar US = 7,15 bolivianos en juin 2002).

<sup>17</sup> Dites loi INRA\*, Institut national de Réforme agraire.

<sup>18</sup> La province Germán Busch regroupe les deux municipes de Puerto Suárez et Puerto Quijarro.

<sup>19</sup> La province Germán Busch a été divisée en « polygone » d'intervention. L'entreprise Consulters n'avait redéfini le cadastre que pour trois polygones, qui se trouvent à l'est de la province, dans la zone attenante à la frontière, mais il s'agit de la partie la plus peuplée de la province. Comme ailleurs en Bolivie, trois catégories de propriétaires sont distinguées : les communautés paysannes, les communautés indigènes et les propriétaires individuels.

<sup>20</sup> La loi INRA rend obligatoire la réalisation d'un POP (*plan de ordenamiento predial*), pour les propriétés privées. Il correspond à un plan d'aménagement de la propriété agricole, où est défini les différentes vocations de la terre : forêt, pâturages, cultures etc. Voir lexique en fin d'ouvrage. A l'époque, en juillet 2002, 21 POP avaient été consultés, les 5 autres propriétés individuelles n'ayant pas encore rendu leur copie.

<sup>21</sup> Cf : Carte II – 4, Puerto Busch un port souverain de l'imaginaire bolivien, p. 197

<sup>22</sup> Le nombre de bovins rapporté à la superficie totale de ces 21 exploitations donne 4038 hectares par bovin. D'après les données relevées sur 21 POP, plan d'aménagement de propriété, qui correspondent tous à des propriétés situées à l'ouest, à l'est ou au centre de la voie Puerto Suárez – Puerto Busch.

<sup>23</sup> L'histoire est confuse et, comme souvent s'agissant des petits négoce de la frontière, je n'en ai pas saisi toutes les subtilités. Elle veut que, autour des années 1995, un décret suprême ait permis de ne pas payer d'impôt sur l'élevage et aurait conduit à un grand boom de cette activité. Connaissant la faible propension des commerçants de la frontière à payer l'IVA – l'impôt sur la valeur ajoutée, il est difficile de comprendre pourquoi cette loi a pu avoir un tel effet incitatif.

agrandir la leur, à chaque embellie de leur négoce. Certains le déplorent, voyant dans ces maisons prétentieuses, et souvent disgracieuses, une banalisation de l'architecture urbaine orientale de villes telles que Cobija. « Ma parole mais la Perle de l'Acre va bientôt ressembler à El Alto à ce rythme ! », s'exclamait le président de l'Association Bolfor, en visite à Cobija après plusieurs années d'absence.<sup>24</sup>

## ***1-2 Vivre sur le bord d'un talus***

Il n'est pas toujours facile, malgré les bénéfices que l'on peut en retirer, de vivre sur le bord d'un talus, fut-il métaphorique. Les commerçants sont soumis aux mêmes difficultés nées du talus économique établi à la frontière. Essayons de préciser sa forme et l'instabilité qu'il génère.

### ***1-2-1 La métaphore du talus (et son ambiguïté)***

Les géographes parlent volontiers, lorsqu'ils observent une frontière, de talus économique.<sup>25</sup> Sans doute faut-il y voir un mode de pensée propre à cette discipline qui consiste à traduire les phénomènes humains, difficilement déchiffrables, en formes topographiques, aisément identifiables. Le procédé est efficace, au moins en ce qui concerne la communication du savoir. Mais, à trop réifier des processus complexes, il peut aussi devenir simplificateur. Il faut donc s'arrêter un instant sur son sens et dévoiler son ambiguïté.

### **Le talus, une formidable pente qui accélère les échanges**

La métaphore du talus est utilisée en raison de la pente abrupte, propre à cette forme topographique.<sup>26</sup> Dans le cas du talus économique, le front se fixe sur la frontière, car la discontinuité juridico-politique établit une rupture dans les systèmes économiques. Qu'un produit passe la frontière, et il devra s'acquitter auprès des deux états de taxes d'importation et d'exportation. Les prérogatives régaliennes de l'État freinent les échanges. La métaphore de la « forte pente » serait erronée si, à côté de ces résistances, il n'y avait pas une force contraire capable de les accélérer. « La disjonction frontalière est à l'origine de zones économiquement très dynamiques où se sont agglomérés ponctuellement hommes et activités », écrit Jean-Christophe Gay, à propos de ces talus économiques.<sup>27</sup>

À la frontière boliviano-brésilienne la disjonction est formidable, car l'on trouve, accolées le long de cette ligne, deux économies que tout oppose. Quelques rapports permettent de donner la mesure de ce différentiel économique. Le nombre des consommateurs, de part et d'autre est

---

<sup>24</sup> Il s'agissait de David Preston, président de la toute puissante association Bolfor, créée par USAID pour protéger les forêts boliviennes. L'homme états-unien s'était fortement bolivianisé après avoir passé plus de 40 ans de sa vie en Bolivie. Sa remarque était bien sûr dépréciative car la ville d'El Alto ne brille pas par son architecture urbaine. Entretien réalisé à Cobija en avril 2003.

<sup>25</sup> Voir par exemple Gay, Jean-Christophe 1995 *Les discontinuités spatiales*, p. 68 – 70. Voir aussi Bennafla, Karine 2002 *Le commerce frontalier en Afrique centrale*, p. 58 - 60

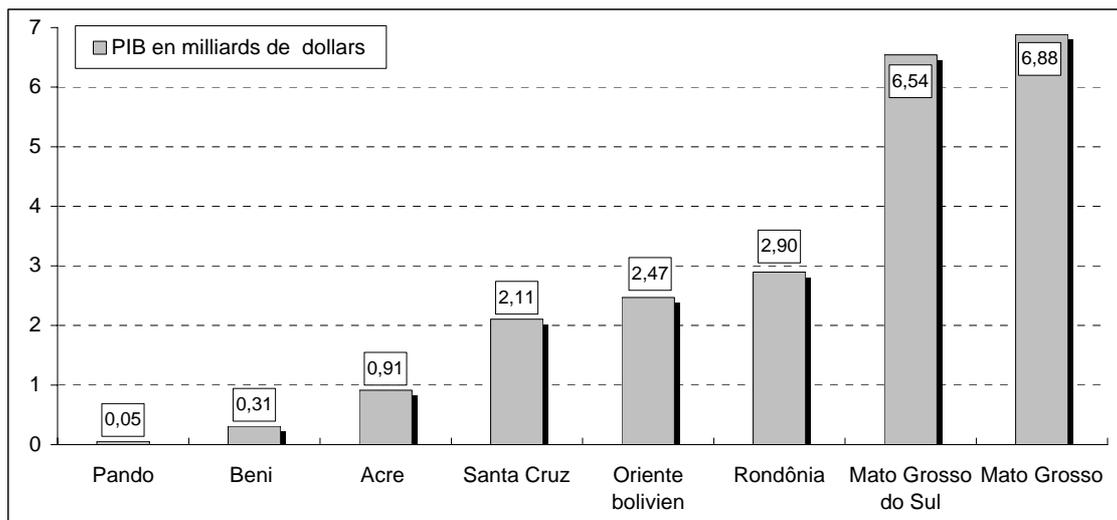
<sup>26</sup> Les dictionnaires de géomorphologie le disent ; « le talus est une portion de versant à pente forte. » Voir George, Pierre et Verger, Fernand 1993 [1970] *Dictionnaire de la géographie*, p. 449

<sup>27</sup> Gay, Jean-Christophe 1995 *Les discontinuités spatiales*, p. 68.

disproportionné. C'est vrai à l'échelle nationale, où les 8 millions de Boliviens ne font pas le poids face aux quelques 182 millions de Brésiliens. Cela se retrouve à l'échelle des états fédéraux et des départements. Rien n'est plus mal assorti qu'un département bolivien à un état brésilien, même si, en toute logique, les états brésiliens les moins peuplés font face aux plus petits départements brésiliens. Le Pando, avec ses 50 000 habitants, fait pâle figure face à l'Acre (près de 540 000 habitants), comme le Beni (360 000 habitants) face au Rondônia (1,4 million d'habitants). Même Santa Cruz avec plus d'un million d'habitant est largement dépassé par les deux Mato Grosso (respectivement 2,5 et 2,1 millions d'habitants). Cette disjonction démographique se retrouve, avec peut-être plus de force, à l'échelle des municipes.<sup>28</sup> De ce décalage démographique résulte des capacités différentes de s'établir sur les marchés. Aucun produit bolivien ne peut se prévaloir des économies d'échelles que réalisent les producteurs brésiliens installés sur des marchés d'une toute autre ampleur. Les Boliviens de la frontière en sont bien conscients lorsqu'ils expliquent le faible développement industriel par la présence du grand voisin.

Si le Brésil frontalier est plus peuplé, il est aussi plus riche de ce qu'il produit. Le PIB par état et par département fait ressortir un fort hiatus économique.

**Figure III-9 : PIB par État et par département en 2001<sup>29</sup>**

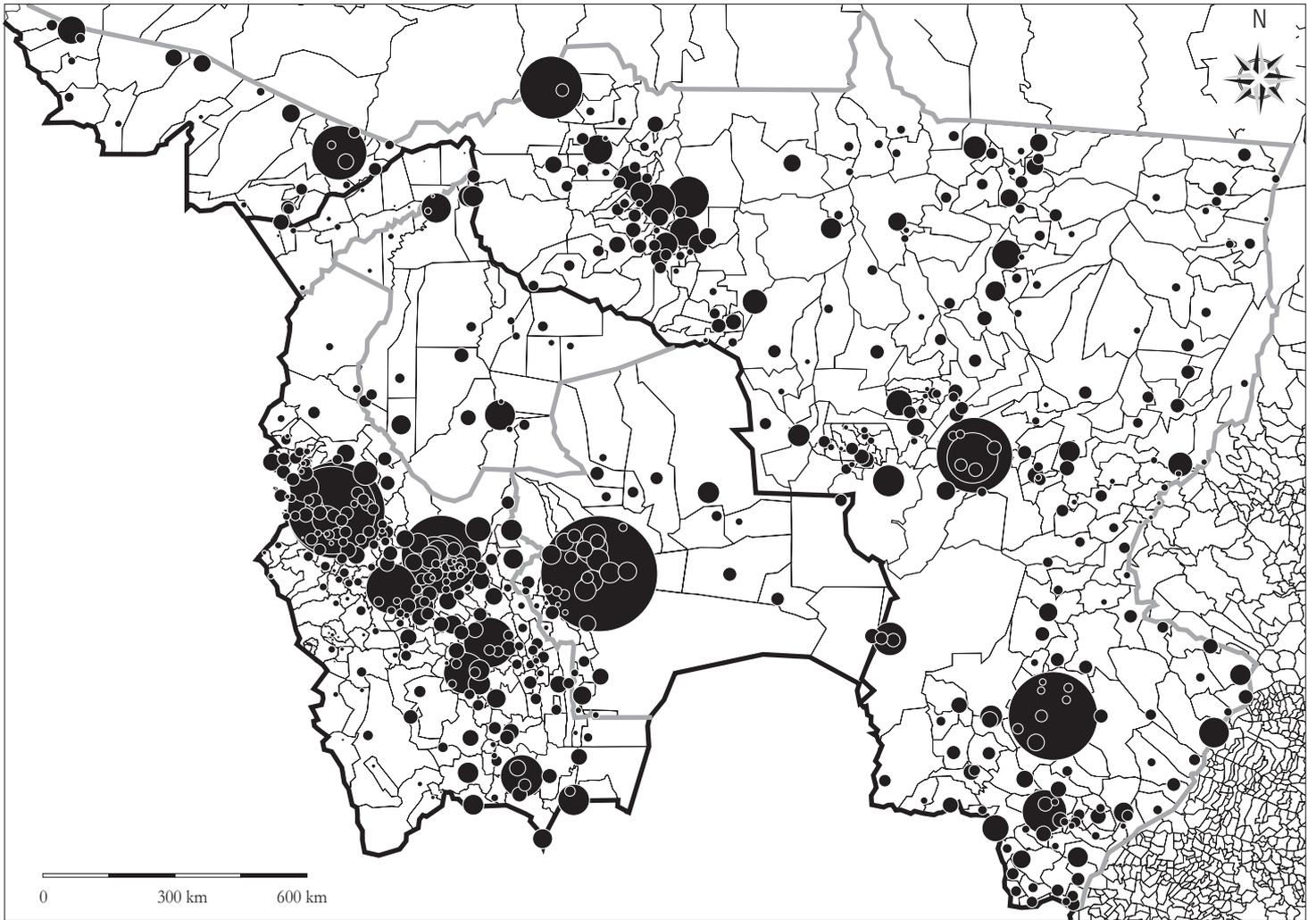


Sur ce graphique, le Pando semble avoir disparu. De fait, il a été écrasé par la masse économique des états brésiliens. Le Beni ne fait pas tellement mieux. Seul le département de Santa Cruz, grâce à la première métropole économique de Bolivie, est moins déclassé. On pourra toujours incriminer le déséquilibre des circonscriptions administratives en présence, et considérer que c'est tout l'Orient bolivien qu'il faudrait comparer à un état du Brésil. Le classement n'en serait pas bouleversé pour autant. Les trois départements orientaux, avec un PIB cumulé de 2,47 milliards de dollars, restent en deçà du Rondônia et des deux Mato Grosso.

<sup>28</sup> Cf : carte IV-2 Différence de densité des municipes de part et d'autre de la frontière, p 475

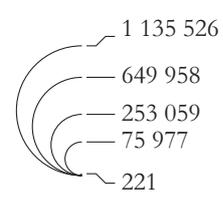
<sup>29</sup> Source : INE 2001 et IpiB, O Portal Do Poder Econômico 2004 *Participação dos estados no PIB Nacional 2001*.

### III - 15 La disjonction démographique *Le Brésil de la frontière est plus peuplé*



Laetitia Perrier Bruslé, 2005

Population totale par municiple en 2000 (Brésil) et 2001 (Bolivie)



Frontière internationale



Limite des états et des départements frontaliers

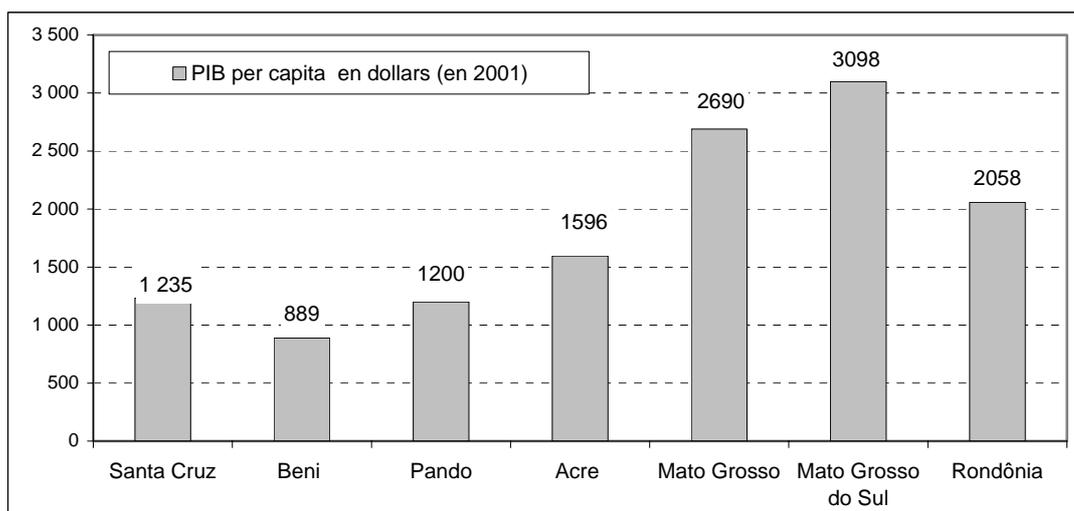


Fait avec Philcarto - <http://perso.club-internet.fr/pbilgeo>  
Données IBGE recensement 2000 Brésil (fournies par RETIS) et données INE recensement 2001 Bolivie

## Le différentiel frontalier nuancé

Cette disjonction frontalière est minorée par quelques variables. Le PIB rapporté au nombre d'habitants en donne une image plus nuancée. Les départements boliviens ne sont pas tellement plus pauvres que les plus pauvres des états brésiliens. La figure suivante montre que, si les trois départements boliviens ne dépassent pas les 1500 dollars par habitants, ils ne sont pas si différents d'états amazoniens tels que l'Acre ou le Rondônia.

**Figure III-10 : Le PIB par tête en 2001 permet de nuancer le hiatus <sup>30</sup>**



Une double dynamique géographique joue en faveur des frontaliers boliviens. En Bolivie, plus on se dirige vers l'Est et moins on est pauvre, tandis qu'au Brésil la tendance est inversée (dans ces grandes lignes) : plus on marche vers l'Ouest et plus on risque d'être indigent.<sup>31</sup> Ces transects nationaux diamétralement opposés devaient avoir pour effet d'affaiblir le contraste à la frontière. Il n'empêche que le différentiel économique entre les états frontaliers brésiliens et les départements boliviens crée un hiatus de part et d'autre de la frontière. Le talus prend forme. La différence accélère les échanges. Si l'axiome est contestable dans bien des domaines, il est toujours vérifié en économie, et, à notre échelle, en tous points de la frontière boliviano-brésilienne. De plus, à côté des données macro-économiques, d'autres facteurs viennent renforcer le différentiel frontalier : la part variable de l'économie informelle entre les deux pays ou encore la nature différentes des produits offerts des deux côtés de la frontière.

## La pente est à double sens

Mais dès qu'on rentre dans le vif du sujet, on est gêné par l'image introduite par la métaphore géomorphologique. Elle ne vaut, dans le cas de la frontière boliviano-brésilienne, que si on accepte de retenir du talus que l'idée d'une pente abrupte, en oubliant, que comme le versant dont il n'est qu'une variante, le talus ne se déverse que dans un sens. À la frontière boliviano-

<sup>30</sup> Source : *op. cit.*

<sup>31</sup> Appréciation générale qui appellerait bien sûr beaucoup de nuances si tel était notre propos : il faudrait alors tenir compte du retard économique du Nordeste, de la croissance d'États tel que le Mato Grosso etc.

brésilienne, les échanges sont au contraire bilatéraux. Le dynamisme commercial de la région frontalière est le produit d'échanges variés et nombreux. Certains produits viennent du Brésil pour être vendus en Bolivie, d'autres traversent la frontière dans l'autre sens. La plupart de ces mouvements, informels, n'apparaissent pas dans les statistiques de la nation. Malgré l'impression de confusion que laisse, au premier abord, la frontière, tous les échanges ont la même logique. Celle qui veut que la frontière soit un formidable accélérateur des échanges.

### ***1-2-2 Les aléas de la vie sur le bord d'un talus***

Lorsqu'on revient, à quelques années d'intervalles, dans les mêmes lieux de la frontière, on est frappé par la versatilité de la situation économique. Le « talus » n'a pas bougé. Les conditions structurelles se maintiennent : le géant économique fait toujours face à un « petit pays », où l'ingéniosité commerciale des habitants est grande. Arroyo Concepción, le quartier né il y a quelques années de cela autour du barrage frontalier de Puerto Suárez, était déserté en 2001.<sup>32</sup> Les commerçants avaient mis la clef sous la porte et fermé le rideau de fer de l'entrepôt de ciment qui leur servait de boutique. Ailleurs un vieux, ou un jeune, ouvrait sans conviction son échoppe sur des routes défoncées que traversaient ennuyés des taxis à la recherche de clients. Ils gardaient la boutique en attendant des jours meilleurs qui verraient le retour du reste de la famille partis à Yacuiba, à la frontière avec l'Argentine. Deux ans plus tard, tout va déjà mieux. Les bus de Campo Grande sont revenus. Ils déposent chaque jour, et surtout le samedi, des Brésiliens venus acheter des vêtements et quelques babioles fabriquées en Chine. Ainsi, sur le bord du talus, la situation économique est aussi imprévisible que les saisons qui reviennent, jamais tout à fait pareilles. Il y a les bonnes années et les mauvaises années et la différence entre les deux est énorme. Comme si la frontière était une caisse de résonance qui enregistrerait, à des décibels amplifiés, les soubresauts économiques des deux pays accolés.

### **L'effet taux de change**

La première cause de cette instabilité tient à la valeur fluctuante des monnaies nationales. Sur le moyen terme comme sur le court terme les variations du real et du boliviano entraînent mécaniquement les embellies ou les ralentissements de l'activité commerciale.

### **Encadré III-3 : Le mouvement des deux monnaies nationales**

#### **Le Real : entre plan de redressement et dévaluation**

Juillet 1994 : Le premier plan Real, monté par Fernando Henrique Cardoso alors ministre des finances, date de juillet 1994. Il met fin au cruzeiro, monnaie fortement dépréciée. L'objectif est de créer un Real fort, capable de maintenir sa parité avec le dollar. Un an après le real avait légèrement perdu de sa valeur (il s'échangeait entre 1,10 et 1,20 pour 1 dollar) sans pour autant totalement s'effondrer.

1998-1999 : C'est seulement en 1998 que le Real entame une chute plus marquée. En 1999 la monnaie est dévaluée par deux fois. Mais la menace d'hyper-inflation est jugulée. À la fin de l'année il se stabilise autour de 1,80 Real pour 1 dollar. La crise financière du début de l'année n'a pas conduit au marasme économique que craignaient les fonctionnaires du FMI.

<sup>32</sup> Voir Carte III- 19 : Au plus près de la frontière, développement d'Arroyo Concepción, p 402

Depuis 1999 : La baisse du real est régulière. Mais l'économie brésilienne, relativement épargnée dans un contexte de crise économique régionale, évite une trop forte chute de la monnaie, même si elle a tendance à se déprécier face au boliviano. En 2003 le real remonte quelque peu.

**Le Boliviano : une lente et progressive dépréciation du boliviano<sup>33</sup>**

En Bolivie la politique de rigueur financière, mise en place dès 1985 et renforcée par les premiers plans de désendettement du pays (1997, puis 2001) a porté ses fruits. De 1993 à 2003, l'économie connaît une inflation mesurée, et cette relative stabilité permet de maintenir la valeur de la monnaie nationale. L'époque hyper inflationniste où le peso bolivien perdait chaque jour de sa valeur est révolue. La croissance économique régulière (de l'ordre de 2% par an entre 1993 et 2003), l'arrivée significative d'investissements directs étrangers, ainsi que la politique de contrôle des finances publiques permet, à un coût social élevé, de tenir le boliviano.

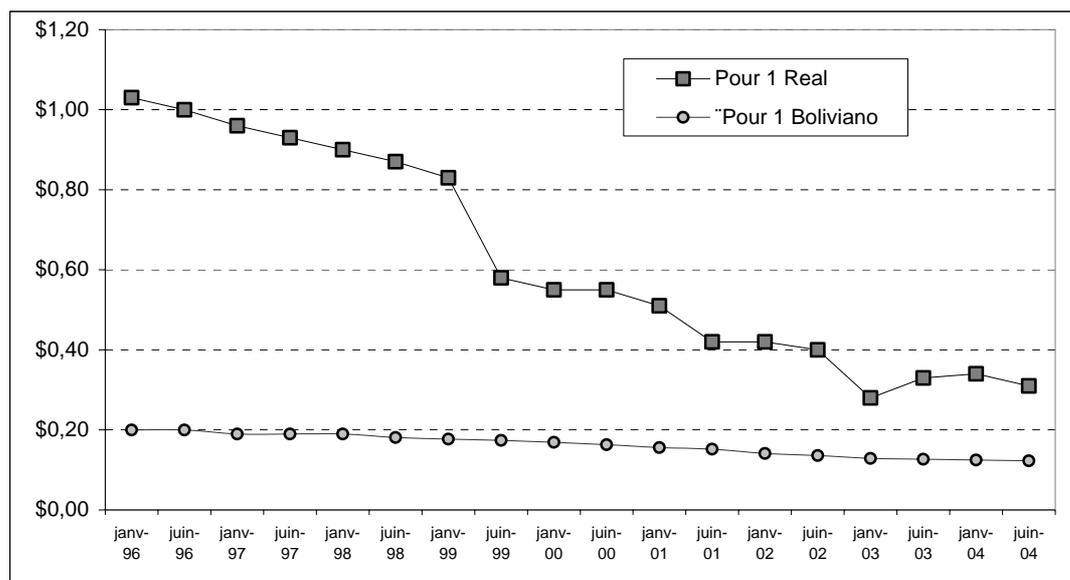
À partir de 1999, face à la compétition engendrée par la dépréciation du real, puis par celle du peso argentin en 2002, la Banque centrale, sans procéder à une dévaluation, lâche un peu de lest et le boliviano entame une baisse régulière de sa valeur.

Tous les commerçants boliviens se rappellent avec nostalgie de l'époque du premier plan real. C'était en 1994-95, le real, royal, était fort comme il ne l'a plus jamais été. Chaque real équivalait à 1 dollar. Les Brésiliens, armés de cette nouvelle monnaie, venaient en conquistadores faire leur course en Bolivie. De ce côté-là de la frontière on ne jurait plus que par cette monnaie, et rares étaient les commerçants qui acceptaient encore les bolivianos. Puis les choses ont lentement périclité. Le real a perdu de son prestige. Un jour les Boliviens se sont rendus compte, qu'à force de dépréciations, le boliviano, mieux accroché au dollar, n'était pas la monnaie de singe qu'ils croyaient avoir entre les mains. Dès 2001, ils commençaient à donner les prix en réais *et* en bolivianos. En 2002, les Boliviens de Puerto Suárez et Quijarro disaient qu'il était presque l'heure d'aller faire ses courses au Brésil. C'était une boutade, pour s'amuser, presque une provocation pour ces habitants dont l'activité est toujours plus ou moins liée à la vente aux Brésiliens.<sup>34</sup> Mais il n'y avait pas que de la joie derrière les rires qui s'échappaient des échoppes boliviennes. Car, quand les Brésiliens perdent du pouvoir d'achat en Bolivie c'est toute l'économie de la bande frontalière qui se trouve déstabilisée. Heureusement l'année 2003 s'ouvre sur une remontée du real.

D'ailleurs le real, même déprécié ne perd jamais complètement de son attrait. Il reste une monnaie reconnue sur le plan international, mieux coté vis-à-vis du dollar. La figure ci-dessous indique tout à la fois sa progressive dépréciation, enrayée en 2003, et sa valeur bien supérieure à celle du boliviano. C'est sans doute pour cela que dans le fond des tiroirs-caisses des commerçants boliviens, qui ont gardé le souvenir des années noires où le peso bolivien ne valait rien, on trouve bien plus souvent des réais, à côté des dollars, que des bolivianos.

<sup>33</sup> Banco Central De Bolivia 2004 *Memoria 2003*, p. 31.

<sup>34</sup> Le pouvoir d'achat, plus élevé au Brésil, et la meilleure qualité des produits font que les prix sont chers pour les villes de la frontière qui peuvent bénéficier d'un ravitaillement aisé côté Bolivie, comme c'est le cas à Puerto Suárez et Quijarro en raison de la présence ancienne du train.

**Figure III-11 : Évolution comparée du real et du boliviano entre 1996 et 2004<sup>35</sup>**

### Quand le Brésil s'enrhume, la Bolivie (frontalière) éternue

La variation des taux de change est la première cause, et la plus aisément identifiable, de la variabilité de la situation économique. Il y en a d'autres, plus complexes. Chaque bord de la frontière s'inscrit dans un ensemble macro-économique différent, qui participe à des cycles, parfois non synchronisés, de récession et de croissance. On pourrait n'y voir qu'un privilège frontalier : celui de tirer profit de la croissance de l'économie brésilienne, quand la Bolivie est en crise, et vice-versa. Malheureusement, les frontaliers boliviens ont plutôt l'impression de subir de plein fouet les crises des deux côtés, et d'être doublement exposés aux aléas de la conjoncture économique.

Peut-être ne faut-il voir là que la peur ancestrale des commerçants de ne pas faire assez de chiffre. Pourtant il est certain que la puissance de l'économie brésilienne, et la double dépendance que les commerçants boliviens entretiennent vis-à-vis d'elle, pour les achats de matières premières et pour la vente aux clients brésiliens, les rend vulnérables aux moindres à-coups de cette économie. Si on ajoute à cela la faiblesse de l'économie bolivienne, et l'éloignement de la région, on comprend que le dicton qui dit que quand le Brésil s'enrhume, la Bolivie éternue, soit particulièrement adapté à la situation frontalière.

### Des activités commerciales fortement spécialisées, facteur d'instabilité

Un autre aléa de la vie économique à la frontière est lié à la spécialisation des activités commerciales boliviennes sur certains produits : la coca-cocaïne, le soja, l'importation du matériel de construction brésilien, la vente de textile etc. Or tous ces produits sont soumis à des cycles économiques qui dépassent de beaucoup la bande frontalière. Lorsque le trafic de cocaïne baisse, en raison d'une plus forte répression, les trafiquants de la frontière ne peuvent qu'attendre des jours meilleurs et tenter de se replier sur d'autres activités.

<sup>35</sup> Source : Banco central de Bolivia et Oanda.Com 2004 *The Currency site*

Ces cycles économiques, propres à chaque produit, sont d'autant plus accusés que les commerçants de la frontière sont toujours à la « limite » de la rentabilité. L'éloignement par rapport au reste de la Bolivie leur fait supporter des coûts de transport plus élevés (quelque soit le type de produit, licite ou illicite). Le moindre dysfonctionnement fait qu'une activité, jadis rentable, peut devenir déficitaire. C'est le cas du soja dont les coûts de transport de Santa Cruz à la frontière renchérissent le prix et font baisser la compétitivité. C'est le cas de l'importation de produits brésiliens de consommation courante. En juin de l'année 2002, l'effet frontière, cherché longtemps sans succès à Santa Cruz, se faisait enfin ressentir. La bière brésilienne Skol se vendait au pied des Andes, à 650 km de la frontière. Cela ne dura qu'un temps, celui que mis le real à remonter et à faire perdre à cette importation à longue distance sa justification économique.

Vivre à la frontière, savoir en vivre, c'est donc apprendre à se soumettre aux variations économiques. Toutes les activités commerciales sont soumises à ce régime de forte instabilité. Elles n'en subissent pas de la même façon les conséquences. Les petits négoce, à la limite de la légalité, sont les premiers touchés.

## II – Les petits négoce de la frontière

---

« **Douane.** On doit se révolter contre et la frauder (v. octroi). »

« **Octroi,** On doit le frauder (v. douane). »

Gustave Flaubert, *Le dictionnaire des idées reçues*.<sup>36</sup>

Les idées reçues sont intemporelles et ubiquistes. À force de répétitions elles deviennent des lapalissades qui ressemblent fort à des vérités. Polies par le temps, aplaties sous le poids d'une adhésion unanime, elles n'offrent plus aucune prise à la contestation.

« Se révolter contre la douane et la frauder. » À la frontière boliviano-brésilienne, il n'y a personne pour dire autre chose. Personne, sauf une poignée de douaniers. Celui de Cobija se souvient encore de l'année maudite où il prit son poste à Guayaramerín. Il dut y affronter la vindicte populaire de toute une ville liguée contre lui. Son bureau pillé, les magasins de douane brûlés et son départ intempestif ont laissé sur son visage quelques stigmates des peurs et des souffrances qu'il a endurées. Ils ne se sont pas effacés, même depuis qu'il a été muté dans la sinécure du douanier, la zone franche de Cobija. La seule chose dont il est sûr, après de telles frayeurs, c'est qu'on ne l'y reprendra plus. Son teint verdâtre sous les Tropiques atteste qu'il n'est pas prêt à sortir de son bureau pour constater qu'ici aussi la contrebande est toute puissante. Il sait qu'il n'est pas bon de s'opposer aux idées reçues lorsqu'elles sont si unanimement partagées.

« L'octroi, aussi il faut le frauder. » L'idée reçue n'appelle pas d'explication, tout au plus une suite de truismes emboîtés. À la frontière bolivienne, on passe beaucoup de temps à trouver une raison au déraisonnable, à tourner autour du pot et à ruminer des semblants de justifications.

---

<sup>36</sup> Flaubert, Gustave 1994 *Dictionnaire des idées reçues*, article Douane.

« - On fraude la douane, parce que l'État nous abandonne. ». « - Mais puisqu'il y a une douane, cela prouve bien que l'État ne vous a pas complètement oublié », répond l'enquêteur étonné. « - Oui, mais nous sommes isolés », « - mais, les produits de contrebande qui partent loin dans l'intérieur de la Bolivie, ne prouvent-ils pas que vous n'êtes plus coupés du reste du pays ? ». Et la discussion continue. Entre arguments biaisés et angoisses réelles, elle exprime un syndrome frontalier : la peur de l'abandon. C'est par là qu'il faut donc commencer. Cette mémoire de la frontière apporte un autre éclairage à la contrebande frontalière. Ancienne, elle permettait jadis de pourvoir aux produits de base, dont la région était privée en raison de son éloignement. Elle fut, pour cette raison, longtemps vitale. Elle ne l'est plus autant aujourd'hui, tout en restant omniprésente parmi les formes d'activités commerciales. Ce qui n'avait été qu'une stratégie de survie à la frontière a évolué. La contrebande a été reprise en main par de nouveaux acteurs et elle s'est reportée sur des produits illicites (on sait si bien se jouer des douaniers). Elle y a gagné une inscription géographique d'une toute autre portée. Si, ses racines sont aussi anciennes que la frontière, elle n'est pas pour autant immuable. Elle a connu, grâce à l'arrimage de la frontière au reste du pays, de grands bouleversements structurels.

## ***2-1 Les mémoires d'un anti-monde***

Les mémoires de la région frontalière ne sont pas rendues telles que par leur ancienneté. Elles sont aussi le produit de la situation frontalière. Mémoires d'un anti-monde, elles expliquent le maintien de la contrebande, dont on étudiera ici la dimension historique.

### ***2-1-1 La trilogie frontalière***

Si on retient volontiers l'éloignement, pour comprendre la frontière orientale, il ne faut pas oublier qu'il participe d'un système frontalier qui n'est pas seulement caractérisé par la distance au centre. Le système repose, en réalité, sur une trilogie qui combine plusieurs faits : l'éloignement, l'absence de l'état et la zone de frottement entre deux mondes.

#### **L'éloignement, « pas vu, pas pris »**

L'éloignement a été déjà souligné. On l'a mesuré en temps humain et en distance physique. On a montré son évolution historique, depuis la fondation de l'Audience de Charcas. Tout cela serait de peu d'utilité si on ne soulignait pas, à présent, que la situation périphérique de la frontière est profondément intériorisée par ses habitants, et cela en dépit des améliorations des moyens de transport. La permanence du sentiment d'isolement, par delà toutes les tentatives d'arrimage de la frontière, témoigne de son caractère structurant. Il a pour effet de façonner une mentalité particulière qui se résume à cet adage : « pas vu, pas pris ». Pas vu, car la distance brouille la perception de cette marge observée depuis le centre du pays. Au cours d'entretiens effectués avec des frontaliers, ils ont souvent résumé leur situation géographique en ces termes : « En somme,

nous sommes dans le coin *caché* de la Bolivie ». Caché ou invisible, les habitants tirent de cet état, un sentiment d'impunité. Pas pris.

### **L'absence de l'état**

Si les frontaliers jouent de cette distance pour brouiller les pistes, l'absence des structures étatiques dans la zone n'a pu que les conforter dans une telle attitude. Durant toute son histoire, le sentiment que l'État n'est pas là où il devrait être alimente la plainte qui s'élève des plaines orientales.<sup>37</sup> Les populations frontalières, qui s'estiment être les plus défavorisées du pays, l'attendaient.<sup>38</sup> Il se cantonna longtemps à la sphère andine et péri-andine où ses moyens de contrôle étaient bien établis. L'abandon de l'État andin, les frontaliers le lient à la distance physique entre le centre du pouvoir et eux. Cela mérite une interrogation plus poussée, non pas pour discuter la réalité qui fonde cette perception, que pour s'arrêter sur sa fonction. Le sentiment d'abandon est auto-entretenu parce qu'il sert à justifier le maintien des activités illégales. Les commerçants l'affirment en cœur. S'il leur arrive d'avoir des activités à la marge de la légalité,<sup>39</sup> ce n'est là qu'un réflexe de survie *bien légitime*, compte tenu de la difficulté de la vie à la frontière - difficulté que l'État n'a jamais prise en compte et à laquelle il ne peut remédier. Notons que ce discours engage les frontaliers sur la voie de la schizophrénie. Car, l'absence de l'État, qu'ils dénoncent si unanimement, est aussi la condition du développement des activités de contrebande, qui les font vivre.

### **Zone de frottement entre deux mondes périphériques**

La situation périphérique, si elle maintenait loin de l'État central, avait cet avantage de rapprocher d'une autre périphérie, jouissant d'une toute aussi grande liberté de manœuvre, en raison de sa situation géographique similaire. Hormis cette sensation d'impunité et de liberté, caractéristique des terres pionnières (rappelons-nous la légende de l'Ouest nord-américain), les deux périphéries en contact étaient profondément différentes. L'empire portugais d'un côté, l'empire espagnol, de l'autre, n'avaient pas les mêmes produits, ni les mêmes besoins. Le talus économique est donc aussi ancien que la rencontre, au début du XVII<sup>ème</sup> entre les Jésuites et les *bandeirantes*. Dès sa mise en place, il ouvre de nombreuses possibilités d'enrichissement dont les frontaliers de tous ordres, au premier rang desquels ceux de l'Ordre de San Ignacio de Loyola, ont su tirer parti.

## ***2-1-2 La contrebande dans la mémoire de la frontière***

La contrebande est inscrite dans la mémoire de la frontière parce qu'elle accompagne son émergence. Elle est même créatrice de frontière. Chaque épisode historique, qui a concouru à la définition d'une portion de la ligne, fut précédé par des contacts entre les deux entités. Ils ne furent

<sup>37</sup> Je l'ai montré à propos de l'édification des frontières orientales. Cf : Chapitre V, 3-4 La frontière vide bolivienne. p 254

<sup>38</sup> Longtemps ce jugement était légitime, aujourd'hui il est un peu spéieux car la frontière fait figure de zone richesse dans le cadre du territoire bolivien, comme le montre la carte IV-23 L'IDH par municipes en Bolivie. p. 617 Voir aussi chapitre XI, paragraphe 2-2-1 La frontière, l'âge de raison, p. 614

<sup>39</sup> Les activités qu'ils évoquent sont celles liées à l'importation ou l'exportation de produits non déclarés, mais autorisés. Ils sont peu nombreux ceux qui font allusion, même à mots couverts, au narcotrafic, au commerce de produits de transformation de la cocaïne ou encore aux voitures volées au Brésil et introduites en Bolivie.

pas que violents. Ils se nourrissaient aussi de relations commerciales. L'échange et l'affrontement, cette ambivalence est classique lorsque deux peuples se rencontrent. La création d'une limite juridique a alors pour objet de régler les frictions et les modalités des échanges entre deux zones. Les fortifications pombaliennes,<sup>40</sup> construites au milieu du XVIII<sup>ème</sup> siècle face aux missions jésuites, furent localisées dans les points où la contrebande était la plus active.<sup>41</sup> Ainsi cette activité, si elle se joue de la frontière, contribue aussi à la faire naître. La contrebande est inscrite dans la mentalité frontalière, non seulement en raison de son ancienneté, mais également parce qu'elle lui est consubstantielle.

## Il y a très longtemps déjà, la contrebande de l'argent

Dès que les mines d'argent du Haut-Pérou, ont été découvertes, la question du contrôle de cette manne s'est posée. La couronne d'Espagne, pour assurer son monopole sur cette ressource, développe un système de navigation réglementé et régulé depuis Séville par la *Casa de la Contratación*.<sup>42</sup> Le système reposait sur une idée simple : pour réduire la fraude il fallait surveiller les portes de sortie et les portes d'entrée en Espagne.<sup>43</sup> C'était oublier que, pour contourner le port officiel d'exportation établi à Callao sur le Pacifique, on pouvait passer par l'intérieur du continent et rejoindre Buenos Aires, Santa Catarina, Rio de Janeiro ou Salvador, lieux actifs d'exportation de l'argent de contrebande.<sup>44</sup> La contrebande était si intense que, dès le début du XVII<sup>ème</sup>, un poste de douane est installé à Córdoba.<sup>45</sup> La route principale de la contrebande de l'argent était celle des montagnes, via Salta et Córdoba, et non celle de la plaine et du fleuve Paraguay, qui restait une voie peu fréquentée, et peu fréquentable en raison des tribus indigènes sauvages.<sup>46</sup>

Cela change avec l'arrivée des missions jésuites dans l'Orient bolivien et l'avancée des *bandeirantes* portugais en face. Les Jésuites avaient installé leurs missions orientales grâce au soutien de bases stratégiques établies dans l'Altiplano. Pour cette raison, ils gardèrent toujours des relations fortes avec le cœur de l'Audience de Charcas. De plus, à défaut de pouvoir ouvrir une route orientale pour rejoindre les réductions du Paraguay, ils utilisèrent toujours le passage par la montagne, ce qui renforçait leurs liens avec les Andes. Ils avaient, enfin, développé une activité

<sup>40</sup> Cet adjectif renvoie au Marquis de Pombal (1699-1782) qui les fit exécuter dans le cadre d'une politique ambitieuse de réforme et de modernisation du royaume du Portugal.

<sup>41</sup> Machado, Lia O. 2000 *Limites e Fronteiras: da alta diplomacia aos circuitos da ilegalidade*, p.3.

<sup>42</sup> Voir carte I-3 L'organisation du commerce continental et trans-océanique au XVII<sup>ème</sup> et XVIII<sup>ème</sup>, p. 80

<sup>43</sup> Elle ne le fut jamais tout à fait car les failles dans le système étaient nombreuses et les contrebandiers inventifs. Voir Lavallé, Bernard 1993 *L'Amérique espagnole : de Colomb à Bolivar*, p. 135. L'auteur cite toutes les parades mises en place par les commerçants pour cacher une partie de l'argent, à son départ en Amérique ou à son arrivée en Espagne.

<sup>44</sup> La contrebande depuis Potosi jusqu'à La Plata (Buenos Aires) s'était développée durant l'époque de l'Union Ibérique. Des Portugais avaient établi un commerce lucratif qui consistait à échanger le métal précieux contre des esclaves et du bétail. Voir Canabrava, Alice Piffer 1984[1943] *O comércio português tio Rio da Prata (1580-1640)*

<sup>45</sup> Il sera par la suite transféré à Salta puis à Jujuy. Voir Hensel, Silke et Potthast, Barbara 1999 *De la "provincia gigante de las Indias" a las "republiketas" del espacio interior. Desintegración política a causa de los nacionalismos ?*, p.48.

<sup>46</sup> Même les Jésuites ne parvinrent pas à établir la jonction directe entre les missions de Chiquitos et Mojos et Ascension via cet axe fluvial. Voir aussi : Briesemeister, Dietrich 1999 *L'expansion des missions jésuites vers l'intérieur dans l'Amérique coloniale*

économique qui multipliait les échanges avec le centre minier : ils fabriquaient de la cire naturelle et la vendaient à Potosi.<sup>47</sup>

Que ces liens fréquents avec le centre de l'Audience aient été un prétexte pour rapporter de l'argent dans les missions afin de l'échanger aux Portugais est probable. Mais l'importance réelle du phénomène, et la part du sentiment anti-jésuite dans la façon avec laquelle les historiens en parlent, sont difficiles à mesurer.<sup>48</sup> Les plus nuancés restent encore les auteurs hispano-américains. Vazquez Machiacado, historien bolivien, affirme, par exemple que « bien que les échanges commerciaux entre les deux colonies étaient interdits, ils étaient précisément la pierre angulaire de tout le fonctionnement de la frontière. En 1740 des Portugais viennent jusqu'à la mission San Rafael de Chiquitos pour proposer des relations commerciales. Malgré les interdictions et les contrôles il existait entre les deux zones une contrebande intense. »<sup>49</sup>

La vérité c'est que la contrebande de l'argent de Potosi était, sans doute, peu de chose en regard des échanges nombreux et forts naturels, entre des poignées d'hommes isolés dans un milieu inconnu. Jamais la contrebande ne fut autant une question de survie que dans ces temps là. Fréquemment, les hommes passaient outre l'interdiction de tout contact entre les deux colonies. Goes Sampaio rappelle que l'auditeur de Cuiabá<sup>50</sup> pour avoir commercé avec les Espagnols en face, se fit admonester par le capitaine supérieur de São Paulo. Il lui écrit en ces termes : « ne provoquez pas, ou même ne permettez pas qu'il existe la moindre communication, et, encore moins, le moindre commerce entre les domaines du Portugal et de Castille, parce que, dans les temps présents, ce thème est beaucoup plus délicat que ce que votre Seigneurie peut imaginer ». <sup>51</sup> Le destin de la frontière se laisse déjà deviner dans cette injonction. Les frontaliers cultivent l'illégalité et un esprit de rébellion contre le pouvoir central. Les hommes du XVIII<sup>ème</sup> siècle fixent certaines pratiques.

## La contrebande du caoutchouc

Sur une autre portion de la frontière, dans l'Acre, la contrebande fut aussi créatrice de frontière. Les démêlés politico-commerciaux commencent lorsque l'État bolivien tente d'empêcher la contrebande en installant une douane à Puerto Alonso, dans un territoire occupé par les Brésiliens.<sup>52</sup>

Le boom de l'activité caoutchoutière s'accompagna du surgissement de la question « fiscale » - au double sens, espagnol de contrôle étatique et français d'impôt. Pilar Garcia Jordan rappelle les conclusions de l'inspection réalisée par Manuel Aguirre, Délégué national dans l'Oriente

---

<sup>47</sup> Au temps de sa splendeur, la ville comptait plusieurs dizaines d'églises et de nombreux couvents, qui avaient tous besoin d'un tel produit pour fabriquer des cierges.

<sup>48</sup> Les activités de contrebande des Jésuites ont servi d'argument pour leur expulsion. Les rumeurs furent savamment diffusées par les Portugais. Il reste sans doute quelque chose de ce parti pris dans la bibliographie brésilienne. Ce travail n'est pas un travail d'historienne, aussi est-il difficile de se prononcer.

<sup>49</sup> Vazquez Machicado, Humberto 1990 [1988] *Para una historia de los limites entre Bolivia y el Brasil*, p. 75

<sup>50</sup> Il se nommait João Gonçalves Pereira.

<sup>51</sup> Extrait de Davidson, David M. 1973 *How the Brazilian West was won*, p.74

<sup>52</sup> Ces démêlés aboutissent à la perte de l'Acre en 1903. Cf : Chapitre V, paragraphe 3-3 « Un train contre une frontière ».

en 1884.<sup>53</sup> Aguirre constate qu'il ne va pas être facile de faire payer aux exploitations de caoutchouc l'impôt foncier, créé en 1883.<sup>54</sup> Pour ce qui est des taxes d'exportation il est encore plus pessimiste. Il a raison. À la même époque d'autres observateurs constatent que les douanes en Bolivie ne font pas leur travail. Un journal du Beni attaque par exemple le poste de douane de Villa Bela en soulignant qu'il est dans un « état d'incurie avancée : pas de livres de compte, pas de balance, pas de code douanier, pas de personnel payé, pas de chef de frontière, pas de maire. »<sup>55</sup>

#### **Encadré III-4 : La contrebande sur la frontière en 1915<sup>56</sup>**

##### **Les tracas ordinaires de l'administrateur des Colonies en 1915**

“En novembre dernier je me suis rendu dans l'Abuná avec l'idée d'inspecter la douane et les autres institutions de l'État sur cette frontière. Je devais m'assurer personnellement de leur efficience et de leur organisation. L'éphémère administrateur de la douane de Villa Bela m'accompagna. Je lui donnais la tâche de faire un examen méticuleux des livres de compte et des procédures administratives qui sont appliqués à la douane de Manoa. L'ample et détaillé rapport qu'il a fait, et qui a été remis au Ministre, explique que je ne m'appesantis pas sur cette question et que je n'ajoute aucun commentaire à propos des errements de l'administrateur précédent, Maximo Medrano, qui occupait le poste jusqu'au mois de mars, où il a démissionné brutalement en abandonnant de façon surprenante son poste. Sa démission m'est revenue entre les mains, beaucoup de temps après qu'il fut parti à Guayaramerín. Le señor José Luis González Quint, l'a remplacé, et j'espère que son action sera efficace – de fait il a une longue pratique du métier et connaît très bien la zone.

Durant mon séjour à Manoa j'ai constaté que les bâtiments publics de l'État, en particulier ceux de la douane, étaient en ruine et, comme je ne pouvais accepter leur destruction totale, certaine en raison de la saison des pluies qui approchait, j'ai autorisé la réparation du poste de douane pour un montant de 1500 bs. Grâce à cela l'édifice a pu résister aux extraordinaires inondations de février et mars de cette année. (...)

Lors de ma visite à Cachuela Esperanza, située à quelques heures en aval des bouches de l'Abuná, j'ai été convaincu que c'était là qu'il fallait installer une douane. C'est, en effet, le point de passage obligé des charges et là où se rejoignent les chemins utilisés pour la contrebande sur le Madeira. C'est pour cela qu'il existe déjà là-bas un garde permanent chargé de vérifier que les produits sont bien passés par la douane de Manoa. (...)

Ce qui est sûr c'est que la frontière de l'Abuná est la région la plus importante du Territoire des Colonies, car là convergent les énergies industrielles en raison de la grande concentration de gomme que l'on y trouve. C'est pour cela aussi que dans cette région l'élément étranger est important, en particulier les Brésiliens.

J'ai été impressionné par le manque d'application de la souveraineté bolivienne et des lois de notre pays. J'ai été marqué aussi par la contrebande massive qui se développe sur cette frontière. J'ai décidé en conséquence d'organiser une police fluviale entre Santa Rosa et Fortaleza del Abuná. J'ai constitué une telle brigade, mais je dois avouer que cela a été un échec lamentable qui s'explique par l'incompétence et la mauvaise conduite de l'Officier chargé de la brigade, et par le côté malsain de cette région – en effet l'absence de médecin, ou de ce qui aurait pu en tenir lieu, pour soigner le personnel m'a obligé à retirer ce personnel de cette importante zone qui pourtant mérite toute notre attention.”

Manuel Aguirre pense que l'État bolivien ne peut empêcher la contrebande dans cette zone, car ses faibles ressources économiques ne lui permettent pas de faire appliquer les nombreuses lois et règlements décidés depuis Sucre. Il dénonce aussi la désorganisation politique et

<sup>53</sup> Le gouvernement de Campero (1880-1884), qui l'avait mandaté pour cette mission, était inquiet des conséquences à venir de l'exploitation du caoutchouc. Elles étaient de deux ordres, géopolitique et économique. D'un côté le gouvernement redoutait, à juste titre, les conséquences territoriales d'une présence aussi massive de Brésiliens sur des terres boliviennes – déjà on parlait « d'invasion pacifique ». De l'autre, le caoutchouc s'avérait destructeur pour toute l'économie orientale. Non seulement l'exploitation massive et sans aucun contrôle du latex entraînait un manque à gagner fiscal pour l'État, de l'autre le recrutement massif de péons dans les entreprises du nord, déstabilisait les exploitations sucrières de la région de Santa Cruz qui perdaient toute leur main-d'œuvre, au même titre que les exploitations d'élevage du Beni et que les manufactures de textiles de coton.

<sup>54</sup> Nommé *impuesto de arrendamiento*, voir Pilar Garcia, Jordan 2001 *Cruz y arado, fusiles y discursos, la construccion de los Orientes en el Peru y Bolivia 1820 - 1940*, p. 304-306, d'après Aguirre, Manuel 1885 *La delegación del Gobierno en el Oriente. 1884. Exposición, informes y documentos*.

<sup>55</sup> Extrait du Beniano, édition du 30 mai 1885, cité par Roux, Jean-Claude 2000 *La Bolivie orientale, confins inexplorés, battus aux Indiens et économie de pillage*, p. 240

<sup>56</sup> República De Bolivia 1916 *Informe de la delegacion nacional en el territorio de colonias del Noreste al 31 julio de 1915*, p. 60-61.

l'absence de personnel administratif de confiance dans les territoires orientaux.<sup>57</sup> Sous ces deux aspects ses conclusions gardent quelque chose de relativement actuel. Comment, dans ce cas-là, ne pas voir la contrebande du caoutchouc comme un simple jalon dans une continuité historique qui enchaîne le passé au présent ? « La fraude, en effet, était une vieille habitude héritée d'une époque coloniale marquée par la tradition d'une forte contrebande qui s'était perpétuée avec la République », affirme Jean-Claude Roux, à propos du caoutchouc.<sup>58</sup>

## ***2-2 Les marqueurs d'une activité « traditionnelle » de contrebande***

Il existe, dans la région frontalière, une mémoire ancienne de la contrebande. Elle ne devait jamais être éradiquée par les autorités boliviennes, mal à l'aise loin de leur base névralgique de l'Altiplano.<sup>59</sup> Aujourd'hui, elle est plus vivace que jamais au travers de nouvelles activités commerciales auxquelles elle imprime sa marque. Dotée de racines profondes, elle conditionne le système économique frontalier. Il ne s'agit pas, pour autant, d'évoquer un déterminisme historique qui obligerait les hommes à n'être que ce que leur père était et à mimer, *jusqu'à la nuit des temps*, leurs gestes. Cette interprétation serait d'autant plus erronée que, dans bien des cas, les frontaliers sont issus de la première génération de migrants. Leur père repose en paix, loin du pays de la frontière. Si la contrebande se maintient, c'est parce qu'elle est fille de la frontière, dont elle a accompagné la naissance.

Le « monde est une branloire pérenne. »<sup>60</sup> Tout y change en permanence. Peut-être même plus vite à la frontière qu'ailleurs, depuis que des grands travaux d'aménagement ont permis de l'arrimer au reste du pays. Les évolutions qu'a connues l'activité de contrebande, s'inscrivent dans une vaste gamme, qui va de la normalisation aux déviances. Avant de les étudier, arrêtons-nous sur les restes de cette primo-activité contrebandière, telle qu'elle subsiste encore à la frontière. Même si elle ne représente aujourd'hui qu'une petite part du volume d'activité commerciale, elle est fondamentale, car de ce noyau ancien ont surgi des nouvelles dynamiques à même de renouveler le secteur commercial. Cette primo-contrebande, ou contrebande traditionnelle, est peu différente de celle qu'on observait dès le XVII<sup>ème</sup> siècle. Elle a un seul objectif : améliorer les conditions de vie dans une périphérie mal connectée au reste du territoire. C'est une réponse, légitime pour les habitants, illégale pour les États, à une situation géographique jugée handicapante. Il faut en expliciter les ressorts, anciens, pour comprendre les évolutions, récentes.

<sup>57</sup> Pilar Garcia, Jordan, *op. Cit.* p 307

<sup>58</sup> Roux, Jean-Claude 2000 *La Bolivie orientale, confins inexplorés, battus aux Indiens et économie de pillage*, p.240

<sup>59</sup> Le milieu est tellement « malsain », c'est-à-dire étranger, comme le notait déjà l'administrateur du Territoire des Colonies en 1915. Cf. : Encadré ci-dessus.

<sup>60</sup> Montaigne, voir citation en exergue de cette troisième partie.

### **2-2-1 La tradition contrebandière des terroirs frontaliers**

Le terme de tradition n'évoque bien souvent que le savoir-faire paysan et les bons produits du terroir, tous deux caractérisés par leur attachement à un territoire et façonnés par le temps (celui qui fait bien son œuvre en ne retenant du passé que le meilleur). En raison de ce double lien à un espace-patrimoine et à un temps ancien, le terme est appréciatif.<sup>61</sup> S'en servir pour qualifier des pratiques a priori condamnables peut sembler incongru. Pourtant, il n'a signifié pendant longtemps que l'action de transmettre un savoir, de génération en génération. Si la passation se faisait ainsi entre gens du même « clan », elle devait aussi avoir une inscription géographique limitée par la portée, réduite spatialement d'un tel mode de diffusion. La tradition s'attache donc à un lieu précis, et c'est cette dimension du terme qui nous intéresse ici.

#### **La primo-contrebande : une question de survie**

Sur la frontière, la contrebande est un savoir-faire ancien né d'une situation géographique. Elle a été une réponse à cette situation qui présentait bien des désavantages, dès lors que les habitants ne participaient plus « au monde primitif ». L'arrivée de migrants dans l'Orient bolivien, à partir du XVII<sup>ème</sup> siècle, rompt l'univers infra-étatique clos, dans lequel les tribus vivaient – et qui était caractérisé par la faiblesse des contacts à grande portée, et en direction d'autres groupes humains, tandis que les contacts à l'intérieur du groupe étaient forts.<sup>62</sup> L'abandon de ce schéma, par une partie de plus en plus importante de la population orientale<sup>63</sup> impose des échanges de produits à longue distance, puisque les nouveau-venus ne sont plus dans une relation de dépendance exclusive au milieu local.<sup>64</sup> Dès lors, une conviction se forge : pour vivre dans une situation périphérique devenue handicapante (en raison du nouveau modèle économique-social) il va falloir user de malice. Comment se procurer des produits et des services qui sont absents de la bande frontalière ?

La ligne ne crée rien de symétrique de part et d'autre de la frontière. Si la conviction de vivre dans une périphérie est la chose la mieux partagée des deux côtés de la frontière, elle ne répond pas à la même réalité. De fait, une périphérie brésilienne est toujours moins périphérique qu'une périphérie bolivienne. Et ce différentiel s'accuse dans les années 70, lorsque le Brésil met en œuvre une politique de grands travaux pour réaliser l'intégration nationale et conquérir son ouest.<sup>65</sup>

<sup>61</sup> On le voit s'imposer dans ce sens dans le langage publicitaire depuis les années 60.

<sup>62</sup> Tout cela rappelle la description brossée fort schématiquement par Jacques Lévy des sociétés anciennes, paléolithique. « La suppression de la distance par constitution de groupes étroitement soudés concerne un aspect seulement de l'expérience humaine. Le reste – relation avec l'espace des ressources et rapports avec les autres groupes – est plutôt fait de dispersion et d'évitement. » voir Lévy, Jacques 1999 *Le tournant géographique : penser l'espace pour lire le monde*, p. 14.

<sup>63</sup> On verra, dans une quatrième partie, que, à partir des années 80, les indigènes eux-mêmes rentrent dans cette logique territoriale emboîtée, où le territoire originaire participe à des sphères plus larges, nationales, voire internationales. Voir chapitre XI, paragraphe 2-2-2 La frontière écartelée, le territoire débordée, p. 622

<sup>64</sup> La dépendance vis-à-vis de centres éloignés était, au moins dans le discours, contestée par les missionnaires qui avaient institué l'autonomie des missions en principe de vie – jusqu'à apprendre toute sorte d'artisanat baroque aux indigènes réduits. Qui est allé en Bolivie, connaît l'histoire des violons de l'Orient, ersatz de violons fabriqués par les indiens pour pouvoir jouer de la musique baroque.

<sup>65</sup> Voir notamment le rôle fondamental de la construction des routes diagonales, la BR 364 du Sudeste au Rondônia via le Mato Grosso, et la BR 319, de Guajará-Mirim à Porto Velho. Voir Théry, Hervé et Aparecida De Mello, Neli 2003 *Atlas du Brésil*, p. 207.

Plus riche, la bande frontalière brésilienne, est intégrée dans de meilleurs réseaux de distribution et elle bénéficie du privilège de participer à un marché gigantesque qui réduit le coût des produits nationaux. Au contraire, les produits boliviens voient leur prix renchéri par le transport sur de longues distances et dans des conditions difficiles. Pour vivre, il faut donc compter sur les produits du Brésil. Tel est le sens de la contrebande traditionnelle. Elle consiste à importer illégalement des produits du Brésil, pour pouvoir survivre.

### **Evolution de la contrebande : la mise en valeur d'une rente de situation**

Avec le temps la contrebande se perpétue en changeant de nature et de portée. Elle fournit des produits à des prix compétitifs dans tout l'Orient et à Santa Cruz.<sup>66</sup> Elle ne se cantonne plus à approvisionner les villes isolées de la frontière.<sup>67</sup> Les transports n'ont pas seulement autorisé le peuplement de la zone par les migrations (après tout les migrants, dans le cadre d'une migration définitive, auraient fort bien pu venir en avion). Ils ont permis le développement d'un nouveau système économique.

Il résulte de cette situation que la part entre la primo-contrebande, celle qui consistait à acheter des produits pour la bande frontalière, a baissé en regard de cette contrebande au long cours.<sup>68</sup> Cette mutation lui a fait perdre sa signification originelle. En juillet 2001, lors de la grande révolte de Guayaramerín, les contrebandiers, entre autres méfaits, s'en prennent au barrage policier de Las Arenas.<sup>69</sup> Situé sur la route de Riberalta, il permet de contrôler les produits qui sortent de la ville. Ce faisant les contrebandiers démentent par leurs actes le discours selon lequel la contrebande est légitime car indispensable à ces villes isolées. Dans les faits, la contrebande est une activité lucrative dont les effets se font ressentir dans le pays tout entier. En somme, d'une question de survie, liée à un handicap géographique frontalier, elle est devenue une façon de gagner sa vie, liée à un privilège frontalier.

### **La dimension illégale**

La majorité de la contrebande est assurée par des importateurs « minoritaires ». En Bolivie, on parle de la « contrebande de fourmis ». Tous les jours, à pieds ou en empruntant des taxis, les contrebandiers passent la frontière du Brésil avec des petits chargements de produits qui dépassent rarement la limite des 150 dollars par personne (fixée dans le cadre d'accords commerciaux frontaliers).<sup>70</sup> Ces fourmis sont diablement efficaces. Si les produits sont destinés à leur consommation personnelle et s'ils ne sortent pas de la stricte bande frontalière, qui bénéficie d'une exemption de taxe d'importation, ils n'auront légalement aucun droit à payer. Il leur faudra, en

---

<sup>66</sup> Les marchés des grandes villes de l'Altiplano sont pour l'instant réservés à la contrebande venue d'Argentine.

<sup>67</sup> Les produits brésiliens importés sont des comestibles, produits de consommation courante « modernes » ou diesel. On citera, en particulier aux produits cosmétiques (entre autres les serviettes hygiéniques), aux produits de puériculture (en particulier les couches pour bébé), le matériel utilisé dans la construction (non pas tant le ciment que des produits plus élaborés comme le carrelage) ou encore les équipements pour automobiles.

<sup>68</sup> La croissance démographique des villes de la frontière a, en revanche, dû maintenir ou renforcer son volume.

<sup>69</sup> La révolte de Guayaramerín de juillet 2001 est une révolte populaire contre la douane. Voir plus bas, paragraphe 2-3-2 Les révoltés de la frontière, p. 361

<sup>70</sup> Il s'agit de l'accord de Roboré, voir ci-dessous, chapitre VIII, paragraphe 8-2-1 Les accords de Roboré. p. 409

revanche remplir une déclaration d'importation de marchandise (formulaire 229) accompagnée des factures d'achat. Jamais un douanier n'a vu un contrebandier remplir le formulaire 229. Les piles salies s'entassent sans que personne ne songe à les utiliser. Pourtant la douane, dans une résolution du 23 novembre 2000, rappelait que « le formulaire 229 peut-être réimprimé librement par des tiers (...) le remplissage de ce formulaire ne requiert pas l'intervention d'une agence privée de procédures douanières, pas plus que des fonctionnaires de la douane. »<sup>71</sup> La procédure est simple, à condition de posséder une facture, ce qui est rarement le cas des commerçants minoritaires.

L'illégalité ne tient pas seulement à la non-déclaration des marchandises, elle réside plus fondamentalement dans le non-respect des règles fixées entre les deux pays pour le commerce transfrontalier. Par exemple, les produits, introduits sans payer de taxe, n'ont pas le droit de sortir de la zone frontalière, sauf à s'acquitter de la taxe d'importation et de la TVA\*.<sup>72</sup> C'est pourtant ce qui se passe. Ils doivent être destinés à la consommation personnelle de l'importateur, c'est rarement le cas. Sur les bateaux qui traversent le Mamoré pour rallier Guajará-Mirim, la brésilienne, à Guayaramerín, la bolivienne, il y a plus de commerçants que de particuliers.<sup>73</sup>

En vérité, les moyens de frauder sont innombrables. On peut, par exemple, compter sur la corruption des fonctionnaires des deux côtés. En février 2004, 5 policiers militaires brésiliens étaient jugés et condamnés pour avoir permis l'importation illégale de diesel de Cuiabá à San Matías.<sup>74</sup> Autre type de corruption, celle qui consiste à demander aux douaniers de ne pas enregistrer officiellement le manifeste international de charge (MIC).<sup>75</sup> Si le camion n'est pas arrêté en cours de route, le contrebandier pourra toujours déchirer ce papier. Les autres procédés consistent à sous-évaluer la marchandise, à faire des déclarations factices, à utiliser le même MIC pour plusieurs camions, à cacher la marchandise illégale sous la marchandise légalement déclarée, à grouper les produits ensembles pour en faire baisser le nombre officiel etc.<sup>76</sup> D'autres contrebandiers utilisent les transports publics. Dans ce cas là, pas besoin de frauder sur le MIC. Il faut en revanche déjouer les vérifications de la douane qui menace, à tout moment, de confisquer la marchandise. Dans le train entre Puerto Suárez et Santa Cruz, les contrebandiers ont pris l'habitude de décharger la marchandise à Cotacota, quelques kilomètres avant la gare de Santa Cruz, où la

<sup>71</sup> Article 3, voir Aduana Nacional De Bolivia 2000 *Resolucion de directorio n°RD 01-021-00 sobre trafico y comercio fronterizo al amparo del tratado boliviano-brasilero de Roboré*

<sup>72</sup> IVA en Bolivie, impôt sur la valeur ajoutée, voir lexique des abréviations en fin d'ouvrage.

<sup>73</sup> Voir photo, en fin de chapitre.

<sup>74</sup> L'affaire, démontée par la Police fédérale brésilienne, était simple et rentable. Deux lieutenants-colonels, commandant et commandant en second du 6<sup>ème</sup> Bataillon de Police Militaire de Cáceres, autorisaient l'introduction en Bolivie du diesel. Il était là-bas transformé par adjonction de solvants produits en Bolivie, dans une mini-usine installée à San Matías, pour être réimporté par la suite à Cuiabá. L'affaire, qui a fonctionné pendant 18 mois, aurait rapporté plus de 20 millions de réais aux deux suspects et à leurs complices – 3 autres militaires sont inculpés dans la même affaire. Voir Diaro de Cuiaba (Martin, Carlos) 2004 *MP denuncia mafia e inclui mais dois oficiais entre os acusados* (édition du 27/02/04). Il est vrai qu'ici la contrebande côtoie, déjà la question du narcotrafic, car les Boliviens sont des habitués du trafic du diesel, souvent utilisé dans les laboratoires illégaux de transformation de la coca. Le diesel fait d'ailleurs partie des substances qui doivent être déclarées, quelque soit leur destination – au même titre que le papier hygiénique, le dissolvant etc.

<sup>75</sup> Manifeste international de charge. C'est un document fondamental pour faire transiter de la marchandise, dans tous les pays.

<sup>76</sup> Je dois à Yuri Rodriguez, habitué de la contrebande frontalière, aujourd'hui à la tête d'une entreprise de conseil en commerce extérieure, basée à Cochabamba, la plupart de ces ficelles. Entretien réalisé le 5 juin 2002 à Cochabamba.

douane attend. Les menaces contre les employés de l'entreprise ferroviaire orientale sont fréquentes, lorsque ceux-ci entendent faire repartir le train avant que le déchargement soit terminé.

### **2-2-2 La contrebande baisse-t-elle ?**

La contrebande est-elle en train de baisser ou change-t-elle de nature ? Tout dans l'évolution actuelle de la région devrait tendre à la faire baisser : les institutions étatiques sont plus présentes et plus répressives. Les échanges de produits avec le reste de la Bolivie augmentent. L'importation de produits du Brésil en contrebande ne se justifie plus guère. Pourtant, la mesure de cette activité montre qu'elle est plus prégnante que jamais.

### **La lutte nationale contre la contrebande**

La contrebande s'est maintenue en changeant son inscription géographique. Rien ne le dit mieux que le puissant mouvement de lutte nationale contre la contrebande. Si elle sert les intérêts des villes frontalières, la contrebande a des effets redoutables sur l'économie nationale. À ce titre, elle est aujourd'hui au centre de l'actualité bolivienne. La création du Conseil National de lutte contre la contrebande\*, en 2004, témoigne de la volonté de lutter plus efficacement contre ce fléau qui empêche le pays de développer son industrie.<sup>77</sup> C'est du moins le discours des industriels boliviens, qui sont partie prenante de la nouvelle institution.<sup>78</sup> Le quotidien crucénien *El Deber*, porte-parole des intérêts de l'élite entrepreneuriale basée à Santa Cruz, s'est depuis longtemps lancé dans la bataille contre la contrebande. Les articles stigmatisant les villes frontalières sont légion dans ses colonnes. Dernièrement, l'importation illégale de sucre brésilien (reconditionné dans des sacs boliviens des raffineries crucéniennes de Guabirá y San Aurelio) et la revente d'huile de soja brésilienne, de marque *Soya*, ont fait scandale.<sup>79</sup> La menace est évidente. Même sur le marché de Santa Cruz, loin de la frontière, la différence de prix est importante entre l'huile bolivienne (*Saborosa*, 8 bolivianos) et l'huile brésilienne (*Soya*, 6,5 bolivianos). Elle détourne les consommateurs boliviens des produits nationaux.<sup>80</sup>

<sup>77</sup> Créé le 5 octobre 2004, voir lexique des institutions en fin d'ouvrage.

<sup>78</sup> Les présidents de la Confédération des Entrepreneurs privés de Bolivie, de la chambre de Commerce et d'industrie et de la chambre des agents douaniers participent à cette institution.

<sup>79</sup> Pour le sucre, le journaliste rappelait qu'une semaine auparavant un camion avec 500 quintaux de sucre avait été arrêté à Rurrenabaque. Pour l'huile de soja, qu'on trouve effectivement sur les marchés populaires de Santa Cruz (Mercado Abasto, La Ramada, Los Pozos etc.), la concurrence vient non seulement du Brésil mais aussi d'Argentine. Résultat les ventes de l'industrie bolivienne d'huile auraient baissé de 20% entre février et avril 2004. (De tels chiffres alarmistes sont fréquents. Donnés par les industriels boliviens ils peuvent être sujets à exagération dans le souci, légitime, d'alerter l'opinion et les pouvoirs publics sur les menaces que fait peser la contrebande sur leur économie). Voir *El Deber* 2004 *Denuncia: azúcar brasileña entra en bolsas de ingenios bolivianos* (édition du 30 avril 2004) et *El Deber*, 2004 *Contrabando golpea a los aceites* (édition du 21 août 2004)

<sup>80</sup> La Bolivie paye les conséquences d'une politique de monnaie forte. Le boliviano est sur-apprécié par rapport aux monnaies brésilienne et argentine.

## Illustration III - 1 La lutte nationale contre la contrebande

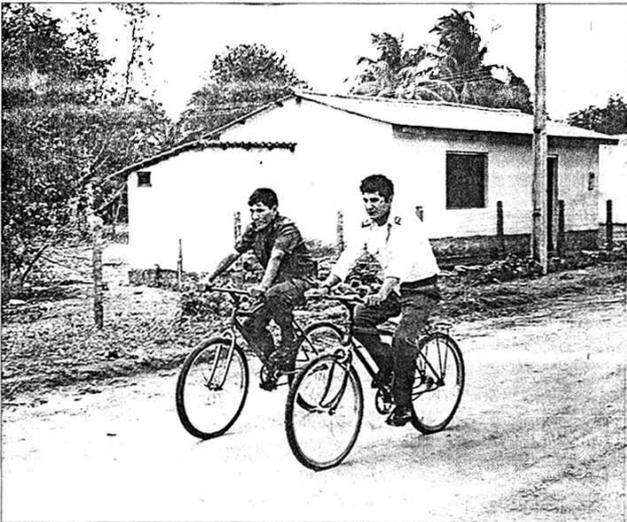
*Le quotidien crucénien El Deber en tête*

**EL DEBER**  
DIARIO MAYOR CIRCULACION NACIONAL  
Editor responsable: Ciro Miranda Ricaldi - Santa Cruz - Bolivia, jueves 12 de septiembre de 1996

Tienen sus propiedades e intereses en el pueblo y en el área rural:

# Mafiosos emplazados a irse de San Matías

Pág. 4



**Ellos custodian a 7 mil almas**

1 - El Deber, le 12 septembre 1996

*Pedro Rivero est le fils du fondateur du Deber et le directeur actuel du journal. Il avait effectuée cette enquête à San Matías parce qu'un député avait déclaré que la zone était sans dieu ni loi. Quelques jours plus tard un de ses journalistes reçoit une menace. On tire en l'air pour l'apeurer. Ces deux faits concomitants le décident à partir à San Matías. L'enquête fut publiée en première page du quotidien. Si elle lui valut le prix décerné tous les ans au meilleur article de l'année (sorte de Pulitzer bolivien) elle ne fut pas de tout repos. Lorsqu'il arrive dans le village, il est fort mal accueilli par les habitants. A la suite de son article, il est déclaré persona non grata dans la petite ville. Le fond de l'article fait état de la situation de totale impunité de la zone. "La prison avec des portes ouvertes", les cinq policiers mal armés (et avec pour tout équipement deux bicyclettes) expliquent cet état de fait. La contrebande et les trafics en tout genre ne sont pas réprimés.*

*(entretien avec Pedro Rivero, avril 2003)*



**EL DEBER**  
REVISTA SEMANAL  
**D&f**  
Dinero y finanzas  
Santa Cruz de la Sierra martes 2 de mayo de 2003 | Nº 1

**Una frontera descontrolada y de LIBRE CONTRABANDO**

BNB LIDERA EL RANKING DE CARTERA | PÁG. 3  
LA FLORICULTURA QUIERE REBROTAR | PÁG. 4  
ENTREVISTA PEDRO EXTREMERA  
EN NUESTROS JUEGOS SIEMPRE SE GANA | PÁG. 5

2 - El Deber le 27 mai 2003

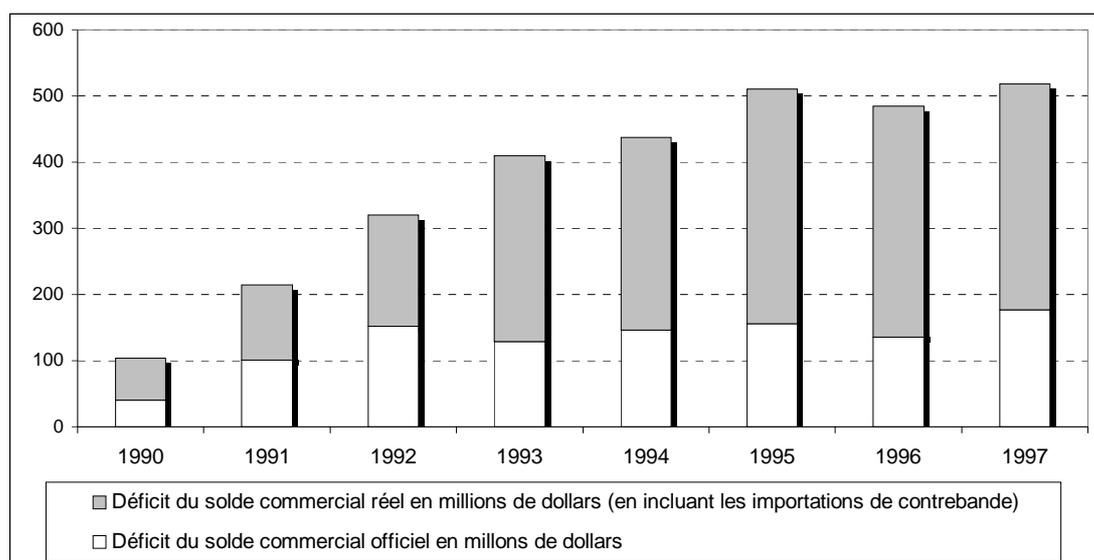
*En 2003 le Deber récidive en consacrant un cahier spécial à Guayaramerín. 10 pages explorent la question de la contrebande dans ce municépe, sous le titre " une frontière sans contrôle et de libre contrebande ". Mais cette fois ci les journalistes travaillèrent avec la complicité des contrebandiers de la ville. Cela fait partie d'une nouvelle stratégie du président du Comité civique, Walter Justiniano, qui souhaite insister sur l'importance de la contrebande à Guayaramerín pour obtenir, à terme, la zone de libre commerce dont il rêve pour sa ville.*

*(entretien avec Walter Justiniano, juillet 2003)*

## Une activité fondamentale des terroirs frontaliers

La contrebande est une activité informelle. Pour cette raison elle n'est pas facile à mesurer. Quelques études générales, effectuées à partir d'extrapolation des comptes nationaux, tentent une estimation de la contrebande. Valencia et Casas, par exemple, propose une mesure du déficit commercial réel de la Bolivie par rapport au Brésil.

**Figure III-12: Solde commercial réel et officiel en provenance du Brésil <sup>81</sup>**



Plus des deux tiers du déficit commercial relève du commerce informel. D'année en année, sa part croît plus vite que celles des échanges légaux. L'étude effectuée par Nogales *et alli* prolonge cette estimation jusqu'en 1999.<sup>82</sup> Selon eux, en 1997 et 1998, la contrebande représentait près de la moitié (entre 42 et 43%) des échanges officiels avec le Brésil. En 1999, elle fléchit brutalement pour ne représenter que 10% des échanges officiels.<sup>83</sup> Les auteurs ne donnent pas d'explication à cette décreue spectaculaire. Peut-être ne faut-il y voir aussi le désir de plaire des rédacteurs de ce rapport commandé par la douane, et qui se devait de démontrer l'efficacité de cette institution depuis sa réforme.

À côté de ces études macro-économiques, la perception des frontaliers donne des estimations parfois plus importantes de la contrebande. Arturo Domingues, le secrétaire de la chambre de commerce et d'industrie de Puerto Suárez, estime que 30% des produits qui passent la

<sup>81</sup> Source : Valencia, José Luis et Casas, Justo Alcides 1998 *Contrabando e informalidad en la economía boliviana*, p.50. Soulignons toutefois le fait que ce tableau qui s'arrête en 1997 ne prend pas en compte les exportations boliviennes de gaz qui auront pour effet de rééquilibrer grandement le solde commercial officiel entre le Brésil et la Bolivie. Alors qu'il avait été structurellement négatif (la Bolivie important des produits manufacturés et exportant des matières premières), il est, pour la première fois en 2003, largement positif de l'ordre de 150 millions de dollars. Voir chapitre XI, paragraphe 1-2-1 "L'intégration gazière, unique réalisation." p. 582

<sup>82</sup> Nogales, Xavier et Pando Solares, Eduardo 2000 *El contrabando en Bolivia*, p. 12. L'estimation de la contrebande a été faite en croisant les exportations déclarées par le Brésil à la Bolivie, en les corrigeant (car elles sont toujours surestimées en raison des avantages fiscaux dont jouissent les exportateurs au Brésil), en les comparant avec les données de la douane et avec celles de l'ALADI\* (Association latino-américaine d'intégration, voir lexique des institutions en fin d'ouvrage.)

<sup>83</sup> Le revirement dû à la croissance brutale des exportations boliviennes légales de gaz (qui fait baisser mécaniquement la part de la contrebande, sans que la valeur de celle-ci baisse) est plus tardif.

frontière, entrent de manière illégale.<sup>84</sup> Le président du Comité Civique de Guayaramerín, Walter Justiniano, pense que l'équivalent du chargement de 11 camions est introduit tous les jours dans la ville bolivienne,<sup>85</sup> depuis la *banda*.\*<sup>86</sup> Du côté de F.O\*, l'entreprise ferroviaire orientale, on affirme que 40 tonnes de marchandises sont transportées quotidiennement en contrebande dans le train qui relie Puerto Suárez à Santa Cruz.<sup>87</sup>

## ***2-3 Une activité qui fixe les pratiques frontalières***

« À la frontière entre la Bolivie et le Brésil, la contrebande est considérée par la société comme un travail comme un autre », affirmait un vieux routard brésilien à propos de la frontière entre Cáceres et San Matías.<sup>88</sup> N'importe quel voyageur fait ce même constat. Plus que l'ampleur de la contrebande, l'impression de totale impunité déconcerte. Pour la comprendre, il faut mesurer à quel point cette activité, inscrite dans la vie de la frontière, a fini par modeler des *habitus frontalières*. Lors des grandes révoltes frontalières, ils s'expriment de façon similaire en tout point de la frontière.

### ***2-3-1 Une façon de vivre à la frontière***

#### **Habitus frontalières**

Après quelque temps sur ces terres franches, le voyageur est surpris, de nouveau. Cette fois-ci, ce n'est pas l'omniprésence de la contrebande mais la logorrhée qu'elle suscite qui l'étonne. « La frontière est à ciel ouvert », disait le député brésilien du Mato Grosso, Mauro Savi.<sup>89</sup> « En Bolivie tout rentre en contrebande, il faut l'accepter et adapter la loi à cette réalité », répondait en écho l'ex-préfet du Pando, Felipe Saucedo Gutierrez.<sup>90</sup> « La contrebande existe dans tout le pays ! », affirmait encore Carlos Böhrh dans un éditorial de *La Patria*.<sup>91</sup> Comme si le dire dépassait en puissance subversive le faire. D'ailleurs les frontalières ne font pas qu'interpeller le visiteur pour lui conter l'importance des trafics dans la zone, ils le somment d'écouter les arguments qui servent à les justifier.

<sup>84</sup> Entretien réalisé le 28/06/02 à Puerto Suárez.

<sup>85</sup> Cette dénonciation, dans les colonnes du *Deber*, le quotidien de Santa Cruz, pourrait être interprétée comme une trahison envers les citoyens de Guayaramerín. En réalité, il s'agit d'une stratégie de communication du président du Comité Civique qui vise à obtenir la création d'une zone franche pour cette ville. Voir *El Deber*, 2004 *Denuncia: azúcar brasileña entra en bolsas de ingenios bolivianos* (édition du 30 avril 2004).

<sup>86</sup> La *banda* est la zone frontalière en face. Voir lexique en fin d'ouvrage.

<sup>87</sup> Déclaration de Miguel Montero, directeur de la communication de F.O au journal *El Nuevo Día*. Voir 2004 *Contrabandistas se pelean y paran el tren en Quijarro* (édition du 26 septembre 2004).

<sup>88</sup> Je cite, pour sa saveur, cet extrait de journal de voyage d'une journaliste brésilienne, Bárbara Arisi, ayant décidé, tel Ernesto Guevara en son temps, de parcourir le continent sud-américain. Cette remarque, elle l'aurait appris d'un autre vieux routard, auprès de qui elle était partie chercher conseil. En voyant tout son itinéraire en Amérique Latine, il la met en garde contre cette frontière de la Bolivie, si tristement célèbre au Brésil. Voir le site en ligne : <http://360graus.terra.com.br/nomade/port/personagem01.htm>

<sup>89</sup> C'était lors de la deuxième rencontre interparlementaire qui s'est tenue à San Matías, le 8 mai 2004. Voir *Diaro de Cuiabá*, 2004 *Deputados têm reunião na Bolívia*. (édition du 8 mai 2004).

<sup>90</sup> Dans un entretien réalisé à Cobija le 04/04/03. Felipe Saucedo a été préfet du Pando d'août 1970 à août 1971 et de 1984 à 1985. Dans la suite de sa carrière politique il a été, entre autre, sénateur en 2000.

<sup>91</sup> Böhrh, Carlos 2004 *El contrabando opera en todo el país !*, *La Patria* on line (édition du 28/09/04).

La permanence de ce discours fait de la contrebande bien autre chose qu'un simple système économique. Elle nous invite à réfléchir sur les comportements et les représentations structurés par ces habitus territoriaux. Ces derniers sont constitués par l'ensemble des dispositions collectives, durables et transposables qui déterminent les pratiques.<sup>92</sup> Cette permanence des habitus est liée au fait qu'ils sont le produit d'une intériorisation de structures d'action et de représentation. Une tradition ancienne de contrebande, attachée à un territoire, est devenue une structure sociale de la contestation et de l'illicite. Il ne s'agit pas tant d'une habitude, qui se reproduirait à l'identique de génération en génération, que d'un principe essentiellement productif, comme une force autonome qui adapte à un nouveau schéma des structures de représentations et d'actions déjà acquises.<sup>93</sup> C'est donc un ensemble de pratiques mises en jeu par un espace particulier.

### **Lorsque les acteurs changent le spectacle continue**

Les habitus territoriaux structurent la vie de la frontière. Rien ne ressemble plus à une ville frontalière qu'une autre ville frontalière. Il faut voir là un fait de structure lié à une situation géographique qui conditionne des pratiques. Cette conviction est alimentée par l'analyse des acteurs de la « primo-contrebande traditionnelle ».<sup>94</sup> Ils n'appartiennent pas à un seul groupe et pourtant ils agissent tous de la même façon.

Parmi les contrebandiers, on trouve des « locaux ». Présents sur la frontière depuis plusieurs générations (ce dont ils s'enorgueillissent), ils jouissent souvent d'un capital de départ plus élevé pour monter des affaires. Ils ont aussi le privilège de participer à la vie politique et décisionnelle de la ville et d'entretenir des réseaux qui leur sont fort utiles lorsque leur négoce est menacé. À côté d'eux, les nouveaux venus profitent aussi de cette activité lucrative. Ils sont descendus des Andes il y a 20 ans, 10 ans ou 5 ans. Partis de rien, ils ont vite compris que pour gagner de l'argent il fallait jouer du différentiel frontalier. Si leur activité commerciale principale est plutôt en sens inverse (ils vendent des produits aux Brésiliens), ils pratiquent aussi la contrebande traditionnelle.<sup>95</sup> Certains sont devenus très riches. C'est le cas de Felipe Tocale, venu de Cochabamba en 1971. Il a tellement bien réussi qu'il est devenu un notable de Puerto Suárez. Il a commencé par un petit magasin, où il revendait des produits brésiliens. Aujourd'hui il possède le supermarché le plus important de la région, et, proclame à qui veut l'entendre qu'il paye ses impôts et les taxes d'importation. Ce n'est plus vraiment un contrebandier sans foi ni loi ; c'est encore un

<sup>92</sup> Le terme est tiré de l'œuvre de Bourdieu, qui a beaucoup utilisé ce concept. Mais il n'en est pas l'inventeur. « D'Aristote à Merleau-Ponty, l'habitus (ou l'habitude) se présente comme un ensemble intériorisé et stable de dispositions comportementales, intellectuelles et morales ». Voir Lévy, Jacques et Lussault, Michel 2003 *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, p. 442.

<sup>93</sup> Pierre Bourdieu dit quelle valeur ajoutée le terme d'habitus apporte par rapport à celui d'habitude. « L'habitus, comme le mot le dit, c'est ce que l'on a acquis [...]. Mais pourquoi ne pas avoir dit habitude ? L'habitude est considérée spontanément comme répétitive, mécanique, automatique, plutôt reproductive que productrice. Or, je voulais insister sur l'idée que l'habitus est quelque chose de puissamment générateur. » Bourdieu, Pierre 1980 *Questions de sociologie*, p. 134.

<sup>94</sup> La primo-contrebande traditionnelle consiste à importer des produits du Brésil pour les vendre sur les marchés boliviens

<sup>95</sup> Surtout depuis que la baisse du real et la crise brésilienne a entraîné la désertion de leur boutique par leur traditionnels clients venus d'en face.

rebelle, membre de la chambre de commerce de Puerto Suárez qui défend les intérêts de la ville contre l'État central.<sup>96</sup>

La pratique de la contrebande est tellement ancrée dans la vie de la frontière que parfois même les militaires se lancent dans l'affaire. En septembre 2004, les militaires de la Navale de Guayaramerín étaient accusés de faire du trafic. Sucre, huile, riz, tous d'origine brésilienne, étaient transportés sur les bateaux militaires, qui remontent le fleuve Mamoré jusqu'à Puerto Villarroel, après l'avoir descendu chargés de diesel.<sup>97</sup> La dimension illégale était soulignée par le gérant commercial de l'entreprise crucénienne Cristol, qui produit de l'huile alimentaire. « Ce qui est inadmissible c'est de voir qu'ils introduisent ces produits de contrebande au titre de chargement diplomatique qui n'est même pas vérifié par la douane. »<sup>98</sup>, s'exclamait-il révolté. Dans l'attente d'une enquête supplémentaire, le commandant général de la Navale, Marco Justiniano, temporise. « En général les bateaux militaires transportent plutôt du bois », affirme-t-il. L'affaire suit son cours. Si elle devait conduire à la mise en accusation de militaires, elle montrerait au moins que personne sur la frontière ne reste insensible aux sirènes de la contrebande. Or, au-delà de cette activité, c'est toute une relation à l'État central qui est en jeu.

### ***2-3-2 Les révoltés de la frontière***

Longtemps la frontière a coulé des jours paisibles, sans que personne ne se préoccupe réellement des négoce qui y étaient pratiqués. Leur impact sur le reste du pays était réduit. Avec l'arrimage de la frontière au reste du pays, la contrebande a démultiplié sa capacité de nuisance. Les produits importés du Brésil envahissent les marchés des villes de l'intérieur. C'est, aux dires des industriels, une concurrence déloyale contre les produits nationaux qui fragilise l'appareil industriel. Il faut interdire la contrebande et policer la frontière. L'État, conscient de cet enjeu, a décidé d'éradiquer la contrebande frontalière. Il ne se doutait pas des oppositions qu'il allait devoir affronter de la part des frontaliers, peu décidés à changer leur mode de vie. À l'occasion de ces affrontements, les habitus frontaliers s'expriment par la violence, la contestation de l'état et le culte du particularisme frontalier.

### **Violence, contestation de l'État et culte du particularisme frontalier : l'exemple de Guayaramerín**

Les événements de Guayaramerín, dans leur outrance, constituent une bonne grille d'analyse de la violence générée par la contrebande, dès lors que l'État entend la combattre. Tout commence le 19 août 2001, lorsque l'unité de contrôle des opérations douanières, la COA\*,

---

<sup>96</sup> Les revendications de la chambre de commerce de Puerto Suárez contre l'État central sont permanentes. Voir paragraphe ci-dessous, Les révoltés de la frontière.

<sup>97</sup> La Navale dispose en effet de bateaux citernes qui assurent une partie du transport du diesel raffiné en Bolivie, à Puerto Villarroel jusqu'à la frontière. Ce fait même faisait scandale car l'Association des transporteurs fluviaux d'Amazonie considère qu'il s'agit d'une concurrence déloyale. Cf. : Chapitre VI, paragraphe 2-3-4 « Quand le transport fluvial est lui aussi menacé par la route ».

<sup>98</sup> La Razón 2004 *Empresarios acusan a la Naval de ayudar a contrabandistas*, édition du 10/09/04

intercepte et confisque un camion qui transporte 4 000 litres de diesel de contrebande.<sup>99</sup> Nouvellement installée à Guayaramerín, ses membres n'ont pas pris la mesure du déséquilibre des forces en présence : d'un côté une poignée de douaniers et de l'autre une ville de 40 000 habitants totalement acquise à la contrebande. Leur zèle s'explique par cette mauvaise analyse de la situation.<sup>100</sup> Lorsque le camion de diesel est saisi, le clan des *diseleros\**, les contrebandiers du diesel, puis les autres commerçants de la ville, tous impliqués dans la fraude fiscale, s'émeuvent. La révolte monte, de rues en rues, d'échoppes en échoppes, alimentée par les rumeurs du Comité Civique, qui fait campagne, depuis quelque temps pour que la province devienne une zone de libre commerce.<sup>101</sup> Peu à peu, tous conviennent que cette saisie d'un camion de contrebandier est la première étape dans l'éradication programmée de la contrebande, principale activité économique de la ville. Il ne faut pas en rester là. Aussi, le lendemain, lorsque l'unité de la COA tente de sortir des bureaux de la douane pour réaliser une nouvelle inspection, plus de 300 commerçants-contrebandiers leur barrent le passage. Les esprits s'échauffent. Les manifestants commencent par s'en prendre à leur véhicule, qui sera complètement détruit, puis ils pénètrent dans les bureaux de la douane. Ils déchirent les papiers et brûlent ce qu'ils peuvent brûler. Plus tard dans la journée, ils se dirigent au domicile de l'officier chargé du contrôle au barrage de Las Arenas. Ils le frappent et le font prisonnier. Le lendemain, comme leur colère n'est toujours pas calmée, ils prennent un nouvel otage dans la personne de l'administrateur en chef de la douane, Hugo Vargas. Les membres du Comité Civique, qui verraient bien un des leurs occuper ce poste, font courir le bruit que ce fonctionnaire a commis des « irrégularités », sans que l'on sache très bien de quoi il retourne. Dans la foulée les installations de la ZOFRAGUA, la zone franche privée de Guayaramerín, sont détruites. Les manifestants y récupèrent le matériel confisqué par la douane.

Dans cette jacquerie de contrebandiers plusieurs éléments sont à l'œuvre. La violence, tout d'abord. Elle est dirigée contre des lieux emblématiques de la présence de l'État (le barrage de Las Arenas, les bureaux de la douane). Elle se retourne aussi contre des personnes dont l'unique méfait a été de représenter, mollement, le pouvoir central.<sup>102</sup> Cette violence, si elle exprime une angoisse profonde des commerçants quant à leur devenir, est aussi une ultime tentative de maintenir la zone loin de la sphère d'influence des instances nationales, dans un anti-monde isolé où les seules règles qui s'appliqueraient seraient celles décidées par une élite régionale. Cette guerre picrocholine contre un géant, l'État bolivien, exprime un idéal frontalier d'autonomie. Il prend argument du

<sup>99</sup> La COA est une unité mobile de la douane créée dans le cadre de la réforme de cette institution. Voir lexique en fin d'ouvrage.

<sup>100</sup> Les membres de la COA sont ainsi toujours les premiers agressés par les contrebandiers, car, mutés en permanence d'une frontière à l'autre, ils prennent mal la mesure du contexte local. Ils feraient mieux d'écouter les douaniers en poste à Guayaramerín qui savent que la seule chance de survie dans cet environnement hostile est l'inaction.

<sup>101</sup> Il s'agissait de la province Vaca Díez qui regroupe les municipes de Riberalta et de Guayaramerín. Le contexte se prêtait à de telles revendications. En 2000, les commerçants de Oruro présentent un projet de loi pour obtenir une zone franche (la Zofracom) au ministre de l'intérieur. La proposition est rejetée, mais quelques mois plus tard, en 2001, le ministre de la présidence José Luis Lupo essaye de réformer le système des zones franches en Bolivie. Compte tenu de la grande contrebande qui existe aux frontières, il pense tout naturellement à émettre de nouvelles normes légales pour réglementer le commerce à Guayaramerín et Yacuiba (frontière avec l'Argentine). Les revendications, jugées démesurées de Justiniano ne seront finalement pas retenues.

<sup>102</sup> Dans les faits, les douaniers n'ont jamais réellement entravé les activités des contrebandiers.

particularisme de la zone, sa situation périphérique, forgé dans le temps long où la région était hors du domaine d'action étatique. À cet égard le rôle du Comité Civique doit être souligné.<sup>103</sup> Ses dirigeants, qui assurément ont poussé à la révolte, se verraient bien à la tête d'une région libérée des lois et des règles venues d'ailleurs. Si la part des ambitions personnelles n'est pas à négliger, il s'y mêle, sans aucun doute, la conviction que la région ferait mieux si l'État lui laissait le champ libre – comme jadis.

### **À Puerto Suárez les révoltes sont les mêmes**

Guayaramerín, avec San Matías, a pris la tête de la fronde des villes frontalières. Mais, dans leur combat contre la normalisation, elles ne sont pas seules. De telles révoltes sont fréquentes à Puerto Suárez/Quijarro. Seule Cobija, pour être une zone franche, est un îlot de paix relative dans l'archipel frontalier.

Le 3 août 2004, les commerçants de Puerto Suárez attaquent la douane. Ils détruisent leurs locaux et confisquent leurs véhicules. Comme ailleurs, les douaniers se trouvent dans une situation périlleuse. La moindre action de leur part, met le feu aux poudres. Cette fois-ci, c'est parce qu'ils avaient interdit à un commerçant d'introduire des boîtes de pêches au jus dont la valeur était sous-évaluée. La pomme de discorde était une pêche. Qu'importe ! Les contrebandiers s'enflamment. Si cela continue les douaniers, bientôt, les obligeront à présenter des factures en règle pour les produits qu'ils achètent au Brésil. Dans le contexte d'une économie totalement informelle, c'est à la fois inadmissible, car contraire aux traditions locales, et impossible, car personne n'a jamais possédé une facture. La sous-évaluation des marchandises est un délit de fraude selon la loi,<sup>104</sup> répliquent les douaniers, plus sûrs de leur droit que de leur force. D'ailleurs, la force du droit est faible dans ses zones jadis libres de toute autorité. « Mes collègues sont choqués, nous sommes des gens diplômés<sup>105</sup> et nous ne faisons qu'appliquer la loi, mais les commerçants ne le comprennent pas et choisissent la violence » confie, à la suite de ces événements, l'administrateur de la douane, Juan José Zehl.<sup>106</sup> Le comité civique a eu une attitude plus ambiguë sur ces questions qu'à Guayaramerín. Il a d'abord empêché, grâce à son intervention que la révolte ne dégénère. Son discours officiel a toujours été de ne pas reconnaître et de ne pas soutenir l'action des contrebandiers. « Le but du comité civique est d'imposer que les volumes d'importation autorisés dans le cadre de l'accord de Roboré soient augmentés pour permettre aux commerçants de la zone de se fournir au Brésil.»<sup>107</sup> Quant aux contrebandiers qui exportent les produits jusqu'à Santa Cruz, ils n'ont rien à voir avec le

<sup>103</sup> Les comités civiques sont des instances de la vie politique locale tout à fait spécifiques à la Bolivie. Voir le lexique en fin d'ouvrage pour plus de détails sur ces institutions.

<sup>104</sup> La *ley general de Aduanas* n°1990 a été promulguée le 28 juillet 1990. Article 166 à 179. On y lira par exemple (article 166) « Est considérée comme contrebandier toute personne : a) qui réalise un trafic de marchandises pour permettre son introduction ou son extradition du territoire national de façon clandestine. b) qui réalise un trafic de marchandise sans la documentation légale ou en ne respectant pas les démarches imposées par les normes de la douane et les lois spéciales etc. »

<sup>105</sup> Je traduis ainsi le terme de *profesional*, qui exprime en Bolivie, tout autant un niveau d'étude qu'un statut social (élevé).

<sup>106</sup> La Prensa 2004 *La Aduana fue intervenida por comerciantes en Puerto Suárez* (édition du 14/08/04).

<sup>107</sup> Entretien avec le président du Comité Civique de Puerto Suárez, Roberto Trigo, réalisé le 26/06/02.

Comité Civique, qui ne les soutient pas car « ils ne font que dégrader l'image de la ville ». <sup>108</sup> Il reconnaît cependant que « la tradition a toujours été de laisser rentrer la marchandise sans se préoccuper de la douane. » <sup>109</sup> Le laxisme était la règle. Pourquoi la changer ?

La violence des contrebandiers peut aussi s'en prendre à d'autres institutions. L'entreprise de chemin de fer, qui assure la liaison entre Puerto et Santa Cruz, l'a appris à ses dépens. Plus d'une fois, les contrebandiers ont empêché le train de partir. Dans ces cas là l'affaire se résout de deux manières : soit par un compromis entre les *piloteros*<sup>\*110</sup> et l'entreprise ferroviaire, soit par la force, grâce à l'intervention de l'armée (qui encadre le départ du train) et celle de la police (qui voyage dans les wagons). En mai 2001, le train est bloqué durant plus d'une semaine parce que les dirigeants de l'entreprise entendent faire respecter leur règlement, approuvé par la Super-intendance des transports,<sup>111</sup> selon lequel les voitures de passagers sont des voitures de passagers et rien d'autre. Si les contrebandiers entendent voyager avec de la marchandise, qu'ils l'enregistrent et qu'ils la mettent dans les fourgons réservés à cet usage. Et c'est là que le bas blesse. Car les commerçants ne possèdent aucun document officiel (factures, formulaires 229 ou 136 de la douane) nécessaire à l'enregistrement des marchandises. Résultat la colère monte. La situation, avant chaque départ du train, lorsque les contrebandiers installent leur charge dans des voitures pleines à craquer est explosive. <sup>112</sup>

### **Ubiquité et permanence des *habitus* frontaliers**

Chaque année qui passe voit ainsi augmenter la chronique frontalière de quelques nouveaux épisodes. Le 2 décembre 2000, à Puerto Suárez des membres de la COA\* évitent de justesse la mort dans un affrontement avec les contrebandiers à qui ils avaient confisqué plus de 7 tonnes de marchandises transportées dans les wagons. Les événements ressemblent traits pour traits à ceux d'août 2004. Le 26 septembre 2003, ce sont les commerçants de Puerto Suárez qui s'opposent à ceux de Quijarro pour l'occupation d'un wagon de marchandise mis à leur disposition par

<sup>108</sup> Le fait que la contrebande soit pratiquée par les néo-frontaliers, originaires de l'Altiplano, beaucoup plus que par les locaux n'est sans doute pas sans rapport avec le refus du Comité Civique de les soutenir. A Guayaramerín la situation, du point de vue des acteurs est plus complexe, car de nombreux locaux sont impliqués dans la contrebande. Entretien avec Roberto Trigo le 26/06/2002 réalisé à Puerto Suárez.

<sup>109</sup> *Op. Cit.*

<sup>110</sup> C'est ainsi que l'on nomme les contrebandiers qui utilisent le train pour acheminer la marchandise de Puerto Suárez à Santa Cruz.

<sup>111</sup> La Super-intendance des transports a été créée lors de la privatisation des entreprises de transport. C'est un organisme chargé de vérifier que les entreprises privées respectent bien le cahier des charges fixé par l'État bolivien lors de la vente de ses actifs. Voir lexique en fin d'ouvrage pour plus de détails. Dans le cas qui nous occupe la Super-intendance a convenu avec l'entreprise F.O que la charge de bagages autorisée par passager ne dépasserait pas 40 kilogrammes.

<sup>112</sup> L'expérience d'un tournage réalisé lors du départ du train m'en a convaincue. À l'occasion d'un documentaire réalisé sur Puerto Quijarro et Puerto Suárez la plus difficile autorisation de tournage qu'il m'ait été donnée de négocier fut celle concédée par les dirigeants de l'entreprise Ferroviaire. Dans leurs yeux, il y avait la même peur panique que dans celle de l'ex-administrateur des douanes de Guayaramerín. Ils savent bien que n'importe quel petit changement peut mettre le feu aux poudres. Après de longues négociations, et plusieurs coups de fil à la gérance de Santa Cruz, il fut décidé que nous aurions le droit de filmer le chargement pendant quelques minutes et à nos risques et périls. En revanche, les dirigeants de F.O interdirent formellement que nous montions dans le train, entre Quijarro et Paradejo, pour effectuer des entretiens. De fait, ces quelques minutes de tournage furent extrêmement tendues. Surgi de nulle part, un des leaders autoproclamés des contrebandiers, ne tarda pas à venir me demander des papiers d'autorisation officielle de tournage, alors que lui-même n'était officiellement rien du tout. Le temps d'isoler ce leader potentiellement dangereux, prêt à amener les foules, et les images étaient dans la boîte.

l'entreprise ferroviaire.<sup>113</sup> La bataille rangée, entre les deux clans de *piloteros*, empêche le train de partir. La situation peut s'envenimer à tout moment. Ailleurs, aussi les villes frontalières se rebellent, d'année en année, presque de la même façon. Le 22 février 2003, le Comité civique de Guayaramerín déclare une nouvelle fois la province Vaca Díez «libre de douane», comme il l'avait fait en août 2001.<sup>114</sup> À San Matías, la situation reste calme, car l'État n'entend pas, pour l'instant tenter de réglementer cette zone, plus sauvage que d'autres. Ce privilège local apparaît clairement dans les propos du président du Comité Civique de cette ville qui se vantait d'avoir vu beaucoup d'argent affluer dans la zone grâce au narcotrafic (et sous-entendait implicitement y avoir participé).<sup>115</sup> Cela ne signifie pas que les mêmes habitus frontaliers ne sont pas présents dans la zone. C'est juste, qu'en l'absence d'une «provocation de l'État», pour reprendre le jargon des contrebandiers, ils ne trouvent pas matière à s'exprimer violemment.

### III – Le narcotrafic

*« Nous sommes ici dans la zone rouge de la Bolivie »  
Lieutenant Erik Flores, commandant de la FELCN,  
Puerto Quijarro, avril 2003<sup>116</sup>*

La contrebande traditionnelle a forgé des pratiques, défini un certain rapport avec l'État et installé la frontière dans le monde de l'illégalité. Il est peu étonnant, dans ces conditions, que certains de ses habitants se soient lancés dans une activité autrement plus condamnable, celle du trafic de drogue. Ils savent depuis toujours frauder la douane, pourquoi ne pas utiliser ce savoir-faire pour des activités bien plus rentables?

#### *3-1 Le narcotrafic, ça baisse ou ça change ?*

Fondamental pour comprendre la frontière, le narcotrafic ne peut être étudié sans faire référence au cadre national, dans sa double dimension économique et politique. Économique car, il s'agit d'une activité commerciale qui dépasse largement la bande frontalière ; politique parce que, en tant qu'activité illicite, elle doit se jouer des nouvelles règles définies par l'État. Restons-en, pour l'instant, à ce volet politique. Depuis 1997, la guerre a été déclarée au narcotrafic. Selon les plans initiaux, elle devait facilement se gagner en deux manches : premièrement, en réduisant les surfaces

<sup>113</sup> La mise en place de ce wagon de marchandise, finalement acceptée par une partie des contrebandiers, quelques mois auparavant promettait pourtant de détendre la situation dans la zone. Une partie des *piloteros* avaient accepté, en effet, de procéder à l'enregistrement de leur marchandise. Le problème c'est que, à Paradejo, la gare de Puerto Suárez quelques kilomètres après le départ, les contrebandiers, encore sauvages, remplissaient une nouvelle fois les wagons avec de la marchandise non-enregistrée. Le conflit est donc devenu interne aux contrebandiers, divisés en deux clans.

<sup>114</sup> Selon un vote résolutif du Comité Civique qui déclarait qu'à partir de cette date il n'était plus besoin de payer : ni l'IVA\* ; ni l'impôt sur les transactions, ni la taxe douanière (GA - *Gravamen Arancelario*)

<sup>115</sup> Il faisait allusion au fait que ces *estancias* d'élevage, l'une appartenant à sa femme, l'autre à lui-même, lui avait plus rapporté d'argent grâce au trafic qu'elles permettaient ainsi accolées à la frontière que par la viande qu'il avait pu y produire. Il est vrai qu'il parlait de la situation il y a 6 ans de cela, et qu'il croit, à tort, pouvoir se prévaloir d'une relative immunité parce que les faits seraient prescrits. Entretien réalisé le 24/09/04 à San Matías.

<sup>116</sup> Dans un entretien personnel réalisé le 08/07/03 à Quijarro.

de cocaïers, secondement, en luttant contre le trafic et la transformation de la coca. On ne produit pas de coca sur la frontière, c'est donc seulement lors de cette deuxième phase qu'elle devint un objet de préoccupation pour l'État bolivien.

### **3-1-1 Objectif « Coca-zéro »**

Du succès de la première manche, celle de l'éradication de la coca, dépend le soutien des États-Unis lancés dans une croisade contre le narcotrafic. Pour cette raison, mesurer sa réelle efficacité est un exercice doublement malaisé - à la difficulté de mesurer l'illicite s'ajoute le risque de manier des chiffres n'ayant d'autre fonction que de calmer l'ire du grand voisin du nord.

### **La coca, d'une plante nationale ... à un problème international**

La coca, avant d'être un problème frontalier, est une question nationale en Bolivie. Ils sont nombreux ceux qui soulignent les racines culturelles de cette plante, qui a longtemps servi à tromper la faim et la fatigue des mineurs engagés dans des travaux de force. Plante des maîtres, les Incas,<sup>117</sup> elle est devenue, avec les colonisateurs, la plante des esclaves.<sup>118</sup> Les consommateurs de la feuille, aujourd'hui encore, sont ceux qui sont soumis aux travaux les plus durs. Les camionneurs de Puerto Suárez, avant d'emprunter la route de la mort qui les conduira en deux jours à Santa Cruz, calent une boule de feuille contre leur joue et un sac à coca sur leur rétroviseur. Ils vont mastiquer, *coquear*, pour tenir le siège contre les moustiques, la chaleur et la fatigue.<sup>119</sup> *La hoja de coca no es droga*,<sup>120</sup> voit-on écrit sur les murs de La Paz. Il y a un peu de provocation et beaucoup d'anti-américanisme dans cet axiome. Car la défense de la coca est devenue un moyen de dire son opposition aux États-Unis. Les millions d'électeurs qui, sans être producteurs de coca, ont voté en juin 2002 pour Evo Morales, le leader des *cocaleros*<sup>\*121</sup>, ne s'y trompent pas : défendre la coca c'est refuser l'ingérence américaine en Bolivie. En vérité, la question de la coca est nationale depuis qu'elle a pénétré dans la sphère des relations internationales. Dès le début des années 80, les États-Unis décident de régler un problème intérieur, la consommation de drogue dans leur pays, en incitant à la destruction des plants de coca dans les pays producteurs.<sup>122</sup> Les présidents se suivent, la politique extérieure reste la même. Dans leur agitation et leurs excès, ils ont au moins raison sur un

<sup>117</sup> La question de savoir si la feuille de coca était déjà consommée dans toutes les couches de la société ou si elle était réservée à une élite n'est pas vraiment résolue aujourd'hui. En revanche, on sait avec certitude que la diplomatie de l'Inca utilisait la plante, pour rétribuer des services ou exprimer son amitié envers d'autres peuples. Elle était aussi utilisée dans les cérémonies religieuses de la cour impériale. C'était donc une plante au service de l'État, principalement consommée par les hauts fonctionnaires de l'administration inca. A la fin de l'empire il existait un système de production étatique de la coca dans des plantations qui étaient la propriété de l'Inca. Voir Latin America Bureau 1982 *Narcotráfico y política : militarismo y mafia en Bolivia*.

<sup>118</sup> Au milieu du XVI<sup>ème</sup> siècle tous les chroniqueurs évoquent un boom de la production de coca, en lien avec le début de l'exploitation de Potosí.

<sup>119</sup> Dans ce cas-là les feuilles de coca sont mélangées dans la bouche avec de la cendre ou du *bico* (bicarbonate de soude) pour faciliter la libération des substances actives contenues dans la feuille. Notons que sous cette forme traditionnelle, la consommation de la feuille de coca n'est pas interdite en Bolivie. (Loi 1008).

<sup>120</sup> La feuille de coca n'est pas de la drogue.

<sup>121</sup> Paysans producteurs de coca, voir lexique en fin d'ouvrage.

<sup>122</sup> Dès 1972 Richard Nixon parlait de la lutte contre « l'ennemi interne », celui qui concourait à la dégradation morale de la société américaine : il pensait déjà à la consommation de drogue. Voir Peña Cazas, Waldo 1997 *Una guerra perdida*, p. 2. En 1973, il promulgue les *Rockefeller drug laws*, qui exprime déjà l'intransigeance états-unienne envers la consommation et la vente de drogue.

point : la lutte contre la culture des cocaïers a des effets directs sur le commerce de cette drogue. Quelles ont été les conséquences à la frontière de cette guerre contre le narcotrafic ?

## Une politique résolue de lutte contre la production de coca

La lutte contre la coca a commencé en 1982 avec le retour de la démocratie.<sup>123</sup> Dans les premiers temps, elle fut assez inefficace. Les gouvernements successifs n'avaient pas la tâche facile : d'un côté les injonctions états-uniennes les poussaient à la plus grande fermeté, tandis que de l'autre, la puissance des petits producteurs de coca leur faisait craindre une explosion sociale. En vérité, les nombreuses concessions faites à ce groupe permettaient tout autant de maintenir une relative paix sociale, que d'éviter une profonde crise de l'économie nationale, fortement dépendante de ce secteur d'activité.<sup>124</sup>

En 1997, l'arrivée au pouvoir du général Hugo Banzer marque un tournant dans la politique, auparavant timorée, de lutte contre la production de drogue. Peut-être faut-il y voir la fougue des nouveaux convertis ? Celui qui avait laissé se développer le trafic de drogue lorsqu'il était au pouvoir entre 1971 et 1978,<sup>125</sup> déclare qu'avant la fin de son mandat (2002) il n'y aura plus une feuille de coca illégale en Bolivie.<sup>126</sup> C'est le « plan dignité », qui doit faire retrouver au pays un peu de son crédit sur la scène internationale.<sup>127</sup> Surnommé plan coca-zéro, il est tellement répressif, que même l'ambassade américaine n'avait osé l'imaginer. Plus royaliste que le roi, Hugo Banzer entend mener une politique décidée d'arrachage des cocaïers « excédentaires » du Chaparé.<sup>128</sup> Entre août 1997 et août 1999, 20 000 hectares sont supprimés. Le prix à payer est exorbitant. La guerre civile est ouverte dans le Chaparé<sup>129</sup> et le pays traverse une crise marquée par la récession économique<sup>130</sup> et le chômage. Le climat social est tendu, les révoltes populaires se succèdent.<sup>131</sup>

<sup>123</sup> Le dernier coup d'État militaire de 1980, surnommé le « Coup d'État des narco-dollars », avait placé à la tête de l'État une élite acquise aux intérêts du narcotrafic (les généraux, corrompus par les narcotrafiquants, occupaient le devant de la scène politique). Le dictateur au pouvoir entre juillet 1980 et août 1981 était Luis Garcia Mesa. Le retour de « l'ordre constitutionnel », c'est-à-dire la fin des coups d'états, date d'octobre 1982, tandis que les premières élections réellement démocratiques datent de juillet 1985.

<sup>124</sup> En 1988, le circuit coca-cocaïne représentait 9% du PIB (425 millions de dollars), tandis qu'une somme à peu près équivalente était générée par les effets indirects d'entraînement de cette activité dans d'autres secteurs. En 1992, 56 000 personnes travaillaient à temps complet dans la coca-cocaïne et autant dans les activités indirectes liées à la coca-cocaïne. Voir Calderon Gutierrez, Fernando (Coord.) 2004 *Informe sobre el desarrollo humano 2004 : Interculturalismo y globalizacion, La Bolivia posible*, p. 266.

<sup>125</sup> En Bolivie la rumeur populaire veut que l'ex-dictateur ait lui-même eu des intérêts dans le trafic de drogue. En 1999 un scandale de grande ampleur a révélé que certains mafieux continuaient à prospérer dans l'entourage du président. Ce qui est sûr en tout cas, c'est que c'est durant la dictature militaire de 1971 à 1978, sous l'autorité de Hugo Banzer, que l'économie de la cocaïne s'est développée en Bolivie.

<sup>126</sup> Il faut que la Bolivie retrouve son niveau de production de coca originelle (baptisée coca légale). La coca légale est produite dans les Yungas, et est limitée au stock nécessaire à la consommation populaire de feuille de coca. (qui sert dans les célébrations « religieuses » pour les *ch'allas*, et comme coupe-faim et excitant par les travailleurs).

<sup>127</sup> De nombreux analystes pensent aussi que ce plan avait pour but de blanchir l'ex-dictateur, menacé de procès pour trafic de drogue en raison de ses activités entre 1971 et 1978.

<sup>128</sup> Dans cette région 48 000 hectares de coca sont excédentaires, c'est-à-dire trop importants en comparaison des besoins boliviens pour la consommation traditionnelle.

<sup>129</sup> On estime que la guerre contre la coca a fait plus d'une centaine de morts entre 1997 et aujourd'hui. Toutes les associations de droits de l'homme sont unanimes pour dénoncer la violation des droits de l'homme dans le Chaparé.

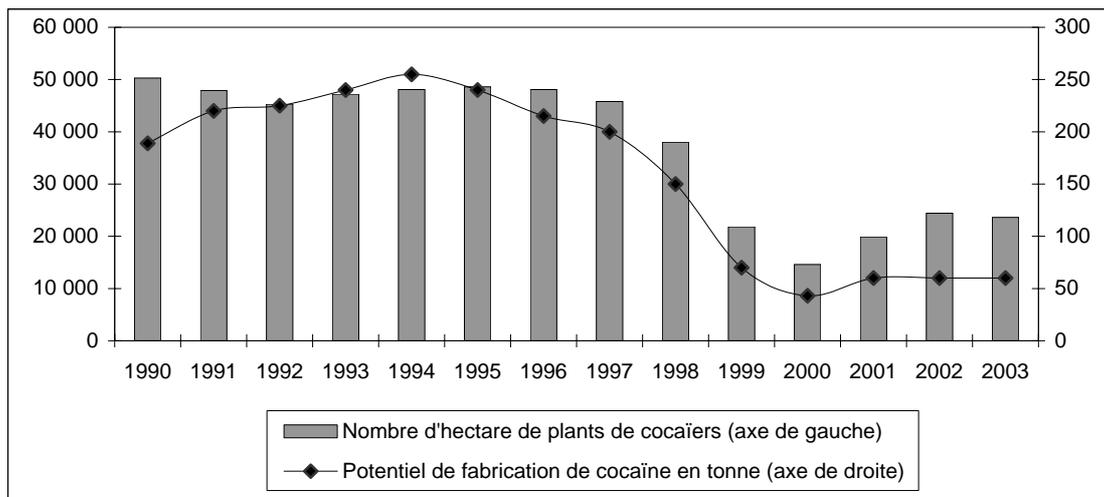
<sup>130</sup> Le taux de croissance économique annuel passe de 4,5% en 1998 à 2,7% en 1999

<sup>131</sup> En avril 2000 la guerre de l'eau à Cochabamba, révolte populaire contre l'augmentation des tarifs de l'eau suite à la privatisation de l'entreprise chargée de la distribuer, est aussi menée par les leaders *cocaleros*. Le climat social est tellement agité, que le général Banzer, vieil adepte de la force, déclare 90 jours d'état de siège pour faire baisser la tension.

## Efficacité de la politique d'éradication des plants : la dignité retrouvée ?

La lutte contre la coca, chiffres officiels à l'appui, a été efficace. En 1996, il y a 48 000 hectares de coca cultivée, dont 12 000 correspondent aux plantations autorisées pour la consommation traditionnelle.<sup>132</sup> En 2002, le total des superficies ne dépasse pas les 24 000 hectares (dont les 12 000 hectares de coca légale).<sup>133</sup> « Certains analystes évoquent même la possibilité que, en raison des efforts réalisés, la cocaïne bolivienne n'arrive plus sur les marchés nord-américains ». <sup>134</sup> L'hypothèse a de quoi rassurer les États-Unis quant à la bonne utilisation des fonds qu'ils ont consacrés à la lutte contre la drogue en Bolivie.

**Figure III-13 : La baisse de la production de cocaïne en Bolivie à partir de 1997<sup>135</sup>**



Dès 2001, en dépit de ces prises de position enthousiastes, la courbe de production de coca se redresse.<sup>136</sup> La DEA, dans un rapport de juin 2002, s'en inquiétait. « Nous avons noté que les *cocaleros*\* replantent à un rythme très rapide les plants arrachés ». <sup>137</sup> Ils ont raison. La somme du nombre d'hectares arrachés entre 1987 et 2003 donne le chiffre impressionnant de 115 596 hectares. Or, la Bolivie n'a jamais disposé d'un tel potentiel de production de cocaïne. L'éradication de la cocaïne ressemble donc plus au travail de Sisyphe, toujours recommencé, qu'à une guerre victorieuse à l'issue certaine.

<sup>132</sup> L'article 29 de la loi 1008 précise que "le pouvoir exécutif fixera périodiquement la quantité de coca nécessaire pour couvrir les demandes liées à la consommation traditionnelle (...). Dans tous les cas elle ne pourra pas dépasser la production équivalente à une zone de 12 000 hectares de cultures de coca, en prenant en compte le rendement de la zone traditionnelle ». Il se trouve qu'en sus de cette limite quantitative, une géographie des plantations de cocaïers est aussi définie par l'État. Les Yungas, dans les piémonts andins du département de La Paz, se trouvent dans la zone de production traditionnelle et autorisée (la coca y est cultivée depuis la mi-XVII<sup>ème</sup>), tandis que le Chaparé, colonisé tardivement, est une zone de coca illégale.

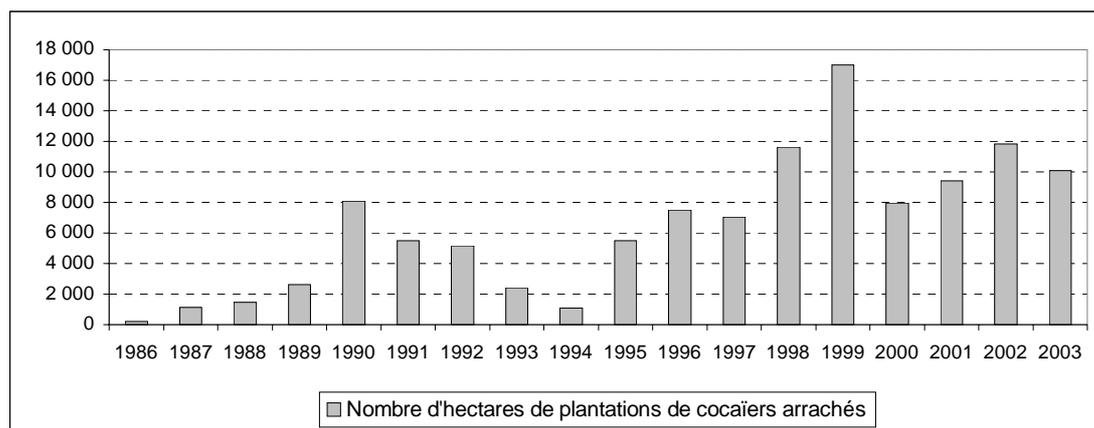
<sup>133</sup> Chiffres fournis par l'UNODC (*Unit nations office on drug and crime*) dans son rapport de 2004.

<sup>134</sup> Tel était au moins le discours officiel, diffusé entre autres par les membres du PNUD Bolivie. Voir Calderon Gutierrez, Fernando (Coord.) 2004 *Informe sobre el desarrollo humano 2004 : Interculturalismo y globalizacion, La Bolivia posible*. p. 66.

<sup>135</sup> Unodc 2004 *2004 World drug report (includes latest trends, analysis and statistics)*, p. 229. Les auteurs du rapport précisent que, pour la Bolivie, les chiffres ont été fournis par le CICAD et le département d'État états-uniens dans le cadre du rapport annuel : *International narcotics Control Strategy Report*.

<sup>136</sup> En 2003 la production remonte à 23 600 hectares, ce qui représente une capacité de production de 28 300 tonnes de feuilles de coca, soit une capacité de production de 17 100 tonnes de cocaïne.

<sup>137</sup> Dea 2002 *Changing dynamics of cocaine production in the andean region (june 2002)*, p. 3.

**Figure III-14 : Nombre d'hectare de plantations de cocaïers arrachés en Bolivie<sup>138</sup>**

Vu sous ce jour, le tableau ci-dessus invite à un moins grand optimisme. Il n'y a pas que les États-Uniens pour s'en plaindre. Certains Boliviens le déploraient. « Que signifie cette croissance, à part un grave affront à notre « dignité » déjà si vacillante ? », se demandait l'éditorialiste du quotidien *El Deber* en mars 2004.<sup>139</sup> À la lumière de cette dernière tendance, les résultats de la lutte contre la production de coca doivent être nuancés, et ce d'autant plus, qu'une autre plante psychotrope, la marijuana, connaît un progrès fulgurant en Bolivie.<sup>140</sup>

### **3-1-2 La lutte contre le narcotrafic**

La politique de lutte contre le système coca-cocaïne entend aussi combattre le narcotrafic.<sup>141</sup> Avec la loi 1008 (votée en 1988), le gouvernement bolivien dispose d'un instrument législatif draconien pour punir la fabrication et le trafic de stupéfiants, ainsi que « l'enrichissement illégal » qui résulte de ces activités.<sup>142</sup> Grâce au gouvernement états-unien, il a aussi les moyens de faire appliquer cette loi, via la Force de lutte contre le narcotrafic (la FELCN\*) financée par les États-Unis. Chaque année de nouvelles opérations permettent de démanteler des réseaux, d'effectuer des prises importantes de drogue ou de précurseurs<sup>143</sup> et d'arrêter des trafiquants. Quel est le rôle de la frontière orientale dans ces activités illicites ?

<sup>138</sup> Source : Maria Costa, Antonio 2004 *Bolivia coca cultivation survey (june 2004)*, p. 43.

<sup>139</sup>El Deber, 2004 *Más coca, más cocaína* (édition du 31 mars 2004). L'auteur faisait un jeu de mots sur le nom de la politique de lutte contre la cocaïne : « le plan dignité ».

<sup>140</sup> Le général Edgar Pardo Montalvo, dans sa présentation de la politique anti-narcotique bolivienne le soulignait. « Il faut remarquer l'augmentation préoccupante de la production de marijuana en Bolivie dans les dernières années. » voir Idec, Conferencia Internacional Para El Control De Drogas 2002 *Informe anual 2002 Santa Cruz*. Entre le 1 janvier et le 30 avril : 6 tonnes de marijuana ont été confisquées (soit 800 kilos de plus que l'année passée). Voir El Diario (édition du 12/05/02).

<sup>141</sup> En vérité les quatre piliers de la politique anti-narcotique en Bolivie, tels qu'ils étaient définis par le Général Edgar Pardo Montalvo (directeur des forces de lutttes spéciales contre les narcotiques) sont : 1) le développement alternatif d'autres cultures ; 2) la prévention contre la consommation de drogue ; 3) l'éradication des plants de coca ; 4) la lutte contre le trafic de drogue et toutes les activités liées à la commercialisation et l'enrichissement illicite. Voir « *Presentacion de logros antinarcoticos de Bolivia* » in Idec, Conferencia Internacional Para El Control De Drogas 2002 *Informe anual 2002 Santa Cruz*

<sup>142</sup> Cette loi est bien connue en Bolivie. Là-bas on parle même souvent de « la 1008 ». En réalité son nom complet est « Loi sur le régime de la coca et des substances contrôlées ». Elle comporte 149 articles.

<sup>143</sup> Les précurseurs sont les produits destinés à la transformation des feuilles de coca en cocaïne

## **Organisation du narcotrafic, l'axe central en tête**

Le bilan de la campagne 2002 de la FELCN\* montre que son action ne s'est pas concentrée dans les départements orientaux (à l'exception de Santa Cruz). Pour le volume de drogue confisquée Cochabamba, le département du Chaparé, arrive en tête, suivi de près par Santa Cruz et La Paz. En somme, les départements de l'axe central, les plus urbains et les plus peuplés du pays, sont aussi les plus actifs en termes de narcotrafic. On retrouve cette géographie pour le nombre de narcotrafiquants arrêtés. Seule la nationalité des détenus laisse apparaître un effet-frontière. Il y a plus de Brésiliens détenus dans le Beni et dans le Pando (43 et 40 Brésiliens pour 1000 personnes arrêtées), ainsi qu'à Santa Cruz (16,4 Brésiliens pour 1000), que dans les autres départements où la part des Brésiliens est infinitésimale (moins de 1 pour 1000).

L'interprétation de cette carte n'est pas évidente. Traduit-elle exactement la géographie de la drogue en Bolivie, ou seulement celles des prises de drogue ? L'importance des actions de la FELCN dans le Chaparé est liée à la production de coca, mais elle est aussi directement en rapport avec le choix du gouvernement d'y concentrer ses efforts. Comme si les Boliviens avait adopté le point de vue nord-américain qui dit qu'il vaut mieux prendre le problème à la source, dans le Chaparé, qu'en aval, sur la frontière où la cocaïne est exportée vers le Brésil.

### **Importance relative du narcotrafic à la frontière orientale**

En revanche, si on rapporte l'action anti-drogue à la masse démographique de chaque département, les départements orientaux apparaissent en tête de liste. C'est particulièrement vrai du Pando, qui, pour ses 52 000 habitants, semble assez lancé dans le narcotrafic. Le rapport entre les personnes arrêtées et le nombre d'habitants fait ressortir en première ligne le département de : Cochabamba (6,7 personnes arrêtées pour 10 000 habitants), Santa Cruz (4,5), le Pando (4,76) et le Beni (3). C'est un indice d'autant plus net de l'importance du narcotrafic dans l'Orient que là-bas les arrestations concernent uniquement des narcotrafiquants, et non pas des agriculteurs-producteurs de coca, comme c'est le cas dans le Chaparé.<sup>144</sup>

## ***3-2 La vigueur du narcotrafic à la frontière***

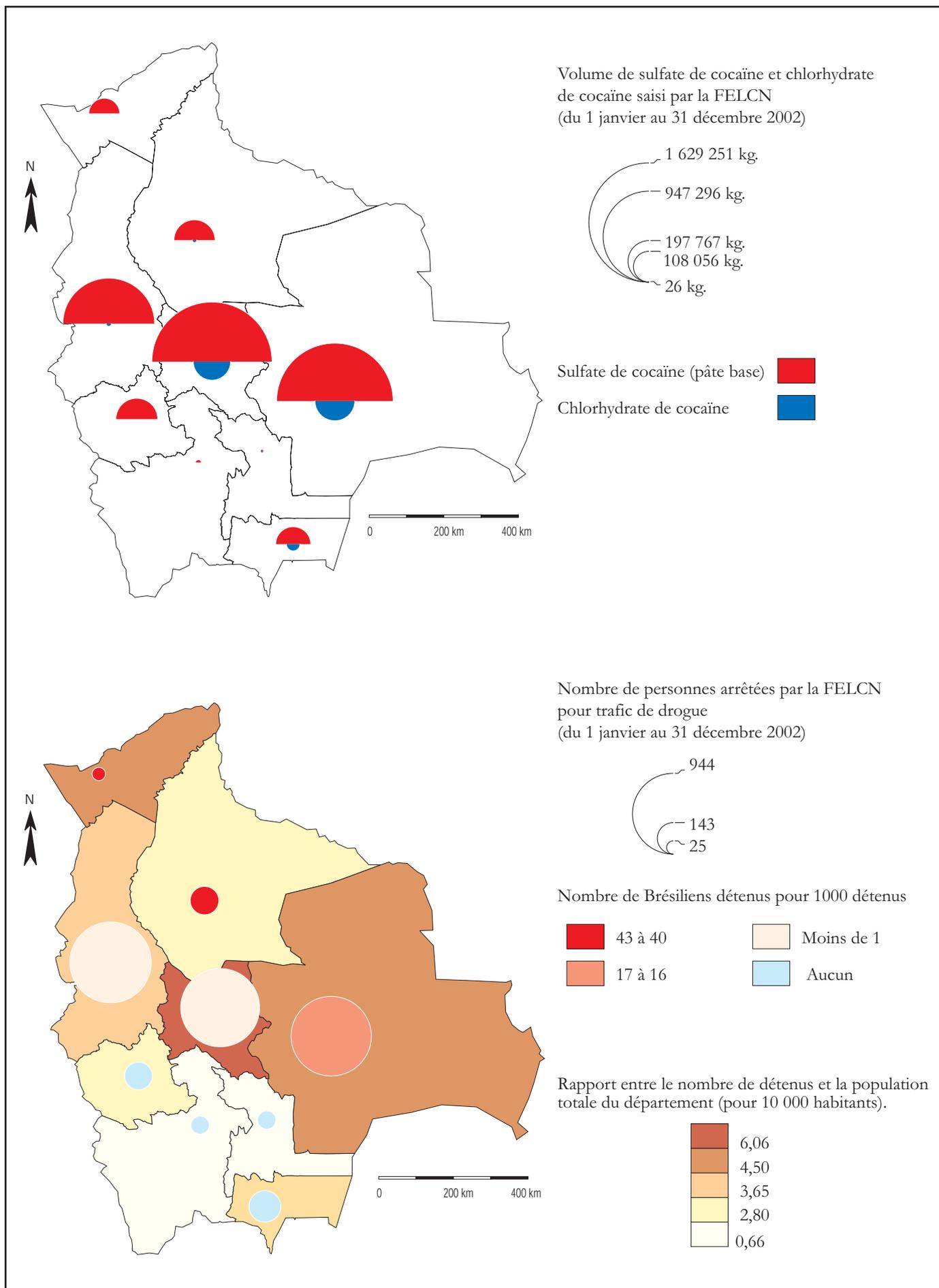
Le narcotrafic est, malgré la politique coca-zéro, une des pierres angulaires de la vie économique de la frontière. Là-bas, tout renvoie l'enquêteur à son importance. Pourtant, au contraire de la contrebande, il ne donne pas lieu à la même logorrhée. La loi du silence n'est jamais aussi forte que dans ces microsociétés de frontière. Malgré cette difficulté, on peut tenter de mesurer le narcotrafic à la frontière. L'encadré ci-dessous permettra de replacer cet instantané dans l'histoire du trafic de drogue à la frontière.

---

<sup>144</sup> Le nombre d'armes confisquées par la FELCN au cours de l'exercice 2002, montre de la même façon l'importance du trafic dans les départements de l'est : 4,57 armes confisquées pour 10 000 habitants dans le Pando, 0,53 à Cochabamba et 0,22 à Santa Cruz. Source : FELCN, rapport confidentiel d'activité 2002. Il s'agit des armes longues et courtes.

### III - 16 Géographie des prises de la force antinarcotique en Bolivie

*L'axe central en tête*



### Encadré III-5 : Évolution du trafic de drogue à la frontière Bolivie-B Brésil entre 1970 et 2000 <sup>145</sup>

#### Les années 70 et 80 : Le trafic est mené depuis la Bolivie

Sous le général Banzer (1971-1978) la Bolivie connaît un boom de production de cocaïne. À cette époque de grands laboratoires de transformation s'installent dans le Beni. Les Brésiliens pouvoient en produits chimiques nécessaires à la transformation du sulfate de cocaïne en pâte base (éther, acétone, acide sulfurique etc.). «Les contrebandiers d'éther et d'acétone constituent le **noyau historique** du grand trafic qui va se développer quelques années plus tard. » <sup>146</sup> Les grands barons de la drogue sont boliviens. Roberto Suárez, depuis son fief de Santa Ana de Yacuma, est l'un d'eux. Celui qu'on a appelé le « parrain de la mafia » <sup>147</sup> était aussi un grand ami du général Banzer. Son cousin, le colonel Luis Arce Gomez, fut surnommé le « ministre de la cocaïne ». Il était ministre de l'intérieur de Garcia Meza en 1981. La pâte base était alors surtout envoyée en Colombie, à Leticia. Seulement une petite partie était transportée au Brésil, directement jusqu'à Manaus, dans de petits avions qui disposaient de plus de 6 heures de vols d'autonomie. Les laboratoires de transformation se trouvaient dans le Beni. En 1986, Noël Kempff Mercado, un biologiste bolivien de renom est assassiné avec deux de ses collègues pour avoir découvert fortuitement le plus grand laboratoire de cocaïne du pays dans la Serrania de Huanchaca (l'affaire fit scandale car si les biologistes furent reçus à coup de mitraillettes c'est qu'ils attendaient la venue de militaires prêts à démanteler leur laboratoire dans le cadre de l'Opération « Blast Furnace » lancée par l'ambassade américaine).

#### 1985 : Extension du phénomène à toute la société de frontière

À partir du milieu des années 80 la situation change. Les chercheurs d'or établis sur le Beni et sur le Mamoré (côté bolivien), comme sur le Madeira, côté brésilien, constituent un milieu social fortement réceptif à la drogue. Les plongeurs consomment tous de la pâte base, qu'ils fument en la mélangeant aux cigarettes. Les contacts entre les *garimpeiros* brésiliens et les revendeurs boliviens se font alors plus fréquents. Certains d'entre eux comprennent le parti qu'ils peuvent tirer de cette pâte base, que l'on peut faire venir sans difficulté de Bolivie. Un nouveau marché se développe, en direction des métropoles brésiliennes (jusqu'à São Paulo et Rio), mais aussi vers les centres urbains du Mato Grosso et du Rondônia (Cuiabá, Porto Velho etc.) à la faveur de la migration des *garimpeiros* dans les faubourgs de ces villes. Les patrons des *garimpos*, eux, se reconvertissent dans l'achat de la pâte base, et de nombreux ressortissants brésiliens, disposant d'un petit capital, se lancent dans l'affaire, sous couvert d'entreprise légale (garages, petits magasins etc...). On voit alors, à côté de la grande mafia internationale, se développer une multitude de réseaux plus modestes ancrés dans la société frontalière.

Côté Bolivie, on vend au tout-venant. La situation de relative impunité de la frontière le permet. Sur le marché de San Matías jusque dans les années 90, la plupart des objets de valeur (voitures, bœufs etc.) se monnaient en kilo de cocaïne. C'est à cette époque que la pratique du troc « voitures volées au Brésil contre cocaïne » se répand. Le pouvoir d'achat des Boliviens est immense. Les négociants dans les villes de la frontière ont été fondés entre la fin des années 80 et le début des années 90. L'argent est réinvesti dans le commerce principalement, mais aussi dans l'élevage. On construit des maisons, des immeubles même. C'est l'âge d'or dont les habitants parlent aujourd'hui avec nostalgie. Les narcodollars coulent à flot.

#### 1995 : Le début d'une répression organisée

En Bolivie, cette situation change à partir de 1997. Le commerce de la drogue ne peut plus être aussi ostensible. Entre 1995 et 2000, des bataillons des UMOPAR, financés par les États-Unis s'installent dans les villes de la frontière. Le commerce de drogue, dont on riait entre amis, devient un sujet tabou, qui ne se raconte plus aux étrangers, où alors à demi-mot. Face à cette répression, certains petits commerçants lâchent prise. Il faut plus de moyens pour tenir le commerce. C'est à cette époque que des centaines de Boliviens migrent et s'installent au Brésil pour réorganiser le commerce illicite depuis ce côté-ci de la frontière. Le phénomène est observé par Christian Geffray à Costa Marques. Il le met également en relation avec l'achèvement de la BR 429 qui relie cette bourgade frontalière à l'axe majeur du Rondônia, la BR 364.<sup>148</sup>

## 3-2-1 Opérations de la force anti-drogue sur la frontière

Les agents de la FELCN avec les bataillons d'UMOPAR\*,<sup>149</sup> sont profondément isolés au sein de la société frontalière. Ils ressentent vivement cette sourde opposition de tout un village.

<sup>145</sup> Cet encadré doit beaucoup aux recherches menées par Christian Geffray entre 1994 et 1996 dans le Rondônia et au Mato Grosso, ainsi qu'aux souvenirs de l'âge d'or collectés ici où là dans les villes frontalières boliviennes. Pour la localisation du phénomène voir la carte, ci-dessous, III-18 Carte synthétique du trafic de drogue sur la frontière, p. 384

<sup>146</sup> Geffray, Christian 1996 *Enquête Mato Grosso - octobre novembre 1995*, p. 8

<sup>147</sup> Latin America Bureau 1982 *Narcotráfico y política : militarismo y mafia en Bolivia*, p.18.

<sup>148</sup> Geffray, Christian 2002 *History of two cities in between drug trafficking : Guajara-Mirim and Costa Marques*

<sup>149</sup> Unité mobile de police rurale, rattaché à la FELCN, voir lexique en fin d'ouvrage.

Aussi, lorsqu'un enquêteur vient les voir pour les interroger sur « leur mission », ils sont, pour la plupart, peu avares d'information sur les opérations anti-drogues qu'ils organisent. Une chance, car, de l'autre côté, les trafiquants sont moins loquaces.<sup>150</sup> Leur activité permet, en négatif, de saisir la réalité du narcotrafic à la frontière. Elles sont de plusieurs natures : soit il s'agit de remonter la filière et de saisir les précurseurs, soit on se contente d'attraper quelques passeurs malchanceux.

### **Empêcher la transformation de la coca en cocaïne**

En 2001, l'opération « Six frontières » a donné lieu à des actions ciblées contre les villes frontalières.<sup>151</sup> À Guayamerín, 9 200 litres de diesel et 400 litres d'essence ont été confisqués. À Puerto Quijarro, 400 litres de diesel et 25 kilos de soude caustique ont été saisis. À San Matias 600 litres d'acide chlorhydrique ont été récupérés, ainsi que 2 000 litres d'alcool méthylique et 600 litres d'acétone. L'encadré ci-dessous permet de comprendre l'importance de ces précurseurs dans la fabrication de la cocaïne.

#### **Encadré III-6 : De la feuille de coca à la cocaïne pure<sup>152</sup>**

Les feuilles de coca séchées sont mélangées avec de l'acide sulfurique dilué dans de l'eau. L'acide agit comme un dissolvant. On obtient un mélange hétérogène qui est écrasé pour former une pâte homogène. On y ajoute du kérosène, qui permet à l'alcaloïde contenu dans cette pâte de remonter à la surface. Le jus d'alcaloïde est récupéré et transvasé dans des récipients *ad hoc*. On le concentre en le faisant sécher sur le sol et en le pressant. Une fois sec on obtient du sulfate de cocaïne. C'est la fameuse « base », ou pâte base. Elle peut être consommée directement (en la mélangeant avec du tabac), mais la concentration de la cocaïne inhalée par le fumeur est encore très faible.

Il faut, par la suite, laver cette pâte de sulfate de cocaïne pour lui enlever toutes ses impuretés. Pour cette opération, on utilise de l'éther, ou de l'acétone, plus fréquent aujourd'hui car son odeur est moins forte. Une fois la pâte base lavée, on y ajoute du chlorhydrate et on obtient ainsi le produit final : le chlorhydrate de cocaïne. C'est ce produit qu'on appelle la cocaïne pure, ou encore la cocaïne cristal. Sa couleur est blanche, tandis que la pâte base est d'une couleur marron-beige. Il est courant, pour obtenir plus de produit fini, de mélanger une nouvelle fois la cocaïne pure avec d'autres produits (sucre raffiné, talc etc.).

Avec 275 kg de feuille de coca, on fabrique, 2,5 kg de pâte base, qui permettent d'obtenir 1 kg de pâte base « lavée », dont on peut tirer (en fonction de l'efficacité du produit chimique utilisé) entre 500 et 700 grammes de cocaïne. Avec un kilo de cocaïne pure on peut obtenir 10 kilogrammes de cocaïne mélangée.

Malgré la publicité qui avait été faite autour de cette opération, les agents de la FELCN reconnaissent qu'ils ont du mal à intercepter les laboratoires de transformation. Surtout depuis que ceux-ci se sont égrenés dans les grandes villes de l'Altiplano (à El Alto et à Cochabamba) ou à Santa Cruz. Le quotidien des anti-narcos à la frontière est plus paisible. La routine consiste à cueillir quelques porteurs de drogue avant qu'ils n'atteignent le grand marché de consommation et de réexportation que représente le Brésil.

### **La routine ordinaire des anti-narcos à la frontière**

Les agents de la FELCN, présents sur la frontière, nuancent l'enthousiasme des institutions gouvernementales quant à la disparition rapide du narcotrafic. Tous soulignent, au contraire, que les

<sup>150</sup> Je n'ai jamais trop lutté contre cette réticence des narcotrafiquants, car, ne pas savoir sur ces terrains à risque, ou faire figure de ne pas savoir, permet de se protéger.

<sup>151</sup> L'opération « Six frontières » a été coordonnée par le Brésil en 2001. Elle regroupait l'Équateur, la Colombie, le Pérou et le Venezuela, et a donné lieu à d'autres actions dans tous ces pays. L'objectif était de réaliser des actions coordonnées pour lutter contre le trafic illégal des substances chimiques nécessaires à la transformation de la feuille de coca en cocaïne.

<sup>152</sup> D'après Latin America Bureau 1982 *Narcotráfico y política : militarismo y mafia en Bolivia*,

prises sont sans cesse plus importantes. À Guayaramerín, le lieutenant de la FELCN affirme que le volume mensuel de drogue confisquée est passé de 11,5 kilos (pâte base et cocaïne pure) en 2002, à 43,5 kilos pour les six premiers mois de 2003.<sup>153</sup> Lorsqu'on l'interroge sur cette croissance exponentielle des prises, il évoque, bien sûr, l'efficacité redoublée de leur travail. Il reconnaît aussi que le trafic a dû augmenter ces derniers temps. La vérité est que Guayaramerín est devenu un centre de stockage de la cocaïne, avant qu'elle ne passe au Brésil (via Cachuela Esperanza, Villa Bela ou directement à partir de Guayaramerín). À Cobija, le commandant Jorge Vaca affirme que son unité a saisi 150 kilogrammes de pâte base en 2002, soit 12,5 kilogrammes par mois.<sup>154</sup> En 2001, en une seule opération à Santa Rosa de Abuná, ils avaient récupéré 12,5 kilogrammes de cocaïne pure.<sup>155</sup> Enfin le lieutenant Erik Flores, de Quijarro se plaignait de l'augmentation incessante des prises qui les obligeait à recourir à des incinérations de drogue de plus en plus fréquentes. En 2002, le volume de pâte base saisie s'est élevé à 502, 24 kilogrammes sur toute la frontière du département de Santa Cruz (San Matías, San Ignacio et Puerto Quijarro).<sup>156</sup>

Ces chiffres témoignent de l'importance du trafic de drogue dans la zone. Le lieutenant Flores de Quijarro, comme Jorge Vaca à Cobija, pensent que 20 à 25% du volume total de la drogue est saisi. À Guayaramerín, au bataillon de la FELCN, on parle plus volontiers de 10%. Si on retenait ce chiffre, 1,5 tonne de drogue serait passée dans le secteur de Cobija, presque autant à Guayaramerín (1,4 tonne) et plus de 5 tonnes sur la frontière sud.

### ***3-2-2 La frontière orientale dans de nouveaux réseaux***

La relation mécanique, établie par le gouvernement bolivien, entre réduction des superficies de cocaïers et baisse du narcotraffic n'est pas aussi évidente, si on l'observe depuis la frontière. Le seul effet certain de la politique de lutte anti-drogue est d'avoir changé les réseaux.

#### **« La Bolivie est un pays de transit de drogue » (doxa officielle)**

Pour expliquer la persistance du narcotraffic, en dépit des campagnes d'éradication, les autorités boliviennes ont une parade : elles disent que ce n'est plus la drogue bolivienne, mais la drogue péruvienne qui profite des réseaux boliviens, pour s'exporter en direction du Brésil. « La Bolivie est un pays de transit », dit le chargé de communication de la FELCN à La Paz.<sup>157</sup> Erik Flores, lieutenant à Quijarro, reprend cette doxa : il estime que 50% de la drogue saisie est

---

<sup>153</sup> Entretien réalisé le 08/07/03 avec le « lieutenant Erik ». En réalité, un peu par paranoïa, un peu avec raison, les officiers de la FELCN n'aiment pas donner leur nom. Je pense qu'ils utilisent souvent des faux noms. Ainsi, parmi les 4 commandants de la FELCN rencontrés dans les 4 villes frontalières, il y en avait deux qui se faisaient appelé Erik (à Puerto Quijarro et à Guayaramerín), prénom de guerrier qui sied bien, sans doute, à un lieutenant anti-narco.

<sup>154</sup> Ce chiffre est légèrement supérieur à celui enregistré au bureau central de la FELCN, à La Paz (Département III des opérations, Division enregistrements et statistiques), qui donnait 108,56 kilogrammes de pâte base confisquée pour Cobija.

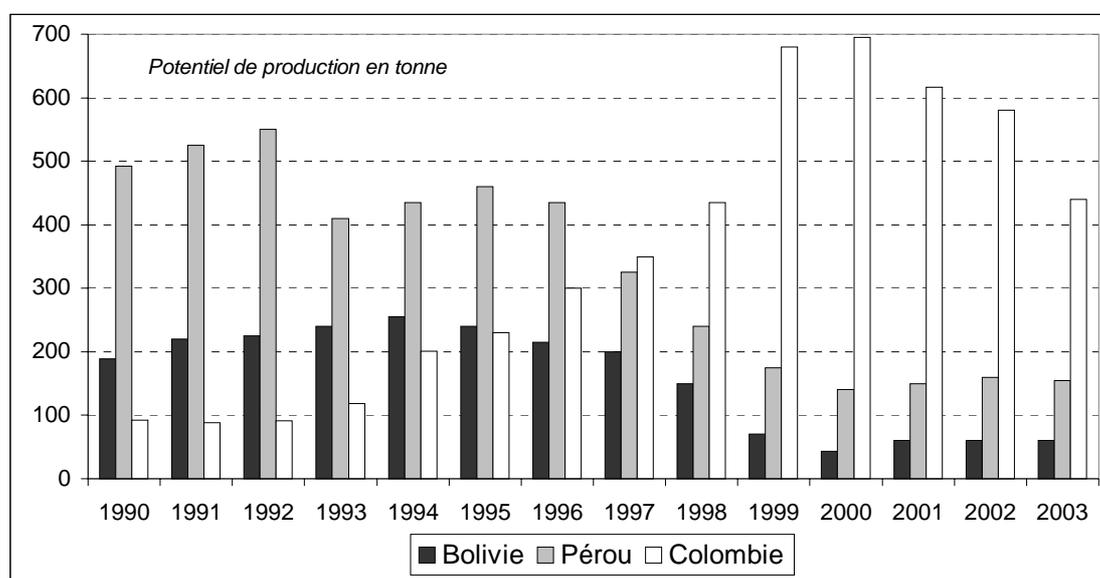
<sup>155</sup> Entretien réalisé à Cobija le 17/04/03.

<sup>156</sup> On notera au passage que les commandants de la FELCN ont une conception fort différente de leur devoir de réserve. Si à Puerto Quijarro nous avons pu assister à toutes les opérations menées par la FELCN, à San Matias, le commandant, apeuré, avait souhaité que le juge fiscal participe à notre entretien pour contrôler l'information qu'il allait me donner. En réalité je n'avais obtenu aucune donnée précise. Entretien réalisé le 25/09/03 à San Matias.

<sup>157</sup> Entretien réalisé à La Paz, le 18/03/03, avec Edgar Birueta, chargé de communication à la FELCN.

péruvienne. C'est son intime conviction, car, dans le fond, rien ne ressemble plus à de la pâte base bolivienne que de la pâte base péruvienne.

**Figure III-15 : Évolution du potentiel de production de cocaïne des pays andins<sup>158</sup>**



L'argument clef de cette théorie réside dans le graphique ci-dessus qui montre l'importance relative de la production péruvienne. Si cette thèse officielle est confortable (elle permet au gouvernement bolivien de ne pas trop s'interroger sur la réalité de la baisse de la production de cocaïne en Bolivie<sup>159</sup>), elle est partiellement vérifiée par la réorganisation des réseaux de drogue à la frontière.

### **Droque bolivienne + péruvienne = plus de trafic à la frontière**

Dernièrement, une partie du narcotrafic s'est déplacée de Guayaramerín à Cobija. Cela s'explique en partie par l'action de la FELCN dans la première ville.<sup>160</sup> Mais le plus important n'est pas là. Le fait que Cobija soit assez proche de la longue frontière amazonienne qui sépare le Pérou de la Bolivie est plus déterminant. Les porteurs de drogue passent facilement cette frontière mal surveillée, et qui est longée, côté péruvien, par la route de Puerto Maldonado à Iñapari. Par la suite ils se rendent à Cobija, où la drogue est stockée avant de passer la frontière brésilienne.<sup>161</sup> À Guayaramerín aussi on s'est mis à faire dans la péruvienne. La drogue passe la frontière à Puerto Heath, sur le Madre de Dios, puis elle traverse le Pando sur ce fleuve jusqu'à Riberalta et Guayaramerín. À Puerto Suárez/Quijarro, la drogue péruvienne est interceptée par la FELCN à la sortie du train sur des « mules »,<sup>162</sup> qui ont commis pour unique faute de tenter la chance de leur

<sup>158</sup> Unodc 2004 *2004 World drug report (includes latest trends, analysis and statistics)*, p.229

<sup>159</sup> Nombreux sont ceux qui contestent en effet, le fait que la production de cocaïne ait baissé de manière aussi rapide. Ils disent que les plants de coca ont un meilleur rendement, qu'ils sont plus concentrés en cocaïne, que pour chaque plant arraché un plant est replanté, mieux caché et plus difficile à débusquer. Voir Labrousse, Alain 2000 *Bolivie une réussite ambiguë de la guerre à la drogue*

<sup>160</sup> À Guayaramerín, la FELCN s'est installée plus précocement (en 1990) qu'à Cobija et elle y dispose de plus de moyens.

<sup>161</sup> Voir l'encadré III-7 pour plus de précisions sur l'organisation du narcotrafic à Cobija, p. 383

<sup>162</sup> C'est ainsi que l'on qualifie les petits porteurs de drogue.

vie.<sup>163</sup> La drogue qu'ils transportent provient en général de centres de stockage situés sur l'Altiplano, et tout particulièrement à El Alto, la ville jumelle de La Paz, qui se trouve à moins de 50 kilomètres de la frontière péruvienne.<sup>164</sup> Cependant une partie du trafic est encore alimenté par la cocaïne bolivienne. À Guayaramerín, la drogue bolivienne, des Yungas et du Chaparé, arrive à la frontière – via Santa Cruz et Trinidad, ou en empruntant la route des Yungas.

Drogue péruvienne ou drogue bolivienne, ce qui est sûr c'est que la frontière orientale reste un point clef des réseaux du narcotrafic. Dans une conférence de presse donnée en novembre 2004, le chef de la FELCN précisait que, 127 kilos de cocaïne et de marijuana étaient confisqués par jour en Bolivie. Selon lui, les trois principaux corridors de la drogue se trouvaient sur les routes La Paz - Oruro, La Paz - Cobija et Guayaramerín, et, Santa Cruz - Puerto Suárez/Quijarro et San Matías.<sup>165</sup>

### ***3-3 Le narcotrafic au centre d'une société de frontière***

Qu'il s'adapte, qu'il change ou qu'il se cache, le narcotrafic reste omniprésent sur la frontière. Cette permanence doit être interrogée pour ce qu'elle nous dit de la société frontalière. Certains comportements sociaux sont façonnés par cette activité hautement illicite, même si nul ne peut dire si la présence du narcotrafic a donné naissance à de tels comportements, ou si, au contraire, ils étaient antérieurs et ont permis le développement du narcotrafic.

#### ***3-3-1 Être riches et violents***

« Être riche et violent ». Ce programme nous rappelle toutes les mafias du monde, de New York à HongKong. La richesse est de celles qui se montrent, sans se démontrer. La violence est celle illégitime, d'un groupe autorégulé, parce que sa dimension illégale ne lui permet pas de recourir à la violence détenue par l'État.

#### **Signe extérieur de richesse : tourner autour des places**

La richesse générée par le narcotrafic on la voit beaucoup, mais on n'en parle peu. Au détour d'un entretien, quelques remarques sont parfois éclairantes. « Bien sûr que les gens sont riches, ici, regardez comment ils tournent tous les soirs autour de la place », confie Ramiro Torrico, entrepreneur de Guayaramerín.<sup>166</sup> Tourner autour des places, voilà un signe étonnant de réussite sociale. À Guayaramerín, pour faire étalage de sa puissance, il n'y a guère plus efficace. Les 4\*4 Mitsubishi dernier cri font donc le tour de la place principale, remontent l'avenue, la redescendent jusqu'au port et reviennent tourner une nouvelle fois. Le manège, bien réglé, recommence tous les

<sup>163</sup> En vérité, les hommes qui contrôlent le trafic ont une méthode assez rustique pour envoyer la drogue au Brésil. Elle consiste à peu investir sur chaque passeur, qui en l'absence de moyen sophistiqué passe la frontière à pied. S'il s'en sort tant mieux pour lui, sinon l'affaire n'est pas si grave, car la drogue ne prend de la valeur qu'une fois passée au Brésil.

<sup>164</sup> Ce fait est corroboré par l'importance des prises dans le département de La Paz – cf carte III – 14.

<sup>165</sup> Il s'agissait de Luis Caballero. La conférence avait eu lieu à la suite d'une prise de 94,5 kilos de drogue à destination du Brésil, voir El Mundo 2004 *FELCN confisca 94.7 kilos de droga con destino al Brasil*, édition du 5 novembre 2004.

<sup>166</sup> Entretien réalisé à Guayaramerín le 10/07/03.

soirs, mais c'est le dimanche qu'il attire le plus de monde. Il n'y a pas que les nantis qui y participent. Les moins fortunés sont là aussi, à trois ou quatre sur une moto. Certes, cette chorégraphie participe d'une coutume partagée dans tout l'Orient, mais dans les villes du narcotraffic on tourne plus longtemps et plus souvent.<sup>167</sup> « Qui, ailleurs en Bolivie, pourrait dépenser autant d'essence en vain ? », ajoutait Ramiro Torrico, sûr d'avoir trouvé le meilleur argument pour démontrer la diffusion de l'argent de la drogue dans toutes les couches de la société. À un autre moment, le lieutenant de la FELCN de Guayaramerín faisait cette remarque, du même acabit. « Ici, il n'y a pas d'agriculture, il n'y a pas de bétail, il n'y a pas d'usine. La ville ne génère apparemment aucune richesse. Comment se fait-il alors qu'il y ait autant d'argent étalé partout ? »<sup>168</sup> Effectivement, seulement 70 éleveurs sont inscrits à l'association des éleveurs,<sup>169</sup> ce qui est dérisoire pour un municipe de 40 440 habitants, et l'industrie est quasiment absente.

Aiguillonné par ces quelques remarques, l'observateur finit par déceler ces signes d'une richesse disproportionnée par rapport aux capacités de production. À Puerto Quijarro, il est instructif, une nouvelle fois, de regarder la place municipale les jours où se tient le conseil municipal. Les conseillers, personnages influents du municipe sont venus en voiture. De ces voitures qu'on ne voit dans aucune autre petite ville de Bolivie : là aussi les 4\*4 presque neufs sont garés en ordre. Chacun vaut plus de 50 000 dollars. Rutilants et hiératiques, le pare buffle astiqué, ils forment comme une statue à la gloire du narcotraffic.<sup>170</sup>

## **Les narcodollars et le commerce**

En dehors de ces signes extérieurs de richesse, il est difficile de connaître précisément l'argent généré par le narcotraffic. On pourrait faire un calcul simple. Si, dans chaque ville frontalière entre 1,5 et 2 tonnes de pâte base passe tous les ans, et que la pâte base vaut entre 1500 et 2500 dollars le kilo, cela signifierait que quelques 3 millions de dollars transitent dans ces lieux. Mais, en l'absence d'une estimation valable du volume de drogue qui passe la frontière, ces calculs restent sujets à caution.

Ce qui est sûr c'est que la valeur du capital circulant grâce à la drogue est prodigieusement élevée. Les plus-values réalisées lors de chaque transaction le sont également. Elles sont fondamentales pour comprendre l'économie de la frontière. Grâce à la cocaïne, tout frontalier, s'il dispose d'un petit capital de départ, peut s'enrichir rapidement. « Chaque transaction, ou arrêt sur la route de la drogue génère entre 100 et 500% de bénéfice. »<sup>171</sup> En 1995 Christian Geffray affirmait que « le kilo de cocaïne valait environ 1000 US dollars acheté à San Matias et il en

---

<sup>167</sup> Seule Cobija a perdu cette coutume depuis que des urbanistes ont eu l'idée de fermer la place sur un côté, ce qui empêche de la contourner. Elle en a perdu beaucoup de son pouvoir d'attraction.

<sup>168</sup> Entretien réalisé à Guayaramerín, le 09/07/03.

<sup>169</sup> Données de l'Association des éleveurs de Guayaramerín. Chaque municipe possède une telle association qui regroupe le plus souvent les plus grands éleveurs.

<sup>170</sup> Voir photo en fin de chapitre.

<sup>171</sup> Machado, Lia O. 2001 *La cuenca oriental del Amazonas y el complejo coca-cocaina*, p. 58.

rapportait 3000 à celui qui le revendait à Cuiabá» (quelques centaines de kilomètres plus loin).<sup>172</sup> Nul ne peut imaginer un investissement plus rentable : la mise de fond est multipliée par 3, 4 ou 5.

On comprend dès lors mieux l'essor du commerce dans les villes frontalières. Qu'il s'agisse de contrebande de produits licites en direction des marchés boliviens, ou de revente de produits importés d'Iquique, le capital de départ est toujours important. Dans les magasins de Guayaramerín, on trouve des produits de luxe, cosmétiques français ou appareils électrodomestiques. Seule une économie souterraine peut expliquer la présence de tels produits. Lorsque les habitants parlent de l'âge d'or de ces villes, dans le début des années 90, il est vraisemblable qu'ils ne font pas seulement allusion au *real fort*. Ils pensent à l'époque où l'on pouvait narco-trafiquer en paix.

### **La violence d'une société de frontière**

La violence de la société frontalière s'explique aussi par cette économie cachée. Les affrontements entre contrebandiers et institutions étatiques sont sans doute motivés pour d'autres raisons que le simple refus de l'ingérence de l'État dans les affaires de contrebande classique. Si les contrebandiers se rebellent avec tant de force, c'est que l'intensification des contrôles étatiques dans les affaires de drogue a déstabilisé toute une économie régionale, en partie alimentée par l'argent de la drogue.

En dehors de cette violence ouverte, qui cache ses motifs, il existe aussi une violence cachée, détenue par les groupes mafieux du narcotrafic. Si elle n'est jamais gratuite, la violence, dans ce cas-là, n'est, en revanche, pas très chère. Sur la frontière, on se plaît à dire que les Brésiliens tuent pour 10 dollars. La rumeur est invérifiable, mais il est certain que la complaisance avec laquelle on la raconte à l'enquêteur, dès qu'il aborde la question du narcotrafic, lui donne un tour de menace larvée.<sup>173</sup> Le nombre d'armes saisies par la FELCN dans les départements orientaux prouve d'ailleurs que cette violence n'est pas que le fait de Brésiliens mandatés par des Boliviens.<sup>174</sup> Le plus souvent, ce sont des passeurs qui en savent trop qui sont éliminés par les organisations criminelles. Le 1 novembre 2004, Mario Mojica Montaña, chauffeur de la *Flota\* Trans Carretón* qui assure la liaison entre Santa Cruz et San Matías, est assassiné. On retrouve son corps dans le bus stationné à deux rues du marché municipal, au centre de la ville. Les agents des UMOPAR récupèrent 25 kilos de cocaïne cachés dans les compartiments du bus.<sup>175</sup> Qu'un homme puisse être assassiné au cœur de la ville sans que ses assassins ne soient capturés montre à quel point la violence détenue par les narcotrafiquants est devenue, pour de nombreux frontaliers, presque aussi légitime que celle l'État.

<sup>172</sup> Geffray, Christian 1996 *Enquête Mato Grosso - octobre novembre 1995*, p. 17

<sup>173</sup> A propos d'un entretien réalisé avec le gérant de la CAINCO à Puerto Suárez, le 30/04/03. Mise en garde réitérée de la même manière, à San Matías par le chef de la FELCN (le 24/09/03) ou encore à Guayaramerín par le président du Comité civique en juillet 2002.

<sup>174</sup> Pourtant les policiers et les militaires boliviens insistent tous pour dire que les meurtres sur la frontière sont en majorité dus aux Péruviens et aux Brésiliens. On trouvera une illustration de ce point de vue dans le rapport secret des forces de la FELCN de Cobija – encadré III-6, ci-dessous.

<sup>175</sup> Voir *El Mundo*, 2004 *Asesinato en San Matías fue por droga* (édition du 18 novembre 2004). Tout laisse supposer que cette compagnie effectuait des transferts fréquents de drogue jusqu'à San Matías.

Dans la nouvelle prison de Cobija, à Villa Busch, il y avait 84 prisonniers en 2003. 39 d'entre eux étaient retenus pour narcotrafic. C'est là un autre indice du lien entre l'insécurité grandissante de ces villes et le trafic de drogue. Dans cette même ville, les cas d'homicides sont en forte augmentation : 8 meurtres en 2000, 15 en 2001 et 21 en 2002. Le lieutenant de Police tente de nuancer ce tableau. Il accuse les Brésiliens « qui sont plus armés », et qui « sont les seuls à cambrioler les maisons et les magasins ». Il affirme que « la croissance des homicides suit logiquement la croissance démographique de la ville ».<sup>176</sup> Ces arguments sont spécieux, car la croissance démographique (+ 7,4% par an dans la dernière période intercensitaire) est bien en deçà de cette montée de la violence. Et le fait qu'il y ait seulement 4 étrangers (Brésiliens ou Péruviens) dans la prison de Cobija démontre au moins qu'ils ne sont pas les seuls responsables de la violence frontalière. À Guayaramerín, la situation est encore plus grave. Tout un quartier est classé en « zone rouge » par la police et par la FELCN<sup>177</sup>, ils ne peuvent plus y pénétrer. Pour y remédier, l'ambassade américaine finance la construction d'une nouvelle caserne de police au cœur de ce quartier, en plus de celle de la FELCN inaugurée en mai 2003.<sup>178</sup>

« Toute cette violence est liée au narcotrafic », concluait Hugo Serrate, sous-préfet de San Matías après avoir évoqué des faits similaires.<sup>179</sup> Pour en arriver à une telle conclusion, il était passé par quelques circonvolutions de langage. Les vols, les assassinats, les attaques de voitures, il ne les relie, tout d'abord, qu'à un fait de structure géographique. « C'est parce que nous sommes sur la frontière ». Il faut lui demander d'explicitier le rapport entre la frontière et la violence pour qu'il consente à lâcher ce terme de narcotrafic, qu'on préfère taire aux étrangers.

### ***3-3-2 Narcos contre anti-narcos, le combat inégal***

La politique anti-drogue n'a pas éradiqué totalement le narcotrafic à la frontière, tout au plus a-t-elle changé ses modes de fonctionnement et son organisation géographique. Si la guerre contre la drogue n'est pas finie, il est sûr que la première bataille a été remportée par les narcotrafiquants. Cet échec s'explique par le déséquilibre des forces en présence sur la frontière. Tant que la population restera complice du narcotrafic, il perdurera et « le moral des narcotrafiquants restera bon », pour reprendre les termes d'un rapport de la FELCN – Cobija.<sup>180</sup>

---

<sup>176</sup> Données fournies par le lieutenant de Police Carlos Morón Entretien réalisé avec le lieutenant de Police Carlos Morón, Cobija, le 17/04/03.

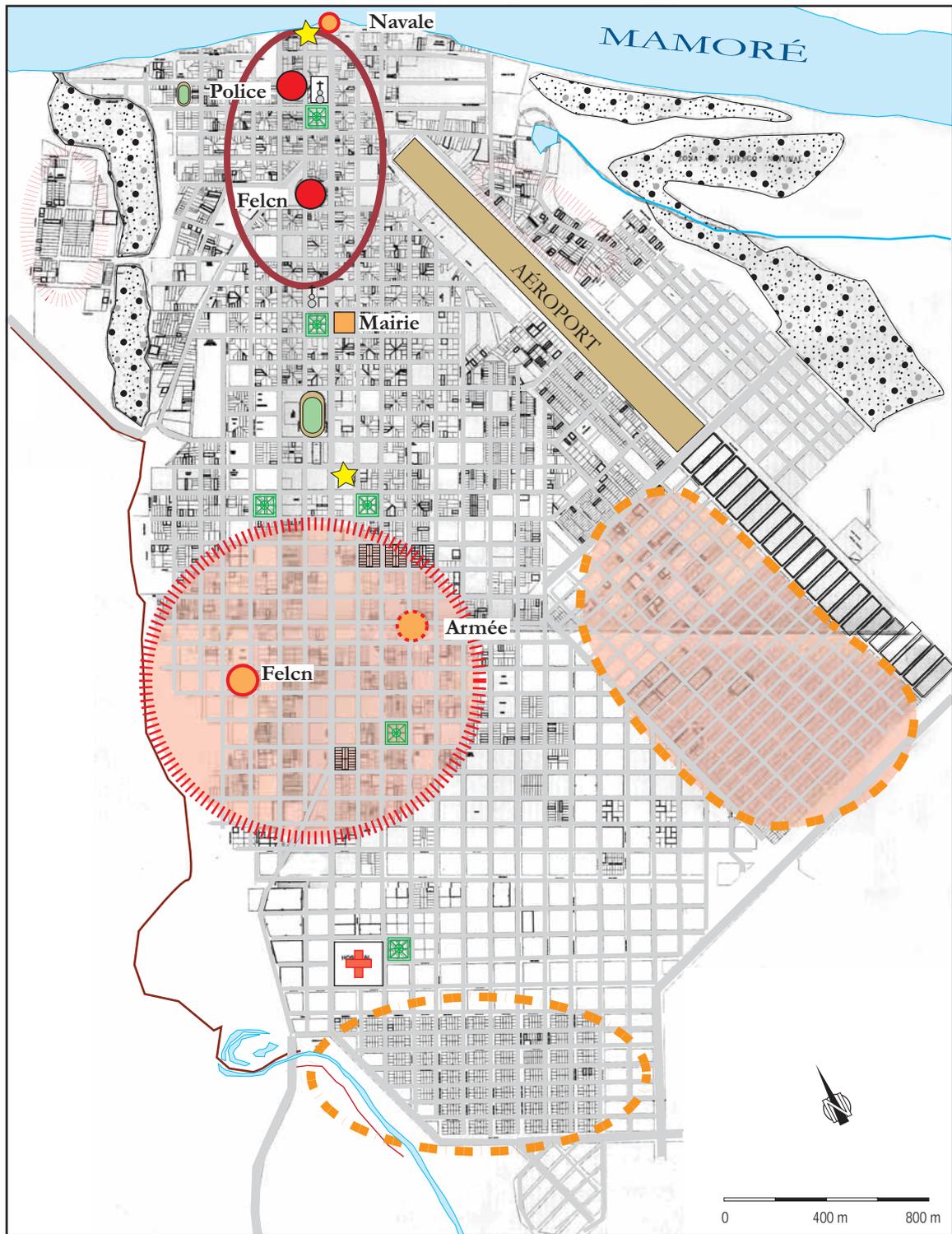
<sup>177</sup> Il s'agit des quartiers récents les plus loin des rives du Mamoré, entre autre le quartier Villa Primero de Mayo et le quartier 18 de Noviembre.

<sup>178</sup> Financement assuré par la NAS, la division anti-narcotique de l'Ambassade des États-Unis. La nouvelle caserne de la FELCN – bataillon UMOPAR de Guayaramerín est immense (10 000 mètres carrés). Elle se trouve dans les quartiers périphériques de la ville. Elle porte le nom de Stanley Schrager, le directeur de la NAS en Bolivie, « en hommage à l'aide apportée par les États-Unis dans la politique de lutte contre la drogue. »

<sup>179</sup> Entretien réalisé à San Matías, le 22/09/03.

<sup>180</sup> Rapport confidentiel de la FELCN – Cobija. Voir encadré III-7 p. 383

III - 17 Guayaramerín : Croissance urbaine et zones interlopes  
 Nouvelle implantation géographique des institutions étatiques de contrôle social



Letitia Perrier Bruslé 2004 - Fond de carte "Plano director de Guayaramerín 2003"

I - Infrastructures urbaines

- Mairie 
- Eglise 
- Stade 
- Place 
- Nouvel hôpital 
- Terminal terrestre ou portuaire 

II - Quartiers anciens et nouveaux

- Vieux Guayaramerín
- Quartier construit dans les années 80 et 90
- Zone d'expansion actuelle
- Quartier difficile à contrôler  
(Zone de trafic illicite)

- 
- 
- 
- 

III - Contrôle social

- Anciennes casernes 
- Nouvelles casernes
- Achevée* 
- En construction* 

## **Tout le village acquis à la cause du narcotrafic**

« 90 % des gens de la ville ont un rapport avec la drogue » affirme le lieutenant de la FELCN de Guayaramerín. « Qu'ils soient complices ou qu'ils soient acteurs, ils sont tous plus ou moins liés à cette activité. », ajoutait-il.<sup>181</sup> Jorge Vaca, le lieutenant de la FELCN à Cobija, va dans ce sens. Lors de leur dernière opération, 17 kilos de drogue avaient été saisis au domicile d'une famille récemment installée dans la ville. Les narcotrafiquants péruviens payaient le loyer pour pouvoir déposer de la drogue dans la maison, avant de la faire passer au Brésil.<sup>182</sup> Ce genre d'arrangements est fréquent. Les populations, mal au fait des risques encourus, se laissent acheter pour quelques cadeaux ou quelques dollars.

Les anti-narcos sont d'accord sur ce point : sans le soutien de la population locale aux narcotrafiquants, leur travail avancerait plus vite. En sus des habitants qui rendent quelques services, il y a toute une partie de la population qui se rend complice par le simple refus de dénoncer des narcotrafiquants connus de tous. « Bien sûr que je les connais les narcotrafiquants, ici tout le monde sait qui ils sont », affirmait Walter Justiniano, le président du Comité Civique de Guayaramerín<sup>183</sup>, comme si il était naturel que cette éminente personnalité de la ville sache ce fait sans le rapporter aux autorités. Sur la frontière, l'omerta est plus forte que partout ailleurs. Elle est le propre d'une société qui a longtemps vécu selon ses propres règles, en l'absence de contrôle étatique. La tradition d'opposition à l'État et la revendication du particularisme frontalier, fut-il fondé sur le narcotrafic, ont aussi leur part.

## **En face les anti-narcos ne font pas le poids**

Cette collusion générale de la société frontalière avec le narcotrafic se laisse entrevoir dans les rapports qu'elle entretient avec les membres de la FELCN.

La nécessaire indépendance de cet organisme vis-à-vis des autres institutions étatiques, plus liées à la société locale, est constamment soulignée. Le sous préfet de San Matías, Hugo Serrate, affirme que la FELCN travaille de manière totalement indépendante et qu'elle n'entretient aucun rapport avec la police. Elle n'a pas, non plus, de relation avec les élus locaux. À lui-même, elle ne rend aucun compte, bien qu'il soit le représentant de l'administration départementale.<sup>184</sup> Cette attitude est facile à interpréter. Les anti-narcos partent du principe que tout le village est impliqué dans le narcotrafic. À ce titre, ils doivent se prévenir de tout contact avec ces gens qui font parti de l'autre bord.

Un jeune soldat de 23 ans, en poste au 6<sup>ème</sup> district naval de Cobija, me raconta un jour son histoire. Elle illustre bien les relations tendues entre population frontalière et anti-narcos. Habitué des postes frontières, il avait commencé sa carrière dans le département de Santa Cruz, au poste

---

<sup>181</sup> Entretien réalisé le 09/07/03 à Guayaramerín.

<sup>182</sup> Entretien réalisé le 17/04/03 à Cobija.

<sup>183</sup> Entretien réalisé le 08/07/03 à Guayaramerín.

<sup>184</sup> Entretien réalisé le 22/09/03 à San Matías.

frontalier de la navale sur l'Iteñez. Après un an de bons et loyaux services, il est envoyé pour faire une formation d'un an à Panama, financée par les États-Unis. Cette formation lui permet d'intégrer le bataillon d'élite de l'UMOPAR\* de Trinidad, sa ville de naissance. Quelques temps après, il est muté à Guayaramerín. De virées nocturnes en virées nocturnes, il finit par faire un enfant à une fille de la ville. Erreur fatale, ce qui aurait été sans conséquence s'il avait appartenu à un autre bataillon met fin à sa carrière promise à un bel avenir. Quand on travaille chez les anti-narcos, on ne doit pas avoir de contact avec la population locale. Des menaces furent proférées contre sa fille et sa « femme », il ne pouvait plus travailler à Guayaramerín. Il est rapidement muté à Cobija et réintègre son corps d'origine, la navale.<sup>185</sup>

La vie de la femme d'Alvaro Marcelo Flores, *alias* lieutenant Erik, chef de la FELCN à Quijarro, illustre d'une autre façon la mise au ban de la société des anti-narcos. Sans trop pouvoir se l'expliquer, elle s'ennuie depuis que son militaire de mari a pris son poste dans cette ville de narcotraquant. Elle a la nostalgie du pays, elle pense à la nourriture andine qui lui manque. Elle s'occupe de sa fille, qui ne va pas à l'école – et pour cause. Elle ne sait pas trop quoi faire et ne rencontre jamais personne. Les soirs de fête, elle est attablée avec son mari à la pizzeria de Puerto Suárez. Il y a comme une bulle autour d'eux qui les isole des autres tables. En vérité, elle est paria sans le savoir, et son étrange mal être vient de là.

Dans ce contexte on comprend que les rapports deviennent vite conflictuels entre les uns et les autres. D'un clan à l'autre, on s'accuse des pires maux. Jorge Vaca, de la FELCN à Cobija, se plaint par exemple de la clémence des juges, issus de la société locale. « Ils ne prennent pas conscience de la gravité des faits et relâchent les prévenus pour des actes qui leur semblent anodins, mais qui ne le sont pas ».<sup>186</sup> À San Matías, et à Quijarro, pour combattre ce laxisme, un juge chargé spécialement des affaires de drogues travaille en lien étroit avec la FELCN. Échange de mauvais procédés, les autorités locales prononcent des accusations tout aussi graves contre les anti-narcos. Walter Justiniano, président du Comité Civique de Guayaramerín, affirme par exemple. « Les gens de la FELCN savent bien à qui vendre la drogue. Ils participent aux fêtes des narcotraquants. Ils savent qui ils sont, mais ne les arrêtent pas. » Claudia Méndez, présidente du Centre d'Action Pandinois, contre-attaque avec tout autant de virulence aux remarques de la FELCN sur la compromission de la société civile. « Les narcotraquants peuvent compter avec le soutien de la FELCN lorsqu'ils passent les barrages. », affirme-t-elle.<sup>187</sup>

<sup>185</sup> Entretien réalisé le 14/04/03 à Cobija. L'histoire est d'autant plus tragique à ses yeux que l'armée, ayant découvert le pot aux roses, lui retire une partie de sa paie pour la verser à la fille-mère de Guayaramerín, selon un nouveau règlement pris pour décourager ce genre de collusion.

<sup>186</sup> Entretien réalisé le 17/04/03

<sup>187</sup> Déclaration à La Prensa, 2003 *La narco-frontera*. (06/07/03), en réponse à un rapport de la FELCN Cobija divulgué à la presse qui disait, en outre, que « la population couvre les trafiquants parce qu'elle est achetée avec de l'argent, des vivres et de l'alcool, ou encore parce qu'elle est menacée de mort par les groupes de narcotraquants qui passent armés dans les propriétés. »

## Encadré III-7 : Narcos contre anti-narcos, le combat inégal

### Extrait du rapport d'activité confidentiel du bataillon UMOPAR de Cobija – Avril 2003

#### Situation de l'adversaire

Selon les informations de la section Service secret de ce poste de contrôle UMOPAR – Cobija, on sait que les organisations de narcotrafiquants sont composées de diverses nationalités et qu'elles ont des connexions internationales avec des Péruviens, des Boliviens, des Brésiliens et des Colombiens. (...) Les narcotrafiquants trafiquent la cocaïne au Pérou, et elle pénètre sur notre territoire par différents lieux de notre vaste frontière – de Bolpebra à l'extrême nord-ouest, jusqu'à Puerto Heath (...). La drogue est introduite via différents chemins, sentiers, rivières et petites rivières, jusqu'aux villages et *estancias*<sup>188</sup> proches de Cobija, ou de la route principale qui mène à cette ville. (...)

#### Composition

Nos adversaires sont organisés en groupes fermés composés d'hommes aux nationalités déjà mentionnées. Les groupes sont compartimentés et hiérarchisés (chefs, contacts, intermédiaires, porteurs et hommes de sécurité situés sur les postes avancés pour détecter l'arrivée éventuelle des forces de l'ordre). L'adversaire connaît parfaitement le terrain sur lequel il évolue. Il connaît les sentiers, il utilise la topographie et les conditions météorologiques. Il peut marcher 5 à dix jours dans la forêt en attendant que les patrouilles des UMOPAR se retirent. Il existe différentes organisations qui se dédient seulement au transport de la drogue du Pérou à la Bolivie : à pied, à mobylette ou dans des petites embarcations (*peque-peques*<sup>189</sup>). Une fois la route atteinte, une voiture prend le relais. Pour ce travail les porteurs gagnent chacun 30 dollars par kilogramme de drogue transportée plus leur alimentation et quelques autres cadeaux : grillades de viande, boissons alcoolisées et femmes. Dans la même zone il existe aussi des groupes armés qui essaient de détourner la drogue lorsqu'ils ont une information précise sur le lieu de passage.

#### Armes

L'adversaire pour parvenir à ses fins, pour se protéger contre d'éventuelles attaques d'autres groupes essayant de leur voler la drogue, et pour affronter les patrouilles des UMOPAR s'ils sont découverts, disposent d'armes: revolvers, pistolets, escopettes, mitraillettes etc. Les chefs des organisations disposent de tueurs à gage qui se chargent de régler leur compte à ceux qui ont essayé de les doubler (mauvaise qualité de la drogue, mauvais paiement) ou de les dénoncer.

#### Modus operandi à Cobija

La majeure partie de la cocaïne commercialisée vient du territoire péruvien. Elle est transportée de différentes manières (porteurs, véhicules, bateaux...) jusqu'à Cobija. Lorsque les narcotrafiquants décident de réaliser la transaction drogue contre argent, ou contre véhicule, ou encore contre armes, ils montent une équipe de 5 à 12 personnes qui font de la surveillance (*contra inteligencia*) en contrôlant les bureaux de l'UMOPAR pour voir s'il y a des mouvements des forces armées susceptibles de compliquer leur activité. Au moindre soupçon, s'ils voient des gens de l'UMOPAR habillés en civile, ou s'ils détectent la présence de notre service secret (*inteligencia*) ils arrêtent toute l'opération et mettent la drogue en sûreté. Dans la ville de Cobija des quantités considérables de cocaïne (de 30, 40, 50, 70 et jusqu'à 100 kilogrammes de cocaïne) arrivent. Mais elle n'est jamais vendue en un seul paquet. Elle est fractionnée en petits paquets de 3, 4 ou 5 kilos pour être déplacée de l'entrepôt général jusqu'au lieu de transaction. Lors de ce transfert le système de sécurité des malfaiteurs est en alerte, ce qui rend encore plus difficile notre action. Il est possible que le commerce de drogue est réalisé directement par des organisations péruviennes et brésiliennes sans que cela ne passe par des Boliviens.

#### Communication

Les narcotrafiquants sont munis des moyens de communications de la dernière technologie : téléphones portables par satellite, radios HF et UHF, téléphones de longue distance de Entel<sup>190</sup> situés aux différents points de leur zone d'opération, téléphones portables brésiliens et péruviens et signal d'alarme par pétard.

#### Moral de l'adversaire

Le moral des narcotrafiquants est assez bon (...) Jusqu'à aujourd'hui ils ont pu échapper aux contrôles des forces anti-drogues. De plus ils comptent sur le soutien d'une partie de la population civile qui, sur la frontière, sont en majorité des habitants de nationalité brésilienne et péruvienne que l'on peut facilement engager pour de l'argent, des aliments, de l'alcool. La plupart du temps ils se taisent parce qu'ils sont menacés de mort.

<sup>188</sup> Grande propriété d'élevage, voir lexique en fin d'ouvrage.

<sup>189</sup> Les « *peque-peques* » sont les canoës munis d'un moteur à l'arrière. C'est le bruit assourdissant de ce moteur qui leur a valu leur nom (*peque*, *peque* fait le moteur).

<sup>190</sup> Entel est l'entreprise bolivienne de télécommunication. Les téléphones longue distance sont des lignes fixes qui permettent d'appeler en dehors du département, les numéros nationaux et internationaux.

### III-18 : Les routes de la drogue en Bolivie



Latitia Perrier Bruslé 2004 (sources diverses)

I - La Bolivie pays producteur, pays de transit

- Zone de production de coca
- Importation de coca péruvienne
- Laboratoire urbain de pâte base
- Transit de la drogue en Bolivie



II - Le Brésil pays de consommation et de trafic

- Zone d'exploitation aurifère (avancée des garimpeiros brésiliens en Bolivie)
- Trafic Brésil-Bolivie
- Transit vers les métropoles de l'Est
- Ville relais du narcotrafic (consommation et revente)



III - L'Orient, diffusion du narcotrafic

Les années 70 - 80 :

- Grands centres du narcotrafic
- Exportation en avion de la drogue
- Zone de laboratoires dans la forêt

A partir des années 90 :

- Développement du narcotrafic dans les villes frontalières



## **L'action de la FELCN n'a pas été aussi inefficace**

Si les anti-narcos font difficilement le poids face à la société locale, c'est qu'ils ne sont pas très nombreux : 21 soldats dans le bataillon de Cobija, 40 à Guayaramerín, 38 à San Matías. En revanche ils sont bien mieux équipés que les autres bataillons de l'armée bolivienne, qui disposent à peine d'un bureau pour tenir le compte des recrues. Dans les casernes de la FELCN il y a des ordinateurs, des téléphones fixes et portables. Ils ont aussi des voitures puissantes et toutes neuves, similaires à celles des narcotrafiants : 5 voitures à San Matías, 7 à Guayaramerín et autant à Puerto Quijarro. C'est un luxe dans un pays où les autres casernes ne disposent pas d'un seul véhicule pour transporter leur troupe. Les hommes de la FELCN en sont bien conscients. Lorsqu'on leur demande de décrire leur activité, ils commencent toujours par parler des voitures du bataillon.

Certains pourront trouver, à la lecture du rapport des services secrets de la FELCN - Cobija, que les anti-narcos se laissent facilement impressionner par les moyens de communication des narcotrafiants (quelques portables, des pétards d'alarme et des radios) et que cela donne une mauvaise image de leur propre niveau technologique. Il n'empêche qu'ils sont mieux équipés que les autres corps militaires. Aussi, l'arrivée des brigades anti-narcos dans les villes de la frontière n'a pas été sans effet. Arrivés en 1990 à Guayaramerín, en 1995 à Cobija et en 1997 à San Matías les anti-narcos ont changé l'ordre des choses qui régnait auparavant à la frontière. Le commerce libre de la drogue n'est plus possible. Les narcotrafiants se sont organisés, et une partie de l'activité a échappé aux personnes les moins équipées, celles qui ne disposaient ni de moyens sophistiqués pour échapper aux contrôles, ni de la capacité de corrompre les institutions. Une minorité de Boliviens ont migré dans les municipes brésiliens (du Rondônia) pour continuer leur activité.<sup>191</sup> La grande majorité de la population a pris son parti de la fin de cet âge d'or où les revenus du narcotrafic se diffusaient dans toutes les couches de la société.

### ***3-4 Activités dérivées du narcotrafic***

Dans cet âge d'or, le narcotrafic avait aussi un effet d'entraînement sur d'autres activités économiques illicites. Elles ont perduré plus longtemps.

#### ***3-4-1 Monnaie d'échange***

À Puerto Suárez, on préfère gloser sur les trafics illicites qui avaient lieu à San Matías, que sur ceux de sa propre ville. On raconte, par exemple, comment se déroulait la foire aux voitures volées brésiliennes qui s'y tenait une fois par semaine. Les prix des véhicules étaient donnés en kilos

---

<sup>191</sup> Selon GreffrayGeffray, Christian 2002 *History of two cities in between drug trafficking : Guajara-Mirim and Costa Marques*, p. 54. L'auteur parle de plusieurs centaines de Boliviens qui auraient migrés à Costa Marques dans le début des années 90, en réponse aux actions répressives des UMOPAR.

de cocaïne. L'impunité qui régnait dans les villes frontalières était totale. Les activités illégales entraînaient d'autres secteurs illicites.

### **Le « grand troc » des années 90**

Lorsque, au tournant des années 90, de nombreux acheteurs brésiliens rentrent sur le marché de la cocaïne, ils ne disposent pas tous d'un gros capital de départ. Pour obtenir de la drogue, ils pratiquent l'échange. Christian Geffray parle, à propos de cette époque, du « grand troc ». Tout commence par l'intuition qu'il vaut mieux récupérer directement des produits que de les acheter en narcodollars dans les villes brésiliennes (du Rondônia par exemple). Les narcotrafiants de San Ramón commencent à la fin des années 80, à récupérer du café, du riz, des bœufs qu'ils introduisent en contrebande. Mais très vite le troc se concentre sur des produits fort recherchés en Bolivie : les voitures et les camions. Ils sont volés au Brésil et échangés contre de la drogue en Bolivie. Un camion de type Volvo vaut 70 kilos, une voiture entre 1 et 8 kilos. L'affaire est rentable des deux côtés.<sup>192</sup> Au tournant des années 90, lorsque Christian Geffray effectuait ses enquêtes, seuls les propriétaires de voitures, ou de camions, du Rondônia et du Mato Grosso étaient touchés. L'insécurité sur la Br 364, qui longe la frontière, était grande. Les *estancias\** des grands narcotrafiants boliviens ressemblaient à de gigantesques parkings.

### **Les *cabriteiros* de la frontière, évolution d'une activité**

Quelques dix ans plus tard, le grand troc « drogue contre voitures volées » a évolué. L'immense demande bolivienne a élargi la sphère d'action des voleurs de voitures. Les véhicules achetés à Puerto Suárez pour quelques milliers de dollars viennent des grandes métropoles du Brésil (São Paulo et Rio). Les receleurs boliviens, les *cabriteiros\**, disent qu'elles n'ont pas vraiment été volées : il s'agit d'un coup monté contre l'assureur. Le propriétaire négocie le prix de sa voiture avec le « voleur », qui la lui dérobe. Il attend un jour ou deux (le temps pour la voiture d'être convoyée en Bolivie), puis il déclare le vol de son véhicule. Les *cabriteiros* boliviens l'échangent soit contre de la drogue, soit contre de l'argent.

Aujourd'hui tous affirment qu'ils n'ont pas de rapport avec la drogue, ou qu'ils en ont eus, mais qu'ils préfèrent maintenant ne plus être mêlés à cela. Cette activité, issue du narcotrafic, est donc devenue autonome. Cela n'empêche pas qu'elle soit aussi menacée par la répression grandissante. À Puerto Suárez, les *cabriteiros* déplorent la nouvelle politique de la douane brésilienne, qui change plus souvent ses officiers. « On se fait des contacts, on rencontre les gens, et tout est à recommencer », dit l'un d'eux.<sup>193</sup> Côté Bolivie, le durcissement de la Diprove, la direction de

<sup>192</sup> Christian Geffray donne l'exemple d'une voiture volée valant 10 000 dollars sur le marché brésilien. Elle est échangée contre 5 kilogrammes de cocaïne, valant 5 000 dollars sur le marché bolivien. Le trafiquant bolivien peut la revendre entre 9 et 10 000 dollars en Bolivie – sur le marché de Santa Cruz, tandis que le trafiquant brésilien peut, de son côté toucher 25 000 dollars à la vente de sa cocaïne en gros à São Paulo. Résultat, le Bolivien aura fait un bénéfice de 100% et le Brésilien, si il est seulement receleur de la voiture volée, aura empoché un gain de 150% et de 25 000 dollars net s'il a lui-même volé la voiture. Geffray, Christian 1996 *Enquête Mato Grosso - octobre novembre 1995*, p 47-48.

<sup>193</sup> Entretien avec un *cabriteiro* réalisé à Puerto Quijarro, le 16/05/04

prévention des vols de voitures de la police, complique aussi la donne.<sup>194</sup> Il est de plus en plus difficile de « nationaliser » les véhicules, c'est-à-dire d'obtenir, par corruption de fonctionnaires des papiers permettant de revendre ces voitures en Bolivie. En conséquence, les voitures de moindre valeur ne sortent plus de la zone frontalière où une règle tacite autorise encore à circuler sans plaques et sans document. Malgré cette répression organisée, le chargé des affaires économiques de l'ambassade du Brésil à La Paz insiste sur le fait que la question des vols de voitures est au centre des relations bilatérales. « Comment le Brésil pourrait-il accepter plus longtemps de vivre au bord de cet anti-monde qui absorbe ses véhicules volés et entretient l'insécurité dans le pays ? »<sup>195</sup>

### ***3-4-2 Lorsqu'on connaît les chemins de traverse***

De la drogue au grand troc, du troc à la mise en place d'une économie frontalière fondée sur l'illégalité, les négoce évoluent sans changer de nature. Lorsqu'on connaît les chemins de traverse, on découvre qu'une multitude de produits peuvent rapporter de l'argent si on sait leur faire passer la frontière en fraude.

#### **Le commerce illégal du bois**

Le bois en fait partie. Dans les municipes de Puerto Suárez et de Quijarro, il est exploité illégalement<sup>196</sup> et passe la frontière pour servir dans la zone attenante brésilienne à la construction des corrals et des enclos (les essences de peu de valeur dans le Pantanal ne justifient pas une autre utilisation). Plus au nord, la contrebande du bois est plus rentable. Le Brésil extrait dans cette zone des espèces de grande valeur, similaires à celles exploitées en Bolivie.<sup>197</sup> Le coût d'extraction est bien inférieur (entre 20 et 30%) à celui du Brésil.<sup>198</sup> Acheter du bois côté brésilien et le vendre en Bolivie est donc une activité lucrative - d'autant plus que la Bolivie a mis en place un programme sévère de contrôle de ses réserves forestières qui lui permet d'exporter son bois sur les marchés nord-américains et européens avec une certification écologique, le *sello verde*.<sup>199</sup> Comme les quotas de production en Bolivie, sont très stricts, les forestiers boliviens ont tout intérêt à acheter du bois brésilien et à le revendre à Cochabamba bien plus cher, avec la certification bois bolivien. Ramiro Torrico, *aserradero*\* à Guayaramerín, estime que 40% du bois qu'il transforme et transporte jusqu'à

<sup>194</sup> Ce durcissement est tout relatif, car le chef national de la DIPROVE, le colonel José Arias Cuenca, a été suspendu de ses fonctions le 6 janvier 2004 en raison des soupçons de corruption qui pesaient sur lui (ses enfants avaient acheté une voiture FIAT volée au Brésil et qui avait été nationalisée par les services de la DIPROVE). L'affaire a été révélée par La Prensa, voir La Prensa, 2004 *Suspenden a jefe de Diprove por un auto robado en Brasil* (édition du 07/01/04)

<sup>195</sup> Miguel Magalhaes, entretien réalisé à La Paz, le 28/05/02. Il reprenait aussi à son compte une rumeur qui veut que depuis quatre ans, pas un seul camion neuf n'ait été vendu en Bolivie (parce que le marché est saturé par les camions volés au Brésil).

<sup>196</sup> Selon la loi forestière bolivienne, loi 1700 de 1996, les déforestations de plus de 5 hectares ne sont autorisées que si le propriétaire ou la communauté dispose d'un POP\* (plan d'aménagement de la propriété foncière). Les déboisements de moins de 5 hectares, ne sont pas en revanche soumis à la réalisation préalable d'un POP, mais ils doivent avoir été autorisés par la section provinciale de la Superintendance forestière. En l'absence d'une telle autorisation le déboisement et la vente du bois sont considérés comme illégaux.

<sup>197</sup> Ces essences sont : 1) la mara et la mara macho c'est-à-dire le cèdre (*cedrelinga cataeniformis*) ; 2) la cabeuva (*miroxillon peruiferun*) ; 3) le roble, dit aussi chêne tropical (*querqus rubra*).

<sup>198</sup> Selon Ramiro Torrico, exportateur de bois basé à Guayaramerín, entretien réalisé à Guayaramerín le 15/07/03.

<sup>199</sup> Programme développé par BOLFOR\* depuis 1992 dans le cadre d'une coopération entre USAID, la coopération états-unienne et le gouvernement bolivien.

Puerto Villarroel (département de Cochabamba) est en réalité brésilien (soit 100 000 pieds cubiques par an).<sup>200</sup>

### Les bétails de la frontière

Il existe encore bien d'autres trafics possibles dès qu'il s'agit de se jouer des douaniers. Le trafic de bœufs et de veaux en est un autre exemple. À San Matías et à Puerto Suárez, il n'est pas rare que les bovins passent, illégalement, deux fois la frontière durant leur vie : les taurillons naissent au Brésil, sont engraisés en Bolivie, à moindre coût,<sup>201</sup> puis repassent une nouvelle fois la frontière pour être équarris et consommés au Brésil. Parfois, *post-mortem*, les bœufs passent une dernière fois la frontière pour être vendus en Bolivie sous forme de viande.<sup>202</sup> Tout cela se fait dans la plus grande illégalité puisque, jusqu'en 2003, la Grande Chiquitanie n'était pas libre de fièvre aphteuse, contrairement au Mato Grosso et au Mato Grosso do Sul. Tous les échanges d'animaux étaient interdits par les autorités des deux pays.<sup>203</sup>

On pourra penser que tout cela à peu de rapport avec le narcotrafic. Qu'on se rappelle alors que dans cette petite société de frontière, où l'élite économique et politique est réduite à une poignée d'hommes, tout se tient. Les grands éleveurs ont gagné une partie de leur argent dans la drogue, les bêtes servent d'ailleurs un temps de monnaie d'échange et les chemins des *estancias\** étaient utilisés par les narcotrafiquants.<sup>204</sup>

Le narcotrafic, à la faveur d'un contexte politique permissif, s'est développé dès les années 70, mais c'est dans les années 90, avec la construction des routes qu'il change de nature. Les « mules » prennent en charge le transport au long cours, grâce au réseau de transport terrestre plus étendu. Son extension géographique s'accompagne de sa diffusion dans toutes les couches de la société frontalière, ainsi que dans de multiples activités économiques, licites ou illicites. Les politiques de lutte contre la coca peinent à freiner sa puissance, tout particulièrement dans les villes de la frontière, où il est indissociable du destin de la région. La « narco-frontière », comme on se plaît à la qualifier au Brésil comme en Bolivie, est un repoussoir à l'échelle nationale.

## Conclusion du chapitre VII

Parmi les activités commerciales présentes à la frontière, seules celles qui sont illicites ont été retenues ici. Elles trouvent leur origine dans la contrebande traditionnelle, fille de l'isolement

<sup>200</sup> Les *aserraderos* sont les propriétaires de scierie et les revendeurs de bois. Voir lexique en fin d'ouvrage.

<sup>201</sup> Les frais d'exploitation sont réduits en Bolivie en raison du coût plus faible du foncier et du travail agricole.

<sup>202</sup> A Puerto Suárez, 20% de la viande consommée vient du Brésil. Je dois ces explications à Rafael Burgos, président de l'Association des éleveurs de la province Germán Busch, Puerto Suárez. Entretien réalisé le 15/04/01.

<sup>203</sup> Les autorités sanitaires brésiliennes n'étaient toutefois pas dupes de cette contrebande. Plutôt que de lutter contre elle, ils ont soutenu le programme d'éradication de la fièvre aphteuse en Bolivie, en fournissant une grande dose de vaccin. En 2001 ils avaient distribué 400 000 doses de vaccin contre la fièvre aphteuse pour tout le département de Santa Cruz (et 120 000 doses en 2000). Source FEGASACRUZ, Santa Cruz, entretien réalisé en avril 2002.

<sup>204</sup> Dans le municipe de San Matías, la route en direction de San Ignacio longe la frontière. Je l'avais emprunté en mai 2001 avec un officier de la mairie pour constater avec lui le nombre important de chemins perpendiculaires qui conduisaient directement au Brésil.

frontalier. La contrebande a d'abord étendu sa sphère d'action, bien au-delà de la bande frontalière. Elle y a perdu sa justification morale, mais a gagné en rentabilité économique. La rente frontalière est devenue la première ressource de la région. Les frontaliers s'y entendent pour la mettre en valeur. Ce faisant, ils ont développé des pratiques illégales, facilement réinvesties dans le narcotrafic. Ne sombrons pas cependant dans un déterminisme frontalier. Les pratiques sociales de cette région n'expliquent pas à elles seules le développement du narcotrafic. Elles n'auraient servi à rien si la Bolivie de l'intérieur n'était pas productrice de coca, et si la frontière n'était pas accolée au premier marché de consommation et de réexportation de l'Amérique du Sud.

### **Tout est dans tout**

Deux déviations commerciales sont issues d'une tradition ancienne de contrebande. Si on y ajoute le commerce des Andins, plus informel qu'illicite,<sup>205</sup> on obtient un tableau des principaux types de commerce dans la région. Ne nous fions pas trop à l'impression de bel ordonnancement que renvoie ce classement. S'il clarifie l'exposition, il risque de faire oublier la grande porosité entre les différentes activités. En réalité, rien n'est plus complexe et interdépendant que le système économique frontalier. L'argent, dégagé par le narcotrafic, est, par exemple, tout naturellement réinvesti dans des activités de contrebande de produits licites. Le fait de contrôler certains réseaux de corruption incite, d'autre part, certains commerçants à multiplier les activités dans plusieurs directions. « Qui vole un œuf, vole un bœuf », dit la sagesse populaire. Sans se prononcer sur le fatalisme de cette expression, on peut toutefois affirmer que l'illicite entraîne l'illicite, pour valoriser un « capital de corruption » déjà acquis, et parce que de l'argent sale n'est pas facilement réintroduit dans le circuit légal. Les mêmes pratiques sont à l'œuvre dans les différentes activités commerciales. Elles sont structurées par les *habitus frontaliers*. Elles s'appuient sur l'idée d'un privilège frontalier et d'une nécessaire autonomie de cette région. Elles ne deviennent source de violence que lorsque l'État bolivien entend les contraindre.

### **La relation de la frontière au centre national**

La question du commerce frontalier engage des réflexions qui vont bien au-delà de la sphère économique. C'est toute la relation avec le centre national qui est en jeu. Les industriels et les partisans de l'ordre accusent les frontaliers d'être la tare de la Bolivie, son anti-monde par lequel s'échappent les possibilités de développement économique et la « dignité » du pays. Face à eux les frontaliers opposent un front soudé par la même conviction d'un particularisme frontalier, qui justifierait, au nom de l'éloignement physique, le maintien des pratiques illégales. En toute bonne foi pour les plus simples. Le receleur de voiture de Quijarro se plaignait de l'évolution de la situation et des contrôles de plus en plus fréquents de la Diprove.\* « Tu comprends, on ne peut accepter que l'État nous prive ainsi de notre gagne pain. C'est la seule activité que l'on peut faire à la frontière et il doit la reconnaître ». Que l'État reconnaisse le recel de voitures volées brésiliennes comme privilège frontalier, la proposition peut surprendre loin de la frontière, pour qui est habitué

<sup>205</sup> Voir chapitre VIII, I - Le commerce des frères collas, p. 396

à voir l'État national garant du droit. Sur la frontière cela ne choque pas, car on croit plus aux valeurs des petits arrangements qu'aux privilèges que pourrait donner une intégration pleine et entière au sein du territoire national.

La société de frontière, en s'opposant aux volontés et intérêts supérieurs de la nation (s'intégrer sur la scène internationale, développer son industrie etc.), s'empêche d'intégrer cette nation. Elle n'a alors d'autre choix que de cultiver son particularisme et s'auto-convaincre du bien-fondé de son opposition, dans une spirale qui l'éloigne de plus en plus de la normalisation par l'intégration nationale. Ce qui est paradoxal c'est que les frontaliers continuent d'appeler cette intégration de leurs vœux, en mémoire des temps anciens où l'isolement était leur grand problème. Mais certaines voies de la sagesse sont explorées aujourd'hui, par les néo-frontaliers. Elles pourraient conduire à une normalisation de la frontière, à condition de renverser, à leur avantage, les habitus frontaliers qui servent aujourd'hui l'illicite.

Photo III - 8 : Les fourmis de Guayaramerín : la contrebande pour vivre



*Départ de Guajará-Mirim*



*Arrivée à Guayaramerín (dans le fond l'île Suarez)*



*Enfant bolivien préparant sa cargaison pour la traversée du Mamoré à Guajará-Mirim*

A Guayaramerín, il suffit de traverser le Mamoré pour gagner un peu d'argent. Les petits commerçants de la ville se rendent plusieurs par semaine au Brésil, pour acheter des produits de consommation courantes qu'ils vendront dans leur échoppe aux habitants boliviens.

Photo III - 9 : Les gros bonnets : vivre de la contrebande



*Guajará-Mirim : les canoes à la tombée de la nuit sont chargées pour traverser le Mamoré en direction de la Bolivie*



*Déchargement des camions*

*Entrepôt de Cervinando Pessanha*

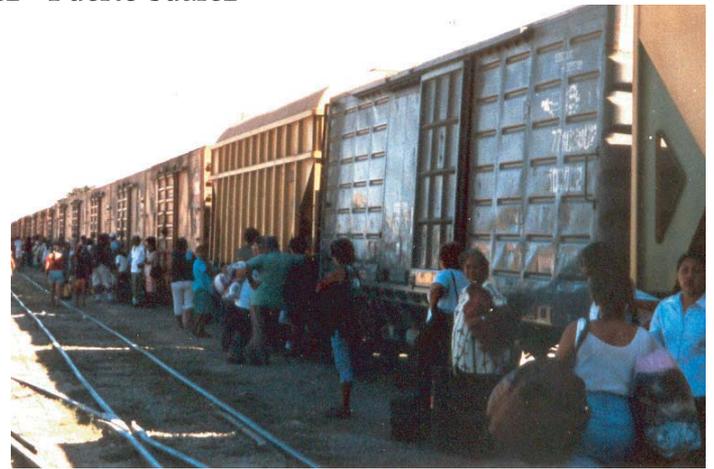


La contrebande peut aussi prendre une autre ampleur. Il s'agit alors d'acheter des produits pour les vendre loin dans le reste du pays : de Riberalta aux grandes villes de l'Occident en passant par Santa Cruz. Ce sont surtout des produits alimentaires qui sont importés. Tous les jours, sans doute plus du chargement de 11 camions transitent du Brésil en direction de la Bolivie. L'activité générée par de tels flux est fondamentale pour le municé (en termes d'emplois créés, de revenus etc.). On comprend mieux, dans ces conditions que toute la ville soit acquise au narcotrafic.

**Photo III - 10 : Les pistoleros du train Santa Cruz - Puerto Suárez**



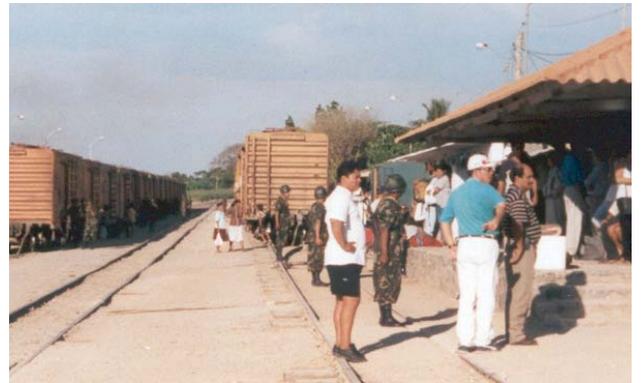
*Puerto Quijarro : Des commerçants déchargent, en dehors de l'enceinte de la gare (fermée par des murs) des marchandises qu'ils vont embarquer dans le train.*



*Puerto Quijarro : Juste avant l'arrivée du train les pistoleros et les voyageurs lourdement chargés se préparent à le prendre d'assaut*



*Quijarro : le train est à présent chargé de marchandises. Les fenêtres sont bloquées par les cartons. C'est dommage car les 20 heures de trajet jusqu'à Santa Cruz sont rendues difficile à cause de la chaleur. On voudrait souvent avoir un peu d'air frais*



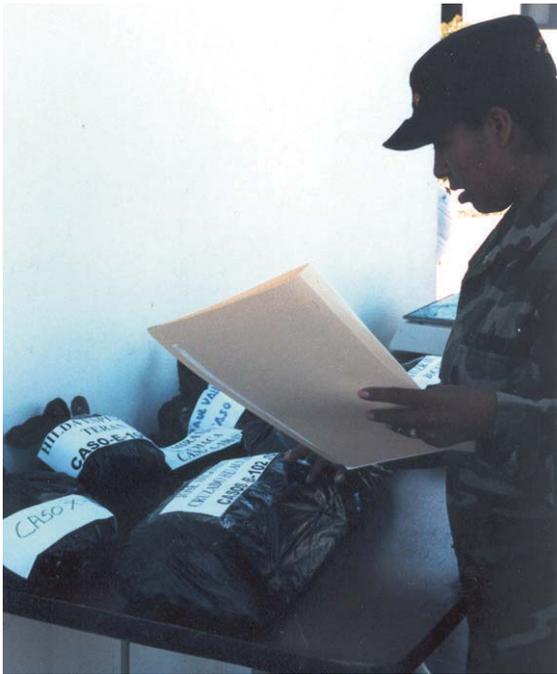
*Paradejo (la gare de Puerto Suárez), avril 2001. Les contrebandiers ont empêché le départ du train la veille. Aujourd'hui, il partira encadré par les soldats que l'on distingue au deuxième plan. Au premier plan de nombreux musards sont venus flâner et voir comment se soldera cette fois-ci l'affrontement entre les forces de l'ordre et les contrebandiers.*



**Photo III - 11 : Dans la zone franche de Cobija, la contrebande a disparu**

*Cobija est une zone franche depuis 1983. Tous les produits peuvent donc venir du Brésil sans limite de volume et sans avoir à payer de taxe. Ici sur l'avenue principale de Cobija, qui conduit du centre ville à l'aéroport, un vendeur a installé son étal de manière à ce qu'il soit vu des automobiliste. C'est de la bière brésilienne qu'il vend, au prix compétitif de 18 bolivianos le pack. Le parapluie sert à tenir les canettes au frais. La bière brésilienne est un des grands produits importés dans la zone franche de Cobija - sans doute parce que d'avoir vécu si longtemps isolés du reste du pays les Cobijénes se sont fait à son goût, même si ils sont unanimes pour dire que la Pacea est meilleure.*

Photo III - 12 : La cocaïne



*Puerto Quijarro, mai 2003. A la caserne de l'UMOPAR, située à l'extérieur de la ville, on organise régulièrement des crématons de cocaïne pure et pâte base. La plupart des paquets (emballés dans des sacs ponbelles noirs) ont été saisis sur des mules à l'arrivée du train Santa Cruz - Puerto Suárez. Elle peut provenir du Chaparé ou du Pérou.*

Photo III - 13 : et les narco-dollars



*Avril 2002, place principale de Quijarro, jour de conseil municipal - les voitures des conseillers sont garées devant la mairie*



*Juillet 2002 Guayaramerín. A quelques cuadras de la place principale, un narcotrafiquant notoire s'est fait construire cette maison de luxe, qui dépasse fort avec celle de son voisin.*



*Avril 2002, Paradejo. Le train vient d'arriver de Santa Cruz. Au premier plan, une voiture volée au Brésil. Sa faible valeur ne justifie pas de payer les "tramites" pour la faire nationaliser. Son destin est de rouler sans plaque dans la zone de Puerto Suárez, où la police tolère ce type de véhicule. Son propriétaire ne pourra pas aller à Corumbá avec car elle serait immédiatement saisie par la police fédérale brésilienne.*

# Chapitre VIII :

## Vivre au bord d'un talus économique (II)

### *Les difficiles voies de la sagesse*

*« Il faut que le disciple de la sagesse ait le cœur grand et courageux.  
Le fardeau est lourd et le voyage est long. »  
Confucius 551-479 av. J.-C<sup>1</sup>*

## Introduction

---

### **Les crises frontalières, derniers spasmes d'un système condamné ?**

Les années 90 ont été un tournant pour les activités illicites. Que ce soit contre la contrebande traditionnelle ou pour s'opposer au narcotrafic, l'État est intervenu de plus en plus activement dans la zone. La persistance de zones d'ombres aux frontières du pays était intolérable à des gouvernements qui entendaient faire entrer la Bolivie dans le concert des nations civilisées. Dans les villes de la frontière, cette nouvelle politique a eu pour effet de multiplier les conflits entre société locale et représentants de l'État. Chaque affrontement, a été l'occasion d'une bouffée de violence. En dépit de ces heurts, l'action de l'État n'a pas été aussi vaine. La crainte qu'il a insufflée est peut-être le commencement de la sagesse. Les *crises* frontalières doivent alors être prises au premier sens, médical, du terme. Elles annoncent un dénouement dont l'issue est encore incertaine. Elles ne signifient pas forcément l'impossibilité de tout changement. Peut-être sont-elles simplement les dernières convulsions d'une société en passe de disparaître, pour mieux renaître.

---

<sup>1</sup> Kong, Qiu (Confucius) 1994 *Les entretiens de Confucius et de ses disciples*, Entretien IV, 8.

Les voies de la sagesse sont déjà explorées par certains. De nombreux frontaliers reconnaissent que l'intégration physique de la frontière, comme la volonté de l'État d'y faire prévaloir ses prérogatives, sont des mouvements irrévocables. La situation frontalière a changé. Même si les pratiques demeurent, la région n'est plus cette zone déconnectée, sans foi ni loi à force d'avoir attendu en vain quelques signes d'un État trop andin. Si le changement s'impose dans l'esprit de beaucoup, les formes qu'il doit prendre sont encore l'objet de bien des interrogations. Les voies de la sagesse sont impénétrables et multiples. Sur la base de cet axiome, les frontaliers se groupent par affinité pour proposer quelques aménagements. Certains sembleront déraisonnables, d'autres n'auront rien de sages. Ces errements sont normaux tant l'équation à résoudre est difficile. Il faut maintenir le dynamisme économique de la zone (qui a toujours reposé sur le commerce illicite) tout en faisant évoluer le système économique pour permettre l'intégration de la région au reste du territoire national.

Les commerçants collas\* explorent cette nouvelle sagesse. Ces néo-frontaliers sont descendus des Andes pour profiter d'une rente frontalière qu'ils avaient déjà mise en valeur sur d'autres frontières du pays. Les commerçants collas parlent peu, se rebellent encore moins et gagnent de l'argent. Qu'ils soient un facteur d'intégration de la zone dans l'ensemble national, la chose est certaine. Que la voie qu'ils proposent assure la normalisation de la région est discuté par beaucoup. Leur activité est plus informelle qu'illicite. La nuance est fondamentale. En face, les vieux frontaliers ne se contentent pas de fomenter des révoltes de plus en plus outrées contre l'État andin. Ils savent qu'au bout de cette chronique frontalière violente, la seule voie salvatrice passera par le compromis et la négociation avec les organes centraux. L'État a ouvert cette voie en cédant à la tentation des petits arrangements pour calmer l'ire des frontaliers. Dans ce dialogue entre le gouvernement et les comités civiques, quelques voies se dessinent pour pacifier la zone. Certaines de leurs propositions restent déraisonnables - ils ont du mal à se défaire de la conviction que leur situation géographique de périphérie leur arroe des privilèges. Les derniers venus ne participent pas à la société locale. Il s'agit de grands investisseurs qui, au tournant des années 90, ont jugé bonne la situation sur la frontière. Ils ont mis cap plein Est pour se coller au plus près du grand voisin. Plus que la rente frontalière, c'est la situation géographique particulière de la frontière, à la marge de la Bolivie, mais au cœur du Cône Sud, dont ils espèrent tirer profit. Ce faisant ils ouvrent une troisième voie de la sagesse qui passe par l'intégration continentale, plus que par l'intégration nationale.

## I - Le commerce des « frères Collas »

« Nous ne pouvons pas cesser de reconnaître la significative aide des frères collas qui arrivèrent il y a peu d'années à Cobija. Leur travail dans les activités commerciales a été fondamental (...) FRÈRES COLLAS, nous vous remercions de votre contribution précieuse »  
Alberto Lavadenz Riverar 1999<sup>2</sup>

Le commerce des « frères collas »<sup>3</sup> aurait pu être exploré à la suite des activités de contrebande traditionnelle, dont il constitue une variante. Le placer dans un chapitre conclusif, qui explore les nouvelles voies de la sagesse frontalière, règle plus qu'une question d'ordre d'exposition. Cela implique une analyse idéologique de cette activité, contestée par de nombreux Boliviens. Les migrations collas en direction de la frontière orientale ont commencé il y a une vingtaine d'années. Peuple de montagnards, peuple de migrants (l'un va souvent avec l'autre), ils ont trouvé sur cette frontière une source de profits, d'autant plus élevés que les commerçants savaient se jouer de la douane et de la fiscalité étatique. Dans ce sens, la tradition de l'illicite, inscrite dans la mémoire de la frontière, convergeait avec des modes de fonctionnement ancestraux, acquis dans les Andes au plus près d'un pouvoir central.

Les méthodes commerciales qu'ils mettent en œuvre, et la façon qu'ils ont d'accrocher la région au centre national permettent de nuancer le jugement dépréciatif fréquemment porté sur leur activité. La clef du succès commercial des Collas à la frontière tient à la rencontre entre un milieu géographique (qui offrait de grandes possibilités de commercer) et une organisation sociale andine fondée sur l'échange (gage de survie pour ces sociétés montagnardes). L'alchimie entre les deux a été extraordinaire et les Andins, sûrs de leur réussite, ont déployé leur activité commerciale, de part et d'autre de la frontière, parfois très loin d'elle. Ils ont finalement proposé un nouveau modèle de croissance, alternatif aux dérives fortement illicites.

### *1-1 Une variante commerciale venue des Andes*

La Bolivie est le pays des Cambas et des Collas.<sup>4</sup> Chaque jour qui passe rend cette proposition plus incontestable. Et pourtant, chaque jour qui passe en ébranle un peu plus les fondements et l'apparente simplicité. Car, depuis que les Collas sont venus au pays des Cambas, et depuis que les Cambas ont entrepris d'élargir leur sphère d'influence bien au-delà de la zone crucénienne, l'inscription géographique de cette dichotomie identitaire s'est brouillée à l'échelle nationale.<sup>5</sup>

<sup>2</sup> Lavadenz Rivera, Alberto 1999 *Pando esta avanzando*, p. 14

<sup>3</sup> Dans les « Notes pour la lecture », au début de cet ouvrage, on trouvera une explication de l'emploi de ce terme de « colla », qui, aux yeux de nombreux Boliviens, n'est pas politiquement correct.

<sup>4</sup> Une définition synthétique de ces deux termes se trouve en index. Rappelons brièvement que les Cambas sont les habitants de l'Orient et les Collas les habitants de l'Occident. Le terme de colla n'est pas péjoratif, même si, par précaution de langage, les interlocuteurs qui souhaitent se montrer neutres préfèrent parler des « gens de l'Occident », ou encore « des gens de l'intérieur ».

<sup>5</sup> A la suite des événements d'octobre 2003 (guerre du gaz et démission du président) le comité civique de Santa Cruz a élaboré le concept de la demi-lune, *media luna*. Selon cette nouvelle approche, les départements orientaux du Pando, du

## **1-1-1 Les collas et les cambas, archétypes sociaux**

Sur la frontière, en revanche, dans l'un des nombreux points de contact entre les deux groupes, on se complet dans cette opposition en oubliant que la limite entre les deux ne fait que s'estomper, à force de co-existence dans les mêmes lieux.

### **La cigale et la fourmi**

Là-bas, les deux archétypes sociaux du colla et du camba ont la vie dure. Ils sont simplifiés jusqu'à la caricature. Au grand jeu des différences, auquel on s'adonne toute la journée, c'est le rapport à l'argent et au commerce qui arrive en premier. Dans une dialectique classique, reprise par les deux bords, le Camba est présenté comme un bon vivant, un peu paresseux, prompt à dépenser l'argent gagné. Il ne se remet à travailler que lorsque les caisses sont vides et que la bise est venue. En face, le Colla est travailleur, volontaire, épargnant. Certains disent que, s'il y avait quelque chose à vendre sur la lune, cela se saurait, car il y aurait là-bas un Colla pour commercer. Des cigales et des fourmis se sont retrouvées à la frontière.

Ces archétypes sont d'autant plus puissants qu'ils sont performatifs. Unanimement partagés, ils enferment chaque acteur dans la parodie de son propre rôle. Le simulacre ne fonctionne aussi bien que parce que chacun est persuadé d'y tenir le bon rôle. Les mêmes anecdotes sont utilisées par les deux bords, qui les analysent dans des sens totalement différents. Que le collecteur de castaña travaille quatre mois dans l'année, qu'il en passe trois à jouir de sa solde et les autres dans la misère, est apprécié des Cambas. C'est le signe d'une vie insouciant construite autour de la recherche du plaisir immédiat. Les Collas, en revanche, voient dans cette inconstance la pire des dépravations. Que le commerçant andin commence par installer son magasin avant d'aménager son logement est dénoncé par les Cambas comme de la cupidité, tandis que les Collas jugent qu'il n'y a là que du bon sens. Les archétypes sociaux du camba et du colla, sont donc auto-entretenus par ceux qui les incarnent, avec la plus grande fierté.

### **Les montagnards, de grands voyageurs**

Les Collas attachent une grande importance à leur milieu géographique d'origine pour expliquer la caricature qu'on fait d'eux (et à laquelle ils adhèrent en dernier ressort). Ils sont un peuple de la montagne où la vie de l'agriculteur est rendue difficile par les conditions naturelles. Il faut se battre pour tirer de sa petite propriété de quoi vivre. Cette lutte quotidienne leur a forgé le caractère (pendant que les Cambas cultivaient leur penchant à la paresse en profitant de la douceur et de la prodigalité des tropiques). Elle les a aussi convaincus que, pour s'en sortir, il fallait échanger des produits pour suppléer à la pauvreté des terroirs andins.<sup>6</sup> Du troc immémorial, qui préexistait à l'arrivée des Espagnols, aux formes modernes de commerce, l'évolution se fait dans la

---

Beni, de Santa Cruz, ainsi que Tarija ont beaucoup partagé et doivent se battre ensemble contre les anachronismes et les retards de la Bolivie occidentale.

<sup>6</sup> Depuis John Murra et ses études sur la complémentarité des étages biologiques dans le monde andin, on sait que les sociétés préhispaniques ont fonctionné grâce aux échanges de produits entre des communautés établis à différents niveaux d'étagement. Voir Murra, John et Condarco, Ramiro 1987 *La teoría de la complementariedad vertical eco-simbiótica*.

continuité. Les échanges se monétarisent, ils gagnent en extension géographique, mais ils ne changent pas de logique. Ils restent fondés sur la conviction des Andins que tout transport crée de la valeur. L'indigence écologique de leur milieu d'origine leur a fait adopter un mercantilisme pragmatique.

### ***1-1-2 Tradition andine sous les tropiques***

En Bolivie, l'opportunisme commercial des Andins est reconnu de tous. Les Collas ont ouverts de multiples fronts pionniers du commerce. Ils n'hésitent pas à traverser le pays pour aller chercher des produits et les vendre au meilleur prix là où se trouvent les clients. Leur réseau informel s'étend d'un bout à l'autre du pays, du Pacifique aux plaines de l'Amazonie. Dans les dernières décennies, ils ont débordé les frontières du pays, en direction du Chili et du Brésil. Finalement, ce sont les premiers à donner un semblant de réalité au paradigme de la « Bolivie pays de contact » que les dirigeants appellent de leurs vœux. L'extension de leur activité, au-delà de la sphère andine, s'est faite en deux temps : ils ont d'abord mis cap à l'ouest en direction des zones franches du Pacifique, puis ont regardé vers les zones frontalières de l'est.

### **L'importation de produits du Pacifique pour les grandes villes boliviennes**

Dans les années 80, les zones franches du Pacifique chilien,<sup>7</sup> et tout particulièrement celle d'Iquique ouvrent des perspectives de profits immenses pour les populations des Andes. Il suffit d'aller là-bas, d'y acheter des produits détaxés et de revenir avec la marchandise pour la vendre dans les grandes villes boliviennes. L'opération est d'autant plus lucrative que les taxes d'importation, à l'arrivée en Bolivie, ne sont pas acquittées.<sup>8</sup> Les quantités de produits importées illégalement sont impressionnantes. En novembre 2004, la COA\* effectue une prise record de plus de 1,5 millions de dollars de marchandises dans deux entrepôts d'Oruro.<sup>9</sup>

Iquique devient la référence incontournable de tous les commerçants boliviens. Dans la ville chilienne, un quartier d'hôtels est uniquement occupé par les Boliviens.<sup>10</sup> En 2002, 41% de ses ventes de la zone franche d'Iquique étaient à destination de la Bolivie.<sup>11</sup> Les commerçants achètent des produits manufacturés de consommation courante. La plupart sont constitués par du matériel informatique, des petits appareils électrodomestiques (audio, radio, machine à café, *licuadora*), des produits de puériculture (poussettes, lits pour bébé), des jouets, de la papeterie etc. Tous sont importés de Chine. Ils achètent aussi des vêtements usagers (des États-Unis) et quelques produits de luxe (cosmétiques et alcools) de Miami.

<sup>7</sup> Il s'agit d'Iquique (fondée en 1975) et d'Arica.

<sup>8</sup> On retrouvera au chapitre III, encadré I-6, Les routes de la contrebande selon la COA\*, p. 144

<sup>9</sup> Des télévisions, des écrans plats, des composants pour ordinateurs, des DVD, des téléphones, des réfrigérateurs, du petit électrodomestique, meubles pour ordinateur etc. ont été retrouvés. Chaque année entre novembre et décembre la COA\* lance un « Plan Navidad », pour lutter contre la contrebande particulièrement importante à cette période de l'année en raison des fêtes de fin d'année. Voir La Prensa, 2004 *Oruro: la Aduana logra decomisar Sus 1,5 millones en mercadería* (édition du 17 novembre 2004).

<sup>10</sup> Information donnée par Lionel Juge. Voir Juge, Lionel 2003 *Mobilité, frontière et territoire commerçants dans les Andes centrales*

<sup>11</sup> Contre 40% en 2003 et 38% au premier semestre de 2004. Données de la Zofri, <http://www.zofri.cl/>

## **La route de l'Est**

Lorsque les routes de l'Orient ont été ouvertes, les commerçants andins sont descendus vers la frontière orientale. Ils maîtrisaient déjà la partie occidentale du trajet – la jonction Pacifique-Altiplano. La migration vers la frontière n'était rien de plus qu'une extension de marché, selon les mêmes logiques de fonctionnement. Ce qui les attirait à la frontière orientale était la présence de clients brésiliens, au pouvoir d'achat plus élevé. Rien ne les effrayait dans le transfert de leur activité dans des régions totalement inconnues, preuve de leur esprit d'entreprise et de leur sens des affaires.

Dans les villes de la frontière, tous les commerces sont aujourd'hui tenus par les Andins. Dans la rue principale de Guayaramerín, des rives du Mamoré jusqu'à la mairie, ces commerces occupent les deux côtés de l'avenue: magasin de tissu, quincaillerie, parfumerie, bijouterie, magasin de chaussures, électrodomestique, boutique de vêtements usagers, de vêtements neufs, magasin d'alcool etc. Du whisky écossais au parfum français, on trouve de tout à Guayaramerín, depuis que les Andins sont venus. Dans les autres villes frontalières, à l'exception de Puerto Suárez, trop loin de la frontière,<sup>12</sup> le paysage urbain se ressemble trait pour trait : les magasins se succèdent le long des rues principales proposant des produits pour des chalands brésiliens plus fortunés. Leur sens du commerce est tel qu'ils ont rapidement étendu leur activité dans d'autres directions : achat de produits brésiliens pour la population locale ou vente de comestibles importés des Andes. Tout ce qui est transporté crée de la valeur, ils le savent bien.

### ***1-2 Nouvelle logique commerciale, nouvelle inscription spatiale***

On pourrait penser que les Collas n'ont rien inventé. Ils n'ont fait que profiter d'une situation géographique favorable au commerce et d'une tradition bien établie d'échanges entre les deux bords. Pourtant, ils ont tellement renouvelé l'activité commerciale à la frontière qu'elle en est devenue méconnaissable. Ils ont été conquérants au point d'expulser les commerçants traditionnels. Ils ont aussi modifié l'inscription géographique du commerce frontalier : l'avant-pays et l'arrière-pays ont été étendus. La métaphore maritime n'est pas fortuite. Les commerçants collas utilisent les villes frontalières comme des ports, c'est-à-dire des plateformes logistiques qui reçoivent les produits d'un arrière-pays pour les revendre en direction d'un avant-pays.

#### ***1-2-1 Extension de l'arrière-pays commercial***

Avant la venue des Andins, seuls les produits locaux étaient échangés de part et d'autre de la frontière (de la cocaïne transformée dans le Beni, du riz ou de l'huile venus du Brésil etc.). Aujourd'hui, la marchandise vendue aux Brésiliens peut venir de très loin (de Chine ; des États-Unis

---

<sup>12</sup> La ville de Puerto Suárez se trouve à un quart d'heure en voiture du poste frontalier, c'est beaucoup trop pour les clients brésiliens.

etc.). Les commerçants andins sont les fourmis de la Bolivie, acteurs d'une nouvelle forme de mondialisation assurée par le bas.<sup>13</sup> Elle les porte partout où les possibilités de commercer sont bonnes.

Les commerçants sont d'une grande mobilité. Jésus Champi est un commerçant de Montevideo. Dans ce village de 36 familles, situé sur les rives de l'Abuná, tout le monde vit du commerce. Depuis 1991, il s'est rendu plus d'une dizaine de fois à Iquique. Du Chili, il ne connaît que la route qui mène à la zone franche et à son quartier commercial. Cette mobilité est étonnante pour des villageois qui ne disposent même pas de route d'accès direct. De fait, la route est longue de Montevideo à Iquique. Jésus Champi prend un taxi brésilien jusqu'à Cobija (3 heures de route), puis un avion pour La Paz, enfin il emprunte un bus jusqu'à Iquique, via Tambo Quemado (14 heures de voyage). Il achète ses marchandises et se groupe avec d'autres commerçants pour affréter des camions de retour.<sup>14</sup> Dans les autres villes de la frontière, les schémas sont les mêmes, à quelques nuances près. Les commerçants les moins fortunés achètent les produits d'Iquique à des revendeurs d'Oruro ou de La Paz. Ceux qui ont gardé de solides liens familiaux avec les Andes, voyagent moins. Des membres du réseau familial leur envoient la marchandise qu'ils sont allés chercher à Iquique. Si tous ont repris à leur compte le discours traditionnel des frontaliers sur l'isolement de la région – il leur permet justifier leur activité informelle - ils sont loin de souffrir d'un tel ostracisme.

### ***1-2-2 Élargissement de l'avant-pays commercial***

L'arrivée des Collas a eu pour effet d'agrandir l'avant-pays commercial. Les petits commerçants ou les consommateurs individuels brésiliens viennent de loin pour s'approvisionner en Bolivie. Cet avant-pays commercial se distingue de l'arrière-pays par son extrême volatilité. Que le pouvoir d'achat des Brésiliens baisse (en raison des taux de change ou d'une crise économique) et la zone de chalandise à l'avant de la frontière se rétracte aussitôt. C'est tout le contraire de l'arrière-pays, où les réseaux commerciaux sont solides et réguliers.

Les bonnes années il y a beaucoup de clients Brésiliens à la frontière bolivienne. À Quijarro, l'année 2003 s'ouvre sur une embellie commerciale, qui se traduit par le retour des bus de clients brésiliens venus de Campo Grande. Ils achètent surtout de la confection, qu'ils revendront avec un petit bénéfice dans les magasins du Brésil.<sup>15</sup> À Cobija, les clients viennent depuis Rio Branco. Les commerçants collas pour attirer les Brésiliens ont du apprendre à calmer leur méfiance. Au Brésil, la frontière bolivienne est un repoussoir et les clients ne sont pas prêts à s'avancer profondément sur ces terres sans foi ni loi. Pour vaincre leurs craintes, les commerçants se sont

---

<sup>13</sup> Voir les études d'Alain Tarrus, à propos du commerce des populations maghrébines en Europe et de leur nomadisme commercial. Ce que l'auteur décrit présente quelques similitudes avec la situation que nous avons observée aux frontières orientales de la Bolivie. Voir Tarrus, Alain 2002 *La mondialisation par le bas : les nouveaux nomades de l'économie souterraine*

<sup>14</sup> D'autres commerçants, qui disposent d'un capital moindre, préfèrent s'occuper eux-mêmes de l'acheminement de leur marchandise en voyageant dans les bus collectifs qui transportent leur cargaison.

<sup>15</sup> Ils achètent pas plus de 150 dollars de marchandises (c'est le maximum autorisé par personne et par semaine). Cela leur permet de ne pas payer de taxe. Ce sont surtout des femmes brésiliennes qui s'occupent de ce type de négoce.

installés au plus près des postes frontaliers. C'est ainsi qu'est né le quartier commercial d'Arroyo Concepción (dans le municipe de Quijarro). À moins de 500 mètres du poste de douane, il a l'avantage d'être près du Brésil. Le quartier existait depuis longtemps. C'était un faubourg de Puerto Quijarro. En 1996, à la faveur du boom commercial, il connaît une forte croissance. Les échoppes se multiplient et on aménage à la hâte des hôtels pour les commerçants venus profiter de cette embellie.<sup>16</sup> Entre 1997 et 1999, le nombre de commerce explose. Des constructions très simples, sans étage, servent d'abris à des magasins rustiques, d'une dizaine de mètres carrés chacun. Le soir, lorsque les échoppes sont fermées par un rideau métallique, le visiteur a l'impression de se promener dans des alignements de garage. L'activité n'est si bonne que parce que les commerçants d'Arroyo Concepción ont court-circuité le flux de chalands brésiliens à leur profit. Auparavant les Brésiliens se rendaient jusqu'à Quijarro, à quelques 5 kilomètres du poste frontalier. À Montevideo, dans le Pando, d'autres commerçants andins ont, de la même façon, détourné une partie du flux des Brésiliens de Rio Branco venus faire des achats à Cobija. Placido de Castro, le municipe frontalier de Montevideo, se trouve à 107 kilomètres de Rio Branco. C'est moitié moins que la distance entre Cobija et Rio Branco (227 km).

### ***1-2-3 La frontière débordée***

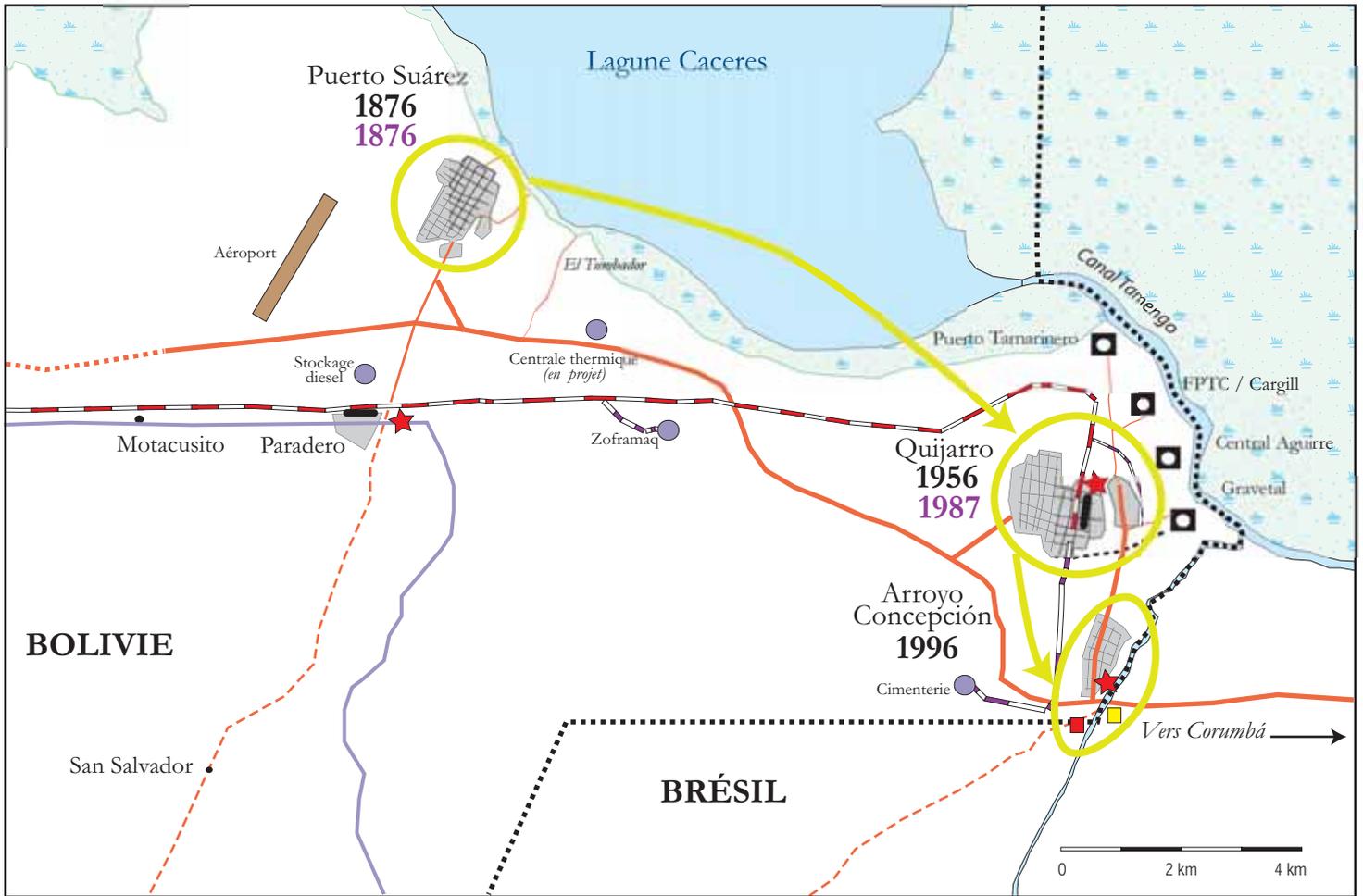
En temps de crise, la logique du court-circuit commercial est poussée dans ses ultimes limites. Les commerçants andins se rendent dans les villes brésiliennes, sans plus attendre, en Bolivie, le chaland qui se fait rare. Ce sont les femmes qui s'aventurent sur les terres redoutées de la « Fédérale », la police fédérale brésilienne qui peut, les jours de zèle, confisquer tout l'éventaire. Les vendeuses boliviennes se groupent à deux ou trois autour de leur petit étal, composé de bonbons, de cigarettes et de quelques gadgets (bijoux fantaisies, peignes et élastiques pour cheveux etc.)

À Corumbá, la ville brésilienne en face de Puerto Suárez/Quijarro, cette délocalisation a pris une autre ampleur. À partir de 1999, de nombreux commerçants d'Arroyo Concepción s'installent en face, dans un marché à l'entrée de la ville : la *Féria Bol-Bras*. En réalité de brésilien, ce marché n'a que l'emplacement géographique et les clients, car tous les vendeurs viennent des Andes. Suzanna a 31 ans. En 1995, elle est arrivée sur la frontière avec son père et sa soeur. Ils ont monté une échoppe à Arroyo Concepción pour vendre des vêtements fabriqués dans le département de La Paz. En 1999, parce que le commerce s'essouffle sur le marché d'Arroyo, ils s'installent à Corumbá. Tous les matins, son mari, Gustavo, son père et elle partent en voiture vendre leur marchandise à la *Féria Bol-Bras*, où ils possèdent trois étales. Le point de contact entre Boliviens et Brésiliens, qui se trouvait jadis fixé à la frontière, s'est déplacé à l'intérieur du Brésil. Le front commercial a avancé, jusqu'à déborder la frontière institutionnelle.

---

<sup>16</sup> Les chambres sont louées au mois. Les hôtels sont des édifices bas, souvent sans étage. Les chambres sont des alcôves sans fenêtres. Elles ne font pas plus de 10 mètres carrés et se ferment à l'aide d'un rideau de fer. En réalité ce genre d'édifice ressemble traits pour traits à ceux qui servent à installer des échoppes.

### III - 19 Arroyo Concepción, quartier commercial et bientôt municpe ? *La croissance commerciale au plus près de la frontière*



*Latitia Perrier Bruslé 2002*

#### I - Frontière et limites naturelles

- Zone hydromorphe
- Lagune, canal, rivière
- Frontière
- Poste frontalier Bolivie Brésil
- Douane

#### II - Trois pôles urbains et quelques zones d'activité

- Zone d'habitat dense
- Communauté
- Activités industrielles
- Port
- Gare passagers
- Aéroport

#### III - Voies de communication

- Gazoduc
- Voie ferrée publique industrielle
- Route asphaltée
- Route de terre, chemin, piste

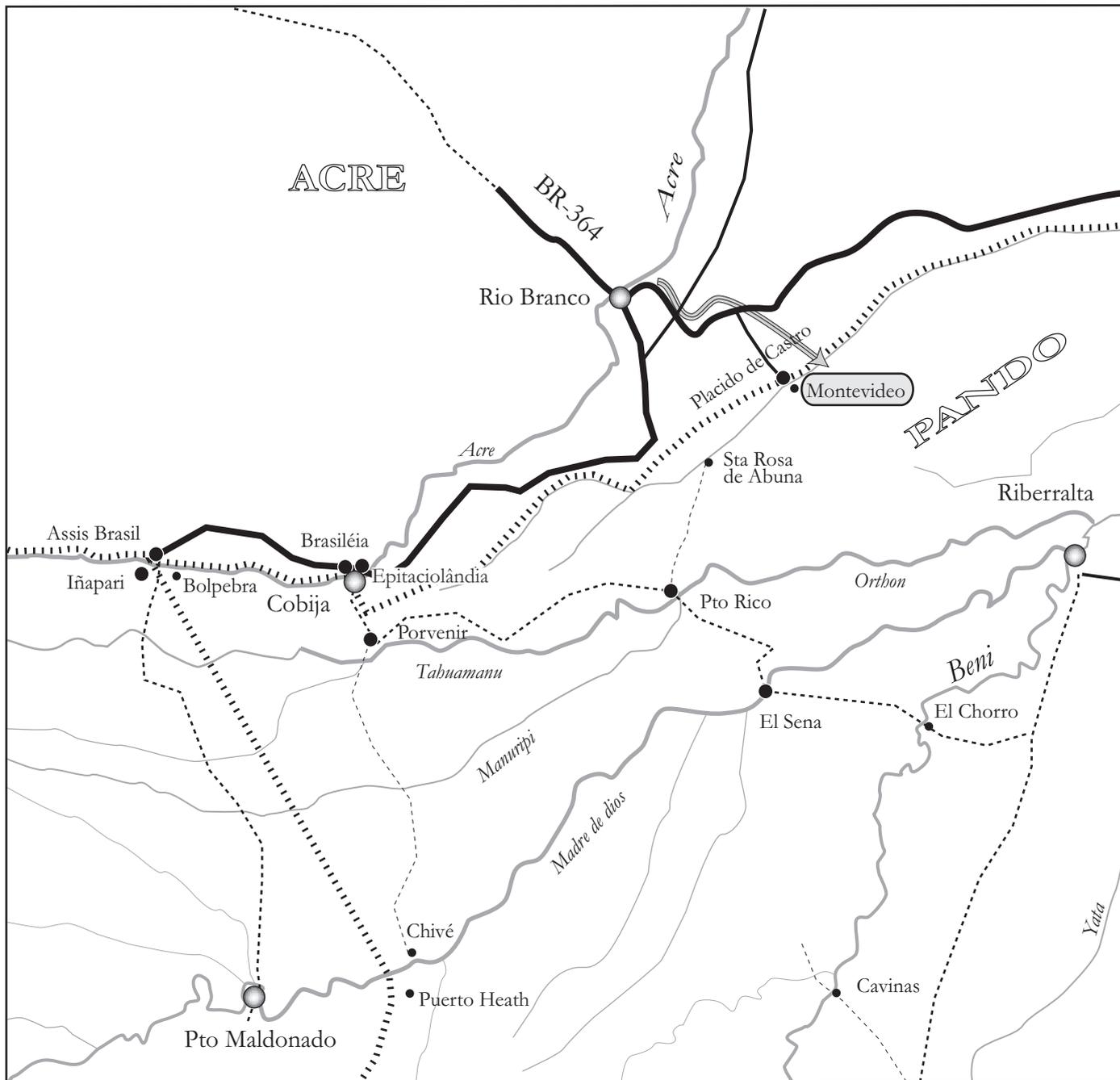
#### IV - Déplacement progressif des pôles d'activité commerciale

- Sens de la migration

Fondation du centre, début de la croissance **1876**

Année de fondation du municpe **1987**  
*(sanctionne un seuil de fonctions et de population apte à faire de la bourgade un centre de municpe indépendant)*

III - 20 Le village de commerçant de Montevideo  
*La logique du court-circuit commercial*



I - Des villes de part et d'autre de la frontière

- Frontière internationale      ·······
- Ville importante (plus de 20 000 habitants)      ●
- Ville moyenne      ●
- Village et lieu-dit      •

II - Les routes

- Route asphaltée      ———
- Route transitable toute l'année      - - - - -
- Route praticable une partie de l'année      ·····
- Rivière      ———

III - Montevideo, un peu plus près des chalands brésiliens

- Village de Montevideo      (Montevideo)
- Itinéraire des chalands brésiliens      ⇨⇨

### ***1-3 Pourquoi les collas assagissent la frontière ?***

Ces quelques exemples montrent le grand esprit d'adaptation des Collas, capables de maximiser l'effet-frontière en toute circonstance. Cet opportunisme n'est pas le seul trait d'une méthode colla qui a fait ses preuves. Il faut en étudier les ressorts, en s'éloignant du simple stéréotype qui veut que le Colla soit travailleur, pour comprendre de quelle manière cette activité informelle peut ouvrir les voies de la sagesse frontalière.

#### ***1-3-1 Des réseaux familiaux ont transformé la frontière en zone de croissance***

Les Collas organisent leur activité sur la base de réseaux familiaux, dont la solidité est assurée par les liens du sang. Cette cellule économique préexistait à leur migration sur les terres de la frontière. Elle a été un gage de réussite dans un milieu à la grande vocation commerciale.

##### **Petite entreprise familiale**

L'activité commerciale des Andins repose sur le transport de produits sur de longues distances. Ils doivent donc disposer de relais tout le long de la chaîne commerciale : à Iquique, à La Paz, à Santa Cruz, à Oruro et dans les villes de la frontière. Comme cette activité est largement informelle,<sup>17</sup> ils ne disposent d'aucun recours légal en cas de contentieux avec un partenaire. Aussi font-ils, le plus souvent, le choix de compter sur leur famille. Suzanne, la commerçante colla de la *Feria Bol-Bras*, est originaire de Copacabana, sur les rives du lac Titicaca. Sa mère et la majorité de sa fratrie sont restées là-bas, lorsqu'elle est venue s'installer sur la frontière. Grâce à ses contacts familiaux, elle se fait envoyer régulièrement de la marchandise depuis les Andes.<sup>18</sup>

L'entreprise, parce qu'elle est familiale, dispose d'une certaine souplesse géographique. S'il reste quelqu'un pour garder l'échoppe, il est toujours possible de tenter de développer d'autres activités, lorsque la conjoncture commerciale devient moins favorable. Beaucoup de commerçants d'Arroyo Concepción ont ainsi laissé leur magasin en gérance à un des membres de la famille pour partir sur d'autres zones frontalières plus dynamiques - à Yacuiba, sur la frontière avec l'Argentine.

##### **Déplacement des priorités : de la survie à l'enrichissement**

Traditionnellement, on faisait du commerce sur la frontière parce qu'on était né là-bas, et seule cette activité permettait d'y survivre. Les Collas inversent le processus. Ils sont venus *à dessein* sur la frontière parce qu'ils pensaient pouvoir s'y enrichir. S'ils ne sont pas tous devenus très riches, la réussite de certains prouve au moins que le calcul n'était pas erroné. Leur bonne fortune a démontré aux vieux frontaliers que l'on pouvait gagner de l'argent sans sombrer dans des

---

<sup>17</sup> Les produits ne sont pas déclarés à l'entrée en Bolivie, les commerçants payent une infime partie de la TVA etc.

<sup>18</sup> Le plus souvent ils utilisent les compagnies de transports collectifs qui prennent des paquets jusqu'à Santa Cruz, où ils vont le chercher.

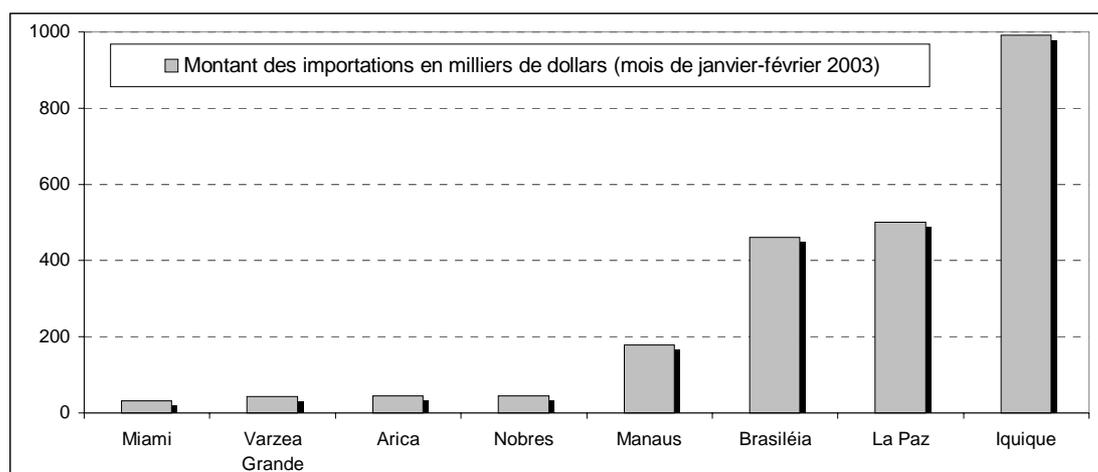
commerces hautement illicites. Si certains d'entre eux accusent les Collas de tous les maux, la plupart reconnaissent qu'ils sont à l'origine de la croissance, démographique et économique, de la frontière. Les 7,4% de croissance démographique annuelle de Cobija donnent la mesure des nouvelles possibilités économiques ouvertes par les Collas et des migrations qu'elles ont suscitées. Il y a plus d'emplois à la frontière, plus d'argent qui circule et les Brésiliens viennent de plus loin.

Le modèle de croissance instaurés par les Collas est une autre façon d'assagir la frontière. Il n'y a pas qu'à l'échelle locale qu'on le remarque. Les Collas ont contribué à changer l'idée qu'on se faisait de la frontière dans tout le pays. Pendant longtemps, une image d'extrême pauvreté était attachée à cette zone. Dans les années 80, à cette première vision dépréciative, s'était ajoutée celle, encore plus avilissante, du narcotraffic. C'était l'anti-monde de la Bolivie, la terre sauvage qui attirait les aventuriers du pays. Les Collas ont démontré qu'on pouvait aussi y gagner de l'argent dans des activités moins condamnables, même si elles participent d'une économie informelle qui déstabilise le pays. La frontière n'est plus la zone d'extrême pauvreté qu'on imaginait, et leur génie commercial a prouvé qu'on pouvait y développer des activités lucratives.

### **Le cadre national, nouvel espace de référence des Collas à la frontière**

Le système économique colla repose sur des liens serrés et fréquents avec le centre andin. Le graphique suivant en donne un exemple à Cobija. Les importations de cette ville proviennent de quelques municipes brésiliens : Brasília, la ville frontalière pourvoit en produits d'alimentation générale (riz, farine, boissons sucrées) ; Manaus, la zone franche exporte des motos et des véhicules ; ou encore Nobres et Várzea Grande fournissent Cobija en diesel. Mais la part des municipes brésiliens est bien faible en regard de La Paz et d'Iquique. La frontière s'est raccrochée au centre andin.<sup>19</sup>

**Figure III-16 : Les importations par origine dans la zone franche de Cobija<sup>20</sup>**



<sup>19</sup> Les importations d'Iquique passent par les centres andins

<sup>20</sup> Polices d'importation de la zone franche de Cobija. Dans cette ville les importations des grands commerçants andins sont plus volontiers déclarées en raison d'une fiscalité très faible.

Le commerce dans les autres villes frontalières s'organise selon la même géographie.<sup>21</sup> Les Collas, en multipliant les liens commerciaux entre la frontière et le noyau andin, ré-instituent le centre national comme horizon de référence des frontaliers. Ce processus est irréversible. Il rend nécessaire, en retour, une normalisation des activités à la frontière. Les Collas ont ouvert les voies de la sagesse. Même s'ils ne sont pas toujours très sages, Lavadenz, un vieux pandinois a raison de dire que « leur contribution a été précieuse ». Maria Velarde, présidente de la zone franche de Guayaramerín, est encore plus précise. « Ce sont les gens de l'intérieur qui ont fait *grandir* la ville. »<sup>22</sup> Dans l'esprit de cette vieille frontalière, née à Guayaramerín, le terme de grandir évoque tout à la fois la croissance démographique et la plus grande maturité des habitants.

### ***1-3-2 Les voies de la sagesse sont impénétrables***

« Les Collas, ils commencent par vendre des pommes de terre et ils deviennent plus riches que nous. Ils construisent des grandes maisons et restent ici. »<sup>23</sup> C'est en ces termes que le président du Comité Civique de San Matías résume la réussite des commerçants andins. Sur la frontière, la prospérité économique de certains d'entre eux suscite bien des jalousies.

#### **Les collas n'ont pas été des narcotrafiquants (en général)**

Les vieux frontaliers ont vu les succès des Collas coïncider avec une période difficile pour eux. Dans ce contexte, la médisance va bon train. « Les gens qui sont compromis dans le trafic de drogue sont ceux qui sont venus de *l'intérieur du pays*. », affirme la présidente du Centre d'Action pandinois, désireuse de laver de tout soupçon la vieille société pandinoise.<sup>24</sup>

Quelques faits permettent de contredire son interprétation. Le narcotrafic s'est développé dès les années 70 dans le Beni, et dans la fin des années 80, à la frontière. Il était donc bien installé avant la grande vague de migration andine. Les Collas n'ont pas pu être à l'origine de la dérive vers le narcotrafic, initiée avant leur arrivée. De plus, pour se lancer dans de telles activités illicites, il faut posséder un poids politique et une reconnaissance sociale qui préservent des sanctions. Or, les Collas, malgré leur pouvoir économique, se sont très peu investis dans la vie politique locale et ne jouissent d'aucune protection. Ils sont, de ce fait, plus exposés à la répression. Ces remarques incitent à penser que les grands commerçants collas se sont moins impliqués dans le trafic de drogue que d'autres groupes sociaux à la frontière. En revanche, des Collas récemment arrivés ont pu servir de petites mains pour le narcotrafic (transporter la drogue ou la cacher). Venus tenter leur chance sur la frontière, ils cèdent à la tentation de gagner quelques dollars, quelques bouteilles de whisky, ou encore le prix de leur loyer – lorsqu'ils transforment leur maison en entrepôt illicite.

<sup>21</sup> Dans ces autres villes, l'absence de zone franche, explique que les importations soient rarement enregistrées. On ne dispose donc pas de la même qualité de données statistiques.

<sup>22</sup> Entretien réalisé le 10/07/03, à Guayaramerín.

<sup>23</sup> Nilson Berre. Entretien réalisé à San Matías le 24/09/03.

<sup>24</sup> Déclaration de Claudia Méndez à La Prensa 2003 *La narco-frontera* (06/07/03). On aura reconnu dans la dénomination « les gens de l'intérieur », les commerçants collas.

Mais ces Collas-là ne sont pas les grands commerçants installés depuis plus de dix ans sur la frontière.

### **Les Collas ont profité des narcodollars**

Les grands commerces du centre ville disposent d'un capital énorme. À Cobija, la même famille tient les trois plus grands magasins de la ville. La marchandise accumulée dans leurs succursales donne une idée impressionnante de leur chiffre d'affaire.<sup>25</sup> La valeur des importations légales réalisées dans la ville témoigne de la grande capacité financière de certains de ces commerçants. Au mois de décembre 2001, Juan Jhony Opi faisait, par exemple, enregistrer pour 157 633 de dollars de marchandises en provenance d'Iquique. Le même mois, Nemecio Ramirez, un autre commerçant colla, déclarait 100 212 de dollars de produits, sous l'étiquette « marchandise diverse ».<sup>26</sup> Comment, dans ce cas-là, ne pas mettre en relation cette puissance économique avec l'argent qui a circulé dans la région à l'époque du narcotrafic ? Il faut le faire, mais pas de la manière dont les vieux frontaliers l'entendent. Les commerçants collas, sans se mêler aux affaires illicites, ont grandement profité des narcodollars, brésiliens et boliviens, lorsqu'ils ont lancé leur activité, dans le début des années 90.

### **Les Collas rentrent facilement dans le rang**

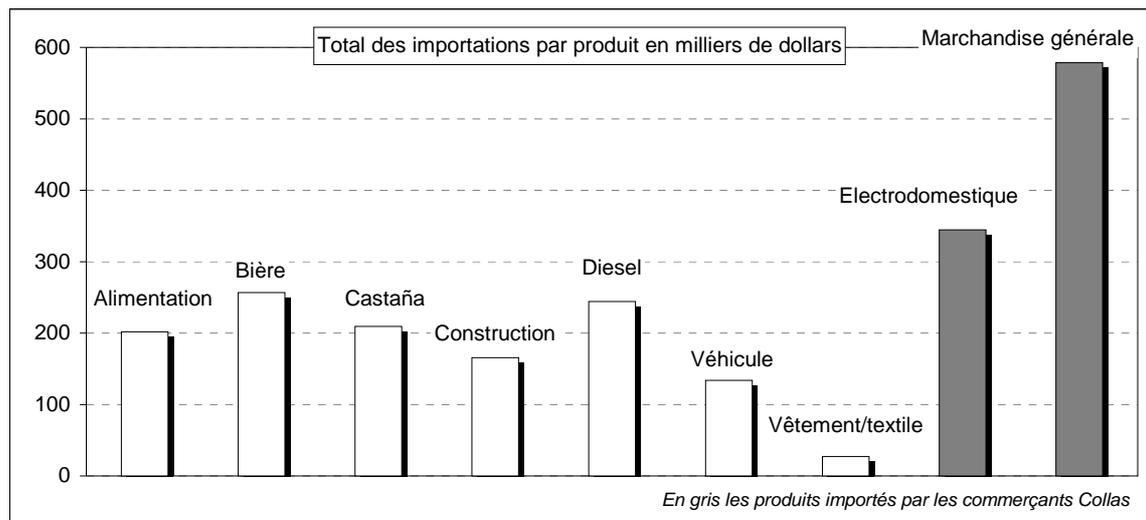
Cette conviction que les commerçants collas ouvrent, en dépit de tout, une voie en direction de la normalisation des zones frontalières prend argument de leur origine géographique. Ils viennent du noyau national andin. Ils ont toujours été plus proches des institutions étatiques. Arrivés tardivement, ils n'ont pas, non plus, connu la période de totale impunité qui régnait sur la frontière avant les années 90. S'ils ne sont pas les derniers à se jouer des institutions étatiques (de la douane en particulier) la façon qu'ils ont de les contourner démontre au moins qu'ils les ont intégrées à leurs pratiques commerciales. D'ailleurs, lorsque les conditions sont favorables, les Collas rentrent facilement dans le rang. C'est ce qu'on observe dans la zone franche de Cobija, où les importations légales ne sont taxées qu'à hauteur de 1,5% de la valeur de la marchandise. Le graphique suivant montre la part importante des importations *déclarées* réalisées par les commerçants collas (électrodomestique et marchandise générale).

---

<sup>25</sup> Il est difficile d'en savoir plus car le propriétaire, comme la plupart des commerçants collas, refuse de donner même une estimation de ce chiffre d'affaire ou encore de la valeur de son capital.

<sup>26</sup> Données de la sous-administration de la douane frontalière de Cobija établies d'après les polices ou MIC\* d'importation du mois de décembre 2001 – la valeur de la marchandise est donnée en CIF. Il faut préciser que parfois les importations, enregistrées au nom d'un seul importateur, sont réalisées par un groupe de commerçants.

**Figure III-17 : Répartition par type de produits dans la zone franche de Cobija au mois de janvier et février 2003<sup>27</sup>**



Les Collas, tout en pratiquant la contrebande, ouvrent une voie en direction de la pacification des zones frontalières. Les pratiques qu'ils ont explorées, et qui se sont révélées hautement lucratives, ont été imitées par des grandes entreprises légales. C'est le cas du complexe « Zona Franca Aguirre », à Puerto Quijarro, dont on reparlera.

## II - Faire de la contrebande un privilège frontalier

Que les Collas aient policé la frontière, la chose est certaine. Qu'ils aient contribué à l'arrimer au reste du pays, est encore moins contestable. Il n'empêche que leur activité, souvent fondée sur l'évasion fiscale, ne peut rassurer totalement les autorités centrales quant au devenir de la région. Elles souhaitent l'intégration de la frontière au reste du pays : une intégration pleine et entière, qui ne se limite pas seulement aux infrastructures de communication et qui s'accompagne de l'abandon d'une mentalité frontalière marquée par l'isolement et source de toutes les déviances, car, du dépit de vivre isolé des autres, naît la volonté de vivre en dépit des autres.

« Pour vivre heureux, vivons caché de l'État. » La force d'un tel paradigme à la frontière ne doit pas être sous-estimé. Si l'État l'avait su, il aurait évité bien des révoltes frontalières. C'est seulement par le compromis avec les vieux habitants de la frontière que l'intégration de la zone sera possible. Or, l'arrimage physique de la frontière, les liens de plus en plus fréquents avec le centre national et les subsides reçus du gouvernement central ont eu pour effets de convaincre les

<sup>27</sup> Source : Données de la zone franche de Cobija, d'après les polices d'importation enregistrées entre le 1 janvier 2003 et le 27 février 2003. (nb : le mois de janvier 2003 avait été perturbée par des manifestations sociales qui avaient bloqué les principales routes du pays, d'où l'intérêt de retenir les deux mois). En foncé apparaissent les marchandises spécifiquement importées par les commerçants collas, même s'ils participent aussi pour une grande part aux importations de bière (depuis La Paz), de vêtements (depuis La Paz) et d'alimentation (depuis Brasília).

frontaliers des quelques avantages qu'ils pourraient tirer de cette intégration. La fatigue de vivre en perpétuelle révolte aussi. Depuis que les vieux frontaliers se sont résolus à négocier, les possibilités d'arriver à un compromis n'ont jamais été aussi grandes (ce sont eux qui tiennent la société frontalière et sont capables de la soulever contre la puissance étatique). Mais pour y parvenir l'État doit accepter de tenir compte de la conviction des frontaliers selon laquelle leur situation leur garantit des privilèges. Sur cette base les négociations et les aménagements sont possibles, même si les Comités civiques donnent parfois l'impression de croire la patience de l'État plus grande qu'elle ne l'est réellement.

## ***2-1 Un privilège ancien : les accords de Roboré (1958)***

Le particularisme frontalier, et les privilèges qui en découlaient, ont été entérinés il y a fort longtemps et de manière fort officielle, dans le cadre des accords binationaux de Roboré signés en 1958 entre la Bolivie et le Brésil.<sup>28</sup>

### ***2-1-1 Les accords de Roboré règlent des questions bilatérales variées***

Sur la frontière, il existe peu d'accords bilatéraux à la notoriété plus grande que ceux de Roboré. À tout propos, on évoque ces accords. Si certains frontaliers détiennent des photocopies des textes originaux, la plupart se contentent d'en avoir une vision assez schématique : les accords de Roboré donnent aux villes frontalières des privilèges commerciaux. Cela suffit pour les convaincre que l'apanage frontalier n'est à renégocier que sur la base de ce traité.<sup>29</sup>

En réalité, lorsqu'il fut décidé en 1955 de remettre à plat les questions en suspens qui continuaient à empoisonner les relations boliviano-brésiliennes, on ne se doutait pas qu'on allait changer le destin de la frange frontalière.<sup>30</sup> À l'échelle nationale, on ne retient des accords de Roboré que les grandes victoires boliviennes : elles tiennent aux notes relatives à la frontière sud (la Bolivie récupère 2500 km<sup>2</sup> dans le secteur du Pantanal), à celles liées à l'exploitation pétrolière (les

---

<sup>28</sup> Certains auteurs, Boliviens et Brésiliens, parlent du traité de Roboré. Je ne retiens pas cette terminologie car les accords de Roboré sont une suite d'accords et non un seul traité international. Ils n'ont de surcroît pas été garantis par des pays tiers.

<sup>29</sup> Roboré se trouve sur la ligne de chemin de fer entre Puerto Suárez et Santa Cruz, à 244 kilomètres de Puerto Suárez et à 405 kilomètres de Santa Cruz. C'est dans cette ancienne bourgade missionnaire que les délégués du Brésil et de la Bolivie, avec à leur tête les deux ministres des affaires étrangères (Manuel Barrau Pelaez, pour la Bolivie et José Carlos de Macedo Soares, pour le Brésil) se retrouvent quatre jours durant pour négocier ce nouvel accord (du 23 au 27 janvier 1957). L'accord sera entériné le 29 mars 1958 à La Paz, par le ministre des affaires étrangères brésiliennes, José Carlos de Macedo Soares, mais il faudra plus de 10 ans pour le Congrès brésilien donne son accord à la note 1 – relative aux limites (le 3 décembre 1968). Cf : Escobari Cusicanqui, Jorge 1982 [1975] *Historia diplomática de Bolivia*, p.370-382 (L'auteur est bien au fait de cette affaire, puisqu'il faisait parti de la commission bolivienne à Roboré). Sur l'opposition qu'a suscitée ces accords au Brésil voir Conduru, Guilherme 2001 *The Robore agreements (1958) : A case study of foreign policy decision-making process in the Kubitschek administration*.

<sup>30</sup> C'est à l'occasion de l'inauguration de la ligne de chemin de fer Puerto Suárez – Santa Cruz, que les deux présidents en exercice, Paz Estensoro pour la Bolivie et Café Filho, pour le Brésil avaient pris la décision de régler les questions en suspens : limite frontalière, exploitation pétrolière et chemin de fer.

Brésiliens perdent une partie des prérogatives qui leur avaient été accordées en 1938<sup>31</sup>) et à la question du chemin de fer Santa Cruz – Puerto Suárez qui avait été achevé quelques années auparavant grâce aux fonds brésiliens. Les Boliviens récupèrent un droit de regard sur son exploitation et remplacent la garantie de remboursement contre « un engagement moral basé sur la bonne foi de l'État bolivien. »

## ***2-1-2 Les accords sur le commerce frontalier***

Ces accords étaient un fourre-tout : plus de 31 documents composaient le dossier signé en 1958 par le ministre des affaires étrangères brésiliennes en visite à La Paz.<sup>32</sup> Le volet commercial se décomposait en trois accords : accord commercial entre le Brésil et la Bolivie, accord commercial interrégional et accord sur le trafic frontalier.<sup>33</sup> Les deux derniers allaient avoir un grand retentissement sur les conditions de l'échange commercial à la frontière.

L'accord de commerce interrégional stipulait que les exportations et importations entre les départements boliviens et les états brésiliens frontaliers seraient « facilitées ou libérées », à condition qu'il s'agisse de produits cultivés ou fabriqués dans ces zones. C'était une façon d'accorder des privilèges commerciaux à ces « vastes régions dépourvues des moyens de communication adéquats », selon les termes de l'accord.<sup>34</sup> Plus important encore, l'accord sur le trafic frontalier libérait de droits d'importation et d'exportation tout le commerce « minoritaire » entre les villes et villages frontaliers et réduisait au minimum « les démarches administratives incontournables ». La marchandise importée dans de telles conditions devait être constituée uniquement par des produits de consommation courante et elle devait être exclusivement consommée par les frontaliers.<sup>35</sup> L'article IV de cet accord fixait le montant maximum des

<sup>31</sup> « Le traité du Pétrole » en 1938 prévoyait que la construction du chemin de fer Santa Cruz – Puerto Suárez serait financée grâce aux réserves pétrolières (de la région de Santa Cruz) qui devaient être exploitées par des sociétés mixtes boliviano-brésiliennes. Une partie du coût était, en outre, à charge du Brésil, en compensation des clauses prévues dans les accords de Petrópolis (1903) qui n'avaient pas toutes été respectées. Avec les accords de Roboré, les clauses de 1938 sont infléchies en faveur de la Bolivie. Les champs de pétroles seront divisés en deux parties : 60% iront à YPBF – l'entreprise bolivienne d'hydrocarbure, et 40% pourront être exploitée par des entreprises privées brésiliennes, à condition qu'elles se soumettent au Code du Pétrole Bolivien. C'était là une grande victoire. Dans les faits plus de 2 millions d'hectares d'une zone potentiellement riche en pétrole sont récupérés par la Bolivie.

<sup>32</sup> Le Brésil accordait des zones franches à la Bolivie dans les ports de : Belém, Porto Velho, Corumbá et Santos et un protocole fut signé sur la libre circulation des fleuves amazoniens du Brésil par la Bolivie (et vice-versa).

<sup>33</sup> Voir archive de la Chancellerie bolivienne (accords n°96, n°97 et n°98).

<sup>34</sup> Article I du *Convenio de comercio inter-regional* « Les gouvernements de la République de Bolivie et des États-Unis du Brésil, souhaitant stimuler les échanges commerciaux d'articles produits dans les départements du Beni, Pando et Santa Cruz, d'une part, et les états du Mato Grosso, de du Rondônia et de l'Amazonas et des territoires de l'Acre, et surtout les transactions ayant pour but de développer la complémentarité économique entre les populations situées dans ces vastes régions dépourvues de moyens de communication, prennent l'engagement de libérer ou de faciliter, selon les cas, les opérations d'importation et d'exportation prévues dans le cadre de cet accord. » L'accord était accompagné de deux annexes qui fournissaient la liste des produits libérés. Les produits boliviens libérés étaient la gomme brute, la castaña, le bétail vivant, le plâtre, le bois, le quinquina, le sel, la viande séchée. Les produits brésiliens libérés étaient : le sucre cru, le phosphate et les engrais, le thé et le maté, les médicaments, le ciment, le bétail pour la reproduction, les insecticides, le jute et les produits fabriqués à partir du jute, le matériel agricole, les pièces de rechange automobile, les vaccins pour les bêtes, la viande séchée et le sel.

<sup>35</sup> Article I du *Convenio de trafico fronterizo*. « Les gouvernements de la République de Bolivie et des États-unis du Brésil libèrent de droits de douane et d'impôts douaniers, des dispositions ayant trait au change de monnaie et au droit consulaire et de tout type de charges fiscales, existantes ou à créer, le commerce minoritaire qui se réalise entre les populations frontalières des deux pays. Ils s'engagent aussi à réduire au minimum les démarches administratives inévitables. »

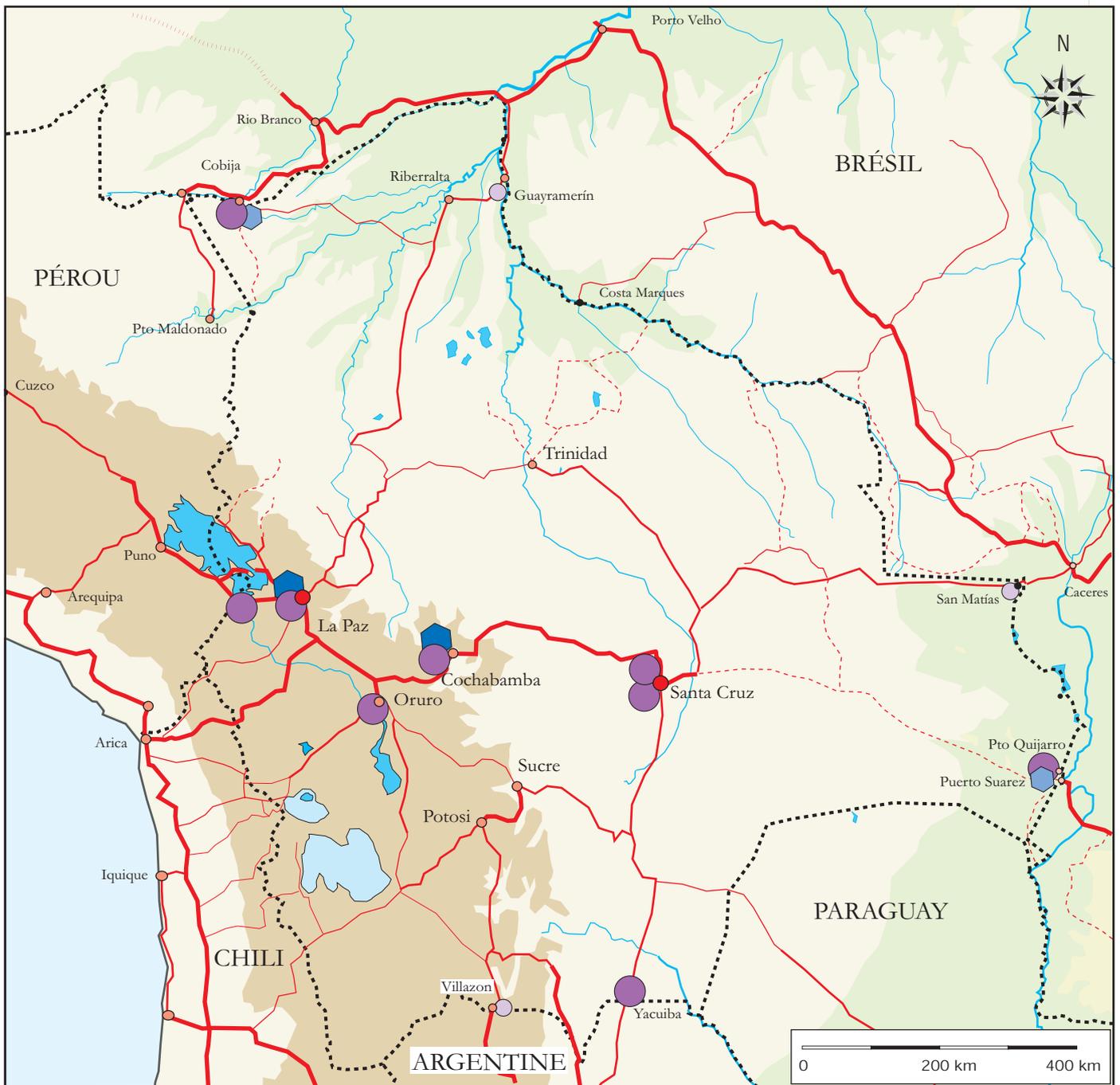
transactions frontalières à 3000 cruzeiros par personne et par semaine. Le cruzeiro n'ayant plus cours, ce montant est aujourd'hui établi à 150 dollars.

Les populations frontalières considèrent ces accords comme une reconnaissance d'un privilège frontalier, qui ne faisait lui-même que légaliser une situation de fait : celle d'une contrebande généralisée. S'ils sont nombreux à demander une révision des accords de Roboré, c'est toujours pour obtenir de meilleurs arrangements sur la base des privilèges acquis en 1958.

## ***2-2 La création de zone franche : réussites et errements***

Dès 1982, le gouvernement bolivien décide de développer l'activité économique du pays par la création de zones franches. Les villes de la frontière orientale avaient trois raisons de les accueillir : elles étaient relativement sous-développées, les possibilités de croissance économique étaient, par la plupart, liées au commerce, enfin, elles vivaient dans une économie totalement informelle que la création de zone franche pouvait réglementer – à condition que l'État accepte de renoncer à la rente frontalière. Deux types de zones franches furent créés. Les premières étendaient la zone franche à toute la ville. Il s'agissait alors d'institutions publiques qui dépendaient de la douane nationale. C'est le cas de la zone franche de Cobija. Les secondes étaient circonscrites à quelques entrepôts, au-delà de ses murs les importateurs devaient s'acquitter des taxes. Elles étaient cédées, sous forme de concession, à des capitaux privés. C'est le cas dans toutes les autres villes de la frontière orientale. En outre, une distinction était établie entre les zones franches à vocation commerciale, et celles à vocation industrielle, où des industries pourraient fabriquer des produits en bénéficiant d'une exemption de taxe sur les produits importés. L'exemple des *maquiladoras* mexicaines était la référence. La carte des zones franches montre que la frontière orientale a été relativement favorisée par rapport aux autres régions frontalières. Sur les six zones franches installées en des points de passages frontaliers, quatre se trouvent à la frontière avec le Brésil. Cette priorité donnée à la frontière orientale est révélatrice de la volonté étatique de discipliner la zone en lui octroyant certains privilèges.

### III - 21 Les zones franches en Bolivie Un privilège frontalier partagé par d'autres



Latitia Perrier Bruslé 2004  
Source : Vice Ministerio de Exportacion

#### I - Les zones franches commerciales

- Zone franche active
- Zone franche inactive

#### II - Les zones franches industrielles

- Zone franche active
- Zone franche inactive

## 2-2-1 Le fiasco des zones franches

Ce favoritisme oriental n'eut pas l'effet normalisateur recherché. Les frontaliers ont peu utilisé les zones franches. Pourquoi faire des démarches compliquées pour importer des produits sans payer de taxe, alors que la tradition a rendu légitime une telle pratique sans avoir à utiliser les zones franches?<sup>36</sup> À Guayaramerín et à San Matías, les zones franches ont été des échecs.

### La zone franche de Guayaramerín : vide puis attaquée

« La Zofragua [la zone franche de Guayaramerín] on ne l'a jamais utilisée ici, car il s'agit d'une entreprise privée qui fait payer ses services », affirme le vice-président du comité civique de Guayaramerín.<sup>37</sup> Le gérant de cette entreprise nuance ces propos. Le coût du service, autour de 2% de la valeur de la marchandise, ne lui semble pas exorbitant.<sup>38</sup> Il souligne que la Zofragua a fonctionné dans les deux premières années de sa fondation (1995-1997). Les produits étaient stockés par de grands importateurs boliviens d'électrodomestique en provenance d'Iquique (Samsung, Sony et Daewo) et par des importateurs brésiliens (Continental, entre autres). Après 1997, la zone franche périclita. Entre 1997 et 2002, elle n'a aucun client.<sup>39</sup> En 2003, la directrice dit que la Zofragua dispose de 2 à 3 clients. 0, 2 ou 3 clients, c'est de toute façon bien peu pour justifier les 10 personnes employées par l'entreprise.<sup>40</sup> Pourtant lorsqu'elle fut fondée, la Zofragua avait suscité de grandes espérances.

### Encadré III-8 : Les grandes espérances de la zone franche de Guayaramerín (selon son prospectus de présentation)<sup>41</sup>

Dans le département du Beni, un groupe d'investisseurs privés (nationaux et étrangers)<sup>42</sup> a créé la ZONE FRANCHE DE GUAYARAMERÍN COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE, parce qu'ils étaient sûrs du potentiel de développement de la région. (...)

L'attractivité de la zone franche tient à la proximité avec la République du Brésil. Il est important de préciser son contexte économique. Il faut compter avec les normes fiscales du pays voisin et son niveau économique. Il faut aussi se rappeler que la ville de Guajará-Mirim est une ZONE DE LIBRE COMMERCE. Chaque habitant brésilien a le droit d'acquérir pour 2 500 dollars par personne et par jour

<sup>36</sup> Pour avoir le droit d'utiliser une zone franche il faut : remplir une demande auprès de la gérance générale de la zone en précisant quel type d'activité on souhaite développer ; accompagner cette demande d'une pièce justifiant la personnalité juridique de l'entreprise et le pouvoir légal de son représentant (pièce d'identité, numéro de RUC etc.) ; posséder des références commerciales et un compte en banque ; et, signer un contrat avec la zone franche. Si l'utilisateur ainsi reconnu souhaite importer de la marchandise de la zone franche, ou la nationaliser, ou la ré-exporter en direction d'un pays tiers, ou, encore la vendre en *duty free*, il devra fournir la documentation de sa marchandise : formulaire, police d'importation, MIC\* (manifeste international de charge), facture commerciale, assurance pour le fret. Les démarches pour l'acceptation de la marchandise dans la zone franche sont : l'autorisation d'entrée de la marchandise dans la zone franche, donnée par les fonctionnaires de la douane, la présentation du MIC\* de la DTA\* (déclaration de transit douanier) et du permis de conduire du transporteur, le contrôle de la marchandise etc. On comprend que l'ensemble de ces démarches effarouchent les contrebandiers de la frontière.

<sup>37</sup> Entretien réalisé à Guayaramerín, le 26/07/03.

<sup>38</sup> En fait, le coût est sans doute un peu plus élevé. L'utilisateur de la Zofragua doit s'acquitter d'une cotisation forfaitaire de 150 dollars par an. L'utilisation de la zone franche, par la suite, suppose de verser 1,2% de la valeur C.I.F de la marchandise, puis 2,5 US dollars par m<sup>3</sup> pour la manipulation. A la sortie de la zone franche l'utilisateur doit encore verser 0,0874 dollar par m<sup>3</sup> et par jour. Tous les formulaires (factures de réexpédition, visa de sortie, MIC\*/DTA\*, déclaration sur l'honneur etc.) sont payants – de 2 à 10 dollars. Il faut enfin prendre une assurance d'une valeur de 30 US dollars par mois.

<sup>39</sup> Entretien réalisé à Guayaramerín le 18/07/02.

<sup>40</sup> Entretien avec Maria Velarde réalisé à Guayaramerín le 10/07/03.

<sup>41</sup> Il n'y a pas de date d'édition sur le prospectus, mais il semble vraisemblable qu'il a été imprimé lors de la fondation de la zone (en 1996), dans le but de la faire connaître et attirer des importateurs.

<sup>42</sup> La Zofragua est un consortium composé par des capitaux boliviens, brésiliens et chiliens.

de marchandise, et les grands commerçants n'ont même pas de limite pour le montant de leurs importations. Si l'on prend en compte le fait que le Brésil possède plus de 150 millions d'habitants avec un niveau de vie cinq fois supérieurs au nôtre, et que 10% d'entre eux peuvent venir à la frontière pour faire leur achat, on peut alors affirmer que la zone franche connaîtra un flux de 15 millions de clients par an, soit 42 000 acheteurs par jour, durant les 360 jours de l'année. Ainsi, si chacun achète ne serait-ce que 100 dollars de marchandise, cela représenterait un flux commercial de **quatre millions de dollars par jour**.

Cette situation permet de voir avec optimisme l'avenir de la région et démontre que les conditions pour créer la ZOFRAGUA S.A sont bonnes. La zone sera un pont pour distribuer la marchandise en direction du Brésil.

Les grandes espérances de la Zofragua semblent bien exagérées. Les concepteurs, lors de sa fondation pensaient qu'elle générerait un flux de quatre millions de dollars par jour. Ils ont à peine été atteints en huit ans d'exercice. L'échec s'explique surtout par l'absence d'utilisateurs : les contrebandiers ne se sont pas intéressés à cette zone, tandis que les importateurs extérieurs ont eu peur d'y venir. Lors de la grande jacquerie frontalière de Guayaramerín, en août 2001, les entrepôts de la zone franche ont été attaqués, au même titre que ceux de la douane. Ce fait n'est pas anodin. En s'en prenant à la Zofragua, les frontaliers disent à l'État que ce n'est pas cette sorte-là de zone franche qu'ils souhaitent, avec ses minuscules entrepôts au-delà desquels il faut s'acquitter des lourdes taxes d'importation. La zone franche de leur rêve serait une institution publique, dont les services seraient gratuits et qui serait étendue à toute la province Vaca Díez.

### **La zone franche de San Matías : pôle actif de contrebande**

L'affaire de la zone franche de San Matías achève de convaincre de la grande difficulté d'encadrer le commerce informel à la frontière, même en échange de cadeaux fiscaux. En 1996, la Zofrasmat est créée. C'est une entreprise privée qui appartient aux frères Kattan. En mai 2001, à la suite d'une enquête de la douane, elle est fermée sur décision du Conseil national des Zones franches. L'affaire est grave. La zone franche était devenue, en 5 ans, un haut lieu de la contrebande : elle autorisait la vente au détail de produits importés en franchise de douane - sans s'être acquittés de l'impôt douanier (*gravamen fiscal*), ni de la T.V.A (*impuesto al valor agregado*). Cela représente un manque à gagner pour la douane de 6,2 millions de dollars. La zone franche effectuait aussi des importations illégales en Bolivie. Sous couvert de réexportations au Brésil, la marchandise était écoulee à l'extérieur de la zone franche, dans les environs de San Matías. Les 417 MIC\* (manifeste international de charge) retrouvés par les enquêteurs leur permettent d'estimer que, entre 1996 et 2000, le total de la marchandise introduite en contrebande a dépassé 52 millions de dollars.<sup>43</sup> En février 2004, Mónica von Borries, juge auprès de la douane, qui avait initié les investigations, est tuée dans un attentat à la voiture piégée.<sup>44</sup> Peu après, l'affaire se retourne contre les autres enquêteurs qui sont accusés d'avoir falsifié les preuves. Ils ont dû comparaître dans un procès initié par les frères Kattan, propriétaires de la zone franche, qui demandent des dédommagements pour calomnie – ce qui dit une nouvelle fois, le sentiment d'impunité propre aux

<sup>43</sup> Voir La Prensa, 2004 *Zona Franca San Matías cometió contrabando por \$us 58 millones* (édition du 23 mai 2004).

<sup>44</sup> Mónica von Borries a été aussi juge chargée des affaires de Substances contrôlées (drogue) auprès du Ministère public – de 1995 à 2000, et de 2002 jusqu'à sa mort. Entre 2000 et 2002, elle a été juge rattachée à la douane et c'est dans ce cadre qu'elle s'est penchée sur l'affaire de San Matías. Il est difficile d'affirmer que c'est à cause de cette affaire qu'elle a été tuée. Voir El Deber, 2004 *La fiscal Mónica von Borries investigó casos muy "pesados"* (édition du 28 février 2004).

contrebandiers de la frontière. Cette fois-ci, il n'est pas sûr qu'ils s'en sortent la tête haute, car la douane prend cette affaire très à cœur. Le chef national du service contrôle de cette institution affirme qu'il détient toutes les preuves capables de les faire tomber et qu'il les utilisera. En attendant la zone franche est fermée.

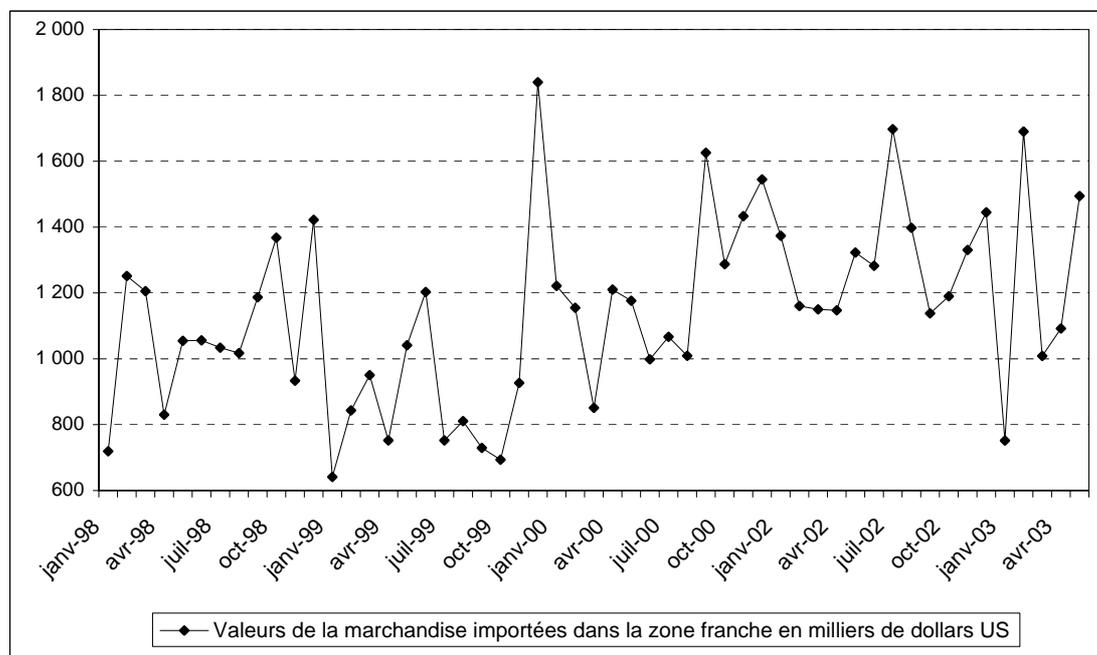
### 2-2-2 Les zones franches réussies

Le fiasco de Guayaramerín et de San Matías, invite à regarder d'un œil plus indulgent l'évolution des zones franches de Cobija et de Puerto Suárez/Quijarro, en dépit des dérives auxquelles elles ont, aussi, donné lieu.

#### Les privilèges de Cobija

La zone franche de Cobija a été créée en 1983 pour favoriser le développement économique de la région, alors que celle-ci n'était pas encore reliée physiquement au reste du pays.<sup>45</sup> Gérée par une administration rattachée à la douane, elle avait été créée pour vingt ans. En 1998, elle a été renouvelée pour une autre vingtaine d'années (jusqu'en 2018).<sup>46</sup> Le volume d'activité de la zone franche dépasse celui de toutes les autres zones de la frontière orientale. Il oscille entre 0,6 et 1,8 millions de dollars de marchandise importée par mois.

**Figure III-18 : Valeur des marchandises importées dans la zone franche de Cobija par mois – entre 1998 et 2003**<sup>47</sup>



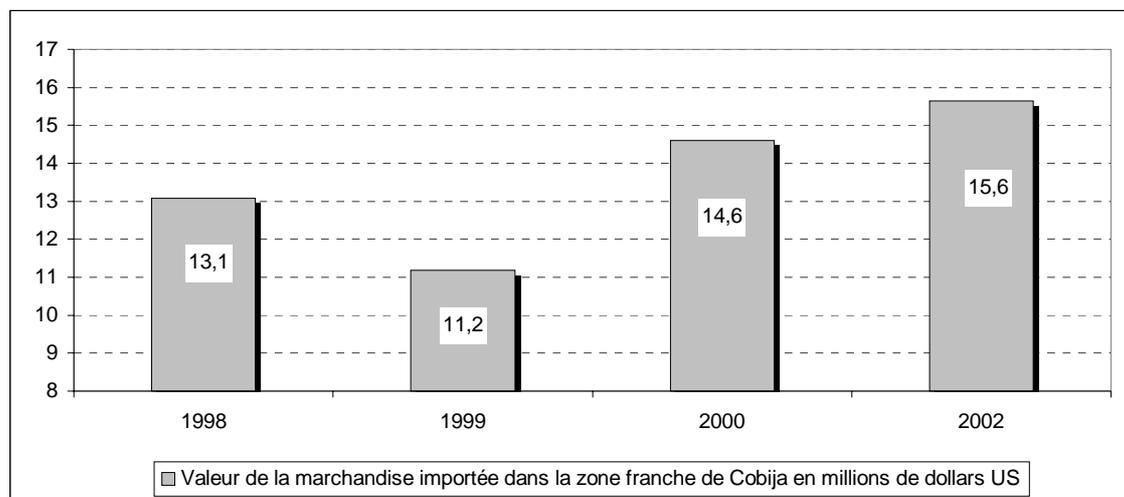
<sup>45</sup> La loi du 12 octobre 1983 : « Création de la zone franche commerciale et industrielle de Cobija. »

<sup>46</sup> Loi 1850 du 7 avril 1998. C'était sous la présidence d'Hugo Banzer, qui avait fait du Pando son département préféré. Le Pando était un bastion de l'ADN, le parti du général Banzer au pouvoir. Il a bénéficié de nombreux transferts de fonds de la part du gouvernement de La Paz. Les hommes du Pando, comme Leopoldo Fernandez, Vice-président de la République sous Quiroga, étaient très hauts placés

<sup>47</sup> Source : Polices d'importation, données des différents rapports annuels d'activité de la zone franche de Cobija depuis 1998. L'année 2001 est manquante (cette année là le rapport particulièrement léger ne reprenait pas un tableau général des importations mensuelles). La valeur totale des marchandises était donnée en bolivianos, je les ai converti en dollars, pour effacer l'effet inflation, qui faisait croître artificiellement la valeur des marchandises.

La variabilité saisonnière de l'activité est grande. Les mois de novembre et décembre sont particulièrement actifs en raison de la grande quantité de marchandises importées d'Iquique pour les fêtes de fin d'année. De novembre à mars, ce sont les castañas\* récoltées dans l'Acre et importées pour être transformées à Cobija, qui font monter les importations. Malgré ces variations saisonnières, on voit, bon an, mal an, les marchandises importées légalement augmenter. Entre 1998 et 2002, la valeur annuelle des importations s'est accrue de 20%. Cette croissance s'explique par deux phénomènes : les importations suivent la croissance urbaine rapide de Cobija et la part des importations déclarées croît progressivement par rapport à celle de la contrebande.

**Figure III-19 : Valeur des marchandises importée dans la zone franche de Cobija chaque année<sup>48</sup>**



En dépit de cette croissance des importations légales, l'informalité perdure. Le personnel de la zone franche reconnaît qu'une partie importante de la marchandise n'est pas enregistrée à l'arrivée à Cobija. Il s'agit des importations de « détails », inférieures à 150 dollars, ou d'autres, qui dépassent ce seuil, sans être pour autant déclarées.<sup>49</sup> La déclaration de marchandise est complexe : l'importateur doit être enregistré légalement comme utilisateur de la zone franche, et à ce titre s'acquitter d'une cotisation annuelle, il doit fournir de nombreux papiers justifiant de l'existence de son entreprise, il doit, enfin, céder 1,5% de la valeur de sa marchandise (1% pour les frais de gestion de la zone franche et 0,5% pour financer l'université du Pando). De surcroît, l'existence de cette zone franche a donné l'impression aux habitants que tout le département était libéré de taxes. Alors, s'il y a peu de commerçants pour enregistrer leur marchandise à l'entrée dans la ville il y en a encore moins pour la « nationaliser », en payant taxes et impôts, à la sortie de Cobija. « Finalement c'est tout le Pando qui est en zone franche, même si cette situation ne correspond à aucune loi écrite »,

<sup>48</sup> Source : Rapports annuels d'activités de la zone franche, d'après les Polices d'importation enregistrées. Même remarque sur l'année 2001 manquante.

<sup>49</sup> Selon Lic. Beltran, administrateur de la zone franche, entretien réalisé le 4/07/03.

affirme le chef de la douane de Cobija.<sup>50</sup> La souplesse des douaniers est la clef de la réussite commerciale de Cobija et il sera bien difficile au gouvernement de revenir sur ce privilège.

### À Puerto Suárez et Quijarro le succès est plus relatif

À Puerto Suárez/Quijarro deux zones franches ont été créées, dans des conditions différentes de celles de Cobija, puisqu'elles ont été cédées à des capitaux privés. La première, la Zoframaq, est une zone franche industrielle, fondée en 1997. Elle avait vocation à accueillir des entreprises de transformation.<sup>51</sup> Elle est restée, jusqu'à aujourd'hui, un simple lieu de stockage des marchandises. La plupart sont importées du Brésil et réexpédiées à Santa Cruz.<sup>52</sup> Les 30 hectares de la zone franche et les 4700 mètres carrés d'entrepôts sont presque vides. Entre 1999 et 2001, le volume des marchandises introduites dans la zone franche a baissé de 40%.<sup>53</sup> Moins de 100 polices d'importation ont été déposées chaque mois en 2001 - contre 150 à 200 dans la zone franche de Cobija.

Ce relatif échec ne s'explique pas uniquement par le renversement de la conjoncture économique. Il est aussi lié à la concurrence de la zone franche de Quijarro, Central Aguirre, établie à moins de 10 kilomètres de là. Cette rivale possède bien des avantages. Le plus important d'entre eux tient à son terminal portuaire. Située sur les rives du canal Tamengo, elle a été créée en 1986 par Joaquín Aguirre Lavayén.<sup>54</sup> Central Aguirre, financé par des fonds publics,<sup>55</sup> mais détenu par des intérêts privés (la famille Aguirre ainsi que d'autres capitaux)<sup>56</sup> a toujours navigué entre deux eaux, confondant volontiers ses intérêts propres et ceux du pays tout entier. « La mer nous appartient de droit, la récupérer est un devoir », écrit Joaquín Aguirre en lettres capitales d'un bout à l'autre de ses mémoires.<sup>57</sup> Cultiver le patriotisme marino-centré bolivien est facile. Le détourner du Pacifique à l'Atlantique est plus difficile. À force d'entrisme dans les ministères et de campagnes de presse, cela finit par fonctionner.

<sup>50</sup> Entretien réalisé à Cobija le 23/04/03.

<sup>51</sup> Le nom est une abréviation pour *zona franca de maquila*, où l'on voit que la dimension industrielle était au cœur du projet initial.

<sup>52</sup> Des 70 importateurs enregistrés à la Zoframaq, 85% étaient domiciliés à Santa Cruz. Entretien avec Bernardino Saucedo, administrateur de la Zoframaq. Puerto Suárez mai 2001.

<sup>53</sup> Estimation de Ricardo Mendoza, officier de douane attaché à la Zoframaq, entretien réalisé en mai 2001.

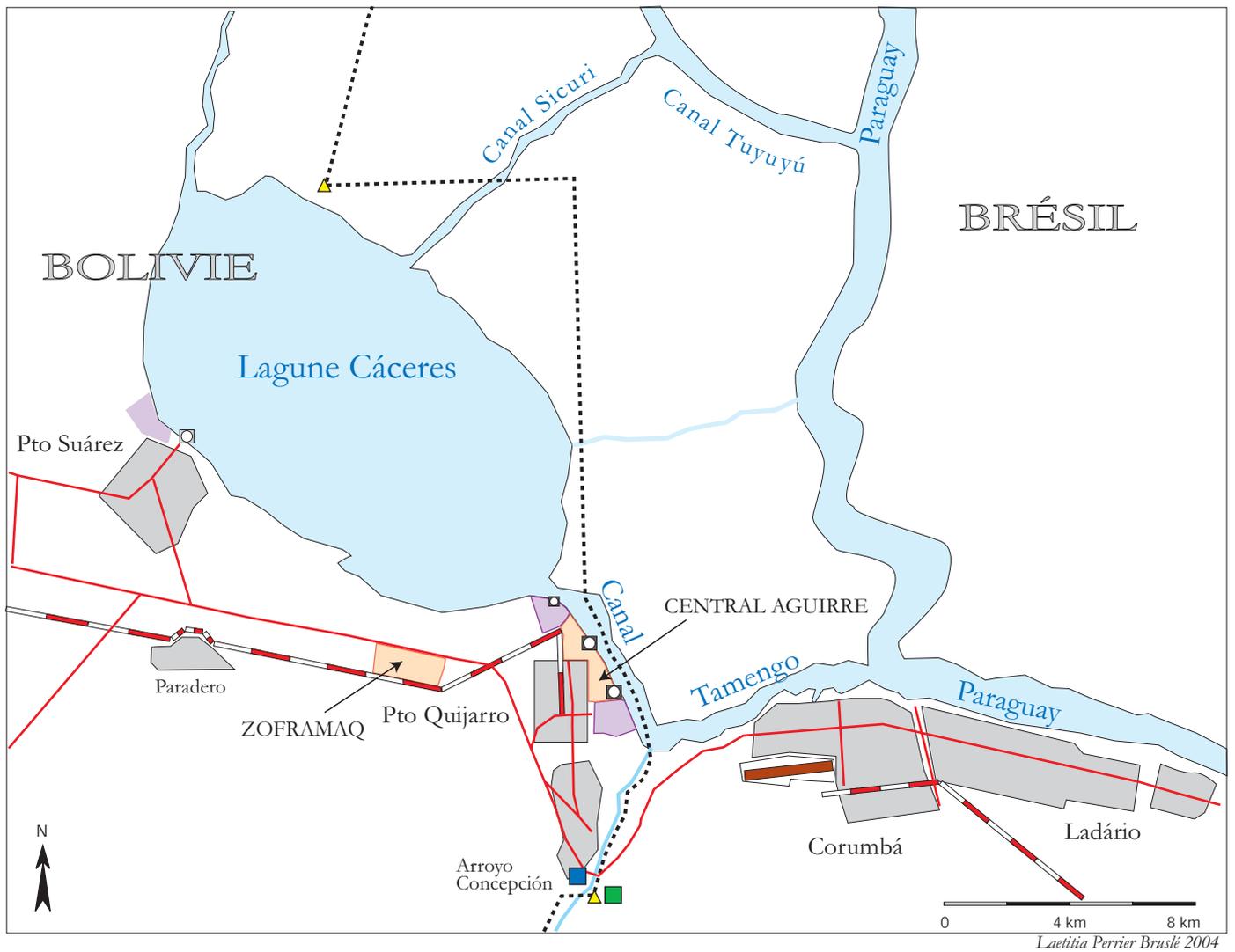
<sup>54</sup> Joaquín Aguirre a, sa vie durant, lutté pour réaliser le rêve de son grand oncle défunt, Miguel Suárez Arana : donner un port souverain à la Bolivie sur le Paraguay. Miguel Suárez Arana a fondé Puerto Suárez en 1876, il obtient une concession immense de terres, à charge pour lui de les mettre en valeur et de trouver une sortie vers l'Atlantique pour permettre l'installation de colons. Voir Deuxième partie, chapitre IV, paragraphe 3-2 « La Bolivie se tourna alors vers l'Atlantique ».

<sup>55</sup> La Banque Mondiale accorde en 1987 un prêt de 1,2 millions de dollars à l'entreprise Central Aguirre. Auparavant, USAID – coopération états-unienne et FINDESA – Financière de développement de Santa Cruz, étaient intervenus pour appuyer le projet.

<sup>56</sup> En 1991, la Banque Mondiale devient partenaire du projet, et non plus simple créancier, via sa filiale International Finance Corporation (IFC). Le prêt de 1,2 millions de dollars, concédé en 1987, n'avait pas pu être remboursé. Il est converti en obligations (pour une valeur de 1,3 millions de dollars). Dans le même temps, IFC apportent 0,9 million pour la construction d'un nouveau terminal portuaire. En 1996, l'entreprise Cargill s'associe à Central Aguirre pour créer une « joint-venture » de 8 millions de dollars et, en 1997, Williams Companies fait de même dans le cadre d'une nouvelle société, Free Port Terminal Company, d'une valeur de 3 millions de dollars. Les quatre partenaires font partie de la société CAPSA (Centra Aguirre Portuaria Sociedad Anonima). Source : entretien avec Hugo Dalenz, administrateur de la zone franche, à Quijarro le 27/04/01.

<sup>57</sup> Voir Aguirre Lavayén, Joaquín 2000 *Puerto Aguirre : una salida al mar para Bolivia, la historia de un sueño imposible*

III - 22 Les deux zones franches de Puerto Suárez - Quijarro  
*Avantage à Central Aguirre*



I - Des ports, des villes au milieu des marais

Lagune, canal et fleuve	
Petite rivière ( <i>arroyo</i> )	
Zone urbanisée	
Terminal portuaire abandonné	
Terminal portuaire en fonctionnement	

II - Une frontière, des routes

Limite frontalière	
Bornes	
Poste de douane	
Route asphaltée	
Voie de chemin de fer	

III - Les zones réservées de la frontière

Zone militaire	
Zone franche	

En 1984, Joaquín Aguirre obtient que Puerto Quijarro soit déclaré priorité nationale. En 1991, le terrain de 200 hectares qu'il a acheté sur les rives du canal Tamengo est placé en zone franche. Central Aguirre pour valoriser ses investissements déploie ses activités dans différents secteurs : le duty free, l'exportation du soja via sa filiale AABSA (Aguirre Agro Bolivia SA) partagée avec Cargill, et l'importation du diesel, dans le cadre de sa filiale Free Port Terminal Company, qui appartient en partie à Williams Companies. L'entreprise propose aussi le stockage des produits et différentes procédures de réexportations (produits brésiliens à destination de la zone franche de Santa Cruz, produits importés d'Iquique à destination d'acheteurs brésiliens etc.). « Seule la fabrication manque à la zone franche, mais nous venons de signer un contrat avec un groupe d'investisseurs boliviens. Ils vont implanter une usine de *cachaça*<sup>58</sup> dans la zone franche », confiait le gérant de Central Aguirre en 2001.<sup>59</sup> Faire de la *cachaça* bolivienne pour la vendre aux Brésiliens, l'idée était peut-être bonne. L'usine n'a jamais vu le jour. Central Aguirre n'en est pas moins l'une des plus grandes réussites économiques de la région. Elle employait, en 2001, 251 personnes, contre 60 personnes pour la Zoframaq (la même année).

## ***2-3 Petits arrangements frontaliers***

L'État croyait avoir trouvé dans les zones franches un moyen de normaliser la situation aux frontières, tout en maintenant leur croissance économique. Si certaines zones franches ont été une réussite, d'autres n'ont pas eu l'effet pacificateur recherché. Aussi, a-t-il fallu chercher d'autres façons de s'arranger avec les frontaliers. L'État a tenté d'améliorer les institutions qui le représentent sur la frontière. Il a aussi souvent cédé à la tentation d'accorder quelques concessions pour calmer la colère des frontaliers.

### ***2-3-1 Les tentatives de la douane pour s'améliorer***

Sur la frontière, les douaniers ont longtemps hésité entre deux attitudes : la corruption ou l'affrontement. La pauvreté de leur solde les rendait vulnérables aux bakchich, cédés par des contrebandiers bien plus riches qu'eux. En vérité, il n'y avait pas que leur salaire misérable qui expliquait leurs faiblesses. L'insuffisance de moyens matériels (bâtiments dégradés, absence de véhicules, peu de personnels) ne les incitait pas à soutenir l'action d'un État qui démontrait le peu d'efforts qu'il était prêt à fournir pour récupérer la rente frontalière. Devant une telle indifférence, pourquoi ne pas profiter en leur nom propre de l'effet-frontière, et des quelques avantages qu'il pouvait tirer de leur uniforme poussiéreux ? La corruption allait bon train. Elle continue aujourd'hui, même si les salaires des douaniers ont augmenté.<sup>60</sup> L'autre tentation était d'affronter de

---

<sup>58</sup> Alcool de canne à sucre, spécialité du Brésil – normalement.

<sup>59</sup> Hugo Dalenz, entretien du 27/04/01 à Quijarro.

<sup>60</sup> Ils restent toutefois inférieurs à 1000 dollars par mois, pour les officiers et les administrateurs. Ce seuil fatidique des 1000 dollars avait été imposé par Ives Solers, le créateur de la COA, qui estimait qu'il protégeait les douaniers de la tentation de corruption. Il n'a pas été suffisant. Entre 1999 et 2003, 9 membres de la COA\* ont été renvoyés pour corruption.

face les contrebandiers, en réponse à leurs provocations quotidiennes. Les douaniers, moqués et bafoués, défendaient comme ils pouvaient leurs prérogatives. Ils gênaient l'activité contrebandière, plus qu'ils ne l'empêchaient. Cette attitude était stérile et décevante, compte tenu des faibles moyens dont ils disposaient.<sup>61</sup> Elle conduisait, de surcroît, à des explosions de violence. Ni la corruption, ni l'affrontement ne pouvaient aboutir à une normalisation de la frontière, il était temps de trouver d'autres réponses.

## Se moderniser

En 1999, dans la foulée des grandes réformes structurelles du secteur public,<sup>62</sup> le gouvernement bolivien entreprend de moderniser la douane. Le « programme de réforme et de modernisation » de l'Administration douanière (PROMA) est lancé en janvier 1999. Six mois plus tard une nouvelle loi douanière est votée.<sup>63</sup> Au début, le programme de modernisation n'a qu'un pouvoir consultatif et ses conseils sont peu écoutés. Mais, à l'instigation du FMI et de la Banque mondiale, les réformes douanières s'accélèrent. Le PNUD\* intervient entre 1998 et 2000. Il crée de la commission des opérations douanières (COA\*), une brigade d'élite formée pour lutter contre la contrebande. En 2000, grâce à un financement de la BID\*, le PNUD se voit confier une nouvelle mission : la mise en place d'un système informatique pour augmenter les rentrées fiscales.<sup>64</sup> Toutes ces interventions doivent permettre de changer la douane qui avant 1999, « disposait d'une gestion administrative déficiente et était reconnue comme l'entité publique la plus corrompue. »<sup>65</sup>

## Communiquer

À la frontière avec le Brésil, ces changements décidés à La Paz sont de peu d'effets. La douane se lance alors dans une vaste politique de communication, pariant sur le fait que, si elle est autant bafouée, c'est que les contrebandiers mesurent mal la dimension illégale de leur activité. Grâce à des petits prospectus, elle entend combattre ce sentiment d'impunité. Les titres en sont variés : « Qu'est-ce que la contrebande ? » ; « Importer c'est facile : la déclaration d'introduction douanière » ; « Comment importer sa marchandise ? » ; « Quels sont les délits douaniers ? » Etc. Mettant en scène des petits personnages, ces tracts de vulgarisation de la loi douanière sont à la disposition des contrebandiers... dans les postes de douane qu'ils fréquentent peu. À Puerto Quijarro, on a jugé plus efficace de les laisser dans la gare, à libre disposition des *piloteros*\*. Si ce n'est pas seulement grâce à ces petits formulaires que la douane va parvenir à éradiquer la contrebande, ils ont l'avantage de viser le cœur du problème : la culture frontalière qui fait de la contrebande une activité respectable.

---

<sup>61</sup> Même la COA, l'unité d'élite de la douane mise en place depuis la réforme de cette institution dispose seulement de 107 personnes pour défendre toutes les frontières de Bolivie.

<sup>62</sup> En 1997 le PRI (programme de réformes institutionnelles) est lancé. Il vise à améliorer les différents services publics de l'État bolivien. La douane bolivienne est sélectionnée comme une des 8 institutions pilotes à réformer en priorité dans le cadre de ce plan.

<sup>63</sup> La loi 1990 « Générale des douanes » est voté le 28 juillet 1999, à la suite d'un débat parlementaire houleux.

<sup>64</sup> Projet BOL/00/02 : « Aide à la mise en place d'un système douanier automatisé : le SIDUNEA ».

<sup>65</sup> Cité dans le site Internet de la douane nationale bolivienne. Voir <http://www.aduana.gov.bo/indexno.htm>

Illustration III - 2 : Les tracts d'information de la douane  
*Communiquer pour lutter contre la contrebande*

Señor Comerciante:

Si usted viaja en tren de pasajero rápido y trae mercadería para comercializarla evite el decomiso de la misma, utilizando el FORMULARIO 136, el cual debe ser acompañado con facturas NO FALSIFICADAS o SUBFACTURADAS.

Caso contrario, la penalización contempla lo siguiente:

- \* INCAUTACIÓN DE LA MERCADERIA, EN CASO DE NO TENER EL FORMULARIO 136
- \* EN CASO DE TENER FORMULARIO 136 CON FACTURAS SUBFACTURADAS
- \* 100% TRIBUTOS DEFRAUDADOS
- \* 200% MULTA SOBRE VALOR DE DEFRAUDACIÓN

**EVITESE PROBLEMAS...!**

Aduana Nacional de Bolivia  
 eficiencia y transparencia

1) "Évitez les problèmes"

Monsieur le commerçant, si vous voyagez dans le train de passager rapide et que vous emportez avec vous de la marchandise pour la vendre, évitez vous le désagrément de vous la voir confisquer par la douane. Utilisez le FORMULAIRE 136, et accompagnez-le de factures NON FALSIFIÉES et NON SOUS-ÉVALUÉES. Dans le cas contraire vous risquez : la confiscation de votre marchandise (si vous n'avez pas le formulaire 136) ou de devoir payer 200% de la valeur de la marchandise pour fraude douanière et 100% des taxes fraudées (si vous possédez une facture sous-évaluée).

*Prospectus de la douane de Puerto Quijarro. - non daté, distribué au mois d'avril 2002.*

**Usted puede contar con los beneficios del formulario 136, la Declaración de "Despacho Fronterizo" de importación**

- Si es persona natural, es decir, no es una empresa.
- Cuando el valor de la mercancía no supera los 1.000 \$us. (Mil dólares americanos)
- Si ingresa mercadería por transporte de pasajeros, bicicletas, triciclos o a pie.

**FORMULARIO 136**

**IMPORTANTE**  
 Sólo podrá utilizar este instrumento una vez por semana

El Formulario 136 se encuentra en uso en las siguientes Aduanas de Frontera

Charaña	Tambo Quemado	Bermejo
Desaguadero	Villazón	Puerto Suarez
Guayamerín	Yacuiba	Arroyo
Pisiga		Concepción

2) "Importer c'est facile"

*(titre de la couverture du prospectus non reproduite ici)*

Vous pouvez compter sur les avantages du formulaire 136, la déclaration douanière d'importation.

- si vous êtes un particulier, c'est-à-dire, que vous n'êtes pas une entreprise
- lorsque la valeur de la marchandise ne dépasse pas la somme de 1000 US\$
- si vous faites entrer la marchandise en utilisant comme moyen de transport la bicyclette, le tricycle, ou en venant à pied.

**IMPORTANT**

Vous pourrez utiliser le formulaire 136 seulement une fois par semaine.

Le formulaire 136 se trouve à disposition dans les agences de douanes suivantes :

Charaña, Tambo Quemado, Bermejo, Desaguadero, Villazón, Puerto Suárez, Guayamerín, Arroyo Concepción, Yacuiba, Pisiga.

## Négociier

Sans doute la douane nationale aurait-elle besoin de beaucoup plus de financement pour avoir les moyens de lutter contre la contrebande et contre la corruption qui mine son personnel. Il n'empêche que la nouvelle loi douanière et le changement de mentalité au sein de l'institution auront, dans les prochaines années, quelques effets sur la frontière. Les formes du changement à venir se laissent déjà entrevoir dans l'accord historique signé en décembre 2003 entre les contrebandiers du train Quijarro - Santa Cruz, les *piloteros*, l'entreprise de chemin de fer F.O et la douane. Ces trois groupes, qui ont longtemps alimenté la chronique frontalière par la violence de leurs affrontements, étaient parvenus à un compromis : les contrebandiers auraient à leur disposition des wagons spéciaux pour entreposer leur marchandise. En deux mois cet accord avait permis de récupérer plus de 500 000 bolivianos en taxe d'importation.<sup>66</sup>

### ***2-3-2 Les accroc s à la loi douanière, dans l'urgence des révoltes***

Le changement d'attitude de la douane ouvre des voies qui permettront un jour la normalisation de la région. En attendant, les révoltes continuent en bien des lieux de la frontière. Chaque crise s'accompagne d'une renégociation du privilège frontalier où l'État s'éloigne un peu plus de son objectif de normalisation. Pour faire baisser la pression, lorsque la sédition des frontaliers menace l'équilibre d'un pays soucieux de ses frontières, des concessions sont rapidement accordées aux contrebandiers. De telles décisions, prises dans l'urgence, sont irrévocables et constituent autant d'accroc s à la loi douanière de 1999, dont on vantait la rationalité.

En 2001, par exemple, le gouvernement de Jorge Quiroga, face à la pression des frontaliers, émet une résolution qui permet à 35 familles de Guayaramerín d'importer du diesel. Il pose deux conditions à cet aménagement : les quantités de carburant ne doivent pas dépasser 150 dollars par semaine, et les *diseleros*\* doivent faire enregistrer leur marchandise auprès de la douane. Dans les faits, cela permet aujourd'hui d'importer 11 305 litres de diesel par semaine, libre de taxe, soit 45 220 litres en un mois. Ce volume représente près de 10% de la consommation du département du Beni, ce qui est loin d'être négligeable.

### ***2-4 Les propositions déraisonnables des comités civiques***

Les concessions accordées aux frontaliers ont un effet secondaire redoutable : elles les confortent dans l'idée qu'ils ont droit à des privilèges et légitiment, de ce fait, la contrebande qu'elles prétendent limiter. Encouragés de la sorte, les comités civiques, qui défendent les intérêts locaux, avancent des propositions déraisonnables. Ils leur donnent un semblant de crédibilité grâce

---

<sup>66</sup> Entre le 1 décembre 2003 et le 1 février 2004, 500 000 bolivianos représentent 63 775 dollars. Voir El Deber, 2004 *Piloteros se legalizan en Pto. Quijarro* (édition du 1 février 2004).

à de volumineux dossiers commandés à des consultants privés. Les demandes, ainsi charpentées, n'en sont pas moins exorbitantes. Le prix de la pacification est cher pour l'État. S'il se décidait à accéder à de telles demandes, c'est toute la bande frontalière qu'il devrait libérer d'impôt.

### ***2-4-1 Un contexte favorable aux demandes frontalières***

Les frontaliers ont quelques raisons de penser que leurs demandes pourraient un jour aboutir. Ils soulignent d'abord que la répression ne paie pas. Elle a juste pour effet de déplacer les activités illicites d'un point à un autre de la frontière. Ils ont raison. Lorsque les pressions de la FELCN\* se font plus vivement ressentir à Guayaramerín, une partie du narcotrafic se déplace à Cobija. Les migrations nombreuses entre ces deux villes témoignent de ce déplacement des activités illégales.<sup>67</sup> De la même façon, les contrôles de la Diprove\* de plus en plus fréquents à Puerto Suárez, ont eu pour unique effet de déplacer le recel de voitures brésiliennes à San Matías, où il existait depuis longtemps.

La direction générale de la douane multiplie les ouvertures en direction des contrebandiers. En octobre 2004, son président exécutif proposait « une nouvelle politique tributaire » pour les frontières. L'impôt d'importation passerait de 25% de la valeur des marchandises à 5%.<sup>68</sup> Il était sûr que cette baisse des taxes permettrait, de manière paradoxale, d'augmenter les rentrées fiscales. Après avoir énuméré les taxes qui pèsent sur les produits d'importation,<sup>69</sup> le directeur de la douane concluait. « C'est à cause du trop grand nombre d'impôts que la contrebande est aussi importante en Bolivie. » Il reprenait ainsi l'antienne des frontaliers qui clament qu'ils paieront des impôts lorsque ceux-ci auront baissé.

### ***2-4-2 Zone franche, objet de désir frontalier***

En vérité, lorsque les frontaliers se prennent à rêver au jour où ils deviendront raisonnables, ils imaginent bien autre chose que ces quelques réaménagements de la fiscalité. L'objet de leur désir, à tous, c'est d'obtenir une zone franche. Ils ne veulent pas tant que les taxes baissent (ils ne les paient pas), ils ne veulent, pas plus, ne pas payer de taxe (ils le font depuis longtemps), ils souhaitent que l'État leur reconnaisse ce droit en créant des zones de libre commerce sur des municipes ou des provinces entières. Ainsi, à Puerto Suárez, en 2000, les frontaliers exigent la création d'une zone de « libre commerce », c'est-à-dire de libre contrebande.

---

<sup>67</sup> A Cobija, de nombreux chauffeurs de taxi ou de taxi-motos viennent de Guayaramerín. Or c'est souvent dans cette profession que les narcotrafiquants trouvent leur vivier de petites mains. On peut donc penser que cette migration particulière est liée en partie à la croissance du narcotrafic à Cobija.

<sup>68</sup> Le président exécutif de la douane est Bruno Giussani. Source : La Prensa 2004 *Giussani plantea nueva tributación* (édition du 1 octobre 2004). Les 25% que les commerçants doivent payer sont ventilés en deux impôts : la T.V.A sur l'importation (*IVA importaciones\**) qui représente 15% de la valeur des marchandises et 10% de taxe d'importation (*gravamen arancelario*).

<sup>69</sup> Aux taxes ordinaires s'ajoutent des taxes spéciales pour certains produits comme le diesel, les cigarettes ou l'alcool. Le directeur de la douane, lors de la même conférence de presse, expliquait qu'un importateur de cigarettes ou d'alcool devait s'acquitter de taxes diverses qui, ajoutées l'une à l'autre, représentaient 70% de la valeur de la marchandise.

Illustration III - 3 : Le tract pour demander la zone franche de Guayaramerín



Source : Antonio Simani - presidente de la Camera de comercio de Guayaramerín  
Juillet 2002

## **Les immenses espoirs portés par les zones franches**

Ce tract édité en 2001 à Guayaramerín, donne la mesure des immenses espoirs que portent les zones franches.<sup>70</sup> D'un côté de la feuille, dans des teintes sombres, est représentée la situation actuelle : impôts, émigration, absence de production dressent le portrait d'une ville en crise, où les corps décharnés évoquent plus les famines d'Afrique que les commerçants frontaliers (souvent enclins à l'embonpoint). De l'autre côté de la feuille est représentée, ce que serait la ville si elle disposait d'une zone franche : les touristes viendraient dépenser leurs dollars, l'industrie se développerait, les produits de Guayaramerín feraient le tour du monde, les exportations iraient bon train, la production agricole s'accélérait, les hommes, enfin, porteraient de lourds sacs de dollars. Cet « avant-après », pour utiliser quelques ficelles faciles du langage publicitaire, n'en révèle pas moins la conviction naïve que tout irait mieux dans un monde sans impôt.

## **La zone franche de Cobija alimente le ressentiment frontalier**

Une frontière sans impôt, la demande peut paraître démesurée. Dans l'esprit des frontaliers, elle n'est pas si invraisemblable. Cobija n'a-t-elle pas obtenu ce privilège ? La capitale du Pando revient en leitmotiv des revendications frontalières et sa croissance économique suscite bien des envies. Elle a convaincu les frontaliers que la sortie de crise passerait par l'obtention des mêmes droits. En attendant de les obtenir, chaque jour qui passe augmente leur ressentiment envers un État qui a fait de Cobija sa fille préférée jusqu'à en oublier les autres. « La création de la zone franche de Cobija (...) a créé un précédent. Nous vivons sur cette même frontière qui a toujours été marginalisée. Pourtant, le gouvernement central ne nous propose aucun plan de développement », affirmait Walter Justiniano, le président du Comité Civique de Guayaramerín.<sup>71</sup> Son amertume était profonde. « Il n'est pas normal qu'il existe une telle différence de traitement », ajoutait-il. Même lorsqu'il n'est pas évoqué explicitement, l'exemple de Cobija permet seul de comprendre les revendications des frontaliers. En février 2003, les comités civiques de Riberalta et Guayaramerín déclarent qu'ils ne paieront plus que 1,5% de la valeur des marchandises importées. Ce taux correspond à celui fixé à Cobija pour l'introduction des produits dans la zone franche. À Puerto Suárez, à San Matías, et ailleurs, on s'appuie de la même façon sur le privilège de Cobija, pour négocier à la hausse les avantages frontaliers.

## **Au-delà de la frontière, tout un pays contre les zones franches**

Si les frontaliers jugent légitimes de telles revendications, il n'en va pas de même des hommes politiques et des industriels qui condamnent les zones franches pour leurs effets destructeurs sur l'industrie nationale. Roberto Mustafa, le président de la Chambre nationale d'industrie, s'en expliquait : « il ne faut plus créer de zones franches tant qu'une politique claire sur

---

<sup>70</sup> Donné par son auteur Antonio Simani, membre du Comité Civique de Guayaramerín et président de la chambre de commerce de la ville – en juillet 2002.

<sup>71</sup> C'était le 21 février 2003, lorsque la province Vaca Díez était, pour la deuxième fois depuis 2000, rentrée en révolte pour obtenir les mêmes droits que Cobija. Voir La Razón, 2003 *Provincia beniana se declara como zona de libre comercio* (édition du 22 février 2003).

leur fonctionnement n'est pas définie, parce que dans le cas contraire, elles ne font qu'augmenter la contrebande. »<sup>72</sup> L'éditorialiste de *La Razón*, le grand quotidien pacénien, insistait lui sur l'évasion de la rente fiscale. Dans un article intitulé « La dégénération des zones franches », l'auteur affirmait que les zones franches n'avaient vocation qu'à devenir des zones de contrebande. « Pour cette raison elles sont contraires aux intérêts supérieurs du pays, qui a besoin de ressources financières pour assurer le service public ».<sup>73</sup> Le directeur Amérique de la Chancellerie allait dans ce sens. « L'état a toujours refusé de créer la zone franche de Guayaramerín car cela représenterait un manque à gagner énorme en terme de recette fiscale. »<sup>74</sup> Baisse des rentrées financières, menaces sur l'industrie nationale, les zones franches n'ont pas bonne presse en dehors de la frontière. Or, ce qui se joue dans cette opposition, c'est un certain rapport entre les frontaliers et le reste du pays, fait de méfiance, d'incompréhensions et de rancœurs.

### ***2-4-3 Réaménagements de la fiscalité***

Devant de telles oppositions, les frontaliers ont dû se résoudre à revoir leurs revendications à la baisse.

#### **Le plan de la CAINCO de Puerto Suárez**

À Puerto Suárez la chambre de commerce et d'industrie (CAINCO) réfléchit sur la façon de réaménager les conditions du commerce légale dans la zone. Le 4 septembre 2001, ils remettent officiellement un document d'une cinquantaine de pages à l'administrateur de la douane de Puerto Suárez, intitulé « Projet pour un accord interinstitutionnel entre la Chambre d'industrie et de commerce et la douane nationale dans le cadre du traité de Roboré. » La lettre, qui l'accompagne, précise. « Cet accord donnera la tranquillité suffisante et la clarté nécessaire pour qu'un jour nos deux institutions forment une équipe soudée qui dépasse nos différents anciens. » S'adresser à l'administrateur de Puerto Suárez pour obtenir le réaménagement d'un accord international, la démarche peut sembler naïve. En réalité, elle relève d'une stratégie de contournement de l'État national, à même de défendre l'autonomie régionale. En proposant des aménagements à l'amiable à ses représentants, les frontaliers font comme si le temps, où l'État central était absent, n'était pas révolu.

La teneur du document invite à formuler quelques remarques. Tout d'abord, la longue analyse des conditions du commerce frontalier est tronquée. De tous les types d'échanges frontaliers, l'auteur ne retient que la « contrebande traditionnelle » - celle qui consiste à acheter des produits au Brésil en réponse à l'isolement de la zone. « La province Germán Busch et son aire d'influence, parce qu'elle se trouve située à la frontière du pays, à 600 kilomètres de Santa Cruz,

<sup>72</sup> La Prensa, 2001 *Gobierno perfora a la Ley de Aduanas : Privados y organismos internacionales expresaron su preocupación*, (édition du 25 août 2001).

<sup>73</sup> Voir La Razón, 2001 *La degeneración de las zonas francas* (édition du 13 septembre 2001).

<sup>74</sup> Entretien réalisé à La Paz, mai 2002 avec Gonzalo Choco.

reçoit 95% de ses produits de consommation courant du Brésil.»<sup>75</sup> Des tableaux comparatifs du prix des produits de base (pain, sucre, farine) entre Puerto Suárez/Quijarro, Corumbá et Santa Cruz, donnent du crédit à cette thèse : les prix brésiliens sont légèrement inférieurs. Mais l'analyse est fautive. Les ménagères ne vont pas à Corumbá acheter leurs provisions.<sup>76</sup> Le coût de transport jusqu'à cette ville, distante de 15 kilomètres, et la nécessité de changer les bolivianos en réais renchérissent les produits brésiliens. Centrer l'étude « sur le panier de la ménagère » possède au moins un avantage idéologique. Cela permet de présenter la contrebande comme une réponse légitime aux difficultés de la vie à la frontière.<sup>77</sup>

Les propositions finales du rapport semblent, à première lecture, bien timorées. Sur les 9 articles que compte l'esquisse d'accord, aucun n'évoque un abaissement des taxes d'importation. Tous portent sur un contrôle conjoint du commerce légal dans la zone (création de base de données, déclarations des associés de la CAINCO à la douane etc.) ou sur des activités pédagogiques qu'entend mener la CAINCO pour faire reculer la contrebande. Derrière ces propositions bon enfant, se cache la volonté interventionniste de la CAINCO. Si la douane acceptait cet accord, elle donnerait une reconnaissance légale à cette association auto-proclamée de grands commerçants. L'élite économique de la ville serait sur un pied d'égalité avec les institutions étatiques. À Guayaramerín, le Comité Civique a souvent revendiqué, de la même façon, la cession d'une partie de l'autorité étatique.<sup>78</sup> Autogestion là, co-gestion ailleurs, ces menées ont le même but : rétablir l'autonomie frontalière, laisser les élites gérer la région et évincer les institutions étatiques.

### **À Guayaramerín on entend fédérer les provinces frontalières**

À Guayaramerín cela fait longtemps qu'on chicane avec l'État sur les termes de l'application des accords de Roboré et la façon de libérer le commerce dans la zone. Le volumineux dossier « Zone franche », compilé par les membres du Comité civique, est composé d'un ensemble de pièces fort diverses : des études sur la faisabilité d'une zone franche (la plus ancienne remonte à 1998), des lettres adressées aux différentes institutions de l'État, des compromis signés à la suite des crises (avec la douane ou le ministère de l'intérieur) etc.<sup>79</sup> Cet ensemble disparate montre la grande

<sup>75</sup> Jurado Justiniano, Calixto Jaime 2001 *Proyecto para el convenio interinstitucional camara de industria y comercio y aduna nacional en el marco del Tratado de Roboré*, p. 11

<sup>76</sup> En réalité les grands commerçants de la zone se fournissent effectivement au Brésil. Le passage par un intermédiaire explique le léger renchérissement des prix côté Bolivie, qui ne justifie pas d'aller faire soi-même ses courses là-bas.

<sup>77</sup> Dans un entretien réalisé avec l'auteur de ce rapport le 9 juillet 2002 à Santa Cruz, il ne reconnaissait pas ce choix idéologique. A toutes ces remarques il a opposé une fin de non-recevoir. Une telle inflexibilité donnait finalement l'impression qu'il n'y avait aucune malice dans sa vision tronquée du commerce frontalier. Il n'a été qu'un outil de la CAINCO, et a rédigé son rapport selon leurs vues sans les remettre en question.

<sup>78</sup> Par exemple en 2000, l'étude de faisabilité d'une zone de libre commerce à Guayaramerín (ALACOMGUA), propose la composition suivante pour le directoire. Corregidor (représentant du préfet dans chaque province), maire, sous-administrateur de la douane et administrateur des services d'impôts représentent les autorités régulières de l'état – encore que les deux premières fonctions soient systématiquement occupées par des membres de l'élite économique de la ville. Le président de la chambre de commerce et d'industrie, le président du Comité Civique, le président de Fundegua (fond de développement de Guayaramerín) et le président du comité civique des fils de Guayaramerín représentent les élites locales. Voir Chambre De Commerce Guayaramerín 1998 *Terminos de referencia del estudio de factibilidad para la conformacion de un area de libre comercio en la ciudad de Guayaramerín (ALCOMGUA)*.

<sup>79</sup> Exemples de pièces de ce dossier : 1) une lettre du 14 septembre 2001 signée par Alberto Machicao Barbero, Vice-ministère de la politique tributaire qui propose un compromis en plusieurs points ; possibilité éventuelle d'augmenter à

maîtrise de l'argutie juridique par les représentants de l'élite économique et le profond divorce entre eux et l'État.

Mais ce face-à-face, à force de s'appuyer sur les supposés privilèges d'une seule ville, risquait de devenir stérile, et Guayaramerín de se trouver bien isolée. En 2002, conscients de cette faille, les membres du Comité Civique changent de stratégie. Ils entendent fédérer autour de leur lutte toutes les provinces frontalières de Bolivie pour négocier, en leur nom, des prérogatives. Ana Maria Flores, sénatrice de La Paz et Said Zeitún López, sénateur suppléant du Beni, leur prêtent main forte. La première réunit les différents comités civiques de toutes les provinces frontalières, le second rédige le statut et les règlements de la future « Chambre nationale pour l'intégration et le développement des provinces frontalières », la CADEPROF.<sup>80</sup> Cette instance, censée réunir l'ensemble des provinces frontalières du pays, tire ses forces vives de la frontière orientale. Le président de la CADEPROF n'est autre que Walter Justiniano, l'impétueux président du Comité civique de Guayaramerín et son vice-président est Manuel Pérez, qui dirige le comité civique de Puerto Suárez. Le Comité civique Pro Santa Cruz, habitué des luttes contre l'État central,<sup>81</sup> appuie cette initiative, preuve de son enracinement oriental.<sup>82</sup> Les statuts fondateurs de l'association sont inspirés par la pensée anti-centralisatrice du comité Pro Santa Cruz. Un des buts explicites de l'association n'est-il pas « d'assurer une réelle décentralisation administrative » ? En des termes moins diplomatiques, Said Zeitún, le rédacteur des statuts de la CADEPROF, confiait qu'il fallait enfin « faire plier [agenouiller] l'État ». Il ajoutait, comme une excuse, « l'État n'a jamais aidé les provinces frontalières ».<sup>83</sup> En réalité, les frontaliers, dans leur lutte contre un certain jacobinisme bolivien, vont encore plus loin que les tenants crucéniens de la décentralisation : ils demandent une autonomie des provinces (et non plus des départements) et stigmatisent les capitales départementales, alliées, à leurs yeux, du pouvoir central.<sup>84</sup>

---

250 dollars la franchise libre de douane, engagement à permettre le commerce de détail à l'intérieur de la zone franche etc. Elle précise que la COA restera en revanche en fonction dans la zone. 2) Un fax du Vice-ministre des affaires étrangères au directeur général de la douane pour préciser que les accords de Roboré sont toujours en vigueur ; 3) des photocopies dudit accord ; 4) une lettre du directeur de la politique tributaire au gérant de la Banque centrale de Bolivie pour lui demander la valeur actuelle des 3000 cruzeiros de franchise fixés en 1958 etc.

<sup>80</sup> *Cámara nacional de integración de provincias y desarrollo de provincias fronterizas.*

<sup>81</sup> Le comité civique Pro-Santa Cruz, qui fédère tous les comités civiques du département homonyme, est le plus important du pays – tant par son pouvoir de mobilisation que par les victoires qu'il a pu obtenir de l'état central. A plusieurs reprises depuis sa fondation en 1950, il s'est opposé à La Paz et a obtenu gain de cause. Sa lutte la plus célèbre reste celles des « royalties pétrolières ». En 1957, il obtient que 11% des royalties générées par l'exploitation pétrolière aillent aux départements producteurs. Avec la démocratisation, en 1982, le Comité Pro Santa Cruz qui avait flirté avec les gouvernements autoritaires, devient le parangon d'une démocratie décentralisée. Aujourd'hui c'est autour de la notion d'autonomie régionale qu'il organise sa lutte. Voir Lacombe, Zéline 2003 *Le Comité pro Santa Cruz, 1982-2002, organisation, mobilisations, représentations* et Lacombe, Zéline 2002 *Nación Camba, del regionalismo al nacionalismo*. Voir aussi chapitre II, paragraphe 2-1-2 Le pays des Cambas et des Collas, p. 99

<sup>82</sup> Le Comité pro Santa Cruz avait organisé, le 29 avril 2004, une réunion sur les questions frontalières où il avait convié les membres de la CADEPROF pour qu'ils exposent leurs propositions, ce qui était une façon de montrer le soutien qu'il était prêt à leur accorder. Voir El Deber 2004 *Representantes de provincias fronterizas de Beni, Pando y Santa Cruz estuvieron ayer en la entidad cívica* (édition du 30 avril 2004).

<sup>83</sup> Entretien avec Said Zeitún López réalisé à La Paz le 20/07/03.

<sup>84</sup> La hiérarchie des circonscriptions administratives, en Bolivie, s'établit comme suit : département, province, canton, section de canton et municipe.

### Encadré III-9 : Les objectifs définis par la CADEPROF dans son règlement provisoire<sup>85</sup>

#### Article 2 : Objectifs et buts de la CADEPROF

- a) Promouvoir le développement durable, économique et social, dans le cadre de l'intégration à l'ensemble national, des provinces frontalières du pays.
- b) Défendre le droit des provinces des frontières nationales à planifier leur développement et à recevoir de l'Administration nationale et départementale une part équitable des ressources de ces entités.
- c) Assurer une réelle décentralisation administrative qui s'exprime pleinement dans les provinces frontalières, en échappant à la sphère d'influence négative des capitales départementales qui s'arrogent la continuité du pouvoir central.
- d) Effacer le stigmate de « ville de contrebandiers », pour en faire des villes en développement, sans oublier qu'elles jouent leur rôle dans la défense du cadre juridique national.  
(...)
- g) Développer les services de santé public et d'éducation dans les provinces frontalières.
- h) Créer, dans les provinces de la frontière nationale, des conditions de vie suffisamment bonnes pour que ses habitants ne soient plus expulsés et obligés à migrer pour trouver de meilleurs horizons en s'exilant de la terre qui les vit naître.

Pour faire baisser la contrebande aux frontières, le projet de la CADEPROF se décompose en deux points : baisse des taxes d'importation, d'une part, et meilleure redistribution de la rente frontalière, d'autre part. Les membres de la CADEPROF affirment que 8% de la valeur des produits est le taux maximal d'imposition, au-delà duquel les produits entrent en contrebande. Ces 8% doivent être partagés, à *part égale*, entre la province frontalière et l'État. 4% seraient donc reversés au Trésor Général de la Nation (TGN) et les 4% restants iraient directement à la province. La répartition de cette deuxième part donne à réfléchir sur les finalités réelles de la lutte frontalière. La moitié des recettes destinées à la province, soit 2% des rentrées fiscales, permettraient de développer des œuvres d'utilité publique (dans le domaine de la santé, de l'éducation et de l'hygiène publique), ce qui correspond effectivement aux objectifs fondateurs de la CADEPROF.<sup>86</sup> Les 2% restants seraient captés par les élites économiques qui se battent pour les intérêts locaux (1% pour les frais de fonctionnement de la zone franche et 1% pour ceux de la CADEPROF). Cela semble exorbitant. Les yeux pétillants et le sourire aux lèvres, Walter Justiniano, le président de la future CADEPROF, estimait que les 1% qui reviendraient à cette institution représenteraient quelques 500 000 bolivianos mensuels (soit 70 000 dollars).<sup>87</sup> Voilà une manne inespérée pour rétablir le prestige d'une élite locale dont le pouvoir économique et politique s'érode.

L'affrontement État - provinces frontalières est plus ambivalent qu'il n'apparaît à première vue. La société de frontière est fracturée. L'émergence de telles revendications revient à un seul groupe de frontaliers. Ces derniers ont une forte capacité de mobilisation : au sein de la société de frontière dont ils fomentent les séditions<sup>88</sup> ; parmi les provinces frontalières, qu'ils ont réussi à

<sup>85</sup> Voir Zeitún, Said 2003 *Cámara Nacional de integración y desarrollo de las provincias de frontera : Estatuto y reglamento*, p. 3-4.

<sup>86</sup> Dans le compte-rendu de la première réunion de la CADEPROF il était précisé « la nécessité de promouvoir le développement des provinces frontalières pour améliorer la qualité de vie de ses habitants. » voir Cadeprof 2003 *Acta de la primera reunion*, p. 1.

<sup>87</sup> Entretien avec Walter Justiniano réalisé à Guayamerín le 08 juillet 2003.

<sup>88</sup> Elles sont en réalité de plusieurs sortes. Il y a bien sûr les révoltes frontalières que nous avons évoquées ci-dessus. Il y a aussi la fermeture de la frontière qui peut être un redoutable moyen de pression. Said Zeitún rappelait que « les frontaliers en lutte pouvaient parvenir à fermer les frontières ce qui leur assurait une forte capacité de pression vis-à-vis à l'État. » Entretien réalisé à La Paz, le 20/07/03. Début juillet 2004, pour obtenir l'assurance que la route de Santa Cruz à Puerto Suárez sera effectivement achevée, le comité civique parvenait à faire fermer la frontière durant plusieurs jours : plus de 500 camions étaient bloqués de part et d'autres. Voir O Estado do São Paulo 2004 *Termina protesto na fronteira Brasil-Bolívia* (édition du 04/07/04).

associer à leur cause ; et, dans les grands corps de l'État.<sup>89</sup> Ce lobbying actif n'a pas encore porté ses fruits. « La loi des 8% », sur la nouvelle redistribution de la rente frontalière, n'a pas été votée. Si elle devait l'être, la normalisation de la zone frontalière coûterait cher à l'État. Les rentrées fiscales liées aux taxes d'importation baisseraient, mais le plus grave est ailleurs : l'idéal d'équité territoriale, promu depuis La Paz, serait bafoué. Heureusement, avec l'arrivée de grandes entreprises légales, l'État s'est découvert un nouvel allié sur la frontière. Grâce à elles, il a aujourd'hui un argument de poids pour convaincre les frontaliers que les voies de la sagesse peuvent être celles de la légalité, dans le respect de la justice territoriale.

### III – Quand les grands n'ont plus peur d'approcher la frontière (épilogue provisoire)

« De temps en temps je me demandais combien de frontières il restait encore à ouvrir dans ce monde.  
Je ne trouvais pas la réponse.

À Quijarro, une vieille pilotera\*, astucieuse contrebandière s'approcha de moi et me dit à l'oreille.  
- Je sais ouvrir toutes les frontières et contourner toutes les douanes, mais vous vous ne faites que rêver.

- Madame, ne vous inquiétez pas, je continuerai à rêver.

- J'ai une fille : La Tamengo.<sup>90</sup> Elle est loyale, elle a des jolies courbes et elle est navigable.  
(...)

- D'autres personnes viendront alors demander sa main.

- Vous voulez parler de Ñuflo de Chávez? D'Oliden ? De Suárez Arana ?<sup>91</sup>

- Je parle de tout ceux là et de bien d'autres encore, je suis sûre que c'est Alice<sup>92</sup> qui les a tous conduit ici.

- Alice ?

- Oui Monsieur, et aujourd'hui qu'ils sont partis, il ne reste plus ici que les pichicateros<sup>93</sup>. »<sup>94</sup>

Joaquín Aguirre, le fondateur du port sur le canal Tamengo, s'y connaît en rêve. S'il troque la figure du conquérant en quête d'Eldorado contre celle d'Alice à la recherche du pays des merveilles, il n'affaiblit en rien le fol pouvoir d'attraction de la frontière. Il est si grand que les entreprises multinationales, que l'on croit volontiers plus sages que les migrants et les contrebandiers, sont subjuguées de la même façon par les mirages de la frontière. Les hommes d'affaires, venus investir dans la région, ont tous le même regard exalté de ceux qui savent rêver. Alors que l'on s'apprête à présenter cette dernière voie de la sagesse frontalière, il est bon de rappeler tout ce que ses fondements avaient de déraisonnables.

<sup>89</sup> C'est au sénat que les provinces frontalières ont trouvé un allié. En sus des deux sénateurs déjà évoqués, Ana Maria Flores et Said Zeitún qui occupent des fonctions importantes, le lobby des frontaliers orientaux peut compter sur l'appui sans faille de Leopoldo Fernandez, plusieurs fois préfet du Pando, avant d'être président du Sénat en 1997-2002 et 2002-2007.

<sup>90</sup> Allusion au canal Tamengo.

<sup>91</sup> Ñuflo de Chávez est le « découvreur » de l'Orient. Il est venu du Paraguay et fonde Santa Cruz en 1561. Oliden est un argentin qui a obtenu en concession d'immenses terres dans la zone d'Otuquis en 1832, que Miguel Suárez Arana reprendra à son compte à la fin du XIX<sup>ème</sup> – voir deuxième partie encadré II-2 Quelques exemples de colonisations étrangères.

<sup>92</sup> Il s'agit d'une allusion au livre de Lewis Caroll, « Alice au pays des merveilles ».

<sup>93</sup> La pichicata est le terme familier pour la cocaïne et les pichicateros sont les trafiquants de cocaïne.

<sup>94</sup> Aguirre Lavayén, Joaquín 2000 *Puerto Aguirre : una salida al mar para Bolivia, la historia de un sueño imposible*, p. 36

Les entreprises de standard international, rares en Bolivie, sont présentes sur la frontière. À priori, la grande confusion qui y règne n'avait rien pour attirer les investisseurs. « Les grandes entreprises internationales ne sont pas disposées à perdre leur temps et leur argent dans des petits pays instables situés dans le tiers-monde (...) et encore moins dans leurs recoins les plus éloignés », conclut Joaquín Aguirre après son premier tour du monde à la recherche d'investisseurs pour la construction d'un port sur le canal Tamengo.<sup>95</sup> Et pourtant de grandes entreprises ont fini par placer quelques capitaux dans cet anti-monde au bout du monde. Cela prouve que leur capacité à rêver n'est pas tout à fait éteinte, et que les Boliviens savent ensorceler lorsqu'ils évoquent leur Eldorado.

Quand les grandes entreprises adhèrent aux chimères boliviennes, elles les détournent quelque peu. Certes, elles espèrent tirer parti de la propension à commercer de ces villes frontalières. Mais, leurs rêves s'inscrivent dans des échelles bien plus petites que celles de la bande frontalière ou même de la Bolivie. Ce qu'elles voient dans la frontière, c'est le point de contact avec le géant de l'Amérique du Sud et une sortie vers l'Atlantique et le Mercosur. C'est pourquoi « La Tamengo » (le canal qui fait communiquer Puerto Quijarro avec le Paraguay) est au centre de la discussion entre le nouvel investisseur, Joaquín Aguirre, et la vieille roublarde de la frontière. Cette vision continentale explique que la priorité des grands investisseurs ne réside pas dans l'intégration nationale de la frontière. En mettant en valeur une situation stratégique à l'échelle sud-américaine, ils servent néanmoins des intérêts nationaux. Ils donnent vie au paradigme géopolitique bolivien qui veut que la Bolivie soit une aire de contact. Ce faisant ils mêlent adroitement leur réussite à des principes plus nobles, comme celui de la puissance continentale de la Bolivie.

Avec l'arrivée des grandes entreprises, une situation paradoxale naît. La frontière de tous les trafics est la zone qui a, proportionnellement à son nombre d'habitants, attiré le plus grand nombre d'investissements légaux. L'exportation du gaz (dont nous reparlerons plus loin),<sup>96</sup> l'exploitation des ressources naturelles ou la mise en valeur d'une localisation privilégiée sont les filons exploités par ces entreprises. Ce faisant, elles oeuvrent à la croissance économique de la zone dans le cadre de sa normalisation. Certaines d'entre-elles ont même développé l'industrie, à laquelle les frontaliers, sous l'influence d'une tradition commerciale, avaient peu songé. Elles pourraient bien être un moteur puissant pour sortir la région de son marasme économique, plus efficace que les quelques cadeaux fiscaux demandés par les élites locales. Deux groupes se distinguent, au sein des entreprises ayant parié sur la frontière : celles à dominante commerciale et celles, sans aucun doute les plus novatrices, à dominante industrielle.

---

<sup>95</sup> C'est la conclusion à laquelle il était arrivé après un entretien avec le Vice-président de Cargill, Ricardo Robles. Voir Aguirre Lavayén, Joaquín 2000 *Puerto Aguirre : una salida al mar para Bolivia, la historia de un sueño imposible*, p. 157.

<sup>96</sup> Voir Chapitre XI, paragraphe 1-2-1 L'intégration gazière, unique réalisation, p. 582

### ***3-1 Le filon commercial, l'exploiter de façon légale***

La fièvre commerciale à la frontière ne pouvait laisser indifférents les investisseurs. Mais il fallait qu'ils soient aventureux car le chemin de la frontière est semé d'embûches. Son climat socio-économique n'est pas serein. Les révoltes, les fermetures intempestives de la frontière ou le contrôle social exercé par une élite ont détourné bien des investisseurs avisés. La concurrence du secteur informel constitue un autre frein pour qui veut monter une affaire légale. Enfin, la prégnance du narcotrafic, qui oblige tôt ou tard à manier des narcodollars, a pu éloigner les plus méfiants. En dépit de ces signaux de danger, la frontière possédait quelques attraits. Le premier résidait dans la possibilité de faire du négoce avec les Brésiliens, tout en profitant de coûts de fonctionnement faibles en Bolivie. Le deuxième tenait à la prospérité des plus grands commerçants de la frontière, qui était comme une promesse lancinante de gains futurs pour les investisseurs.

La répulsion l'a longtemps emporté sur l'attraction. Il y a peu, certains investisseurs ont renversé cette balance et sont partis à la conquête de la frontière. Quelques avantages jouaient en leur faveur. Ils disposaient d'une primo-connaissance de la frontière, issue d'une expérience dans une autre zone frontalière ou de liens familiaux anciens avec la ville. Elle leur permettait de nuancer son image négative. Ils ont fait le choix de porter leurs capitaux sur un secteur qui marche à tous les coups : le commerce. Certains ont renouvelé la contrebande traditionnelle, d'autres ont développé la vente aux Brésiliens.

#### ***3-1-1 Renouveler la contrebande traditionnelle***

La contrebande traditionnelle est fortement marquée par la culture de l'informalité, ce qui est logique puisqu'elle a précédé de beaucoup l'arrivée des institutions étatiques dans la région. Les frontaliers trouvent si légitime cette déviance, qu'ils prennent souvent la contrebande traditionnelle pour argument lorsqu'il s'agit de refuser la normalisation des activités économiques.<sup>97</sup> Elle semble être la moins susceptible de s'adapter à la légalité. Pourtant, quelques commerçants s'y sont essayés. Ils ont en commun d'avoir une longue expérience de la région et d'avoir commencé dans un cadre informel que la croissance de leur activité ne leur permettait plus de maintenir.

#### **Le supermarché Tocale à Puerto Suárez**

Felipe et Jorge Tocale sont originaires de Cochabamba. Ils sont arrivés à Puerto Suárez en 1971. Leur réussite commerciale est aujourd'hui citée en exemple. Ils possèdent le plus grand supermarché de la région et différents autres commerces, tous inscrits dans un cadre légal. Lorsqu'on visite Felipe Tocale, il est fier de vous montrer ses factures en règle et ses bordereaux d'importation. Aux caisses du supermarché, une affichette précise qu'on peut demander une facture car la TVA est payée par le magasin. Dans un ultime hommage aux contrebandiers, dont il procède,

---

<sup>97</sup> C'était par exemple l'argument utilisé par la CAINCO pour aménager l'application du traité de Roboré dans la région de Puerto Suárez. Cf : Jurado Justiniano, Calixto Jaime 2001 *Proyecto para el convenio interinstitucional camara de industria y comercio y aduna nacional en el marco del Tratado de Roboré*, voir ci-dessus p. 426

Felipe Tocale rappelle que les taxes sont beaucoup trop élevées : « c'est 33% de la valeur finale du produit que nous reversons à l'État », précise-t-il.<sup>98</sup>

Il n'est pas improbable que, de son passé de contrebandier, les deux frères aient gardé en mémoire quelques combines pour passer la frontière. Sur les débuts de leur activité commerciale, ils restent laconiques : ils vendaient de-ci, de-là, des produits aux Brésiliens et aux Boliviens. Puis ils se spécialisent dans le commerce d'alimentation générale. Entre 1992 et 1996, ils profitent des effets stimulateurs du real fort et ouvrent leur premier supermarché à Puerto Suárez. Ce faisant, ils avaient déjà profondément renouvelé l'activité de contrebande traditionnelle. Leur clientèle n'était plus seulement bolivienne mais également brésilienne. Jusqu'en 1998, les deux tiers des chalands venaient du pays voisin pour acheter des produits brésiliens qui provenaient, non pas du Brésil, mais de Santa Cruz, à quelques 650 kilomètres de là, en Bolivie.<sup>99</sup> Les frères Tocale travaillent en effet avec des grands importateurs basés dans la zone franche de Santa Cruz qui fournissent tout le marché bolivien. Ce négoce, dont l'organisation géographique est étonnante, n'en est pas moins rentable. En 2001 le supermarché de Puerto Suárez réalise un chiffre d'affaire de 1 million de bolivianos par mois (170 000 dollars) et celui de Quijarro 150 000 bolivianos (25 350 dollars). Le premier accueille quelques 1500 clients par jour et le second entre 100 et 200.

En 2001, les frères Tocale, forts de leur expérience, ouvrent un nouveau supermarché à Puerto Quijarro, à l'intérieur de la zone franche de Central Aguirre. Ils espèrent ainsi capter la clientèle bolivienne.<sup>100</sup> Un an plus tard, en juillet 2002, le supermarché a fait faillite et fermé ses portes. Pourtant, Miguel Aguirre trouvait que « c'était une idée judicieuse de faire venir des produits du Brésil pour les gens de la région frontalière afin qu'ils puissent bénéficier de produits moins chers. »<sup>101</sup> En réalité le supermarché était peu rentable, et la douane s'est toujours opposée au commerce de détail à destination des Boliviens depuis les zones franches. « Les démarches douanières étaient devenues trop compliquées », affirme Miguel Aguirre pour rendre compte de cet échec. La voie de la normalisation possède des limites. Malgré cette déconvenue, la réussite commerciale des frères Tocale est indubitable. En faisant rentrer la contrebande traditionnelle dans la légalité, les frères Tocale ont montré qu'on pouvait s'enrichir à la frontière sans se jouer de l'État.

---

<sup>98</sup> Entretien réalisé à Puerto Suárez avec Felipe Tocale le 2 avril 2001.

<sup>99</sup> En réalité je simplifie une situation un peu plus complexe. Dans le supermarché de Puerto Suárez, l'origine géographique des produits est fonction de leur nature. De la zone frontalière bolivienne et brésilienne (surtout de cette dernière) viennent les produits frais : produits laitiers (yaourts, fromage), les produits carnés (viande, saucisses et saucisson), le pain et quelques fruits. Les produits de longue conservation (qui constituent l'essentiel de la marchandise) arrivent en train de Santa Cruz à raison de deux chargements par mois. Ils sont achetés en gros à des importateurs basés dans la capitale orientale. Ces produits peuvent être argentins, chiliens, péruviens ou brésiliens. Compte tenu de leur clientèle brésilienne, les frères Tocale privilégient les produits brésiliens – à prix égal. Entretien Felipe Tocale le 01/04/01.

<sup>100</sup> Lors de la fondation du supermarché dans la zone franche de Central Aguirre, ils ont renforcé la part des marchandises brésiliennes (90% du volume globale) preuve qu'ils visaient une clientèle principalement brésilienne. L'importance des produits brésiliens explique que les voies d'importation soient moins exclusivement boliviennes : 50% des produits viennent par camion du Brésil et 50% par le train de Santa Cruz. Entretien Quijarro, par Jorge Tocale le 22/04/01.

<sup>101</sup> Miguel Aguirre est le fils de Joaquín Aguirre, le fondateur de Central Aguirre. Entretien réalisé le 1 juillet 2002.

## **ExportAcre, quand les Brésiliens entendent profiter de la manne commerciale**

À Guajará-Mirim, la ville brésilienne sur la rive droite du Mamoré, Cervinando Pessanha est en train de développer un complexe commercial qui servira les intérêts des deux villes, et surtout ceux de la rive bolivienne. La cote de popularité du Brésilien est d'ailleurs bien plus grande en Bolivie qu'au Brésil. Il a pris langue avec les agitateurs du Comité Civique de Guayaramerín, et il se plaît à rappeler qu'il est l'ami des grands. Vous ne le croyez pas ? Il appelle devant vous, dans un portugol d'étrange facture, le sénateur de la république bolivienne, Said Zeitún.<sup>102</sup>

Cervinando Pessanha a pris la route de l'ouest il y a longtemps. Né à Rio de Janeiro, il a commencé à faire des affaires à Manaus, puis il a migré en direction de Porto Velho, pour enfin atteindre le bout du Brésil (et du Rondônia) à Guajará-Mirim en 1997. La logique de cet itinéraire migratoire n'est pas seulement géographique (toujours plus à l'ouest), elle est aussi économique. Cervinando Pessanha, en commerçant avisé, a suivi l'ouverture des zones franches. En 1992, l'aire de libre commerce de Guajará-Mirim est créée, et les possibilités de gagner de l'argent là-bas sont démultipliées. Pessanha comprend vite que l'existence de la ville de Guayaramerín, qui achète la plupart de ses produits au Brésil, ouvre des possibilités commerciales extraordinaires. Pourquoi abandonner ce filon aux Boliviens ? Pour parvenir à capter ce commerce, il compte profiter du contexte bolivien tendu autour de la question de la rente frontalière.

Son projet est simple. Pour développer ses exportations de produits de base en direction de la Bolivie, il a construit de nouveaux entrepôts. Cela lui a coûté un million de dollars, un investissement important dans la région. En juillet 2003, les installations n'étaient pas tout à fait achevées mais déjà les produits commençaient à s'empiler dans les rayonnages de 10 mètres de haut du hangar.<sup>103</sup> Leur prix est d'autant plus faible que la ville de Guajará-Mirim est classée en zone de libre commerce. Ces produits sont destinés à la Bolivie. Lorsque ses installations seront achevées, il espère que la valeur annuelle des marchandises qui transitent par ses entrepôts sera supérieure à 40 millions de dollars.

Acheter-vendre, c'est toujours la meilleure manière de gagner de l'argent à la frontière. Mais pour capter le commerce à destination de la Bolivie, il a une idée en plus. Il va installer des bureaux pour la douane bolivienne dans des locaux attenants à ses bâtiments. Il leur fournira même des ordinateurs. Ainsi, les produits qui traverseront le Mamoré depuis son embarcadère, pour être vendus en Bolivie, disposeront de toute la documentation légale donnée par les agents de la douane bolivienne, quasiment à son service. Le coût de la légalité ne dépassera pas 8% de la valeur des produits, le jour où la loi sur la redistribution de la rente frontalière passera au sénat bolivien.<sup>104</sup> Les relations serrées qu'il entretient avec les hommes politiques boliviens s'expliquent par l'intérêt qu'il a à voir cette loi votée. Depuis qu'il a eu cette idée, il arpente toutes les réunions de douaniers pour

<sup>102</sup> Expression consacrée pour qualifier le mélange d'espagnol et de portugais utilisé à la frontière pour communiquer entre voisins. Voir Chapitre X, 3-1-1 Le brouillage linguistique, symptôme d'une forte porosité frontalière, p. 554

<sup>103</sup> Voir photo, p. 391.

<sup>104</sup> Voir plus haut, paragraphe 2-4-3, Les réaménagements de la fiscalité frontalière, p. 429

vendre son projet. En avril 2002, il était à Santa Cruz dans le cadre de la réunion trinationale des douanes boliviennes, paraguayennes et brésiliennes. En juin 2002, il se rendait à Porto Velho pour assister à la réunion des douanes boliviennes et brésiliennes. Partout, il rencontre les représentants boliviens pour leur dire qu'il a trouvé le moyen de mettre fin à leur casse-tête frontalier. Il imagine même qu'un jour, le seul point d'exportation autorisé en direction de la Bolivie, à Guajará-Mirim, sera celui attendant à ses entrepôts. « Alors tout sera réglé pour la douane bolivienne. Ils n'auront plus qu'à surveiller cette unique zone de transit. » Quelle importance si, sur l'autre rive de multiples points d'entrées sur le territoire existent, grâce à lui, les douaniers boliviens tiendront l'unique sortie.<sup>105</sup> S'il devait parvenir à ses fins, il aurait trouvé une autre manière de faire évoluer la contrebande traditionnelle vers la légalité.

### ***3-1-2 Des « shopping center » de luxe pour les Brésiliens***

#### **Comme les commerçants collas**

L'autre variante commerciale est plus novatrice. Elle ne s'intéresse pas aux échanges de produits de base (aussi anciens que la frontière), mais à la vente de produits importés à longue distance aux Brésiliens. Elle s'appuie sur les expériences commerciales développées par les Andins, en les perfectionnant, grâce à un apport de capital plus conséquent, pour pouvoir capter une clientèle brésilienne au pouvoir d'achat bien supérieur à celui du frontalier brésilien moyen. Alcools, parfums, produits de haute technologie ou électrodomestiques peuvent attirer ces chalands, à condition qu'ils soient de qualité et que leur origine soit garantie. Les parfums doivent venir de France et les whiskies d'Écosse. Les échoppes de bric et de broc des commerçants collas ne correspondent pas aux standards de consommation de ces clients. Fi des commerces qui ressemblent à des garages, fi des baraques en bois surchauffées, les concepteurs des *shoppings centers* ne lésinent pas sur la décoration : air climatisé, escaliers roulants, rampe d'escaliers dorés, fontaine rafraîchissante. Ils espèrent ainsi gagner la confiance des clients et vaincre leur répugnance à l'idée d'aller en Bolivie – ce tiers-monde aux portes du Brésil. Tout est là pour leur faire oublier ce pêché de localisation géographique. Le terme même de *shopping center* est loin d'être innocent. L'anglicisme sert à effacer la Bolivie. Les fondateurs de Shopping China, le plus grand magasin duty free de Central Aguirre, ont de la même façon utilisé l'anglicisme et la référence à la Chine, comme un signe de modernité mondialisée. Le nom du magasin Miami House relève de la même logique.

#### **Le *shopping center* de Central Aguirre**

C'est à Puerto Quijarro, que de tels *shoppings centers* se sont le mieux développés. La raison en est simple. Corumbá, la ville frontalière brésilienne sur les rives du Paraguay, attire une clientèle de touristes au fort pouvoir d'achat venus des grandes métropoles du Brésil pour s'adonner à la pêche sportive dans le Pantanal. Toutes les agences de tourisme brésiliennes proposent à la fin de leur tour, une journée shopping en Bolivie. Ce n'est pas à Arroyo Concepción, dans le quartier

<sup>105</sup> Entretien réalisé à Guajará-Mirim avec Cerzinando Pessanha, le 12 et 13 juillet 2003.

commercial poussiéreux, que l'on emmène ces clients fortunés. On les dépose sur le parking asphalté de la zone franche de Central Aguirre après les avoir conduits dans des bus au standard brésilien depuis Corumbá. Là, ils dépenseront en moyenne 250 dollars par personne en produits divers. Et ils auront de quoi faire car Central Aguirre a habilité plus de 5000 mètres carrés de surface de vente.<sup>106</sup>

Dans ces échoppes climatisées, on regrette la période bénie du real fort. Le dirigeant de Shopping China se rappelle que lorsqu'il est arrivé du Paraguay le real était plus coté que le dollar. « En 1999, précise-t-il, il s'échangeait à 1,25 real pour un dollar ».<sup>107</sup> Un rêve de commerçant. Tous les produits, par le simple effet des taux de change, semblaient peu chers aux riches touristes Brésiliens. « À cette époque, il y avait plus de 1800 clients qui passaient dans la boutique par jour. » En 2001, ils étaient trois fois moins.<sup>108</sup> Une telle fréquentation peut sembler extraordinaire. Les chiffres donnés par le propriétaire de Shopping China sont pourtant corroborés par le gérant administratif de Central Aguirre (moins suspect d'idéaliser un âge d'or n'étant qu'un simple salarié de la famille Aguirre). En 2001, il estime que 250 000 touristes étaient venus dans le shopping center, soit quelques 800 par jour ouvrable.<sup>109</sup> Les propriétaires de Shopping China sont venus de loin pour profiter de cette manne. Leur migration est une autre histoire de frontaliers. Le magasin principal est resté à une autre frontière, celle du Paraguay avec le Brésil.<sup>110</sup> C'est sans doute en raison de cette pratique ancienne de la frontière qu'ils ont eu moins peur que d'autres d'investir à la frontière bolivienne. Avec leur magasin aux 50 000 références, ils sont à la tête de la plus grande structure commerciale de la région.

En investissant dans la région, les nouveaux commerçants s'assurent des marges d'activités importantes à condition que le real fort permette à la frontière, monétaire, de jouer son rôle d'amplificateur des échanges. Lorsque les moments durs arrivent, ils peuvent se consoler en se remémorant leurs immenses gains. Ils leur assurent, d'ailleurs, une certaine capacité à supporter les frimas économiques. En cela ils rompent avec la légendaire mobilité des commerçants collas, plus prompts à abandonner leur négoce. Leur activité économique est plus stable et plus légale. Mais leur présence est conditionnée par l'existence de zones franches commerciales qui autorisent la vente au détail. Aussi, pour développer cette voie de la sagesse-là, il faudra que l'État soit prêt à de nouvelles concessions fiscales.

---

<sup>106</sup> En 2001 seulement 4000m<sup>2</sup> étaient occupés. Les années suivantes il semble que le nombre de magasins ait encore baissé.

<sup>107</sup> Ce souvenir est légèrement supérieur au cours officiel qui était de 1,15 real pour 1 dollar (au 1 janvier 1999) et de 1,81 real (au 31 décembre 1999). Mais n'en est-il pas toujours ainsi des âges d'or, plus doré dans le souvenir que dans l'âpre réalité des cours officiels ?

<sup>108</sup> Entretien réalisé 22/04/01, avec le gérant de Shopping China.

<sup>109</sup> Entretien avec Hugo Dalenz réalisé le 27/04/01.

<sup>110</sup> Il se trouve dans la ville de Pedro Juan Caballero, en face de Ponta Porã (état du Mato Grosso).

## 3-2 Fabrication à la frontière

Les investisseurs qui se lancent dans des activités industrielles ou semi-industrielles sont, en réalité, beaucoup plus pionniers que ces néo-commerçants. Sur cette frontière où seuls les *pichicateros*, les trafiquants de cocaïne, avaient réellement fait fortune, il fallait beaucoup d'audace pour croire aux possibilités économiques de la castaña, du soja ou du *palmito*.<sup>111</sup> Comment imaginer que, même transformés sur place, ces produits puissent un jour dépasser en rapport économique la poudre blanche ? Si c'est peu probable qu'ils le fassent un jour, il est en revanche certain qu'ils garantissent un mode de développement plus pérenne, à condition que l'activité se révèle rentable. La frontière orientale ne dispose d'aucune tradition industrielle. Même le boom du caoutchouc dans le nord n'a pas donné lieu au développement d'une filière de transformation.<sup>112</sup> Cette lacune a une grave conséquence : la main-d'œuvre locale n'est pas préparée aux contraintes que suppose le travail en usine. Le *turn over* des ouvriers est un casse-tête pour les gérants des usines. Les problèmes qu'ils rencontrent ressemblent fort à ceux des patrons français du début du XIX<sup>ème</sup> siècle lorsqu'ils tentaient de fixer les ouvriers-paysans.

Malgré les faibles dispositions du milieu local au développement industriel, quelques entreprises se sont installées sur la frontière. C'est que la région possède un atout : sa localisation géographique. Au plus près des voies d'exportation atlantique, au contact de deux pays, et donc de deux zones d'approvisionnement de matière première, elle compense par sa situation ses défauts originels. Deux usines, les plus importantes de la frontière, permettent de comprendre comment une situation a priori défavorable a pu être contournée.

### 3-2-1 La castaña : les Boliviens en tête

La castaña est connue sous le nom de noix du Brésil (*brazil nuts*) dès que l'on franchit les limites de l'Amazonie. Ce nom n'est pas dû qu'à l'image plus porteuse du Brésil - qui aurait conduit, au nom de l'efficacité marketing, à effacer les petits pays producteurs. Non, si la castaña est brésilienne, c'est que le marché international de cette noix fut pendant longtemps contrôlé par les exportateurs brésiliens (du Pará principalement). En 1986 un grand bouleversement se produit : la Bolivie devient leader sur ce marché. Cette montée en puissance explique qu'une des premières entreprises industrielles de la frontière nord ait réussi à contrôler, par l'aval, la filière de la castaña pour imposer ses règles aux petits producteurs - qu'ils soient Brésiliens, de l'Acre ou du Pando<sup>113</sup>, ou Boliviens.

<sup>111</sup> Le palmito, cœur de palmier en français, est la jeune pousse de palmier. En Bolivie on récolte le palmier asaí (*Euterpe precatoria*).

<sup>112</sup> Voir deuxième partie, chapitre V, paragraphe 3-3-1 Du caoutchouc et au milieu passe une frontière, p. 248

<sup>113</sup> Une grande partie des collecteurs de castaña qui travaillent dans le Pando, en Bolivie, sont en réalité Brésiliens. Voir Chapitre IX, paragraphe 2-2-2 Réalité de l'invasion pacifique dans le Pando, p. 490

## “Nous sommes les victimes d’une catastrophe naturelle, un cyclone qui s’appelle Bolivie”<sup>114</sup>

À propos de la croissance de la production de noix dans le Pando, il est devenu commun de parler du « boom de la castaña ». <sup>115</sup> C’est une façon de souligner ces similitudes avec le boom du caoutchouc, auquel il emprunte bien des traits. Comme le caoutchouc l’avait fait, en son temps, l’économie de la castaña transforme profondément et rapidement le contexte socio-économique des campagnes amazoniennes.

**Tableau III-5 : La castaña, un nouveau secteur productif pour l’Amazonie bolivienne** <sup>116</sup>

Année	Valeur des exportations de castaña (en milliers de dollars)	Emplois directs et indirects	Investissements en infrastructure de production (en milliers de dollars)
1984	2 022	3 200	1 500
1998	31 000	22 320	12 000
Taux de croissance	+ 1433%	+ 597 %	+ 700%

L’augmentation de la valeur des exportations et des investissements est moins importante que la croissance des emplois pour mesurer l’impact de ce boom dans la région. « Casseuses » de castaña, collecteurs, transporteurs, personnels des embarcations fluviales, porteurs, laveurs etc., c’est un petit personnel qui a trouvé à s’employer dans ce nouveau secteur (en milieu rural comme en milieu urbain). Pour les quelques 120 000 habitants de l’Amazonie bolivienne, ces 22 320 emplois constituent une source de revenu inespérée, même si l’activité reste fortement saisonnière - la récolte s’effectue de janvier à mars. L’industrie de la transformation s’est concentrée dans les deux villes principales de l’Amazonie : Cobija et Riberalta.

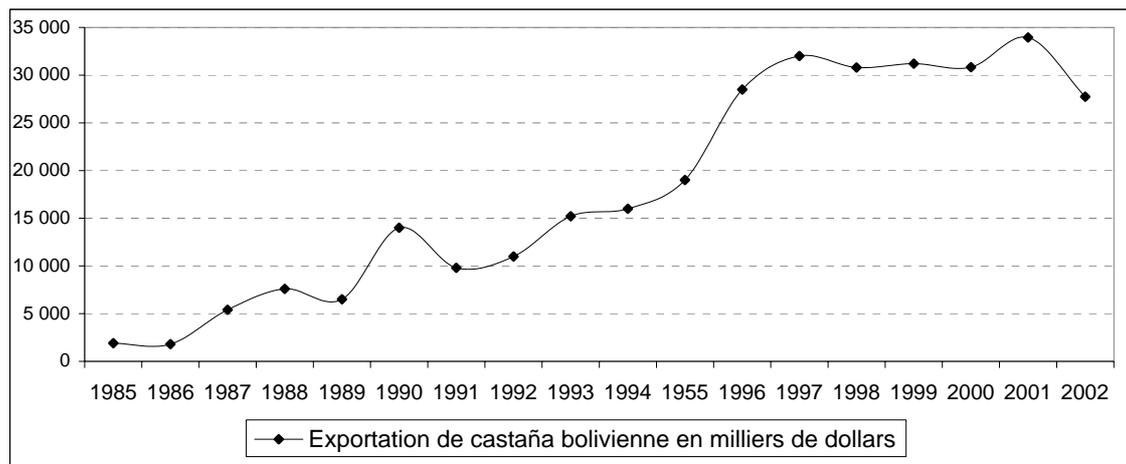
La croissance des exportations boliviennes, et la part toujours plus importante que prend ce pays sur le marché mondial ont accompagné l’essor de ce secteur. En 2003, la Bolivie produit 57% de la castaña mondiale, contre 42% pour le Brésil.

<sup>114</sup> Remarque de Benedito Mutran, président de l’Association brésilienne de producteurs de noix. Cité dans New York Times, 2004 *Brazil nuts grow rarer in, of all places, Brazil* (édition du 23 août 2004).

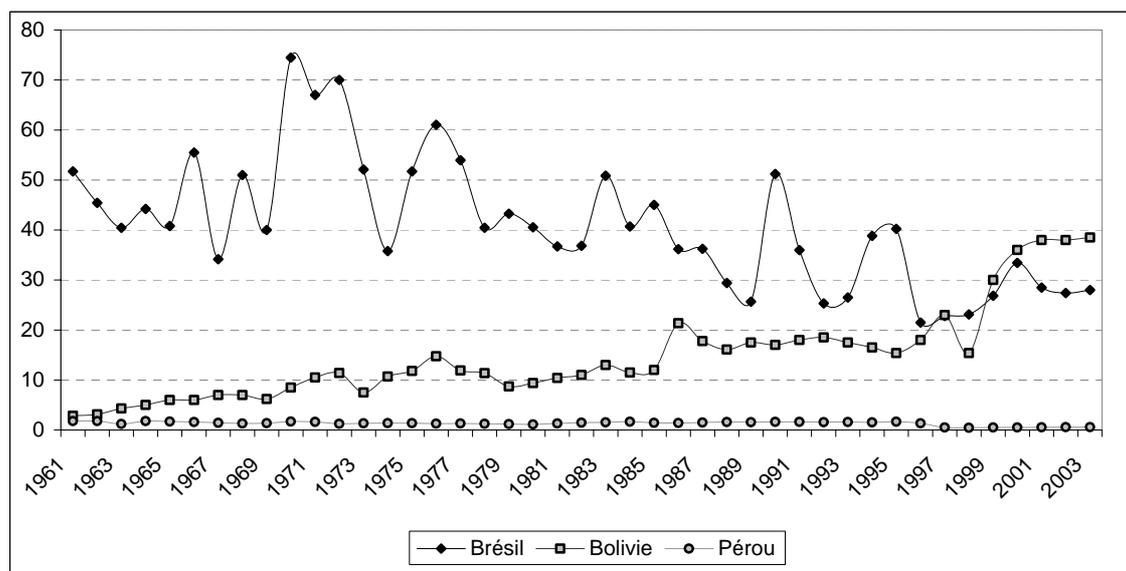
<sup>115</sup> Alan Bojanic dit par exemple « Pour la petite économie de l’Amazonie bolivienne les changements induits par la castaña ont été les plus importants depuis le boom du caoutchouc au début du siècle. Dans les quinze dernières années ce secteur a permis de multiplier par plus de dix les rentrées monétaires dans la région. » Voir Bojanic J., Alan 2001 *Balance is beautiful: Assessing sustainable development in the rain forests of the Bolivian Amazon*, p. 62.

<sup>116</sup> Source : Bojanic J., Alan 2001 *Balance is beautiful: Assessing sustainable development in the rain forests of the Bolivian Amazon*, p. 63.

**Figure III-20 : Croissance des exportations de castaña boliviennes : un nouveau boom dans le nord** <sup>117</sup>



**Figure III-21 : Évolution comparée de la production de castaña au Pérou, en Bolivie et au Brésil (en milliers de tonnes)** <sup>118</sup>



Les raisons du décollage bolivien sont multiples. En 1986, la crise de l'industrie caoutchoutière incite de nombreux *seringueiros*\* à se reconvertir dans la récolte de la noix.<sup>119</sup> L'effondrement des cours du caoutchouc s'est fait plus durement ressentir en Bolivie, où les producteurs ne bénéficièrent plus, à partir de 1986, des prix de soutien du gouvernement

<sup>117</sup> Source : INE à partir de 1992 et Bojanic J., Alan 2001 *Balance is beautiful: Assessing sustainable development in the rain forests of the Bolivian Amazon*.

<sup>118</sup> Source : FAOSTAT Database 2004. Voir <http://faostat.fao.org/faostat>. La moindre part du Pérou s'explique par une moindre densité des arbres à castaña dans la région péruvienne de l'Amazonie.

<sup>119</sup> La castaña a toujours été un produit de repli servant à équilibrer les comptes des exploitations caoutchoutières, les *barracas*\*, lorsque le cours de la gomme s'effondrait. Le premier pic de production de castaña date de 1913, lors de la grande crise du caoutchouc. Par la suite, à la faveur de la nouvelle hausse du caoutchouc (tout particulièrement lors de la seconde guerre mondiale) la castaña recule.

brésilien.<sup>120</sup> Dans le même temps, entre 1989 et 1992, le cours de la castaña a monté, ce qui a attiré de nombreux entrepreneurs désireux de replacer leurs capitaux, jadis investis dans le caoutchouc. Enfin, la castaña a bénéficié d'incitations financières diverses car elle permet, théoriquement, d'exploiter la forêt sans la détruire. La Banque Mondiale, et certaines banques nationales, ont prêté de l'argent. Le gouvernement bolivien a encouragé la croissance des exportations.<sup>121</sup> Les ONG, travaillant avec les communautés indigènes, proposent toutes une intensification de la récolte de la castaña pour assurer un développement durable. Pour toutes ces raisons, l'Amazonie bolivienne est devenue leader du marché de la castaña Son potentiel de production est loin d'être atteint. Seulement la moitié des cocos qui tombent sur le sol sont récoltés (en raison des problèmes d'accessibilité).<sup>122</sup> Dans le même temps, la déforestation dans le Pará faisait reculer la capacité d'exportation brésilienne, et déplaçait la production vers l'Ouest du Brésil, dans l'Acre.

### **Tahuamanu, une usine ISO 9002 à Cobija**

La castaña non décortiquée est trop lourde pour être exportée sur de longues distances.<sup>123</sup> La coquille de l'amande, une fois que le coco a été ouvert sur le lieu de récolte, représente les deux tiers du poids total. Les ateliers de décortilage (*beneficiadoras*\*) achètent la castaña à des grossistes et la transforment. Traditionnellement, ces entreprises semi-industrielles se regroupaient à Riberalta.<sup>124</sup> Cette ville, légèrement excentrée par rapport au bassin de production de castaña, doit son pouvoir d'attraction à son statut de capitale économique et historique de l'Amazonie bolivienne.

En 1990, l'entreprise Tahuamanu (du nom d'une rivière du Pando<sup>125</sup>) fait pourtant le choix de s'installer à Cobija. Depuis lors, elle a investi plus de 9 millions de dollars dans le Pando. En 2001, elle exportait 10% de la castaña produite dans le monde (pour une valeur de 4,23 millions de dollars). Elle est en partie responsable du nouveau leadership bolivien dans ce secteur. Les débuts ont été difficiles. Carlos Molina, le gérant de l'entreprise, rappelle que Cobija présentait plusieurs désavantages par rapport à Riberalta.<sup>126</sup> Le premier tenait à l'absence de routes pour exporter la noix en direction du Pacifique. Il fallait alors rallier Riberalta en bateaux, ou passer par les brokers brésiliens. En 1992, l'achèvement de la route de Cobija à La Paz, règle cette question. 95% de la

<sup>120</sup>Le gouvernement brésilien offrait un prix garanti au caoutchouc produit en Bolivie (depuis 1958 en vertu d'un des nombreux accords signés à Roboré).

<sup>121</sup> Voir Assies, W. 1997 *Extractivisme et développement durable en Amazonie : Etat de l'Acre et nord Bolivien*. Ajoutons que le gouvernement bolivien a aussi soutenu les exportations de castañas, dans le cadre de son plan de soutien aux exportations non traditionnelles (les produits agricoles, transformés ou non et les produits industriels).

<sup>122</sup> On compte moins de 5 arbres à castaña par hectare ce qui impose de grands déplacements aux collecteurs. Les cocos contiennent plusieurs dizaines d'amandes. Précisons enfin que toute la récolte de castaña provient d'arbres sauvages et qu'il n'existe pas de plantations à ce jour, en raison de la dépendance des pollinisateurs (abeilles principalement) à certaines variétés de plantes forestières, dont les orchidées.

<sup>123</sup> Les grands acheteurs sont les États-unis, l'Angleterre, la Belgique et la France. La majeure partie de la production sert à la fabrication des barres chocolatées. Une petite partie est salée pour être vendue sous formes de fruits secs apéritifs. On consomme aussi de la castaña en Bolivie.

<sup>124</sup> En 2002 il y en avait 3 à Cobija contre 17 à Riberalta.

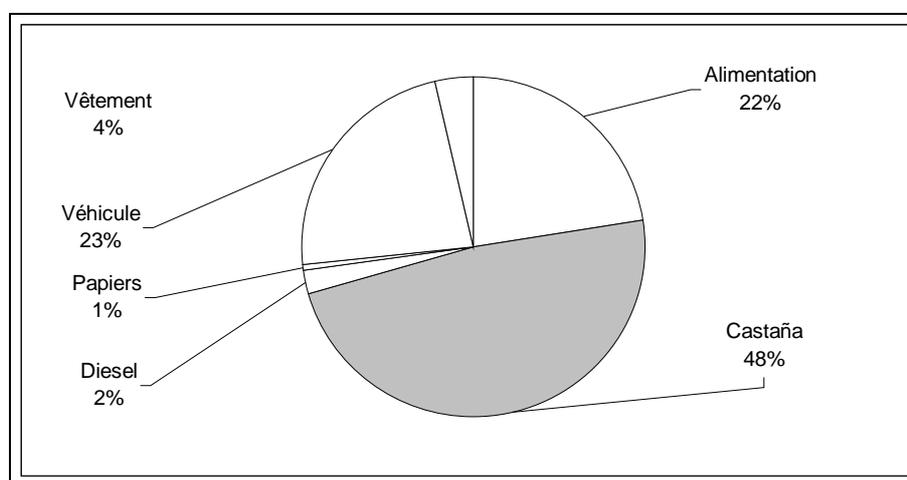
<sup>125</sup> Le Tahuamanu est un des affluents du Madre de Dios.

<sup>126</sup> Entretien avec Carlos Molina, juillet 2001, à Cobija.

production est aujourd'hui exportée via cette route en direction du port chilien d'Arica.<sup>127</sup> Le deuxième inconvénient de Cobija résidait dans l'absence d'une main-d'œuvre qualifiée et fiable. L'entreprise fonctionne sept jours sur sept et a besoin d'un personnel ponctuel. Il fallait aussi qu'elle puisse disposer d'un volet de saisonniers pour faire face aux pics d'activité au moment de la récolte. Enrique Nelkenbaum, le fondateur de Tahuamanu, rappelle qu'il n'existait pas une telle main-d'œuvre à Cobija, au début des années 90. « Quand nous sommes arrivés, il était impossible de trouver une femme<sup>128</sup> pour travailler dans l'usine parce que les gens avaient d'autres priorités. (...) Le samedi ils allaient acheter du savon au Brésil et lavaient leurs vêtements l'après midi. Le plus difficile, les quatre premières années, a été de convaincre les employés de travailler le samedi, parce que la castaña ne sait pas ce que c'est que le samedi. »<sup>129</sup> Aujourd'hui, ils sont plus de 300 à travailler dans l'usine, samedi compris. La part des Boliviens parmi les ouvriers est même devenue largement dominante avec le temps (90% de Boliviens, contre 10% de Brésiliens).<sup>130</sup>

Cobija avait pour seul avantage sa localisation géographique, mais il était formidable. Tahuamanu pouvait, dans une situation d'offre pléthorique, jouer de la concurrence entre la castaña brésilienne et bolivienne (la différence de prix était liée à la valeur des deux monnaies). Au début, le real fort rendait la production bolivienne plus attractive. Aujourd'hui, c'est vers le Brésil que se tourne l'entreprise pour se fournir en castaña.<sup>131</sup> La noix est même devenue le tout premier produit d'importation légale dans la zone franche de Cobija en provenance de Brasiléia, la ville frontalière.

**Figure III-22 : Répartition des importations en provenance de Brasiléia dans la zone franche de Cobija (mois de janvier et février 2004)<sup>132</sup> – en valeurs.**



<sup>127</sup> La question n'est résolue qu'en partie car la mauvaise qualité de la route est encore source de problèmes. Tahuamanu a fondé une entreprise de transport privée, ce qui a pour effet d'augmenter les échanges entre Cobija et La Paz, les camions rapportant des produits de la capitale andine, plutôt que de rentrer à vide.

<sup>128</sup> Traditionnellement les casseuses, *quebradoras*, de castaña sont des femmes. Dans les ateliers de Riberalta seules les femmes y travaillent. A Tahuamanu, en raison de salaires légèrement supérieurs, des hommes sont aussi employés à cette fonction.

<sup>129</sup> Entretien avec Enrique Nelkenbaum, fondateur de l'entreprise Tahuamanu, in Calderon Gutierrez, Fernando (Coord.), Suárez, Hugo José et Jetté, Christian 2003 *Informe de desarrollo humano en el Norte Amazonico Boliviano*, p. 109.

<sup>130</sup> Entretien avec Carlos Molina, juillet 2001, à Cobija. Au début, ils employaient plus de Brésiliens mieux formés.

<sup>131</sup> Ramiro Torrico, un autre grossiste de castaña qui envoie sa production à une entreprise *beneficiadora* à Cochabamba – COBEPAN, racontait en juillet 2003 qu'il n'achetait plus que la castaña brésilienne. Les caisses de castaña se négociaient autour 35 bolivianos au Brésil contre 45-47 bolivianos en Bolivie. Entretien réalisé en juillet 2003.

<sup>132</sup> Source : Police d'importation de la zone franche, mois de janvier et février 2004.

S'installer à Cobija permettait, d'autre part, de bénéficier de diverses incitations fiscales concédées à la ville, en raison de son isolement. La première entreprise industrielle à tenter sa chance dans cette région défavorisée, eut droit à bien d'autres soutiens. En 1994, Tahuamanu obtient, par exemple, 1,6 millions de dollars de la corporation interaméricaine d'investissement (filiale de la BID\*).<sup>133</sup> En somme, la position frontalière de Cobija se révéla assez avantageuse.

### **3-2-2 La filière soja, une grand réussite**

L'entreprise Gravelal s'installe sur la frontière du Pantanal en 1993. Elle noue avec le milieu frontalier le même type de relations complexes faites d'attraction et de répulsion. La frontière, milieu difficile est aussi gage de réussite. C'est du moins sous ses traits qu'elle est présentée dans la plaquette de l'entreprise : « l'esprit dans lequel fut fondé Gravelal répond à la mentalité des entrepreneurs pionniers qui, loin de chercher la facilité, trouvèrent dans l'effort extraordinaire que représentait une installation dans le milieu inhospitalier de la frontière avec le Brésil, les fondements de leur compétitivité. »<sup>134</sup>

#### **Exporter le soja par le Paraguay, une idée vieille qui fait peau neuve**

En réalité, l'idée d'exporter des produits agro-alimentaires du département de Santa Cruz via le canal Tamengo et la voie Paraguay-Paraná, ne revient pas aux entrepreneurs pionniers de Gravelal. Joaquín Aguirre, le fondateur de Central Aguirre, y avait pensé le premier. Il était alors tellement sûr de la validité de son projet qu'il était parvenu à se faire nommer « Assesseur du développement portuaire de la Bolivie » par le Général Banzer, en 1978. Le poste, créé pour lui, ne survécut pas à la chute du régime, quelques mois plus tard. Mais l'idée était lancée.

Peu à peu l'évolution de la production de soja donne raison à son intuition. Les années 90 sont marquées par le début de la culture du soja dans le département crucénien. La plupart des producteurs sont étrangers (japonais, mennonites<sup>135</sup> ou brésiliens<sup>136</sup>). Ils profiteront tous du Plan pour le développement agricole des Basses Terres, financée par la Banque Mondiale (entre 1991 et 1997).<sup>137</sup> L'arrivée des producteurs brésiliens (1992/93) est aussi déterminante, car ils assurent un transfert de technologie.<sup>138</sup>

<sup>133</sup> Prêt numéro BO1023C – 01 remboursé en 2004. Il avait pour but de soutenir « la première entreprise industrielle de noix du Brésil ». Voir le site de l'IIC, <http://www.iic.int/projects/view.asp?id=119>

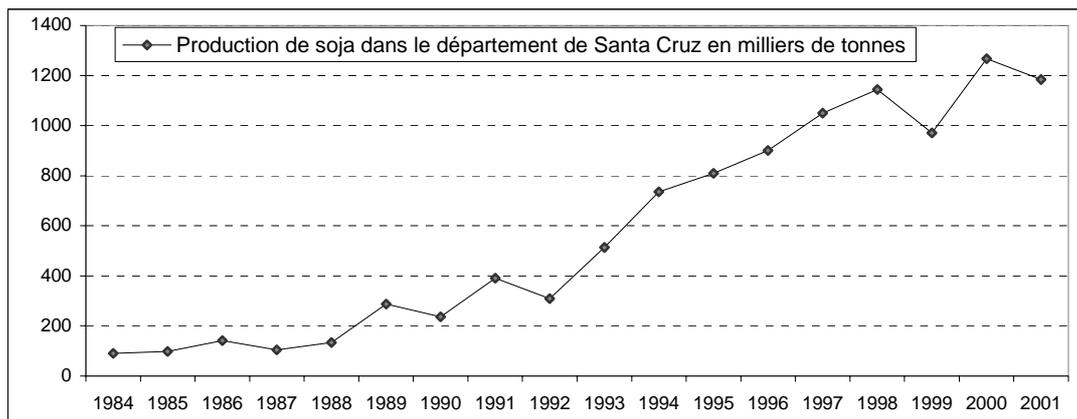
<sup>134</sup> Extrait de la page de présentation du site internet de Gravelal (consultée le 08/12/03). Voir <http://www.gravelal.com.bo>

<sup>135</sup> Les mennonites viennent principalement du Canada et du Mexique. Ils vivent en colonie fermée.

<sup>136</sup> Lors de la campagne de 2001 d'été 2000/2001 la production de soja dans les deux zones principales de production se répartissait comme suit : Bolivien 36% ; Brésilien : 33% ; Mennonite : 17% ; Japonais : 10% ; Russe : 1% ; autres nationalités : 3%. Voir Galleguillos, Rudy 2001 *Informe final de campaña*.

<sup>137</sup> Ce plan (convenio de crédito n° IDA 2119/BO) avait pour but de promouvoir les cultures d'oléagineux dans les terres basses. D'un coût total de 43 millions de dollars, il a porté sur l'amélioration des routes, la formation technique, l'aide au communauté indigène etc. Voir Hurtado Paz, Luis Ernesto 2003 *Informe final de cierre : proyecto de desarrollo agropecuario "Tierras bajas del este"*, p. 27.

<sup>138</sup> Les Brésiliens sont apparus dans le secteur soja en 1994 (leur part dans la superficie totale semée en soja d'été passe subitement de 1,42% à 8%, entre 92/93 et 93/94, pour atteindre près de 20% en 1994/95 (nous sommes dans l'hémisphère sud, la campagne d'été se situe au tournant de deux années entre novembre et février). Voir chapitre IX, paragraphe 2-2-3 Les vrais Brasivianos ne sont pas là où on les attend, p. 494

**Figure III-23 : L'augmentation de la production de soja dans le secteur de Santa Cruz<sup>139</sup>**

Les analystes boliviens ne tardèrent pas à parler d'un nouveau boom, celui du soja. Le terme hyperbolique pourrait faire sourire plus d'un spécialiste du soja. La production bolivienne, reste, à l'échelle mondiale, dérisoire. À l'échelle sud-américaine aussi, car, face aux deux géants du marché (le Brésil et l'Argentine), la Bolivie réalise à peine 2% de la production continentale.<sup>140</sup> Il n'en reste pas moins vrai que la croissance du secteur soja est très importante à l'échelle bolivienne. En 2004, il a représenté 21% de la valeur des exportations du pays. C'est un des tous premiers produits d'exportation.<sup>141</sup> Les quelques 1,2 millions de tonnes de soja bolivien justifiaient donc qu'on s'y intéressât. L'enclavement de la Bolivie posait une nouvelle fois problème. Pour exporter le soja, il fallait résoudre une question géographique épineuse. Le soja est cultivé dans la zone de Santa Cruz, mais sa majeure partie est consommée bien loin de là en Colombie et en Équateur.<sup>142</sup> Comme un siècle plus tôt, le choix des voies d'exportation se pose dans des termes surprenants. Pour vendre du soja à la communauté andine, vaut-il mieux exporter via les Andes et le Pacifique ou via le Paraguay et La Plata ? Le bon sens géographique invite à exclure l'option par le Paraguay, car le détour par le détroit de Magellan rallonge incroyablement la route orientale.<sup>143</sup> Puerto Quijarro ne serait donc pas le meilleur port d'exportation en direction des pays andins. Mais les très faibles coûts du transport maritime, font que cette route, en termes de distance-coût, n'est pas aussi

<sup>139</sup> Montenegro, Diego Ernst 2002 *Estudio de competitividad de la soya*.

<sup>140</sup> Source : US department of agriculture. Le Brésil avait produit en 2002 quelques 42 millions de tonnes et l'Argentine 30 millions. L'autre grand leader du marché est les États-unis avec 74 millions de tonnes et la Chine, par ailleurs grande acheteuse de soja sud-américain, 16 millions de tonnes. En Amérique du Sud, le Paraguay, grâce entre autres aux Brasiguayos et aux Mennonites, dépasse légèrement la Bolivie avec 3,2 millions de tonnes.

<sup>141</sup> Seul le gaz surpasse le soja en part d'exportation - il représente 32% des exportations du pays. Données INE provisoires, pour janvier à octobre 2004.

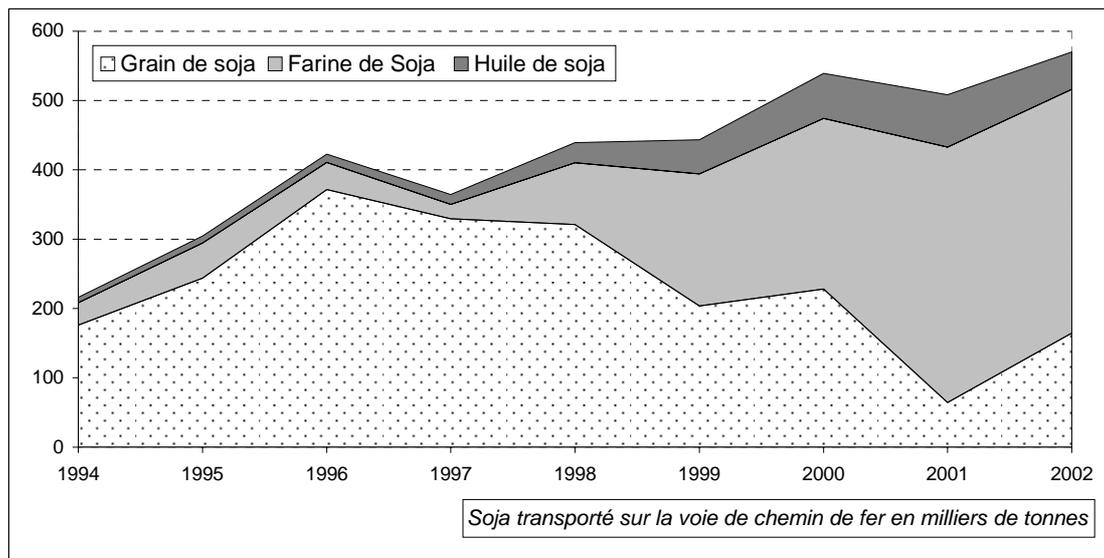
<sup>142</sup> Ces deux pays sont les principaux acheteurs du soja bolivien. Le Venezuela et le Pérou arrivent en seconde position. Des facilités d'exportation ont été garanties au soja bolivien dans le cadre des accords commerciaux de la CAN, la communauté andine. Le soja représente 78% des exportations en direction de ces 4 pays membres de la CAN, selon les données du Vice Ministerio de Exportaciones reprises par Moncayo Jiménez, Edgard 2003 *Geografía económica de la Comunidad Andina*, p. 183-187.

<sup>143</sup> Le soja est transporté de Santa Cruz à Puerto Quijarro par train ou camion. Puis il est embarqué sur des péniches jusqu'à Rosario (2100 km plus au sud sur le Paraguay) où il est stocké dans des silos avant d'être chargé sur des cargos à destinations des ports du Pacifique nord via le détroit de Magellan. Le temps moyen de transport du soja de Santa Cruz au port Buenaventura en Colombie est de 90 jours.

défavorable. De Corumbá à Rosario (2100 km), le coût de transport fluvial sur la voie d'eau Paraguay-Paraná tourne autour de 30 dollars la tonne.<sup>144</sup>

De façon assez étrange, ce n'est pas le tronçon de Puerto Quijarro au port de Buenaventura (Colombie) par la voie fluvio-maritime qui a le plus rebuté les investisseurs. Le goulot d'étranglement réside ailleurs, dans la toute petite portion de 650 kilomètres qui relie Santa Cruz à Quijarro. Pour joindre ces deux points, il faut emprunter le chemin de fer. En situation de quasi-monopole, l'entreprise ferroviaire impose des tarifs presque prohibitifs. Heureusement, les producteurs de soja avaient quelques cartes en main pour négocier des rabais. Le soja représente 63% des charges transportées par l'entreprise de chemin de fer orientale en 2002 et les trois quarts de son chiffre d'affaire.<sup>145</sup> La croissance des volumes de soja transportés, comme la concurrence de plus en plus nette de la route, justifiaient bien quelques concessions.<sup>146</sup> Les négociations entre l'entreprise de chemin de fer et les représentants du secteur soja (l'Anapo\* et la Cadex\* ) permettent une réduction sensible des tarifs : en 1999 ils passent à 0,042 dollar par tonne/km contre 0,0586 en 1997, soit une baisse de 28%.<sup>147</sup>

**Figure III-24 : La croissance du transport de soja de Santa Cruz à Puerto Quijarro.**



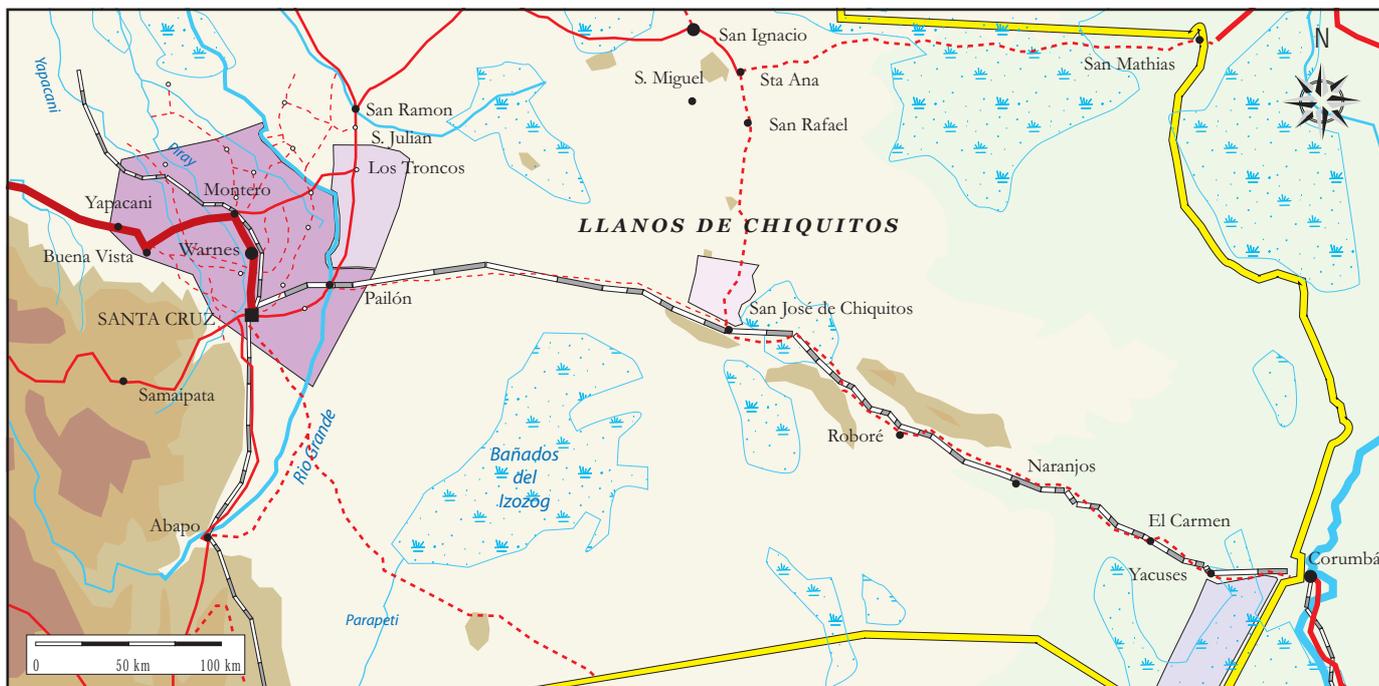
<sup>144</sup> Entretien Bismarck Rosales, Puerto Quijarro, le 24/06/02.

<sup>145</sup> Source F.O.S.A, données internes. En 2002, 570 016 tonnes de soja ont été transportées - sous ses trois formes (farine, grain et huile). Les autres produits d'exportation (Santa Cruz - Puerto Quijarro) ne dépassaient pas les 30 000 tonnes, et les importations pour la même année s'élevaient à 305 000 tonnes. Elles étaient donc moitié moins importantes que les exportations.

<sup>146</sup> Entretien avec Dick Nelson Ruiz, service commercial de F.O. SA, Santa Cruz, le 02/06/03. A propos de la concurrence de la route voir Figure III-3, Nombre de camions de soja arrivés à Quijarro par année, p. 297

<sup>147</sup> En 1997 le prix de la tonne kilomètre était fixé à 0,0586 dollar et en 1998 0,0566 dollar. Dans un rapport effectué pour le compte de l'association des producteurs de soja (l'ANAPO) il était précisé que ces tarifs étaient bien au dessus des coûts de fonctionnement de l'entreprise (calculé à 0,0231 et 0,0243 pour les deux mêmes années). Voir Boni, Roberto 2000 *Analysis of transport costs for the ferrocarril oriental on the Santa Cruz - Puerto Quijarro line*, p. 1. et Gerencia Comercial F.O. S.A 2000 *Información general de la empresa ferroviaria oriental S.A*, paragraphe 10.

### III - 23 Produire du soja...



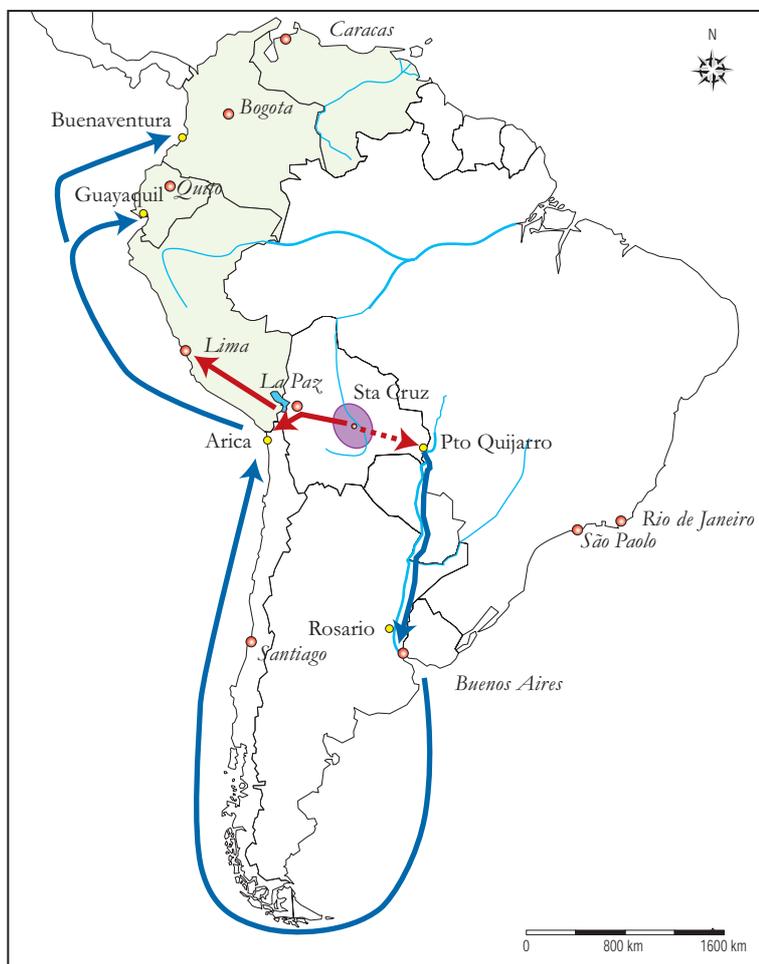
#### I - Zone de production de soja

- Zone intégrée (*zone initiale de développement*)
- Zone d'expansion (*zone de culture effective*)
- Zone d'expansion programmée (*non cultivée pour l'instant*)

#### II - Les axes d'exportation

- Le chemin de fer
- La route vers La Paz et le Pacifique
- Route difficile
- L'hydro-voie Paraguay-Parana
- Frontière internationale

### III-23'... Exporter du soja



#### I - Produire, vendre

- Zone de production du soja bolivien
- Aire principale de consommation du soja bolivien

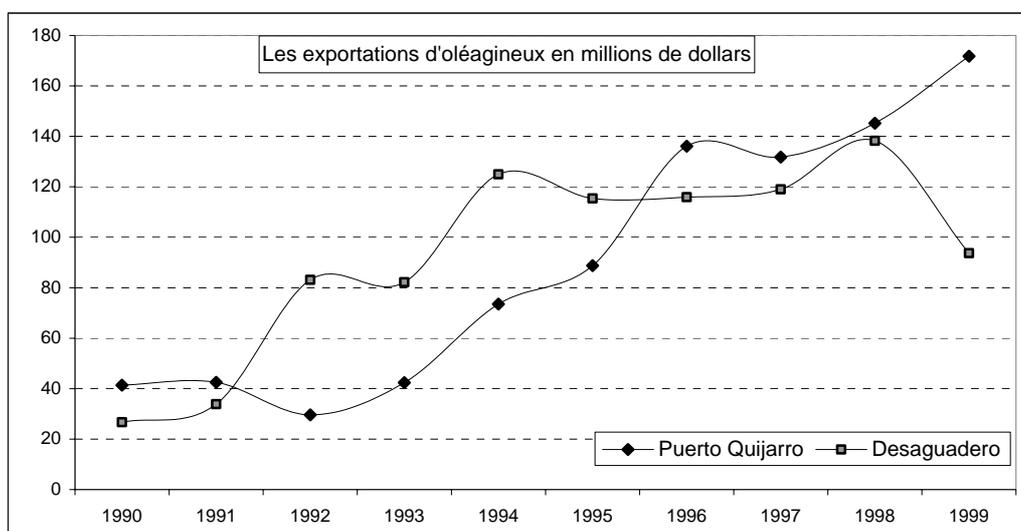
#### II - Deux itinéraires pour vendre le soja

- Voie maritime
- Voie terrestre
- Le chemin de fer : goulet d'étranglement sur la route de l'Est
- Ville importante
- Port du soja

*Latitia Perrier Bruslé 2004*  
Sources diverses : Informe anual ANAPO, Gravelat, Plan Tiersas Bajas I et II

Le coût de transport entre Santa Cruz et Puerto Quijarro (587 kilomètres)<sup>148</sup> reste le principal écueil de la route orientale du soja bolivien. Le gérant technique de Gravelal faisait remarquer qu'il lui en coûtait autant d'acheminer le soja de Santa Cruz à Puerto Quijarro, que de l'envoyer à Rosario, 2100 kilomètres plus au sud, sur la voie Paraguay-Paraná.<sup>149</sup> Malgré ce problème logistique la route de l'Est est en passe de s'imposer pour l'exportation du soja. À l'association des producteurs de soja (Anapo\*) on rappelle qu'en 2002 près de 60% du soja bolivien avait été exporté par Puerto Quijarro, contre 40% par l'Occident.<sup>150</sup> Cinq années auparavant, en 1995, la frontière orientale avait dépassé pour la première fois, Desaguadero (à la frontière du Pérou, sur les bords du lac Titicaca) pour les exportations de soja.

**Figure III-25 : Le Paraguay avant la route des Andes pour le soja<sup>151</sup>**



### **Gravelal, une des toutes premières entreprises du pays est sur la frontière**

Ces bons résultats n'auraient pas été possibles sans l'installation de Gravelal. Cette entreprise de « pionniers » appartient en majorité à des capitaux colombiens, mais sa filiale bolivienne (Gravelal Bolivia S.A) fait partie des rares entreprises cotées à la bourse bolivienne.<sup>152</sup> En 2001, pour la septième fois consécutive, Gravelal Bolivia remporte le prix d'excellence des exportateurs, ses volumes exportés représentent alors 7% des rentrées de devises du pays.<sup>153</sup> Une des toutes premières entreprises du pays, et la plus rentable, se trouve installée à la frontière orientale.

<sup>148</sup> La distance entre Santa Cruz et Puerto Quijarro est de 635 kilomètres, mais le soja est chargé à Pailón au kilomètre 48 ce qui réduit la distance d'autant.

<sup>149</sup> Entretien avec Bismarck Rosales, Puerto Quijarro le 24/06/02.

<sup>150</sup> Entretien avec Miguel Guzman, Santa Cruz le 02/06/03.

<sup>151</sup> Source IBCE, l'institut bolivien de commerce extérieur.

<sup>152</sup> Le capital mis à disposition du public n'est pas sous forme de bons, mais sous formes d'action.

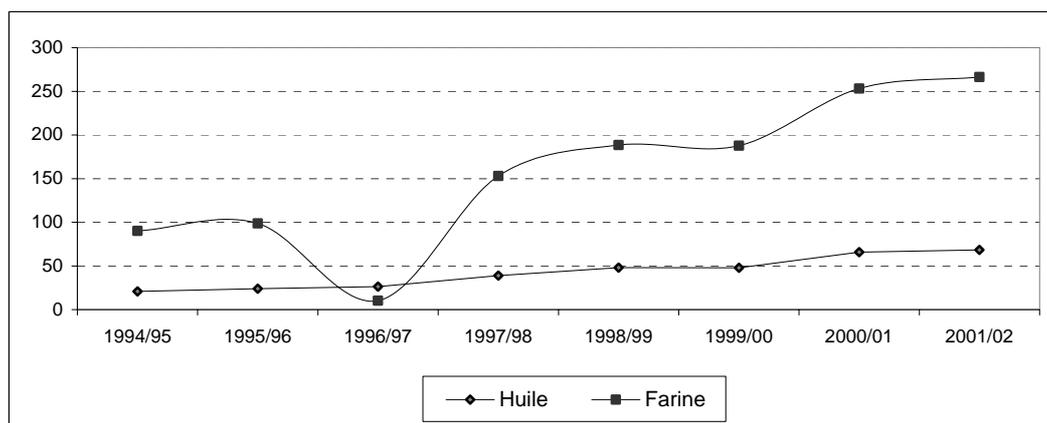
<sup>153</sup> Ce prix est décerné chaque année par la CADEX\* – la chambre des exportateurs de Santa Cruz.



Pourtant, rien ne prédisposait cet *outsider* à devenir le leader de la transformation et de l'exportation du soja dans la zone. L'homme de la situation était bolivien. Joaquín Aguirre avait dès 1989, acheté des terrains sur les rives du canal Tamengo pour exporter les produits agricoles de Santa Cruz. Las, la logistique ne suit pas. En 1993, il cède en concession une partie de ses terrains à Gravelal. L'entreprise connaît bien peu de choses de la Bolivie, et encore moins de la frontière orientale. De surcroît, elle récupère les parcelles les plus mal placées à l'extrémité sud du canal où la profondeur est moindre. Mais, elle a un avantage immense : la maîtrise d'un savoir faire dans le domaine de la commercialisation *et* de la transformation du soja.

Gravelal, en effet, ne se contente pas d'exporter le soja en direction des marchés andins. L'entreprise se lance dans la fabrication de farine et d'huile de soja. C'est ce qui va faire sa force, avec sa localisation à la frontière. Comme l'entreprise Tahuamanu à Cobija, Gravelal peut jouer de l'effet-frontière pour varier ses sources d'approvisionnement de soja brut en fonction des taux de change et de la situation des marchés dans chacun des pays. En 2001, 30% du soja traité à Quijarro provenait du Brésil, 40% du Paraguay et 30 % de Bolivie.<sup>154</sup>

**Figure III-26 : Croissance de la production d'huile et de farine de soja par Gravelal entre 94 et 2002 (en milliers de tonne).**<sup>155</sup>



La croissance régulière de la production témoigne de la vitalité de l'entreprise. En 2003, la construction d'une nouvelle usine a permis d'augmenter sensiblement les volumes de soja transformés (de 320 000 tonnes à 450 000 tonnes). La tendance à la hausse est bien établie. Pourtant, dans ce milieu « inhospitalier », l'installation de Gravelal fut compliquée. L'éloignement par rapport aux zones de production et le bras de fer avec la compagnie de chemin de fer, constituèrent les premières difficultés. La construction de la route entre Santa Cruz et Puerto Quijarro est en passe de les régler. L'entreprise a aussi connu des problèmes de main-d'œuvre. Les frontaliers n'étaient pas assez formés et peu préparés à des emplois en usine. Au début, pour recruter les quelques 140 ouvriers, l'entreprise s'est tournée vers les grandes villes brésiliennes de Corumbá et Ladário. Par la suite, elle a formé une main-d'œuvre locale, qui représente aujourd'hui

<sup>154</sup> Source : Bismarck Rosales, entretien réalisé en avril 2001.

<sup>155</sup> Source : Gravelal.

90% des effectifs.<sup>156</sup> Le manque d'énergie, dans cette région périphérique, fut un autre problème. Pour le résoudre, l'entreprise décida de fonctionner au bois. Ses immenses fours, nécessaires à la fabrication de la farine, étaient alimentés par du bois coupé dans la zone.<sup>157</sup> Les écologistes étaient inquiets ; la biodiversité de la zone était menacée.<sup>158</sup> En mai 2003, les travaux de construction d'un mini-gazoduc étaient presque achevés. Bientôt, l'usine allait fonctionner au gaz.<sup>159</sup>

Les écologistes n'étaient pas pour autant apaisés. Dans ce milieu naturel sensible, l'installation de Gravelal a tout pour leur déplaire. Ils accusent l'entreprise de draguer le canal Tamengo et de perturber son écosystème.<sup>160</sup> Or, pour Gravelal, le « canal » est la raison de son existence et la condition de son succès, même s'il est peu profond.<sup>161</sup> En saison sèche les navires ne sont remplis qu'à demi-charge, pour éviter que leurs tirants d'eau trop importants ne les enlisent dans les vases du canal (qui ne dépasse pas 1,5 mètre en certain point). La résolution de cette question n'est pas seulement d'ordre technique. Elle s'embourbe dans des eaux troubles, où des intérêts écologistes universels rencontrent des intérêts régionaux (brésiliens). Sur les 10,5 kilomètres du canal, quatre se trouvent en territoire brésilien - les autres sont binationaux. Les Boliviens ne peuvent donc les draguer, comme ils l'ont fait en 1996 dans la partie binationale du canal.<sup>162</sup> Les autorités boliviennes estiment que le dragage de la partie brésilienne n'est pas satisfaisant. Les Brésiliens avancent la pression des groupes écologistes, opposés à de telles opérations, pour justifier leur lenteur. Selon les Boliviens, elle serait aussi due à la menace que les ports boliviens du Tamengo, plus compétitifs en terme de tarif portuaire, font peser sur le terminal de Ladário.<sup>163</sup> Bientôt ces querelles locales n'auront plus lieu d'être. Le dragage du canal Tamengo est une des œuvres prioritaires prévu par le Comité intergouvernemental de l'hydro-voie Paraguay-Paraná (CIH).<sup>164</sup>

<sup>156</sup> Seulement 3% des ouvriers de Gravelal sont brésiliens aujourd'hui. Cette formation d'ouvriers boliviens n'a pas pour unique but d'insérer au mieux l'entreprise dans la vie locale. Des considérations financières sont aussi en jeu car un Bolivien, à travail égal, est moins payé qu'un Brésilien.

<sup>157</sup> Il faut pré-cuire le soja pour que la farine produite soit facilement assimilée par les animaux.

<sup>158</sup> Gravelal s'enorgueillissait pourtant d'avoir des plants de reboisement, pour chaque hectare arraché. Les membres de l'entreprise insistent moins sur le fait qu'ils replantent systématiquement en eucalyptus, espèce colonisatrice qui, de surcroît, acidifie les sols.

<sup>159</sup> Ce gazoduc part du gazoduc principal Bolivie-Brésil qui relie Rio Grande à Corumbá.

<sup>160</sup> Le terme de canal est ambigu du fait de sa traduction littérale. En réalité, l'espagnol comme le portugais utilise le terme pour qualifier un cours d'eau *naturel* qui relie deux étendues d'eau, au contraire du français qui utilise le terme pour décrire un « cours d'eau artificiel ». Le terme a été maintenu car il est un élément important de la toponymie.

<sup>161</sup> La page de présentation de l'entreprise insiste sur l'importance de la voie d'eau pour expliquer leur succès. « Sur la frontière, l'entreprise trouva un accès privilégié à des grands axes de transports qui lui permit de s'inscrire tous les jours plus efficacement dans les marchés globaux. » Voir <http://www.gravelal.com.bo> (consulté le 08/12/03).

<sup>162</sup> Ce dragage de la partie binationale du canal avait déjà provoqué la colère des écologistes. A l'époque d'étiage la profondeur du canal ne dépassait pas 1 mètre. Une drague, envoyée par le gouvernement argentin, avait permis de l'approfondir. Voir Revista del Sur, 1996 *Hidrovia Paraná - Paraguay : Dragado de canal contaminará agua potable*

<sup>163</sup> Cette interprétation bolivienne des choses ne doit pas nous faire oublier que la question de l'hydrovoie Paraguay-Paraná est effectivement au centre des préoccupations des écologistes d'Amérique du Sud, et que, de ce fait, toute intervention dans la zone doit se faire en tenant compte de ce groupe puissant. La Bolivie, moins avancée sur ces questions de défense de l'environnement, dispose d'une marge de manœuvre plus grande. Source : entretien avec Oscar Quiroga, président de l'association « Hombres y naturaleza », réalisé à El Tumbador, le 30/04/03.

<sup>164</sup> Le comité intergouvernemental de l'hydro-voie Paraguay-Paraná a été fondé en 1989. Il associe l'Argentine, le Brésil, la Bolivie le Paraguay et l'Uruguay). Le comité a obtenu des financements du BID, du PNUD, de Fonplata et de l'Union européenne pour mener à bien ses projets. Selon Fobomode (ONG écologique) le projet prévu pour le canal Tamengo est de draguer 2,6 millions de m<sup>3</sup> pour obtenir une profondeur minimum de 3,2 mètres et de 90 mètres de large – ce qui permettra la navigation de convois de 16 barges (4\*4) de 2,6 mètres de tirant d'eau. Fobomode 2003 *El Pantanal boliviano y*

Ces ombres au tableau n'empêchent pas Gravetal d'afficher des comptes de résultat d'une impressionnante bonne santé.<sup>165</sup> Ils justifient, malgré toutes ces complications, son installation sur la frontière. De telles entreprises, qu'il s'agisse de Gravetal ou de Tahuamanu, ouvrent-elles pour autant une voie crédible de développement frontalier dans la légalité ? Pour pouvoir le faire, il faudrait qu'elles aient un réel effet d'entraînement afin que l'alternative qu'elle propose aux activités illicites puisse susciter l'adhésion. Les emplois créés sont un argument en faveur de cette thèse. Mais certains frontaliers, adeptes de la vieille école de la contrebande, rechignent encore. « On ne voit pas l'argent qui est généré par le soja, parce que les bénéficiaires ne reviennent jamais dans ce bout du monde, ils restent dans les grandes villes », affirmait Juan Manuel Pérez, le président du Comité Civique de Puerto Suárez.<sup>166</sup> À propos de l'Amazonie bolivienne, Alan Bojanic, économiste, ne disait pas autre chose. « Cette région reste, sur le temps long, une enclave périphérique d'exportation. »<sup>167</sup> Ces affirmations pessimistes ne sont pas complètement justifiées. En réalité, divers transferts, technologiques et financiers, sont à l'œuvre dès que ces entreprises s'installent. Les termes d'un échange inégal entre ces zones périphériques et les centres (nationaux et transnationaux) ont évolué en faveur des régions d'accueil. Ces entreprises ont montré la voie d'une nouvelle croissance économique dans la légalité. Si elles devaient être suivies par d'autres, elles pourraient faire reculer une autre dépendance, tout aussi grave : celle qui lie les sociétés frontalières au commerce illégal.

## Conclusion du chapitre VIII

---

Voilà le portrait d'une région en profonde mutation. Ce changement, accéléré dans les quinze dernières années n'est pas facile à interpréter. Si la tendance est bien à la « normalisation » de la frontière, les voies pour y parvenir sont pour le moins diverses. Qu'y a-t-il de commun entre les commerçants collas, qui renouvellent une tradition contrebandière ancienne, et les grandes entreprises transnationales ? Les options des uns ne sont-elles pas plus sages que celles des autres ?

### Qu'est ce que la sagesse, au juste ?

Légalité, normalisation, intégration : la mutation frontalière s'inscrit dans cette trilogie, caractéristique de la nouvelle sagesse frontalière. La légalité traite de l'application des règles définies par l'État sur la totalité de son territoire. Les activités interdites par la loi sont illicites. Si elles se maintiennent malgré tout, la légalité n'est pas respectée. En conséquence, le principe d'égalité territoriale, selon lequel toutes les régions doivent être soumises aux mêmes règles parce qu'elles

---

*los proyectos de desarrollo*, p. 20 Mais ces valeurs ne peuvent concerner la partie boliviano-brésilienne du canal, dont la largeur aujourd'hui ne dépasse pas 20 mètres.

<sup>165</sup> Le résultat net d'exploitation s'élève à 3,3 millions de dollars en 2001.

<sup>166</sup> In Pulso, 2004 *Soja al atlántico desde la hidrovía*, (édition hebdomadaire du 14 juin 2003).

<sup>167</sup> Voir Bojanic J., Alan 2001 *Balance is beautiful: Assessing sustainable development in the rain forests of the Bolivian Amazon*, p. 47. Il ajoutait que les trois traits principaux de ce système économique périphérique étaient : la dépendance extrêmement forte à des marchés externes incontrôlables, l'emploi d'une main d'œuvre sous-qualifiée allié à un faible niveau technique et un capital financier extérieur.

font partie d'une même entité spatiale, est ébranlé. À sa place, on voit les sociétés de frontière défendre le droit de faire la loi chez elles. La normalisation renvoie aux formes que prennent les conflits entre le centre et la périphérie. En situation normalisée, les oppositions trouvent à s'exprimer sur la scène politique. Dans le cas inverse, les affrontements se traduisent par des bouffées de violence. La violence, confisquée à l'État qui en est, *normalement*, le légitime détenteur, n'est pas pour autant libérée de toute forme de contrôle social. Les élites locales s'en sont saisies. L'intégration, enfin, a une dimension géographique. Désintégrée, la frontière vit en autarcie, ses liens économiques, politiques et culturels avec le reste du pays sont réduits. Intégrée, la région reçoit des impulsions fréquentes du centre bolivien. C'est au nom de ce dernier critère que l'activité des commerçants collas avait été incluse dans ces voies de la sagesse, car en faisant les « fourmis-commerçantes » de la Bolivie, ils ont multipliés les échanges entre la frontière et le cœur économique du pays.

La sagesse possède ces trois visages. Ils renvoient à la même question de l'insertion de la région-frontière dans l'ensemble territorial. Les activités économiques présentées ci-dessus s'inscrivent dans cette dynamique. Malgré leurs différences, elles indiquent ensemble une même direction. Le tour de force est d'autant plus grand qu'à la grande variété des activités, s'ajoute la pluralité des situations locales. L'histoire, les équilibres locaux, le pouvoir des élites, les relations plus ou moins fortes avec les centres nationaux, distinguent en tout point ces différentes villes. Leur propension à s'assagir s'en ressent. Guayaramerín et San Matías sont moins avancées que Cobija et Puerto Suárez/Quijarro dans ce processus.

### **Pourquoi la sagesse devrait l'emporter ?**

Mais toutes les villes de la frontière s'engagent sur le même chemin de la sagesse. Cette proposition s'appuie sur deux convictions : « les mémoires bases » de la région sont capables d'évoluer ; et, l'intégration-normalisation-légalisation assure bien un devenir meilleur pour la région, comme pour le territoire bolivien. Le terme mélioratif de « sagesse » dit à lui seul cette deuxième certitude.<sup>168</sup>

Si la société de frontière devait un jour abandonner ses *habitus*, elle le ferait en raison des pressions qui pèsent sur elle. Elles sont de plus en plus pressantes. La crise économique est la première d'entre elles. Parce qu'elle vit du commerce et parce qu'elle a un pied au Brésil et l'autre en Bolivie, la zone est une caisse de résonance de toutes les crises. Le terme de « boom », utilisé à propos des embellies économiques, n'est pas innocent. Sur cette terre de frontière, seuls des cycles aussi rapides et destructeurs que l'explosion d'une bombe peuvent exister. Boom du caoutchouc, il y a longtemps, boom de la cocaïne, de la contrebande, du real fort, du soja... Boom, Boom ! Les frontaliers sont durement secoués. Ils vivent dans une temporalité difficile, saccadée en trois mouvements : avant le boom la frontière panse ses plaies du précédent, pendant le boom elle vit dans l'angoisse de sa fin, qui arrive toujours trop tôt pour que la région ait vraiment profité de

<sup>168</sup> L'utilisation du terme de « sagesse frontalière » n'a pas cours en Bolivie. J'ai choisi de l'employer pour mettre un terme derrière ce processus multiforme complexe.

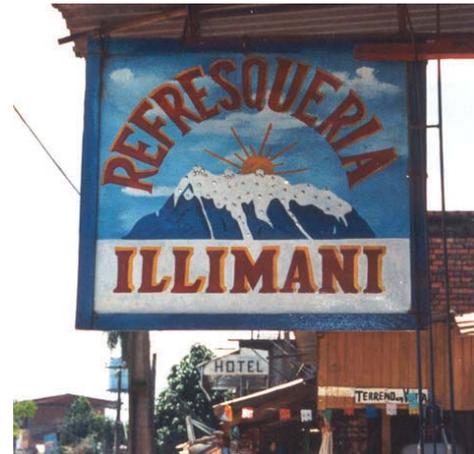
l'amélioration. L'après-boom, s'annonce alors par le début de la crise. La crise, on en a peu parlé mais elle est toujours là, promesse funeste en latence. Ouverte, à Puerto Suárez et à Guayaramerín, ou inscrite dans le futur d'un présent où la croissance trop rapide ne cesse d'être suspecte, à Cobija. La meilleure façon de se prémunir contre ces crises est de suivre les nouvelles voies de la sagesse frontalière : installer des entreprises plus solides capables de survivre à ces renversements de conjoncture, participer à des espaces économiques plus vastes, ou multiplier les sources du revenu frontalier etc. En échange de cette sécurité, les frontaliers seraient prêts à abandonner quelques uns de leurs privilèges.

À cette disponibilité interne au changement, s'ajoute la pression externe. La Bolivie toute entière aimerait voir ses frontières s'assagir. À l'heure du nouveau paradigme géographique, celui du pays de contact, il n'est pas bon pour le pays que se maintiennent ces marges sauvages, comme des sas illicites qui contrôlent, selon leurs règles propres, l'entrée et la sortie des produits. Pour les commerçants aussi, ce parti pris de l'informel peut se révéler coûteux, dès lors que la répression des institutions étatiques se fait plus nettement ressentir. Ces deux pressions, interne et externe, devraient à terme conduire à l'assagissement de la région frontalière.

Photo III - 14 : Les commerçants collas, des nouveaux acteurs du commerce dans la ville



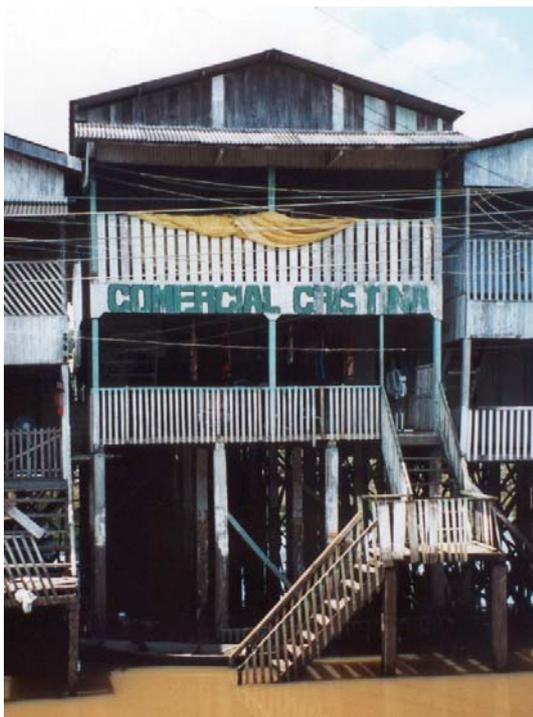
Guayamerín, derrière le marché municipal



Cobija, le long de l'avenue principale

Les commerces collas marquent la ville de leur empreinte. Signe fort de cette transformation, les enseignes prennent les couleurs de l'Altiplano. La Paz, l'Illimani ces références disent l'attachement de ces migrants à leur milieu géographique d'origine, comme leur volonté d'instaurer d'autres formes de commerce dans la zone.

Photo III - 15 : Montevideo, Bolpebra, des villages qui vivent grâce au commerce.



Bolpebra, juillet 2003, sur les bords de l'Acre à quelques centaines de mètre de la communauté

Montevideo, avril 2003, Comercial Cristina (ci-contre)

Bolpebra et Montevideo, dans le Pando, sont les deux exemples les plus caractéristiques de villages collas fondés sur les bords de la frontière pour pouvoir commercer avec les Brésiliens en leur proposant des cigarettes et des produits d'Iquique. Mais pour le commerce l'âge d'or (celui du real fort) est révolu. Aussi ce sont les enfants qui attendent les chalands qui se font rare dans les cahutes.

Photo III - 16 : La frontière débordée, les cholitas au Brésil



Brasília, avril 2003 - vendeuse de fruits



Corumbá, mars 2001-vendeuse de produits chinois en provenance d'Iquique

Les cholitas, en temps de crise partent vendre leur marchandise au Brésil, sans plus attendre en Bolivie, le chaland qui se fait rare. Vêtues de "pollera" (en tenue traditionnelle) elles dépareillent encore plus dans les villes tropicales brésiliennes. Mais ce n'est pas le racisme qu'elles redoutent le plus. Leur bête noire ? La "fédérale", qui peut à tout moment leur confisquer leur marchandise pour vente illégale dans la rue.

**Photo III - 17 : La frontière débordée, la Féria Bol-Bras à Corumbá**



*Féria Bol-Bras, 6 heure du matin. Un jeune garçon décharge son inventaire pour l'installer. Un commerçant plus âgé arrive en voiture pour installer le sien.*

A la Féria Bol-Bras à Corumbá, on trouve tous les produits importés depuis l'Altiplano ou fabriqués dans les Andes. En mai 2003, les Brésiliens venaient surtout y acheter des blousons. L'hiver approche. Don Fernando est venu avec sa propre voiture, signe de son ascension sociale. Il est arrivé il y a une dizaine d'années à Arroyo Concepción, depuis le lac Titicaca. La crise du commerce à Arroyo l'a décidé à s'installer à Corumbá.

**Photo III - 18 : Réglementer le commerce, une gaure.**



*Cobija, poste frontalier brésilien, à l'entrée en Bolivie (en portugais)*



*Guajara-Mirim, poste frontalier Brésilien, à l'entrée au Brésil (espagnol)*

L'accord sur le commerce frontalier conclut à Roboré en 1958 est toujours en vigueur. Tous les frontaliers le connaissent. A Cobija, c'est avant d'entrer en Bolivie que la douane l'a affiché, car là-bas on voit surtout des Brésiliens venir faire leur achat (certains depuis Rio Branco). A Guajara-Mirim, le panneau est tourné en direction des Boliviens qui se rendent dans la ville brésilienne. La limite de 150 dollars est la même dans les deux cas, mais l'orientation différente dit bien l'organisation des flux de l'échange dans ces deux villes. Le dynamisme de Cobija et la crise de Guayaramerín se résume à ses deux panneaux.

**Photo III - 19 : Le commerce légal**



*Arroyo Concepción, passage frontalier, mai 2003*



*Central Aguirre, avril 2001 - sur le parking*

Mai 2003, un bus de Campo Grande (de la compagnie Cruceña, spécialisée dans les jonctions Brésil-Bolivie) est sur le point de passer le barrage frontalier bolivien. Il transporte des petits acheteurs qui se rendent à la Zona Franca Aguirre *Maior Shopping do Pantanal* le panneau en portugais accueille le visiteur, bien plus gros que le drapeau bolivien. Le parking asphalté de la zone franche dit bien que sa clientèle dispose d'un fort pouvoir d'achat. Dans le fond, le supermarché Tocale est aujourd'hui fermé

Photo III - 20 : La castaña, nouvelle industrie dans le Pando



Centre de stockage de la castaña, sur les bords du rio Tabuamannu, sur la route de Cobija à Chivé - juillet 2001



Cobija - juillet 2001. Usine Tabuamannu



Entrée de l'usine Tabuamannu - camion brésilien livrant de la castaña

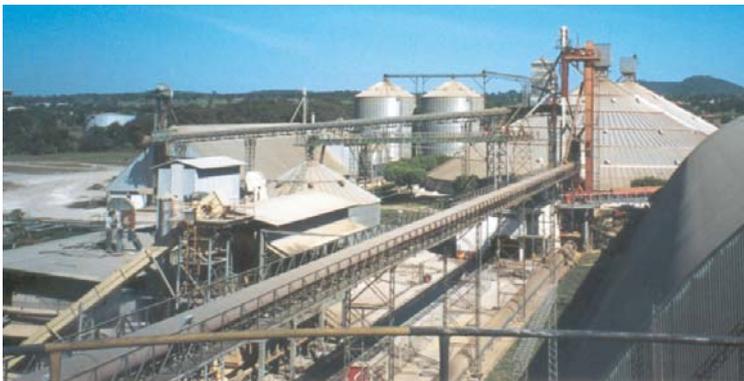
La castaña est, avec le commerce, une des principales activités de Cobija. Dans le fond on aperçoit ses silos de stockage. Au premier plan, les maisons de bois et les routes de terre montrent que Cobija, en pleine croissance démographique, connaît une urbanisation rapide qui ne va pas tarder à rejoindre l'usine, jadis isolée de la ville.

Photo III - 21 : La transformation du soja



Installations de Cargill, sur les bords du Canal Tamengo, mai 2003 (vue aérienne).

La zone de Puerto Quijarro s'est spécialisée dans la transformation et le transport du soja (via l'hydro-voie Paraguay - Paraná). Deux entreprises se sont installées sur les bords du canal Tamengo : Cargill (qui ne fait que de la logistique) et Gravelat (qui transforme les grains en farine et en huile). L'existence du canal est la clef de leur réussite, elle leur permet de varier leur source d'approvisionnement et d'exporter les grains à moindre coût en direction de l'Atlantique.



Installations de Gravelat - mai 2003



Déchargement du soja à Gravelat - arrivé par le train de Santa Cruz



Terminal portuaire de Gravelat (dans le fond une barge arrive).

Les barges, en saison sèche sont remplies à demi pour ne pas trop augmenter leur niveau d'eau. Une fois atteint le Paraguay (10 km de canal plus loin) elles seront transférées dans des barges plus importantes.

## Conclusion de la troisième partie

---

### *Une frontière intégrée peut-elle rester rebelle ?*

Insister sur les activités économiques pour analyser le changement frontalier permet de saisir une tendance générale : la progressive insertion de la frontière dans l'ensemble national. Centrer cette étude sur la réalité frontalière, perçue à l'échelle locale, améliore également la compréhension du phénomène frontalier. La frontière, que l'on avait seulement envisagée comme l'horizon de toute la société bolivienne, se révèle être un objet utilisé dans les stratégies de survie des habitants. À ce niveau d'observation, les résistances au changement, secrétées par la société locale, se laissent percevoir dans toute leur complexité. Forces du changement, résistances au changement, la double dynamique avait été posée en préambule. La résultante de cette pression de forces contraires est en faveur du changement. Les voies de la sagesse devraient l'emporter sur celles du désordre frontalier, longtemps érigées en mode de fonctionnement.

Le lent processus d'intégration physique a été la condition du changement. Il fallait commencer par là. L'arrimage de la marge n'était possible qu'à condition que les liens physiques, à même d'unir le centre à la périphérie, existent. Mais les routes n'offrent rien de plus que des opportunités au changement. Aussi, le plus important était encore d'observer comment elles ont été mises en valeur par les commerçants anciens et nouveaux sur la frontière. Les premiers n'y ont vu qu'un moyen d'élargir la portée d'une contrebande frontalière traditionnelle. Elle a eu pour effet d'aggraver le divorce entre l'ensemble national et la frontière, devenue le seul bouc émissaire servant à expliquer la sous-industrialisation du pays. Les seconds, en revanche, ont utilisé les routes pour faire de la frontière un pôle de croissance, en inversant le sens traditionnel des échanges. Ils ont trouvé là-bas un formidable tremplin pour toucher des consommateurs brésiliens au pouvoir d'achat plus élevé. Enfin, la nouvelle insertion physique a donné, pour la première fois dans l'histoire de la Bolivie, une réalité à un vieux dogme qui veut que le pays ait cinq frontières, soit une zone de contacts continentaux. De grandes entreprises sont venues profiter de la situation géographique privilégiée. Elles ont donné un début de réalité à un atout qui n'avait été, auparavant, que virtuel.

#### **Les formes de l'intégration, la portée de la frontière**

De manière générale, on peut donc affirmer que le commerce a changé l'inscription de la bande frontalière. Jadis isolée, elle s'inscrit aujourd'hui dans des espaces élargis, continentaux ou mondiaux. Dans le détail, les choses apparaissent plus complexes. Trois types d'activités commerciales peuvent être distingués en fonction de leur portée géographique. La première est

issue de la contrebande traditionnelle. Illicite par la force des choses, cette activité concernait surtout la fourniture de produits de base. Elle intéresse aujourd'hui l'ensemble du territoire bolivien. La deuxième est beaucoup plus récente et sa direction est inverse. Elle correspond à la délocalisation sur la frontière d'une activité commerciale ancienne des sociétés andines paysannes. « Les Phéniciens de la Bolivie »<sup>1</sup> ont intégré la frontière orientale dans leur sphère d'action il y a une vingtaine d'années. L'extension géographique de leur activité est plus grande puisqu'elle déborde, à l'est et à l'ouest, les frontières du pays. La dernière enfin, réside dans le narcotrafic. Elle prend racine dans l'arrière-pays bolivien, et, à l'avant de la frontière sa portée est encore plus lointaine.

Au centre, la bande frontalière fonctionne comme un sas où les mouvements entre les deux pays sont accélérés par la proximité. Plus loin, l'effet frontière se réduit. Toutes les possibilités d'échanges et de profits créées par la frontière ne résistent pas de la même façon à l'allongement de la distance. Si la cocaïne justifie de longs déplacements à l'avant de la frontière, ce n'est pas le cas des produits de contrebande importés du Brésil. Certes, la frontière garde bien des traits de la périphérie qu'elle fut jadis, mais cette nouvelle centralité – toute relative – lui en a donné de nouveaux.

### **De paradoxes en paradoxes**

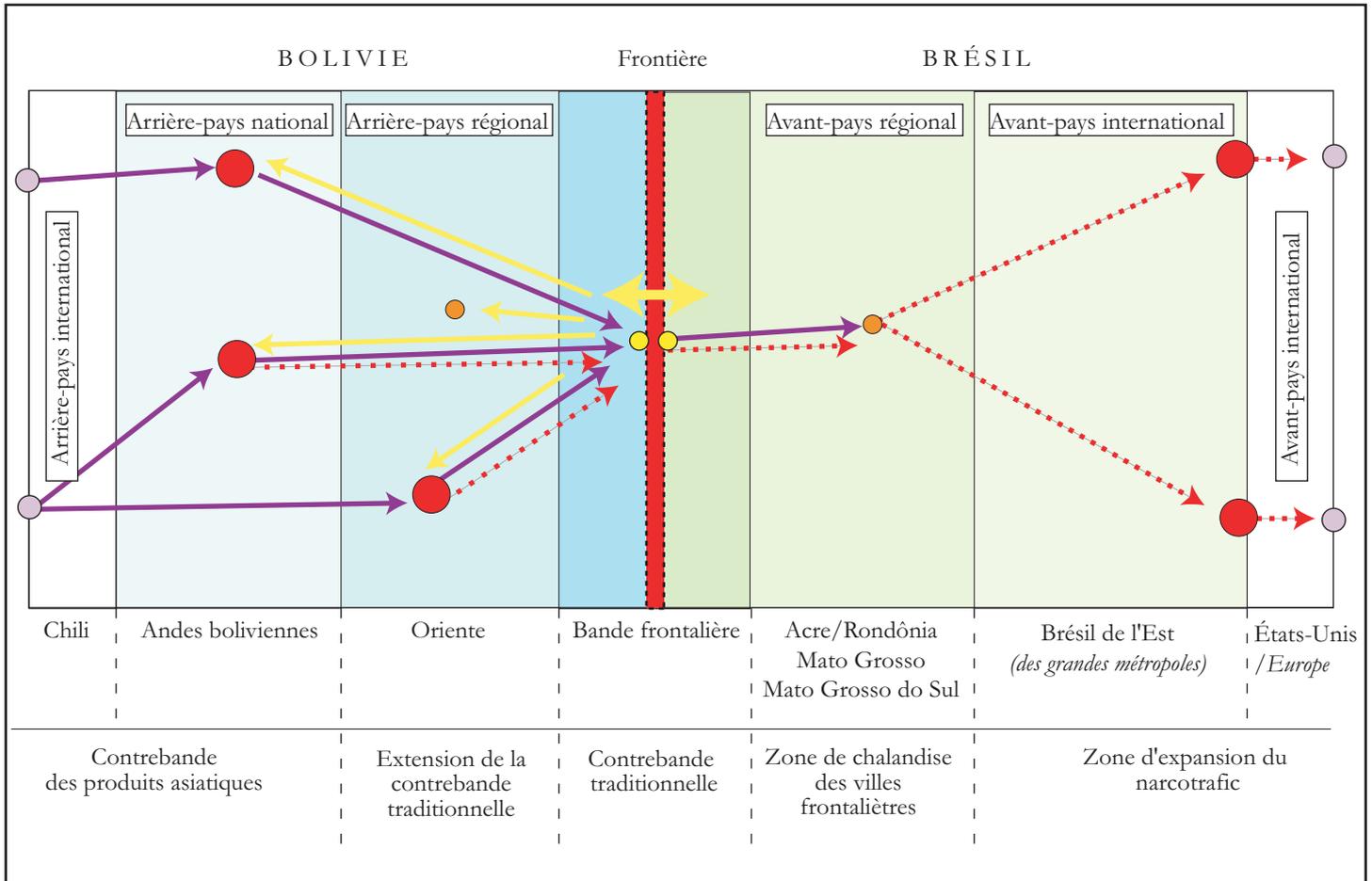
Prenons garde toutefois à ne pas trop lisser, par désir de valider cette théorie, une réalité frontalière qui garde de sa rugosité. La tendance générale ne saurait nous faire oublier que l'évolution frontalière est pleine de paradoxes. Nous en retiendrons trois.

Le premier relève de l'activité commerciale. Si elle est le plus vieux métier de la frontière, c'est parce que les marges, déconnectées du reste de la Bolivie, s'en sont remises au Brésil, si proche, pour la fourniture des produits de base. Fille de la claustration des marges frontalières, l'activité commerciale trouve un second souffle dans l'arrimage de la zone au reste du pays. Elle y gagne une extension géographique notable du Pacifique à l'intérieur du Brésil. À la frontière, on parle autant du port chilien d'Iquique, de la zone franche de Manaus, que des villes jumelles alignées le long de la ligne. Ce faisant le commerce renforce, dans un cercle vertueux de l'intégration nationale, les relations avec le centre. C'est du moins le discours officiel, qui oublie un peu vite que par sa dimension illicite, cette activité ne cesse d'être subversive. Le maintien de cette économie informelle permet-il de faire véritablement progresser l'intégration nationale ? La question reste ouverte.

---

<sup>1</sup> L'expression est de Juan Ramón Quintana, sociologue bolivien. Entretien réalisé à Paris le 10/12/04.

III - 25 Commercer, s'intégrer  
 Toujours plus loin, en avant de la frontière et en arrière



Latitia Perrier Bruslé 2004

I - Villes relais et villes commerciales

- Centre commercial frontalier
- Capitale de département ou d'état fédéral
- Capitale économique nationale
- Port du Pacifique

II - Les flux de marchandises

- Contrebande importée du Pacifique  →
- Narcotrafic  →
- Zone d'échange bilatéraux  ↔
- Contrebande de produits brésiliens  ←

Paradoxe encore, le rôle de l'État dans ce processus. À l'origine, l'activité, volontiers interlope, supposait l'absence d'une instance régulatrice. Du commerce illicite de l'argent de Potosi à celui du caoutchouc, c'est toujours en se jouant des velléités interventionnistes de l'État, que le contrebandier, archétype social de la frontière, agissait. Ce même État, longtemps bafoué dans ses prérogatives, tente aujourd'hui de défendre ses fonctions régaliennes de contrôle territorial. Mais l'opposition entre l'État et les frontaliers est bien plus complexe que ne le laisse apparaître ces quelques lignes. Depuis La Paz, depuis Santa Cruz, on a vu la frontière devenir une zone de croissance, et cette situation ne pouvait laisser indifférents les dirigeants d'un pays en plein marasme économique. Aussi, tout en stigmatisant l'anti-monde, les hommes politiques ont tenté d'attraper ce train en marche et d'ériger la frontière en pôle d'expansion, pour le bénéfice du pays tout entier. Pour ce faire, ils entendent reconnaître et valoriser, via la création de zones franches, un savoir-faire local ancien – ce qui a pour effet de le légitimer. Les alliances surprenantes, entre certains hommes politiques et les représentants des élites locales n'ont pas d'autres buts. L'opposition État-frontière est donc plus ambiguë qu'il n'y paraît au premier abord.

Enfin, le changement a eu des conséquences paradoxales sur l'évolution de la morphologie frontalière. Le commerce, au centre de la vie économique, s'appuie sur l'existence d'une barrière institutionnelle créée par la ligne juridique de séparation entre deux états. L'effet est bien connu. Un produit, par le simple passage de la frontière, peut trouver meilleur preneur sur le marché en face. Abondant au Brésil, il devient rare, quelques mètres plus loin en Bolivie, bradé d'un côté, il est cher de l'autre. « En deçà », « au-delà », voilà un diptyque classique de la vie de la frontière où les traversées ne font pas que transformer les vérités en erreurs.<sup>2</sup> Une frontière dotée d'un tel pouvoir de ségrégation des marchés est bien utile aux commerçants, qui savent jouer de ses effets. Les échanges transfrontaliers se multiplient. Ils rendent la frontière objectivement plus poreuse, en se jouant de sa capacité à ségréguer. La ligne est à la fois plus lisible, en raison de son instrumentalisation, et moins efficace dans sa fonction de barrière, à l'origine de sa création.

## **Le changement dans la continuité**

Essayons alors de répondre à la question placée en exergue : une frontière intégrée peut-elle rester rebelle ? La dynamique penche bien en direction de la sagesse, sans que cela entraîne un effacement des mémoires de la région. Les changements à la frontière font rejouer des mémoires anciennes. En sorte que tout change sans que rien ne change. « Si nous voulons que tout continue, il faut d'abord que tout change », fait dire Lampedusa au jeune Tancredi dans sa chronique de la vie d'aristocrates siciliens à l'époque du Risorgimento.<sup>3</sup> Le paradoxe de Lampedusa trouve sur la frontière un étrange écho. Les éléments du tissu frontalier sont remobilisés par des gens nouveaux. Le commerce, par exemple, reste, par delà ses mutations, la source de toutes les activités

<sup>2</sup> Pour reprendre la remarque de Pascal, qui a autant contribué à convaincre de l'irrationalité de la justice que de celle des frontières : « Un méridien décide de la vérité (...) Plaisante justice qu'une rivière borne ! Vérité en deçà des Pyrénées, erreur au-delà », fragment 94 de l'édition Sellier 1976 (fragment 294 de l'édition de Brunschvig, 1897) voir Pascal 1992 [1670 posth.] *Pensées*, p. 339.

<sup>3</sup> Lampedusa Tomasi Di, Guiseppe 1968 *Le guépard*

frontalières. C'est la continuité nécessaire. Mais la continuité fonctionne aussi comme un appel au changement. Car l'intégration de la frontière oblige à des réaménagements de l'activité commerciale. Elle doit se policer. C'est la condition pour que tout change.

La capacité à se révolter doit s'éteindre. Intégrer la frontière est moins rebelle. C'est d'autant plus vrai aujourd'hui que la question de l'unité nationale s'inscrit dans de nouveaux paradigmes. Une telle unité n'est pas acquise. Les voies pour l'atteindre ne cessent, elles mêmes, de changer. Après l'illusion de l'autoritarisme militaire, le retour à la démocratie, en 1982 a placé au centre des débats la question indigène. C'était l'unité dans la diversité ethnique que les plus éclairés appelaient de leurs vœux. La Bolivie a alors connu une « décennie d'indigénisme ». Tous les programmes de développement devaient en passer par ce concept. Aujourd'hui, à la faveur des âpres discussions sur la nouvelle constitution de 2005, un nouveau paradigme s'impose : l'autonomie régionale comme sésame ouvre-toi d'une nouvelle unité dans la diversité, territoriale cette fois. Les frontaliers, promoteurs anciens de cet autonomisme, sont comme rattrapés par les réformes constitutionnelles. Ils pourraient voir, d'une certaine façon, leur point de vue reconnu au plus haut sommet de l'État et dans la plus grande légalité. La frontière rebelle aura alors été pionnière.

# IV. Quatrième partie

## Un territoire à la limite.

*Au-delà de la frontière, le  
territoire reconstruit*

L'affrontement entre l'État et la région frontalière retient l'attention. Comment le regard ne pourrait-il pas être attiré par cette scène frontalière où la violence du conflit simplifie les positions de chacun, départage les individus en deux camps et pose le destin de la frontière face à une alternative radicale : « avec ou sans l'État » ? Pourtant le spectacle joué par le couple État – société frontalière ne nous dit pas tout des enjeux de la transformation frontalière. Le tableau est incomplet, ce n'est qu'un zoom qu'il importe à présent de replacer dans son contexte, l'espace national. La question de l'intégration et de la normalisation de la frontière ne fixe pas seulement son devenir. Elle engage l'ensemble bolivien tout entier, dont l'équilibre change au rythme de la renégociation de l'autonomie frontalière. La frontière orientale était l'exemple paroxystique des régions rebelles, symptôme de ce territoire décousu, où croire à l'unité relevait plus d'un acte de foi que de l'observation de la réalité. Une telle unité n'était fille que d'une histoire revisitée et de quelques mythes. Au-delà, le territoire se révélait dans toutes ses contradictions. La fracture entre l'est et l'ouest, les périphéries laissées à l'abandon et les multiples zones d'ombre faisaient douter de son existence en tant que territoire. L'espace national manquait de cohésion pour pouvoir prétendre à ce statut. L'angoisse de la disparition du pays venait de là. La réaction étatique face aux multiples désordres frontaliers aussi – un territoire aussi fragile, qui ne se suffisait pas à lui-même ne pouvait laisser le désordre s'installer en ses frontières. Il lui fallait des frontières fortes pour subsister.

Impossible de conclure cette étude sans revenir sur ce qui en a été à l'origine, le territoire bolivien. Est-il sorti renforcé ou affaibli des grands bouleversements frontaliers ? La question binaire pourra laisser dubitatifs ceux qui pensent qu'un objet aussi complexe que le territoire ne se laisse pas enfermer dans un tel manichéisme. En réalité, cette interrogation n'a pour but que de figurer les deux sens possibles d'une évolution en cours. Pour l'étudier, il faut préciser quelques clefs du territoire bolivien. Rappelons-nous qu'il s'agit d'un objet en permanente construction, bien différent de celui décrit comme intangible par une géographie bolivienne épique. Il est composé de régions rivales. L'équilibre de leur rapport de force évolue. Les régions peuvent aussi nouer certaines solidarités, et, sur l'échiquier bolivien, ces regroupements sont divers. Enfin, ce territoire est inséré dans un cadre continental. Ce dernier est de plus en plus déterminant. Au fur et à mesure que le territoire s'ouvre aux influences extérieures, celles-ci se révèlent capables de modifier des équilibres acquis de longue date et de changer les conditions de la construction territoriale. L'homonymie entre intégration nationale et intégration internationale n'est pas fortuite. Si les deux ne sont pas de même nature, l'une concourt à souder le territoire, tandis que l'autre l'intègre dans des espaces plus vastes, elles ne sont pas aussi antinomiques qu'on a bien voulu le dire. Que l'ouverture défasse le territoire est un des vieux axiomes de la géopolitique bolivienne, remis au goût du jour par le mouvement anti-mondialisation fort virulent en Bolivie. Il n'est pas vérifié. Tout au plus peut-on remarquer que l'espace national, sous l'influence de l'intégration continentale, accède à une nouvelle modernité territoriale. Il s'écarte des desseins que certains avaient conçu pour lui (les militaires, les défenseurs de la bolivianité etc.)

Le rapport entre la mutation frontalière et l'achèvement du territoire est renouvelé par ce nouveau contexte. Mais la question en elle-même n'est pas neuve. La peur que le territoire se dissolve physiquement aux frontières est ancienne. Elle a été alimentée par l'histoire des pertes territoriales. À l'est, elle a pris argument de la façon dont s'est construite la frontière (qui a été bien plus dessinée par le Brésil que par la Bolivie). Les menaces de sédition des frontaliers ont fait ressurgir, dans les dernières décennies, cette crainte. Pourtant, une chose avait changé. La frontière orientale est aujourd'hui **intégrée** au reste de l'espace national. Peut-être cette intégration soulève encore des oppositions. Peut-être est-elle même incomplète. Elle est, pourtant, incontestable et irréversible. Les routes, les hommes, les produits circulent entre le noyau national et la marge jadis déconnectée. Et ce faisceau de liens coud tous les jours un peu mieux la frontière à l'ensemble national.

Cette intégration soulève de nombreuses questions quant à ses effets territoriaux. Les équilibres régionaux pourraient en être bouleversés. Quelles sont les régions de Bolivie qui en bénéficient le plus ? Quelle est la part dans le développement frontalier des influences andines, venues des grandes villes de l'Altiplano, et des influences orientales exercées depuis Santa Cruz ? Les effets bénéfiques de l'insertion continentale, permise par l'ouverture frontalière, risquent-ils d'être captés par une seule région, Santa Cruz ? L'intégration nationale de la frontière est permise par l'arrivée des migrants venus des Andes. Ils sont les vecteurs de la diffusion d'une identité nationale bolivienne, longtemps secondaire par rapport à l'identité locale forgée par des siècles d'isolement. L'expansion de ce nouveau modèle culturel a-t-elle une influence sur la façon dont on se représente le voisin ? À force de se sentir bolivien, ne risque-t-on pas de s'éloigner des voisins brésiliens ? La frontière, par ailleurs ouverte aux échanges, a-t-elle vu sa capacité à faire barrage augmenter ? Quel est le résultat des pressions opposées, les unes gommant la frontière, les autres renforçant sa prégnance ?

L'observation de la morphologie frontalière nous sera tout aussi utile ici que les modalités de son insertion au nouveau territoire bolivien. En plus de cette double échelle d'analyse, il faudra tenir compte de la grande variété des acteurs. Les affrontements entre l'État et les frontaliers avaient faussement laissé croire que la scène se jouait entre deux camps bien identifiés. Il n'en est rien. La société frontalière est plus divisée que les événements frontaliers ne le laissent paraître. Entre les pauvres et les riches, entre les anciens et les nouveau-venus, entre les migrants de l'Orient et ceux des Andes, des frictions existent. Vivre à la frontière suppose de se situer en permanence par rapport à l'autre. C'est à propos du devenir de la frontière que les oppositions les plus vives se font jour. Les uns sont partisans d'une ouverture et d'une intégration de la bande frontalière, les autres prônent au contraire le rattachement au reste du pays et le repliement vers l'intérieur. La société bolivienne est également divisée dès qu'il s'agit de penser le destin frontalier et son rôle dans le territoire national. Les divergences sont régionales, entre l'Orient et l'Occident, institutionnelles, entre le secteur public et privé, économiques, entre les grands entrepreneurs et les autres. La situation est d'une telle complexité que les lignes de fractures se croisent et

s'enchevêtrent. Au sein des institutions étatiques par exemple, les « intégrationnistes », militant pour une ouverture plus grande du territoire se heurtent aux militaires. Les entrepreneurs privés des villes occidentales n'ont pas la même vision de la frontière que les élites crucéniennes. Les alliances avec les grands groupes internationaux (Petrobras par exemple) compliquent encore la donne.

Pour rendre compte de cette situation embrouillée, on utilisera la dialectique frontières ouvertes / frontières fermées, présentée dans la première partie. Elle nous avait permis d'organiser les positions idéologiques, à propos des frontières, en deux camps.<sup>1</sup> Dans les lignes qui suivent, on étudiera sa réalité en partant d'un vieil idéal qui, sous l'influence des forces armées, appel à mettre la frontière en défens. L'impossibilité d'un tel dessein, au moins dans la façon dont les militaires l'envisagent, invite à regarder le fonctionnement réel de la frontière. La société frontalière traditionnelle, si elle a été accusée de toutes formes de collusion avec le Brésil, a su, d'une certaine façon, garder la Bolivie dans son cœur. Mais c'est avec la migration des frères collas, pétris de nationalisme andin, que la frontière a perdu de sa porosité. Les militaires, qui ont toujours été partisans de frontières vives, étaient contents. Pourtant, à une autre échelle d'observation, la frontière, dans le cadre d'une dynamique d'intégration continentale, permet la multiplication des échanges. Elle est devenue un formidable outil économique utilisé, au premier chef, par le département de Santa Cruz. Cette double tendance a des effets divers sur le territoire national. Un nouveau type de territoire est-il en train de se dessiner ? Le territoire sanctuaire, protégé par des frontières-barrières, est-il la dernière mystification bolivienne ?

---

<sup>1</sup> Voir chapitre III, première partie.

# Chapitre IX :

## La frontière en défens

### *Mythes et réalités autour d'une frontière débordée*

*« Don Apolinar Moscote, le corregidor, était arrivé à Macondo sans faire de bruit. Il était descendu à l'hôtel de Jacob (...) et, le lendemain, il avait loué un petit bureau qui donnait sur la rue, à deux pâtés de maisons de chez les Buendía. Il y disposa une table et une chaise achetées à Jacob, cloua au mur un écusson de la République qu'il avait apporté et peignit sur la porte l'inscription « Corregidor ». Ses premières dispositions furent d'ordonner qu'on peignît en bleu toutes les maisons pour célébrer la date anniversaire de l'indépendance nationale. »*  
Gabriel Garcia Marquez, 1967<sup>2</sup>

## Introduction

---

Dans les terres frontalières, le marquage de la ligne tient à peu de choses. Une maison peinte en bleu, un écusson défraîchi de la République, une chaise abîmée. Sur cette unique chaise, le fonctionnaire, s'il est vigilant, aura pris soin de coller une étiquette avec un numéro d'inventaire. « Chaise n° 987 234, propriété du ministère de l'intérieur » - une copie des dépenses effectuées pour l'arrangement du petit bureau sera envoyée à La Paz. Et cette chaise, même défoncée, deviendra, grâce à cette intronisation, bien plus qu'un simple mobilier. Par son référencement, elle participe d'un ensemble national (le mobilier appartenant à l'État). Elle portera, sur ses pieds brinquebalants, le signe de la présence de l'État dans ses frontières. Et puis les jours de fête, comme celui de l'indépendance du pays, les fonctionnaires veilleront à multiplier les expressions d'une culture « nationale populaire. »<sup>3</sup> Ici, on peindra les maisons en bleu, ailleurs on fera réciter aux enfants des poèmes. On défilera par corporation derrière la bannière du pays, du département, de la ville. Sur la

---

<sup>2</sup> Garcia Marquez, Gabriel 1967 *Cent ans de solitude*, p. 57.

<sup>3</sup> Nous reprenons le concept de Zavaleta Mercado voir Zavaleta Mercado, René 1986 *Lo nacional-popular en Bolivia*

frontière bolivienne, on chantera son amour pour « la tricolore », référence au drapeau bolivien et à ses trois couleurs. Le nationalisme s'exprimera par un ensemble hétéroclite de signes et de symboles. Qu'importe, n'est-ce-pas « ce bricolage constitué à partir de valeurs contradictoires, de souvenirs sélectionnés et réinterprétés » qui est le propre de toute culture populaire nationaliste ?<sup>4</sup>

Le problème c'est que, lorsque la fête est finie, il ne reste plus que la chaise et le *corregidor* mal payé pour rappeler la présence du « grand tout bolivien ». Cette situation, qui se reproduit à l'identique dans bien des régions en mal d'État de la Bolivie, est particulièrement grave à la frontière orientale. Les militaires, gardiens du territoire, n'ont de cesse de la dénoncer. Depuis le centre national, ils appellent à mettre la frontière en défens. « Les frontières renvoient à l'État (...) à la nature même de cet État moderne qui a besoin de frontières linéaires pour exister. »<sup>5</sup> Ce que Gilles Sautter affirmait à propos des frontières africaines est une conviction partagée par l'ensemble du corps militaire bolivien. Selon eux, ce qui se passe aux frontières a des conséquences bien au-delà de la bande frontalière. La Bolivie, pour se construire et pour perdurer dans son être géographique a besoin de frontières fortes. Il ne faut pas laisser les frontaliers régler seuls, au moyen de quelques arrangements, ce problème national.

Ce point de vue militaire est repris par bien des civils. Loin de la frontière, ils sont nombreux ceux qui pensent le problème frontalier en termes similaires. Les colonnes dans les journaux se multiplient sur ce thème. Récemment, dans *El Deber*, un journaliste de retour d'Arroyo Concepción s'insurgeait : l'électricité des trois petites villes frontalières (Puerto Suárez, Quijarro et Arroyo Concepción) venait du Brésil. « Quelle type de souveraineté est-ce cela ? Comment est-ce possible, puisque la Bolivie possède le gaz, que ces villes dépendent du Brésil pour l'électricité ? » L'auteur ne tardait pas, comme il se doit, à élargir le propos. « L'État bolivien devrait avoir une véritable politique des frontières, comme cela se passe partout ailleurs dans le monde. Il doit comprendre que ses habitants sont, en grande partie *les sentinelles de la bolivianité*. »<sup>6</sup> Les sentinelles de la bolivianité, à défaut de recevoir beaucoup de secours matériel, sont abreuvées de conseils et d'admonestations : résistez, tenez le territoire, tout dépend de vous. Un jour, il est proche, la patrie viendra à votre secours pour soutenir votre tâche. En attendant, braves guetteurs, gardez ce patrimoine commun.

Mais, pour s'assurer de leur soutien, ces exhortations ne suffisent pas toujours. Ne vivent-ils pas trop près du Brésil, pour ne pas s'habituer à lui et oublier de le craindre ? Lorsque le nationalisme frontalier chancelle, lorsque l'attention que les Boliviens portent à la frontière faiblit, il existe une seule solution pour ranimer leur flamme : raviver la peur de l'autre et le souvenir de tout ce qui sépare du voisin éléphantique. Dans la société civile et dans les écoles militaires, on tente de transmettre au plus grand nombre cette paranoïa, afin de galvaniser les troupes de sentinelles et d'obtenir, en retour, la nationalisation de la frontière. Faute de combattants, la frontière bolivienne

<sup>4</sup> Bataillon, Claude. 2000 *Nations au Mexique : construction et métissage*, p. 18-19

<sup>5</sup> Sautter, Gilles 1982 *Quelques réflexions sur les frontières africaines*.

<sup>6</sup> Ortiz Saucedo, Jimmy 2003 *La frontera Arroyo Concepción-Corumbá*, paru dans *El Deber*, édition du 1 février 2003. C'est moi qui souligne.

sera vive, non pas par le grand nombre de Boliviens qui y vit, mais par l'ardeur nationaliste de chacun. Cette paranoïa se nourrit de l'observation de quelques faits généraux, capables de convaincre du caractère stratégique de la frontière orientale, en peignant le Brésil sous les traits d'un voisin dangereux ou simplement encombrant.<sup>7</sup> Elle est relayée par divers acteurs qui lui donnent, chacun à sa façon, une résonance particulière. Elle perdure parce qu'une politique réelle de soutien aux frontières n'a jamais existé, et qu'en son absence, il faut compter sur le pouvoir du discours pour mettre en alerte tout un peuple : les frontaliers, promus gardiens de frontière, et, au-delà d'eux, l'ensemble des Boliviens.

## I - Le syndrome de l'éléphant

---

En vérité, nul n'exprime mieux les sentiments ambivalents que nourrissent les Boliviens vis-à-vis du Brésil, que les Brésiliens eux-mêmes. Miguel Magalhaes, à l'ambassade du Brésil à La Paz, avait trouvé l'exacte métaphore pour exprimer la peur du Brésil, souvent indicible en Bolivie. Il disait que le Brésil était comme un éléphant, et que chacun de ses mouvements, en raison de son immense poids, pouvait déstabiliser, par mégarde, ses voisins.<sup>8</sup> Il y avait, certes, un peu de parti pris dans cette relecture de l'histoire, où les prises territoriales du Brésil n'étaient analysées que comme le résultat de mouvements inconscients d'un pays herculéen. Mais, en faisant de la grandeur du Brésil une clef de lecture des relations entre les deux voisins, le diplomate avait vu juste.

### *1-1 Le Brésil est grand, son voisin tout petit*

À quoi tient la grandeur du Brésil ? Elle ne réside pas seulement dans les kilomètres carrés, même si les Boliviens font grand cas de cette variable.<sup>9</sup> La grandeur est de plusieurs natures, mais c'est surtout par rapport à la Bolivie qu'on la mesure. Car si le Brésil est grand, la proposition inverse est toute aussi importante : la Bolivie est petite.

### *1-1-1 Le Brésil est grand, son voisin est petit*

Le Brésil est grand. L'assertion est également connue en France. Souvent, pour en faire prendre la mesure, les géographes accolent côte à côte le dessin des deux pays représentés à la même échelle.<sup>10</sup> Comment faire autrement que de figurer cette immensité, puisqu'on « ne peut appréhender dans sa totalité l'espace brésilien, ni même réellement l'imaginer » ?<sup>11</sup>

---

<sup>7</sup> Dans le chapitre III, paragraphe 2-2-1, j'avais souligné que, malgré l'importance de ses prises territoriales, le Brésil n'est pas mal-aimé en Bolivie. Cela n'empêche pas, que, lorsqu'il s'agit de galvaniser les Boliviens on ne soit pas capable de trouver quelque dangerosité au plus grand voisin de la Bolivie.

<sup>8</sup> Entretien réalisé à l'ambassade du Brésil à La Paz, le 28/05/02.

<sup>9</sup> Voir Première partie, chapitre I, paragraphe 2-3-3 Une géographie de la grandeur ou de la vacuité ?

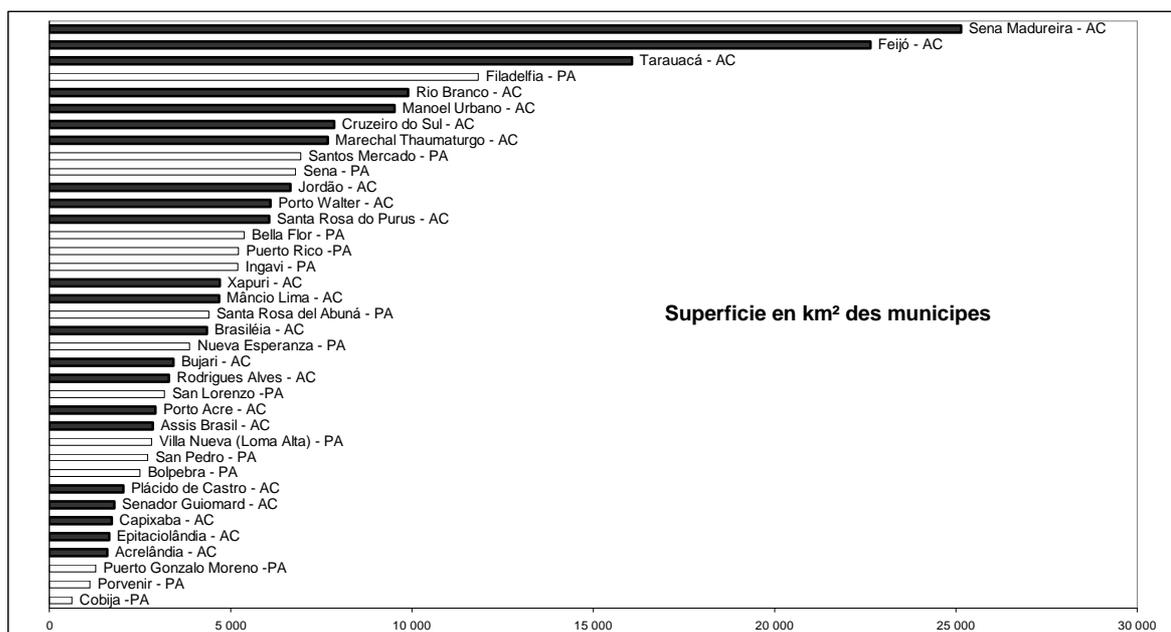
<sup>10</sup> Théry, Hervé 1995 [1985] *Le Brésil*, p. 10, carte 3 : L'étendue du Brésil.

<sup>11</sup> Théry, Hervé 1995 [1985] *Le Brésil*, p. 11

## La Bolivie, comme un état du Brésil

En Bolivie, on ne s'amuse pas à de telles représentations. La démesure du Brésil, on préfère l'évoquer sous des termes feutrés ou avec des images, qui malgré leur outrance, sont moins inquiétantes qu'une carte des deux pays à la même échelle. Si on s'essaye à ce jeu cartographique, en isolant le Brésil et la Bolivie du reste de l'Amérique du Sud, cette dernière apparaît toute petite. Sa taille est bien inférieure à celle des plus grands états du Brésil : l'Amazonas (1,57 million de km<sup>2</sup>) et le Pará (1,25 million de km<sup>2</sup>). Elle dépasse à peine celle du Mato Grosso voisin (0,9 millions de km<sup>2</sup>).<sup>12</sup> Comparée aux grandes régions de programme du Brésil,<sup>13</sup> la Bolivie est même totalement déclassée. Seuls les grands départements orientaux du Beni et de Santa Cruz (respectivement 214 et 371 milliers de kilomètres carrés) soutiennent la comparaison avec les états du Brésil. L'autre département oriental, le Pando, fait en revanche pâle figure. Il fut créé en 1938, sur l'ex-territoire des colonies, qui avait perdu la majeure partie de sa superficie à la suite de la guerre de l'Acre et de la cession de ce territoire au Brésil. Résultat ces 64 000 km<sup>2</sup> n'égalent pas la moitié des plus grands municipes du Brésil.<sup>14</sup> Même comparé à l'état de l'Acre voisin, le Pando possède des unités administratives plus petites. La taille moyenne des municipes de l'Acre s'établit en 2001 à 6 939 km<sup>2</sup> contre 4 255 km<sup>2</sup> pour le Pando.<sup>15</sup>

**Figure IV-1 : Superficie des municipes de l'Acre et de ceux du Pando<sup>16</sup>**



La règle générale est donc que tout est plus petit en Bolivie ; la superficie du pays, de ses départements et de ses municipes.

<sup>12</sup> Théry, Hervé et Aparecida De Mello, Neli 2003 *Atlas du Brésil*, p. 46 pour les superficies des états.

<sup>13</sup> Les grandes régions du Brésil sont issues d'un regroupement d'États fédéraux qui présentent des similitudes et qui sont à même de recevoir un même traitement de la part de l'État fédéral.

<sup>14</sup> Altamira, par exemple, dans le Pará, mesure 161 000 km<sup>2</sup>, ou Barcelos, dans l'Amazonas, qui dépasse les 123 000 km<sup>2</sup>.

<sup>15</sup> Données à l'échelle municipale, INE et IBGE.

<sup>16</sup> Données en 2000 pour la Bolivie et 2001 pour le Brésil. Les municipes de l'Acre ont été figurés en noir et ceux du Pando en blanc.

IV - 1 Le Brésil, ses états, et la Bolivie  
*Le géant brésilien et son petit voisin*



Latitia Perrier Bruslé 2004

Source : H.Théry 2004 pour le découpage administratif brésilien

I - Les états du Brésil par grandes régions (découpage de 1990)



*nb : les différentes teintes n'ont pas de signification particulière, elles servent à identifier les différents états d'une même région*

II - La Bolivie



## **La Bolivie, comme une vendeuse de cacahouètes**

La grandeur brésilienne ne tient pas seulement à ces kilomètres carrés. Il fallait bien qu'une telle puissance territoriale trouve à s'exprimer dans d'autres variables ; la population et l'économie au premier chef. La vigueur du talus économique qui sépare le Brésil de la Bolivie a déjà été démontrée.<sup>17</sup> Elle est telle, que les deux pays ne semblent pas être faits de la même pâte (l'impression est en partie fondée, puisque l'un est l'héritier d'un empire, et l'autre d'une province d'empire). À l'ambassade du Brésil à La Paz, où, décidément, on cultive les métaphores, le conseiller culturel a trouvé une image pour décrire cette différence, tout autant qualitative que quantitative. Les locaux de l'ambassade sont situés sur la prestigieuse avenue Arce. Par les fenêtres, on peut voir le Radisson, l'hôtel le plus luxueux de la capitale. Lorsqu'on se penche un peu plus, on aperçoit aussi l'animation du square qui sépare l'ambassade du Brésil du Radisson. Là, entre les bancs délabrés et les kiosques, les vendeuses de *salteñas*<sup>18</sup> viennent tous les matins avec leur carriole. Il y a aussi les cireurs de chausseur, les vendeurs de journaux ou de cartes téléphoniques, les étudiants, munis d'un téléphone portable et d'un chronomètre, qui vendent des communications, les balayeurs de la ville de La Paz etc. Au bas de cette hiérarchie sociale des petits emplois du square, il y a les vendeuses de cacahouètes. Sur un carton vieilli, leur inventaire se compose de paquets de graines, de chewing-gums vendus à l'unité et de quelques cigarettes. Le diplomate brésilien, après avoir laissé filer son regard de l'hôtel Radisson à la vendeuse de cacahouète a une illumination. « La différence entre le Brésil et la Bolivie est aussi grande que celle qui sépare l'hôtel Radisson de cette vendeuse de cacahouètes. »<sup>19</sup> Entre cette *cholita*\* et l'hôtel au standard international, il y a bien sûr une différence de taille : celle, physique, de la place qu'ils occupent dans l'espace urbain, et celle, économique, des capitaux investis dans leurs affaires respectives. Mais le plus important n'est pas là. Cette différence fonde une manière différente d'être au monde : le Brésil, à l'image du Radisson membre d'une grande chaîne internationale, est reconnu à l'extérieur et bénéficie d'une solide assise économique, garante de sa longévité. Au contraire, on oublie vite la vendeuse de *mani* après lui avoir acheté ses cacahouètes, sa précarité est telle que son négoce peut à tout moment s'arrêter. En somme, la projection dans le temps et dans l'espace du Brésil et de la Bolivie, n'est pas de la même portée.

### ***1-1-2 La capacité d'étouffement du Brésil***

Le plus problématique, dans les relations brésiliano-boliviennes, ne tient pas aux caractères propres à ses deux pays, mais à leur mise en relation. Revenons donc à l'autre partie de la proposition. Si le Brésil est grand, la Bolivie, elle, est petite.

<sup>17</sup> Voir Troisième partie, chapitre VII, paragraphe 1-2-1 La métaphore du talus et son ambiguïté, p. 339

<sup>18</sup> Chaussons fourrés à la viande que l'on consomme en milieu de matinée.

<sup>19</sup> Entretien réalisé à l'ambassade du Brésil à La Paz, avec Arnaldo Caiche, le 27/05/02.

## « Le Géant de l'Amérique »

La grandeur du Brésil, on la reconnaît partout. Dans bien des pays, son territoire est décrit par des adjectifs dithyrambiques : « démesuré »,<sup>20</sup> « impressionnant par son immensité »,<sup>21</sup> « son immense étendue »<sup>22</sup> etc. En Amérique du Sud, et en Bolivie tout particulièrement, la grandeur cesse d'être évoquée sous ces traits laudatifs. Elle devient menaçante. Pour quelle raison ? Parce que « malheureusement, le Brésil borde tous nos états », disait Simón Bolívar.<sup>23</sup> Cet état de fait, les frontaliers le ressentent tous les jours. « Nous sommes frontaliers du Brésil (Le Géant de l'Amérique) », était-il écrit dans un rapport de la Chambre de Commerce de Puerto Suárez.<sup>24</sup> Les majuscules ne trompent pas. Elles servent à renforcer la dimension colossale du voisin, dont le terme géant donnait déjà la mesure. L'erreur géographique appelle aussi réflexion. Le Brésil, n'en déplaise aux frontaliers boliviens, n'est pas « Le Géant de l'Amérique », ou du moins il n'est pas seul dans cette catégorie. Sur le continent américain, il y a au moins deux pays qui le dépassent en superficie : le Canada (10 millions de km<sup>2</sup>) et les États-unis (9,6 millions de km<sup>2</sup>).<sup>25</sup> Cette erreur est révélatrice. À force d'avoir le nez sur le Brésil, on perd un peu le sens des réalités. Dans cette proximité, il apparaît plus grand qu'il ne l'est. Un comble pour un géant.

## La peur de l'asphyxie, une constante bolivienne revisitée

Cette grandeur ne dit rien qui vaille. Regardons une nouvelle fois la carte de la Bolivie et du Brésil accolés. Que voit-on du dessin qu'ils forment ? Le Brésil enserre la Bolivie. C'est assez pour que les Boliviens parlent d'étouffement. Le sentiment d'asphyxie territoriale est fréquent en Bolivie. Il est souvent évoqué pour décrire l'effet de la *méditerranéité*.<sup>26</sup> Enclavé, le pays ne peut respirer. Mais c'est encore pire si, sur sa marge orientale, qui représente 46% du liseré frontalier, un géant est prêt à l'étouffer.<sup>27</sup> Non pas qu'il le fasse à dessein. Comme dans la métaphore de l'éléphant, c'est son immense corps qui est responsable de cette situation. « Le Brésil avec son grand corps étouffe la Bolivie orientale », disait Jaime Mendoza en 1925.<sup>28</sup> « La Bolivie ne peut continuer à vivre ainsi parce que le rio de La Plata et l'empereur du Brésil pourraient causer la destruction de cette république », prophétisait Simón Bolívar, un siècle plus tôt.<sup>29</sup> Aujourd'hui, la situation géographique, à quelques pertes territoriales près, n'a guère changé. La Bolivie est toujours encadrée dans le Brésil. Si on ne parle plus de destruction de la Bolivie par le Brésil, on reprend en revanche les mots de Jaime Mendoza : le Brésil étouffe la Bolivie. Et lorsqu'il ne s'agit pas de son territoire prenant en écharpe

<sup>20</sup> Théry, Hervé 1995 [1985] *Le Brésil*, p. 11.

<sup>21</sup> Droulers, Martine 2001 *Brésil : une géohistoire*, p. 12.

<sup>22</sup> Reclus, Elisée 1894 *Amérique du Sud : L'Amazone et La Plata, Guyanes, Brésil, Paraguay, Uruguay, République Argentine*.

<sup>23</sup> Phrase prononcée par Bolívar en 1825, citée par Valerie Fifer. Voir Fifer, Valerie 1976 [1972] *Bolivia*, p. 42.

<sup>24</sup> Jurado Justiniano, Calixto Jaime 2001 *Proyecto para el convenio interinstitucional camara de industria y comercio y aduna nacional en el marco del Tratado de Roboré*, p. 3.

<sup>25</sup> Le Brésil arrive en troisième position pour le continent américain avec une superficie de quelques 8,5 millions de km<sup>2</sup>, suivi de l'Argentine, loin derrière, avec 2,76 millions de km<sup>2</sup>.

<sup>26</sup> Rappelons que ce terme est utilisé en Bolivie pour décrire l'enclavement d'un pays *au milieu des terres*.

<sup>27</sup> Cf. : Carte I-8 L'enveloppe frontalière de la Bolivie, p. 137.

<sup>28</sup> Mendoza, Jaime 1978 [1925] *El factor geografico en la nacionalidad boliviana*, p. 53.

<sup>29</sup> Lettre de Bolívar à Sucre, Magdalena, le 12 mai 1826. Voir Lecuna, Vicente 1951 *De Bolívar à Sucre : selected writings of Bolívar*, p. 591.

la Bolivie, ce sont les hordes de Brésiliens nés ou à naître qui servent à cristalliser l'angoisse. « En 2010 il y aura 192 millions de Brésiliens contre 10 millions de Boliviens. Une grande partie de ces centaines de milliers de Brésiliens naîtront dans les états limitrophes de la Bolivie (Mato Grosso do Sul, Mato Grosso, Rondônia, Acre). La pression démographique sera asphyxiante pour la Bolivie », affirmait un chroniqueur d'*El Deber* en 2001.<sup>30</sup>

## ***1-2 Le Brésil, un pays en conquête***

Vivre à côté d'un géant qui étouffe est une chose. Vivre à côté d'un géant qui avance en est une autre, bien plus grave. En Bolivie, la peur du Brésil ne se nourrit pas que des caractéristiques immanentes de son territoire. La propension à la conquête de son peuple inquiète encore davantage. Elle est indéniable. De nombreux auteurs insistent sur ce point pour comprendre la géographie du Brésil. « Les Brésiliens, pionniers et bâtisseurs », ne sont pas une invention paranoïaque bolivienne.<sup>31</sup> Plus tôt dans le siècle, Pierre Monbeig était fasciné par cette propension à la conquête pionnière du peuple brésilien. « Partout, à la ville comme à la campagne, le voyageur sent que rien n'est stable, rien n'est définitif et que, économie et peuplement, sont solidaires de la marche pionnière qui avance inexorablement vers l'Ouest, à des centaines de kilomètres. »<sup>32</sup>

### ***1-2-1 La conquête de l'ouest brésilien***

Cette poussée vers l'ouest qu'observait Pierre Monbeig dans les années 40, depuis l'état de São Paulo, ne s'est pas affaiblie. Elle s'inscrivait dans une continuité historique. Des mouvements plus anciens, ceux des premières avancées des *bandeirantes*, comme celui, légèrement antérieur, du boom du caoutchouc<sup>33</sup> l'avaient précédée.

#### **« Il faut tamponner le désert »<sup>34</sup>**

« Tamponner le désert ». L'injonction du général Golbery do Couto e Silva marque le début d'une synergie entre une vision géopolitique brésilienne et l'antique propension des fils de *bandeirantes* à aller vers l'ouest chercher fortune. À partir des années 60, l'État fédéral brésilien, contrôlé par les militaires, prend le relais des mouvements plus anciens. « La conquête de l'Ouest » que les géopoliticiens brésiliens, depuis Mário Travassos, appelaient de leurs vœux trouve un relais politique.<sup>35</sup> Des territoires fédéraux permettent une gestion directe de ces terres pionnières. Le Guaporé, futur état du Rondônia, est détaché du Mato Grosso en 1943 pour devenir un territoire fédéral. L'Acre garde ce statut hérité de son rattachement au Brésil en 1904.

<sup>30</sup> Maldonado Medina, Gustavo 2001 *Bolivia : presión demográfica y "límites" con Brasil*, in *El Deber* (édition du 1 avril 2001).

<sup>31</sup> Pebayle, Raymond 1989 *Les Brésiliens pionniers et bâtisseurs*.

<sup>32</sup> Monbeig, Pierre 1952 *Pionniers et planteurs de São Paulo*, p. 11. Dans le même esprit Hervé Théry affirme que « la mobilité spatiale et sociale a longtemps été la marque de la société brésilienne, même si elle était souvent illusoire, elle lui donnait un dynamisme, un allant de « pays neuf ». » Voir Théry, Hervé 1995 [1985] *Le Brésil*, p. 38

<sup>33</sup> Le boom du caoutchouc fut dans ses modalités fort différent des autres. Cette conquête pionnière, parce qu'elle avait vocation à mettre en valeur une ressource forestière, eu un moindre impact sur le paysage, même si ses effets peuplants furent importants.

<sup>34</sup> Golbery Do Couto E., Silva 1975 *Las categorías geopolíticas fundamentales y la realidad brasileña*, p. 369.

<sup>35</sup> Travassos, Mário 1938 *Projeção continental do Brasil*.

Illustration IV - 1 : L'avancée pionnière brésilienne aux portes de la Bolivie



Frontière internationale 

0 115 km 230 km  
Source : NASA, image MODIS, le 08/11/2003

Si la croissance démographique fut plus précoce dans le nord (en raison du boom du caoutchouc),<sup>36</sup> elle n'atteindra jamais l'ampleur de celle du Rondônia. Sur ces terres appartenant à l'État fédéral<sup>37</sup> une politique de peuplement ambitieuse se développe : attribution de lots de colonisation dans le cadre de l'institut de colonisation agraire (l'INCRA) et construction de la route Porto Velho-Cuiabá, sur l'ancienne voie ouverte par Rondon.<sup>38</sup> Elle est inaugurée en 1960 en présence de Kubitschek, le fondateur de Brasília. La population du Rondônia passe de 36 000 personnes en 1950 à 1,39 million lors du dernier recensement de 2000. En un demi-siècle, aux portes de la Bolivie, la population a été multipliée par 38.

### **En face, la capacité à tamponner est fort réduite**

Les municipes frontaliers de la Bolivie ont aussi attiré des populations de migrants. Jamais dans de telles proportions. Le pays n'avait pas la même masse démographique à lancer sur les routes de l'est et la capacité de l'appareil d'État à soutenir de tels mouvements était bien faible. Le résultat est que le déséquilibre démographique, déjà accusé en 1950, n'a fait que s'accroître. Une photo satellite, d'août 2003, en donne une illustration fort angoissante pour les Boliviens souverainistes.<sup>39</sup>

La carte des densités municipales, de part et d'autre de la frontière, fait ressortir la même réalité d'une forte disparité démographique. Certes, la règle générale reste la même des deux côtés : les densités fléchissent au fur et à mesure que l'on s'approche de la frontière. Les grandes agglomérations sont situées à plusieurs centaines de kilomètres de la frontière.<sup>40</sup> Mais cette règle, valable des deux côtés, est plus accentuée en Bolivie. Lorsqu'on se rapproche de la frontière, les seules agglomérations de taille moyenne (entre 200 000 et 300 000 habitants) sont brésiliennes. Il s'agit de Porto Velho et Rio Branco (respectivement 270 000 et 230 000 habitants), suivies par les grandes villes du Rondônia. La Bolivie frontalière est moins peuplée. Les grandes villes, Riberalta (67 000 habitants), Guayaramerín (33 000 habitants), Puerto Suárez/Quijarro (26 000 habitants) et Cobija (20 000 habitants) arrivent loin derrière.<sup>41</sup> Elles sont toutefois capables d'établir, de loin en loin, quelques îlots de plus fortes densités dans une bande frontalière bolivienne singulièrement sous-peuplée par rapport aux municipes brésiliens qui lui sont accolés.

<sup>36</sup> Voir chapitre V, paragraphe 3-3-1 Le latex bolivien aux Brésiliens, p. 248. Rappelons qu'entre 1860 et 1930, 300 000 personnes migrent en direction de l'Acre.

<sup>37</sup> Toute terre du Rondônia qui était non appropriée avant la création du territoire fédéral était qualifiée de terre étatique. Voir Théry, Hervé 1995 [1985] *Le Brésil*, p. 149 et Théry, Hervé 1976 *Rondônia, mutations d'un territoire fédéral en Amazonie brésilienne*

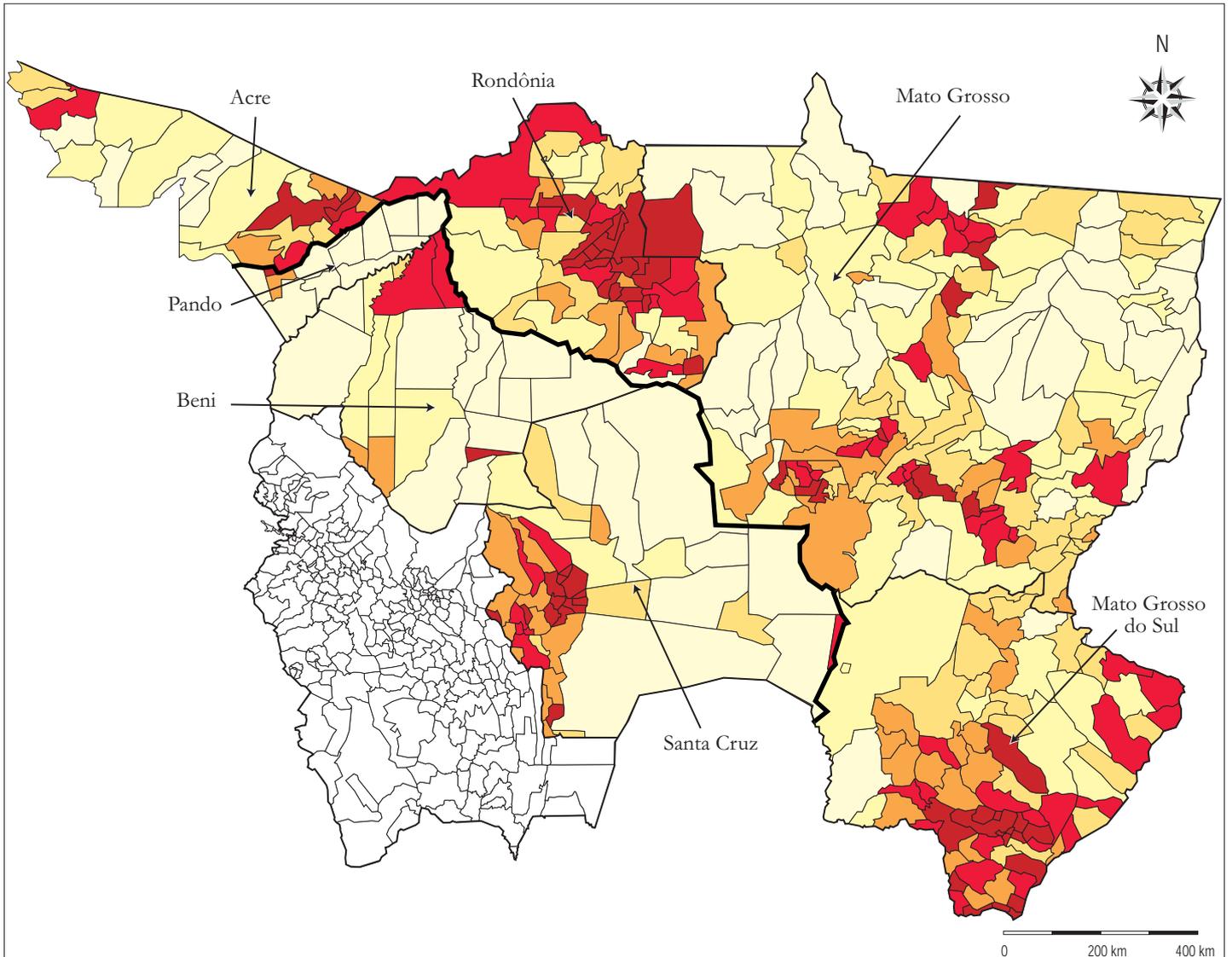
<sup>38</sup> Voir Théry, Hervé 1976 *Rondônia, mutations d'un territoire fédéral en Amazonie brésilienne*, p. 40. La *picada* de dix mètres de large ouverte par Rondon au cours de ces trois expéditions entre 1907 et 1910 et accompagnée d'un chemin de muletier. La route Brasília – Acre, inaugurée en 1961 suivait exactement son tracé. « Elle resta toutefois une piste précaire jusqu'à ce que, en 1966, un bataillon du génie soit installé sur place. » in Théry, Hervé 1997 *Routes et déboisement en Amazonie brésilienne : Rondônia 1974-1996*, p. 3

<sup>39</sup> D'autres Boliviens n'y voient que la grande capacité du pays à préserver ces ressources naturelles. À l'occasion d'une présentation de mon travail, lors d'une journée du Collectif Bolivia à Paris, cette photo avait été l'occasion d'un débat virulent entre ceux qui se disaient fiers d'être boliviens à la vue de tels clichés et les autres qui n'y voyaient que la menace latente d'une invasion du pays.

<sup>40</sup> Santa Cruz (1,1 million d'habitants) Campo Grande (0,65 million) et Cuiabá/Várzea Grande (0,68 million).

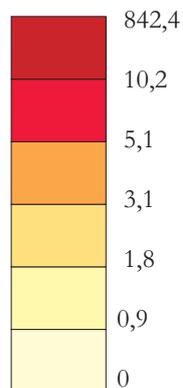
<sup>41</sup> Le nombre d'habitants des villes citées, brésiliennes et boliviennes, est issu des recensements bolivien et brésilien de 2000 et 2001. À chaque fois, je n'ai retenu que la population urbaine du municipe.

IV - 2 : Densité démographique de part et d'autre de la frontière  
*Les plus fortes densités brésiliennes*



Latitia Perrier Bruslé 2004

Densité en 2000 ou 2001 par municípe

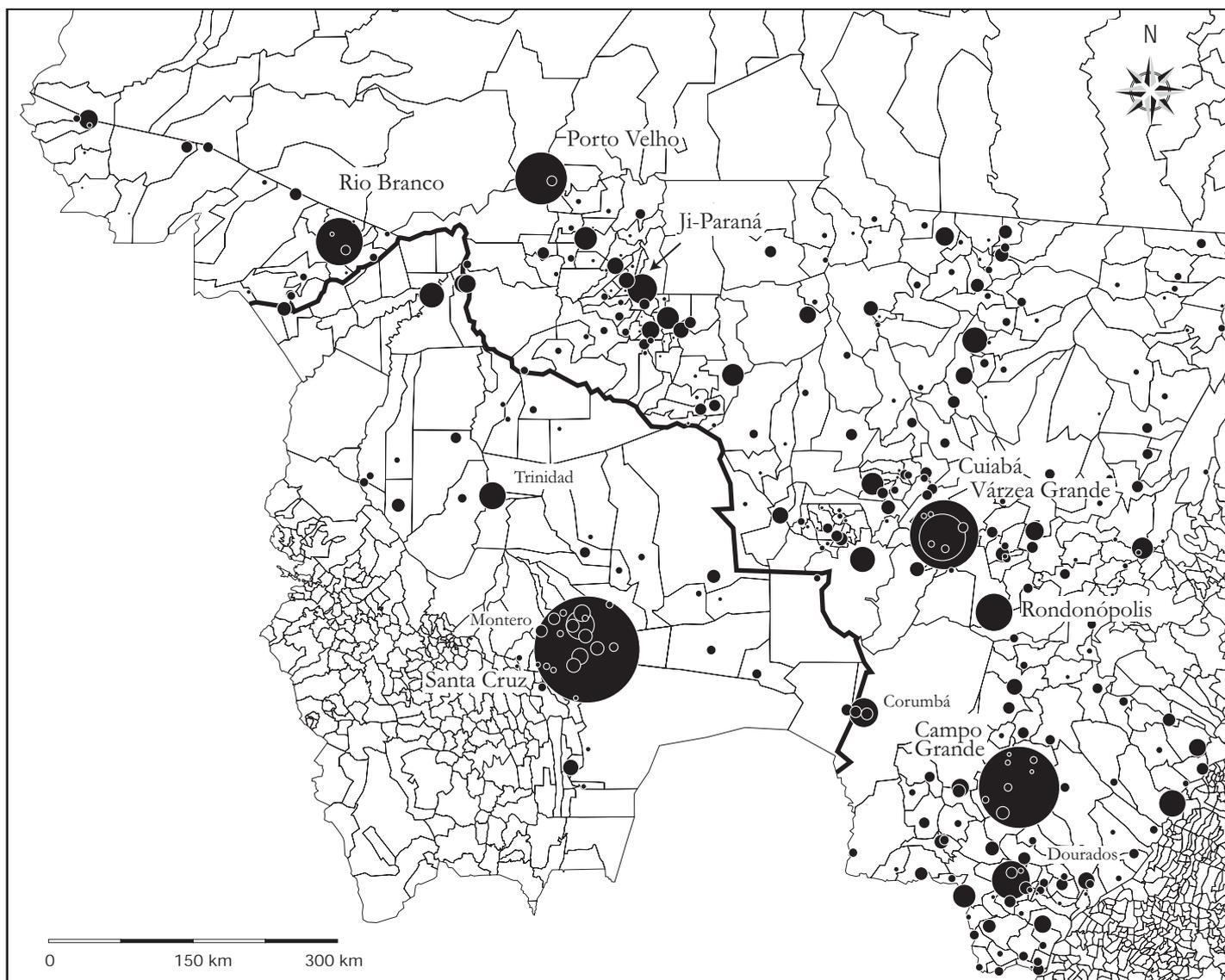


Frontières et limites intérieures

- Frontière Bolivie - Brésil
- Limite de département ou d'État
- Limite de municípe

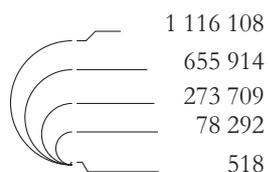
Fait avec Phlcarto - <http://perso.club-internet.fr/phlgeo> - Fonds de carte élaborés par Philippe Waniez  
 Données INE 2001 et IBGE 2000 (fournies par le groupe RETIS)

IV - 3 : Les grandes villes de part et d'autre de la frontière  
*Plus de villes brésiliennes*

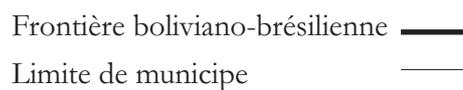


Latitia Perrier Bruslé 2004

Population urbaine par municipe en 2000 - 2001



Limites et frontière



Fait avec Philcarto - <http://perso.club-internet.fr/philgeo> - Fonds de carte élaborés par Philippe Waniez  
 Données INE 2001 et IBGE 2000 (fournies par le groupe RETIS)

Regardons, une nouvelle fois, le cas de la frontière nord, celle qui met en contact l'Acre et le Pando. Les municipes pandinois sont plus petits, et cela devrait induire, une plus forte densité de ce côté-ci de la frontière. Il n'en est rien. La balance penche une nouvelle fois en faveur de l'Acre. La densité moyenne des municipes dans cet état s'établit à 4,23 habitants par km<sup>2</sup> contre 3,17 dans le Pando.

### **1-2-2 « Le Brésil est là où sont les Brésiliens »**

Ce déséquilibre démographique n'aurait rien pour alimenter la crainte des Boliviens, s'il ne se doublait pas d'une réflexion géopolitique brésilienne redoutable, car elle se sert des avancées pionnières de son peuple conquérant pour justifier les prises territoriales du pays.

#### **Le Brésil ne respecte pas l'*uti possidetis juris* de 1825<sup>42</sup>**

C'est du moins ce que l'on pense en Bolivie. Les Boliviens, sont, plus qu'aucun autre peuple hispano-américain, attachés au principe de l'*uti possidetis juris*. Les juristes de Sucre s'en étaient servis pour défendre l'indépendance du pays.<sup>43</sup> La référence à ce principe est constante en Bolivie. Elle donne lieu, parfois, à des positions intellectuelles un peu retorses. Humberto Vazquez-Machicado, historien bolivien, illustre son ouvrage sur l'histoire des limites entre la Bolivie et le Brésil par une carte représentant la ligne du traité de Tordesillas (dans sa première interprétation, le long des îles du Cap Vert, et dans sa deuxième interprétation, au niveau du delta de l'Amazone). Placée en quatrième de couverture, elle est accompagnée de cette légende. « Expression graphique des termes du traité de Tordesillas dans son application aux côtes sud-américaines, qui démontre que la juridiction du Portugal ne dépassait pas l'Amazone et se terminait au fleuve Cananea.»<sup>44</sup> Jorge Escobari, dans son histoire diplomatique, place cette même carte en introduction du chapitre sur les limites entre la Bolivie et le Brésil.<sup>45</sup> Que les Boliviens contestent les prises territoriales postérieures à la fondation de la République en 1825 est aisément compréhensible. Qu'ils remontent au traité de Tordesillas, pour en venir à contester l'existence même du Brésil sur les terres américaines est plus suspect.<sup>46</sup>

---

<sup>42</sup> C'est Alexandre de Gusmão qui lors de la négociation du traité de Madrid (1750) impose ce principe de l'*uti possidetis*. Voir aussi, à propos de cette géopolitique brésilienne, chapitre V, paragraphe 2-3-2 À l'ombre des Lumières, les traités fixent la ligne, p. 238

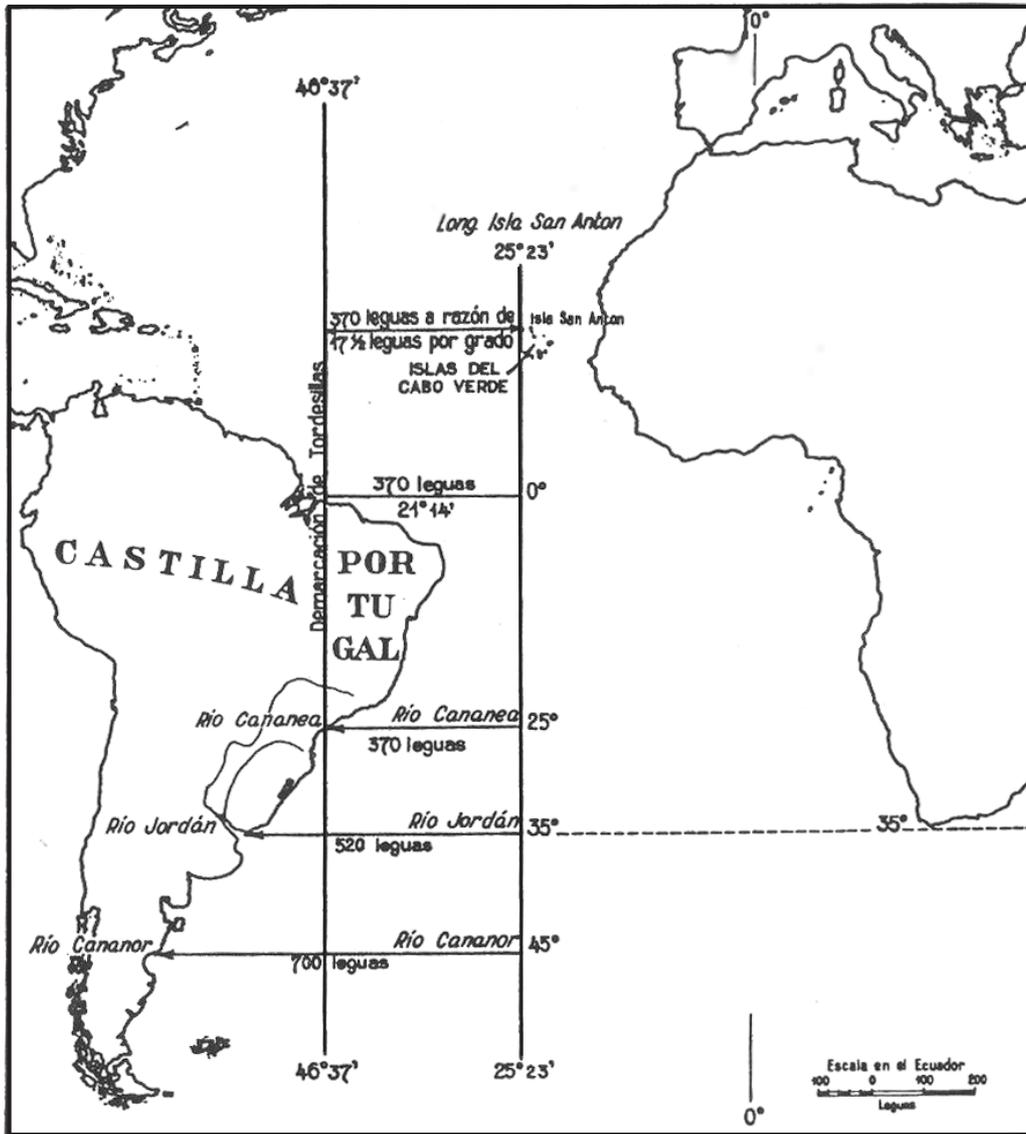
<sup>43</sup> Voir Chapitre II, paragraphe 1-2-2 Les juristes de Sucre et l'*uti possidetis* comme argument existentiel, p. 87

<sup>44</sup> Vazquez Machicado, Humberto 1990 [1988] *Para una historia de los limites entre Bolivia y el Brasil*

<sup>45</sup> Escobari Cusicanqui, Jorge 1982 [1975] *Historia diplomatica de Bolivia*, p. 302

<sup>46</sup> Dans l'ouvrage de Vazquez Machicado, le traité de Tordesillas occupe une place infime, et c'est tout à fait logique, puisque l'histoire des limites entre la Bolivie et le Brésil commence bien plus tard, à la fondation de ces deux pays.

Illustration IV - 2 : La quatrième de couverture de l'histoire des limites  
entre la Bolivie et le Brésil  
*Le dogme de l'uti possidetis juris et ses excès*



Expresión gráfica de los términos del convenio de Tordesillas en su aplicación a la costa de Sudamérica, demostrando que la jurisdicción de Portugal no alcanzaba al Amazonas y terminaba en Cananea

Source : Vazquez Machicado Humberto, 1990,  
*Para una historia de los límites entre Bolivia y Brasil*, (deuxième édition), La Paz, éd. La Juventud, 528 p.

Cette crispation bolivienne sur la question de l'*uti possidetis juris* est une des expressions de la peur du Brésil. Il en serait autrement, si cet État n'avait pas constamment violé ce principe, pour l'échanger contre celui, plus pragmatique, de l'*uti possidetis* tout court qui veut que la terre appartienne à celui qui l'occupe.<sup>47</sup> Ce principe avait été reconnu lors du traité de Madrid en 1750 et celui de San Ildefonso en 1777.<sup>48</sup> Dans ces conditions le poids démographique de l'éléphant brésilien a tout pour inquiéter les Boliviens. Selon eux cette pression aux frontières augmente le risque que les pionniers Brésiliens, emportés dans leur course, ne dépassent les limites du pays. Une fois en Bolivie, l'application du principe de la terre à celui qui l'occupe aurait pour effet de menacer l'intégrité territoriale. L'exemple de la perte de l'Acre sert de fil conducteur à cette analyse. Que les faits soient fort anciens ne suffit pas à rassurer les Boliviens. Alfonso Gumucio Dagron, à propos de déplacements supposés de bornes frontalières effectués par des Brésiliens (qui gratteraient ainsi subrepticement quelques morceaux de territoire) insiste sur cette continuité historique. « Cette lente mais sûre pénétration du Brésil correspond à la formule de la frontière mobile qu'ont popularisée les « cerveaux » de Brasília : le Brésil est là où sont les Brésiliens. La guerre de l'Acre avait commencé ainsi. »<sup>49</sup>

### **Le Brésil, la force d'une pensée géopolitique en action**

Le plus insupportable aux Boliviens n'est pas tant cette conquête territoriale que le fait que les Brésiliens aient su aussi bien la justifier. Ils sont nombreux à rappeler le dynamisme de la réflexion géopolitique chez le voisin lusophone. « N'oublions pas que la géopolitique a été étudiée avec beaucoup d'attention dans tous les pays d'Amérique du Sud, et tout particulièrement au Brésil et en Argentine », souligne Humberto Costas à l'heure de servir sa première leçon de géopolitique à l'officier bolivien dans une revue intitulée « la Bibliothèque de l'officier bolivien » (éditée par le commandement général de l'Armée).<sup>50</sup> Les auteurs boliviens vont parfois jusqu'à contester la légitimité même de cette science, suivant la même logique qui l'avait fait bannir des universités françaises pour avoir servi les théories expansionnistes du III<sup>ème</sup> Reich. Mais ici, c'est du Brésil qu'il s'agit. Jorge de la Vega Barrenechea, alors qu'il se propose de poser les bases d'une géopolitique bolivienne, affirme dans son prologue : « les agressions brutales envers les peuples faibles et l'incorporation par les métropoles de vastes régions de la planète étaient justifiées par des doctrines capables de présenter les velléités *géophagiques* et hégémoniques des puissances de telle façon qu'elles apparaissent comme de simples processus biologiques ou évolutionnistes (...) Dans son essence la géopolitique est une science agressive, c'est le catéchisme des usurpateurs dont se prévalent les pays forts pour dépouiller les faibles. » La remarque est sans appel. La géopolitique n'est rien d'autre que l'arme intellectuelle des forts. Mais la raison d'une telle sentence est énoncée plus loin. « En

<sup>47</sup> Faisant implicitement référence au Brésil, Julio Mendoza se demande par exemple. « les traités conclus entre un État fort et abusif [sous-entendu le Brésil] et un État faible et corrompu peuvent-ils effacer le principe général de l'*uti possidetis juris* que la communauté des États hispano-américain avait choisi ? » Voir Mendoza, Jaime 1978 [ 1925 ] *El factor geografico en la nacionalidad boliviana*, p. 20

<sup>48</sup> Voir Chapitre V, paragraphe 2-3-2 « À l'ombre des Lumières, les traités fixent la ligne. »

<sup>49</sup> Gumucio Dagron, Alfonso 1981 *Bolivia*, p. 140

<sup>50</sup> Costas, Humberto 1973 *Estudio y difusión de la Geopolítica en las Fuerzas Armadas de la Nación*, p. 7

Amérique, cette doctrine géopolitique a été fort bien reçue dans les pays aux prétentions expansionnistes, principalement au Brésil et au Chili, qui ont fait de la Bolivie leur terrain d'expérimentation. »<sup>51</sup>

## II - Les véhicules de l'angoisse

---

*« La responsabilité des forces armées est définie par la Constitution politique de l'État. Elle leur concède le privilège et l'honneur de soutenir les frontières de la patrie. Les forces armées ont toujours assumé cet engagement, parfois avec peu de succès, mais toujours avec honneur. »<sup>52</sup>  
Ministerio de Defensa, 1991.*

Le Brésil est menaçant, tout autant par ces caractéristiques propres, que par la façon dont il entend en jouer pour agrandir son territoire. Cette vision bolivienne est certes teintée d'anachronisme. Aujourd'hui les États ont trouvé d'autres moyens d'exercer leur puissance que le rapt territorial. Elle reste omniprésente en Bolivie. Sans doute parce qu'elle peut compter sur de nombreux relais pour se propager dans toutes les couches de la société bolivienne.

Lorsqu'elle se diffuse chez les frontaliers, elle sert les intérêts de la patrie. Ainsi mis en garde, ils défendront mieux le territoire. Ne croyons pas, cependant, que les médias d'une telle paranoïa sont tous machiavéliques et qu'ils ne s'en font l'écho que pour entretenir la foi des frontaliers et la flamme patriotique des autres. Si certains ne sont pas dupes, la plupart le font en toute bonne foi, convaincus que le Brésil est bien ce voisin dangereux. Parmi eux, les militaires jouent un rôle fondamental. Ils sont relayés par quelques groupes dans la société civile. À propos de la question des *Brasivianos*, on montrera comment une très faible migration de Brésiliens peut entretenir l'angoisse.

### ***2-1 Les militaires et leurs relais***

Les militaires, en Amérique Latine, interviennent constamment dans les questions territoriales et frontalières. La Bolivie ne fait pas exception. S'ils ont abandonné, comme ailleurs, le pouvoir et la scène politique, ils produisent toujours un discours sur le territoire largement diffusé. Ce sont les premiers à construire une vision paranoïaque des frontières. Elle mérite d'être contextualisée pour en comprendre les exagérations.

#### ***2-1-1 Pourquoi les militaires s'en prennent-ils au thème de la frontière ?***

En 1982, l'armée abandonne le pouvoir, après 18 années à la tête du gouvernement.<sup>53</sup> « La Bolivie est l'exemple même, en Amérique Latine, de la déroute des armées lors du retour de la

---

<sup>51</sup> Vega Barrenechea De La, Jorge 1994 *Base para la creacion de una autentica geopolitica boliviana*, p. 1

<sup>52</sup> Ministerio De Defensa Nacional 1991 *Bases para un plan tutelar de fronteras ; Plan tutelar de fronteras (Planfront) ; Guia para el desarrollo de provincias fronterizas*, p. 123

démocratie », affirme Luis Verdesoto.<sup>54</sup> Les militaires boliviens préfèrent, plutôt que de parler de déroute, souligner « leur conduite démocratique exemplaire » depuis cette date.<sup>55</sup>

## À la recherche de leur utilité sociale, les militaires trouvent la défense des frontières

Quelque soit la façon dont on analyse ce grand bouleversement politique, il est certain qu'il oblige les militaires à repenser leur fonction dans la société. L'armée, évincée de la vie politique, concentre son action sur deux champs : la protection du territoire et l'appui au développement national. Il s'agit moins d'une nouveauté que d'un retour aux sources de la légitimité militaire. La défense de « l'intégrité territoriale » est une prérogative posée à l'origine de la fondation des armées sud-américaines et la Bolivie ne fait pas exception.<sup>56</sup> Mais dans ce pays, l'armée a ajouté à cette première fonction, une seconde : la participation au développement national. Ces deux prérogatives se concentrent dans la politique de soutien et de défense des frontières. « Les forces armées participent activement au développement national, via la construction d'infrastructures sociales et productives, **spécialement dans les zones frontalières** », précise l'article 13 de la loi constitutive des forces armées.<sup>57</sup> La priorité donnée aux frontières est, en réalité, un moyen de justifier leur utilité sociale. Elle est d'autant plus fondée que ces dernières sont menacées. C'est pour cela que les militaires exagèrent les menaces qui existent sur les frontières.

## Quelques effets secondaires bénéfiques

D'autant plus que cette relecture possède quelques effets secondaires bénéfiques. Insister sur la défense des frontières, c'est, implicitement, confisquer cette mission aux autres institutions étatiques et s'assurer ainsi une chasse gardée territoriale. Pour y parvenir, les militaires contestent sa capacité à protéger les frontières. « Pour avoir été dans la pratique *quasiment abandonnées de l'État*, les frontières délaissées ont facilité l'ambition des pays voisins, qui ont ainsi récupéré une grande quantité de territoire. » Plus loin, le même rapport ajoute : « l'État jusqu'à aujourd'hui n'a mené aucune politique ni stratégie sérieuse pour assurer le développement, le progrès et la préservation de notre intégrité territoriale. Comme dans le passé, ils laissent les vastes et étendues frontières à la merci des pays voisins. »<sup>58</sup> La fin de leur prérogative politique a placés les militaires dans une relation de stricte dépendance économique vis-à-vis du gouvernement. Et cette situation n'est pas des plus confortables. Pour assurer leur pérennité, ils doivent démontrer qu'ils sont indispensables à

<sup>53</sup> Cette période des « présidents en uniforme » commence avec le coup d'État du 4 novembre 1964, lorsque le général Barrientos, avec l'appui du général Ovando, renverse Paz Estenssoro, mettant un terme à douze années de pouvoir du MNR\* (*le mouvement national révolutionnaire*). Douze ans plus tard, en 1982, les officiers s'effacent pour laisser la place à Siles Zuazo, le candidat président qui a recueilli les suffrages les plus nombreux aux élections de 1980. Voir Lavaud, Jean-Pierre 1990 *L'accalmie politique bolivienne (1982-1989)* et Lavaud, Jean-Pierre 1998 *La Bolivie de la réforme*. Mais, à partir de 1997 et le début de la guerre anti-narco dans le Chaparé, le climat d'agitation sociale replace l'armée au centre de la vie politique. Elle affirme son rôle de garante du pouvoir constitutionnel.

<sup>54</sup> Verdesoto, Luis 2004 *Hacia donde va Bolivia ?*, p. 2. Luis Verdesoto est un sociologue équatorien.

<sup>55</sup> Quintana, Juan Ramón 1999 *Las fuercas armadas en el desarrollo nacional : una vision hacia el siglo XXI*, p. 14

<sup>56</sup> Voir Fregosi, Renée 2003 *Des armées en mutation*, et Rouquié, Alain 1982 *L'État militaire en Amérique Latine*

<sup>57</sup> Ley Orgánica de las FFAA, article 13, cité dans Consejo Supremo De Defensa Nacional 2001 *Estudios de las políticas para el desarrollo de fronteras*, p. 80. Nous laissons le passage souligné en gras de la citation originale.

<sup>58</sup> Consejo Supremo De Defensa Nacional 2001 *Estudios de las políticas para el desarrollo de fronteras*, p. 1

la survie du pays. Aucune institution étatique ne pourra les remplacer. Leur système de gestion hyper-centralisé les rend seuls capables de gérer le territoire dans sa totalité. « Depuis la fondation de la République, les Forces Armées sont intervenues avec succès dans le développement national en raison de la nature centripète de leur organisation, tandis que la faible bureaucratie étatique, était, au contraire, caractérisée par une fragilité centrifuge », est-il noté dans un rapport de l'UDAD\*, l'unité d'analyse de la politique de défense.<sup>59</sup>

À partir de 1997, les forces armées participent activement à la guerre contre la drogue organisée depuis les États-Unis. Cette fonction de « gendarmerie internationale »<sup>60</sup> à la solde des Nord-américains devait faire baisser leur crédit auprès d'une partie de plus en plus grande de l'opinion publique, critique vis-à-vis de la politique interventionniste états-unienne. Pour recouvrer un peu de leur ascendant, il est donc fondamental pour eux d'insister sur leur fonction traditionnelle : la défense des frontières.

## ***2-1-2 Paranoïa militaire***

Pour défendre les frontières, encore faut-ils que celles-ci soient menacées. Les militaires tentent de le démontrer. Deux organismes principaux s'attèlent à cette tâche : le Conseil Supérieur de la défense nationale et l'École des hautes études militaires. Le premier est une institution rattachée au ministère de la défense, tandis que la deuxième dépend du commandement en chef des forces armées de la nation. Chaque année, les officiers désireux de passer l'école de guerre soutiennent des thèses. Si les sujets en sont variés, ceux qui ont trait aux questions frontalières, et tout particulièrement à celle de l'Est, arrivent en tête : <sup>61</sup> « Géopolitique expansionniste de la République du Brésil et sa consigne de marche vers l'Ouest »<sup>62</sup> ; « Étude géopolitique et géostratégique de l'aire stratégique de l'Amazonie »<sup>63</sup> ; « Géopolitique et géostratégie des frontières de Bolivie »<sup>64</sup> pour ne citer que quelques exemples de ces travaux.

## **La frontière orientale dépeuplée est à la merci du Brésil expansionniste**

Toutes ces études développent la même théorie, sous l'influence de traités géopolitiques plus anciens. Elles insistent d'abord sur la situation alarmante de la frontière : dépeuplée, sous-développée, isolée en raison de l'absence de route, laissée à l'abandon et obligée de compter sur le Brésil voisin pour sa survie. Dans un deuxième temps, ces apprentis sorciers de la géopolitique soulignent la puissance du modèle de conquête territoriale brésilien. Avec beaucoup d'admiration,

---

<sup>59</sup> Quintana, Juan Ramón 1999 *Las fuercas armadas en el desarrollo nacional : una vision hacia el siglo XXI*, p. 6 (Rapport rédigé dans le cadre de l'UDAD, Unité d'analyse de la politique de défense, du ministère de la défense nationale). L'auteur ajoute "La participation de l'Armée au développement national a été permise par ses caractéristiques institutionnelles liées à sa précoce modernisation, son administration centralisée des ressources et son organisation pyramidale verticale, caractéristiques qui la rendaient plus efficaces que les institutions étatiques fragiles et précaires. »

<sup>60</sup> Pour reprendre l'expression de Renée Fregosi, voir Fregosi, Renée 2003 *Des armées en mutation*, p 113.

<sup>61</sup> Ils disputent la vedette à la thématique chilienne qui est elle aussi fortement développée, car elle sert, de la même façon la cause de l'armée en lui donnant un ennemi.

<sup>62</sup> Santalla Barrientos, Raul et Alli 1991 *Geopolitica expansionista de la Republica del Brasil y su consigna de marcha hacia el Oeste*

<sup>63</sup> Nava Lopez, Waldo 1989 *Estudio de geopolitico y geoestrategico del area estrategia del Amazonas*

<sup>64</sup> Rogelio Cadena, L. 1990 *Geopolitica y geoestrategia de fronteras de Bolivia*

et un peu de dépit pour leur propre pays, les auteurs rappellent que l'aptitude pionnière des fils des *bandeirantes* a été relayée par un État puissant et éclairé. « L'esprit des *bandeirantes* est resté vivant », précise Raul Santalla.<sup>65</sup> Rien ne change jamais au Brésil, et surtout pas la politique impérialiste. « Ce Brésil brillant reprend les schémas de l'empire (ses présidents militaires sont en réalité des empereurs élus). Il a pris le chemin expansionniste tout à fait semblable à celui tracé par la vieille ligne portugaise.»<sup>66</sup> Or, cette alliance entre une pensée géopolitique en action et la mentalité pionnière de la « race brésilienne » (puisqu'il en est souvent fait mention) sert la même cause : la marche vers l'Ouest du Brésil, qui n'est rien d'autre, aux yeux des analystes boliviens, qu'une marche vers la Bolivie. L'intérêt que le Brésil aurait à s'emparer du pays est facile à comprendre. La Bolivie est le *heartland* de l'Amérique du Sud, selon les militaires prompts à réinterpréter les théories de Mackinder.<sup>67</sup> Les cartes se multiplient avec des flèches inquiétantes : elles partent du Brésil et sont tournée vers la Bolivie, cible privilégiée de la géopolitique expansionniste brésilienne.

### Figures et arguments de cette thèse militaire

Deux cartes permettent d'illustrer ce type de production cartographique. La première est tirée de l'anthologie géopolitique de la Bolivie.<sup>68</sup> Elle figure les grands axes géopolitiques du Brésil. Le cœur ancien, *heartland côtier*, s'oppose aux deux axes futurs de conquête : amazonien et matogrosense. Le *heartland* du Mato Grosso recouvre presque dans sa totalité la Bolivie. Sur la deuxième carte, tirée d'une thèse de géopolitique soutenue à l'école de guerre, la tenaille brésilienne est présentée avec encore plus de clarté. Sur la frontière nord, les flèches s'avancent vers l'amont des fleuves amazoniens. Cela répond à la stratégie de conquête du *heartland* amazonien, mise en pratique lors de la guerre de l'Acre. Sur la frontière sud, la pénétration depuis le Mato Grosso a pour objectif de contrôler le triangle central du *macizo boliviano*, que les analystes boliviens considèrent comme hautement stratégique.<sup>69</sup>

<sup>65</sup> Santalla Barrientos, Raul et Alli 1991 *Geopolítica expansionista de la Republica del Brasil y su consigna de marcha hacia el Oeste*, p. 3

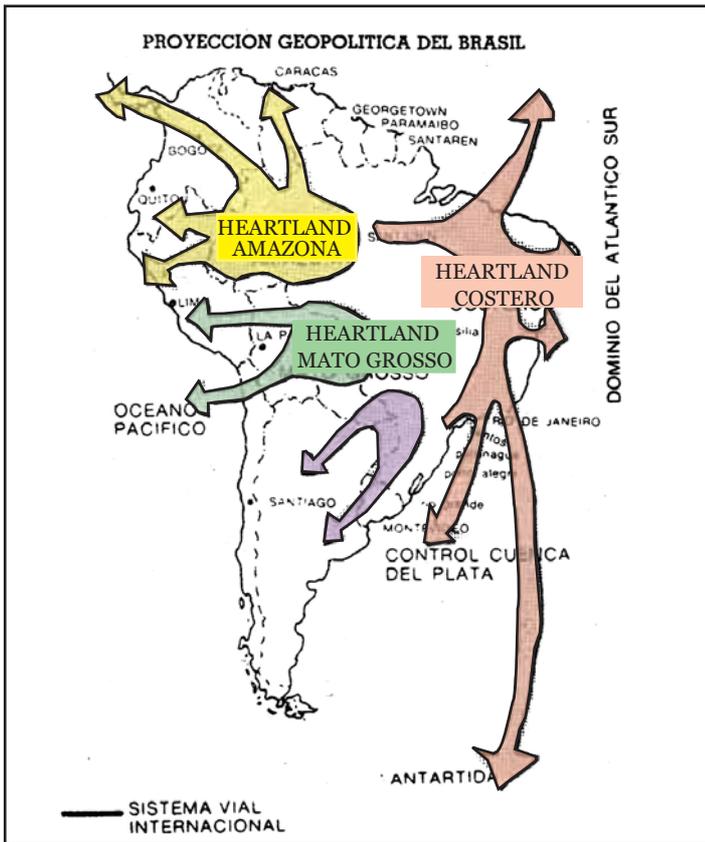
<sup>66</sup> Scenna, Miguel Angel 1978 *La cuenca de la Plata*, p. 351

<sup>67</sup> Rappelons que les études géopolitiques boliviennes insistent toutes sur le caractère stratégique de l'Altiplano. Voir chapitre II, paragraphe 2-2-2 Intérêts de la thèse andiniste, une Bolivie indestructible, La Bolivie nécessaire, p. 105

<sup>68</sup> Saavedra Weise, Agustin et Baptista Gumucio, Mariano 1978 *Antología geopolítica de Bolivia*

<sup>69</sup> Voir Carte I-6 L'altiplano bolivien : clef géostratégique de l'Amérique du Sud ? p. 107

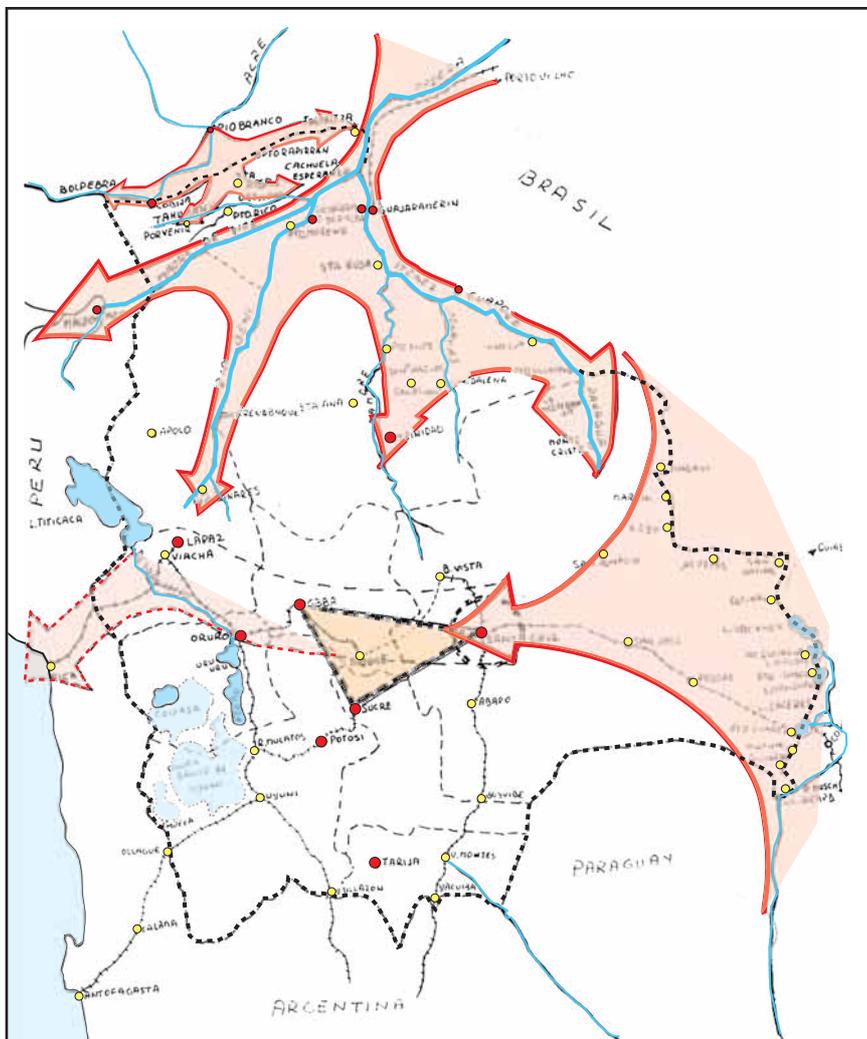
Illustration IV - 3 Le Brésil à la conquête de l'Ouest (et de la Bolivie)  
*Deux relectures boliviennes*



I - La pieuvre brésilienne :

Titre original :  
*"Projection géopolitique du Brésil"*

Source : Baptista Gumucio M. et Saavedra Weise A., 1978,  
*Antologia geopolitica de Bolivia*, La Paz, Los Amigos del libro, p. 105



II - Les axes de pénétration en Bolivie

Titre original : *"Carte schématique d'étude pour établir les objectifs géopolitiques brésiliens"*

Nb : la carte originale était en noir et blanc. Pour une meilleure compréhension, elle a été en partie recoloriée ici.

- Fleuve ————
- Axe de pénétration brésilienne →
- Ville moyenne ●
- Ville importante ●
- Frontière de la Bolivie - - - - -

Source : Santalla Barrientos R. et alli, 1991,  
*Geopolitica expansionista de la Republica del Brasil y su consigna de marcha hacia el Oeste*, La Paz,  
 Escuela de Altos estudios nacionales, p. 28

Pour conforter cette analyse d'un Brésil menaçant les militaires s'appuient sur l'histoire. Ils rappellent l'épisode de l'occupation de Chiquitos en 1825 par des troupes brésiliennes.<sup>70</sup> Ils disent aussi qu'en 1970, lors de l'arrivée au pouvoir du général Torres (de gauche), les généraux brésiliens avaient fomenté un plan, *plan poncho verde*, pour envahir la Bolivie.<sup>71</sup> L'histoire des relations entre les deux pays, qui a toujours été défavorable à la Bolivie sert d'argument ultime. À propos de la présence de Brésiliens aux frontières, un rapport secret du 6<sup>ème</sup> district naval Del Acre affirme « cette pénétration est dangereuse *puisque* l'histoire de notre pays nous enseigne clairement que c'est à cause de telles invasions que nous avons perdu du territoire. »<sup>72</sup> Ce passé qu'on ne veut oublier fonde en dernier ressort la dangerosité du Brésil.

Un Brésil expansionniste, des frontières boliviennes fragiles, voilà les clés d'un complexe bolivien entretenu par les militaires. Au quartier général de la Navale, à La Paz, on dispose d'un autre rapport sur la menace brésilienne. Ses conclusions sont éclairantes : « la politique extérieure du Brésil et son objectif de marche vers l'Ouest constitue, compte tenu de la fragilité de la Bolivie, un danger qui nous menace dans le futur proche ou lointain (...) à moins que la Bolivie commence à s'équiper pour pouvoir parer à toute éventualité face au colosse sud-américain. »<sup>73</sup>

### ***2-1-3 Les relais dans la société civile***

L'analyse militaire de la situation aux frontières a des répercussions auprès des civils. Ils analysent la question frontalière avec d'autant plus de catastrophisme qu'ils se trouvent loin d'elle. Comme la revendication de la mer perdue, elle sert alors plus à exprimer son patriotisme et à le transmettre qu'à rendre compte d'une menace réelle. Sur la frontière, les discours sont plus nuancés et la menace est relativisée. Restons-en, pour l'instant, à l'écho que rend la frontière orientale à l'échelle nationale.

Les médias, volontiers nationalistes, jouent un rôle d'amplificateur. Ils relaient les analyses des militaires en leur donnant une plus grande audience. « Les abus commis sur la frontière n'ont jamais entraîné autre chose que la publication de telle ou telle « lettre de lecteur », si emportée soit-elle, dans *El Diario* », remarque Gumuccio Dagron.<sup>74</sup> C'est une opinion partagée par beaucoup. Les médias, comme *El Diario*, le quotidien de La Paz, exagèrent le risque frontalier. Pourtant, les lecteurs les considèrent timorés. « Des citoyens brésiliens auraient envahi des terres boliviennes », titrait *El Diario* en 2001.<sup>75</sup> « Des Brésiliens envahissent le territoire bolivien dans la zone

<sup>70</sup> « À cette époque les troupes brésiliennes avaient envahi la province bolivienne de Chiquitos », dit Carlos Mesa, à propos de la venue de Bolivar en Bolivie en août 1825. Mesa, José De, Gisbert, Teresa et Mesa Gisbert, Carlos De 2001 *Historia de Bolivia* (En réalité l'affaire est plus complexe car c'est le gouvernement de Chiquitos qui avait demandé cette intégration.) Voir Chapitre V, III Ce que disent les lignes, p. 240

<sup>71</sup> Scenna, Miguel Angel 1978 *La cuenca de la Plata*, p. 339

<sup>72</sup> Revello Alcoreza, Carlos 1998 *Informe sobre la penetracion pacifica de subditos de Amarillo y su incidencia en nuestra jurisdiccion*, p. 3

<sup>73</sup> Rapport du 6<sup>ème</sup> district naval de Cobija remis au directeur général *Enseñanza et institutos navales* – page de titre et année ont été enlevés.

<sup>74</sup> À propos « de bornes qui étaient mystérieusement déplacées de plusieurs kilomètres à l'intérieur du territoire bolivien. » Gumucio Dagron, Alfonso 1981 *Bolivia*, p. 140

<sup>75</sup> El Diario, 2001 *Ciudadanos brasileños habrían invadido tierras bolivianas* (édition du 24 octobre 2001).

frontalière », reprenait *La Razón*.<sup>76</sup> « Borne 27, les forces armées devront établir si il y a invasion », affirmait *La Prensa* à propos de la disparition d'une borne à la frontière amazonienne avec le Pérou.<sup>77</sup> La chronique frontalière ne se tarit jamais et entretient les Boliviens dans la conviction que la patrie est assiégée.

Si la frontière chilienne occupe une place de choix dans les colonnes des journaux, la frontière orientale n'est pas en reste. Les journalistes et les éditorialistes reprennent à peu près les mêmes réflexions que les militaires. Pour être la moins peuplée, cette frontière est la plus menacée. Or, les institutions de l'État (l'armée, la police etc.) et les infrastructures de communication sont de peu d'utilité pour défendre les frontières. Ce qui compte ce sont les hommes. Seuls des Boliviens sauront la défendre. Les zones vides sont donc les lieux de tous les périls. Sur la frontière orientale, à ce premier facteur à risque s'ajoute un second : la puissance du Brésil. Sur la frontière « nos grandes carences matérielles et humaines apparaissent plus clairement lorsqu'on les compare avec celles du voisin. Et encore, c'est un moindre mal d'avoir une frontière avec le Brésil. Heureusement que nous n'avons pas de frontière avec l'Europe ou les États-unis ! »,<sup>78</sup> se rassure, comme il peut, Jimmy Ortiz. Le Brésil ne cesse pas, pour autant, d'être inquiétant.

## 2-2 Exemple : la question des « Brasivianos »

« *Le phénomène de la migration brésilienne menace à tel point notre souveraineté que la possibilité de perdre des grandes extensions de territoire dans un futur très proche n'est pas à exclure.* »<sup>79</sup>  
*Rapport des Services secrets du 6<sup>ème</sup> district naval « Del Acre », 1998.*

La question des Brésiliens vivant en Bolivie est un puissant catalyseur des angoisses boliviennes. Le nom qu'on leur donne dit beaucoup sur les peurs qu'ils suscitent. Ce néologisme, construit sur la contraction de *Brasileiros* et *Bolivianos*, rappelle celui de *Brasiguayos*, utilisé pour caractériser la population brésilienne du Paraguay. Pourtant les deux phénomènes, rapprochés par ce jeu sémantique, sont fort différents. Au Paraguay, les Brésiliens représentent 10% de la population totale du pays. Agriculteurs, ils disposent de moyens de production importants et contrôlent de grandes étendues de terre dans l'est du pays.<sup>80</sup> Les Brésiliens de Bolivie sont peu nombreux et plutôt démunis. Ils ressemblent peu aux *Brasiguayos* et ne représentent assurément pas le même danger pour l'équilibre du pays. S'ils sont comparés avec eux, c'est uniquement pour souligner leur dangerosité.

<sup>76</sup> La Razón, 2001 *Brasileños invaden territorio boliviano en la zona fronteriza* (édition du 2 novembre 2001).

<sup>77</sup> La Prensa, 2001 *Hito 27 : las FF.AA deben establecer si hay invasión*, (édition du 4 décembre 2001)

<sup>78</sup> Ortiz Saucedo, Jimmy 2003 *La frontera Arroyo Concepción-Corumbá*, publié dans *El Deber* (édition du 1 février 2003).

<sup>79</sup> Revello Alcoreza, Carlos 1998 *Informe sobre la penetración pacífica de subditos de Amarillo y su incidencia en nuestra jurisdicción*, p.26 Les militaires boliviens utilisent des codes de couleurs pour caractériser les pays, afin d'éviter toute crise diplomatique (que de tels rapports pourraient engendrer). Le Brésil est qualifié d'*Amarillo* (jaune), le Pérou de *Blanco* (blanc), la Bolivie est *Azul* (bleu). Ils ont ainsi fait de la scène géopolitique internationale un arc-en-ciel. Chaque pays à sa couleur, jusqu'à la France, si loin de là, qui est ...*café*.

<sup>80</sup> Voir Souchaud, Sylvain 2000 *La formation d'un espace brésiguayen dans l'est du Paraguay*

## 2-2-1 « L'invasion pacifique »

Les Boliviens parlent à tout propos de « l'invasion pacifique » pour rendre compte, en des termes qu'ils jugent diplomatiques, de la présence des Brésiliens en Bolivie. L'expression n'est pas nouvelle. Au moment du boom du caoutchouc, en 1880, on parlait déjà de la présence des Brésiliens en ces termes.<sup>81</sup> Ce précédent fait frémir, surtout si on y ajoute des exemples venus d'ailleurs. « Les citoyens brésiliens, sous la pression d'intérêts privés, envahissent pratiquement le Paraguay et la Bolivie, en achetant d'énormes étendues de terres (...) Si cette occupation devait se poursuivre, il pourrait arriver quelque chose de similaire à ce qui s'est passé dans les territoires mexicains intégrés à l'union »,<sup>82</sup> prédit Raul Santalla.

### L'invasion pacifique, un état des lieux militaire

Le terme militaire d'invasion indique clairement que l'armée est la source principale de diffusion d'une telle représentation. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder les rapports remis au Centre d'enseignement de l'Institut Naval de La Paz. En 2003, j'avais rédigé un questionnaire portant sur la présence des Brésiliens à la frontière.<sup>83</sup> Le Contre-amiral en charge de ce centre avait eu l'obligeance de le faire passer, en son nom propre, aux différents commandants des districts navals situés à la frontière avec le Brésil. Émoi dans les postes frontaliers, enfin la gravité de la situation était prise en compte par le commandement général basé à La Paz.<sup>84</sup> Le rapport du cinquième district naval de Puerto Quijarro fut le plus léger, il tenait sur deux pages. Là-bas, la présence brésilienne ne dépasse pas quelques 20 familles. Les rédacteurs insistaient cependant sur le fait que la frontière était joutée par deux villes brésiliennes qui totalisaient 130 000 habitants. À propos de l'influence brésilienne dans la zone, les Brésiliens étaient dépeints sous des traits quelque peu menaçants. « Le développement social et économique de la région est affecté par le fait que des trafiquants et des consommateurs de drogue brésiliens, en complicité avec des Boliviens, forment des bandes qui cambriolent les domiciles et attaquent les personnes innocentes avec des armes, pour obtenir de l'argent facile afin de satisfaire leurs vices.»<sup>85</sup>

Ce rapport était timoré en comparaison de ceux rédigés à Cobija et à Guayaramerín. À leur lecture, l'expression d'invasion pacifique prenait tout son sens. Le 6<sup>ème</sup> district naval précise que, selon une enquête réalisée par l'INE en 1998, 8 355 étrangers résident dans le Pando (dont 6 978

<sup>81</sup> República De Bolivia 1916 *Informe de la delegacion nacional en el territorio de colonias del Noreste al 31 julio de 1915*

<sup>82</sup> Santalla Barrientos, Raul et Alli 1991 *Geopolitica expansionista de la Republica del Brasil y su consigna de marcha hacia el Oeste*, p. 3

<sup>83</sup> Les quatre premières questions portaient sur : « 1 – Population brésilienne installée dans la zone frontalière, du côté brésilien ; 2 – Population brésilienne installée dans la zone frontalière, dans le territoire bolivien ; 3 – Activités des Brésiliens, installés du côté brésilien et du côté bolivien de la frontière ; 4 – Influence des citoyens brésiliens dans le développement économique et social de la frontière, au Brésil comme en Bolivie. »

<sup>84</sup> Je l'avais d'autant plus facilement mesuré, que, quelques temps après, au district naval de Cobija, on me parlait de cette prise de conscience. La situation allait changer car des personnages hauts placés prenaient enfin cette question à cœur. Ils en voulaient pour preuve ce rapport qu'on leur avait commandé.

<sup>85</sup> Rapport daté de avril 2003, signé par le capitaine de frégate Ronald Quipildor Tito, commandant du 5<sup>ème</sup> district naval « Santa Cruz de la Sierra », adressé au Contre-Amiral José Pedro Torrico Camacho. Voir Quipildor Tito, Ronald 2003 *Informe sobre población brasileira*

dans la zone rurale) et qu'ils sont brésiliens dans leur grande majorité.<sup>86</sup> L'occupant tient déjà la place. Il y a pire. Les militaires rappellent qu'ils sont là depuis des décennies et qu'ils possèdent des propriétés « à l'intérieur et à l'extérieur de la bande des 50 kilomètres où les étrangers n'ont pas le droit de posséder des terres. »<sup>87</sup> Le comble étant que les « bornes frontalières situées entre les fleuves Rapirrán et les sources de l'Abuná se trouvent sur des propriétés d'élevage qui appartiennent à des Brésiliens (*subditos de Amarillo*).<sup>88</sup> La zone la plus critique se trouve dans le Bolsón de Rapirrán où la grande majorité des habitants sont Brésiliens (...) Les fermes modernes ne respectent pas les bornes frontalières qui sont restées au centre de leurs pâturages, enfermées par des clôtures. »<sup>89</sup> Le Bolsón de Rapirrán cristallise les angoisses militaires. Situé entre les fleuves Rapirrán et Abuná il est effectivement un lieu de forte présence brésilienne. Ramiro Paz, proche des militaires,<sup>90</sup> avance une estimation plus importante encore de 9 500 Brésiliens installés dans cette zone. « Cette invasion étrangère est ancienne et ces habitants considèrent que leur propriété foncière est légale. Dans les municipes brésiliens frontaliers il existe un marché foncier actif de propriétés situées sur le territoire bolivien », affirme Ramiro Paz.<sup>91</sup> Le spectacle pitoyable de bornes frontalières enfermées dans les pâturages de l'envahisseur et celui du territoire bolivien que l'on vend sans vergogne alimente les craintes des militaires.

Quant au rapport rédigé par le 3<sup>ème</sup> district naval « Madeira » à Guayaramerín, il évoquait des groupes de Brésiliens qui pénètrent sur le territoire pour se dédier à la récolte du *palmito*, dans le secteur de Versailles, Abuná et Manu, en remontant les fleuves Manu, Mamoré et Iténez (Guaporé).<sup>92</sup>

<sup>86</sup> Le Bureau de l'INE (l'institut national de statistique à Cobija) n'avait jamais entendu parler de cette enquête.

<sup>87</sup> Selon l'article 25 de la constitution politique de l'État " Article 25 : 50 kilomètres à l'intérieur des frontières, les étrangers ne peuvent acquérir ni posséder, à aucun titre, le sol et le sous-sol, directement ou indirectement, individuellement ou en société, sous peine de perdre, au bénéfice de l'État, la propriété acquise, à l'exception de cas de nécessité nationale déclarée par une loi exprès. » Voir República De Bolivia 1995 *Constitución Política del Estado, Texto Acordado, 1995*. Notons que cet empêchement figure aussi dans la loi de Réforme agraire de 1953 et dans celle de 1996 (Loi du service national de Réforme agraire), article 46. Dans le reste du territoire les étrangers peuvent acquérir de la terre à condition de résider dans le pays.

<sup>88</sup> Dans les rapports militaires les Brésiliens sont ainsi désignés par l'expression *subditos de Amarillo*, dit de Amarillo. Amarillo (jaune) étant le nom de code pour le Brésil.

<sup>89</sup> Rapport daté du 4 avril 2003, signé par le Capitaine de navire Edmundo Justiniano Céspedes, commandant du 6<sup>ème</sup> district naval « Pando », au Contre-Amiral José Pedro Torrico Camacho. Voir Céspedes, Edmundo Justiniano 2003 *Información sobre diferentes aspectos referidos a Amarillo en el área de Jurisdicción de está Gran Unidad*

<sup>90</sup> Ramiro V. Paz est l'auteur d'un livre sur l'Amazonie bolivienne écrit pour alerter les pouvoirs publics sur l'état d'abandon de cette région et les menaces qui pèsent sur elle. Dans un entretien téléphonique que nous avons eu avec lui, il me rappelait que « les militaires étaient la seule source d'information crédible sur ces questions », alors que toutes les autres institutions de l'État (préfecture, INRA etc.) étaient corrompues et ne savaient plus ce que être bolivien veut dire. Entretien réalisé en mars 2003 à La Paz – Tarija. Voir Paz V., Ramiro 1999 *Dominio Amazonico*.

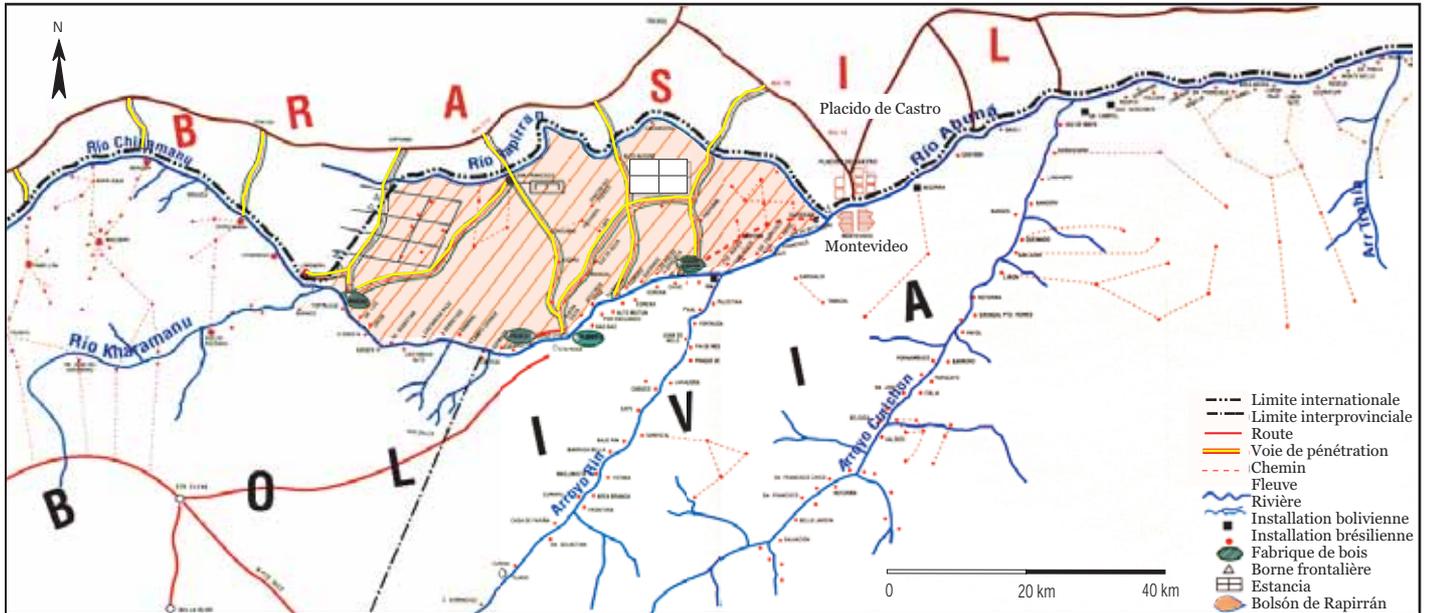
<sup>91</sup> Paz V., Ramiro 1999 *Dominio Amazonico*, p. 203

<sup>92</sup> Arraya Flores, José 2003 *Informe sobre poblaciones asentadas en la zona fronteriza del Brasil y Bolivia*, p. 3 (Rapport daté du 12 mai 2003).

## IV - 4 : Le Bolsón de Rapirrán

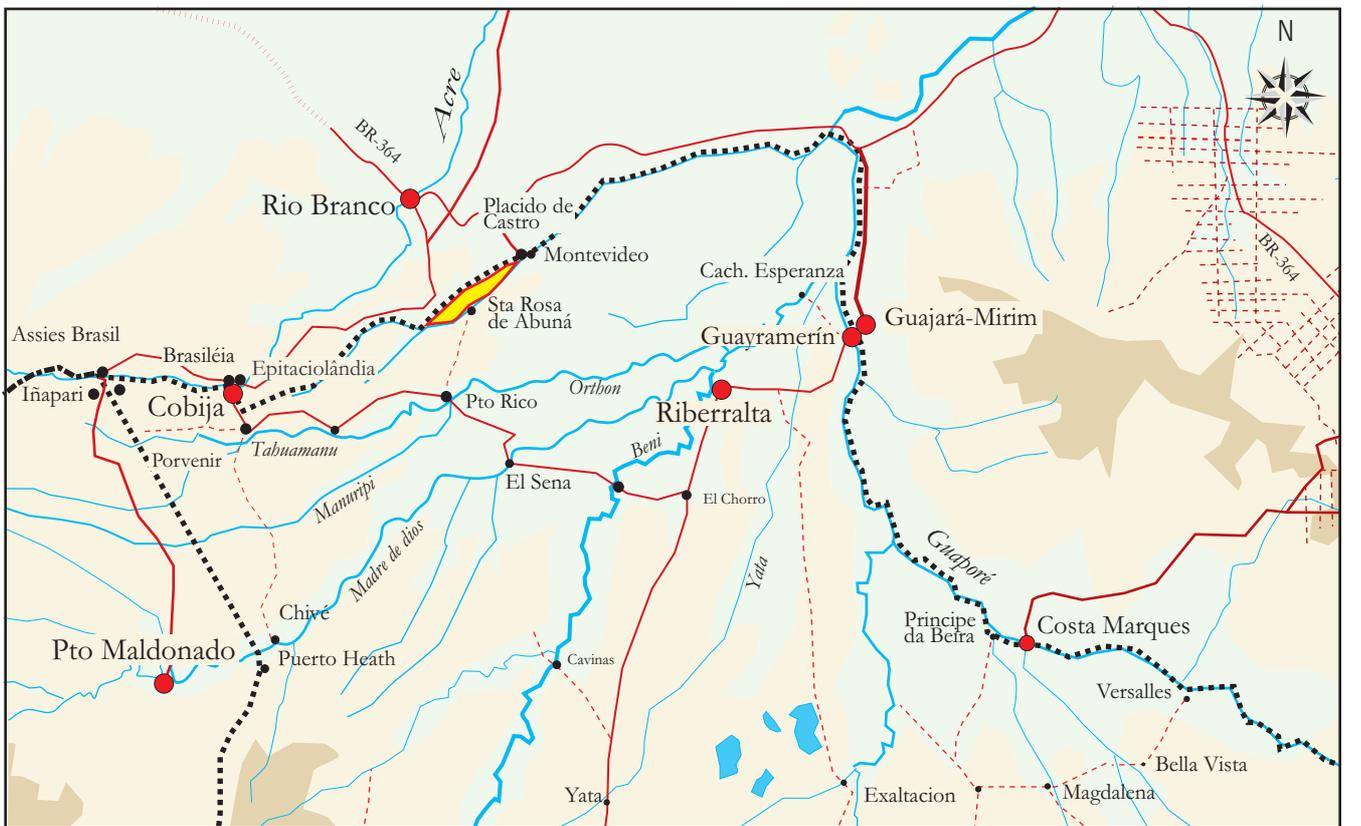
### Le coin avancé de "l'invasion brésilienne" en Bolivie

#### I - "Zone d'influence de l'Abuá"



Fond de carte : Ramiro V. Paz, 1999, Dominio Amazónico, La Paz, ed. Plurales.

#### II - Localisation du Bolsón de Rapirrán



- I - Route et ville
- Ville importante ●
  - Petite ville ●
  - Route importante —
  - Sentier, piste - - -

- II - Bolsón de Rapirrán
- Zone de forte présence de *Brasivianos* ■
  - Frontière internationale - - -

## Une invasion pas si pacifique

Les militaires « considèrent cette pénétration comme agressive ». C'était du moins la conclusion d'un autre rapport de la division II des Services Secrets du 6<sup>ème</sup> district naval de Cobija en 1998. Ce rapport avait pour objet d' « informer sur la pénétration pacifique des citoyens de *Amarillo* et son incidence sur notre juridiction. »<sup>93</sup> La raison d'un tel sentiment d'agression s'appuie sur cette démonstration : « la pénétration pacifique est un phénomène migratoire que presque tous les pays du monde connaissent (...). Il est engendré par des raisons économiques, les citoyens des pays pauvres allant dans les pays riches à la recherche d'emplois (...) Cette forme de pénétration est inoffensive et peu dangereuse pour le pays d'accueil. Par contre, lorsque les choses s'inversent et que des citoyens de pays riches vont dans des pays pauvres pour trouver de nouveaux espaces géographiques afin d'agrandir leur horizon économique, lorsqu'ils achètent de la terre, lorsqu'ils monopolisent l'échange commercial, lorsqu'ils dominent, enfin, par leur pouvoir économique les autochtones, alors on peut affirmer que la pénétration n'est plus pacifique mais agressive. »<sup>94</sup> Toute l'analyse militaire repose sur cette démonstration. Elle est fondée sur la puissance du Brésil. C'est la dialectique pays riche – pays pauvre, le pot de fer contre le pot de terre en quelque sorte, qui rend insupportable la présence de Brésiliens en Bolivie. Il existe aussi une pénétration péruvienne dans le Pando. Si elle est inquiétante, elle ne donne pas lieu à la même profusion de thèses et de rapports. Le deuxième argument qui vient conforter les militaires dans la dangerosité de l'invasion brésilienne est historique. « Cette pénétration est dangereuse, parce que l'histoire de notre pays nous enseigne que de telles avancées ont conduit, dans le passé, à la perte de nombreux territoires en faveur de nos voisins. »<sup>95</sup> Brésil puissant, Brésil prédateur historique de la Bolivie ; c'est bien par la représentation du voisin, plutôt que dans les caractéristiques de la migration brésilienne, que se forge la peur de l'invasion.

### ***2-2-2 Réalité de l'invasion pacifique dans le Pando***

Ce phénomène migratoire, une fois dégagé de la gangue des représentations paranoïaques du Brésil, ne semble pas aussi préoccupant pour la souveraineté bolivienne. Les fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères l'ont bien compris. Prenant le contre-pied des militaires, ils considèrent cette question comme anecdotique.<sup>96</sup>

<sup>93</sup> Revello Alcoreza, Carlos 1998 *Informe sobre la penetracion pacifica de subditos de Amarillo y su incidencia en nuestra juridiccion*, rapport remis Commandant du 6ème district naval "Del Acre", le commandant Felipe Antezanna Palacios.

<sup>94</sup> Revello Alcoreza, Carlos 1998 *Informe sobre la penetracion pacifica de subditos de Amarillo y su incidencia en nuestra juridiccion*, p. 3 (Rappelons que *amarillo* sert à désigner le Brésil dans le jargon militaire bolivien).

<sup>95</sup> Revello Alcoreza, Carlos 1998 *Informe sobre la penetracion pacifica de subditos de Amarillo y su incidencia en nuestra juridiccion*, p. 3

<sup>96</sup> Seoane Flores insistait sur le décalage entre la vision militaire et défensive du territoire et la nouvelle politique extérieure bolivienne axée sur la fonction de mise en contact. « La Bolivie sera un pays de contact, pas d'antagonisme », rappelle-t-il en citant mot pour mot (et de mémoire) la prophétie de Ostria Gutierrez. « Les discours militaires sont si faux qu'il n'est pas utile de les prendre en compte », ajoutait-il. Entretien réalisé à La Paz, mai 2002. Depuis 2003, il est Vice-ministre des relations économiques internationales.

## Moins de « *Brasivianos* » que les militaires le pensent

Ils ont raison. L'invasion est tout sauf massive. Les militaires retiennent souvent le chiffre de 10 000 Brésiliens installés dans le Pando. Ils le rapportent aux quelques 50 000 habitants de ce département et concluent que la situation est dramatique.<sup>97</sup> Sur le terrain, de nombreuses personnes rabaisent ces estimations. Benedita Esteve a fait une étude sur les *Brasivianos* du Pando. Elle affirme qu'ils ne sont pas plus de 6 000. Le personnel de l'INRA à Cobija estime qu'ils sont encore moins.<sup>98</sup> En avril 2003, les services de Migration de Cobija, sur demande du préfet, effectuent une tournée de vérification dans le Bolsón de Rapirrán, accompagnés d'un sergent de la navale et d'un policier. Ils se divisent en deux équipes. La première part de Puerto Rapirrán en direction de l'ouest. Elle recense 130 personnes de nationalité brésilienne. La seconde équipe avance vers l'est et recense 90 Brésiliens. 220 Brésiliens en tout. C'est bien peu de choses pour faire du Bolsón de Rapirrán la « zone rouge » du territoire.<sup>99</sup> En réalité, à la suite de la crise du caoutchouc (en 1985), de nombreux *Brasivianos* qui travaillaient comme *seringueiros* sont repartis dans les villes de l'Acre. Les militaires n'ont pas voulu le savoir.

## Le terme d'invasion n'est pas justifié

Le terme même d'invasion n'est pas correct. Il suppose qu'il existe un mouvement massif et actuel en direction des frontières de la Bolivie. Or, l'histoire nous enseigne plutôt le contraire. Les Brésiliens installés dans le Pando sont présents depuis fort longtemps dans la région. Certains sont des descendants des *seringueiros* brésiliens qui se trouvaient du mauvais côté de la ligne, lorsque le traité de Petrópolis fixa, en 1903, le tracé de la nouvelle frontière.<sup>100</sup> D'autres sont arrivés dans les années 40, à la faveur d'un second boom caoutchoutier déclenché par la forte demande de latex lors de la Seconde Guerre mondiale. Ces « soldats du caoutchouc », sont originaires comme leurs ancêtres, du Nordeste. De nombreux sont partis directement travailler dans les *gomales*\* boliviens (dont certains étaient détenus par des patrons brésiliens). Leurs fils et filles sont nés en Bolivie. De père et de mère brésiliens, ils ne parlent souvent que le portugais. Enfin, la dernière vague de migration des *Brasivianos* date des années 70. Pour les collecteurs, il était tentant de dépasser la frontière pour profiter des vastes étendues de forêt préservée en Bolivie. Et ce d'autant plus que le milieu forestier, espace de vie et de travail des *seringueiros*, instaure un continuum de part et d'autre

<sup>97</sup> « On estime que 10 000 citoyens brésiliens sont installés sur le territoire du département. 6 000 d'entre eux pourront voter (car la limite d'âge pour le vote est de 18 ans). De telle façon que, pour un département de 45 000 habitants cette quantité de personnes représente une masse électorale importante qui pourrait changer les résultats du vote. » Voir Revello Alcoreza, Carlos 1998 *Informe sobre la penetración pacífica de súbditos de Amarillo y su incidencia en nuestra jurisdicción*, p. 22. Cette remarque alarmiste oublie cependant que la plupart des Brésiliens ne disposent pas de carnet d'identité, ni bolivien, ni brésilien et qu'il leur est impossible de voter.

<sup>98</sup> L'INRA, section départementale du Pando, s'est lancé dans un processus de titularisation des terres. Les fonctionnaires sont donc allés dans toutes les zones rurales du Pando, pour démarquer et attribuer les lots. Dans le Bolsón de Rapirrán, ils ont dénombré 114 familles brésiliennes, dans la province Frederico Roman 30 familles, dans le municipio de Bolpebra, 12 familles, dans la zone du Chipamanu, une communauté de 19 Brésiliens, à Filadelfia une dizaine de familles, à Bella Flor 114 familles. Entretien avec Farig Mayo, directeur INRA Cobija, le 11/04/03.

<sup>99</sup> Ecuari Castro, Ruthy 2003 *Informe sobre la cantidad de súbditos brasileños (Informe D.D.D.M.N 27/2003)*.

<sup>100</sup> Sans l'activisme de Nicolas Suárez, à la tête de la colonne Porvenir, la frontière aurait été fixée sur le Madre de Dios, une centaine de kilomètres plus au sud. C'est à partir de ce fleuve que la présence bolivienne était bien établie. Au nord de sa rive gauche, la présence brésilienne était massive. Cf : Carte II – 11 La frontière nord, p. 249 L'importance des Brésiliens dans le Pando tient en partie à cet héritage historique. Nombre d'entre eux se sont trouvés, au moment des négociations, du mauvais côté de la frontière.

de la frontière. De l'autre côté, la progression rapide du front de l'élevage avait transformé de nombreux *seringales*<sup>101</sup> en pâturage.<sup>102</sup> Lorsqu'on interroge ces *Brasivianos* venus plus récemment, sur les raisons de leur migration en Bolivie, 33% la justifient par l'avancée du front de l'élevage, qui les a chassés des aires de collecte du caoutchouc, et 47% disent qu'ils sont venus pour exploiter le caoutchouc en Bolivie.<sup>103</sup> Les excès du front pionnier de l'élevage dans l'Acre sont connus de tous. L'affaire de l'assassinat de Chico Mendes (en décembre 1988) leur a donné un retentissement mondial.<sup>104</sup> La pression des hommes venus du sud, les *Paulistas*, fut très forte. À la même époque (en 1985) des Yaminahuas et des Machineris passent la frontière pour s'installer sur les rives boliviennes de l'Acre. Ils vivent toujours en Bolivie aujourd'hui, même si la plupart parlent mieux portugais qu'espagnol (en sus de leur propre langue).<sup>105</sup> Mais la part la plus importante des migrants est constituée par des *seringueiros*. En 1990, la création de la réserve extractiviste Chico Mendes n'entraîne par leur retour au Brésil, car elle a pour effet de geler la propriété foncière des *seringales*,<sup>106</sup> au bénéfice de ceux qui étaient là lors de la titularisation des terres.<sup>107</sup> Et la Bolivie, à la veille d'entamer sa deuxième réforme agraire (1996) se retrouve avec une forte présence de *seringueiros* brésiliens sur sa marge frontalière.

En sus de ces Brésiliens installés en Bolivie, de nombreux collecteurs de castaña viennent tous les ans du Brésil pour travailler dans les *gomales*\* boliviens. Certains agissent pour leur propre compte en louant des zones de collecte. C'est le cas dans la TCO\* Yaminhua – Machineri,<sup>108</sup> où les Brésiliens reversent 10% de la récolte en échange de la collecte sur leur territoire. Sur la même réserve, sept familles de *castañeros*\* (collecteurs de *castaña*) ont construit des maisons. D'autres Brésiliens se font embaucher dans des *barracas*\* boliviennes. Sur la concession forestière de Sagusa,

<sup>101</sup> Les *seringales* (*gomales* en espagnol) correspondent aux parcelles de forêt où le caoutchouc est exploité.

<sup>102</sup> Ce front de l'élevage dans l'Acre date des années 70 avec l'achèvement de la route Brasília – Rio Branco. « La construction de cette route permet à l'État militaire au pouvoir d'orienter le développement de l'Acre vers un nouveau type d'économie : l'élevage de bétail. D'importants groupes industriels et financiers profitent des avantages financiers octroyés par le gouvernement fédéral et de l'endettement des patrons *seringalistas* pour acheter de vastes étendues de terres à très bas prix. Ces grands groupes récupèrent une partie de la main d'oeuvre qui travaillait dans l'économie du caoutchouc décadente (*seringueiros* et indiens) et mettent en place d'importants projets de déboisement pour implanter des grandes propriétés (*fazendas*), destinées à l'élevage de bétail. » Voir Pimenta, José 2001 *De l'ethnocide à l'indianité : la question indienne dans l'état de l'Acre*, p. 4-5.

<sup>103</sup> « Les réserves extractivistes ne peuvent absorber le flux de tous les *Brasivianos* qui désirent rentrer au pays », affirme Benedita Esteves. Voir Esteves Gomes, Benedita Maria 2001 *Migrations on the Southwestern Amazonian frontier: a case study of "Brasivianos" and "Biscateiros"*, enquête réalisé en 2000 sur une population de 150 *Brasivianos* installés dans le Pando.

<sup>104</sup> En Amérique Latine, un des standards du rock latino est, depuis cette date, la chanson de Mana, groupe mexicain, intitulée, *Cuando los Angeles lloran* (1995). Elle commence par ces mots « Ils ont tué Chico Mendes. C'était un défenseur, un ange de toute l'Amazonie. Il a été tué de sang froid. Collor de Melo le savait et aussi la Police. Un ange est tombé, un ange est mort, un ange est parti, et il ne reviendra pas. etc. »

<sup>105</sup> Depuis lors ils ont obtenu la reconnaissance d'un Territoire communautaire d'origine (TCO) par le gouvernement brésilien. Entretien avec Daniel Enrique Manzaneda, à Cobija le 20/04/03.

<sup>106</sup> Chico Mendes, leader des *seringueiros* de l'Acre, qui a su créer des contacts avec les Indiens est assassiné. Deux ans plus tard, la réserve de Xapuri est créée. Voir Cardoso, Catarina A 1998 *The Role of External Agents in the Development of a Common Property Rights Institution: The Extractive Reserve Chico Mendes in Brazilian Amazonia*

<sup>107</sup> Esteves Gomes, Benedita Maria 2001 *Migrations on the Southwestern Amazonian frontier: a case study of "Brasivianos" and "Biscateiros"*, p. 3.

<sup>108</sup> Le processus de titularisation de la TCO (territoire communautaire d'origine) n'est toujours pas achevé pour la TCO Yaminhua-Machineri.

de nombreux *castañeros* viennent du Brésil.<sup>109</sup> Plutôt que d'invasion, il serait donc plus juste d'évoquer un débordement de la zone de collecte brésilienne de *castaña*.

### **Les *Brasivianos* sont de pauvres collecteurs**

La théorie militaire selon laquelle ces *Brasivianos* sont dangereux parce qu'ils sont puissants économiquement doit aussi être nuancée. En réalité, les Brésiliens riches vivent rarement en Bolivie et ne sont donc pas des *Brasivianos* à proprement parler. Certains sont commerçants. Ils achètent la *castaña* et apportent vivres et outils aux collecteurs. D'autres, sont éleveurs et ont agrandi leur exploitation de l'autre côté de la frontière, en laissant un *peón* s'en occuper.<sup>110</sup> Les Brésiliens qui vivent en Bolivie (une partie de l'année ou toute l'année) sont bien plus démunis. Leur maison de fortune, leur petit *chaqueo\**, agrémenté de quelques papayers et bananiers, représentent leur unique capital d'exploitation. La pauvreté de leur capital s'explique tout autant par les faibles revenus dégagés par les activités de collecte que par la précarité de leur situation. Chassés une première fois par le front pionnier de l'élevage de l'Acre, ces paysans sans titre de propriété savent que leur installation en Bolivie ne pourra qu'être éphémère. Lorsqu'ils cherchent à régulariser leur situation, c'est surtout du côté du Brésil qu'ils se tournent, en s'adressant à l'INCRA\* ou à l'union des travailleurs ruraux de Brasília. Malheureusement cela est souvent sans effet.<sup>111</sup> Lorsque les enquêteurs de l'INRA (l'institut de réforme agraire bolivien) se rendent sur le terrain pour effectuer les campagnes de démarcation et attribuer les terres, les *Brasivianos* partent le plus souvent avant même leur arrivée.<sup>112</sup> À la Superintendance forestière, José Forero fait la même remarque. « Le Brésilien s'enfuit lorsqu'il voit venir l'uniforme. »<sup>113</sup> Le *Brasiviano* du XXI<sup>ème</sup> siècle n'a donc pas la pugnacité du *bandeirante* d'antan. Il est pourtant considéré comme son héritier direct, dans les écrits militaires.

### **Les défauts de l'appareil d'état bolivien expliquent en partie la permanence des *Brasivianos***

Farig Mayo, le directeur de l'INRA\* Cobija, est issu d'une vieille famille pandinoise. Il affirme que les Brésiliens représentaient 70% de la population de la ville dans les années 50. En 1992, ils ne sont plus que 2%.<sup>114</sup> Par contre, dans les campagnes le nombre de Brésiliens n'a pas décré. La raison en est simple. Dans les villes boliviennes frontalières il a été facile de fabriquer du

<sup>109</sup> Entretien réalisé avec Antonio Banderas, gérant de l'*assadero\** SAGUSA, installé sur la rive sud du rio Chipamanu, à quelques kilomètres du municpe brésilien de Capixaba. Entretien réalisé le 12/04/03 à Cobija. Le gérant en revanche affirme que tous les ouvriers qui travaillent sur la concession viennent de Riberalta et sont boliviens.

<sup>110</sup> Dans le Bolsón de Rapirrán à l'issue du processus de titularisation des terres, les gens de l'INRA avaient trouvé un seul éleveur brésilien avec une grande superficie. Les 113 autres propriétés brésiliennes correspondent à des petites exploitations d'élevage (moins de 60 has). La partie déboisée est peu importante (moins d'un tiers en général). Ce qui prouve une nouvelle fois que les colons brésiliens ont peu de moyens et/ou peu d'envie d'investir beaucoup sur ces terres dont ils ne sont pas légalement propriétaires. Entretien avec Farig Mayo, directeur de l'INRA, le 11/04/03.

<sup>111</sup> Benedita Esteves précise que leurs demandes sont rarement exaucées. L'INCRA brésilien leur fournit des lots petits où les terres sont pauvres, tandis que l'Union des travailleurs ruraux de Brasília n'a pas réussi à installer beaucoup de *Brasivianos* dans la réserve Chico Mendès. Esteves Gomes, Benedita Maria 2001 *Migrations on the Southwestern Amazonian frontier: a case study of "Brasivianos" and "Biscateiros"* p. 5

<sup>112</sup> Entretien avec Farig Mayo, directeur de l'INRA Cobija, réalisé, le 15 avril 2003.

<sup>113</sup> Entretien avec José Luis Forero, directeur de la Superintendance forestière de Cobija, le 07/04/2003

<sup>114</sup> Entretien avec Farig Mayo, directeur de l'INRA Cobija, réalisé le 11 avril 2003.

« Bolivien » avec des enfants nés de parents brésiliens. Le cas des zones rurales a été plus épineux. Les lacunes de l'administration bolivienne, comme celles du réseau de communication terrestre, ont laissé les fils de Brésiliens nés en Bolivie dans la stricte dépendance du Brésil. À leur naissance, ceux qui ont été enregistrés dans un registre civil l'ont été au Brésil.<sup>115</sup> Plusieurs raisons expliquent cette situation. Benedita Esteve insiste sur le désir d'échapper au service militaire bolivien.<sup>116</sup> Il y a une explication plus évidente. Dans ces zones déconnectées, les bureaux des registres civils brésiliens étaient plus aisément accessibles. La carte du Bolsón de Rapirrán (représentée ci-dessus), si elle exagère l'impression de territoire conquis, a au moins l'intérêt de montrer qu'effectivement les voies d'accès aux zones rurales du Pando péri-frontalier sont toutes brésiliennes. Les communications avec l'extérieur sont donc dirigées vers le Brésil (qu'il s'agisse d'avoir accès aux services administratifs et médicaux, ou pour les achats de denrées et de ventes des produits collectés). Ce n'est qu'en 2002 qu'un bureau de registre civil a été créé à Santa Rosa de Abuná, au sud du Bolsón de Rapirrán.

La meilleure réponse au problème *Brasivianos* n'est donc pas celle imaginée par les militaires qui consistent à installer des colons boliviens dans les zones fortement brésilianisées. Cette stratégie de la frontière vive n'aurait pour effet que de multiplier les affrontements entre *Brasivianos* et Boliviens. Sans doute serait-il plus sage de tenter de bolivianiser et d'intégrer les Brésiliens présents de longue date. Le choix de l'INRA de donner des terres aux *Brasivianos* ayant fait leur service militaire en Bolivie est un premier pas dans ce sens.

### ***2-2-3 Les vrais Brasivianos ne sont pas où on les attend***

En réalité, les vrais *Brasivianos* (ceux qui ressemblent aux *Brasiguayos* du Paraguay) ne sont pas dans le Pando. Ils se trouvent dans le département de Santa Cruz, bien loin de la frontière. Ce sont des grands entrepreneurs du Mato Grosso et du Paraná venus lors du boom du soja pour profiter du coût du foncier bien plus faible en Bolivie. Ils disposent d'un capital important. La plupart du temps, ils ont gardé leur exploitation au Brésil.

### **À Santa Cruz, les Brésiliens sont venus cultiver le soja**

L'ANAPO\*, l'association nationale bolivienne des producteurs d'oléagineux, recense ses membres par nationalité. Ce relevé fort utile permet de dater précisément l'arrivée des Brésiliens dans le secteur soja. Ils apparaissent dans les environs de Santa Cruz en 1993.<sup>117</sup> Leur part dans la

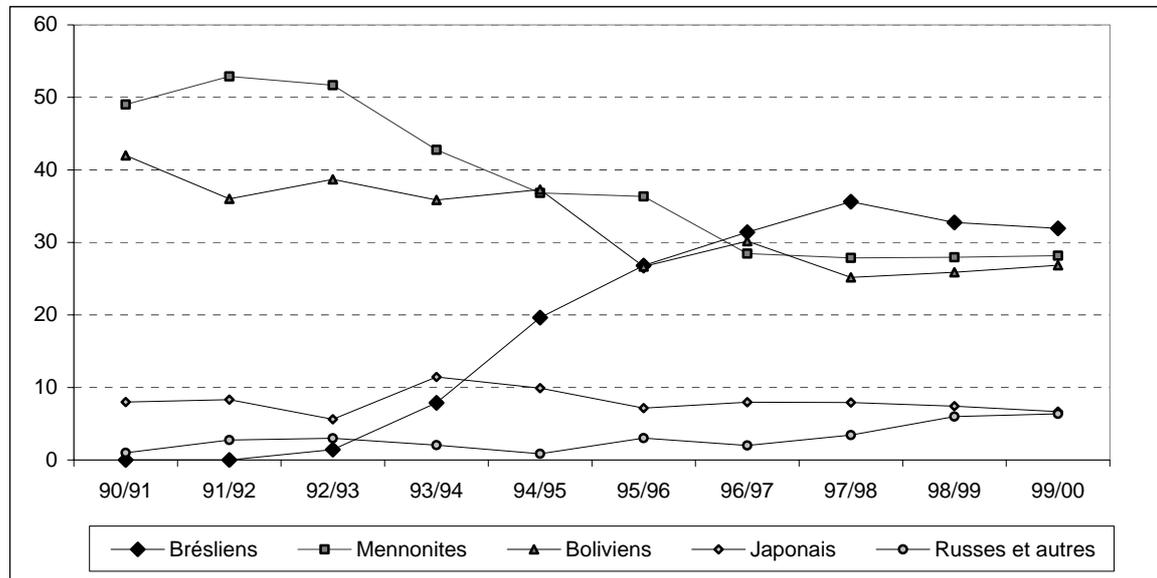
<sup>115</sup> C'est loin d'être le cas de tous. La plupart des *Brasivianos* ne disposent pas de carnet d'identité, qu'ils soient boliviens ou brésiliens.

<sup>116</sup> Benedita Esteves affirme qu'il s'agissait d'une stratégie des parents pour leur éviter le service militaire bolivien, mais les raisons sont plus diverses il me semble. Aujourd'hui, le carnet militaire, parce qu'il est une preuve de nationalité bolivienne, est particulièrement recherché par certains *Brasivianos*. Ils envoient alors leurs fils faire leur service militaire en Bolivie pour pouvoir garder leur petite propriété. Ce fait m'avait été confirmé par le sergent chargé du recrutement des conscrits à Cobija, qui reçoit bon an, mal an, deux à trois jeunes Brésiliens. Entretien réalisé à Cobija avril 2003 Au bataillon Riosinho à Cobija sur les 200 soldats, il y a par exemple un petit Brésilien. Entretien avec le lieutenant colonel Alberto Crespo, réalisé à Cobija le 20 avril 2002. Voir aussi Esteves Gomes, Benedita Maria 2001 *Migrations on the Southwestern Amazonian frontier: a case study of "Brasivianos" and "Biscateiros"*

<sup>117</sup> Cf : Carte des zones de productions de soja, Carte III – 23 Produire du soja, p. 445

superficie totale semée en soja d'été passe subitement de 1,42% à 8%, entre 92/93 et 93/94. Lors de la campagne 1994/95, ils contrôlent déjà 20% de la superficie semée en soja.<sup>118</sup> Les années suivantes, leur part dans le soja se maintient. Ils détiennent un tiers des superficies semées.

**Figure IV-2 : Évolution de la part (en pourcentage) de superficie de soja par nationalité des producteurs dans le département de Santa Cruz.** <sup>119</sup>



### Des Brésiliens qui font bonne figure

Le rôle des producteurs de soja brésiliens a été fondamental dans le transfert des technologies nécessaires au développement de cette culture.<sup>120</sup> À côté des agriculteurs, certains commerçants brésiliens d'intrants et de matériels agricoles ont étendu leur activité dans la région crucénienne. Mais, même dans ce cas là, il serait exagéré de parler d'invasion. Après une croissance fulgurante, les membres de l'ANAPO constatent plutôt un tassement voire un léger repli du nombre de Brésiliens. Ceux-ci avaient souvent acheté les terres à des agents venus les vendre directement au Brésil. Par la suite, la mauvaise qualité de la terre ou l'insécurité de la tenure foncière en ont rebuté plus d'un. Et quelques uns se sont repliés sur leur propriété brésilienne.<sup>121</sup> Ceux qui sont restés ne menacent pas la souveraineté bolivienne. Ils se sont bien intégrés aux structures d'encadrement boliviennes. Ils participent au processus de titularisation pour obtenir la reconnaissance légale de leur terre. Ils s'intègrent au groupement de producteurs, et certains sont même devenus des membres du directoire de l'ANAPO.

<sup>118</sup> Source : Anapo, Unidad De Planificacion Y Analisis Economico 2002 *Datos relevantes de soya, trigo y girasol por tipo de productores*. Notons que nous sommes dans l'hémisphère sud, la campagne d'été se situe au tournant de deux années entre novembre et février.

<sup>119</sup> Source Anapo, Unidad De Planificacion Y Analisis Economico 2002 *Datos relevantes de soya, trigo y girasol por tipo de productores*

<sup>120</sup> 80% des fertilisants utilisés par les producteurs de soja viennent du Brésil. Voir Entretien avec Diego Montenegro Ernest, gérant général de l'ANAPO et Carlos Rojas Amelunge, président de l'ANAPO, le 12 juin 2002 à Santa Cruz.

<sup>121</sup> Entretien avec Diego Montenegro Ernest, gérant général de l'ANAPO et Carlos Rojas Amelunge, président de l'ANAPO, le 12 juin 2002 à Santa Cruz.

## III - L'incapacité ancienne à calmer l'angoisse de dépossession territoriale

Il ne suffit pas de démontrer tout ce que la vision militaire de la frontière a d'exagéré. Il faut tenter de comprendre la raison de sa rémanence dans l'opinion publique, alors que les faits dont elle se nourrit semblent si dérisoires. Elle s'appuie sur un complexe d'infériorité que les Boliviens développent vis-à-vis du Brésil. Elle est aussi un outil pour exprimer son patriotisme. Elle prend argument, enfin, de l'histoire territoriale du pays. C'est donc du côté de la Bolivie, en faisant abstraction du Brésil et de l'histoire commune aux deux pays, qu'il faut regarder. L'angoisse de la dépossession territoriale s'alimente des caractéristiques propres à la frontière orientale. Abandonnée des institutions étatiques, elle semble la proie la plus facile de tous les territoires périphériques de la Bolivie.

### *3-1 L'action des militaires est difficile à la frontière orientale*

Les militaires sont les acteurs et les penseurs de l'intégration nationale. Leur rôle ancien est reconnu par tous. Dès les débuts de la République, ils développent une « vision défensive et territorialiste de l'État »,<sup>122</sup> là où les oligarchies au pouvoir tentent de capturer l'appareil d'État pour lui faire défendre leurs propres intérêts claniques. Il y eut certes des hommes politiques éclairés, capables de penser le territoire national dans son ensemble. Le maréchal Andrés de Santa Cruz (1829-1839) et José Ballivián (1841-1847) qui développa une politique ambitieuse d'occupation de l'Oriente<sup>123</sup> le prouvent. Il y eut, aussi, des *caudillos* militaires peu soucieux de la question territoriale. Le général Melgajero (1864-1871), signataire de certains traités maudits avec le Brésil et le Chili, en est l'exemple caricatural.<sup>124</sup> Mais, sur le long terme, deux conceptions de l'État territorial s'affrontent. C'est au début du XX<sup>e</sup> siècle, lors de l'arrivée au pouvoir des libéraux, que le divorce est le plus total,<sup>125</sup> tandis que la révolution de 1952 rapproche pour quelques temps les militaires et les hommes politiques autour d'un même dessein territorial.<sup>126</sup>

#### ***3-1-1 Les militaires penseurs de l'unité territoriale et de la défense des frontières***

Les militaires prennent argument de ce temps long pour affirmer qu'ils sont les seuls garants de l'unité territoriale et de la défense des frontières. La constitution politique de 1967,

<sup>122</sup> Quintana, Juan Ramón 1999 *Las fuercas armadas en el desarrollo nacional : una vision hacia el siglo XXI*, p. 8

<sup>123</sup> Groff Greever, Janet 1987 *José Ballivián y el Oriente Boliviano*

<sup>124</sup> Je fais référence au traité de 1866 avec le Chili et de 1867 avec le Brésil (voir deuxième partie, chapitre V, paragraphe 3-2 Tenir le Guaporé, perdre le Paraguay).

<sup>125</sup> Albaraccin Millan, Juan 1972 *El poder minero*. Les oligarchies ne s'intéressent plus qu'à la partie du territoire bolivien où se trouve concentrée l'activité minière et bradent les territoires périphériques (traité de 1904 avec le Chili qui scelle définitivement la perte du littoral et traité de Petrópolis de 1903 qui met fin aux ambitions amazoniennes de la Bolivie).

<sup>126</sup> L'oeuvre clef de cette unification territoriale est l'achèvement de la route Cochabamba – Santa Cruz.

modifiée en 1995, confirme ce statut. Le chapitre 7, qui porte sur le régime des forces armées, précise : « les forces armées ont pour mission fondamentale de conserver l'indépendance nationale, la sécurité et la stabilité de la République et l'honneur et la souveraineté nationale. »<sup>127</sup>

### **Les militaires, penseurs et créateurs d'une unité territoriale**

Que les militaires soient les dépositaires d'une certaine vision globale du territoire est un fait démontré par le contrôle qu'ils exercent sur la cartographie nationale. Depuis 1843, année de la fondation de la *Mesa Topográfica Militar*,<sup>128</sup> jusqu'à nos jours, c'est toujours à eux qu'il revient de produire un savoir général sur le territoire. Lorsque des conflits de démarcation naissent entre deux municipes ou deux départements, c'est l'Institut géographique militaire qui doit trancher. Le monopole des militaires sur le territoire est une donnée ancienne. « L'idée que la pensée et le traitement du territoire revient à l'armée est partagée par beaucoup en Bolivie. »<sup>129</sup>

L'unité du territoire, les militaires ne font pas que la penser ou la représenter, ils tentent aussi de la faire surgir. Dans les zones isolées, les bataillons militaires contribuent, tout au long du siècle, à la diffusion d'une culture « nationale populaire » en offrant aux populations isolées un imaginaire national minimum, fait de quelques représentations simplistes.<sup>130</sup> Et le service militaire donne à l'armée un pouvoir incroyable d'intégration sociale.<sup>131</sup> En organisant une migration géographique des conscrits, le service militaire est l'occasion de multiplier les échanges entre les populations orientale et occidentale. La mobilité géographique des conscrits, faible au début du siècle, est mise en pratique à partir de 1940. À la fin de cette décennie, 70% des conscrits changent de département pour effectuer leur service militaire. Cette mobilité atteint son maximum dans les années 70 (les grandes grèves des mineurs la rendent vitale pour la survie du régime, car les garants de l'ordre ne doivent pas être les fils des grévistes). Depuis cette date, elle a légèrement reflué. Mais dans les départements les plus ruraux et les moins peuplés, un tiers des conscrits partent toujours faire leur service militaire dans un autre département, ce qui est encore une belle preuve de la mobilité engendrée par le service militaire, et d'un souvenir de la mission première que c'était donnée l'armée : créer de l'unité et fabriquer du bolivien.<sup>132</sup>

<sup>127</sup> República De Bolivia 1995 *Constitución Política del Estado, Texto Acordado, 1995*, chapitre 7, article 208.

<sup>128</sup> Cette institution participa à l'élaboration de la première carte nationale, la *mapa Linares* de 1859. Voir carte II – 13 et II – 12.

<sup>129</sup> Juan Ramón Quintana, entretien, La Paz le 03/04/03.

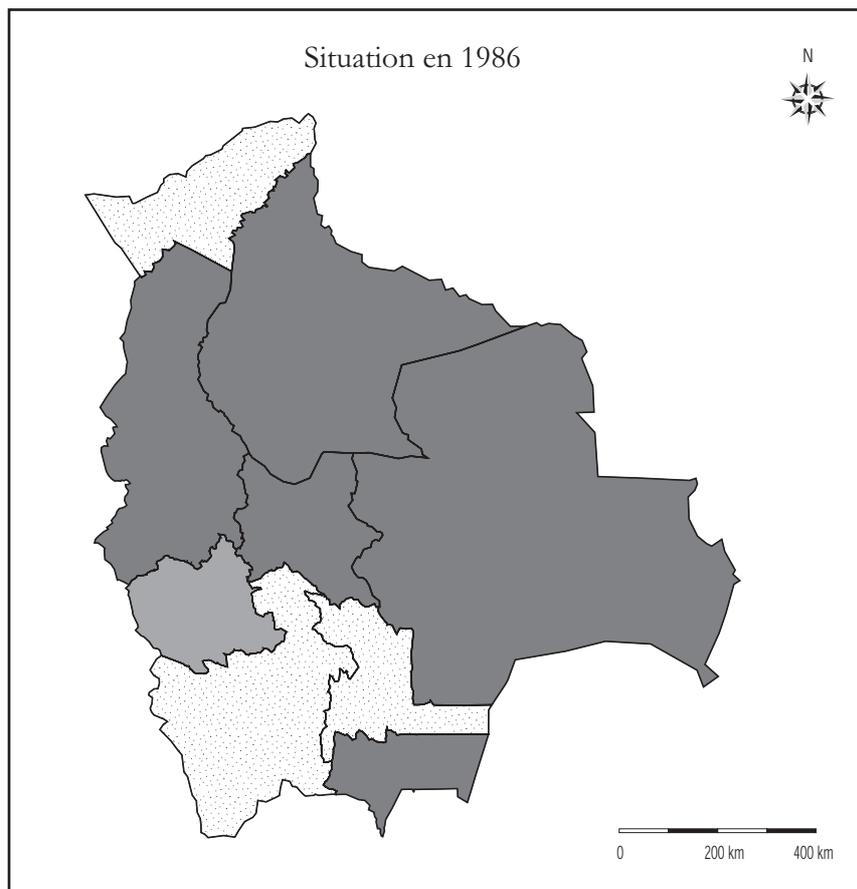
<sup>130</sup> Je reprends le concept de René Zavaleta. Voir Zavaleta Mercado, René 1967 *Bolivia el desarrollo de la conciencia nacional* et Zavaleta Mercado, René 1986 *Lo nacional-popular en Bolivia*.

<sup>131</sup> L'universalisation du service militaire remonte au début du siècle. Elle permet d'intégrer dans la société des citoyens jadis de second ordre. Rappelons que le carnet militaire, permit, 30 ans avant la création de la carte d'identité, d'enregistrer les habitants et de les doter d'un papier administratif d'identité. Aujourd'hui encore, en Bolivie, le carnet militaire est reconnu comme une preuve de nationalité bolivienne. Sur la zone frontalière, il permet d'avoir accès à la régularisation de sa propriété foncière.

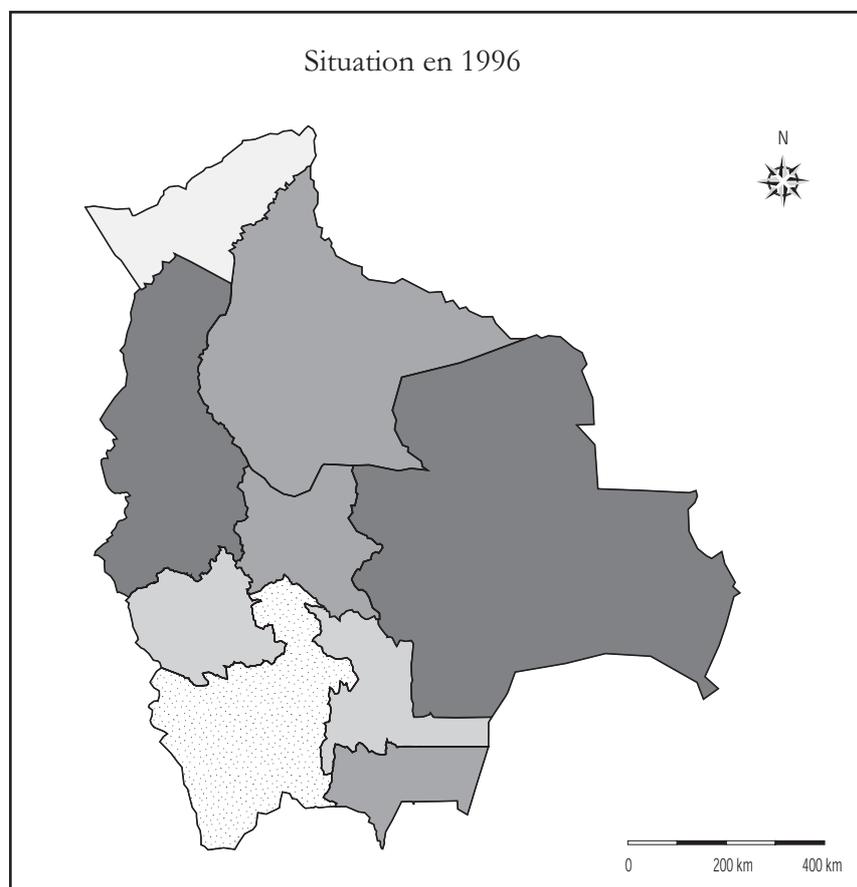
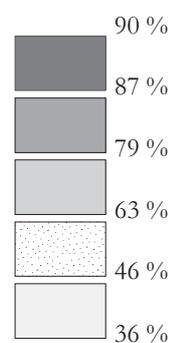
<sup>132</sup> Nous remercions Juan Ramón Quintana pour ces données, fruits d'une enquête non encore publiée sur la Conscription en Bolivie.

## IV - 5 L'armée : une pensée territoriale en action

*Conscription, mobilité géographique et renforcement de l'unité nationale*



Pourcentage de conscrits restés dans le département sur la totalité des conscrits du département



Latitia Perrier Bruslé, 2005  
Source : données fournies par Juan Ramón Quintana  
Fait avec Philcarto - <http://perso.club-internet.fr/philgeo>

## La défense des frontières

Les militaires, à l'origine du mythe de l'unité territoriale, ont tenté de la créer. Ils se sont aussi donnée pour mission de la protéger en plaçant les frontières en défens. Les deux missions sont en fait liées. L'une doit renforcer la cohésion de l'ensemble national en soudant les différents pans désunis de son territoire, tandis que l'autre doit, par l'élaboration de frontière-rempart, assurer l'indivisibilité du territoire en l'isolant du reste. Ces deux objectifs sont fondés sur une même vision du territoire, conçu comme un sanctuaire qui se porte d'autant mieux qu'il est renfermé sur lui-même. Mais, si le discours sur la protection des frontières est rémanent dans la littérature militaire, sa réalisation est, en réalité, fort difficile.

La carte de la mobilité géographique des conscrits montre certes que la propension de l'armée à créer, par le déracinement géographique, du Bolivien avec du Crucénien ou du Pandinois n'a pas disparu. Elle indique aussi qu'elle a fortement régressé. En 1996, les deux poids lourds démographiques du pays, le département de La Paz et celui de Santa Cruz, sont ceux qui envoient le moins de conscrits hors du département. C'est parce que les missions de l'armée bolivienne se sont démultipliées. À la défense de la souveraineté nationale s'est ajoutée la guerre ouverte contre le narcotrafic, le maintien de l'ordre dans les grandes villes du pays et « la garantie de la stabilité du gouvernement. »<sup>133</sup> En conséquence, les deux plus grands départements du pays sont fortement demandeurs de conscrits. Entre le discours ancien sur la protection du territoire et des frontières et la réalité de l'action militaire, le hiatus ne cesse de grandir. 72% des effectifs militaires sont concentrés dans les grandes villes du pays.<sup>134</sup> Officiellement, ils luttent contre les activités délictueuses dans ces villes. Officieusement, ils assurent la continuité du pouvoir politique qui n'a jamais semblé aussi fragile, depuis le retour à la démocratie en 1985. Comme les moyens de l'armée ne sont pas illimités, la défense de la frontière s'en ressent, au moment même où les militaires ont le plus besoin d'elle pour justifier leur place dans la société.

### ***3-1-2 La difficile mise en défens de la frontière***

La mission, il faut bien l'avouer, n'a jamais été facile à remplir. « Rendre l'armée responsable du contrôle et de la vigilance des frontières est une attitude erronée. La Bolivie est une nation qui possède des frontières dilatées. Leur longueur totale dépasse les 6750 kilomètres. Pour rendre effectif un tel contrôle il faudrait être capable de déployer un nombre de bataillons et de soldats incroyable. »<sup>135</sup> C'est sous couvert du ministère de la Défense nationale que les rédacteurs du rapport pour un Plan de tutelle des frontières (Planfront) émettent cet avis pessimiste. Sur le terrain, la faible capacité d'action des militaires, leur manque de moyens et de personnels, convainc

---

<sup>133</sup> República De Bolivia 1995 *Constitución Política del Estado, Texto Acordado, 1995*, article 208. En février 2003, lors des violents affrontements entre la Police et l'armée, on a vu ces derniers prendre le parti du gouvernement et défendre la légalité constitutionnelle, contre les policiers qui semblaient la menacer.

<sup>134</sup> Chiffre donné par Juan Ramón Quintana, entretien réalisé à La Paz le 04/03/2003.

<sup>135</sup> Ministerio De Defensa Nacional 1991 *Bases para un plan tutelar de fronteras ; Plan tutelar de fronteras (Planfront) ; Guía para el desarrollo de provincias fronterizas*, p. 123

du bien fondé de cette remarque, comme de celle du ministre de l'intérieur dépité par l'état des institutions étatiques aux frontières du pays.

### **Encadré IV-1 : La pauvreté des postes militaires frontaliers, une prise de conscience du ministre de l'intérieur en 1991<sup>136</sup>**

#### **Plan Souveraineté**

« Pour commencer je veux vous raconter une anecdote qui a sans doute été à l'origine de ce plan. Nous avons fait une expérience marquante l'année passée à la frontière du Pérou. Nous étions allés à Copacabana pour faire la *Challa*<sup>137</sup> d'une voiture de notre ministère, que nous venions d'acquérir quelques jours auparavant. Nous nous sommes donc rendus au poste policier. Nous y avons trouvé des infrastructures d'une pauvreté extrême. Dans ce petit poste il n'y avait même pas une cuisine pour réchauffer les aliments du faible nombre de policiers que nous avons placés là-bas. Mais ce qui retint le plus mon attention fut la pauvreté de l'équipement militaire. Je m'en rappelle encore parfaitement aujourd'hui. Il y avait cinq armes, et pas une de plus, un pistolet Brony, un M1 en mauvais état, un fusil Mauser qui datait de la Guerre du Chaco, devenu si inutile qu'il servait à bloquer la porte.

Cela fut la situation que je trouvais dans ce poste policier d'une des frontières les plus importantes de notre pays. Bien sûr, toutes les frontières sont importantes, mais compte tenu des flux migratoires irréguliers (appelons-les ainsi) entre le Pérou et la Bolivie et des difficultés que nos forces armées rencontrent pour les contrôler et les freiner,<sup>138</sup> nous ne pouvions pas cesser d'être marqués par le fait que nos postes policiers étaient dans de si pauvres conditions. Je parlais, immédiatement après, de cette situation avec des parlementaires, non pas pour la dénoncer mais pour leur dire la simple vérité : nos frontières, malheureusement, étaient loin de recevoir l'attention qu'elles méritaient de la part des pouvoirs de l'État. »

### **Les Postes Avancées militaires, la défense de la frontière en action**

Prenons l'exemple des postes militaires avancées, les P.M.A. Établis directement sur la frontière, ils ont en charge sa protection. Mais la misère des moyens mis à leur disposition rend leur mission difficile. « Les postes militaires avancés ne disposent pas des moyens nécessaires pour assumer leurs fonctions spéciales sur les différents terrains d'opération. L'appui logistique est précaire en saison des pluies (parce que les voies de communication deviennent inutilisables). Ils manquent aussi d'eau potable et ne possèdent pas, dans la plupart des cas, de moyens de transport pour l'approvisionnement. Ils n'ont pas de postes sanitaires, même pour les premiers soins (ex. Pisiga, Bolivar, Bolpebra, Vila Bela). »<sup>139</sup>

Au poste avancé de Bolpebra, à la trifrontière entre le Pérou, le Brésil et la Bolivie, tout visiteur prend rapidement la mesure de la difficile mission qui échoit aux soldats. Ils sont 9 jeunes conscrits qui forment un escadron encadré par le sergent Carlos Herva. Lorsqu'on demande au sergent ce qu'il fait sur la frontière, il montre une affichette vaguement moisie punaisée au mur en bois de la cahute qui abrite la troupe. « Notre mission est écrite là, noir sur blanc », dit-il

<sup>136</sup> Discours d'introduction prononcé par Guillermo Capobianco, Ministre de l'intérieur, de la Migration et de la Justice, au Séminaire « Noyaux de population pour le développement », organisé par FUNDEMOS (La fondation bolivienne pour le développement de la démocratie et la recherche), La Paz 1991. Voir Capobianco R., Guillermo 1991 *Plan Soberania*, p. 7

<sup>137</sup> La *Challa* est une coutume indienne, teintée de catholicisme (puisqu'on utilise de l'eau bénite) qui consiste à bénir les objets lors de leur première utilisation. Copacabana est un des grands centres de *challa* de l'Altiplano bolivien. C'était un grand centre religieux Inca reconverti en centre religieux catholique grâce à la Vierge de Copacabana.

<sup>138</sup> À cette époque, la vigueur du Sentier lumineux au Pérou et la forte répression de Fujimori entraînaient la migration clandestine de nombreux guérilleros péruvien en Bolivie.

<sup>139</sup> Consejo Supremo De Defensa Nacional 1988 *Politica de fronteras y asentamientos humanos*, p. 15

accompagnant ses dires d'un geste grandiloquent. Avec une belle calligraphie, un conscrit, mieux scolarisé que les autres, a recopié la mission du P.M.A de Bolpebra : « Notre mission est la vigilance et la protection des frontières. Pour cela il faut : 1) donner l'alarme opportune en cas de menace d'agression ; 2) retarder cette avance ; 3) donner des instructions aux soldats ; 4) maintenir le moral des troupes élevé. »<sup>140</sup> Mais le sergent Carlos Herva n'est pas borné. Et si la curiosité du visiteur n'est pas rassasiée par ce bout de papier, il accepte de se montrer plus prolix. Il précise que leur mission est de défendre la sécurité nationale et de surveiller les bornes frontalières. Cela devient intéressant. Aussi l'enquêteur ne peut s'empêcher de poursuivre son interrogatoire : « Concrètement que faites-vous tous les jours dans le poste avancé pour mener à bien cette mission ? » Et le sergent de répondre spontanément. « Concrètement, nous essayons de survivre. La majeure partie de notre temps est consacrée à l'agriculture et à l'entretien des animaux de la basse-cour. »<sup>141</sup>

Survivre, voilà la principale mission des militaires à la frontière. Aller chercher du bois pour la soupe, ramasser la yucca, nourrir les poules et le cochon. En fin de journée, lorsque l'ennui devient pesant, il est encore temps de traverser l'Acre en canoë, pour aller acheter à Assis Brasil, la ville brésilienne en face, quelques bricoles, une boîte d'allumettes, une boisson gazeuse pour fêter l'anniversaire d'un conscrit, un peu de farine. Celui des petits soldats qui aura été le plus méritant pourra accompagner le sergent, tous deux en civil (la souveraineté brésilienne est tatillonne) pour ces courses du soir. Ce sera l'occasion de faire apprendre, à ces enfants de l'Altiplano, les subtilités du maniement des rames sur les fleuves amazoniens. Le spectacle de cette vie bon enfant qui tient un peu du camp de scoutisme et de la colonie de vacances (les conscrits sont si jeunes) ne doit pas faire oublier que, de temps en temps, « des missions de vérification sont organisées pour éviter que les bornes frontalières ne bougent. »<sup>142</sup> À Cobija, le commandant Crespo, le chef du Bataillon, rappelle que si leur mission est bien de surveiller la frontière, les escadrons des postes militaires avancées n'ont pas le droit de s'éloigner de plus de 20 kilomètres de leur base. Comme il y a seulement quatre postes militaires avancés pour toute la frontière du Pando (péruvienne et brésilienne), de larges pans restent dégarnis.<sup>143</sup>

## **La grave question des transports réduit la capacité d'action des militaires**

La petite troupe reste deux mois dans le poste militaire avancé. Et si les soldats aiment bien la vie au poste, ils trouvent plus difficile de s'y rendre. De temps en temps la préfecture prête une

---

<sup>140</sup> C'est le commandant du Bataillon d'Ingénierie VII Rioshino, dont dépend le P.M.A de Bolpebra, qui avait rédigé ce texte en 1992.

<sup>141</sup> Entretien réalisé à Bolpebra, le 1 juillet 2003.

<sup>142</sup> Cette angoisse peut sembler incongrue. On imagine mal une borne frontalière être déplacée. Mais à la frontière entre le Pérou et la Bolivie, proche du terrain d'activité du P.M.A de Bolpebra, le scandale de la disparition de la borne 27 avait fait beaucoup de bruits dans les journaux nationaux. Cette borne avait été posée en 1911 sur les rives d'un fleuve. Elle n'était, en réalité, qu'un tas de pierre. En 2001, une expédition de souverainistes à la recherche de la borne ne la trouve plus (ce qui est peu étonnant). La supposition la plus logique est que ce promontoire de pierre a été emporté par une crue. Mais la presse bolivienne préfère retenir une autre interprétation : celle du déplacement volontaire de cette borne par des colonisateurs péruviens établis illégalement en Bolivie. Le scandale était né de là. Voir par exemple (parce que l'affaire a donné lieu à de nombreux articles). *El Diaro*, 2001 *Hito 27 : las FF.AA deben establecer si hay invasión* (édition du 4 décembre 2001); *La Prensa*, 2001 *Hito 27, límite internacional entre Bolivia y Perú* (édition du 1 décembre 2001) ; *La Razon*, 2001 *Bolivia y Peru negociaran en marzo la reposición del hito 27* (édition du 1 décembre 2001) etc.

<sup>143</sup> Les 4 P.M.A contrôlés par l'armée de terre dans le Pando sont : Extrema, Dolores, San Francisco et Bolpebra (qui est le seul à être situé sur la ligne frontalière elle-même).

voiture pour transporter les soldats jusqu'à l'avancée extrême de la route vers l'ouest, au lieu dit Bioceanico, d'où il reste une grande journée de marche pour rejoindre le poste de Bolpebra. Lorsqu'ils n'obtiennent pas de voiture, ils doivent se résoudre à faire tout le chemin à pied de Cobija à Bolpebra. La question du transport est cruciale. Elle limite fortement l'activité de l'armée à la frontière et sa capacité à la défendre. D'une part, parce que les militaires disposent de peu de véhicules (lorsqu'ils en ont). D'autre part, parce que, en l'absence de route bolivienne, ils sont obligés, comme les autres frontaliers, de compter sur les routes brésiliennes. Cela pose un redoutable problème quant à l'exercice plein et entier de la souveraineté nationale. Un rapport du service secret de la Navale de Cobija insistait sur ce point. « Toutes les unités militaires de *Azul* [la Bolivie] installées le long de la ligne militaire dépendent d'une manière ou d'une autre des unités militaires de *Amarillo* [le Brésil] qui existent dans la zone, parce que, pour arriver à leur base ils doivent transiter par le territoire de *Amarillo*. Ils doivent donc accepter les conditions posées par les militaires de *Amarillo* (par exemple l'impossibilité de porter des armes ou de les transporter jusqu'à leur base par le territoire étranger).»<sup>144</sup> Lorsqu'il n'existe pas de route brésilienne, la souveraineté de la Bolivie est préservée, mais la capacité d'action des militaires est encore plus réduite. Un rapport secret de la Navale de Guayaramerín soulignait cet autre point. « Des groupes de Brésiliens entrent dans le territoire national (...) Dans la plupart des cas, ils sont trop loin des unités militaires. Il est donc très difficile de les contrôler, en raison du manque de budget de notre unité pour effectuer des patrouilles permanentes dans la zone sous notre responsabilité. »<sup>145</sup>

### **Le manque de moyens pour accomplir la mise en défens**

Ajoutons à ces difficultés, celles que rencontrent inévitablement des soldats et des officiers, souvent issus de l'Altiplano, dans un milieu écologique fort différent. Certes, les capacités d'adaptation de l'être humain sont grandes, et celles des militaires boliviens pas moindres que celles des autres. Il n'empêche que la chaleur et l'humidité ajoutent une contrainte supplémentaire pour les conscrits andins. Le sergent Carlos Herva, originaire de Cochabamba, s'est habitué à ce climat. C'est sa troisième affectation dans l'Oriente. Mais il reconnaît que les recrues dont il a la charge souffrent de ces conditions difficiles.<sup>146</sup>

Le grand problème n'est cependant pas lié à l'environnement physique de la frontière orientale. C'est celui du manque de moyens. Pour y remédier, les policiers et l'armée ont, pour une fois, décidé de mettre leur force en commun.<sup>147</sup> En septembre 2004, le gouvernement crée les

<sup>144</sup> Revello Alcoreza, Carlos 1998 *Informe sobre la penetracion pacifica de subditos de Amarillo y su incidencia en nuestra jurisdiccion*, p. 23

<sup>145</sup> Arraya Flores, José 2003 *Informe sobre poblaciones asentadas en la zona fronteriza del Brasil y Bolivia*, p 3.

<sup>146</sup> Rappelons nous que l'administrateur militaire du territoire des colonies se plaignait déjà en 1915 du milieu malsain qui rendait malade bon nombre des soldats. Voir Encadré III-3 et República De Bolivia 1916 *Informe de la delegacion nacional en el territorio de colonias del Noreste al 31 julio de 1915*, p. 60-61

<sup>147</sup> L'inimitié entre les deux corps chargés du maintien de l'ordre la police et l'armée est une donnée ancienne en Bolivie. Le 12 février 2003, des affrontements violents entre la police et l'armée, sur la place Murillo à La Paz, entraînent la mort de 11 policiers et celle de 4 militaires, ainsi qu'une soixantaine de blessés.

Centres nationaux d'attention aux frontières, qui regroupent différentes institutions de l'État.<sup>148</sup> Ils ont, pour le moment, comme principale mission de contrôler les trafics illicites aux frontières (contrebande, narcotrafic etc.). Le fait que la Police et l'Armée y participent dans le cadre d'équipes communes d'appui (*Equipo de Apoyo Conjunto – EAC*) pourrait créer un précédent. Si elle était efficace, cette coopération pourrait éventuellement être étendue à la gestion d'autres questions frontalières.<sup>149</sup>

### ***3-2 Nouvelles orientations de la politique militaire à la frontière, nouveaux échecs ?***

Le manque de moyens reste une question lancinante. Les militaires, sur le terrain, n'ont rien pour assurer leur mission : pas de voitures, pas d'ordinateurs, et à peine de quoi nourrir les troupes. La seule chose dont ils ne manquent pas ce sont des hommes ...ou plutôt les jeunes hommes. Les conscrits ont entre 16 ans et 18 ans. Les cours des bataillons militaires ressemblent fort à des cours de récréation. Les soldats sont le plus souvent dociles, mais certains savent à peine écrire. Que faire, en cas d'invasion, avec une telle armée de bambins, si pauvrement armés ?

Face à un tel constat, les militaires ont dû trouver d'autres réponses que celle de la mise en défens. La première est fort ancienne. Elle consiste à peupler les frontières de Boliviens confirmés qui sauront, en cas d'attaque, faire reculer l'ennemi. Elle n'a pas eu beaucoup de succès, faute de moyens – encore une fois. Dernièrement, les militaires ont proposé une autre stratégie pour défendre les frontières à moindre coût : développer des glacis en s'appuyant sur l'existence des parcs naturels. Il n'est pas sûr que cette dernière parade connaisse plus de succès que les autres.

#### ***3-2-1 L'armée et la défense des frontières : la volonté de créer des frontières vives***

Il n'est pas rare, dans l'histoire, de voir les militaires participer à des entreprises de colonisation.<sup>150</sup> Ce type d'association possède toute sa logique. Les colons et les soldats oeuvrent, consciemment ou inconsciemment, au même but : la défense du territoire. C'est d'autant plus vrai en Amérique du Sud, où les pays sont caractérisés par « un décalage entre l'espace national de droit et l'espace effectivement occupé et intégré. »<sup>151</sup> Un tel écart fait des terres périphériques sous-peuplées des espaces susceptibles d'être facilement envahis par les voisins. Peupler devient donc tout aussi important que de militariser la frontière.

---

<sup>148</sup> La douane nationale, la FELCN\*, la COA\*, la Police, les forces armées, les services de Migration et les services sanitaires.

<sup>149</sup> Sur la création des CEFROS voir La Prensa, 2004 *El gobierno crea una superestructura con seis instituciones : FFAA y Policía combatirán el contrabando en las fronteras* (édition du 24 septembre 2004).

<sup>150</sup> On peut penser dans un tout autre contexte et à une autre époque, à la fonction colonisatrice dévolue aux vétérans de l'armée romaine sur le limes africain.

<sup>151</sup> Foucher, Michel 1991 *Fronts et frontières : un tour du monde géopolitique*, p. 129

## Armée et colonisation

L'armée bolivienne, consciente de ses propres limites, s'est faite depuis longtemps l'apôtre de la colonisation. Il faut occuper les terres de la frontière. Dans le jargon militaire bolivien, on parle de « frontières vives », en rappelant à l'envie que l'exemple, en la matière, vient du Brésil. Une frontière vive est une frontière peuplée, où la masse des Boliviens opposerait une résistance bien plus forte que les quelques postes militaires à l'invasion étrangère, fût-elle pacifique. Mais peupler ne suffit pas. Les difficultés de la vie dans ces zones périphériques pourraient conduire à l'abandon rapide de ces points stratégiques de la part des civils, même les plus patriotiques. Les militaires boliviens doivent donc fournir une aide logistique aux colons pour éviter leur départ vers des terres plus clémentes.

Les militaires possèdent une expérience ancienne en matière de gestion territoriale. Au nord le territoire des colonies du Nord-ouest (centré sur Ríberalta) et le territoire des colonies du Nord-est (centré sur Cobija) sont placés sous administration directe de l'État jusqu'en 1938.<sup>152</sup> Il laisse une large part aux militaires pour le contrôle effectif de cette périphérie. Les militaires vont alors soutenir la fondation de certains noyaux de population et porter secours aux civils. En 1938, la constitution politique de l'État reconnaît explicitement cette fonction aux forces armées. « L'armée est chargée du maintien de l'ordre interne et de la sécurité externe du pays. Elle coopérera à la réalisation des oeuvres de communication, d'infrastructures et de colonisation. »<sup>153</sup> Depuis cette époque, l'armée ne devait jamais cesser de renforcer son rôle dans ce domaine. L'arrivée au pouvoir des militaires en 1964 trouve une justification dans l'application d'un modèle de progrès social et de modernisation du pays assumé par l'armée. Les principales ressources de l'État sont détournées en faveur de cette unique institution qui doit, en retour, assurer des fonctions bien plus étendues que celle de la stricte défense du territoire ou du maintien de l'ordre.<sup>154</sup> Elle intervient dans des domaines forts divers (éducation, santé) et elle vient en aide aux populations isolées de la frontière orientale. Elle construit des routes, entretient des ponts etc. Surtout, les transports militaires aériens (TAM) jouent un rôle fondamental dans l'arrimage de l'Orient au reste du pays.

Dans le même temps, les projets de colonisation des zones frontalières montés ou soutenus par l'armée sont nombreux. Prenons l'exemple, en 1978, du projet de colonisation Puerto Heath – Santa Rosa de Abuná qui avait pour but de créer deux noyaux de population frontaliers, de part et d'autre du Pando (à sa frontière péruvienne et à sa frontière brésilienne). Le projet était ambitieux puisque 100 000 hectares de terres agricoles devaient être lotis dans chacun de ces deux noyaux. Dans le prologue du projet on rappelle que la finalité n'est autre que de développer une frontière

<sup>152</sup> Cette situation où les différents pans du territoire national relèvent de statut divers est classique en Amérique du Sud. Les territoires périphériques ou récemment intégrés à l'état, et perçus pour cette raison plus menacés, sont placés directement sous tutelle de l'administration centrale, qu'elle soit civile ou militaire. C'est le cas du territoire de l'Acre au Brésil, jusqu'à l'érection d'un État. C'est le cas en Argentine, où, par exemple le Territoire national des Andes (*Territorio Nacional de los Andes*) est créé en 1900 dans la Puna de l'Atacama. Voir Benedetti, Alejandro (Compilador) 2003 *Puna de Atacama (Sociedad, economía y frontera)*

<sup>153</sup> Article 169, section 26 "Des force armées". República De Bolivia 1938 *Constitución política*.

<sup>154</sup> Ce nouveau modèle de développement est mis en place avec le soutien des États-unis lors de la guerre froide. Voir Quintana, Juan Ramón 1999 *Las fuervas armadas en el desarrollo nacional : una vision hacia el siglo XXI*, p. 10-11

vive « dans une zone fortement sensible à la pénétration étrangère. »<sup>155</sup> Bientôt « la création de ces centres de peuplement permettra un réel contrôle de la souveraineté nationale. »<sup>156</sup> Las, il n'en fut rien, car ce projet, s'il donna lieu à une débauche d'études, ne vit jamais le jour. Les autres projets de colonisation n'eurent pas plus de succès. La faute en revient, une nouvelle fois, aux moyens limités de l'armée.

## **Le Planfront des années 90 et les autres plans**

Mais les militaires n'en démordent pas. Il faut faire des frontières vides des frontières vives, c'est-à-dire peuplées par des Boliviens pétris de culture nationale. Les années 90 marquent un retour en force de cette théorie. En janvier 1990, un décret suprême donne aux forces armées de la nation le pouvoir de créer des infrastructures sociales et productives (routes, postes sanitaires, écoles, formation de main d'œuvre, préservation de l'environnement etc.) tout particulièrement dans les zones frontalières.<sup>157</sup>

En 1991, le Ministère de la défense met en place le plan de tutelle des frontières (Planfront). Si le contrôle des zones frontalières par les militaires est présenté comme inévitable, il doit s'accompagner d'un développement économique de ces zones. Car le diagnostic est sans appel. « Non seulement la longueur des frontières de la Bolivie joue contre leur défense, mais il faut aussi compter avec leur déconnection, leur état d'abandon, leur vide impressionnant et leur absence de développement qui sont les réels facteurs responsables de la vulnérabilité des frontières.»<sup>158</sup> Il faut donc développer les 32 provinces frontalières. Le plan prévoit la création d'un Conseil national des frontières, placé sous l'autorité d'une myriade de ministères.<sup>159</sup> Les deux organismes exécuteurs sont l'armée et les conseils régionaux de développement.<sup>160</sup> Ce plan ambitieux restera lettre morte,<sup>161</sup> comme ceux qui l'ont précédé.

Cela n'empêche pas les plans de se multiplier dans la dernière décennie du XX<sup>ème</sup> siècle. Le plan *Cambio para todos* du gouvernement de Gonzalo Sánchez de Lozada (1993-1997) donne aux forces armées le rôle de se déployer pour vitaliser les bandes frontalières et occuper les régions qui

<sup>155</sup> Instituto Nacional De Colonizacion 1978 *Informe general sobre el proyecto de colonizacion de fronteras "Puerto Heath - Santa Rosa del Abuná"*, p. 2

<sup>156</sup> Instituto Nacional De Colonizacion 1978 *Informe general sobre el proyecto de colonizacion de fronteras "Puerto Heath - Santa Rosa del Abuná"*, p. 3

<sup>157</sup> D.S. n° 22407, janvier 1990, établis par le gouvernement de Jaime Paz Zamora. Notons que ce décret a été repris dans la loi constitutive (*Ley Orgánica*) des Forces armées, article 13.

<sup>158</sup> Ministerio De Defensa Nacional 1991 *Bases para un plan tutelar de fronteras ; Plan tutelar de fronteras (Planfront) ; Guia para el desarrollo de provincias fronterizas*, p. 123

<sup>159</sup> Les ministères de tutelle sont : le ministère de relations extérieures, celui du plan et de la coordination, de l'intérieur, celui de la Défense, de l'éducation, de la santé, des transports, de l'éducation, de l'habitat.

<sup>160</sup> Les conseils régionaux de développement étaient des instances départementales chargés de la politique d'aménagement et de développement à l'échelle du département. La loi de participation populaire de 1996 qui délègue cette fonction et les ressources aux municipes les fait disparaître.

<sup>161</sup> « Le manque de ressources économiques destinées aux provinces frontalières et les priorités diverses des corporations de développement régionales empêcheront ce plan de s'exécuter dans la dimension globale et intégrale qui avait été prévue à son origine ». Voir Seoane Flores, Alfredo, Orlas Arredondo, Ramiro et Torres Armas, William 2000 *Desarrollo fronterizo construyendo una nueva agenda*, p. 143

présentent des vides démographiques. »<sup>162</sup> Mais rien n'y fait. Ces nouvelles orientations ne donnent pas les résultats spectaculaires escomptés malgré la publicité faite autour d'elles.

### **Au quotidien, les militaires soutiennent les civils**

Les méga-projets de colonisation ne sont plus vraiment justifiés. Trop d'échecs ont montré l'incapacité structurelle de l'État bolivien à soutenir des politiques de colonisation aux frontières. Les plans de développement frontalier, où l'armée est appelée à jouer un grand rôle, ne sont pas plus efficaces. N'allons cependant pas trop vite pour dénier aux militaires toute capacité d'action à la frontière. Sur le terrain, les soldats, même s'ils sont peu nombreux, apportent un soutien précieux aux populations.

Prenons l'exemple de Bolpebra. En 1993, lorsque les premières familles arrivent pour s'installer sur la rive bolivienne de l'Acre, en face d'Assis Brasil, le poste militaire avancé existe déjà. Les militaires vont alors aider les familles à défricher pour pouvoir s'installer. En 1995, elles sont déjà une trentaine qui reçoivent un soutien sans faille de l'armée. C'est cette année là que la communauté est officiellement fondée. Et lorsque, réunis dans un premier conseil communal, ils cherchent à définir une date pour la fête du village, ils choisissent tout naturellement celle de l'anniversaire du commandant Ramiro Encinas qui les a tellement aidé lors de leur installation.<sup>163</sup> Aujourd'hui encore les militaires sont présents au quotidien pour fournir quelques services à la communauté. Le 28 juin 2003, par exemple, tout le monde s'affaire pour préparer la fête du village. On attend la venue du commandant du bataillon de Cobija et de quelques officiels de la préfecture. Aussi il faut nettoyer les allées de terre, construire une estrade, ramasser les papiers qui traînent. Et ce sont les soldats qui remplissent toutes ces tâches. Le lendemain ce seront encore eux qui organiseront le cross autour de Bolpebra, qui ouvrira les festivités.

Les militaires sont donc, dans la mesure de leurs moyens, au côté des civils qui peuplent la frontière. Mais cela ne fait pas d'eux les agents d'une politique ambitieuse de peuplement des frontières. Tout au plus soutiennent-ils les colons qui s'installent par opportunisme non loin de leurs bases.

### ***3-2-2 La stratégie du glacis territorial***

Dernièrement, les militaires ont trouvé une ultime parade pour agir et défendre la frontière à moindre coût : utiliser les zones naturelles protégées comme des glacis territoriaux. Cette nouvelle stratégie possède de nombreux avantages. Le premier est d'organiser la lutte contre l'envahisseur étranger (brésilien en l'occurrence) au nom de motifs plus nobles, ou en tout cas plus universels, que celui de la protection de la souveraineté nationale – suspect d'un nationalisme de mauvais augure. Au Service national des aires protégées (SERNAP), on goûte peu cette idée d'être les agents d'une politique de contrôle territoriale des militaires. Aussi préfère-t-on insister sur l'indépendance

<sup>162</sup> República De Bolivia 1994 *Plan general de desarrollo económico y social de la República*, p. 95

<sup>163</sup> Entretien réalisé à Bolpebra avec José et Maria Gonzalez, le 2/07/03.

de l'institution dans la définition des aires protégées. L'importance du nombre de parcs naturels en position frontalière, les fonctionnaires du SERNAP préfèrent l'expliquer par la faiblesse du peuplement. « On a fait des parcs naturels dans des zones préservées, c'est-à-dire faiblement peuplées. La création d'un parc ne peut être conditionnée par des considérations géopolitiques. »<sup>164</sup> Que le parc naturel du Sud Lípez (établi à la frontière avec le Chili) ait pris le nom du héros national bolivien, Eduardo Avaroa, mort tragiquement en défendant la cause bolivienne contre les Chiliens,<sup>165</sup> semble pourtant démontrer que les considérations géopolitiques ne sont jamais loin, lorsqu'il s'agit des parcs naturels frontaliers. Quoiqu'il en soit, cette utilisation des parcs frontaliers comme glacis territorial (qu'ils aient ou non été conçus ainsi à leur origine) pose certains problèmes.

### **Limite de cette politique : déléguer aux ONG environnementalistes**

Des ONG internationales environnementalistes font le jeu de l'armée en assurant le contrôle des territoires protégés. C'est le cas de la fondation *Amigos de la Naturaleza* (FAN Bolivia) qui gère le plus grand parc naturel de la Bolivie, le parc Noël Kempf Mercado, d'une superficie de 1,523 millions d'hectares.<sup>166</sup> Deux idées président à sa création en 1979 (entérinée par un décret suprême)<sup>167</sup> : « conserver la « meseta Guachaca et lutter contre la pression brésilienne en face », selon les termes de Gonzalo Pena Belho, le directeur actuel du parc.<sup>168</sup> Et il ajoute, « la Bolivie n'a jamais développé une politique agressive d'occupation territoriale comme l'a fait le Brésil. Les aires protégées et les TCO\* sont des instruments pour protéger notre territoire. »<sup>169</sup> Les organismes de gestion des parcs, plus présents sur le terrain, sont donc mieux au fait que le SERNAP des enjeux géopolitiques des parcs frontaliers.

Tous s'accordent à dire que la création du parc Noël Kempf a entraîné une baisse du nombre d'entrées illégales de Brésiliens sur la rive bolivienne de l'Iteñez/Guaporé. Auparavant, les *garimpeiros*, chasseurs, forestiers, tous brésiliens étaient nombreux à passer la frontière à la recherche de ressources naturelles. « Avant, les Brésiliens traversaient le fleuve qui faisait frontière. Mais le parc a permis de freiner ce type d'incursions tandis qu'au nord [à l'extérieur du parc], l'or des rivières est toujours exploité par les Brésiliens », affirme par exemple Fredy Miranda, ingénieur de *Conservación Internacional*, une autre ONG oeuvrant à la protection de l'environnement en Bolivie.<sup>170</sup> Le directeur de Noël Kempf est plus précis encore. « Les Brésiliens venaient dans le parc pour exploiter le bois (dans la région du rio Verde et de Las Ganas). Dans les années 80, ce flux était important et la déforestation rapide. L'essence *caoba* était la plus recherchée. Ils utilisaient pour se faire les routes privées des grandes propriétés brésiliennes qui arrivaient jusqu'à la frontière. Grâce à

<sup>164</sup> Entretien avec Mario Diego Lilingfield directeur intérimaire du Sernap, le 20 mars 2003.

<sup>165</sup> Voir Première partie, Chapitre I, paragraphe 2-1-2 Les voisins menaçants. Et Baptista Gumucio, Mariano 1978 *Que se rinda su abuela carajo! : vida y epifanía de Eduardo Avaroa*

<sup>166</sup> À sa création en 1979 le parc à une superficie de 541 200 hectares. Il s'appelait alors Parc national Huanchaca. En 1988 la loi n°978 le rebaptise Parc Noël Kempf Mercado (en l'honneur du scientifique bolivien mort dans le parc lors d'une opération anti-drogue voir encadré III - ) et augmente sa superficie de quelques 160 000 hectares. En 1996, ses limites sont une nouvelle fois repoussées. La superficie actuelle est de 1 523 446 hectares.

<sup>167</sup> D.S. n° 16646 du 28 juin 1979.

<sup>168</sup> Entretien avec Gonzalo Pena Belho réalisé à Santa Cruz, juin 2002.

<sup>169</sup> Entretien avec Gonzalo Pena Belho réalisé à Santa Cruz, juin 2002

<sup>170</sup> Entretien réalisé à La Paz avec Fredy Miranda, le 10 mai 2002.

l'installation du parc, ces mouvements ont fléchi. Entre 1993 et 1995, les derniers grands problèmes d'incursions brésiliennes sont enregistrés. Ce qui est sûr, en revanche c'est qu'il ne s'agissait pas de Brésiliens installés dans la zone, mais uniquement d'entrées illégales perpétrées pour voler le bois.»<sup>171</sup>

Tout dans ce discours indique que les membres de la FAN, en charge du parc Noël Kempf, ont intégré les objectifs de contrôle frontalier voulus par les militaires. Peut-être n'est-ce là qu'un simple opportunisme, lié au fait que les deux volontés, celle de préserver l'intégrité territoriale et celle de conserver l'environnement convergeaient pour condamner les Brésiliens qui menaçaient tout autant la forêt que la souveraineté bolivienne ? Ce qui est sûr c'est que la coopération entre les forces armées et l'ONG est constante. « Nous avons un système de surveillance efficace du parc à présent. Comme il n'y a pas de routes, nous effectuons des virées en avion pour surveiller les entrées illégales. Dès qu'on en repère une, on prévient l'armée (la 8<sup>ème</sup> division de l'armée de terre). Les militaires viennent alors en hélicoptère ou en avion, et cela suffit en général à faire partir les Brésiliens. »<sup>172</sup>

Tout le monde trouve un avantage à cette coopération. Pourtant, certains soulignent aussi le danger que représente, pour la souveraineté nationale, la délégation de la fonction de surveillance territoriale à une ONG privée. Théoriquement « la Fondation des Amis de la Nature (FAN) est une organisation privée sans but lucratif, fondée en 1988 et qui défend la conservation de la biodiversité en Bolivie pour contribuer au développement durable de la planète.»<sup>173</sup> Dans les faits, la FAN est financée par des organismes internationaux. Sa dimension bolivienne n'est donc qu'une façade.<sup>174</sup> Au VIMADI, l'organe du ministère de la Défense en charge du développement frontalier, on préfère, faute de solution de rechange, ne pas trop s'interroger sur le caractère bancal de cette association entre des intérêts privés internationaux et l'armée bolivienne. Le Major Veliz, de l'unité environnement du VIMADI est assez serein. « Les ONG apportent l'argent, le Service national des aires protégées contrôle, il n'y a aucun danger pour la souveraineté dans cet arrangement. »<sup>175</sup>

### **Les militaires tentent de reprendre un certain contrôle**

À cet accroc à la souveraineté nationale s'ajoutent d'autres problèmes qui incitent les militaires à tenter de reprendre en partie le contrôle des parcs naturels. Les gardes forestiers, qui sont censés protéger le territoire contre les incursions étrangères, sont peu nombreux. Ils sont 238 pour l'ensemble de tous les parcs et réserves boliviennes.

---

<sup>171</sup> Entretien avec Gonzalo Pena Belho réalisé à Santa Cruz, juin 2002

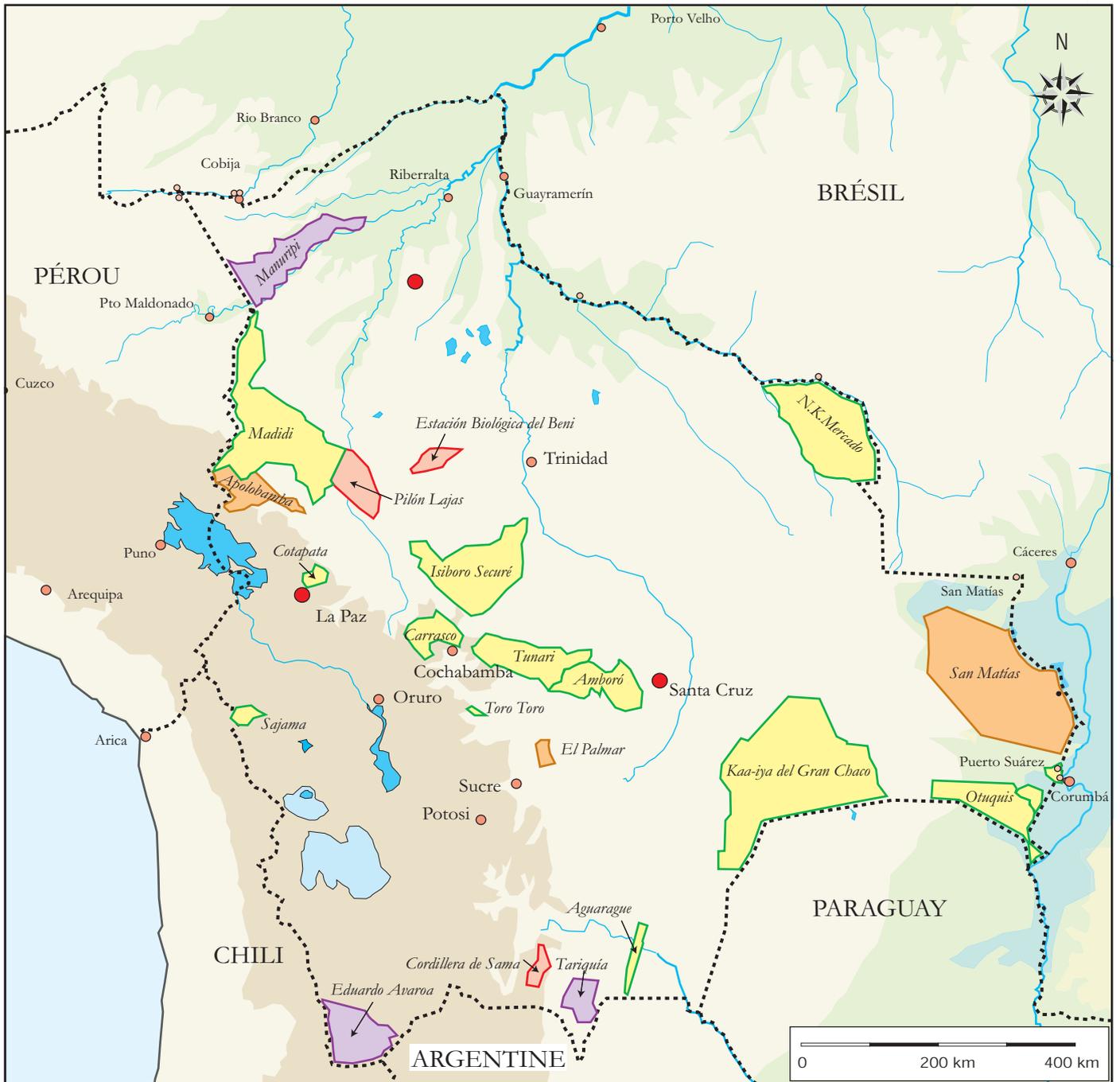
<sup>172</sup> *Op. Cit.*

<sup>173</sup> <http://www.fan-bo.org>

<sup>174</sup> Les principaux donateurs sont : TNC (The Nature Conservancy) ; la Fondation John D. Y Catherine T. Macarthur ; le PNUD (programme des nations unies pour le développement) ; l'ARCA (Alliance régionale pour les Politiques de conservation en Amérique Latine et aux Caraïbes); le WWF (World Wild Life Fund); le DFID (Programme de recherche forestière) ; la GTZ (coopération allemande) ; USAID (coopération états-unienne) ; l'Ambassade du Danemark; BIOPAT (Patrons for Biodiversity) ; WINROCK Internacional et CI (Conservation International)

<sup>175</sup> Entretien avec Mayor Veliz, réalisé à La Paz le 19/03/2003

## IV-6 Les parcs naturels en Bolivie *Un glacis contre l'invasion pacifique ?*



*Latitia Perrier Bruslé 2004 Source : SERNAP 2004*

### I - Organisation de l'espace

- Ville importante ●
- Ville moyenne ○
- Petite ville de la frontière ◦
- Frontière internationale .....

### II - Les parcs naturels : des statuts différents

- Parc national
- Réserve nationale
- Réserve biologique
- Aire naturelle de gestion intégrée

Dans le parc Otuquis (900 000 hectares) ils ne sont que 4 ; l'aire naturelle de gestion intégrée San Matías (2,9 millions d'hectares) en compte 8, tandis qu'ils sont 20 dans la réserve nationale Manuripi.<sup>176</sup> Ces gardes forestiers se trouvent, d'autre part, fort démunis lorsqu'il s'agit de déloger des étrangers. Ils ne sont jamais armés. Ils sont choisis parmi les membres des communautés vivant dans l'aire protégée et n'ont souvent pas l'aplomb qu'il faudrait pour s'opposer aux entrées de Brésiliens. Par ailleurs, ils ont moins de raison que les militaires de les craindre, car ils les ont toujours connus dans la région et leur présence leur semblent naturelle.

Aussi les militaires souhaiteraient intervenir plus directement dans la protection des parcs frontaliers. Dans ce domaine l'accord prévu entre le SERNAP et l'armée bolivienne (régiment militaire du Pando) pour la surveillance du parc Manuripi constitue un précédent. En avril 2003, il n'avait pas été signé par les autorités compétentes (le directeur du SERNAP et le commandant du bataillon d'ingénierie VI Riosinho de Cobija) mais il était déjà totalement rédigé. Son titre était « Accord de soutien pour le renforcement institutionnel entre l'armée bolivienne et le SERNAP. » L'article 4 précisait que « l'accord permettrait la mise en place d'actions de soutien et de renforcement institutionnel à la frontière avec la république du Pérou (...) Le poste militaire Dolores, situé sur le Manuripi, pourra participer à ces actions. »<sup>177</sup>

Au ministère de la défense, on soutient ce type d'accord, dans le cadre du VIMADI, le Vice-ministère de soutien au développement intégral fondé en 1997.<sup>178</sup> Un décret suprême est en projet. Il devrait autoriser une intervention plus active des forces armées dans les domaines de l'administration et de la sécurité des parcs.<sup>179</sup> Au VIMADI, on rappelle aussi que le règlement général des Aires protégées précise que, lorsque celles-ci se trouvent dans des zones de frontière, « leur protection doit être le fruit d'une coordination avec les forces armées de la nation sur la base d'un accord signé entre les deux institutions. »<sup>180</sup> Mais pour l'instant aucun accord général n'a été signé pour fixer les conditions d'application de cette règle. Les militaires du VIMADI le déplorent, car cela serait un moyen d'intervenir plus activement dans la protection de l'environnement et surtout dans celle des frontières. Au SERNAP, l'empressement est certes moins grand. Le projet d'accord avec le parc Manuripi, que le directeur de ce parc garde précieusement,<sup>181</sup> a été égaré dans les bureaux centraux à La Paz. Le directeur juridique du SERNAP en a un vague souvenir, mais le brouillon a disparu.<sup>182</sup> L'utilisation des parcs frontaliers à des fins de protection du territoire pose

---

<sup>176</sup> Données SERNAP, fournies par Audrey Dupreich, agent technique du SERNAP, entretien réalisé à La Paz le 20 mars 2003.

<sup>177</sup> Le poste militaire Dolores est un des quatre postes militaires avancés géré par le Bataillon d'ingénierie VI Riosinho de Cobija.

<sup>178</sup> Le VIMADI a été fondé pour « élaborer des politiques et des stratégies de soutien des forces armées au développement intégral du pays, particulièrement dans le domaine de la lutte contre la pauvreté, la préservation de l'environnement et le soutien aux aires frontalières. », voir plaquette de présentation du VIMADI.

<sup>179</sup> Entretien Mayor Veliz, Unité Environnement, VIMADI, réalisé à La Paz le 19/03/03.

<sup>180</sup> D.S. n°24781 relatifs au règlement général des aires protégées du 31 juillet 1997. (tire 1, chapitre II, article 11). L'article 87 de ce même règlement affirme « l'obligation des forces armées et de la police, sous responsabilité du Sernap, de prêter en cas de besoin soutien à ceux qui leur demande pour prévenir ou repousser les incursions ou actes attentatoires contre l'intégrité et l'inviolabilité des aires protégées. »

<sup>181</sup> Entretien avec Pedro Gomez, directeur de la Réserve nationale Manuripi réalisé à Cobija, 04/04/03.

<sup>182</sup> Entretien avec le chef du service juridique du SERNAP, réalisé à La Paz, le 20 mars 2003.

donc de nombreux problèmes encore non résolus. Les prochaines années diront si elle peut-être une alternative crédible à la mise en défens des frontières.

### **Le plan *Soberanía* du Pando, un exemple de dérive de la stratégie militaire**

Si nous pouvons difficilement nous prononcer sur le devenir d'une telle alliance entre la protection de l'environnement et celle des frontières, il faut rappeler qu'elle a donné lieu, dans le passé, à certaines dérives. C'est le cas du plan souveraineté dans le Pando qui autorisa l'installation de concessions forestières sur tout le pourtour de la frontière de ce département.

En juin 1994, le « Plan souveraineté, conservation et développement » est finalisé. Le Centre de développement forestier décentralisé du Pando (CDF-Pando) sélectionne des entreprises forestières qui auront pour mission de s'installer sur la frontière dépeuplée afin de la protéger des incursions étrangères et des menaces que celles-ci font peser sur le patrimoine forestier et sur l'intégrité territoriale.<sup>183</sup> Résultat, quelques 2,14 millions d'hectares sont cédés en concession à 19 entreprises forestières boliviennes.<sup>184</sup> Les intérêts souverainistes sont loin d'être les seuls en jeu dans ces concessions. Ils ont même plutôt servi de prétexte à des concessionnaires forestiers à la recherche de nouvelles zones d'exploitation. Ricardo Shimokawa, préfet du Pando, se rappelle des dessous de cette affaire qui eut lieu à une époque où il n'était qu'un simple ingénieur forestier. « Tout a commencé en 1992. La pause écologique était déclarée en Bolivie.<sup>185</sup> L'État n'avait plus le droit de donner des terres forestières en concession. Le seul moyen de se développer, pour les forestiers, était d'obtenir des terres en compensation d'autres terres qu'ils rendaient à l'État. Ils abandonnaient ainsi des concessions qui n'étaient plus productives, sans que la superficie des terres en exploitation forestière ne change à l'échelle nationale. Dès 1992, grâce à ce système d'échange on passe de 4 concessions forestières dans le Pando à 15. »<sup>186</sup> Le développement rapide des concessions forestières du Pando, en période de pause écologique, ne devait pas être du meilleur effet. Aussi, pour parer à toute critique, les concessionnaires utilisent le prétexte, imparable, de la défense de la souveraineté. « En 1993, ajoute le préfet du Pando, les forestiers eux-mêmes proposent le nouveau schéma de Développement forestier qu'ils ne tardent pas à soumettre aux organes nationaux sous le nom de *Plan Soberanía*. En réalité, après les déconvenues qu'ils ont rencontrées dans le nord du département de La Paz, les forêts du Pando sont devenues leur Eldorado. Sous couvert de défendre la souveraineté, les concessionnaires espèrent bien trouver dans cette région une plus forte densité d'espèces de valeur. Ils seront détrompés par la suite, car le Pando n'est pas aussi riche qu'ils l'avaient cru. »<sup>187</sup>

<sup>183</sup> Voir Urioste, Miguel et Pacheco, Diego 2001 *Las tierras bajas de Bolivia a fines del Siglo XX*, p. 58. À noter que Sergio Ruiz date le plan souveraineté de 1993, et que le schéma final de ce plan dessiné par le CDF-Pando date de juin 1995. Voir Ruiz, Sergio 2004 *La nueva administración de tierras y bosques en el norte amazónico boliviano* et Centro De Desarrollo Forestal - Pando 1995 *Plan Soberanía, Conservación y desarrollo*.

<sup>184</sup> Ruiz, Sergio 2004 *La nueva administración de tierras y bosques en el norte amazónico boliviano*, p. 53.

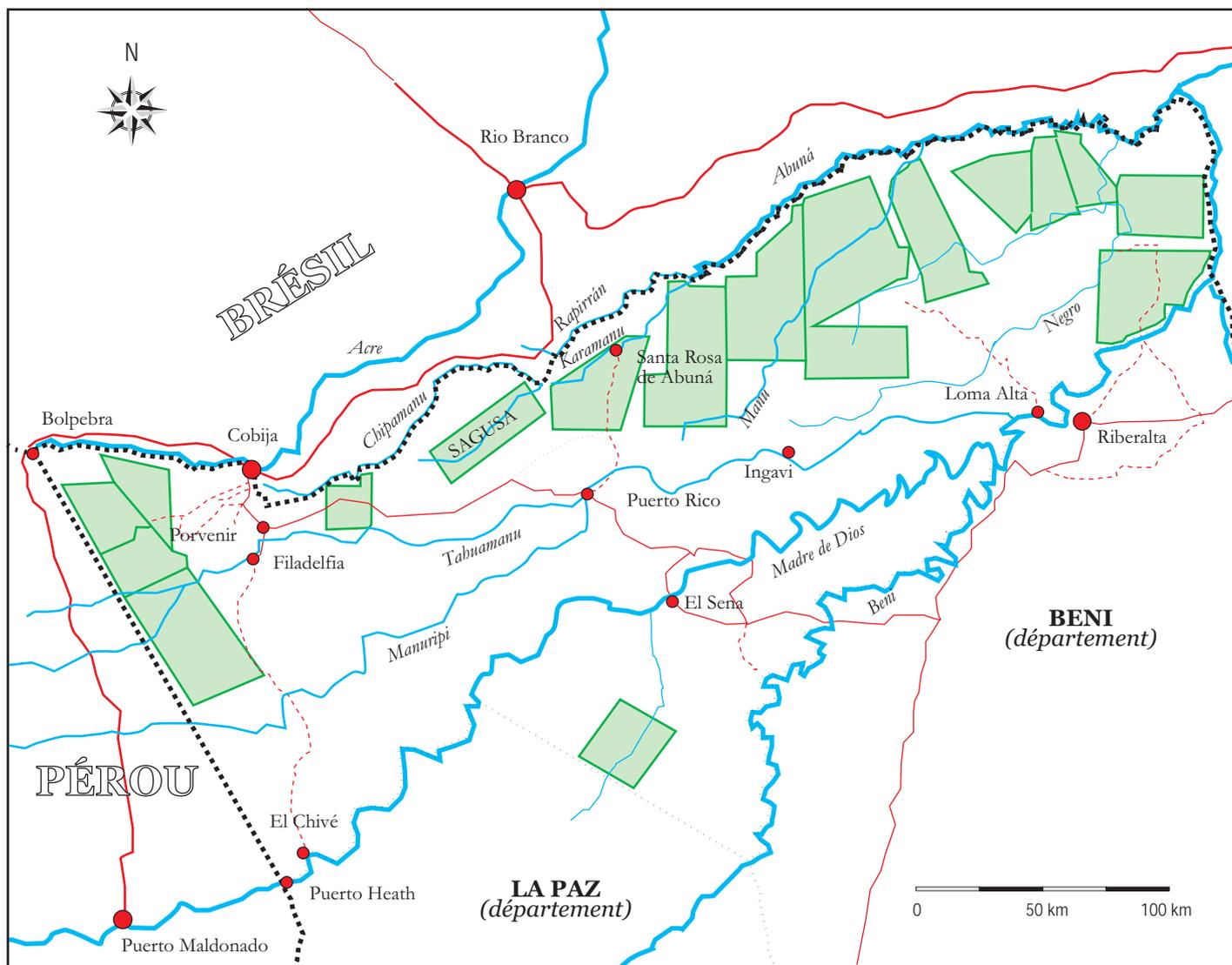
<sup>185</sup> Entre 1990 et 1995 la pause écologique est déclarée en Bolivie (D.S. n°22884). Elle interdit toute nouvelle distribution de terre fiscale. Voir Aguilar, F., Vasquez, E. et Andaluz, A. 1996 *Evaluación de la Aplicación del Decreto de Reglamentación de la Pausa Ecológica Histórica, Sector Forestal (DS. 22884)*.

<sup>186</sup> Entretien réalisé à Cobija avec Ricardo Shimokawa le 14/04/2003.

<sup>187</sup> Entretien réalisé à Cobija avec Ricardo Shimokawa le 14/04/2003.

## IV-7 : Le plan Soberanía dans le Pando

### Les concessions forestières au secours du territoire ?



*Laetitia Perrier Bruslé 2004*  
 Source : Plan départemental de desarrollo forestal de Pando, 2001

#### I - Un faible aménagement du territoire dans le Pando

- Route asphaltée ———
- Route praticable toute l'année ———
- Piste - - - - -
- Ville ●
- Village, communauté ●
- Rivières, des axes de communication essentiels ~~~~~

#### II - Les concessions forestières, Une stratégie de mise en défens

- Frontière internationale - · - · - · - · - · - · - · - ·
- Limite départementale · · · · ·
- Concessions cédées en 1992/1995 ■

Voilà la souveraineté nationale entachée par cette alliance avec des intérêts mercantiles. Malgré ces origines douteuses, cette bande continue de concessions forestières boliviennes ne joue-t-elle pas le rôle d'une zone tampon vanté par ces promoteurs ? La réponse est négative. Les concessions n'ont assurément pas les effets bénéfiques escomptés en terme de défense territoriale. « Les Brésiliens étaient déjà sur la concession au moment où nous sommes arrivés. Même si la loi forestière de 1997 nous oblige à protéger les aires données en concession des installations intempestives, dans la réalité nous n'avons rien pu faire pour les chasser », affirme Antonio Banderas, le gérant de l'entreprise Sagusa, qui possède une concession dans le Pando (à l'est du Bolsón de Rapirrán).<sup>188</sup> Les concessions ne protègent pas de la pénétration pacifique brésilienne. Il y a pire, aux yeux des souverainistes tatillons. Elles ont parfois pour effet de l'encourager. En effet, les forestiers sont maîtres de tous les produits forestiers dans leur zone. Ils n'exploitent pas eux même la *castaña*, mais sont souvent tenté de laisser entrer les collecteurs brésiliens. En échange, ceux-ci leur reversent 10% de la valeur des *castañas* collectées dans leur zone. L'entreprise Sagusa a aménagé 30 kilomètres de pistes forestières sur sa concession de 70 000 hectares. Ces pistes sont autant de voies de pénétration pour les collecteurs brésiliens. Dernier point, la plupart des entreprises forestières qui ont investi dans le Pando sont aujourd'hui en banqueroute. Elles ne s'acquittent plus depuis longtemps de la patente forestière (fixée à 1 dollar par hectare et par an). Certaines ont déjà abandonné leurs installations.<sup>189</sup>

## Conclusion

Les tenants d'une mise en défens de la frontière ont donc de nombreux arguments pour eux. Ils sont tous fondés sur les différences qui séparent la Bolivie du Brésil. En réalité, le jeu qui consiste à comparer les deux pays n'est pas anodin. Lorsqu'il est mené par les Boliviens, il en devient quelque peu masochiste. Une telle différence trouve, en Bolivie, une résonance particulière en raison des grands mythes fondateurs de la vulgate géographique : l'angoisse de la dépossession territoriale, le devenir toujours incertain du pays, les voisins agressifs, l'histoire territoriale comme preuve de la fragilité de la Bolivie etc. La prégnance de tels mythes permet de comprendre l'attention que l'on porte aux voisins, et tout particulièrement au plus grand et au plus puissant d'entre eux.

<sup>188</sup> Entretien réalisé à Cobija avec Ricardo Shimokawa, le 14/04/2003. José Luis Forero, administrateur de la Superintendance forestière de Cobija tient les mêmes propos. « Le Plan souveraineté a été mis en place dans le cadre du Ministère de l'agriculture et d'élevage. Des concessionnaires qui avaient des zones dans le département de La Paz et du Beni ont obtenus en compensation des zones dans le Pando Le plan souveraineté date de 1994, avant c'est sûr il n'y avait pas toutes ces concessions sur la frontière. La décision est venue du gouvernement de Gonzalo Sánchez de Lozada à l'époque où la pause écologique était encore en vigueur - ce qui interdisait de donner de nouvelles terres en concession, et ce jusqu'à 1995. Le ministère de la Défense n'est pas intervenu. En réalité l'histoire de la souveraineté n'était qu'une justification des entrepreneurs forestiers qui voulaient entrer dans la zone du Pando. C'était une forêt primaire préservée – ils pensaient trouver la bas des espèces très riches. Mais ils ont été un peu déçus. Ils voulaient de la *mara*. Non vraiment la souveraineté fut un prétexte. » Entretien réalisé à Cobija avec José Luis Forero, le 07/04/2003.

<sup>189</sup> Economía Santa Cruz, 2003 *Los madereros deben \$us 9 millones al Estado* (édition du 20-26 avril 2003)

Cette observation sans concession du Brésil convainc de la nécessité de mettre la frontière orientale en défens. Un pays si puissant, par la simple pression qu'il exerce du fait de sa taille pourrait déstabiliser son petit voisin. Comme un éléphant dans un magasin de porcelaine, il est capable de faire plier le fragile édifice bolivien. Pourtant, il n'y a pas beaucoup de brasilianophobie dans ces discours, même ceux des militaires qui sont les plus virulents. Du Brésil, on ne retient que la perfection géographique, la force de la nation ou encore le haut niveau de développement économique. Le Brésil est, vu de Bolivie, comme la *success story* sud-américaine. On est loin des propos agressifs tenus contre le Chili. Ce fait suffit à confirmer que la relation entre la mise en défens du territoire, la représentation des voisins et le nationalisme est plus complexe qu'il n'y paraît a priori.

À propos de la frontière avec le Brésil, l'appel à la mis en défens n'est pas un prétexte pour faire croître la peur de l'autre. Il ne s'agit, pas plus, de trouver un bouc émissaire pour raviver le patriotisme. Ce n'est pas tant la haine du voisin, que la nécessité intrinsèque de s'en protéger qui l'emporte. Tout dans la relation boliviano-brésilienne renvoie à la Bolivie. Pour grandir et se perpétuer, elle doit s'isoler du puissant voisin. « Si l'État se révèle faible, si la nation tarde et tardera à s'intégrer, l'armée, les bornes frontières et la puissance de certains voisins vont justifier l'existence du Pérou. »<sup>190</sup> Le cas de la Bolivie n'est pas différent. Ce n'est pas contre le Brésil que l'on construit la frontière, mais pour renforcer la Bolivie. Cette relecture de la question frontalière, dont les échos se font ressentir dans l'ensemble de la société civile, trouve dans les écrits militaires une source d'inspiration fondamentale. L'armée bolivienne a certes bien des intérêts propres pour promouvoir une telle vision paranoïaque de la frontière orientale, décrite comme envahie, occupée, placée sous la tutelle du Brésil. Mais ne l'enfermons pas dans une attitude purement corporatiste. Elle ne cherche pas seulement à défendre, de façon cynique, la reproduction d'un groupe social écarté du pouvoir politique. Elle fonde aussi son analyse sur une représentation particulière du territoire envisagé comme un sanctuaire qui se porte d'autant mieux qu'il est isolé de ses voisins. C'est un moyen de faire surgir de ce corps territorial désarticulé une unité. La création de la patrie est une obsession constante de l'armée, et il est certain que dans les premiers temps de la vie indépendante elle fut la seule à la promouvoir. Le maintien des frontières et l'intégrité territoriale fonde sa légitimité historique. Elle assume aujourd'hui pleinement cette double mission, car elle accompagne l'édification d'une nation bolivienne. La possession d'un territoire inviolable est le meilleur moyen de la faire surgir.

Concluons sur un paradoxe. L'armée, quels que soient les moyens envisagés, se révèle incapable de mettre effectivement en défens le territoire. Elle va même jusqu'à exagérer la menace qui pèse sur son intégrité. Les *Brasivianos* sont à ses yeux des suppôts de l'impérialisme brésilien, alors que la réalité ne montre que de pauvres hères bien incapables d'organiser un quelconque mouvement de conquête. Voilà donc les militaires qui donnent le bâton pour se faire battre et qui exagèrent l'invasion alors même qu'ils sont incapables de la contrôler. Si cette attitude répond à des

<sup>190</sup> Collin Delavaud, Claude 2000 *Pérou : quel nationalisme dans un Etat et une nation mal consolidés ?*, p. 143

objectifs de géopolitique interne à court terme (capter de nouveaux moyens financiers, confisquer certaines prérogatives aux autres institutions de l'État), elle témoigne aussi d'une schizophrénie militaire.

En attendant, les frontaliers tentent de trouver par d'autres arrangements un moyen de rester boliviens en vivant aux côtés de l'immense Brésil. Dans l'éventail des attitudes qu'ils adoptent, une ligne de fracture départage clairement les nouveaux frontaliers des vieux habitants. Les premiers sont imprégnés de cette relecture paranoïaque de la frontière, qui, pour être fondée sur une interprétation faussée des faits, ne se développe jamais mieux que loin de la réalité frontalière. Sous l'influence de ce discours et armés d'un solide sentiment national forgé au plus près du pouvoir central, ils vont bolivianiser les terres frontalières.

**Photo IV - 1 : Les militaires occupent la place**



*Sur le mur de la caserne de San Matías. L'armée au secours de la patrie*

*San Matías - 21 sep. 2003  
Revue militaire pour l'anniversaire du département*



*Guayaramerín, juillet 2002, revue militaire de la Navale*



De tous les corps de l'État, l'armée est celui qui est présent depuis le plus longtemps sur la frontière. Les jours de fête, ils peuvent aligner des bataillons entiers de conscrits. Marins du Mamoré, d'un côté, soldat du Pantanal, de l'autre, ils sont souvent venus de loin pour tenir et assurer la présence des forces de la nation sur les frontières.

**Photo IV - 2 : Poste militaire avancé sur la frontière, grandeur et misère**



*Bâtiment principal, jour de lessive*



*Cuisine : un soldat prépare la soupe.*



*Sergent du P.M.A à la pointe la plus septentrionale de Bolivie - confluence entre un petit arroyo et l'Acre*

La vie dans les P.M.A. ressemble un peu à celle d'un camp de scouts. Sans doute la jeunesse des conscrits renforce-t-elle cette impression. Et pourtant, derrière cette ambiance bon enfant, les militaires s'attèlent à une mission nationale : la défense de la souveraineté. Le sergent, en tenue civile parce qu'il doit se rendre au Brésil faire des courses, pose fièrement à la pointe nord de la Bolivie. L'attitude hiératique, les bras croisés et les pieds écartés ne laissent aucun doute : c'est bien pour tenir la Bolivie qu'ils sont là.

**Photo IV - 3 : Les soldaditos de la frontière**



*Conscrit nettoyant la rue principale de Bolpebra, le 28 juin 2003 - jour de la fête de la communauté*



*Conscrit du P.M.A. de Puerto Rapirran venu chercher du diesel pour le "peque-peque", à Placido de Castro (Brésil). Mais il se fait tard, il est temps de rentrer à la base.*

**Photo IV - 4 : Le front de l'élevage de l'Acre**



*Entrée d'une fazenda brésilienne sur la route de Brasília à Rio Branco. Le taureau est de pierre. Une statue à la gloire de l'élevage.*

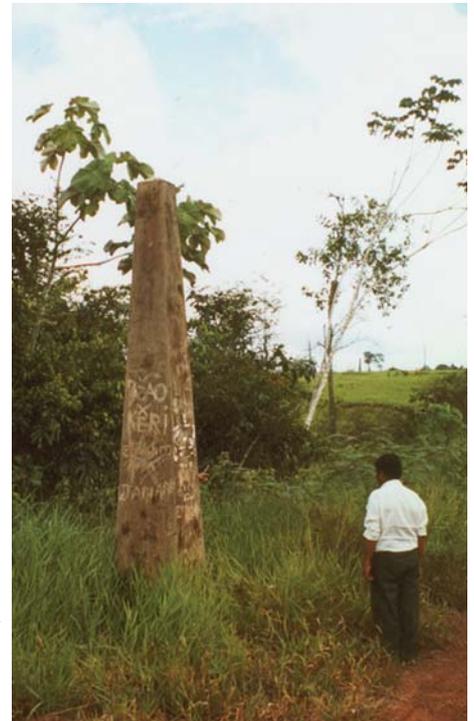


*Sur la même route. Une exploitation d'élevage brésilien. Dans le fond, l'arbre qui se détache est un arbre à castaña. Ce sont les seuls qui sont épargnés lors du défrichage. Les autres sont comme des mâts abandonnés au milieu de la plaine.*

**Photo IV - 5 : Les bornes prises dans le front qui avance (avril 2003)**

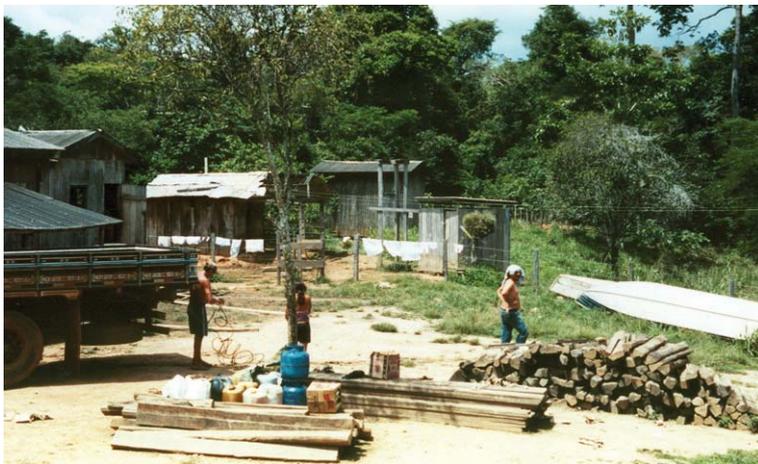


*Le cauchemar des militaires boliviens. Une borne frontalière prise dans des pâturages brésiliens. ( route de Capixaba à Chipamano)*



*Eulogio Mendo Condori, cadre de la puissante CSUTCB - syndicat des paysans andins, se recueille devant une borne frontalière de la terre patrie. Il vient de toucher l'Eldorado du pays et souffre de le voir si menacé par le Brésil.*

**Photo IV - 6 : Brasivianos**



*Rive du Chipamano. Des Brésiliens ont installé une scierie. Il est propable, en dépit de leurs démentis, qu'une partie du bois vienne de la rive bolivienne - côté brésilien il n'y a plus d'arbre.*



*Sur la route de Capixaba au Chipamano. Des Brésiliens sont installés en Bolivie. Leur pauvre maison de bois et leur quelques hectares défrichés ne sont guère impressionnants.*

# Chapitre X

## Les sentinelles de la bolivianité

### *Permanence et mutation de l'être bolivien frontalier*

*« Me voici une fois de plus sur les ondes de Radio Amazone, la première station de l'Orient péruvien pour apporter à l'homme de la ville cosmopolite et à la femme de la lointaine tribu qui fait ses premiers pas sur les routes de la civilisation, au commerçant prospère et à l'humble agriculteur de la solitaire tahuampa, c'est-à-dire à tous ceux qui luttent et travaillent pour le progrès de notre indomptable Amazonie, trente minutes d'amitié (...) depuis Iquitos, phare du péruanisme enchâssé dans l'immense verdure de notre forêt. »*  
Mario Vargas Llosa, 1973<sup>1</sup>

## Introduction

---

Le péruanisme, comme le bolivianisme, prend bien sur le terreau amazonien. Enchâssés dans la forêt, isolé par cette nasse verte, il s'épanouit loin des terres montagnardes qui l'ont vu naître. Il est renforcé par le contact des voisins, perçus comme dangereux pour l'intégrité territoriale. Il s'alimente de la conviction d'être situé aux postes avancées, en charge de la défense nationale. Car le territoire est menacé. Le minimum commun du savoir géographique permet de l'affirmer. « San Matías, sentinelle de la bolivianité », voit-on écrit sur le blason de cette ville, placée à la frontière pour tenir la Bolivie dans son coin le plus oriental. Une telle mission n'invite pas à prendre à la légère la question nationale. Mario Vargas Llosa invente cette autre anecdote, pour nous dire que dans ces phares éloignés, le nationalisme ne souffre aucune contradiction. « Et le Singe, subitement, à tue-tête : vive l'Équateur ! clients et pensionnaires firent silence, les grands yeux coquins du Singe distribuaient des clignements à droite et à gauche, et, après quelques secondes d'indécision et de stupeur, le gros écarta José, prit le Singe par le revers de la veste, le

---

<sup>1</sup> Vargas Llosa, Mario 1975 [ 1973] *Pantaleón et les visiteuses [ Pantaleón y las visitadoras]*, p. 172

secoua comme un torchon, qu'est ce qu'il lui voulait ? Il n'avait qu'à le répéter s'il avait des couilles, qu'il le fasse voir s'il était un homme, et le Singe, avec un énorme sourire : vive le Pérou ! »<sup>2</sup> S'il n'est pas permis de rire du péruanisme, il n'est pas plus concevable de rire du bolivianisme. Le voisin si proche, et dont on partage les difficultés liées à l'isolement, est bien plus un repoussoir identitaire qu'un compagnon de souffrance. C'est contre lui qu'il va falloir défendre le territoire.

On l'aura compris avec le chapitre précédent. Ce qui se passe aux frontières dépasse largement la situation locale, puisque la frontière renvoie à l'État et au territoire dont il a besoin pour exister. « Entre des nations voisines ce sont souvent des contentieux géopolitiques, des conflits de frontières qui fondent pour une grande part le sentiment qu'elles ont de leur différence ou même de leur antagonisme et ce même lorsqu'elles ont une langue commune. »<sup>3</sup> Voilà les frontaliers investis d'une drôle de mission. Alors que tout dans leur situation les appelle à multiplier les relations avec leur voisin, les intérêts supérieurs de la nation les enjoignent de ne rien en faire. Il faut entretenir la différence, car c'est en ce lieu de contact que se joue la possible émergence de la nation bolivienne. Il leur faut défendre le territoire, pour que demain il puisse exister et démontrer par la même la réalité d'une nation bolivienne, dont il est l'unique expression matérielle.

Comment assurer cette défense ? La réponse est unanime. Il faut bolivianiser, sous peine de laisser cette terre *aux sauvages*, qui se soucient peu du pays, ou aux étrangers, qui s'en soucient trop. La douloureuse expérience de l'Acre, perdue faute de Boliviens et par le trop-plein de Brésiliens installés du mauvais côté d'une frontière invisible, devait inciter les Boliviens à la plus grande méfiance. Être sur ses gardes, observer les mouvements en face, compter ses troupes et compter sur ses gens sont autant d'attitudes possibles pour tenir le *front*. Mais les frontaliers sont peu nombreux à les adopter. Ils se contentent, et ce n'est pas une mince affaire, de rendre la ligne plus lisible, pour qu'elle ne soit plus dépassée avec la même légèreté. Bolivianiser, c'est donc avant tout faire reculer l'incertitude géographique, qui permet la lente diffusion de « l'ennemi » à l'intérieur des terres, au-delà de la ligne coupable d'être invisible.

Dans leurs révoltes contre la normalisation de la région, les frontaliers se montraient rebelles et prompts à s'opposer à l'État au nom de leur autonomie ancienne. Mais l'État n'est pas la Patrie. Et la violence de leurs séditions, si elle menace l'unité nationale, ne doit pas faire douter de leur patriotisme. Ces sentinelles ont une haute idée de leur mission. Ces dernières décennies, le sentiment national a été renforcé, plus que relayé, par l'arrivée des migrants venus de l'Occident. Ils sont porteurs d'une identité bolivienne forgée au cœur du noyau national, dans les Andes. Cette dynamique change la morphologie frontalière. La frontière se fait plus perceptible et plus ségrégative. Cela a des retentissements sur le territoire. Un des vieux axiomes de la géographie militaire disait que la frontière devait être forte, pour que le territoire, faute de pouvoir construire son unité sur autre chose, soit solide. La frontière vive, c'est-à-dire peuplée, dont on attendait l'avènement depuis fort longtemps, est sur le point de surgir. Mais, ce n'est pas grâce aux politiques

---

<sup>2</sup> Vargas Llosa, Mario 2002 [1965] *La maison verte*, p. 182

<sup>3</sup> Lacoste, Yves 2000 *Nations hispaniques et géopolitiques*, p. 3

de colonisation agraire, pour la plupart inefficaces. C'est parce que ces appels réitérés à la conquête de la frontière ont alimenté une paranoïa dont les migrants, nouveaux venus sur la frontière, sont imprégnés. Leur attitude, une fois qu'ils ont atteint cette zone en défens, s'en ressent. Avant d'étudier la façon dont ils bolivianisent, de façon spontanée et sans appui d'aucune institution étatique, la frontière, il faut rendre justice aux anciens frontaliers. Leur patriotisme, s'il sait faire preuve de pragmatisme, est incontestable. Entre la mère patrie bolivienne et la mère nourricière brésilienne, ils ont trouvé, depuis longtemps, un équilibre, propre à ménager leur sentiment national.

Toutefois, ce mouvement de bolivianisation n'est pas aussi franc que les militaires voudraient bien le croire. Car lorsqu'on vit à la frontière, il faut parfois se résoudre à quelques concessions avec le voisin. Comment se passer des solidarités qui se nouent de part et d'autre d'une frontière éloignée des centres nationaux ? Il faut savoir s'en passer, disent les uns. Renforçons coûte que coûte les liens qui nous relient au centre pour devenir indépendant du voisin. Gardons la Bolivie dans notre cœur, répondent les autres, et apprenons le portugais. La société frontalière se divise quant à la stratégie à adopter. En vérité, la scène ne se joue pas uniquement entre ces deux camps. Les Brésiliens aussi ont leur mot à dire. Sont-ils prêts à se mêler au voisin pauvre ? À l'accepter et le soutenir, parfois contre sa volonté ?

## I– Entre la mère patrie et la mère nourricière

---

« *Vivre, c'est passer d'un espace à un autre, en essayant le plus possible de ne pas se cogner* ». *George Perec, 1974.*<sup>4</sup>

À force de musarder sur la frontière, on finit par comprendre les ressorts du spectacle qui s'y joue tous les jours. Il a lieu *sur la frontière*, au point stratégique de cet espace dilaté où chacun doit se soumettre aux procédures administratives nécessaires pour passer d'un espace national à un autre. Dans les postes de migration, les fonctionnaires remplissent des registres : nombre de passages journaliers, identité, âge et provenance de tous ces passeurs de frontières, etc. Ces données tentent de quantifier et d'enfermer le fait frontalier dans une logique d'État. Peine perdue. Le plus important de ce qui fait la frontière ne rentre pas dans ces feuilles rapidement vieilles et déjà mal classées. Il se trouve un peu plus loin de ces bureaux administratifs. Par leurs fenêtres, on peut observer la barrière frontalière. Dans la journée elle est, le plus souvent, relevée. Mais un homme de garde peut l'abaisser à tout moment. Cette épée de Damoclès de l'État, les hommes et les femmes ont différentes manières de la franchir. Certains la tête haute, le coude sur la portière, saluent, vaguement condescendants, le petit fonctionnaire. D'autres reviennent d'une journée de travail. Fatigués, ils lèvent à peine la tête pour voir qui est au poste ce jour-là. Les camionneurs vont devoir s'arrêter. La frontière est une étape obligatoire et la promesse d'un repos. Sur le parking un

---

<sup>4</sup> Perec, Georges 1974 *Espèces d'espaces*, p. 14

peu plus loin, ils ne tarderont pas à accrocher un hamac aux essieux du camion, pour faire la sieste rafraîchis par son ombre. Le gros de la troupe des passeurs vient à pied. Un bus les a déposés un peu plus loin. Ils vont parcourir les quelques mètres qui séparent les deux postes frontaliers avec leur chargement sur le dos, avant de reprendre un autre transport collectif de l'autre côté. De temps en temps, rarement, certaines personnes poussent la porte du bureau des migrations avec un passeport ou un sauf-conduit. Ceux-là partent pour plus longtemps.

Du manège frontalier, retenons quelques leçons. On ne passe pas la frontière de la même façon que l'on soit puissant ou démuné. Cela est vrai partout dans le monde. Sur cette frontière-là, l'enracinement dans la région est aussi une variable à prendre en compte. Le passage de frontière fait d'autant moins peur qu'il a été intégré dans la culture de l'individu par l'expérience acquise par les générations antérieures. En passant d'un espace à un autre les néo-frontaliers se cognent plus que les vieux frontaliers. Ces derniers sont moins impressionnés par la frontière. N'ont-ils pas vécu dans une société fortement métissée où les relations étaient nombreuses avec les Brésiliens ? Contrairement à une opinion répandue, ils n'étaient pas, pour autant, des agents de la pénétration brésilienne en Bolivie. Bien au contraire, le désir réel de tenir la frontière et de la défendre est profond chez eux. Ils restèrent boliviens malgré l'abandon de l'État bolivien. Explorons les formes de ce bolivianisme dont quelques vieux frontaliers sont encore les témoins. Comment fonctionnait alors ce désir de se maintenir coûte que coûte dans une patrie qui semblait si lointaine ? Quelles étaient les ambivalences d'un tel sentiment ?

### ***1-1 Vivre à l'ombre du Brésil***

Tout n'a pas été facile pour les vieux frontaliers, avant l'arrimage de la frontière au reste du pays. Leur survie quotidienne dépendait du Brésil. La « contrebande traditionnelle » date de cette époque.<sup>5</sup> Le contexte a changé, mais, de ce temps long, la société frontalière a gardé les traits d'une société ouverte sur le Brésil.

#### ***1-1-1 Du commerce à l'échange : la porosité d'une frontière***

« La population frontalière, gardant la Bolivie au fond du cœur, apprend le portugais. »<sup>6</sup> C'est en ces termes romantiques, teintés d'un fatalisme tout bolivien, qu'Alfonso Gumuccio Dagron dépeint, dans les années 80 la situation des villes frontalières (dont il n'a peut-être entendu parler que par ouï-dire). Le mouvement résigné qu'il décrit n'est pas tout à fait conforme à la réalité. Car les échanges, nombreux entre les deux parties, n'ont pas conduit à l'imposition par la force d'un modèle culturel brésilien. Il existait, dans ces temps-là, un tropisme du Brésil qui attirait spontanément les Boliviens.

---

<sup>5</sup> Voir, chapitre VII, paragraphe 2-2-1 La tradition contrebandière des terroirs frontaliers, p. 353

<sup>6</sup> Gumuccio Dagron, Alfonso 1981 *Bolivie*, p. 140

## Du commerce à l'échange

La contrebande a été l'occasion de multiplier les échanges de produits de consommation courante. Avec le développement économique de la frange frontalière brésilienne, ils sont devenus presque unilatéraux, dans le sens du Brésil vers la Bolivie. Ce commerce florissant ne devait pas avoir que des conséquences économiques. Le terme même de commerce n'évoque-t-il pas bien autre chose que de simples échanges monétarisés pour décrire des relations de nature fort diverse ; sociales, amicales ou affectives ?

La frontière engendre-t-elle une rupture ou une suture de deux ensembles qu'elle délimite ? Deux villes séparées par une ligne frontalière entretiennent-elles plus ou moins de relations du fait qu'elles se trouvent dans deux pays différents ? Ces questions intéressent les géographes attentifs aux discontinuités spatiales et aux effets introduits sur les échanges par les distances de divers ordres (physiques, institutionnelles ou culturelles etc.). Le point de vue classique consiste à dire que la distance physique est accrue par cette distance institutionnelle et que les interrelations sont moindres entre deux villes séparées par une limite frontalière qu'ils ne l'auraient été en l'absence de cette barrière.<sup>7</sup> Le cas de la frontière Bolivie-Brésil nous enseigne le contraire. La frontière a eu pour effet de maximiser les échanges avec le Brésil. Cela ne s'explique pas seulement par l'éloignement des villes boliviennes avec le reste du pays. Dans de nombreux villages frontaliers, placés à équidistance d'une ville brésilienne et d'une ville bolivienne, on préfère se rendre au Brésil. Les produits et les services sont, dans le pays lusophone, en plus grand nombre et plus variés qu'en Bolivie. La limite institutionnelle qui doit, *en situation normale*, accroître la distance physique a conduit à multiplier les échanges en direction du pays voisin. C'est le cas à Carmen de la Frontera dans la province Germán Busch, où les habitants préfèrent emprunter la route pour se rendre au Brésil (à Corumbá) que de remonter vers Puerto Suárez/Quijarro.<sup>8</sup> À Bolpebra, la situation est encore plus complexe. Les habitants de ce village bolivien peuvent se rendre à Assis Brasil (Brésil) ou à Iñapari (Pérou) pour acheter quelques produits de base. Les deux villes sont tout aussi éloignées de la communauté bolivienne. Leur distance relative est différente, puisque, dans le premier cas, il faut franchir une distance institutionnelle et linguistique, et dans le deuxième cas une simple distance institutionnelle (encore que les Péruviens soient moins procéduriers en la matière que les Brésiliens). Le Brésil est donc plus compliqué à atteindre. Pourtant les habitants de Bolpebra affirment tous se rendre plus souvent au Brésil qu'au Pérou.<sup>9</sup> C'est que les services et les produits sont de meilleure qualité au Brésil. Une fois encore, la frontière devient un accélérateur des échanges plutôt qu'un frein, en raison du grand pouvoir d'attraction du Brésil.

<sup>7</sup> Point de vue défendu par exemple par Claude Raffestin. Voir Guichonnet, Paul et Raffestin, Claude 1974 *Géographie des frontières*, p. 46-47.

<sup>8</sup> Voir carte II – 4 Puerto Busch, p. 197, où le village Carmen de la Frontera est localisé

<sup>9</sup> On peut citer en exemple le cas de Don Fernando et de sa famille, arrivé en 1995 à Bolpebra. Sa femme est devenue « chrétienne ». Elle est rentrée à l'église du 7<sup>ème</sup> jour, qui est présente à Iñapari comme à Assis Brasil. Mais elle a adhéré à l'église brésilienne en dépit de la différence linguistique – d'autant plus forte qu'ils sont originaires de Tarija et sont depuis peu de temps sur la frontière.

## Mixité des populations, société de frontière, société métisse ?

Ce tropisme vers le Brésil, dont la raison est d'abord matérielle, ne s'est pas limité à cette dimension. Les contacts commerciaux sont l'occasion d'échanges variés. On commence par manger brésilien, puis on parle brésilien, puis on se rend à l'église au Brésil, on va s'y faire soigner ou faire la fête. Ces relations donnent naissance à une société métissée. Mais ce métissage est particulier car il s'arrête sur les bords boliviens de la frontière. Dans les villes brésiliennes, surtout dans les plus grandes, la porosité de la frontière se fait moins ressentir car les habitants n'ont pas besoin de la Bolivie et ils s'y rendent peu souvent.<sup>10</sup>

La polysémie du terme « commerce » doit encore une fois éveiller notre attention. Un sens fort usité de ce substantif, aujourd'hui vieilli, veut que « avoir commerce avec quelqu'un », signifie entretenir des relations charnelles avec lui. De telles relations conduisent parfois à des mariages, et plus souvent encore, à la naissance d'enfants boliviano-brésiliens. Ces couples et ces enfants portent la frontière en eux. Mais ils ont aussi le pouvoir subversif de l'effacer en montrant la capacité de la société à se mélanger par delà cette limite. Aussi il était légitime d'étudier, à partir des registres civils des villes frontalières, l'importance des mariages mixtes et celles des enfants nés en Bolivie de parents binationaux.

**Tableau IV-1 : La mixité d'après les registres civils<sup>11</sup>**

	Nombre de mariage	Taux de mariage mixte
<i>San Matías (année 2000)</i>	26	0%
<i>Cobija (année 2002)</i>	49	4,08%

	Nombre de naissance	Taux d'enfants ayant au moins un parent brésilien
<i>San Matías (année 2000)</i>	57	3,5%
<i>Puerto Quijarro (année 2001)</i>	155	7,1%
<i>Puerto Suárez (année 2000 et 2001)</i>	338	7,69%
<i>Cobija (Janvier – juillet 2003)</i>	298	14,3%
<i>Cobija (Janvier – mars 2001)</i>	98	13,26%

Les biais statistiques sont importants. Le faible nombre de fiches de naissance et de mariage leur enlève une partie de leur valeur représentative. L'absence de jalons temporels plus anciens nuit aussi à la compréhension du phénomène. Enfin, soulignons que, dans les villes frontalières, le mariage est loin d'être la condition *sine qua none* de la vie commune. Fait aggravant, les vieux frontaliers, qui ont le plus tendance à s'accoupler outre-frontière, sont aussi ceux qui régularisent le moins leur union (en souvenir du temps où l'État était absent). Quant au registre des naissances il faut bien remarquer que, dans la plupart des cas, les enfants nés de couples binationaux sont

<sup>10</sup> C'est ce qui se passe à Corumbá où la fréquentation de la Bolivie par les Brésiliens est faible en générale.

<sup>11</sup> Sur les registres civils, le pays, le département ou l'état et la province de naissance du père et de la mère sont indiqués. Certains enfants peuvent être nés de parents eux-mêmes nés au Brésil mais possédants aujourd'hui la nationalité bolivienne.

enregistrés au Brésil. Le directeur du registre civil de San Matías s'étonnait même d'une telle recherche. « Mais enfin, les enfants nés de couples mixtes vont se faire enregistrer au Brésil. »<sup>12</sup> Tout incite donc à penser que la mixité de la population frontalière est plus forte que ces valeurs du registre civil la laissent apparaître.<sup>13</sup> Une logique générale se dégage pourtant. Plus la ville frontalière a été intégrée tardivement au reste de la Bolivie, et plus la mixité de la population y est forte. C'est le cas de Cobija qui détient le record du nombre d'enfants binationaux - encore qu'il ne s'agit que de ceux nés en 2002 et 2003, soit quelques dix ans après l'achèvement de la route Cobija - La Paz, qui scelle le destin national de la ville. La relation entre l'ancienneté de l'intégration nationale et le degré de mixité incite à penser que ce sont les « vieux frontaliers » qui sont les porteurs de ce modèle de métissage frontalier.

### ***1-1-2 Dans les terres éloignées, nouer des relations transfrontalières***

Pourquoi les vieux frontaliers sont-ils capables de plus d'échanges avec les voisins lusophones ? Le commerce traditionnel et les relations qu'il a fait naître n'est pas seul en cause. Pendant longtemps sur cette frontière les institutions étatiques brésiliennes ont soutenu les Boliviens et proposé leur service aux deux populations sans discrimination de nationalité. Placées sous la même protection d'un État brésilien paternaliste, elles ont aussi partagé les mêmes difficultés liées à l'éloignement. Cela devait peu à peu donner naissance à une identité transfrontalière.

#### **Utiliser les mêmes services sociaux de l'État brésilien**

« La politique du gouvernement brésilien en ce qui concerne les services au citoyen est très développée. Les services médicaux sont gratuits (même l'odontologie) ; l'enseignement scolaire est gratuit (primaire, collège et lycée) ; l'université publique offre différentes carrières qui sont financées par l'État. »<sup>14</sup> C'est ainsi que le rapport du 3<sup>ème</sup> district naval Madeira introduit son étude sur l'influence brésilienne à Guayaramerín. Ces services brésiliens gratuits reviennent comme un leitmotiv dans les propos des habitants de la frontière. Un des médecins chef de l'hôpital de Corumbá le déplorait. « Nous avons un budget défini en fonction du nombre d'habitants du municipe, et nous sommes constamment en déficit. C'est que nous nous occupons de soigner aussi les citoyens boliviens », disait-il dépité.<sup>15</sup> Les citoyens en question sont, en revanche, fort satisfaits. Pour eux la cause est entendue : pourquoi payer cher des soins en Bolivie alors que la santé est gratuite, et souvent de meilleure qualité, au Brésil ? À Montevideo, en face de Placido de Castro, si les Boliviens rechignent à envoyer leurs enfants dans les écoles brésiliennes, patriotisme oblige, ils

---

<sup>12</sup> Entretien réalisé avec le directeur du registre civil de San Matías, le 11 mai 2001.

<sup>13</sup> Ajoutons qu'il ne nous a pas été possible de consulter les registres civils de Guayaramerín, en raison du refus catégorique des représentants de ce bureau.

<sup>14</sup> Arraya Flores, José 2003 *Informe sobre poblaciones asentadas en la zona fronteriza del Brasil y Bolivia*, p. 4

<sup>15</sup> Entretien réalisé le 15 mai 2003 à Corumbá. Repris dans Fléouter, Patrick (Réalisateur) et Perrier Bruslé, Laetitia (Assistante-Réalisatrice, Direction Scientifique) 2003 *Bolivie - Brésil : la frontière de tous les trafics*.

utilisent les services de santé publique du municiple.<sup>16</sup> Les militaires boliviens dressent un tableau alarmiste de la situation. Ils sont, avec les membres des services sanitaires brésiliens, les seuls à la déplorer. « Le gouvernement bolivien ne soutient pas les installations humaines à la frontières, même si une politique est censée exister. C'est tout le contraire qui se passe dans la réalité » note le rapport du 3<sup>ème</sup> district naval de Guayaramerín.<sup>17</sup> À Cobija, la Navale explique pourquoi l'aide brésilienne a pour effet de rapprocher les Boliviens du Brésil : l'éducation et la santé sont des biens précieux. Compter sur le pays voisin pour les recevoir renforce, selon les militaires, les sentiments d'allégeances envers ce pays. Le trait est peut-être forcé. Ce qui est sûr c'est que le soutien des institutions étatiques brésiliennes, rend la frontière poreuse et entretient chez les habitants le sentiment de participer à un ensemble régional sans frontière, à l'ombre du Brésil.

#### **Encadré IV-2 : Le soutien des institutions étatiques brésiliennes aux populations frontalières<sup>18</sup>**

##### **La pénétration pacifique : le facteur psychosocial**

**Dans l'éducation** : dans tous les villages de citoyens de *Amarillo* installés dans le Pando les enfants en âge scolaire peuvent aller dans les écoles de *Amarillo*. Ils reçoivent une éducation conforme aux programmes scolaires de ce pays, et toujours dans leur propre langue : le portugais. Dans ces écoles et collèges, ils apprennent aussi le patriotisme et le respect envers ce pays, *Amarillo*, comme s'ils étaient des citoyens de ce pays. Ils oublient ou laissent de côté toute sympathie pour la Bolivie, même s'ils sont nés dans ce pays, où s'ils y vivent. De même les enfants de Boliviens qui habitent dans des petites communautés de la frontière étudient dans les centres éducatifs de ce pays en raison des facilités qu'on leur offre : meilleur collège, meilleure éducation, meilleurs professeurs. De plus, ils reçoivent gratuitement tout le matériel scolaire nécessaire. Dans notre pays, de telles facilités n'existent pas. Les rares établissements scolaires ont un fonctionnement épisodique et n'apportent aucune aide matérielle aux élèves.

**Dans la santé** : Les maladies les plus communes dans la zone sont la malaria, le paludisme, la leishmaniose (lèpre blanche), les hépatites et les maladies de peaux. Sur toute la ligne frontalière avec *Amarillo*, à l'exception de la ville de Cobija, nous ne possédons aucun hôpital, aucun poste sanitaire et aucune infirmerie pour combattre ces maladies de telle façon que les habitants de cette zone, qu'ils soient citoyens de *Amarillo* ou de *Azul*, sont obligés de se rendre dans les centres hospitaliers de ce pays pour apaiser leurs souffrances. Ils sont reçus sans aucune discrimination liée à leur nationalité. Les services offerts sont de très bonne qualité. En plus du diagnostique, on leur fournit les médicaments, à faible coût ou même gratuitement. *Amarillo* possède des centres de santé à Placido de Castro, Capixaba, Epitaciolândia, Brasília et Xapuri. Ces services médicaux renforcent le sentiment civique envers *Amarillo* de la part de ses enfants nés dans notre pays et de la part de nos propres concitoyens qui en bénéficient. Cela accentue tous les jours un peu plus la pénétration pacifique.

N'en déplaie aux militaires, les Boliviens frontaliers ont tout lieu de se féliciter de cette situation qui leur permet de profiter de services de santé gratuits. Sandra a 28 ans. Elle est secrétaire de la Fondation José Manuel Pando, une ONG écologique établie à Cobija. Elle est originaire de cette ville. Lorsque que son garçon est né, il y a 7 ans, elle est partie accoucher à Brasília. Son fils possède aujourd'hui la nationalité brésilienne. L'année dernière sa mère est partie se faire opérer au Brésil. C'était une opération coûteuse (d'une valeur de quelques 2000 bolivianos, 300 dollars). Là-

<sup>16</sup> Entretien avec Jesus Champi, sous préfet de la région Abuná, le 09/04/2003

<sup>17</sup> Arraya Flores, José 2003 *Informe sobre poblaciones asentadas en la zona fronteriza del Brasil y Bolivia*, p. 4

<sup>18</sup> Revello Alcoreza, Carlos 1998 *Informe sobre la penetracion pacifica de subditos de Amarillo y su incidencia en nuestra jurisdiccion*, p. 19 et 20. Rappelons que, dans la littérature militaire, *Amarillo* sert à désigner le Brésil et *Azul* la Bolivie.

bas elle n'a pas eu à déboursier un centime.<sup>19</sup> Les exemples de ce soutien du Brésil aux populations frontalières sont nombreux. Le bateau-hôpital de l'Acre est un cas typique. Il est tenu par les militaires brésiliens. Il remonte et descend périodiquement l'Acre pour apporter vivres et médicaments aux populations des deux côtés de la rive, quelque soit leur nationalité.

Arrêtons-nous encore un instant sur la question la plus épineuse, parmi toutes celles que posent ces soins offerts à la population bolivienne : celle des accouchements. La majorité des femmes de la frontière partent donner naissance au Brésil. Elles y reçoivent des soins de qualité et un petit paquet de produits de puériculture pour les premiers soins postnatals.<sup>20</sup> Le problème c'est qu'un enfant né au Brésil a le droit d'être brésilien. Les registres civils passent dans les hôpitaux et transforment, si les parents le veulent bien, tous ces petits Boliviens frontaliers en Brésiliens. C'est un cauchemar éveillé pour les militaires boliviens. Les habitants de la frontière, eux, ont tendance à temporiser. « Un enfant bolivien, né au Brésil, a le droit de devenir Brésilien. Mais les parents ne font pas toujours les démarches pour cela », affirme Miguel Angel Chavez, président de la fédération des Juntas Vicinales de Guayaramerín.<sup>21</sup>

### **Une mentalité commune forgée par l'éloignement ...**

Les Boliviens frontaliers, s'ils ne deviennent pas tous Brésiliens de naissance, doivent au moins une certaine reconnaissance à cet état paternaliste, ou « *maternaliste* » puisqu'il les a fait naître et qu'il veille sur leur progéniture. La conviction de partager le même destin devait aussi renforcer les liens entre les populations frontalières.

L'impression de vivre éloigné du reste du pays est ce qu'il y a de mieux partagé de part et d'autre de la frontière. Quoi de plus naturel que de se sentir à la marge, lorsqu'on vit dans la frontière la plus écartée du centre national ? Mais l'éloignement cède le pas, dès qu'on approfondit le discours des habitants, au sentiment d'abandon. La situation géographique vis-à-vis de l'État central et le problème des infrastructures de transport reviennent en leitmotiv pour souligner le faible intérêt que l'on porte à ses marges. Les Brésiliens, sur ce point, ne se montrent pas moins vindicatifs que les Boliviens envers leur État. À Corumbá, on rappelle par exemple qu'il n'y a plus de vols réguliers qui desservent cette ville depuis les grandes villes du Brésil. Pour prendre l'avion, il faut aller jusqu'à Campo Grande. Pourtant, Corumbá, avec Ladário, regroupe plus de 100 000 habitants. Ailleurs, ce sont les routes qui sont montrés du doigt. Ce n'est qu'en 1998 que la route de l'Acre a été asphaltée depuis Rio Branco jusqu'à Brasília. Compte tenu des standards de vie plus élevés au Brésil, la sensation de confins semble tout aussi forte qu'en Bolivie. Elle fournit un socle

---

<sup>19</sup> Entretien réalisé à Cobija, avril 2003. Doña Maria a 50 ans. Elle vit à Guayaramerín. Elle raconte la même histoire. Son fils est brésilien car il est né au Brésil. « Jusqu'à il y a 10 ans, aller accoucher au Brésil était la règle car il n'y avait pas de sécurité sociale pour couvrir les frais d'accouchement en Bolivie. Mais maintenant c'est moins fréquent. » Entretien réalisé à Guayaramerín le 19/07/2002.

<sup>20</sup> Il s'agit de couches, de serviettes et de quelques médicaments. Cela peut sembler dérisoire. C'est pourtant le premier argument que les femmes avancent pour expliquer leur accouchement au Brésil. Le directeur du registre civil de Puerto Suárez parle aussi du lait en poudre maternel. En Bolivie le lait en poudre est un signe de modernité. Entretien réalisé le 25 juin 2002 à Puerto Suárez.

<sup>21</sup> Entretien réalisé à Guayaramerín, le 23 juillet 2002.

d'expériences communes qui rapproche les populations frontalières malgré la barrière institutionnelle.

### **... et portée par les vieux frontaliers**

Les Boliviens ont de nombreuses raisons de se sentir proches des Brésiliens. Le commerce, les relations transfrontalières, l'aide apportée par l'administration brésilienne et la naissance d'une identité frontalière commune unissent les habitants par delà la barrière nationale et linguistique. Ces facteurs d'unité sont forts anciens. Jadis, ils étaient plus puissants et ont tendance à reculer aujourd'hui.<sup>22</sup> Mais les vieux frontaliers ont gardé de ce passé l'habitude de vivre avec le Brésil et de l'associer à maints événements de leur vie quotidienne. Cette porosité de la frontière est d'autant plus forte que ces régions ne disposent pas d'une culture régionale marquée. À Puerto Suárez et à Quijarro, les habitants se rattachent, faute de mieux, à l'identité crucénienne. Vivre dans le département de Santa Cruz suffit à se dire Crucénien, c'est-à-dire Camba. Le comité civique de Puerto Suárez, comme celui de San Matías est en contact permanent avec le comité Pro-Santa Cruz, dont il n'est qu'une délégation locale. À Cobija, l'ex-préfet du Pando, actuellement consul de Bolivie à Brasília, souligne encore plus crûment l'absence d'une culture frontalière autochtone - il ne pense pas que l'identité des peuples originaires puisse en tenir lieu. « Cobija est une ville très jeune. Elle ne dispose pas de folklore. Il n'y a pas de sentiment régional ici. Dans le passé, lors de la fondation de la ville, c'était une ville cosmopolite. »<sup>23</sup> Jeune, cosmopolite, la ville n'a pas eu ni le temps, ni la matière pour fonder une identité régionale propre. Il lui est donc plus facile de participer à une culture transfrontalière, dominé par le modèle brésilien.

Ajoutons enfin que cette capacité d'ouverture au Brésil est d'autant plus marquée que les vieux frontaliers détiennent le pouvoir politique et une partie du pouvoir économique dans la région. Les mairies, les comités civiques, les sections départementales de toutes les institutions étatiques (INRA, Service national des routes etc.) sont contrôlées par les oligarchies locales. Elles se montrent plus souples vis-à-vis du Brésil que les institutions « hyper-centralisées » à l'exemple des différents corps de l'armée qui ont, à la tête des régiments, des personnalités extérieures à la région.

## ***1-2 Rester bolivien envers et contre tout***

Les vieux frontaliers portent en eux une identité transfrontalière. À la tête des pouvoirs locaux, ils sont souvent les mieux placés pour se concilier les faveurs du voisin et négocier sereinement les conditions de la cohabitation frontalière lors des rencontres des comités de frontière.<sup>24</sup> N'allons cependant pas trop vite pour leur dénier une certaine capacité de résistance au

---

<sup>22</sup> Parmi ces facteurs de changements signalons : la contrebande traditionnelle qui se transforme en s'ouvrant en direction des régions de l'intérieur ; la frontière qui est mieux intégrée au reste du pays ; les échanges qui sont plus nombreux avec les centres nationaux.

<sup>23</sup> Entretien avec José Luis Padilla Mejido, réalisé à Brasília, le 05/07/2003. L'ex-préfet ajoute « il y avait même un consulat français à l'époque du boom du caoutchouc », ce qui nous a été conté par de nombreux habitants de Cobija.

<sup>24</sup> Les comités de frontière fonctionnent avec une périodicité épisodique depuis 1995 dans tous les binômes frontaliers. Voir chapitre XI, paragraphe 2-2-2 La frontière écartelée, le territoire débordé, p. 619 et l'encadré IV-5 Les comités frontières, p. 620.

modèle culturel brésilien. Ils ont su garder quelques souvenirs de leur mère patrie bolivienne même lorsqu'ils dépendaient totalement du Brésil. Cet amour de la mère patrie a été comme un double défi lancé à l'État bolivien qui les avait abandonnés et au voisin brésilien qui, tout en les protégeant, n'a jamais caché son complexe de supériorité.

### ***1-2-1 Contre l'État bolivien, et l'état d'abandon***

Les frontaliers, même déconnectés, ne furent pas totalement hermétiques à une culture nationale bolivienne. Elle était transmise, entre autre, par les militaires, présents depuis fort longtemps dans la région. Cette culture nationale populaire véhicule certains syndromes boliviens liés à la question frontalière : la peur du voisin et la crainte du démembrement territorial. Les frontaliers ont pris à leur charge ces angoisses, formulées depuis le centre national. Abandonnés, ils ont fait de la défense de la frontière l'unique expression de leur nationalisme.

#### **Les frontaliers prennent à leur charge les angoisses des autres**

« Pour Furetière (1690) comme pour Richelet (1630), la frontière c'est « l'extrémité d'un Royaume, d'une province, que les ennemis trouvent de front quand ils veulent pénétrer. »<sup>25</sup> Les frontaliers, s'ils ne le formulent pas de la même façon que les Français du XVII<sup>ème</sup> siècle, savent que leur situation géographique leur interdit toute indifférence à propos du plus grave de tous les problèmes nationaux, celui du territoire. Ils sont à l'avant du front où se construit la nation, conçue comme une émanation de ce territoire.<sup>26</sup> Ils ont assumé la fonction de gardien du territoire que leur assignait leur position frontalière. Ils l'ont fait d'autant plus volontiers que le nationalisme, en Amérique du Sud, reste une valeur partagée par la plupart des acteurs sociaux, quelques soient leur famille idéologique de rattachement.<sup>27</sup> Sans doute cela est dû à la difficulté de faire émerger une nation à partir d'un matériel historique, culturel et social fort semblable du nord au sud du continent. « Nous croyons beaucoup plus fermement qu'avant, grâce à notre voyage, que la division de l'Amérique en nationalités incertaines et illusoire est complètement fictive. Nous formons une seule race métisse », disait Ernesto Che Guevara au personnel de la léproserie de San Pablo, en Amazonie péruvienne à quelques encablures de la Colombie.<sup>28</sup> Le jeune Ernesto affirme que ce discours fut bruyamment applaudi, mais nous doutons fort que la raison d'un tel enthousiasme fût cette dernière phrase. Car la proximité culturelle et historique avec le voisin est le cauchemar des jeunes nations naissantes. Le nationalisme se renforce en réponse à la nécessité de rendre sensible une identité nationale peu assurée, tout particulièrement dans les zones frontalières où la différence avec le voisin est mince.

---

<sup>25</sup> Furet, François et Ozouf, Mona 1992 *Les frontières naturelles*, p. 218

<sup>26</sup> Cf : Première partie, chapitre II, paragraphe 1-2-4 La Bolivie, une idée en latence contenue dans le territoire, p. 91

<sup>27</sup> On avait insisté ci-dessus sur le fait que même les tenants de l'alter-mondialisation et de l'ouverture des frontières, avaient du mal en Bolivie à place cet idéal internationaliste au dessus de leur nationalisme. Le syndicalisme bolivien en est un exemple. Pour appeler à l'union de toutes les forces de gauche au travers du continent, il n'en reste pas moins fortement marqué par une culture nationaliste. Toutes les grandes manifestations populaires sont aussi l'occasion de montrer son amour pour la patrie, à grand renfort de drapeaux et de banderoles « Somos Bolivia ».

<sup>28</sup> Guevara, Ernesto et Granado, Alberto 1994 *Latinoamericana : journal de voyage*, p. 171

La culture nationale bolivienne, même transmise de façon lacunaire aux frontaliers, a suffi pour les convaincre d'avoir un rôle particulier à jouer dans la défense du territoire. La région qu'ils habitent ressemble aux provinces que la Bolivie a perdues dans le premier siècle de son indépendance, faute de les avoir peuplées ou bolivianisées. Ils se savent vivre dans la région la plus menacée qui est aussi celle que la Bolivie ne peut pas perdre, sauf à y perdre sa raison d'exister. Ils ont enfin repris à leur compte, le transfert psychanalytique qui troque le littoral perdu contre le nouvel Eldorado oriental.<sup>29</sup> Conforté par ces idées, le nationalisme frontalier se renforce.

À Cobija, dans cette ville longtemps isolée, le patriotisme des vieux frontaliers est vigoureux. Chelio Pizarro en donne un exemple. Vieux Pandinois, il est l'auteur d'un livre polémique pour la défense du statut de capitale départementale de Cobija.<sup>30</sup> L'argument principal de sa thèse est que Cobija défend la souveraineté nationale contre la menace brésilienne. Ce fait suffit à lui conserver son statut, malgré les revendications de Riberalta (« la capitale historique de l'Amazonie bolivienne », selon ses habitants). En 1990, la seconde édition de l'ouvrage est publiée - deux ans avant l'achèvement de la route qui devait rattacher cette ville au reste du pays et déclencher un vaste mouvement de migration andine en direction de ces terres. La couverture de l'ouvrage est une illustration de la fonction de sentinelle assignée à la ville. Dans le texte, l'auteur insiste sur l'épopée patriotique et épique de Cobija. Au début du XX<sup>ème</sup> siècle, Cobija, alors dénommé Puerto Bahia, a tenu le territoire et évité que le recul de la frontière lors de la guerre de l'Acre ne fut encore plus défavorable au pays. Ce passé héroïque démontre qu'elle est bien un bastion de la souveraineté. Sur cette terre de frontière, l'étendard national est si solidement planté que le sol se craquelle lorsque le *seringueiro* y fixe la hampe.

Une chanson à la gloire de Guayaramerín reprend à peu près les mêmes schémas « Comme si tu étais un géant qui surveille tenace ma nation, dans toute la patrie résonnent les échos de ta tradition. (...) Tu es la perle du Beni, une espérance sans fin s'ouvre, tu es de la Bolivie le futur, ma grande Guayaramerín. »<sup>31</sup> Voilà donc les frontaliers détenteurs des clefs du futur national, devenus géants par la force que leur insuffle leur nationalisme et le sentiment d'avoir une mission à accomplir, si lourde pour leur faible nombre.

---

<sup>29</sup> Cf : Deuxième partie, chapitre IV, paragraphe 3-4-2 Le transfert psychanalytique du littoral perdu à la frontière orientale, p. 202

<sup>30</sup> Luna-Pizarro, Chelio 1990 *Cobija, la capital de Pando*. L'auteur prend partie dans une vieille polémique pandinoise : longtemps Riberalta, « la capitale naturelle de l'Amazonie bolivienne » a revendiqué le statut de capitale du Pando. L'auteur défend dans cette ouvrage le maintien de la capitale à Cobija. L'argument principal étant bien sûr la défense de la souveraineté nationale assurée par cette ville.

<sup>31</sup> Becerra Casanovas, Rogers 1984 *El imperio del Caucho : perfil del Noroeste boliviano*, p. 192. Chanson écrite en 1997

Illustration IV - 4 : Cobija, sentinelle de la Bolivianité



LA CAPITAL DE PANDO

Source : Chelio Luna Pizarro Crespo, 1990, *La capital de Pando*, La Paz, Cooperación regional de desarrollo de Pando (deuxième édition).

## Dans une situation d'abandon, ils se font sentinelles

Le nationalisme frontalier est plus complexe qu'il n'y paraît au premier abord. « Sentinelle infatigable de la frontière / Fier soldat vaillant et tenace / N'espère aucune flatterie ni aucune gloire / Souviens toi que c'est ton devoir que tu accomplis ». C'est ainsi que se termine l'hymne officiel de Guayaramerín.<sup>32</sup> La sentinelle infatigable défend la frontière, et donc la patrie, mais, à Guayaramerín ne retourne aucune louange. L'État l'a abandonnée. Cette mission patriotique, les habitants de Guayaramerín l'assument seuls, envers et contre toutes les négligences étatiques. À San Matías, le président du comité civique reprend à peu près les mêmes propos. « Nous avons toujours défendu la « tricolore », notre sentiment patriotique est fort, on est fier du sol qui nous a vu naître même si l'État ne nous aide pas. »<sup>33</sup> Dans cette ville accusée de tous les maux et présentée comme ce qu'il y a de pire en Bolivie en matière de narcotrafic, ce discours n'étonne qu'à moitié. En soulignant son rôle patriotique, il permet de nuancer l'image dépréciative de la ville.

Le patriotisme frontalier a d'autres raisons. Il procède par imitation des discours nationalistes produits à l'échelle nationale. « Le progrès du Beni sera l'œuvre des *Benianos*<sup>34</sup> eux-mêmes. L'Isiboro-Sécure est et sera toujours *beniano* » voit-on écrit sur l'en tête des courriers du Comité Civique de Guayaramerín.<sup>35</sup> Ce mimétisme, où l'on voit les membres du comité civique singer certaines institutions étatiques n'est pas anodin.<sup>36</sup> Voilà une façon de confisquer une nouvelle fois à l'État la fonction de défense territoriale. Il s'agit d'un énième avatar de la confrontation entre l'État et les frontaliers, où le patriotisme de ces derniers sert de prétexte à la mise en accusation de l'État. En 1976, l'ouvrage écrit en l'honneur du centenaire de Puerto Suárez reprend un article de 1954 publié dans le *Diario El Orden*. Sous le titre « L'abandon systématique d'une frontière », il est écrit : « le présent article a pour objectif de démontrer à l'opinion publique comment notre pays a choisi d'abandonner de façon injuste et systématique sa frontière de Puerto Suárez : premièrement en autorisant la non-navigabilité de la Bahía, puis en choisissant le tracé de la voie ferroviaire à 3 km du village, enfin en fermant la cinquième région militaire. »<sup>37</sup> Que la défense de la frontière soit assumée par les frontaliers envers et contre toutes les négligences étatiques ne peut que leur donner des avantages dans leur confrontation permanente avec l'État.

Certains hommes politiques savent aussi jouer de cette position de sentinelle pour s'attirer des fonds publics. Entre 1997 et 2002, sous le gouvernement d'Hugo Banzer, le Pando reçoit de nombreux fonds étatiques pour soutenir sa croissance. Il faut dire que le département est un bastion de l'ADN\*, le parti du général Banzer au pouvoir. À cette époque, « 14 municipes sur 15 sont contrôlés par l'ADN. » C'est Léopoldo Fernandez qui l'affirme. Ce vieux Pandinois fut sous

<sup>32</sup> Lopez Vaca, Carlos 1997 *Historia de Guayaramerín*, p. 84 Composé par Reinaldo Loyaza Caro, ce chant fut décrété hymne officiel de Guayaramerín en décembre 1980, selon une ordonnance municipale.

<sup>33</sup> Entretien réalisé à San Matías avec Nilson Berre, le 24/09/03. La tricolore est une référence au drapeau bolivien.

<sup>34</sup> Nous laissons le gentilé de Beniano pour habitant du Beni.

<sup>35</sup> Dans la région de l'Isoboro-Sécure la limite entre le département de Cochabamba et celui du Beni n'a jamais pu être définie. Ce conflit de démarcation donne lieu à quelques expressions de régionalismes départementales exacerbées.

<sup>36</sup> Les forces navales ont choisi par exemple comme en tête pour tous les papiers officiels « La mer nous appartient de droit, la récupérer est un devoir. »

<sup>37</sup> Comité Histórico Del Centenario De Puerto Suárez 1976 *Revista histórica del centenario de Puerto Suárez*, p. 37

cette mandature le président de la chambre des Sénateurs. À ce titre, il accéda à la Vice-présidence, lorsque Jorge Quiroga, le Vice-président, remplaça Hugo Banzer moribond. À ce poste stratégique, il négocie pour son département de nombreux avantages. Lorsqu'on lui demande comment il a pu obtenir pour un si petit département autant de financements sa réponse tombe comme un couperet : « c'était parce que nous étions une frontière. »<sup>38</sup> Si faire frontière devient un argument pour recevoir un traitement préférentiel de la part de l'État, on comprend l'intérêt des frontaliers à souligner leur patriotisme.

### ***1-2-2 Vivre dans le mépris ordinaire forge le caractère***

Une autre raison explique que les frontaliers se fassent sentinelles. Les relations avec les Brésiliens ne sont pas aussi sereines que le nombre de mariages mixtes le laisse imaginer. En réalité, la différence de niveau de vie alimente un complexe de supériorité brésilien et un complexe d'infériorité bolivien. Les mortifications infligées aux Boliviens leur rappellent tout ce qui les sépare du Brésil. Elles renforcent leur identité nationale. Rien n'est plus complexe que ce *bolivian pride* né d'un sentiment d'infériorité.

#### **Être pauvre et misérable ...**

« Dans les entretiens avec les Brésiliens de l'Acre, il ressort qu'être *brasiviano* c'est être « presque Bolivien ». Lorsque les *Brasivianos* reviennent au Brésil, ils sont confrontés à une discrimination parce qu'ils vivaient avant en Bolivie et qu'ils représentent un pays potentiellement plus pauvre. »<sup>39</sup> Les Brésiliens ont une vision assez péjorative de la Bolivie. Les raisons en sont multiples. La Bolivie est moins développée et moins riche. À petite échelle, la carte de l'IDH<sup>40</sup> municipal en donne une démonstration éclatante : la bande frontalière accole des municipes au niveau de développement très différent.

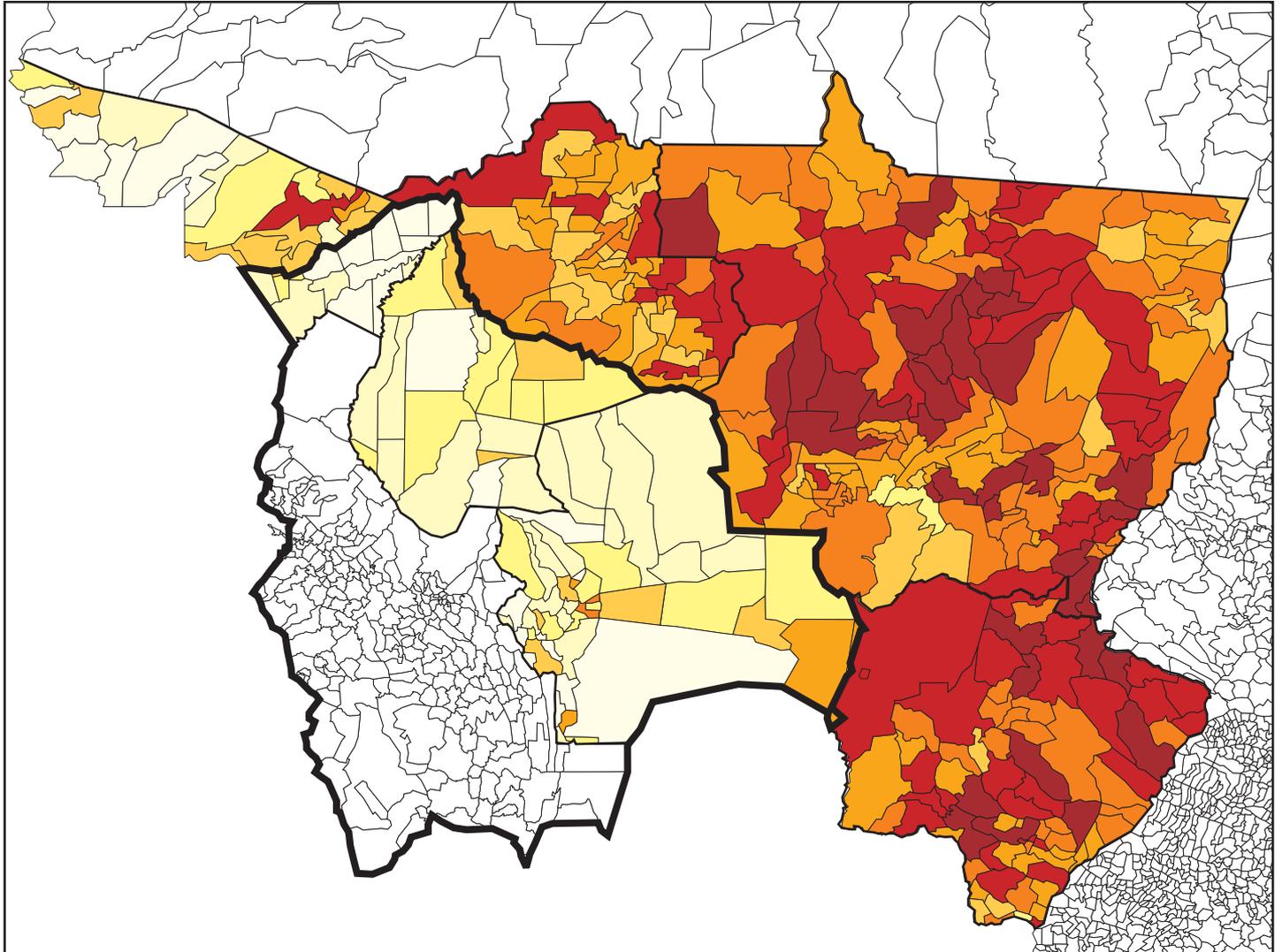
---

<sup>38</sup> Entretien réalisé à La Paz, le 20/07/2003.

<sup>39</sup> Esteves Gomes, Benedita Maria 2001 *Migrations on the Southwestern Amazonian frontier: a case study of "Brasivianos" and "Biscateiros"*, p. 2

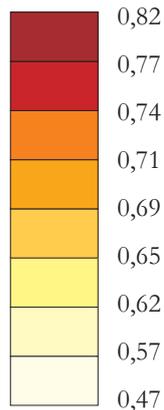
<sup>40</sup> L'IDH est un indice synthétique qui prend en compte de nombreuses variables telles que l'éducation, la santé, le PIB par habitant, l'accès aux services sanitaires etc. Il est élaboré par le programme des Nations-Unies pour le développement en Bolivie comme au Brésil.

IV - 8 : IDH des municipes frontaliers  
*Différence des niveaux de développement de part et d'autre de la frontière*



Latitia Perrier Bruslé 2005

I - Des indices de développement humain différents  
 Valeur de l'IDH par municipe en 2000/2001



II - De part et d'autre de la frontière

Frontière internationale   
 Limite d'état ou de département   
 Limite de municipe 

Fait avec Philcarto - <http://perso.club-internet.fr/pbilgeo> - Fonds de carte élaborés par Philippe Waniez  
 Données INE 2001 et IBGE 2000 (fournies par le groupe RETIS)

Sur le terrain, les remarques désobligeantes des Brésiliens sont fréquentes lorsqu'il s'agit de faire comprendre à l'étranger le fossé qui sépare ce pays sous-développé du leur. Peut-être est-ce la proximité de la Bolivie, qui, par une sorte de crainte irrationnelle de la contagion, rend nécessaire cette mise au point ? En septembre 2003, un voyageur brésilien est arrêté sur le bord de la route entre Cuiabá et Cáceres en raison d'une avarie grave : le bus qui fait la liaison entre les deux villes a pris feu. Ce contretemps ne l'empêche pas de deviser gaiement. « Vous partez en Bolivie ? Bon courage. Ils sont tellement sous-développés là-bas que les roues sont carrées. »<sup>41</sup> Le spectacle, qui indique une certaine dangerosité des transports publics et un faible niveau de développement du Brésil, est l'occasion pour lui de souligner le retard de la Bolivie. Cette attitude est partagée par bien des Brésiliens de la frontière. Au détour de certains entretiens, le chercheur étranger peut-être étonné par l'introduction du pronom personnel « nous » : nous sommes plus riches, nous sommes plus développés, nous savons que la Bolivie ne vaut pas grand-chose. Ce « nous » n'est pas une formule de style, ni de majesté, mais une façon d'associer l'enquêteur venu d'un pays relativement développé, la France, au Brésil dans une dialectique pays riche – pauvre, où la Bolivie tient l'autre extrême. Et les remarques continuent, sans la moindre gêne, parce que, *entre nous*, il est possible de disserter sur le retard du plus pauvre des pays du continent. « Notre modernisation est plus avancée, nous avons des ordinateurs », confie le dirigeant d'une entreprise d'import-export établi à Guayaramerín.<sup>42</sup>

Les rues sales, les bâtiments en mauvais état et jusqu'au poste frontalier plus misérable sont des marqueurs du sous-développement bolivien. Non seulement les Brésiliens ont des arguments pour conforter leur vision dépréciative de la Bolivie, mais les Boliviens eux-mêmes s'en laissent facilement convaincre. Ils avouent parfois leur honte d'être bolivien. Hugo Serrate, le sous-préfet de San Matías, espère que les locaux de la nouvelle sous-préfecture vont être vite achevés. Car, en attendant, les services départementaux sont accueillis dans une cahute de fortune dont l'état de délabrement général « donne une mauvaise image de la Bolivie. »<sup>43</sup> Le jour de cet entretien, l'excitation était à son comble car trois Brésiliens malfaiteurs avaient été arrêtés. Il fallait les reconduire à la frontière pour les remettre aux autorités brésiliennes. Le problème c'est que la sous-préfecture ne dispose pas de véhicule. Les fonctionnaires cherchaient partout un taxi qui, dans des conditions suffisantes de sécurité, pourrait convoier les trois détenus. Ces péripéties constituent autant de mortifications pour les autorités boliviennes. Surtout lorsque les Brésiliens en rajoutent. Nulle part ailleurs au Brésil, les douaniers et les services de migration sont plus tatillons que lorsqu'on arrive de Bolivie. Les passeports sont auscultés dans tous les sens et donnent lieu à une avalanche de questions. Là où, à l'aéroport de São Paulo, on les tamponne nonchalamment, à Cáceres, Brasília, Corumbá, on les inspecte sous toutes leurs coutures. À l'occasion de certains

---

<sup>41</sup> Entretien réalisé le 20/09/03 entre Cuiabá et Cáceres.

<sup>42</sup> Entretien réalisé à Guajará-Mirim le 08/07/03 avec Cervinando Pessanha.

<sup>43</sup> Entretien réalisé à San Matías avec Hugo Serrate, le 22/09/03

voyages au Brésil avec des Boliviens dûment munis de sauf-conduit,<sup>44</sup> j'ai pu constater que leur méfiance n'était pas seulement liée à mon passeport suspect de narcotrafic (les tampons d'entrée et de sortie du Brésil, de la Bolivie et du Pérou s'y accumulaient). « Le Brésil ce n'est pas la Bolivie », lance pour seule justification le fonctionnaire procédurier. « Au Brésil, il y a des lois et on les respecte », ajoute un autre. La raison d'un tel remue-ménage est donc là. En situation de frontière, il faut sans cesse rappeler la différence qui éloigne le Brésil de la Bolivie.

En juillet 2004, les autorités brésiliennes vont plus loin. Elles font installer une pancarte au poste frontalier d'Arroyo Concepción pour mettre en garde les visiteurs brésiliens avant leur entrée en Bolivie. Il y est indiqué qu'ils peuvent y perdre leurs biens (voitures, argent et objets personnels), se faire attaquer ou même tuer.<sup>45</sup> Cela provoque une grande indignation auprès des habitants et des institutions de Puerto Suárez, Quijarro et Arroyo Concepción.

### **En tirer une certaine fierté**

*El Deber*, le quotidien de Santa Cruz, publia le jour suivant un éditorial cinglant. L'éditorialiste analysait dans ces termes l'événement : « Avec un amour de la patrie, sensible, honnête et franc ces simples gens de la frontière se sont sentis insultés, car ils avaient compris que cette affiche offensait la Bolivie toute entière. Ils le dirent aux autorités brésiliennes installées dans ces mêmes confins. »<sup>46</sup> Le mécanisme que décrit le journaliste est classique. Sur la frontière, une trop grande humiliation peut provoquer un sursaut de fierté nationale. Les Boliviens, honteux et moqués, redeviennent sentinelles pour avoir été traités avec si peu d'égards.

Les humiliations, au lieu de les éloigner, par un mouvement de dépit, de la Bolivie, ont le pouvoir de les en rapprocher. Dans le cadre national, les Boliviens frontaliers retrouvent un peu de leur fierté perdue et de quoi panser les blessures d'amour propre provoquées par leurs voisins lusophones. Certains Brésiliens les disaient assez bêtes pour avoir des roues carrées et ne pas connaître l'ordinateur, et les voilà promus gardiens du territoire. Cette haute fonction, comme les louanges qu'ils reçoivent en retour, les confortent dans leur choix de prendre le parti de la Bolivie, plutôt que de tenter de s'en dissocier en tirant argument du Brésil voisin pour se dire « presque Brésiliens. » C'est seulement à Santa Cruz, que certains adoptent cette seconde attitude. Les partisans de l'autonomie crucénienne insistent sur leur proximité culturelle, économique et affective avec le Brésil. Selon eux, un Camba\* est toujours plus proche d'un Brésilien que d'un concitoyen Colla\*. Mais ils sont à quelques 650 kilomètres de la frontière et il n'est plus question pour eux de jouer les sentinelles.

---

<sup>44</sup> En l'absence de passeport, qui est fort coûteux et que peu de Boliviens possèdent, il faut pour voyager au Brésil, un sauf-conduit et une carte d'identité, si l'on compte sortir de la zone où les accords de Roboré sur la libre circulation des hommes et des marchandises s'applique.

<sup>45</sup> Je n'ai pas vu personnellement cette pancarte installée le 10 juillet 2004. Je ne possède pas plus le texte précis de cette inscription. Ce qui est sûr c'est que cela avait provoqué un tel scandale que certains journaux boliviens s'en étaient fait l'écho.

<sup>46</sup> *El Deber*, 2004 *Inseguridad en las fronteras* (édition du 12 juillet 2004)

## II – La bolivianisation des terres de la frontière

« *Montevideo est un centre de réoccupation bolivienne.* »  
Ramiro Paz, 2003.<sup>47</sup>

Pris entre le tropisme brésilien et le patriotisme bolivien, les vieux frontaliers avaient trouvé un compromis, toujours vivant aujourd'hui. Leurs relations fréquentes avec le Brésil donnent naissance à une société métissée où l'influence de la culture brésilienne se fait ressentir. En conséquence, les frontaliers ne connaissent pas la peur du « Brésil colossal » qui existe ailleurs en Bolivie. Ils ne sont pas, pour autant, devenus des suppôts d'une supposée stratégie de pénétration brésilienne. Les humiliations leur rappellent sans cesse la différence qui les sépare du voisin lusophone.

Cette culture métisse, qui s'accompagne de quelques sursauts patriotiques, n'a rien à voir avec la « bolivianisation » de la frontière. Ce néologisme évoque le mouvement de réappropriation nationale de ces marges grâce à la diffusion d'une identité nationaliste. Portée par les migrants andins récemment installés dans la zone, la bolivianisation s'alimente d'une confrontation ouverte avec le voisin brésilien. Il est perçu comme hégémonique et expansionniste. L'analyse n'étonne guère de la part de ces migrants imprégnés de la doxa géopolitique bolivienne où les voisins ne sont rien d'autres que des bolivianophages en puissance. Ils ne peuvent la nuancer, car ils n'ont pas connu les temps les plus durs de la frontière bolivienne, lorsque, déconnectée du reste du pays, elle n'avait comme unique recours que le Brésil. Depuis le centre de l'espace national, où l'on se montre souvent circonspect quant à la capacité des vieux frontaliers à tenir la frontière, les migrations andines sont analysées d'un œil favorable. Ramiro V. Paz a écrit un livre pour mettre en garde contre les menaces à la souveraineté qui pèsent à la frontière orientale.<sup>48</sup> Interrogé sur ce sujet, il rappelle que les institutions étatiques (tenues par les vieux frontaliers) ne sont pas capables de défendre la frontière et la bolivianité. « La préfecture du Pando est un nid de corruption », « à Cobija il n'y a pas de vrais Boliviens, il y a seulement des bureaucrates qui se disent Boliviens parce que l'État bolivien les paye. » Ce qui leur manque à tous, c'est une âme patriotique.<sup>49</sup> En dénonçant les élites locales, il met en accusation les vieux frontaliers. Au terme de cet état des lieux sans concessions, l'auteur évoque une lueur d'espoir. « Montevideo [sur les rives de l'Abuná] est un centre de *réoccupation bolivienne.* » Comment font-ils ces migrants andins pour devenir les sentinelles exemplaires de la bolivianité et s'attirer les louanges d'un homme aussi tatillon sur la souveraineté nationale ? Pour le comprendre, il faut dresser leur portrait qui explique les expressions identitaires qu'ils adoptent, une fois sur la frontière.

<sup>47</sup> Entretien réalisé par téléphone (La Paz – Tarija), mars 2003.

<sup>48</sup> Paz V., Ramiro 1999 *Dominio Amazonico*

<sup>49</sup> Entretien réalisé à La Paz (par téléphone via Tarija), mars 2003.

## **2-1 - L'arrivée des hommes nouveaux**

L'achèvement de la route est toujours une date clef dans l'histoire des villages et des villes frontalières. Son effet d'entraînement sur le développement du commerce est vigoureux. Au-delà de la sphère économique, la route bouleverse le destin des marges frontalières qu'elle atteint. Elle assure une meilleure insertion dans l'espace national. Surtout, elle a été empruntée par des migrants andins en quête de l'Eldorado oriental.<sup>50</sup> Cette migration sans précédent change la société frontalière et les modes de vie. À ce titre, on peut affirmer que les Andins ont été plus que des produits de l'intégration nationale, ces facteurs ou ces agents.

### **2-1-1 La fin des frontières vides ?**

#### **Vague de migration de l'Orient à sa frontière**

La géographie de la population bolivienne a été profondément perturbée dans la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle. Les marges orientales se sont peuplées sous l'effet d'un vaste mouvement de migrations intérieures. La première période intercensitaire (1950-1976) témoigne de la rapidité de la conquête de l'Est, alors que les régions altiplanesques perdent de la population. Les deux plus grandes villes orientales, Trinidad et Santa Cruz, enregistrent une croissance rapide, tout comme la province Vaca Díez - le bastion de fort peuplement de l'Amazonie bolivienne qui regroupe Guayaramerín et Riberalta.<sup>51</sup> Le Pando est un front en croissance, mais sa population reste fort réduite. Un quart de siècle plus tard, entre 1976 et 1992, l'opposition entre un Occident qui se vide et un Orient qui se peuple est renforcée. La seule variable nouvelle est la croissance des piémonts andins où une colonisation agraire se développe, en partie grâce aux *cocaleros* qui retiennent une part du flux des migrants en direction de l'Orient. La croissance orientale reste cependant vigoureuse. Sur la frontière, la province Germán Busch (qui regroupe Puerto Suárez et Quijarro) enregistre un taux de croissance annuelle supérieure à 5,78 %.<sup>52</sup> Entre 1992 et 2001, la croissance reste soutenue en certains lieux (notons que pour cette dernière carte il ne s'agit plus de croissance annuelle mais de croissance intercensitaire). Si les poches de faible croissance démographique, liées à une importante migration, se maintiennent dans le sud (Potosi et Chuquisaca) et dans le nord de l'Altiplano (Oruro et La Paz), la croissance de l'Orient est moins massive. Le Pando et le nord du département de Santa Cruz prennent la tête, alors que la zone du Chaparé, à l'ouest de Santa Cruz, connaît encore une augmentation significative de sa population.

---

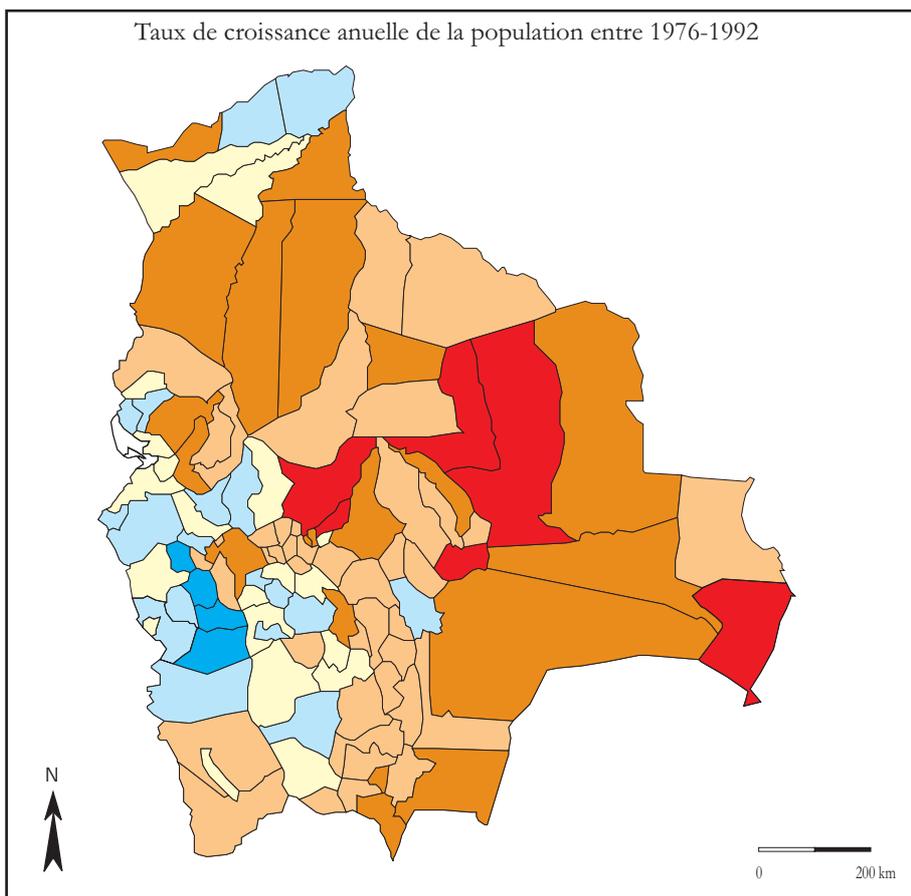
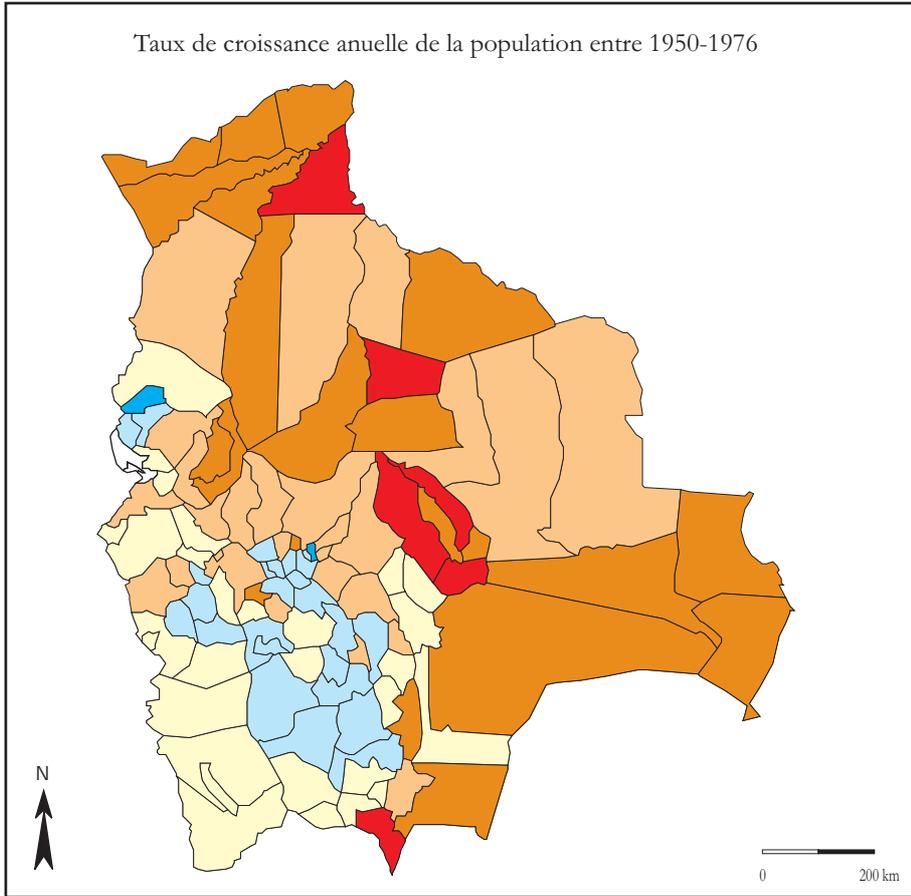
<sup>50</sup> « L'inauguration des routes ouvre les portes à une migration de colla considérable qui peut s'installer sur les terres chaudes et basses. » Calderon Gutierrez, Fernando (Coord.), Suárez, Hugo José et Jetté, Christian 2003 *Informe de desarrollo humano en el Norte Amazonico Boliviano*, p. 45

<sup>51</sup> La précocité de la croissance démographique de la région capitale de l'exploitation du caoutchouc rend compte de l'existence des deux villes de Guayaramerín et Riberalta dont le poids démographique est important. Riberalta regroupe 76 000 habitants et Guayaramerín 40 500.

<sup>52</sup> Voir Arreghini, Louis et Roux, Jean-Claude 2001 *Bolivia de los Andes a los Orientes : Disparidades espaciales y dinamicas socio-economicas*, p. 54-56.

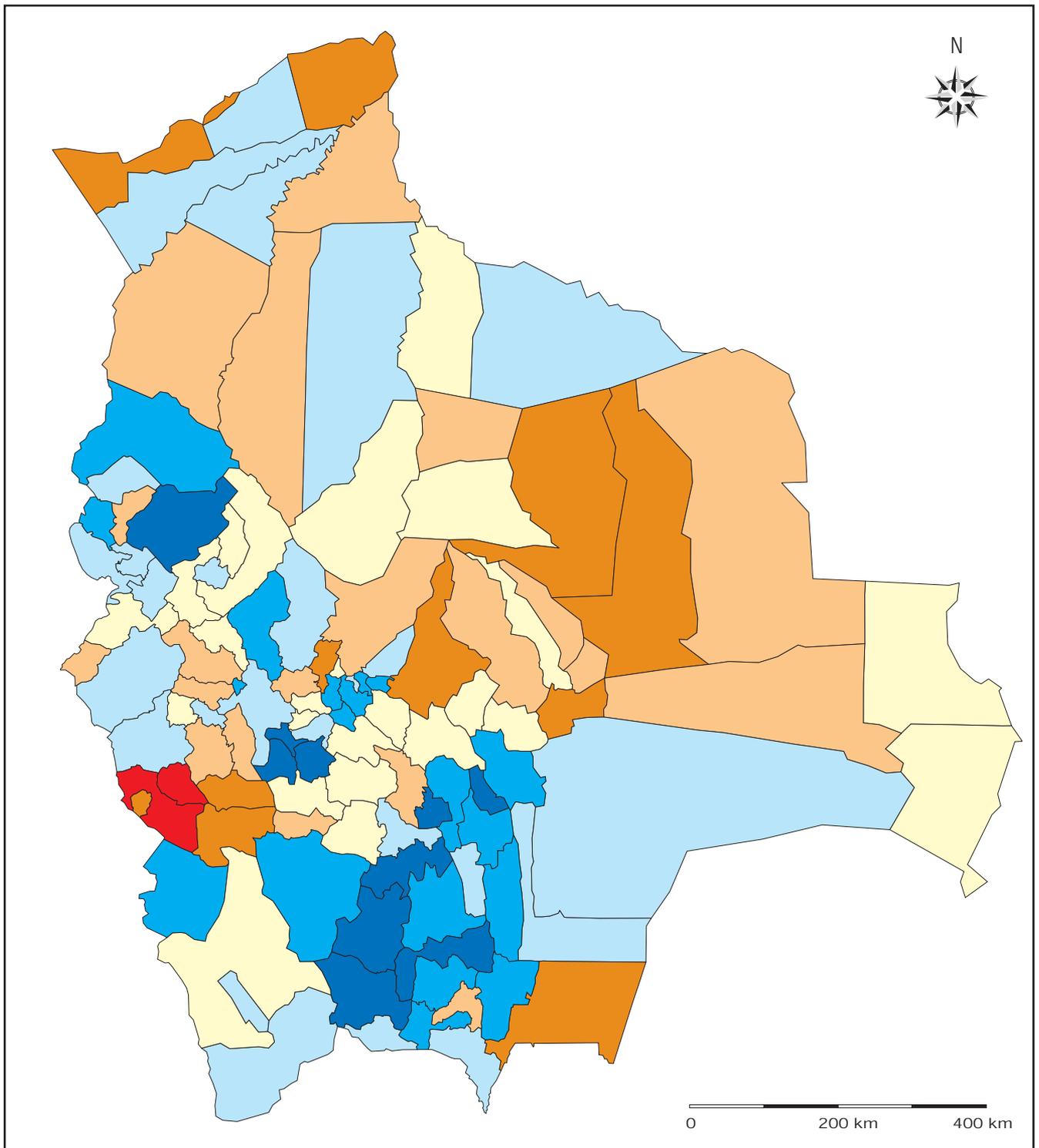
## IV - 9 Croissance de la population provinciale 1950 - 1992

### *L'Oriente, région d'accueil*



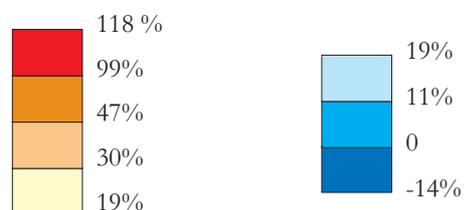
Laetitia Perrier Bruslé 2005  
Source : Arreghini L. et Ronc: J-C, 2001,  
*Bolivia de los Andes a los Orientes*

## IV - 10 : Croissance démographique dans la dernière période intercensitaire



Laetitia Perrier Bruslé 2005 Source : Données INE, censo 2001

Taux de croissance intercensitaire de la population 1992-2001

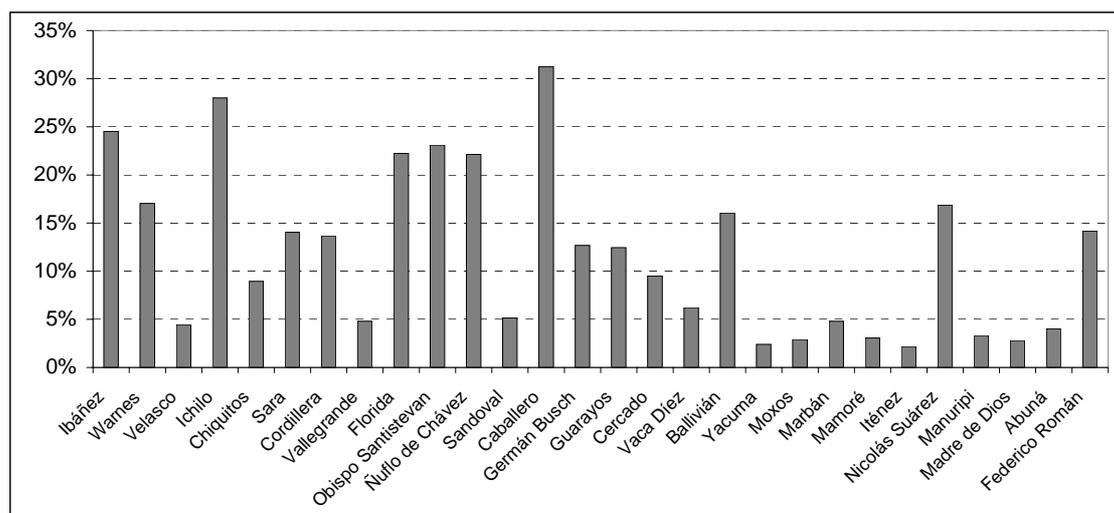


Ces cartes montrent la croissance démographique de l'Oriente, et non les migrations en direction de cette région. Mais, compte tenu du faible peuplement de l'Oriente dans les années 50, cette croissance soutenue tout au long de la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle est largement imputable à la migration. À partir de 1950, chaque période intercensitaire confirme que l'Oriente est devenu une zone de croissance – même si il n'est pas, loin s'en faut, aussi peuplé que l'Altiplano aujourd'hui.<sup>53</sup> Or, les migrants sont, par leur seule présence, une force bolivianisante. Rappelons-nous que les discours paranoïaque sur la frontière tirent argument du vide de ces régions. Région dépeuplée, région non-bolivianisée, région menacée, cette suite logique s'achève en partie avec le vaste mouvement de migration intérieure en direction de l'Oriente.

### Migrer, depuis où ?

Mais cette migration fait bien plus que bolivianiser par la simple présence d'hommes. Pour comprendre ce point, il faut insister sur l'origine géographique des migrants. Ce sont des Andins. La population née dans les départements andins (La Paz, Cochabamba, Potosi, Oruro, Chuquisaca, Tarija) représente en moyenne 11,8% de la population des provinces orientales.

**Figure IV-3 : Part des Andins de naissance dans la population des provinces orientales<sup>54</sup>**

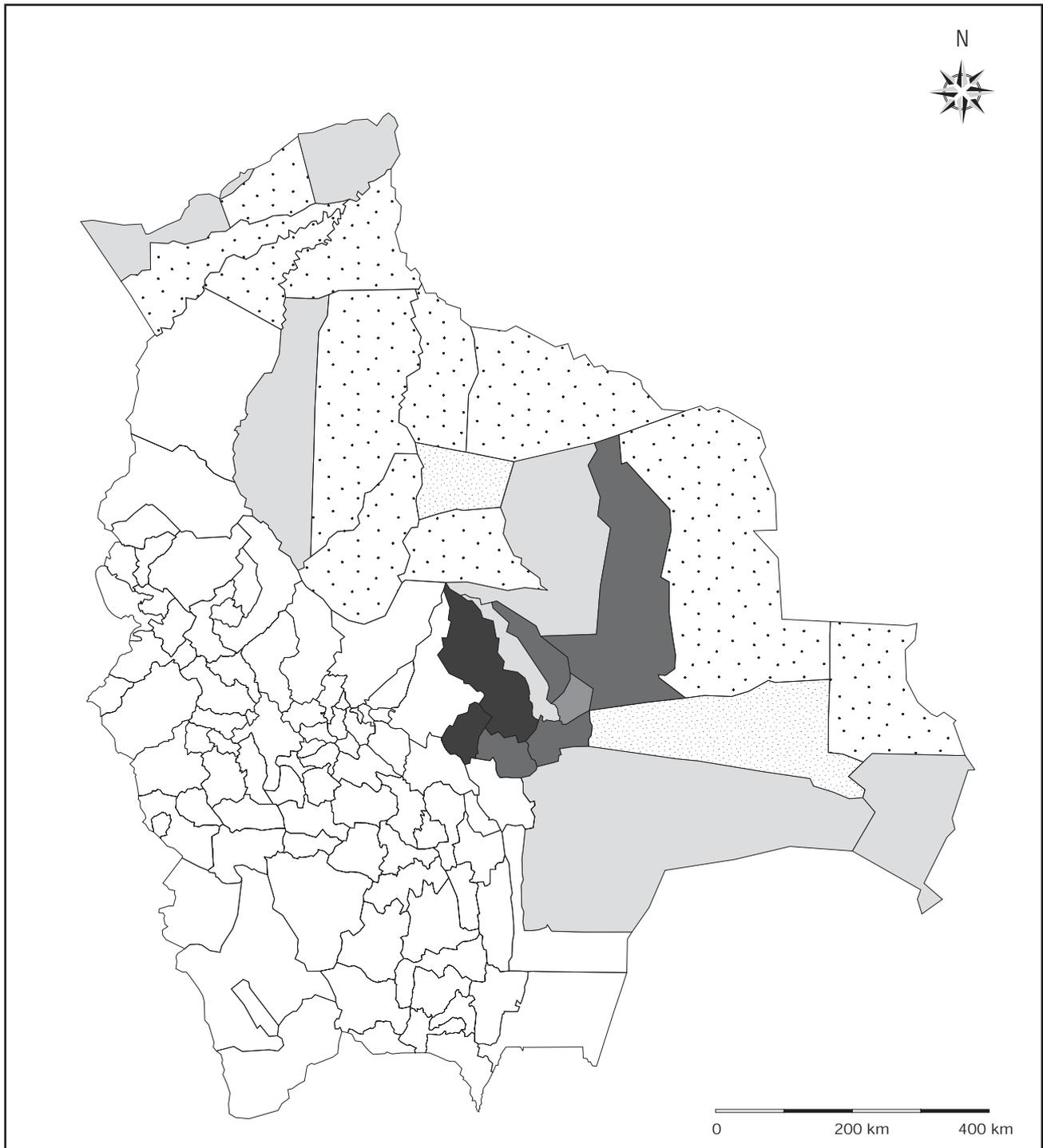


La répartition géographique de cette population andine fait ressortir les provinces situées dans l'aire d'influence de la grande métropole crucénienne. Mais certaines provinces frontalières ne sont pas en reste : c'est le cas de la plupart des provinces du Pando et de la province Germán Busch (qui regroupe les municipes de Puerto Quijarro et Puerto Suárez). Dans tous les cas les valeurs sont fortes. Or, ces migrations sont anciennes. De nombreux enfants sont nés de parents eux-mêmes nés dans les Andes. La part des habitants de culture andine est donc plus forte que ces valeurs ne la laissent apparaître.

<sup>53</sup> Voir carte 0-1 Population par municipe en 2001, p. 11

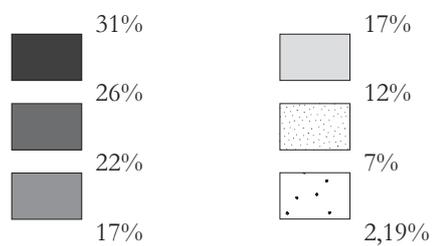
<sup>54</sup> Données INE recensement de 2001.

## IV - 11 Part des Andins dans la population des provinces orientales



Laetitia Perrier Bruslé 2004, Données INE, Censo 2001

Part de la population née dans les départements andins dans la population totale  
(en pourcentage)



## ***2-1-2 Des migrants en quête de l'Eldorado frontalier***

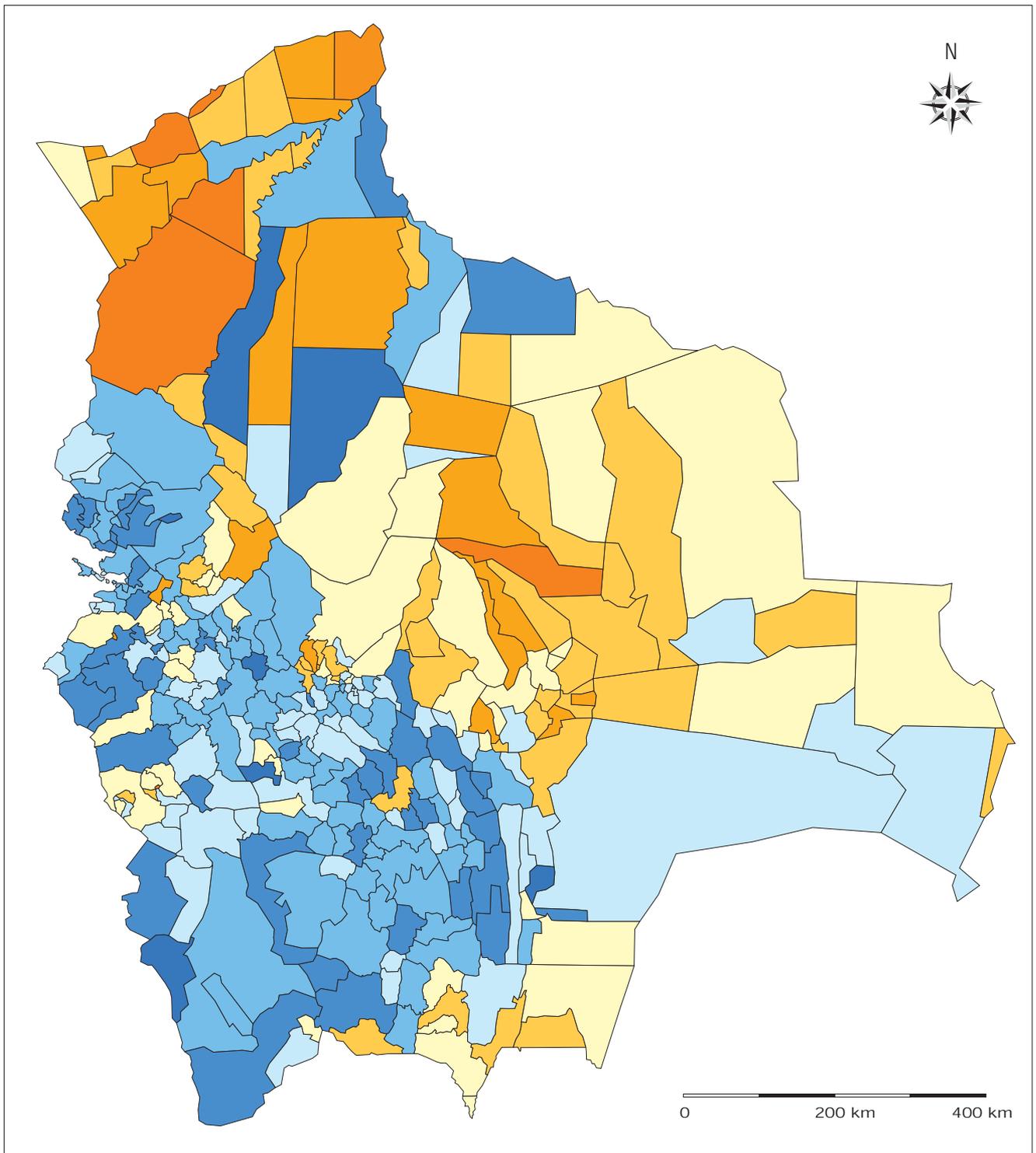
La migration en direction de l'Orient s'étire sur une large période de temps. Initiée dans les années 50, elle n'est toujours pas tarie aujourd'hui. Ce mouvement long de plus d'un demi siècle ne se laisse pas facilement réduire à un schéma général : celui d'une migration des Andins des régions pauvres où l'activité minière périlite en direction des terres agricoles tropicales de l'Orient. En réalité, l'immigration orientale est diverse : certains partent des espaces ruraux pour aller travailler dans les grandes villes de l'Orient (à Santa Cruz en particulier), d'autres quittent les villes andines pour rejoindre la métropole crucénienne, d'autres enfin partent des mêmes villes à la recherche de terre. Les migrations sont donc rurale/urbaine ou urbaine/urbaine, ou encore urbaine/rurale. Au sein de cette dynamique polymorphe, la migration en direction des villes de la frontière occupe une place particulière. La colonisation agricole est restée marginale par rapport à la part de la migration en direction des villes frontalière. Elle est relativement plus jeune que d'autres formes de migrations orientales.

### **La migration frontalière est instable dans le temps, changeante dans ces lieux d'élection**

La carte du taux de migrations par municipes en 2001 montre un instantané des migrations en cours en Bolivie. La frontière orientale ne possède pas en tout point la même capacité d'attraction. Elle apparaît même plus hétérogène que l'ensemble oriental auquel elle participe. Le long de la bande frontalière se trouvent les valeurs migratoires les plus fortes et les plus faibles de l'Orient. Sous la haute dépendance des opportunités commerciales et de l'effet-frontière, la migration frontalière est plus instable que les autres migrations orientales.

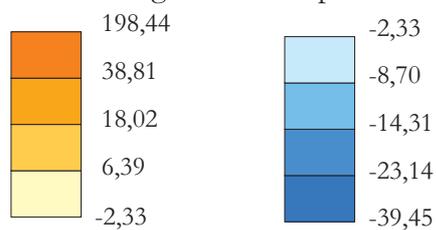
Le mouvement d'immigration en direction du Pando est actuellement vigoureux. Dans ce département le taux moyen annuel s'établit à 26,5 migrants pour mille habitants. Ces valeurs doivent être cependant nuancées en tenant compte du faible niveau de peuplement du Pando. Des taux d'immigration records, comme celui du municipes de Nueva Esperanza (situé à la pointe de l'Abuná), peuvent n'engendrer que des volumes de migrants dérisoires. Dans le cas de ce municipes, un tel taux se traduit par une arrivée de 148 personnes pour une population totale de 740 habitants. Ailleurs les municipes de Quijarro, et ceux de San Ignacio, San Matías et Baures (le long de l'Iteñez) reçoivent aussi des migrants. D'autres municipes, qui ont connu, quelques décennies auparavant, des fortes croissances démographiques, ont aujourd'hui un solde migratoire nettement négatif. Ce sont ceux qui subissent la crise commerciale, comme Puerto Suárez situé trop loin de la frontière et concurrencé par Arroyo Concepción et Quijarro, ou Guayaramerín gênée par la zone franche de Cobija. La ville possède le solde migratoire le plus bas de toute la frontière (-16,67 pour mille). En 2001, quelques 700 personnes ont quitté la ville.

IV - 12 : La migration en 2001  
*Une attractivité différenciée de la frontière*



*Latitia Perrier Bruslé, 2005*

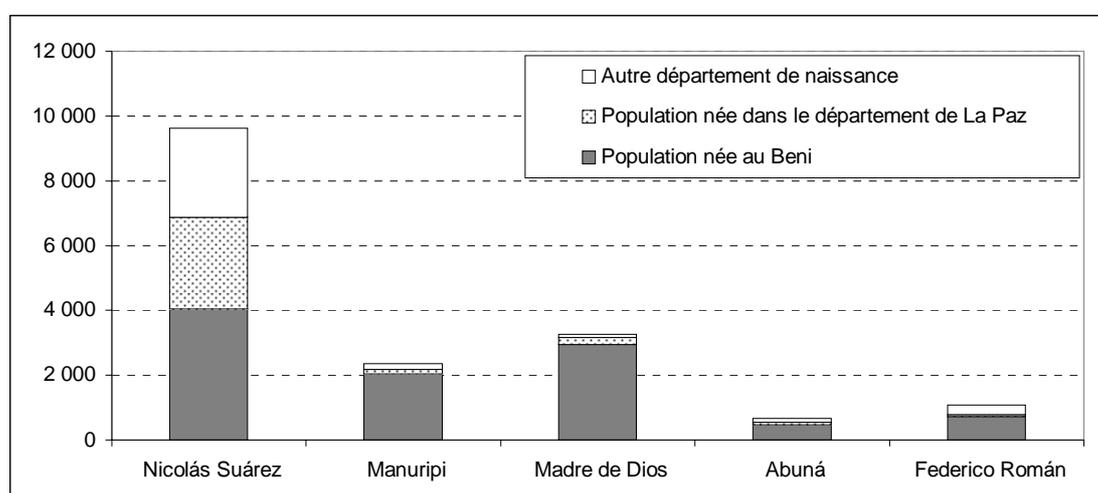
Taux annuel d'immigration nette pour 1000 habitants en 2001



*Fait avec Philcarto [discrétisation 'Jenks']  
 Source : PNUD, données Informe de desarrollo humano 2001*

Dans le Pando, les deux groupes de migrants les plus importants viennent du Beni et de La Paz (département). Ils représentent respectivement 19% et 6% de la population du département.<sup>55</sup> Leur répartition géographique n'est pas homogène. À Cobija, il est fréquent de croiser des transplantés béninois de Guayaramerín. Ils sont venus mettre en valeur leur savoir-faire commercial dans une ville plus dynamique. Ils sont chauffeurs de taxis, petits commerçants ou vendeurs de rue. Dans les zones rurales du Pando, d'autres Béninois travaillent dans les exploitations forestières ou comme collecteurs de castaña. En parallèle de cette activité rémunérée, ils fondent des communautés paysannes sur les concessions forestières ou sur les terres des *barracas*.<sup>56</sup> Ainsi dans les provinces rurales du département, les migrants originaires du Beni dominent. Dans la province de Nicolás Suárez (avec pour capitale Cobija), la plus urbanisée, ce sont les migrants Pacéniens qui sont les plus nombreux.

**Figure IV-4 : Répartition de la population vivant dans le Pando et née dans un autre département<sup>57</sup>**



La domination des Pacéniens dans la partie urbaine du Pando est nette. C'est fort logique. Ils sont descendus des Andes pour faire du commerce.

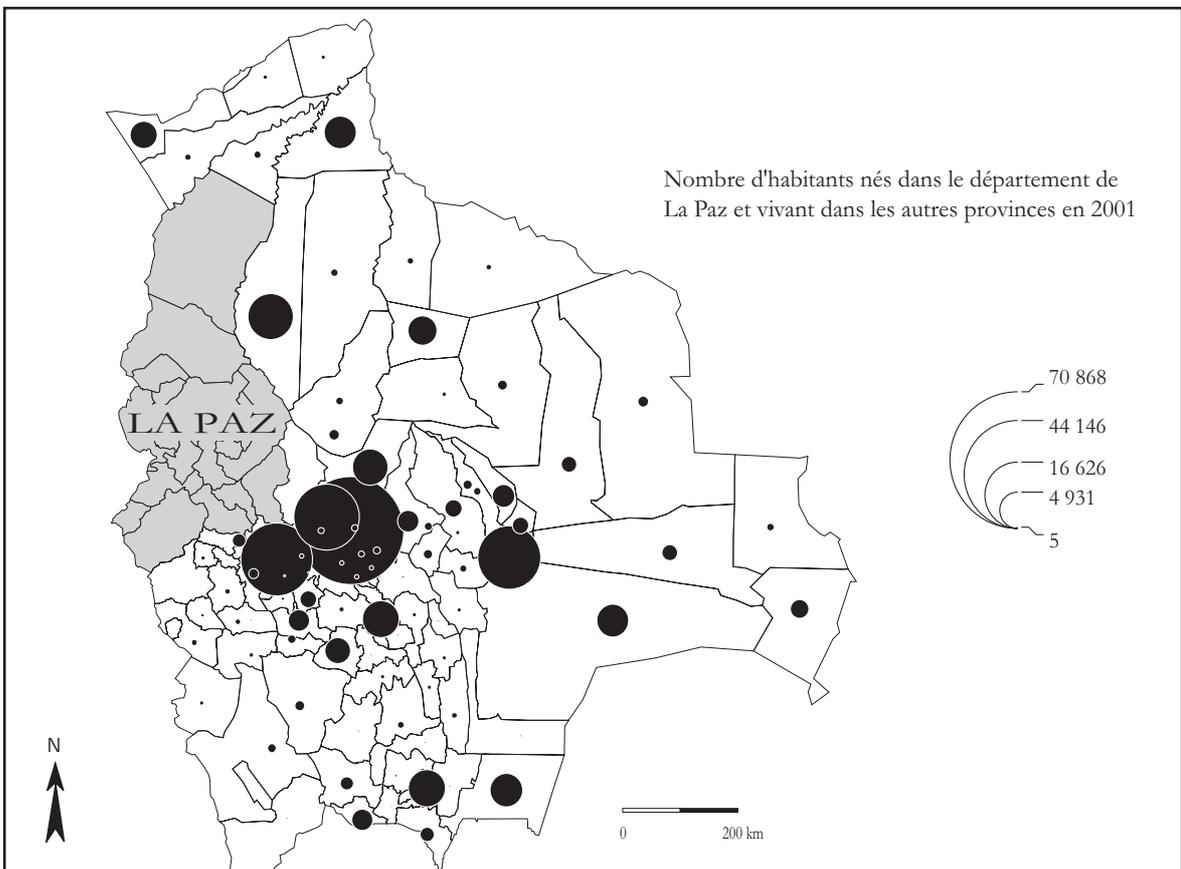
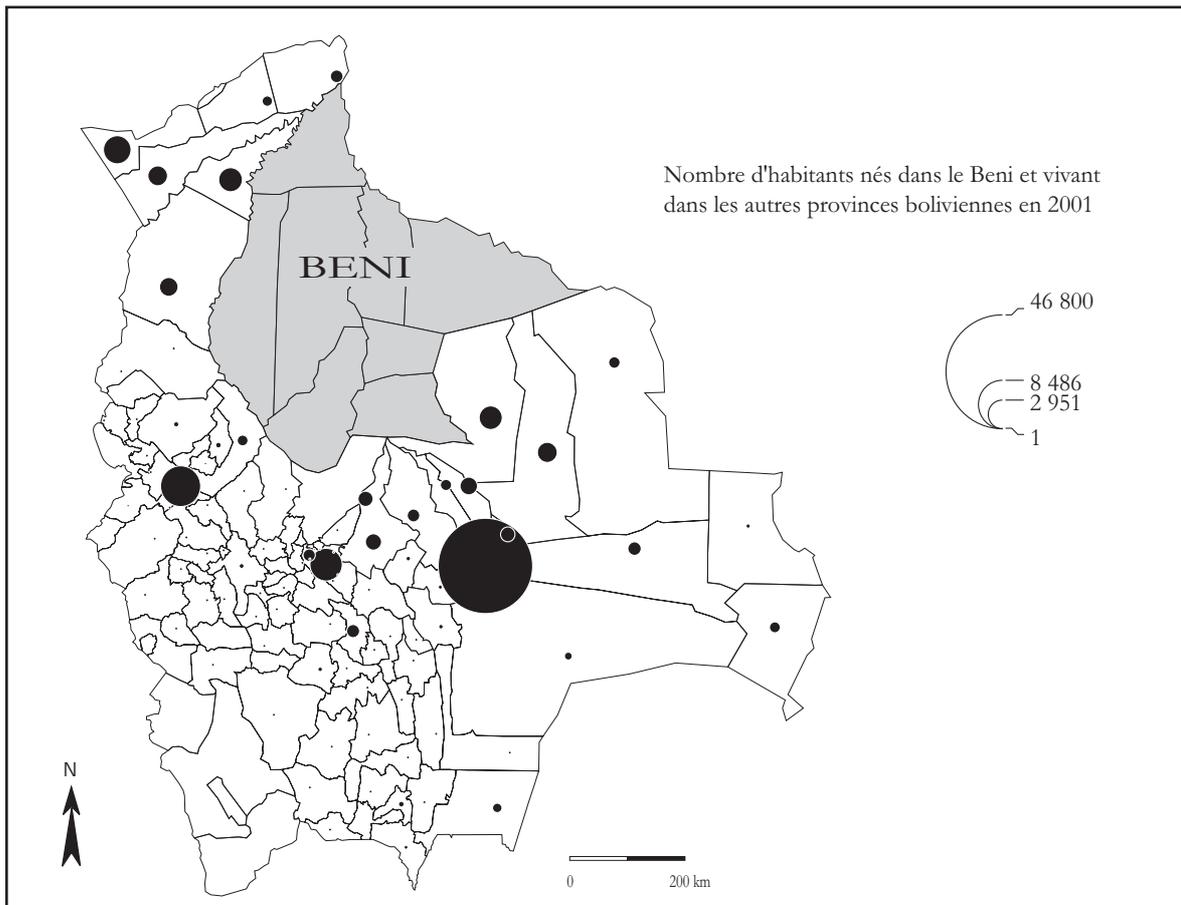
<sup>55</sup> La part de la population pandinoise née dans le Pando s'élève à 62%. Ceux nés hors Pando se répartissent comme suit : 5% sont nés à l'étranger, 2% à Santa Cruz et 2% à Cochabamba, la population née dans d'autres départements représente moins de 4% de la population du Pando.

<sup>56</sup> Ce problème de la colonisation agricole « sauvage » sur des terres attribuées en concession par l'État bolivien aux forestiers, ou sur le territoire des *barracas* est devenu si crucial qu'il avait donné lieu à une réunion sur le problème de la terre dans le Pando. Le 22 avril 2004, le directeur de l'INRA, celui de la Superintendance forestière, le préfet du Pando, le directeur de Bolfor et l'ensemble des forestiers s'étaient réunis pour tenter de définir une stratégie commune face aux invasions des concessions. Les forestiers en tirent argument pour ne pas payer la patente forestière qu'ils doivent à l'État bolivien (1 dollar/has/an). Le lendemain, dans une réunion publique, les possesseurs des *barracas* étaient intervenus sur le même problème. Là encore il s'agissait plus d'un prétexte pour obtenir le droit de posséder des propriétés individuelles de terre de plus de 500 hectares.

<sup>57</sup> Source : INE, Recensement de la population et de l'habitat, 2001.

# IV - 13 Localisation géographique de la "diaspora" beninoise et pacénienne

## *Le Pando frontalier, une option commune*



Laetitia Perrier Bruslé 2005  
Fait avec Phlcarto, données INE, recensement de 2001

## **Mobilité intra-frontalière, caractéristique d'un front pionnier commercial**

Les migrations en direction de la frontière orientale sont plus instables et plus localisées dans l'espace qu'ailleurs dans l'Orient. Cela tient à la nature de ces migrations, motivées par l'image d'un Eldorado commercial. Or, cette image peut rapidement évoluer. Elle dépend du contexte local, de l'évolution de l'effet-frontière, et de la façon dont on peut le percevoir depuis l'extérieur de la bande frontalière. « Par les espérances qu'elle éveille, une zone pionnière est toujours considérée comme douée de possibilités illimitées », <sup>58</sup> disait Pierre Monbeig à propos de l'aire d'expansion des *Paulistas* au Brésil. Ces espérances, échafaudées à partir d'une représentation tronquée de la réalité, emportent la décision de migrer. Le plus souvent, elles sont liées aux potentialités agricoles d'une zone. La terre tropicale est plus riche, plus chaude, plus fertile et plus abondante lorsqu'on l'imagine depuis les Andes. Cette image, construite sur des faits physiques, est stable. En revanche lorsque les espérances sont nourries par un front de croissance commerciale, elles sont plus sensibles à l'air du temps. C'est ce qui se passe sur la bande frontalière.

La propension à voyager des frontaliers rend compte du dynamisme démographique de la frontière et de ses rapides retournements. En tant que commerçants, les migrants développent une forte mobilité. En 2002 et 2003, l'entreprise de chemin de fer F.O SA, qui relie Quijarro à Santa Cruz a assuré le transport de plus de 500 000 passagers annuels. Le chiffre est conséquent car les cinq villes desservies sur ce trajet ne dépassent pas 37 000 habitants.<sup>59</sup> Ne nous méprenons pas, cependant, sur cette mobilité. Elle ne laisse pas des villes vidées à côté d'autres, qui, le long de la même ligne, se peuplent en quelques années. Lorsque les migrants quittent un point frontalier, parce que les conditions du commerce y sont devenues moins favorables, ils le font pour rejoindre une autre ville frontalière. Il y a donc derrière le mouvement permanent, dont rend compte la carte des taux de migration annuels des municipes, une certaine stabilité. Les migrants abandonnent rarement la frontière pour revenir à leur case de départ, dans les Andes.<sup>60</sup>

## ***2-2 Bolivianisation, les nouveaux acteurs***

Farig Mayo est directeur de l'INRA de Cobija. C'est un vieux Pandinois, comme son patronyme d'origine arabe l'indique. Lorsqu'il regarde les transformations récentes de sa région natale, sous l'effet des migrations collas, il ne cache pas son inquiétude. C'est au détour d'une conversation à propos d'un projet de colonisation agraire par des paysans andins, que l'INRA est censée patronner, qu'il confie ses doutes. Installer 5000 Collas dans la zone est déraisonné. S'il peut comprendre les motivations politiques d'un tel projet, capable de calmer un peu la vigueur de la contestation paysanne dans l'Altiplano, il n'en trouve aucune raison logique. « Tout projet de

<sup>58</sup> Monbeig, Pierre 1952 *Pionniers et planteurs de São Paulo*, p. 81

<sup>59</sup> Il s'agit de l'ensemble Puerto Suárez/ Quijarro/ Arroyo (22 400 habitants), El Carmen Rivero Torres (2 330 habitants), Roboré (10 360 habitants) et San José de Chiquitos (9 211 habitants). En réalité la majeure partie du train se remplit à Puerto Suárez et Quijarro.

<sup>60</sup> Dans certain cas, les migrants peuvent se rendre à la frontière avec l'Argentine, où les conditions de vie sont fort similaires.

colonisation dans le Pando déséquilibrerait la région et serait dangereux. Dans notre département il y a 5 000 ruraux et 25 000 urbains. Introduire 5 000 collas dans le cadre d'un méga-projet de colonisation serait un grand risque pour notre région », assène-t-il. Ses craintes ne sont pas uniquement fondées sur le bouleversement démographique à venir, qui aurait pour effet de doubler la population rurale du Pando. Elles sont liées aux caractéristiques des colonisateurs. « Les Collas ont une identité puissante. Ils ne s'acculturent jamais. Ils seraient capables de changer rapidement l'identité de la région. Ici, les paysans ont vécu longtemps dans le système du patronage.<sup>61</sup> Si on leur parle d'une voix forte, ils baissent la tête et se taisent. Ils ne sont pas prêts à affronter des Collas. Dans la zone de Montevideo, loin de Cobija, on a donné des terres aux commerçants collas. Je pense qu'ils pourraient devenir rapidement les nouveaux patrons », conclut-il.<sup>62</sup>

Ce laïus pourrait n'être que le témoin de la montée d'un sentiment régionaliste xénophobe, en réponse au mouvement massif de migration andine.<sup>63</sup> Il n'en est rien. Tous les Pandinois s'accordent même pour dire que l'identité de la région, c'est de n'en point avoir. « Un Pandinois peut-être né partout, partout sauf dans le Pando », dit un dicton local. Le directeur de l'INRA souligne quelques conséquences fondamentales de la migration andine sur l'identité culturelle de la région. Les Collas sont sûrs de ce qu'ils sont et attachent, dans la définition de leur identité, une grande importance à leur origine géographique. Ils sont de La Paz, de Cochabamba, d'Oruro. « Voilà l'ambassade de Cochabamba à Bolpebra » affirme fièrement Don José, habitant de Bolpebra et originaire de Cochabamba, en montrant sa maison.<sup>64</sup> Cette identité départementale s'intègre naturellement dans l'affirmation de son rattachement à la partie andine du pays. La force de cette identité leur permet de s'opposer aux autres. Farig Mayo concède que les projets de colonisation agraire par des migrants andins ont au moins la chance de réussir sur un point : faire reculer la pénétration culturelle brésilienne, « parce que un Colla, personne, pas même un Brésilien, ne pourra l'acculturer ». <sup>65</sup> À cette forte identité, s'ajoute une certaine capacité de *domination*. Le terme pourra sembler exagéré et pourtant il est sûr que les Collas parviennent avec quelques succès à imposer leur manière de vivre et de voir les choses aux vieux frontaliers.

### ***2-2-1 Expressions de l'identité colla et bolivianisation***

La diffusion d'une identité colla permet de comprendre leur capacité à bolivianiser la frontière, parce que cette identité est porteuse d'un nationalisme bolivien ardent.

<sup>61</sup> Il faisait référence aux modes de relations sociales instaurées par l'exploitation caoutchoutière, où le « patron » de la *barraca*\* était tout puissant puisque ses travailleurs, isolés dans la forêt, dépendaient en tout point de lui (pour les vivres, les outils, la rémunération, les soins médicaux etc.)

<sup>62</sup> Entretien avec Farig Mayo, directeur de l'INRA, section départementale du Pando, Cobija le 15/04/03

<sup>63</sup> On observe un tel sentiment xénophobe dirigé contre les Collas, dans la ville de Santa Cruz.

<sup>64</sup> Entretien réalisé le 28/06/03 à Bolpebra.

<sup>65</sup> Entretien réalisé le 11/04/2003, à Cobija.

## La vigueur du sentiment national colla

Les Collas pour expliquer qui ils sont commencent par dire d'où ils viennent. Ils se disent plus souvent de l'Occident, que des Andes ou de la montagne.<sup>66</sup> Cette préférence n'est pas anodine. L'Occident ne fait sens que par rapport à un espace national conçu comme bipolaire (où les Andes s'opposent en tout point aux Basses Terres). Dans une géographie épique bolivienne, les hautes terres occidentales représentent le bastion territorial du pays, à la fois en tant que forteresse imprenable et en tant que môle où se fond l'identité nationale.<sup>67</sup> Ils se considèrent comme le canal historique de la bolivianité. De fait, lorsque, en Bolivie, des gens défilent dans la rue pour refuser l'immixtion des intérêts étrangers dans l'économie ou l'exportation des ressources naturelles, ils sont bien plus souvent de l'Occident que de l'Orient. Ils sont porteurs d'un sentiment national d'autant plus virulent qu'ils se considèrent comme les seuls légitimes détenteurs de ce patriotisme. Cette légitimité leur est conférée par leur naissance au cœur de la Bolivie historique.

Originaires du noyau central, ils sont, depuis des générations, insérés dans la vraie Bolivie qui pendant longtemps n'a été que celle des plateaux. Proches du pouvoir central, ils ont profité d'un maillage institutionnel plus resserré. Les écoles étaient plus nombreuses sur l'Altiplano. Dès le début du XX<sup>ème</sup> siècle, elles ont transmis une mémoire territoriale nationale. L'armée, aussi, contrôlait mieux les Hauts Plateaux. Ses agents recruteurs regroupaient les conscrits, qui, lors de leur service militaire, apprenaient une nouvelle fois le catéchisme territorial.<sup>68</sup> Tout, dans cette double formation scolaire et militaire, concourt à l'émergence d'une représentation angoissée des frontières. Les générations antérieures passées par le même moule, contribuent aussi à la transmettre. Cette représentation n'est pas sans conséquence lorsqu'ils foulent pour la première fois la terre de la frontière. Bien plus que les vieux frontaliers, ils assument l'angoisse nationale du recul des frontières. Le chef de la douane à Cobija fait partie de ces nouveaux transplantés du noyau central. Il dit : « toute la frontière du Pando est pleine de Brésiliens. Le gouvernement brésilien aide les colonisateurs parce qu'ils ont une mission : gagner des terres pour leur pays. » Il ajoute : « ces gens sont là depuis 10 ou 15 ans et ils continuent à venir. » Heureusement, il sait rester optimiste. « Avec le temps cependant on va finir par réussir à les chasser. »<sup>69</sup> Ce type de discours est caractéristique des hommes venus des Andes. Ils n'ont pas, vis-à-vis des Brésiliens, l'attitude conciliante, ou pragmatique, des vieux frontaliers. Ils sont d'ailleurs confortés dans leur position par la littérature nationaliste, émanant des médias ou des militaires, qui dit que seule la migration d'Andins pourra assurer la défense des frontières.

<sup>66</sup> Ce point les distingue des Andins du Pérou et de l'Équateur qui disent plus volontiers qu'ils sont de la *sierra*.

<sup>67</sup> Voir Première partie, chapitre II, paragraphe 2-2 La vraie Bolivie, le macizo boliviano, p. 102

<sup>68</sup> Nous simplifions, pour aller plus vite, une réalité plus complexe. En réalité l'Altiplano bolivien n'est lui-même pas si homogène. Dans son quart sud-ouest, sud Lipez et zone des salares, le maillage des institutions étatiques eut aussi du mal à progresser. Ces régions périphériques de l'Altiplano semblent presque aussi abandonnées que l'Orient. Enfin, si le réseau des écoles et des autres institutions étatiques est meilleur sur l'Altiplano, il n'est pas pour autant parfait et une partie de la population est jusque dans les années 60 non-scolarisée.

<sup>69</sup> Entretien réalisé avec le chef de la douane à Cobija, le 23 avril 2004.

## Être ou ne pas être tropicalisé

La grande question sur la frontière est celle de savoir si on est ou pas « tropicalisé », si on l'est depuis longtemps et si on l'est beaucoup (puisque'il y a, dans la tropicalisation, des degrés). Pour les migrants andins la question est compliquée. Car être tropicalisé suppose de *s'être tropicalisé*. Ont-ils, sous l'effet d'un milieu qui impose des conditions de vie différentes, modifié leur mode de vie ? Le faire serait renier une partie de leur identité qu'ils relient justement à leur milieu géographique. Ne pas le faire n'est pas facile non plus, compte tenu des bouleversements qu'impose ce changement de cadre de vie.

Placés face à cette alternative, les Andins procèdent plus souvent à quelques aménagements qu'à un bouleversement de ce qu'ils sont. Certes, l'identité n'est pas facile à percevoir, ni même à formuler, et s'aventurer sur ce terrain avec les frontaliers est une gageure. Les questions ouvertes, du style « vous sentez vous ou non plus andins ou plus orientaux après tout ce temps passé sur la frontière ? », n'appellent aucune réponse. Il faut alors chercher les signes ou les expressions de cette permanence de l'identité andine. L'alimentation est, dans n'importe quelle culture, une façon d'exprimer ce qu'on est. Le refus de changer l'alimentation reçue de ses parents témoigne d'une faible capacité d'adaptation. Dans les villes de la frontière, il y a deux écoles de restaurant : ceux qui servent de la yucca<sup>70</sup> et ceux qui proposent du pain. On mange de la yucca partout en Bolivie, mais si, dans les Andes, elle vient s'ajouter aux autres féculents, elle occupe une place centrale dans l'alimentation orientale où elle remplace le pain. Manger du pain ou de la yucca est donc une manière de dire ce que l'on est. Dans la plus grande pension<sup>71</sup> de Cobija, celle de Don Billy sur la place principale, le propriétaire, un vieil espagnol, sait bien cela. En fonction des commensaux, les serveuses apportent du pain ou de la yucca. On peut choisir aussi la version authentiquement colla. À quelques pâtés de maison de la place, une autre pension ne sert que des déjeuners andins. Ronald Calderon est né à La Paz. Il est Colla et le dit. Depuis 6 ans il habite à Cobija, où il assume la fonction de directeur de la Fondation José Manuel Pando. Il aime le Pando et sa forêt. Il aime les Brésiliens et ne résiste pas le samedi soir à l'appel des discothèques de Brasília et d'Epitaciolândia. Mais lorsqu'il s'agit de manger, c'est une autre histoire. Il se rend à la seule pension qui sert de la nourriture colla, avec des chuños<sup>72</sup> et des *chairo*s (la soupe caractéristique des Andes boliviennes). Sur le marché de toutes les villes de la frontière, on trouve toutes les variétés de pommes de terre de l'Altiplano preuve qu'ils sont nombreux à maintenir coûte que coûte leur identité culinaire au pays de la yucca.

Les vêtements sont aussi un indice du degré de *tropicalisation*. Dans le monde rural, les femmes andines abandonnent rapidement leur tenue traditionnelle. Il n'en va pas de même dans les villes de la frontière. Malgré la chaleur, bien des Andines gardent leur tenue. On dit qu'elles sont de

<sup>70</sup> Rappelons que la yucca est le manioc de l'Amérique Latine, voir lexique en fin d'ouvrage.

<sup>71</sup> Une pension est un restaurant de base où les gens vont manger tous les jours, souvent en prenant des abonnements.

<sup>72</sup> Les *chuños* sont des pommes de terre déshydratées par un processus de gel-dégel, caractéristiques de l'alimentation andine.

*polleras* (en jupe).<sup>73</sup> Depuis leur arrivée dans l'Orient, elles ont sans doute enlevé quelques jupons, elles n'ont pas changé de style vestimentaire.

Dans les campagnes, le maintien d'une identité colla a des conséquences plus lourdes sur la vie des exploitations. Les Andins abandonnent difficilement des logiques de production propres à l'Altiplano. Dans le Pando, déboussolés par le milieu de la forêt qu'ils ne connaissent pas, ils ne se font jamais collecteurs – c'est pourtant l'activité la plus lucrative. Contre les données du milieu, ils tentent de vivre de leur petit *chaqueo\**, la portion de terre qu'ils ont défrichés. Farig Mayo le directeur de l'INRA, souligne ce point « les Collas ne vont pas se lancer dans l'agriculture extractiviste. Ils pourraient avoir des problèmes d'adaptation sur des terres tropicales qui leur sont étrangères. »<sup>74</sup> Au sud, faute de capitaux ou de grandes surfaces de terre, ils ne se lancent pas non plus dans l'élevage – plus lucratif que l'agriculture de subsistance. Résultat, les communautés de Collas implantées en zone rurale connaissent certaines difficultés qui les poussent souvent à migrer vers les villes de la frontière.

## ***2-2-2 Bolivianisation et morphologie frontalière***

On pourrait ne voir dans ces expressions d'une culture andine puissante, qu'un simple processus d'andinisation des comportements frontaliers. Il faudrait alors en conclure que la bolivianisation de la frontière n'a rien à y gagner. Mais, si on garde en mémoire l'étroite solidarité qui unit la culture andine et la culture bolivienne nationale, et tout ce qui l'éloigne de la culture brésilienne, on conçoit aisément que ce processus témoigne d'un meilleur marquage frontalier. L'évolution de la morphologie frontalière le prouve.

### **Le paradoxe colla : plus d'échanges créent moins d'échanges**

La difficulté des Collas à se tropicaliser doit être interrogée. Surtout si on se rappelle que les Collas sont avant tout des commerçants. Leur activité économique dépend de leur capacité à susciter des échanges. Le paradoxe colla selon lequel plus d'échanges (commerciaux) entraînent moins d'échanges (sociaux) n'est pas un simple jeu de mots sur la polysémie du terme échange.

La frontière, ces vingt dernières années, est devenue plus lisible. Lieu d'affirmation de la bolivianité, elle gagne en consistance. Elle n'est plus la limite éthérée d'un territoire imaginé. C'est une frontière forte, sensible, instrumentalisée par les populations locales, sans que cela suppose un raffermissement de sa fonction de barrière. Plus la frontière attire des populations de commerçants de *l'intérieur*,<sup>75</sup> plus elle laisse transiter les produits et plus elle s'inscrit dans le paysage. La frontière se révèle, à cette échelle d'observation locale, dans toute sa complexité : espace de rupture, d'autant

---

<sup>73</sup> Les *polleras* sont les jupes portées par les *Cholitas\**, ou *Cholas*, les métisses en tenue traditionnelle. Sur le rapport entre l'habillement et l'identité chez les Cholas, voir Marchand, Véronique 2001 *Les cholas des marchés de La Paz: une approche interactionniste*.

<sup>74</sup> Entretien avec Farig Mayo, directeur de l'INRA, section départementale du Pando, Cobija le 15/04/03

<sup>75</sup> On aura l'occasion de faire le point sur ce *bolivianisme*. Il sert à caractériser les populations extérieures à la zone frontalière.

plus accentué que les migrations renforcent l'identité bolivienne face aux Brésiliens, et espace de liant, d'autant plus fort que les nouveaux venus privilégient les activités commerciales.

Derrière ce double processus, une conviction s'impose. La croissance des échanges même avec le Brésil, renforce la bolivianisation des zones frontalières. Passer la journée dans l'échoppe d'un commerçant de Montevideo ou d'Arroyo Concepción se révèle sur ce point fort instructif. Les femmes de *polleras* ou les hommes écoutant en boucle les *cumbias*<sup>76</sup> de Radio Frontera accueillent le chaland brésilien en espagnol. À charge pour lui de maîtriser assez les rudiments de cette langue pour pouvoir négocier le prix d'un objet. Dans le Pando, les commerçants interpellent l'acheteur en l'appelant *patricio* ou *patricia*. L'expression est d'origine brésilienne. Elle sert à désigner les étrangers, et donc les Boliviens, lorsque ceux-ci se rendent au Brésil. Les commerçants collas la retournent contre eux, dès que ces derniers pénètrent en Bolivie. Cet emprunt langagier témoigne plus de la volonté de s'enfermer dans une dialectique étrangers-nationaux, que des nombreux échanges qui existent entre les Brésiliens et les migrants collas.

### **Agents de bolivianisation en Bolivie**

Les Andins de la frontière développent des stratagèmes pour maintenir leur identité et lutter contre toutes formes d'acculturation qui émaneraient des Brésiliens ou des Boliviens tropicalisés (trop proches du voisin).

La question de l'école est centrale dans le dispositif qu'ils mettent en place pour maintenir ou faire grandir l'identité nationale sur la frontière. En Bolivie, l'école est un lieu actif de formation des consciences nationales.<sup>77</sup> À Montevideo, dans ce village pandinois isolé du reste de la Bolivie, les habitants ont toujours refusé d'envoyer les enfants dans les écoles brésiliennes du municipe frontalier (Plácido de Castro). Pourtant, la municipalité brésilienne, fort conciliante avec ces nouveaux venus, aurait accueilli les enfants des quelques 70 familles boliviennes sans faire trop de difficultés. La première chose que les habitants de Montevideo ont fait, peu après la fondation de la communauté, fut de se cotiser et de travailler ensemble à la construction de l'école. L'investissement personnel et financier qu'a représenté la construction de cette école (ils n'ont reçu aucune aide de l'État bolivien) dit bien l'attachement des migrants à la transmission d'une culture nationalisante. Au départ, les professeurs étaient même payés par la communauté. Aujourd'hui ce n'est plus le cas. Les 44 enfants de l'école disposent de quatre maîtres d'école qui dépendent du ministère de l'éducation.<sup>78</sup>

Les habitants de Montevideo affirment qu'une école sert à bien autre chose qu'à transmettre des savoirs fondamentaux comme la lecture ou le calcul. Elle transmet une langue, une culture, une histoire. Comment, dans ce cas-là, accepter de voir ses propres enfants apprendre l'histoire du Brésil, sa langue et son idéologie ? Cela reviendrait à faire progresser la frontière, pour l'installer au sein de sa propre famille. Elle séparerait les générations éduquées au Brésil, des aïeux

---

<sup>76</sup> Style musical populaire de l'Amérique hispanique. On écoute les *cumbias* du Mexique au Chili.

<sup>77</sup> Voir Chapitre I, paragraphe I-3 Les formes du nationalisme territorial à l'école, p. 50

<sup>78</sup> Entretien avec Jésus Champi, Montevideo, le 9 avril 2003.

formés en Bolivie. De surcroît, la création d'une école bolivienne permet d'assurer un destin bolivien aux enfants de migrants. Les vieux frontaliers, parce qu'ils maîtrisaient le portugais et qu'il était plus facile de se rendre dans les grandes villes du Brésil que de remonter sur l'Altiplano, ont fait leurs études supérieures au Brésil. Les migrants collas, en revanche, ne conçoivent pas un autre avenir éducatif que bolivien pour leurs enfants. À Bolpebra comme à Montevideo, beaucoup de familles sont parties lorsque les enfants ont atteint l'âge d'aller au collège. Il fallait qu'ils reçoivent une formation bolivienne. Les vieux frontaliers voient dans la formation dans des universités brésiliennes un gage de prestige social. Il n'en est pas de même des migrants. Pourtant, devenir *profesionales*<sup>79</sup> est une garantie d'ascension sociale à laquelle ils aspirent pour leurs enfants. Mais l'acquisition d'un grade universitaire n'a que plus de valeur s'il est donné par une université bolivienne.

La question de l'heure est tout aussi fondamentale pour comprendre le hiatus frontalier créé par les migrants collas. Il existe un décalage horaire d'une heure entre l'état de l'Acre et la Bolivie. Dans les villages de la frontière, les Boliviens insistent pour parler en heure bolivienne. Jésus Champi, un commerçant enrichi de Montevideo, a besoin d'un taxi pour se rendre à Cobija dans la journée. Il envoie un gamin chercher un chauffeur brésilien qui pourra le conduire. Le chauffeur traverse le fleuve frontalier pour convenir avec le commerçant des conditions de la course, du lieu de rendez-vous, du prix du trajet et de l'heure de départ. Jésus Champi fait des calculs puis fixe l'heure. Il précise alors au chauffeur qu'ils se retrouveront à 13 heures, *heure bolivienne*. En partant, après une dernière tape condescendante dans l'épaule, il lui redit une nouvelle fois. « N'oublie pas, on se retrouve à notre heure. »<sup>80</sup> « Notre heure », c'est l'heure bolivienne, la seule qui vaille. Que les populations boliviennes isolées, qui dépendent du Brésil pour de nombreux actes de leur vie courante, ne se soient pas résolues à adopter l'heure bolivienne est symptomatique de la propension des Collas à renforcer la barrière symbolique qui les sépare du Brésil. Mais il est inutile de les interroger sur ce point, tant cette pratique relève d'une disposition d'esprit inconsciente. « Toujours un bolivien garde son heure bolivienne », affirme de manière lapidaire José Gonzales, un habitant de Bolpebra.<sup>81</sup> En l'absence de toute explication, on ne peut que conclure que le maintien de l'heure bolivienne est une façon, de plus, de maintenir un cadre spatio-temporel national.

---

<sup>79</sup> Le terme de *profesional* désigne les personnes disposant d'un diplôme universitaire (*licenciado, doctor, ingeniero etc.*). En Bolivie ces titres sont d'une grande importance. Toute personne disposant d'un tel curriculum accole son titre universitaire à son nom dans ses cartes de visites, lettres, rapport etc. Aussi le terme de *profesional* évoque tout autant un certain niveau de formation que le prestige social attaché à la possession de tel titre.

<sup>80</sup> Le 9 avril 2003 à Montevideo

<sup>81</sup> Entretien réalisé à Bolpebra 02/07/03

### III - Un nouveau binôme : Brésilien vs Bolivien

« Les frontières sont un produit social progressivement construit par les sociétés pour diviser le monde ».  
Antoine Bailly, 1996.<sup>82</sup>

« Les frontières c'est une invention des hommes. La nature s'en fout. »  
Jean Renoir, 1937.<sup>83</sup>

Il est juste de dire que la frontière renvoie à l'histoire des relations entre deux pays. Il est tout aussi vrai qu'elle est instrumentalisée par la société pour servir de support à la construction d'une identité nationale. On ne peut pas non plus contester le fait qu'elle dit quelque chose de cet État moderne qui a besoin de limites pour exister. Si toutes ces propositions sont justes et qu'elles conduisent à replacer l'étude des frontières dans la perspective du cadre national que les frontières dessinent, elles ne suffisent pas à nous raconter de quoi est faite cette frontière.

Alors, de quoi est-elle faite la frontière ? Sur le terrain, le grand problème de sa lisibilité se pose. Il devient de plus en plus aigu au fur et à mesure que l'espace national gagne en cohérence et que la périphérie reçoit des injonctions plus pressantes du centre national qui demande aux frontaliers de marquer la limite du territoire. Mais, une frontière, c'est là tout son problème, « ça ne se voit pas. » En l'absence de cette visibilité *sui generis*, il faut lui attacher des signes de frontière, capables de dire où s'arrête le pays. L'État moderne, dont l'existence repose sur la possession de limites fortes, peut bien tenter de les matérialiser. Mais un poste frontalier, quelques bornes disséminées de loin en loin sont bien peu de chose en regard de la haute fonction des frontières. Les frontaliers prennent alors à leur charge de l'exprimer. Si « la nature s'en fout », et que quelques bornes ne suffisent pas à marquer une limite aussi impérieuse, il ne reste plus que les hommes pour l'intégrer quotidiennement dans leurs relations sociales. Leurs mots, leurs gestes, leurs idées doivent renvoyer à chaque instant à l'idée de frontière. En somme, ils doivent faire de cette frontière évanescence « un produit social ».

Ce produit social, ils le construisent d'autant plus efficacement qu'ils participent plus activement à l'ensemble national. Aussi, on aurait tort de voir dans la progressive disjonction des sociétés frontalières, un choix délibéré des frontaliers qui se seraient saisis subitement d'une idéologie nationale appelant au renforcement de la frontière. Il est plus vraisemblable de penser que cette disposition d'esprit n'est qu'un effet secondaire, et non volontaire, de leur intégration au reste du pays. Les sociétés frontalières s'éloignent l'une de l'autre, au fur et à mesure, qu'elles se rapprochent de leur centre. Le processus est classique : en situation de limite la confrontation avec l'autre, dès lors qu'il est perçu comme différent, renforce sa propre identité.

Sur la frontière boliviano-brésilienne, l'opposition Boliviens /Brésiliens se construit en deux mouvements : par l'éloignement du Brésil, puis par le rapprochement des Boliviens entre eux autour d'une identité boliviano-frontalière en construction.

<sup>82</sup> Bailly, Antoine 1996 *La frontière des coquilles de l'homme au maillage du système monde*, p. 17

<sup>83</sup> Renoir, Jean 1937 *La grande illusion*.

### 3-1 S'éloigner du Brésil

S'éloigner du Brésil. Ce qui semblait une gageure il y a encore une décennie a quelques raisons d'aboutir aujourd'hui. En bien des points de la frontière, les liens plus resserrés avec le reste de la Bolivie permettent d'affirmer une autonomie vis-à-vis du Brésil, auparavant inenvisageable. La langue est un bon moyen de mesurer ce processus. Il faudra aussi regarder du côté du Brésil, pour voir comment cet éloignement se fait ressentir.

#### **3-1-1 Le brouillage linguistique, symptôme d'une forte porosité frontalière**

« Le Brésil est très grand. Territorialement. Mais nous parlons tous portugais. C'est comme un secret », confiait Caetano Veloso de passage à Paris à un journaliste du Monde.<sup>84</sup> J'ignore quel type d'étonnement cette remarque a pu produire sur le lectorat français. Il aura sans doute pensé que si secret il y a, il est fort mal caché. Tout le monde sait bien en Europe, que l'Amérique du Sud est divisée en deux blocs linguistiques et que cette partition doit avoir pour effet de renforcer l'unité de la nation Brésil en l'individualisant des autres. La connaissance de la frontière boliviano-brésilienne, donne au secret de Caetano Veloso une autre résonance. Pendant longtemps, le brouillage linguistique fut tel, dans cette région, qu'on en avait fini par oublier que les Brésiliens ne parlaient pas la même langue. Là-bas, la frontière linguistique était un secret, dont on parlait peu.

#### **Du Portugol<sup>85</sup>**

Pourtant une telle frontière idiomatique est peu courante en Amérique Latine, où l'on peut rallier la Patagonie au Texas en parlant la même langue (à condition de savoir se jouer des accents et des idiotismes). Aussi le chercheur venu d'Europe, habitué à voir dans le changement de langue le premier signe tangible du passage de la frontière, s'intéresse fort à cette barrière linguistique exceptionnelle sur le continent. Las, il doit bien vite abandonner cette piste et se convaincre que ce n'est pas dans la langue qu'il trouvera des signes forts de frontière. Entre un français et un flamand, toute communication est rendue impossible si l'un des deux locuteurs ne parle pas la langue adverse. À la frontière bolivienne il n'en est pas de même. *Da para entender*, disent les frontaliers, signifiant ainsi que la langue que l'on parle suffit à se faire comprendre. Aussi un Bolivien parlera un semblant de portugol et un Brésilien une autre forme de portugol. Le portugol est un arrangement idiomatique. Sur d'autres frontières luso-espagnoles, il a donné lieu à la naissance d'un véritable dialecte.<sup>86</sup> À la frontière entre la Bolivie et le Brésil, il n'est qu'un simple bricolage linguistique réinventé par chaque locuteur, rien de plus « qu'une langue spontanée, une extension de sa propre langue, une version d'un espagnol imaginaire, l'expression, en somme, d'une position

<sup>84</sup> Cité dans un article du Monde 2004 *Caetano Veloso, deux continents chantés par un génie de l'oblique* (édition du 30/10/04).

<sup>85</sup> Nous utilisons une version francisée pour portugol, que d'autres auteurs préfèrent orthographier : portuñol.

<sup>86</sup> Nous pensons à la frontière entre l'Uruguay et le Brésil ou à celle entre l'Argentine et le Brésil. Dans le nord de la région de Misiones (Argentine) les radios locales diffusent en portugol. Ulanovsky, Lucia 2004 *Les pionniers et les occupants au bord du fleuve, lieu de frontière entre l'Argentine et le Brésil* et Stefanova-Gueorguiev, Irena 1987 *Español y portugués en la península ibérica y en América latina : dos situaciones de contacto lingüístico*

discursive auquel nous donnons le nom « d'illusion de compétence spontanée », affirme une linguiste à propos de la façon dont les Brésiliens parlent le portugol.<sup>87</sup> La remarque pourrait tout aussi bien s'appliquer aux Boliviens.

### **Au bilinguisme inconscient**

Cette illusion de compétence spontanée est, sur la frontière, non formulée. À la question « parlez-vous portugais ? », les Boliviens répondent systématiquement par la négative. Mais, dans le fond des échoppes, des gargotes et des salons, la télévision allumée déverse les images et les sons lusophones de la puissante Red Globo. Ses programmes populaires ont un grand succès (les *telenovelas* et les dessins animés pour les enfants sont les plus regardés). Il existe en Bolivie, une sorte de bilinguisme inconscient. Le portugais, s'il n'est pas parlé parfaitement, est compris par tous. On observe même une transformation légère de l'espagnol sous l'influence du portugais. Les idiotismes se multiplient. *Donde* devient *onde*, *vos* devient *você* etc. Les enfants sont les plus touchés. La responsable de la Réforme éducative pour le municipe de Puerto Suárez, en charge des écoles rurales et urbaines de la zone, insiste sur ce point. « Comment faire apprendre un espagnol parfait à ces enfants alors qu'ils sont branchés sur la télévision brésilienne en permanence ? », se lamente-t-elle. Elle affirme, par exemple, qu'ils ne parlent plus de *dibujos animados* (dessins animés en espagnol) mais des *desenhos animados* (en portugais).<sup>88</sup> Le bilinguisme inconscient devrait perdurer dans les générations futures.

Le plus étonnant est que cette maîtrise de la langue portugaise ne donne pas lieu à une reconnaissance par le locuteur de cette compétence. Un habitant de Cobija, à qui je confiais ces remarques, me raconta une des légendes urbaines préférées des Pandinois. La tante d'un de ses amis était maire de Cobija. En voyage à La Paz, on lui demanda s'il était bien vrai qu'il y avait beaucoup de Brésiliens dans le Pando et que les Pandinois se trouvaient placés sous une totale influence du voisin lusophone. Elle le regarda avec étonnement et s'exclama : « *mentchira!* », ce qui signifie « mensonge » dans un portugol parfait.<sup>89</sup>

### **3-1-2 La reconquête castillane et bolivienne**

Il y a des degrés dans ce bilinguisme, et, une fois encore, l'ancienneté de l'arrivée dans la ville frontalière est une variable déterminante. Dans le Pando, longtemps, isolé du reste du pays, les vieux habitants parlent un portugais parfait. À Guayaramerín aussi la maîtrise du portugais est fort développée. En revanche, les Andins arrivés depuis moins de dix ans ne parlent jamais le portugais, même pas le portugol. Ajoutons enfin, que si les vieux frontaliers boliviens parlent le portugais, il

---

<sup>87</sup> Celada, Maria Teresa 2002. *Sobre ciertas formas de se dizer brasileiro*.

<sup>88</sup> Entretien avec Mónica Chávez Suárez, réalisé à Puerto Suárez, avril 2001.

<sup>89</sup> Le son " *tch* " sert à singer les Brésiliens en Bolivie. Par deux fois j'ai entendu cette anecdote, sans jamais pouvoir faire préciser ni les personnages, ni l'époque précise. Rien ne vient attester de sa véracité. Même si elle n'est qu'une légende urbaine, elle retient notre attention parce qu'elle constitue l'unique formulation du bilinguisme inconscient des habitants.

n'en est pas de même des Brésiliens en face qui sont beaucoup moins nombreux à parler l'espagnol.<sup>90</sup>

### **Différentes façon de passer la frontière et de se confronter au portugais**

Eulogio Mendo Condori est un cadre important de la puissante CSUTCB (le syndicat des travailleurs et des paysans boliviens). En avril 2003, il se rend pour la première fois dans le Pando pour évaluer la faisabilité d'un vaste programme de colonisation agricole. À l'arrivée au poste frontalier bolivien, à l'extrémité de la ville de Cobija, son anxiété devient si démonstrative, que ses compagnons de voyage lui demandent si c'est la première fois qu'il sort de Bolivie. Non bien sûr. Il vient du département de La Paz, et maintes fois il s'est rendu au Pérou pour voir les *compañeros campesinos* de ce pays. En cherchant ensemble les raisons d'une telle anxiété, ils trouvent rapidement la raison du mal être d'Eulogio Mendo Condori. Ce dernier va, pour la première fois de sa vie, être confronté à une langue étrangère. Et cette idée l'angoisse. Lorsque, après un petit périple au Brésil, il se retrouve enfin à portée de la Bolivie, dans le municipe de Plácido de Castro, en face de Montevideo, il n'a plus qu'une idée : trouver une pension ou un hébergement dans la petite communauté en face pour éviter d'avoir à passer toute une nuit au pays des lusophones. Las, il n'y a rien de tout cela à Montevideo, et c'est avec une appréhension redoublée qu'il s'installe dans un hôtel brésilien à Plácido de Castro. À ses côtés, Ali Bekhenhbaum, le fonctionnaire de l'INRA Cobija en charge de cette équipée, peine à le reconforter. Car il ne comprend pas ses angoisses. Il est issu d'une vieille famille de pandinois. La frontière ne lui fait pas peur, le Brésil non plus. Non pas qu'il la passe tous les jours, mais il se sent chez lui des deux côtés. Il connaît les éleveurs installés sur la route de Brasília à Rio Branco. Il passe du portugais à l'espagnol sans même s'en rendre compte. À Rio Branco, il raconte l'histoire de son parrain qui est devenu l'homme le plus riche de la ville et qui a racheté l'aéroport. « Un Bolivien est aujourd'hui l'homme le plus riche de Rio Branco, vous vous rendez compte ? », dit-il en riant. Ce sera sa seule révérence à la Bolivie. Pour le reste, l'existence de deux pays accolés retient peu son attention.

### **Les nouveaux migrants sont moins poreux au portugais**

La manière de passer la frontière et de se confronter à une langue étrangère dépend de l'histoire de l'individu. Ali Bekhenhbaum, le Pandinois, et Eulogio Mendo Condori, l'Aymara, représentent les deux extrêmes en la matière. L'attitude du cadre de la CSUTCB témoigne de la difficulté qu'ont les Collas à se frotter à cette barrière linguistique. Ils sont moins poreux au portugais et l'apprennent avec plus de difficulté. Or, ces migrants sont de plus en plus nombreux à la frontière. Avec eux l'imperméabilité de la barrière linguistique se renforce. On pourra toujours penser qu'il s'agit des migrants de la première génération et que leurs enfants, nés sur la frontière, parleront le portugais. Cela n'est pas si évident. D'abord parce qu'ils n'iront pas, quoiqu'il arrive

---

<sup>90</sup> Dans la province de Misiones, à la frontière du Brésil, Lucia Ulanovsky faisait la même remarque. Seuls les Argentins parlent le Portugais ou le Portugol. C'est que, loin du centre national du pays, ils dépendent, comme les frontaliers boliviens, du Brésil pour bien des aspects de leur vie quotidienne. Voir Ulanovsky, Lucia 2004 *Les pionniers et les occupants au bord du fleuve, lieu de frontière entre l'Argentine et le Brésil*

dans les écoles brésiliennes. D'autre part, parce que l'audience de la télévision brésilienne, ce puissant vecteur de la diffusion du portugais, recule à la faveur des chaînes boliviennes. Si les habitants retiennent pour date clef des changements frontaliers, l'année où la route est arrivée, ils y ajoutent souvent l'année où un récepteur satellite fut installé, afin de capter les chaînes boliviennes. La sensation d'isolement, vis-à-vis du reste du pays a reculé dès cet instant. La télévision est arrivée dans le courant des années 90 dans les différentes villes frontalières. Les deux grandes chaînes nationales boliviennes ATB et Unitel, auxquelles s'ajoute Bolivision canal 4, peuvent être regardées dans toutes les villes. Une large partie de leur programmation est consacrée à la diffusion de *telenovelas* (souvent produites par Globo et traduites en espagnol), mais elles transmettent aussi des journaux télévisés produits en Bolivie. Cette montée en puissance des chaînes boliviennes, au moins dans les villes de la frontière, ne permet pas aux nouveaux migrants de se familiariser avec le portugais, en l'introduisant dans leur vie quotidienne via la télévision.

Le recul du portugais s'accompagne de l'apparition d'un certain nationalisme linguistique. La défense de l'espagnol devient une expression du patriotisme. « Je parle castillan, je ne parle pas portugais, je suis de Santa Cruz, je suis bolivien », tels étaient les termes d'un poème écrit par un enfant de San Matías, âgé d'une dizaine d'années. Il avait reçu le prix du meilleur poème des écoles de la ville. Le jour de la fête du département, l'enfant vêtu aux couleurs du département (le blanc et le vert) était venu le réciter devant un parterre de personnalités municipales.<sup>91</sup> Maintenir l'espagnol est un moyen de défendre la bolivianité à la frontière. Dans le même temps, une réforme éducative brésilienne impose aux écoles situées sur la bande frontalière, d'apprendre comme langue étrangère l'espagnol (et non l'anglais) aux enfants. L'espagnol, de ce bord-ci de la frontière aussi, devrait y gagner une certaine reconnaissance, qui lui manquait jusque là. La différence démographique, les Boliviens étaient moins bien nombreux sur la frontière, expliquait le peu d'intérêt que les Brésiliens avaient pour cette langue.

### ***3-1-3 Un plus fort contraste frontalier***

La frontière linguistique, jadis estompée par l'utilisation d'un portugol bricolé, devient visible avec la reconquête du castillan qui accompagne l'intégration de la marge frontalière au reste de la Bolivie et la venue des migrants. Or, cette question de la langue, n'est qu'un des symptômes du fossé qui se creuse entre les sociétés établies de part et d'autre de la frontière.

### **Les Brésiliens ressentent plus fortement la différence qui les séparent des nouveaux Boliviens frontaliers**

L'arrivée des migrants Collas ne devait pas laisser indifférents les Brésiliens. S'ils pouvaient se sentir de nombreuses affinités avec les Boliviens installés de longue date dans la zone et avec qui ils avaient partagé le même destin, il n'en est pas de même avec les migrants fraîchement arrivés. La volonté de bolivianiser la frontière, exprimée par ces derniers, n'est pas seule en cause. Malgré eux,

---

<sup>91</sup> San Matías, le 21 septembre 2003.

ils véhiculent une image d'indigène andin qui les éloigne des Brésiliens. Leurs vêtements, les tresses des *cholitas*\*, leur façon même de parler le lent castillan de la montagne sont des indices de l'irréductible distance culturelle qui les sépare des Brésiliens, qu'ils soient du Mato Grosso, de l'Acre ou du Rondônia.

Cet écart peut donner lieu à des formes de discriminations spécifiquement dirigées contre les Collas lorsqu'ils se rendent au Brésil. Entre les vieux frontaliers à la peau claire et les Andins dont la peau est tannée et les traits indiens, les Brésiliens opèrent une sélection. À Corumbá, un groupe de jeunes garçons rencontrés un jour où ils avaient investi le trottoir de l'avenue principale pour boire du maté froid, éclairent ce processus. Ils affirment d'abord qu'ils ne vont jamais en Bolivie. Puis certains se reprennent, pour préciser qu'ils sont déjà allés à Santa Cruz, mais qu'ils ne vont jamais sur l'autre bord de la frontière. Intrigué, on leur demande alors si des jeunes garçons comme eux n'ont jamais eu l'idée d'aller voir là-bas comment les filles étaient faites, et si elles ne valaient pas le détour. L'éclat de rire est général. Une telle idée leur semble bien naïve. S'en suit un déchaînement de stéréotypes, que leur bonne humeur ferait passer pour bon enfant s'ils n'étaient pas tout simplement racistes. Les filles, de l'avis unanime, sont, sales, repoussantes, grosses et mal habillées. Les Boliviennes andines de la frontière cumulent, selon eux, à ce physique ingrat une mentalité d'arrière-garde. Elles ne savent pas faire la fête, elles ne boivent pas et elles ne sortent pas.<sup>92</sup> Ces propos xénophobes ne doivent certainement pas être mis au passif de tous les Brésiliens frontaliers, ni même de ces jeunes qui, pour faire rire la galerie, ont grossi le trait et proposé une caricature de la Bolivienne frontalière. Dans leurs excès, ils montrent cependant que l'arrivée des populations andines n'a pas été sans conséquence sur les échanges que l'on pouvait entretenir avec les voisins. D'ailleurs, un des jeunes conclut en ces termes la conversation : « à Santa Cruz, par contre, les filles sont très belles, bien plus belles qu'ici ». Preuve qu'il n'y a pas d'anti-bolivianisme dans leurs propos. Ils indiquent juste la profondeur du fossé qui sépare les Brésiliens frontaliers des Boliviens de l'Altiplano.

### **Un cas limite : les Boliviens pourraient-ils bolivianiser le Brésil frontalier ?**

Les Boliviens installés au Brésil ont aussi eu pour effet de creuser ce fossé. Lorsqu'il s'agit de migrants récents, ils se révèlent rétifs à toute forme d'intégration dans la société brésilienne. C'est à Corumbá et à Guajará-Mirim que se trouvent les deux plus grosses communautés boliviennes. À Corumbá, le consul de Bolivie estime qu'ils sont entre 7 000 et 8 000 Boliviens installés dans cette ville (mais seulement 1 962 sont recensés dans le consulat).<sup>93</sup> À Guajará-Mirim, Rolando Añez, le président de l'Association des résidents boliviens de cette ville, pense que 7 000 Boliviens vivent sur la bande frontalière entre Costa Marqués et Guajará-Mirim. Mais il ajoute « ce sont les chiffres de la police fédérale brésilienne, ils sont sans doute un peu trop élevés car certains

---

<sup>92</sup> Entretien réalisé en mai 2003 à Corumbá. On retrouvera certains extraits dans Fléouter, Patrick (Réalisateur) et Perrier Bruslé, Laetitia (Assistante-Réalisatrice, Direction Scientifique) 2003 *Bolivie - Brésil : la frontière de tous les trafics*

<sup>93</sup> Entretien réalisé à Corumbá avec Pedro Ribera Sánchez, consul de Bolivie et Willy Ramirez Sánchez, avril 2001.

Boliviens sont retournés en Bolivie récemment.»<sup>94</sup> Dans une lettre adressée au Consul de Bolivie, datée de décembre 2000, le préfet de Guajará-Mirim ne voyait pas les choses avec un même optimisme. « Le municípe de Guajará-Mirim possède une population de 38 000 habitants (...) et dans notre municípe résident 12 000 Boliviens. »<sup>95</sup>

Cette bataille de chiffre n'est pas fortuite. Il existe à Guayaramerín, et dans une moindre mesure à Corumbá, une lassitude des autorités envers ces populations boliviennes installées illégalement au Brésil et qui profitent des services sociaux brésiliens (éducation, santé, aide sociales diverses etc.) À Guayaramerín, les premiers sont arrivés dans le milieu des années 80, des différentes petites villes du Beni. Ils se sont employés comme main-d'œuvre bon marché dans les fazendas et les petites entreprises de la ville.<sup>96</sup> Installés dans la précarité, ils ont été peu nombreux à faire les démarches, compliquées et coûteuses, pour régulariser leur situation au Brésil et obtenir un droit de résidence légale.<sup>97</sup> En attendant, les Boliviens forment un sous-prolétariat replié sur lui-même. Parce qu'ils se trouvent en situation irrégulière, ils ne peuvent pas s'intégrer au reste de la population municipale. Lorsqu'ils le font, c'est pour souligner leur particularisme et rappeler leur origine bolivienne. À Guajará-Mirim l'association des résidents participe au festival folklorique de la ville. La *comparsa* bolivienne effectuent des danses de l'Orient et de l'Occident bolivien.<sup>98</sup>

Si les autorités et les médias brésiliens montrent des signes d'agacement envers cette population,<sup>99</sup> les militaires boliviens ont tout lieu de se réjouir de cette invasion pacifique à l'envers. Un rapport du troisième district naval Madeira de Guayaramerín affirmait que les 5 000 résidents boliviens de Guajará-Mirim représentaient 50% de sa population. C'était là une légère exagération.<sup>100</sup> Ce processus, ils l'analysent dans les mêmes termes géopolitiques que ceux qu'ils utilisent à propos de « la pénétration brésilienne » en Bolivie. Leur vision est certes faussée, car on imagine mal cette population illégale devenir une armée de conquête au service de la Bolivie. Mais il est sûr que ces Boliviens en mal d'intégration rappellent à tout moment aux Brésiliens frontaliers, toute la distance qui les sépare de ce pauvre et petit pays frontalier auquel ils sont accolés.

<sup>94</sup> Entretien réalisé à Guajara-Mirim avec Rolando Añez, le 30 juillet 2002.

<sup>95</sup> Cette lettre fut ajoutée en annexe à la première rencontre du Comité frontière Guayaramerín – Guajará-Mirim d'août 2001. Elle était signée par le préfet de Guajará-Mirim, Claudio Roberto Scolari Pilon. Il demandait au consul bolivien de prendre les mesures qui s'imposent pour venir en aide à cette population bolivienne qui se retrouve dans les faits à la charge des services sociaux brésiliens. « Ces Boliviens ne peuvent plus recevoir l'aide des programmes du gouvernement fédéral et encore moins les aides du programme d'accession à la propriété et de panier de la ménagère. »

<sup>96</sup> Le rapport effectué par le Service pastorale des migrants de l'église catholique de Guajará-Mirim indique. « Les migrants boliviens qui résident dans la ville ne disposent pas de qualification professionnelle et ils participent au marché de travail informel (vendeurs de pains ou de *salgados* dans les rues, ouvriers dans la construction civile, employés dans les fabriques etc.). Ces petits boulots ne leur donnent pas de quoi faire vivre leur famille, ils ne peuvent donc pas payer les démarches nécessaires pour se faire documenter. » Voir Pozzo Dal, Glória 2000 *Relatório da realidade histórico-social : atividades de organização do Serviço pastoral dos migrantes*, p. 4

<sup>97</sup> Précisons que la plupart de ces Boliviens ne disposent pas de carte d'identité bolivienne. Il est dans ce cas impossible de faire des démarches auprès de l'administration brésilienne pour obtenir la légalisation de leur résidence. Rolando Añez s'était rendu en personne à l'ambassade de Bolivie à Brasília pour obtenir des passeports (en feuille et non en carnet) gratuits pour les résidents de Guajará-Mirim. Il n'avait pas obtenu satisfaction en 2003. Entretien réalisé à Guajara-Mirim avec Rolando Añez, le 30 juillet 2002.

<sup>98</sup> Une *comparsa* est une association de danseurs et de musiciens qui se regroupent ensemble pour participer aux *entradas*, les défilés dans les villes.

<sup>99</sup> Voir par exemple dans le *Correio popular* de Rondônia, 1998 *Federal irá cadastrar bolivianos no Brasil* (édition du 3 mai 1998).

<sup>100</sup> Arraya Flores, José 2003 *Informe sobre poblaciones asentadas en la zona fronteriza del Brasil y Bolivia*, p. 4

## ***3-2 De nouvelles relations frontalières, sur la base d'une identité bolivienne retrouvée***

Le fossé qui se creuse entre les deux sociétés frontalières, et qui a pour effet de renforcer la frontière, n'est pas que le résultat de l'arrivée d'une population de migrants capables de bolivianiser la région. Pour comprendre le fonctionnement de ce processus de scissiparité, il est impossible de se concentrer uniquement sur les termes d'une opposition nouvelle entre Brésiliens et Boliviens. La société frontalière elle-même a évolué. Elle a gagné en unité. Une identité frontalière proprement bolivienne est en train d'émerger. Mais que la frontière devienne plus aisément perceptible ne signifie pas que les relations entre les deux sociétés frontalières sont plus distendues. Elles sont juste plus équilibrées grâce à la conviction que chaque société a de sa spécificité.

### ***3-2-1 La société frontalière bolivienne à la recherche de son unité***

#### **Le difficile chemin de l'unité**

Une décennie, parfois plus, de coexistence dans les mêmes lieux et face à un étranger commun n'est pas rien. La fracture entre les vieux frontaliers et les nouveaux migrants, fort vive lors de leur arrivée, pourrait progressivement s'estomper - à condition que les Boliviens frontaliers trouvent les bases d'un consensus propre à les fédérer. Si le chemin de l'unité est encore semé d'embûches, s'il sera difficile par le nombre de renoncements qu'il impose à chacun, il est sûr qu'on distingue aujourd'hui la direction qu'il devra prendre. Il est tourné vers la Bolivie et tourne le dos au Brésil. Car, le Brésil frontalier, bien malgré lui, se révèle être le seul catalyseur d'unité. La première pièce de l'édifice identitaire repose sur cet axiome : malgré tout ce qui nous sépare, en dépit des régions variées qui nous ont vus naître et des visions différentes que nous avons de la Bolivie, une chose est sûre : nous ne sommes pas Brésiliens.

C'est une révolution qui est en marche. Jadis sur la frontière, la ligne de fracture principale séparait les vieux frontaliers, associés aux Brésiliens, des migrants. Comme si la frontière, invisible avant l'arrivée des migrants, était apparue dans un lieu incongru, au cœur de la société frontalière bolivienne. C'était chose normale. En Bolivie on dit qui on est, en affirmant d'où on vient. Si on évoque parfois sa ville de naissance ou son département, c'est sa position par rapport à la partition magistrale du pays entre les Andes et l'Orient qui est déterminante. On est Camba ou on est Colla. Tout dans l'évolution sociopolitique du pays ces dix dernières années a renforcé le caractère structurant de cette opposition : les demandes d'autonomie du département de Santa Cruz, comme le renforcement des mouvements indigénistes andins. Ce contexte devait rendre difficile la rencontre entre les Orientaux et les Occidentaux à la frontière. Surtout si on y ajoute les rancœurs habituelles des autochtones qui voient d'un mauvais œil ces nouveaux venus développer des négoce, souvent bien plus lucratifs que les leurs.

## **Dans les combats contre l'État, la naissance d'une identité frontalière**

Sur ce terreau riche en oppositions, l'unité a pourtant surgi. D'abord, grâce à la prise de conscience de leur bolivianité face aux Brésiliens, puis dans celle de leur différence avec le reste du pays. En somme, les frontaliers se sont convaincus que, s'ils n'étaient pas Brésiliens, ils n'étaient pas non plus des Boliviens comme les autres. Leur situation géographique, unique en Bolivie, les éloigne du reste des habitants du pays.

L'arrimage de la frontière ne s'est pas fait sans heurts. L'État, dans sa tentative de reprendre le contrôle territorial de cette marge, a entraîné des révoltes frontalières.<sup>101</sup> Les comités civiques des différentes villes ont organisé ces soulèvements. Leurs dirigeants sont issus de l'élite traditionnelle. Ils représentent les vieilles familles et leur action à, en partie, pour but de maintenir leur pouvoir politique constitué à l'époque où la frontière était isolée. Cependant, en défendant le commerce et les privilèges de la région, ils ont fédéré les frontaliers bien au-delà de leur cercle restreint. Les migrants collas sont des commerçants. Ils ont donc un intérêt à défendre les privilèges commerciaux frontaliers qui prévalaient avant que l'État ne tente d'assagir la zone. Dans les révoltes frontalières, les nouveaux venus se sont associés aux vieux frontaliers. Ils l'ont fait avec d'autant plus conviction qu'ils étaient venus sur la frontière pour y trouver une terre pionnière, assez isolée de l'État pour que toutes les activités illégales y soient possibles.

Ajoutons, enfin, que la loi de participation populaire (1994), en instituant les municipales a joué un rôle dans l'émergence d'une identité locale propre à regrouper tous les frontaliers sous la même bannière.<sup>102</sup> Les migrants andins ne s'impliquent pas dans la vie politique locale. Le pouvoir politique reste dans les mains des anciennes élites. Il n'empêche que la puissance de cette unité administrative a eu pour effet de fédérer autour d'elle les administrés. Cette tendance devrait se renforcer dans les prochaines années.

### ***3-2-2 Quand les Brésiliens apprennent aux Boliviens frontaliers qui ils sont***

L'apparition de nouveaux rapports avec les Brésiliens donnent aux Boliviens des raisons de se rapprocher les uns des autres. Ces dernières années, les Brésiliens se sont montrés moins accommodants vis-à-vis d'eux. Cela tient à la croissance démographique de la frange bolivienne. Si les institutions brésiliennes acceptent d'aider une poignée de Boliviens isolés de leur pays, il n'en est plus de même lorsqu'elles voient arriver des flux toujours plus importants de migrants aux portes de leur pays.

<sup>101</sup> Voir le chapitre VII, paragraphe 2-3-2 Les révoltés de la frontière, p. 361

<sup>102</sup> La Bolivie compte 314 municipales. À propos de la loi de participation populaire et du bouleversement qu'elle introduit en terme de gestion territoriale voir chapitre XI, paragraphe 2-2-1 L'autonomie frontalière dans un territoire repensé, p. 618

## Le durcissement des autorités brésiliennes ...

Le durcissement des autorités vis-à-vis des Boliviens installés illégalement sur les terres de la frontière est un symptôme d'une attitude généralement moins conciliante. Dans le Pando, cela fait deux ou trois ans, en fonction des versions, que les Boliviens frontaliers ne peuvent plus se rendre à Rio Branco, avec pour seul papier leur carte d'identité. Il leur faut maintenant un sauf-conduit ou un passeport – l'un ou l'autre étant longuement vérifié par les services des migrations. Or les passeports sont chers en Bolivie et peu de personnes en possèdent un. Quant au sauf-conduit, il faut, pour l'obtenir en faire la demande auprès du consulat brésilien de Cobija avec un motif explicite. Résultat, les Pandinois ont tous l'impression que la frontière s'est refermée devant eux. Nous avons déjà évoqué le cas de Sandra, 28 ans, originaire du Pando. Il y a 7 ans, elle est partie au Brésil pour accoucher. Maintenant Sandra a mal aux yeux, elle voudrait voir un ophtalmologue au Brésil. Mais, elle ne peut plus aller jusqu'à Rio Branco, munie de sa simple carte d'identité, et il est vraisemblable qu'on ne lui accordera pas de sauf-conduit, car les autorités brésiliennes tentent de restreindre le flux des patients boliviens dans les hôpitaux publics. Elle est toute étonnée de cette nouvelle politique qu'elle trouve profondément injuste.<sup>103</sup> Il n'y a eu aucune modification de la loi qui explique ce raffermissement (d'où la difficulté de le dater avec précision). Les règlements en vigueur sont juste appliqués avec plus de sévérité.<sup>104</sup>

De la même façon, il est devenu beaucoup plus compliqué pour les Boliviens d'utiliser les routes brésiliennes, qui étaient pourtant souvent l'unique moyen de désenclaver les villes frontalières. Les commerçants boliviens avaient pris, par exemple, l'habitude de transporter leur marchandise, en tout illégalité, par les routes brésiliennes pour les acheminer dans les villes boliviennes où elles étaient vendues aux Brésiliens.<sup>105</sup> Depuis 2001, à Montevideo, ils sont contraints de faire venir la marchandise par voie fluviale, mais bolivienne, en remontant l'Abuná. La douane brésilienne « compliquait » par trop leur activité, à la marge de la légalité.<sup>106</sup> Résultat il faut trois jours de bateau pour acheminer leur marchandise, contre quelques trois heures de voiture par le Brésil. À ce prix, les commerçants boliviens sont assurés de ne pas se voir confisquer la marchandise par des officiers brésiliens zélés. Ce problème des routes ne concerne pas que les commerçants. Les institutions boliviennes se mobilisent pour obtenir, par exemple, que la route de Cobija à Bolpebra, *via le territoire bolivien* soit enfin achevée. « Il faut la construire la route jusqu'à Bolpebra, car nous ne pouvons utiliser les routes brésiliennes sans documentation », dit le consul bolivien de Brasília, ex-préfet du Pando et peu suspect d'être contrebandier.<sup>107</sup>

<sup>103</sup> Entretien réalisé à Cobija, avril 2003.

<sup>104</sup> La croissance démographique bolivienne, à la frontière, n'est en réalité pas seule en cause. L'attitude plus sévère du service des migrations brésilien est aussi due à la croissance des Boliviens en situation illégale dans tout le Brésil. Les estimations sont forts variables, elles vont de 100 000 Boliviens (en 1997) à moins de 50 000 Boliviens résidants principalement à São Paulo où ils travaillent dans la confection. Voir Arruda, Roldão 1997 *Brasil entra na rota das grandes migrações* (article publié dans O Estado de São Paulo, édition du 10/1/1997) et Barros, Carlos Juliano 2000 *Senzalas Bolivianas*, p. 3

<sup>105</sup> Voir Chapitre VI, 3-2-2, Lorsqu'il faut compter sur les routes brésiliennes, p. 315

<sup>106</sup> Source : entretien avec Jésus Chambi, commerçant de Montevideo, 8 avril 2003.

<sup>107</sup> Entretien avec José Luis Padilla Mejido réalisé à Brasília le 05/07/03

### **... rappelle aux Boliviens qu'ils ne sont, au Brésil, que des Boliviens**

Le zèle des fonctionnaires brésiliens de la douane ou de la migration est lié à leur volonté de démontrer quelques vérités incontestables. Tout d'abord, il rappelle aux Boliviens que le Brésil ce n'est pas la Bolivie (car au Brésil les institutions étatiques font appliquer les lois). D'autre part, cette politique dit aux Boliviens qu'ils ne sont rien d'autre que des Boliviens, dont les droits au Brésil sont limités en raison de leur statut d'étranger. Malgré le caractère indiscutable de ces deux postulats, chaque durcissement de la politique brésilienne envers ses anciens protégés entraîne chez les Boliviens des réactions d'incompréhension et la montée d'un sentiment d'injustice. Lorsque, quelques années auparavant (en 1986) le Brésil avait pris la décision de ne plus garantir un prix minimum pour le caoutchouc produit en Bolivie, le choc des populations pandinoises avait été aussi grand. À chaque fois, les frontaliers prennent un peu mieux conscience que la frontière qui sépare les deux pays n'est pas qu'un accessoire géopolitique inventé par des États incapables de faire régner leur ordre sur ces marges.

### ***3-2-3 Les paradoxes de la nouvelle identité frontalière***

Les révoltes frontalières menées contre l'État bolivien et l'abandon d'une certaine bonhomie brésilienne vis-à-vis des Boliviens ont eu pour effet de rappeler aux frontaliers leur particularisme. Ils n'étaient ni des Brésiliens de seconde zone, ni des Boliviens tout à fait comme les autres. Cette double révélation portait en elle les germes d'une identité frontalière. Ses premières expressions peuvent nous surprendre, car elle semble s'éloigner d'une stricte affirmation d'une culture nationale, qui pourtant avait contribué à fonder l'unité de la société frontalière, par la découverte soudaine de l'étrangeté du Brésil.

#### **De quoi nourrir cette identité ?**

La construction d'une identité frontalière n'est pas chose facile. Que les frontaliers se soient trouvés des desseins communs, ne suffit pas à la faire surgir. Qu'ils soient convaincus d'avoir plus de similitudes que de différences, n'est pas non plus suffisant. À peine, sont-ils capables, à la suite de quelques décennies de co-existence, de se dire différents des autres (les Brésiliens et les Boliviens non frontaliers) c'est-à-dire d'énoncer ce qu'ils ne sont pas. Il est symptomatique, à ce titre, de voir qu'ils sont de plus en plus nombreux à refuser le qualificatif de Camba, qui leur tenait lieu, faute de mieux, d'identité. Ils s'étaient associés à toutes les luttes régionalistes orientales. Le fait que, lors de sa première victoire (en 1957) le Comité Pro-Santa Cruz ait souhaité la partager avec les deux autres départements orientaux a sans doute contribué à les rattacher à la sphère crucénienne.<sup>108</sup> Mais les changements récents ont pour effet de faire régresser l'identité camba. C'est particulièrement vrai dans le Pando où on préfère de plus en plus se dire Amazonien. Mónica Antezana, anthropologue

---

<sup>108</sup> La première grande bataille, et la première grande victoire du comité pro-Santa Cruz, date de 1957, lorsqu'il obtient que 11% du pétrole et des autres ressources naturelles produit dans le département revienne aux départements au titre de royalties. Cette même loi précise que 1% des ressources produits iront au Pando et au Beni. (loi d'hydrocarbure n°1194/91 remplacée en 1996). C'était une façon d'associer à leur victoire les départements frères du Beni et du Pando.

et habitante de Cobija, soulignait ce point. « L'identité amazonienne est plus fédérative. Dans le fond, on se disait Camba faut d'avoir trouvé autre chose de plus porteur », affirme-t-elle.<sup>109</sup>

Quelque chose de « porteur ». L'adjectif qui évoque une grossière ficelle marketing sied mal au concept d'identité, qu'on imagine peu capable de tels arrangements. Et pourtant, ce que l'on observe dans le Pando, c'est bien une stratégie délibérée de dégager quelques valeurs communes et consensuelles, capables de fédérer la société frontalière. L'environnement en est une, parce que les frontaliers commencent à deviner, depuis le temps qu'ils reçoivent des ONG écologiques chez eux, que leur milieu naturel est une richesse enviée. En 2002, le monument à la gloire des *seringueiros* est inauguré à Cobija. C'est une statue imposante située à l'entrée de la ville qui représente un *seringueiro* tirant un char à buffle chargé de *bolachas*<sup>110</sup> de caoutchouc. « Le Pandinois n'est ni colla, ni camba, il est *norteño*, amazonien », dit le guide touristique du Pando publié à l'initiative de la préfecture.<sup>111</sup> Cette identité amazonienne a l'avantage de sortir la région de la dichotomie colla-camba propre à la Bolivie. Cela évite de fragiliser la société frontalière, où se mêlent Collas et descendants de Cambas. La référence à l'Amazonie introduit aussi des valeurs positives. « La situation géographique (...) tient les Pandinois éloignés des conflits sociaux qui existent ailleurs dans le pays, ils ont une qualité de vie réellement enviable où ce qui importe le plus n'est pas l'argent que l'on a ou la façon dont on le dépense mais comment on gagne cet argent et comment il contribue au bien commun. »<sup>112</sup> Ce portrait de la frontière sous les traits d'une société édénique laisse songeur, même s'il n'est pas éloigné des images de paradis originel que l'on rattache souvent à la nature amazonienne. Il montre en tout cas comment la référence à l'Amazonie, permet de construire une identité consensuelle.

Dans le sud, les richesses du Pantanal peuvent jouer le même effet catalyseur, même si le fait d'être situé dans le département de Santa Cruz, place les villes de San Matías, Puerto Suárez et Quijarro dans une plus stricte allégeance à l'identité camba. À la chambre de commerce de Puerto Suárez, la CAINCO, qui défend les intérêts économiques de la ville, on garde jalousement les études faites dans le cadre du projet d'aménagement touristique et territorial du Pantanal.<sup>113</sup> Pourtant les éleveurs et les commerçants qui composent la chambre du commerce n'ont pas la fibre environnementale particulièrement développée. Mais ils insistent tous sur la spécificité géographique de ce municipe qui participe du Pantanal, « le marais le plus riche écologiquement de toute l'Amérique du Sud. »

## À la rencontre des Brésiliens

Les frontaliers en essayant de trouver un consensus assez neutre pour fonder leur identité, retrouvent avec ces considérations écologiques, les voies de l'ouverture transfrontalière. Non pas, pour effacer une nouvelle fois la frontière, mais pour partager, avec cette assurance d'être différents

---

<sup>109</sup> Entretien réalisé à Cobija, le 4/04/2003.

<sup>110</sup> Les *bolachas* sont les boules de caoutchouc solidifiées.

<sup>111</sup> Quiroga, Sylvia 2002 *Pando amazonia indomita*, p. 127

<sup>112</sup> *Op. Cit.* p. 127

<sup>113</sup> Blackstone Corporation et Burnside International Limited 1997 *Proyecto de Ordenamiento Turístico territorial "CDTI Pantanal" : an ethnocotourism strategy for the bolivian pantanal*

des Brésiliens, de nouvelles relations avec leur voisin. Le contexte actuel semble leur donner raison. La mode est au développement local *et* durable. Il doit être fondé sur le respect de l'environnement et s'appuyer sur les identités locales.

Il n'est pas anodin que le premier projet de rapprochement trifrontalier, entre les régions de l'Amazonie péruvienne, bolivienne et brésilienne, ait été porté par les écologistes. La région trifrontalière Madre de Dios, Acre, Pando (dite région MAP) n'a pour l'instant aucune reconnaissance institutionnelle. Mais elle a permis de nombreux rapprochements entre les préfectures et les gouvernements de ces trois régions qui avaient beaucoup à partager. Les universités des différents pays, ainsi que les ONG écologiques et les institutions impliquées dans la préservation de l'environnement ont participé aux rencontres MAP. La première a eu lieu en 2000. Pour la cinquième rencontre plus de 700 personnes représentantes de la société civile et des institutions étatiques se sont retrouvées à Puerto Maldonado.<sup>114</sup> C'est dire si cette initiative a pris de l'ampleur. Elle vise aujourd'hui à promouvoir, avec l'aide de tous, un développement respectueux des droits de l'environnement et des droits de l'homme dans l'Amazonie sud-occidentale.<sup>115</sup> Elle montre aussi qu'il est possible de mettre en place des relations plus équilibrées où chacun des partenaires peut intervenir sur un pied d'égalité, quelque soit la valeur de son PIB.

D'ailleurs, le développement de Cobija commence à changer le regard que les Brésiliens pouvaient avoir sur leur petit voisin. Fondée en 1985, l'université amazonienne du Pando a connu des débuts difficiles.<sup>116</sup> Aujourd'hui, elle accueille 1000 étudiants (jusqu'à la *licenciatura*, bac+4) dans différentes matières. Un tiers des étudiants sont brésiliens.<sup>117</sup> Ils viennent des municipes frontaliers de Brasília et Epitaciolândia, et même de Rio Branco, pour étudier dans le Pando. Ce n'est pas tant la qualité de l'enseignement qui les attire que la facilité qu'il y a à entrer à l'université bolivienne, là où, au Brésil, un *numerus clausus* restreint l'accès à l'université.<sup>118</sup> Peu importe que les raisons ne tiennent ni à l'attrait suscité par une formation bolivienne, ni à la volonté d'y apprendre l'espagnol, cette venue des étudiants a pour effet de rétablir un semblant d'équilibre dans des relations jadis fort inégales de part et d'autre de la frontière.

---

<sup>114</sup> La MAP V a eu lieu à Puerto Maldonado du 16 au 19 septembre 2004.

<sup>115</sup> Voir le site du MAP : <http://map-amazonia.net/>. Les quatre chantiers prioritaires concernent : le développement économique, l'équité sociale, les politiques publiques et la protection de l'environnement.

<sup>116</sup> Elle est créée par le décret suprême n° 20511, mais c'est seulement en 1994 que les premiers 277 étudiants sont accueillis. Notons qu'en 1993 elle change de nom. L'université technique du Pando, devient l'université amazonienne du Pando, preuve, encore une fois de la montée en puissance d'une identité amazonienne dans la région.

<sup>117</sup> Source : Vice Recteur de l'université, Herman Guerrero, entretien réalisé à Cobija le 03/04/2003.

<sup>118</sup> Notons qu'il s'agit d'un phénomène que l'on observe à l'échelle de la Bolivie toute entière où les universités de Santa Cruz, La Paz et Cochabamba, sont remplies d'étudiants brésiliens, qui trouvent un moyen d'y faire leur premier cycle à moindre coût et de réintégrer une université brésilienne à leur retour.

## Conclusion du chapitre X

---

Si être bolivien à la frontière est une donnée qui ne se négocie pas, la façon de l'exprimer et de porter sa bolivianité est en revanche fort variable. Chaque frontalier, en fonction de son parcours migratoire et de son ancienneté dans la zone, compose un réarrangement personnel de cette identité. Les configurations sont infinies. L'histoire personnelle du frontalier et la culture nationale dont il a héritée et qu'il souhaite transmettre à ses enfants ne sont pas seules en cause. Il faut encore compter avec la nature des relations qui s'établissent avec le voisin brésilien. Elles dépendent du contexte local, la frontière ne renvoie pas la même image dans toutes les villes. Il n'est pas indifférent pour un migrant colla de vivre à Cobija, pôle de croissance qui attire les Brésiliens, ou à Guayaramerín, dont l'image est fort dépréciée au Brésil. Il faut aussi penser aux politiques définies à plus petites échelles, régionales et nationales. Elles sont capables d'influer sur la nature des relations boliviano-brésiliennes (comme lorsque la politique brésilienne vis-à-vis des Boliviens se durcit).

Les configurations identitaires se multiplient. Certes, c'est le propre de toute identité que de renvoyer, au final, à l'individu qui la porte, mais sur la frontière la situation de métissage brouille la situation et multiplie les configurations identitaires. Les Collas se mélangent aux Orientaux, les Brésiliens aux Boliviens, de loin en loin quelques étrangers semblent avoir trouvé sur ces terres d'incertitude identitaire une niche pour se faire oublier. Dans cet imbroglio, chacun garde dans son cœur son lieu de naissance, pour ne pas oublier qui il est.

La seule chose qui ôte un peu de sa confusion à la scène est l'existence d'une barrière politique. On est Bolivien ou on est Brésilien. Cette frontière est l'unique fil d'Ariane capable de donner un début de cohérence au métissage. On s'y rattache pour dire aux autres qui on est. Cela tombe bien, les nouveaux venus sur la frontière attachent une grande importance à cette ligne de séparation. C'est chose assez classique, face au désordre identitaire, que de se raccrocher à elle. Une étude sur les voyageurs qui, au XIX<sup>ème</sup> siècle, passaient la frontière entre le Pérou et le Brésil, montre à quel point, ils sont les premiers à donner du sens à la ligne, pour pouvoir comprendre la région. Dans une situation où rien ne ressemble plus à une ville de l'Amazonie brésilienne, qu'une ville de l'Amazonie péruvienne, ces transfuges voient eux la plus grande disjonction, le blanc et le noir, la barbarie et la civilisation. « À lire les voyageurs, il est frappant de constater avec quelle invariabilité ils opposent les deux sites, pourtant si semblables, comme si la faible distance kilométrique qui les séparait signifiait pour les auteurs un tout autre passage, celui en l'occurrence qui conduit de la « barbarie » (Loreto) à la « civilisation » (Tabatinga). (...) Accentuant ainsi le contraste les voyageurs veulent en fait opposer deux pays, deux mondes perçus linguistiquement, culturellement et surtout politiquement différents. »<sup>119</sup> Les vieux frontaliers, comme les nouveaux

---

<sup>119</sup> Chaumeil, Jean-Pierre 1992 *De Loreto à Tabatinga. D'une frontière l'autre antagonisme sur l'Amazone au dix-neuvième siècle et après*, p. 360

venus, ne font pas autrement. Lorsque la peur de perdre le fil droit de leur identité se fait plus pressante, ils invoquent la ligne.

La recherche de cet être bolivien est la seule logique qui permet de ressaisir l'évolution de l'identité frontalière. Les différentes générations de migrants y apportent des réponses différentes. Il y a trois générations de frontaliers, ceux nés dans la région avant son intégration pleine et entière au reste du pays, ceux qui y ont migré depuis le noyau central et qui sont arrivés farouchement décidé à reconquérir la zone, leurs enfants, enfants, qui cherchent entre ces deux extrêmes et avec le modèle brésilien qui ne cesse de les attirer un équilibre entre ces différentes postures. C'est une gageure et cela n'est pas sûr qu'ils y parviennent. Mais si les frontaliers devaient établir d'autres types de relations avec les voisins lusophones, il est sûr que la bolivianisation de la zone permettrait de le faire de manière plus équilibrée.

Finalement, à rebours du processus que l'on observe sur les vieilles frontières, d'Europe par exemple, la ligne gagne ici avec le temps plus de lisibilité. Il est classique de dire que c'est dans la confrontation avec l'autre que l'identité se renforce. La genèse de toute identité vient de cette rencontre avec ce qui est différent. Toute construction identitaire est un processus centripète, car il ne part pas de soi mais des autres. C'est ce qu'on observe à la frontière, où la bolivianisation devient plus évidente au fur et à mesure que le sentiment d'être différent se renforce. Ce ne sont plus des sentinelles arc-boutées qui forcent leur nature pour tenir la frontière, en dépit de tout ce qui les rattache au Brésil. Ce sont des Boliviens qui ont gagné, grâce à l'intégration nationale de la frontière, une certaine autonomie vis-à-vis du grand voisin. Ils peuvent repartir à sa rencontre, sûrs de ce qu'ils sont et de ce qu'ils ont à partager.

Photo IV - 7 : Patriotisme frontalier



*Guayaramerín. Sur les bords du Mamoré, les bâtiments de la Navale ont été repeints. "La mer nous appartient de droit, la récupérer est un devoir". Pour des marins, la question est vitale. Mais la récupération de la mer participe aussi d'un imaginaire territorial bolivien.*

*San Matías, fête du département de Santa Cruz, 24 septembre 2003. Les écoles défilent derrière le drapeau bolivien et celui du département. Dans le fond, la caserne.*

Les frontaliers, nés dans la région ou récemment arrivés, ont toujours défendu la "tricolore" : la fête nationale, la fête du département ou celle du village, sont autant d'occasion d'exprimer leur patriotisme. Peut-être l'armée, présente depuis longtemps sur la frontière, a-t-elle contribué à diffuser cette culture nationale populaire jusque dans ces confins ?

À Guayaramerín toute personne qui passe par le "terminal portuaire", d'où partent les barques en direction du Brésil, aperçoit cet appel à ne pas oublier la mer bolivienne.

Photo IV - 8 : Bolpebra, un autre centre de réoccupation bolivienne ?



*Arrivée à Bolpebra : le drapeau et la carte*



*Juin 2003, deux cholos traversent le fleuve.*



*Maison du maire de Bolpebra*

Selon Ramiro Paz, Montevideo, dans le Pando, est un "centre de réoccupation bolivienne". Bolpebra pourrait aussi avoir cette fonction. Sur les bords de l'Acre, il n'y a pas de pont pour arriver au village. Mais le niveau est bas (il est loin le temps où les vapeurs circulaient sur cette voie). On s'y rend à pied, en relevant ses jupes ou son pantalon. A l'arrivée, une carte de la Bolivie accueille le visiteur. *Perdidas territoriales*. Ce n'est pas la carte de la Bolivie actuelle, mais celle de la grande Bolivie. Les pertes territoriales n'ont pas été repeintes aux couleurs des pays voisins, elles ne sont pas, non plus, au couleur de la Bolivie. Figurées en blanc, elles sont dans un entre-deux. Confins de la Bolivie, elles furent son avenir inaccessible. Pas de doute, les habitants ici savent ce que Bolivie veut dire, et que son être territorial l'emporte largement sur toute autre référence commune. Dans le village, devant chaque maison se trouve un drapeau. Le dernier confin de la Bolivie, grâce aux Collas, a perdu son blanc éthéré pour adopter la tricolore bolivienne.

**Photo IV - 9 : Identité frontalière : Être ou ne pas être tropicalisé**



*Marché de Cobija, chuños et papas de l'Altiplano (avril 2003)*



*Marché de Puerto Suárez, un jour de surazo (grand froid).  
Les produits sont les mêmes qu'à Cobija (mai 2001)*

La grande question pour les migrants est toujours la même, qu'ils se trouvent dans le nord à Cobija, ou 2000 kilomètres plus au sud, à Puerto Suárez. Faut-il ou non se tropicaliser ? Si ce qu'on mange dit en partie ce que l'on est, alors la visite des marchés frontaliers nous apprend beaucoup sur la réponse qu'ils donnent à cette question. Rien ne ressemble plus à un marché andin qu'un marché de la frontière. Les migrants peuvent maintenir presque à l'identique leur régime alimentaire. *Papas, cebollas, chuños, arvejas, oca*, on trouve de tout pour faire une bonne *sopita*.

**Photo IV - 10: Identité frontalière : Être ou ne pas être camba.**



*Cobija - avril 2003. Une statue à la gloire des seringueiros a été installée à l'entrée de la ville. Des adolescents se sont installés sur les bolachas de pierre pour fumer des cigarettes. Leurs grands-parents étaient, peut-être, mineurs à Potosi, ou agriculteurs sur les bords du lac le plus haut du monde.*



*Manchette de l'hebdomadaire publié à Cobija. Fondé en 1998*

A Cobija où on s'est longtemps dit Camba, on préfère aujourd'hui insister sur son identité amazonienne. Elle est suffisamment loin des problématiques boliviennes (et de la partition obsédante colla - camba) pour susciter un consensus. La forêt a le vent en poupe, cela tombe bien. Mais à trop s'extraire de la dualité bolivienne, les habitants ne risquent-ils pas d'y perdre leur bolivianité ?



*Sur le mur des locaux qui accueille le Comité civique de Puerto Suárez :  
"Nous serons toujours des Crucéniens libres"*

À Puerto Suárez, les vieux frontaliers se disent Camba et fiers de l'être. Leurs pères et leurs grands-pères ont emprunté le "chemin de buffles" qui, avant l'achèvement de la voie de chemin de fer, en 1954, conduisait en 3 semaines au bout du département. Ils étaient venus pour développer Puerto Suárez, à l'époque où son toponyme de port n'était pas usurpé. Aujourd'hui le port s'est déplacé, mais c'est toujours à Santa Cruz, la métropole régionale, qu'il doit servir. Les contacts fréquents avec la ville renforce cette stricte allégeance des élites à la sphère camba. Elle a pour effet d'augmenter le divorce entre les Andins et les Crucéniens dans la région

# Chapitre XI :

# Le territoire au risque de sa frontière

## *Un jeu à toutes les échelles*

*« Les villes (frontalières) peuvent jouer un rôle essentiel dans l'accélération des processus d'intégration régionale en favorisant l'émergence d'espaces transnationaux. Cependant, une telle évolution fait peur à des États qui n'ont souvent que leurs frontières, aussi imparfaites soient-elles pour justifier leur existence en tant que nation. »*  
Alain Musset, 2001<sup>1</sup>

## Introduction

---

À l'heure où la frontière est en passe de devenir ce qu'on avait longtemps rêvé en vain qu'elle fût (c'est-à-dire une limite forte capable de tenir le territoire), deux tendances mettent en péril ce processus. Pourtant, tout invitait à donner raison à une certaine cosmogonie territoriale bolivienne. Oui, la frontière orientale était bien une des gardiennes du territoire garant de l'existence de la nation. Elle avait acquis ce fabuleux pouvoir au terme d'une histoire frontalière perturbée qui l'avait fait passer de limite éthérée d'un territoire imaginé à une zone de croissance et de migration intégrée à l'espace national. À la faveur de ce mouvement d'intégration, la frontière s'était bolivianisée.

Mais les années 90 n'ont pas été uniquement celles de l'intégration nationale. À plus petite échelle, deux dynamiques contrarient cette évolution. La première soutient le rapprochement de tous les pays du continent, sur le plan politique, économique et physique. La deuxième érige le « local » comme seule échelle valable d'intervention et de gestion territoriale. Il faut mettre fin aux velléités interventionnistes d'un État sud-américain omnipotent et inefficace loin de ses bases. Il est

---

<sup>1</sup> Musset, Alain 2000 *Villes frontières et nation en Amérique Centrale*, p. 59

difficile de dire aujourd'hui si ces deux tendances sont seulement des concepts en vogue ou si elles engagent réellement des bouleversements territoriaux. Mais il est certain que, quelque soit leur nature, la promotion du local et l'intégration régionale sont devenues des références incontournables. Elles peuvent sembler contradictoires (la première gomme les identités locales au nom d'une unité panaméricaine, la seconde, dans son interprétation la plus orthodoxe, appelle à un repli sur le local). Elles ont un point commun : mettre en péril le territoire et changer le sens des frontières. Le local érige le terroir en valeur fondamentale, contre le territoire national. Tandis que l'intégration continentale ressemble trop à la mondialisation pour ne pas lui avoir emprunté quelques traits : la promotion des intérêts économiques sur ceux de la nation et la transnationalisation de l'économie.

Le territoire est secoué par ces nouvelles tendances. Elles ont, toutes deux, un impact plus fort aux frontières que dans n'importe quelle autre région du pays. Les dynamiques d'intégration continentale conduisent à l'ouverture des frontières. À terme, elles sont appelées à abandonner leur pouvoir originel : celui de faire barrière. Le processus est lent. Les États sud-américains sont moins prêts que d'autres à abandonner leur fonction régaliennne de contrôle sur les flux de produits et d'hommes qui pénètrent sur leur territoire. Mais le processus est lancé. Une fois achevé, il pourrait retirer à la région frontalière son statut particulier dans la construction symbolique du territoire. De la même façon, la promotion des dynamiques locales se fait plus vivement ressentir sur la frontière. Cette région, pour avoir vécu déconnectée du reste du territoire, est dotée d'un fort particularisme - les révoltes frontalières étaient une tentative de le maintenir. Elle a aussi longtemps été hors de portée des institutions étatiques. La gestion à l'échelle locale s'imposait. Ainsi, bien avant que le « local » ne devienne le sésame ouvre-toi de toutes les politiques de développement, les frontaliers l'avaient choisi, comme réponse pragmatique à leur isolement.

La frontière doit assumer cette double pression venue de l'extérieur. Il s'en ajoute une autre, propre à la Bolivie. La croissance économique du département de Santa Cruz, et les velléités autonomistes de ses dirigeants, pourraient bien influencer sur le destin frontalier. Dans les discours de l'élite entrepreneuriale crucénienne, la frontière orientale est présentée comme un outil nécessaire au développement de la partie orientale du pays. Elle semble comme capturée par ces intérêts régionalistes. Même s'il faut faire la part entre les discours et la situation réelle, ce déplacement de l'objet frontière d'un imaginaire national, où il était la garantie d'existence de tout un peuple, à un imaginaire oriental, où la frontière doit soutenir le développement économique autonome du département est fondamental. La frontière échappe une nouvelle fois au territoire.

Le rôle qui lui fut assigné pendant longtemps (construire un territoire sanctuaire) ne fait plus sens dans ce nouveau contexte. La frontière risquerait d'y perdre son pouvoir démiurgique. À moins que ce grand bouleversement géopolitique ne s'accompagne d'une nouvelle modernité territoriale en Bolivie. La question est ouverte, sa réponse se trouve à trois échelles d'analyse : celle transnationale où l'on voit les frontières s'ouvrir au nom de l'intégration continentale, celle nationale où la frontière risque d'être capturée par une région vaguement sécessionniste, et celle,

locale, où la frontière se révèle capable de gagner une autonomie propre, malgré son intégration au reste de l'espace national. La double dynamique d'intégration, continentale et nationale, pourra nous servir de fil conducteur, pour démêler la place de la frontière dans ce territoire bolivien en mutation.

## I - L'intégration continentale au péril du territoire

---

*« La plupart transformaient leur maigre biens en un billet de bus pour Guayaquil ou Quito. Ils pensaient que de là il leur suffirait de faire quelques pas supplémentaires pour se retrouver au nord, sur la Terre promise. Après plusieurs jours de voyage, ils descendaient des bus, perclus de crampes, poisseux, affamés, ils se renseignaient sur les moyens de poursuivre leur route et découvraient que l'Amérique du Sud est gigantesque et, comme pour ajouter à leur infortune, que la route panaméricaine disparaissait avalée par la jungle colombienne. Et ils restaient au milieu du monde, comme des bateaux à la dérive, sans présent et sans avenir. »*  
Luis Sepúlveda, 1994<sup>2</sup>

*“ Sur la terre de contacts, pour posséder un corridor, il va falloir courir »,*  
Agustin Saavedra Weise, 1995.<sup>3</sup>

En Amérique du Sud, la fin du XX<sup>ème</sup> siècle a été placée sous le signe de l'intégration. C'était le maître mot et la clef du développement économique. Vu d'Europe, à l'heure de l'ouverture communautaire, on regardait d'un œil peu étonné cette dynamique de rapprochement. L'Amérique du Sud ne faisait qu'emprunter un chemin que les Européens expérimentaient depuis un demi-siècle. C'était oublier le renversement géopolitique qu'impliquait cette nouvelle orientation. Elle lui donnait un tour bien plus ambitieux qu'en Europe. Promouvoir l'intégration continentale, c'était rompre avec deux déterminants historiques des espaces nationaux. Le premier, fort ancien, remontait à l'époque coloniale, lorsque chacun des pays fut organisé en fonction des nécessités d'importation et d'exportation en direction des métropoles. Cette relation de stricte dépendance vis-à-vis d'un centre extérieur devait perdurer, pour bien des pays sud-américains, après les indépendances. Faiblement industrialisés, ils s'enfermèrent dans un schéma classique où les exportations de matière première permettaient d'assurer les importations de produits manufacturés. En Bolivie, les chemins de fer, construits au début du XX<sup>ème</sup> siècle, sont un exemple de ces drains d'exportation dirigés vers les façades maritimes.<sup>4</sup> Les relations intercontinentales étaient faibles. Les pays se tournaient le dos, d'autant plus facilement qu'ils avaient peu de produits à échanger en raison de la structure de leur économie. Le réseau des infrastructures de communication, lacunaire jusqu'à aujourd'hui, témoigne de l'enclavement de chacun des pays. Le second facteur qui concourra à isoler les espaces nationaux sud-américains est plus récent. Des années 60 aux années 80, les militaires prennent le pouvoir dans bien des pays. Ces régimes, plus ou moins autoritaires, sont partisans d'un développement national autocentré et contrôlé par l'État. Dans le même temps, ils tentent de faire du territoire un sanctuaire protégé et mis en défens. Les politiques d'aménagement

---

<sup>2</sup> Sepúlveda, Luis 1996 [1994] *Patagonia Express*, p. 51

<sup>3</sup> Saavedra Weise, Agustin 1995 *Bolivia y el mundo*, p. 603

<sup>4</sup> Voir Carte II-1 Le réseau ferré en Bolivie, p. 166

et de colonisation agraire sont les moyens de cette politique. Il faut *remplir* l'espace national afin qu'il ne soit pas confisqué par les voisins. La course aux frontières est lancée. Elle aura plus ou moins de succès en fonction des pays et de la capacité d'action des appareils étatiques.

Le retour de la démocratie, dans le tournant des années 80, s'accompagne d'un changement total de paradigme. Les hommes politiques abandonnent l'illusion selon laquelle seules des frontières fermées peuvent garantir un développement équilibré. Toute la vision géopolitique est mise sens dessus dessous, avec l'abandon de cette ivresse de l'enclavement. Les frontières, elles-mêmes « changent de sens »<sup>5</sup> en changeant de valeur. Elles étaient les bouts du pays, elles en deviennent les portes d'ouvertures. Comment penser cette nouvelle modernité territoriale ? Il faut changer certains postulats géographiques pour s'adapter au nouveau contexte. Pour l'instant, les conditions physiques sont loin d'être réunies pour mettre en œuvre le rapprochement des économies sud-américaines que tous appellent de leurs vœux. En Bolivie, « pour avoir des corridors, il va falloir courir », affirme Agustin Saavedra, le promoteur des corridors d'intégration sous le premier gouvernement de Gonzalo Sánchez de Lozada (1993-1997). Luis Sepúlveda raconte d'une autre façon qu'entre les cartes qui montrent l'unité de l'ensemble sud-américain, renforcée par les traits rouges des routes et la réalité du terrain où les problèmes de circulation persistent, le fossé est énorme. C'est à l'épreuve des faits qu'il faut donc mesurer les pressions que font peser sur le territoire bolivien ces discours « intégrationnistes ».

## ***1-1 Rêves anciens, nouveau contexte***

En Bolivie, la réflexion sur les frontières a toujours échoué sur une aporie. Tôt dans le XX<sup>ème</sup> siècle, des penseurs et des hommes d'action ont souhaité résoudre le problème bolivien par l'insertion de ce petit pays à problème dans l'ensemble sud-américain. Ce n'était pas du goût des militaires et d'une partie importante de l'opinion qui souhaitaient plutôt voir le territoire se transformer en bastion défensif de la bolivianité. Les seules réponses au problème bolivien se trouvent aux frontières, mais elles sont contradictoires. Comment concilier l'intégration et la défense du territoire ? Les rêves d'intégration continentale, anciens, ont donné un écho particulier aux projets formulés dans le début des années 90 par divers pays de la scène sud-américaine.

### ***1-1-1 Une idée fort ancienne***

L'idée de sortir par l'Atlantique ne date pas d'hier. Elle est une des formes de la nationalisation du mythe de l'Eldorado.<sup>6</sup> Elle a donné lieu à des projets farfelus et à un précédent, la construction du chemin de fer Santa Cruz – Puerto Suárez, qui n'eut pas les effets multiplicateurs espérés.

---

<sup>5</sup> Pour reprendre le titre d'un article de Martine Droulers (voir Droulers, Martine 1999 *Frontières au Brésil, changement de sens.*)

<sup>6</sup> Voir Chapitre IV, paragraphe 3-2-1 « La Bolivie aux portes de l'Europe. »

## Quelques projets farfelus

Félix Frias, né sur les terres argentines, prend fait et cause pour le problème bolivien. C'est lui, en 1845, qui prophétise que l'avenir de la Bolivie se trouve à l'Est.<sup>7</sup> Un des arguments de sa théorie tient à l'ouverture internationale qu'offre la frontière orientale. Parmi les fleuves atlantiques boliviens, le Pilcomayo, qui traverse le Chaco aride, a sa préférence. L'idée est saugrenue, car la sécheresse et la faible déclivité du cours, rendent les maigres eaux du Pilcomayo difficilement navigables. Mais l'Argentin a plus d'une corde à son arc et sait s'y prendre pour faire rêver les Boliviens. Au ministre de l'intérieur Tomás Frias, son parent, il écrit que la Bolivie peut devenir une véritable terre de carrefour en assurant à son profit la connexion entre le bassin de l'Amazone et celui de La Plata. Il avait lu quelque part dans le *London Times* que la distance qui séparait les affluents du Paraguay de ceux du Madeira n'était que de 400 mètres. Qu'à cela ne tienne, la Bolivie pourrait y construire un canal pour les relier. Selon lui, cela ne serait pas très coûteux et fort profitable au pays.<sup>8</sup> En réalité, Félix Frias est plus un homme de concept que d'action, car la construction d'un canal pour rejoindre l'Íteñez/Guaporé et le Paraguay ne serait pas une mince affaire. En revanche, sur le plan des idées, il sait poser quelques jalons qui font de lui un précurseur. Il imagine, par exemple, la création d'une union douanière entre la Bolivie, l'Argentine et le Paraguay, en s'appuyant sur le modèle de l'union douanière allemande récemment créée. En 1845, plus d'un siècle avant la création du Mercosur cette proposition a quelque chose de visionnaire.<sup>9</sup>

Léon Favre, consul général de France en Bolivie vers 1840, préfère, des deux idées de Frias, celle de la jonction Íteñez – Paraguay. Lui aussi imagine qu'il sera facile de construire un canal pour relier les bassins hydrographiques. Les Portugais, affirme-t-il, en ont déjà construit un au XVIII<sup>ème</sup> siècle.<sup>10</sup> Sans doute est-il trop sous l'influence de la mode des canaux, qui prévaut en France dans la première moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, pour ne pas concevoir les difficultés qu'engendrerait ce type d'aménagement en Bolivie.<sup>11</sup> À la même époque, Felipe Bertrès, d'origine française, propose lui de construire un port pour les navires de haute mer dans le Chaco bolivien qui pourraient ainsi remonter directement de Buenos Aires.<sup>12</sup> Ces quelques propositions sont des exemples des projets déraisonnables qui se multiplient dans la seconde moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle. Si leur réalisation est toujours repoussée, et pour cause, ils influencent l'imaginaire territorial. À l'heure des grands projets

<sup>7</sup> Voir Chapitre IV, paragraphe 3-1-1 Les lendemains orientaux qui chantent, p. 190 et Frias, Félix 1845 *Nota dirigida a S. G. el Señor Don Tomas Frias, Ministro de Relaciones Exteriores de Bolivia*.

<sup>8</sup> Frias, Félix 1845 *Nota dirigida a S. G. el Señor Don Tomas Frias, Ministro de Relaciones Exteriores de Bolivia*. Janet Groff rappelle ce point dans son introduction à l'étude de la politique orientale de Ballivián. Voir Groff Greever, Janet 1987 *José Ballivián y el Oriente Boliviano*, p. 14

<sup>9</sup> Il était convaincu que le Paraguay, la Bolivie et l'Argentine devaient être des « alliés naturels », car les produits venus d'Europe entraient en Bolivie et au Paraguay via le port de Buenos Aires (comme la viande argentine). Les multiples droits de douanes compliquaient cette circulation de marchandises. Il fallait donc parvenir à créer une union douanière.

<sup>10</sup> Favre, Léon 1854 *Navegación de los ríos de Bolivia.*, p. 10

<sup>11</sup> Janet Groff affirme que tous les Français qui se rendent en Bolivie, ou même en Amérique du Sud dans la seconde moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, souhaitent construire des canaux de part et d'autre du continent. Voir Castelnau, Francis 1857-1859 *Expédition dans les parties centrales de l'Amérique du Sud, de Rio de Janeiro à Lima et de Lima au Para exécutée... pendant les 3 années 1843 à 1847*, ou Orbigny, Alcide Dessalines D' 1845 *Fragment d'un voyage au centre de l'Amérique Méridionale*, p. 578.

<sup>12</sup> Bertrès, Felipe 1901 *Descripcion topografica e historica de Bolivia*, cité par Roux, Jean Claude 1995 *Guide commenté des sources géographiques des Orients boliviens : Amazonie - Beni - Orient de Santa Cruz - Chaco (à partir de 1825)*

d'intégration continentale, les Boliviens sont sans doute plus avancés que d'autres dans cette réflexion. Plus que d'autres, ils en connaissent aussi toutes les difficultés.

### **Le chemin de fer Santa Cruz – Corumbá : un précédent sans conséquence**

Une des rares réalisations concrètes, parmi tous ces projets d'intégration, fut le chemin de fer Santa Cruz – Puerto Suárez, utilisable dès 1955.<sup>13</sup> Sa réalisation avait été fixée dans le cadre du traité de relation ferroviaire signé avec le Brésil, le 25 février 1938.<sup>14</sup> Le Brésil s'engageait à le financer en compensation de la voie ferroviaire Madeira - Mamoré. Le traité de Petrópolis de 1903 stipulait, en effet, que le Brésil était redevable à la Bolivie de 1 million de livres sterling. En 1964, la Bolivie devient officiellement propriétaire de la ligne de chemin de fer, sans qu'elle n'ait eu à fournir du pétrole, en compensation, bien que l'ouvrage dépassât largement le million de livres sterling, promis par le Brésil.<sup>15</sup>

Les imbroglios du financement, comme la longueur des travaux (décidés en 1938 ils ne sont achevés définitivement qu'en 1964 avec la construction du pont sur le rio Grande<sup>16</sup>), ne doivent pas faire oublier qu'il s'agissait d'un grand ouvrage d'intégration continentale. Dans le même traité de 1938, il était convenu que le Brésil prolongerait la voie de chemin de fer Santos – São Paulo – Porto Esperança jusqu'à Corumbá. Le tronçon de 48 kilomètre qui devait relier Porto Esperança, sur les rives du Paraguay, à Corumbá, manquait depuis 1912.<sup>17</sup> Il fut achevé en 1952, quelques années avant le tronçon bolivien. L'intérêt de cet ouvrage était d'unir les deux chemins de fer pour réaliser la première ligne transcontinentale de l'Amérique du Sud : de Santos à Arica. Le chemin de fer interocéanique, imaginé par le Brésil dès 1871, allait voir le jour. En 1941, lorsque Getúlio Vargas, président du Brésil, inaugure les 41 premiers kilomètres de la ligne Santa Cruz – Puerto Suárez il rappelle la dimension continentale du projet. « Le chemin de fer Corumbá - Santa Cruz qui dans peu de temps nous réunira, donne à notre rencontre une signification qui mérite d'être signalée. (...) C'est le début de la réalisation d'un vieux rêve de nos aïeux. Le système ferroviaire brésilien, partant de l'Atlantique va pénétrer dans le territoire bolivien pour poursuivre sa voie jusqu'au Pacifique et donner à ce tracé sa dimension transcontinentale. »<sup>18</sup>

---

<sup>13</sup> Il faut aussi évoquer la construction du chemin de fer Santa Cruz – Yacuiba, financé par l'Argentine et achevé en 1949.

<sup>14</sup> Une des clauses de ce traité (article IV) prévoyait que la construction du chemin de fer Santa Cruz – Puerto Suárez serait financée grâce aux réserves pétrolières (de la région de Santa Cruz) qui devaient être exploitées par des sociétés mixtes boliviano-brésiliennes si le financement du chemin de fer dépassait 1 million de livres sterling.

<sup>15</sup> Ces clauses de remboursement du chemin de fer furent renégociées lors des Accords de Roboré en 1958. Voir Chapitre VIII, paragraphe 2-1-1 Les accords de Roboré règlent des questions bilatérales variées, p. 409 La dette de la Bolivie fut soldée progressivement entre 1970 et 1990.

<sup>16</sup> Le pont sur le rio Grande se trouve à quelques kilomètres de Santa Cruz. La largeur du fleuve à cet endroit rendit l'ouvrage fort coûteux, ce qui retarda sa finition. Entre 1955 et 1964 la ligne de chemin de fer fonctionne mais elle s'arrête quelques dizaines de kilomètres avant Santa Cruz, sur les rives du Rio Grande.

<sup>17</sup> De Porto Esperança il fallait prendre un vapeur pour rejoindre Corumbá ou Cuiabá. Jusqu'à Corumbá il fallait compter 12 heures de navigation.

<sup>18</sup> Getúlio Vargas, le 29 juillet 1941, cité par Ostría Gutierrez, alors ministre des relations étrangères mais qui avait aussi été le négociateur bolivien du traité de 1938. Voir Ostría Gutierrez, Alberto 1946 *Una obra y un destino La política internacional de Bolivia despues de la guerra del Chaco*, p. 199

## IV - 14 : Les chaînons manquants du chemin de fer Santos-Arica



Laetitia Perrier Bruslé 2004

### I - Des points à relier, des frontières à passer

- Ville importante ■ ●
- Port ●
- Frontière internationale
- Ville frontalière ●

### II - Infrastructures de transport

- Route —
- Chemin de fer —
- Voie d'eau utilisable —

### III - Le chemin de fer Santos - Arica

- Tronçon réalisé —
- Année de réalisation 1902
- Chaînon manquant - - - -

Las, le chemin de fer n'atteindra jamais le Pacifique. D'abord parce qu'il y eut un chaînon manquant. Le tronçon Santa Cruz – Cochabamba ne fut jamais construit en Bolivie.<sup>19</sup> La liaison entre le terminus bolivien à Puerto Quijarro et la gare de Corumbá (à une dizaine de kilomètres de là) ne fut pas non plus réalisée. Dans les années 70, les volumes transportés sur la partie bolivienne de la voie ne dépassent pas les 24 000 tonnes annuelles. Entre São Paulo et Santa Cruz, il faut compter plus de deux semaines pour acheminer les marchandises – compte tenu des retards liés à la douane et à une certaine inefficience des compagnies ferroviaires. Pire encore, le coût de transport est si élevé que, pour les passagers, il est plus intéressant de prendre l'avion.<sup>20</sup> Enfin, en 1992 les trains de passagers cessent de circuler jusqu'à Corumbá. C'est la fin d'un rêve : celui d'une grande ligne transcontinentale qui devait passer par la Bolivie. Ainsi, le seul projet, en partie réalisé, d'intégration continentale n'eut pas le retentissement espéré. À l'heure où la Bolivie s'apprête à construire, au nom des mêmes arguments, la route Puerto Suárez – Santa Cruz, ce précédent invite à la réflexion.

### ***1-1-2 La Bolivie : pays clef pour l'intégration continentale ?***

En Amérique du Sud, dans les années 90, diverses initiatives remettent au goût du jour les projets d'intégration continentale. Dans le même temps, en Bolivie, une nouvelle génération d'hommes politiques, surgis avec le retour de la démocratie en 1985, s'intéressent plus vivement à ces projets. Au contraire des militaires, partisans de l'intégration nationale, ils voient dans l'ouverture du pays, la clef de son devenir.

### **Évolution du paradigme, de la terre d'entente au territoire reconstruit**

La Bolivie est une terre de contacts. Ce mythe sert, dans le cadre d'une géographie mythique du pays, d'argument à sa survie.<sup>21</sup> Mais à l'époque où Luis Fernando Guachalla énonce ce paradigme, en 1936, ce n'est pas l'ouverture économique qui est mise en avant. Ostría Gutierrez fervent défenseur du concept insiste sur ce point. La Bolivie est une terre de contacts, parce qu'elle ne peut être une terre d'antagonismes. Terre d'harmonie, elle devra, à l'avenir, éviter tout conflit avec ses voisins. Le meilleur moyen d'y parvenir est de mettre un terme à son isolement continental et de lui trouver des alliés. Au sortir de la guerre du Chaco, la dimension économique de l'intégration est seconde, sans pour autant être absente des considérations des hommes politiques de l'époque. « En terme économique, la politique d'Alberto Ostría Gutierrez revenait à offrir les richesses du pays en échange de ne plus voir son future menacé », écrit Fernando Salazar Paredes.<sup>22</sup>

---

<sup>19</sup> Dans les années 60, la possibilité de construire ce tronçon ferroviaire de Cochabamba à Santa Cruz était encore d'actualité. Voir Fifer, Valerie 1976 [1972] *Bolivia*, p. 362

<sup>20</sup> Fifer, Valerie 1976 [1972] *Bolivia*, p. 363

<sup>21</sup> Voir Chapitre III, paragraphe 2-1 Il faut faire de la Bolivie un pays de contact, p. 127

<sup>22</sup> L'auteur ajoute « C'est dans cet esprit que l'on peut comprendre tous les traités que signa Ostría Gutierrez avec les pays voisins. » Voir Salazar Paredes, Fernando 2000 *Hacia una nueva política exterior boliviana*, p. 120. Il a raison. La politique d'alliance avec le Brésil et l'Argentine, se traduit par la signature de divers traités où la dimension économique l'emporte largement. Les traités portent sur l'exploitation du pétrole et la construction de nouveau chemin de fer dans l'Orient bolivien. Comme le rappelle Carlos Escudé, dans son histoire des relations internationales argentines, « du côté de la

Ce qui est sûr c'est que, lorsque, dans les années 90 le paradigme du pays de contact redevient la clef de la politique internationale de la Bolivie, il a évolué. S'il se base sur le même postulat, la vocation innée du pays à organiser l'intégration continentale, ses finalités ne sont plus les mêmes. L'intégration doit servir le développement économique et social du pays. Le plan général de développement, défini sous la présidence du général Banzer (1997- 2002), est fort explicite sur ce point. Intitulé « Bolivie du XXI<sup>ème</sup> siècle, pays socialement solidaire », il se donne pour objectif de « convertir la Bolivie en un centre géographique d'articulation des processus d'intégration économiques, physiques et énergétiques à l'échelle continentale. »<sup>23</sup>

Ce développement économique s'accompagne d'une nouvelle vision du territoire et de ses frontières. Elles étaient auparavant envisagées uniquement comme des glacis défensifs. Les projets de développement frontalier n'avaient pas pour finalité de susciter une croissance économique. Ils devaient seulement renforcer la mise en défens. La colonisation agricole était la priorité (parce que les paysans tiennent la terre), alors que l'essor du commerce, qui rendait objectivement les frontières plus poreuses, était le fruit d'initiatives spontanées peu soutenues par l'État. Avec le plan de développement de 1997, les frontières, parce qu'elles sont au cœur de la dynamique d'intégration, sont perçues d'une toute autre façon. Elles pourraient devenir des zones de croissance, à condition que des investissements y soient effectués. On pense surtout aux investissements étrangers, car le nouveau modèle économique favorise l'ouverture de l'économie bolivienne aux capitaux internationaux. Il faut alors dépoussiérer la législation qui, dans bien des domaines, rappelle l'interdiction faite aux étrangers de posséder tout type de bien sur la bande frontalière (à moins de 50 kilomètres de la ligne).<sup>24</sup>

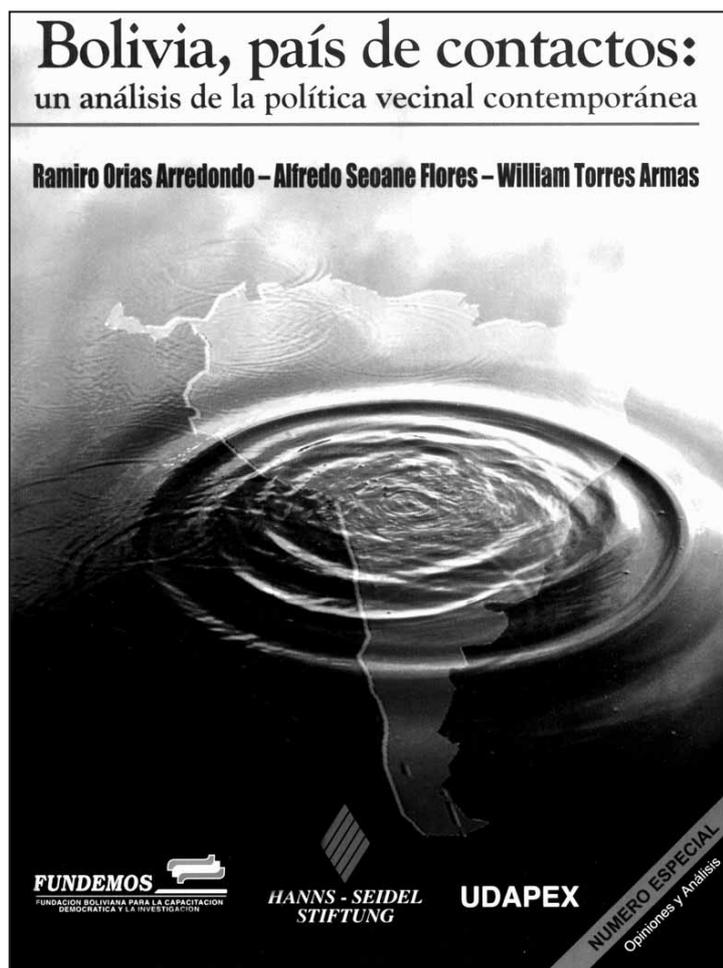
---

Bolivie, l'attitude des autorités de La Paz autorisant l'accès de l'Argentine et du Brésil à l'Orient bolivien eut des conséquences positives sur le développement du pays entier. » Mais l'auteur ajoute que l'objectif défini par Ostria Gutierrez fut en partie atteint : « Le gouvernement bolivien, en permettant l'intervention brésilienne et argentine pour le développement de l'Orient, collabora au maintien de l'équilibre des pouvoirs entre les deux nations leaders d'Amérique Latine. » La Bolivie fut bien dans ces temps là une terre d'entente. Voir Escudé, Carlos et Cisneros, Andrés 2000 *Historia general de las relaciones exteriores de la Republica Argentina* (tome 9, chapitre 47, *Las relaciones argentino-brasileñas en el contexto de la guerra del Chaco*)

<sup>23</sup> Seoane Flores, Alfredo, Orlas Arredondo, Ramiro et Torres Armas, William 2000 *Desarrollo fronterizo construyendo una nueva agenda*, p. 145

<sup>24</sup> Parmi les textes qui interdisent l'installation des étrangers en Bolivie, citons : la Constitution politique (art.25) qui interdit aux étrangers de posséder de la terre ou du sous-sol dans une bande de 50 kilomètres au delà de frontière ; la loi des hydrocarbures de 1996 (art. 2) qui rappelle que les étrangers ne peuvent acquérir ou posséder des propriétés immobilières à aucun titre sur la bande de 50 km ; la loi forestière de 1996 (art. 40) qui précise que les étrangers ne pourront posséder des étendues forestières sur la même bande ; la loi INRA de 1996, enfin, (art. 46) qui spécifie la même interdiction faite aux étrangers de posséder de la terre. Voir Seoane Flores, Alfredo, Orlas Arredondo, Ramiro et Torres Armas, William 2000 *Desarrollo fronterizo construyendo una nueva agenda*, p. 151 Ajoutons qu'il s'agit de clauses anciennes qui ont été reprises à l'identique dans le nouveau corpus législatif issu de la réforme de 1995/96.

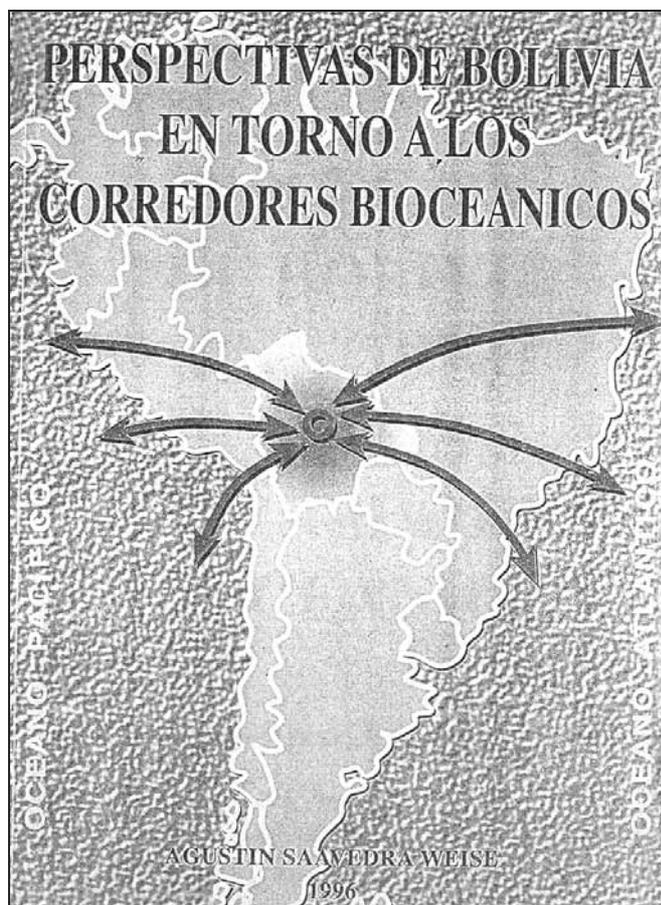
## Illustration IV - Bolivie, pays de contacts



1) Bolivie, pays de contacts : *Une analyse de la politique vecinale contemporaine*

Ouvrage publié en 2001, il est le fruit des réflexions menées par l'UDAPEX, l'unité d'analyse de la politique extérieure qui dépend de la Chancellerie.

Notons qu'Alfredo Seoane Flores, l'un des auteurs est devenu Vice-ministre des relations économiques internationales et de l'intégration (rattaché au ministère de Relations Extérieures) en 2001.



2) Perspectives à propos des corridors d'intégration

Ouvrage publié en 1996.

Il s'agit d'un recueil d'articles de Agustin Saavedra Weise à propos de la question de ces corridors.

"Ami lecteur tu trouveras là mes idées personnelles - et absolument indépendantes - à propos d'un thème que je considère vital pour le futur de notre Bolivie."

"Il faut mettre fin aux mascarades !

Regardons le pays comme il est ! C'est seulement ainsi qu'il restera viable pour les années à venir."

Pour y aboutir, le parlement vote, en 1999, la loi n°1961 sur les « Corridors d'exportation d'énergie, d'hydrocarbures et de télécommunication de nécessité nationale » Surnommée *ley corrazon*, la loi du cœur, parce que la Bolivie dans ces temps-là se dit le cœur de l'Amérique du Sud, elle autorise les entreprises étrangères à devenir propriétaires du sol dans le cadre de projets liés à la production électrique, aux transports ou au télécommunication dans la bande frontalière. L'annexe 1 de cette loi définit onze corridors de nécessité nationale. Parmi eux 5 se trouvent à la frontière avec le Brésil.<sup>25</sup> La frontière orientale est donc appelée à devenir un pôle de croissance économique pour le territoire tout entier. Le territoire reconstruit de la sorte ne serait plus au service d'un idéal de paix continentale, mais un instrument du développement national de la Bolivie. Le paradigme de la Bolivie terre de contacts a changé.

### Un contexte en faveur de l'intégration continentale

Cette nouvelle orientation de la politique bolivienne s'inscrit dans le cadre d'une dynamique d'intégration à l'échelle continentale. Cette intégration régionale est conçue comme une alternative stratégique à la mondialisation des marchés. Le Mercosur\* en est le jalon le plus important. L'union douanière, créée en 1991 par le traité d'Asunción, permet de libérer en partie les échanges entre les pays du cône sud (Argentine, Uruguay, Brésil, Paraguay).<sup>26</sup> En 1996, la Bolivie en devient partenaire associé,<sup>27</sup> ce qui était fort logique car trois de ses cinq voisins sont membres du Mercosur (ce qui représente 70% de ses frontières terrestres). L'accord de complémentarité économique (ACE n°36) lui donne un statut un partenaire commercial privilégié du Mercosur.<sup>28</sup>

Le Mercosur est bien plus qu'un arrangement économique. C'est un moyen d'assurer l'insertion du continent dans les échanges internationaux dans des termes qui lui sont plus favorables. En d'autres termes, il s'agit d'opposer à l'ALCA<sup>29</sup> un bloc soudé afin d'éviter une intégration économique qui instituerait les États-Unis comme le centre d'un nouveau schéma d'échanges inégaux.<sup>30</sup> Car l'ALCA, selon bien des personnalités en Amérique du Sud, n'est rien de plus « qu'un accord vertical, symétrique et unidimensionnel. Il y a de fortes chances pour qu'il se développe selon un schéma radial, dans lequel le pays nodal sera les États-Unis. »<sup>31</sup> La parade du Mercosur est simple. Il faut développer les échanges internes, pour éviter de se retrouver dans une

<sup>25</sup> Il s'agit de : 1) Projet d'exportation d'hydrocarbure et électricité de l'Acre; 2) Projet hydroélectrique Cachuela Esperanza – Guayaramerin ; 3) Projet d'exportation d'énergie thermoélectrique vers le Rondônia ; 4) Projet du gasoduc San Miguel – San Matías – Cuiabá ; 5) Projet de centrale thermoélectrique de Puerto Suárez pour la fourniture d'électricité jusqu'à Campo Grande. República De Bolivia 1999 *Ley n° 1961 Corredores de exportación de energía, hidrocarburos y telecomunicaciones de necesidad nacional*

<sup>26</sup> L'union douanière porte seulement sur certains produits sur lesquels les états membres sont parvenus à un accord.

<sup>27</sup> Au même titre que le Chili.

<sup>28</sup> Voir Seoane Flores, Alfredo 2000 *Ampliación y profundización de la relación especial con el MERCOSUR*

<sup>29</sup> L'ALCA est l'association de libre-échange des Amériques promue par Washington

<sup>30</sup> Soulignons que l'ALCA a été en partie abandonnée. « Mais l'ALCA est mort, tant dans sa version originale que dans l'alternative « light » conçue pour le sauver, tué par le refus du Mercosur - dans cette bataille, le Brésil est le leader -, l'attitude du Venezuela et la réticence de plusieurs pays de la région, à l'unique exception du Chili et, dans une moindre mesure, du Mexique, alliés des États-Unis. À sa place, Washington signe à la hâte des traités de libre échange avec l'Amérique centrale et plusieurs pays andins (la Colombie, l'Équateur et le Pérou) », voir Zibechi, Raúl 2004 *El MERCOSUR y la integración, una interminable carrera de obstáculos*, article paru dans La Jornada, édition du 18 juillet 2004 – Mexico.

<sup>31</sup> Ibáñez, Rolando Marín 2000 *Bolivia y la integración de América del Sur*, p. 247

relation de stricte dépendance vis-à-vis d'un seul partenaire économique, bien plus puissant économiquement. La CAN\*, Communauté Andine,<sup>32</sup> reprend les mêmes objectifs.<sup>33</sup> La Bolivie est membre à part entière de cette communauté, qui se donne pour but de promouvoir l'intégration de la sphère andine.

Mais pour développer les échanges entre les membres de ses blocs régionaux, un simple jeu sur les droits de douane ne suffit pas. Le manque d'infrastructures physiques freine le développement des relations continentales. Comment promouvoir les flux de personnes et de biens s'il n'y a pas de routes pour les assurer ? En 2000, sous l'impulsion Fernando Henrique Cardoso, le président du Brésil, les pays sud-américains tentent de trouver une réponse à cette question cruciale des moyens de transport. Les présidents de 12 pays se retrouvent à Brasília pour affirmer leur résolution de parvenir à une meilleure coexistence.<sup>34</sup> Les trois principaux organismes, qui financent la construction d'infrastructures en Amérique du Sud, le BID, Fonplata et la CAF, participent aussi à cette rencontre. Elle donnera naissance à l'IIRSA\*, l'initiative pour l'intégration de l'Amérique du Sud, au sein de laquelle ces organismes sont partie prenante.

Dotée d'un comité de direction exécutif, cette organisation tente de définir un nouveau schéma d'intégration physique à l'échelle du continent en proposant de penser l'aménagement du territoire, non plus à l'échelle nationale, mais à l'échelle continentale. Cette réflexion aboutit à la définition de 12 axes principaux d'intégration. Parmi eux, quatre doivent passer par la Bolivie. Il s'agit de l'axe Pérou-Bolivie-Brésil, de l'axe interocéanique central, de l'axe andin (qui se termine en Bolivie) et de l'hydro-voie Paraguay-Paraná. Cette initiative tombe à pic. Car si la double participation de la Bolivie à la CAN et au Mercosur, pouvait être interprétée comme une reconnaissance de sa centralité continentale, sa faible capacité à l'assurer desservait le paradigme, alors en vigueur, du pays de contacts.

## *1-2 L'intégration à l'épreuve des faits*

L'intégration continentale semble plus lancée que jamais. Elle a ses promoteurs à l'intérieur et à l'extérieur de la Bolivie. Elle possède aussi ses détracteurs.<sup>35</sup> Ils n'empêchent pas la machine d'avancer, car les partisans de l'intégration sont à la tête des États et des grandes institutions financières. Ils sont seuls à même de réaliser ces schémas. Pour l'instant, l'intégration est loin d'être

---

<sup>32</sup> Voir lexique en fin d'ouvrage.

<sup>33</sup> Très prochainement un accord devrait voir le jour entre le Mercosur et la CAN pour faciliter les échanges commerciaux entre les deux blocs régionaux.

<sup>34</sup> Il s'agit de l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Équateur, le Pérou, le Paraguay, la Guyane, le Surinam, l'Uruguay et le Venezuela

<sup>35</sup> Les détracteurs de l'IIRSA ne voient, dans ces programmes d'intégration qu'un avatar de la mondialisation contre laquelle ils luttent. Certains partis de gauche en Amérique du Sud prennent argument de la participation du BID, de la CAF et de Fonplata, pour affirmer que l'IIRSA n'est qu'une manœuvre états-unienne pour assurer son hégémonie sur le continent. Ils comparent l'IIRSA au plan Puebla Panamá (la grande route d'intégration centre-américaine) soutenue par les États-Unis. Nous ne pensons pas que les choses soient aussi simples. L'IIRSA a d'abord été une initiative brésilienne. Ce pays dont le leadership en Amérique du Sud s'affirme en s'opposant aux États-Unis semble moins susceptible qu'un autre de se soumettre à ses injonctions. Voir à propos de cette théorie du complot nord-américain : Fobomade 2003 *Las venas del ALCA: Integración de la Infraestructura Regional de Sudamérica (IIRSA). Bolivia, un país de tránsito y de extracción de recursos...*

acquise. Coudre ensemble les espaces désunis du continent est une œuvre de longue haleine qui ne s'accomplit pas en quelques années, pas même en une décennie. En Bolivie, seule l'intégration énergétique a commencé à se concrétiser, avec la construction du gazoduc Bolivie – Brésil. Cinq ans après l'inauguration de cet ouvrage, le bilan est cependant en demi-teinte. Cela n'empêche pas les projets d'intégration de se multiplier. Malgré ce foisonnement, il n'est pas sûr que la Bolivie, dans le cadre de cette réorganisation régionale, trouve la place qui lui est due, en tant que pays de contacts.

### ***1-2-1 L'intégration gazière : unique réalisation***

L'intégration énergétique est pour l'instant l'unique réalisation à mettre au crédit de la nouvelle stratégie bolivienne d'intégration continentale. À ce titre, elle mérite toute notre attention.

#### **Les intérêts du Brésil et de la Bolivie convergent en faveur de l'intégration**

« Le Brésil ne peut plus vivre sans la Bolivie, ni la Bolivie sans le Brésil. » C'est le 14 septembre 1996, lors de la rencontre entre Gonzalo Sánchez de Lozada et Fernando Henrique Cardoso, que ce dernier, alors président du Brésil, prononce cette phrase historique.<sup>36</sup> Les deux pays voisins viennent de parvenir à un accord sur l'exploitation conjointe des réserves de gaz naturel du département de Tarija. Qu'un simple accord commercial suscite un tel enthousiasme peut suspendre. Pourtant le moment est bien historique. L'intégration énergétique est une idée ancienne au cœur des relations diplomatiques boliviano-brésiliennes tout au long du XX<sup>ème</sup> siècle. Le Brésil cherchait en Bolivie un moyen d'augmenter ses approvisionnements énergétiques. Déjà en 1936, un mémorandum du Chancelier du Brésil, présenté au ministre des affaires étrangères, Enrique Finot, affirmait que « le gouvernement du Brésil reçoit avec beaucoup de satisfaction la suggestion que le pétrole bolivien soit utilisé pour fournir le marché brésilien et verrait avec sympathie l'ouverture de négociation avec le gouvernement Bolivien pour faciliter une sortie du pétrole bolivien de la région du Beni par le bassin amazonien.»<sup>37</sup> À l'époque, le pétrole attire les convoitises brésiliennes. Aujourd'hui c'est le gaz. Mais les termes du marché ne changent guère dans les deux cas. Le Brésil, en échange de la fourniture d'hydrocarbure, offre à la Bolivie un accès à ses propres marchés et les moyens logistiques d'exporter ses hydrocarbures. Ainsi mise en perspective, la réciprocité soulignée par Cardoso devient équivoque. On imagine plus facilement le Brésil trouver d'autres fournisseurs d'hydrocarbures, que la Bolivie se passer du plus grand marché de consommation sud-américain.

En 1938 les accords du pétrole, signés entre la Bolivie et le Brésil, prévoient une exploitation par des sociétés mixtes boliviano-brésiliennes des réserves pétrolières de la région de

---

<sup>36</sup> La rencontre entre les deux présidents fut organisée en marge du X<sup>ème</sup> sommet des présidents des pays du groupe de Rio, organisé à Cochabamba.

<sup>37</sup> Cité par Escobar Cusicanqui, Jorge 1982 [1975] *Historia diplomática de Bolivia*, p. 325. Ce mémorandum avait été remis au ministre bolivien à l'occasion de sa visite à Rio (août 1936). Cette même année deux commissions techniques sont mises en place pour régler quelques questions bilatérales. La première porte sur la question du chemin de fer que doit construire le Brésil et la seconde sur « les problèmes relatifs à l'exploitation et l'exportation du pétrole bolivien par le territoire brésilien. » Cette seconde rendra son rapport en 1937 qui sera à l'origine du traité du pétrole de 1938.

Santa Cruz.<sup>38</sup> Le gouvernement bolivien s'engageait, dans le même temps, à donner une priorité à l'exportation via la route Santa Cruz – Corumbá et à concéder l'exploitation des conduites à des entreprises brésiliano-boliviennes. Alberto Ostria Gutierrez, le négociateur de cet accord, fait partie, avec Fernando Guachalla des tenants du pays de contact. Ce traité en constitue le premier jalon. « Les traités signés avec le Brésil, écrit Fernando Guachalla à son comparse, sont les plus importants que la Bolivie ait jamais signés (...) Ils donnent à la Bolivie, ou plutôt ils lui reconnaissent, son rôle géoéconomique qui est sa raison d'exister. »<sup>39</sup> En réalité, les failles du traité sont nombreuses.<sup>40</sup> En 1958 les accords de Roboré en corrigent certaines, devenues inacceptables pour les Boliviens.<sup>41</sup> Mais peu importe. Les défenseurs des traités de 1938 ne regardent pas les conditions concrètes d'application. Il leur suffit d'être convaincu qu'ils assurent à la Bolivie son destin de pays de contact pour en faire des accords historiques.

Il n'est pas étonnant que le retour du paradigme de pays de contacts, dans le début des années 90, donne lieu à un accord tout à fait similaire. En août 1996, deux contrats sont signés entre YPFB (l'entreprise bolivienne nationale d'exploitation des hydrocarbures) et Petrobras. Le premier prévoit la construction d'un gazoduc sur le territoire bolivien par l'entreprise brésilienne<sup>42</sup> et le second fixe les termes d'un accord sur la vente du gaz au Brésil : jusqu'en 2019, Petrobras s'engage à acheter au minimum 18 millions de m<sup>3</sup>/jour de gaz, soit un volume total de quelques 9 TCF sur 20 ans.<sup>43</sup> Les points communs avec le traité de 1938 sont nombreux. Retenons-en deux. D'une part, le Brésil apporte la majeure partie des capitaux dans l'opération et s'engage à construire les conduites pour acheminer les ressources jusqu'à son marché. D'autre part, malgré le caractère bilatéral de ces traités, le gouvernement bolivien insiste, à chaque fois, sur la portée générale de tels accords, qui vont changer la situation géographique relative du pays au sein du continent.

---

<sup>38</sup> Ce privilège accordé au Brésil est lié à son engagement de financer les travaux d'exploration (à hauteur de 750 000 dollars). Voir « Traité sur l'exportation et l'utilisation du pétrole bolivien », article IV. Le même article précisait que le pétrole produit servirait d'abord à fournir le marché bolivien et qu'une fois que celui-ci sera satisfait, il pourrait fournir le marché brésilien.

<sup>39</sup> Lettre du 31 mars 1938, de Washington, adressée à Alberto Ostria Gutierrez voir Ostria Gutierrez, Alberto 1946 *Una obra y un destino La política internacional de Bolivia despues de la guerra del Chaco*, p. 134 Fernando Guachalla fait référence aux traités du Pétrole et à celui sur les relations ferroviaires signés la même année.

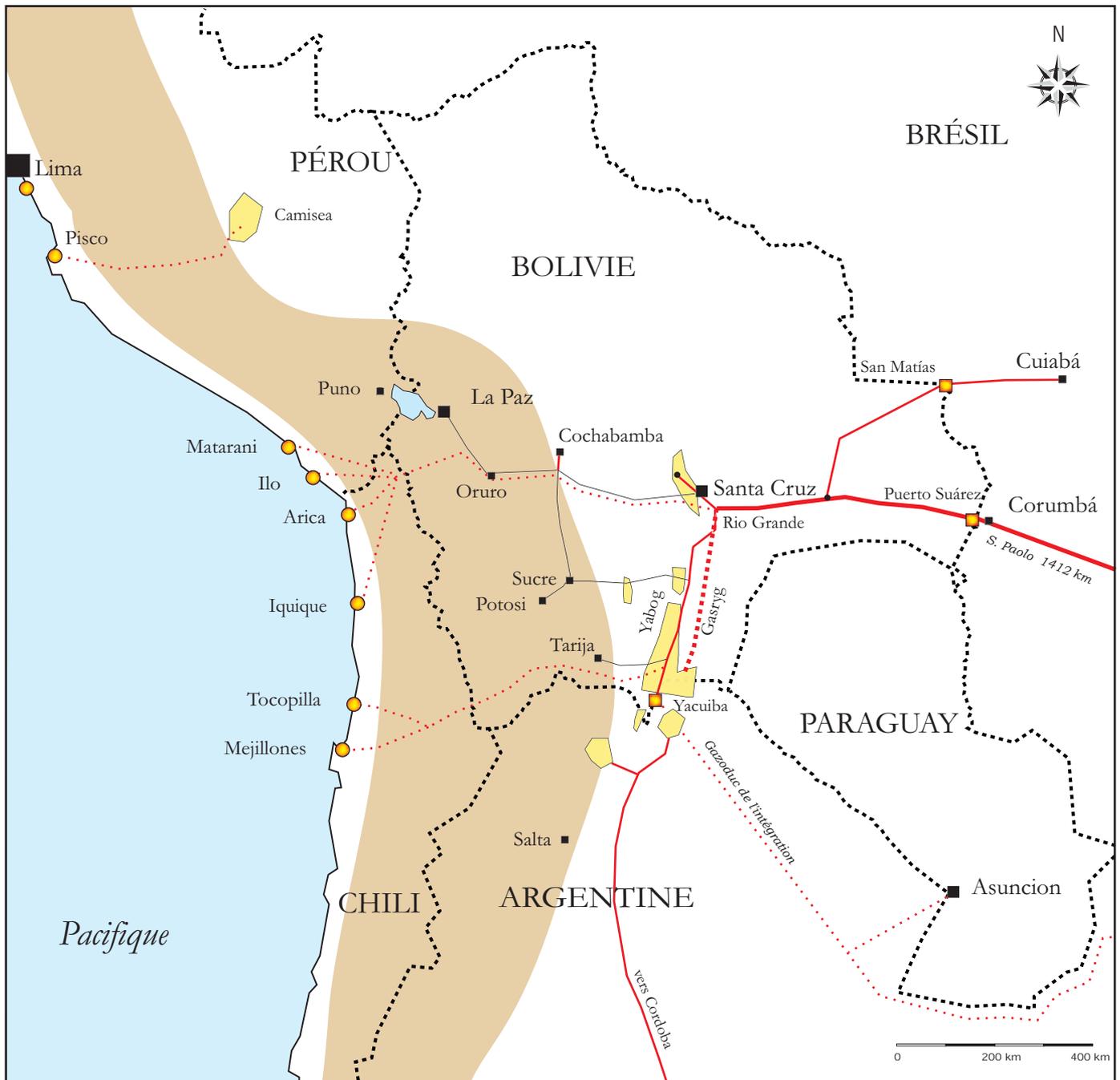
<sup>40</sup> Le montant des royalties qui devaient être cédées à l'État bolivien n'avait pas été fixé, les zones concernées par cette exploitation conjointe non plus, les conditions légales de l'organisation de telles sociétés binationales étaient floues, comme la durée du privilège qui leur était accordé. C'est du moins l'ensemble de ces failles qui est dénoncé en 1953 par le gouvernement bolivien.

<sup>41</sup> 60% de la zone d'exploration pétrolière revient à YPFB qui l'exploitera de façon indépendante, tandis que les 40% pourront être explorés et exploités le cas échéant par des entreprises avec des capitaux brésiliens, à condition qu'elles se soumettent à la législation bolivienne. Le Brésil s'engage, d'autre part, sur les volumes de pétrole qu'il entend acheter à la Bolivie (100 000 barils jours).

<sup>42</sup> Un prêt de 280 millions de dollars du Brésil (15 ans de remboursement). Et Petrobras verse aussi 81 millions pour l'utilisation du gazoduc et l'achat anticipé du gaz.

<sup>43</sup> Les TCF sont les trillions de pieds cubiques, unité de mesure utilisée pour le gaz. La Bolivie dispose de 54,5 TCF de réserves de gaz prouvées.

IV - 15 L'intégration boliviano-brésilienne par le gaz  
*Entre la route du Pacifique et la route de l'Atlantique*



Laetitia Perrier Bruslé 2002

Une inscription internationale

- Frontière internationale ..... (dotted line)
- Capitale d'Etat ■ (black square)
- Ville importante ■ (black square)

Des gisements dans les piémonts

- Barrière andine ■ (tan rectangle)
- Zone d'exploitation du gaz ■ (yellow polygon)

Le réseau des gazoducs

- Gazoduc de 4 à 12 pouces — (thin solid line)
- Gazoduc de 18 à 24 pouces — (medium-thick solid line)
- Gazoduc de 32 pouces — (thick solid line)
- Gazoduc en construction ..... (dotted line)

Les voies d'exportation

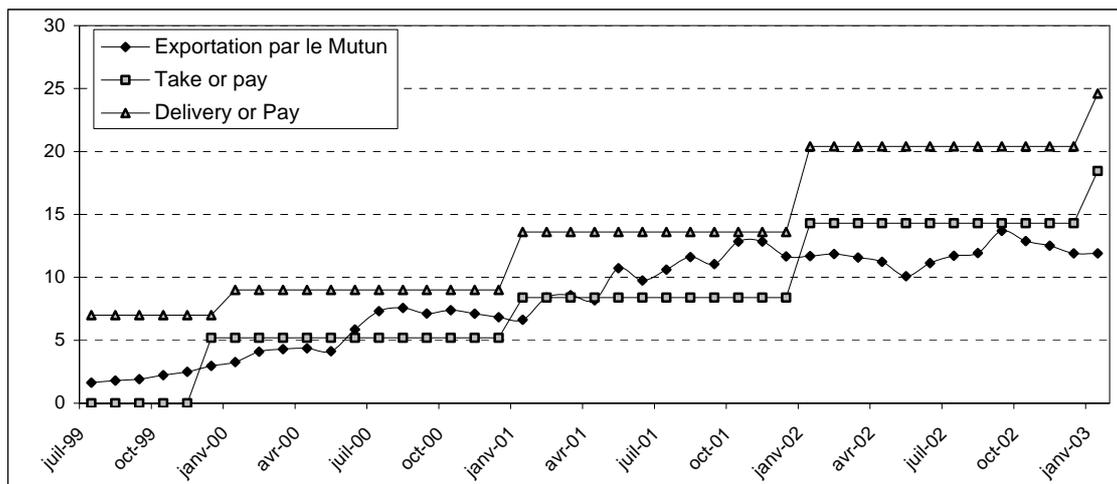
- Port prêt à accueillir le gazoduc ● (yellow circle)
- Ville frontalière bolivienne ■ (yellow square)
- Gazoduc en projet ..... (dotted line)

## L'intégration gazière en marche ? Un bilan cinq après l'achèvement du gazoduc

Les travaux du gazoduc « Bol-Bras » commencent immédiatement après la signature de ce contrat. Il faudra moins de trois ans pour qu'il soit terminé. D'une longueur de 575 kilomètres, il relie Rio Grande (à quelques 50 kilomètres de Santa Cruz) à Corumbá. Il aura représenté un investissement de 435 millions de dollars. De là, il se prolonge jusqu'à São Paulo et Puerto Alegre.<sup>44</sup> L'inauguration a lieu à Puerto Suárez en présence du général Banzer et de Fernando Henrique Cardoso. « Ce gazoduc est le plus important ouvrage jamais construit en Amérique Latine pour l'intégration énergétique », affirme Hugo Banzer.<sup>45</sup> Henrique Cardoso rappelle, lui, que « les bénéfices d'un tel ouvrage dépassent largement le domaine économique (...) Le gazoduc s'inscrit dans une politique générale d'intégration physique et énergétique. »<sup>46</sup>

Quelques années après l'achèvement du gazoduc, il est possible de dresser un bilan plus nuancé sur la portée de ce que les Boliviens avaient appelé le « colosse de fer ». Depuis l'achèvement du gazoduc, en juillet 1999, les exportations de gaz ont augmenté jusqu'à atteindre 12 millions de m<sup>3</sup>/jour en janvier 2003.<sup>47</sup> Selon les termes du contrat de vente du gaz de 1996, les exportations devaient atteindre leur plein régime en 2007.<sup>48</sup> Le contrat *take or pay*, oblige le Brésil à un seuil minimal d'importation, en dessous duquel, les Brésiliens doivent payer le gaz, même s'ils ne désirent pas l'importer. Le problème c'est que l'intérêt des Brésiliens pour le gaz bolivien a subitement fléchi entre 1996 et 2002. Et les Brésiliens se voient aujourd'hui dans l'obligation de payer un gaz qu'ils n'importent pas. Concrètement en janvier 2003, ils recevaient 12 millions de m<sup>3</sup>/jour et en payaient 18,5 millions.<sup>49</sup>

**Figure IV-5 : Exportation du gaz bolivien au Brésil en millions de m<sup>3</sup> jour<sup>50</sup>**



<sup>44</sup> Le coût total de l'opération représente un investissement de 2 milliards de dollars pour une conduite de plus de 2000 kilomètres de long et de 32 pouces de diamètres (ce qui représente un débit maximum de 30 millions de m<sup>3</sup> /jour).

<sup>45</sup> Source : Vice Ministerio De Energia Y Hidrocarburos 1999 *Energy in Bolivia*, p. 3

<sup>46</sup> Source : Vice Ministerio De Energia Y Hidrocarburos 1999 *Energy in Bolivia*, p.3

<sup>47</sup> Précisément 11, 91 millions de m<sup>3</sup>/ jour en janvier 2003.

<sup>48</sup> Pour 2007, la Bolivie assurait pouvoir fournir 30 millions de m<sup>3</sup>/jour de gaz.

<sup>49</sup> Entretien avec Javier Antezana, Superintendencia des hidrocarburos à La Paz, le 27/05/2003.

<sup>50</sup> Source : Superintendencia de hidrocarburos, étude interne.

C'est à partir de janvier 2002 que la courbe d'importation du gaz bolivien passe en dessous de l'obligation d'achat du Brésil. Plusieurs raisons expliquent ce désintérêt. La première est le coût trop élevé du gaz bolivien (payé en dollar, son prix a été négocié avant la dévaluation du real de janvier 1999). Il est en moyenne 30% plus cher que le gaz argentin ou brésilien.<sup>51</sup> L'absence d'infrastructures industrielles ou de transformation pour utiliser ce gaz est aussi en cause. Le programme de construction de centrales thermoélectriques, dont celles de Cuiabá et de Corumbá, n'a pas été achevé.<sup>52</sup> Il faut dire que le contrat fut négocié lors de la grande crise énergétique brésilienne de 1996 (alors que quelques années de sécheresse avaient montré la grande variabilité de la capacité de production des centrales hydroélectriques). Enfin, le Brésil a récemment fait la découverte de gisements de gaz *off shore* dans la baie de Santos. Les réserves prouvées de gaz naturel du pays sont passées de 8 TCF en 2002 à près de 23 TCF en 2004.<sup>53</sup>

Depuis lors le Brésil n'a eu de cesse de tenter de renégocier le contrat de 1996, mais les négociations sont fort difficiles depuis que le gaz est devenu, de toutes les questions politiques boliviennes, la plus explosive.

### Encadré IV-3 : Les tentatives de renégociations du contrat gazier de 1996

#### Le Brésil dans la tourmente de la guerre du gaz et du référendum.

En 2003, le Brésil demande officiellement l'ouverture d'une renégociation du contrat, en affirmant que le prix du gaz bolivien n'est plus compétitif. Mais les événements politiques en Bolivie obligent le président Luis Inácio Da Silva à déclarer un moratoire sur ces négociations. En effet, la révolte sociale qui monte en 2003, et dont les raisons sont en réalité fort diverses, cristallise les mécontents autour de la question de l'utilisation des ressources gazières. En octobre 2003, pour refuser l'exportation du gaz par le Chili, puis l'exportation du gaz tout court, les manifestants descendent dans la rue. La répression violente du gouvernement entraîne la mort de 80 personnes et le départ du président régulièrement élu, Gonzalo Sánchez de Lozada. Il est remplacé par Carlos Mesa Gisbert, son vice-président, qui promet immédiatement la tenue d'un référendum populaire pour régler la question du gaz. Pour le Brésil cette situation est doublement menaçante. D'abord, parce que Petrobras détient de nombreux actifs en Bolivie, ensuite, parce que ce mécontentement social aux portes du pays n'est pas de bonne augure. Le 16 juillet, quelques jours avant le référendum qui devait décider de l'avenir du gaz, l'ambassadeur brésilien monte au créneau. Dans une conférence donnée à la Chambre bolivienne des Hydrocarbures, il rappelle aux Boliviens que le Brésil reste, jusqu'à présent l'unique acheteur du gaz bolivien et que si Petrobras peut verser 18% de royalties à l'État bolivien (contre 10% lorsqu'il exploite le gaz au Brésil), il ne peut certainement pas en verser 50%. « À ce niveau là de royalties, Petrobras se retirerait sur le champ. Inutile de se faire des illusions. »<sup>54</sup> Quelques jours auparavant, le 8 juillet, les Boliviens avaient reçu la visite de Luis Inácio Da Silva. « Il n'y aura pas de Brésil riche, si la Bolivie et d'autres pays demeurent pauvres »<sup>55</sup>, affirme-t-il. Malgré ces envolées lyriques, on ne sait plus bien s'il est encore le champion du progrès social de l'Amérique du Sud ou simplement le défenseur des intérêts de Petrobras.<sup>56</sup> Sa venue en Bolivie, à un moment si opportun, inciterait à pencher pour la deuxième option.

<sup>51</sup> En 2004 la Bolivie signe un contrat de vente de gaz avec l'Argentine. Le prix du gaz est fixé à 0,98 dollar par million de BTU (unité thermique britannique) contre 1,6 dollar par million de BTU pour le gaz vendu au Brésil. Source : Los Tiempos, 2004 *Precio del gas a Argentina abre posible rebaja a Brasil* (édition du 23 avril 2004).

<sup>52</sup> La construction de la centrale de Cuiabá n'a pas commencé, tandis que la centrale de Corumbá n'est pas achevée.

<sup>53</sup> Deux blocs dans la baie de Santos détiennent de grandes réserves. Le bloc BS 400 dispose de 8,4 TCF de réserves prouvées et BS 500 de 6,3 TCF prouvés. Rappelons que le contrat de vente de gaz signé en 1996 avec la Bolivie prévoit la fourniture de 9 TCF de gaz. Et que ces réserves qui se trouvent au large des plus grandes villes du pays (São Paulo et Rio) sont bien mieux situées géographiquement que les réserves boliviennes au pied des Andes.

<sup>54</sup> El Diario, El Diario 2004 *Brasil advierte que no pagará regalías del 50%*, (édition du 16 juillet 2004). L'ambassadeur affirmait alors que les réserves de gaz du pays s'élevaient à 27 TCF, soit légèrement plus que les estimations généralement admises.

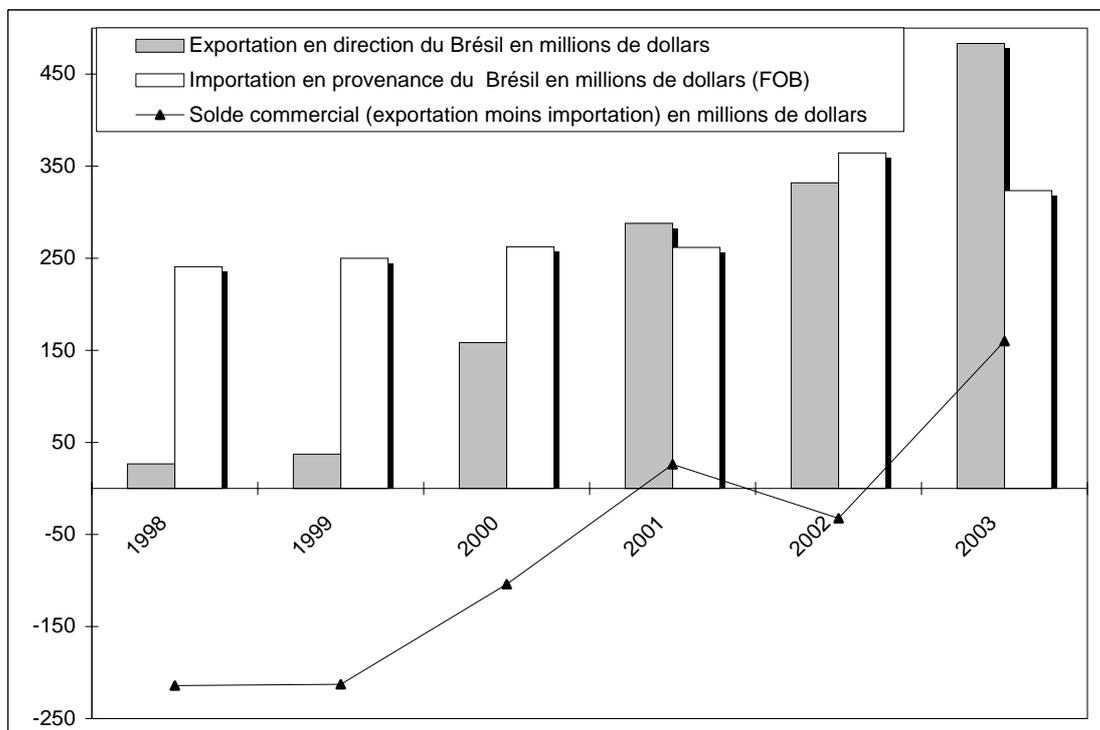
<sup>55</sup> D'après un article publié dans la Jornada de São Paulo, le 9 juillet 2004, cité par Zibechi, Raúl 2004 *El MERCOSUR y la integración, una interminable carrera de obstáculos*

<sup>56</sup> Neuf jours avant le référendum, Lula obtient du président Carlos Mesa une déclaration selon laquelle « les résultats du référendum (...) permettront la continuité de la coopération bilatérale et le développement de nouveaux projets d'intérêt mutuel, dans une atmosphère de stabilité, de prévisibilité et de sécurité juridique » Zibechi, Raúl 2004 *El MERCOSUR y la integración, una interminable carrera de obstáculos*

## Le Brésil, partenaire commercial privilégié de la Bolivie ?

L'interventionnisme du Brésil, lors de la grande consultation populaire sur le devenir du gaz, n'est pas de bon augure. Les relations boliviano-brésiliennes y apparaissent beaucoup plus déséquilibrées que les présidents brésiliens veulent bien le dire. De nombreux Boliviens avaient considéré, à juste titre, ces interventions brésiliennes susceptibles de nuire au jeu démocratique, à la veille d'un référendum sur le gaz fort important pour le pays.<sup>57</sup> En attendant le chaos bolivien, dans lequel la première entreprise brésilienne risque gros, n'a rien pour renforcer les relations commerciales à venir entre le Brésil et la Bolivie. Les conditions de la vente du gaz, défavorables pour le Brésil, non plus. Il n'en demeure pas moins que, d'un point de vue quantitatif, les relations commerciales entre les deux pays ont augmenté considérablement depuis l'exportation du gaz.

**Figure IV-6 : Évolution du solde commercial de la Bolivie avec le Brésil<sup>58</sup>**



Entre 1998 et 2003, les échanges augmentent de plus de 200%.<sup>59</sup> Cela s'accompagne d'un renversement de la balance commerciale entre la Bolivie et le Brésil. Traditionnellement la Bolivie était déficitaire. Elle exportait quelques matières premières et quelques produits agro-industriels (coton brut, cœur de palmier en conserve, soja, bière etc.) et importait des produits manufacturés (électrodomestiques, machines-outils, véhicules automobiles, tracteurs, alliages de fer et d'acier, papier et carton, matériels plastiques, cosmétiques etc.).<sup>60</sup> À partir de 2001, les effets positifs de l'exportation du gaz se font ressentir en Bolivie. Le solde commercial de la Bolivie devient

<sup>57</sup> Certains avaient rappelé que l'ambassadeur des États-Unis, Manuel Rocha, lorsqu'il avait appelé les Boliviens à ne pas voter pour Evo Morales, le leader des cocaleros, sous peine de se voir confisquer l'aide américaine n'avait pas agi autrement. C'était lors du scrutin pour l'élection présidentielle de 2003, et la cour électorale bolivienne avait alors pris position contre cette intervention de l'ambassadeur états-unien dans le jeu démocratique.

<sup>58</sup> Source : INE, 2003

<sup>59</sup> La valeur totale échangée passe de 267,5 millions de dollars à 807 millions de dollars entre 1998 et 2003.

<sup>60</sup> Valencia, José Luis et Casas, Justo Alcides 1998 *Contrabando e informalidad en la economía boliviana*, p. 51

nettement positif. Le gaz est le premier produit d'exportation. En 2003, il représente 11% de la valeur des exportations et le Brésil est le premier pays d'exportation de la Bolivie (31,68% des exportations boliviennes partent en direction du Brésil).<sup>61</sup>

### ***1-2-2 Le territoire de l'intégration : la frontière au centre ou à la marge ?***

L'intégration énergétique, assurée par le Brésil, a permis à la Bolivie d'approfondir ses échanges avec son voisin oriental et d'en améliorer la rentabilité. C'est un premier pas en direction de l'intégration du pays à l'ensemble régional sud-américain. Mais sa portée a été réduite par les hésitations brésiliennes à s'engager plus avant dans ce négoce, et par les craintes d'une opinion publique bolivienne, toujours rétive à l'idée d'ouvrir ses frontières. Ces remarques éclairent le processus d'intégration continentale, tel qu'il est pensé en Bolivie. À la chancellerie, ses conséquences positives sont surestimées : on imagine la Bolivie au centre d'une région sud-américaine en construction. Dans le même temps, divers groupes sociaux, nationalistes ou souverainistes, appréhendent ses effets car l'intégration régionale pourrait conduire à la violation du territoire sanctuaire. En réalité, ces points de vues divergents s'éloignent tout deux de la réalité du processus. L'intégration est loin de pouvoir assurer les rêves boliviens auxquels elle donne lieu. Nous prendrons l'exemple de l'exportation du soja brésilien par la Bolivie pour le montrer. De la même façon, ceux qui craignent ses effets secondaires ne se posent pas les vraies questions. Le problème dans le futur ne sera pas tant les conséquences d'une intégration régionale de la Bolivie, que le risque que celle-ci ne soit qu'une périphérie de la nouvelle Amérique du Sud intégrée. La frontière orientale, qui était appelée à devenir une région stratégique dans une Bolivie - pays de contacts, pourrait bien n'y gagner qu'une nouvelle marginalité, à l'échelle continentale, cette fois.

### **Du soja brésilien par la Bolivie : la machine à rêver s'emballé**

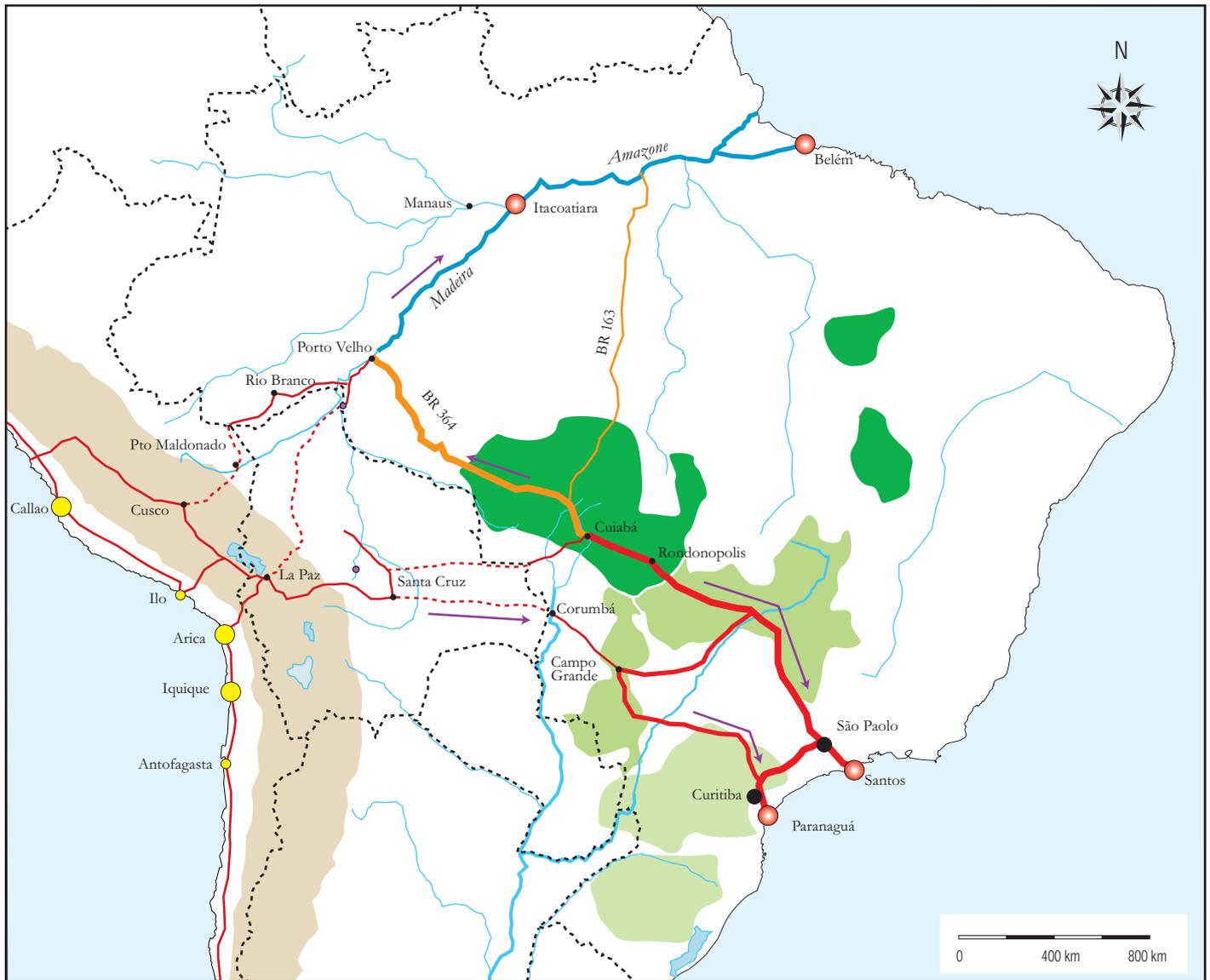
Les Boliviens ne sont pas restés indifférents à la croissance vertigineuse de la production de soja brésilien. En 2002, le soja est la principale plante récoltée au Brésil. C'est le résultat d'une augmentation fulgurante des superficies agricoles consacrées à cette plante.<sup>62</sup> Le front du soja s'est progressivement rapproché de la Bolivie. Partie du sud-est du Brésil dans les années 60, la culture a progressé vers le Centre-Ouest (Minas Gérais, Goiás, Mato Grosso do Sul) dans la zone des Cerrados. Dans les années 90, il dépasse cette formation végétale de savane arborée pour poursuivre sa course plus au nord : dans le Mato Grosso (jusqu'aux limites du Rondônia), mais aussi vers le nord ouest.<sup>63</sup> En 2000, la branche nord-est du front est aux portes de la Bolivie.

<sup>61</sup> Source : INE, 2003. Le deuxième pays d'exportation de la Bolivie est les États-Unis (15,6% des exportations), le troisième le Venezuela (11,62%). Le Pérou le voisin altiplanésque de la Bolivie, dont elle est le plus proche historiquement, n'arrive qu'en quatrième position avec 6,21% des exportations.

<sup>62</sup> Même si la croissance de la production a aussi été permise par l'amélioration des rendements. Entre 1990 et 2000 ils ont augmenté de 33% pour le Brésil et de 19% pour l'Argentine contre 10% pour les États-Unis. Source : Verdonk, Ron 2003 *Brazil : oilseeds and Products. Voluntary Soybean and Products Update 2003/*

<sup>63</sup> 16,3 millions d'hectares sont consacrés au soja au Brésil. La production en 2002 s'établissait à 42 millions de tonnes. Voir Théry, Hervé 2004 *La vague déferlante du soja brésilien*

## IV - 16 : L'exportation du soja du Brésil, une chance pour la Bolivie ?



Laetitia Perrier Bruslé, 2005

### I - Zone de production du soja brésilien

- Production initiée dans les années 60
- Production à partir des années 80
- Production à partir de la fin des années 90

### II - Voies d'exportation actuelles du soja

- Port sur l'Atlantique et port fluvial
- Route d'exportation principale
- Route d'exportation secondaire
- Route amazonienne
- Sens des exportation de soja

### III - Les voies d'exportation futures seront-elles boliviennes ?

- Route possible
- Chaînon manquant
- Frontière internationale
- Port sur le Pacifique

### IV - D'autres alternatives

- L'hydrovoie Paraguay - Paraná
- La BR 163

Source : D'après Hervé Théry, 2004, *La vague déferlante du soja*  
 Ministério dos transportes, 2000, *Corredores estratégicos de desenvolvimento*.

Le soja possède une double caractéristique. D'une part, c'est une plante *pionnière*, parce que sa progression s'accompagne de la conquête de nouvelles terres, d'autre part c'est une plante *mondialisée*, parce que son développement dépend essentiellement de sa commercialisation sur les marchés mondiaux. Au Brésil 40% de la production est exportée. Ses deux principaux acheteurs sont la Chine (55%) et l'Union européenne (25%).<sup>64</sup> Le plus important port du soja brésilien se trouve sur l'Atlantique, à Paranaguá, dans le Paraná fort loin des actuelles zones de production du Mato Grosso.<sup>65</sup> C'est pourquoi, les producteurs cherchent des routes alternatives d'exportation par le nord. Certains utilisent la BR 364, qui traverse le Rondônia de Cuiabá à Porto Velho, pour rejoindre le Madeira et transporter le soja par voie fluviale jusqu'au port céréalier de Itacoatiara sur l'Amazonie. D'autres producteurs imaginent pouvoir faire de la BR 163, qui traverse le Pará, une voie d'exportation septentrionale.<sup>66</sup>

Les Boliviens, eux, ont une autre idée pour le soja brésilien. Ils le verraient bien traverser le pays en diagonale pour rejoindre les ports du Pacifique. Toutes les villes de la frontière sont sur les rangs. À Guayaramerín, on attend avec impatience que le corridor du nord-est, qui doit relier cette ville avec La Paz, soit achevé. Le port international de Guayaramerín, aujourd'hui désespérément vide,<sup>67</sup> pourrait alors servir de plateforme logistique pour exporter le soja du Mato Grosso et du Rondônia.<sup>68</sup> Le groupe de consultants chargés par la BID d'évaluer les impacts économiques et sociaux de ce futur corridor a placé la question du soja au centre de ses études.<sup>69</sup> À défaut de route, on évoque aussi la possibilité d'utiliser la voie d'eau Ichilo-Mamoré.<sup>70</sup> L'argumentation développée par le SEMENA, le service d'amélioration de la navigation amazonienne qui gère cette voie d'eau, est simple. Les producteurs de soja brésilien à destination de l'Asie économiseraient sur les deux tableaux s'ils empruntaient la route bolivienne : sur le transport maritime (pour aller en Asie il est préférable de rejoindre un port pacifique - comme Arica ou Ilo- qu'un port atlantique, comme Paranaguá) et sur le transport terrestre (la distance pour rallier ce port d'exportation serait réduite, si les producteurs brésiliens se décidaient à emprunter les routes boliviennes). Dans le sud aussi, à Puerto Suárez, on imagine que la nouvelle route Santa Cruz – Puerto Suárez pourrait servir à exporter le soja brésilien du Mato Grosso do Sul, même si Corumbá est excentrée par rapport à la zone de production du soja.<sup>71</sup>

<sup>64</sup> Verdonk, Ron 2003 *Brazil : oilseeds and Products. Voluntary Soybean and Products Update 2003*

<sup>65</sup> Plus de 2000 kilomètres séparent les producteurs de ce port d'exportation. « Ce port avait été choisi, et équipé, pour exporter le soja du temps où l'essentiel de la production se faisait dans le Sud, une décision alors logique mais qui est devenue de plus en plus absurde à mesure que les zones productrices se sont déplacées vers le nord. » Voir Théry, Hervé 2004 *La vague déferlante du soja brésilien*

<sup>66</sup> « Un port céréalier a été construit par le groupe Maggi à Itacoatiara, desservi par des barges fluviales descendant le *rio Madeira* au départ de Porto Velho (Rondônia). » voir Théry, Hervé 2004 *La vague déferlante du soja brésilien*

<sup>67</sup> Voir chapitre IV, paragraphe 3-3-2 D'autres chimères de la frontière, p. 199

<sup>68</sup> Pour l'instant le front du soja n'a pas tout à fait atteint le Rondônia, mais il est probable qu'il va continuer à avancer vers le nord dans les prochaines années.

<sup>69</sup> Entretien avec Enrique Herrera, à Paris le 17/12/2004. (Anthropologue, chargé de l'étude d'impact social). Cette étude d'impact est financée par la BID et la coopération japonaise.

<sup>70</sup> Semena 2002 *Corredor de exportación bimodal*

<sup>71</sup> L'étude du trafic à venir sur le corridor bi-océanique Puerto Suárez – Santa Cruz – Pacifique, évoquait, au titre du trafic transocéanique du Brésil au Pacifique le transit du soja. Voir Beceom, Société Française D'ingénierie 2001 *Diseño final de la Carretera Pailon - San José - Puerto Suarez*, p. 27-28.

Il arrive que les Brésiliens nourrissent les espoirs des Boliviens quant à l'exportation du soja par leur pays. Le 12 février 2005, le gouverneur du Mato Grosso, Blairo Borges Maggi, « surnommé le roi du soja dans son pays »,<sup>72</sup> prenait la tête d'une caravane de 35 voitures avec une centaine de personnalités politiques et économiques de l'état, pour rejoindre le Pacifique depuis Cuiabá. L'expédition « Estradeiro IV » se donnait une dizaine de jour pour arriver aux ports du Pacifique.<sup>73</sup> Pour les Boliviens la cause était entendue : le Mato Grosso souhaitait exporter son soja par le Pacifique via San Matías et ce soutien allait être décisif. Le président du Service national des routes (SNC) rappelait au gouverneur du Mato Grosso que, « pour le moment, il n'existe même pas de financement pour faire l'étude de faisabilité de cette route. »<sup>74</sup> Et le flamboyant gouverneur de répondre « Du côté brésilien la route est achevée. Du côté de la Bolivie, il manque 450 kilomètres à asphalter. Nous vous faisons la proposition de chercher des financements de notre gouvernement et d'organismes internationaux, mais il faut que vous nous aidiez », disait-il s'adressant aux Crucéniens emballés à l'idée de posséder deux corridors biocéaniques pour leur seul département.<sup>75</sup>

### Quand la machine à rêve se grippe

En réalité, cette concorde générale cache quelques incompréhensions de part et d'autre de la frontière. Rien ne le dit mieux que l'écho différent donné à ce même événement. Au Brésil, on a beaucoup insisté sur les dangers que représentait une telle aventure. La Bolivie était présentée, une nouvelle fois, par sa face sauvage et sous-développée. L'ambassadeur du Brésil recommanda au gouverneur de différer son départ en raison du climat d'insécurité du pays. Edgar Camacho, l'ambassadeur bolivien en poste à Brasília, abonda dans ce sens. « Le gouvernement bolivien ne peut assurer que toutes les conditions de sécurité seront réunies pour ce voyage. »<sup>76</sup> Et les journalistes brésiliens de dresser un sombre portrait du pays. La caravane devait passer par Santa Cruz ? « Le risque que les véhicules de l'expédition ne puissent y arriver est grand, car c'est un des épicrocentres de la crise. » Elle devait ensuite poursuivre en direction de Cochabamba ? Elle allait devoir traverser « la zone des *cocaleros* – les producteurs de coca – des dissidents qui s'opposent au gouvernement », il s'en fallait de peu qu'on ne les présentât le couteau entre les dents.<sup>77</sup> D'autres sortes d'incompréhensions s'ajoutaient. Les Boliviens tenaient pour acquis le choix de l'option bolivienne. Ce n'est pas ce qui ressortait des comptes rendus brésiliens. Le 3 et 4 février 2005, un

<sup>72</sup> El Deber, 2005 *Mato Grosso quiere un 'corredor' propio* (édition du 12 février 2005). Le journaliste rappelait que le gouverneur du Mato Grosso possédait 200 000 hectares de soja.

<sup>73</sup> L'itinéraire prévu était le suivant : San Matías, San Ignacio, Santa Cruz, Cochabamba, La Paz, Arica, Ilo, Tacna, Matanari, puis retour par Arequipa, Puno, La Paz.

<sup>74</sup> Le coût de cette étude de faisabilité est estimé entre 2 et 2,5 millions de dollars.

<sup>75</sup> El Deber, 2005 *Mato Grosso quiere un 'corredor' propio* (édition du 12 février 2005). Notons que la conviction du gouverneur brésilien qu'il n'y a que 450 kilomètres à asphalter pour terminer le corridor San Matías – Arica est un peu optimiste. Il estime qu'une fois arrivé à Santa Cruz, le reste du chemin est asphalté. C'est faux. Nous avons rappelé que l'axe central du pays (la route La Paz – Cochabamba – Santa Cruz) est en piteux état dans bien des endroits. Le gouverneur s'en rendra compte une fois sur place, car c'était l'un des buts de ce voyage de juger sur pièces. « L'idée de base et de connaître les diverses sorties en direction du Pacifique pour pouvoir définir une position du gouvernement sur les différentes conditions de développement du projet. On ne peut prendre une telle décision en se basant sur des on-dits de personnes qui défendent leurs propres intérêts » avait dit le gouverneur. Cité par Dantas, Joana 2005 *MT de olho nos países do Cone Sul*, in Folha do Estado (édition du 3 février 2005).

<sup>76</sup> Cité dans Martins, Carlos 2005 *Situação na bolívia adia expedição estradeiro IV* BSB News (édition du 2 janvier 2005).

<sup>77</sup> Martins, Carlos 2005 *Situação na bolívia adia expedição estradeiro IV* BSB News (édition du 2 janvier 2005).

« Séminaire International sur les infrastructures bimodales » s'était tenu à Cuiabá. Ce n'est pas une, mais trois voies de sorties qui étaient évoquées pour le soja du Mato Grosso : la BR 163, l'hydrovoie Paraguay - Paraná et le corridor terrestre bolivien.<sup>78</sup> Enfin, la portée du corridor n'est pas envisagée de la même façon par les Boliviens et les Brésiliens. Pour ces premiers, il s'agissait tout simplement d'un corridor d'exportation en direction du Pacifique. En assurant la partie logistique, ils en tireraient le principal profit. Les hommes du Mato Grosso voyaient eux « un axe de la politique industrielle de l'état. »<sup>79</sup> Les marchés andins intéressaient ces industriels. Ainsi, tout opposait les deux clans qui luttaient pour la même cause.

Qu'importe ces différentes interprétations d'un même projet ! Seule sa réalisation compte pour la Bolivie. Or, sur ce plan là, les freins devraient aussi se multiplier. Le gouverneur du Mato Grosso appréhendait par-dessus tout la traversée de la barrière andine. « J'en ai beaucoup entendu parler, mais je n'ai pas encore pu me fixer une opinion sur les difficultés de circulation, principalement dans la cordillère des Andes », disait-il.<sup>80</sup> Cette crainte est fort naturelle. Sans doute, son expérience de la route Santa Cruz – Cochabamba – La Paz n'aura pas pour effet de la calmer.<sup>81</sup> Mais, avant la Cordillère, la traversée de l'Orient n'est pas non plus chose facile, même si elle inquiète moins l'homme de la plaine. Au nord, la voie d'eau Ichilo Mamoré, est progressivement abandonnée par les bateaux.<sup>82</sup> Pourquoi les Brésiliens l'adopteraient-ils ? Son faible tirant d'eau (1,80 mètre), l'impossibilité de l'utiliser une partie de l'année<sup>83</sup> et la longueur de l'acheminement<sup>84</sup> ne jouent pas en faveur de cette option. Au sud, sans parler de la route de San Matías (qui n'est pas prête d'être asphaltée), le grand corridor de Puerto Suárez – Santa Cruz est loin d'être achevé. Les problèmes logistiques demeurent nombreux.

Les objections se multiplient également. À l'ANAPO (l'association des producteurs d'oléagineux de Santa Cruz), Miguel Guzman insiste sur un de ces paradoxes. Les producteurs de soja bolivien, situés dans la zone de Santa Cruz, exportent la plus grosse partie de leur production en direction de l'Atlantique via Puerto Aguirre.<sup>85</sup> Comment se fait-il que les Brésiliens, pour exporter le même produit, souhaitent utiliser la voie Pacifique ?, se demandait-il.<sup>86</sup> Il n'ira pas plus loin que cette simple remarque. D'autres contradictions existent. Certains soulignent, par exemple, que le soja du Mato Grosso n'est pas transgénique. Sa principale destination, pour cette raison, est le marché européen. L'intérêt de l'exporter par le Pacifique devient alors nul.<sup>87</sup>

<sup>78</sup> Dantas, Joana 2005 *MT de olho nos países do Cone Sul*, in Folha de Estado (édition du 3 février 2005).

<sup>79</sup> Cité dans Martins, Carlos 2005 *Situação na bolívia adia expedição estradeiro IV* BSB News (édition du 2 janvier 2005).

<sup>80</sup> Martins, Carlos 2005 *Situação na bolívia adia expedição estradeiro IV*, BSB News (édition du 2 janvier 2005).

<sup>81</sup> Voir Chapitre VI – paragraphe 2 -1-2, L'axe central en cours de restauration, p. 294

<sup>82</sup> Voir Chapitre VI – paragraphe 2-3-4 Quand le transport fluvial est lui aussi menacé par la route, p. 305

<sup>83</sup> Le SEMENA dit qu'elle est inutilisable deux mois de l'année. Les transporteurs de Guayaramerín parlent plutôt de 4 mois.

<sup>84</sup> La voie d'eau 1380 kilomètres, tout en méandre, de Guayaramerín à Puerto Villarroel, soit deux à trois semaines de transport

<sup>85</sup> Voir : Carte III – 23 Produire du soja, l'exporter, p. 445

<sup>86</sup> Entretien avec Miguel Guzman, le 2 juin 2003.

<sup>87</sup> Théry, Hervé 2004 *La vague déferlante du soja brésilien*

## La nouvelle place de la frontière orientale dans ce territoire reconstruit.

Sans doute, faudra-t-il attendre de longues années pour que le soja brésilien fasse de la Bolivie un pays de contacts. Peut-être même les corridors du soja ne verront jamais le jour. La frontière orientale de la Bolivie y perdrait son statut potentiel de centre d'un espace circulant sud-américain. Pourtant, la finalité de ce nouveau schéma d'aménagement, tel qu'il est envisagé à l'échelle nationale, comme à l'échelle internationale, est bien de mettre les marges au centre.<sup>88</sup>

Mais, à bien observer les projets d'aménagements, on finit par se demander si la frontière orientale ne pourrait pas, en raison du retard de la Bolivie en terme d'infrastructures de transport, sortir encore plus marginalisée qu'auparavant. Certains discours, prononcés au Pérou ou au Brésil, mettent la puce à l'oreille. « Une sortie en direction du Pacifique *péruvien* convertirait l'Amazonie sud-occidentale en corridor pour la gigantesque production de soja et autres grains du Centre-Ouest du Brésil. Cela conduirait à une croissance des flux commerciaux entre les deux pays et faciliterait l'accès mutuel aux marchés andins et amazoniens qui sont, jusqu'à aujourd'hui, séparés. »<sup>89</sup> C'est à l'occasion de la construction du pont entre Brasiléia et Cobija, que Mario Osava se prêtait à un tel pronostic. Si le prétexte de l'article était l'inauguration d'un ouvrage boliviano-brésilien, les analyses auxquelles il donnait lieu étaient strictement péruviano-brésiliennes.<sup>90</sup> C'est par le Pérou, via Puerto Maldonado et la route de Cusco que les productions brésiliennes devraient s'écouler. Ce genre de remarques, qui relèguent la Bolivie au simple rang de spectatrice de l'intégration régionale sud-américaine, ne sont pas de bons augures pour l'avenir de la frontière orientale. À Cobija, elles sont prises très au sérieux. Il est vrai que sur le terrain, on a plus de raison qu'à La Paz de soupçonner que le corridor Pérou-Bolivie-Brésil, défini par l'IIRSA, ne pourrait être qu'un corridor Pérou-Brésil. Les Brésiliens ont achevé récemment la route asphaltée de Rio Branco à la trifrontière. De là, une route péruvienne part d'Iñapari jusqu'à Puerto Maldonado. Le corridor d'intégration ne fait que longer scrupuleusement la frontière bolivienne sans jamais la dépasser. Quelle sorte de corridor trinational est-ce cela, s'il ne passe que dans deux pays ?, se demandent, dépités, les Boliviens. Pour éviter d'être les dindons de cette farce de l'intégration tri-nationale qui se joue sans eux, ils imaginent une route qui entrerait en Bolivie pour ressortir au Pérou. Tout le monde y trouverait un avantage car « cela représenterait un raccourci de 140 kilomètres sur la route de Rio Branco à Puerto Maldonado », affirme le préfet du Pando. De plus, la marchandise pourrait être défiscalisée et stockée à Cobija, puisqu'il s'agit d'une zone franche.<sup>91</sup>

<sup>88</sup> La *Jey corrazon* témoignait même de la volonté de faire de la frontière orientale une zone de croissance capable de transformer le destin du pays tout entier.

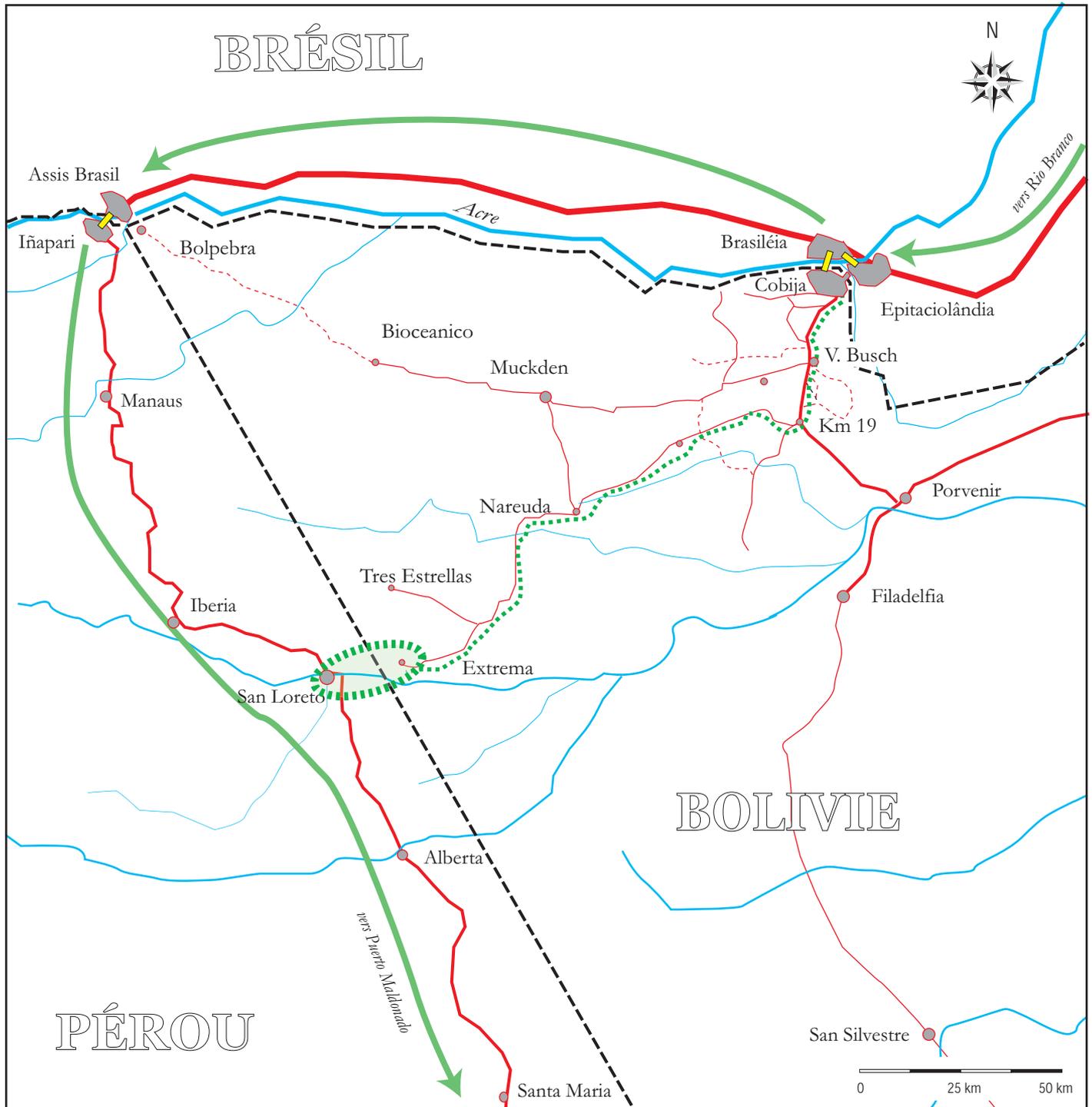
<sup>89</sup> Osava, Mario 2004 *Integración amazonica : puentes fronterizos de doble filo*. C'est moi qui souligne.

<sup>90</sup> Il est à noter que certains, en Bolivie, se contentaient d'en faire une lecture strictement brésilienne. Avec un peu de cynisme, le préfet du Pando remarquait qu'il ne voyait pas la raison de ne pas construire ce pont sur l'Acre, étant donné que ni le gouvernement bolivien, ni le département n'aurait à payer un seul centime pour sa réalisation. Tout serait à la charge du Brésil (même l'inauguration). En réalité ce pont n'était selon lui qu'un moyen de dynamiser la ville de Brasiléia qui connaît une certaine décroissance, par rapport à Epitaciolândia qui dispose d'un accès routier direct à la Bolivie – car elle n'est pas séparée d'elle par l'Acre qui s'écoule vers le nord. Entretien réalisé avec Ricardo Shimokawa le 14/04/2003.

<sup>91</sup> Entretien réalisé avec Ricardo Shimokawa, préfet du Pando, le 14/04/2003.

# IV - 17 Le corridor Bolivie - Brésil - Pérou

## La Bolivie évitée



Laetitia Perrier Bruslé 2005

### I - Les principales de la région trifrontalière

- Agglomération importante 
- Ville de moins de 2000 habitants 
- Pont entre les agglomérations 

### II - Les routes pour faire du liant

- Route asphaltée 
- Route de terre tassée 
- Piste et route à fonctionnement épisodique 
- Piste impraticable avec un véhicule 

### III - Le corridor bi-océanique : l'évitement de la Bolivie

- Direction principale de l'axe 
- La proposition alternative de la Bolivie 
- Le difficile raccordement avec le tronçon péruvien 

Le problème c'est que du Km 19, à la sortie à de Cobija, à Extrema, une communauté à la frontière du Pérou, seule une piste forestière existe.<sup>92</sup> 70 kilomètres de route doivent être construits. Il n'y a pas de financement. Le préfet du Pando estime qu'elle coûterait 28 millions de dollars et que la CAF \*pourrait accorder un prêt pour une telle entreprise. En réalité, l'étude de faisabilité de cette route a été effectuée, mais la préfecture du Pando, en banqueroute, n'a pas pu la payer. Par mesure de rétorsion, l'entreprise consultante qui l'avait réalisée ne l'a jamais remise aux services préfectoraux.<sup>93</sup> Ce précédent ne place pas l'avenir de cette route sous les meilleurs auspices. « Cette route n'a pas d'avenir », affirme de façon lapidaire le chef du Service national des routes en poste à Cobija. Les Péruviens n'accepteront jamais de la raccorder à la route Iñapari – Puerto Maldonado, car cela aurait pour effet de détourner les flux à venir des villes péruviennes situées plus au nord (San Loretto et Iñapari). Or, si ce petit tronçon de 10 kilomètres n'est pas construit par le Pérou, le corridor bolivien débouchera sur un cul de sac.<sup>94</sup>

En l'absence de cette « route sans avenir », la frontière bolivienne, à la marge du territoire national, se trouverait marginalisée d'une autre façon. Et les grands discours, pas plus que les monuments à la trifrontière (comme celui construit par le Brésil à Assis Brasil) ne pourront changer cet ordre des choses. « Assis, Iñapari et Bolpebra vont cesser d'être la fin du monde. », disait Monica de Los Rios, en charge du programme de gestion du bassin trinational de l'Acre à l'université de Rio Branco.<sup>95</sup> Son enthousiasme est sincère, mais peut-il cacher qu'une autre alternative est possible et qu'elle serait moins à l'avantage de la Bolivie ? La frontière du Pando ne pourrait-elle pas devenir un réservoir de « fin de monde », comme elle fut jadis une réserve d'Eldorado, alors que les régions qui la bordent entrèrent de plain-pied dans l'ère de l'intégration continentale ?

Cet exemple pandinois est à l'image d'une situation qui, dans le cadre des réaménagements continentaux, pourrait s'avérer défavorable à la Bolivie. Pour avoir des corridors, au pays de contact, il va falloir courir, prophétise Agustin Saavedra Weise.

---

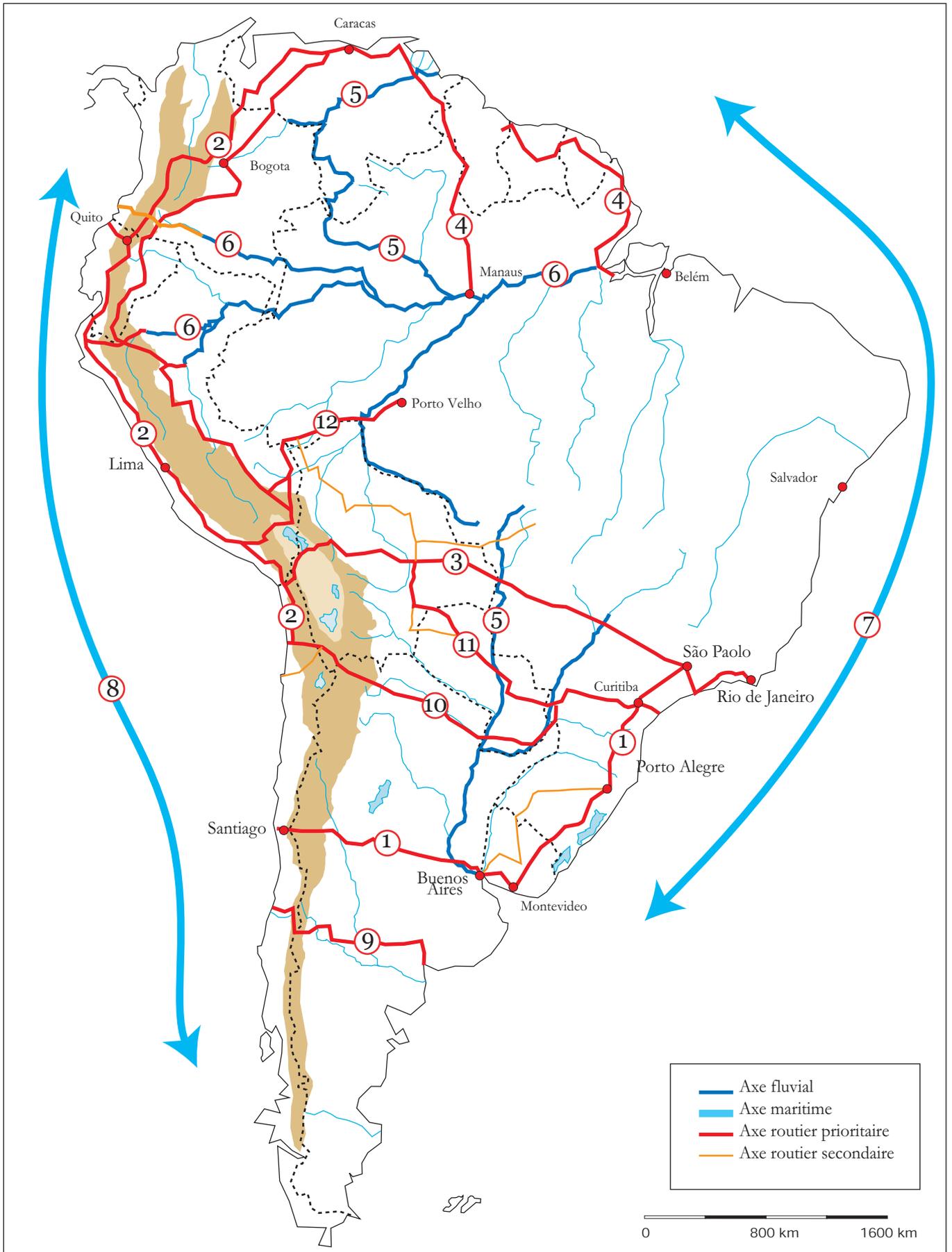
<sup>92</sup> Ingmar Coca, ingénieur du SNC en poste à Cobija dit de cette route que c'est tout au plus « une ruelle sans sortie ». Ils ont tenté de faire une reconnaissance de son état l'année dernière. Jusqu'à Nareuda la piste est très mal en point, passé cette communauté il s'agit tout au plus d'une brèche dans la forêt. En juillet 2003, ils devaient s'attaquer à des travaux d'entretien pour la première partie de cette route. Entretien réalisé à Cobija, le 16/04/2003.

<sup>93</sup> L'étude de faisabilité a coûté 120 000 dollars. Le SNC devait en payer 70% et la préfecture du Pando 30%. Source Ingmar Coca.

<sup>94</sup> Source : Entretien avec Ingmar Coca, réalisé à Cobija, le 16/04/2003.

<sup>95</sup> Entretien effectué avec Monica De Los Rios, à Assis Brasil, le 01/07/03. Toute la mobilisation autour de la construction de cette route est donc assez suspecte. En réalité

#### IV - 18 Les axes d'intégration de l'IIRSA et le territoire bolivien



Laetitia Perrier Bruslé, d'après IIRSA - plan d'aménagement 2003

- |  |  |  |
|--|--|--|
| 1) Axe Mercosur - Chili                        | 5) Orénoque - Amazone - Plata              | 9) Axe Neuquén - Concepción                |
| 2) Axe andin                                   | 6) Axe de l'Amazone                        | 10) Axe Porto Alegre - Jujuy - Antofagasta |
| 3) Axe Brésil - Bolivie - Paraguay Pérou Chili | 7) Axe logistique maritime de l'Atlantique | 11) Axe Bolivie-Paraguay-Brazil            |
| 4) Axe Venezuela - Brésil - Guyane - Surinam   | 8) Axe logistique maritime du Pacifique    | 12) Axe Pérou-Brazil                       |

Agustin Saavedra prend l'exemple d'un autre corridor biocéanique qui désavantagerait la Bolivie : celui qui passerait plus au sud pour relier le Brésil et l'Argentine, via le Paraguay, au Chili.<sup>96</sup> Il en tire une conclusion pessimiste. « En cette fin de millénaire, le train de l'intégration s'est accéléré pour atteindre un rythme vertigineux en Amérique du Sud, et tout spécialement dans le Cône Sud. Pour s'insérer dans ce processus, la condition sera de disposer d'infrastructures de transport et de communication. Les nations qui manquent de telles infrastructures auront, par définition, des difficultés pour s'intégrer pleinement et elles retireront très peu des bénéfices que générera une telle intégration. Malheureusement cela pourrait être le cas de la Bolivie. »<sup>97</sup> Il a raison. Les corridors définis par l'IIRSA suffisent à s'en convaincre. Parce qu'ils bénéficient du soutien des principaux organismes financeurs, ils ont la plus grande probabilité de voir le jour. Hélas sur les quatre axes auxquels la Bolivie est censée participer, trois ne font que la frôler : l'hydro-voie Paraguay Paraná, le corridor Pérou-Bolivie-Brésil et celui des Andes qui se termine au lac Titicaca. Ce n'est donc pas seulement la frontière orientale, mais tout le territoire bolivien qui pourrait être marginalisé dans cette Amérique du Sud des espaces communicants.

De façon paradoxale, l'intégration continentale, censée augmenter la solidarité entre les pays sud-américains, pourrait alimenter les antagonismes et faire naître les rancœurs des perdants de l'intégration. Ce n'est pas un hasard si l'IIRSA, sans doute pour préserver un consensus fragile, ne diffuse plus la grande carte du schéma d'aménagement de l'Amérique du Sud. Jusqu'en 2003, elle figurait encore sur son site Internet. En 2005, la rénovation du site est l'occasion d'introduire un certain flou spatial à propos des corridors. À la place de la grande carte, seules des vignettes représentent chacun des douze corridors prioritaires. Sur ces minuscules cartons, de vagues bananes dilatées figurent le tracé des futurs corridors.

## II – L'intégration nationale, une chance pour la frontière ?

---

L'intégration continentale ne se présente pas sous le meilleur jour pour la Bolivie. Son manque d'équipement pourrait la marginaliser, malgré son *don inné de l'intégration*. Les quelques avancées en la matière ont surtout montré les risques que faisait courir un tel processus pour la Bolivie et sa frontière orientale. Heureusement, le jeu de l'intégration ne se joue pas qu'au niveau continental. À plus grande échelle, la frontière voit aussi son statut évoluer. Le problème est que cette évolution risque de déstabiliser le territoire. L'intégration nationale a progressé rapidement, et les Boliviens s'en félicitent car la cohésion du territoire est une garantie de sa permanence.

Cependant, la croissance de l'Orient, jadis à la marge, s'est accompagnée de la montée d'un sentiment régionaliste. La frontière orientale qui devait servir au développement national dans

---

<sup>96</sup> Celui qui avait remis au goût du jour le paradigme de contacts était bien forcé de remarquer que ce privilège la Bolivie le partageait avec le Paraguay.

<sup>97</sup> Saavedra Weise, Agustin 1995 *Bolivia y el mundo*, p. 554.

le cadre d'un territoire ouvert, pourrait fort bien être captée par le mouvement autonomiste des Basses Terres. C'est du moins ce qu'espèrent les partisans d'une région crucénienne enfin libérée du bastion du « Haut-Pérou ».<sup>98</sup> Ce n'est pas sûr que l'évolution actuelle leur donne raison. À la frontière, les discours autonomistes prennent plus ou moins bien. Dans le nord, loin de Santa Cruz, ils sont même reçus avec beaucoup de circonspection. La raison en est simple. À force de croissance économique et de migrations, les villes de la frontière ont gagné une certaine maturité. Dans le cadre national, elles forment un tout à part entière, peu soucieux de prendre part à ces grands débats nationaux sur le réaménagement du territoire. C'est à l'échelle locale, et souvent en tournant le dos à la Bolivie, que l'on pense à présent le destin de la région frontalière.

## *2-1 Le régionalisme oriental, la frontière capturée ?*

La seconde moitié du vingtième siècle a été celle du « miracle économique » de Santa Cruz. La croissance, tirée par le développement des agro-industries, du pétrole (dont les réserves se tarirent vite) et du narcotrafic, fut exceptionnelle. Le département le plus grand de la Bolivie regroupe aujourd'hui plus de 2 millions d'habitants. Mais c'est surtout la ville de Santa Cruz qui a bénéficié du miracle. Quelques 60 000 habitants peuplaient la ville dans les années 50. Le grand chambardement bolivien de la seconde moitié du vingtième siècle (caractérisé par des migrations internes accélérées et par le changement du système économique) a fait de la bourgade orientale une métropole nationale.<sup>99</sup> À l'entrée de la ville, sur le « second anneau »,<sup>100</sup> un Christ a été érigé. On disait, à Santa Cruz, que ces bras ouverts faisaient signe aux migrants venus des Andes de s'approcher sans crainte : cette terre était bonne à peupler. Et puis, un jour, la rumeur s'est inversée. Les Cambas, qui avaient dû se bricoler à la va-vite une identité pour affronter l'altérité des Andins, ont dit que les bras du Christ de l'avenue Monseñor Rivero indiquaient un stop. « Passez votre chemin ou retournez d'où vous venez », ajoutent les Cambas pour être sûr que tout le monde ait compris ce renversement sémiotique. En somme, les Andins ne sont plus les bienvenus sur les terres crucéniennes qui appartiennent pourtant à leur propre pays. Comme si, à la suite de cette grande mutation, la frontière interne, qui départageait jadis l'Orient de l'Occident, avait réussi à se maintenir en changeant de nature. Elle avait été un produit de la déconnection physique. Établie au pied des Andes, elle marquait la limite au-delà de laquelle commençait la Bolivie impénétrable. Certains Crucéniens voudraient la voir rejaillir aujourd'hui pour isoler une zone de croissance, du reste de la Bolivie et de ses problèmes.

Ce retournement était assez prévisible. Le département est devenu si puissant qu'il pourrait se croire l'égal du reste du pays assemblé. Un tiers de sa superficie, le quart de ses habitants, et

---

<sup>98</sup> Dans le jargon des autonomistes crucéniens le Haut-Pérou, la Bolivie historique et andine, est souvent utilisé de manière péjorative pour évoquer l'Occident du pays et les problèmes que pose son union, selon eux contre nature, avec les Basses Terres.

<sup>99</sup> Voir Chapitre II, figure I-4 La croissance de la ville de Santa Cruz depuis 1952, p. 100

<sup>100</sup> La ville de Santa Cruz a bénéficié d'un plan directeur fort bien pensé qui a permis d'organiser la croissance urbaine. Sur une terre plate, sans accidents topographiques majeurs, la ville s'est étendue selon un plan radioconcentrique depuis le centre. Les anneaux, de plus en plus larges ont entouré la ville. On en est aujourd'hui au 7<sup>ème</sup> anneau.

surtout 28,8 % du PIB justifient aux yeux de nombreux Crucéniens leurs rêves d'autonomie. Ils s'imaginent alors former une autre Bolivie moderne et en croissance qui pourrait se suffire à elle-même. Mais comment réaliser cet idéal d'autonomie, si, comme c'est le cas aujourd'hui, la majeure partie de sa production est exportée et consommée dans les Andes ? À ce stade là, la frontière orientale intervient. Elle doit permettre à l'Orient de tourner le dos à l'Occident et de s'accrocher au Brésil. Les discours, produits à La Paz, sur l'intégration continentale et la nouvelle centralité de la frontière sont détournés à leur avantage. La frontière sera une marge en croissance, mais elle devra servir les intérêts d'une économie crucénienne plus développée et intégrée dans le Mercosur. Si la frontière devait être ainsi capturée au profit d'un département bolivien, elle y perdrait une certaine autonomie locale, chère aux habitants, au nom de l'autonomie régionale du département crucénien. Elle contribuerait alors à la désintégration du territoire.

### ***2-1-1 Santa Cruz : une région en croissance***

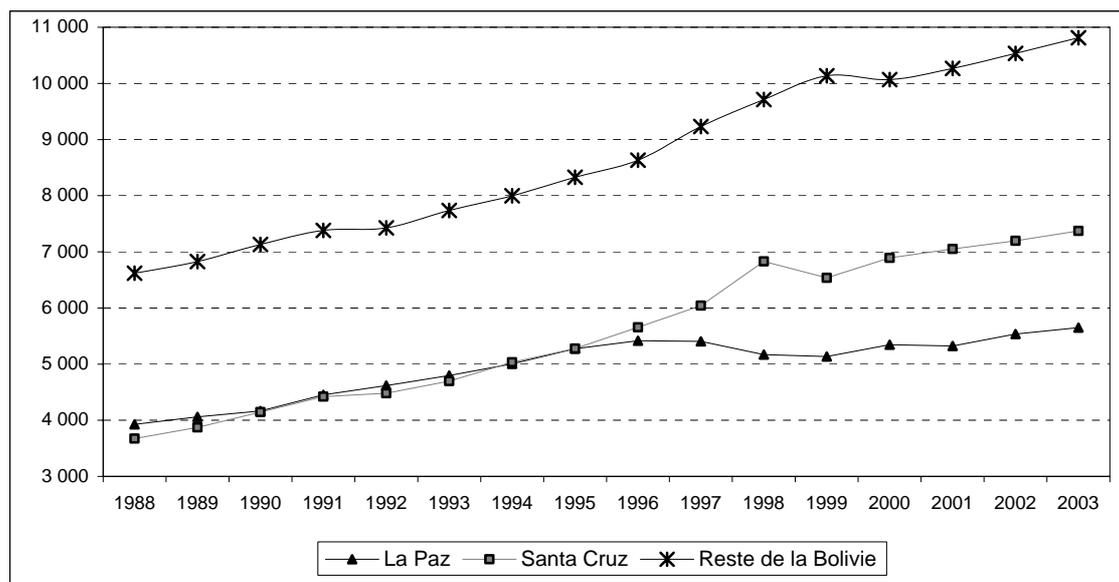
On parle beaucoup en Bolivie du miracle économique crucénien. En réalité, la croissance économique du département n'oblige pas à faire appel à de tels actes de foi. Le miracle est, comme un mauvais tour de magie, facilement intelligible. La seconde moitié du vingtième siècle a été marquée par le recul progressif d'un système économique basé sur les exportations de minerais. Raison d'être du pays, unique source de devise, l'activité minière était centrée sur l'Altiplano. La crise de ce secteur a laissé une main-d'œuvre désoccupée. Dans le même temps, l'État a soutenu le développement agro-industriel de Santa Cruz. Il lui fallait de nombreux bras pour fonctionner. La mutation structurelle de l'économie bolivienne s'est donc traduite par de nouveaux équilibres régionaux. L'Orient est devenu la région riche du pays. Seul facteur de continuité dans ce grand remue-ménage, la haute dépendance de l'économie aux exportations.

### **La Bolivie moderne**

Chaque année les publications des données économiques de l'institut des statistiques nationales (INE) sont attendues avec impatience. Minutieusement décortiquées, elles permettent de mesurer la place respective des deux champions boliviens : les départements de Santa Cruz et de La Paz, qui produisent à eux seuls près des deux tiers du PIB national. Elles servent d'argument aux élites crucéniennes pour demander, au nom des richesses que le département apporte au pays, une plus grande autonomie. Cette année, l'annuaire statistique de la Bolivie, mis en ligne en 2004, avait oublié le tableau du PIB par département. Hasard de l'informatique ? Volonté de ne pas donner trop facilement des bâtons aux Crucéniens pour battre le centralisme pacénien, dont l'INE est l'une des institutions ? On ne le saura jamais. Ce qui est sûr c'est que le « tableau 4.02.03 », PIB par département, n'était pas consultable par le *vulgum pecus*. Les journaux boliviens avaient, dès l'obtention des résultats, proposé une analyse de la confrontation.

En 2003, Santa Cruz a produit 28,8% du PIB national contre 25,7% pour celui de La Paz.<sup>101</sup> Entre les années 1988 et 2000 le département de Santa Cruz a connu une croissance économique annuelle de 5,25%, bien supérieure au reste du pays (la moyenne nationale s'établit à 3,85%). Le journaliste de *La Razón*, quotidien de La Paz, une fois énoncé ce bilan, se réfugie derrière la CAINCO (la chambre de commerce et d'industrie de Santa Cruz) pour conclure : « Selon la CAINCO de Santa Cruz, le département oriental est celui où l'activité économique est la plus importante du pays. »<sup>102</sup>

**Figure IV-7 : Évolution du PIB par département (en millions de bolivianos de 1990) : Santa Cruz dépasse La Paz<sup>103</sup>**



Il n'y a pas que la CAINCO qui arrive à de telles conclusions. Les courbes d'évolution du PIB départemental de La Paz et de Santa Cruz indiquent clairement le décalage de plus en plus grand entre les deux départements. C'est à partir de 1995 que Santa Cruz prend le dessus. Le chemin parcouru est immense. En 1970, Santa Cruz ne produisait que 16,7% du PIB contre 33% pour le département de La Paz. Cette remontée s'explique par les orientations économiques de la région crucénienne : le secteur agro-industriel tire la croissance.<sup>104</sup>

### Une croissance économique tirée par les exportations

L'agriculture pourrait sembler un piètre moteur économique. Lorsqu'elle est pratiquée dans le cadre d'un système agro-exportateur, il n'en ait rien. Si la région crucénienne est à la pointe de l'économie bolivienne, c'est en raison de sa capacité à exporter. Elle exporte 50,7% de la valeur

<sup>101</sup> Nous sommes un peu étonnés par ces valeurs données pour l'année 2004 car l'ordre de grandeur a changé brutalement au bénéfice de La Paz. En 2003, la part respective de Santa Cruz et de La Paz était de 30,93% et 23,71% ; en 2002, de 30,92% (pour Santa Cruz) et de 23,71% (pour La Paz) ; et, en 2001, de 31,15% (pour Santa Cruz) et 23,79% (pour La Paz).

<sup>102</sup> *La Razón*, 2005 *Santa Cruz y La Paz lideran en el PIB* (édition du 22 janvier 2005). Notons que la CAINCO est une institution basée à Santa Cruz, et qui représente les intérêts de cette ville.

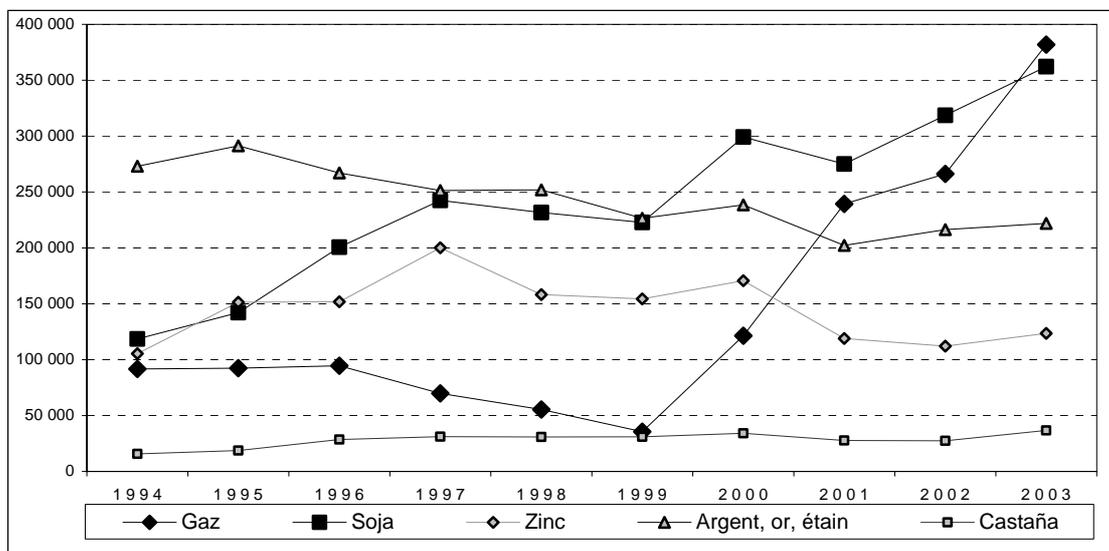
<sup>103</sup> Source Ine 2004 *Cuentas departamentales 1988 - 2003*.

<sup>104</sup> 21,9 % du potentiel productif crucénien est dédié aux activités agricoles, et 20,73% à l'industrie de transformation en 2003.

totale des exportations nationales.<sup>105</sup> En 1990, sa part dans les exportations ne dépassait pas les 15% du total bolivien. L'accélération est en partie due à l'exportation du gaz, mais il n'y a pas que cela. C'est tout l'appareil productif qui a été mobilisé autour du complexe agro-industriel. Cela fait dire à la chambre de commerce de Santa Cruz que « le département oriental est le moteur de l'économie nationale.»<sup>106</sup> Évoquant tour à tour, son potentiel industriel, sa vocation agricole, la richesse de la nature tropicale et le dynamisme de ses entrepreneurs, le rapport conclut « ces facteurs ont permis de faire de cette région, un véritable pôle de développement. »<sup>107</sup>

70% des « exportations non traditionnelles » sont produites dans le département crucénienne. La nomenclature, qui sépare les exportations traditionnelles des non traditionnelles, est à la base de la statistique bolivienne. Elle dit bien le primat des minerais dans la structure économique du pays. Les exportations traditionnelles sont constituées par les minerais (zinc, argent, étain et or) et les hydrocarbures (gaz). Le reste des produits exportés entre dans la catégorie non traditionnelle : produits agricoles, agro-industriels et industriels : le soja, la castaña, le bois, le sucre, le café, le cacao en constituent les produits phares.<sup>108</sup> En se positionnant sur le secteur non-traditionnel, l'Oriente incarne l'image d'une Bolivie moderne, dégagée du secteur minier, jusque là dominant.

**Figure IV-8 : Évolution des exportations entre 1994 et 2002 pour quelques produits phares (en milliers de dollars US)<sup>109</sup>**



Le département de Santa Cruz s'est orienté sur les produits les plus porteurs en termes d'exportation. Alors que les minerais, généralement produits sur l'Altiplano,<sup>110</sup> voyaient leur valeur à

<sup>105</sup> La valeur totale des exportations crucéniennes s'élève à 662 millions de dollars pour un total de 1,3 milliards d'exportations nationales en 2003. (données INE).

<sup>106</sup> Centro Boliviano De Economía (Cebec) 2003 *El aporte de Santa Cruz a Bolivia*

<sup>107</sup> Centro Boliviano De Economía (Cebec) 2003 *El aporte de Santa Cruz a Bolivia*, p. 3.

<sup>108</sup> En 2003 les exportations traditionnelles représentaient 55,08% des exportations globales contre 44,9% pour les autres.

<sup>109</sup> Source : Ine 2004 *Anuario estadístico 2003*. En 2003, le gaz est le premier produit d'exportation, le soja le deuxième, viennent ensuite (par ordre d'importance) : les exportations traditionnelles diverses ; le zinc ; les autres hydrocarbures ; l'argent ; l'étain ; l'or ; le bois, la bijouterie ; la castaña ; le sucre et le cuir.

<sup>110</sup> Notons que l'or est produit aussi dans l'Oriente – dans le Beni et l'est de Santa Cruz tout particulièrement.

l'exportation fléchir (ce qui était autant dû à une baisse de la production qu'à une chute du cours de ces matières premières), les produits orientaux conquéraient des marchés. Le gaz et le soja connaissaient une croissance fulgurante. Aujourd'hui ce sont les deux produits phares de l'économie bolivienne. Ils représentent respectivement 30% et 22% des exportations totales en 2003.<sup>111</sup> C'est assez pour que le département crucénien se sente en position de force et parte à la conquête de sa frontière.

### ***2-2-2 Santa Cruz à la conquête de l'Est***

Le mouvement régionaliste crucénien est parti de la ville de Santa Cruz. Sa croissance économique a conduit à bouleverser les équilibres régionaux traditionnels. Mais l'inversion du rapport de force entre l'Orient et l'Occident ne se fait pas à l'identique. Car si l'Occident n'a jamais, en trois siècles de domination, songé à se séparer de l'Orient, son Eldorado, il n'en est pas de même de l'Orient depuis que sa croissance économique lui a donné des ailes. De nombreux Crucéniens voudraient bien redéfinir les termes de leur association avec le reste de la Bolivie. La plupart demandent une autonomie plus grande. Mais cette plus grande liberté d'action serait de peu d'utilité, en regard du but recherché, si l'économie de la région continuait à être placée sous la haute dépendance de l'Altiplano, comme c'est le cas aujourd'hui. Pour mettre fin à cette dépendance, il faut que Santa Cruz fasse de la frontière orientale son débouché naturel et sa porte de contact avec le monde. Si cela devait se réaliser, le territoire bolivien risquerait de voir s'approfondir des lignes de fractures qu'un demi-siècle d'intégration nationale avait en partie réduites. L'enjeu est donc d'importance.

#### **Devenir maître de l'Orient ...**

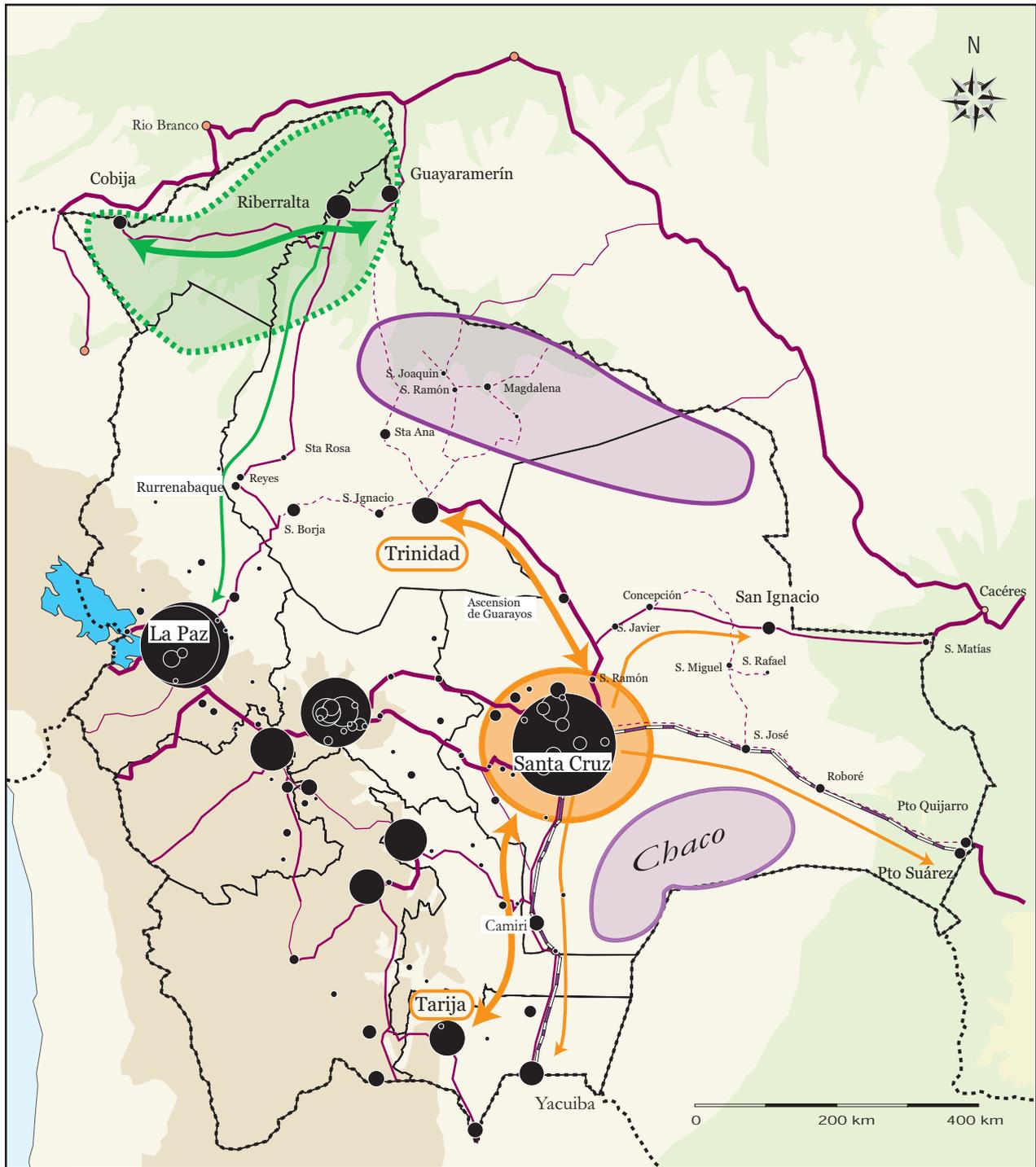
Avant de capturer la frontière orientale, il faudrait que Santa Cruz soit capable d'exercer une véritable fonction de capitale sur tout l'Orient. Pour l'instant c'est loin d'être le cas. Son aire d'influence directe est réduite à une partie du département de Santa Cruz. La cause, une nouvelle fois, en revient aux routes qui font défaut pour intégrer les régions périphériques du département (le Chaco, au sud, est particulièrement isolé). Au-delà du département, si un binôme urbain est en train de s'imposer, celui qui lie Trinidad, la capitale du Beni, à Santa Cruz, les zones d'ombre se multiplient. Les anciennes missions jésuites de Moxos et les villes à la marge du Brésil (Magdalena, Baures, San Ramón) sont mises à l'écart.

---

<sup>111</sup> Même le petit Pando, dans le cadre d'une économie extractiviste, réalise rien qu'avec la castaña 2% des exportations boliviennes.

# IV - 19 L'Orient désintégré

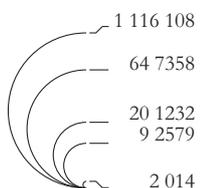
## Réalité de l'aire d'influence crucénienne



*Latitia Perrier Bruslé 2004, fait avec Philcarto*

### I - La trame urbaine en 2001

Population urbaine par municipale en 2001 (en nombre d'habitants)



### II - Facteur de différenciation

Les routes et les voies d'accès  
 Route de bonne qualité —  
 Route de qualité médiocre —  
 Chemin de fer =

La proximité des frontières internationales - - - - -

Les limites départementales internes —

Relations fortes et bilatérales ↔

Relations moindres →

### III - Les différents sous ensembles

La région crucénienne intégrée ○

Les zones d'ombres ○

Les allégeances plus ou moins fortes Trinidad

L'Amazonie bolivienne

Au nord de l'Oriente, Riberalta, Guayaramerín et Cobija, forment une sous-région, largement déconnectée : c'est l'Amazonie bolivienne, distincte en bien des points du reste de l'Oriente. Son histoire, marquée par le boom du caoutchouc, son milieu naturel et son isolement ancien ont renforcé son particularisme. La tendance actuelle est plutôt celle d'un rapprochement avec La Paz, que celle d'une intégration au sein d'une grande région orientale. La route Riberalta – La Paz et les migrations andines sont des leviers de la création de cet arc nord Andes – Amazonie. Enfin, au sud de l'Oriente, Tarija et une partie du département de Chuquisaca ont effectivement noué, à l'occasion du développement de l'exploitation des hydrocarbures, des liens avec la petite région crucénienne. Le chemin de fer Santa Cruz – Yacuiba, construit entre 1945 et 1949 dans le cadre d'un accord ferroviaire avec l'Argentine, devait effectivement rapprocher la région de Camiri et Yacuiba de Santa Cruz.<sup>112</sup> Mais le reste du département de Tarija, en raison de sa proximité avec l'Argentine est plus tourné vers ce pays qu'en direction de l'Oriente. La découverte des réserves de gaz dans ce département pourrait avoir pour effet de renforcer son autonomie (même si les comités civiques de Tarija et de Santa Cruz ont trouvé, dans la lutte pour l'exportation du gaz, un cheval de bataille commun à enfourcher).<sup>113</sup> On dit de l'habitant de Tarija qu'il est *Chapaco*, et l'existence d'un terme pour les qualifier suffit à montrer la force de l'identité d'un département, trop proche de l'Argentine, pour ne pas lui avoir emprunté quelques traits.

Si le réseau viaire lacunaire explique en partie, cette difficulté de Santa Cruz à exercer son influence sur tout l'Oriente, le découpage administratif joue aussi contre elle. L'échelon départemental est fondamental en Bolivie.<sup>114</sup> Et Santa Cruz n'est rien de plus qu'un département parmi les trois (ou quatre avec Tarija) qui composent la grande région orientale. L'Oriente n'est donc pas sous la stricte allégeance de Santa Cruz. Mais il faudrait qu'il le devienne pour servir la cause autonomiste. Aussi, si les faits politiques et économiques jouent contre l'émergence de cette unité régionale, il ne reste aux Crucéniens qu'à souligner la profonde identité culturelle qui assure sa cohésion à l'ensemble oriental. En 2001, à la marge du Comité Pro-Santa Cruz (CPSC), le collectif Nación Camba est créé.<sup>115</sup> Alors que la première organisation se cantonne à une bataille institutionnelle contre le gouvernement pacénien, le collectif nouvellement créé (et dont les membres sont en réalité issus du Comité) s'empare du discours identitaire. Ils affirment que la Nación Camba s'étend bien au-delà de la stricte aire d'influence crucénienne. Qui est Camba alors ?

---

<sup>112</sup> Cet accord ferroviaire est une vieille histoire. À la fin de la guerre du Chaco, le soutien de l'Argentine au Paraguay convainc les diplomates boliviens de procéder à un rapprochement avec l'Argentine. En 1936, à la suite des accords ferroviaires avec le Brésil, un protocole est signé avec l'Argentine pour la conformation d'une commission mixte chargée d'étudier le tracé de la voie de chemin de fer, mais c'est seulement en 1941 que le traité est finalement signé. Il sera paraphé par le Congrès argentin en 1945 et l'Argentine financera la construction de cette voie longue de 550 kilomètres en échange d'un accès aux ressources énergétiques boliviennes. Voir Escudé, Carlos et Cisneros, Andrés 2000 *Historia general de las relaciones exteriores de la República Argentina* et Escobar Cusicanqui, Jorge 1982 [1975] *Historia diplomática de Bolivia*, p. 287.

<sup>113</sup> Tarija détient 86 % des réserves prouvées boliviennes contre 10,3% pour le vaste département de Santa Cruz. Voir Perrier Bruslé, Laetitia et Roux, Jean-Claude 2003 *Les enjeux géopolitiques du gaz en Bolivie : entre mondialisation et souveraineté perdue*

<sup>114</sup> En 1976, sous Banzer, sont créées les corporations départementales de développement. À Santa Cruz, le CORDECRUZ va disposer des moyens pour soutenir le développement agro-industriel de la région. Elles disparaissent en 1994 avec la loi de décentralisation et de participation populaire.

<sup>115</sup> Lacombe, Zéline 2002 *Nación Camba, del regionalismo al nacionalismo*

« Est citoyen crucénien celui qui est né de père ou de mère crucénien, que son lieu de naissance soit Santa Cruz ou non, les individus mariés avec des Crucéniens et les populations résidentes historiquement dans la zone du Chaco – Beni – Pando», affirme un des fondateurs de la Nación Camba.<sup>116</sup>

L'argument d'une telle thèse, qui élargit l'identité camba bien au-delà de Santa Cruz, est simple : Santa Cruz a conquis et colonisé tout seul l'ensemble des départements orientaux. La nation camba s'est étendue grâce au courage héroïque des valeureux colons crucéniens partis en quête de l'Eldorado que l'État pacénien avait laissé à l'abandon.<sup>117</sup> À propos de la colonisation du Pando, José Luis Roca, n'ayant pas peur de soutenir la comparaison avec les États-Unis, écrit « l'occupation du Nord-ouest fut l'accomplissement du destin manifeste de Santa Cruz, comme l'occupation de la Californie et de l'Ouest le fut pour les États-Unis. »<sup>118</sup> Ailleurs, le même auteur dit de la région de Chiquitos qu'elle constituait le *lebensraum*, l'espace vital, des Crucéniens.<sup>119</sup> « N'oublions pas le rôle prépondérant qu'ont eu les Crucéniens dans l'occupation et le peuplement des trois départements orientaux qui constituent pour cette raison une région géohistorique et culturelle appelée l'Orient bolivien », ajoute le même auteur.<sup>120</sup> Pour renforcer cette région orientale, il ne reste qu'à souligner comment, en l'absence de soutien étatique, Santa Cruz a tenu seul l'Orient, face à l'expansionnisme brésilien.<sup>121</sup> Sur le site Internet de Nación Camba,<sup>122</sup> une carte appuie cette théorie d'une nation orientale dilatée. Elle représente la Bolivie, mais on peine à reconnaître le pays car la toponymie et l'opposition de deux régions brouillent la lecture. D'un côté le Haut Pérou, en blanc, représente les départements orientaux, de l'autre, en vert, est figurée l'aire d'extension naturelle de la Nación Camba. Deux Bolivies se font face. Elles ont été repeintes aux couleurs de l'Orient bolivien.<sup>123</sup> Le jeu des couleurs renforce la différence. Les trois départements orientaux sont assimilés à cette grande nation, dont les racines historiques auraient plus de quatre siècles, selon les militants de Nación Camba. Tarija, dont le Comité Civique a rappelé, à plusieurs reprises, qu'il refuserait de se soumettre au Comité Pro-Santa Cruz, figure dans un vert plus clair.

<sup>116</sup> L'assimilation entre Camba et Crucénien est totale. Texte cité dans Lacombe, Zéline 2002 *Nación Camba, del regionalismo al nacionalismo*. Notons que cette approche de l'identité en terme de « race camba » ne reflète pas, loin de là, l'ensemble des opinions formulées à Santa Cruz sur cette question. Dans un autre article, Zéline Lacombe précise. « Le '*ser cruceño*' n'est pas un problème de race, sinon une question d'identité » affirme Percy Fernandez, président du comité Pro-Santa Cruz en 1984. (...) En 1987, sous la présidence de Carlos Dabdoub, il est dit que celui qui travaille pour Santa Cruz et aime Santa Cruz *est* crucénien. Le rapport à l'identité territorialisée est reformulé afin de mettre l'accent sur une Bolivie culturellement et régionalement diverse. » Cette interprétation ouverte de l'identité crucénienne ne tardera pas à être démentie par certains. Voir Lacombe, Zéline 2004 *Las autonomías departamentales, una nouvelle légitimité pour le Comité pro Santa Cruz ?*, p. 4

<sup>117</sup> Une illustration, plus mesurée de cette thèse se trouve dans Sanabria Fernandez, Hernando 1988 *En busca de Eldorado, la colonización del Oriente boliviano* et Suarez Medina, Saul 1994 [1990] *Almanaque oriental : notas históricas, geográficas, biográficas, festividades de pueblos y otros datos del Oriente boliviano*

<sup>118</sup> Roca, José Luis. 2001 *Economía y sociedad en el Oriente Boliviano (siglos XVI-XX)*, p. 53

<sup>119</sup> *Op. cit.*, p. 44

<sup>120</sup> *Op. cit.*, p. 64.

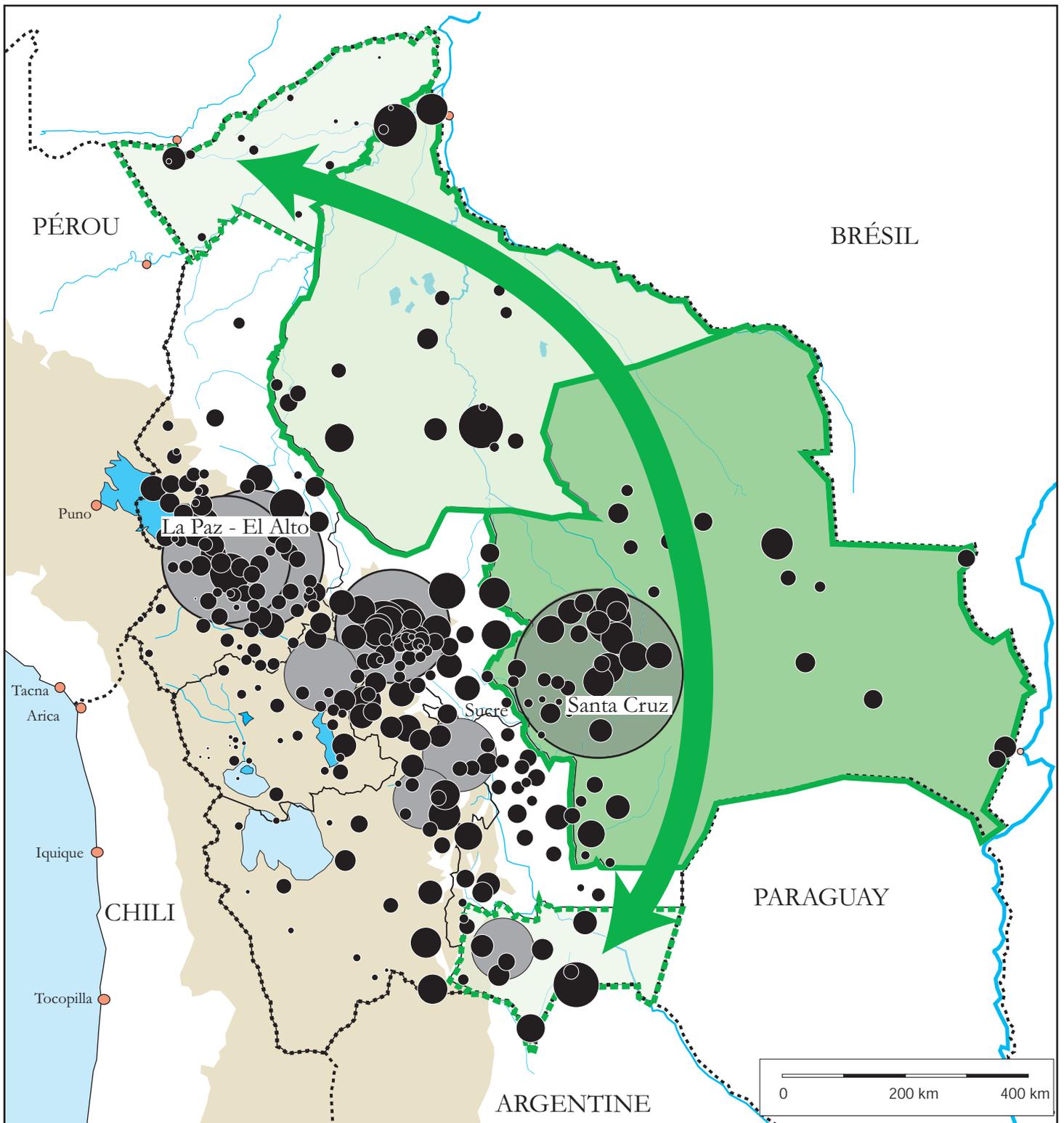
<sup>121</sup> Voir pour illustration de cette thèse l'article de Muñoz García. « L'ethnie crucénienne a consolidé la souveraineté nationale sur plus de 800 000 km<sup>2</sup> de forêts et de savanes. Grâce à cela, les Portugais et leurs héritiers brésiliens se frotteront à la semelle de leurs souliers. Cela permet de freiner le processus expansionniste. Tout cela fut fait sans l'aide de l'État et même avec son opposition, puisque, après le pouvoir centralisateur négocia allégrement la cession de territoires conquis. » Muñoz García, Ismael 2001 *¿Todo el poder a los collas?*

<sup>122</sup> <http://www.nacioncamba.org/>

<sup>123</sup> Le blanc et le vert sont les couleurs de Santa Cruz.

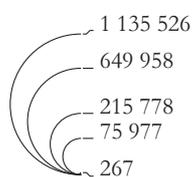


IV-20 La *media luna* : projection géopolitique du régionalisme crucénien  
*La banane verte*

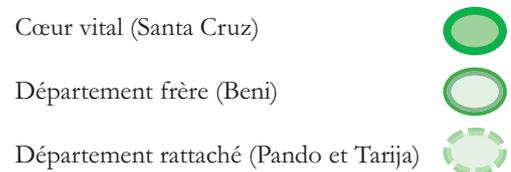


Laetitia Perrier Bruslé 2003 Fait avec Philcarto

I - Population par municipe en 2001



II - La *media luna* : de Santa Cruz à l'Orient



Cette interprétation maximale de l'identité camba, fut relayée, sur le plan institutionnel, par le Comité Pro-Santa Cruz (CPSC). À partir de 2003, une stratégie d'alliance des comités civiques orientaux est mise en place par le CPSC pour renforcer leur poids dans les négociations avec le gouvernement central. Ces départements forment ensemble la *Media Luna*, la demi-lune, qui enserre la Bolivie occidentale du Pando, au nord, à Tarija, au sud. Ce mouvement de tenaille a quelque chose d'inquiétant pour le devenir du pays. Même si l'alliance des comités civiques orientaux se révèle, à l'usage, fort instable,<sup>124</sup> elle pourrait être plus grave pour l'unité nationale que les menées des extrémistes de Nación Camba.<sup>125</sup> Tout laisse augurer du pire pour la Bolivie. Heureusement, le dernier épisode de la lutte pour l'autonomie, la tenue d'un *Cabildo abierto*<sup>126</sup> à Santa Cruz en janvier 2005, a montré la volonté des dirigeants orientaux de maintenir l'unité nationale. Mais les 350 000 personnes, rassemblées à l'occasion de cet événement, ont aussi démontré la forte capacité de mobilisation du comité Pro-Santa Cruz.<sup>127</sup>

#### **Encadré IV-4 : La lutte pour les autonomies départementales est lancée par Santa Cruz**

##### **Le *Cabildo abierto* du 28 janvier 2005 à Santa Cruz : manifestation séparatiste ou fête démocratique ?**

En janvier 2005, la vigueur du mouvement autonomiste crucénien est à son comble. Rubén Costas, le président du Comité Pro-Santa Cruz organise une manifestation pour canaliser l'agitation crucénienne de plus en plus hors de contrôle. Le 28 janvier, un *Calbido abierto* se tient sur la place du Christ Rédempteur. 350 000 personnes sont au rendez-vous pour demander l'obtention des autonomies provinciales. Alors que, sur l'Altiplano, on accuse le département de vouloir détruire la Bolivie, et que dans les Basses Terres, quelques uns rêvent de cette issue, la manifestation du 28 janvier prend un tour inattendu pour beaucoup. Ce ne fut rien de plus qu'une « grande fête démocratique », selon les propres termes de Carlos Mesa, le président actuel de la Bolivie. Conformément à la tradition du *Cabildo*, le président Rubén Costas posa trois questions à la foule. « Êtes-vous d'accord pour constituer une assemblée qui nous représente et qui conduise le processus en vue d'instaurer l'autonomie du département de Santa Cruz ? », la foule hurla oui. « Êtes-vous d'accord pour autoriser cette assemblée à organiser les élections du premier préfet de Santa Cruz, si le gouvernement national l'accepte ? », la foule, une nouvelle fois approuva. « Êtes-vous d'accord pour autoriser cette assemblée à demander la mise en place d'un référendum sur le thème des autonomies, au cas où le gouvernement national l'organise ? », nouveaux cris d'approbation. Cette formalité démocratique étant faite, tout le monde pu continuer à profiter de la journée en écoutant les concerts de musique et en buvant de la bière.

C'est ainsi que ce qui devait annoncer la fin de la Bolivie, fut plutôt l'occasion de demander un nouveau départ. Il fut rappelé, dans plusieurs discours, la détermination de Santa Cruz à maintenir l'unité du pays et à se maintenir dans le pays, dans le cadre d'une refondation de la République sur la base d'un modèle de fédération. L'assemblée pré-autonomique de 108 personnes fut acclamée par la foule, et chacun repartit chez lui, content de cette journée historique.<sup>128</sup> Le président bolivien a promis que le référendum sur les autonomies se tiendrait bientôt et que le 12 juin 2005 les préfets seraient élus, pour la

<sup>124</sup> Le Pando, Tarija, Chuquisaca, demandent leur intégration à la *Media Luna*, puis ressortent de l'organisation en fonction des privilèges qui leur sont accordés par le Comité Civique Pro Santa Cruz. Seul le Beni reste allié indéfectible.

<sup>125</sup> Nación Camba est discréditée auprès d'une partie importante de la population crucénienne en raison de ces propos violemment xénophobes et de sa référence constante à des considérations raciales pour soutenir son discours régionalistes. Le collectif Nazion Camba a été créé récemment pour dénoncer cette idéologie, et rappeler la fascination de Nación Camba pour les Nazis. Voir <http://nazioncamba.webcindario.com/defensores.htm>

<sup>126</sup> Le *Cabildo abierto*, littéralement le conseil municipal public, fut une assemblée populaire où, aux différentes questions du président du Comité civique, la foule cria son accord.

<sup>127</sup> Le 22 juin 2004, la manifestation « Pour l'autonomie et le travail », organisée à Santa Cruz par le CPSC avait réuni 50 000 personnes autour du discours du président du CPSC et de concerts et barbecues.

<sup>128</sup> El Deber, 2005 '*Despertó el león*' *Cabildo abierto : Santa Cruz dio un paso histórico al acelerar la autonomía* (édition du 29 janvier 2005).

première fois, par les habitants du département. À l'occasion de cette journée, on se rappela, à Santa Cruz, qu'en 1982, c'est grâce à la pression du département crucénien que le dernier gouvernement militaire, dirigé par García Meza, tomba et que la démocratie fut rétablie en Bolivie.<sup>129</sup> Santa Cruz prouvait une nouvelle fois ses sentiments démocratiques et... boliviens. Les photos de la manifestation montraient que le drapeau du pays n'était pas totalement absent de la foule, même si le blanc et le vert (les couleurs de Santa Cruz) dominaient.

### ... et capturer sa frontière

Les Cassandres prévoient une explosion du pays sous l'effet du mouvement autonomiste crucénien. Il n'en fut rien. Mais l'alerte avait été grande. S'il est acquis à présent que la région, emmenée par le Comité Pro-Santa Cruz, ne menace plus de défaire la Bolivie en demandant sa séparation ; si la construction d'une identité crucénienne pan-orientale aura du mal à se surimposer aux identités régionales anciennes (*chapaco* de Tarija, amazonienne du nord-est), il est en revanche un point sur lequel le département pourrait menacer l'unité nationale : en faisant de la frontière orientale un outil de son développement économique, car cela renforcerait sa puissance économique, principal argument de ses revendications autonomistes.

L'élite entrepreneuriale de Santa Cruz dit de la frontière orientale qu'elle est un prolongement du système économique crucénien. Avant d'étudier les ressorts de cette thèse, précisons son paradoxe fondateur. La croissance économique de Santa Cruz a été possible grâce à l'existence de liens forts avec l'Altiplano. Le grand renversement commence en 1954 avec la construction de la route Cochabamba – Santa Cruz. C'est l'état pacénien qui en 1952, lors de la Révolution nationale, érige la région en nouveau pôle de croissance du pays et « creuset de la bolivianité ».<sup>130</sup> Les aides financières vont affluer pour soutenir les premiers projets de développement agro-industriels.<sup>131</sup> Les migrants, débauchés des mines de l'Altiplano, sont nombreux à venir à Santa Cruz. En somme, tout rattache l'économie crucénienne à l'Altiplano : l'État central qui a insufflé son développement économique ; les hommes, venus des Andes pour fournir une force travail<sup>132</sup> ; les marchés andins sur lesquels s'écoulent les produits crucéniens et les voies d'exportation en direction du Pacifique.<sup>133</sup> Santa Cruz a beau se dire orientale, elle participe du triangle central bolivien, dont les trois angles sont fixés par les villes de La Paz – Cochabamba et Santa Cruz.

Les prises de position idéologiques font peu de cas de cette réalité. La force de l'économie crucénienne, liée à sa capacité à exporter, suffit à convaincre de nombreux Crucéniens que leur place est trop exiguë en Bolivie. Ils ne peuvent se développer dans cette stricte allégeance à

<sup>129</sup> Dunia Sandoval, Carmen (Coord.) 2003 *Santa Cruz : Economía y poder (1952-1993)*, p 114-116.

<sup>130</sup> Lacombe, Zéline 2004 *Les autonomies départementales, une nouvelle légitimité pour le Comité pro Santa Cruz ?*

<sup>131</sup> En 1971, en soutenant le coup d'état de Banzer, le Comité civique entre dans la politique et Santa Cruz devient la fille préférée du gouvernement. Les aides publiques se multiplient.

<sup>132</sup> À propos des migrants collas dans la ville de Santa Cruz Sophie Blanchard écrit « Dans la ville même de Santa Cruz, 29 % de la population vient d'un autre département. Mais ce faible pourcentage est dû à la jeunesse de la population, dans les 0-19 ans, qui représentent la moitié de la population de la ville, 82,5 % sont nés dans le département de Santa Cruz, mais parmi les plus de 20 ans, 40,8 % sont nés dans un autre département (proportion qui s'élève à 45,5 % si l'on considère les 40-60 ans) ; on estime que 40 à 50 % des familles sont d'origine *colla*. ». Voir Blanchard, Sophie 2005 *Les migrants andins à Santa Cruz*

<sup>133</sup> Seul le soja n'est pas exporté uniquement en direction des Andes. Une part majoritaire part en direction de la frontière orientale. Voir chapitre VIII – paragraphe 3-2-2, La filière soja, une grande réussite, p. 442

l'Altiplano. N'apportent-ils pas, d'ores et déjà, plus à la Bolivie qu'elle ne peut leur donner ? Ils fournissent les principales sources de devises et la plus grande partie du budget national. « Les apports de Santa Cruz au TGN [trésor général de la nation]<sup>134</sup> ont représenté 40,1% du budget total, dans le cadre des impôts internes et des taxes douanières », dit le rapport de la Chambre de Commerce de Santa Cruz.<sup>135</sup> Il faut se défaire des Andes. L'autonomie politique, récemment acquise, devra en passer par là. Mais pour qu'elle ne soit pas une victoire à la Pyrrhus, les Crucéniens doivent trouver un moyen d'assurer une autre sortie au système économique.

Exporter en direction de l'Est et s'intégrer au Mercosur pourraient être des solutions, mais la réalisation de ces desseins sera difficile. Les liens, même avec la partie de la frontière placée dans la sphère d'influence de Santa Cruz, sont encore faibles. La route Puerto Suárez – Santa Cruz n'est pas construite et le chemin de fer est plutôt un goulot d'étranglement pour les exportations crucéniennes qu'un magistral corridor d'exportation.<sup>136</sup> Comment dans ce cas-là capturer la frontière ? Comment croire que les Crucéniens réussissent à faire de la frontière une zone de croissance au service de leur développement économique, là où l'État bolivien a échoué ? La question reste en suspens. Pour l'instant l'appel à la conquête de la frontière n'est rien de plus qu'une prise de position idéologique. Chaque nouveau problème sur la route des Andes (inondations, glissements de terrain, effondrement des ponts, blocage par les manifestants) est l'occasion de rappeler la nécessité pour Santa Cruz de se tourner vers l'Est. En mars 2004, la vieille route de Cochabamba est coupée pour 7 jours en raison d'un glissement de terrain qui a emporté 50 mètres de plateforme, tandis que la circulation est ralentie sur la nouvelle route (parce qu'il faut utiliser des pontons). « Les entrepreneurs et les exportateurs de Santa Cruz sont fatigués de voir le département ainsi isolé du reste du pays parce qu'il dépend des routes en direction de Cochabamba. C'est pour cela qu'ils exigent du gouvernement la construction de nouvelles routes », écrit un journaliste de *El Deber* prenant fait et cause pour le département.<sup>137</sup> Rapportant les propos du dirigeant de la CAINCO, la chambre de commerce et d'industrie de Santa Cruz, il ajoute. « La capitale crucénienne ne peut plus dépendre d'une seule route, ni d'un seul port sur le Pacifique, elle doit avoir un accès à l'Atlantique et posséder une connexion terrestre jusqu'à Puerto Busch. »<sup>138</sup> Puerto Busch, la route de l'Atlantique... les rêves restent les mêmes à l'échelle nationale ou à l'échelle régionale. À la différence près, qu'avec l'intervention des entrepreneurs crucéniens ils pourraient se concrétiser. « Les entrepreneurs peuvent réaliser les rêves de progrès », écrit Saavedra Weise, fervent défenseur de la cause crucénienne, « cela fait longtemps que les villes frontalières n'avancent pas, grâce à notre intervention la construction de Puerto Busch est devenue une priorité

<sup>134</sup> Le Trésor général de la nation est la terminologie bolivienne pour qualifier le budget public.

<sup>135</sup> Centro Boliviano De Economía (Cebec) 2003 *El aporte de Santa Cruz a Bolivia*, p. 12. Le rapport ajoutait que si dans le passé la part de Santa Cruz avait pu être plus faible (16% du total national en 1988) elle dépasse, depuis 1998 30% du TGN tous les ans.

<sup>136</sup> Cela est lié au coût de transport fort élevé du chemin de fer, déjà évoqué dans le Chapitre VIII – paragraphe 3 -2 – 2 « Exporter du soja par le Paraguay, une idée vieille qui fait peau neuve ».

<sup>137</sup> 2004 *Privados exigen carreteras para evitar aislamiento de Santa Cruz* (édition du 16 février 2004).

<sup>138</sup> *Ibid.*

nationale en quelques mois. »<sup>139</sup> Malgré l'énergie des entrepreneurs crucéniens rien n'a, pour l'instant, été fait pour réaliser les projets d'ouverture vers l'Est. En attendant les Crucéniens affûtent leurs arguments pour obtenir cette sortie vers l'Atlantique. Ils sont de divers ordres : existentiel, logistique et stratégique. Existentiel lorsque cette question est présentée comme une question de vie ou de mort. « Où nous exportons, où nous mourrons. C'est pour cela que nous avons besoin de Puerto Busch qui seul pourra nous sortir des problèmes que nous avons actuellement », dit Branko Marinkovic, président de la puissante Fédération des entrepreneurs privés de Santa Cruz.<sup>140</sup> Les arguments peuvent aussi être logistiques : la route de l'Est est la seule qui garantisse contre « les coûts de transports trop élevés et les barrages routiers malhonnêtes qui, ces dernières années ont perturbé la sortie en direction du Pacifique. »<sup>141</sup> Enfin, l'ouverture vers l'Est s'appuie sur une nouvelle stratégie économique : améliorer les relations avec l'Est permettrait de développer une région économique active qui tiendrait dans le triangle dessiné par les villes de Cuiabá – Campo Grande et Santa Cruz.<sup>142</sup> « Aujourd'hui la macro région Est est un espace désarticulé où chaque sous ensemble se tourne le dos (...) », affirme le rapport du PNUD sur Santa Cruz. Mais la crise actuelle doit être une occasion de réfléchir sur l'épuisement d'un modèle de croissance concentré sur un territoire (l'axe Santa Cruz - Andes) et sur un secteur économique (l'agro-production). Il faut un nouveau schéma économique plus efficace pour le département. Il sera tourné vers l'Est et le Brésil deviendra un partenaire économique et un marché potentiel. Telle était la démonstration développée par les rédacteurs du PNUD.<sup>143</sup>

<sup>139</sup> El Deber, 2004 *Estudio de impacto ambiental de Puerto Busch costará Sus 2 millones* (édition du 12 mars 2004).

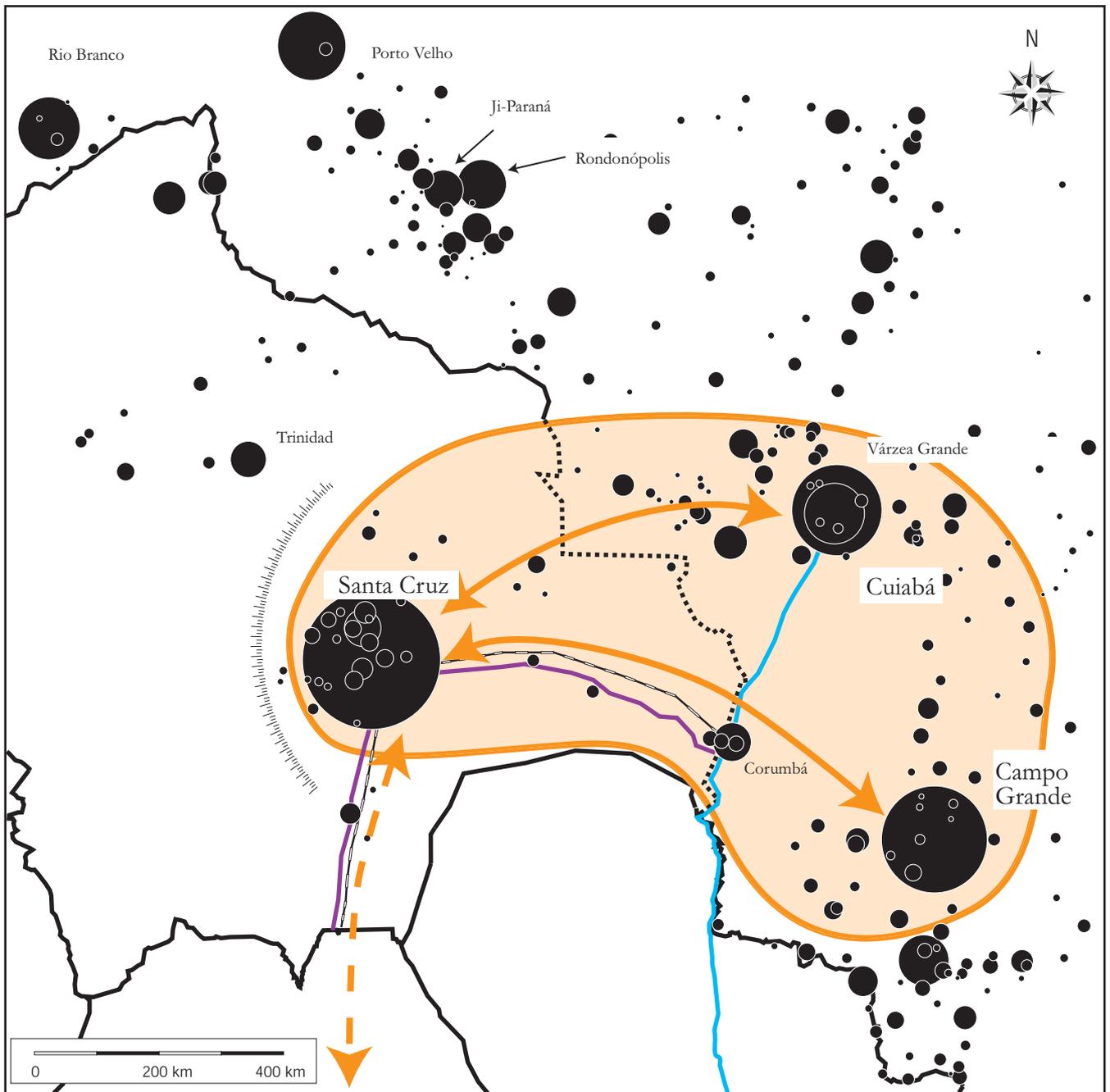
<sup>140</sup> Ondarza, Gustavo 2004 *Exportadores buscan más salidas por el Este* (publié dans El Deber, édition du 2 mai 2004). Notons que dans ce même article d'autres voies d'exportation orientales étaient évoquées par le président de la CADEX (la chambre des exportateurs de Santa Cruz). Il s'agissait de la route Santa Cruz – Asunción et de l'exportation directe via le port de Ladário (à côté de Corumbá)... quoique dans ce cas-là le président reconnaisse qu'il ne serait pas simple pour les camions boliviens en provenance de Santa Cruz de parcourir les 17 kilomètres qui séparent la frontière de ce port en territoire brésilien. « Il faudrait 200 camions pour transporter 200 000 tonnes de grains jusqu'à ce port. S'il existe bien ce nombre de camion, le problème c'est que la majorité ne peut pas assurer cette liaison car ils sont dans l'impossibilité de passer la frontière. Il s'agit de véhicules brésiliens *nationalisés* et en conséquence, il y a de fortes chances qu'ils soient réquisitionnés pour avoir été volés dans ce pays. »

<sup>141</sup> Gary, Rodriguez 2004 *Mirando hacia el Atlántico*

<sup>142</sup> Avec le temps, on pourrait même y adjoindre les villes argentines dans le prolongement de la voie de chemin fer Santa Cruz – Yacuiba : Salta et Jujuy.

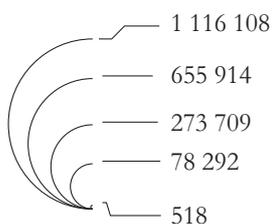
<sup>143</sup> La macro-région Est intégrerait les deux Mato Grosso et le département de Santa Cruz. Le rapport du PNUD sur Santa Cruz y consacre un long chapitre conclusif, car c'est, selon les rédacteurs du rapport, la clef de la croissance économique à venir. voir Calderon Gutierrez, Fernando (Coord.) 2004 *Informe de desarrollo humano en Santa Cruz*, chapitre 6 *La macroregión Este y los desafíos del desarrollo regional* (p. 191 – 235)

IV - 21 : La Macro région Est : Santa Cruz libéré de l'Altiplano  
*La frontière orientale capturée*

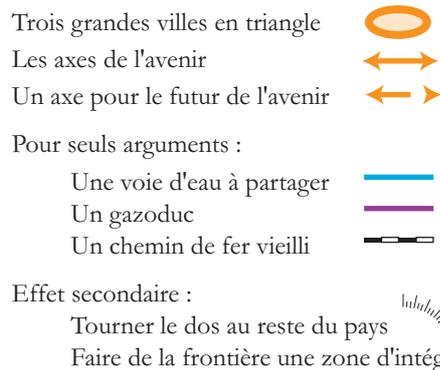


Latitia Perrier Bruslé 2004 Fait avec Philcarto - <http://perso.club-internet.fr/philgeo> ; Données INE 2001 et IBGE 2000

I - Population urbaine par municipale en 2000 - 2001



II - La Macro-Région Este : une idée d'avenir ?



Le 6 novembre 2004, la première manifestation de cette région que les Crucéniens appellent de leur vœu à lieu à Puerto Suárez. C'est la Fexpo-Pantanal,<sup>144</sup> la première foire exposition du « Grand pôle de développement durable du sud-est bolivien ». Des entreprises boliviennes, paraguayennes et brésiliennes se retrouvent dans la ville frontalière.<sup>145</sup> La Fexpo-Pantanal fit peu parler d'elle, et aucun quotidien, à part celui de Santa Cruz, s'en fit l'écho. Cela suffit à convaincre que la « Macro-région Est » ne devrait pas voir le jour avant de longues années. Mais, la perspective qu'elle existe un jour donne lieu à des discours autonomistes où la frontière devient argument de la puissance orientale. S'ils n'appellent pas au démantèlement de la Bolivie, la force subversive de tels discours ne doit pas être sous-estimée. En demandant un déplacement de tous les pouvoirs politiques et économiques dans la ville orientale, ils entendent mettre sens dessus dessous le pays. Saavedra Weise propose, par exemple, de déplacer totalement le « leadership du pays » à Santa Cruz, en commençant par changer le siège du gouvernement. « C'est seulement à cette condition que la Bolivie pourra progresser. » Plus loin il ajoute « l'*orientalisation* de la Bolivie doit s'imposer sinon la Bolivie restera un cône d'ombre et Santa Cruz peinera à trouver son destin dans ce cadre incertain. »<sup>146</sup> L'*orientalisation* de la Bolivie, Rubén Costas, le président du Comité Pro-Santa Cruz l'évoque également. Si on se rappelle que la Bolivie a toujours été tournée vers le Pacifique et centrée sur les Andes, on mesure mieux tout ce que cet appel à l'*orientalisation* a de révolutionnaire. La frontière orientale, nouveau pôle de croissance d'un espace national centré sur le sud de l'Orient y gagnerait sans doute une nouvelle centralité, au prix d'un renversement total de l'organisation géographique du pays.

## ***2-2 Le territoire débordé***

Ce grand bouleversement n'aura peut-être jamais lieu. L'évolution actuelle de la région frontalière laisse deviner qu'un autre scénario est en préparation. En une décennie, sa croissance exceptionnelle lui a permis de gagner une certaine indépendance. Son intégration au reste du territoire national a eu des conséquences paradoxales. Plutôt que d'en faire une périphérie dominée d'un centre national, elle a accru son autonomie. La frontière rebelle s'est révélée capable de négocier, dans les termes qui lui étaient favorables, les modalités de sa participation au reste de l'espace bolivien. On l'a vu, également, jouer de la compétition entre les deux métropoles nationales, La Paz et Santa Cruz, pour éviter une mise sous tutelle exclusive. En somme, la frontière orientale a gagné en capacité d'action.

Cette évolution pourrait fort bien déjouer les plans qu'on a conçus pour elle depuis Santa Cruz. Plutôt que de devenir une plateforme logistique inféodée à la région métropolitaine orientale, la frontière deviendrait une région en croissance dotée d'une certaine autonomie. Sa position

---

<sup>144</sup> Le nom même n'est pas anodin puisqu'il s'agit d'une référence à la Fexpo Santa Cruz, la grande foire exposition qui se tient tous les ans dans cette ville et qui attire plusieurs centaines d'entreprises. Elle renforce le statut de capitale économique bolivienne de Santa Cruz.

<sup>145</sup> El Deber, le 6 novembre 2004.

<sup>146</sup> Saavedra Weise, Agustín 2003 *Santa cruz el eje de sudamerica*.

géographique centrale, dans le cadre d'une grande région sud-américaine, est un atout. Elle pourrait s'en servir pour négocier les termes de son association avec le reste du pays à son avantage. Plus encore, sa plus grande liberté de manœuvre devrait lui permettre d'envisager des formes d'association avec la bande frontalière brésilienne. Elle serait alors actrice, et non plus un simple outil, d'une politique de projection continentale du pays de contacts. La réalisation d'un tel scénario repose sur la nouvelle maturité de la région – frontière. Il faut donc en étudier les ressorts avant d'en mesurer les effets sur le territoire. Ils ne seront pas bénins. Le territoire, qu'on imaginait tenu par la frontière et dont la seule possibilité d'exister tenait à cette limite impérieuse, pourrait être débordé sur sa limite.

### ***2-2-1 La frontière, l'âge de raison***

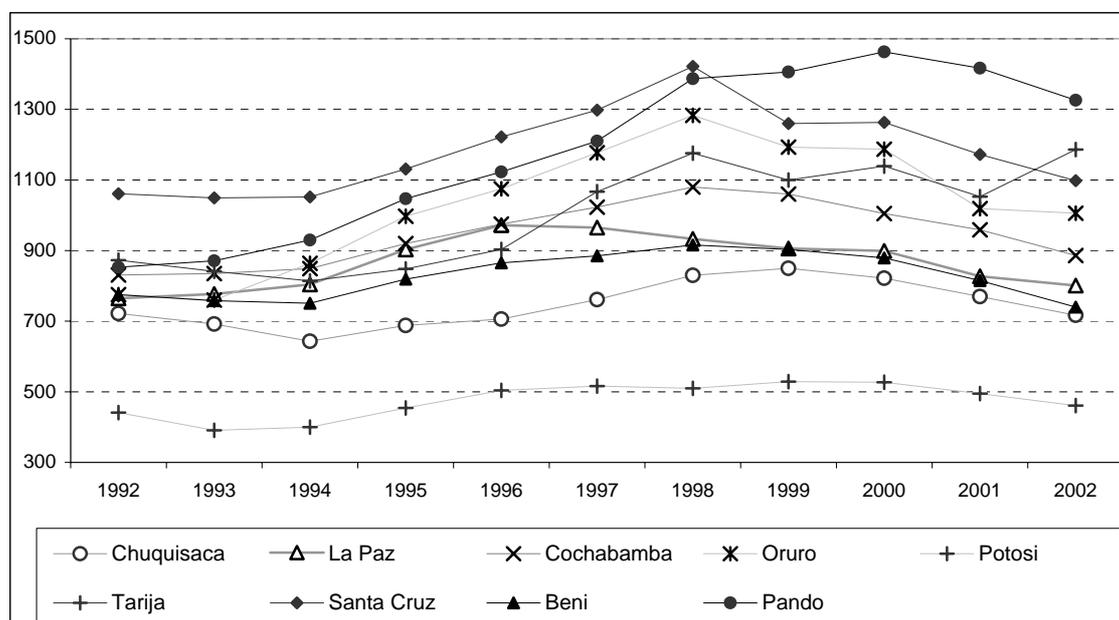
Il est fréquent sur la frontière d'entendre parler de la crise. À force d'écouter la rengaine des temps heureux, l'enquêteur finirait par se convaincre que tout va mal au pays de l'Eldorado. L'argent (de la cocaïne, entre autre) ne coule plus à flot ; le chaland brésilien se fait rare ; l'État empêche les frontaliers de commercer etc. Bientôt, cela est certain, les commerçants mettront les clefs sous la porte et partiront vers d'autres horizons. Cette analyse, qui laisse la part belle aux discours des nantis, n'est pas tout à fait justifiée. Il faut prendre du champ pour s'en rendre compte. Une crise économique sévère sévit en Bolivie depuis 2000. Les réformes structurelles engagées sous le premier gouvernement de Gonzalo Sánchez de Lozada, n'ont pas permis de l'endiguer. Le chômage, la crise des finances publiques, la chute du produit intérieur brut et celle du revenu des ménages en sont autant de symptômes. La frontière n'est pas épargnée. Le contraire aurait été étonnant. N'est-elle pas plus intégrée qu'auparavant au reste de l'économie bolivienne ? Mais l'impact de la crise y est moins fort qu'ailleurs dans le pays. Les taux d'immigration encore soutenus en direction de certaines villes frontalières, la bonne santé du Pando, département qui vit en partie grâce à sa frontière, sont des arguments de cette thèse « du moindre mal ». La crise a démontré que la frontière pouvait être une zone relativement protégée lorsque les temps se font durs. Cette relative solidité économique témoigne d'une maturité de la région, dont l'autonomie est un autre jalon. Les voix de la sagesse, explorées par les frontaliers depuis une dizaine d'années, ont, peut-être, permis à la région d'atteindre un âge de raison.

### **Les municipes frontaliers, des îlots de prospérité ?**

La prospérité économique de la frontière se laisse percevoir à deux échelles spatio-temporelles. À l'échelle départementale et sur la dernière décennie, la partie orientale du pays se sort mieux de la crise que la partie occidentale. L'évolution du PIB par tête des départements depuis 1992 en fournit une démonstration. En haut de la pyramide, le Pando est le département le plus riche de toute la Bolivie. Le département de Santa Cruz est bien classé, puisque, après avoir suivi de près la courbe du Pando, il ne doit qu'à la crise économique de 1998 un déclassement en troisième position. Tarija lui a ravi la place de second, en raison de l'exploitation récente du gaz sur ses

terres.<sup>147</sup> Seul le Beni, isolé et voué à l'élevage, progresse peu. En 2002, il est le 7<sup>ème</sup> département du pays pour son PIB par tête d'habitant (740 dollars), bien en dessous de la moyenne nationale qui s'établit à 883 dollars par habitant.

**Figure IV-9 : Le PIB par tête des départements en milliers de dollars<sup>148</sup>**



À l'exception du Beni, les départements orientaux produisent plus de richesses par habitant, même en période de crise, que les départements occidentaux. Cette échelle d'analyse ne suffit pas, car la frontière, si elle participe d'une dynamique orientale, possède aussi quelques spécificités. À l'échelle municipale, une bande de prospérité frontalière se dessine. Alors que de nombreux indices de développement humain se dégradaient en Bolivie, les principales villes de la frontière ont mieux défendu leurs acquis. On vit aujourd'hui plus longtemps sur la frontière et on y consomme plus. L'espérance de vie à la naissance donne une bonne idée des conditions de vie, d'hygiène, d'alimentation et d'éducation, des populations. À l'exception des municipes isolés du Pando rural, les frontaliers ont des espérances de vie bien supérieures au reste de la Bolivie. Elles dépassent dans bien des cas 64 ans et égalent les taux des grandes villes du pays.<sup>149</sup>

Les municipes de la frontière possèdent les niveaux de consommation par habitant les plus forts de Bolivie. Puerto Quijarro (1879 dollars par habitant et par an), Puerto Suárez (1498 dollars) et Cobija (1415 dollars) arrivent en tête. Bien sûr, ils sont dépassés par les plus grandes villes du pays (La Paz : 2119 ; Santa Cruz : 2418 et Cochabamba : 2565). Mais, par rapport au le reste de la Bolivie, ils arrivent en tête.

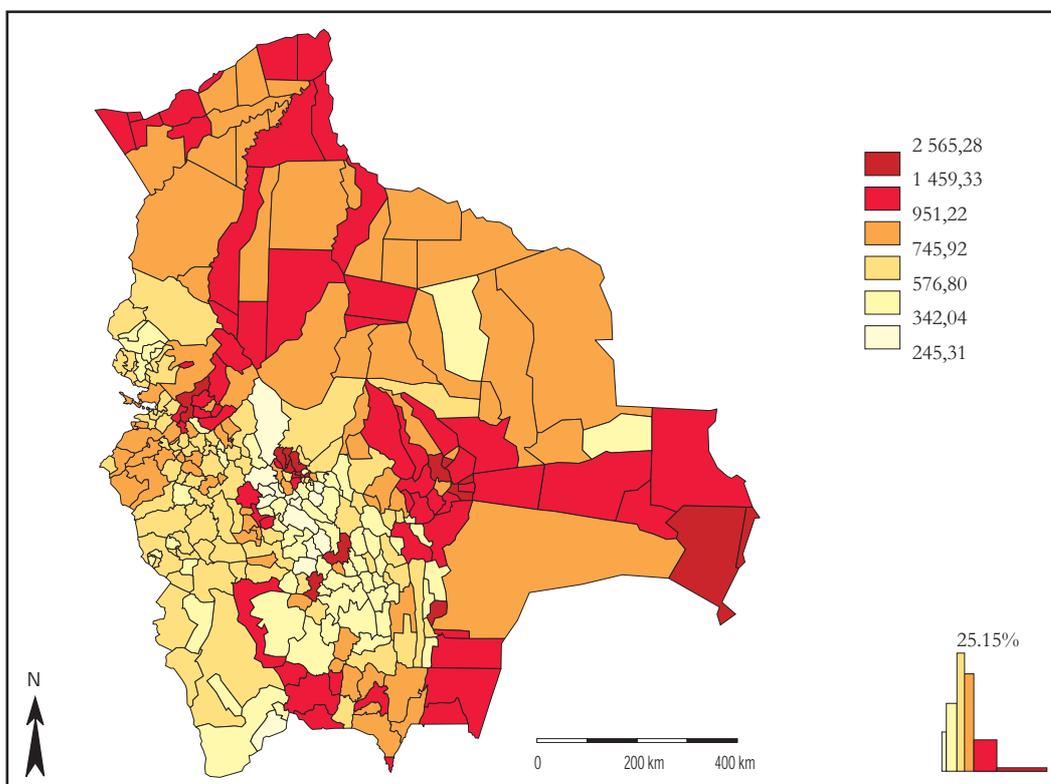
<sup>147</sup> Les réserves de gaz bolivien se trouvent effectivement dans le département de Tarija, pour leur plus grande partie. Le fait qu'il soit exporté via le département de Santa Cruz crée une légère confusion car, lorsqu'il s'agit d'évaluer les produits exportés par département, le gaz est alors mis à l'actif du département exportateur, Santa Cruz.

<sup>148</sup> Source : Ine 2004 *Anuario estadístico 2003*

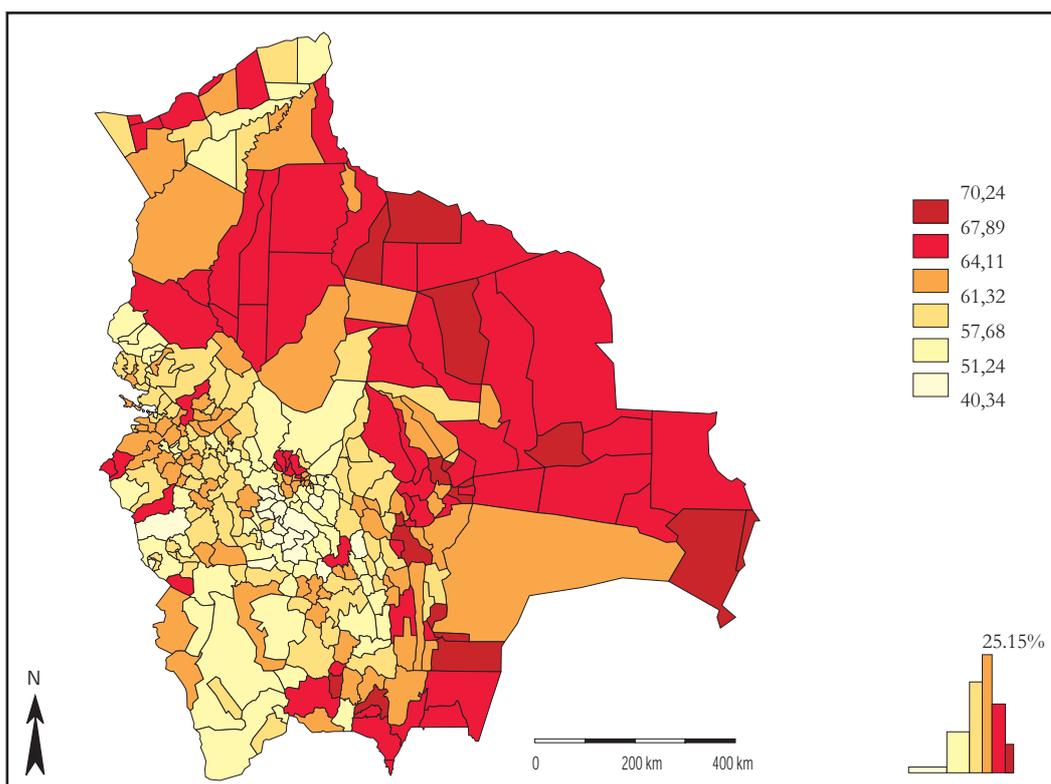
<sup>149</sup> L'espérance de vie moyenne en Bolivie en 2001 est de 63,3 ans en 2001.

IV - 22 Image de l'Eldorado frontalier :  
*Consommer plus, vivre plus longtemps*

Consommation par tête (en dollars US par an)

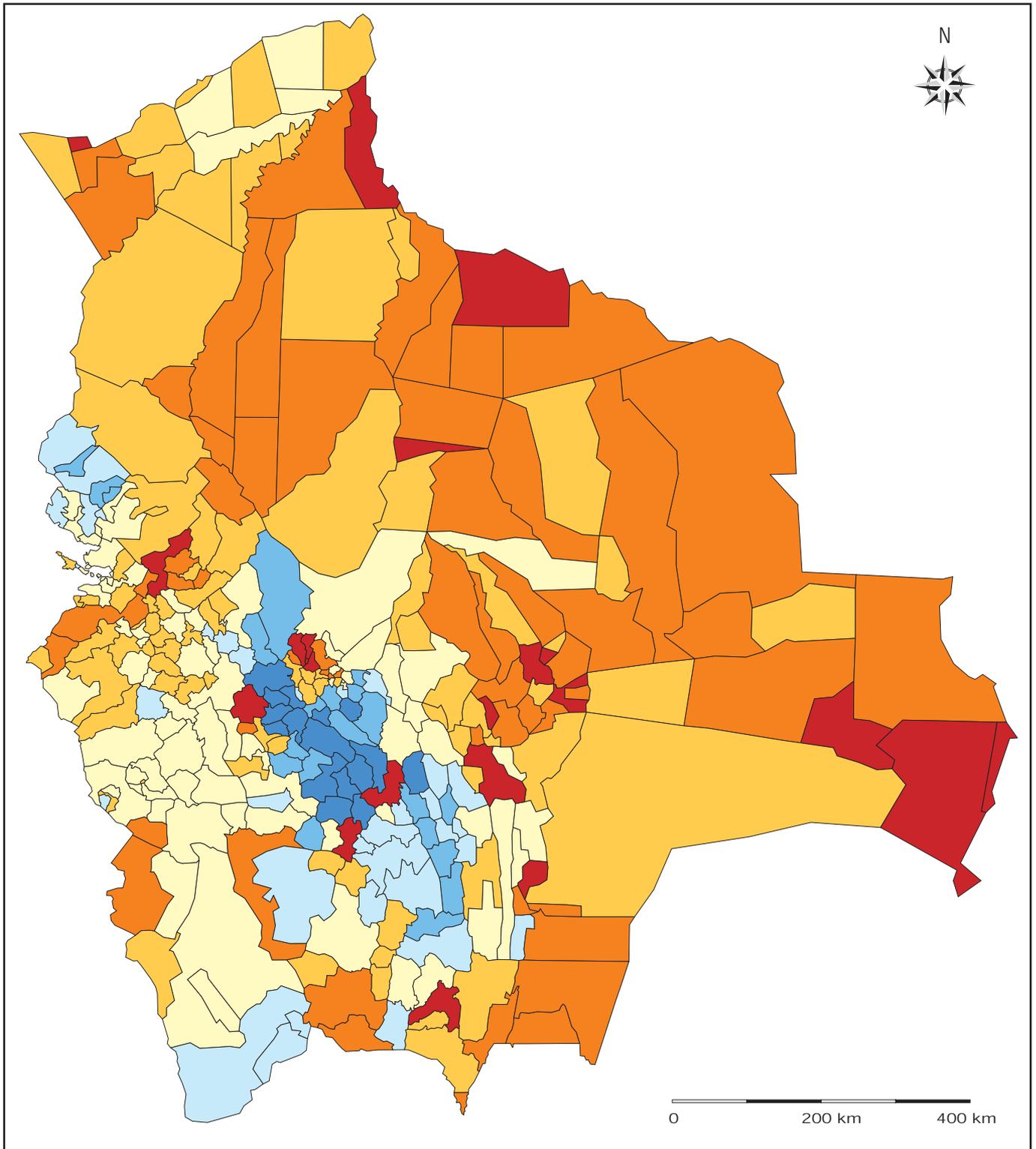


Espérance de vie à la naissance (en année)

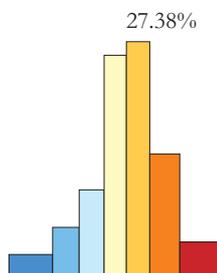
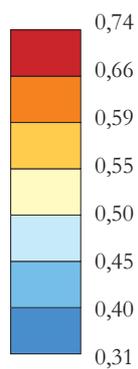


Laetitia Perrier Bruslé, 2005  
 Fait avec Philcarto - <http://perso.club-internet.fr/philgeo> [discrétisation 'Q6']

IV - 23 L'Oriente une région plus riche  
et les municipes frontaliers comme des îlots de prospérité



IDH 2001



Laëtitia Perrier Bruslé, 2005  
Fait avec Philcarto - <http://perso.club-internet.fr/phlgeo> [discretisation 'Jenks']

La consommation se maintient, l'espérance de vie progresse, la frontière a été relativement épargnée par les années de crise. Dans le cadre national, elle est bien l'Eldorado. Il n'est pas étonnant que les migrations en direction des villes frontalières les plus dynamiques se maintiennent. Lorsqu'on comparait l'indice synthétique des municipes frontaliers boliviens avec ceux du Brésil, l'image d'une région sous-développée ressortait. Tout est question de contexte. Car, dans le cadre national, le même indice montre plutôt une frontière plus développée, et donc plus attractive, que le reste du pays. Les villes de la frontière sont les seules villes périphériques à égaler les grandes métropoles du pays. Les quatre villes frontalières de Cobija, Guayaramerín, Puerto Suárez et Quijarro possèdent les indices de développement humain les plus élevés du pays.

### **L'autonomie locale dans un territoire repensé**

La frontière orientale a été, en ces temps de crise, un havre protégé de certaines secousses. Cette capacité à s'extraire quelque peu de la tourmente nationale prouve que les villes de la frontière ont acquis une certaine solidité économique. Elles ne sont pas de simples périphéries dépendantes en tout point des dynamiques économiques générées depuis les centres nationaux. Une partie de leur développement leur est propre. À cette maturité du système économique répond une autonomie plus grande sur le plan politique : la création des municipes a bouleversé la gestion du territoire en Bolivie et les régions frontalières ont profité de cette nouvelle marge de manœuvre pour atteindre l'âge de raison, qui est aussi celui de l'indépendance.

Lorsque le premier gouvernement de Gonzalo Sánchez de Lozada arrive au pouvoir en 1993, il est persuadé que seules des réformes structurelles profondes pourront sortir le pays du marasme et des années d'inflation. Le premier volet de ces réformes est macro-économique. Il faut dépoussiérer l'appareil de production bolivien en privatisant les grandes entreprises nationales : c'est la capitalisation. Le deuxième volet est administratif. Il s'agit de définir une nouvelle forme de gestion territoriale, plus proche du citoyen et donc plus efficace. C'est la décentralisation. Les bénéfices dégagés de la vente des entreprises publiques seront répartis entre les 314 municipes du pays dans le cadre d'un système de participation.<sup>150</sup> L'investissement public change de main. « En 1992, juste avant la loi, 72% de l'investissement public était assuré par le gouvernement central et seulement 0,4% par le gouvernement local. En 1998, le gouvernement central assurait 29,4% de l'investissement contre 25% pour le gouvernement municipal. »<sup>151</sup> La loi de participation populaire (1994) a donné aux municipes les moyens de mener une politique locale.<sup>152</sup> Depuis près de dix ans que cette réforme a été mise en place, ses effets commencent à se faire ressentir. Certes, les nouveaux dirigeants, élus dans le cadre d'un scrutin municipal,<sup>153</sup> n'ont pas toujours été à la hauteur

<sup>150</sup> Le processus de création de municipio n'est pas tout à fait achevé. Il y avait 314 municipes en 1994 et 327 en 2004.

<sup>151</sup> Bojanic J., Alan 2001 *Balance is beautiful. Assessing sustainable development in the rain forests of the Bolivian Amazon*, p. 39

<sup>152</sup> En réalité, les municipes existent depuis le retour de l'ordre constitutionnel. Les premières élections municipales datent de 1985. Mais c'est la loi de participation populaire de 1994 qui donne des pouvoirs à une entité administrative jusque là fantôme.

<sup>153</sup> Le scrutin municipal a lieu tous les 5 ans. Dans les municipes de moins de 25 000 habitants, 5 conseillers sont élus. Si le premier remporte plus de 50% des scrutins il sera maire de droit, dans le cas contraire le maire sera élu par les 5 conseillers.

de leurs nouvelles fonctions. Gérer subitement des fonds importants n'est pas une mince affaire, et quelques décisions n'auront peut-être pas les effets escomptés en termes de développement local.<sup>154</sup> À Cobija, la municipalité a commandé des études fort coûteuses pour établir un plan de croissance urbaine. Il était encore dans les cartons des archives de la mairie quelques mois après son achèvement.<sup>155</sup>

Mais, la municipalisation, en rapprochant la prise de décision du terrain des opérations, permet d'éviter quelques erreurs d'appréciation liées à la méconnaissance des réalités locales. L'effet de la loi de participation populaire est d'autant plus fort dans les régions qui étaient les plus éloignées du pouvoir central, et qui souffraient, de ce fait, du centralisme bolivien. C'est le cas de la frontière orientale. Tous les plans qu'on avait pour elle étaient uniquement en rapport avec des problématiques nationales. La colonisation agricole, le développement de plateformes logistiques, l'installation de zones industrielles n'étaient envisagés que comme des solutions à des problèmes nationaux. De surcroît, elles étaient sous l'influence d'une représentation faussée de la région, où ses aptitudes étaient exagérées sous l'effet du mythe de l'Eldorado.

### ***2-2-2 La frontière écartelée, le territoire débordé***

« Le centralisme est mort, il faut lui donner une sépulture chrétienne », affirmait Carlos Mesa à propos de sa décision de convoquer une assemblée constituante pour 2005.<sup>156</sup> Sur la frontière, on ne pourra que se réjouir de cette nouvelle orientation. Mais il n'est pas sûr que le territoire bolivien, tel qu'il a été conçu depuis l'indépendance, ait beaucoup à y gagner. Les propos du chef de l'État bolivien sont parfois étonnants. Certains se demanderont quel type de sépulture chrétienne il faut prévoir pour « le centralisme bolivien ». Mais peut-être n'est-ce la qu'une figure de style ? Ce ne serait pas tant le centralisme bolivien, que ce qu'il a produit, un territoire sanctuaire, auquel fait allusion Carlos Mesa dans son allocution. Ce serait lui qu'il faudrait enterrer – de façon chrétienne ou non. La maturité acquise par la région frontalière, dont témoignent son autonomie politique et sa croissance économique, pourrait effectivement conduire à la réalisation d'un tel scénario. Il ne serait porté que par quelques villes de la frontière, car la dernière décennie a aussi montré la désintégration de l'ensemble frontalier.

### **La frontière hors contrôle ?**

À force d'avoir répété que la frontière orientale était le centre stratégique des dynamiques d'intégrations continentales, les frontaliers se sont intéressés à cette question. Puisqu'ils se trouvent dans une position si privilégiée, pourquoi ne pas la mettre en valeur à leur profit ? Cette option était réalisable d'autant plus facilement, que, voilà une dizaine d'années, les chancelleries brésilienne et

---

<sup>154</sup> Les *canchas de football* (terrain de foot) de la participation populaire, qui sont apparus dans bien des municipes seront sans doute de peu d'effet.

<sup>155</sup> Le « plan de ordenamiento territorial de Cobija » avait été commandé à une entreprise consultante argentine dénommée IATASA (dirigée par Nestor René Espinoza).

<sup>156</sup> Bolpress, 2004 "Creo que el centralismo ha muerto y hay que darle cristiana sepultura" (édition du 3 septembre 2004).

bolivienne ont encouragé la tenue de « comité de frontières », afin que les municipes frontaliers règlent entre eux leur problème de voisinage. Les comités sont composés des différentes institutions publiques des deux villes (police, armée, mairie, douane, migration, municipes, chambre de commerce, association de voisinage etc.)<sup>157</sup> Là encore, le sésame-ouvre toi du local avait fait mouche, et on pensait, à Brasília, comme à La Paz, que les dirigeants locaux étaient les mieux placés pour régler les questions de co-existence liées à l'insécurité, l'hygiène public, la lutte contre les maladies (les moustiques ne connaissent pas les frontières), le trafic illicite, l'éducation etc.

#### Encadré IV-5 : Les Comités frontières entre 1990 et 2002<sup>158</sup>

Titre de la réunion	Ville	Date
<i>Seconde rencontre d'intégration et développement frontalier Brésil – Bolivie</i>	Guayaramerín	28-29 avril 1994
<i>Première réunion du Comité de frontière Puerto Suárez – Quijarro – Corumbá</i>	Puerto Suárez	21 novembre 1997
<i>Seconde réunion de Comité frontière Brésil-Bolivie</i>	Guajará-Mirim	18-19 juin 1997
<i>Première réunion de Comité de frontières</i>	Cobija	20-21 février 1997
<i>Comite de frontière Cáceres – San Matías</i>	Cáceres	5-6 septembre 2000
<i>Seconde réunion du Comité de frontières Guayaramerín - Guajará-Mirim</i>	Guajará-Mirim	23-24 août 2001

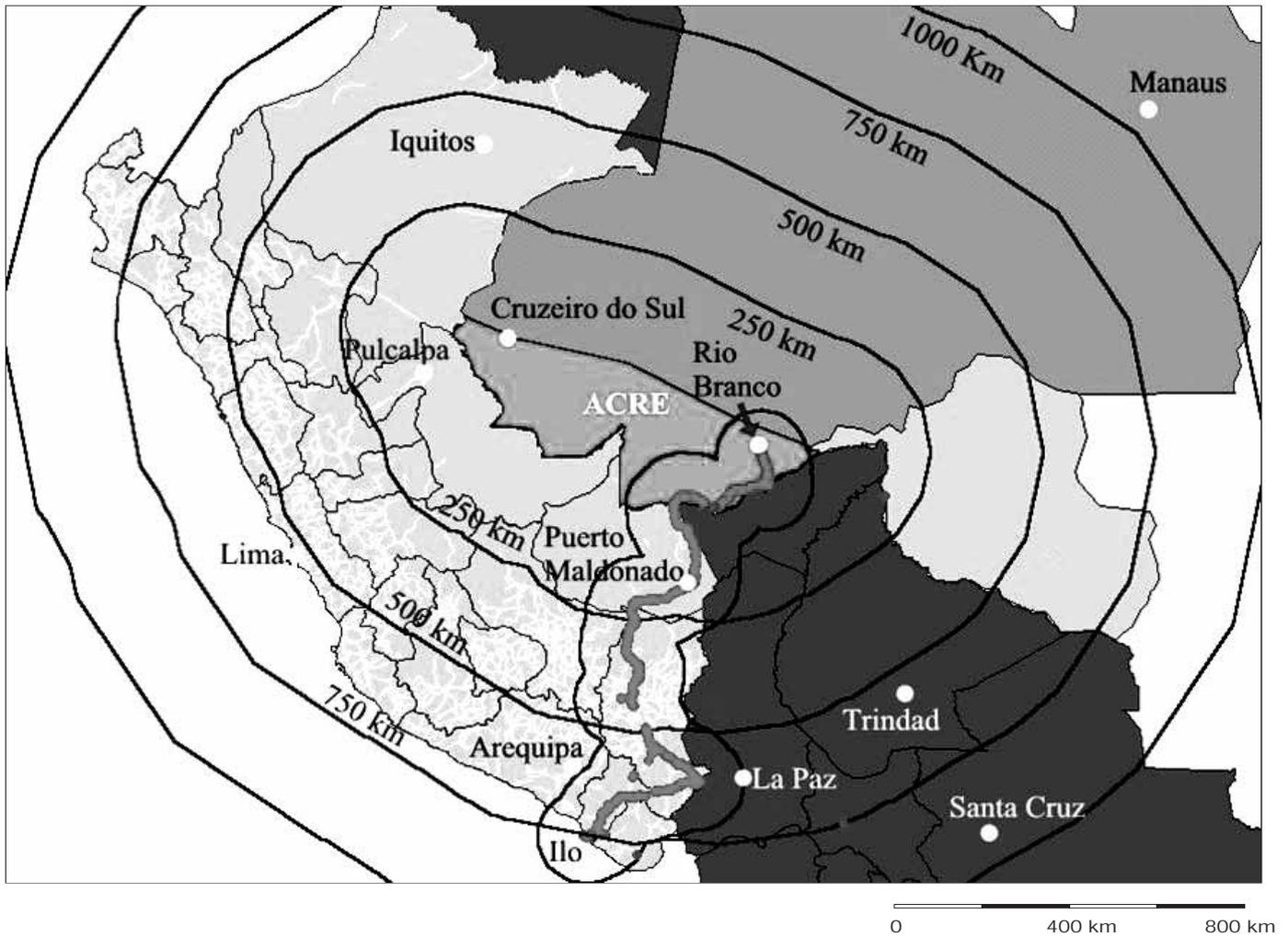
Les quatre principaux binômes frontaliers se sont réunis, une ou deux fois depuis cette date. À chaque fois, un rapport des séances a été envoyé aux deux chancelleries qui patronnent ces rencontres. Il n'y fut pas seulement question de problèmes de voisinage. Grâce au comité frontière, les villes ont cherché ensemble des moyens pour soutenir la croissance économique : développement du tourisme, projets industriels communs ; développement énergétique etc. Les projets sont divers. Ceux qui reviennent avec le plus de constance visent à mettre en valeur la position centrale de la région. À Cobija, en février 1997, le comité de frontière conclut la rencontre en rappelant la nécessité de développer les corridors d'intégration bi-océaniques. À Guayaramerín, lors du deuxième comité frontière, « le Vice-gouverneur de l'état du Rondônia, les maires des villes frontalières, les représentants des associations d'industrie et de commerce insistent sur l'importance de construire le pont sur le Mamoré pour assurer le développement frontalier. »<sup>159</sup> Un pont, une route à asphalté, des cartes d'identité frontalière pour permettre la libre circulation dans la région ; les propositions sont diverses. Elles sont toutes liées à la volonté de coudre la zone frontalière. L'intégration n'est pas conçue comme un simple aménagement de la co-existence, *convivencia*, frontalière. Elle doit servir au développement dans le cadre d'une intégration continentale.

<sup>157</sup> La composition des comités frontières n'est pas fixe. En août 2001, pour le deuxième comité frontière de Guayaramerín – Guajará-Mirim citons, parmi certains présents : l'ambassadeur de Brésil en Bolivie ; le directeur Amérique de la chancellerie de La Paz ; le Vice-gouverneur du Rondônia ; le préfet de Guajará-Mirim ; le maire de Guajará-Mirim ; le consul de Bolivie à Guajará-Mirim ; le directeur du SENASAG (service sanitaire) ; le président de l'association des résidents boliviens à Costa Marqués ; le président du conseil municipal de Guayaramerín ; le Super. (?) de la police fédérale du Rondônia ; le conseiller de l'ambassade de Bolivie au Brésil etc. La liste est longue et fort diverse.

<sup>158</sup> Source : Archive du ministère des affaires étrangères à La Paz.

<sup>159</sup> Chacón, Gonzalo et Amarante, Stélio Marcos 2001 *Acta de la II Reunión del Comité de fronteras de Guayaramerín - Guajará-Mirim*, p 4.

Illustration IV -7 : La région MAP  
*Des bouts du monde au centre du continent ?*



Source : Mendoza R. H., Elsa 2003 *Estratégias na construção de um plano de desenvolvimento sustentável na Região MAP (Madre de Dios/Peru, Acre/Brasil e Pando/Bolívia)*

Les municipes frontaliers se font agents d'intégration. Ils l'organisent à leur avantage, en s'autorisant des actions qui relèvent de questions nationales (parce qu'elles concernent le devenir du territoire). En ouvrant le territoire, les institutions locales changent son sens et la fonction qui avait été dévolue à la frontière. Elle était une question nationale. Avec l'érection des pouvoirs locaux, elle est gérée à grande échelle et échappe au contrôle des institutions centrales (chancellerie, ambassade etc.) qui n'ont, dans ces comités, qu'un rôle consultatif. Cette même dynamique est emmenée dans le cadre d'autres regroupements. La région trifrontalière MAP (Madre de Dios – Acre – Pando) s'appuie sur le même argument. La gestion locale doit prendre le pas sur les impératifs nationaux.<sup>160</sup> Ces trois régions, en raison de leur éloignement par rapport au reste de l'espace national, sont trois bouts du monde. Pourtant elles sont au centre du continent. Pourquoi ne pas profiter de cet atout pour organiser à leur avantage l'intégration de la région amazonienne ? Tel est le discours du MAP, dont la carte produite par Elsa Mendoza donne une illustration.<sup>161</sup>

### La frontière éclatée

Le territoire sanctuaire est débordé sur sa marge. Puisqu'on leur demande de s'ouvrir et de faire circuler, les villes sentinelles voudraient bien organiser cette circulation à leur avantage. Mais elles sont seules. Car la frontière se fragmente en de multiples objets. Les cartes des taux d'urbanisation, de la migration, de la part de l'activité commerciale, de l'agriculture etc. ont montré que l'unité de la bande frontalière recule à la faveur de ces nouvelles dynamiques. Les municipes fortement urbanisés, dont le développement est lié au commerce et aux migrations, s'égrènent le long d'une ligne qui, dans ces interstices, ne laisse place qu'à de la forêt et à une population rurale peu nombreuse. Les villes sont le visage de la modernité frontalière. Intégrées à l'espace national, elles cherchent aussi à se placer sur les routes de l'intégration continentale.

Pour les laissés pour compte de l'intégration, pour les « sans route », le nouvel État « pluri-ethnique et multiculturel » a pensé à quelque chose. Il va instituer des territoires communautaires d'origines, des TCO, dotés d'une large autonomie.<sup>162</sup> La constitution politique, réformée en 1995, dit que « l'État reconnaît, respecte et protège (...) les droits sociaux, économiques et culturels des peuples indigènes qui habitent le territoire national, spécialement ceux relatifs à la terre communautaire d'origine (TCO). »<sup>163</sup> C'est une révolution. Auparavant les terres qui n'étaient pas détenues par des propriétaires dûment titrés appartenaient à l'État : *tierras fiscales*. En réalité, la portée de cette petite révolution a été limitée par le maintien de la prérogative étatique de distribuer les terres.<sup>164</sup>

<sup>160</sup> Voir Chapitre X, paragraphe « 3-2-3 Les paradoxes de la nouvelle identité frontalière », A la rencontre des Brésiliens.

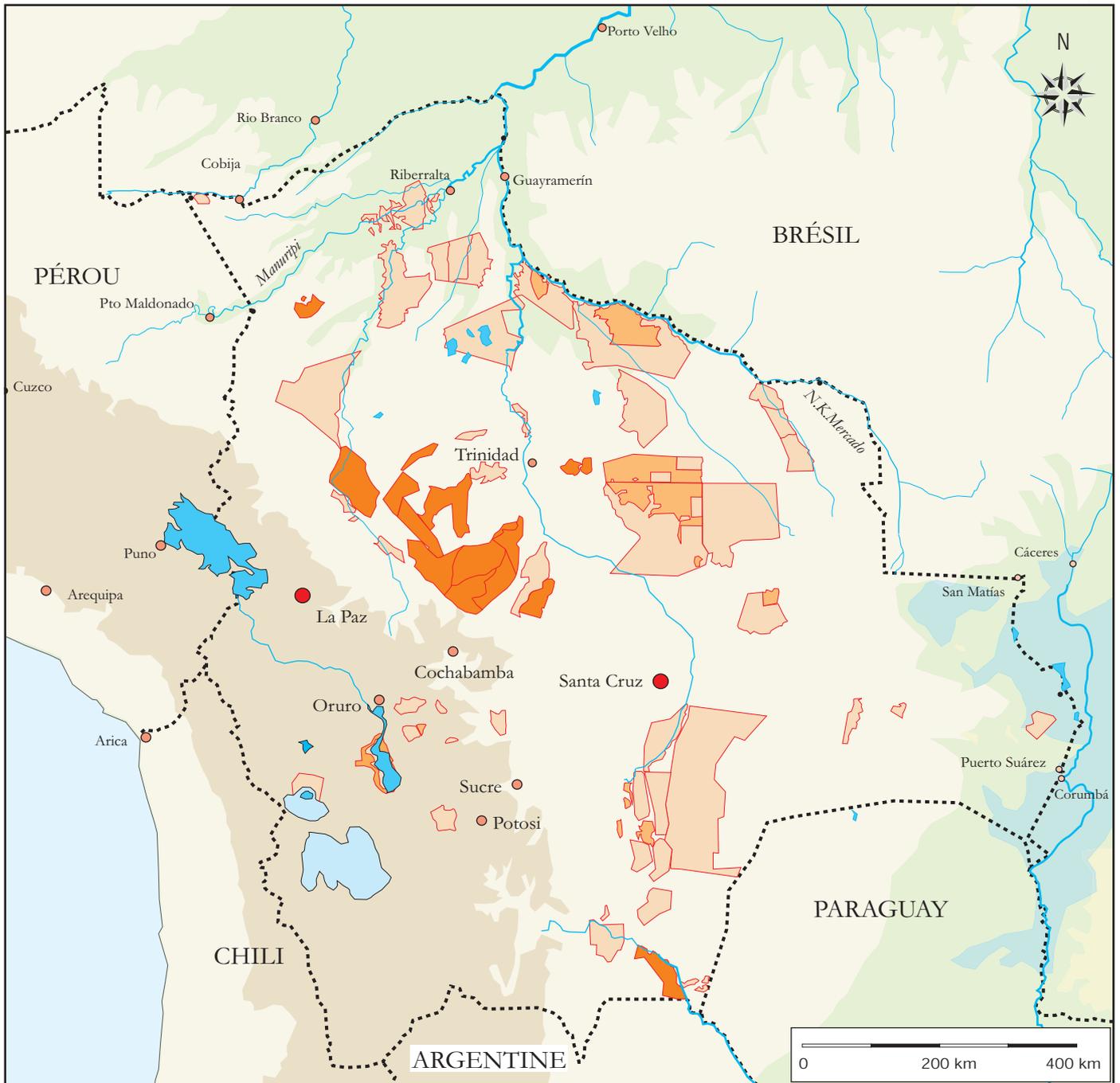
<sup>161</sup> Mendoza R. H., Elsa 2003 *Estratégias na construção de um plano de desenvolvimento sustentável na Região MAP (Madre de Dios/Peru, Acre/Brasil e Pando/Bolívia)*

<sup>162</sup> À propos des TCO, voir Martínez, José 2001 *Proceso de titulación de las Tieras comunitarias de Origen (TCO)* et Albó, Xavier 1999 *Etnias y pueblos originarios : diversidad étnica, cultural y lingüística*.

<sup>163</sup> República De Bolivia 1995 *Constitución Política del Estado, Texto Acordado, 1995*, article 171. Titre 3 « Régime agraire et paysan. »

<sup>164</sup> Les « terres sont la propriété originaire de la Nation et l'État doit assurer la distribution (...) de la propriété agraire. » *Op. Cit.* Article 165.

## IV-24 Les territoires communautaires d'origine Vers une nouvelle autonomie de la frontière ?



*Latitia Perrier Bruslé 2004  
Source : SERNAP 2004*

### I - Organisation de l'espace

- Ville importante
- Ville moyenne
- Frontière internationale

### II - Les territoires communautaires d'origine

- TCO en processus de titularisation
- TCO titularisé
- TCO titularisé par décret

*(nb : Certaines réserves naturelles sont aujourd'hui demandées en TCO, on se reportera donc aussi à la carte IV - 6 Les parcs naturels)*

Dans l'Orient, au plus près de la frontière, là où l'État national a longtemps été absent, les projets de TCO se multiplient. Les ONG les aident à défendre leurs droits.<sup>165</sup> On pourra n'y voir qu'une autre variante de la stratégie du glacis frontalier. Les indigènes, reconnus légalement maîtres de leur territoire, ne vont-ils pas mieux protéger le territoire national contre les incursions brésiliennes ? Mais la stratégie est à double tranchant. Car, le long de l'Iteñez, sur le Madre de Dios, les TCO ont aussi pour effet de fracturer le territoire. Si la vogue du néolibéralisme s'accommode bien de cet émiettement territorial (cela diminue la capacité d'action de l'État central), son effet sur le territoire, tel qu'il avait été défini lors de la fondation de la république, est redoutable. Les entités indigènes placées à la frontière pourront-elles se faire sentinelles ?<sup>166</sup>

L'intégration nationale est une dynamique de plus qui contribue au fractionnement de l'objet frontière. La frontière en ses différents points ne rend plus le même écho. Intégrée à l'ensemble national, elle dépend soit de la métropole crucénienne, soit de la métropole pacénienne. Sa capacité à tenir le territoire s'en ressent forcément, car de La Paz ou de Santa Cruz, les projets nationaux diffèrent. La frontière-nord se rattache à La Paz, la frontière-sud à Santa Cruz. Les élites locales sont sous l'influence des deux écoles de pensées territoriales qui se développent dans ces deux villes.

## Conclusion du Chapitre XI

---

Frontière marginalisée, frontière hors de contrôle, frontière éclatée, frontière émiettée... Le tableau est noir. Surtout pour ceux qui s'attendaient à voir surgir, au terme du grand bouleversement territorial, une frontière forte capable de tenir le territoire d'un pays qu'on avait cru menacé de ne plus exister. Avec une frontière aussi malmenée que va-t-il advenir ? Peut-on encore tenter d'y appuyer l'État-nation ? Où est la limite forte dont il avait besoin pour dire sa cohésion ?

Pour les tenants d'une nouvelle modernité territoriale bolivienne, cette litanie de questions n'a plus de sens. L'heure n'est plus aux sanctuaires territoriaux. La mondialisation (en réalité initiée depuis longtemps) appelle à la circulation des hommes et des produits. Tout ce qui circule crée de la valeur. Et, la valeur c'est ce qui manque le plus à la Bolivie qui enchaîne les crises économiques les unes derrière les autres : celle de la décennie perdue et de l'hyper-inflation, celle de l'ajustement structurel et du ralentissement économique etc. La sortie de crise passera par l'ouverture. Il faut sortir le pays du sous-développement en le sortant de lui-même. Le salut viendra de l'extérieur. À l'échelle nationale, comme à l'échelle régionale, on souhaite faire de la frontière une périphérie en croissance au service d'un développement exo-centré. La *ley corrazon*, les projets de la macro-région Est, les ports, les corridors, tout appelle à ouvrir le territoire aux frontières. De toutes les frontières

---

<sup>165</sup> La TCO du Bajo Paragua par exemple a été créé grâce à l'appui de la Fundacion Amigos de la naturaleza, qui gère le Parc Noël Kempf Mercado (accolé à la TCO).

<sup>166</sup> En réalité, le débat sur les effets de la reconnaissance des territoires indigènes est compliqué. On ne peut affirmer aussi simplement que le processus de titularisation des terres conduit au démantèlement de l'État-nation. Ce processus a aussi pour effet d'intégrer les communautés (jadis totalement marginalisées) à l'ensemble national, tout en leur reconnaissant un statut particulier.

de la Bolivie, celle de l'Est, parce qu'elle est accolée au Mercosur et au *leader* économique du continent, est la plus à même d'accomplir ces nouveaux desseins. Une fois abandonnés les schémas passésistes, souverainistes et craintifs, tout ira pour le mieux. La frontière fera de la Bolivie le centre du continent sud-américain. Une fois encore au pays des mythes géographiques, le dire dépasse en puissance mobilisatrice le faire. Car certains empêcheurs de rêver en rond le disent. La Bolivie dans ce nouveau continent intégré pourrait ne gagner qu'une nouvelle marginalité.

Les schémas ne changent guère d'un paradigme à l'autre. On demande toujours à la frontière orientale de venir au secours du territoire, qu'il s'agisse de faire de la Bolivie un pays de contacts, ou de défendre la citadelle assiégée dont les bords s'effilochent. Comme si d'un rêve de territoire à l'autre, la seule continuité résidait dans ce pouvoir surnaturel conféré à la frontière. Mais pourquoi est-ce justement cet espace hors de contrôle, le plus éloigné du centre national, le plus rebelle à toute forme d'intervention étatique, qui est chargé d'une si haute mission ? La question n'est que rhétorique. Sa formulation donne les clefs de la réponse. La frontière peut tout pour le territoire parce qu'elle ne lui est pour l'instant « rien ». Elle pourra faire le pont et tenir le front, se développer et tirer l'économie régionale. Comment ne pas voir dans ces nouvelles missions une rémanence du mythe de l'Eldorado ? Si les schémas ont changé, le mécanisme reste le même. Les terres vides et « neutres » de la frontière peuvent accueillir tous les projets. Les discours sur le développement frontalier changent de temps et d'espace, sans que ne change une virgule du propos. Au tournant du XIX<sup>ème</sup> siècle, dans la jeune république bolivienne, l'élite pacénienne rêve d'ouvertures vers l'Atlantique. Au début du XXI<sup>ème</sup> siècle, dans une métropole crucénienne à la recherche de son autonomie, la frontière orientale nourrit les mêmes espoirs. Seule concession à l'air du temps, le terme d'Atlantique a été troqué contre ceux de Cône sud ou de Mercosur.

L'histoire semble bégayer. Comment changer le disque qui rejoue sans cesse la même ritournelle sur la frontière « Eldorado de la Bolivie » ? Une alternative est possible. La dernière décennie a montré que les dynamiques locales, impulsées par les migrants ou par les vieux frontaliers, étaient puissantes. Elles pourraient faire qu'un jour le devenir de la frontière ne soit plus fonction des desseins qu'on a échafaudés pour elle depuis l'extérieur. Déjà, les villes frontalières entendent utiliser les dynamiques d'intégration pour leur propre bénéfice. L'intégration de ces villes au reste du territoire a montré leur plus grande autonomie. Le territoire pourrait être débordé sur sa marge. La frontière quitterait alors le pays des rêves géographiques pour participer d'une vie autonome.

Photo IV - 11 : D'un bout du monde à l'autre :



San Matías - septembre 2003, au poste frontalier tenu par les militaires quelques kilomètres avant le village. Le panneau Coca-Cola ne doit pas nous méprendre : c'est bien en Bolivie que l'on pénètre. À quelques mètres de là une pancarte a été installée par le gouvernement municipal en 2002 pour instituer cette route de terre en corridor bi-océanique. C'est une ordonnance municipale, n° 97, ça ne se discute pas. La poussière de la piste est peu de chose en regard d'un baptême aussi prestigieux.



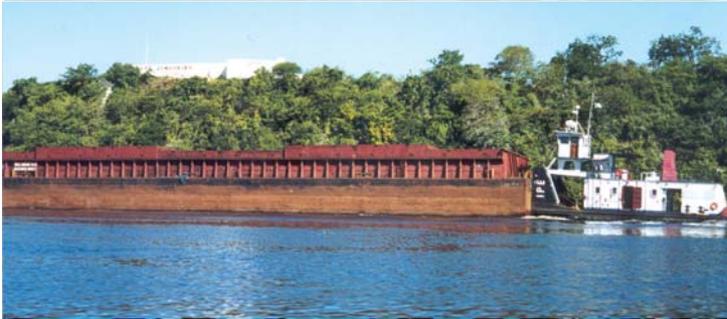
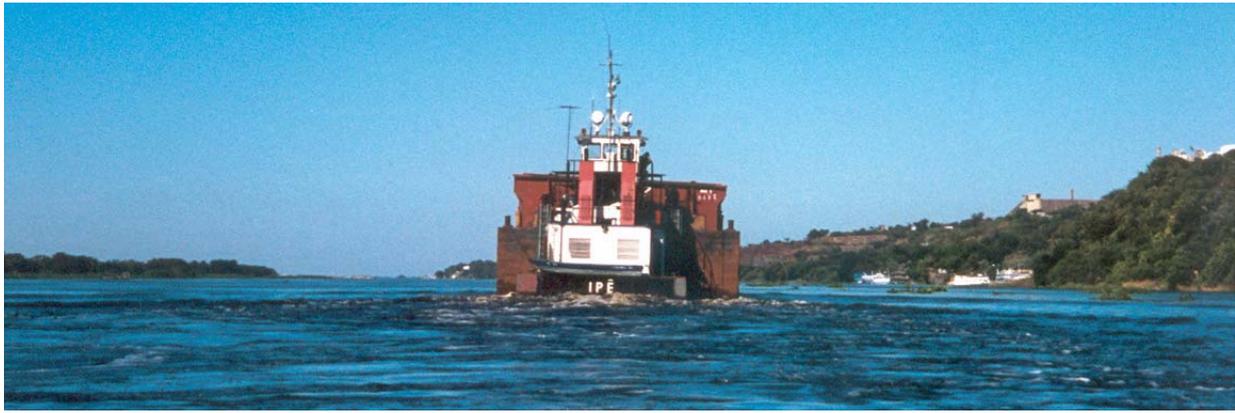
Assis Brasil - juillet 2003. Le corridor ici a plus de panache : une route asphaltée à deux voies, un marquage au sol, des panneaux indicateurs imposants etc. Toute la puissance du Brésil est là. Le gouvernement fédéral et celui de l'état de l'Acre ont pris l'affaire très au sérieux. Sur la route, un homme rentre chez lui à pied. Tout cela pour ça ? À la vérité les panneaux ne sont que des déclarations d'intention, car si côté Brésil, on peut effectivement trouver l'Atlantique 3968 km plus loin au bout de la route, elle s'arrête, de l'autre côté, après Puerto Maldonado à 280 km de là. Le Pacifique (1470 km) est encore loin. Les Cobijènes, par dérision devant l'optimisme brésilien, chantent "vamos a la playa", lorsqu'ils passent sous le même panneau à Brasília. Ils ne croient pas à l'étrange pouvoir des États à construire des routes et à aménager le territoire

Photo IV - 12 : Monument à la trifrontière



Monument à la trifrontière - Assis Brasil, juillet 2003. Il n'y a pas beaucoup de vent ce jour là pour faire flotter les drapeaux nationaux. Celui du Brésil est au centre. A tout seigneur, tout honneur, n'est-ce pas lui qui a érigé le monument ? Le texte (en portugais) dit "Durant des siècles les routes étaient les fleuves. Durant des années les hommes et les femmes ont connu des jours de guerre et de souffrances. Nos peuples ont souhaité une véritable intégration qui commence à naître exactement aujourd'hui. Pour cela, les Présidents du Brésil, Fernando Henrique Cardoso, et du Pérou, Alejandro Toledo, et les autorités de Bolivie se sont réunis pour inaugurer la route du Pacifique et annoncer à l'Amérique et au monde que de notre frontière trinationale surgit un nouveau destin de grandeur et d'unité pour nos peuples." 20 décembre 2002 ( plaque posée par Jorge Viana - gouverneur de l'Acre). Le président de Bolivie n'était pas là, ni aucune autorité suffisamment importante pour qu'on ait pris le soin de mentionner son nom sur la plaque. Les gouvernements boliviens, à force de se convaincre depuis leur bureau dans les Andes que la Bolivie est un pays de contact, ne sont-ils pas en train de faire rater le train de l'intégration au pays ? Ou est-ce par dépit de voir le corridor trinational oublier la Bolivie qu'ils ne se sont pas déplacés ?

Photo IV - 13 : L'hydro-voie Paraguay-Paraná



*Sur le Paraguay, après la confluence avec le canal Tamengo. Le Paraguay est totalement brésilien. La Bolivie ne dispose que de quelques kilomètres "binationaux" du canal Tamengo. Ils lui permettent d'accéder à cette grande voie continentale et d'exporter son soja. Les barges, de ce côté là, sont bien plus imposantes. Le pays de contact fait de cette voie d'eau, si près de son territoire, un des arguments de sa centralité continentale.*

Photo IV - 14 : Le Pantanal



*Vue aérienne de Corumbá, du Paraguay et de sa confluence avec le Tamengo - mai 2003.*

Le Pantanal est une gigantesque dépression aux dimensions américaines : 250 000 km<sup>2</sup>. La majeure partie se trouve localisée au Brésil, la Bolivie et le Paraguay se partagent le reste. Ce milieu naturel difficile à mettre en valeur a été, pour cette raison, une barrière séparant la Bolivie du Brésil.

## Conclusion de la quatrième partie

---

### *Repenser le territoire*

#### **La frontière : entre les desseins nationaux et les énergies locales**

Il faut faire de la frontière un front en défens. C'est sur cette injonction des militaires que cette étude avait été initiée. La peur du Brésil, l'éléphant de l'Amérique du Sud, est bien plus un argument de la mise en défens que sa raison d'être. À La Paz, et ailleurs dans l'intérieur du pays, on souhaite ériger des frontières fortes pour résoudre un problème national : celui du territoire désuni, trop fragile pour porter la nation bolivienne. Le Brésil n'a rien à voir avec cela. Il n'intervient qu'en second lieu pour alimenter une paranoïa frontalière propre à raviver le patriotisme des frontaliers, acteurs, au premier chef, de cette mise en défens. En réalité, l'érection d'une telle limite tarde à venir. Les siècles passent, les faiblesses sont les mêmes. L'État trop absent loin de ses bases, les militaires trop démunis, les Boliviens, valeureuses sentinelles, trop peu nombreux, les routes déficientes etc. Et, toujours le même principe explicatif : le manque de moyens, invoqué d'un bout à l'autre de la frontière comme cause de tous les maux territoriaux. Parfois, emporté par leur élan, les analystes boliviens vont jusqu'à inverser la proposition. « La frontière est trop longue », « les frontières de la Bolivie sont trop étendues. » Le problème ainsi déplacé, des insuffisances de l'État à celle du territoire, devient encore plus dangereux. Si les frontières sont trop longues, c'est que le territoire est trop grand... ou que la société bolivienne n'est pas parvenue à occuper tout son espace. Le pays nage dans des habits territoriaux trop grands pour lui. L'impossible mise en défens de la frontière le confirme.

Tout dans cette réflexion lie le territoire à la frontière. Selon une conception classique, la frontière n'est envisagée que comme une membrane périphérique d'un ensemble territorial, conçu comme un organisme vivant. Elle n'évolue qu'en fonction des impulsions qu'elle reçoit de ce corps dont elle marque la limite. Il n'est pas étonnant que les militaires, et les autres, aient songé à résoudre le problème bolivien en s'attaquant à sa marge. « La frontière, dans la naissance de la représentation que se fait d'elle-même telle ou telle nation, n'est aucunement un phénomène annexe, périphérique, mais au contraire une donnée première (...) Il n'y a pas de nation sans territoire. »<sup>1</sup> Et il n'y a pas de territoire sans frontière. Les militaires en sont convaincus. Mais les années passent, les petits échecs s'ajoutent les uns aux autres. Seul le problème bolivien, celui de la faiblesse du pays, reste constant. Il faut lui trouver une solution nouvelle. Alors, les discours évoluent. L'heure est au néo-libéralisme. Les deux valeurs fondamentales sont le local et le global :

---

<sup>1</sup> Lacoste, Yves 1994 *Les nouvelles frontières : changements et précarité*, p. 12

le multiculturalisme et l'ouverture tous azimuts. Il faut être citoyen du monde et de son village. La nation, catégorie vieillie qui se moque de telles identités, n'a plus sa place. En Amérique du Sud, elle est suspecte pour avoir trop flirté avec les régimes autoritaires militaires. Il faut ouvrir les frontières, et faire de la Bolivie un espace communiquant. De la frontière forte à la frontière pont, le renversement est total. La réflexion, elle, évolue peu. Une nouvelle fois, on demande à la frontière de régler des problèmes boliviens. Sa morphologie doit être fonction des desseins nationaux. Au pays de contacts, la frontière est appelée à s'ouvrir.

Cette dialectique « frontière-territoire » laisse peu de place aux dynamiques locales. Jadis, ce n'était pas si grave. La poignée d'hommes établis à la frontière n'empêchait pas les penseurs du territoire de concevoir le statut de la frontière hors d'elle-même. La dernière décennie a été celle de la croissance des villes frontalières. Elles ont grandi et se sont dotées d'un système économique ouvert sur l'extérieur (le Brésil, le reste de la Bolivie, la façade Pacifique). Le local s'est imposé comme un échelon incontournable pour comprendre le destin frontalier. Ce dernier ne dépend plus uniquement de ce qu'on souhaite faire de la frontière depuis les centres nationaux. Déjà, les petits arrangements frontaliers avaient montré que les habitants de la frontière pouvaient disposer d'une certaine marge de manœuvre pour régler, en fonction de considérations propres, la grave question de la proximité du Brésil. Bien loin des injonctions nationales, les habitants avaient trouvé un équilibre entre l'appartenance à une patrie lointaine, la Bolivie, et la proximité d'un Brésil, omniprésent dans leur vie quotidienne. Le développement du commerce frontalier a été l'occasion de multiplier les liens avec l'extérieur.

### **La frontière et la modernité territoriale**

On demandait à la frontière, une fois de s'ouvrir, une fois de se fermer. Ces recommandations étaient sans effet. L'ouverture ne se déclare pas. Elle répond à un besoin pragmatique d'échanger. Elle existait même à l'époque où l'on voulait faire de la frontière un front. Elle a perduré avec le nouveau paradigme de pays de contact, non pas pour réaliser les desseins nationaux, mais comme une réponse locale aux nécessités de développer économiquement la zone. La frontière grandit en gagnant une certaine autonomie par rapport au centre, même si cette plus grande liberté s'accompagne justement d'une intégration plus grande de la région frontalière à l'espace bolivien. En introduction de ces propos, on s'était demandé si le territoire national était sorti renforcé ou affaibli des grands bouleversements frontaliers. Tentons d'esquisser une réponse. Le territoire-sanctuaire, réceptacle de l'État-nation bolivien, n'a plus qu'à attendre, comme le centralisme dont il procède, une sépulture chrétienne. Il est mort, il faut l'enterrer. Comment alors repenser le territoire bolivien, puisqu'il est certain qu'un État doit pour grandir et se développer dominer son espace ? Les bouleversements frontaliers incitent à penser qu'une nouvelle forme de territorialité est à inventer pour la Bolivie du XXI<sup>ème</sup> siècle. Elle devra laisser une place plus grande aux synergies locales. A l'échelle locale, la frontière a montré qu'elle pouvait grandir librement, sans se soumettre totalement aux diktats venus du centre. Il est temps de regarder le territoire en face.

# V. Conclusion générale

## La dernière frontière ?

### *La rigueur de la science*

*Dans cet Empire, l'Art de la Cartographie avait atteint une telle perfection que la carte d'une seule province occupait toute une ville, et que la carte de tout l'Empire occupait toute une province. Avec le temps, ces cartes démesurées ne furent plus suffisantes et les collègues de cartographes firent une carte de l'Empire qui avait la taille de l'Empire et qui coïncidait point par point avec lui.*

*Moins attachés à l'étude de la cartographie, les générations suivantes comprirent que cette carte dilatée était inutile et, non sans impiété, ils l'abandonnèrent aux inclémences du soleil et au froid de l'hiver. Dans les déserts de l'Ouest, les ruines déplacées de la carte furent habitées par les animaux et les mendiants. Dans tout le pays, il n'y a pas d'autres reliques des disciplines géographiques*

*Suárez Miranda : Viajes de Varones prudentes  
Libro Cuarto, cap. XLV, Lérida, 1658.»  
José Luis Borges, El Hacedor<sup>1</sup>*

---

<sup>1</sup> Borges, Jorge Luis 2003 *El hacedor*, p. 103 (traduction personnelle).

## Prodromes

Cette nouvelle de Borges pourrait n'être qu'une fable de plus sur l'orgueil des hommes de pouvoir et des géographes lorsqu'ils entendent les servir. Par facétie, l'auteur l'attribue au mystérieux Suárez Miranda et l'anti-date de quelques siècles. On aurait tort cependant de n'y voir que de la légèreté. « Rigueur de la science », dit Borges en exergue de son propos. Illusion technicienne, prétention des hommes, gabegie des finances publiques, pense le lecteur. Si il est géographe, il sera, moins qu'un autre, enclin à en rire. La fable de Borges montre des travers graves qui renvoient dos à dos l'homme de science et l'homme d'État dans un même désir de contrôler un territoire.

### *L'homme d'État, le territoire et la géographie*

Commençons par l'homme d'État qui commande ces cartes inutiles. Il ne vaut pas mieux que le géographe. Il est peut-être même, plus mauvais que lui. N'est-il pas le grand agitateur de cette farce ? C'est lui qui entretient l'homme de science dans la conviction de son pouvoir. En mandatant, au frais de l'État, tout un collège de cartographes, il donne quelque valeur à leurs productions, ces encombrantes cartes.

Mais laissons à d'autres ces réflexions générales. Borges est Argentin. Contentons-nous de penser que sa fable nous apprend quelque chose des rapports entre l'homme d'État, le géographe et le territoire à l'œuvre en Amérique du Sud. Au tournant du XX<sup>ème</sup> une illusion a pris forme sur ce continent. Elle conduisait à croire que quelques trucs permettraient à l'homme d'État, relayé par le cartographe, de transformer l'espace national. C'étaient des plans de développement nationaux, des grands schémas d'aménagement, des projets ambitieux de colonisation intérieure etc. Ils devaient mettre sens dessus dessous le territoire. Le grand chambardement avait une logique, celle de faire correspondre le territoire imaginé, ferment de l'unité nationale, aux grandes structures de l'espace national. En règle générale, cela se traduisait par un appel à la conquête des régions périphériques. Puisque tous ces pays se pensaient grands et divers, ils devaient faire correspondre cette géographie épique avec la réalité géographique plus désordonnée. En Bolivie, la faiblesse de l'État a rendu ces projets des plus inefficaces. Mais dans aucun autre pays ils ne parvinrent à faire que se rejoignent le territoire mythique et le territoire réellement contrôlé.

Borges nous rappelle que le territoire sud-américain est dual. Il y a le territoire rêvé, que parfois la technique promet de ressaisir. Cela donne ces cartes difformes. Il y a le territoire vécu, source de bien des désillusions. Toute l'exhaustivité d'une carte à l'échelle 1/1 ne dit de ce territoire là rien de suffisamment important pour qu'on ne s'en défasse un jour, dans un mouvement d'impiété. Ce crime géographique est à la mesure de la déception engendrée par la carte abandonnée aux déserts. Déserts, d'ailleurs, que les géographes-cartographes, dans leur désir de faire œuvre utile, ont oublié de représenter puisque la maquette du pays pourra venir s'y loger. Sur cette page

blanche, parce qu'ils n'ont pas pris soin de l'écrire, les chiens errants et les mendiants trouveront refuge. Le spectacle de ces êtres asociaux, perdus dans cette image avilie du pays, est inquiétant. C'est comme un mythe de l'Eldorado à l'envers. Sur les terres inconnues on a déposé les rêves anciens de reconquête territoriale. Ils ne donnent pas naissance à une région dorée, mais à un anti-monde interlope. Les conquérants d'Eldorado n'ont pas le panache des conquistadors. Ce sont des mendiants, déviants, rejetés, inadaptés.

La fin de l'histoire laisse au lecteur une idée péjorative des reliques géographiques. Condamnées pour avoir laissé croire que l'on pouvait dominer son territoire, il n'y a pas d'autre possibilité que de les oublier. Le présage est sombre. Les géographes ne seraient plus les bienvenus en Amérique du Sud. Il serait temps de fermer les instituts géographiques militaires qui avaient apporté la géographie dans la corbeille du pouvoir. Ce n'est pas la seule morale de l'histoire. Sa fin pourrait contenir une proposition plus constructive. Qu'advient-il si on laisse, enfin, dans le désert les mythes géographiques qui encombrant le territoire ? Rien. Là-bas, ils s'abîmeront dans l'indifférence générale. On pourra repenser sur des nouvelles bases le territoire national. Tentons de le faire à propos de la Bolivie.

### ***Le géographe mis en accusation***

Mais avant cela, un petit différend reste à régler entre Borges et les géographes. Les géographes ? Borges fait surtout mention de la cartographie. Sans doute s'égare-t-il lorsqu'il mentionne, à la fin de son propos, les « sciences géographiques ». Les géographes ne sont pas cartographes. Voilà, une subtile façon de se rasséréner. La géographie est seulement victime de sa faible capacité de diffusion (elle qui sait si bien l'étudier). Borges, comme les autres, croient que la géographie est une science de nomenclature dont l'unique vocation est de dessiner la terre. Ne sait-il pas que les géographes pensent l'espace ? Laissons aux cartographes, amuseurs du peuple et des rois, solder leur compte avec Borges et revenons à nos pensées spatialisées sur la Bolivie et son territoire, car il est temps de conclure.

Las, la parade est trop facile pour n'être pas suspecte. Qu'on confonde aussi facilement le géographe avec le faiseur de carte invite à la réflexion. Tout comme invite à la réflexion la complaisance avec laquelle, en Bolivie, on raconte la nouvelle de Borges *aux géographes*. Ils sont si peu nombreux dans ce pays, que l'occasion est trop bonne, lorsqu'on en croise un, pour ne pas le titiller un peu avec la fable des cartographes vaniteux. Que peut-il y répondre ? S'il est étranger, il sera doublement coupable. Il a pêché par orgueil. N'a-t-il pas cru que sa boîte à outils de géographe lui permettrait de reconstruire le territoire dans son entier. Ce texte, si long, n'indique t-il pas ce vertige de l'exhaustivité qui fait du cartographe de Borges son frère. Il a pêché aussi par déloyauté. De quel droit est-il reparti dans son pays avec cette maquette de la Bolivie, lui qui ne savait rien quelques années auparavant du pays ? La Bolivie lui a tout donné. Une thèse, un titre de docteur, de quoi s'occuper quelques années, et le voilà, à présent qui parle avec *le recul scientifique nécessaire* de

problèmes nationaux : le retour de la mer ; l'invasion des Brésiliens ; la perte des ressources naturelles ; les frontières ouvertes ou fermées etc. Ces questions de survie nationale, il n'est pas apte à les traiter. Comment peut-il parler de mémoire géopolitique alors que la situation est dramatique ? Que sait-il de la mère patrie, puisqu'il n'entretient avec elle aucun rapport filial ? Ce géographe-là ne convainc personne, n'intéresse pas plus. Il est illégitime, comme est illégitime tout traitement scientifique de ces problèmes. On ne les pense bien qu'avec son cœur, à condition qu'il soit bolivien. Le géographe à beau jeu d'étaler son savoir. Ces productions ne valent guère mieux que les maquettes des cartographes de Borges, on les abandonnera un jour dans le désert. La vraie Bolivie est ailleurs. Grande, andine, tout à la fois éternelle et toujours à la recherche d'une renaissance. Si encore il avait fait des cartes qui servent, s'il avait organisé son étude comme on les aime, en forme de diagnostique et de propositions. Si ses résultats avaient pu servir à dire que la Bolivie manque de routes, de financements et de considération internationale, qu'elle est pillée par les multinationales et que ces élites trahissent la cause du peuple, alors on lui aurait bien accordé quelques crédits. Il n'y a rien de tout cela dans ce travail.

Je dédie cette conclusion à tous les Boliviens qui n'avaient pas de temps à perdre avec les géographes. Je crois pouvoir leur rendre justice de deux façons dans les lignes qui suivent. D'abord en m'aventurant sur un terrain que le géographe n'aime pas trop, en tant que spectateur du temps présent : la prospective. Ainsi je rendrai des comptes à tous ceux qui m'accusaient de ne servir à rien. Ensuite j'inverserai les termes du contrat moral qui m'a lié à ce pays. Si le géographe n'a rien à apprendre à la Bolivie (elle vit des heures trop graves pour s'intéresser à ces re-constructions intellectuelles), la Bolivie a beaucoup à apprendre à la géographie. Elle enrichit la réflexion sur la formation des espaces nationaux et le rôle des frontières.

## La Bolivie au risque de ses rêves

---

« La Bolivie au risque de ses rêves ». C'était le titre que j'aurai voulu pour cette thèse. Il avait un tour un peu évaporé et me fut, pour cette raison, vivement déconseillé.<sup>1</sup> Tout semblait déjà si peu académique dans cette étude largement focalisée sur les mythes géographiques boliviens du territoire et de la frontière, qu'il n'était pas nécessaire d'attirer trop l'attention sur cette dimension. Mieux valait mettre en avant le résultat *positif* de cette recherche : la frontière orientale reconstruit le territoire bolivien. Nous insisterons sur ce point. Mais avant, il nous faut solder nos comptes avec les rêves boliviens. Que nous ont-ils appris ? Sont-ils toujours opératoires ou faut-il ne les considérer que comme des attributs superfétatoires d'une Bolivie à la recherche d'une nouvelle modernité territoriale ?

---

<sup>1</sup> Je remercie Sophie Blanchard et Tristan Bruslé pour ce recadrage de dernière minute.

## ***Le changement en deux claps***

Tout est question de changement dans ce travail. Non seulement, la frontière orientale change : elle se peuple, s'intègre à l'espace national et participe à des réseaux d'échanges élargis. Mais le changement apparaît aussi en filigrane des rêves boliviens. Il est dans ce cas-là particulier, car il s'inscrit dans un futur qui n'arrive jamais : appel à la colonisation des terres vierges, au XIX<sup>ème</sup> siècle, projet de faire de la Bolivie une zone de contacts ou, au contraire, d'édifier un pays forteresse au XX<sup>ème</sup> siècle. Le changement est multiple et polymorphe. Ici, nous retiendrons le plus spectaculaire : celui du statut de la frontière orientale. Deux instantanés permettent d'en mesurer la profondeur. Le premier cliché est pris en 1859. La date correspond à celle de l'élaboration de la première carte nationale, mais il n'est pas nécessaire de lui accorder trop d'importance. 20 ans avant, 20 après la région frontalière aurait été la même. Le deuxième cliché remonte à 2003. Là aussi la date butoir a peu de sens, uniquement celui qui m'a fait arrêter mes recherches à cette année là.

En 1859, la Bolivie orientale est dessinée, pour la première fois.<sup>2</sup> Les hommes politiques (les bailleurs de fond des cartographes, rappelons-nous la fable de Borges) rêvent depuis longtemps des vastes espaces orientaux pour construire un avenir meilleur. Las, leurs projets ne se concrétiseront que dans cette carte, dont la première édition connut un destin aussi sombre que la Bolivie idéale qu'elle représentait. 8 000 des 10 000 exemplaires furent détruits dans un tremblement de terre.<sup>3</sup> C'était de mauvais augure pour les projets orientaux. De fait, les cartes sauvées du déluge seront leurs uniques aboutissements. Pour le reste, une carte ne crée pas un territoire. La carte de 1859 qui rend compte de la Bolivie idéale, moins qu'une autre. Elle indique surtout ses failles et nous dit de quoi l'Orient est fait. A l'est, les immenses espaces apparaissent peu occupés, peu contrôlés, et, en un mot, peu bolivianisés. La carte montre l'intégration de la frontière dans l'espace idéal bolivien, tout autant que son absence d'appropriation effective. Abandon (de l'État, de la société), éloignement et illusion d'un espace Eldorado, la trilogie orientale se déploie sous nos yeux.

En 2003, point besoin de carte pour appuyer notre propos. Il y en a eu beaucoup dans ce travail. Chacune éclaire sous un jour particulier l'évolution de la frontière orientale. On pourra leur préférer, pour synthèse finale, une photo prise à l'entrée de Montevideo (Pando) en avril 2003.

<sup>2</sup> Il s'agit de la *Mapa Linares* reproduite dans la deuxième partie. Voir Carte II- 12 L'hypertrophie orientale dans la carte Linares, et Carte II-13 Reproduction simplifiée de la carte Linares.

<sup>3</sup> Éditées à New York, les cartes furent acheminées à Arica. Le refus du gouvernement bolivien de payer les droits de douanes entraîne le stockage des cartes dans les magasins douaniers. Peu après, un tremblement de terre et un raz de marée dévastent les entrepôts et les 400 caisses contenant 8000 exemplaires sont totalement détruites. Seules 2000 d'entre elles arrivent finalement à La Paz. Voir Baptista Gumucio, Mariano 1988 *El mapa que inicio la deuda externa de Bolivia*.

**Photo V-1 : Montevideo**

Le ciel ce jour-là est plombé, mais le faible éclairage permet de distinguer la pancarte qui accueille le visiteur du village palafitte, construit par des commerçants andins sur les bords de l'Abuná. « Bienvenidos, Bem-vindos, Welcome. » La vocation commerciale de Montevideo ne fait pas de doute, pas plus que son inscription internationale. Le débordement frontalier opère de cette manière, grâce à des commerçants, qui, loin d'obéir aux schémas nationaux n'en font qu'à leur tête. Ils reprennent les façons d'agir des anciens frontaliers. Leurs maîtres mots sont : autonomie, autogestion et débrouille. Montevideo n'est pas un municipe. Les habitants du village n'ont aucune prérogative pour ouvrir « dans leur coin » la frontière.<sup>4</sup> L'ouverture internationale ne se fait d'ailleurs pas avec le panache qu'il faudrait pour saluer l'avènement d'un pays de contact. L'observateur attentif notera que les fils électriques viennent de la rive opposée (le Brésil). La prodigalité brésilienne est une bénédiction pour les frontaliers. L'État bolivien est loin de pouvoir assurer à ses citoyens le même confort matériel. Le sous-développement de la rive bolivienne par rapport à la rive brésilienne est frappant. Au premier plan, on distingue une maison tombée à l'eau. Mauvais présage pour Montevideo qui, malgré sa pauvreté, se veut le bastion de la bolivianité. Rien ne le dit mieux que le drapeau bolivien accolé à la pancarte. Dans ce village d'irréductibles Collas, on arbore fièrement la « tricolore ». Au-delà de l'expression d'un sentiment patriotique, c'est une façon de se protéger des douaniers brésiliens pointilleux. Les terres du commerce de contrebande sont des terres boliviennes. Qu'importe ses raisons, ce drapeau fait barrière. La frontière n'est pas aussi ouverte que le panneau de bienvenu le laisse penser. Sa porosité à l'hégémonie culturelle brésilienne a même reculé. Dans le fond, accroché au balcon de la première maison, des drapeaux aux couleurs orange et bleu pendent. Ce sont les signes de ralliement au MIR (*Mouvement de la gauche révolutionnaire*), le parti de Jaime Paz Zamora, dont on entrevoit la photo entre les deux étendards

<sup>4</sup> Pour reprendre l'expression la plus utilisée des frontaliers pour décrire leur situation géographique

défraîchis. Ces vestiges de la campagne pour l'élection présidentielle et parlementaire d'août 2002 témoignent de l'intégration de la frontière à l'ensemble national : dans ce village reculé, on se préoccupe assez du devenir du pays pour participer à sa vie démocratique et décorer ses maisons aux couleurs des candidats.<sup>5</sup>

La trilogie caractéristique de la frontière orientale, à l'œuvre au XIX<sup>ème</sup>, a évolué. L'éloignement, d'abord, ne se fait plus aussi vivement ressentir. Les villes et les villages de la frontière participent de l'espace national, bien que ses habitants jouent de l'éloignement pour maintenir leur autonomie. L'abandon de l'État reste, en revanche, toujours une clef de compréhension des villages de la frontière. Dans les villes, il n'en va pas de même. Les révoltes sont fomentées contre la présence étatique. Reste l'illusion d'un Eldorado frontalier. Il a connu une évolution plus complexe. L'arrivée de ces commerçants andins prouve qu'il continue à fonctionner. Mais le mythe se nourrissait de la méconnaissance de la région et elle n'est plus inconnue depuis qu'elle a été peuplée. De plus, ce village fait de rustiques maisons de bois installées dans une région paludéenne est loin de l'image qu'on se fait de l'Eldorado. Que le mythe se maintienne malgré ces changements dit bien que, des trois clefs de la trilogie orientale, l'Eldorado est celle qui reste la plus opératoire pour comprendre la frontière.

### ***Abandonner dans le désert les mythes géographiques***

Le changement frontalier renvoie une nouvelle fois aux rêves boliviens. Mais, il est peut-être temps de concevoir pour la Bolivie une nouvelle forme de modernité territoriale débarrassée de ces mythes. Avant d'en venir à cette proposition, rappelons les quatre conclusions laissées en chemin.

Du tableau du territoire imaginé par la communauté bolivienne, une conviction ressortait. Exister pour un pays n'est jamais certain. Le démembrement territorial alimente une angoisse latente de la disparition. Bien sûr, les Boliviens ne se réveillent pas la nuit pour se demander s'ils existeront, en tant que Bolivien, le lendemain. Si elle n'est pas toujours individuellement formulée cette angoisse donne un sens à la reconstruction symbolique du territoire où les frontières occupent une place centrale. Les demandes régionalistes d'autonomie jouent de cette peur pour obtenir gain de cause.<sup>6</sup> Dans un tel pays, on attache aux frontières un intérêt particulier. Croire en son pays, protéger la mère patrie, revient à défendre les frontières. Le nationalisme bolivien est un nationalisme frontalier. Mais lorsqu'il rencontre un autre mythe, celui de la Bolivie pays de contacts, inventé pour servir la même cause, celle de l'immortalité du pays, les choses deviennent complexes. Certains descendent dans la rue pour refuser ce tour de passe-passe qui troque un mythe contre un autre. D'autres maintiennent coûte que coûte l'appel à la mise en défens des frontières. La Bolivie

---

<sup>5</sup> Dans un pays où l'illettrisme est encore fort, les couleurs des partis politiques sont très importantes. Elles permettent à l'électeur moyen de repérer le bon bulletin au moment de voter.

<sup>6</sup> C'est vrai tout particulièrement du régionalisme crucénien. La carte produite par Nación Camba en donne une démonstration éclatante. On y voyait la Bolivie sur le point de disparaître en tant qu'ensemble territorial. Voir : Illustration IV – 5 Deux Bolivies pour le XXI<sup>ème</sup> siècle, une vision de Nación Camba, p. 606

du XXI<sup>ème</sup> siècle se pensera d'abord par ses frontières, et tout particulièrement par sa frontière orientale. La représentation qu'on en a est complexe. Elle a été forgée au cours de deux siècles d'histoire républicaine, et de quelques siècles d'histoire coloniale. Éloignée du reste du pays, elle est la plus sujette au recul, ce mal congénital des frontières boliviennes. Près de la moitié du territoire perdu s'est échappé par là. Le Brésil a marché vers l'Ouest et l'État bolivien, peu à peu d'asseoir sa souveraineté sur ces confins, n'eut qu'à attendre que la faim de terre du grand voisin soit assouvie. Durant ce temps long, la région frontière, hypertrophiée, a tenu dans un entre-deux, entre la frontière interne, au pied des Andes, et la frontière externe, limite juridique de l'État. L'absence d'occupation, si elle avait pour effet de laisser les terres orientales à la merci des Brésiliens, possédait au moins un avantage. Dans les terres frontalières inconnues, on pouvait imaginer qu'un avenir meilleur attendait la Bolivie. À force de le répéter, des hommes et des femmes, de plus en plus nombreux, sont venus tâter de l'Eldorado. Ils devaient se diriger vers la frontière, car, de tout l'Orient, c'est sur cette étroite bande de terre que les possibilités d'enrichissement étaient les meilleures. Même les migrants descendus des Andes pour occuper les terres agricoles ne tardèrent pas à se replier sur les villes de la frontière pour faire du commerce. La frontière peuplée, l'Eldorado est enfin contrôlé. Pourtant le gouvernement central a encore des inquiétudes. L'occupation de l'Orient ne se fait pas selon les modalités imaginées depuis La Paz. Produits d'un mouvement de migration spontanée, les frontaliers ne s'en laissent pas compter. Ils restent sourds aux injonctions des corps de l'État (les militaires, les douaniers, les diplomates etc.) qui veulent appliquer dans la zone des schémas conçus à l'échelle nationale. La situation ne pouvait que devenir conflictuelle. La frontière orientale, plus qu'une autre, renvoie à l'État bolivien qui en a fait un programme politique. Alors que la possibilité de le réaliser n'a jamais été aussi grande, les frontaliers voudraient lui retirer cette capacité au nom de l'autonomie frontalière. La violence des révoltes dit l'enjeu de cette opposition. Le destin de la frontière tient en équilibre, entre ces desseins nationaux et les énergies locales. Mais ce n'est pas tant ce destin que ce qu'il dit du territoire qui a été à l'origine de ce travail. La dernière conclusion invite donc à repenser le territoire national en fonction des changements frontaliers.

À ce point là de la réflexion, il nous reste à régler la question des rêves boliviens. J'ai dit plus haut que cette thèse aurait pu s'appeler la Bolivie au risque de ses rêves. Qu'avaient-ils de si risqués, ces rêves, pour conclure sur cet appel à les abandonner ? Ils sont périlleux car ils font du territoire l'unique projection de la Nation. Or, ce territoire est fragile. Il ne s'appuie pas sur une identité nationale assez forte pour qu'il puisse se passer de frontière. L'émergence de la nation a donc été liée à l'existence de frontières fortes. L'effet d'une telle conviction est redoutable : elle bloque toute possibilité d'évolution spontanée du territoire. Les dynamiques locales, l'ouverture des frontières, l'adaptation de l'espace national aux nouvelles structures économiques sont, dans ce contexte, regardées avec méfiance. Il ne s'agit pas ici d'affirmer que l'abandon d'une politique territoriale ambitieuse est la seule alternative possible pour la Bolivie, mais de souligner le décalage de plus en plus grand entre le territoire idéal (doté de frontières fortes) et la réalité territoriale.

Territoire vécu, territoire imaginé, cette dialectique était au cœur de la fable de Borges. Peut-être pour mieux s'adapter aux évolutions contemporaines, la société bolivienne gagnerait à dénouer ce lien territorial. Peut-être aurait-elle un intérêt à abandonner dans le désert une partie de ses mythes géographiques.

## **La Bolivie, sa frontière et ce qu'elles disent du territoire**

---

Cette possibilité ne semble pas pour demain en raison de la valeur conférée, en Bolivie, au territoire bâtisseur de Nation. Sur ce point-là, l'observation de ce pays aura au moins permis d'éclairer la nature des liens entre l'État, ses frontières et la communauté qu'il représente (qui ne se confond pas toujours avec la Nation).

Dans l'introduction de ce travail, j'avais insisté sur la relation mécanique qui unit le territoire à la frontière. S'il ne fait pas de doute que tout changement frontalier a des conséquences sur le territoire qu'il dessine, le fonctionnement de cette relation ne se laisse pas facilement saisir. La frontière crée-t-elle du territoire ou ne fait-elle que le changer ? Le territoire est un espace approprié par un groupe. Cette appropriation est conditionnée par l'existence de limites. Dans ce sens là, la frontière est effectivement créatrice. Elle est même l'expression la plus immédiate de l'appropriation territoriale. Consignée dans de longs traités, dessinée sur des cartes, marquée sur le terrain par des bornes, elle ne se contente pas de créer, symboliquement, du territoire, elle fournit une preuve de son existence. Or l'existence d'un territoire bolivien sert d'argument à la pérennité du pays. Un État qui possède un territoire ne peut disparaître. En sautant des jalons dans la réflexion, on pourrait résumer le complexe bolivien des frontières à cette proposition. J'ai des frontières, donc j'existe, et surtout, j'existerai. Aux archives du ministère des affaires étrangères ou à la commission des limites, on compulse, range, classe, et garde les preuves de frontière, comme des pièces dans un procès à charge qui pourrait s'ouvrir contre le pays. Ces preuves ne renvoient pas au territoire matériel mais au territoire idéal, c'est-à-dire au « territoire argument », convoqué pour servir la cause de l'éternité du pays et de sa nation. Les bouleversements frontaliers contemporains interfèrent, eux, dans un autre ordre, celui de la praxis géographique. Les revendications autonomistes, l'intégration nationale, l'ouverture internationale sont autant de phénomènes à l'œuvre sur cette petite bande frontalière. Ils influencent les pratiques territoriales de la Bolivie toute entière. La frontière est en réseau. Tout ce qui se passe, et passe, dans la zone est relié au reste du territoire : les produits venus d'Iquique, la cocaïne produite dans les Yungas et le Chaparé, les flux d'argent public. Dans ces nouveaux réseaux, la frontière orientale, en raison de sa proximité avec le Brésil et des possibilités commerciales qu'elle offre, est motrice. Elle est capable de changer les pratiques que les Boliviens ont de leur territoire et qui se résument à la résolution de deux questions existentielles : où vivre ? De quoi vivre ? Le mouvement d'immigration est une des preuves de la force d'entraînement de la région frontalière dans les processus en cours de reconfiguration territoriale.

La frontière orientale change le territoire. Son observation nous aura appris que la frontière est un objet géographique complexe en raison de sa double inscription, dans l'ordre matériel où se forment des pratiques territoriales (qui n'ont jamais d'autre vocation que d'assurer la survie des habitants) et dans celui idéal où se reconstruit un territoire symbolique.

La double dimension de la frontière est l'un des acquis de ce travail. Il y en a un autre, qui s'ouvre sur cette question : est-ce que la Nation se construit aux frontières ? On a insisté sur la spécificité sud-américaine de la relation entre Nation – État et territoire. Sur ce continent le territoire est premier, l'État faible et la Nation un horizon à atteindre ou un idéal à défendre. Mais la conclusion de ce travail ne devrait pas s'enfermer sur un espace géographique, fût-il de la dimension d'un continent. Les cas d'antécédence du territoire à la nation sont fréquents. On les retrouve en Afrique subsaharienne, par exemple. Roland Pourtier dit, à ce propos, que là-bas « l'enveloppe est première. Le contenant a été défini indépendamment (et dans la plus grande ignorance) du contenu. »<sup>7</sup> Si la Nation a été peu évoquée dans ce travail, les enjeux de la transformation frontalière renvoient sans cesse à la question de sa difficile émergence. Il est certain que la frontière est première et qu'elle est pour toutes les raisons que nous avons énoncées, ciment de Nation. À ce titre là, elle est incontournable pour comprendre les enjeux de la formation des États-Nations et leurs errements contemporains en Amérique Latine et dans tous les pays caractérisés par une antécédence frontalière. Mais, cette conviction conduit trop souvent à enfermer ou à rigidifier la frontière pour faire qu'elle corresponde aux desseins nationaux. Or, je crois, à la suite de Jacques Ancel, que « la frontière est un moule plastique. Il acquiert sa forme solide lorsque prend corps la masse en fusion qu'il renferme. L'histoire en narre les pulsations. »<sup>8</sup> Si la frontière est première, il faut « qu'une masse en fusion » lui donne sens. La dialectique du contenant et du contenu n'a pas fini de faire parler les géographes.

Seul un point est assuré, depuis longtemps. Il n'est pas question de supprimer les frontières, en Bolivie comme. Camille Vallaux et Jean Brunhes avaient (en 1921) trouvé la meilleure façon de conclure ce propos. « Il n'y a pas de sujet qui revienne plus souvent sous la plume des utopistes humanitaires que la suppression des frontières (...) Il est bien tentant de soutenir que les frontières ont été inventées par les hommes d'État et par les militaires pour opprimer les peuples : il est facile de le faire croire aux simples. Ceux qui auront une claire notion géographique de la frontière ne se laisseront pas aller à de tels écarts de l'imagination et de la pensée. »<sup>9</sup> Il me reste à espérer que cette thèse aura contribué à clarifier cet objet géographique.

---

<sup>7</sup> Pourtier, Roland 2002 *Espace et Nation en Afrique centrale: La dimension oubliée*, p. 163

<sup>8</sup> Ancel, Jacques 1938 *Géographie des frontières*, p. 147

<sup>9</sup> Brunhes, Jean et Vallaux, Camille 1921 *La géographie de l'histoire : géographique de la paix et de la guerre sur terre et sur mer*, p. 351 et 352.

# VI. Annexes

Bibliographie,  
lexiques, index,  
tables

# BIBLIOGRAPHIE

## BIBLIOGRAPHIE GENERALE

*La bibliographie générale est classée par ordre alphabétique d'auteur, puis par année d'édition – du plus ancien au plus récent. En fin de bibliographie les articles de quotidien – sans auteur - ont été classés par ordre alphabétique du nom du quotidien dans lequel ils ont été publiés, puis par date d'édition.*

- ACEVEDO, EDBERTO OSCAR. 1999. In *El espacio interior de america del sur : Geografia, historia, politica, cultura*. Edité par Potthast, B., Kohut, K., et Kohlhepp, G. Madrid, Frankfurt: Centre d'étude de l'Université d'Eischstatt L'urbanisation de l'espace intérieur : fondation de villes et construction de routes dans l'époque colonial.
- ADUANA NACIONAL DE BOLIVIA. 2000. *Resolucion de directorio n°RD 01-021-00 sobre trafico y comercio fronterizo al amparo del tratado boliviano-brasilero de Roboré*. In *Circulaire n°272/2000*, Gerencia nacional Juridica 26/12/2000. La Paz: Aduana Nacional.
- AGUAYO, EVA, et CORONADO, PATRICIA. 2002. Inversion publica y privada en Bolivia. In *Estudios Economicos de Desarrollo Internacional* Volume 2. Disponible en ligne <http://ideas.repec.org/s/eaa/eedein.html>.
- AGUILAR, F., VASQUEZ, E., et ANDALUZ, A. 1996. *Evaluación de la Aplicación del Decreto de Reglamentación de la Pausa Ecológica Histórica, Sector Forestal (DS. 22884)*. Santa Cruz. BOLFOR. 153 p.
- AGUIRRE ACHA, JOSÉ. 1980 [1902]. *De los Andes al Amazonas: Recuerdos de la campana del Acre*. Troisième éd. La Paz. Superel. (1ère éd., 1902). 460 p.
- AGUIRRE ARZE, RENÉ. 1999. In *Bolivia en el siglo XX*. Edité par Campero Prudencio, F. La Paz: Harvard club de Bolivia Notas para una historia del siglo XX en Bolivia, p. 47-66.
- AGUIRRE BILBAO, MARCELO. 1991. In *Seminario sobre nucleos poblacionales para el desarrollo* La Paz: FUNDEMOS Política de fronteras y FF. AA, p. 53-97.
- AGUIRRE LAVAYÉN, JOAQUÍN. 2000. *Puerto Aguirre : una salida al mar para Bolivia, la historia de un sueño imposible*. Cochabamba. Los Amigos del Libro. 278 p.
- AGUIRRE MAC-KAY, SERGIO. 1972. In *Bolivia*. Edité par Fifer, V. Santiago: Editorial Francisco de Aguirre S-A Introduccion, p. 13-34.
- AGUIRRE, MANUEL. 1885. *La delegación del Gobierno en el Oriente. 1884. Exposición, informes y documentos*. Sucre. Imp. de La Industria.
- ALBARACCIN MILLAN, JUAN. 1972. *El poder minero*. La Paz. Urquizo Ltda. 376 p.
- ALBÓ, XAVIER. 1999. In *Bolivia en el siglo XX*. Edité par Campero Prudencio, F. La Paz: Edobol Etnias y pueblos originarios : diversidad etnica, cultural y lingüística, p. 451-482.
- ALBORNOZ, MARIANO. 1885. *Breves apuntes sobre las regiones amazonicas por el Dr. D. ,Presidente de la Sociedad Obreros del Porvenir del Amazonas*. Lima. imp. Del Progreso.
- AMPUERO, ROBERTO. 2004 [1996]. *Le rêveur de l'Atacama*. 2ème éd. Traduit par Cucchi, B. Paris. 10:18. (1ère éd., El Aleman de Atacama). 283 p.
- ANAPO, UNIDAD DE PLANIFICACION Y ANALISIS ECONOMICO. 2002. *Datos relevantes de soya, trigo y girasol por tipo de productores*. Rapport commandé par. Santa Cruz, 6 p. (*Rapport interne non publié*)
- ANCEL, JACQUES. 1938. *Géographie des frontières*. Paris. Gallimard. 206 p.
- ANDERSON, BENEDICT. 2002. *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*. Traduit par Dauzat, P.-E. Paris. La Découverte. 212 p. (Coll° La Découverte-poche : Sciences humaines et sociales).
- ANGULO CABRERA, GILDO. 1993. *Al mar : por las hidrovias y corredores de la integracion sudamericana*. La Paz. 228 p.
- ANONYME. 2001. *Proyecto de zona franca de Guayaramerin*. Rapport commandé par Chambre d'industrie, de commerce et de tourisme de Guayaramerin. 1 février 2001. Guayaramerin, 17 p. (*Rapport non publié*)
- ANOUILH, JEAN. 1999 [1947]. *Antigone*. Paris. La Table ronde. 124 p.
- ARANIBAR, ANTONIN, et PRADO EVANS, FERNANDO (coord.). 2004. *Informe de desarrollo humano en Santa Cruz y la Macro Region Este*. La Paz. PNUD. 253 p. (Informes regionales del IDH). Disponible en ligne <http://idh.pnud.bo/Informes/InfRegionales/SantaCruz/index.html>.

- ARAÚJO, ROBERTO. 2002. In *Globalisation, drugs and criminalisation*. Edité par Geffray, C., Fabre, G., et Schiary, M.: UNESCO, Programme Most The drug trade, the black economy and society in western amazonia in Brazil, p. 65-69.
- ARENALES, JOSÉ IDELFONSO ALVAREZ DE. 1833. *Noticias históricas y descriptivas sobre el gran país del Chaco y Río Bermejo : con observaciones relativas a un plan de navegacion y colonizacion que se propone / por Jose Arenales*. Buenos Aires. Imprenta de Hallet. 421 p.
- ARGUEDAS, ALCIDE. 1975 [1909]. *Pueblo enfermo*. 5ème éd. La Paz. Gisbert & Company. (1ère éd., 1909). 378 p.
- ARGUEDAS, ALCIDES. 1975 [ 1922 ]. *Historia General de Bolivia*. Troisième éd. La Paz. Editorial Gisbert. (1ère éd., 1922). 582 p.
- ARMENTIA, N. 1883. *Diario de sus viajes entre el rio Beni y Madre de Dios y en el arroyo de Ivon en los años de 1881 y 1882*. La Paz. Tip. Religiosa. 131 p.
- . 1887. *Navegacion del Madre de Dios. Viaje del Padre Armentia*. La Paz. Imprenta La Paz. 230 p.
- . 1897. *Limites de Bolivia con el Peru por la parte de Caupolican*. La Paz. Imprenta El Telegrafo. 240 p.
- ARRAYA FLORES, JOSÉ. 2003. *Informe sobre poblaciones asentadas en la zona fronteriza del Brasil y Bolivia*. Rapport commandé par C. Alnte. José Pedro Torrico Camacho, Direccion general de enseñanza e institutos navales. 12/05/03. Guayaramerín, 12 p. (*Rapport confidentiel, rédigé par le Tercer distrito naval "Madera"*)
- ARREGHINI, LOUIS, et ROUX, JEAN-CLAUDE. 2001. *Bolivia de los Andes a los Orientes : Disparidades espaciales y dinamicas socio-economicas*. Montpellier. IRD. 141 p.
- ARRIETA, MARIO, ABREGO, GUADALUPE, CASTILLO, ABEL , et FUENTE, MANUEL DE LA. 1990. *Agricultura en SC : de la encomienda colonial a la empresa modernizada - 1559 1985*. La Paz. EDOBOL. 374 p.
- ARRUDA, ROLDÃO. O Estado de São Paulo, 1997. *Brasil entra na rota das grandes migrações*. São Paulo, 10/10/1997,
- ARZE QUIROGA, EDUARDO. 1978. In *Antología geopolítica de Bolivia*, 2ème éd. Edité par Baptista Gumucio, M., et Saavedra Weise, A. Cochabamba - La Paz: Los Amigos del Libros (1ère éd., 1974). "El factor geografico en la politica sud-americana" de Carlos Badia Malagrida, p. 81-103 (*paru dans Presencia le 6 aout 1974*).
- ASEFF, JORGE, ESPEJO, JUSTO, et MORALES, JUAN ANTONIO. 1996. In *NAFTA y MERCOSUR : un dialogo canadiense-latinoamericano*. Edité par Lipsey, R. G., et Meller, P. Santiago: CIEPLAN (Corporacion de Investigaciones Economicas para Latinoamerica), Dolmen Ediciones La importancia del comercio fronterizo : el caso de Bolivia, p. 194-223.
- ASSIES, W. 1997. Extractivisme et développement durable en Amazonie : Etat de l'Acre et nord Bolivien. In *Problèmes d'Amérique Latine, nouvelle série n°26*.
- AYALA Z., ALFREDO. 1955. *Geografía física general y especial de Bolivia. Texto autorizado por suprema de acuerdo a los programas vigentes para el primer ano de secundaria*. 5ème éd. La Paz. Gisbert. 329 p.
- . 1956. *Geografía política de Bolivia ; texto para tercer ano de secundaria, conforme a los programas oficiales vigentes*. 5ème éd. La Paz. Gisbert. 246 p.
- . 1978. *Geografía general de Bolivia : Estudios físico, político, y economico de Bolivia*. La Paz. Imprenta y libreria "Renovacion" Ltda. 375 p.
- AYMÉ, MARCEL. 1984 [1950]. *Clérambard*. Paris. Grasset. 153 p. (coll° Les cahiers rouges).
- BACHELARD, GASTON. 2001 [1957]. *Poétique de l'espace*. 8ème éd. Paris. PUF. 224 p. (Coll° Quadrige).
- BADIA MALAGRIDA, CARLOS. 1919. *El factor geografico en la America del Sur*. Madrid. Tipo J. Ratès. 587 p.
- BAILLY, ANTOINE. 1996. La frontière des coquilles de l'homme au maillage du système monde. In *Globe* 136.
- BALESTE, MARCEL. 1995. *L'économie française*. 13ème éd. Paris. Masson/A.Colin. 292 p.
- BALLIVIAN, M. V. 1902-1904. *Censo general de la poblacion de la Republica de Bolivia segun el empadronamiento de 1e. de septiembre de 1900*. La Paz. Imp. Gamarra. 2 Volumes.
- BALLIVIAN, M. W., et PINILLA, G. F. 1912. *Monografía de la industria de la goma elastica en Bolivia*. La Paz. Edition de la Direccion general de Estadística y Estudios Geograficos. 354 p.
- BALZAN, LUIGI. 2002 [1892-94]. *Memorias y relaciones : viaje de Luigi Balzan 1890 - 1892*. Deuxième éd. Traduit par Lopez Beltran, C. La Paz: Edité par Roux, J.-C., et Giodat, A. (1ère éd., originale en italien, publiée dans plusieurs numéros du Bulletin de la Société géographique Italienne entre 1892 1894.). 216 p.
- BANCO CENTRAL DE BOLIVIA. 2004. *Memoria 2003*. La Paz. Banco Central de Bolivia. 182 p. Disponible en ligne <http://www.bcb.gov.bo/>.
- BAPTISTA GUMUCIO, MARIANO. 1978. In *Antología geopolítica de Bolivia*. Edité par Baptista Gumucio, M., et Saavedra Weise, A. Cochabamba: Amigos del Libro La viabilidad de Bolivia, p. 119-151.
- . 1978. *Que se rinda su abuela carajo! : vida y epifania de Eduardo Avaroa*. La Paz. Ultima Hora. 223 p. (Biblioteca popular boliviana de "Ultima Hora").

- . 1988. El mapa que inicio la deuda externa de Bolivia. In *Historia y Cultura*: p. 97-106.
- . 1993. In *Los Bolivianos en el tiempo*, Deuxième éd. Edité par Crespo, A. c., Crespo Fernandez, J., et Kent SOLARES, M. L. La Paz: Instituto de estudios Andinos y Amazonicos La independencia : Así se desmoronó el Imperio donde no se ponía el sol, p. 158-170.
- BARRAGÁN, ROSSANA. 2005. "Autonomías regionales, comités cívicos y la media luna" Octubre 2003-Abril 2004. In *T'inkazos virtual* n°17.
- BARROS, CARLOS JULIANO. 2000. *Senzalas Bolivianas*. São Paulo. Reporter Brasil. 7 p. Disponible en ligne <http://www.reporterbrasil.com.br>.
- BATAILLON, CLAUDE, DELER, JEAN-PAUL, et THÉRY, HERVÉ. 1991. *Amérique Latine*. Montpellier. Belin/Reclus. 479 p. (Coll° Géographie Universelle).
- BATAILLON, CLAUDE. 2000. Nations au Mexique : construction et métissage. In *Herodote* 99: p. 19-37.
- BECEOM, SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'INGÉNIERIE. 2001. *Diseño final de la Carretera Pailon - San José - Puerto Suarez*. Volume II : Factibilidad economica financiera del negocio de la concession . Rapport commandé par Ministerio de desarrollo economico, Vice Ministerio de inversion publica y financiamiento externo, Direccion general de concesiones de obras publicas de transporte., Avril 2001. La Paz, 73 p. (*rapport non publié*)
- BECERRA CASANOVAS, ROGERS. 1984. *El imperio del Caucho : perfil del Noroeste boliviano*. Trinidad-La Paz. Imprenta y libreria Renovacion. 339 p.
- BECKER, BERTHA, et EGLER, C. 1997. Amazonie : méthodologie et enjeux du zonage écologique et économique. In *Cahiers des Amériques Latines* 24.
- BENEDETTI, ALEJANDRO (COMPILADOR). 2003. *Puna de Atacama (Sociedad, economía y frontera)*. Buenos Aires. Alción Editora. 273 p.
- BENITEZ REYNOSO, ALBERTO. 2002. *Infraestructura vial : corredores de integracion*. Rapport commandé par Servicio nacional de caminos. La Paz, 24 p. (*Rapport interne, non publié*)
- BENNAFLA, KARINE. 1999. *La restructuration des espaces frontaliers en Afrique centrale*. Thèse de Doctorat, Géographie, Louis Pasteur, Strasbourg, sous la direction de Piermay, J. L. p.
- . 2002. *Le commerce frontalier en Afrique centrale*. Paris. Karthala. 368 p.
- . 2002. Les frontières africaines : nouvelles significations, nouveaux enjeux. In *BAGF*.
- BERGÉ, JOHANNA. 2004. *Les Inuit du Nunavut et la Frontière : entre appropriation et instrumentalisation d'un concept occidental*. Communication in Colloque Frontières, frontière, 21 février 2004, à Pessac. Non publié, version provisoire
- BERNAND, CARMEN. 1999. *Espaces américains: rêves, mythes, fictions*. Communication in Colloque Espace(s), 6 mai 1999, à Toulouse (texte de la communication)
- BERNAND, CARMEN, et GRUNZINSKI, SERGE. 1992. La Redécouverte de l'Amérique. In *L'homme* 32 n°122: p. 7-38.
- BERNAND, CARMEN, et GRUNZISKI, SERGE. 1991. *Histoire du nouveau monde, De la découverte à la conquête*. Paris. Fayard. 768 p.
- . 1991. *Histoire du nouveau monde, Les métissages*. Paris. Fayard. 768 p.
- BERQUE, AUGUSTIN. 1999. Géogramme pour une ontologie des faits géographiques. In *L'espace géographique* 4.
- BERTRÈS, FELIPE. 1901. Descripcion topografica e historica de Bolivia. In *Bulletin de la société géographique de Sucre* n°25-31.
- BID, Banque Inter-Américaine De Développement, Departamento De Integración Y Programas Regionales, División De Integración, Comercio Y Asuntos Hemisféricos, Et Instituto Para La Integración De América Latina Y El Caribe. 2001. *Integracion y comercio en America : Una estimación preliminar del comercio de 2001*.
- BLACKSTONE CORPORATION, et BURNSIDE INTERNATIONAL LIMITED. 1997. *Proyecto de Ordenamiento Turistico territorial "CDTI Pantanal" : an ethnoecotourism strategy for the bolivian pantanal*. Rapport commandé par Agencia Canadiense de desarrollo internacional. 1 avril 1997. Toronto, 155 p.
- BOHAN, MERWIN L. 1942. *Informe de la mission economica Bohan a Bolivia*. La Paz. Bibliotheca del Congreso. 353 p. (non publié, révisé L.F. Blanchard à La Paz, avril 1942).
- BÖHRT, CARLOS. 2004. *El contrabando opera en todo el país !* La Patria en linea, 28/09/04. Disponible en ligne <http://www.lapatriaenlinea.com/content/view/897/>.
- BOJANIC J., ALAN. 2001. *Balance is beautiful: Assessing sustainable development in the rain forests of the Bolivian Amazon*. Utrecht. PROMAB/Faculteit Ruimtelijke Wetenschappen Universiteit Utrecht. 228 p. (PROMAB scientific series 3). Disponible en ligne <http://www.promab.org>.
- BONI, ROBERTO. 2000. *Analysis of transport costs for the ferrocarril oriental on the Santa Cruz - Puerto Quijarro line*. Rapport commandé par ANAPO. La Paz, (*rapport non publié remis au Superintendant des transports*)

- BONNEMAISON, JACQUES, et CAMBREZY, LUC. 1996. Le lien territorial entre frontières et identités. In *Géographie et culture* 20: p. 8 - 15.
- BORGES, JORGE LUIS. 2003. *El hacedor*. Madrid. Alianza. 133 p. (El libro de bolsillo, biblioteca de autor).
- BOTHELO GOSALVEZ, RAUL. 1960. *Proceso del imperialismo del Brasil, de Tordesillas a Robore*. La Paz. 190 p.
- . 1974. *Processo del Subimperialismo brasileño*. Deuxième éd. Buenos Aires. Editorial universitaria de Buenos Aires. 138 p.
- . 1974 [1957]. *Tierra chucara*. Deuxième éd. La Paz. Ediciones Camarlinghi. 206 p. (Coleccion Popular, serie 16).
- . 1994 [1957]. *Terre indomptable*. Deuxième éd. Traduit par Sow, A. Paris. L'Harmattan. 153 p.
- BOURDIEU, PIERRE. 1980. *Questions de sociologie*. Paris. Editions de Minuit. 268 p.
- BOUVIN, PHILIPPE. 1997. *Tipología de las fronteras contemporaneas*. Mexico. CEMCA.
- BOUYSSÉ-CASSAGNE, THÉRÈSE. 1987. *La identidad aymara. Aproximación histórica (siglo XV, siglo XVI)*. La Paz. Hisbol. 443 p. (Biblioteca Andina, serie histórica : 1).
- . 1988. *Lluvias y cenizas : dos pachacuti en la historia*. La Paz. Hisbol. 228 p. (Biblioteca andina. Serie histórica : 4).
- BRAUDEL, FERNAND. 1985 [1949]. *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*. Sixième éd. Paris. Armand Colin. (1ère éd., 1949). II Volumes. Vol. I. 587 p.
- . 1990 [1986]. *L'identité de la France*. 2ème éd. Paris. Flammarion. (1ère éd., 1986). 410 p. (Champs).
- BRAVO, CARLOS, et BALLIVIAN, MANUEL. 1894. *La patria boliviana, estado geografico*. La Paz. Imprenta La Paz. 204 p.
- BRECHNER, JOSÉ. Correo del Sur, 2004. *Dos nuevas mentiras : el neocomunismo y el neo-populismo*. Sucre, 04/12/2004.
- BRIESEMEISTER, DIETRICH. 1999. In *El espacio interior de america del sur : Geografía, historia, política, cultura*. Edité par Pothast, B., et Kohlhepp, G. Madrid, Frankfurt: Centre d'étude de l'Université d'Eischstatt L'expansion des missions jésuites vers l'intérieur dans l'Amérique coloniale.
- BRUCHER, WOLFGANG, et DORRENBACHER, PETER. 2000. Espace transfrontalier et culture mixte, l'exemple sarro-lorrain. In *Géographie et culture* 36: p. 57-70.
- BRUNET, ROGER, FERRAS, ROBERT, et THÉRY, HERVÉ. 1992. *Les mots de la géographie*. Montpellier. Reclus. 314 p.
- BRUNHES, JEAN, et VALLAUX, CAMILLE. 1921. *La géographie de l'histoire : géographique de la paix et de la guerre sur terre et sur mer*. Paris. Lib. Félix Alcan. 715 p.
- BRUNO, G. 1913 [1877]. *Le tour de la France par deux enfants*. 366<sup>ème</sup> éd. Paris. Editions Belin Frères. (1ère éd., 1877). 256 p.
- BUNUEL, LUIS. 1972. *Le charme discret de la bourgeoisie*. Paris: Serge Silberman. (Film).
- BURGOS, ELIZABETH. 2005. Bolivia o la pasión nacional. In *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* 5. Disponible en ligne <http://nuevomundo.revues.org/document35.html>.
- C.O.A. (CONTROL OPERATIVO ADUANERO). 2003. *Informe operativo abril 2003*. La Paz. COA. 10 p. (Non publié - Rapport d'activité confidentiel).
- CADEPROF. 2003. *Acta de la primera reunion 22/04/03*. La Paz: CADEPROF.
- CAF. 2004. *Estudio del Eje Andino*. [en ligne]. CAF, 2003 [consulté le 15 septembre 2004]. Disponible sur <http://www.caf.com/attach/8/default/EjeAndinwebrev.doc>.
- CALDERON GUTIERREZ, FERNANDO (coord.). 2004. *Informe sobre el desarrollo humano 2004 : Interculturalismo y globalización. La Bolivia posible*. La Paz. PNUD. 244 p. Disponible en ligne <http://idh.pnud.bo/Informes/2004/index.html>.
- CALDERON GUTIERREZ, FERNANDO (coord.). 2002. *Informe de desarrollo humano, Bolivia 2002*. La Paz. PNUD. 280 p.
- . 2004. *Informe de desarrollo humano en Santa Cruz*. La Paz. PNUD. 252 p.
- CALDERON GUTIERREZ, FERNANDO (coord.), SUÁREZ, HUGO JOSÉ, et JETTÉ, CHRISTIAN. 2003. *Informe de desarrollo humano en el Norte Amazonico Boliviano*. La Paz. PNUD. 138 p. Disponible en ligne <http://idh.pnud.bo/Informes/InfRegionales/NorteAmazonico/index.html>.
- CAMACHO, OLVIS, CORDERO Q, WILLIAM, MARTÍNEZ T, IGNACIO, et ROJAS M., DONATO. 2001. *Tasa de Deforestación del Departamento de Santa Cruz, Bolivia : 1993-2000*. Santa Cruz. Superintendencia agraria, Bolfor. 34 p.
- CANABRAVA, ALICE PIFFER. 1984[1943]. *O comércio português tio Rio da Prata (1580-1640)*. Belo Horizonte. Editora Itatiaia. 201 p. (Coleção Reconquista do Brasil nova ser, vol. 82).

- CAPOBIANCO R., GUILLERMO. 1991. In *Nucleos Poblacionales para el desarrollo* La Paz: FUNDEMOS Plan Soberania, p. 7-26.
- CARDOSO, CATARINA A. 1998. *The Role of External Agents in the Development of a Common Property Rights Institution: The Extractive Reserve Chico Mendes in Brazilian Amazonia*. Communication in Annual conference of the International Association for the Study of Common Property, 10-14 juin 1998, à Vancouver. Disponible en ligne <http://www.indiana.edu/~iascp/Drafts/cardoso.pdf>.
- CARPENTIER, ALAIN. 1998. Le surréalisme et le roman hispano-américain. In *Cahiers des Amériques Latines* 28-29: p. 215-229.
- CARROLL, LEWIS. 1994 [1865]. *Alice au pays des merveilles, De l'autre côté du miroir*. Paris. Folio. 374 p. (Folio Classique).
- CARVAJAL DE, GASPAR. 1994. *Amazonie ventre de l'Amérique. Relation de la première descente de l'Amazone*. Traduit par Técher, L. Grenoble. Jérôme Millon. 182 p. (Introduction et notes de Michel Lequenne).
- CASTELNAU, FRANCIS. 1857-1859. *Expédition dans les parties centrales de l'Amérique du Sud, de Rio de Janeiro à Lima et de Lima du Para exécutée... pendant les 3 années 1843 à 1847*. Paris. P. Bertrand. 3 Volumes. Vol. II. 316 p.
- CELADA, MARIA TERESA. 2002. *Sobre ciertas formas de se dizer brasileiro*. Communication in Anais do 2. Congresso Brasileiro de Hispanistas, 8-11 octobre 2002, à São Paulo
- CENTRO BOLIVIANO DE ECONOMIA (CEBEC). 2003. *El aporte de Santa Cruz a Bolivia*. Rapport commandé par CAINCO. Santa Cruz, 30 p.
- CENTRO DE DESARROLLO FORESTAL - PANDO. 1995. *Plan Soberanía, Conservación y desarrollo*. Rapport commandé par CDF-Pando. juin 1995. Cobija, 27 p.
- CÉSPEDES, AUGUSTO. 1979. *El dictador suicida (40 anos de historia de Bolivia)*. La Paz. Editorial Juventud. 270 p.
- CÉSPEDES, EDMUNDO JUSTINIANO. 2003. *Información sobre diferentes aspectos referidos a Amarillo en el área de Jurisdicción de está Gran Unidad*. Rapport commandé par C. Almte. José Pedro Torrico Camacho, Direccion general de enseñanza e institutos navales. 04/07/2003. Cobija, 6 p.
- CHACÓN, GONZALO , et AMARANTE, STÉLIO MARCOS. 2001. *Acta de la II Renuión del Comité de fronteras de Guayaramerín - Guajará-Mirim*. Guayaramerín. 8 p.
- CHALEARD, JEAN LOUIS., et POURTIER, ROLAND. 2000. *Politiques et dynamiques territoriales dans les pays du Sud*. Paris. Publications de la Sorbonne. 256 p.
- CHALMIN, P. 2001. *Cyclope, les marchés mondiaux*. Paris. Economica. 587 p.
- CHAMBRE DE COMMERCE GUAYARAMERÍN. 1998. *Terminos de referencia del estudio de factibilidad para la conformacion de un area de libre comercio en la ciudad de Guayaramerin (ALCOMGUA)*. Rapport commandé par Chambre de commerce Guayaramerin, Guayaramerin, 8 p.
- CHAUMEIL, JEAN-PIERRE. 1992. De Loreto à Tabatinga. D'une frontière l'autre antagonisme sur l'Amazone au XIXe siècle et après. In *L'homme* 32 n° 122: p. 355-375.
- CHAUNU, PIERRE. 1969. *Conquête et exploitation des mondes nouveaux*. Paris. PUF. (coll° Nouvelle Clío).
- . 1999 [1949]. *Histoire de l'Amérique Latine*. 14ème éd. Paris. PUF. 121 p. (Que Sais je ?).
- CHAVEZ ORTIZ, NUFLO. 1961. *El signo del estaño : enjuiciamiento historico de medio siglo*. La Paz. 157 p.
- CHAVEZ SUAREZ, J. 1944. *Historia de Moxos*. La Paz. Editorial Fenix. 510 p.
- CHIVALLON, CHRISTINE. 1999. Fin des territoires ou nécessité d'une conceptualisation autre. In *Géographie et culture* n°31: p. 127-137.
- CHOQUE VILCAT, CELESTINO. 1998. Proceso de transformación del sistema de formación docente inicial en Bolivia. In *Revista latino-americana de innovaciones educativas* 18 Sobre la formacion y capitacion docente. Disponible en ligne <http://www.me.gov.ar/revistalatioamericana/revista28/bolivia.html>.
- CIA. *World Fact Book*. [en ligne]. CIA, 2004 [consulté le 23 janvier 2004]. Disponible sur <http://www.cia.gov/cia/publications/factbook/>.
- CICILLE, P., et VIGOUROUX, M. 1996. Les difficultés de la représentation spatiale d'un territoire transfrontalier. In *Mappemonde* n°2.
- COLLIN DELAUAUD, CLAUDE. 2000. Pérou : quel nationalisme dans un Etat et une nation mal consolidés ? In *Hérodote* n°99: p. 136 -161.
- COMBONI SALINAS, SONIA, et JUAREZ NUNEZ, JOSÉ MANUEL. 2002. Interculturalidad, educación y política en América Latina. In *Política y cultura* 17 America latina : estudios criticos de la ideologia dominante: p. 261-287. Disponible en ligne <http://cueyatl.uam.mx/~polcul/pyc17/11-combo.pdf>.
- COMITE HISTORICO DEL CENTENARIO DE PUERTO SUÁREZ. 1976. *Revista historica del centenario de Puerto Suárez*. Puerto Suárez. 41 p.
- CONDARCO MORALES, RAMIRO. 1985. *Atlas historico de Bolivia*. La Paz. Imprenta San José. 61 p.

- CONDURU, GUILHERME. 2001. *The Robore agreements (1958) : A case study of foreign policy decision-making process in the Kubitschek administration*, University of Oxford, Centre for Brazilian Studies, Oxford 80 p.
- CONESA, EDUARDO (DIRECTOR). 1983. *Estudios de transportes en la Region Amazonica y en el Alto Paraguay*. La Paz. BID. 2 Volumes. Vol. 1 : La region amazonica. 189 p. (Convenio ATN/SF -2084-RE - rapport non publié).
- CONRAD, PHILIPPE. 2000. Les conquistadors et le mythe de l'Eldorado. In *Clia*. p. 23-26.
- CONSEJO SUPREMO DE DEFENSA NACIONAL. 1988. *Politica de fronteras y asentamientos humanos*. La Paz. CONASE. 55 p. (*Rapport confidentiel*).
- . 2001. *Estudios de las politicas para el desarrollo de fronteras*. La Paz. non publié. 225 p. (Document classé).
- CONTRERAS, MANUEL. 1995. In *Los Bolivianos en el tiempo*, Deuxième éd. Edité par Crespo, A., et Crespo Fernandez, J. La Paz: INDEAA (1ère éd., 1993). Estano, ferrocarriles y modernizacion, p. 282-292.
- . 1999. In *Bolivia en el siglo XX, la formacion de la Bolivia contemporanea*. Edité par Navia, M., Quiroga, M., Roga, M., et Vargas, R. La Paz: Ed. offset boliviana Reformas y desafios de la Educacion, p. 483-507.
- CORTÉS, GENEVIÈVE. 1995. *La migration : survie et mutations des sociétés paysannes andines : deux exemples dans le Valle Alto de Cochabamba (Bolivie)*. Thèse de Doctorat, Géographie, Toulouse II Le Mirail, Toulouse 521 p.
- CORTÉS, JOSÉ DOMINGO. 1875. *Bolivia : apuntes jeograficos, estadisticos, de costumbres descriptivos e historicos*. Paris. Lahure. 172 p.
- CORTESÃO, JAIME. 1958. *Raposo Tavares e a Formação Territorial do Brasil*. Rio de Janeiro. Ministerio da Educacao e Cultura. 454 p. (coll° "Vida Brasileira").
- . 1984 [1950]. *Alexandro de Gusmao e o Tratado de Madrid*. Lisbonne. Livros Horizonte. 4 Volumes.
- COSTAS, HUMBERTO. 1973. Estudio y difusión de la Geopolítica en las Fuerzas Armadas de la Nación. In *Biblioteca del Oficial Boliviano (Comando General del Ejercito) IX Temas Nacionales*: p. 7-21.
- COY, M. 1995. Desarrollo y planificación urbana en una región periférica incorporada. El caso de Cuiabá (Mato Grosso, Brasil). In *Revista Interamericana de Planificación* 28 112: p. 96 - 119.
- COY, MARTIN. 1986. Développement régional à la périphérie amazonienne. Organisation de l'espace, conflits d'intérêts et programmes d'aménagement dans une région de "frontière": le cas de Rondônia. In *Cahiers des Sciences humaines* 22: p. 371 - 388.
- COY, MARTIN, et REMPPIS, M. 1999. In *El espacio interior de América del Sur. Geografía, historia, política, cultura*. Edité par Potthast, B., Kohut, K., et Kohlepp, G. Frankfurt am Main
- Madrid: Americana eystettensia A ocupação da região do Pantanal Matogrossense. O significado das transformações urbanas e rurais num espaço periférico., p. 303 - 326.
- CRESPO, ALBERTO, CRESPO FERNANDEZ, JOSÉ, et KENT SOLARES, MARIA LUISA. 1995. *Los bolivianos en el tiempo*. La Paz. Instituto de estudios andinos y amazonicos, UMSA. 360 p.
- CROZAT, DOMINIQUE. 2004. *Au commencement était la frontière ....* Communication in Colloque Frontières, frontière, Février 2004, à Pessac. (Non publié)
- CUBA ROJAS, PABLO. 2003. *Bolivia en la integración : los corredores bioceánicos*. Communication in Jornadas de Integración regional del Centro Oeste sudamericano, Juin 2003, à San Salvador de Jujuy. CERES, Centros de estudios de la realidad económica y social
- CUETO ARTEAGA, JOSÉ LUIS (coord.). 1992. *Politicas de fronteras nacionales*. La Paz. Vol. n°42. 54 p. (Temas en la crisis).
- CUISINIER RAYNAL, ARNAUD. 2001. La frontière au Pérou entre front et synapse. In *L'espace géographique* n°3.
- DABDOUB ALVAREZ, GABRIEL. 2004. Puerto Busch ... una salida soberana al mar. In *Comercio Exterior on line* 119 Desarrollo del proyecto Puerto Busch: p. 2-3.
- DALENCE, JOSÉ MARIA. 1975 [ 1851 ]. *Bosquejo estadístico de Bolivia*. Deuxième éd. La Paz. UMSA. (1ère éd., 1851). 340 p.
- DANTAS, JOANA. Folha do Estado, 2005. *MT de olho nos países do Cone Sul*. 3/2/2005,
- DAURIL, ALDEN. 1973. *Colonial roots of modern Brazil*. Berkeley. 294 p. (Papers of the Newberry Library Conference).
- DAVIDSON, DAVID M. 1973. In *Colonial roots of modern Brazil*. Edité par Dauril, A. Berkeley: University of California Press How the Brazilian West was won, p. 59-106.
- DEA. 2002. *Changing dynamics of cocaine production in the andean region (june 2002)*. DEA., 3 p. (*Drug Intelligence Brief*) Disponible en ligne <http://www.usdoj.gov/dea/>.
- . 2002. *Informe del Departamento de Estado de los Estados Unidos sobre la Estrategia Internacional para el Control de Narcóticos*. Rapport commandé par DEA. 1 mars 2002. Washington, 10 p. (*rapport interne non publié, traduction extra-officielle de l'ambassade des Etats-Unis à La Paz*)
- DELER, JEAN PAUL. 1981. *Genèse de l'espace équatorien : essai sur la formation du territoire national*. Paris. A.D.P.F. 279 p.

- DELER, JEAN-PAUL. 1991. In *Géographie universelle, Amérique Latine*. Edité par Brunet, R. 10 vols. Vol. 3 Montpellier: Reclus La Bolivie, enclave sous influence, p. 296-311.
- . 2000. Sur l'Amérique Latine miroir de la mondialisation. In *Les cahiers d'Outre Mer* 53 212: p. 305-316.
- DEMANGEOT, JEAN. 1996 [1984]. *Les milieux "naturels" du globe*. Sixième éd. Paris. Armand Colin. 337 p.
- DEMELAS, MARIE-DANIÈLE. 1980. *Nationalisme sans nation ? La Bolivie au XIX et XXème siècle*. Toulouse. Centre régional de publication de Toulouse CNRS. 227 p.
- TLFI, Les trésors de la langue française informatisée. ATILF CNRS, Paris.
- DERRUAU, MAX. 1976. *Géographie humaine*. Paris. Armand Colin. 376 p.
- DI MÉO, GUY. 2000. In *Logiques de l'espace, esprit des lieux. Géographies à Cérisy*. Edité par Lévy, J., et Lussault, M. Paris: Belin Que voulons nous dire lorsque nous parlons de l'espace ?
- DIALOGO NACIONAL. 2000. *Indicadores sociales y economicos : Beni*. La Paz. Dialogo Nacional, Participacion y decision. 59 p.
- . 2000. *Indicadores sociales y economicos : Pando*. La Paz. Dialogo Nacional, Participacion y decision. 40 p.
- . 2000. *Indicadores sociales y economicos : Santa Cruz*. La Paz. Dialogo Nacional, Participacion y decision. 130 p.
- DIDEROT, DENIS. 1765. *Encyclopédie*. Paris. Vol. 11 des textes ( de N-Parkinson). 951 p. (*titre complet : L'Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers, par une Société de Gens de lettres*).
- DIRECCION GENERAL DE AERONAUTICA CIVIL DE BOLIVIA. 2003. *Estadísticas de tráfico*. Rapport commandé par DGAC. La Paz, Disponible sur <http://www.dgac.gov.bo/>
- DIRECCION GENERAL DE ESTADISTICA Y CENSOS, MINISTERIO DE HACIENDA Y ESTADISTICAS. 1951. *Resultados generales del censo de poblacion de la Republica de Bolivia, levantado el dia 5 de septiembre de 1950. Publicacion ordenada por el señor ministro de hacienda y estadística, presidente de la Comision Nacional del Censo Tenl. Luis Martínez Quiroga*. La Paz. 139 p.
- . 1955. *Censo demográfico 1950*. La Paz. Editorial Argote. 252 p.
- DISPOT, JEAN-PAUL. 1972. *Le problème de la province bolivienne de Santa Cruz*. Mémoire pour le diplôme d'études supérieures de sciences politiques, Sciences politiques, Université de Paris, Faculté de droit et des sciences économiques, Paris 107 p.
- DOLFUSS, OLIVIER. 1997. *La mondialisation*. Paris. Presse de la fondation des Sciences Politiques. 166 p.
- DORY, DANIEL. 2003. La transition géopolitique. In *AGIR Revue générale de stratégie* n°15 L'Amérique latine en demi-teinte: p. 39-58.
- . 2005. Bolivie : la recomposition traumatique du système politique. In *T'inkazos virtual* n°17.
- DROULERS, MARTINE. 1995. *L'Amazonie*. Paris. Nathan. 191 p. (*coll° Géographie aujourd'hui*).
- . 1999. Frontières au Brésil, changement de sens. In *BAGF* n°3: p. p 250-259.
- . 2001. *Brésil : une géohistoire*. Paris. PUF. 307 p.
- . 2003. *Aspectos geo-históricos da formação da região matogrossense*. Communication in Colloque META II, 18 septembre 2003, à Brasilia. non publié. Non publié
- DROULERS, MARTINE, et LE TOURNEAU, FRANÇOIS MICHEL. 2000. Le commerce international et son impact territorial au Brésil. In *Mappemonde* n°58.
- DUNIA SANDOVAL, CARMEN (COORD.). 2003. *Santa Cruz : Economía y poder (1952-1993)*. La Paz. PIEB Cedure. 199 p.
- DURAND, MARIE FRANÇOISE, LEVY, JACQUES, et RETAILLÉ, DENIS. 1993. *Le monde espace et systèmes*. Paris. Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques. 596 p.
- ECUARI CASTRO, RUTHY. 2003. *Informe sobre la cantidad de súbditos brasileños (Informe D.D.D.M.N 27/2003)*. Rapport commandé par Directora distrital de Migracion a.i. 14/04/03. Cobija, 2 p. (*Rapport non publié commandé par le préfet commandant général du département du Pando. José Ricardo Shimokawa*)
- EDER, FRANCISCO JAVIER S.J. 1985 [1791]. *Breve descripción de las reducciones de Mojos*. Deuxième éd. Cochabamba: Edité par Barnadas, J. M. Historia Boliviana.
- ESCOBARI CUSICANQUI, JORGE. 1982 [1975]. *Historia diplomática de Bolivia*. Quatrième éd. Lima. Imprenta. (1ère éd., 1975). 2 Volumes. Vol. II. 443 p.
- . 1982 [1975]. *Historia diplomática de Bolivia*. Quatrième éd. Lima. Imprenta. (1ère éd., 1975). 2 Volumes. Vol. I. 337 p.
- ESCODÉ, CARLOS, et CISNEROS, ANDRÉS. 2000. *Historia general de las relaciones exteriores de la República Argentina*. Buenos Aires. Consejo Argentino para las Relaciones Internacionales (CARI), Centro de estudios de Política Exterior (CEPE). 14 Volumes. Vol. 9 : Las relaciones exteriores 1930-1943. (Edition électronique). Disponible en ligne [http://argentina-rree.com/home\\_nueva.htm](http://argentina-rree.com/home_nueva.htm).

- ESTEVEZ GOMES, BENEDITA MARIA. 2001. *Migrations on the Southwestern Amazonian frontier: a case study of "Brasivianos" and "Biscateiros"*. Communication in The 2001 Open meeting Human dimensions of Global environmental Change, 6-8 octobre 2001, à Rio de Janeiro. Center for international Earth Science Information Network of Columbia University (CIESIN)
- EYZAGUIRRE, JAIME. 1963. *Chile y Bolivia; esquema de un proceso diplomático*. Santiago. Empresa Editora Zig-Zag. 61 p.
- FAVIER, JEAN. 1987. *De l'Or et des épices : naissance de l'homme d'affaires au Moyen Age*. Paris. Fayard. 481 p. (Nouvelles Etudes Historiques).
- FAVRE, HENRI. 1972. *Les Incas*. Paris. PUF. 128 p. (coll° *Que Sais Je ?*).
- FAVRE, LÉON. 1853. La Bolivie. In *Revue Contemporaine* Livre des 15-31 août 1853.
- . 1854. *Navegación de los rios de Bolivia*. Traduit par Rosquellas, P. L. Potosi. S.E. 70 p. (Traduit du français).
- FAWCETT H., PERCY. 1991 [1953]. *Le continent perdu : dans l'enfer vert amazonien 1906 - 1925*. Deuxième éd. Traduit par Bourdet Pléville, M. Paris. Pygmalion Gérard Watelet. 320 p. (texte établi par Brian Fawcett d'après les journaux, lettres et rapports de son père).
- FEVBRE, LUCIEN. 1982. *Pour une histoire à part entière*. Paris. École des hautes études en sciences sociales. 859 p. (*Recueil de textes extraits de diverses revues et publications, 1908-1956*).
- FELCN. 2002. *Informe Anual*. La Paz. 326 p.
- FELLMAN VELARDE, JOSÉ. 1967. *Memorandum sobre Política exterior Boliviana*. La Paz. Libreria Editorial Juventud.
- FERNANDES NETO, PEDRO. 2003. *Caracterização Geográfica da Faixa de Fronteira Continental Norte do Brasil*. Bacharel em Geografia, Departamento de Geografia, UFRJ, Rio de Janeiro 47 p.
- FERNANDEZ DE OVIEDO, GONZALO. 1950 [1547]. *Cronica de las Indias. La historia general de las Indias ...* Salamanque. Juan de Junta.
- FERNANDEZ SAAVEDRA, GUSTAVO. 1995. *La transformacion del Estado*. La Paz: Edité par ILDIS. Muller and asociados. 184 p.
- FIFER, VALERIE. 1972. *Bolivia : land, location, and politics since 1825*. Londres. Cambridge University Press.
- . 1976 [1972]. *Bolivia*. Deuxième éd. Traduit par Sergio, A. Buenos Aires. Editorial Francisco de Aguirre. 474 p.
- . 1982. The search for a series of small sucesses : Frontiers of settlements in Eastern Bolivia. In *Latin American Studies* n°14: p. 407-432.
- FINOT, ENRIQUE. 1978. *Historia de la conquista del Oriente boliviano*. La Paz. Ed. Juventud. 395 p.
- FLAUBERT, GUSTAVE. 1994. *Dictionnaire des idées reçues*. Paris. Ed. Mille et une nuits. 95 p.
- FLÉOUTER, PATRICK (réalisateur), et PERRIER BRUSLÉ, LAETITIA (assistante-réalisatrice, direction scientifique). 2003. *Bolivia - Brésil : la frontière de tous les trafics*. Frontières. SCEREN - CNDP. France: 26 minutes
- FOBOMADE. 2003. *El Pantanal boliviano y los proyectos de desarrollo*. La Paz. FOBOMADE. 40 p. (*Documentacion de informacion y debate*).
- . 2003. *Las venas del ALCA: Integración de la Infraestructura Regional de Sudamérica (IIRSA). Bolivia, un país de tránsito y de extracción de recursos.* La Paz. FOBOMADE. 65 p.
- FONPLATA. 1986. *Evaluación del estudio del ferrocarril Motacucito Mutun Puerto Busch*. Rapport commandé par Fonplata. Santa Cruz, 46 p. (*rapport non publié*)
- FONTAINE, GUILLAUME. 2001. *El precio del petroleo. Etnicidad y gobernabilidad de los conflictos socio-ambientales en el Ecuador y Colombia en los años 1990*. Thèse de doctorat, Sociologie, Paris III Sorbonne Nouvelle, Paris, sous la direction de GROS, C. p.
- FOREIGN AREAS STUDIES DIVISION, DEPARTMENT OF THE ARMY, et SPECIAL OPERATIONS RESEARCH OFFICE. 1963. *Area handbook for Bolivia*. Washington, D.C. U.S Army. 590 p.
- FOUCHER, MICHEL. 1984. Les géographes et les frontières. In *Herodote* n°33 Les géographes, l'action et le politique: p. 117-139.
- . 1990. Géographie de la Compagnie de Jésus : une géopolitique spirituelle. In *Hérodote* n°56.
- . 1991. *Fronts et frontières : un tour du monde géopolitique*. Paris. Fayard. 691 p.
- FRANCHETTI, PAULO. 2003. In *A missão portuguesa - rotas entrecruzadas*. Edité par Lemos, F. São Paulo: UNESP Amar e servir o Brasil é a melhor forma de ser Português : uma apresentação de Jaime Cortesão, p. 111-123.
- FRANCOVICH, GUILLERMO. 1987. *Los mitos profundos de Bolivia*. La Paz - Cochabamba. Los Amigos del Libro. 242 p.
- FRANQUEVILLE, ANDRÉ. 1994. Les 500 ans de l'identité indienne en Bolivie. In *Cahier des Sciences humaines* 30 n°3: p. 474 - 495.

- . 1995. In *Ethnographiques*. Edité par Claval, P. Paris: L'Harmattan L'espace andin préhispanique, p. 77-92.
- . 2000. *La Bolivie d'un pillage à l'autre*. Paris. IRD, Presses universitaires du Mirail. 292 p.
- FREGOSI, RENÉE. 2003. Des armées en mutation. In *AGIR Revue Générale de Stratégie* n°13 L'Amérique Latine en demi-teinte: p. 108-126.
- FRIAS, FÉLIX. 1845. *Nota dirigida a S. G. el Señor Don Tomas Frias, Ministro de Relaciones Exteriores de Bolivia*. Valparaiso. 17 p. (Publié par parties dans *La Epoca de La Paz*, entre le 9 et 29 octobre 1845).
- . 1906. El porvenir de Bolivia está en el Oriente. In *Boletín de la Sociedad de estudios históricos y geográficos de Santa Cruz*. p. 347-353.
- FURET, FRANÇOIS, et OZOUF, MONA. 1992. In *Dictionnaire critique de la révolution française*, Deuxième éd. 4 vols. Vol. IV Paris: Flammarion Les frontières naturelles, p. 216-230.
- FURETIÈRE, ANTOINE, et BAYLE, PIERRE (ÉDITEUR SCIENTIFIQUE). 1690. *Dictionnaire universel*. La Haye. Arnout et Reiner Leers. 936 p. (titre complet : *Dictionnaire universel : contenant généralement tous les mots françois tant vieux que modernes, et les termes de toutes les sciences et des arts, savoir .. / le tout extrait des plus excellens auteurs anciens & modernes ; recueilli & compilé par feu Messire Antoine Furetière*).
- GALEANO, EDUARDO. 1994 [1971]. *Las venas abiertas de America Latina*. 67ème éd. Mexico Madrid. Siglo vintiuno. (1ère éd., 1971). 486 p.
- . El Deber, 2002. *A los 67 años de la guerra del Chaco*. Cuaderno especial, Santa Cruz, 21 juillet 2002, p 2
- . Rebelion, 2003. *Bolivia, el país que quiere existir*. Buenos Aires, 19 octobre 2003, p 12
- GALEANO, EDUARDO, et COUFFON, CLAUDE (traducteur). 1998 [1971]. *Les veines ouvertes de l'Amérique Latine*. Deuxième éd. Paris. Plon. (1ère éd., 1971). 467 p. (Coll° Terres Humaines).
- GALLAIS, JEAN. 1994. *Les tropiques, terre de risque et de violence*. Paris. Armand Colin. 270 p.
- GALLEGUILLOS, RUDY. 2001. *Informe final de campaña*. Rapport commandé par ANAPO (Asociación de productores de oleaginosas y trigo). Santa Cruz, 53 p. (Rapport non publié réalisé par le département technique et service de l'ANAPO)
- GARCIA CRUZ, ALVARO. 2002. La fabricacion de las identidades nacionales : algunas consideraciones. In *Revue électronique de Civilisation Contemporaine - Europe Amérique Latine*.
- GARCIA MARQUEZ, GABRIEL. 1967. *Cent ans de solitude*. Traduit par Durand, C., et Durand, C. Paris. Seuil. (1ère éd., 1967). 390 p.
- GARCIA TORNELL, CARLOS, et QUEREJAZU, MARIA ELENA. 1984. *Tras nuevas raíces ... Migraciones internas y colonización en Bolivia*. La Paz. Proyecto de Políticas de Poblacion, Ministerio de planeamiento,. 360 p.
- GARCIO RECIO, JOSÉ MARIA. 1988. *Análisis de una sociedad de frontera, Santa Cruz de la Sierra en los siglos XVI y XVII*. Seville. EXCMA, diputacion provincial Sevilla. 534 p.
- GARY, RODRIGUEZ. El Deber, 2004. *Mirando hacia el Atlántico*. Santa Cruz, 02/05/2004,
- GAY, JEAN-CHRISTOPHE. 1995. *Les discontinuités spatiales*. Paris. Armand Colin. 111 p. p.
- GEFFRAY, CHRISTIAN. 1996. *Enquête Mato Grosso - octobre novembre 1995*. Non publié éd. ORSTOM - CNPq. 123 p. (Rapport d'activité n°2 - Projet de recherche : effets sociaux, économiques et politiques de la pénétration du narcotrafic en Amazonie brésilienne).
- . 1998. *Enquête Rondônia. Trafic international, blanchiment local et politique ( avril-août 1996)*. Non publié éd. ORSTOM - CNPq. 137 p. (Rapport d'activité n°4 - Projet de recherche : effets sociaux, économiques et politiques de la pénétration du narcotrafic en Amazonie brésilienne).
- . 2001. Brasil : el tráfico de drogas en el Estado federal de Rondonia. In *Revista internacional de ciencias sociales* 169 Narcotráfico: dimensiones económicas y sociales: p. 125-134.
- . 2002. In *Globalisation, drugs and criminalisation*. Edité par Geffray, C., Fabre, G., et Schiary, M.: UNESO, Programme Most History of two cities in between drug trafficking : Guajara-Mirim and Costa Marques, p. 48-64.
- . 2002. In *Globalisation, drugs and criminalisation*. Edité par Geffray, C., Fabre, G., et Schiary, M.: UNESO, Programme Most Social, economic and political impacts of drug trafficking in the state of Rondônia Amazon, p. 33-47.
- GEFFRAY, CHRISTIAN (COORD.), FABRE, GUILHEM, et SCHIARY, MICHEL. 2002. *Globalisation, drugs and criminalisation*. UNESCO - Programme Most. 457 p. (Final research report on Brasil, China, India and Mexico). Disponible en ligne [http://www.unesco.org/most/globalisation/drugs\\_1.htm](http://www.unesco.org/most/globalisation/drugs_1.htm).
- GENETTE, GÉRARD. 1976. *Mimologiques : voyage en Cratylie*. Paris. Seuil. 496 p.

- GENTELLE, PIERRE. 2005. Le « ressenti », la nuisance et l'acculturation. In *Les lettres de Cassandre* n°10. Disponible en ligne [http://www.cafe-geo.net/cafec2/article.php3?id\\_article=579](http://www.cafe-geo.net/cafec2/article.php3?id_article=579).
- GEORGE, PIERRE, et VERGER, FERNAND. 1993 [1970]. *Dictionnaire de la géographie*. 5ème éd. Paris. PUF. 499 p.
- GEOUFFRE DE LA PRADELLE, PAUL. 1928. *La frontière*. Paris. Ed. Internationales. 1 Volumes. 368 p.
- GÉRARD, BERTRAND-F. 1994. La frontière n'a pas de limites. In *Cahier des Sciences humaines* 30 n°3: p. 551 - 568.
- GERENCIA COMERCIAL F.O. S.A. 2000. *Informacion general de la empresa ferroviaria oriental S.A.* Rapport commandé par Empresa ferroviaria oriental S.A. Santa Cruz, 10 p.
- GIBBON, LARDNER, et HERNDON, WILLIAM LEWIS. 1853-1854. *Exploration of the valley of the Amazon, made under direction of the Navy Department, by Wm. Lewis Herndon and Lardner Gibbon*. Washington. R. Armstrong Public Printer. 2 Volumes. Vol. 2.
- GIRAUDOUX, SIMON. 1927. *Simon le pathétique*. Paris. H. Jonquières. 240 p. (coll° Les beaux romans).
- GLASSNER, I. MARTIN. 1990. In *Geopolitica del Cono Sur y la Antartida*. Edité par Pleamar, E. Buenos Aires Orientacion de Bolivia : Hacia el atlantico o el Pacifico ?, p. 159-175.
- GOES, SYNESIO SAMPAIO. 1991. *Navegantes Bandeirantes Diplomatas : Aspectos da descoberta do continente da penetração do territorio brasileiro extra Tordesilhas e do estabelecimento das fronteiras da Amazonia*. Brasilia. Instituto de Pesquisa de Relacoes internacionais (IPRI), Fundacao Alexandre de Gusmao. 197 p.
- GOLBERY DO COUTO E., SILVA. 1975. Las categorias geopoliticas fundamentales y la realidad brasileña. In *Geopolitica (Instituto de Estudios Geopoliticos de Buenos Aires)* n° 1.
- . 1981 [1967]. *Geopolitica do Brasil*. Rio de Janeiro. J. Olympio Editora. (1ère éd., 1967). 273 p. (Colecao Documentos brasileiros. no. 190).
- GOMEZ MARTINEZ, JOSÉ LUIS. 1988. *Bolivia, un pueblo en busca de su identidad*. La Paz - Cochabamba. Los Amigos del Libro. 380 p.
- GONDARD, PIERRE, et LEON, JUAN BERNARDO. 2001. *Dinamicas territoriales : politicas nacionales, presiones externas, mercado y movimientos sociales : los territorios cambian*. Quito : Edité par Geografia, E. d. IRD, PUCE, Corporacion editorial nacional. Vol. 10. 159 p.
- GONDARD, PIERRE, et MAZUREK, HUBERT. 1998. *El espacio andino*. Lima.
- GONZALEZ, GUSTAVO. IPS, Inter Press Service News Agency, 2003. *Bolivia Chile : conflicto maritimo ahoga planes de integracion*. Santiago, 2 avril 2003, p 3. Disponible en ligne <http://www.ipspanol.net/>
- GOSALVEZ, BERTHA, GONZALES TAPIA, ISMAEL, et ROUX, JEAN CLAUDE. 2000. De l'enclavement à la globalisation : une ouverture risquée pour la Bolivie. In *Cahiers d'Outre Mer* 212: p. 317-342.
- GOTTMANN, JEAN. 1952. *La politique des États et leur géographie*. Paris. A. Colin. 228 p.
- . 1954. *L'Amérique*. Paris. Hachette. 470 p. (Coll° Les cinq parties du monde).
- GRACQ, JULIEN. 1951. *Le rivage des Syrtes*. Paris. José Corti. 357 p.
- . 1970. *La presqu'île*. Paris. José Corti. 251 p.
- GROFF GREEVER, JANET. 1987. *José Ballivián y el Oriente Boliviano*. La Paz. Siglo.
- GROS, CHRISTIAN. 2000. La nation en question : identité ou métissage ? In *Hérodote* n°99: p. 107-135.
- GUEVARA, ERNESTO, et GRANADO, ALBERTO. 1994. *Latinoamericana : journal de voyage*. Paris. Austral. 331 p. (*Réunit le "Journal de voyage" d'E. Guevara et "Avec le Che en Amérique du Sud" d'A. Granado.*).
- GUICHONNET, PAUL, et RAFFESTIN, CLAUDE. 1974. *Géographie des frontières*. Paris. PUF. 223 p.
- GUILLEVIC, EUGÈNE. 1990. *Le Chant*. Paris. Gallimard. 165 p.
- GUITTART, JM., et HUERTA, M. 1998. Cent ans de thèses françaises sur l'Amérique latine. In *Cahiers des Amériques Latines* n°28-29: p. p 109-137.
- GUMUCIO DAGRON, ALFONSO. 1981. *Bolivia*. Paris. Seuil. 190 p. (coll° Petite Planète).
- GUTIÉRREZ, EUSOBIO. 1843. *Esposicion que presenta en Bolivia el Ministro de estado en el Despacho del Interior a la Convencion Nacional en 1843*. La Paz. Imprenta de Beeche y Cia.
- GUTIERREZ GARCIA, MARITZA. El Deber, 2004. *Caminos y el engaño al país*. Opinion, Santa Cruz, 7 février 2004,
- HALBA, EVE-MARIE. 2004. *Vocabulaire de la frontière*. Communication in Colloque Frontière, Frontière, 24 février 2004, à Bordeaux (non publié)
- HENSEL, SILKE, et POTTHAST, BARBARA. 1999. In *El espacio interior de America del Sur : Geografia, historia, politica, cultura*. Edité par Potthast, B., Kohut, K., et Kohlhepp, G. Madrid - Frankfurt: Vervuert De la "provincia gigante de las Indias" a las "republiquetas" del espacio interior. Desintegracion politica a causa de los nacionalismos ?, p. 49-67.
- HERGÉ. 2003 [1949]. *Tintin Le temple du Soleil*. Paris. Casterman. (1ère éd., 1949). 70 p.

- HÉRODOTE. 1985. *L'enquête : livre I à IV*. Traduit par Barguet, A. Paris. Gallimard. 608 p. (Folio).
- HEREDIA, JOSÉ MARIA. 1999 [1897]. *Les trophées*. Paris : Edité par Poésie, c. Gallimard. 377 p.
- HERRERA, JUAN VELIZ. 1997. *Las fuerzas armadas en el desarrollo y construccion de la nacion : modelos de intervencion balance y perspectivas*, Altos estudios Nacionales, Comando en Jefe de la FFAA de la Nacion, Escuelas de altos estudios nacionales, La Paz 92 p p.
- HILLCOAT, GUILLERMO. 1997. Les relations extérieures du Mercosur : bilan et perspectives. In *Problèmes d'Amérique Latine* n°26: p. 103-125.
- HOLANDA, SERGIO BUARQUE DE. 1976. *Monções*. São Paulo. Alfa-Ômega. 136 p.
- HURTADO PAZ, LUIS ERNESTO. 2003. *Informe final de cierre : proyecto de desarrollo agropecuario "Tierras bajas del este"*. Convenio de credito IDA 2119/BO, Rapport commandé par Tierras Bajas del Este. Santa Cruz, 101 p. (*rapport final d'exécution : non publié*)
- IBÁÑEZ, ROLANDO MARÍN. 2000. In *Bolivia, temas en la agenda internacional*. Edité par UDAPEX La Paz: PNUD Bolivia y la integración de América del Sur, p. 239-265.
- IBCE. 2004. Desarrollo del proyecto puerto Busch. In *Comercio Exterior on line* 119: p. 18. Disponible en ligne <http://www.ibce.org.bo/ComExt/comex119.htm>.
- IBGE. 2004. *Censo Demográfico 2000 Características gerais da população*. [en ligne], 2004 [consulté le 20/09/04]. Disponible sur <http://www.ibge.gov.br/>.
- IDEC, CONFERENCIA INTERNACIONAL PARA EL CONTROL DE DROGAS. 2002. *Informe anual 2002 Santa Cruz*. Santa Cruz. IDEC,. 56 p.
- IIRSA. 2004. *Presentacion Eje interoceánico*. Communication in Reunion GTE Ejes de Capicornio, del Sur, Interoceanico central, MERCOSUR-Chile y Peru-Brasil-Bolivia, 18 juin 2004, à Buenos Aires. Disponible en ligne [http://www.iirsa.org/BancoMedios/Documentos%20PDF/mer\\_baires04\\_presentacion\\_eje\\_interoceánico.pdf](http://www.iirsa.org/BancoMedios/Documentos%20PDF/mer_baires04_presentacion_eje_interoceánico.pdf).
- INCHAUSTE, CHRISTIAN. 1998. Bolivie : ombre et lumière d'un pays émergeant. In *Problèmes d'Amérique Latine* n°28.
- INE. 2004. *Censo nacional de poblacion y vivienda : Bolivia distribucion de la poblacion*. [en ligne]. INE, 2001 [consulté le 24 avril 2004]. Disponible sur <http://www.ine.gov.bo/>.
- . 2002. El boliviano se deprecia en 2,88% respecto a los paises del Mercosur. In *Actualidad estadística* n° 292: p. 7.
- . 2002. El eje troncal concentro 71,22% de la produccion nacional. In *Actualidad estadística* n°297: p. 7.
- . 2002. El indice de valor de exportacion registro disminucion de -8.36%. In *Actualidad estadística* n° 284: p. 6.
- . 2002. *Estadísticas e indicadores socioeconomicos del departamento de Santa Cruz*. La Paz.
- . 2002. *Estadísticas e indicadores socioeconomicos del departamento del Beni*. La Paz.
- . 2002. *Estadísticas e indicadores socioeconomicos del departamento del Pando*. La Paz.
- . 2002. La inversion extranjera aumento en 5.24 %. In *Actualidad estadística* n° 302: p. 6.
- . 2002. *Resultados preliminares del Censo de poblacion y vivienda 2001 : departamento de Santa Cruz*. La Paz.
- . 2002. *Resultados preliminares del Censo de poblacion y vivienda 2001 : departamento del Beni*. La Paz.
- . 2002. *Resultados preliminares del Censo de poblacion y vivienda 2001 : departamento del Pando*. La Paz.
- . 2003. *Anuario estadístico de Bolivia 2002*. La Paz. INE. 223 p.
- . 2004. *Anuario estadístico 2003*. La Paz. INE,.
- . 2004. *Cuentas departamentales 1988 - 2003*. La Paz. INE. Disponible en ligne [http://www.ine.gov.bo/PDF/Ctas\\_Dptales/CtasDeptes\\_88-03.pdf](http://www.ine.gov.bo/PDF/Ctas_Dptales/CtasDeptes_88-03.pdf).
- INE, MSDP, COSUP, et CID. 1999. *Bolivia : un mundo de potencialidades : Atlas estadístico de Municipios*. La Paz. INE. 485 p.
- INE, SECRETARIA NACIONAL DE ASUNTOS ETNICOS, et NACIONES UNIDAS, PNUD. 1994. *Primer censo indigena rural de tierras bajas, tomo ORIENTE*. La Paz. Programa de las Naciones Unidas para el desarrollo - programa indigena. 234 p.
- . 1994. *Primer censo indigena rural de tierras bajas, tomo REGION AMAZONICA*. La Paz. Programa de las Naciones Unidas para el desarrollo - programa indigena. 234 p.
- INSTITUTO NACIONAL DE COLONIZACION. 1978. *Informe general sobre el proyecto de colonizacion de fronteras "Puerto Heath - Santa Rosa del Abuná"*. Rapport commandé par Instituto Nacional de Colonizacion. La Paz, 6 p.
- IPIB, O PORTAL DO PODER ECONÔMICO. 2004. *Participação dos estados no PIB Nacional 2001*. [en ligne], 2004 [consulté le 10/11/04]. Disponible sur <http://www.ipib.com.br/pibbrasil/pibbrasil.asp>.

- JEREZ, OMAR. 2002. Cuidad, identidades y fronteras. In *Revue Electronique de Civilisation contemporaine - Europe/Amérique*.
- JONG DE, WILL (EDITOR). 2004. *Retos y perspectivas del nuevo régimen forestal en el norte amazónico boliviano*. Jakarta. Centro Internacional para la Investigación Forestal. 162 p.
- JORDAN POZO, ROLANDO. 1999. In *Bolivia en el siglo XX*. Edité par Campero Prudencio, F. La Paz: Harvard club de Bolivia Siglo XX : la era del estano, p. 219-239.
- JUAREZ NUNEZ, JOSÉ MANUEL, et COMBONI SALINAS, SONIA. 2002. Diversidad y educación en México y Bolivia. In *Politica y cultura 17 America latina : estudios criticos de la ideologia dominante*: p. 333-359. Disponible en ligne <http://cueyatl.uam.mx/~polcul/pyc17/14-juacom.pdf>.
- JUGE, LIONEL. 2003. *Mobilité, frontière et territoire commerçants dans les Andes centrales*. Mémoire de DEA, Département de Géographie, Institut de géographie alpine, Grenoble I, Grenoble 85 p.
- JURADO JUSTINIANO, CALIXTO JAIME. 2001. *Proyecto para el convenio interinstitucional camara de industria y comercio y aduna nacional en el marco del Tratado de Roboré*. Puerto Suarez. CAINCO German Busch. 34 p. (*Rapport non publié*).
- KELLY, PHILIP, et CHILD, JACK. 1990. *Geopolitica del cono sur y la Antartida*. Buenos Aires. Editorial Pleamar. 274 p.
- KLEIN, HERBERT. 1982. *Historia general de Bolivia*. La Paz. Editorial Juventud. 361 p.
- KOHLHEPP, GERD. 1999. In *El espacio interior de America del Sur : Geografia, historia, politica, cultura*. Edité par Pothast, B., et Kohut, K. Francfort, Madrid: Centre d'étude de l'Université d'Eichstatt Incorporação do espaço fronteiriço do leste do Paraguay na esfera de influência brasileira, p. 205-225.
- KONG, QIU (CONFUCIUS). 1994. *Les entretiens de Confucius et de ses disciples*. Paris. Flammarion. 256 p. (*Introd., trad., notes et commentaires par André Levy*).
- KOSTER, GERRIT. 1983. *Santa Cruz de la Sierra, desarrollo, estructura interna y funciones de una ciudad en los llanos tropicales*. Cochabamba. Instituto de ecologia UMSA, Centro Pedagógico y cultural de Portales. 201 p.
- KUNTZ, JOËLLE. 2004. *Adieu à Terminus : Réflexions sur les frontières d'un monde globalisé*. Paris. Hachette Littératures. 283 p.
- LABORDE PEDELAHORE, PHILIPPE DE. 2000. *Alcide d'Orbigny A la découverte des nouvelles républiques sud-américaines*. Biarritz. Atlantica. 402 p.
- LABROUSSE, ALAIN. 2000. In *La géopolitique mondiale des drogues 1998/1999* Paris: Observatoire géopolitique des drogues Bolivie une réussite ambiguë de la guerre à la drogue, p. 155-159 Disponible en ligne <http://www.ogd.org>.
- LACOMBE, ZÉLINE. *Nación Camba, del regionalismo al nacionalismo*. [en ligne]. E-Foro, 2002 [consulté le 26/09/04]. Disponible sur <http://www.eforobolivia.org>.
- . 2003. Le Comité pro Santa Cruz, 1982-2002, organisation, mobilisations, représentations. In *LAZOS, Bulletin de liaison bolivianiste* n°6: p. 39-41.
- . 2004. *Les autonomies départementales, une nouvelle légitimité pour le Comité pro Santa Cruz ?* Communication in Journée d'études bolivianistes, 22 juin 2004, à Paris (A paraître dans Lazos - revues des études bolivianistes - n°8).IHEAL
- . 2005. *Le paro civico, forme de protestation d'un groupe de pression à fortes ressources, le Comité pro Santa Cruz (Bolivie)*. Communication in Mobilisation et militantisme - IFRESI, 14/01/05, à Lille (Non publié)
- LACOSTE, YVES. 1976. *La géographie ça sert d'abord à faire la guerre*. Paris. Maspero. 189 p.
- . 1994. Les nouvelles frontières : changements et précarité. In *Revue de la défense nationale*.
- . 1996. *La légende de la terre*. Paris. Flammarion. 225 p.
- . 2000. Nations brésil : introduction. In *Hérodote* 98 Nation Brésil: p. 3-8.
- . 2000. Nations hispaniques et géopolitiques. In *Hérodote* 99 Amériques, nations hispaniques: p. 3-8.
- LAMPEDUSA TOMASI DI, GUISEPPE. 1968. *Le guépard*. traduction française éd. Paris. Seuil. (1ère éd., Il gattopardo). 384 p.
- LANCEL, SERGE. 1992. *Carthage*. Paris. Fayard. 525 p.
- LANGER D., ERICK. 1999. In *Bolivia en el siglo XX*. Edité par Campero Prudencio, F. La Paz: Harvard club de Bolivia Una visión histórica de Bolivia en el siglo XX : una mirada desde afuera, p. 66-88.
- LASERNA, ROBERTO. La Razón, 2002. *Nacionalismo sin nacion*. La Paz, 16/11/2002. Disponible en ligne [http://www.geocities.com/laser\\_nacionalismo.html](http://www.geocities.com/laser_nacionalismo.html)
- LASERNA, ROBERTO, et CALDERON GUTIERREZ, FERNANDO. 1983. *El poder de las regiones*. Cochabamba. CERES. 171 p.
- LATIN AMERICA BUREAU. 1982. *Narcotráfico y política : militarismo y mafia en Bolivia*. La Paz. Iepala editorial. 246 p.

- LAVADENZ RIVERA, ALBERTO. 1999. *Pando esta avanzando*. Cobija. Editorial Franz Tamayo. 103 p.
- LAVALLÉ, BERNARD. 1993. *L'Amérique espagnole : de Colomb à Bolivar*. Paris. BELIN. 320 p. (coll° Belin Sup).
- LAVAUD, JEAN-PIERRE. 1990. L'accalmie politique bolivienne (1982-1989). In *Cultures et conflits, revue de Sociologie Internationale* n°1.
- . 1998. La Bolivie de la réforme. In *Problèmes d'Amérique Latine* N°28.
- . 1998. *L'instabilité politique de l'Amérique Latine. Le cas de la Bolivie*. Paris. L'Harmattan. 290 p. (coll. Recherches et documents Amériques Latines).
- . 2000. Bolivie : la nation incertaine. In *Hérodote* n°99 Amériques, nations hispaniques: p. 161-182.
- LAZARTE R., JORGE. 2003. Insurgencia civil y ceguera "culpable" del poder. La Paz, 17 octobre 2003. (Communication sur la liste de diffusion RUMBOS).
- LE BOSSE, MATHIAS. 1999. Les questions d'identité en géographie culturelle. In *Géographie et culture* n°31.
- LE CLÉZIO, J.M.G. 1997 [1988]. *Le rêve mexicain ou la pensée interrompue*. Deuxième éd. Paris. Gallimard. 274 p. (Folio Essai).
- LE TOURNEAU, FRANÇOIS MICHEL, DROULERS, MARTINE, et MACHADO, LUCIANA. 2001. Conflits d'usage de l'espace au Rondônia (Amazonie brésilienne). In *Cybergeo* n°194.
- LECUNA, VICENTE. 1951. *De Bolivar à Sucre : selected writings of Bolivar*. New York. H. A. Bierck. 2 Volumes. Vol. II.
- LÉVI-STRAUSS, CLAUDE. 1984 [1955]. *Tristes tropiques*. Deuxième éd. Paris. Presses Pocket. (1ère éd., 1955). 502 p.
- LÉVY, JACQUES. 1999. *Le tournant géographique : penser l'espace pour lire le monde*. Paris. Belin. 398 p.
- LÉVY, JACQUES, et LUSSAULT, MICHEL. 2003. *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Paris. Belin. 1033 p.
- LEZY, EMMANUEL. 1999. France-Brésil, histoire d'une merveilleuse rupture. In *Cahiers des Amériques Latines* n°28: p. 69-91.
- . 2000. *Guyane, Guyanes une géographie sauvage de l'Orénoque à l'Amazonie*. Paris. Belin. 347 p.
- . 2000. In *Un géographe dans son siècle, actualité de Pierre Gourou*. Edité par Raison, J. P., Pelissier, P., et Nicolai, H. Paris: Karthala L'Amazonie, un terrain de jeu.
- LÓPEZ GALLARDO, RAUL. 1991. In *Seminario sobre nucleos poblacionales para el desarrollo* La Paz: FUNDEMOS Colonizacion voluntaria y dirigida, p. 39-53.
- LOPEZ VACA, CARLOS. 1995. *Geopolítica de Guayaramerin*. Guayaramerin. Casa Tres hermanos. 50 p.
- . 1997. *Historia de Guayaramerin*. Guayaramerin. 89 p.
- LOUNGOU, SERGE. 1999. La frontière du nord du Gabon : un brève étude de géographie politique. In *Espace population et société* n°3.
- LUCENA SALMORAL, MANUEL. 1996. La flota de India. In *Historia* 16: p. 3-25. Disponible en ligne <http://www.almendron.com/historia/historia.htm>.
- LULA, LUIZ INACIO DA SILVA, et MESA GISBERT, CARLOS. 2004. *Declaración Conjunta de los Presidentes de la República de Bolivia, Carlos D. Mesa Gisbert, y de la República Federativa del Brasil, Luiz Inácio Lula da Silva*. Communication, 8 juillet 2004, à Santa Cruz de la Sierra. Disponible en ligne <http://www.embolivia.cjb.net/>.
- LUNA-PIZARRO, CHELIO. 1990. *Cobija, la capital de Pando*. Deuxième éd. La Paz. Cooperacion regional de desarrollo de Pando. 123 p.
- MACHADO, LIA O. 1998. In *Fronteiras e espaço Global*. Edité par Strohaecker, T. M. Porto Alegre: AGB Limites, Fronteiras e Redes, p. 41-49.
- . 2000. Limites e Fronteiras: da alta diplomacia aos circuitos da ilegalidade. In *Revista Território* 8: p. 9-29.
- . 2001. La cuenca oriental del Amazonas y el complejo coca-cocaina. In *Revista internacional de ciencias sociales* 169 Narcotráfico: dimensiones económicas y sociales: p. 55-66.
- MACHICADO SARAVIA, EDUARDO. 1970. *Bolivia 1971-1991 : Estrategia socio-economica del desarrollo nacional*. La Paz. Ministerio de planificacion y coordinacion. 83 p.
- MACIAS, M. 1999. Les pratiques de l'espace transfrontaliers en Californie des consommateurs mexicains et étatsuniens. In *BAGF* n°3: p. p 242-250.
- MAGNAN, CHRISTIAN. 1990. *Et Newton croqua la pomme*. Paris. Belfond. 245 p. (coll° Sciences).
- MAGNOLI, DEMÉTRIO. 1997. *O corpo da Pátria : Imaginação geográfica e política externa no Brasil (1808-1912)*. São Paulo. Moderna. 320 p.
- MALAMOUD, CHARLES. 2000. Les contours de la mémoire dans l'Inde brahmanique. In *Annales HSS* n°5: p. 1151-1162.

- MALDONADO MEDINA, GUSTAVO. 2001. *Bolivia : presión demográfica y "límites" con Brasil*. Santa Cruz, 01/04/2001,
- MARCHAND, VÉRONIQUE. 2001. Les cholas des marchés de La Paz: une approche interactionniste. In *Cahiers des Amériques Latines* 36: p. 273-281.
- MARIA COSTA, ANTONIO. 2004. *Bolivia coca cultivation survey (june 2004)*. La Paz. UNODC., 62 p. Disponible en ligne [http://www.unodc.org/pdf/bolivia/bolivia\\_coca\\_survey\\_2003.pdf](http://www.unodc.org/pdf/bolivia/bolivia_coca_survey_2003.pdf).
- MARTINEZ, FRANÇOISE. 2000. *Qu'ils soient nos semblables pas nos égaux : L'école bolivienne dans la politique libérale de "régénération nationale" (1898-1920)*. Doctorat d'études latino-américaines, Département Lettres et civilisation, Tours, Tours, sous la direction de Fell, E. M. 557 p.
- . 2002. Les résistances familiales et la scolarisation en milieu rural bolivien dans les années 1970 : tentatives d'explication. In *Etudes hispaniques CIREMIA* n°15-16 Famille et éducation en Espagne et en Amérique latine : actes du [5e] Colloque de Tours.
- MARTÍNEZ, JOSÉ. 2001. In *Las tierras bajas de Bolivia a fines del siglo XX*. Edité par Urioste, M. La Paz: PIEB Proceso de titulación de las Tieras comunitarias de Origen (TCO), p. 385-412.
- MARTINS, CARLOS. BSB News, 2005. *Situação na bolívia adia expedição estradeiro IV*. Brasília, 20/01/05,
- MEDINACELI, XIMENA. 1995. In *Los bolivianos en el tiempo*. Edité par Crespo Fernandez, J., et Crespo, A. La Paz: INDEA El espacio geografico y la poblacion prehispanica, p. 24-36.
- MEGANCK, RICHARD (DIRECTOR). 1998. *Programa de Accion integrado Peruano Boliviano - PAIPB : Diagnostico regional integrado*. Unidad de desarrollo sostenible y medio ambiente de la Secretaria general de la OEA. (Edition électronique). Disponible en ligne <http://www.oas.org/usde/publications/Unit/oea81s/begin.htm#Contents>.
- MENDEZ, JULIO. 1874. *Realidad del equilibrio hispano-americano y necesidad de la neutralizacion permanente de Bolivia*. 1 éd. Lima. La Patria. 88 p.
- MENDOZA, JAIME. 1910. *Páginas barbaras*. La Paz. Arno Hermanos. 2 Volumes.
- . 1925. *El factor geografico en la nacionalidad boliviana*. Sucre. Imp. Bolivar. 92 p.
- . 1927. *La ruta atlantica*. Sucre. Imprenta Bolivar. 312 p.
- . 1933. *Bolivia y el Paraguay: la tesis andinista; ensayo*. Sucre. Imp. Bolivar. 104 p.
- . 1935. *El macizo boliviano*. La Paz. Imp. Arno hnos. 277 p.
- . 1978 [ 1911]. *En las tierras de Potosi*. Deuxième éd. La Paz. Ediciones "Puerta del Sol". (1ère éd., 1911). 245 p.
- . 1978 [ 1925 ]. In *Antología Geopolítica de Bolivia*. Edité par Baptista Gumucio, M., et Saavedra Weise, A. La Paz: Los Amigos del Libros (Enciclopedia boliviana) El factor geografico en la nacionalidad boliviana, p. 31-55.
- MENDOZA R. H., ELSA. 2003. *Estratégias na construção de um plano de desenvolvimento sustentável na Região MAP (Madre de Dios/Peru, Acre/Brasil e Pando/Bolívia)*. Communication in II Workshop SUSAM, 3 au 5 novembre 2003, à Belém (Présentation power-point.)
- MERCADO MOREIRA, MIGUEL. 1930. *Historia internacional de Bolivia*. La Paz. Imp. Atenea de Crespi. 569 p. (Secunda edicion ampliada).
- MERCOSUR. 2003. *II Reunion ordinaria del grupo ad hoc integracion fronteriza*. Asuncion.
- MESA GISBERT, CARLOS. 2004. *Discurso a la nacion del presidente constitucional de Bolivia*. Communication, 4 janvier 2004, à La Paz. Disponible en ligne [http://www.rree.gov.bo/ACTUALIDADES/2004/enero/enero\\_04.htm](http://www.rree.gov.bo/ACTUALIDADES/2004/enero/enero_04.htm).
- MESA, JOSÉ DE, GISBERT, TERESA, et MESA GISBERT, CARLOS DE. 2001. *Historia de Bolivia*. La Paz. Editorial Gisbert Y Cia. 906 p.
- MESSUTI RIBERA, HERNÁN. 2002. In *Pando ...Amazonia indómita*. Edité par Quiroga, S. La Paz: Mágica Editores La dramática desmembración del Acre, p. 61-101.
- MÉTRAUX, ALFRED. 1983 [1961]. *Les Incas*. Deuxième éd. Paris. Seuil. (1ère éd., 1961). 191 p.
- MICHAUX, HENRI. 1995 [1929]. *Ecuador : Journal de voyage*. Paris. Gallimard. 188 p. (coll° L'imaginaire).
- . 1999 [1963]. *Passages*. Deuxième éd. Paris. Gallimard. 166 p. (coll° L'imaginaire).
- MILARES, ANA MARIA. 1990. *Exportaciones no tradicionales a Brasil en el marco de los acuerdos Paz Estenssoro - Sarney*. Tesis de Licenciatura, Tesis para la obtencion del grado academico de Licienciatura en Economia, UMSA, La Paz p.
- MILLER, T. 1992. *Sur la frontière*. Arles. Actes Sud. 313 p.
- MINISTERIO DE COMERCIO EXTERIOR E INVERSION, et VICEMINSTERIO DE EXPORTACIONES. 2001. *Exportaciones por producto*. La Paz.

- MINISTERIO DE DEFENSA NACIONAL. 1991. *Bases para un plan tutelar de fronteras ; Plan tutelar de fronteras (Planfront) ; Guía para el desarrollo de provincias fronterizas*. La Paz. Ministerio de Defensa Nacional. 191 p.
- MINISTERIO DE DEFENSA NACIONAL, et AMBIENTE, UNIDAD DE PROTECCION AL MEDIO. 2001. *Perfil posta sanitaria Montevideo, gestion 2001*. La Paz. 3 p. (Objectivo " participar en la seguridad territorial de la Patria, desarrollando los servicios en la comunidad Montevideo y la Capitania de Puerto).
- . 2001. *Proyecto urbanizacion Montevideo, gestion 2001*. La Paz. 3 p. (Objectivo " participar en la seguridad territorial de la Patria, desarrollando los servicios en la comunidad Montevideo y la Capitania de Puerto).
- MINISTERIO DE HACIENDA, et VICEMINISTERIO DE INVERSION PUBLICA Y FINANCIAMIENTO EXTERNO. 2002. *Proyecto de presupuesto general de la Nacion 2002*. La Paz.
- MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES. 1996. *Acte de Fortaleza : Mercosur Bolivia - 7 décembre 1996* . Fortaleza.
- . 1997. *Acta final de la primera reunion Bolivia Brasil Comite de frontera Cobija-Brasileia 21 et 21 février 1997*. Cobija.
- . 1997. *Acte de la première réunion du comité de la frontière : Puerto Suarez/ Puerto Quijarro - Corumba*. Puerto Suarez.
- . 1997. *Réunion du comité frontière Brésil Bolivie Gajara-Mirim Guayaramerin - 18 et 19 juin 1997*. Guajara - Mirim.
- . 1999. *Communiqué commun célébré entre les chancelleries du Brésil et de la Bolivie*. La Paz.
- . 2000. *Acte de la réunion du Comité frontière Caceres - San Mathias - 6 septembre 2000*. Caceres.
- . 2001. *Declaración de Lima : "Unidos para construir el mañana"*. Lima.
- MISSION PERMANENTE AUX NATIONS UNIES DE LA BOLIVIE. 2004. *El problema marítimo boliviano*. [en ligne], 2004 [consulté le 30 avril 2004]. Disponible sur <http://www.un.int/bolivia/temamaritimo.htm>.
- MONBEIG, PIERRE. 1952. *Pionniers et planteurs de São Paolo*. Paris. Armand Colin. 375 p.
- MONCAYO JIMÉNEZ, EDGARD. 2003. *Geografía económica de la Comunidad Andina*. Bogotá. Comunidad Andina. 288 p.
- MONTAIGNE, MICHEL DE. 1995 [1580]. *Essais*. Paris. Gallimard. III Volumes. Vol. 3. 501 p. (Edition présentée établie et annotée par Pierre Michel, préface de Merleau Ponthy).
- MONTENEGRO, DIEGO ERNST. 2002. *Estudio de competitividad de la soya*. La Paz. Proyecto Andino de Competitividad. 86 p.
- MONTES DE OCA, ISMAËL. 1997 [1993]. *Geografía y recursos naturales de Bolivia*. 3ème édition éd. La Paz. Edobol. 614 p.
- MORALES, CECILE B. 1993. In *Ambiente y fronteras*. Edité par Trellez Solis, E. Santa Fe de Colombia: SECAB Aeras protegidas fronterizas de Bolivia, p. 27 - 54.
- MORAWETZ, DAVID. 1986. *Bolivia's exports and medium term economic strategy : prospects, problems and policy options*. Rapport commandé par World Bank. Washington D.C., 90 p. (Document de travail, non publié)
- MORENO BELLO, OSCAR. 2001. *Informe final proyecto complejo portuario Guayaramerin*. Rapport commandé par. 10 janvier 2001. La Paz, 26 p. (Rapport non publié)
- MUÑOZ GARCÍA, ISMAEL. El Deber, 2001. *¿Todo el poder a los collas?*, Santa Cruz, 21/12/2001,
- MUÑOZ REYES, JORGE. 1977. *Geografía de Bolivia*. Academia Nacional de ciencias de Bolivia éd. La Paz. 478 p.
- . 1995. *Geografía escolar de Bolivia*. 2ème éd. La Paz. Juventud. (1ère éd., Geografía escolar de Bolivia). 181 p.
- MURRA, JOHN, et CONDARCO, RAMIRO. 1987. *La teoria de la complementariedad vertical eco-simbiotica*. La Paz. Hisbol. 114 p. (Breve biblioteca de bolsillo).
- MUSSET, ALAIN. 1998. Du San Theodoros à Mosquitos : l'Amérique latine en bulles. In *Cahiers des Amériques Latines* n°28-29: p. p 23-48.
- . 2000. Villes frontières et nation en Amérique Centrale. In *Hérodote* n° 99: p. 37 - 59.
- NAHOUM GRAPPE, VÉRONIQUE. 2003. Crimes de souillure et crimes de guerre (ex-Yougoslavie, 1991-1995). In *Ateliers* N°26 Identités, nations, globalisation : Actes du colloque franco-mexicain de San Luis de Potosi, novembre 2000: p. 143-169.
- NAVA LOPEZ, WALDO. 1989. *Estudio de geopolítico y geoestrategico del area estrategia del Amazonas*, Escuela de Altos estudios nacionales, Comando en jefe de las FFAA de la nación, La Paz 124 p. (Document réservé)
- NAVARRETE, RODRIGO. 1955 [1575 ca]. In *Coleccion de documentos ineditos del Archivo General de Indias : CODOIN AI*. Vol. t. XXI Séville Relacion de las provincias y naciones de los Yindios llamados Aruacas, p. 218-228.
- NOGALES, XAVIER, et PANDO SOLARES, EDUARDO. 2000. *El contrabando en Bolivia*. La Paz. Aduana Nacional. 42 p. (non publié, rapport d'une étude commanditée par la Douane Nationale).
- NORA, PIERRE. 1992. In *Dictionnaire critique de la révolution française*, Deuxième éd. Edité par Furet, F., et Ozouf, M. 4 vols. Vol. IV Paris: Flammarion Nation, p. 338-358.
- . 1993. *Les lieux de mémoire, tome II, La nation*. Deuxième éd. Paris. Gallimard. 3 Volumes. Vol. 2. 662 p.

- NUNEZ, ESTUARDO (compilador). 1981. *El Brasil visto por viajeros peruanos*. Lima. Centro de Estudios Brasileños. 92 p.
- O IGUE, JOHN. 1995. *Le territoire et l'État en Afrique : les dimensions spatiales du développement*. Paris. Karthala. 277 p.
- OANDA.COM. *The Currency site*. [en ligne], 2004 [consulté le 10/09/04]. Disponible sur <http://www.oanda.com/>.
- OCAMPO, RICARDO. 1991. In *Seminario sobre nucleos poblacionales para el desarrollo* La Paz: FUNDEMOS Necesidad de corrientes inmigratorias, p. 171-192.
- ONDARZA, GUSTAVO. El Deber, 2004. *Exportadores buscan más salidas por el Este*. Santa Cruz, 02/05/2004,
- ORBIGNY, ALCIDE DESSALINES D'. 1836. *Voyage dans l'Amérique méridionale : (le Brésil, la République Orientale de l'Uruguay, la République Argentine, la Patagonie, la République du Chili, la République de Bolivie, la République du Pérou), exécuté pendant les années 1826, 1827, 1828, 1829, 1830, 1831, 1832, et 1833*. Paris. Pitois Levrault. 9 Volumes.
- . 1836. *Voyage pittoresque dans les deux Amériques : Résumé général de tous les voyages*. Paris. L. Tendré. 568 p.
- . 1845. *Descripcion geografica, historica y estadistica de Bolivia ... por Alcides de Orbigny*. Paris. Gide e Compania. 402 p.
- . 1845. *Fragment d'un voyage au centre de l'Amérique Méridionale*. Paris. P. Bertrand. 584 p. (Extrait de son *Voyage dans l'Amérique Méridionale, titre complet : Fragment d'un voyage au centre de l'Amérique Méridionale : contenant des considérations sur la navigation de l'Amazone et de la Plata, et sur les anciennes missions des provinces de Chiquitos et de Moxos (Bolivia)*).
- ORDONEZ OPORTO, LUIS. 2003. El informe Bohan (1942) en la BAHC. In *Boletin de la Biblioteca y archivo historico del Honorable Congreso* II 9.
- ORIAS ARREDONDO, RAMIRO, SEOANE FLORES, ALFREDO, et TORRES ARMAS, WILLIAM. 2001. *Bolivia país de contactos : un analisis de la politica vecinal contemporanea*. La Paz. UDAPEX, Hanns Seidel Stiftung, Fundemos. 311 p.
- ORTEGO, JÉSUS. 2004. *Monitor de conflictos*. La Paz. CERES COSUDE PNUD.
- ORTIZ SAUCEDO, JIMMY. El Deber, 2003. *La frontera Arroyo Concepción-Corumbá*. Santa Cruz, 01/02/03,
- OSAVA, MARIO. IPS, 2004. *Integración amazonica : puentes fronterizos de doble filo*. Rio de Janeiro, 11/08/2004. Disponible en ligne <http://www.tierramerica.net/2004/0814/noticias1.shtml>
- OSBORNE, HAROLD. 1953. *Bolivia a land divided*. London, New York. Royal Institute of international Affair. 144 p.
- OSTRIA GUTIERREZ, ALBERTO. 1946. *Una obra y un destino La politica internacional de Bolivia despues de la guerra del Chaco*. Buenos Aires. Editorial Ayacucho. 375 p.
- PALACIOS, JOSÉ A. 1976 [1893]. *Exploraciones de - realizadas en los ríos Beni, Mamoré y Madera y en el lago Rogo-aguado, durante los años 1844 al 1847. Descripción de la provincia de Mojos*. La Paz: Édité par Instituto Boliviano de Cultura. Editorial del Estado. 91 p.
- PAREJAS MORENO, ALCIDES. 1979. *Historia del Oriente boliviano en el siglos XVI y XVII*. Santa Cruz de la Sierra. Universidad Gabriel René Moreno. 150 p. (Col° Centenario).
- PASCAL. 1992 [1670 posth.]. In *Les moralistes du XVIIème siècle*. Édité par Lafond, J. Paris: Robert Laffond (Coll° Bouquins) Pensées, p. 280-608 (édition établie par Philippe Sellier 1976).
- PAZ V., RAMIRO. 1999. *Dominio Amazonico*. La Paz. Plural. 319 p.
- PEBAYLE, RAYMOND. 1989. *Les Brésiliens pionniers et bâtisseurs*. Paris. Flammarion. 356 p.
- . 1995 [1992]. *Le Brésil*. Paris. PUF. 125 p. (coll° Que sais-je ?).
- PEÑA CAZAS, WALDO. Bolivia Press, 1997. *Una guerra perdida*. 24/09/1997. Disponible en ligne [http://www.cedib.org/pcedib/?module=displaysection&section\\_id=152&format=html](http://www.cedib.org/pcedib/?module=displaysection&section_id=152&format=html)
- PEÑA, PAULA (COORD). 2003. *La permanente construcción de lo Cruceño : un estudio sobre la identidad en Santa Cruz de la Sierra*. La Paz. PIEB. 168 p. (investigaciones regionales).
- PEÑA, RENÉ. 2001. *Review of recent progress in the development of transit transport system in latin america*. New York. UNCTAD. 38 p. (Rapport pour la rencontre gouvernemental des experts des pays enclavés). Disponible en ligne <http://www.unctad.org/fr/docs//tblcac1d17.fr.pdf>.
- . 2003. *Improvement of transit systems in Latin America*. New York. UNCTAD. 65 p. Disponible en ligne [http://www.unctad.org/en/docs//ldc20036\\_en.pdf](http://www.unctad.org/en/docs//ldc20036_en.pdf).
- PEREC, GEORGES. 1974. *Espèces d'espaces*. Paris. Galilée. 124 p.
- PEREZ, CARLOS. 2000. In *Alcide d'Orbigny : à la découverte des nouvelles républiques sud-américaines*. Édité par Laborde Pedelahore, P. D. Biarritz: Atlantica Alcide d'Orbigny et la frontière bolivienne du quinquina, p. 311-322.
- PEREZ, SANDRA. 1996. Analyse spatiale des régions frontalières et des effets frontières. In *Globe* n°136.
- PERRIER BRUSLÉ, LAETITIA. 1997. *L'Orient bolivien au vingtième siècle : ces marges oubliées d'où naît une région*. Mémoire de D.E.A, Université Paris I, Paris 174 p.

- PERRIER BRUSLÉ, LAETITIA, et ROUX, JEAN-CLAUDE. 2003. Les enjeux géopolitiques du gaz en Bolivie : entre mondialisation et souveraineté perdue. In *Les Annales de Géographie* 112 n°630: p. 167-187.
- PERS GARCIA, WALTER. 1977. *Limites de Bolivia*. La Paz. Camarlinghi. 223 p.
- PILAR GARCIA, JORDAN. 1996. In *Las raices de la memoria*. Edité par Pilar Garcia, J. e. a. Barcelona: Universidad de Barcelano publicaciones La frustrada reconquista de la Amazonia Andina ( 1742-1821), p. 425-451.
- . 2001. *Cruz y arado, fusiles y discursos, la construccion de los Orientes en el Peru y Bolivia 1820 - 1940*. Lima. IFEA, IEP. 476 p. (Travaux de l'institut français d'étude andine).
- PILAR GARCIA, JORDAN (coord.). 1994. *La construccion de la Amazonia Andina (siglos XIX-XX)*. Quito. Abya-Yala. 356 p. (Colección Biblioteca Abya-Yala n°18).
- PILAR GARCIA, JORDAN, LOLA G., LUNA, GUSSINYER, JORDI, IZARD, MIQUEL, LAVIÑA, JAVIER, PIQUERAS, RICARDO, et ZUBIRI, MARIA TERESA. 1996. *Las raices de la memoria*. Barcelona. Universitat de Barcelona Publicaciones. 634 p.
- PILAR GARCIA, JORDAN, et NURIA SALIA, V. 1998. *La nacionalizacion de la Amazonia*. Barcelone. Universitat de Barcelona. 207 p.
- PIMENTA, JOSÉ. 2001. De l'ethnocide à l'indianité : la question indienne dans l'état de l'Acre. In *L'Ordinaire latino-américain* n°184 Horizons brésiliens: p. 87-97.
- PINOCHET UGARTE, AUGUSTO. 1968. *Geopolítica : diferentes etapas para el estudio geopolítico de los estados*. Santiago. Instituto Geografico Militar. 264 p.
- . 1974. *Geopolítica*. Deuxième éd. Santiago. Editorial Andrés Bello. 252 p.
- PITTS. Gazette de l'US Infostate, 2002. *L'esprit de Kennedy a plané sur la convention démocrate*. 17 août 2002,
- PIVETEAU, JEAN-LUC. 2001. La géographie dans l'enseignement primaire et l'idée d'exception nationale : le cas de la France et de la Suisse dans les deux premiers tiers du XIXème siècle. In *Géographie et culture* n°40 Champs et perspectives en géographie culturelle: p. 127-137.
- PLADERVE. 1975. *Resena historica Chiquitana*. Santa Cruz. Pladerve. 75 p.
- POLO, MARCO. 1985 [1298]. *Le deviseement du monde : le livre des merveilles*. Traduit par Hambis, L. Paris. La Découverte. 2 Volumes. 268, 554 p.
- POR, Partido Obrero Revolucionario - Combate Sección Boliviana De La Iv Internacional. 1973. Banzer en el camino de la destruccion de Bolivia ! In *Revista Cuarta Internacional* n°2 Octubre 1973.
- PORTET, PIERRE. 1995. *Bertrand Boyssset, arpenteur arlésien de la fin du XIVe siècle 1355-1415*. Doctorat, Histoire médiévale, Université Toulouse II le Mirail, Toulouse p.
- POTTHAST, BARBARA, et KOHLHEPP, GERD. 1999. *El espacio interior de America del Sur : Geografía, historia, política, cultura*. Francfort, Madrid. Centre d'étude de l'université d'Eichstatt.
- POUCET, JACQUES. 2001. Romulus : fondateur et premier roi de Rome Autopsie d'une légende. In *Folia Electronica Classica - Louvain La Neuve* n°2.
- POURTIER, ROLAND. 1983. Nommer l'espace : L'émergence de l'Etat territorial en Afrique Noire. In *L'espace géographique* n°4: p. 293-304.
- . 1986. *Le Gabon : organisation de l'espace et formation de l'état*. Thèse d'état, Géographie, Panthéon-Sorbonne, Paris, sous la direction de Sautter, G. 1097 p.
- . 2002. Espace et Nation en Afrique centrale:La dimension oubliée. In *Historiens et géographes* n°379 Regards sur l'Afrique: p. 163-169.
- POZZO DAL, GLÓRIA. 2000. *Relatório da realidade histórico-social ; atividades de organização do Serviço pastoral dos migrantes*. Rapport commandé par Serviço pastoral dos migrantes. 29/02/2000. Guajará-Mirim, 6 p.
- PRADEAU, CHRISTIAN. 1994. *Jeux et enjeux des frontières*. Bordeaux. Presses Universitaires de Bordeaux. 361 p.
- PREFECTURA DE SANTA CRUZ. 2004. *Empredimiento de transporte bi-modal Motacucito – Mutún – Puerto Busch : analisis de alternativas*. Rapport commandé par Prefectura de Santa Cruz, Ministerio de Defensa Nacional, Ministerio de Servicios y Obras Publicas, Ministerio de Desarrollo economico. Santa Cruz, 24 p. (*Rapport non publié*)
- PRESCOTT, JR.V. 1987. *Political frontiers and boundaries*. Londres. Allen and Unwin. 351 p.
- PROUST, MARCEL. 1987. *A la recherche du temps perdu : Du côté de chez Swann*. Paris. Editions Robert Laffont. 3 Volumes. Vol. I. 1280 p. (Coll° Bouquins).
- QUESADA, VICENTE GREGORIO. 1918-1920. *Historio diplomática latino-americana*. Buenos Aires. Cultura Argentina. 3 Volumes. Vol. III : La política imperialista del Brasil y las cuestiones de limites de las republicas sudamericanas. (*publications posthumes de ces articles, avertissements de Ernesto Quesada et introduction de Carlos Maria Ramirez*).

- QUINTANA, JUAN RAMÓN. 1998. *El Servicio Militar Obligatorio en América Latina y Bolivia: Una aproximación al estado de la cuestión a fin de siglo*. Communication in 11o. Congreso Internacional de Historia. El siglo XX en Bolivia y América Latina. Visiones de fin de siglo, 27-31 juillet 1998, à Cochabamba. Coordinadora Nacional de Historia y Centro Cultural Simón Patiño
- . 1999. *Las fuervas armadas en el desarrollo nacional : una vision hacia el siglo XXI*. Rapport commandé par Unidad de análisis de Políticas de Defensa. La Paz, 51 p. (*Document de travail élaboré pour le séminaire sur le rôle des Forces Armées dans le développement national, La Paz, novembre 1999*)
- . 2004. *El acoso a la democracia y la seguridad humana en América Latina : tendencias a la normalización de sociedades policiaco-militares en medio de la expansión de la privatización de la seguridad. Una mirada desde Bolivia*. Communication in Colloque "États, ONG et production des normes sécuritaires dans les pays du Sud." 9 décembre 2004, à Paris (communication non publiée).IRD
- QUINTANILLA DE NOGALES, GRACIELA , ESPADA DE ROSQUELLAS, ROSA, et MONTESINOS ROLLANO, GERMÁN. 1999 [1990]. *Nueva Geografía de Bolivia*. 8ème édition éd. La Paz. Multimac. 360 p.
- QUIPILDOR TITO, RONALD. 2003. *Informe sobre población brasileira*. Rapport commandé par C. Almte. José Pedro Torrico Camacho, Direccion general de enseñanza e institutos navales. 12/05/03. Puerto Quijarro, 12 p.
- QUIROGA, SYLVIA. 2002. *Pando amazonia indomita*. La Paz. Magica Editores. 300 p.
- QUISBERT, PABLO, et MARTINEZ, FRANÇOISE. 1999. In *Bolivia en el siglo XX, la formacion de la Bolivia contemporanea*. Edité par Navia, M., Quiroga, M., Roga, M., et Vargas, R. La Paz: Ed. offset boliviana Mentalidades : Devanando el Ovillo de la Psique colectiva, p. 532-552.
- RAFFESTIN, CLAUDE. 1980. *Pour une géographie du pouvoir*. Paris. Librairies techniques. 249 p.
- . 1990. La frontière comme représentation : discontinuité géographique et discontinuité idéologique. In *Etudes Internationales* n°63: p. 295-303.
- . 2004. *Frontières et territorialités entre rémanences, transformations et permanences*. Communication in Colloque : "Après les frontières, avec la frontière : quelles territorialités transfrontalières ?" 2 juin 2004, à Grenoble (non publié)
- RAISON, JEAN PIERRE, PELLISIER, PAUL, et NICOLAI, HENRI. 2000. *Un géographe dans son siècle, actualité de Pierre Gourou*. Paris. Karthala. 338 p.
- RAMOUSSE, D. 1999. La frontière Colombie Venezuela : facteurs de tension et dynamique d'intégration. In *BAGF* n°3: p. 260-269.
- RATZEL, FREDRIECH. 1987. *La géographie politique. Les concepts fondamentaux*. Paris. Fayard. (coll° Géopolitiques et géostratégies).
- RECLUS, ELISÉE. 1893. *Amérique du Sud. Les régions andines. Trinidad, Venezuela, Colombie, Ecuador, Pérou, Bolivie et Chili*. Paris. Hachette. Vol. XVIII. 920 p. (Nouvelle Géographie Universelle, La terre et les hommes).
- . 1894. *Amérique du Sud : L'Amazonie et La Plata, Guyanes, Brésil, Paraguay, Uruguay, République Argentine*. Paris. Hachette. Vol. XIX. 820 p. (Nouvelle Géographie universelle).
- . 2000 [1862]. Le Brésil et la colonisation : I. Le bassin des Amazones et les indiens. In *La Revue des deux mondes*. p. 930-958.
- . 2000 [1867]. La guerre du Paraguay. In *La Revue des deux mondes*. p. 935-970.
- RÉMOND, RENÉ. 1988. *Notre siècle : 1918 - 1988*. Paris. Fayard. 1012 p. (Histoire de France, sous la direction de Jean Favier).
- RENAN, ERNEST. 1882. *Qu'est ce qu'une nation ?* Communication, 11 mars 1882, à Paris : La Sorbonne. Disponible en ligne [http://ourworld.compuserve.com/homepages/bib\\_lisieux/](http://ourworld.compuserve.com/homepages/bib_lisieux/).
- RENARD, JEAN-PIERRE (DIRECTEUR). 1997. *Le géographe et les frontières*. Paris. L'harmattan. 307 p.
- RENOIR, JEAN. 1937. *La grande illusion*. Paris. (film).
- REPÚBLICA DE BOLIVIA. 1888. *Decreto Supremo du 14 juillet 1888*. La Paz.
- . 1916. *Informe de la delegacion nacional en el territorio de colonias del Noreste al 31 julio de 1915*. La Paz. 151 p. p.
- . 1938. *Constitución política*. La Paz.
- . 1967. *Constitución Política del Estado*. La Paz.
- . 1994. *Ley de participacion popular*. La Paz.
- . 1994. *Ley de reforma educativa*. La Paz.
- . 1994. *Plan general de desarrollo económico y social de la República*. La Paz. 120 p.
- . 1995. *Constitución Política del Estado, Texto Acordado, 1995*.
- . 1999. *Ley n° 1961 Corredores de exportación de energía, hidrocarburos y telecomunicaciones de necesidad nacional*. La Paz.

- REVELLO ALCOREZA, CARLOS. 1998. *Informe sobre la penetración pacífica de subditos de Amarillo y su incidencia en nuestra jurisdicción*. Rapport commandé par Division II - Inteligencia - Sexto distrito naval "Del Acre", 23 de mayo 1998. Cobija, 26 p. (*Rapport confidentiel remis au Commandant del Sexto Distrito Naval "Del Acre"*)
- REY, ALAIN (DIRECTEUR). 1998 [1992]. *Dictionnaire historique de la langue française*. Deuxième éd. Paris. Dictionnaires Le Robert. 3 Volumes. 4302 p.
- RIVERA PIZARRO, ALBERTO. 2003. *Crisis política y fragmentación social: Bolivia a inicios del 2003*. Rapport commandé par Centro de Investigaciones en Ciencias Sociales Universidad Mayor San Simon. Cochabamba, 33 p.
- RIVIÈRE, GILLES. 1981. Les zones de colonisation en Bolivie. In *Problèmes d'Amérique Latine* n°62: p. 55 - 72.
- ROCA, JOSÉ LUIS. 1987. In *José Ballivián y el oriente boliviano*. Edité par Groff greever, J. La Paz: Editora Siglo Bolivia o la lucha contra la asfixia, p. III-XVI.
- . 1999. *Fisonomía del regionalismo boliviano*. 2ème édition ( 1ère édition 1979 ) éd. La Paz. Plural editores. 350 p.
- ROCA, JOSÉ LUIS. 2001. *Economía y sociedad en el Oriente Boliviano ( siglos XVI-XX )*. Santa Cruz. COTAS. 678 p.
- ROGELIO CADENA, L. 1990. *Geopolítica y geoestrategia de fronteras de Bolivia*, Escuela de Altos estudios nacionales, Comando en jefe de las FFAA de la nación, La Paz 139 p. (*Document réservé*)
- ROUQUIÉ, ALAIN. 1982. *L'État militaire en Amérique Latine*. 1 éd. Paris. Seuil. 480 p.
- ROUSSEAU, JEAN-BAPTISTE. 1997 [1723]. *Odes, cantates, épîtres et poésies diverses de J.B. Rousseau. Imprimé par ordre du roi pour l'éducation de Monseigneur le dauphin*. Deuxième éd. Paris. Gallica. 186 p. (Document électronique BNF de l'édition de Paris : Didot, 1790). Disponible en ligne <http://visualiseur.bnf.fr/Visualiseur?Destination=Gallica&O=NUMM-89538>.
- ROUX, CÉCILE. 2000. *A la recherche des cultures rencontrées par les missionnaires Jésuites et Franciscains (XVIIe-XXe siècles) une relecture de l'acculturation des Indiens de Moxos, de Chiquitos et du Chaco*. Doctorat nouveau Régime, Espagnol, Université François Rabelais, Tours 468 p.
- ROUX, JEAN CLAUDE. 1995. *Guide commenté des sources géographiques des Orientes boliviens : Amazonie - Beni - Orient de Santa Cruz - Chaco ( à partir de 1825 )*. La Paz. ORSTOM. 359 p. (Edition provisoire - non publié).
- ROUX, JEAN-CLAUDE. 1996. La Bolivie des confins orientaux : une cartographie de l'imaginaire. Une relecture critique de la première carte nationale de 1859. In *L'espace géographique* Tome 25 n°4.
- . 1996. *La reubicación oriental de Bolivia en el siglo XIX: El memorandum Felix Frías 1844*. Communication in IV Congreso Internacional de Ciencias de la Tierra., à Santiago de Chile (non publié)
- . 1997. In *El espacio territorial y los Orientes bolivianos*. Edité par Roux, J. C., et Cordova La Paz: UMSA Bolivia mitica y Bolivia real a través del primer mapa nacional de 1859., p. 77-119.
- . 1999. In *La nacionalización de la Amazonía*. Edité par Pilar Garcia, J., et Salar i Vila, N. Barcelona: Universidad de Barcelona Bolivia-Brasil : una confrontación histórica sobre la placa geopolítica amazónica, p. 175-203.
- . 2000. *La Bolivie orientale, confins inexplorés, battus aux Indiens et économie de pillage*. Paris. L'Harmattan. 317 p.
- ROUX, JEAN-CLAUDE, WANNIEZ, PHILIPPE, et BRUSTLEIN, VIOLETTE. 1995. Niveaux d'analyse et cartographie thématique : groupes ethniques et conditions de vie en Bolivie. In *Mappemonde* n°1.
- RUIZ, SERGIO. 2004. In *Retos y perspectivas del nuevo régimen forestal en el norte amazónico boliviano*. Edité par Jong de, W. e. Jakarta: Centro Internacional para la Investigación Forestal La nueva administración de tierras y bosques en el norte amazónico boliviano, p. 47-65.
- SAAVEDRA, CARLOS. 2000. *Cosas de mi ciudad, Cobija*. Cobija. Editorial Franz Tamayo. 121 p.
- SAAVEDRA, OSCAR. 2002. *Planificación participativa y zonificación en municipios del Beni*. La Paz. PIEB. 163 p.
- SAAVEDRA WEISE, AGUSTIN. 1995. *Bolivia y el mundo*. La Paz. Mundy Color. 625 p.
- . 1995. In *Bolivia y el mundo*. Edité par Saavedra Weise, A. La Paz: Mundy Color (Conferencia dictada en el Seminario "Corredores bioceánicos" del Centro de Estudios de diplomados en Altos Estudios Nacionales de las FFAA) Perspectivas geopolíticas y geoeconómicas de Bolivia en torno a los corredores bioceánicos, p. 597-611.
- . 1996. *Perspectivas de Bolivia en torno a los corredores bioceánicos*. La Paz. Mundy Color. 77 p.
- . Tempocomunicaciones, 2003. *Santa cruz el eje de sudamerica*. Santiago de Chile, 26 mars 2003. Disponible en ligne <http://tempocomunicaciones.cl/news/modules.php?name=News&file=article&sid=432>. (*Revue électronique en ligne -Chili.*)
- . El Deber, 2004. *Puerto Busch, desafío a corto plazo*. Opinion, Santa Cruz, 19 mars 2004,
- SAAVEDRA WEISE, AGUSTIN, et BAPTISTA GUMUCIO, MARIANO. 1978. *Antología geopolítica de Bolivia*. La Paz - Cochabamba. Los Amigos del Libro. 389 p. (*coll° Enciclopedia Boliviana*)

- SACHS, JEFFREY. 2003. What Bolivia's Chaos Means. In *Project syndicate*. Disponible en ligne <http://www.project-syndicate.org/>.
- SACHS, JEFFREY, GALLUP, JOHN LUKE, et MELLINGER, ANDREW D. 1998. *Indicadores de desarrollo mundial*. Banco Mundial.
- SAGARI, SILVIA. 2004. *Programa vial del corredor norte : proyecto BO - 0200*. Documento Conceptual de Bolivia, Rapport commandé par BID. La Paz, 20 p. (*Rapport interne conceptuelle de la mission d'analyse du projet*)
- SALAMA, PIERRE. 2002. Cocaïne : contes et mécomptes. In *Recherches internationales* n°64.
- SALAZAR PAREDES, FERNANDO. 2000. *Hacia una nueva política exterior boliviana*. La Paz: Edité par CERID. Plural editores. 1249 p.
- SANABRIA FERNANDEZ, HERNANDO. 1958. *En busca de Eldorado, la colonización del Oriente boliviano por los cruceños*. 1ère éd. Santa Cruz de la Sierra. UGRM. 366 p.
- . 1983. *Geografía humana y política de Bolivia*. Cochabamba. Los Amigos del Libro. 200 p.
- . 1988. *En busca de Eldorado, la colonización del Oriente boliviano*. 3ème éd. La Paz. Juventud. 312 p.
- SÁNCHEZ DE LOZADA, GONZALO. 2002. *Discurso de Gonzalo Sánchez de Lozada al ser posesionado como presidente constitucional de la República*. Communication, 6 août 2002, à Congreso Nacional. Disponible en ligne <http://www.bolpress.com/documentos.php?Cod=2002053987>.
- SANTALLA BARRIENTOS, RAUL, et ALLI. 1991. *Geopolítica expansionista de la República del Brasil y su consigna de marcha hacia el Oeste*, Escuela de Altos Estudios Nacionales, Comando en Jefe de las FFAA de la Nación, La Paz 120 p.
- SARAMAGO, JOSÉ. 1990 [1986]. *Jangada da pedra*. Traduit par Claude, F. Paris. Seuil. (1ère éd., 1986). 313 p.
- SAUTTER, GILLES. 1982. In *Frontières : problèmes de frontières dans le Tiers-monde Journées d'études du 20 et 21 mars 1981*. Edité par Laboratoire dynamique des sociétés en développement, et Pluriel-Débat Paris: L'Harmattan Quelques réflexions sur les frontières africaines, p. 60-71.
- SAUTTER, GILLES, et BLANC-PAMARD, CHANTAL. 1993. *Parcours d'un géographe : des paysages aux ethnies, de la brousse à la ville, de l'Afrique au monde*. Paris. Ed. Arguments. 2 Volumes. 708 p.
- SCENNA, MIGUEL ANGEL. 1974. La cuenca de La Plata. In *Todo es historia* n°84.
- . 1975. *Argentina Brasil, cuatro siglos de rivalidad*. Buenos Aires. La Bastilla. 424 p.
- . 1978. In *Antología geopolítica de Bolivia*, 2ème éd. Edité par Baptista Gumucio, M., et Saavedra Weise, A. Cochabamba - La Paz: Los Amigos del Libros (1ère éd., 1974). La cuenca de la Plata, p. 305-358.
- SCHABIB MONTERO, ISMAEL. 1995. *Sobre geopolítica de Bolivia*. La Paz. 247 p.
- SCHOOP, W. 1981. *Ciudades bolivianas*. La Paz. Los Amigos del Libro. 191 p.
- SCHURZ, W. L. 1921. *Bolivia a commercial and industrial handbook*. Washington. Government Printing Office. 263 p.
- SEMENA. 2002. *Corredor de exportación bimodal*. Rapport commandé par SEMENA. Trinidad. (*Présentation power-point*)
- SEMENA, et AGCD. 1988. *Rios de la Amazonia Boliviana explotación de las vías navegables*. Trinidad: SEMENA.
- SEOANE FLORES, ALFREDO. 2000. In *Bolivia, temas en la agenda internacional*. Edité par UDAPEX La Paz: PNUD Ampliación y profundización de la relación especial con el MERCOSUR, p. 239-265.
- SEOANE FLORES, ALFREDO, ORLAS ARREDONDO, RAMIRO, et TORRES ARMAS, WILLIAM. 2000. *Desarrollo fronterizo construyendo una nueva agenda*. La Paz. CID Plural. 276 p.
- SEPÚLVEDA, LUIS. 1996 [1994]. *Patagonia Express*. Paris. Métailié. 166 p.
- SERVICIO NACIONAL DE CAMINOS. 1973. *Estadísticas de tráfico*. La Paz. Ministerio de transportes, comunicaciones y aeronautica civil. 44 p.
- SERVICIO NACIONAL DE CAMINOS, et DEPARTEMENTO DE PLANIFICACION. 1995. *Corredores de exportacion*. La Paz. SNC. 120 p. (Rapport interne).
- SERVICIO NACIONAL DE CAMINOS, et GERENCIA DE PLANIFICACION. Janvier 2002. *Corredores de integracion*. La Paz. 108 p. (Rapport interne).
- SERVICIO NACIONAL DE CAMINOS, GERENCIA DE PLANIFICACION Y DESARROLLO TECNOLOGICO. 2002. *Informes viales a febrero 2002*. Rapport commandé par SNC. La Paz, 134 p. (*Rapport interne non publié*)
- SILES GUEVARA, JUAN. 1995. In *Los Bolivianos en el tiempo*, 2ème éd. Edité par Crespo, A., Crespo Fernandez, J., et Kent Solares, M. L. La Paz: Instituto de estudios andinos y amazonicos (1ère éd., 1993). Geografía de Bolivia : síntesis geográfica de Bolivia, p. 3-24.
- SILLI, MARCELLO. 1999. La fragmentation socio-territoriale. Une nouvelle logique de fonctionnement pour le monde rural. Le cas de la Pampa Argentine. In *L'espace géographique* n°4.

- SIMONET, M.C. 2001. In *Cyclope, les marchés mondiaux 2001*. Edité par CHALMIN, P. Paris: Economica Oléoprotéagineux : l'année du soja, p. 199-209.
- SOUBLIN, JACQUES. 2000. *Histoire de l'Amazonie*. Paris. Payot. 340 p.
- SOUCHAUD, SYLVAIN. 2000. *La formation d'un espace brésiguyen dans l'est du Paraguay*. Thèse de doctorat, Géographie, Poitiers, sous la direction de GUILLON, M., et CLEMENT, J. P. 534 p.
- STEFANOVA-GUEORGUIEV, IRENA. 1987. *Español y portugués en la península ibérica y en América latina : dos situaciones de contacto lingüístico*. Thesis submitted in partial fulfillment of the requirements for the degree of Master of arts, Departement of Sociology and Anthropology, Simon Fraser University, Sofia 127 p.
- STEIMAN, REBECA. 2004. *Brasil e América do Sul: questões institucionais de fronteira*. Rapport commandé par RETIS. 19/07/04. Rio de Janeiro, 12 p. Disponible sur <http://acd.ufri.br/fronteiras/>
- SUAREZ ARANA, CRISTIAN. 1899. *Exploraciones en el Oriente boliviano*. La Paz. Gonzales y Medina.
- SUAREZ MEDINA, SAUL. 1994 [1990]. *Almanaque oriental : notas historicas, geograficas, biograficas, festividades de pueblos y otros datos del Oriente boliviano*. Deuxième éd. Santa Cruz. Imp. Sirena. 402 p.
- SUBIRANA, MOISES. 1930. *Memorias historicas de mi viaje al territorio de colonias al Noroeste de la Republica : 1908-1912 Campañas en el Manuripi*. 191 éd. La Paz. Editorial America : Jenaro Sanjinés.
- SUBSECRETARIA DE ORDENAMIENTO TERRITORIAL. 1997. *Marco general para el ordenamiento territorial*. La Paz. Secretaria Nacional de Planificacion
- Ministerio de desarrollo sostenible y medio ambiente. 81 p.
- SWEIG, STEFAN. 2000 [1944]. *Amerigo*. Deuxième éd. Traduit par Autrand, D. Paris. Le livre de Poche. (1ère éd., Die Geschichte eines historischen Irrtums). 122 p.
- TAMAYO, FRANZ. 1975 [1944]. *Creacion de la pedagogia nacional*. Troisième éd. La Paz. Biblioteca del Sesquicentenario de la Republica. (1ère éd., 1944). 226 p.
- TARRIUS, ALAIN. 2002. *La mondialisation par le bas : les nouveaux nomades de l'économie souterraine*. Paris. Balland. 168 p. (coll° Voix et regards).
- THÉRY, HERVÉ. 1976. *Rondônia, mutations d'un territoire fédéral en Amazonie brésilienne*. Thèse de doctorat de troisième cycle, CNRS ( LA 111 ), Ecole Normale Supérieure, Paris 310 p.
- . 1986. *Brasil / Brésil / Brazil*. Montpellier. Fayard, Reclus. 87 p.
- . 1988. Les pays tropicaux dans les livres de géographie : les manuels de l'enseignement secondaire entre 1925 et 1960. In *L'espace géographique XVII n°4*: p. 299-306.
- . 1995 [1985]. *Le Brésil*. Paris. Masson. 265 p.
- . 1997. Cartographie de l'Amazonie, des modèles au zonage, de quelques modèles amazoniens. In *Cahiers des Amériques Latines n°24*: p. p 76- 92.
- . 1997. Des hommes, des femmes, des migrants. In *Cahiers des Amériques Latines n°24*: p. p 183-192.
- . 1997. Routes et déboisement en Amazonie brésilienne : Rondônia 1974-1996. In *Mappemonde n°97/3*: p. 35-40.
- . 1998. Les hauts lieux de la littérature latino-américaine. In *Mappemonde n°52*.
- . 2004. La vague déferlante du soja brésilien. In *Mappemonde 2-2004 n°74*. Disponible en ligne <http://mappemonde.mgm.fr/num2/articles/art04204.html>.
- THÉRY, HERVÉ, et APARECIDA DE MELLO, NELI. 2003. *Atlas du Brésil*. Montpellier. CNRS, GDR Libergéo, La Documentation française. 302 p.
- THUAL, FRANÇOIS. 1996. *Géopolitique de l'Amérique Latine*. Paris. Economica. 108 p.
- TOJO TEJADA, ENRIQUE. 1991. *Nucleos poblacionales para el desarrollo*. La Paz. FUNDEMOS. 192 p.
- TORANZO ROCA, CARLOS (coord.). 2002. *Bolivia visiones de futuro*. La Paz. FES ( Friedrich Ebert Stiftung ), ILDIS ( Instituto latino americano de Investigaciones Sociales). 498 p.
- TRAVASSOS, MÁRIO. 1938. *Projeção continental do Brasil*. Troisième éd. Sao Paolo. Companhia editora nacional. 214 p.
- TRELLEZ SOLIS, ELOISA. 1993. *Ambiente y fronteras*. Santafe de Bogota, Colombia. SECAB. 183 p.
- TROCHET, J-R. 1998. *Géographie historique - hommes et territoires dans les sociétés traditionnelles*. Paris. Nathan. 251 p.
- TURNER, JACKSON. 1893. The Significance of the Frontier in American History. In *Report of the American Historical Association 1893*: p. 199-227.
- ULANOVSKY, LUCIA. 2004. *Les pionniers et les occupants au bord du fleuve, lieu de frontière entre l'Argentine et le Brésil*. Communication in Colloque Frontière, frontières, Juin 2004, à Grenoble
- UNCTAD. 2003. *Mejoramiento de los sistemas de transito en América Latina*. New York. UNCTAD, países en desarrollo sin litoral. 63 p. (Document de travail pour la première session du Comité Intergouvernemental préparatoire

- à la Conférence ministérielle sur la Coopération en matière de transport et de transit.). Disponible en ligne [http://www.unctad.org/sp/docs//ldc20036\\_sp.pdf](http://www.unctad.org/sp/docs//ldc20036_sp.pdf).
- UNICOM. 2004. *Plan Bolivia para un Gobierno de Responsabilidad Nacional*. [en ligne], 25 juillet 2002 [consulté le 07/09/2004]. Disponible sur <http://www.bolpress.com/documentos.php?Cod=2002056905>.
- UNODC. 2004. *2004 World drug report (includes latest trends, analysis and statistics)*. New York. UNODC. 2 Volumes. Vol. Vol 2 : Statistics. 427 p. Disponible en ligne [http://www.unodc.org/unodc/en/world\\_drug\\_report.html](http://www.unodc.org/unodc/en/world_drug_report.html).
- UNZUETA, FERNANDO. 2000. Periódicos y formación nacional: Bolivia en sus primeros años. In *Latin American Research Review* 35 2.
- URIOSTE, MIGUEL, et PACHECO, DIEGO. 2001. *Las tierras bajas de Bolivia a fines del Siglo XX*. La Paz. PIEB. 432 p.
- VACA DIEZ, ANTENOR. 1894. *Memorial que presenta al delegado nacional en el Madre de Dios, Acre y Purus*. La Paz. Imprenta El Nacional. 82 p.
- VACANO, MAXIMO DE. 1929. *Bolivia subdesarrollo y progreso*. Berlin. Reimer, Dietrich et Voshen, Ernst. 231 p.
- VALENCIA, JOSÉ LUIS, et CASAS, JUSTO ALCIDES. 1998. *Contrabando e informalidad en la economía boliviana*. La Paz. Fundemos, Cámara nacional de Comercio, Fundación Hanns-Seidel. 253 p.
- VALÉRY, PAUL. 1924 [1922]. *Variété*. Deuxième éd. Paris. Gallimard. (1ère éd., 1922). 360 p.
- . 1988 [1945]. *Regards sur le monde actuel*. Paris. Folio. (1ère éd., 1945). 320 p. (Coll° Essai).
- VANGELISTA, CHIARA. 1996. In *Las raíces de la memoria*. Edité par Pilar Garcia, J. Barcelona: Universitat de Barcelona Las relaciones hispano-portuguesas en el norte de Mato Grosso, siglos XVIII-XIX, p. 409-423.
- . 2001. *Confini e frontiere: Conflitti e alleanze inter-etniche in America meridionale sec. XVIII*. Turin. SegnaLibro. 189 p.
- VANNEPH, ALAIN. 1999. Les frontières en Amérique. In *BAGF* n°3: p. p 230-241.
- . 1999. Mexique-Etats Unis, vers quelles formes transfrontalières ? In *BAGF* n°3: p. p 233-241.
- VARGAS LLOSA, MARIO. 1975 [1973]. *Pantaleón et les visiteuses [Pantaleón y las visitadoras]*. Deuxième éd. Traduit par Benssoussan, A. Paris. Gallimard. 289 p.
- . 2002 [1965]. *La maison verte*. Traduit par Lesfargues, B. Paris. Gallimard. (1ère éd., La casa verde). 418 p. (coll° L'imaginaire).
- . El Pais, 2004. *Nostalgia del Mar*. Opinion, Madrid, 25 janvier 2004,
- VASQUEZ, FRANCISCO. 1979. *Aguirre ou la fièvre de l'indépendance : Relation véridique de l'Expédition de l'Omagua et de l'El Dorado (1560 - 1561)*. Traduit par Faucher, M. Paris. Fayard. 298 p. (La bibliothèque des voyageurs).
- VAZQUEZ MACHICADO, HUMBERTO. 1990 [1988]. *Para una historia de los límites entre Bolivia y el Brasil*. Deuxième ( rééd. partielle ) éd. La Paz. Juventud. (1ère éd., 1988). 528 p. (Compilation d'articles et d'essais.).
- VAZQUEZ MACHICADO, HUMBERTO, et VAZQUEZ MACHICADO, JOSÉ. 1992. *Santa Cruz de la Sierra : apuntes para su historia (siglos XVI al XX)*. deuxième éd. La Paz. Editorial Don Bosco. 698 p.
- VEGA BARRENECHEA DE LA, JORGE. 1994. *Base para la creacion de una autentica geopolitica boliviana*. La Paz. CONASE. 13 p. (*Rapport non publié*).
- VELASCO, HÉLÈNE. 1998. *La frontière, le territoire et le lieu : norme et transgression dans les Pyrénées orientales*. Thèse de doctorat, Pau, Pau p.
- VELASCO, RAMIRO. 1992. *La construccion de la idea nacional*. La Paz. Centro de Informacion para el Desarrollo, CID. 226 p.
- VELIZ HERRERA, JUÁN. 1997. *Las fuerzas armadas en el desarrollo y construccion de la Nación : modelos de intervencion, balance y perspectivas*, Escuela de Altos estudios nacionales, Comando en Jefe de las FFAA de la Nación, La Paz 77 p.
- VERDESOTO, LUIS. 2004. *Hacia donde va Bolivia* [en ligne]. Nueva Sociedad, Caracas, 2004 [consulté le 24/03/04]. Disponible sur <http://www.nuevasoc.org/ve/Actualidad/detalle.asp?idMenu=28&id=25>.
- VERDONK, RON. 2003. *Brazil : oilseeds and Products. Voluntary Soybean and Products Update 2003*. Rapport commandé par USDA - Foreign agricultural service. 28/10/2003. Washington, 14 p.
- VERDOUX, F. 1999. Discours global, réalité locale. In *Autrepart* n°9: p. 10-22.
- VERNES, HENRI. 1954. *Sur la piste de Fawcett*. Editions Gérard et Compagnie. (Marabout Junior n°26).
- VIANNA, HÉLIO. 1965 [1952]. *Historia do Brasil*. Troisième éd. Sao Paulo. Edicoes Melhoramentos. 2 Volumes.
- VICE MINISTERIO DE ENERGIA Y HIDROCARBUROS. 1999. *Energy in Bolivia*. La Paz. UPI. 12 p. (*Bulletin d'information quadri-annuel du Vice ministère de l'énergie et des hydrocarbures*).
- VICE MINISTERIO DE INVERSION PUBLICA Y FINANCIAMIENTO EXTERNO. 1998. *Convenio interinstitucional de financiamiento - proyecto Complejo Portuario Guayaramerin*, SEMENA. La Paz.

- VICE MINISTERIO DE INVERSION PUBLICA Y FINANCIAMIENTO EXTERNO. 2001. *Informe anual proyecto : complejo portuario Guayaramerin*, Lic. Moreno Bello, et Arteaga, I. O. Trinidad.
- VIDAL DE LA BLACHE, PAUL. 1917. *La France de l'Est*. Paris. Armand Colin.
- VIEDMA, FRANCISCO. 1969 [1836]. *Descripcion geografica y estadistica de la provincia de Santa Cruz de la Sierra*. Troisième éd. Cochabamba. Los Amigos del Libro. 295 p. (Biblioteca IV centenario). (prologo de Hector Cossio Salinas).
- VIGNY, ALFRED DE. 1980 [1826]. *Cinq-mars*. Paris. Folio. (1ère éd., 1826). 608 p. (coll° Classique).
- VILLA-LOBOS, HEITOR. 1981. Palavras em João Pessoa em 1951. In *Presença de Villa-Lobos* 12: p. 3-6.
- VOLTAIRE. 1976 [1759]. *Candide*. Paris. Hachette. 207 p. (Nouveaux classiques illustrés Hachette).
- WANIEZ, PHILIPPE. 1992. *Les cerrados, un espace "frontière" brésilien*. Montpellier. Reclus. 344 p.
- . 1997. La mortalité de la population brésilienne. Un exemple de couplage, données censitaires, données d'enquêtes. In *Cahiers des Amériques Latines* n°24: p. p 155- 182.
- WANIEZ, PHILIPPE, BRUSTLEIN, VIOLETTE, et ALBUERQUE, D. 1999. Les mutations de l'espace agropastoral brésilien, 1975-1996. In *Mappemonde* n°53 n°53.
- WEBER, E. 1987. In *Les lieux de mémoire, tome II, la Nation*. Edité par in Nora, P. d. Paris: Gallimard L'hexagone.
- WELLES, ORSON, et MANKIEWICZ J., HERMAN. 1940. *Citizen Kane*. 134 p. (Script du film).
- YBARNEGARAY DE PAZ, ROXANA. 1992. *El espíritu del capitalismo y la agricultura cruceña*. La Paz. CERID. 153 p.
- ZAVALETA MERCADO, RENÉ. 1967. *Bolivia el desarrollo de la conciencia nacional*. La Paz. 181 p.
- . 1986. *Lo nacional-popular en Bolivia*. Mexico. Siglo veintiuno editores. 273 p.
- ZEITÚN, SAID. 2003. *Cámara Nacional de integración y desarrollo de las provincias de frontera : Estatuto y reglamento*. La Paz: CADEPROF.
- ZELADA CASTEDO, ALBERTO. 2000. *Bolivia : temas de la agenda internacional*. La Paz. Editorial Garza Azul PNUD. 416 p.
- ZIBECHI, RAÚL. La Jornada, 2004. *El MERCOSUR y la integración, una interminable carrera de obstáculos*. supplément Masiocare, Mexico, 18/07/2004,
- Revista del Sur, 1996. *Hidrovia Paraná - Paraguay : Dragado de canal contaminará agua potable*. Uruguay, Décembre 1996. Disponible en ligne [http://www.redtercermundo.org.uy/revista\\_del\\_sur/](http://www.redtercermundo.org.uy/revista_del_sur/)
- Correio popular do Rondônia, 1998. *Federal irá cadastrar bolivianos no Brasil*. Polícia, Guajará-Mirim, 03/05/1998,
1998. *TOB, traduction oecuménique de la Bible*. Paris. Cerf. 1861 p.
- Bolpress, 2002. *En un semestre setenta muertos en accidente de carretera en Yungas*. Cochabamba, 27/07/2002,
- Bolpress, 2002. *Gobierno tiene mas de \$us.2.000 millones para sostener Plan Bolivia*. La Paz, 02/11/02,
- Bolpress, 2004. *"Creo que el centralismo ha muerto y hay que darle cristiana sepultura"*. La Paz, 03/09/2004,
- Correio popular do Rondônia, 1998. *Federal irá cadastrar bolivianos no Brasil*. Polícia, Guajará-Mirim, 03/05/1998,
- Revista del Sur, 1996. *Hidrovia Paraná - Paraguay : Dragado de canal contaminará agua potable*. Uruguay, Décembre 1996. Disponible en ligne [http://www.redtercermundo.org.uy/revista\\_del\\_sur/](http://www.redtercermundo.org.uy/revista_del_sur/)
- Diaro de Cuiaba, 2004. *MP denuncia máfia e inclui mais dois oficiais entre os acusados*. Cuiaba, 27/02/04,
- Diaro de Cuiaba, 2004. *Deputados têm reunião na Bolívia*. Cuiaba, 08/05/04,
- El Deber, 2004. *La fiscal Mónica von Borries investigó casos muy "pesados"*. Santa Cruz, 28/02/04,
- El Deber, 2004. *Pilotos se legalizan en Pto. Quijarro*. Santa Cruz, 01/02/04,
- El Deber, 2004. *Privados exigen carreteras para evitar aislamiento de Santa Cruz*. Santa Cruz, 16/02/2004,
- El Deber, 2004. *Estudio de impacto ambiental de Puerto Busch costará \$us 2 millones*. Santa Cruz, 12/03/04,
- El Deber, 2004. *Más coca, más cocaína*. Santa Cruz, 31/03/04,
- El Deber, 2004. *Denuncia: azúcar brasileña entra en bolsas de ingenios bolivianos*. Santa Cruz, 30/04/04,
- El Deber, 2004. *Representantes de provincias fronterizas de Beni, Pando y Santa Cruz estuvieron ayer en la entidad cívica*. Santa Cruz, 30/04/04,
- El Deber, 2004. *Inseguridad en las fronteras*. Santa Cruz, 12/07/2004. (éditorial)
- El Deber, 2004. *Contrabando golpea a los aceiteros*. Santa Cruz, 21/08/04,
- El Deber, 2005. *'Despertó el león' Cabildo abierto : Santa Cruz dio un paso histórico al acelerar la autonomía*. Santa Cruz, 29/01/05,
- El Deber, 2005. *Mato Grosso quiere un 'corredor' propio*. Santa Cruz, 14/02/2005,

- El Diaro, 2001. *Ciudadanos brasileños habrían invadido tierras bolivianas*. 24/10/2001,
- El Diaro, 2004. *Brasil advierte que no pagará regalías del 50%*. La Paz, 16/07/2004,
- El Mundo, 2002. *Aduana destruyo 23 000 litros de vino argentino*. Santa Cruz, 14/08/2002,
- El Mundo, 2004. *Asesinato en San Matías fue por droga*. Santa Cruz, 18/11/2004,
- El Mundo, 2004. *FELCN confisca 94.7 kilos de droga con destino al Brasil*. Santa Cruz, 05/11/2004,
- El Nuevo Dia, 2003. *Contrabandistas se pelean y paran el tren en Quijarro*. Santa Cruz, 26/09/2003,
- El Nuevo Dia, 2004. *"Germán Busch" para exigiendo el tramo Roboré-Puerto Suárez*. Santa Cruz, 1/07/2004,
- El Nuevo Dia, 2004. *Préstamo para la vía a Puerto Suárez se firma en una semana*. Santa Cruz, 13/08/2004,
- El Nuevo Dia, 2004. *Pasajeros en accidentes*. Editorial, Santa Cruz, 08/10/04,
- Folha de São Paulo, 2004. *Com feiras nos finais de semana, bairro de Canindé vira La Paz*. São Paulo, 09/05/2004,
- La Prensa, 2001. *Gobierno perfora a la Ley de Aduanas :Privados y organismos internacionales expresaron su preocupación*. La Paz, 25/08/2001,
- La Prensa, 2001. *Hito 27, limite internacional entre Bolivia y Perú*. La Paz, 01/12/2001,
- La Prensa, 2001. *Hito 27 : las FF.AA deben establecer si hay invasión*. La Paz, 04/12/2001,
- La Prensa, , 2003. *Hidrovia: ¿muere la navegación?* , La Paz, 07/04/2003,
- La Prensa, 2003. *La narco-frontera*. La Paz, 06/07/2003,
- La Prensa, 2003. *Familiar de Kukoc es gerente del SNC*. La Paz, 24/07/2003,
- La Prensa, 2004. *El gobierno crea una superestructura con seis instituciones : FF.AA y Policía combatirán el contrabando en las fronteras*. La Paz, 24/09/2004,
- La Prensa, 2004. *Giussani plantea nueva tributación*. La Paz, 1/10/2004,
- La Prensa, 2004. *Suspenden a jefe de Diprove por un auto robado en Brasil*. Seguridad, La Paz, 07/01/2004,
- La Prensa, 2004. *La Aduana fue intervenida por comerciantes en Puerto Suárez*. La Paz, 14/08/2004,
- La Prensa, 2004. *Zona Franca San Matías cometió contrabando por \$us 58 millones*. La Paz, 23/05/2004,
- La Prensa, 2004. *Oruro: la Aduana logra decomisar \$us 1,5 millones en mercadería*. Oruro, 17/11/2004,
- La Razón, 2001. *La degeneración de las zonas francas*. Éditorial, La Paz, 13/09/01,
- La Razón, 2001. *Brasileños invaden territorio boliviano en la zona fronteriza*. La Paz, 02/11/2001,
- La Razón, 2001. *Bolivia y Peru negociaran en marzo la reposición del hito 27*. La Paz, 01/12/01,
- La Razón, 2002. *Caminos tiene \$us 1.333 millones para carreteras*. La Paz, 18/05/02,
- La Razón, 2003. *El túnel San Rafael permite llegar a los Yungas desde hoy*. La Paz, 22/07/2003,
- La Razón, 2003. *Provincia beniana se declara como zona de libre comercio*. La Paz, 22/02/2003,
- La Razón, 2004. *Mesa izó la bandera del Litoral en la plaza Murillo*. La Paz, 22/03/2004,
- La Razón, 2004. *Preparan la mayor conmemoración en la semana del mar*. La Paz, 22/03/2004,
- La Razón, 2004. *Empresarios acusan a la Naval de ayudar a contrabandistas*. La Paz, 10/09/2004,
- La Razón, 2005. *Santa Cruz y La Paz lideran en el PIB*. La Paz, 22/01/2005,
- Le Monde, 2004. *Caetano Veloso, deux continents chantés par un génie de l'oblique*. Paris, 30/10/2004,
- Los Tiempos, 2003. *Si Bolivia cierre las aguas de Silala habra un conflicto*. Cochabamba, 15/07/03,
- Los Tiempos, 2004. *Precio del gas a Argentina abre posible rebaja a Brasil*. Sucre, 23/04/2004,
- New York Times, 2004. *Brazil nuts grow rarer in, of all places, Brazil*. New York, 23/08/2004,
- O Estado de São Paulo, 2004. *Termina protesto na fronteira Brasil-Bolívia*. São Paulo, 04/07/2004,
- Pulso semanal, 2003. *Soya al atlántico desde la hidrovia*. La Paz, 14/06/2003,
- Santa Cruz Economico, 2003. *Los madereros deben \$us 9 millones al Estado*. Santa Cruz, 20/04/2003,

## BIBLIOGRAPHIE THEMATIQUE

*La bibliographie thématique est organisée selon des entrées géographiques, qui sont parfois sous-divisées en plusieurs thèmes (c'est le cas pour la Bolivie). Elle commence par les ouvrages généraux, puis procède par « encerclement », de l'Amérique Latine à l'aire andine et de l'aire andine à la Bolivie. À la fin les sources médiatiques, historiques et littéraires sont recensées.*

### Approche générale, épistémologie

- ANDERSON, BENEDICT. 2002. *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*. Traduit par Dauzat, P.-E. Paris. La Découverte. 212 p. (Coll° La Découverte-poche : Sciences humaines et sociales).
- BACHELARD, GASTON. 2001 [1957]. *Poétique de l'espace*. 8ème éd. Paris. PUF. 224 p. (Coll° Quadrige).
- BAILLY, ANTOINE. 1996. La frontière des coquilles de l'homme au maillage du système monde. In *Globe* 136.
- BALESTE, MARCEL. 1995. *L'économie française*. 13ème éd. Paris. Masson/A.Colin. 292 p.
- BERQUE, AUGUSTIN. 1999. Géogramme pour une ontologie des faits géographiques. In *L'espace géographique* 4.
- BOURDIEU, PIERRE. 1980. *Questions de sociologie*. Paris. Editions de Minuit. 268 p.
- BRAUDEL, FERNAND. 1985 [1949]. *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*. Sixième éd. Paris. Armand Colin. (1ère éd., 1949). II Volumes. Vol. I. 587 p.
- . 1990 [1986]. *L'identité de la France*. 2ème éd. Paris. Flammarion. (1ère éd., 1986). 410 p. (Champs).
- BRUNHES, JEAN, et VALLAUX, CAMILLE. 1921. *La géographie de l'histoire : géographique de la paix et de la guerre sur terre et sur mer*. Paris. Lib. Félix Alcan. 715 p.
- BRUNO, G. 1913 [1877]. *Le tour de la France par deux enfants*. 366ème éd. Paris. Editions Belin Frères. (1ère éd., 1877). 256 p.
- CHALEARD, JEAN LOUIS., et POURTIER, ROLAND. 2000. *Politiques et dynamiques territoriales dans les pays du Sud*. Paris. Publications de la Sorbonne. 256 p.
- CHIVALLON, CHRISTINE. 1999. Fin des territoires ou nécessité d'une conceptualisation autre. In *Géographie et culture* n°31: p. 127-137.
- DEMANGEOT, JEAN. 1996 [1984]. *Les milieux "naturels" du globe*. Sixième éd. Paris. Armand Colin. 337 p.
- DERRUAU, MAX. 1976. *Géographie humaine*. Paris. Armand Colin. 376 p.
- DI MÉO, GUY. 2000. In *Logiques de l'espace, esprit des lieux. Géographies à Cérisy*. Edité par Lévy, J., et Lussault, M. Paris: Belin Que voulons nous dire lorsque nous parlons de l'espace ?
- DOLFUSS, OLIVIER. 1997. *La mondialisation*. Paris. Presse de la fondation des Sciences Politiques. 166 p.
- DURAND, MARIE FRANÇOISE, LEVY, JACQUES, et RETAILLÉ, DENIS. 1993. *Le monde espace et systèmes*. Paris. Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques. 596 p.
- FAVIER, JEAN. 1987. *De l'Or et des épices : naissance de l'homme d'affaires au Moyen Age*. Paris. Fayard. 481 p. (Nouvelles Etudes Historiques).
- FEBVRE, LUCIEN. 1982. *Pour une histoire à part entière*. Paris. École des hautes études en sciences sociales. 859 p. (*Recueil de textes extraits de diverses revues et publications, 1908-1956*).
- GALLAIS, JEAN. 1994. *Les tropiques, terre de risque et de violence*. Paris. Armand Colin. 270 p.
- GARCIA CRUZ, ALVARO. 2002. La fabricacion de las identidades nacionales : algunas consideraciones. In *Revue électronique de Civilisation Contemporaine - Europe Amérique Latine*.
- GENTELLE, PIERRE. 2005. Le « ressenti », la nuisance et l'acculturation. In *Les lettres de Cassandre* n°10. Disponible en ligne [http://www.cafe-geo.net/cafe2/article.php3?id\\_article=579](http://www.cafe-geo.net/cafe2/article.php3?id_article=579).
- GOTTMANN, JEAN. 1952. *La politique des États et leur géographie*. Paris. A. Colin. 228 p.
- LACOSTE, YVES. 1976. *La géographie ça sert d'abord à faire la guerre*. Paris. Maspero. 189 p.
- . 1996. *La légende de la terre*. Paris. Flammarion. 225 p.
- LE BOSSE, MATHIAS. 1999. Les questions d'identité en géographie culturelle. In *Géographie et culture* n°31.
- LÉVY, JACQUES. 1999. *Le tournant géographique : penser l'espace pour lire le monde*. Paris. Belin. 398 p.
- NAHOUM GRAPPE, VÉRONIQUE. 2003. Crimes de souillure et crimes de guerre (ex-Yougoslavie, 1991-1995). In *Ateliers* N°26 Identités, nations, globalisation : Actes du colloque franco-mexicain de San Luis de Potosi, novembre 2000: p. 143-169.

- NORA, PIERRE. 1992. In *Dictionnaire critique de la révolution française*, Deuxième éd. Edité par Furet, F., et Ozouf, M. 4 vols. Vol. IV Paris: Flammarion Nation, p. 338-358.
- . 1993. *Les lieux de mémoire, tome II, La nation*. Deuxième éd. Paris. Gallimard. 3 Volumes. Vol. 2. 662 p.
- O IGUE, JOHN. 1995. *Le territoire et l'État en Afrique : les dimensions spatiales du développement*. Paris. Karthala. 277 p.
- PIVETEAU, JEAN-LUC. 2001. La géographie dans l'enseignement primaire et l'idée d'exception nationale : le cas de la France et de la Suisse dans les deux premiers tiers du XIXème siècle. In *Géographie et culture* n°40 Champs et perspectives en géographie culturelle: p. 127-137.
- POURTIER, ROLAND. 1983. Nommer l'espace : L'émergence de l'Etat territorial en Afrique Noire. In *L'espace géographique* n°4: p. 293-304.
- . 1986. *Le Gabon : organisation de l'espace et formation de l'état*. Thèse d'état, Géographie, Panthéon-Sorbonne, Paris, sous la direction de Sautter, G. 1097 p.
- RAFFESTIN, CLAUDE. 1980. *Pour une géographie du pouvoir*. Paris. Librairies techniques. 249 p.
- RAISON, JEAN PIERRE, PELLISIER, PAUL, et NICOLAI, HENRI. 2000. *Un géographe dans son siècle, actualité de Pierre Gourou*. Paris. Karthala. 338 p.
- RATZEL, FREDRIECH. 1987. *La géographie politique. Les concepts fondamentaux*. Paris. Fayard. (coll° Géopolitiques et géostratégies).
- RÉMOND, RENÉ. 1988. *Notre siècle : 1918 - 1988*. Paris. Fayard. 1012 p. (Histoire de France, sous la direction de Jean Favier).
- RENAN, ERNEST. 1882. *Qu'est ce qu'une nation ?* Communication, 11 mars 1882, à Paris : La Sorbonne. Disponible en ligne [http://ourworld.compuserve.com/homepages/bib\\_lisieux/](http://ourworld.compuserve.com/homepages/bib_lisieux/).
- SAUTTER, GILLES, et BLANC-PAMARD, CHANTAL. 1993. *Parcours d'un géographe : des paysages aux ethnies, de la brousse à la ville, de l'Afrique au monde*. Paris. Ed. Arguments. 2 Volumes. 708 p.
- TARRIUS, ALAIN. 2002. *La mondialisation par le bas : les nouveaux nomades de l'économie souterraine*. Paris. Balland. 168 p. (coll° Voix et regards).
- THÉRY, HERVÉ. 1988. Les pays tropicaux dans les livres de géographie : les manuels de l'enseignement secondaire entre 1925 et 1960. In *L'espace géographique* XVII n°4: p. 299-306.
- TROCHET, J-R. 1998. *Géographie historique - hommes et territoires dans les sociétés traditionnelles*. Paris. Nathan. 251 p.
- VERDOUX, F. 1999. Discours global, réalité locale. In *Autrepart* n°9: p. 10-22.
- VIDAL DE LA BLACHE, PAUL. 1917. *La France de l'Est*. Paris. Armand Colin.
- WEBER, E. 1987. In *Les lieux de mémoire, tome II, la Nation*. Edité par in Nora, P. d. Paris: Gallimard L'hexagone.

## Frontières : approches théoriques et cas d'études

- ANCEL, JACQUES. 1938. *Géographie des frontières*. Paris. Gallimard. 206 p.
- BENNAFLA, KARINE. 1999. *La restructuration des espaces frontaliers en Afrique centrale*. Thèse de Doctorat, Géographie, Louis Pasteur, Strasbourg, sous la direction de Piermay, J. L. p.
- . 2002. *Le commerce frontalier en Afrique centrale*. Paris. Karthala. 368 p.
- . 2002. Les frontières africaines : nouvelles significations, nouveaux enjeux. In *BAGF*.
- BERGÉ, JOHANNA. 2004. *Les Inuit du Nunavut et la Frontière : entre appropriation et instrumentalisation d'un concept occidental*. Communication in Colloque Frontières, frontière, 21 février 2004, à Pessac. Non publié, version provisoire
- BONNEMAISON, JACQUES, et CAMBREZY, LUC. 1996. Le lien territorial entre frontières et identités. In *Géographie et culture* 20: p. 8 - 15.
- BOUVIN, PHILIPPE. 1997. *Tipologia de las fronteras contemporaneas*. Mexico. CEMCA.
- BRUCHER, WOLFGANG, et DORRENBACHER, PETER. 2000. Espace transfrontalier et culture mixte, l'exemple sarro-lorrain. In *Géographie et culture* 36: p. 57-70.
- CICILLE, P., et VIGOUROUX, M. 1996. Les difficultés de la représentation spatiale d'un territoire transfrontalier. In *Mappemonde* n°2.
- CROZAT, DOMINIQUE. 2004. *Au commencement était la frontière ....* Communication in Colloque Frontières, frontière, Février 2004, à Pessac. (non publié)
- FOUCHER, MICHEL. 1984. Les géographes et les frontières. In *Herodote* n°33 Les géographes, l'action et le politique: p. 117-139.
- . 1990. Géographie de la Compagnie de Jésus : une géopolitique spirituelle. In *Hérodote* n°56.

- . 1991. *Fronts et frontières : un tour du monde géopolitique*. Paris. Fayard. 691 p.
- FURET, FRANÇOIS, et OZOUF, MONA. 1992. In *Dictionnaire critique de la révolution française*, Deuxième éd. 4 vols. Vol. IV Paris: Flammarion Les frontières naturelles, p. 216-230.
- GAY, JEAN-CHRISTOPHE. 1995. *Les discontinuités spatiales*. Paris. Armand Colin. 111 p. p.
- GEOUFFRE DE LA PRADELLE, PAUL. 1928. *La frontière*. Paris. Ed. Internationales. 1 Volumes. 368 p.
- GÉRARD, BERTRAND-F. 1994. La frontière n'a pas de limites. In *Cahier des Sciences humaines* 30 n°3: p. 551 - 568.
- GUICHONNET, PAUL, et RAFFESTIN, CLAUDE. 1974. *Géographie des frontières*. Paris. PUF. 223 p.
- HALBA, EVE-MARIE. 2004. *Vocabulaire de la frontière*. Communication in Colloque Frontière, Frontière, 24 février 2004, à Bordeaux (non publié)
- JEREZ, OMAR. 2002. Ciudad, identidades y fronteras. In *Revue Electronique de Civilisation contemporaine - Europe/Amérique*.
- KUNTZ, JOËLLE. 2004. *Adieu à Terminus : Réflexions sur les frontières d'un monde globalisé*. Paris. Hachette Littératures. 283 p.
- LACOSTE, YVES. 1994. Les nouvelles frontières : changements et précarité. In *Revue de la défense nationale*.
- LANCEL, SERGE. 1992. *Carthage*. Paris. Fayard. 525 p.
- LOUNGOU, SERGE. 1999. La frontière du nord du Gabon : un brève étude de géographie politique. In *Espace population et société* n°3.
- MACHADO, LIA O. 1998. In *Fronteiras e espaço Global*. Edité par Strohaecker, T. M. Porto Alegre: AGB Limites, Fronteiras e Redes, p. 41-49.
- . 2000. Limites e Fronteiras: da alta diplomacia aos circuitos da ilegalidade. In *Revista Território* 8: p. 9-29.
- MACIAS, M. 1999. Les pratiques de l'espace transfrontalières en Californie des consommateurs mexicains et étatsuniens. In *BAGF* n°3: p. p 242-250.
- MALAMOUD, CHARLES. 2000. Les contours de la mémoire dans l'Inde brahmanique. In *Annales HSS* n°5: p. 1151-1162.
- MILLER, T. 1992. *Sur la frontière*. Arles. Actes Sud. 313 p.
- MUSSET, ALAIN. 2000. Villes frontières et nation en Amérique Centrale. In *Hérodote* n° 99: p. 37 - 59.
- PEREZ, SANDRA. 1996. Analyse spatiale des régions frontalières et des effets frontières. In *Globe* n°136.
- PORTET, PIERRE. 1995. *Bertrand Boyssset, arpenteur arlésien de la fin du XIV<sup>e</sup> siècle 1355-1415*. Doctorat, Histoire médiévale, Université Toulouse II le Mirail, Toulouse p.
- POUCET, JACQUES. 2001. Romulus : fondateur et premier roi de Rome Autopsie d'une légende. In *Folia Electronica Classica - Louvain La Neuve* n°2.
- POURTIER, ROLAND. 2002. Espace et Nation en Afrique centrale:La dimension oubliée. In *Historiens et géographes* n°379 Regards sur l'Afrique: p. 163-169.
- PRADEAU, CHRISTIAN. 1994. *Jeux et enjeux des frontières*. Bordeaux. Presses Universitaires de Bordeaux. 361 p.
- PRESCOTT, JR.V. 1987. *Political frontiers and boundaries*. Londres. Allen and Unwin. 351 p.
- RAFFESTIN, CLAUDE. 1990. La frontière comme représentation : discontinuité géographique et discontinuité idéologique. In *Etudes Internationales* n°63: p. 295-303.
- . 2004. *Frontières et territorialités entre rémanences, transformations et permanences*. Communication in Colloque : "Après les frontières, avec la frontière : quelles territorialités transfrontalières ?" 2 juin 2004, à Grenoble (non publié)
- RAMOUSSE, D. 1999. La frontière Colombie Venezuela : facteurs de tension et dynamique d'intégration. In *BAGF* n°3: p. 260-269.
- RENARD, JEAN-PIERRE (DIRECTEUR). 1997. *Le géographe et les frontières*. Paris. L'harmattan. 307 p.
- SAUTTER, GILLES. 1982. In *Frontières : problèmes de frontières dans le Tiers-monde Journées d'études du 20 et 21 mars 1981*. Edité par Laboratoire dynamique des sociétés en développement, et Pluriel-Débat Paris: L'Harmattan Quelques réflexions sur les frontières africaines, p. 60-71.
- TRELLEZ SOLIS, ELOISA. 1993. *Ambiente y fronteras*. Santafe de Bogota, Colombia. SECAB. 183 p.
- TURNER, JACKSON. 1893. The Significance of the Frontier in American History. In *Report of the American Historical Association* 1893: p. 199-227.
- VANNEPH, ALAIN. 1999. Les frontières en Amérique. In *BAGF* n°3: p. p 230-241.
- . 1999. Mexique-Etats Unis, vers quelles formes transfrontalières ? In *BAGF* n°3: p. p 233-241.

VELASCO, HÉLÈNE. 1998. *La frontière, le territoire et le lieu : norme et transgression dans les Pyrénées orientales*. Thèse de doctorat, Pau, Pau p.

### **Outils (dictionnaires, rapports mondiaux)**

BRUNET, ROGER, FERRAS, ROBERT, et THÉRY, HERVÉ. 1992. *Les mots de la géographie*. Montpellier. Reclus. 314 p.

CHALMIN, P. 2001. *Cyclope, les marchés mondiaux*. Paris. Economica. 587 p.

CIA. *World Fact Book*. [en ligne]. CIA, 2004 [consulté le 23 janvier 2004]. Disponible sur <http://www.cia.gov/cia/publications/factbook/>.

TLFI, Les trésors de la langue française informatisée. ATILF CNRS, Paris.

FURETIÈRE, ANTOINE, et BAYLE, PIERRE (ÉDITEUR SCIENTIFIQUE). 1690. *Dictionnaire universel*. La Haye. Arnout et Reiner Leers. 936 p. (*titre complet : Dictionnaire universel : contenant généralement tous les mots françois tant vieux que modernes, et les termes de toutes les sciences et des arts, savoir .. / le tout extrait des plus excellents auteurs anciens & modernes ; recueilli & compilé par feu Messire Antoine Furetière*).

GEORGE, PIERRE, et VERGER, FERNAND. 1993 [1970]. *Dictionnaire de la géographie*. 5ème éd. Paris. PUF. 499 p.

LÉVY, JACQUES, et LUSSAULT, MICHEL. 2003. *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Paris. Belin. 1033 p.

OANDA.COM. *The Currency site*. [en ligne], 2004 [consulté le 10/09/04]. Disponible sur <http://www.oanda.com/>.

REY, ALAIN (DIRECTEUR). 1998 [1992]. *Dictionnaire historique de la langue française*. Deuxième éd. Paris. Dictionnaires Le Robert. 3 Volumes. 4302 p.

SACHS, JEFFREY, GALLUP, JOHN LUKE, et MELLINGER, ANDREW D. 1998. *Indicadores de desarrollo mundial*. Banco Mundial.

### **Amérique Latine et du sud, approche générale (historique, géographique, géopolitique)**

BATAILLON, CLAUDE, DELER, JEAN-PAUL, et THÉRY, HERVÉ. 1991. *Amérique Latine*. Montpellier. Belin/Reclus. 479 p. (Coll° Géographie Universelle).

BATAILLON, CLAUDE. 2000. Nations au Mexique : construction et métissage. In *Herodote* 99: p. 19-37.

BERNARD, CARMEN, et GRUNZINSKI, SERGE. 1992. La Redécouverte de l'Amérique. In *L'homme* 32 n°122: p. 7-38.

BERNARD, CARMEN, et GRUNZISKI, SERGE. 1991. *Histoire du nouveau monde, De la découverte à la conquête*. Paris. Fayard. 768 p.

———. 1991. *Histoire du nouveau monde, Les métissages*. Paris. Fayard. 768 p.

CARPENTIER, ALAIN. 1998. Le surréalisme et le roman hispano-américain. In *Cahiers des Amériques Latines* 28-29: p. 215-229.

CHAUNU, PIERRE. 1969. *Conquête et exploitation des mondes nouveaux*. Paris. PUF. (Coll° Nouvelle Cléo).

———. 1999 [1949]. *Histoire de l'Amérique Latine*. 14ème éd. Paris. PUF. 121 p. (Que Sais-je ?).

COMBONI SALINAS, SONIA, et JUAREZ NUNEZ, JOSÉ MANUEL. 2002. Interculturalidad, educación y política en América Latina. In *Politica y cultura* 17 America latina : estudios criticos de la ideologia dominante: p. 261-287. Disponible en ligne <http://cueyatl.uam.mx/~polcul/pyc17/11-combo.pdf>.

DELER, JEAN-PAUL. 2000. Sur l'Amérique Latine miroir de la mondialisation. In *Les cahiers d'Outre Mer* 53 212: p. 305-316.

ESCODÉ, CARLOS, et CISNEROS, ANDRÉS. 2000. *Historia general de las relaciones exteriores de la República Argentina*. Buenos Aires. Consejo Argentino para las Relaciones Internacionales (CARI), Centro de estudios de Política Exterior (CEPE). 14 Volumes. Vol. 9 : Las relaciones exteriores 1930-1943. (Edition électronique). Disponible en ligne [http://argentina-rree.com/home\\_nueva.htm](http://argentina-rree.com/home_nueva.htm).

FREGOSI, RENÉE. 2003. Des armées en mutation. In *AGIR Revue Générale de Stratégie* n°13 L'Amérique Latine en demi-teinte: p. 108-126.

GALEANO, EDUARDO. 1994 [1971]. *Las venas abiertas de America Latina*. 67ème éd. Mexico Madrid. Siglo vientiuno. (1ère éd., 1971). 486 p.

GALEANO, EDUARDO, et COUFFON, CLAUDE (trad.). 1998 [1971]. *Les veines ouvertes de l'Amérique Latine*. Deuxième éd. Paris. Plon. (1ère éd., 1971). 467 p. (Coll° Terres Humaines).

- GOTTMANN, JEAN. 1954. *L'Amérique*. Paris. Hachette. 470 p. (Coll° Les cinq parties du monde).
- GROS, CHRISTIAN. 2000. La nation en question : identité ou métissage ? In *Hérodote* n°99: p. 107-135.
- GUITTART, JM., et HUERTA, M. 1998. Cent ans de thèses françaises sur l'Amérique latine. In *Cahiers des Amériques Latines* n°28-29: p. p 109-137.
- KELLY, PHILIP, et CHILD, JACK. 1990. *Geopolítica del cono sur y la Antartida*. Buenos Aires. Editorial Pleamar. 274 p.
- LACOSTE, YVES. 2000. Nations hispaniques et géopolitiques. In *Hérodote* 99 Amériques, nations hispaniques: p. 3-8.
- LAVALLE, BERNARD. 1993. *L'Amérique espagnole : de Colomb à Bolivar*. Paris. BELIN. 320 p. (coll° Belin Sup).
- LÉVI-STRAUSS, CLAUDE. 1984 [1955]. *Tristes tropiques*. Deuxième éd. Paris. Presses Pocket. (1ère éd., 1955). 502 p.
- LUCENA SALMORAL, MANUEL. 1996. La flota de India. In *Historia* 16: p. 3-25. Disponible en ligne <http://www.almendron.com/historia/historia.htm>.
- MEDINACELI, XIMENA. 1995. In *Los bolivianos en el tiempo*. Edité par Crespo Fernandez, J., et Crespo, A. La Paz: INDEA El espacio geografico y la poblacion prehispánica, p. 24-36.
- MERCOSUR. 2003. *II Reunion ordinaria del grupo ad hoc integracion fronteriza*. Asuncion.
- MUSSET, ALAIN. 1998. Du San Theodoros à Mosquitos : l'Amérique latine en bulles. In *Cahiers des Amériques Latines* n°28-29: p. p 23-48.
- QUESADA, VICENTE GREGORIO. 1918-1920. *Historia diplomática latino-americana*. Buenos Aires. Cultura Argentina. 3 Volumes. Vol. III : La política imperialista del Brasil y las cuestiones de limites de las repúblicas sudamericanas. (*Publications posthumes de ces articles, avertissements de Ernesto Quesada et introduction de Carlos Maria Ramirez*).
- ROUQUIÉ, ALAIN. 1982. *L'État militaire en Amérique Latine*. 1 éd. Paris. Seuil. 480 p.
- SILLI, MARCELLO. 1999. La fragmentation socio-territoriale. Une nouvelle logique de fonctionnement pour le monde rural. Le cas de la Pampa Argentine. In *L'espace géographique* n°4.
- STEFANOVA-GUEORGUIEV, IRENA. 1987. *Español y portugués en la península ibérica y en América latina : dos situaciones de contacto lingüístico*. Thesis submitted in partial fulfillment of the requirements for the degree of Master of arts, Departement of Sociology and Anthropology, Simon Fraser University, Sofia 127 p.
- THÉRY, HERVÉ. 1998. Les hauts lieux de la littérature latino-américaine. In *Mappemonde* n°52.
- THUAL, FRANÇOIS. 1996. *Géopolitique de l'Amérique Latine*. Paris. Economica. 108 p.

### **Amérique du Sud : Transport et économie (dont soja)**

- BID, Banque Inter-Américaine De Développement, Departamento De Integración Y Programas Regionales, División De Integración, Comercio Y Asuntos Hemisféricos, Et Instituto Para La Integración De América Latina Y El Caribe. 2001. *Integracion y comercio en America : Una estimación preliminar del comercio de 2001*.
- CAF. 2004. Estudio del Eje Andino.[en ligne]. CAF, 2003 [consulté le 15 septembre 2004]. Disponible sur <http://www.caf.com/attach/8/default/EjeAndinwebrev.doc>.
- DROULERS, MARTINE, et LE TOURNEAU, FRANÇOIS MICHEL. 2000. Le commerce international et son impact territorial au Brésil. In *Mappemonde* n°58.
- FOBOMADE. 2003. Las venas del ALCA: Integración de la Infraestructura Regional de Sudamérica (IIRSA). Bolivia, un país de tránsito y de extracción de recursos. La Paz. FOBOMADE. 65 p.
- HILLCOAT, GUILLERMO. 1997. Les relations extérieures du Mercosur : bilan et perspectives. In *Problèmes d'Amérique Latine* n°26: p. 103-125.
- IIRSA. 2004. Presentacion Eje interoceanico. Communication in Reunion GTE Ejes de Capicornio, del Sur, Interoceanico central, MERCOSUR-Chile y Peru-Brasil-Bolivia, 18 juin 2004, à Buenos Aires. Disponible en ligne [http://www.iirsa.org/BancoMedios/Documentos%20PDF/mer\\_baires04\\_presentacion\\_eje\\_interoceanico.pdf](http://www.iirsa.org/BancoMedios/Documentos%20PDF/mer_baires04_presentacion_eje_interoceanico.pdf).
- PEÑA, RENÉ. 2001. Review of recent progress in the development of transit transport system in latin america. New York. UNCTAD. 38 p. (Rapport pour la rencontre gouvernemental des experts des pays enclavés). Disponible en ligne <http://www.unctad.org/fr/docs//tblcac1d17.fr.pdf>.
- . 2003. Improvement of transit systems in Latin America. New York. UNCTAD. 65 p. Disponible en ligne [http://www.unctad.org/en/docs//ldc20036\\_en.pdf](http://www.unctad.org/en/docs//ldc20036_en.pdf).
- SIMONET, M.C. 2001. In *Cyclope, les marchés mondiaux 2001*. Edité par CHALMIN, P. Paris: Economica Oléoprotéagineux : l'année du soja, p. 199-209.

- THÉRY, HERVÉ. 2004. La vague déferlante du soja brésilien. In *Mappemonde* 2-2004 n°74. Disponible en ligne <http://mappemonde.mgm.fr/num2/articles/art04204.html>.
- UNCTAD. 2003. Mejoramiento de los sistemas de transito en América Latina. New York. UNCTAD, países en desarrollo sin litoral. 63 p. (Document de travail pour la première session du Comité Intergouvernemental préparatoire à la Conférence ministérielle sur la Coopération en matière de transport et de transit.). Disponible en ligne [http://www.unctad.org/sp/docs//ldc20036\\_sp.pdf](http://www.unctad.org/sp/docs//ldc20036_sp.pdf).
- VERDONK, RON. 2003. Brazil : oilseeds and Products. Voluntary Soybean and Products Update 2003. Rapport commandé par USDA - Foreign agricultural service. 28/10/2003. Washington, 14 p.

### Amérique du Sud : Narcotrafic

- ARAÚJO, ROBERTO. 2002. In *Globalisation, drugs and criminalisation*. Edité par Geffray, C., Fabre, G., et Schiary, M.: UNESO, Programme Most The drug trade, the black economy and society in western amazonia in Brazil, p. 65-69.
- DEA. 2002. *Changing dynamics of cocaine production in the andean region (june 2002)*. DEA., 3 p. (*Drug Intelligence Brief*) Disponible en ligne <http://www.usdoj.gov/dea/>.
- . 2002. *Informe del Departamento de Estado de los Estados Unidos sobre la Estrategia Internacional para el Control de Narcóticos*. Rapport commandé par DEA. 1 mars 2002. Washington, 10 p. (*rapport interne non publié, traduction extra-officielle de l'ambassade des Etats-Unis à La Paz*)
- FELCN. 2002. *Informe Anual*. La Paz. 326 p.
- GEFFRAY, CHRISTIAN. 1996. *Enquête Mato Grosso - octobre novembre 1995*. Non publié éd. ORSTOM - CNPq. 123 p. (Rapport d'activité n°2 - Projet de recherche : effets sociaux, économiques et politiques de la pénétration du narcotrafic en Amazonie brésilienne).
- . 1998. *Enquête Rondônia. Trafic international, blanchiment local et politique ( avril-août 1996)*. Non publié éd. ORSTOM - CNPq. 137 p. (Rapport d'activité n°4 - Projet de recherche : effets sociaux, économiques et politiques de la pénétration du narcotrafic en Amazonie brésilienne).
- . 2001. Brasil : el tráfico de drogas en el Estado federal de Rondonia. In *Revista internacional de ciencias sociales* 169 Narcotráfico: dimensiones económicas y sociales: p. 125-134.
- . 2002. In *Globalisation, drugs and criminalisation*. Edité par Geffray, C., Fabre, G., et Schiary, M.: UNESO, Programme Most History of two cities in between drug trafficking : Guajara-Mirim and Costa Marques, p. 48-64.
- . 2002. In *Globalisation, drugs and criminalisation*. Edité par Geffray, C., Fabre, G., et Schiary, M.: UNESO, Programme Most Social, economic and political impacts of drug trafficking in the state of Rondônia Amazon, p. 33-47.
- GEFFRAY, CHRISTIAN (COORD.), FABRE, GUILHEM, et SCHIARY, MICHEL. 2002. *Globalisation, drugs and criminalisation*. UNESCO - Programme Most. 457 p. (Final research report on Brasil, China, India and Mexico). Disponible en ligne [http://www.unesco.org/most/globalisation/drugs\\_1.htm](http://www.unesco.org/most/globalisation/drugs_1.htm).
- IDEC, CONFERENCIA INTERNACIONAL PARA EL CONTROL DE DROGAS. 2002. *Informe anual 2002 Santa Cruz*. Santa Cruz. IDEC., 56 p.
- LABROUSSE, ALAIN. 2000. In *La géopolitique mondiale des drogues 1998/1999* Paris: Observatoire géopolitique des drogues Bolivie une réussite ambiguë de la guerre à la drogue, p. 155-159 Disponible en ligne <http://www.ogd.org>.
- LATIN AMERICA BUREAU. 1982. *Narcotráfico y política : militarismo y mafia en Bolivia*. La Paz. Iepala editorial. 246 p.
- MACHADO, LIA O. 2001. La cuenca oriental del Amazonas y el complejo coca-cocaina. In *Revista internacional de ciencias sociales* 169 Narcotráfico: dimensiones económicas y sociales: p. 55-66.
- MARIA COSTA, ANTONIO. 2004. *Bolivia coca cultivation survey (june 2004)*. La Paz. UNODC., 62 p. Disponible en ligne [http://www.unodc.org/pdf/bolivia/bolivia\\_coca\\_survey\\_2003.pdf](http://www.unodc.org/pdf/bolivia/bolivia_coca_survey_2003.pdf).
- SALAMA, PIERRE. 2002. Cocaïne : contes et mécomptes. In *Recherches internationales* n°64.
- UNODC. 2004. *2004 World drug report (includes latest trends, analysis and statistics)*. New York. UNODC. 2 Volumes. Vol. Vol 2 : Statistics. 427 p. Disponible en ligne [http://www.unodc.org/unodc/en/world\\_drug\\_report.html](http://www.unodc.org/unodc/en/world_drug_report.html)

### Aire andine

- BENEDETTI, ALEJANDRO (COMPILADOR). 2003. *Puna de Atacama (Sociedad, economía y frontera)*. Buenos Aires. Alción Editora. 273 p.

- COLLIN DELAUAUD, CLAUDE. 2000. Pérou : quel nationalisme dans un Etat et une nation mal consolidés ? In *Hérodote* n°99: p. 136 -161.
- CUISINIER RAYNAL, ARNAUD. 2001. La frontière au Pérou entre front et synapse. In *L'espace géographique* n°3.
- DELER, JEAN PAUL. 1981. *Genèse de l'espace équatorien : essai sur la formation du territoire national*. Paris. A.D.P.F. 279 p.
- FAVRE, HENRI. 1972. *Les Incas*. Paris. PUF. 128 p. (coll° *Que Sais Je ?*).
- FONTAINE, GUILLAUME. 2001. *El precio del petróleo. Etnicidad y gobernabilidad de los conflictos socio-ambientales en el Ecuador y Colombia en los años 1990*. Thèse de doctorat, Sociologie, Paris III Sorbonne Nouvelle, Paris, sous la direction de GROS, C. p.
- FRANQUEVILLE, ANDRÉ. 1995. In *Ethnographiques*. Edité par Claval, P. Paris: L'Harmattan L'espace andin préhispanique, p. 77-92.
- GONDARD, PIERRE, et LEON, JUAN BERNARDO. 2001. *Dinamicas territoriales : politicas nacionales, presiones externas, mercado y movimientos sociales : los territorios cambian*. Quito: Edité par Geografia, E. d. IRD, PUCE, Corporacion editorial nacional. Vol. 10. 159 p.
- GONDARD, PIERRE, et MAZUREK, HUBERT. 1998. *El espacio andino*. Lima.
- MÉTRAUX, ALFRED. 1983 [1961]. *Les Incas*. Deuxième éd. Paris. Seuil. (1ère éd., 1961). 191 p.
- MONCAYO JIMÉNEZ, EDGARD. 2003. *Geografía económica de la Comunidad Andina*. Bogotá. Comunidad Andina. 288 p.
- MURRA, JOHN, et CONDARCO, RAMIRO. 1987. *La teoría de la complementariedad vertical eco-simbiótica*. La Paz. Hisbol. 114 p. (Breve biblioteca de bolsillo).
- RECLUS, ELISÉE. 1893. *Amérique du Sud. Les régions andines. Trinidad, Venezuela, Colombie, Ecuador, Pérou, Bolivie et Chili*. Paris. Hachette. Vol. XVIII. 920 p. (Nouvelle Géographie Universelle, La terre et les hommes).

### **Espace intérieur de l'Amérique du Sud : Orientes andins (sauf bolivien), Amazonie**

- ACEVEDO, EDBERTO OSCAR. 1999. In *El espacio interior de america del sur : Geografía, historia, política, cultura*. Edité par Potthast, B., Kohut, K., et Kohlhepp, G. Madrid, Frankfurt: Centre d'étude de l'Université d'Eischstatt L'urbanisation de l'espace intérieur : fondation de villes et construction de routes dans l'époque coloniale.
- BECKER, BERTHA, et EGLER, C. 1997. Amazonie : méthodologie et enjeux du zonage écologique et économique. In *Cahiers des Amériques Latines* 24.
- BERNARD, CARMEN. 1999. *Espaces américains: rêves, mythes, fictions*. Communication in Colloque Espace(s), 6 mai 1999, à Toulouse (texte de la communication)
- BOJANIC J., ALAN. 2001. *Balance is beautiful: Assessing sustainable development in the rain forests of the Bolivian Amazon*. Utrecht. PROMAB/Faculteit Ruimtelijke Wetenschappen Universiteit Utrecht. 228 p. (PROMAB scientific series 3). Disponible en ligne <http://www.promab.org>.
- BRIESEMEISTER, DIETRICH. 1999. In *El espacio interior de america del sur : Geografía, historia, política, cultura*. Edité par Potthast, B., et Kohlhepp, G. Madrid, Frankfurt: Centre d'étude de l'Université d'Eischstatt L'expansion des missions jésuites vers l'intérieur dans l'Amérique coloniale.
- CARDOSO, CATARINA A. 1998. *The Role of External Agents in the Development of a Common Property Rights Institution: The Extractive Reserve Chico Mendes in Brazilian Amazonia*. Communication in Annual conference of the International Association for the Study of Common Property, 10-14 juin 1998, à Vancouver. Disponible en ligne <http://www.indiana.edu/~iascp/Drafts/cardoso.pdf>.
- CHAUMEIL, JEAN-PIERRE. 1992. De Loreto à Tabatinga. D'une frontière l'autre antagonisme sur l'Amazonie au XIXe siècle et après. In *L'homme* 32 n°122: p. 355-375.
- CONESA, EDUARDO (DIRECTOR). 1983. *Estudios de transportes en la Región Amazonica y en el Alto Paraguay*. La Paz. BID. 2 Volumes. Vol. 1 : La région amazonica. 189 p. (Convenio ATN/SF -2084-RE - rapport non publié).
- CONRAD, PHILIPPE. 2000. Les conquistadors et le mythe de l'Eldorado. In *Clio*. p. 23-26.
- COY, M. 1995. Desarrollo y planificación urbana en una región periférica incorporada. El caso de Cuiabá (Mato Grosso, Brasil). In *Revista Interamericana de Planificación* 28 112: p. 96 - 119.
- COY, MARTIN. 1986. Développement régional à la périphérie amazonienne. Organisation de l'espace, conflits d'intérêts et programmes d'aménagement dans une région de "frontière": le cas de Rondônia. In *Cahiers des Sciences humaines* 22: p. 371 - 388.
- COY, MARTIN, et REMPPIS, M. 1999. In *El espacio interior de América del Sur. Geografía, historia, política, cultura*. Edité par Potthast, B., Kohut, K., et Kohlhepp, G. Frankfurt am Main

- Madrid: Americana eystettensia A ocupação da região do Pantanal Matogrossense. O significado das transformações urbanas e rurais num espaço periférico., p. 303 - 326.
- DROULERS, MARTINE. 1995. *L'Amazonie*. Paris. Nathan. 191 p. (coll° *Géographie aujourd'hui*).
- ESTEVEZ GOMES, BENEDITA MARIA. 2001. *Migrations on the Southwestern Amazonian frontier: a case study of "Brasivianos" and "Biscateiros"*. Communication in The 2001 Open meeting Human dimensions of Global environmental Change, 6-8 octobre 2001, à Rio de Janeiro.Center for international Earth Science Information Network of Columbia University (CIESIN)
- HENSEL, SILKE, et POTTHAST, BARBARA. 1999. In *El espacio interior de America del Sur : Geografía, historia, política, cultura*. Edité par Potthast, B., Kohut, K., et Kohlhepp, G. Madrid - Frankfurt: Vervuert De la "provincia gigante de las Indias" a las "republicuetas" del espacio interior. Desintegracion politica a causa de los nacionalismos ?, p. 49-67.
- LE TOURNEAU, FRANÇOIS MICHEL, DROULERS, MARTINE, et MACHADO, LUCIANA. 2001. Conflits d'usage de l'espace au Rondônia (Amazonie brésilienne). In *Cybergeo* n°194.
- LEZY, EMMANUEL. 2000. *Guyane, Guyanes une géographie sauvage de l'Orénoque à l'Amazonie*. Paris. Belin. 347 p.
- . 2000. In *Un géographe dans son siècle, actualité de Pierre Gourou*. Edité par Raison, J. P., Pelissier, P., et Nicolai, H. Paris: Karthala L'Amazonie, un terrain de je.
- MENDOZA R. H., ELSA. 2003. *Estratégias na construção de um plano de desenvolvimento sustentável na Região MAP (Madre de Dios/Peru, Acre/Brasil e Pando/Bolívia)*. Communication in II Workshop SUSAM, 3 au 5 novembre 2003, à Belém (Présentation power-point.)
- PILAR GARCIA, JORDAN. 1996. In *Las raíces de la memoria*. Edité par Pilar Garcia, J. e. a. Barcelona: Universidad de Barcelano publicaciones La frustrada reconquista de la Amazonia Andina (1742-1821), p. 425-451.
- . 2001. *Cruz y arado, fusiles y discursos, la construccion de los Orientes en el Peru y Bolivia 1820 - 1940*. Lima. IFEA, IEP. 476 p. (Travaux de l'institut français d'étude andine).
- PILAR GARCIA, JORDAN (COORD). 1994. *La construccion de la Amazonia Andina (siglos XIX-XX)*. Quito. Abya-Yala. 356 p. (Colección Biblioteca Abya-Yala n°18).
- PILAR GARCIA, JORDAN, LOLA G., LUNA, GUSSINYER, JORDI, IZARD, MIQUEL, LAVIÑA, JAVIER, PIQUERAS, RICARDO, et ZUBIRI, MARIA TERESA. 1996. *Las raíces de la memoria*. Barcelona. Universitat de Barcelona Publicaciones. 634 p.
- PILAR GARCIA, JORDAN, et NURIA SALIA, V. 1998. *La nacionalizacion de la Amazonia*. Barcelone. Universitat de Barcelona. 207 p.
- PIMENTA, JOSÉ. 2001. De l'ethnocide à l'indianité : la question indienne dans l'état de l'Acre. In *L'Ordinaire latino-américain* n°184 Horizons brésiliens: p. 87-97.
- POTTHAST, BARBARA, et KOHLHEPP, GERD. 1999. *El espacio interior de America del Sur : Geografía, historia, política, cultura*. Francfort, Madrid. Centre d'étude de l'université d'Eichstatt.
- RECLUS, ELISÉE. 1894. *Amérique du Sud : L'Amazonie et La Plata, Guyanes, Brésil, Paraguay, Uruguay, République Argentine*. Paris. Hachette. Vol. XIX. 820 p. (Nouvelle Géographie universelle).
- SOUBLIN, JACQUES. 2000. *Histoire de l'Amazonie*. Paris. Payot. 340 p.
- SOUCHAUD, SYLVAIN. 2000. *La formation d'un espace brésiguayen dans l'est du Paraguay*. Thèse de doctorat, Géographie, Poitiers, sous la direction de GUILLON, M., et CLEMENT, J. P. 534 p.
- THÉRY, HERVÉ. 1976. *Rondônia, mutations d'un territoire fédéral en Amazonie brésilienne*. Thèse de doctorat de troisième cycle, CNRS (LA 111), Ecole Normale Supérieure, Paris 310 p.
- . 1997. Cartographie de l'Amazonie, des modèles au zonage, de quelques modèles amazoniens. In *Cahiers des Amériques Latines* n°24: p. p 76- 92.
- . 1997. Routes et déboisement en Amazonie brésilienne : Rondônia 1974-1996. In *Mappemonde* n°97/3: p. 35-40.
- VANGELISTA, CHIARA. 1996. In *Las raíces de la memoria*. Edité par Pilar Garcia, J. Barcelona: Universitat de Barcelona Las relaciones hispano-portuguesas en el norte de Mato Grosso, siglos XVIII-XIX, p. 409-423.
- . 2001. *Confini e frontiere: Conflitti e alleanze inter-etniche in America meridionale sec. XVIII*. Turin. SegnaLibro. 189 p.

## **Bolivie histoire générale**

- AGUIRRE ARZE, RENÉ. 1999. In *Bolivia en el siglo XX*. Edité par Campero Prudencio, F. La Paz: Harvard club de Bolivia Notas para una historia del siglo XX en Bolivia, p. 47-66.
- ALBARACCIN MILLAN, JUAN. 1972. *El poder minero*. La Paz. Urquiza Ltda. 376 p.

- ARGUEDAS, ALCIDE. 1975 [1909]. *Pueblo enfermo*. 5ème éd. La Paz. Gisbert & Company. (1ère éd., 1909). 378 p.
- ARGUEDAS, ALCIDES. 1975 [1922]. *Historia General de Bolivia*. Troisième éd. La Paz. Editorial Gisbert. (1ère éd., 1922). 582 p.
- BAPTISTA GUMUCIO, MARIANO. 1978. *Que se rinda su abuela carajo! : vida y epifania de Eduardo Avaroa*. La Paz. Ultima Hora. 223 p. (Biblioteca popular boliviana de "Ultima Hora").
- . 1988. El mapa que inicio la deuda externa de Bolivia. In *Historia y Cultura*: p. 97-106.
- . 1993. In *Los Bolivianos en el tiempo*, Deuxième éd. Edité par Crespo, A. c., Crespo Fernandez, J., et Kent SOLARES, M. L. La Paz: Instituto de estudios Andinos y Amazonicos La independencia : Así se desmoronó el Imperio donde no se ponía el sol, p. 158-170.
- BOUYASSE-CASSAGNE, THÉRÈSE. 1987. *La identidad aymara. Aproximacion historica ( siglo XV, siglo XVI )*. La Paz. Hisbol. 443 p. (Biblioteca Andina, serie historica : 1).
- . 1988. *Lluvias y cenizas : dos pachacuti en la historia*. La Paz. Hisbol. 228 p. (Biblioteca andina. Serie historica : 4).
- CÉSPEDES, AUGUSTO. 1979. *El dictador suicida ( 40 anos de historia de Bolivia )*. La Paz. Editorial Juventud. 270 p.
- CHAVEZ ORTIZ, NUFLO. 1961. *El signo del estano : enjuiciamiento historico de medio siglo*. La Paz. 157 p.
- CHOQUE VILCAT, CELESTINO. 1998. Proceso de transformación del sistema de formación docente inicial en Bolivia. In *Revista latino-americana de innovaciones educativas* 18 Sobre la formacion y capitacion docente. Disponible en ligne <http://www.me.gov.ar/revistalatinoamericana/revista28/bolivia.html>.
- CONDARCO MORALES, RAMIRO. 1985. *Atlas historico de Bolivia*. La Paz. Imprenta San José. 61 p.
- CONTRERAS, MANUEL. 1995. In *Los Bolivianos en el tiempo*, Deuxième éd. Edité par Crespo, A., et Crespo Fernandez, J. La Paz: INDEAA (1ère éd., 1993). Estano, ferrocarriles y modernizacion, p. 282-292.
- . 1999. In *Bolivia en el siglo XX, la formacion de la Bolivia contemporanea*. Edité par Navia, M., Quiroga, M., Roga, M., et Vargas, R. La Paz: Ed. offset boliviana Reformas y desafios de la Educacion, p. 483-507.
- CRESPO, ALBERTO, CRESPO FERNANDEZ, JOSÉ, et KENT SOLARES, MARIA LUISA. 1995. *Los bolivianos en el tiempo*. La Paz. Instituto de estudios andinos y amazonicos, UMSA. 360 p.
- DEMELAS, MARIE-DANIÈLE. 1980. *Nationalisme sans nation ? La Bolivie au XIX et XXème siècle*. Toulouse. Centre régional de publication de Toulouse CNRS. 227 p.
- ESCOBARI CUSICANQUI, JORGE. 1982 [1975]. *Historia diplomatica de Bolivia*. Quatrième éd. Lima. Imprenta. (1ère éd., 1975). 2 Volumes. Vol. II. 443 p.
- . 1982 [1975]. *Historia diplomatica de Bolivia*. Quatrième éd. Lima. Imprenta. (1ère éd., 1975). 2 Volumes. Vol. I. 337 p.
- GALEANO, EDUARDO. El Deber, 2002. *A los 67 anos de la guerra del Chaco*. Cuaderno especial, Santa Cruz, 21 juillet 2002, p 2
- JORDAN POZO, ROLANDO. 1999. In *Bolivia en el siglo XX*. Edité par Campero Prudencio, F. La Paz: Harvard club de Bolivia Siglo XX : la era del estano, p. 219-239.
- JUAREZ NUNEZ, JOSÉ MANUEL, et COMBONI SALINAS, SONIA. 2002. Diversidad y educación en México y Bolivia. In *Política y cultura* 17 America latina : estudios criticos de la ideologia dominante: p. 333-359. Disponible en ligne <http://cueyatl.uam.mx/~polcul/pyc17/14-juacom.pdf>.
- KLEIN, HERBERT. 1982. *Historia general de Bolivia*. La Paz. Editorial Juventud. 361 p.
- LANGER D., ERICK. 1999. In *Bolivia en el siglo XX*. Edité par Campero Prudencio, F. La Paz: Harvard club de Bolivia Una visión histórica de Bolivia en el siglo XX : una mirada desde afuera, p. 66-88.
- MENDOZA, JAIME. 1910. *Páginas barbaras*. La Paz. Arno Hermanos. 2 Volumes.
- . 1978 [1911]. *En las tierras de Potosí*. Deuxième éd. La Paz. Ediciones "Puerta del Sol". (1ère éd., 1911). 245 p.
- MESA, JOSÉ DE, GISBERT, TERESA, et MESA GISBERT, CARLOS DE. 2001. *Historia de Bolivia*. La Paz. Editorial Gisbert Y Cia. 906 p.
- ORDONEZ OPORTO, LUIS. 2003. El informe Bohan (1942) en la BAHC. In *Boletin de la Biblioteca y archivo historico del Honorable Congreso* II 9.
- TAMAYO, FRANZ. 1975 [1944]. *Creacion de la pedagogia nacional*. Troisième éd. La Paz. Biblioteca del Sesquicentenario de la Republica. (1ère éd., 1944). 226 p.
- UNZUETA, FERNANDO. 2000. Periódicos y formación nacional: Bolivia en sus primeros años. In *Latin American Research Review* 35 2.

## Bolivie : Thèmes contemporains : politiques, économiques et démographiques

- AGUAYO, EVA, et CORONADO, PATRICIA. 2002. Inversion publica y privada en Bolivia. In *Estudios Economicos de Desarrollo Internacional* Volume 2. Disponible en ligne <http://ideas.repec.org/s/eaa/eedein.html>.
- ALBÓ, XAVIER. 1999. In *Bolivia en el siglo XX*. Edité par Campero Prudencio, F. La Paz: Edobol Etnias y pueblos originarios : diversidad etnica, cultural y lingüística, p. 451-482.
- ARREGHINI, LOUIS, et ROUX, JEAN-CLAUDE. 2001. *Bolivia de los Andes a los Orientes : Disparidades espaciales y dinamicas socio-economicas*. Montpellier. IRD. 141 p.
- ASEFF, JORGE, ESPEJO, JUSTO, et MORALES, JUAN ANTONIO. 1996. In *NAFTA y MERCOSUR : un dialogo canadiense-latinoamericano*. Edité par Lipsey, R. G., et Meller, P. Santiago: CIEPLAN (Corporacion de Investigaciones Economicas para Latinoamerica), Dolmen Ediciones La importancia del comercio fronterizo : el caso de Bolivia, p. 194-223.
- CALDERON GUTIERREZ, FERNANDO (coord.). 2004. *Informe sobre el desarrollo humano 2004 :Interculturalismo y globalizacion, La Bolivia posible*. La Paz. PNUD. 244 p. Disponible en ligne <http://idh.pnud.bo/Informes/2004/index.html>.
- CALDERON GUTIERREZ, FERNANDO (coord.). 2002. *Informe de desarrollo humano, Bolivia 2002*. La Paz. PNUD. 280 p.
- CORTÉS, GENEVIÈVE. 1995. *La migration : survie et mutations des sociétés paysannes andines : deux exemples dans le Valle Alto de Cochabamba (Bolivia)*. Thèse de Doctorat, Géographie, Toulouse II Le Mirail, Toulouse 521 p.
- DORY, DANIEL. 2003. La transition géopolitique. In *AGIR Revue générale de stratégie* n°15 L'Amérique latine en demi-teinte: p. 39-58.
- . 2005. Bolivie : la recomposition traumatique du système politique. In *T'inkazos virtual* n°17.
- FERNANDEZ SAAVEDRA, GUSTAVO. 1995. *La transformacion del Estado*. La Paz: Edité par ILDIS. Muller and asociados. 184 p.
- FRANQUEVILLE, ANDRÉ. 1994. Les 500 ans de l'identité indienne en Bolivie. In *Cahier des Sciences humaines* 30 n°3: p. 474 - 495.
- . 2000. *La Bolivie d'un pillage à l'autre*. Paris. IRD, Presses universitaires du Mirail. 292 p.
- GARCIA TORNELL, CARLOS, et QUEREJAZU, MARIA ELENA. 1984. *Tras nuevas raíces ... Migraciones internas y colonización en Bolivia*. La Paz. Proyecto de Políticas de Poblacion, Ministerio de planeamiento., 360 p.
- GOSALVEZ, BERTHA, GONZALES TAPIA, ISMAEL, et ROUX, JEAN CLAUDE. 2000. De l'enclavement à la globalisation : une ouverture risquée pour la Bolivie. In *Cahiers d'Outre Mer* 212: p. 317-342.
- GUMUCIO DAGRON, ALFONSO. 1981. *Bolivia*. Paris. Seuil. 190 p. (coll° Petite Planète).
- INCHAUSTE, CHRISTIAN. 1998. Bolivie : ombre et lumière d'un pays émergeant. In *Problèmes d'Amérique Latine* n°28.
- JUGE, LIONEL. 2003. *Mobilité, frontière et territoire commerçants dans les Andes centrales*. Mémoire de DEA, Département de Géographie, Institut de géographie alpine, Grenoble I, Grenoble 85 p.
- LAVAUD, JEAN-PIERRE. 1990. L'accalmie politique bolivienne (1982-1989). In *Cultures et conflits, revue de Sociologie Internationale* n°1.
- . 1998. La Bolivie de la réforme. In *Problèmes d'Amérique Latine* N°28.
- . 1998. *L'instabilité politique de l'Amérique Latine. Le cas de la Bolivie*. Paris. L'Harmattan. 290 p. (coll. Recherches et documents Amériques Latines).
- . 2000. Bolivie : la nation incertaine. In *Hérodote* n°99 Amériques, nations hispaniques: p. 161-182.
- LAZARTE R., JORGE. 2003. Insurgencia civil y ceguera "culpable" del poder. La Paz, 17 octobre 2003.(Communication sur la liste de diffusion RUMBOS).
- MACHICADO SARAVIA, EDUARDO. 1970. *Bolivia 1971-1991 : Estrategia socio-economica del desarrollo nacional*. La Paz. Ministerio de planificacion y coordinacion. 83 p.
- MARCHAND, VÉRONIQUE. 2001. Les cholas des marchés de La Paz: une approche interactionniste. In *Cahiers des Amériques Latines* 36: p. 273-281.
- MARTINEZ, FRANÇOISE. 2000. *Qu'ils soient nos semblables pas nos égaux : L'école bolivienne dans la politique libérale de "régénération nationale" (1898-1920)*. Doctorat d'études latino-américaines, Département Lettres et civilisation, Tours, Tours,sous la direction de Fell, E. M. 557 p.

- . 2002. Les résistances familiales et la scolarisation en milieu rural bolivien dans les années 1970 : tentatives d'explication. In *Etudes hispaniques CIREMIA* n°15-16 Famille et éducation en Espagne et en Amérique latine : actes du [5e] Colloque de Tours.
- MILARES, ANA MARIA. 1990. *Exportaciones no tradicionales a Brasil en el marco de los acuerdos Paz Estenssoro - Sarney*. Tesis de Licenciatura, Tesis para la obtencion del grado academico de Licenciatura en Economía, UMSA, La Paz p.
- ORTEGO, JÉSUS. 2004. *Monitor de conflictos*. La Paz. CERES COSUDE PNUD.
- PERRIER BRUSLÉ, LAETITIA, et ROUX, JEAN-CLAUDE. 2003. Les enjeux géopolitiques du gaz en Bolivie : entre mondialisation et souveraineté perdue. In *Les Annales de Géographie* 112 n°630: p. 167-187.
- QUINTANA, JUAN RAMÓN. 1998. *El Servicio Militar Obligatorio en América Latina y Bolivia: Una aproximación al estado de la cuestión a fin de siglo*. Communication in 11o. Congreso Internacional de Historia. El siglo XX en Bolivia y América Latina. Visiones de fin de siglo, 27-31 juillet 1998, à Cochabamba. Coordinadora Nacional de Historia y Centro Cultural Simón Patiño
- . 2004. *El acoso a la democracia y la seguridad humana en América Latina : tendencias a la normalización de sociedades policiaco-militares en medio de la expansión de la privatización de la seguridad. Una mirada desde Bolivia*. Communication in Colloque "États, ONG et production des normes sécuritaires dans les pays du Sud." 9 décembre 2004, à Paris (communication non publiée).IRD
- QUISBERT, PABLO, et MARTINEZ, FRANÇOISE. 1999. In *Bolivia en el siglo XX, la formación de la Bolivia contemporánea*. Edité par Navia, M., Quiroga, M., Roga, M., et Vargas, R. La Paz: Ed. offset boliviana Mentalidades : Devanando el Ovillo de la Psique colectiva, p. 532-552.
- RIVERA PIZARRO, ALBERTO. 2003. *Crisis política y fragmentación social: Bolivia a inicios del 2003*. Rapport commandé par Centro de Investigaciones en Ciencias Sociales Universidad Mayor San Simon. Cochabamba, 33 p.
- ROUX, JEAN-CLAUDE, WANNIEZ, PHILIPPE, et BRUSTLEIN, VIOLETTE. 1995. Niveaux d'analyse et cartographie thématique : groupes ethniques et conditions de vie en Bolivie. In *Mappemonde* n°1.
- SCHOOP, W. 1981. *Ciudades bolivianas*. La Paz. Los Amigos del Libro. 191 p.
- TORANZO ROCA, CARLOS (coord.). 2002. *Bolivia visiones de futuro*. La Paz. FES ( Friedrich Ebert Stiftung ), ILDIS ( Instituto latino americano de Investigaciones Sociales). 498 p.
- VALENCIA, JOSÉ LUIS, et CASAS, JUSTO ALCIDES. 1998. *Contrabando e informalidad en la economía boliviana*. La Paz. Fundemos, Cámara nacional de Comercio, Fundación Hanns-Seidel. 253 p.
- ZAVALETA MERCADO, RENÉ. 1986. *Lo nacional-popular en Bolivia*. Mexico. Siglo veintiuno editores. 273 p.

### **Bolivia : Géopolitique, aménagement, questions frontalières et militaires**

- AGUIRRE BILBAO, MARCELO. 1991. In *Seminario sobre nucleos poblacionales para el desarrollo* La Paz: FUNDEMOS Política de fronteras y FF. AA, p. 53-97.
- AGUIRRE MAC-KAY, SERGIO. 1972. In *Bolivia*. Edité par Fifer, V. Santiago: Editorial Francisco de Aguirre S-A Introduccion, p. 13-34.
- ANGULO CABRERA, GILDO. 1993. *Al mar : por las hidrovías y corredores de la integración sudamericana*. La Paz. 228 p.
- ARRAYA FLORES, JOSÉ. 2003. *Informe sobre poblaciones asentadas en la zona fronteriza del Brasil y Bolivia*. Rapport commandé par C. Alnte. José Pedro Torrico Camacho, Direccion general de enseñanza e institutos navales. 12/05/03. Guayaramerín, 12 p. (*Rapport confidentiel, rédigé par le Tercer distrito naval "Madera"*)
- ARZE QUIROGA, EDUARDO. 1978. In *Antología geopolítica de Bolivia*, 2ème éd. Edité par Baptista Gumucio, M., et Saavedra Weise, A. Cochabamba - La Paz: Los Amigos del Libros (1ère éd., 1974). "El factor geografico en la politica sud-americana" de Carlos Badia Malagrida, p. 81-103 (*paru dans Presencia le 6 aout 1974*).
- AYALA Z., ALFREDO. 1955. *Geografía física general y especial de Bolivia. Texto autorizado por suprema de acuerdo a los programas vigentes para el primer ano de secundaria*. 5ème éd. La Paz. Gisbert. 329 p.
- . 1956. *Geografía política de Bolivia : texto para tercer ano de secundaria, conforme a los programas oficiales vigentes*. 5ème éd. La Paz. Gisbert. 246 p.
- . 1978. *Geografía general de Bolivia : Estudios físico, político, y economico de Bolivia*. La Paz. Imprenta y libreria "Renovacion" Ltda. 375 p.
- BADIA MALAGRIDA, CARLOS. 1919. El factor geografico en la America del Sur. Madrid. Tipo J. Ratès. 587 p.
- BAPTISTA GUMUCIO, MARIANO. 1978. In *Antología geopolítica de Bolivia*. Edité par Baptista Gumucio, M., et Saavedra Weise, A. Cochabamba: Amigos del Libro La viabilidad de Bolivia, p. 119-151.

- BOTHELO GOSALVEZ, RAUL. 1960. *Proceso del imperialismo del Brasil, de Tordesillas a Robore*. La Paz. 190 p.
- . 1974. *Proceso del Subimperialismo brasileño*. Deuxième éd. Buenos Aires. Editorial universitaria de Buenos Aires. 138 p.
- BURGOS, ELIZABETH. 2005. Bolivia o la pasión nacional. In *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* 5. Disponible en ligne <http://nuevomundo.revues.org/document35.html>.
- CAPOBIANCO R., GUILLERMO. 1991. In *Nucleos Poblacionales para el desarrollo* La Paz: FUNDEMOS Plan Soberanía, p. 7-26.
- CENTRO DE DESARROLLO FORESTAL - PANDO. 1995. *Plan Soberanía, Conservación y desarrollo*. Rapport commandé par CDF-Pando. juin 1995. Cobija, 27 p.
- CÉSPEDES, EDMUNDO JUSTINIANO. 2003. *Información sobre diferentes aspectos referidos a Amarillo en el área de Jurisdicción de esta Gran Unidad*. Rapport commandé par C. Alnte. José Pedro Torrico Camacho, Dirección general de enseñanza e institutos navales. 04/07/2003. Cobija, 6 p.
- CHACÓN, GONZALO , et AMARANTE, STÉLIO MARCOS. 2001. *Acta de la II Reunión del Comité de fronteras de Guayaramerín - Guajará-Mirim*. Guayaramerín. 8 p.
- CONSEJO SUPREMO DE DEFENSA NACIONAL. 1988. *Política de fronteras y asentamientos humanos*. La Paz. CONASE. 55 p. (*Rapport confidentiel*).
- . 2001. *Estudios de las políticas para el desarrollo de fronteras*. La Paz. non publié. 225 p. (Document classé).
- COSTAS, HUMBERTO. 1973. Estudio y difusión de la Geopolítica en las Fuerzas Armadas de la Nación. In *Biblioteca del Oficial Boliviano (Comando General del Ejército)* IX Temas Nacionales: p. 7-21.
- CUBA ROJAS, PABLO. 2003. *Bolivia en la integración : los corredores bioceánicos*. Communication in Jornadas de Integración regional del Centro Oeste sudamericano, Juin 2003, à San Salvador de Jujuy. CERES, Centros de estudios de la realidad económica y social
- CUETO ARTEAGA, JOSÉ LUIS (coord.). 1992. *Políticas de fronteras nacionales*. La Paz. Vol. n°42. 54 p. (Temas en la crisis).
- DABDOUB ALVAREZ, GABRIEL. 2004. Puerto Busch ... una salida soberana al mar. In *Comercio Exterior on line* 119 Desarrollo del proyecto Puerto Busch: p. 2-3.
- DELER, JEAN-PAUL. 1991. In *Géographie universelle, Amérique Latine*. Edité par Brunet, R. 10 vols. Vol. 3 Montpellier: Reclus La Bolivie, enclave sous influence, p. 296-311.
- DISPOT, JEAN-PAUL. 1972. *Le problème de la province bolivienne de Santa Cruz*. Mémoire pour le diplôme d'études supérieures de sciences politiques, Sciences politiques, Université de Paris, Faculté de droit et des sciences économiques, Paris 107 p.
- ECUARI CASTRO, RUTHY. 2003. *Informe sobre la cantidad de súbditos brasileños (Informe D.D.D.M.N 27/2003)*. Rapport commandé par Directora distrital de Migración a.i. 14/04/03. Cobija, 2 p. (*Rapport non publié commandé par le préfet commandant général du département du Pando. José Ricardo Shimokawa*)
- EYZAGUIRRE, JAIME. 1963. *Chile y Bolivia; esquema de un proceso diplomático*. Santiago. Empresa Editora Zig-Zag. 61 p.
- FELLMAN VELARDE, JOSÉ. 1967. *Memorandum sobre Política exterior Boliviana*. La Paz. Librería Editorial Juventud.
- FIFER, VALERIE. 1972. *Bolivia : land, location, and politics since 1825*. Londres. Cambridge University Press.
- . 1976 [1972]. *Bolivia*. Deuxième éd. Traduit par Sergio, A. Buenos Aires. Editorial Francisco de Aguirre. 474 p.
- FRANCOVICH, GUILLERMO. 1987. *Los mitos profundos de Bolivia*. La Paz - Cochabamba. Los Amigos del Libro. 242 p.
- GLASSNER, I. MARTIN. 1990. In *Geopolítica del Cono Sur y la Antártida*. Edité par Pleamar, E. Buenos Aires Orientación de Bolivia : Hacia el atlántico o el Pacífico ?, p. 159-175.
- GOMEZ MARTINEZ, JOSÉ LUIS. 1988. *Bolivia, un pueblo en busca de su identidad*. La Paz - Cochabamba. Los Amigos del Libro. 380 p.
- HERRERA, JUAN VELIZ. 1997. *Las fuerzas armadas en el desarrollo y construcción de la nación : modelos de intervención balance y perspectivas*, Altos estudios Nacionales, Comando en Jefe de la FFAA de la Nación, Escuelas de altos estudios nacionales, La Paz 92 p.
- IBÁÑEZ, ROLANDO MARÍN. 2000. In *Bolivia, temas en la agenda internacional*. Edité par UDAPEX La Paz: PNUD Bolivia y la integración de América del Sur, p. 239-265.
- IBCE. 2004. Desarrollo del proyecto puerto Busch. In *Comercio Exterior on line* 119: p. 18. Disponible en ligne <http://www.ibce.org.bo/ComExt/comex119.htm>.

- INSTITUTO NACIONAL DE COLONIZACION. 1978. *Informe general sobre el proyecto de colonización de fronteras "Puerto Heath - Santa Rosa del Abuná"*. Rapport commandé par Instituto Nacional de Colonización. La Paz, 6 p.
- LASERNA, ROBERTO, et CALDERON GUTIERREZ, FERNANDO. 1983. *El poder de las regiones*. Cochabamba. CERES. 171 p.
- LÓPEZ GALLARDO, RAUL. 1991. In *Seminario sobre núcleos poblacionales para el desarrollo* La Paz: FUNDEMOS Colonización voluntaria y dirigida, p. 39-53.
- MENDEZ, JULIO. 1874. *Realidad del equilibrio hispano-americano y necesidad de la neutralización permanente de Bolivia*. 1 éd. Lima. La Patria. 88 p.
- MENDOZA, JAIME. 1925. *El factor geográfico en la nacionalidad boliviana*. Sucre. Imp. Bolívar. 92 p.
- . 1927. *La ruta atlántica*. Sucre. Imprenta Bolívar. 312 p.
- . 1933. *Bolivia y el Paraguay: la tesis andinista; ensayo*. Sucre. Imp. Bolívar. 104 p.
- . 1935. *El macizo boliviano*. La Paz. Imp. Arno hnos. 277 p.
- . 1978 [1925]. In *Antología Geopolítica de Bolivia*. Edité par Baptista Gumucio, M., et Saavedra Weise, A. La Paz: Los Amigos del Libro (Enciclopedia boliviana) El factor geográfico en la nacionalidad boliviana, p. 31-55.
- MERCADO MOREIRA, MIGUEL. 1930. *Historia internacional de Bolivia*. La Paz. Imp. Atenea de Crespi. 569 p. (Secunda edición ampliada).
- MINISTERIO DE DEFENSA NACIONAL. 1991. *Bases para un plan tutelar de fronteras ; Plan tutelar de fronteras (Planfront) ; Guía para el desarrollo de provincias fronterizas*. La Paz. Ministerio de Defensa Nacional. 191 p.
- MONTES DE OCA, ISMAËL. 1997 [1993]. *Geografía y recursos naturales de Bolivia*. 3ème édition éd. La Paz. Edobol. 614 p.
- MORALES, CECILE B. 1993. In *Ambiente y fronteras*. Edité par Trellez Solis, E. Santa Fe de Colombia: SECAB Aeras protegidas fronterizas de Bolivia, p. 27 - 54.
- MUÑOZ REYES, JORGE. 1977. *Geografía de Bolivia*. Academia Nacional de ciencias de Bolivia éd. La Paz. 478 p.
- . 1995. *Geografía escolar de Bolivia*. 2ème éd. La Paz. Juventud. (1ère éd., Geografía escolar de Bolivia). 181 p.
- OCAMPO, RICARDO. 1991. In *Seminario sobre núcleos poblacionales para el desarrollo* La Paz: FUNDEMOS Necesidad de corrientes inmigratorias, p. 171-192.
- ORIAS ARREDONDO, RAMIRO, SEOANE FLORES, ALFREDO, et TORRES ARMAS, WILLIAM. 2001. *Bolivia país de contactos : un análisis de la política vecinal contemporánea*. La Paz. UDAPEX, Hanns Seidel Stiftung, Fundemos. 311 p.
- OSBORNE, HAROLD. 1953. *Bolivia a land divided*. London, New York. Royal Institute of international Affair. 144 p.
- OSTRIA GUTIERREZ, ALBERTO. 1946. *Una obra y un destino La política internacional de Bolivia después de la guerra del Chaco*. Buenos Aires. Editorial Ayacucho. 375 p.
- PAZ V., RAMIRO. 1999. *Dominio Amazonico*. La Paz. Plural. 319 p.
- PERS GARCIA, WALTER. 1977. *Limites de Bolivia*. La Paz. Camarlinghi. 223 p.
- PINOCHET UGARTE, AUGUSTO. 1968. *Geopolítica : diferentes etapas para el estudio geopolítico de los estados*. Santiago. Instituto Geográfico Militar. 264 p.
- . 1974. *Geopolítica*. Deuxième éd. Santiago. Editorial Andrés Bello. 252 p.
- POR, PARTIDO OBRERO REVOLUCIONARIO - COMBATE SECCIÓN BOLIVIANA DE LA IV INTERNACIONAL. 1973. Banzer en el camino de la destrucción de Bolivia ! In *Revista Cuarta Internacional* n°2 Octubre 1973.
- QUINTANA, JUAN RAMÓN. 1999. *Las fuerzas armadas en el desarrollo nacional : una visión hacia el siglo XXI*. Rapport commandé par Unidad de análisis de Políticas de Defensa. La Paz, 51 p. (*Document de travail élaboré pour le séminaire sur le rôle des Forces Armées dans le développement national, La Paz, novembre 1999*)
- QUINTANILLA DE NOGALES, GRACIELA, ESPADA DE ROSQUELLAS, ROSA, et MONTESINOS ROLLANO, GERMÁN. 1999 [1990]. *Nueva Geografía de Bolivia*. 8ème édition éd. La Paz. Multimac. 360 p.
- QUIPILDOR TITO, RONALD. 2003. *Informe sobre población brasileira*. Rapport commandé par C. Almte. José Pedro Torrico Camacho, Dirección general de enseñanza e institutos navales. 12/05/03. Puerto Quijarro, 12 p.
- REVELLO ALCOREZA, CARLOS. 1998. *Informe sobre la penetración pacífica de subditos de Amarillo y su incidencia en nuestra jurisdicción*. Rapport commandé par División II - Inteligencia - Sexto distrito naval "Del Acre", 23 de mayo 1998. Cobija, 26 p. (*Rapport confidentiel remis au Commandant del Sexto Distrito Naval "Del Acre"*)
- ROCA, JOSÉ LUIS. 1987. In *José Ballivián y el oriente boliviano*. Edité par Groff greever, J. La Paz: Editora Siglo Bolivia o la lucha contra la asfixia, p. III-XVI.

- . 1999. *Fisonomía del regionalismo boliviano*. 2ème édition (1ère édition 1979) éd. La Paz. Plural editores. 350 p.
- ROGELIO CADENA, L. 1990. *Geopolítica y geoestrategia de fronteras de Bolivia*, Escuela de Altos estudios nacionales, Comando en jefe de las FFAA de la nación, La Paz 139 p. (*Document réservé*)
- ROUX, JEAN-CLAUDE. 1997. In *El espacio territorial y los Orientes bolivianos*. Edité par Roux, J. C., et Cordova La Paz: UMSA Bolivia mitica y Bolivia real a traves del primer mapa nacional de 1859., p. 77-119.
- . 1999. In *La nacionalizacion de la Amazonía*. Edité par Pilar Garcia, J., et Salar i Vila, N. Barcelona: Universidad de Barcelona Bolivia-Brasil : una confrontacion historica sobre la placa geopolitica amazonica, p. 175-203.
- SAAVEDRA WEISE, AGUSTIN. 1995. *Bolivia y el mundo*. La Paz. Mundy Color. 625 p.
- . 1995. In *Bolivia y el mundo*. Edité par Saavedra Weise, A. La Paz: Mundy Color (Conferencia dictada en el Seminario "Corredores bioceanicos" del Centro de Estudios de diplomados en Altos Estudios Nacionales de las FFAA) Perspectivas geopoliticas y geoeconomicas de Bolivia en torno a los corredores bioceanicos, p. 597-611.
- . 1996. *Perspectivas de Bolivia en torno a los corredores bioceanicos*. La Paz. Mundy Color. 77 p.
- SAAVEDRA WEISE, AGUSTIN, et BAPTISTA GUMUCIO, MARIANO. 1978. *Antología geopolitica de Bolivia*. La Paz - Cochabamba. Los Amigos del Libro. 389 p. (*coll°Enciclopedia Boliviana* ).
- SALAZAR PAREDES, FERNANDO. 2000. *Hacia una nueva politica exterior boliviana*. La Paz: Edité par CERID. Plural editores. 1249 p.
- SANABRIA FERNANDEZ, HERNANDO. 1983. *Geografía humana y politica de Bolivia*. Cochabamba. Los Amigos del Libro. 200 p.
- SANTALLA BARRIENTOS, RAUL, et ALLI. 1991. *Geopolítica expansionista de la Republica del Brasil y su consigna de marcha hacia el Oeste*, Escuela de Altos Estudios Nacionales, Comando en Jefe de las FFAA de la Nación, La Paz 120 p.
- SCENNA, MIGUEL ANGEL. 1974. La cuenca de La Plata. In *Todo es historia* n°84.
- . 1975. *Argentina Brasil, cuatro siglos de rivalidad*. Buenos Aires. La Bastilla. 424 p.
- . 1978. In *Antología geopolitica de Bolivia*, 2ème éd. Edité par Baptista Gumucio, M., et Saavedra Weise, A. Cochabamba - La Paz: Los Amigos del Libros (1ère éd., 1974). La cuenca de la Plata, p. 305-358.
- SCHABIB MONTERO, ISMAEL. 1995. *Sobre geopolitica de Bolivia*. La Paz. 247 p.
- SEOANE FLORES, ALFREDO. 2000. In *Bolivia, temas en la agenda internacional*. Edité par UDAPEX La Paz: PNUD Ampliación y profundización de la relación especial con el MERCOSUR, p. 239-265.
- SEOANE FLORES, ALFREDO, ORLAS ARREDONDO, RAMIRO, et TORRES ARMAS, WILLIAM. 2000. *Desarrollo fronterizo construyendo una nueva agenda*. La Paz. CID Plural. 276 p.
- SILES GUEVARA, JUAN. 1995. In *Los Bolivianos en el tiempo*, 2ème éd. Edité par Crespo, A., Crespo Fernandez, J., et Kent Solares, M. L. La Paz: Instituto de estudios andinos y amazonicos (1ère éd., 1993). Geografía de Bolivia : sintesis geografica de Bolivia, p. 3-24.
- TOJO TEJADA, ENRIQUE. 1991. *Nucleos poblacionales para el desarrollo*. La Paz. FUNDEMOS. 192 p.
- VAZQUEZ MACHICADO, HUMBERTO. 1990 [1988]. *Para una historia de los limites entre Bolivia y el Brasil*. Deuxième (réed. partielle) éd. La Paz. Juventud. (1ère éd., 1988). 528 p. (Compilation d'articles et d'essais.).
- VEGA BARRENECHEA DE LA, JORGE. 1994. *Base para la creacion de una autentica geopolitica boliviana*. La Paz. CONASE. 13 p. (*Rapport non publié*).
- VELASCO, RAMIRO. 1992. *La construccion de la idea nacional*. La Paz. Centro de Informacion para el Desarrollo, CID. 226 p.
- VELIZ HERRERA, JUÁN. 1997. *Las fuerzas armadas en el desarrollo y construccion de la Nación : modelos de intervencion, balance y perspectivas*, Escuela de Altos estudios nacionales, Comando en Jefe de las FFAA de la Nación, La Paz 77 p.
- ZAVALETA MERCADO, RENÉ. 1967. *Bolivia el desarrollo de la conciencia nacional*. La Paz. 181 p.
- ZELADA CASTEDO, ALBERTO. 2000. *Bolivia : temas de la agenda internacional*. La Paz. Editorial Garza Azul PNUD. 416 p.

### **Bolivia : Rapports d'institutions (privées et publics), législations, projets frontaliers**

- ADUANA NACIONAL DE BOLIVIA. 2000. Resolucion de directorio n°RD 01-021-00 sobre trafico y comercio fronterizo al amparo del tratado boliviano-brasilero de Roboré. In Circulaire n°272/2000, Gerencia nacional Juridica 26/12/2000. La Paz: Aduana Nacional.

- AGUILAR, F., VASQUEZ, E., et ANDALUZ, A. 1996. Evaluación de la Aplicación del Decreto de Reglamentación de la Pausa Ecológica Histórica, Sector Forestal (DS. 22884). Santa Cruz. BOLFOR. 153 p.
- ANAPO, UNIDAD DE PLANIFICACION Y ANALISIS ECONOMICO. 2002. Datos relevantes de soya, trigo y girasol por tipo de productores. Rapport commandé par. Santa Cruz, 6 p. (Rapport interne non publié)
- ANONYME. 2001. Proyecto de zona franca de Guayaramerin. Rapport commandé par Chambre d'industrie, de commerce et de tourisme de Guayaramerin. 1 février 2001. Guayaramerin, 17 p. (Rapport non publié)
- BANCO CENTRAL DE BOLIVIA. 2004. Memoria 2003. La Paz. Banco Central de Bolivia. 182 p. Disponible en ligne <http://www.bcb.gov.bo/>.
- BECEOM, SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'INGÉNIERIE. 2001. Diseño final de la Carretera Pailon - San José - Puerto Suarez. Volume II : Factibilidad economica financiera del negocio de la concession . Rapport commandé par Ministerio de desarrollo economico, Vice Ministerio de inversion publica y financiamiento externo, Direccion general de concesiones de obras publicas de transporte,. Avril 2001. La Paz, 73 p. (rapport non publié)
- BENITEZ REYNOSO, ALBERTO. 2002. Infraestructura vial : corredores de integracion. Rapport commandé par Servicio nacional de caminos. La Paz, 24 p. (Rapport interne, non publié)
- BLACKSTONE CORPORATION, et BURNSIDE INTERNATIONAL LIMITED. 1997. Proyecto de Ordenamiento Turistico territorial "CDTI Pantanal" : an ethnoecotourism strategy for the bolivian pantanal. Rapport commandé par Agencia Canadiense de desarrollo internacional. 1 avril 1997. Toronto, 155 p.
- BOHAN, MERWIN L. 1942. Informe de la mission economica Bohan a Bolivia. La Paz. Bibliotheca del Congreso. 353 p. (non publié, révisé L.F. Blanchard à La Paz, avril 1942).
- BONI, ROBERTO. 2000. Analysis of transport costs for the ferrocarril oriental on the Santa Cruz - Puerto Quijarro line. Rapport commandé par ANAPO. La Paz, (rapport non publié remis au Superintendant des transports)
- C.O.A, (CONTROL OPERATIVO ADUANERO). 2003. Informe operativo abril 2003. La Paz. COA. 10 p. (Non publié - Rapport d'activité confidentiel).
- CADEPROF. 2003. Acta de la primera reunion 22/04/03. La Paz: CADEPROF.
- CHAMBRE DE COMMERCE GUAYARAMERÍN. 1998. Terminos de referencia del estudio de factibilidad para la conformacion de un area de libre comercio en la ciudad de Guayaramerin (ALCOMGUA). Rapport commandé par Chambre de commerce Guayaramerin,. Guayaramerin, 8 p.
- DIRECCION GENERAL DE AERONAUTICA CIVIL DE BOLIVIA. 2003. Estadisticas de trafico. Rapport commandé par DGAC. La Paz, Disponible sur <http://www.dgac.gov.bo/>
- FOBOMADE. 2003. El Pantanal boliviano y los proyectos de desarrollo. La Paz. FOBOMADE. 40 p. (Documentacion de informacion y debate).
- FONPLATA. 1986. Evaluacion del estudio del ferrocarril Motacucito Mutun Puerto Busch. Rapport commandé par Fonplata. Santa Cruz, 46 p. (rapport non publié)
- GALLEGUILLLOS, RUDY. 2001. Informe final de campaña. Rapport commandé par ANAPO (Asociación de productores de oleaginosas y trigo). Santa Cruz, 53 p. (Rapport non publié réalisé par le département technique et service de l'ANAPO)
- GERENCIA COMERCIAL F.O. S.A. 2000. Informacion general de la empresa ferroviaria oriental S.A. Rapport commandé par Empresa ferroviaria oriental S.A. Santa Cruz, 10 p.
- HURTADO PAZ, LUIS ERNESTO. 2003. Informe final de cierre : proyecto de desarrollo agropecuario "Tierras bajas del este". Convenio de credito IDA 2119/BO, Rapport commandé par Tierras Bajas del Este. Santa Cruz, 101 p. (rapport final d'exécution : non publié)
- JURADO JUSTINIANO, CALIXTO JAIME. 2001. Proyecto para el convenio interinstitucional camara de industria y comercio y aduna nacional en el marco del Tratado de Roboré. Puerto Suarez. CAINCO German Busch. 34 p. (Rapport non publié).
- LULA, LUIZ INACIO DA SILVA, et MESA GISBERT, CARLOS. 2004. Declaración Conjunta de los Presidentes de la República de Bolivia, Carlos D. Mesa Gisbert, y de la República Federativa del Brasil, Luiz Inácio Lula da Silva. Communication, 8 juillet 2004, à Santa Cruz de la Sierra. Disponible en ligne <http://www.embolivia.cjb.net/>.
- MEGANCK, RICHARD (DIRECTOR). 1998. Programa de Accion integrado Peruano Boliviano - PAIPB : Diagnostico regional integrado. Unidad de desarrollo sostenible y medio ambiente de la Secretaria general de la OEA. (Edition électronique). Disponible en ligne <http://www.oas.org/usde/publications/Unit/oea81s/begin.htm#Contents>.

- MESA GISBERT, CARLOS. 2004. Discurso a la naci3n del presidente constitucional de Bolivia. Communication, 4 janvier 2004, à La Paz. Disponible en ligne [http://www.rree.gov.bo/ACTUALIDADES/2004/enero/enero\\_04.htm](http://www.rree.gov.bo/ACTUALIDADES/2004/enero/enero_04.htm).
- MINISTERIO DE DEFENSA NACIONAL, et AMBIENTE, UNIDAD DE PROTECCION AL MEDIO. 2001. Perfil posta sanitaria Montevideo, gesti3n 2001. La Paz. 3 p. (Objetivo " participar en la seguridad territorial de la Patria, desarrollando los servicios en la comunidad Montevideo y la Capitania de Puerto).
- . 2001. Proyecto urbanizaci3n Montevideo, gesti3n 2001. La Paz. 3 p. (Objetivo " participar en la seguridad territorial de la Patria, desarrollando los servicios en la comunidad Montevideo y la Capitania de Puerto).
- MINISTERIO DE HACIENDA, et VICEMINISTERIO DE INVERSION PUBLICA Y FINANCIAMIENTO EXTERNO. 2002. Proyecto de presupuesto general de la Naci3n 2002. La Paz.
- MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES. 1996. Acte de Fortaleza : Mercosur Bolivia - 7 décembre 1996 - Fortaleza.
- . 1997. Acta final de la primera reuni3n Bolivia Brasil Comit3 de frontera Cobija-Brasileia 21 et 21 février 1997. Cobija.
- . 1997. Acte de la première réunion du comité de la frontière : Puerto Suarez/ Puerto Quijarro - Corumba. Puerto Suarez.
- . 1997. Réunion du comité frontière Brésil Bolivie Gajara-Mirim Guayaramerin - 18 et 19 juin 1997. Guajara - Mirim.
- . 1999. Communiqué commun célébré entre les chancelleries du Brésil et de la Bolivie. La Paz.
- . 2000. Acte de la réunion du Comité frontière Caceres - San Mathias - 6 septembre 2000. Caceres.
- . 2001. Declaraci3n de Lima : "Unidos para construir el mañana". Lima.
- MISSION PERMANENTE AUX NATIONS UNIES DE LA BOLIVIE. 2004. El problema maritimo boliviano.[en ligne], 2004 [consulté le 30 avril 2004]. Disponible sur <http://www.un.int/bolivia/temamaritimo.htm>.
- MONTENEGRO, DIEGO ERNST. 2002. Estudio de competitividad de la soya. La Paz. Proyecto Andino de Competitividad. 86 p.
- MORAWETZ, DAVID. 1986. Bolivia's exports and medium term economic strategy : prospects, problems and policy options. Rapport commandé par World Bank. Washington D.C., 90 p. (Document de travail, non publié)
- MORENO BELLO, OSCAR. 2001. Informe final proyecto complejo portuario Guayaramerin. Rapport commandé par. 10 janvier 2001. La Paz, 26 p. (Rapport non publié)
- NAVA LOPEZ, WALDO. 1989. Estudio de geopolitico y geoestrategico del area estrategia del Amazonas, Escuela de Altos estudios nacionales, Comando en jefe de las FFAA de la naci3n, La Paz 124 p. (Document réservé)
- NOGALES, XAVIER, et PANDO SOLARES, EDUARDO. 2000. El contrabando en Bolivia. La Paz. Aduana Nacional. 42 p. (non publié, rapport d'une étude commanditée par la Douane Nationale).
- POZZO DAL, GL3RIA. 2000. Relatório da realidade histórico-social e atividades de organizaç3o do Serviço pastoral dos migrantes. Rapport commandé par Serviço pastoral dos migrantes. 29/02/2000. Guajar3-Mirim, 6 p.
- PREFECTURA DE SANTA CRUZ. 2004. Empredimiento de transporte bi-modal Motacucito – Mutún – Puerto Busch : analisis de alternativas. Rapport commandé par Prefectura de Santa Cruz, Ministerio de Defensa Nacional, Ministerio de Servicios y Obras Publicas, Ministerio de Desarrollo economico. Santa Cruz, 24 p. (Rapport non publié)
- REPÚBLICA DE BOLIVIA. 1888. Decreto Supremo du 14 juillet 1888. La Paz.
- . 1916. Informe de la delegaci3n nacional en el territorio de colonias del Noreste al 31 julio de 1915. La Paz. 151 p. p.
- . 1938. Constituci3n política. La Paz.
- . 1967. Constituci3n Política del Estado. La Paz.
- . 1994. Ley de participaci3n popular. La Paz.
- . 1994. Ley de reforma educativa. La Paz.
- . 1994. Plan general de desarrollo económico y social de la Repúblic3. La Paz. 120 p.
- . 1995. Constituci3n Política del Estado, Texto Acordado, 1995.
- . 1999. Ley n° 1961 Corredores de exportaci3n de energia, hidrocarburos y telecomunicaciones de necesidad nacional. La Paz.
- SAGARI, SILVIA. 2004. Programa vial del corredor norte : proyecto BO - 0200. Documento Conceptual de Bolivia, Rapport commandé par BID. La Paz, 20 p. (Rapport interne conceptuelle de la mission d'analyse du projet)

- SÁNCHEZ DE LOZADA, GONZALO. 2002. Discurso de Gonzalo Sánchez de Lozada al ser posesionado como presidente constitucional de la República. Communication, 6 août 2002, à Congreso Nacional. Disponible en ligne <http://www.bolpress.com/documentos.php?Cod=2002053987>.
- SEMENA. 2002. Corredor de exportación bimodal. Rapport commandé par SEMENA. Trinidad,(Présentation power-point)
- SEMENA, et AGCD. 1988. Rios de la Amazonia Boliviana explotacion de las vias navegables. Trinidad: SEMENA.
- SERVICIO NACIONAL DE CAMINOS. 1973. Estadísticas de tráfico. La Paz. Ministerio de transportes, comunicaciones y aeronautica civil. 44 p.
- SERVICIO NACIONAL DE CAMINOS, et DEPARTEMENTO DE PLANIFICACION. 1995. Corredores de exportacion. La Paz. SNC. 120 p. (Rapport interne).
- SERVICIO NACIONAL DE CAMINOS, et GERENCIA DE PLANIFICACION. Janvier 2002. Corredores de integracion. La Paz. 108 p. (Rapport interne).
- SERVICIO NACIONAL DE CAMINOS, GERENCIA DE PLANIFICACION Y DESARROLLO TECNOLÓGICO. 2002. Informes viales a febrero 2002. Rapport commandé par SNC. La Paz, 134 p. (Rapport interne non publié)
- SUBSECRETARIA DE ORDENAMIENTO TERRITORIAL. 1997. Marco general para el ordenamiento territorial. La Paz. Secretaria Nacional de Planificacion  
Ministerio de desarrollo sostenible y medio ambiente. 81 p.
- UNICOM. 2004. Plan Bolivia para un Gobierno de Responsabilidad Nacional.[en ligne], 25 juillet 2002 [consulté le 07/09/2004]. Disponible sur <http://www.bolpress.com/documentos.php?Cod=2002056905>.
- VICE MINISTERIO DE ENERGIA Y HIDROCARBUROS. 1999. Energy in Bolivia. La Paz. UPI. 12 p. (Bulletin d'information quadri-annuel du Vice ministère de l'énergie et des hydrocarbures.).
- VICE MINISTERIO DE INVERSION PUBLICA Y FINANCIAMIENTO EXTERNO. 1998. Convenio interinstitucional de financiamiento - proyecto Complejo Portuario Guayaramerin, SEMENA. La Paz.
- VICE MINISTERIO DE INVERSION PUBLICA Y FINANCIAMIENTO EXTERNO. 2001. Informe anual proyecto : complejo portuario Guayaramerin, Lic. Moreno Bello, et Arteaga, I. O. Trinidad.
- ZEITÚN, SAID. 2003. Cámara Nacional de integración y desarrollo de las provincias de frontera : Estatuto y reglamento. La Paz: CADEPROF.,

### **Bolivia : données statistiques**

- BALLIVIAN, M. V. 1902-1904. Censo general de la poblacion de la Republica de Bolivia segun el empadronamiento de 1e. de septiembre de 1900. La Paz. Imp. Gamarra. 2 Volumes.
- DIALOGO NACIONAL. 2000. Indicadores sociales y economicos : Beni. La Paz. Dialogo Nacional, Participacion y decision. 59 p.
- . 2000. Indicadores sociales y economicos : Pando. La Paz. Dialogo Nacional, Participacion y decision. 40 p.
- . 2000. Indicadores sociales y economicos : Santa Cruz. La Paz. Dialogo Nacional, Participacion y decision. 130 p.
- DIRECCION GENERAL DE ESTADISTICA Y CENSOS, MINISTERIO DE HACIENDA Y ESTADISTICAS. 1951. Resultados generales del censo de poblacion de la Republica de Bolivia, levantado el dia 5 de septiembre de 1950. Publicacion ordenada por el señor ministro de hacienda y estadistica, presidente de la Comision Nacional del Censo Tenl. Luis Martinez Quiroga. La Paz. 139 p.
- . 1955. Censo demografico 1950. La Paz. Editorial Argote. 252 p.
- INE. 2004. Censo nacional de poblacion y vivienda : Bolivia distribucion de la poblacion.[en ligne]. INE, 2001 [consulté le 24 avril 2004]. Disponible sur <http://www.ine.gov.bo/>.
- . 2002. El boliviano se deprecia en 2,88% respecto a los paises del Mercosur. In Actualidad estadística n° 292: p. 7.
- . 2002. El eje troncal concentro 71,22% de la produccion nacional. In Actualidad estadística n°297: p. 7.
- . 2002. El indice de valor de exportacion registro disminucion de -8.36%. In Actualidad estadística n° 284: p. 6.
- . 2002. Estadísticas e indicadores socioeconomicos del departamento de Santa Cruz. La Paz.
- . 2002. Estadísticas e indicadores socioeconomicos del departamento del Beni. La Paz.
- . 2002. Estadísticas e indicadores socioeconomicos del departamento del Pando. La Paz.

- . 2002. La inversión extranjera aumento en 5.24 %. In Actualidad estadística n° 302: p. 6.
- . 2002. Resultados preliminares del Censo de población y vivienda 2001 : departamento de Santa Cruz. La Paz.
- . 2002. Resultados preliminares del Censo de población y vivienda 2001 : departamento del Beni. La Paz.
- . 2002. Resultados preliminares del Censo de población y vivienda 2001 : departamento del Pando. La Paz.
- . 2003. Anuario estadístico de Bolivia 2002. La Paz. INE. 223 p.
- . 2004. Anuario estadístico 2003. La Paz. INE,.
- . 2004. Cuentas departamentales 1988 - 2003. La Paz. INE. Disponible en ligne [http://www.ine.gov.bo/PDF/Ctas\\_Dptales/CtasDeptes\\_88-03.pdf](http://www.ine.gov.bo/PDF/Ctas_Dptales/CtasDeptes_88-03.pdf).
- INE, MSDP, COSUP, et CID. 1999. Bolivia : un mundo de potencialidades : Atlas estadístico de Municipios. La Paz. INE. 485 p.
- INE, Secretaria Nacional De Asuntos Etnicos, et Naciones Unidas, PNUD. 1994. Primer censo indígena rural de tierras bajas, tomo ORIENTE. La Paz. Programa de las Naciones Unidas para el desarrollo - programa indígena. 234 p.
- . 1994. Primer censo indígena rural de tierras bajas, tomo REGION AMAZONICA. La Paz. Programa de las Naciones Unidas para el desarrollo - programa indígena. 234 p.
- MINISTERIO DE COMERCIO EXTERIOR E INVERSION, et VICEMINISTERIO DE EXPORTACIONES. 2001. Exportaciones por producto. La Paz.

### Oriente bolivien : Histoire et évolutions contemporaines

- ARANIBAR, ANTONIN, et PRADO EVANS, FERNANDO (coord.). 2004. *Informe de desarrollo humano en Santa Cruz y la Macro Region Este*. La Paz. PNUD. 253 p. (Informes regionales del IDH). Disponible en ligne <http://idh.pnud.bo/Informes/InfRegionales/SantaCruz/index.html>.
- ARRIETA, MARIO, ABREGO, GUADALUPE, CASTILLO, ABEL, et FUENTE, MANUEL DE LA. 1990. *Agricultura en SC : de la encomienda colonial a la empresa modernizada - 1559 1985*. La Paz. EDOBOL. 374 p.
- ASSIES, W. 1997. Extractivisme et développement durable en Amazonie : Etat de l'Acre et nord Bolivien. In *Problèmes d'Amérique Latine, nouvelle série* n°26.
- BARRAGÁN, ROSSANA. 2005. "Autonomías regionales, comités cívicos y la media luna" Octubre 2003-Abril 2004. In *T'inkazos virtual* n°17.
- BECERRA CASANOVAS, ROGERS. 1984. *El imperio del Caucho : perfil del Noroeste boliviano*. Trinidad-La Paz. Imprenta y librería Renovación. 339 p.
- CALDERON GUTIERREZ, FERNANDO (coord.). 2004. *Informe de desarrollo humano en Santa Cruz*. La Paz. PNUD. 252 p.
- CALDERON GUTIERREZ, FERNANDO (coord.), SUÁREZ, HUGO JOSÉ, et JETTÉ, CHRISTIAN. 2003. *Informe de desarrollo humano en el Norte Amazonico Boliviano*. La Paz. PNUD. 138 p. Disponible en ligne <http://idh.pnud.bo/Informes/InfRegionales/NorteAmazonico/index.html>.
- CAMACHO, OLVIS, CORDERO Q, WILLIAM, MARTÍNEZ T, IGNACIO, et ROJAS M., DONATO. 2001. *Tasa de Deforestación del Departamento de Santa Cruz, Bolivia : 1993-2000*. Santa Cruz. Superintendencia agraria, Bolfor. 34 p.
- CENTRO BOLIVIANO DE ECONOMIA (CEBEC). 2003. *El aporte de Santa Cruz a Bolivia*. Rapport commandé par CAINCO. Santa Cruz, 30 p.
- CHAVEZ SUAREZ, J. 1944. *Historia de Moxos*. La Paz. Editorial Fenix. 510 p.
- COMITE HISTORICO DEL CENTENARIO DE PUERTO SUÁREZ. 1976. *Revista historica del centenario de Puerto Suárez*. Puerto Suárez. 41 p.
- DUNIA SANDOVAL, CARMEN (COORD.). 2003. *Santa Cruz : Economía y poder (1952-1993)*. La Paz. PIEB Cedure. 199 p.
- FIFER, VALERIE. 1982. The search for a series of small successes : Frontiers of settlements in Eastern Bolivia. In *Latin American Studies* n°14: p. 407-432.
- FINOT, ENRIQUE. 1978. *Historia de la conquista del Oriente boliviano*. La Paz. Ed. Juventud. 395 p.
- FLÉOUTER, PATRICK (réalisateur), et PERRIER BRUSLÉ, LAETITIA (assistante-réalisatrice, direction scientifique). 2003. *Bolivie - Brésil : la frontière de tous les trafics*. Frontières. SCEREN - CNDP. France: 26 minutes

- GARCIO RECIO, JOSÉ MARIA. 1988. *Análisis de una sociedad de frontera, Santa Cruz de la Sierra en los siglos XVI y XVII*. Sevilla. EXCMA, diputación provincial Sevilla. 534 p.
- GROFF GREEVER, JANET. 1987. *José Ballivián y el Oriente Boliviano*. La Paz. Siglo.
- JONG DE, WILL (EDITOR). 2004. *Retos y perspectivas del nuevo régimen forestal en el norte amazónico boliviano*. Jakarta. Centro Internacional para la Investigación Forestal. 162 p.
- KOSTER, GERRIT. 1983. *Santa Cruz de la Sierra, desarrollo, estructura interna y funciones de una ciudad en los llanos tropicales*. Cochabamba. Instituto de ecología UMSA, Centro Pedagógico y cultural de Portales. 201 p.
- LACOMBE, ZÉLINE. *Nación Camba, del regionalismo al nacionalismo*. [en ligne]. E-Foro, 2002 [consulté le 26/09/04]. Disponible sur <http://www.eforobolivia.org>.
- . 2003. Le Comité pro Santa Cruz, 1982-2002, organisation, mobilisations, représentations. In *LAZOS, Bulletin de liaison bolivianiste* n°6: p. 39-41.
- . 2004. *Les autonomies départementales, une nouvelle légitimité pour le Comité pro Santa Cruz ?* Communication in Journée d'études bolivianistes, 22 juin 2004, à Paris (A paraître dans *Lazos - revues des études bolivianistes - n°8*). IHEAL
- . 2005. *Le paro civico, forme de protestation d'un groupe de pression à fortes ressources, le Comité pro Santa Cruz (Bolivie)*. Communication in Mobilisation et militantisme - IFRESI, 14/01/05, à Lille (Non publié)
- LAVADENZ RIVERA, ALBERTO. 1999. *Pando esta avanzando*. Cobija. Editorial Franz Tamayo. 103 p.
- LOPEZ VACA, CARLOS. 1995. *Geopolítica de Guayaramerin*. Guayaramerin. Casa Tres hermanos. 50 p.
- . 1997. *Historia de Guayaramerin*. Guayaramerin. 89 p.
- LUNA-PIZARRO, CHELIO. 1990. *Cobija, la capital de Pando*. Deuxième éd. La Paz. Cooperación regional de desarrollo de Pando. 123 p.
- MARTÍNEZ, JOSÉ. 2001. In *Las tierras bajas de Bolivia a fines del siglo XX*. Edité par Urioste, M. La Paz: PIEB Proceso de titulación de las Tierras comunitarias de Origen (TCO), p. 385-412.
- MESSUTI RIBERA, HERNÁN. 2002. In *Pando ...Amazonia indómita*. Edité par Quiroga, S. La Paz: Mágica Editores La dramática desmembración del Acre, p. 61-101.
- PAREJAS MORENO, ALCIDES. 1979. *Historia del Oriente boliviano en el siglos XVI y XVII*. Santa Cruz de la Sierra. Universidad Gabriel René Moreno. 150 p. (Col° Centenario).
- PEÑA, PAULA (COORD). 2003. *La permanente construcción de lo Cruceño : un estudio sobre la identidad en Santa Cruz de la Sierra*. La Paz. PIEB. 168 p. (investigaciones regionales).
- PERRIER BRUSLÉ, LAETITIA. 1997. *L'Orient bolivien au vingtième siècle : ces marges oubliées d'où naît une région*. Mémoire de D.E.A, Université Paris I, Paris 174 p.
- PLADERVE. 1975. *Resena historica Chiquitana*. Santa Cruz. Pladerve. 75 p.
- QUIROGA, SYLVIA. 2002. *Pando amazonia indomita*. La Paz. Magica Editores. 300 p.
- RIVIÈRE, GILLES. 1981. Les zones de colonisation en Bolivie. In *Problèmes d'Amérique Latine* n°62: p. 55 - 72.
- ROCA, JOSÉ LUIS. 2001. *Economía y sociedad en el Oriente Boliviano ( siglos XVI-XX )*. Santa Cruz. COTAS. 678 p.
- ROUX, CÉCILE. 2000. *A la recherche des cultures rencontrées par les missionnaires Jésuites et Franciscains (XVIIe-XXe siècles) une relecture de l'acculturation des Indiens de Moxos, de Chiquitos et du Chaco*. Doctorat nouveau Régime, Espagnol, Université François Rabelais, Tours 468 p.
- ROUX, JEAN CLAUDE. 1995. *Guide commenté des sources géographiques des Orients boliviens : Amazonie - Beni - Orient de Santa Cruz - Chaco ( à partir de 1825 )*. La Paz. ORSTOM. 359 p. (Edition provisoire - non publié).
- ROUX, JEAN-CLAUDE. 1996. La Bolivie des confins orientaux : une cartographie de l'imaginaire. Une relecture critique de la première carte nationale de 1859. In *L'espace géographique* Tome 25 n°4.
- . 1996. *La reubicación oriental de Bolivia en el siglo XIX: El memorandum Felix Frías 1844*. Communication in IV Congreso Internacional de Ciencias de la Tierra., à Santiago de Chile (non publié)
- . 2000. *La Bolivie orientale, confins inexplorés, battus aux Indiens et économie de pillage*. Paris. L'Harmattan. 317 p.
- RUIZ, SERGIO. 2004. In *Retos y perspectivas del nuevo régimen forestal en el norte amazónico boliviano*. Edité par Jong de, W. e. Jakarta: Centro Internacional para la Investigación Forestal La nueva administración de tierras y bosques en el norte amazónico boliviano, p. 47-65.
- SAAVEDRA, CARLOS. 2000. *Cosas de mi ciudad, Cobija*. Cobija. Editorial Franz Tamayo. 121 p.
- SAAVEDRA, OSCAR. 2002. *Planificación participativa y zonificación en municipios del Beni*. La Paz. PIEB. 163 p.
- SANABRIA FERNANDEZ, HERNANDO. 1958. *En busca de Eldorado, la colonización del Oriente boliviano por los cruceños*. 1ère éd. Santa Cruz de la Sierra. UGRM. 366 p.

- . 1988. *En busca de Eldorado, la colonización del Oriente boliviano*. 3ème éd. La Paz. Juventud. 312 p.
- SUAREZ MEDINA, SAUL. 1994 [1990]. *Almanaque oriental : notas históricas, geográficas, biográficas, festividades de pueblos y otros datos del Oriente boliviano*. Deuxième éd. Santa Cruz. Imp. Sirena. 402 p.
- URIOSTE, MIGUEL, et PACHECO, DIEGO. 2001. *Las tierras bajas de Bolivia a fines del Siglo XX*. La Paz. PIEB. 432 p.
- VAZQUEZ MACHICADO, HUMBERTO, et VAZQUEZ MACHICADO, JOSÉ. 1992. *Santa Cruz de la Sierra : apuntes para su historia (siglos XVI al XX)*. Deuxième éd. La Paz. Editorial Don Bosco. 698 p.
- VIEDMA, FRANCISCO. 1969 [1836]. *Descripción geográfica y estadística de la provincia de Santa Cruz de la Sierra*. Troisième éd. Cochabamba. Los Amigos del Libro. 295 p. (Biblioteca IV centenario). (prologo de Hector Cossio Salinas).
- YBARNEGARAY DE PAZ, ROXANA. 1992. *El espíritu del capitalismo y la agricultura cruceña*. La Paz. CERID. 153 p.

## Brésil : Généralités

- CANABRAVA, ALICE PIFFER. 1984[1943]. *O comércio português tio Rio da Prata (1580-1640)*. Belo Horizonte. Editora Itatiaia. 201 p. (Coleção Reconquista do Brasil nova ser, vol. 82).
- CELADA, MARIA TERESA. 2002. *Sobre ciertas formas de se dizer brasileiro*. Communication in Anais do 2. Congresso Brasileiro de Hispanistas, 8-11 octobre 2002, à São Paulo
- CONDURU, GUILHERME. 2001. *The Robore agreements (1958) : A case study of foreign policy decision-making process in the Kubitschek administration*, University of Oxford, Centre for Brazilian Studies, Oxford 80 p.
- CORTESÃO, JAIME. 1958. *Raposo Tavares e a Formação Territorial do Brasil*. Rio de Janeiro. Ministerio da Educacao e Cultura. 454 p. (coll° "Vida Brasileira").
- . 1984 [1950]. *Alexandro de Gusmao e o Tratado de Madrid*. Lisbonne. Livros Horizonte. 4 Volumes.
- DAURIL, ALDEN. 1973. *Colonial roots of modern Brazil*. Berkeley. 294 p. (Papers of the Newberry Library Conference).
- DAVIDSON, DAVID M. 1973. In *Colonial roots of modern Brazil*. Edité par Dauril, A. Berkeley: University of California Press How the Brazilian West was won, p. 59-106.
- DROULERS, MARTINE. 1999. Frontières au Brésil, changement de sens. In *BAGF* n°3: p. p 250-259.
- . 2001. *Brésil : une géohistoire*. Paris. PUF. 307 p.
- . 2003. *Aspectos geo-históricos da formação da região matogrossense*. Communication in Colloque META II, 18 septembre 2003, à Brasilia.non publié.Non publié
- FERNANDES NETO, PEDRO. 2003. *Caracterização Geográfica da Faixa de Fronteira Continental Norte do Brasil*. Bacharel em Geografia, Departamento de Geografia, UFRJ, Rio de Janeiro 47 p.
- FRANCHETTI, PAULO. 2003. In *A missão portuguesa - rotas entrecruzadas*. Edité par Lemos, F. São Paulo: UNESP Amar e servir o Brasil é a melhor forma de ser Português : uma apresentação de Jaime Cortesão, p. 111-123.
- GOES, SYNESIO SAMPAIO. 1991. *Navegantes Bandeirantes Diplomatas : Aspectos da descoberta do continente da penetração do território brasileiro extra Tordesilhas e do estabelecimento das fronteiras da Amazonia*. Brasilia. Instituto de Pesquisa de Relacoes internacionais (IPRI), Fundacao Alexandre de Gusmao. 197 p.
- GOLBERY DO COUTO E., SILVA. 1975. Las categorias geopoliticas fundamentales y la realidad brasileña. In *Geopolítica (Instituto de Estudios Geopolíticos de Buenos Aires) n° 1*.
- . 1981 [1967]. *Geopolítica do Brasil*. Rio de Janeiro. J. Olympio Editora. (1ère éd., 1967). 273 p. (Colecao Documentos brasileiros. no. 190).
- HOLANDA, SERGIO BUARQUE DE. 1976. *Monções*. São Paulo. Alfa-Ômega. 136 p.
- IBGE. 2004. *Censo Demográfico 2000 Características gerais da população*. [en ligne], 2004 [consulté le 20/09/04]. Disponible sur <http://www.ibge.gov.br/>.
- IPIB, O PORTAL DO PODER ECONÔMICO. 2004. *Participação dos estados no PIB Nacional 2001*. [en ligne], 2004 [consulté le 10/11/04]. Disponible sur <http://www.ipib.com.br/pibbrasil/pibbrasil.asp>
- KOHLHEPP, GERD. 1999. In *El espacio interior de America del Sur : Geografía, historia, política, cultura*. Edité par Pothast, B., et Kohut, K. Francfort, Madrid: Centre d'étude de l'Université d'Eichstatt Incorporação do espaço fronteiriço do leste do Paraguay na esfera de influência brasileira, p. 205-225.
- LACOSTE, YVES. 2000. Nations Brésil : introduction. In *Hérodote* 98 Nation Brésil: p. 3-8.
- LEZY, EMMANUEL. 1999. France-Brésil, histoire d'une merveilleuse rupture. In *Cahiers des Amériques Latines* n°28: p. 69-91.
- . 2000. *Le Brésil vu de la Guyane*. Communication in Journée Brésil de Nanterre, à Nanterre

- MAGNOLI, DEMÉTRIO. 1997. *O corpo da Pátria : Imaginação geográfica e política externa no Brasil (1808-1912)*. São Paulo. Moderna. 320 p.
- MONBEIG, PIERRE. 1952. *Pionniers et planteurs de São Paulo*. Paris. Armand Colin. 375 p.
- PEBAYLE, RAYMOND. 1989. *Les Brésiliens pionniers et bâtisseurs*. Paris. Flammarion. 356 p.
- . 1995 [1992]. *Le Brésil*. Paris. PUF. 125 p. (coll° Que sais-je ?).
- RECLUS, ELISÉE. 2000 [1862]. Le Brésil et la colonisation : I. Le bassin des Amazones et les indiens. In *La Revue des deux mondes*. p. 930-958.
- . 2000 [1867]. La guerre du Paraguay. In *La Revue des deux mondes*. p. 935-970.
- STEIMAN, REBECA. 2004. *Brasil e América do Sul: questões institucionais de fronteira*. Rapport commandé par RETIS. 19/07/04. Rio de Janeiro, 12 p. Disponible sur <http://acd.ufrj.br/fronteiras/>
- THÉRY, HERVÉ. 1986. *Brasil / Brésil / Brazil*. Montpellier. Fayard, Reclus. 87 p.
- . 1995 [1985]. *Le Brésil*. Paris. Masson. 265 p.
- . 1997. Des hommes, des femmes, des migrants. In *Cahiers des Amériques Latines* n°24: p. p 183-192.
- THÉRY, HERVÉ, et APARECIDA DE MELLO, NELI. 2003. *Atlas du Brésil*. Montpellier. CNRS, GDR Libergéo, La Documentation française. 302 p.
- TRAVASSOS, MÁRIO. 1938. *Projeção continental do Brasil*. Troisième éd. Sao Paulo. Companhia editora nacional. 214 p.
- ULANOVSKY, LUCIA. 2004. *Les pionniers et les occupants au bord du fleuve, lieu de frontière entre l'Argentine et le Brésil*. Communication in Colloque Frontière, frontières, Juin 2004, à Grenoble
- VIANNA, HÉLIO. 1965 [1952]. *Historia do Brasil*. Troisième éd. Sao Paulo. Edicoes Melhoramentos. 2 Volumes.
- VILLA-LOBOS, HEITOR. 1981. Palavras em João Pessoa em 1951. In *Presença de Villa-Lobos* 12: p. 3-6.
- WANIEZ, PHILIPPE. 1992. *Les cerrados, un espace "frontière"brésilien*. Montpellier. Reclus. 344 p.
- WANIEZ, PHILIPPE, BRUSTLEIN, VIOLETTE, et ALBUERQUE, D. 1999. Les mutations de l'espace agropastoral brésilien, 1975-1996. In *Mappemonde* n°53 n°53.

### Sources médiatiques : articles, points de vue, opinions

- Revista del Sur, 1996. *Hidrovia Paraná - Paraguay : Dragado de canal contaminará agua potable*. Uruguay, Décembre 1996. Disponible en ligne [http://www.redtercermundo.org.uy/revista\\_del\\_sur/](http://www.redtercermundo.org.uy/revista_del_sur/)
- Correio popular do Rondônia, 1998. *Federal irá cadastrar bolivianos no Brasil*. Polícia, Guajará-Mirim, 03/05/1998,
- La Razón, 2001. *Bolivia y Peru negociaran en marzo la reposición del hito 27*. La Paz, 01/12/01,
- La Razón, 2001. *Brasileños invaden territorio boliviano en la zona fronteriza*. La Paz, 02/11/2001,
- El Diaro, 2001. *Cuidadanos brasileños habrían invadido tierras bolivianas*. 24/10/2001,
- La Prensa, 2001. *Gobierno perfora a la Ley de Aduanas :Privados y organismos internacionales expresaron su preocupación*. La Paz, 25/08/01,
- La Prensa, 2001. *Hito 27 : las FF.AA deben establecer si hay invasión*. La Paz, 04/12/2001,
- La Prensa, 2001. *Hito 27, limite internacional entre Bolivia y Perú*. La Paz, 01/12/01,
- La Razón, 2001. *La degeneración de las zonas francas*. Éditorial, La Paz, 13/09/01,
- El Mundo, 2002. *Aduana destruyo 23 000 litros de vino argentino*. Santa Cruz, 14/08/2002,
- La Razón, 2002. *Caminos tiene \$us 1.333 millones para carreteras*. La Paz, 18/05/02,
- Bolivia Press, 2002. *En un semestre setenta muertos en accidente de carretera en Yungas*. Cochabamba, 27 juillet 2002,
- Bolpress, 2002. *Gobierno tiene mas de \$us.2.000 millones para sostener Plan Bolivia*. La Paz, 02/11/02,
- El Nuevo Dia, 2003. *Contrabandistas se pelean y paran el tren en Quijarro*. Santa Cruz, 26/09/03,
- La Razón, 2003. *El túnel San Rafael permite llegar a los Yungas desde hoy*. La Paz, 22/07/2003,
- La Prensa, 2003. *Familiar de Kukoc es gerente del SNC*. La Paz, 24/07/03,
- La Prensa, , 2003. *Hidrovia: ¿muere la navegación?*, La Paz, 07/04/03,
- La Prensa, 2003. *La narco-frontera*. La Paz, 06/07/03,
- Santa Cruz Economico, 2003. *Los madereros deben \$us 9 millones al Estado*. Santa Cruz, 20/04/2003,
- La Razón, 2003. *Provincia beniana se declara como zona de libre comercio*. La Paz, 22/02/03,
- Los Tiempos, 2003. *Si Bolivia cierre las aguas de Silala habra un conflicto*. Cochabamba, 15/07/03,

- Pulso semanal, 2003. *Soya al atlántico desde la hidrovía*. La Paz, 14/06/2003,
- El Mundo, 2004. *Asesinato en San Matías fue por droga*. Santa Cruz, 18/11/04,
- El Diaro, 2004. *Brasil advierte que no pagará regalías del 50%*. La Paz, 16/07/04,
- New York Times, 2004. *Brazil nuts grow rarer in, of all places, Brazil*. New York, 23/08/2004,
- Le Monde, 2004. *Caetano Veloso, deux continents chantés par un génie de l'oblique*. Paris, 30/10/04,
- Folha de São Paulo, 2004. *Com feiras nos finais de semana, bairro de Canindé vira La Paz*. São Paulo, 09/05/04,
- El Deber, 2004. *Contrabando golpea a los aceiteros*. Santa Cruz, 21/08/04,
- Bolpress, 2004. *"Creo que el centralismo ha muerto y hay que darle cristiana sepultura"*. La Paz, 03/09/2004,
- El Deber, 2004. *Denuncia: azúcar brasileña entra en bolsas de ingenios bolivianos*. Santa Cruz, 30/04/04,
- Diaro de Cuiaba, 2004. *Deputados têm reunião na Bolívia*. Cuiaba, 08/05/04,
- La Prensa, 2004. *El gobierno crea una superestructura con seis instituciones : FFAA y Policía combatirán el contrabando en las fronteras*. La Paz, 24/09/04,
- La Razón, 2004. *Empresarios acusan a la Naval de ayudar a contrabandistas*. La Paz, 10/09/04,
- El Deber, 2004. *Estudio de impacto ambiental de Puerto Busch costará \$us 2 millones*. Santa Cruz, 12/03/04,
- El Mundo, 2004. *FELCN confisca 94.7 kilos de droga con destino al Brasil*. Santa Cruz, 05/11/04,
- El Nuevo Día, 2004. *"Germán Busch" para exigiendo el tramo Roboré-Puerto Suárez*. Santa Cruz, 1/07/04,
- La Prensa, 2004. *Giussani plantea nueva tributación*. La Paz, 1/10/04,
- El Deber, 2004. *Inseguridad en las fronteras*. Santa Cruz, 12/07/2004. (éditorial)
- La Prensa, 2004. *La Aduana fue intervenida por comerciantes en Puerto Suárez*. La Paz, 14/08/04,
- El Deber, 2004. *La fiscal Mónica von Borries investigó casos muy "pesados"*. Santa Cruz, 28/02/04,
- El Deber, 2004. *Más coca, más cocaína*. Santa Cruz, 31/03/04,
- La Razón, 2004. *Mesa izó la bandera del Litoral en la plaza Murillo*. La Paz, 22/03/04,
- Diaro de Cuiaba, 2004. *MP denúncia máfia e inclui mais dois oficiais entre os acusados*. Cuiaba, 27/02/04,
- La Prensa, 2004. *Oruro: la Aduana logra decomisar \$us 1,5 millones en mercadería*. Oruro, 17/11/2004,
- El Nuevo Día, 2004. *Pasajeros en accidentes*. Editorial, Santa Cruz, 08/10/04,
- El Deber, 2004. *Pilotos se legalizan en Pto. Quijarro*. Santa Cruz, 01/02/04,
- Los Tiempos, 2004. *Precio del gas a Argentina abre posible rebaja a Brasil*. Sucre, 23/04/2004,
- La Razón, 2004. *Preparan la mayor conmemoración en la semana del mar*. La Paz, 22/03/04,
- El Nuevo Día, 2004. *Préstamo para la vía a Puerto Suárez se firma en una semana*. Santa Cruz, 13/08/04,
- El Deber, 2004. *Privados exigen carreteras para evitar aislamiento de Santa Cruz*. Santa Cruz, 16/02/2004,
- El Deber, 2004. *Representantes de provincias fronterizas de Beni, Pando y Santa Cruz estuvieron ayer en la entidad cívica*. Santa Cruz, 30/04/04,
- La Prensa, 2004. *Suspenden a jefe de Diprove por un auto robado en Brasil*. Seguridad, La Paz, 07/01/04,
- O Estado de São Paulo, 2004. *Termina protesto na fronteira Brasil-Bolívia*. São Paulo, 04/07/04,
- La Prensa, 2004. *Zona Franca San Matías cometió contrabando por \$us 58 millones*. La Paz, 23/05/04,
- El Deber, 2005. *'Despertó el león' Cabildo abierto : Santa Cruz dio un paso histórico al acelerar la autonomía*. Santa Cruz, 29/01/05,
- El Deber, 2005. *Mato Grosso quiere un 'corredor' propio*. Santa Cruz, 14/02/2005,
- La Razón, 2005. *Santa Cruz y La Paz lideran en el PIB*. La Paz, 22/01/2005,
- ARRUDA, ROLDÃO. O Estado de São Paulo, 1997. *Brasil entra na rota das grandes migrações*. São Paulo, 10/10/1997,
- BARROS, CARLOS JULIANO. 2000. *Senzalas Bolivianas*. São Paulo. Reporter Brasil. 7 p. Disponible en ligne <http://www.reporterbrasil.com.br>.
- BÖHRT, CARLOS. 2004. *El contrabando opera en todo el país !* La Patria en línea, 28/09/04. Disponible en ligne <http://www.lapatriaenlinea.com/content/view/897/>.
- BRECHNER, JOSÉ. Correo del Sur, 2004. *Dos nuevas mentiras : el neocomunismo y el neo-populismo*. Sucre, 04/12/2004,
- DANTAS, JOANA. Folha do Estado, 2005. *MT de olho nos países do Cone Sul*. 3/2/2005,
- GALEANO, EDUARDO. Rebellion, 2003. *Bolivia, el país que quiere existir*. Buenos Aires, 19 octubre 2003, p 12
- GARY, RODRIGUEZ. El Deber, 2004. *Mirando hacia el Atlántico*. Santa Cruz, 02/05/2004,

- GONZALEZ, GUSTAVO. IPS, Inter Press Service News Agency, 2003. *Bolivia Chile : conflicto marítimo ahoga planes de integración*. Santiago, 2 avril 2003, p 3. Disponible en ligne <http://www.ipsenespanol.net/>
- GUTIERREZ GARCIA, MARITZA. El Deber, 2004. *Caminos y el engaño al país*. Opinion, Santa Cruz, 7 février 2004,
- LASERNA, ROBERTO. La Razón, 2002. *Nacionalismo sin nación*. La Paz, 16/11/2002. Disponible en ligne [http://www.geocities.com/laserna\\_r/nacionalismo.html](http://www.geocities.com/laserna_r/nacionalismo.html)
- MALDONADO MEDINA, GUSTAVO. El Deber, 2001. *Bolivia : presión demográfica y "límites" con Brasil*. Santa Cruz, 01/04/2001,
- MARTINS, CARLOS. BSB News, 2005. *Situação na bolívia adia expedição estradeiro IV*. Brasilia, 20/01/05,
- MUÑOZ GARCÍA, ISMAEL. El Deber, 2001. *¿Todo el poder a los collas?*, Santa Cruz, 21/12/2001,
- ONDARZA, GUSTAVO. El Deber, 2004. *Exportadores buscan más salidas por el Este*. Santa Cruz, 02/05/2004,
- ORTIZ SAUCEDO, JIMMY. El Deber, 2003. *La frontera Arroyo Concepción-Corumbá*. Santa Cruz, 01/02/03,
- OSAVA, MARIO. IPS, 2004. *Integración amazónica : puentes fronterizos de doble filo*. Rio de Janeiro, 11/08/2004. Disponible en ligne <http://www.tierramerica.net/2004/0814/noticias1.shtml>
- PEÑA CAZAS, WALDO. Bolivia Press, 1997. *Una guerra perdida*. 24/09/1997. Disponible en ligne [http://www.cedib.org/pcedib/?module=displaysection&section\\_id=152&format=html](http://www.cedib.org/pcedib/?module=displaysection&section_id=152&format=html)
- PITTS. Gazette de l'US Infostate, 2002. *L'esprit de Kennedy a plané sur la convention démocrate*. 17 août 2002,
- SAAVEDRA WEISE, AGUSTIN. Tempocomunicaciones, 2003. *Santa cruz el eje de sudamerica*. Santiago de Chile, 26 mars 2003. Disponible en ligne <http://tempocomunicaciones.cl/news/modules.php?name=News&file=article&sid=432>. (*Revue électronique en ligne - Chili*)
- . El Deber, 2004. *Puerto Busch, desafío a corto plazo*. Opinion, Santa Cruz, 19 mars 2004,
- SACHS, JEFFREY. 2003. What Bolivia's Chaos Means. In *Project syndicate*. Disponible en ligne <http://www.project-syndicate.org/>
- VARGAS LLOSA, MARIO. El País, 2004. *Nostalgia del Mar*. Opinion, Madrid, 25 janvier 2004,
- VERDESOTO, LUIS. 2004. *Hacia donde va Bolivia* [en ligne]. Nueva Sociedad, Caracas, 2004 [consulté le 24/03/04]. Disponible sur <http://www.nuevasoc.org.ve/Actualidad/detalle.asp?idMenu=28&id=25>.
- ZIBECHI, RAÚL. La Jornada, 2004. *El MERCOSUR y la integración, una interminable carrera de obstáculos*. supplément Masiocare, Mexico, 18/07/2004,

### Sources historiques : Relations de voyages et tableaux statistiques

- AGUIRRE ACHA, JOSÉ. 1980 [1902]. *De los Andes al Amazonas: Recuerdos de la campana del Acre*. Troisième éd. La Paz. Superel. (1ère éd., 1902). 460 p.
- AGUIRRE LAVAYÉN, JOAQUÍN. 2000. *Puerto Aguirre : una salida al mar para Bolivia, la historia de un sueño imposible*. Cochabamba. Los Amigos del Libro. 278 p.
- AGUIRRE, MANUEL. 1885. *La delegación del Gobierno en el Oriente. 1884. Exposición, informes y documentos*. Sucre. Imp. de La Industria.
- ALBORNOZ, MARIANO. 1885. *Breves apuntes sobre las regiones amazónicas por el Dr. D. ,Presidente de la Sociedad Obreros del Porvenir del Amazonas*. Lima. imp. Del Progreso.
- ARENALES, JOSÉ IDELFONSO ALVAREZ DE. 1833. *Noticias históricas y descriptivas sobre el gran país del Chaco y Río Bermejo : con observaciones relativas a un plan de navegación y colonización que se propone / por Jose Arenales*. Buenos Aires. Imprenta de Hallet. 421 p.
- ARMENTIA, N. 1883. *Diario de sus viajes entre el río Beni y Madre de Dios y en el arroyo de Ivon en los años de 1881 y 1882*. La Paz. Tip. Religiosa. 131 p.
- . 1887. *Navegación del Madre de Dios. Viaje del Padre Armentia*. La Paz. Imprenta La Paz. 230 p.
- . 1897. *Límites de Bolivia con el Perú por la parte de Caupolicán*. La Paz. Imprenta El Telegrafo. 240 p.
- BALLIVIAN, M. W., et PINILLA, G. F. 1912. *Monografía de la industria de la goma elástica en Bolivia*. La Paz. Edition de la Dirección general de Estadística y Estudios Geográficos. 354 p.
- BALZAN, LUIGI. 2002 [1892-94]. *Memorias y relaciones : viaje de Luigi Balzan 1890 - 1892*. Deuxième éd. Traduit par Lopez Beltran, C. La Paz : Edité par Roux, J.-C., et Giodat, A. (1ère éd., originale en italien, publiée dans plusieurs numéros du Bulletin de la Société géographique Italienne entre 1892-1894.). 216 p.
- BERTRÈS, FELIPE. 1901. Descripción topográfica e histórica de Bolivia. In *Bulletin de la société géographique de Sucre* n°25-31.

- BRAVO, CARLOS, et BALLIVIAN, MANUEL. 1894. *La patria boliviana, estado geografico*. La Paz. Imprenta La Paz. 204 p.
- CARVAJAL DE, GASPAR. 1994. *Amazonie ventre de l'Amérique. Relation de la première descente de l'Amazone*. Traduit par Técher, L. Grenoble. Jérôme Millon. 182 p. (Introduction et notes de Michel Lequenne).
- CASTELNAU, FRANCIS. 1857-1859. *Expédition dans les parties centrales de l'Amérique du Sud, de Rio de Janeiro à Lima et de Lima du Para exécutée... pendant les 3 années 1843 à 1847*. Paris. P. Bertrand. 3 Volumes. Vol. II. 316 p.
- CORTÉS, JOSÉ DOMINGO. 1875. *Bolivia : apuntes jeograficos, estadisticos, de costumbres descriptivos e historicos*. Paris. Lahure. 172 p.
- DALENCE, JOSÉ MARIA. 1975 [ 1851 ]. *Bosquejo estadístico de Bolivia*. Deuxième éd. La Paz. UMSA. (1ère éd., 1851). 340 p.
- EDER, FRANCISCO JAVIER S.J. 1985 [1791]. *Breve descripción de las reducciones de Mojos*. Deuxième éd. Cochabamba: Edité par Barnadas, J. M. Historia Boliviana.
- FAVRE, LÉON. 1853. La Bolivie. In *Revue Contemporaine* Livre des 15-31 août 1853.
- . 1854. *Navegación de los rios de Bolivia*. Traduit par Rosquellas, P. L. Potosi. S.E. 70 p. (*Traduit du français*).
- FAWCETT H., PERCY. 1991 [1953]. *Le continent perdu : dans l'enfer vert amazonien 1906 - 1925*. Deuxième éd. Traduit par Bourdet Pléville, M. Paris. Pygmalion Gérard Watelet. 320 p. (texte établi par Brian Fawcett d'après les journaux, lettres et rapports de son père).
- FERNANDEZ DE OVIEDO, GONZALO. 1950 [1547]. *Cronica de las Indias. La historia general de las Indias ...* Salamanca. Juan de Junta.
- FOREIGN AREAS STUDIES DIVISION, DEPARTMENT OF THE ARMY, et SPECIAL OPERATIONS RESEARCH OFFICE. 1963. *Area handbook for Bolivia*. Washington, D.C. U.S Army. 590 p.
- FRIAS, FÉLIX. 1845. *Nota dirigida a S. G. el Señor Don Tomas Frias, Ministro de Relaciones Exteriores de Bolivia*. Valparaiso. 17 p. (*Publié par parties dans La Epoca de La Paz, entre le 9 et 29 octobre 1845*).
- . 1906. El porvenir de Bolivia está en el Oriente. In *Boletin de la Sociedad de estudios históricos y geográficos de Santa Cruz*. p. 347-353.
- GIBBON, LARDNER, et HERNDON, WILLIAM LEWIS. 1853-1854. *Exploration of the valley of the Amazon, made under direction of the Navy Department, by Wm. Lewis Herndon and Lardner Gibbon*. Washington. R. Armstrong Public Printer. 2 Volumes. Vol. 2.
- GUTIÉRREZ, EUSOBIO. 1843. *Esposicion que presenta en Bolivia el Ministro de estado en el Despacho del Interior a la Convencion Nacional en 1843*. La Paz. Imprenta de Beeche y Cia.
- LABORDE PEDELAHORE, PHILIPPE DE. 2000. *Alcide d'Orbigny A la découverte des nouvelles républiques sud-américaines*. Biarritz. Atlantica. 402 p.
- LECUNA, VICENTE. 1951. *De Bolivar à Sucre : selected writings of Bolivar*. New York. H. A. Bierck. 2 Volumes. Vol. II.
- NAVARRETE, RODRIGO. 1955 [ 1575 ca ]. In *Coleccion de documentos ineditos del Archivo General de Indias : CODOIN AI*. Vol. t. XXI Séville Relacion de las provincias y naciones de los Yndios llamados Aruacas, p. 218-228.
- NUNEZ, ESTUARDO (COMPILADOR). 1981. *El Brasil visto por viajeros peruanos*. Lima. Centro de Estudios Brasileños. 92 p.
- ORBIGNY, ALCIDE DESSALINES D'. 1836. *Voyage dans l'Amérique méridionale : (le Brésil, la République Orientale de l'Uruguay, la République Argentine, la Patagonie, la République du Chili, la République de Bolivia, la République du Pérou), exécuté pendant les années 1826, 1827, 1828, 1829, 1830, 1831, 1832, et 1833*. Paris. Pitois Levrault. 9 Volumes.
- . 1836. *Voyage pittoresque dans les deux Amériques : Résumé général de tous les voyages*. Paris. L. Tendré. 568 p.
- . 1845. *Descripcion geografica, historica y estadistica de Bolivia ... por Alcides de Orbigny*. Paris. Gide e Compania. 402 p.
- . 1845. *Fragment d'un voyage au centre de l'Amérique Méridionale*. Paris. P. Bertrand. 584 p. (*Extrait de son Voyage dans l'Amérique Méridionale, titre complet : Fragment d'un voyage au centre de l'Amérique Méridionale : contenant des considérations sur la navigation de l'Amazone et de la Plata, et sur les anciennes missions des provinces de Chiquitos et de Moxos (Bolivia)*).
- PALACIOS, JOSÉ A. 1976 [1893]. *Exploraciones de - realizadas en los ríos Beni, Mamoré y Madera y en el lago Rogo-aguado, durante los años 1844 al 1847. Descripción de la provincia de Mojos*. La Paz: Edité par Instituto Boliviano de Cultura. Editorial del Estado. 91 p.
- PEREZ, CARLOS. 2000. In *Alcide d'Orbigny : à la découverte des nouvelles républiques sud-américaines*. Edité par Laborde Pedelahore, P. D. Biarritz: Atlantica Alcide d'Orbigny et la frontière bolivienne du quinquina, p. 311-322.
- SCHURZ, W. L. 1921. *Bolivia a commercial and industrial handbook*. Washington. Government Printing Office. 263 p.

- SUAREZ ARANA, CRISTIAN. 1899. *Exploraciones en el Oriente boliviano*. La Paz. Gonzales y Medina.
- SUBIRANA, MOISES. 1930. *Memorias historicas de mi viaje al territorio de colonias al Noroeste de la Republica : 1908-1912 Campañas en el Manuripi*. 191 éd. La Paz. Editorial America : Jenaro Sanjinés.
- VACA DIEZ, ANTENOR. 1894. *Memorial que presenta al delegado nacional en el Madre de Dios, Acre y Purus*. La Paz. Imprenta El Nacional. 82 p.
- VACANO, MAXIMO DE. 1929. *Bolivia subdesarrollo y progreso*. Berlin. Reimer, Dietrich et Voshen, Ernst. 231 p.
- VASQUEZ, FRANCISCO. 1979. *Aguirre ou la fièvre de l'indépendance : Relation véridique de l'Expédition de l'Omagua et de l'El Dorado (1560 - 1561)*. Traduit par Faucher, M. Paris. Fayard. 298 p. (La bibliothèque des voyageurs).

## Sources littéraires

1998. TOB, traduction oecuménique de la Bible. Paris. Cerf. 1861 p.
- AMPUERO, ROBERTO. 2004 [1996]. *Le rêveur de l'Atacama*. 2ème éd. Traduit par Cucchi, B. Paris. 10:18. (1ère éd., El Aleman de Atacama). 283 p.
- ANOUILH, JEAN. 1999 [1947]. *Antigone*. Paris. La Table ronde. 124 p.
- AYMÉ, MARCEL. 1984 [1950]. *Clérambard*. Paris. Grasset. 153 p. (coll° Les cahiers rouges).
- BORGES, JORGE LUIS. 2003. *El hacedor*. Madrid. Alianza. 133 p. (El libro de bolsillo, biblioteca de autor).
- BOTHELO GOSALVEZ, RAUL. 1974 [1957]. *Tierra chucara*. Deuxième éd. La Paz. Ediciones Camarlinghi. 206 p. (Coleccion Popular, serie 16).
- . 1994 [1957]. *Terre indomptable*. Deuxième éd. Traduit par Sow, A. Paris. L'Harmattan. 153 p.
- BUNUEL, LUIS. 1972. *Le charme discret de la bourgeoisie*. Paris: Serge Silberman. ( Film ).
- CARROLL, LEWIS. 1994 [1865]. *Alice au pays des merveilles, De l'autre côté du miroir*. Paris. Folio. 374 p. (Folio Classique).
- DIDEROT, DENIS. 1765. *Encyclopédie*. Paris. Vol. 11 des textes ( de N-Parkinsonne). 951 p. (titre complet : L'Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers, par une Société de Gens de lettres).
- FLAUBERT, GUSTAVE. 1994. *Dictionnaire des idées reçues*. Paris. Ed. Mille et une nuits. 95 p.
- GARCIA MARQUEZ, GABRIEL. 1967. *Cent ans de solitude*. Traduit par Durand, C., et Durand, C. Paris. Seuil. (1ère éd., 1967). 390 p.
- GENETTE, GÉRARD. 1976. *Mimologiques : voyage en Cratylie*. Paris. Seuil. 496 p.
- GIRAUDOUX, SIMON. 1927. *Simon le pathétique*. Paris. H. Jonquières. 240 p. (coll° Les beaux romans).
- GRACQ, JULIEN. 1951. *Le rivage des Syrtres*. Paris. José Corti. 357 p.
- . 1970. *La presqu'île*. Paris. José Corti. 251 p.
- GUEVARA, ERNESTO, et GRANADO, ALBERTO. 1994. *Latinoamericana : journal de voyage*. Paris. Austral. 331 p. (Réunit le "Journal de voyage" d'E. Guevara et "Avec le Che en Amérique du Sud" d'A. Granado.).
- GUILLEVIC, EUGÈNE. 1990. *Le Chant*. Paris. Gallimard. 165 p.
- HERGÉ. 2003 [1949]. *Tintin Le temple du Soleil*. Paris. Casterman. (1ère éd., 1949). 70 p.
- HÉRODOTE. 1985. *L'enquête : livre I à IV*. Traduit par Barguet, A. Paris. Gallimard. 608 p. (Folio).
- HEREDIA, JOSÉ MARIA. 1999 [1897]. *Les trophées*. Paris: Edité par Poésie, c. Gallimard. 377 p.
- KONG, QIU (CONFUCIUS). 1994. *Les entretiens de Confucius et de ses disciples*. Paris. Flammarion. 256 p. (Introd., trad., notes et commentaires par André Levy).
- LAMPEDUSA TOMASI DI, GUISEPPE. 1968. *Le guépard*. traduction française éd. Paris. Seuil. (1ère éd., Il gattopardo). 384 p.
- LE CLÉZIO, J.M.G. 1997 [1988]. *Le rêve mexicain ou la pensée interrompue*. Deuxième éd. Paris. Gallimard. 274 p. (Folio Essai).
- MAGNAN, CHRISTIAN. 1990. *Et Newton croqua la pomme*. Paris. Belfond. 245 p. (coll° Sciences).
- MICHAUX, HENRI. 1995 [1929]. *Ecuador : Journal de voyage*. Paris. Gallimard. 188 p. (coll° L'imaginaire).
- . 1999 [1963]. *Passages*. Deuxième éd. Paris. Gallimard. 166 p. (coll° L'imaginaire).
- MONTAIGNE, MICHEL DE. 1995 [1580]. *Essais*. Paris. Gallimard. III Volumes. Vol. 3. 501 p. (Edition présentée établie et annotée par Pierre Michel, préface de Merleau Ponthy).
- PASCAL. 1992 [1670 posth.]. In *Les moralistes du XVIIème siècle*. Edité par Lafond, J. Paris: Robert Laffond (Coll° Bouquins) Pensées, p. 280-608 (édition établie par Philippe Sellier 1976).

- PEREC, GEORGES. 1974. *Espèces d'espaces*. Paris. Galilée. 124 p.
- POLO, MARCO. 1985 [1298]. *Le deviseement du monde : le livre des merveilles*. Traduit par Hambis, L. Paris. La Découverte. 2 Volumes. 268, 554 p.
- PROUST, MARCEL. 1987. *A la recherche du temps perdu : Du côté de chez Swann*. Paris. Editions Robert Laffont. 3 Volumes. Vol. I. 1280 p. (Coll° Bouquins).
- RENOIR, JEAN. 1937. *La grande illusion*. Paris. (film).
- ROUSSEAU, JEAN-BAPTISTE. 1997 [1723]. *Odes, cantates, épîtres et poésies diverses* de J.B. Rousseau. Imprimé par ordre du roi pour l'éducation de Monseigneur le dauphin. Deuxième éd. Paris. Gallica. 186 p. (Document électronique BNF de l'édition de Paris : Didot, 1790). Disponible en ligne <http://visualiseur.bnf.fr/Visualiseur?Destination=Gallica&O=NUMM-89538>.
- SARAMAGO, JOSÉ. 1990 [1986]. *Jangada da pedra*. Traduit par Claude, F. Paris. Seuil. (1ère éd., 1986). 313 p.
- SEPÚLVEDA, LUIS. 1996 [1994]. *Patagonia Express*. Paris. Métailié. 166 p.
- SWEIG, STEFAN. 2000 [1944]. *Amerigo*. Deuxième éd. Traduit par Autrand, D. Paris. Le livre de Poche. (1ère éd., Die Geschichte eines historischen Irrtums). 122 p.
- VALÉRY, PAUL. 1924 [ 1922 ]. *Variété*. Deuxième éd. Paris. Gallimard. (1ère éd., 1922). 360 p.
- . 1988 [1945]. *Regards sur le monde actuel*. Paris. Folio. (1ère éd., 1945). 320 p. (Coll° Essai).
- VARGAS LLOSA, MARIO. 1975 [1973]. *Pantaleón et les visiteuses* [ Pantaleón y las visitadoras]. Deuxième éd. Traduit par Benssoussan, A. Paris. Gallimard. 289 p.
- . 2002 [1965]. *La maison verte*. Traduit par Lesfargues, B. Paris. Gallimard. (1ère éd., La casa verde). 418 p. (coll° L'imaginaire).
- VERNES, HENRI. 1954. *Sur la piste de Fawcett*. Editions Gérard et Compagnie. (Marabout Junior n°26).
- VIGNY, ALFRED DE. 1980 [1826] *Cinq-mars*. Paris. Folio. 608 p. (coll° Classique).
- VOLTAIRE. 1976 [1759]. *Candide*. Paris. Hachette. 207 p. (Nouveaux classiques illustrés Hachette).
- WELLES, ORSON, et MANKIEWICZ J., HERMAN. 1940. *Citizen Kane*. 134 p. (Script du film).

# LEXIQUES

## HISPANISMES ET BOLIVIANISMES

### ARAWAK

Famille linguistique du nord des Basses Terres boliviennes

Le groupe arawak regroupe plusieurs ethnies des Basses Terres boliviennes et péruviennes, la principale d'entre elle est constituée par les indiens Mojos en Bolivie. L'ensemble arawak dispose d'une organisation sociale originale qui lui a permis de résister aux intrusions venues des Hautes Terres, depuis l'Empire Huari jusqu'à l'administration espagnole grâce à un vaste réseau de relations multifonctionnelles capables de générer rapidement de fortes fédérations guerrières face aux violences intrusives anciennes ou modernes.

### ASERRADEROS

Propriétaires de scierie et négociants en bois

Les *aserraderos* s'occupent à la fois de couper le bois et de le débiter. Parfois ils se contentent d'acheter le bois aux paysans ou aux communautés. En Amazonie bolivienne, la plupart se sont aussi lancés dans le commerce de la castaña : soit qu'ils ponctionnent une partie de la récolte effectuée sur leur concession ; soit qu'ils l'achètent aux collecteurs dans leur centre forestier de collecte (*centro de acopio*).

### AYMARA

Ethnie originaire des bords du lac Titicaca.

Par extension, langue parlée par cette ethnie. En Bolivie les locuteurs aymaras (qui l'utilisent comme langue ordinaire) représentent 14,5% de la population de plus de 6 ans (données INE, 2001).

### AYOREO

Ethnie originaire de l'Orient bolivien

Les Ayoreos constituent une des ethnies originaires du sud de l'Orient bolivien. On les retrouve de part et d'autre de la frontière boliviano-paraguayenne du Chaco, au sud, à la Chiquitanie, au nord. A la distinction des Chiquitanos, regroupés dans les missions jésuites, ils se laissèrent peu acculturer. Aujourd'hui les sentiments que leur portent les habitants du département de Santa Cruz sont ambivalents. On compte une dizaine de communautés rurales, mais de nombreux Ayoreos sont partis vers la ville. A Santa Cruz, ou dans les villages situés le long de la voie de chemin de fer Corumbá – Santa Cruz, ils forment un sous prolétariat urbain, inquiétant pour les notables. Pourtant, ils sont le chaînon manquant qui peut rattacher les Cambas à la terre orientale. A ce titre là, on a construit à Santa Cruz une statue monumentale à leur gloire (dans l'un des carrefours à l'entrée de la ville). Lorsque les Ayoreos ne sont pas de pierre, ils dorment aussi dans la rue.

### BANDEIRANTES

Commerçants et chasseurs d'esclaves portugais.

Les *bandeirantes* sont partis des côtes Atlantiques pour conquérir les terres de l'Ouest du futur Brésil dès le XVII<sup>ème</sup> siècle. Ils furent constructeurs d'empire, soldats en marche pour la grandeur territoriale de la nation à venir, pour les uns et monstres assoiffés d'or et du sang des esclaves, rustres, pour les autres. Cette bataille des images

est lié au rôle actif qu'ils eurent, sans doute bien malgré eux, dans la définition de l'équilibre géopolitique du continent. Revenir à l'étymologie permet de concilier les deux approches. Indubitablement les *bandeirantes*, comme le nom l'indique, se regroupe sous une bannière, *un bandeja*. En cela, ils sont effectivement porteurs d'un idéal collectif, même si leur entreprise renvoie plus à la ville de São Paulo, qu'à tout le Brésil. Mais il est tout aussi certain que cette bannière était d'abord celle du chef de l'expédition et qu'à ce titre, les *bandeirantes* agissaient d'abord dans leur propre intérêt, avant de penser à la grandeur du futur Brésil.

### BARRACAS

Centre d'exploitation du caoutchouc.

Les barracas apparaissent à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle lors du boom du caoutchouc. Ce sont des centres de collecte de la gomme qui fournissent aussi du matériel et des vivres aux travailleurs. Aujourd'hui dans le Pando, les *barracas* servent à l'exploitation de la castaña. Par métonymie le terme sert à désigner les terres d'exploitation de la *barraca*. Les propriétaires de *barracas* du Pando voudraient bien aujourd'hui que la loi INRA leur reconnaisse le droit de posséder des propriétés de 500 has.

### BENEFICIADORA

Centre de transformation de la castaña

Atelier de transformation de la castaña. On y décortique la castaña pour lui retirer son enveloppe dure afin de pouvoir la transporter plus facilement. Traditionnellement les *beneficiadoras* étaient établies à Riberalta (sur les bords du Madre de Dios qui servaient à transporter la production de castaña récoltée dans la forêt) et elles employaient surtout des femmes. Aujourd'hui, certaines se sont installées à Cobija.

### CABRITEIRO

Receleurs de voiture

Surnom donné, dans les villages de la frontière aux receleurs boliviens de voiture volée au Brésil. La création de ce néologisme témoigne du grand développement de cette activité dans les années 90.

### CACHUELAS

Chutes d'eaux impropres à la navigation

Les *cachuelas* ne sont pas à proprement parler des cascades, mais des zones de rapides où les pierres à fleur d'eau en période d'étiage rendent impossible toute navigation. On les trouve sur le rio Mamoré (Guayaramerín signifie petite *cachuela* en tupi-guarani), sur le Beni, à Cachuela Esperanza et sur le Madeira. De Porto Velho à Guayaramerín la voie navigable est *de facto* coupée par les *cachuelas*. C'est seulement à l'époque de caoutchouc dans le Nord du pays que l'on prit conscience que tous les rêves atlantiques boliviens devaient se fracasser sur les étendues de pierre des cours d'eau amazoniens. En 1913 le chemin de fer Madeira-Mamoré permet d'éviter les redoutables *cachuelas*, mais pour le caoutchouc il est trop tard car le boom est fini. Dans les années 90, à la recherche d'axes bi-océaniques pour la

Bolivie, on redécouvre que les fleuves amazoniens du pays sont, en raison des *cachuelas*, des culs de sac.

### CAMBA

Habitants de la ville de Santa Cruz (ou de l'Oriente)  
Le terme *camba* a une origine mal élucidée. Il viendrait peut-être de « ami » en guarani. D'abord péjoratif, il servait à qualifier le travailleur de l'hacienda (le patron était Cruceño), il a, par la suite, été revendiqué par les Crucéniens, à la recherche d'une identité. Il renvoie donc plus à la crucénité, identité des habitants de Santa Cruz, qu'à une identité pan-orientale. « Nous sommes un peuple qui a toujours vécu de lui-même, depuis la colonie, qui a atteint son intégration raciale et pratique l'espagnol sur toute l'étendue de son territoire ». (Arauz Aguilera & Molina Barberi 1972, cité par Lavaud J-P 1991, p. 213). La notion de « race » *camba*, plus blanche et moins indianisée, apparaît en filigrane des discours sur l'identité *camba*. Nuflo de Chávez est leur père à tous car il est venu du Paraguay, et non des Andes, pour fonder Santa Cruz de la Sierra (*la vieja*). Cette reconstruction historique permet de tenir à distance les Collas. Selon la même logique, les *Cambas* revendiquent une proximité culturelle plus forte avec les Brésiliens. Leur carnaval n'est-il pas une copie des carnivals brésiliens ?

### CASTAÑA

Noix du Brésil (*Bertholletia excelsa*), Brazil nut, almendra.

L'appellation française pour *castaña* est noix du Brésil. C'est le fruit de l'arbre à *castaña* (*bertholletia excelsa*). Dans le texte j'ai utilisé le terme espagnol, plutôt que l'appellation noix du Brésil, *brazil nut*, jugée impropre par la plupart des auteurs boliviens. (voir par exemple Bojanic in Calderon Gutierrez 2003, p. 66 et Callao 2003). Dans le Pando, les collecteurs de *castana* parlent à propos du fruit lui-même de l'amende, *almendra*.

### CASTAÑERO

Collecteur de *castaña*

Les *castañeros* sont en générale des *seringueiros* reconvertis. Rien d'étonnant à cela, la collecte de la *castaña* ressemble fort à celle du caoutchouc. Il faut s'avancer dans la forêt à la recherche des arbres disséminés pour ramasser les cocos. Les cocos sont ouverts sur place grâce à une machette et seules les amandes seront rapportées au *centro de acopio*, établi le long d'un fleuve. La collecte de la *castaña* s'effectue de décembre à mars. Le reste du temps le *castañero* vit en ville, ou travail dans son *chaqueo*, son petit champs.

### CAUCHO

Caoutchouc

Le *caucho* est également connu sous l'appellation de *goma*, gomme, en Amazonie bolivienne.

### CHAQUEO

Champs défriché

Le *chaqueo* est un petit champ défriché grâce à la méthode rudimentaire du feu.

### CHAPACO

Habitants du département de Tarija – sud de la Bolivie

Tarija est un département méridional frontalier de l'Argentine. Les *chapacos* aiment à rappeler qu'ils auraient pu naître Argentins, puisqu'à deux reprises (en 1825 et en 1833) l'Union des Provinces de la Plata demanda leur rattachement. Mais leur spécificité, les *Chapacos* la fondent sur bien autres choses : des indices de développement humain largement supérieurs à la moyenne nationale, un climat plus doux, la viticulture etc.

Ils détiennent aujourd'hui les plus importantes réserves de gaz du pays. Cela devrait renforcer leur revendication politique d'autonomie. Pour cela le Comité Civique de Tarija fait cause commune avec le Comité Civique Pro Santa Cruz.

### CIVILISATION DE TIWANACU

Civilisation andine pré-Inca

Sa période s'étend du VIII<sup>ème</sup> et le XII<sup>ème</sup> siècle après J.C. À son apogée, et grâce au relais de la ville de Huari, la civilisation occupe un espace qui va de San Pedro d'Atacama jusqu'aux côtes nord du Pérou constituant ainsi la première méga organisation politique Andines.

### COCALEROS

Paysans producteurs de coca.

En 1999 plus de 50 000 familles vivent de la culture du cocaïer en Bolivie (Labrousse : 1999). Ils se trouvent localisés dans deux régions des piémonts andins : les Yungas et le Chaparé. Si les premiers sont des *cocaleros* « traditionnels » qui produisent de la coca depuis le XVII<sup>ème</sup> siècle, qualifiée de « coca légale », les deuxièmes sont en revanche des *cocaleros* illégaux. La plupart sont d'anciens mineurs, ayant perdu leur emploi avec la privatisation des mines. Ils se sont installés dans cette région où ils produisent de la coca, plus rentable que n'importe quelle autre culture. Les *cocaleros* du Chaparé, pour se défendre contre la politique d'éradication de la plante, se sont organisés en syndicat. Un de ses membres Evo Morales est devenu, en juin 2002, un des personnages politiques les plus importants de Bolivie. A la tête du MAS (*Movimiento al Socialismo*) il a remporté la deuxième place aux élections présidentielles boliviennes.

### CHOLA (OU CHOLITA)

Indienne métis des Andes

Les *cholitas* ou *cholas* « occupent une position sociale intermédiaire (...) Indiennes en ascension sociale, elles se situent socialement entre les paysannes le plus souvent nommées *indias* et les *señoras* (dames de la ville) » (Marchand, 2001, p. 207, à propos des *cholitas* du marché de La Paz). Les *cholitas* sont souvent commerçantes – la possession d'un petit négoce étant la garantie de leur ascension sociale. Sophie Blanchard (2005) souligne que le terme de *chola* est nettement plus péjoratif que son diminutif *cholita*. Enfin, rappelons que si on parle moins de *cholo* (pour les hommes) c'est que les femmes ont gardé leur tenue traditionnelle (jupes et tresses) et qu'elles sont à ce titre plus facilement identifiées. On parle aussi de *señoras de polleras* (femme en jupe, référence à leurs nombreux jupons) à leur endroit.

### COLLA

Habitants de l'Altiplano bolivien (autre orthographe : Kolla, Qolla)

Le terme vient du Qollasuyu, la province de l'Est de l'Empire Inca, qui correspondait en partie seulement à la Bolivie altiplanésque, dans sa partie nord, et qui la débordait pour s'étendre au sud du Pérou actuel. Le terme de Colla est toutefois uniquement utilisé en Bolivie. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, compte tenu de sa référence pré-hispanique, il ne renvoie pas forcément à une identité indigène ou indienne. De plus en plus d'habitants, appartenant à des milieux aisés et faiblement métissés, se définissent comme Colla. Cette identité est fondée sur une localisation géographique, mais aussi sur des idiotismes linguistiques et une façon d'être que les Collas décrivent en quelques stéréotypes : sens des affaires, la froideur des relations au premier abord, profondeur des sentiments, sens de la famille etc. Moins tropical et plus montagnard que les *Cambas* en quelque sorte.

**COMITE CIVIQUE**

Institution de défense des intérêts locaux

Les comités civiques sont des institutions qui regroupent les élites locales pour défendre les intérêts de la ville ou du département qu'ils représentent. Les comités civiques s'organisent selon une structure fédérative : les comités civiques des villes dépendent de la fédération des comités civiques du département.

**CRIOLLO**

Créole, métisse

A l'origine *criollo* servait à désigner les descendants d'Espagnols nés sur le continent Américain. Utilisé dans ce sens jusqu'au XIX<sup>ème</sup> siècle, le terme a perdu par la suite, ce sens exclusif. En Bolivie, il sert à désigner par exemple les produits issus du terroir, de la même façon que les Espagnols nés sur les terres latino-américains étaient en partie les produits de cette terre.

**DISELEROS**

Contrebandiers du diesel

Les *disejeros* sont les contrebandiers qui importent illégalement du diesel du Brésil (sans payer de taxe et sans le déclarer). Cette activité est parfois liée au narcotrafic car les laboratoires de transformation ont besoin de diesel pour fonctionner. Elle s'alimente aussi de la difficulté des villes frontalières à se procurer en diesel.

**ENCOMENDEROS**

Propriétaire d'une encomienda

L'encomienda est une institution ibérique transposée sur le nouveau continent. Au Pérou l'éloignement de la métropole et la difficulté à contrôler l'espace, contribuèrent à renforcer le pouvoir des *encomenderos*. Leur pouvoir fut-elle que Charles Quint décide de supprimer l'*encomienda* en 1549. Les grandes haciendas sont en partie leur héritières.

**ENGANCHE**

Contrat de travail des péons dans les barracas du caoutchouc

L'*enganche* se développe dans la première phase de l'exploitation caoutchoutière à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et au début du XX<sup>ème</sup> siècle. Il lie entre eux le patron de la *barraca* et les péons qui y travaillent. Les patrons assurent via le magasin de la *barraca* l'approvisionnement des péons. Les prix pratiqués sont anormalement élevés et les salaires bas. Le péon s'endette peu à peu auprès de son patron et devient attaché à vie à la *barraca* pour rembourser sa dette. Devant l'iniquité des conditions de travail, José Manuel Pando, président de 1899 à 1904 tente de promulguer une réforme de l'*enganche*. Il démissionne face à la résistance des industriels de la gomme.

**ESTANCIA (OU FAZENDA)**

Grande propriété foncière d'élevage

Les estancias sont les grandes propriétés d'élevages. En Bolivie, elles se localisent dans les Basses Terres. L'importance du foncier et le pouvoir politique et économique qu'elles assurent à leur propriétaire leur font ressembler aux *haciendas* (voir plus loin). Sur la frontière, les éleveurs préfèrent parfois le terme de *fazendas*, variante lusophone.

**FLOTAS**

Compagnie de bus

Les *flotas* sont les compagnies de bus privées qui desservent les villes de Bolivie. Compte tenu du faible développement de l'automobile individuelle, et de la cherté des transports aériens, elles sont fondamentales pour l'intégration des villes frontalières au reste du territoire.

**GOMALES**

Centre d'exploitation du caoutchouc

De *goma* le caoutchouc. Les *gomales* étaient les grandes propriétés d'exploitation du caoutchouc dans le Nord.

**GRINGOS**

Américains ou Européens en Amérique Latine

La rumeur veut que gringo soit une contraction de l'injonction peu amène « green go home » adressée aux soldats de l'armée états-unienne par les Mexicains en 1914. En fait, le terme vient plus certainement de *griego*, le grec. *Graecum est, non potest legi*. Lorsqu'on ne comprend pas quelqu'un, c'est du grec, *griego*, puis du *gringo*. Le locuteur devient, par métonymie, le *gringo*. Sur ce continent où une même langue est parlée du Texas à la Patagonie, le gringo est devenu l'étranger à la langue espagnole ou portugaise, exclu d'une communauté de langue qui façonne une culture. L'expression *hacerse gringo* signifie feindre l'ignorance, jouer au naïf.

**HACIENDAS & HACENDEROS**

Grandes propriétés terriennes / Grands propriétaires terriens

Ces propriétés foncières furent distribuées par le pouvoir royal, puis garanties par les Républiques. Le terme vient du castillan. Les haciendas sont plus que des grandes propriétés, elles sont la source du pouvoir politique et social des *hacenderos*, et la garantie de leur permanence. À côté de ces grandes propriétés, les communautés indiennes gardent une partie de la terre. La structure foncière est inégalitaire. La Bolivie fut le premier pays d'Amérique du Sud à se lancer dans une réforme agraire. Mais la Révolution nationale de 1952 ne suffira pas à faire disparaître le régime de la grande propriété. Elle déplacera tout au plus le problème. Car si des lopins de terres sont distribués dans l'Altiplano, dans l'Oriente, à la faveur du Plan Bohan, les grandes propriétés agricoles se reconstituent. Elles feront la fortune du département cruceño, et de quelques grandes familles de néo-*hacenderos*, autour du sucre et du coton.

**LA BANDA**

Le rivage (opposé à la Bolivie)

Le terme sert à désigner, dans les lieux frontaliers où une rivière démarque la frontière, la rive brésilienne. Elle est utilisée à Guayaramerín, en raison de la quasi-homophonie avec la ville brésilienne en face de Guajará-Mirim. L'expression reste imprécise. Au détour d'un entretien on se rend parfois compte que c'est tout le Brésil qui est évoqué par ce terme. Que le colosse de soit ainsi réduit à n'être que la bande frontalière de la Bolivie en surprend plus d'un.

**LEGUA**

Unité de mesure de distance

Elle est utilisée lors de l'époque coloniale et plus tard en Amérique Latine. La lega bolivienne vaut, selon Ballivián, 5,572 km (Ballivián, 1901). Je l'ai dans le texte, généralement arrondie à 5,5 km. La taille de la *legua* est variable en fonction des lieux et des époques (entre 4,5 et 6 km, selon Jean-Claude Roux).

**MONTE**

Forêt

Le *monte* désigne la forêt et la campagne, lorsqu'elle est plus sauvage que le *campo*, domestiqué. Vivre dans le *monte*, c'est accepter de se soumettre à une série de contraintes imposées par le milieu naturel et la faiblesse des aménagements. Les routes d'accès sont difficiles, l'électricité est fournie par un générateur (à condition d'avoir de l'essence), l'eau se trouve dans les rivières etc. Si on n'y est pas né le *monte* est un milieu difficile. Les conditions sont différentes entre les scientifiques et les

colons partis défrichés la forêt, mais tous les disent : on entre dans le *monte*, on sort du *monte*. *Entrar, salir*. On ne peut faire que des incursions dans cet autre monde. Quand on y est, on se demande comment en sortir. S'enrichir, avoir une maison le long de la route ou dans le village le plus proche, y retourner seulement de temps en temps, à l'époque de la collecte de la *castaña*, voilà le rêve de tout étranger au *monte*.

### MUNICIPE

Circonscription administrative de base. Les municipes sont créés en 1994 dans le cadre de la Loi de Participation populaire. Elles apparaissent pour la première fois dans le recensement de 2001. La Bolivie compte 314 municipes.

### PAITITI

Lieu mythique où se seraient réfugiés les derniers Incas

« Nom d'une région amazonienne située à la hauteur du confluent des fleuves Madre de Dios, Mamoré et Guaporé » (Bernand, 1993, p. 643). On a cherché le Paititi, la cité perdue des Incas, comme on a cherché l'Eldorado, toujours en vain, sans jamais le trouver. Pour les historiens c'est une contrée imaginaire. Le mythe emprunte quelques traits à l'Eldorado : le Paititi se trouve au milieu d'un lac et on y trouve le temple du soleil et de l'or en abondance.

### PEON

Ouvrier agricole non qualifié. Le *peon* travaille dans des conditions difficiles et dans une relation de forte dépendance à son patron, son chef. Le terme, utilisé dans les *haciendas* andines, a été repris lors du boom du caoutchouc pour qualifier les *seringueiros*.

### PILOTEROS

Contrebandiers du train (Puerto Suárez et Quijarro). Les *piloteros* sont les petits contrebandiers qui transportent des petites quantités de produits de contrebande achetés au Brésil pour être revendus à Santa Cruz.

### PUNA

Milieu écologique de la montagne andine. La puna est l'étage écologique situé entre le matorral de transition et les déserts d'altitude. La végétation est composée de graminées en touffe. Le climat y est très rude (en raison du froid et de la sécheresse).

### RECENSEMENT

Les recensements en Bolivie. La Bolivie, comme les autres états sud-américains, dispose d'un assez bon appareil statistique. Le vingtième siècle a

connu cinq recensements à des périodes de plus en plus rapprochées : 1900, 1950, 1976, 1992 et 2001. Les trois derniers sont des recensements qui s'intéressent à la population et à l'habitat. Les études comparatives entre ces différents recensements sont parfois rendues difficiles pour deux raisons : le processus de scissiparité des entités administratives, qui changent les cadres de références, et le changement des données étudiées.

### SERINGALES

Zone d'exploitation du caoutchouc

### SERINGUEIROS

Collecteurs de caoutchouc. L'expression est utilisée en Bolivie, comme au Brésil. Le *seringueiro* est l'ouvrier qui va récolter quotidiennement la sève de l'hévéa, en empruntant l'*estrada*, sente de la forêt qui relie tous les arbres en exploitation dont il a la charge.

### TAWANTINSUYU

Empire inca. Terme d'origine quechua, qui signifie quatre territoires (*tawa* = quatre et *suyu* = territoire). L'empire inca était divisé en quatre régions, qui correspondaient plus ou moins aux quatre points cardinaux : le Chinchaysuyu : la province du Nord, le Kuntisuyu : la province de l'ouest, l'Antisuyu : la province de l'Est et le Qollasuyu : la province du sud (qui correspond au nord de la Bolivie actuelle). Le Tawantinsuyu correspond à l'union de ces quatre territoires, eux-mêmes constitués comme des confédérations d'*ayllus*, dont le centre était Cusco. Le système colonial se réappropria cette organisation territoriale, ce qui lui permit de contrôler rapidement et sans difficulté l'ensemble de l'empire.

### TOTORA

Herbacée aquatique. On la trouve sur les bords du lac Titicaca, comme sur les bords du lac Poopó. Ses usages sont multiples, mais le plus connu est la fabrication des embarcations traditionnelles sur le lac, les *balsas*.

### TUPI GUARANI

Peuple originaire du sud de l'Orient bolivien. Les Tupi Guarani ou Guarani sont le plus important groupe ethnique de l'Orient. 0,57% de la population bolivienne de plus de 6 ans utilisent le guarani comme langue courante.

### YUCCA

Nom latino-américain du manioc

## SIGLES ET INSTITUTIONS

### ALADI

Association latino-américaine pour l'intégration  
Fondée en 1980, l'ALADI a pour objectif de réaliser un marché commun latino-américain. Les membres fondateurs sont : l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Mexique, le Paraguay, le Pérou et l'Uruguay, auxquels vinrent s'ajouter la Colombie, l'Équateur, la Bolivie et le Venezuela. En 1999, Cuba devient le douzième pays membres.

Site officiel : <http://www.aladi.org/>

### ALCA

Zone de libre échange des Amériques

En 1994, les États-Unis proposent aux pays américains la création d'une zone de libre échange « de l'Alaska à la Terre de Feu ». L'objectif était de parvenir à l'ouverture complète des marchés avant 2005. Mais les négociations ont échouées. Les pays latino-américains reprochaient aux pays du Nord leur vision unilatérale et uniquement commerciale de l'accord.

Site officiel : <http://www.ftaa-alca.org/>

### ADN

Action démocratique nationale

Parti politique fondé en mars 1979 par Hugo Banzer, dans le contexte d'une vie politique bolivienne agitée où les fausses élections alternaient avec les vrais coups d'États. Le parti occupait la niche électorale de droite, laissée vacante par le système des partis politiques boliviens, tous de gauche. Il défendait un idéal social-chrétien, tout en prônant un rôle actif de l'armée. En 1997 Banzer devient président grâce à un accord avec d'autres partis. L'ADN est devenu un parti populaire, tout en gardant l'image d'un parti efficace. Ses mots d'ordre restent : ordre, stabilité, travail et famille.

### ANAPO

Association des producteurs d'oléagineux de Santa Cruz

L'association a été fondée pour défendre les intérêts des producteurs d'oléagineux de la région de Santa Cruz. Elle assure un encadrement technique aux producteurs et produit de nombreuses études qualitatives et quantitatives sur ce secteur.

### BID

Banque Interaméricaine de développement

Née en 1959, la BID est la plus ancienne et la plus importante des banques régionales de développement. Bailleurs de fonds pour les projets de développement, elle soutient aussi les programmes d'intégration régionale. En Bolivie, en 2003, les prêts de la BID ont atteints 223,8 millions de dollars (2,9% du PIB).

Site officiel : <http://www.iadb.org/>

### BOLFOR

Projet de gestion durable de la forêt en Bolivie

Le projet BOLFOR a été créé grâce à USAID en 1993. Pour promouvoir une gestion durable de la forêt bolivienne plusieurs chantiers ont été lancés : encadrement technique pour la rédaction d'une nouvelle loi forestière, création d'un centre d'accreditation écologique (*sello verde*) et soutien, à l'échelle locale, aux municipalités et aux communautés pour la création de zone d'exploitation forestière de gestion durable.

Site officiel <http://bolfor.chemonics.net>

### CAF

Corporation andine de développement

Organisme financier rattaché à la CAN qui octroie des prêts pour des projets ayant été reconnu d'utilité publique par les pays andins membres de cette institution.

Site officiel : <http://www.caf.com>

### CADEX

Chambre des exportateurs de Santa Cruz

La CADEX est une institution puissante du département qui milite en faveur de l'ouverture économique du département. Elle produit de nombreuses études sur les principaux secteurs d'activités cruciéniens et tente de défendre la position de la Bolivie dans le cadre de l'intégration sud-américaine.

Site officiel : <http://www.cadex.org>

### CAN

Communauté andine

La CAN est une organisation régionale composée par la Bolivie, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et le Venezuela. Ses différentes institutions constituent le Système andin d'intégration (SAI) et oeuvrent toutes à la réalisation d'une intégration de l'aire andine.

Site officiel : <http://www.comunidadandina.org>

### CIDOB

Centrale indigène des peuples de l'Orient

La CIDOB est fondée en 1982. A l'époque elle est constituée par les peuples Guaranies, Chiquitaños, Guarayos et Ayoreos. Son action principale concerne la lutte pour le territoire. Elle aide les groupes indigènes à monter des projets pour obtenir une TCO sur leur espace. En 1990, « la Marche pour le droit à la dignité et au territoire » est la première action importante du mouvement.

Voir <http://www.cidob-bo.org>

### CNLC

Conseil national de lutte contre la contrebande

Créé en 2004 il se donne pour mission de lutter contre la corruption de la douane, principale cause de la contrebande et de développer le « contrôle social », c'est-à-dire d'inciter à la dénonciation volontaire des faits de contrebande par la population locale.

### COA

Contrôle des opérations de douanes

La COA est une unité d'élite dépendant de la douane. Elle a été créée en 1999 pour lutter contre la corruption de la douane et freiner la contrebande. Les membres de la COA, issus de la police nationale, reçoivent un salaire supérieur à 1000 dollars par mois. Cela n'a pas été totalement efficace puisque, entre 1999 et 2003, 9 membres de la COA furent démis de leur fonction pour corruption. Reste que, dans le même laps de temps, plus de 6000 opérations ont été effectuées – elles donnèrent lieu à l'arrestation de 856 contrebandiers.

### CPSC

Comité civique pro-Santa Cruz

Le comité est né vers 1950 alors que des grands changements se préparent pour le département. Le Comité est à la fois « porte-parole du département auprès du gouvernement national et médiateur en son sein » (Lacombe, 2004). A partir de 1982, le retour de la démocratie impose au comité de changer ses modes actions. « Très habile, le Comité œuvre

sur deux fronts. D'un côté il formule un 'sujet régional' auquel doit pouvoir s'identifier l'habitant de Santa Cruz, et parallèlement, il renforce le réseau d'institutions qui lui fournit une capacité d'action locale et nationale. Ces ressources idéologiques et organisationnelles assureront sa permanence au fil des années à venir. » (Lacombe, 2004)

### CSTUCB

Confédération syndicale unie des travailleurs paysans de Bolivie

Puissant syndicat de l'Altiplano bolivien qui milite pour un meilleur partage du foncier. Ses membres sont proches du MIP, le parti de Felipe Quispe.

### DEA

« Administration » anti-drogue

Le bureau de la DEA en Bolivie dépend de l'ambassade états-unienne de La Paz (mais ils ont aussi des représentants à Cochabamba, Trinidad et Santa Cruz). Avec 114 agents, la Bolivie constitue le deuxième plus grand bureau à l'étranger de la DEA. Sa mission est de soutenir la FELCN et d'organiser des opérations. Entre 1998 et 2002 l'ensemble des opérations ont abouti à l'arrestation de 1206 personnes et la prise de 5,39 tonnes de cocaïne pure.

Site officiel : <http://www.usdoj.gov/dea/>

### ENFE

Entreprise nationale des chemins de fer  
Voir ci-dessous.

### F.O.S.A

Entreprise orientale des chemins de fer

L'entreprise nationale des chemins de fer a été vendue en deux morceaux en 1996 : ENFE *red oriental* et ENFE *red occidental*. Avec les actifs du réseau oriental on monta une nouvelle entreprise, EFO. Elle gère deux voies de chemin de fer : Yacuiba – Santa Cruz et Puerto Suarez - Santa Cruz. Comme pour toutes les entreprises privatisées, 50% du capital a été conservé par l'État bolivien. Les 50% du capital privé sont passés de mains en mains. D'abord détenu par une entreprise chilienne (Cruz Blanca), le capital a été racheté en 2000 par Genese et Wyoming, une entreprise états-unienne et par des fonds de pensions nord-américains. A cette occasion EFO est devenue F.O, *Feroviara Oriental*. Le fait que la seule voie de communication entre la frontière sud-est et Santa Cruz soit détenue par des étrangers devait accroître, lors des nombreuses crises, la méfiance des usagers envers ce service.

Site officiel : <http://www.fcosa.com>

### FELCN

Forces spéciales de lutte contre le narcotrafic

Unité spéciale de la police bolivienne qui se consacre à la lutte contre le narcotrafic. Extrêmement indépendante, même au sein de son corps d'origine, elle reçoit la majeure partie de son financement de la DEA. Les officiers et soldats sont, grâce à ce soutien états-unien, l'aristocratie de l'armée : mieux payés, mieux équipés, ils jouissent aussi de prérogatives énormes.

### FONPLATA

Fond financier pour le développement du bassin de La Plata

Le fond financier pour le développement de la Plata intègre tous les pays qui partagent ce bassin hydrographique – Argentine, Bolivie, Brésil, Paraguay et Uruguay. Son siège est à Santa Cruz. Il a pour but de financer des projets destinés à la mise en valeur de l'axe Paraguay-Paraná comme axe économique et corridor de transport.

Site officiel : <http://www.fonplata.org>

### IIRSA

Initiative pour l'intégration dans la région sud-américaine.

L'IIRSA a été créé à l'initiative de Brasília pour promouvoir un schéma d'aménagement régional des infrastructures de transport en Amérique du Sud. 10 corridors d'intégration prioritaires ont été identifiés. En plus des 12 pays d'Amérique du Sud, le BID, la CAF et Fonplata participe à cette institution.

Site officiel : <http://www.iirsa.org>

### INRA

Institut national de Réforme Agraire

L'institut est fondé en 1953 pour accompagner la redistribution des terres et une occupation plus équilibrée du territoire national –via la colonisation agricole. L'INRA est le seul organisme habilité à distribuer de la terre en Bolivie. Aujourd'hui, son action principale vise à effectuer un nouveau cadastre des terres afin de consolider la propriété foncière (les cas de superposition de propriétés sont fréquents) L'achèvement de ce processus, devrait permettre de délimiter l'ensemble des terres appartenant à l'État qui pourront alors faire l'objet de projet de colonisation.

Site officiel : <http://www.inra.gov.bo/>

### I.V.A

Impôt sur la valeur ajoutée

L'impôt sur la valeur ajoutée est l'équivalent de la TVA française. Il n'a pas, pourtant pas son ancienneté et sa reconnaissance. Aussi dans les villages de la frontière, et ailleurs en Bolivie, nombreux sont ceux qui oublient de l'acquitter.

### MAS

Mouvement pour le socialisme

Parti dirigé par Evo Morales, le leader des *cocaleros*, arrivé en seconde position des élections générales d'août 2002 (21% des voix). Le MAS lutte contre la globalisation et le modèle néolibéral. Son vivier électoral se trouve dans le Chaparé, auprès des *cocaleros*, mais sa capacité de mobilisation dépasse largement cette base : ouvriers, classes moyennes des grandes villes, indigènes de l'Orient, sont de plus en plus nombreux à adhérer au programme de ce parti, qui verrait bien son leader futur président de la République bolivienne (en 2006)

Voir : <http://www.masbolivia.org/>

### MERCOSUR / MERCOSUL

Marché commun du Cône Sud

Union douanière créé en 1991 entre le Brésil, l'Argentine (tous deux déjà liés depuis 1985), le Paraguay et l'Uruguay. Ses objectifs étaient à l'origine économiques : libre circulation des biens et des services, circulation facilitée des personnes, établissement d'un tarif extérieur commun, coordination des politiques macroéconomiques et l'harmonisation des législations des États membres. Depuis 1996 la Bolivie et le Chili sont associés à cette union.

Site officiel : <http://www.mercosur.org.uy>

### M.I.C

Manifeste international de charge

### MIP

Mouvement indigène Pachakuti

Parti politique qui représente la nation aymara. Il a été fondé en 2001 et doit tout à son chef charismatique : Felipe Quispe, dit *El Mallku* - le condor. En 2002, le parti avait recueilli 18% des suffrages dans le département de La Paz, ce qui en faisait la 6<sup>ème</sup> force politique du pays. Installé dans les institutions républicaines, le parti n'a pas, pour autant, cessé de chercher ouvertement la confrontation avec la Bolivie « blanche et métisse ». Son objectif à terme est de reconstituer le *Kollasuyo* où les communautés

traditionnelles andines pourront vivre sur la base du troc dans un socialisme primitif. Bien représenté dans ses bases traditionnelles, autour du lac Titicaca, le MIP a une capacité de mobilisation bien moindre que le MAS d'Evo Morales car son discours est moins fédérateur.

### MNR

Mouvement nationaliste révolutionnaire

Le mouvement de la Révolution Nationale est un parti politique créé entre 1936 et 1944. Son arrivée au pouvoir en 1952 engage la révolution nationale. C'est une révolution non marxiste caractérisée par : la réforme agraire, la nationalisation des mines, la réforme de l'enseignement. Parce que c'est le parti de la Réforme agraire, le MNR dispose d'une base électorale importante dans les campagnes.

### MNC – L /NACION CAMBA

Nation Camba ou Mouvement de libération de la Nation Camba

La Nation camba est une organisation politique, indépendante du Comité Pro Santa Cruz, mais lié à ce dernier. La nation camba, selon eux, « représente 30% de la population bolivienne sur 70% de son territoire » Leur but affiché : accéder à l'indépendance, par une voie pacifique en s'appuyant sur le principe reconnu par l'ONU du droit à l'autodétermination. En attendant l'heure de l'indépendance, ils combattent toutes les formes de colonisation interne, c'est-à-dire la migration des andins.

Site officiel : <http://www.nacioncamba.net/>

### PNUD

Programme des nations unies pour le développement

Le PNUD est fort présent en Bolivie. Ses axes principaux d'intervention sont : aide aux institutions étatiques (douanes, cours électoral etc.); programme de développement humain ; prévention des crises et protection de l'environnement. Tous les ans le PNUD produit également une étude fort complète sur le développement humain en Bolivie.

Voir : <http://www.pnud.bo/webportal/>

### P.O.P

Plan de développement de la propriété agricole.

Outre les travaux de cadastre, qui définissent la superficie précise et le bornage de la propriété, le P.O.P précise l'utilisation qui va être faite de la terre. Il recense également les moyens de production, le nombre d'employés et la distance à la ville. Cet instrument doit permettre de lutter contre la spéculation foncière qui immobilise de grandes tenures de terre en Bolivie. Chaque propriété doit en effet démontrer, grâce à son P.O.P qu'elle remplit « sa mission économique et sociale », condition de son maintien, selon loi INRA de 1996.

### PTJ

Police judiciaire technique

### SEMENA

Service d'amélioration de la navigation amazonienne

Le service s'occupe principalement d'améliorer la voie d'eau Ichilo – Mamoré, via l'habilitation de nouveaux ports fluviaux. Sa création a été rendue possible grâce à un prêt de la coopération belge.

### SNC

Service national des routes

Il est en charge de la définition et de la construction des nouvelles routes. Depuis la loi de décentralisation administrative de 1995, la responsabilité du réseau routier (départemental et communal) a été transférée aux départements et aux municipes. Depuis cette date, le SNC ne

garde qu'une fonction générale de planification du réseau routier national et de contrôle sur tous les chantiers routiers exécutés dans le pays. Le haut niveau de corruption du SNC avait obligé à recourir à l'*institutionnalisation*.

Voir : <http://www.snc.gov.bo/>

### TCO

Territoire communautaire d'origine.

Les TCO sont « les espaces géographiques constituant l'habitat des peuples et communautés autochtones et originaires, auxquels ils ont eu traditionnellement accès et où ils maintiennent et développent leurs propres formes d'organisation économique, sociale et culturelle, de manière à assurer leur survie et leur développement.» (art 41.5 de la loi INRA de 1996). C'est l'INRA, seul organisme habilité à distribuer de la terre, qui est chargé de la reconnaissance des TCO. Le processus de titularisation d'une TCO est long, compliqué et onéreux. Il est d'autant plus difficile que les indigènes ont parfois du mal à s'imposer politiquement à la tête des municipes. (voir Lacroix, 2005). 13 TCO ont été officiellement reconnus en 2004 et 46 sont en voie de titularisation.

### UJC

Union Juvénile crucénienne

Bras armé du comité Pro-Santa Cruz et de la Nation Camba, ces brigades juvéniles sont de toutes les bagarres. Un seul mot d'ordre justifie leur coups de poing « *que se vayan todos* ». Cette union qui professe son amour à la patrie camba, est prête à tout - ce qui est bien utile aux institutions régionalistes plus honorables (lorsqu'il faut faire respecter un *paro civico*, lorsqu'il faut organiser une manifestation etc.)

### UMOPAR

Unité mobile de police rurale

Unité dépendante de la FELCN. Les membres de l'UMOPAR sont spécialisés dans les patrouilles dans les zones rurales. A l'origine, présents uniquement dans le Chaparé, dans les Yungas et à Trinidad, ils ont, en 2002 bénéficié d'un financement états-unien pour la construction de trois nouvelles bases (dans le Pando et dans le Beni).

### UDAPD

Unité d'analyse de la politique de défense de l'Etat

### UDAPEX

Unité d'analyse de la politique extérieure de l'État.

### VIPFE

Vice Ministère de l'investissement public et des financements extérieurs

Le VIPFE organise l'investissement public dans divers secteurs économiques d'intérêt général. Il s'agit, d'une part, des services directs à la population (éducation, santé, services de base, administration du territoire, protection de l'environnement) et, d'autre part, des infrastructures et équipements qui servent de support au développement économique (le transport, le commerce, l'énergie, l'agriculture etc.). Ce Vice-ministère gère aussi la distribution de l'aide internationale (En Bolivie, la part des financements extérieurs dans les dépenses publiques est de 50,4% en moyenne entre 1990 et 1999).

Voir : <http://www.vipfe.gov.bo>

### YPBF

Yacimientos Petroliferos Fiscales Bolivianos, Gisements pétroliers d'État bolivien

La Bolivie nationalise en 1936 ses réserves pétrolières. A cette occasion YPBF est créé sur les décombres de la Standard Oil of Bolivia. Entre 1976 et 1980 un déclin de la production témoigne de l'incapacité de la compagnie nationale YPFB à produire seule, faute de capitaux comme de

moyens techniques avancés. En 1996 l'État rompt avec sa politique d'indépendance énergétique et privatise les actifs de YPFB (loi sur les hydrocarbures, du 30 avril 1996). La compagnie nationale ne disparaît pas totalement. Les 18 compagnies qui exploitent en Bolivie doivent créer un joint-venture avec YPFB qui assure ainsi une fonction de contrôle et de représentation de l'État.  
Voir : <http://www.yxfb.gov.bo/>

# INDEX

*J'ai pris le parti d'organiser l'index en différents thèmes. L'index des lieux géographiques s'imposait. Le deuxième index rassemble en une même catégorie les « hommes en groupes » qu'il s'agisse d'ethnies, d'institutions internationales et nationales, de partis politiques, d'entreprises ou d'administrations. On verra donc cohabiter dans le même lexique le FMI et les Aymaras, le MNR et les Jésuites, le Mercosur et les Conquistadores, sans plus de logique que celle de cet unique critère « du groupe ». Le troisième index reprend l'ensemble des acteurs : personnages historiques, politiques, auteurs, personnes interviewées etc. Le quatrième index correspond à l'ensemble des événements que j'ai choisi de référencer. Il n'est pas, contrairement à ce que l'on pourrait croire, une chronologie exhaustive des dates marquantes de l'histoire bolivienne. Certaines dates fondamentales, pour n'avoir pas été mentionnées dans le texte général n'apparaissent pas dans l'index. Enfin le dernier index, plus maigre, correspond aux « concepts » que j'ai mis en œuvre pour décrypter la réalité bolivienne.*

## INDEX DES NOMS DE LIEUX

- 18 de Noviembre (Guayaramerín), 379
- Abuná, 162, 170, 252, 351, 488, 536, 542, 562
- Achacachi, 179
- Açores, 224
- Acre, 70, 76, 117, 159, 187, 203, 204, 216, 247, 250, 251, 252, 340, 342, 416, 437, 440, 468, 472, 474, 477, 479, 483, 492, 501, 519, 526, 532, 552, 558, 565, 580, 593, 595
- Aéroport international « Anibal Arab », 134
- Aguapei, 235
- Aguas Blancas, 144
- Aire naturelle de gestion intégrée San Matías, 510
- Albuquerque, 242
- Alegre, 235
- Allemagne, 69
- Altamira, 468
- Altiplano, 9, 10, 44, 61, 64, 84, 89, 97, 101, 105, 108, 120, 128, 135, 159, 181, 186, 190, 192, 303, 317, 329, 349, 352, 364, 399, 463, 501, 502, 540, 546, 548, 549, 552, 558, 599, 601, 609
- Amazonas, 468
- Amazonie, 12, 106, 129, 130, 194, 213, 235, 238, 263, 308, 477, 574, 590
- Amazonie, 10, 27, 42, 61, 85, 95, 106, 108, 179, 186, 211, 218, 241, 248, 255, 262, 492, 564, 604
- Amazonie bolivienne, 438, 440, 450, 529, 537
- Amazonie péruvienne, 439, 528
- Amazonie sud-occidentale, 593
- Amérique, 27
- Amérique du Sud, 9, 126, 134, 173, 216, 389, 431, 443, 449, 468, 471, 503, 528, 554, 572, 574, 577, 580, 597
- Amérique Latine, 9, 69, 115, 122, 182, 219, 273, 277, 480, 492
- Amsterdam, 78
- Andes, 10, 12, 13, 61, 161, 208, 211, 308, 443, 463, 519, 540, 546, 548, 549, 586, 592, 597, 598, 609
- Andes – Pacifique, 165
- Andes boliviennes, 398, 544
- Angasmayo, 86
- Angleterre, 440
- Antilles, 178
- Antofagasta, 77, 123, 135, 193
- Apolobamba, 228, 284
- Arequipa, 186, 591
- Argentine, 69, 70, 73, 87, 105, 106, 111, 119, 126, 134, 135, 138, 144, 145, 165, 168, 181, 194, 354, 404, 443, 449, 479, 546, 554, 574, 578, 580, 588, 597, 604
- Arica, 81, 82, 87, 131, 141, 148, 398, 441, 575, 590, 591
- Arroyo Concepción, 272, 275, 297, 343, 401, 404, 435, 466, 535, 542, 551
- Asie, 218
- Assis Brasil, 170, 187, 244, 501, 506, 522, 595
- Asunción, 164, 349, 611
- Atacama, 118
- Atlantique, 27, 106, 128, 130, 131, 190, 193, 194, 247, 417, 431, 573, 575, 610
- Audience de Buenos Aires, 81
- Audience de Charcas, 65, 66, 77, 78, 79, 81, 82, 86, 89, 102, 164, 228, 232, 347, 350
- Audience de Cusco, 82
- Audience de Quito, 91
- Avenue Arce, 470
- Bahia, 224
- Bahia Negra, 247
- Balsemão, 242
- Bañados d'Izogues, 257
- Barcelos, 468
- Baures, 542, 602
- Belém, 231, 235, 242, 243, 262, 410
- Belgique, 69, 440

- Beni, 30, 42, 67, 68, 95, 106, 161, 168, 170, 172, 185, 191, 194, 196, 204, 241, 244, 259, 281, 301, 305, 315, 319, 340, 351, 370, 372, 406, 422, 428, 468, 529, 531, 544, 559, 582, 605, 615
- Beni (rio), 186, 250
- Béring, 218
- Bermejo, 106, 138, 144, 148, 165
- Bioceanico, 502
- Bôa Viagem, 242
- Bolpebra, 29, 64, 170, 181, 187, 204, 316, 383, 500, 501, 502, 506, 522, 547, 552, 562
- Bolsón de Rapirrán, 488, 491, 493, 494, 513
- Boyube, 144
- BR 163, 590, 592
- BR 319, 353
- BR 364, 244, 353, 372, 386, 590
- BR 429, 372
- Brasiléia, 405, 441, 493, 525, 526, 527, 534, 549, 556, 565, 593
- Brasília, 106, 108, 474, 479, 581, 591
- Brésil, 14, 15, 64, 66, 69, 87, 88, 106, 111, 126, 132, 135, 139, 140, 141, 165, 168, 172, 180, 181, 187, 205, 212, 215, 223, 225, 239, 252, 254, 281, 439, 443, 448, 449, 464, 466, 480, 580, 597
- Buenaventura, 443, 444
- Buenos Aires, 78, 81, 83, 92, 167, 181, 201, 237, 574
- Cáceres, 296, 317, 359, 534
- Cachuela Esperanza, 29, 67, 248, 250, 302, 351, 374, 580
- Cajamarca, 174, 177
- Calama, 51, 56
- Californie, 184
- Callao, 349
- Calle Beni, 186
- Camiri, 604
- Campo Grande, 316, 343, 400, 526, 580, 611
- Canada, 442, 471
- Canal Tamengo, 196, 430, 442, 448, 449
- Cananea, 477
- Cap de Bonne Espérance, 223
- Cap de l'Alpha et de l'Oméga, 210
- Cap Vert, 477
- Capixaba, 180, 493, 525
- Cap-Vert, 223
- Caraïbes, 12, 115
- Caranavi, 294, 299
- Carmen de la Frontera, 522
- Carmen Rivero Torres, 317
- Casalvasco, 242
- Cathay, 223
- Caupolican, 172, 194, 201, 259
- Cavinas, 185
- Ceará, 248
- Cerrados, 588
- Cerro Mutún, 116, 198, 199
- Cerro Rico, 77, 185
- Cerro San Simón, 29, 192
- Chaco, 61, 73, 140, 165, 186, 193, 196, 211, 218, 227, 228, 255, 259, 323, 574, 602, 605
- Chaparé, 31, 67, 97, 164, 295, 367, 370, 376, 481, 537
- Charaña, 143, 144, 148
- Charcas, 65, 78, 79, 81, 87, 89, 91, 114
- Chili, 53, 56, 70, 74, 77, 82, 106, 111, 113, 123, 126, 130, 135, 138, 139, 140, 143, 144, 148, 204, 400, 480, 486, 507, 514, 580, 586, 597
- Chimba, 193
- Chine, 14, 126, 216, 343, 398, 399, 443, 590
- Chipamanu, 493
- Chiquitanie, 228, 232, 296, 334, 388, 485
- Chiquitos, 29, 82, 91, 163, 168, 186, 196, 227, 228, 237, 241, 263, 349, 605
- Chivé, 168, 310
- Chuquisaca, 63, 78, 79, 83, 87, 163, 164, 190, 537, 540, 604, 608
- Cipango, 10, 178, 223
- Cobija, 27, 63, 64, 134, 145, 148, 167, 170, 171, 179, 186, 187, 203, 204, 252, 261, 271, 272, 280, 294, 301, 305, 310, 315, 316, 319, 323, 332, 337, 339, 363, 374, 376, 377, 379, 381, 382, 383, 385, 400, 401, 405, 407, 411, 416, 423, 425, 438, 440, 441, 448, 451, 452, 474, 487, 493, 494, 501, 502, 504, 506, 523, 524, 525, 527, 529, 536, 542, 548, 549, 555, 562, 593, 604, 615, 619
- Cobija ( port Pacifique ), 193, 203
- Cochabamba, 79, 82, 83, 87, 88, 97, 119, 145, 193, 194, 228, 294, 305, 312, 355, 360, 370, 373, 387, 432, 441, 502, 540, 544, 547, 577, 591, 592, 610, 615
- Cochabamba – Santa Cruz, 167, 609
- Cochin, 224
- Collpa, 144, 148
- Colombie, 9, 10, 12, 27, 53, 70, 95, 113, 219, 372, 443, 444, 528, 580
- Conceição, 242
- Concepción, 296, 323
- Cône Sud, 580, 597
- Congo, 275
- Copacabana, 81, 401, 404, 500
- Cordillère de Los Frailes, 78, 79
- Cordillère des Andes, 27, 82
- Cordillère occidentale, 61
- Cordillère Royale, 161
- Córdoba, 81, 349
- Corixa, 296
- Corixa Grande, 247
- Corridor du nord-est, 590
- Corumbá, 145, 195, 272, 316, 337, 338, 401, 410, 427, 435, 448, 522, 524, 526, 534, 558, 575, 577, 585, 586, 590
- Costa Marqués, 372, 558
- Cotacota, 355
- Cotapata, 294
- Côte atlantique du Brésil, 212
- Cuatro Hermanos, 247
- Cuba, 210
- Cuiabá, 208, 231, 234, 316, 350, 355, 378, 474, 534, 575, 580, 586, 590, 591, 592, 611
- Cuidad Argentina, 87

- Cundinamarca, 177  
 Curiche, 296  
 Cusco, 66, 82, 87, 89, 117, 593  
 Cuyo, 78  
 Cuzco, 174  
 Danemark, 69  
 Darien, 174  
 Desaguadero, 87, 141, 143, 144, 148, 446  
 Désert d'Atacama, 81  
 Détroit de Magellan, 443  
 Dolores, 501, 510  
 Domaine de Castille, 350  
 Dos Pocitos, 138  
 El Alto, 32, 67, 145, 158, 312, 339, 373, 376  
 El Chorro, 301  
 El Sena, 275  
 El Tinto, 299  
 El Tumbador, 449  
 Eldorado, 173, 257, 211, 254, 573  
 Empire du Portugal, 350  
 Empire espagnol, 218  
 Empire Inca, 66, 86, 102, 173, 174, 308  
 Empire romain, 238  
 Epitaciolândia, 525, 549, 565, 593  
 Équateur, 10, 53, 91, 95, 108, 113, 443, 518, 548, 580  
 Espagne, 77, 114, 174, 225, 234  
 Estrada do Pacífico, 244  
 États-Unis, 69, 93, 190, 366, 368, 372, 379, 399, 440, 443, 471, 482, 486, 580, 587, 588, 605  
 Europe, 10, 27, 194, 215, 486, 572  
 Extrema, 501, 595  
 Fortaleza del Abuná, 351  
 Forte Borbón, 243  
 Forte Olímpo, 243  
 France, 27, 214, 440, 534  
 Frederico Roman, 29, 97  
 Frontière Pérou-Bolivie, 375  
 Gaiba, 247  
 Gallo, 113  
 Gange, 178  
 Germán Busch, 48, 195, 338, 426, 522, 537, 540  
*Gobernación de Chavez*, 82  
*Gobernación de Tucumán*, 82  
*Gobernación Manso*, 82  
 Goiás, 242, 262, 588  
 Goiás Velho, 231  
 Golfe de Guinée, 77, 223  
 Grande Chiquitanie, 323  
 Guaira, 82  
 Guajará-Mirim, 170, 315, 355, 434, 558, 559  
 Guaporé, 149, 208, 234, 235, 237, 239, 244, 247, 263, 472, 488  
 Guaporé/Iteñez, 232, 237, 238, 239, 242, 243, 244, 247, 315  
 Guayaquil, 77  
 Guayaramerín, 27, 55, 67, 145, 162, 170, 171, 183, 200, 274, 284, 294, 301, 302, 305, 308, 312, 315, 316, 319, 320, 322, 332, 354, 355, 359, 361, 362, 364, 373, 374, 375, 376, 377, 379, 381, 382, 385, 387, 399, 406, 413, 415, 422, 423, 427, 425, 434, 451, 452, 474, 487, 488, 524, 526, 529, 531, 534, 537, 542, 555, 559, 566, 580, 590, 604, 618, 620  
 Guyane, 12, 176, 213  
 Guyanes, 176, 218  
 Haïti, 115  
 Haut Madidi, 301  
 Haut Pérou, 65, 81, 82, 92, 130, 114, 228, 349, 598  
 Hito Cajones, 144  
 Hollande, 69  
 HongKong, 376  
 Huarina, 144  
 Ichilo, 199, 305, 592  
 Ichilo-Mamoré, 305  
 Ilave, 118  
 île-Brésil, 212, 238, 239, 243  
 Illinois, 69  
 Ilo, 590, 591  
 Iñapari, 375, 522, 595  
 Inde, 224  
 Iowa, 69  
 Iquique, 187, 378, 398, 400, 404, 405, 413, 416, 457  
 Irpavi, 171  
 Isiboro, 531  
 Itacoatiara, 590  
 Italie, 23  
 Itanomas, 232  
 Iteñez, 149, 192, 382, 488, 542, 574, 624  
 Iteñez/Guaporé, 507, 574  
 Ixiamas, 185, 192  
 Japurá, 235  
 Jaurú, 243, 247  
 Jérusalem céleste, 178, 211  
 Juruá, 245  
 Kasani, 144, 148  
 La Gaiba, 161, 196  
 La Paz, 30, 31, 32, 43, 63, 65, 79, 83, 87, 88, 91, 97, 101, 111, 131, 134, 138, 144, 145, 158, 170, 171, 183, 204, 248, 250, 252, 276, 289, 294, 299, 317, 322, 323, 366, 370, 376, 401, 404, 405, 410, 428, 440, 465, 470, 485, 499, 510, 511, 537, 540, 544, 547, 549, 590, 591, 592, 599, 600, 604, 613, 615, 624  
 La Paz – Yungas, 165  
 La Plata, 61, 78, 79, 81, 82, 85, 87, 106, 129, 164, 235, 237, 238, 239, 255, 349, 443, 471, 574  
 La Quiaca, 144  
 Lac de l'Eldorado, 213  
 Lac Titicaca, 61, 66, 79, 81, 82, 85, 89, 102, 103, 117, 119, 141, 145, 148, 404, 446, 597  
 Ladário, 448, 449, 526  
 Lagoa Bonita, 235  
 Lagune Cáceres, 247  
 Las Arenas, 302, 354, 362  
 Las Ganas, 507  
 Leticia, 372  
 Ligne verte, 244  
 Lima, 79, 87, 237  
 Lipez, 78, 548  
 Lisbonne, 241

- Londres, 78
- Loreto, 566
- Luxembourg, 69
- Macizo boliviano*, 10, 102, 103, 189
- Macondo, 465
- Macro-région Est, 613
- Madeira, 64, 194, 203, 211, 234, 235, 239, 242, 244, 250, 351, 574, 590
- Madeira – Javari, 244
- Madeira-Guaporé, 243
- Madeira-Mamoré, 252, 253
- Madidi, 185, 284
- Madre de Dios, 186, 125, 250, 252, 275, 301, 310, 315, 375, 383, 440, 491, 565, 624
- Madrid, 91, 115, 241
- Magdalena, 171, 602
- Mamoré, 26, 106, 162, 168, 193, 199, 211, 250, 305, 315, 355, 361, 372, 387, 399, 434, 488, 592, 620
- Manaus, 200, 248, 337, 372, 405, 434, 457
- Mandioré, 247
- Mangiore, 317
- Manoa, 173, 351
- Manu, 488
- Manuripi, 284
- Matanari, 591
- Mato Grosso, 12, 26, 208, 235, 240, 241, 242, 243, 253, 262, 340, 359, 372, 386, 388, 436, 468, 472, 483, 494, 558, 590, 591, 592, 611
- Mato Grosso do Sul, 316, 340, 388, 472, 588, 590
- Mercosur, 139, 431, 574, 599, 610
- Méridien de Tordesillas, 224, 225, 226, 231, 234, 238, 239, 245
- Mexique, 44, 69, 411, 442, 487, 580
- Miami, 398
- Minas Gérais, 242, 262, 588
- Missiones, 554, 556
- Missions Guaranies, 228
- Missions jésuites de Chiquitanie, 297
- Mojos, 163, 227, 349
- Moluques, 224
- Montero, 332
- Montevideo, 275, 316, 400, 401, 524, 536, 547, 551, 562, 634
- Morro de Buena Vista, 247
- Motacucito, 196
- Moxos, 12, 82, 91, 130, 172, 227, 237, 259, 602
- Moyen-Orient, 114
- Muraille de Chine, 216
- Napo, 180
- Nareuda, 595
- Negro, 234
- New York, 376
- Nice, 115
- Nirvana, 188
- Nobres, 405
- Nordeste, 248
- Nororienté équatorien, 10
- Nouvelle Grenade, 219
- Nouvelle Tolède, 82
- Nova Coimbra, 242
- Nueva Esperanza, 542
- Occident, 463, 519, 537
- Ophir, 178
- Oran, 165
- Orénoque, 210, 213
- Orient, 10
- Oriente, 10, 130, 463, 504, 537
- Oriente équatorien, 188
- Oriente péruvien, 188
- Orthon, 186, 250, 315
- Oruro, 135, 144, 289, 376, 404, 537, 540, 547
- Otuquis, 195, 255
- Pacifique, 52, 77, 82, 105, 106, 122, 128, 130, 186, 194, 218, 349, 398, 399, 417, 440, 443, 457, 575, 590, 592
- Pailón, 299, 446
- Paititi, 12, 176, 226
- Panama, 81, 382
- Pando, 29, 30, 39, 42, 63, 64, 95, 97, 134, 161, 168, 181, 185, 244, 260, 261, 271, 281, 301, 305, 315, 316, 332, 334, 337, 340, 359, 370, 375, 401, 415, 416, 425, 430, 437, 440, 468, 477, 491, 494, 501, 504, 513, 525, 536, 537, 540, 542, 544, 547, 548, 555, 556, 562, 563, 565, 593, 595, 605, 608, 614
- Pantanal, 61, 132, 211, 216, 257, 313, 316, 409, 435, 442, 564
- Paqariqtampu, 117
- Pará, 167, 437, 440, 468, 590
- Paradejo, 274, 365
- Paraguay, 12, 70, 73, 78, 81, 106, 111, 120, 130, 139, 144, 168, 194, 205, 218, 227, 228, 230, 232, 244, 296, 316, 349, 417, 436, 443, 448, 449, 486, 487, 574, 575, 580, 597, 604
- Paraguay (fleuve), 162, 193, 194, 195, 196, 211, 212, 213, 237, 239, 242, 243, 247
- Paraguay-Paraná, 200, 442, 446, 449, 581, 592, 597
- Paraná, 106, 494, 590
- Paranaguá, 590
- Paranaiba, 235
- Parc national Otuquis, 510
- Parc Noël Kempf Mercado, 507, 508
- Pardo, 231
- Parima, 176
- Paris, 115
- Paso fronterizo, 144
- Patagonie, 218
- Pays des Amazones, 176, 211
- Pedro Juan Caballero, 436
- Péninsule ibérique, 226
- Permanbucu, 248
- Pérou, 70, 82, 84, 85, 95, 108, 111, 113, 114, 123, 126, 131, 138, 143, 148, 165, 174, 205, 281, 343, 439, 486, 500, 519, 522, 548, 580, 593, 595
- Philippines, 224, 239
- Pilcomayo, 82, 106, 164, 193, 255, 574
- Pisiga, 143, 144, 500
- Piso Firme, 161
- Plácido de Castro, 401, 524, 525, 551, 556

- Plateau brésilien, 219  
 Plaza Murillo, 31  
*Pocitos*, 144  
 Ponta Porã, 436  
 Porto Esperança, 575  
 Porto Velho, 170, 244, 275, 410, 434, 435, 474, 590  
 Portugal, 69, 70, 225, 234, 235, 477  
 Porvenir, 64, 168, 332, 337  
 Potosi, 42, 77, 78, 81, 83, 89, 91, 102, 103, 114, 115, 119, 185, 208, 262, 289, 308, 350, 366, 459, 540  
 Príncipe da Beira, 232, 242, 243  
 Provinces Unies de La Plata, 84  
 Puerto Acosta, 144, 148  
 Puerto Acre, 159, 261, 308  
 Puerto Aguirre, 200, 592  
 Puerto Alegre, 585  
 Puerto Alonso, 251, 252, 350  
 Puerto Bahia (Cobija), 203, 204, 252, 529  
 Puerto Busch, 55, 161, 196, 198, 199, 338, 610  
 Puerto Heath, 64, 168, 375, 383, 504  
 Puerto Maldonado, 168, 170, 375, 565, 593, 595  
 Puerto Pacheco, 194  
 Puerto Quijarro, 38, 132, 141, 145, 148, 274, 317, 329, 332, 344, 364, 373, 374, 376, 377, 382, 385, 387, 389, 400, 401, 408, 417, 420, 427, 433, 435, 443, 446, 448, 451, 466, 523, 527, 535, 537, 540, 542, 546, 564, 577, 615  
 Puerto Rapirrán, 491  
 Puerto Rico, 186  
 Puerto Suárez, 26, 27, 29, 135, 141, 148, 194, 196, 199, 200, 274, 295, 299, 316, 332, 338, 344, 355, 359, 360, 363, 364, 366, 376, 382, 385, 386, 387, 388, 399, 409, 410, 417, 423, 425, 426, 427, 429, 432, 451, 452, 466, 522, 523, 526, 527, 531, 535, 537, 540, 542, 555, 564, 580, 585, 590, 615  
 Puerto Suárez – Santa Cruz, 592  
 Puerto Suárez/Quijarro, 296, 297, 303, 321, 363, 375, 474  
 Puerto Villarroel, 305, 307, 361, 388  
 Puno, 85, 87, 141, 168, 591  
 Purus, 205  
 Purús, 245, 250, 251  
 Qollasuyu, 82, 99  
 Quito, 65, 87, 177, 231  
 Rapirrán, 488  
 République de l'Acre, 251, 254  
 République de Miranda, 37  
 République du Chaco, 42  
 Réserve extractiviste Chico Mendes, 248, 492  
 Réserve nationale Manuripi, 510  
 Reyes, 250  
 Ríberalta, 67, 168, 170, 171, 186, 204, 295, 301, 302, 305, 310, 315, 332, 337, 354, 376, 425, 438, 440, 474, 504, 529, 537, 604  
 Ríberalta – La Paz, 604  
 Rincon del Tigre, 317  
 Rio Branco, 170, 315, 400, 474, 526, 556, 562, 565  
 Rio de Janeiro, 167, 241, 251, 253, 349, 372, 386, 434  
 Rio de La Plata, 81  
 Rio Grande, 575, 585  
 Rio Lauca, 138  
 Rio Loa, 81, 82  
 Rio Maule, 86  
 Rio Mauri, 138  
 Rio Verde, 247  
 Roboré, 168, 274, 275, 299, 409  
 Rome, 19  
 Rondônia, 216, 244, 313, 340, 342, 372, 385, 386, 434, 472, 558, 588, 590, 620  
 Rosario, 194, 443, 446  
 Route Brasília – Rio Branco, 492  
 Route Cochabamba – Santa Cruz, 295  
 Route Cotopata - Santa Barbara, 293  
 Route La Paz – Chivé -Cobija, 284  
 Route Puerto Suárez – Santa Cruz – Oruro – Arica, 281  
 Route Santa Cruz – Puerto Suárez, 165, 410, 573, 575  
 Route Trinidad – Santa Cruz, 296, 305, 319  
 Royaumes Aymaras, 82  
 Rurrenabaque, 168, 183, 299, 305, 310, 312  
 Sabaya, 144  
 Sacramento, 239  
 Sajama, 61  
 Salar d'Uyuni, 79, 144  
 Salar de Coipasa, 144  
 Salars d'Uyuni, 116  
 Salinas de Garcia Mendoza, 144  
 Salta, 81, 141, 237, 349  
 Salvador, 349  
 Samaipata, 103  
 San Borja, 332  
 San Francisco, 501  
 San Francisco Javier, 232  
 San Ignacio de Velasco, 162, 257, 275, 296, 316, 323, 332, 374, 388, 542, 591  
 San Javier, 257  
 San José de Chiquitos, 225, 232, 296, 299, 316, 332  
 San Lorenzo el Real de la Frontera, 225  
 San Loretto, 595  
 San Matías, 27, 31, 145, 170, 200, 272, 275, 296, 315, 316, 322, 332, 355, 359, 363, 365, 372, 373, 374, 376, 377, 379, 381, 382, 385, 388, 413, 414, 415, 423, 425, 451, 518, 523, 527, 531, 534, 542, 557, 564, 580, 591, 592  
 San Miguel, 232, 257, 580  
 San Pablo, 132, 204, 528  
 San Pablo de Lipez, 144  
 San Pedro d'Atacama, 56, 82  
 San Rafael, 257, 294, 350  
 San Ramón, 296, 386, 602  
 San Simón, 257  
 San Vicente, 145  
 Santa Barbara, 289, 294

- Santa Catarina, 349
- Santa Cruz, 42, 69, 88, 97, 101, 103, 132, 134, 135, 138, 145, 160, 162, 163, 167, 171, 192, 204, 232, 237, 248, 259, 294, 296, 305, 312, 316, 322, 332, 346, 351, 354, 355, 356, 359, 370, 373, 374, 376, 386, 387, 399, 404, 409, 410, 417, 426, 427, 433, 435, 443, 444, 446, 448, 463, 464, 468, 494, 499, 527, 535, 537, 542, 544, 547, 558, 560, 564, 571, 575, 590, 591, 592, 598, 601, 602, 605, 609, 610, 613, 614, 615, 624
- Santa Cruz ( département ), 69, 259, 340
- Santa Cruz ( ville ), 26, 30, 31, 33, 87, 158, 186, 228, 308
- Santa Cruz de la Sierra (*la vieja*), 225
- Santa Fé, 65, 210
- Santa Rosa de Abuná, 232, 237, 242, 275, 351, 374, 494, 504
- Santiago del Puerto, 225
- Santo Mercado, 161
- Santos, 410, 575, 586
- São Francisco, 235, 243
- São José, 242
- São Paulo, 141, 204, 219, 224, 230, 231, 232, 235, 350, 372, 386, 472, 534, 562, 575, 577, 585, 586
- Sécure, 531
- Sénégal, 223
- Serrania de Huanchaca, 372
- Séville, 91, 349
- Sierra Nevada, 184
- Silala, 138
- Solimões, 234, 235
- Sorata, 168, 179
- Sucre, 43, 65, 78, 81, 87, 101, 190, 241, 251, 308, 351
- Sucumbios, 180
- Sud Lipez, 61, 507
- Suisse, 73, 106, 122, 129, 214
- Syrtres, 159
- Tabatinga, 566
- Tacna, 591
- Tahuamanu, 301, 441, 448
- Tambo Quemado, 87, 141, 143, 144, 148, 289
- Tamengo, 417
- Taquari, 231
- Tarija, 42, 79, 83, 88, 101, 139, 181, 228, 287, 289, 540, 582, 604, 608, 614
- Tawantinsuyu, 42, 66, 82, 87, 89, 99, 118
- TCO Yaminahua - Machineri, 492
- Tefé, 245
- Terre de feu, 27
- Terre de la Vraie Croix, 224
- Terre Ferme, *Tierra firme*, 210
- Terre Promise, 189
- Territoire des Colonies, 204, 259, 261, 504
- Thola Kollu, 144
- Tibet, 121, 122, 129
- Tietê, 231
- Tiwanacu, 66, 67, 82, 87, 89, 102
- Tocantins, 106, 235
- Tocantins-Paranaíba, 235
- Todos Santos, 144, 168
- Tordesillas, 208, 222, 477
- Trinidad, 168, 171, 194, 302, 305, 308, 312, 317, 321, 322, 332, 376, 382, 537, 602
- Trinidad (île Caraïbe), 210
- Tripartito, 143, 144
- Tucumán, 78, 79, 81, 164, 228, 237
- Tupiza, 85
- Ubera, 247
- Ultima Thulé, 159
- Union européenne, 449, 590
- Uraba, 174
- Uruguay, 106, 449, 554, 580
- Uyuni, 135, 144
- Vaca Díez, 95, 365, 414, 425, 537
- Várzea Grande, 405, 474
- Velasco, 186
- Venezuela, 12, 70, 210
- Ventilla, 289
- Verde, 507
- Versalles, 161, 488
- Viacha, 144
- Vice-royauté de la Plata, 65, 78, 83
- Vice-royauté du Pérou, 78, 83, 87, 130, 193, 225, 228, 234
- Vila Bela, 67, 241, 351, 500
- Vila Bela da Santíssima Trindade, 237
- Vila Maria do Paraguay, 242
- Villa Busch, 379
- Villa Primero de Mayo (Guayaramerín), 379
- Villamontes, 144
- Villazón, 144, 148
- Viru Viru, 134
- Wari, 82
- Warizata, 31
- Xapuri, 248, 492, 525
- Yacuiba, 138, 141, 144, 148, 165, 305, 343, 362, 404, 604
- Yacuiba – Santa Cruz, 165
- Yapacani, 295
- Yata, 301
- Yucumo, 299, 308
- Yungas, 61, 97, 164, 168, 275, 289, 293, 294, 299, 367, 368, 376
- Yunguyo, 144

## INDEX DES INSTITUTIONS ET DES GROUPES

- 3<sup>ème</sup> district naval du Madeira, 307, 488, 502, 524, 559
- 5<sup>ème</sup> district naval de Puerto Quijarro, 487
- 6<sup>ème</sup> Bataillon de Police Militaire de Cáceres, 355
- 6<sup>ème</sup> district naval de Cobija (ou del Acre), 381, 485, 486, 487, 488, 490, 502, 525
- 8<sup>ème</sup> division de l'armée de terre, 508
- AABSA (Aguirre Agro Bolivia SA), 419
- Académie Royale Carolina, 88
- ADN (Action démocratique nationale), 415, 531
- Aeroeste, 320
- Aérolines VASP, 286
- AeroSur, 303, 305, 320
- ALADI (Association latino-américaine pour l'intégration), 358
- ALCA Zone de libre échange des Amériques, 32, 33, 118, 140, 580
- Amazonas, 320
- Amazones, 177, 213
- Ambassade de Belgique à La Paz, 200
- Ambassade de Bolivie à Brasília, 213
- Ambassade des États-Unis à La Paz, 301, 367, 372, 379
- Ambassade du Brésil à La Paz, 213, 387, 467, 470
- Amérindiens, 218
- Anapo (Association des producteurs d'oléagineux), 444, 446, 494, 495, 592
- Andins, 33, 62, 89, 548, 598
- Aprobusch, 338
- Arawaks, 62
- Armée bolivienne, 30
- Association des éleveurs de Guayaramerín, 377
- Association des éleveurs de la province Germán Busch, 338, 388
- Association des résidents boliviens de Guajará-Mirim, 558
- ATB, 557
- Augustins, 228
- Ayllu*, 119
- Aymaras, 42, 47, 118, 179
- Ayoreos, 161, 317
- Bandeirantes*, 88, 212, 219, 222, 226, 227, 228, 231, 235, 237, 238, 241, 263, 348, 349, 483
- Banque centrale bolivienne, 344
- Banque Mondiale, , 48, 180, 200, 277, 281, 283, 285, 295, 301, 417, 420, 440, 442
- Barracas*, 439
- Bataillon d'ingénierie VI Riosinho de Cobija, 506, 510
- Beneficiadoras*, 440
- Beninois, 544
- BID (Banque interaméricaine de développement), 48, 168, 180, 277, 281, 283, 284, 285, 291, 292, 294, 299, 420, 442, 449, 581, 590
- BOLFOR (Bolvia forest), 186, 200, 339, 387, 544
- Bolivian Syndicate of New York, 252, 253
- Bolivision canal 4, 557
- Brasiguayos*, 443, 486, 494
- Brasivianos*, 442, 480, 491, 492, 493, 494, 514, , 532
- Brésiliens, 370, 378, 442, 490, 491
- Cabriteiros*, 386
- CADEPROF (Chambre nationale pour l'intégration et le développement des provinces frontalières), 428, 429
- CADEX (Chambre des exportateurs de Santa Cruz), 198, 444, 446, 611
- CAF (Corporation andine de développement), 281, 283, 285, 294, 299, 581, 595
- CAINCO Puerto Suárez (Chambre de commerce et d'industrie), 378, 426, 427, 471, 564
- CAINCO Santa Cruz (Chambre de commerce et d'industrie), 199, 600, 601, 610
- Cambas, , 39, 62, 94, 99, 100, 397, 535, 560, 564, 598
- CAN (Communauté Andine des Nations), 57, 131, 132, 140, 443, 580, 581
- CAP SA (Centra Aguirre Portuaria Sociedad Anonima), 417
- Cargill, 419, 431
- Casa de la Contratación, 349
- Casabindos, 79
- Castillans, 174
- Caucheros*, 250
- Central Aguirre, 417, 419, 433, 435, 436, 442
- Centre d'Action Pandinoise, 382, 406
- Centre d'enseignement de l'institut naval, 487
- Centre de développement forestier décentralisé du Pando, 511
- Centre des Diplomates des Hautes Études nationales, 138
- Chambre bolivienne des Hydrocarbures, 586
- Chambre nationale d'industrie, 425
- Chancellerie bolivienne, 131
- Chapacos, 42, 604
- Chiliens, 125
- Chiquitaños, 232
- Chiriguanos, 79, 164
- Cholitas*, 470, 550, 558
- CIDOB (Centrale indigène des peuples de l'Orient bolivien), 265

- COA (Contrôle des opérations de douane), 143, 144, 361, 362, 364, 398, 419, 420, 428, 503
- COBEPAN (Beneficiadora de castaña), 441
- Cocaleros*, 367
- Collas, 42, 62, 82, 94, 99, 101, 119, 212, 338, 395, 396, 397, 399, 404, 406, 407, 408, 435, 450, 451, 464, 535, 546, 547, 548, 550, 551, 552, 556, 557, 560, 564
- Collecteurs de castaña, 397, 437, 438
- Colonne Porvenir, 252, 491
- Comité Civique de Guayaramerín, 200, 363, 365, 381, 382, 425, 427, 428, 434, 531
- Comité civique de Puerto Suárez, 299, 321, 363, 364, 428, 450
- Comité Civique de San Matías, 365
- Comité civique des fils de Guayaramerín, 427
- Comité frontière Guayaramerín – Guajará-Mirim, 559
- Comité intergouvernemental de l'hydro-voie Paraguay-Paraná, 449
- Comité Pro-Santa Cruz, 100, 428, 527, 604, 606, 608, 609, 613
- Comités civiques, 32, 101
- Commission des limites, 110, 111
- Compagnie Nationale Bolivienne de Navigation, 172
- Cône Sud, 625
- Confédération Pérou-Bolivie, 81, 87
- Conquistadores, 12, 113, 173, 174, 177
- Conseil des Indes, 91
- Conseil National de lutte contre la contrebande, 356
- Conseil national des frontières, 505
- Conseil supérieur de la défense nationale, 481, 482, 500
- Conservación Internacional, 507
- Conservateurs, 43
- Consulters, 338
- Contrebandiers, 329, 354, 355, 360, 362, 363, 365, 378
- Coopération belge, 200
- Coopération européenne, 299
- CORDECruz (Corporation régionale de développement de Santa Cruz), 604
- Corporation interaméricaine d'investissement, 442
- Cosnof (Conseil national des Zones franches), 414
- Créoles, 92, 119
- Cristol, 361
- Crucéniens, 238, 571, 591, 598, 609, 613
- CSUTCB (Confédération syndicale unique des travailleurs paysans de Bolivie), 179, 180, 556
- DEA (Administration anti-drogue états-unienne), 271, 283, 368
- DIPROVE (Direction de prévention des vols de voitures), 387, 389, 423
- Diseleros* (contrebandiers du diesel), 362
- Dominicains, 228
- Douane de Cobija, 407
- Douane nationale, 434
- EBR (Entreprise bolivienne de Raffinerie), 305, 315
- École des hautes études militaires, 482
- École Normale pour la formation des maîtres, 44
- Economía on line, 198
- Éducation nationale bolivienne, 42
- Église, 75
- El Deber, 356, 369, 466, 472, 535
- El Diaro, 125, 485
- El Nuevo Dia, 359
- ENFE (Entreprise nationale de chemin de fer), 286
- Entel, 383
- Espagnols, 92, 115, 173, 174, 176, 218, 223, 225, 232, 234, 238, 397
- État-major du peuple, 32, 48
- ExportAcre, 434
- F.O. SA (Chemin de fer orientaux), 274, 275, 286, 356, 359, 364, 365, 422, 444, 546
- FAN (Fondation Amigos de la Naturaleza), 507, 508
- Fédération des Juntas Vicinales de Guayaramerín, 526
- FELCN (Force de lutte contre le narcotrafic), 27, 29, 365, 369, 370, 372, 373, 375, 376, 378, 379, 381, 382, 385, 423, 503
- Feria Bol-Bras, 337, 401
- Fexpo-Pantanal, 613
- FINDESA (financière de développement de Santa Cruz), 417
- FMI (Fond monétaire international), 343, 420
- Fondation José Manuel Pando, 525, 549
- FONPLATA, 199, 449, 581
- Force Navale Bolivienne, 305, 361, 485
- Forces armées, 480, 503
- Français, 574
- Franciscains, 227, 228
- Free Port Terminal Company, 419
- Garimpeiros*, 372
- Gravetal, 442, 446, 450
- Gringos*, 312
- Guabirá (entreprise de raffinerie de sucre), 356
- Hacenderos*, 189
- Hombres y naturaleza, 449
- IBCE (Institut bolivien de commerce extérieur), 198, 446
- IDEC (Conférence internationale pour le contrôle des drogues, 369
- IGM (Institut géographique militaire), 125
- IIRSA (Initiative pour l'intégration de l'Amérique du Sud), 57, 106, 290, 581, 593, 596, 597
- Incas, 66, 86, 117, 213, 366

- INCRA (Institut national de réforme agraire et de colonisation brésilien), 266, 474, 493
- Indiens, 177
- Indigènes, 118, 119
- INE (Institut national de statistique), 487
- INE (Institut national de statistiques), 63, 119, 330, 332, 334, 599
- INRA (Institut national de Réforme Agraire), 29, 179, 316, 527, 544, 546, 547
- INRA (Institut national de réforme agraire) – direction de Cobija, 493, 494, 546, 550, 556
- International Finance Corporation, 417
- Japonais, 442
- Javari, 244
- Jésuites, 177, 212, 223, 226, 228, 230, 231, 232, 237, 247, 250, 296, 348, 349, 350
- JICA (Coopération japonaise), 291
- Judas, 76
- Junte Centrale Révolutionnaire de l'Acre, 251
- Juristes de Sucre, 88
- Katarisme, 32
- KfW (Coopération allemande), 277, 294
- La Patria, 359
- La Prensa, 363, 486
- La Razón, 486
- Libéralisme bolivien, 42
- Libéraux, 43
- Língua geral*, 212
- Lloyd Aero Boliviano, 286, 305, 313
- London Times, 574
- Lupagas, 82
- Machineris, 492
- Mana, 492
- MAP (Madre de Dios – Acre – Pando), 565, 622
- MAS (Mouvement pour le socialisme), 118
- Mennonites, 442, 443
- Mercédares, 228
- Mercosur, 30, 57, 106, 131, 132, 140, 580, 581, 625
- Métis, 119
- Miami House, 435
- Migration de Cobija, 491
- Militaires boliviens, 263
- Minerales et Metales del Oriente, 317
- Ministère de la Défense nationale, 499
- Ministère des affaires étrangères, 111, 490
- MIP (Mouvement indigène Pachakuti), 42, 118
- MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire), 280, 635
- Mission Bohan, 192
- Missionnaires, 222
- MNR (Mouvement national révolutionnaire), 42, 45, 46, 99, 280, 481
- Moxos, 228
- Nación Camba, 604, 605
- Narcotrafiquants, 379, 381, 382, 385
- NAS (division anti-narcotique de l'Ambassade des États-unis), 379
- Nations Unies, 51, 89
- Naturales*, 228
- Odebrecht, 292
- Office central des migrations, 138
- Omaguaca, 79
- Ordre Jésuite de San Ignacio de Loyola, 87, 348
- Pacéniens, 544
- Pandinois, 564
- Paulistas*, 210, 546
- Péruviens, 125, 138, 203, 244
- Petrobras, 305, 464, 583, 586
- Pichicateros*, 430, 437
- Pilotos*, 364, 365, 422
- PMTS (Plan maître des transports terrestres), 281
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement), 118, 323, 334, 420, 449, 611
- Police fédérale brésilienne, 355
- Porteños, 299
- Portugais, 210, 218, 222, 223, 225, 230, 231, 234, 238, 239, 349, 574
- Portugais-Brésiliens, 262
- PTJ (Police judiciaire technique), 138, 379, 503
- Quechuas, 42, 118
- Red Globo, 555, 557
- Red Unitel, 557
- Registre civil de Puerto Suárez, 526
- Registre civil de San Matías, 524
- Royaumes aymaras, 119
- Saborosa, 356
- Sagusa, 492, 513
- San Aurelio (entreprise de raffinerie de sucre), 356
- Sauromates, 177
- Save, 312, 320
- SEMENA (Service d'amélioration de la navigation amazonienne), 200, 590
- Senasag, 139
- Sénat national bolivien, 430
- Sentier Lumineux, 138
- Seringueiros*, 185, 248, 250, 253, 439, 491, 492
- SERNAP (Service national des aires protégées), 506, 507, 510
- Service pastoral des migrants de l'église catholique de Guajará-Mirim, 559
- Shopping China, 435, 436
- Skol, 346
- SNC (Service national des routes), 132, 281, 285, 289, 290, 527, 591, 595
- SNE (Service National de l'éducation), 48, 49

- Société d'Études géographiques et historiques de Santa Cruz, 165
- Société royale de Géographie – Royaume Uni, 111
- Sous-préfecture de San Matías, 534
- Soya, 356
- Super-intendance des transports, 364
- Superintendance forestière, 387, 544
- Superintendance forestière de Cobija, 513
- Tahuamanu, 416, 440, 441, 450
- TAM (Transports militaires), 158, 296, 311, 312, 313, 320, 504
- TLC (Traité de libre commerce Chili Bolivie), 33
- Tocale, 432, 433
- Transitó*, 302
- Tupi-Guaranis, 62, 212
- Tupinambás, 212
- Tupis, 231
- UDAPE (Unité d'analyse de la politique économique), 284
- UDAPEX (Unité d'analyse de la politique extérieure du ministère des relations extérieures et des cultes), 131, 132
- UMOPAR (Unité mobile de police rurale), 295, 372, 379, 382, 383, 385
- Union juvénile de la Crucénité, 33, 51
- UDAPD (Unité d'analyse de la politique de défense, du ministère de la défense nationale), 482
- Université de Rio Branco, 595
- Université du Pando, 416
- Université Jésuite San Francisco Javier, 87
- UNODC (Bureau des Nations-Unies pour la drogue et le crime, 368
- USAID (Coopération états-unienne), 301, 339, 387, 417
- Vice-Ministère des transports et de l'aéronautique civile, 281
- VIMADI (Vice-ministère de soutien au développement intégral), 508, 510
- VIPFE (Vice ministère de l'investissement public et des financements extérieurs), 200
- Williams Companies, 419
- Wiphala*, 118
- Yaminahuas, 492
- YPFB (Entreprise bolivienne nationale des hydrocarbures), 410, 583
- Zofraga (Zone franche de Guayaramerín), 362, 406, 413, 414
- Zoframaq (Zone franche industrielle de Puerto Suárez), 417, 419
- Zofrasmat (Zone franche San Matías), 414
- ZOFRI (zone franche d'Iquique), 143, 398
- Zona Franca Aguirre, 408
- Zone franche de Cobija, 408, 417, 425
- Zone franche de Santa Cruz, 419

## INDEX DES PERSONNES

- Abaroa, Eduardo, 51, 56
- Acha Aguirre, José, , 61, 64, 70, 159, 192, 254, 261, 308
- Aguirre Lavayén, Joaquín, 69, 108, 417, 430, 431, 433, 442, 448
- Aguirre, Lope de, 178
- Aguirre, Manuel, 350, 351
- Aguirre, Miguel, 433
- Albaraccin Millan, Juan, 165
- Alexandre VI, pape, 178, 223
- Almagro de, Diego, 82, 113
- Ancel, Jacques, 21, 215, 216, 330
- Angelis, Pedro de, 189
- Annan, Kofi, 51
- Araújo, Antonio Ferraz de, 232
- Arce Gomez, Luis, 372
- Arce, Aniceto, 135
- Arenales, Jose Idelfonso Alvarez de, 190
- Arias Cuenca, José, 387
- Arisi, Bárbara, 359
- Armentia, Nicolas ( R.P ), 191
- Arze Quiroga, Eduardo, 85
- Atahualpa, 174
- Avaroa, Eduardo, 507
- Badia Malagrida, Carlos, 77, 84, 85
- Ballivián, José, 97, 163, 195, 201, 496
- Ballivián, Manuel Vicente, 204, 259
- Balzan, Luigi, 185
- Banzer, Hugo
- Banzer, Hugo, 131, 283, 367, 372, 415, 442, 531, 578, 585
- Baptista Gumuccio, Mariano, 73
- Barrau Pelaez, Manuel, 409
- Barrientos Ortuño, René, 481
- Belgrano, Manuel, 114
- Belzu, Manuel Isidoro, 84
- Berre, Nilson, 170
- Bertrès, Felipe, 192, 574
- Bethlem, Hugo, 84
- Bohan L, Mewin, 99, 191
- Böhrt, Carlos, 359
- Bolivar, Simón, , 33, 65, 83, 92, 201, 241, 471, 500
- Borges Maggi, Blairo, 591
- Borges, José Luis, 631
- Borries von, Mónica, 414
- Bothelo Gosalvez, Raul, 161, 186
- Bravo, Carlos, 191
- Buarque de Holanda, Sergio, 243
- Burgos, Rafael, 338, 388
- Busch, Germán, 196
- Butch Cassidy, 85
- Caballero, Luis, 376
- Cabral, Pedro Alvarez, 224
- Café Filho, João, 409
- Camacho, Edgar, 591
- Campero, Narciso, 351
- Candide, 176
- Cardenas, Víctor Hugo, 47
- Cardoso, Fernando Henrique, 343, 581, 582, 585
- Carrasco, José, 135
- Carvajal de, Gaspar, 176
- Castro, Placido de, 252, 253
- Chaplin, Charlie, 184
- Charles Quint, 224
- Chaunu, Pierre, 219
- Chávez, Ñuflo de, 430
- Choco, Gonzalo, 426
- Chopehuanca, German, 42
- Christ, 74
- Church, George Earl, 172
- Colomb, Christophe, 178, 210, 223
- Colombo, Freddy, 338
- Conde de Montesclaros, 78
- Cortés, José Domingo, 191
- Cortésão, Jaime, 212, 235
- Costas, Humberto, 479
- Costas, Rubén, 613
- Dalence, José Maria, 69, 129, 192
- Dalenz, Hugo, 417, 436
- Danton, 149
- Danton, Georges, 124
- Dia Velez, 83
- Dias, Bartolomeu, 223
- Didon, 20
- Domingues, Arturo, 358
- Don Mouton, 185
- Eder, Francisco, 232
- Elío, Tomás Manuel, 168
- Encinas, Ramiro, 506
- Escobari Cusicanqui, Jorge, 409, 477
- Estefan, Gloria, 277
- Favre, Léon, 574
- Fawcett H., Percy, 111, 178, 185, 210
- Fernandez de Oviedo, Gonzalo, 114, 173
- Fernandez, Leopoldo, 415, 430
- Fernandez, Léopoldo, 531
- Finot, Enrique, 582
- Flores, Alvaro Marcelo, 382
- Flores, Ana Maria, 428, 430
- Flores, Erik, 374
- François I<sup>er</sup>, 224, 225
- Franqueville, André, 117
- Frias, Félix, 84, 190, 193, 574
- Frias, Tomás, 190, 574
- Fujimori, Alberto, 138
- Galeano, Eduardo, 113, 115
- Galilée, 94
- Gálvez, Luis Rodriguez de Arias, 241, 251, 253
- Gamarra, Agustin, 56, 105

- García Meza, Luis, 367, 372, 609  
 Geffray, Christian, 372, 386  
 Gibbon, Lardner, 243  
 Glassner, Martin Ira, 83, 172  
 Golbery do Couto e, Silva, 106, 472  
 González Quint, José Luis, 351  
 Guachalla, Fernando, 583  
 Guachalla, Luis Fernando, 127, 129, 131, 577  
 Gualberto Villarroel, 305  
 Guevara de la Serna, Ernesto, 85, 359, 528  
 Gumucio Dagron, Alfonso, 479, 485, 521  
 Gusmão, Alexandre de, 212, 234, 235, 239, 477  
 Gutierrez, Carlos, 261  
 Gutiérrez, Eusobio, 194  
 Guzman, Miguel, 446  
 Haenke, Tadeo, 193  
 Henri, dit le Navigateur, 223  
 Hérodote, 177  
 Herredia, José María, 12  
 Homère, 178  
 Hondius, Jodocus, 176  
 Humboldt, Alexander Von, 210  
 Hurtado de Mendoza, Andrés, 164  
 Inca, 174, 177, 366  
 Isabelle la Catholique, reine de Castille et de León, 210  
 João V, roi du Portugal, 237  
 John Kennedy F., John, 14  
 Justiniano, Marco, 361  
 Justiniano, Walter, 359, 362, 381, 382, 425, 428, 429  
 Kattan, Ramón, 414  
 Kattan, Yamil, 414  
 Kempff Mercado, Noël, 372  
 Kirchner, Nestor, 135  
 Kubitschek de Oliveira, Juscelino, 474  
 La Condamine, Charles Marie, 177, 210  
 Lagos, Ricardo, 51  
 Lavandenz Rivera, Alberto, 134  
 Lavandenz Riverar, Alberto, 396, 406  
 Lévi Strauss, Claude, 171  
 Linares, José María, 255  
 Lopez Netto, Felipe, 247  
 Louis XVI, 222  
 Lujan, Eloy, 138  
 Lula da Silva, Luis Inácio, 213, 586  
 Lula, Luiz Inacio Da Silva, 213  
 Mac Clung, Alexandre, 190  
 Machicao Barbery, Alberto, 427  
 Mackinder J., Halford, 106, 483  
 Magalhaes, Miguel, 387, 467  
 Magritte, René, 174  
 Mama Uklo, 66, 117  
 Manku Qhapac, 66, 117  
 Marban, Pedro, 228  
 Massimo d'Angelo, 23  
 Matienzo, 211  
 Mayo, Farig, 547  
 Medici G., Emilio, 14  
 Medrano, Maximo, 351  
 Melgajero, Mariano, 70, 77, 84, 193, 245, 496  
 Mendes, Chico, 492  
 Méndez, Claudia, 382, 406  
 Mendizabal, Santiago, 67  
 Mendoza, Jaime, 10, 73, 77, 78  
 Mendoza, Julio, 479  
 Mendoza, Ricardo, 417  
 Mesa Gisbert, Carlos, 51, 59, 116, 124, 130, 135, 136, 213, 485, 586, 619  
 Molina, Carlos, 440  
 Monbeig, Pierre, 472, 546  
 Moneda, Rafael de la, 232  
 Montés, Ismaël, 195, 196  
 Morales, Carlos, 294  
 Morales, Evo, 32, 49, 366, 587  
 Morón, Carlos, 379  
 Murra, John, 397  
 Mustafa, Roberto, 425  
 Mutran, Benedito, 438  
 Navarrete, Rodrigo, 174  
 Nelkenbaum, Enrique, 441  
 Nicolas Suárez, 544  
 Nixon, Richard, 366  
 Ñuflo de Chávez, 129  
 Nunez de Balboa, Vasco, 174  
 Núñez, Ricardo, 130  
 Oliden, 195, 430  
 Omagua, 177  
 Opi, Juan Jhony, 407  
 Orbigny, Alcide Dessalines D', 61, 116, 160, 172, 190, 259  
 Orellana, Francisco, 12, 176, 177, 178, 184, 231, 262, 308  
 Osborne, Harold, 167  
 Osiris Villegas, 84  
 Ostría Gutierrez, Alberto, 73, 92, 136, 575, 577, 583  
 Ovando Candia, Alfredo, 481  
 Pachamama, 117  
 Palacios, José Agustín, 193  
 Pando, José Manuel, 250, 252  
 Paravicini, José, 251  
 Pardo Montalvo, Edgar, 369  
 Pascal, Blaise, 459  
 Patiño, Simón, 115, 255  
 Paz Estenssoro, Víctor, 45, 55, 278, 294, 409, 481  
 Paz V., Ramiro, 179, 188, 488, 536  
 Paz Zamora, Jaime, 280, 635  
 Pereira, João Gonçalves, 350  
 Pérez, Juan Manuel, 450  
 Pérez, Manuel, 428  
 Pessanha, Cervinando, 434  
 Pinochet Ugarte, Augusto, 84  
 Pizarro, Chelio, 529  
 Pizarro, Francisco, 82, 113, 174  
 Pline, 178  
 Polo, Marco, 10, 178

- Pombal, marqués de. Sebastiao José de Carvalho e Mello, 349
- Quijarro, Antonio, 194
- Quiroga, Jorge, 131, 132, 255, 415, 422, 532
- Quiroga, Oscar, 449
- Quispe, Felipe, 42, 118, 179
- Racua, Bruno, 252
- Raleigh, Walter, 176, 178
- Ramirez, Nemecio, 407
- Ramos, Sebastián, 241
- Ratzel, Friedrich, 21
- Reclus, Elisée, 15, 219
- Reine Victoria ( 1819-1901 ), 84
- Reyes Cardona, Mariano, 263
- Rio Branco, Jose Maria da Silva Paranhos Junior. Barao do, 239, 241, 251, 252, 253
- Rivière, Arnoux de la, 186
- Robles, Ricardo, 431
- Roca, José Luis, 167, 605
- Rocha, Manuel, 587
- Rodriguez, Yuri, 355
- Roi doré, 173, 177, 213
- Romero Loza, José, 69
- Rondon, Cândido, 474
- Rosales, Bismarck, 446
- Rousseau, Jean-Baptiste, 222
- Ruiz, Dick Nelson, 444
- Saavedra Weise, Agustin, 73, 126, 128, 136, 172, 572, 573, 595
- Salomon, 178
- Salvador, Vicente do (Frey), 219
- Sanabria Fernandez, Hernando, 184, 232
- Sánchez de Lozada, Gonzalo, 31, 47, 127, 131, 280, 294, 505, 513, 573, 582, 586, 614, 618
- Santa Cruz, Andrés, 81, 201, 496
- Saramago, José, 110
- Saucedo Gutierrez, Felipe, 359
- Saucedo, Bernardino, 417
- Sautter, Gilles, 466
- Savi, Mauro, 359
- Schrager, Stanley, 379
- Schurz, W.L., 165
- Seoane Flores, Alfredo, 74
- Septúlveda, Luis, 572, 573
- Serrate, Hugo, 379, 381, 534
- Shimokawa, Ricardo, 511, 593
- Shriqui, Edwin, 42
- Siani, Carlos, 337
- Sieyès, Emmanuel Joseph, 124
- Siles Zuazo, Hernán, 481
- Soares de Macedo, José Carlos, 409
- Solers, Ives, 419
- Suárez Arana, Miguel, 194, 195, 417, 430
- Suárez de Figueoroa, Lorenzo, 226
- Suárez, Nicolas, 115, 250, 252, 491
- Suárez, Roberto, 372
- Sucre, Antonio José de, 65, 78, 87, 92, 96, 201
- Taboas, Antonio, 195
- Tamayo, Franz, 43, 67, 100
- Tavares, Raposo, 231, 235
- Teixeira, Pedro de, 231, 235, 262
- Tocale, Felipe, 360, 432
- Tocale, Jorge, 432
- Toledo, Francisco de, vice roi du Pérou, 230
- Toro, David, 202
- Torres González, Juan José, 84, 485
- Torrice, Ramiro, 376, 377, 387, 441
- Travassos, Maria, 106
- Túpac Amaru, 82
- Turner, Jackson, 13
- Vaca de Castro, Cristobal, 174
- Vaca Diez, Antenor, 250
- Vaca, Jorge, 374, 381, 382
- Vargas Llosa, Mario, 50, 518
- Vargas, Getúlio, 575
- Vargas, Hugo, 362
- Varnhagen, Francisco Adolfo, 235
- Vazquez Machicado, Humberto, 224, 477
- Vega Barrenechea de la, Jorge, 479
- Velarde, Maria, 406
- Veloso, Caetano, 554
- Verdesoto, Luis, 481
- Vice Roi Hidalgo de Cisneros, 92
- Vidal de La Blache, Paul, 122
- Viedma de, Francisco, 193
- Viera, Antonio, 14
- Villanueva, P., 185
- Villarroel, Gualberto, 45, 73
- Voltaire, 177
- Zehl, Juan José, 363
- Zeitún López, Said, 428, 429, 430, 434

## INDEX DES EVENEMENTS

- 1488  
Bartolomeu Dias passe le Cap de Bonne Espérance, 223
- 1492  
Fin de *La Reconquista*, 218
- 1493  
Bulles *Inter coetera* pour fixer le partage du monde, 208, 223
- 1494  
Traité de Tordesillas, 223, 224, 477
- 1498  
Troisième voyage de Colomb, 210
- 1500  
Cabral accoste sur la Terre de la Vraie Croix, 224
- 1533  
Conquête du Pérou par Francisco Pizarro, 174
- 1540  
Fondation de La Plata (actuelle Sucre), 82
- 1545  
Découverte du gisement de Potosi, 78, 114  
Fondation de Potosi, 82
- 1548  
Fondation de La Paz, 82
- 1550  
(vers) Boom de la production de coca, 366
- 1559  
Fondation de l'Audience de Charcas, 82
- 1560  
Arrivé de Ñuflo de Chávez dans l'Orient bolivien, 129
- 1561  
Cédule royale définissant les limites de Charcas, 78  
Fixation de la règle des 100 legas pour la définition du territoire de l'Audience de Charcas, 79  
Fondation de Santa Cruz, 164
- 1563  
Concile de Trente, 75  
Fondation de l'Audience de Quito, 91
- 1571  
Fondation de Cochabamba, 79
- 1573  
L'audience de Charcas perd le nord de la région de Cusco, 89
- 1574  
Construction de la première casa de la moneda à Potosi, 114  
Fondation de Tarija, 79
- 1580 - 1640  
Union Ibérique, 225
- 1637  
Expédition de Pedro de Teixeira de Belém à Quito, 231
- 1647  
Expédition de Raposo Tavares, 235
- 1661  
Création de l'Audience de Buenos Aires, 81, 82
- 1718  
Fondation de Cuiabá, 231, 232
- 1719  
Création de la capitainerie de São Paulo, 237
- 1725  
Ouverture de la route terrestre par Goiás, 231
- 1734  
Début de l'exploitation aurifère dans le Mato Grosso, 237
- 1748  
Création de la capitainerie du Mato Grosso, 237
- 1749  
*Mapa das Cortes*, 234
- 1750  
Début des moussons du nord en direction de Belém, 243  
Traité de Madrid, 226, 230, 234, 237, 238, 239, 250, 477, 479
- 1752  
Fondation de Vila Bela da Santíssima Trindade, 237
- 1759  
Expulsion de la Compagnie de Jésus du Portugal, 230
- 1761  
Traité du Pardo, 237, 239
- 1767  
Expulsion de la Compagnie de Jésus des Indes espagnoles, 87, 230, 243
- 1776  
Érection de la Vice-royauté de La Plata, 78, 81
- 1777  
Traité de San Ildefonso, 239, 243, 244, 247, 250, 479
- 1782  
Création des intendances, 81, 91
- 1794  
Libération du commerce avec les colonies, 81
- 1801  
Traité de Badajós, 239

- 1809  
Destitution du Vice Roi de La Plata, 92
- 1816  
Déclaration d'indépendance des Provinces Unies de La Plata, 84
- 1825  
Décret du 9 février, 65  
Indépendance de la Bolivie, 6 août 1825, 65, 163  
Libération du Haut Pérou par le maréchal Sucre, 92  
Occupation de Chiquitos par des troupes brésiliennes, 485
- 1834  
Chiquitos tente d'être intégré au Brésil, 241
- 1841  
Bataille d'Ingavi, 56
- 1842  
Création du département du Beni, 202
- 1843  
Fondation de la *Mesa Topográfica Militar*, 497
- 1859  
*Mapa Linares*, 255
- 1867  
Traité d'Ayacucho, 203, 245  
Traité de paix, d'amitié, de limites, de navigation, de commerce et d'extradition Bolivie Brésil, 244, 245, 496
- 1876  
Fondation de Puerto Suárez, 417
- 1879 - 14 février  
attaque chilienne sur Antofagasta, 123
- 1880-1913  
Boom du caoutchouc, 184, 185, 472, 487
- 1884  
Rapport de Manuel Aguirre sur la présence de l'État bolivien dans l'Oriente, 351
- 1898  
Guerre fédérale, 43
- 1899  
Fondation de la douane à Puerto Alonso, 251  
République de l'Acre, 241, 251
- 1900  
Arrivée au pouvoir des Libéraux, 43  
Transfert des fonctions de capitale politique de Sucre à La Paz, 43
- 1902-1903  
Guerre de l'Acre, 118
- 1903  
Traité de Petrópolis, 55, 76, 131, 165, 202, 252, 491, 575
- 1904  
Traité des limites avec le Chili, 55, 76, 131, 202
- 1905  
Décret Montes pour la colonisation de l'Oriente, 195
- 1908  
Puerto Bahia devient Puerto Cobija, 203
- 1910  
Révolution nationale mexicaine, 44
- 1913  
Crise du caoutchouc, 439
- 1915  
Effondrement des prix du caoutchouc, 254
- 1928  
Accords de Natal entre la Bolivie et le Brésil, 135
- 1932-1935  
Guerre du Chaco, 44, 73, 118, 120, 121, 127, 150, 165, 184, 185, 202, 577
- 1936  
Prise de pouvoir du colonel Toro, 202
- 1937-1945  
Accord de transit ferroviaire Bolivie - Argentine, 165
- 1938  
Création du département du Pando, 64, 202, 468  
Traité de paix, d'amitié et de limites entre la Bolivie et le Brésil, 120  
Traité de relations ferroviaires entre la Bolivie et le Brésil, 135, 165, 575  
Traité du Pétrole entre la Bolivie et le Brésil, 410, 583
- 1943  
Création de l'état du Guaporé, futur Rondônia, 472
- 1952  
Instauration du suffrage universel, 45, 201  
Révolution nationale, 33, 42, 44, 99, 192, 201, 496
- 1953-55  
Réforme éducative, 45
- 1954  
Achèvement de la route Cochabamba- Santa Cruz, 278, 496
- 1955  
Achèvement du chemin de fer Santa Cruz Puerto Suárez, 575  
Code de l'éducation bolivienne, 45, 49
- 1957 -1959  
Lutte régionale pour les 11% à Santa Cruz, 100
- 1958  
Accords de Roboré, 354, 361, 363, 409, 411, 416, 426, 428, 440, 535, 575
- 1960  
Ouverture de la route Porto Velho Cuiabá, 474
- 1964  
Arrivée des militaires au pouvoir, 504  
Coup d'État militaire du général Barrientos, 481
- 1970  
Coup d'État du général Torres, 84  
Plan *poncho verde*, 485
- 1970 (vers)

- Début du front de l'élevage dans l'Acre, 492
- 1971-1978  
Dictature militaire du général Hugo Banzer, 367
- 1979  
Achèvement aéroport international de Santa Cruz, 134
- 1980  
Coup d'État des narco-dollars, 367
- 1982  
Début de la lutte contre la coca, 367  
Retour de l'ordre constitutionnel, 367, 480, 481
- 1983  
Création de la zone franche de Cobija, 415
- 1984  
Puerto Quijarro est déclaré priorité nationale, 419
- 1985  
Fondation de l'université amazonienne du Pando, 565  
Nouvelle politique économique, 344  
Premières élections démocratiques, 367, 460, 499, 577
- 1986  
Début du boom de la castaña dans le Nord, 437  
Scandale de l'opération Blast Furnace, 372  
Crise du caoutchouc dans le Nord, 437, 440
- 1988  
Promulgation de la loi anti-drogue 1008, 355, 369
- 1990  
Arrivée des UMOPAR à Guayaramerín, 385  
Création de la réserve extractiviste Chico Mendes, 492  
Installation de l'entreprise Tahuamanu à Cobija, 440  
Marche pour le droit au territoire et à la dignité, 265
- 1991  
Création de la zone franche de Puerto Quijarro, 419  
Traité d'Asuncion, 131  
Plan de tutelle des frontières (Planfront), 499, 505
- 1991-1997  
Plan pour les Basses terres, 442
- 1992  
Arrivée d'agriculteurs brésiliens à Santa Cruz, 442  
Déclaration d'une zone de libre commerce à Guajará-Mirim, 434  
Ouverture de la route en direction de Cobija, 301, 315, 440  
Recensement national de la population et de l'habitat, 334
- 1993  
Arrivée des premières familles à Bolpebra, 506  
Installation de Gravelal à Puerto Quijarro, 442
- 1994  
Loi de participation populaire, 561, 618  
Plan souveraineté, conservation et développement dans le Pando, 511  
Premier plan Real, 343, 344
- Réforme éducative de 1994, 41, 47
- 1995  
Arrivée des UMOPAR à Cobija, 385
- 1996  
Loi de capitalisation, 286  
Contrat du gaz avec le Brésil, 140  
Entrée de la Bolivie dans le Mercosur, 131  
Les corridors d'intégration bi-océaniques, 281  
Nouvelle loi INRA, 338  
Vote de la loi forestière 1700, 387, 513  
Création de la zone franche de San Matías, 414  
Contrats gaziers Brésil Bolivie, 582
- 1997  
*Plan Bolivia Dignidad* (lutte contre la coca), 283  
Plan HIPIC – *heavily indebted poor countries* - pour la Bolivie, 283  
Arrivée des UMOPAR à San Matías, 385  
PRI (programme de réformes institutionnelles), 420  
*Plan Bolivia Dignidad* (lutte contre la coca), 481
- 1997- 2002  
Présidence de Hugo Banzer, 578
- 1999  
Programme de réforme et de modernisation de l'Administration douanière (PROMA), 420  
Nouvelle loi douanière, 422  
Loi sur les Corridors d'exportation d'énergie, d'hydrocarbures et de télécommunication de nécessité nationale, dite *ley corrazon*, 580  
Achèvement du gazoduc Bol-Bras, 585
- 2000  
Guerre de l'eau à Cochabamba, 367
- 2001  
Fermeture de la zone franche de San Matías pour fraude fiscale, 414  
Opération *Seis fronteras*, 373  
Plan HIPIC II - *heavily indebted poor countries* – pour la Bolivie, 283  
Recensement national de la population et de l'habitat, 334  
Révolte des contrebandiers contre la douane à Guayaramerín, 361, 365, 414
- 2002  
Plan Bolivia 2002, 281, 283  
Plan *Obras con empleo* du MNR, 280
- 2003  
Départ de Goni, 17 octobre, 31  
Guerre du gaz, 42, 116, 134, 135, 586  
Guerre du gaz, octobre, 33  
Le comité civique de Guayaramerín déclare la province Vaca Díez libre de douane, 365
- 2004  
Attaque de la douane à Puerto Suárez, 363  
Création des centres nationales d'attention aux frontières, 503  
Deuxième rencontre interparlementaire Mato Grosso-Santa Cruz, 359

2005

*Cabildo abierto* à Santa Cruz, 608  
Expédition IV Estrada, 591

Anniversaires :

24 septembre, anniversaire de Santa Cruz, 31  
Dia del Mar, 50, 130

## INDEX DES CONCEPTS

---

Auto-identification, 119

Bolivianisation, 536

Bolivianisme, 518

Bolivianité, 102, 548

*boundary*, 14

Confins, 209

Corridors bi-océaniques, 132

Eldorado, 12, 13, 157, 636

État, 519

*finis*, 221*frontier*, 14

Frontière externe, 15

Frontière interne, 15

Frontière naturelle, 238, 263

Frontière turnérienne, 15

Habitat, 359, 360, 365

Heartland, 106

*Horos*, 189

Identité, 122

Isobare politique, 21

Katarisme, 32

*Limes*, 262*Mazico boliviano*, 103, 483*Mediterraneidad*, 55, 126, 471

Membrane périphérique, 21

Mondialisation, 86

Nation, 119, 122, 124, 125

Patrie, 88, 123, 519

*Pax jesuitica*, 230

Péruanisme, 518

Polonisation, 73, 85

Portugol, 434

Primo-contrebande, 354

Syndrome de Potosi, 113, 116, 117, 119

*Tabula rasa*, 227

Talus économique, 339

TCO (territoire communautaire d'origine), 624

*Tierras baldias*, 257

Trafic transfrontalier, 27

*Uti possidetis*, 15, 239, 244, 263, 479*Uti possidetis juris*, 86, 88, 89, 255, 477

Wiphala, 118

# TABLES

## TABLE DES CARTES

Carte 0-1 La population par municipes en 2001 .....	11
Carte 0-2 : Trois ans le long d'une ligne et un peu plus loin .....	28
Carte I-1 : Les pertes territoriales boliviennes .....	58
Carte I-2 : La diversité des milieux physiques boliviens, sous le signe de l'étagement.....	60
Carte I-3 : L'organisation du commerce continental et transocéanique au XVII <sup>ème</sup> .....	80
Carte I-4 : L'évolution du centre de gravité de l'espace national.....	90
Carte I-5 : Triangle central et zone d'ombre du territoire.....	98
Carte I-6 : L'Altiplano stratégique en Amérique du Sud.....	107
Carte I-7 : Les corridors d'exportation .....	133
Carte I-8 : Pourcentage du liseré frontalier .....	137
Carte I-9 : Le commerce officiel, les portes de la Bolivie .....	142
Carte I-10 : Le maillage administratif et les municipes frontaliers en Bolivie.....	146
Carte I-11 : Municipes frontaliers, population totale et migration. ....	147
Carte II-1 : Le réseau ferré, l'Oriente oublié, puis marginalisé. ....	166
Carte II-2 : Pas de routes pour l'Oriente .....	169
Carte II-3 : La migration de l'Eldorado au cours du temps.....	175
Carte II-4 : Puerto Busch, un port souverain sur le Paraguay.....	197
Carte II-5 : L'espace en creux de l'Amérique du Sud .....	217
Carte II-6 : Le maillage administratif de l'Amérique du Sud, au centre les périphéries. ....	220
Carte II-7 : Le bouclier missionnaire dans toute l'Amérique du Sud.....	229
Carte II-8 : Le Guaporé une frontière vive entre Jésuites et <i>bandeirantes</i> .....	233
Carte II-9 : Les <i>bandeirantes</i> et la dilatation de l'île-Brésil.....	236
Carte II-10 : La frontière Sud : « Perdre le Paraguay et garder le Guaporé ».....	246
Carte II-11 : La frontière nord .....	249
Carte II-12 : L'hypertrophie des provinces orientales sur la carte Linares.....	256
Carte II-13 : Mapa Linares .....	258
Carte II-14 : Frontière interne, frontière externe, l'Oriente bolivien dans l'entre-deux.....	268
Carte III-1 : Le Plan Bolivia 2002 et les corridors de 1996 .....	282
Carte III-2 : Les transports terrestres en 2004, à la conquête des frontières. ....	288
Carte III-3 : La route en direction de la frontière Sud.....	298
Carte III-4 : Les routes de la frontière Nord .....	300

Carte III-5 : Les trois réseaux aériens boliviens.....	304
Carte III-6 : La voie Ichilo-Mamoré, en passe d'être marginalisée.....	306
Carte III-7 : Les détours obligés des voyages à la frontière.....	309
Carte III-8 : Organisation du trafic aérien oriental .....	311
Carte III-9 : Densité démographique et réseau routier. ....	314
Carte III-10 : De Puerto à San Matías, par la route du Pantanal .....	318
Carte III-11 : L'arrimage et le recul de la frontière interne.....	325
Carte III-12 : La frontière plus commerciale .....	331
Carte III-13 : La frontière moins agricole.....	333
Carte III-14 : Les municipes de la Grande Chiquitanie.....	335
Carte III-15 : Différence démographique de part et d'autre de la frontière. ....	341
Carte III-16 : Géographie des prises de la FELCN .....	371
Carte III-17 : Les quartiers de la violence à Guayaramerín .....	380
Carte III-18: Carte synthétique du trafic de drogue sur la frontière.....	384
Carte III-19 : Au plus près de la frontière, développement d'Arroyo Concepción.....	402
Carte III-20 : La logique du court-circuit commercial : le cas de Montevideo.....	403
Carte III-21 : Les zones franches en Bolivie.....	412
Carte III-22 : Localisation de Central Aguirre et de la Zoframaq .....	418
Carte III-23 : Produire du soja, l'exporter. ....	445
Carte III-24 : Sur le front du Canal Tamengo, à quelques encablures du Paraguay.....	447
Carte III-25 L'intégration de la frontière dans des espaces plus vastes.....	458
Carte IV-1 : Le Brésil est grand, son voisin tout petit.....	469
Carte IV-2 : Différence de densité de part et d'autre de la frontière .....	475
Carte IV-3 : Les grandes villes des deux côtés de la frontière.....	476
Carte IV-4 : Le Bolsón de Rapirrán et l'invasion brésilienne .....	489
Carte IV-5 : La conscription en Bolivie, l'unité territoriale en action .....	498
Carte IV-6 : Les parcs naturels dans l'Oriente, des glacis contre l'invasion pacifique ?.....	509
Carte IV-7 : Le Plan souveraineté dans le Pando.....	512
Carte IV-8 : Valeur de l'IDH dans les municipes boliviens et brésiliens de la frontière.....	533
Carte IV-9 : Répartition géographique de la croissance démographique 1950-1992.....	538
Carte IV-10 : Répartition géographique de la croissance démographique 1992-2001 .....	539
Carte IV-11 : Part des Andins dans la population des provinces orientales.....	541
Carte IV-12 : Migration en 2001, une évolution différenciée des municipes frontaliers .....	543
Carte IV-13 : La Diaspora pacénienne et beninoise .....	545
Carte IV-14 : Le chemin de fer transcontinental Santos – Arica, les chaînons manquants .....	576
Carte IV-15 : L'intégration boliviano-brésilienne par le gaz.....	584
Carte IV-16 : Les voies d'exportation du soja brésilien, une place pour la Bolivie ?.....	589
Carte IV-17 : Le corridor Bolivie – Pérou – Brésil : la Bolivie évitée. ....	594

Carte IV-18 : Les axes de l'intégration de l'IIRSA et le territoire Bolivien .....	596
Carte IV-19 L'Oriente désintégré .....	603
Carte IV-20 : La media luna.....	607
Carte IV-21 : La macro-région Est.....	612
Carte IV-22 : Image de l'Eldorado frontalier.....	616
Carte IV-23 : Les municipes frontaliers des îlots de prospérité ?.....	617
Carte IV-24 : Les TCO, la frontière éclatée ? .....	623

## **TABLE DES ILLUSTRATIONS**

Illustration 0-1 : Le sans frontiérisme, nouvelle valeur universelle .....	18
Illustration I-1 : Le blason national bolivien.....	104
Illustration III-1 : El Deber en lutte contre la contrebande.....	357
Illustration III-2 : Les prospectus édités par la douane pour informer les contrebandiers.....	421
Illustration III-3 : Tract pour la zone franche de Guayaramerín.....	424
Illustration IV-1 : Photo satellite Bolivie – Brésil.....	473
Illustration IV-2 : Quatrième de couverture du livre de Vazquez Machicado.....	478
Illustration IV-3 : Le Brésil à la conquête de l'Ouest (et de la Bolivie). .....	484
Illustration IV-4 : La capitale du Pando, Cobija, bastion du territoire national .....	530
Illustration IV-5 : Bolivie, pays de contact.....	579
Illustration IV-6 : Deux Bolivies pour le vingt-et-unième siècle ? La vision de Nation Camba.....	606
Illustration IV-7 : La région MAP : Les bouts du monde au centre .....	621

## **TABLE DES PHOTOS**

Photo I-1 : <i>Día del Mar</i> , à l'école .....	153
Photo I-2 : Pose d'une borne frontalière.....	153
Photo I-3 : <i>Consume lo nuestro</i> .....	153
Photo II-1 : Le bon, la brute et le missionnaire.....	269
Photo II-2 : Le passage Junin à Cobija, un témoin du boom du caoutchouc .....	269
Photo III-1 : La route des Yungas : des précipices vertigineux .....	326
Photo III-2 Les camions de soja arrivent à la frontière .....	326
Photo III-3 : Le départ pour Santa Cruz.....	326
Photo III-4 : Les camions de diesel de Guayaramerín à Cobija, via le Mamoré.....	327
Photo III-5 : Les ornières des routes orientales .....	327
Photo III-6 : Les petits couacs de l'aviation orientale .....	327
Photo III-7 : Le petit train de la frontière .....	327
Photo III-8 : Les fourmis de Guayaramerín : la contrebande pour vivre .....	391
Photo III-9 : Les gros bonnets : vivre de la contrebande .....	391

Photo III-10 : Les <i>pistoleros</i> du train Santa Cruz – Puerto Suárez .....	392
Photo III-11 : Dans la zone franche de Cobija, la contrebande a disparu.....	392
Photo III-12 : La cocaïne .....	393
Photo III-13 : et les narco-dollars.....	393
Photo III-14 : Les commerçants collas, des nouveaux acteurs du commerce dans la ville.....	453
Photo III-15 : Montevideo, Bolpebra, des villages qui vivent grâce au commerce. ....	453
Photo III-16 : La frontière débordée, les cholitas au Brésil .....	453
Photo III-17 : La frontière débordée, la Féria Bol-Bras à Corumbá.....	454
Photo III-18 : Réglementer le commerce, une gageure.....	454
Photo III-19 : Le commerce légal.....	454
Photo III-20 : La castaña, nouvelle industrie dans le Pando .....	455
Photo III-21 : La transformation du soja .....	455
Photo IV-1 : Les militaires occupent la place .....	516
Photo IV-2 : Poste militaire avancé sur la frontière, grandeur et misère.....	516
Photo IV-3 : Les <i>soldaditos</i> de la frontière .....	516
Photo IV-4 : Le front de l'élevage de l'Acre .....	517
Photo IV-5 : Les bornes prises dans le front qui avance .....	517
Photo IV-6 : <i>Brasivianos</i> .....	517
Photo IV-7 : Patriotisme frontalier.....	568
Photo IV-8 : Bolpebra, un autre centre de réoccupation bolivienne .....	568
Photo IV-9 : Identité frontalière : Être ou ne pas être tropicalisé.....	569
Photo IV-10 : Identité frontalière : Être ou ne pas être camba. ....	569
Photo IV-11 : D'un bout du monde à l'autre .....	626
Photo IV-12 : Monument à la trifrontière.....	626
Photo IV-13 : L'hydro-voie Paraguay – Paraná.....	627
Photo IV-14 : Le Pantanal .....	627
Photo V-1 : Montevideo.....	635

## TABLE DES FIGURES

Figure I-1 : Le poids démographique fort différent des départements .....	63
Figure I-2 : Des superficies départementales tout aussi disparates .....	63
Figure I-3 : La faible densité de la Bolivie, dans un continent peu peuplé.....	96
Figure I-4 : La croissance de la ville de Santa Cruz à partir de 1952 .....	100
Figure I-5 : Pourcentage des pertes territoriales de la Bolivie .....	139
Figure I-6 : Importance de la contrebande en Bolivie.....	141
Figure I-7 : Provenance des produits de contrebande par voie terrestre .....	143
Figure II-1 : Distance à vol d'oiseau entre certaines villes de la frontière orientale et Santa Cruz et La Paz .....	162

Figure II-2 : Part de la population recensée, « non recensée » et « non soumise » dans le recensement de 1900 par département .....	260
Figure II-3 : Population recensée, calculée et selvatique en 1950.....	260
Figure III-1 : L'investissement public dans le secteur transport entre 1990 et 2002.....	279
Figure III-2 : Augmentation du transport terrestre interdépartemental.....	289
Figure III-3 : Nombre de camions de soja arrivé à Quijarro chaque année .....	297
Figure III-4 : Nombre de passagers transportés sur les lignes aériennes .....	303
Figure III-5 : Distance à vol d'oiseau et distance par la route entre différents lieux de la frontière et La Paz .....	310
Figure III-6: La distance-coût en baisse grâce au transport routier .....	320
Figure III-7 : Les temps de trajet terrestre entre les principales villes de l'Orient et les deux grandes villes du pays .....	322
Figure III-8 : Part de la population active travaillant dans les services commerciaux dans les municipes de la Grande Chiquitanie .....	336
Figure III-9 : PIB par État et par département en 2001 .....	340
Figure III-10 : Le PIB par tête en 2001 permet de nuancer le hiatus .....	342
Figure III-11 : Évolution comparée du real et du boliviano entre 1996 et 2004 .....	345
Figure III-12: Solde commercial réel et officiel en provenance du Brésil .....	358
Figure III-13 : La baisse de la production de cocaïne en Bolivie à partir de 1997.....	368
Figure III-14 : Nombre d'hectare de plantations de cocaïers arrachés en Bolivie.....	369
Figure III-15 : Évolution du potentiel de production de cocaïne des pays andins.....	375
Figure III-16 : Les importations par origine dans la zone franche de Cobija.....	405
Figure III-17 : Répartition par type de produits dans la zone franche de Cobija au mois de janvier et février 2003.....	408
Figure III-18 : Valeur des marchandises importées dans la zone franche de Cobija par mois – entre 1998 et 2003 .....	415
Figure III-19 : Valeur des marchandises importée dans la zone franche de Cobija chaque année.....	416
Figure III-20 : Croissance des exportations de castaña boliviennes : un nouveau boom dans le nord ....	439
Figure III-21 : Évolution comparée de la production de castaña au Pérou, en Bolivie et au Brésil (en milliers de tonnes) .....	439
Figure III-22 : Répartition des importations en provenance de Brasília dans la zone franche de Cobija (mois de janvier et février 2004) – en valeurs. ....	441
Figure III-23 : L'augmentation de la production de soja dans le secteur de Santa Cruz .....	443
Figure III-24 : La croissance du transport de soja de Santa Cruz à Puerto Quijarro. ....	444
Figure III-25 : Le Paraguay avant la route des Andes pour le soja.....	446
Figure III-26 : Croissance de la production d'huile et de farine de soja par Gravelal entre 94 et 2002 (en milliers de tonne). ....	448
Figure IV-1 : Superficie des municipes de l'Acre et de ceux du Pando.....	468
Figure IV-2 : Évolution de la part (en pourcentage) de superficie de soja par nationalité des producteurs dans le département de Santa Cruz. ....	495
Figure IV-3 : Part des Andins de naissance dans la population des provinces orientales .....	540

Figure IV-4 : Répartition de la population vivant dans le Pando et née dans un autre département.....	544
Figure IV-5 : Exportation du gaz bolivien au Brésil en millions de m <sup>3</sup> jour.....	585
Figure IV-6 : Évolution du solde commercial de la Bolivie avec le Brésil.....	587
Figure IV-7 : Évolution du PIB par département (en millions de bolivianos de 1990) : Santa Cruz dépasse La Paz.....	600
Figure IV-8 : Évolution des exportations entre 1994 et 2002 pour quelques produits phares (en milliers de dollars US).....	601
Figure IV-9 : Le PIB par tête des départements en milliers de dollars.....	615

## TABLE DES ENCADRES

Encadré I-1 : La Réforme éducative à l'ombre de la mondialisation.....	47
Encadré I-2 : La géographie au km <sup>2</sup> d'Alfredo Ayala Z.....	68
Encadré I-3 : Repères chronologiques de l'évolution de l'espace national.....	82
Encadré I-4 : De la Nation à la Patrie, propos théorique.....	123
Encadré I-5 : Les chemins de fer, des chevaux de Troie pour permettre l'invasion des voisins ?.....	135
Encadré I-6 : Les routes de la contrebande, la vision de la COA.....	144
Encadré II-1 : Rejoindre Cobija depuis La Paz dans les années 30.....	167
Encadré II-2 : L'exportation de la viande du Beni par avion.....	170
Encadré II-3 : Exemples d'entreprises étrangères de colonisation orientale.....	195
Encadré II-4 : L'île Brésil, un territoire imaginé.....	212
Encadré II-5 : L'absence de l'État à la fin du XIX <sup>ème</sup> , un exemple dans le nord.....	261
Encadré III-1 : Le financement initial du Plan Bolivia.....	283
Encadré III-2 : Les pataches aériennes de l'Orient continuent de sévir.....	312
Encadré III-3 : Le mouvement des deux monnaies nationales.....	343
Encadré III-4 : La contrebande sur la frontière en 1915.....	351
Encadré III-5 : Évolution du trafic de drogue à la frontière Bolivie-Brésil entre 1970 et 2000.....	372
Encadré III-6 : De la feuille de coca à la cocaïne pure.....	373
Encadré III-7 : Narcos contre anti-narcos, le combat inégal.....	383
Encadré III-8 : Les grandes espérances de la zone franche de Guayaramerín (selon son prospectus de présentation).....	413
Encadré III-9 : Les objectifs définis par la CADEPROF dans son règlement provisoire.....	429
Encadré IV-1 : La pauvreté des postes militaires frontaliers, une prise de conscience du ministre de l'intérieur en 1991.....	500
Encadré IV-2 : Le soutien des institutions étatiques brésiliennes aux populations frontalières.....	525
Encadré IV-3 : Les tentatives de renégociations du contrat gazier de 1996.....	586
Encadré IV-4 : La lutte pour les autonomies départementales est lancée par Santa Cruz.....	608
Encadré IV-5 : Les Comités frontières entre 1990 et 2002.....	620

---

**TABLE DES TABLEAUX**

---

Tableau III-1 : Répartition de l'investissement public, la prime donnée aux transports. Un exemple en 1998 .....	278
Tableau III-2 : Réseau routier dans les pays andin, le retard bolivien .....	287
Tableau III-3 : Réseau routier rapporté au nombre d'habitants, le retard bolivien nuancé .....	291
Tableau III-4 : Classement des municipes frontaliers par ordre d'importance de la population active employée dans le commerce. ....	332
Tableau III-5 : La castaña, un nouveau secteur productif pour l'Amazonie bolivienne .....	438
Tableau IV-1 : La mixité d'après les registres civils .....	523

# TABLES DES MATIERES

## 0. INTRODUCTION

<b>Genèse</b>	<b>9</b>
La Bolivie pays résolument andin .....	9
L'Orienté .....	10
Le pays de l'Eldorado .....	12
Une région « frontier » .....	13
De la frontier à la frontière .....	15
<b>Thèse, thèse</b>	<b>16</b>
La frontière n'est pas qu'une ligne ... ..	17
La frontière d'État .....	20
Comment la frontière construit du territoire ? .....	22
La dernière frontière .....	23
<b>Questions de point de vue et de contexte</b>	<b>25</b>
Le discours au cœur de la méthode .....	25
L'expérience du terrain .....	26
La frontière au fil des mots .....	30
Dans le « terrain brouillé de la contemporanéité. » .....	31
<b>Feuille de route</b>	<b>33</b>

## PREMIÈRE PARTIE : RÉSONANCE DE LA FRONTIÈRE AU PAYS DES MYTHES GÉOGRAPHIQUES, LES FRONTIÈRES SONT MAGIQUES.

### Chapitre I: La Bolivie à l'école *L'école des signes*

<b>Introduction</b>	<b>40</b>
<b>I - Quand l'école fabrique du territoire</b>	<b>41</b>
1-1 De l'école qui blanchit à l'école qui bolivianise .....	42
1-1-1 Les libéraux et la mission civilisatrice (1900-1920) .....	43
<i>Les libéraux entendent moderniser le pays.</i> .....	43
<i>Dans le domaine éducatif, faire de l'indien un être rationnel.</i> .....	43
1-1-2 La Révolution de 1952 et le catéchisme territorial .....	44
<i>La Révolution de 52, une révolution nationale en Amérique latine.</i> .....	44
<i>Les révolutionnaires et le catéchisme géographique.</i> .....	45
1-2 La Réforme éducative (1994), fin d'une école passeuse de mémoire ? .....	46
1-2-1 Sous l'influence du néolibéralisme, une école de la globalisation ? .....	47
1-2-2 La résistance têtue aux nouvelles valeurs .....	48
1-3 Les formes du nationalisme territorial à l'école .....	50
1-3-1 Comment le territoire vient aux enfants ? .....	50
1-3-2 Aimer le territoire opprimé .....	52
<b>II - La Bolivie sur les cahiers d'écoliers</b>	<b>53</b>
2-1 Au cœur du continent, un pays méditerranéen .....	54
2-1-1 La centralité vitale ou étouffante ? .....	54
<i>Un pays de confluence</i> .....	54
<i>La méditerranéité bolivienne.</i> .....	54
2-1-2 Les voisins menaçants d'un territoire peau de chagrin .....	55
<i>Les voisins bolivianophages.</i> .....	55

<i>La réduction territoriale</i> .....	57
2-2 L'unité dans la diversité .....	59
2-2-1 Une mosaïque façonnée par la nature.....	59
2-2-2 Un multiculturalisme conventionnel cache la force des régionalismes.....	62
2-2-3 Trouver du liant pour convaincre de l'unité.....	64
2-3 Sous le signe de la permanence, une géographie de la grandeur ... ou de la vacuité ? .....	65
2-3-1 Une géographie des mythes des origines .....	65
2-3-2 Une géographie de la permanence.....	67
2-3-3 Une géographie de la grandeur ou de la vacuité ? .....	68

## Conclusion du chapitre I 70

### **Chapitre II : Maux territoriaux** ***Les non-dits du territoire***

#### Introduction 72

#### I - Du corps supplicié au corps glorieux : la transfiguration du territoire 74

1-1 Les souffrances d'un corps difforme.....	75
1-1-1 Sur les façons de souffrir d'un territoire .....	75
1-1-2 L'anomalie géographique : absence de façade sur le Pacifique.....	76
1-1-3 Une difformité originelle.....	78
1-1-4 De la malformation à la morbidité .....	83
1-2 Le corps glorieux .....	86
1-2-1 La recherche des origines, un jeu difficile.....	86
1-2-2 Les juristes de Sucre et l'uti possidetis juris comme argument existentiel .....	87
<i>Les juristes de Sucre postulent l'existence de la Patrie</i> .....	88
<i>Ils la dotent d'un territoire</i> .....	88
1-2-3 L'audience de Charcas : la référence incontournable.....	89
<i>Pourquoi le Tawantinsuyu ne peut être une référence de l'espace national ?</i> .....	89
1-2-4 Où l'on trouve le corps glorieux.....	91
<i>La Bolivie : une idée latente contenue dans le territoire de l'Audience</i> .....	91
<i>Avoir un territoire, exister</i> .....	93

#### II - De la grande Bolivie à la vraie Bolivie 94

2-1 Contre la Bolivie rêvée, la dureté des faits.....	95
2-1-1 Bolivie pleine, Bolivie vide .....	95
<i>La faible densité, une clef du destin territorial ... oubliée</i> .....	95
<i>Les zones d'ombres du territoire : les régions à la marge de la société</i> .....	97
2-1-2 Le pays des Cambas et des Collas.....	99
<i>Deux Bolivies ?</i> .....	99
<i>Où un manteau d'Arlequin ?</i> .....	100
2-2 La vraie Bolivie, le macizo andino .....	101
2-2-1 La domination de la partie andine dans la construction du mythe national .....	102
<i>« En réalité l'âme de la Bolivie se trouve là, entre le plateau et la montagne »</i> .....	102
2-2-2 Intérêts de la thèse andiniste : une Bolivie indestructible.....	103
<i>La forteresse imprenable</i> .....	105
<i>La Bolivie nécessaire</i> .....	105

#### Conclusion du chapitre II 108

### **Chapitre III : Les frontières magiques**

#### Introduction 110

#### I - *Nuestras fronteras*, quand les frontières protègent 112

1-1 Des remparts contre les rapines .....	113
1-1-1 Le syndrome de Potosi.....	113
<i>Tout commence à Potosi</i> .....	114
<i>Autant de richesses pour rien</i> .....	114
<i>Le syndrome de Potosi</i> .....	116
1-1-2 Contre l'intégration, faire des frontières des remparts.....	117
<i>Dans l'histoire, des frontières passoires ...</i> .....	117
<i>...aux frontières dont on rêve</i> .....	118

1-2 « En ces vases clos la nation fermente » .....	120
1-2-1 Se barricader derrière ses frontières .....	120
<i>Tout commence, après la guerre du Chaco</i> .....	120
<i>L'isolationnisme du Tibet des Andes</i> .....	121
1-2-2 ...et voir surgir une nation .....	122
<i>La nation en défens</i> .....	122
<i>Une nation ou seulement une patrie ?</i> .....	123
<i>Retour aux frontières</i> .....	125
<i>Épilogue : le danger de faire des frontières des prisons</i> .....	126
<b>II – Les clefs de la Bolivie</b> .....	<b>126</b>
2-1 Il faut faire de la Bolivie un pays de contacts.....	127
2-1-1 Comment provoquer l'adhésion ? .....	127
<i>Partir d'un consensus et en faire une vocation géographique</i> .....	128
<i>Brosser un tableau idyllique</i> .....	128
<i>Compter, enfin sur le pouvoir de la pédagogie</i> .....	129
2-1-2 Donner corps à cette théorie.....	131
<i>L'intégration au centre des préoccupations de la Chancellerie</i> .....	131
<i>L'intégration physique, en route ?</i> .....	132
<i>L'intégration à l'épreuve des faits... et de la rue</i> .....	134
2-2 Différentes résonances des frontières .....	136
2-2-1 Représentation de chacune des dyades .....	136
<i>Longueur du liseré frontalier et intérêt que l'on porte à la frontière</i> .....	136
<i>Importance des pertes territoriales et acceptation de la frontière</i> .....	139
2-2-2 Frontières ouvertes ou frontières fermées ? Pour une typologie des frontières.....	140
<i>Différentes capacités d'ouverture</i> .....	140
<i>Frontières vides et frontières pleines</i> .....	145
<b>Conclusion du chapitre III</b> .....	<b>148</b>

### **Conclusion de la première partie Exister n'est jamais certain**

<i>Du nationalisme à la frontière</i> .....	151
<i>D'un mythe à l'autre : l'Oriente dans ses frontières</i> .....	152

## DEUXIÈME PARTIE : LA FRONTIÈRE RÉVÉE L'ESPRIT DES LIEUX, LE TEMPS SUSPENDU

### **Chapitre IV : L'Eldorado**

<b>Introduction</b> .....	<b>157</b>
<b>I – L'Eldorado : un monde à la fin du monde</b> .....	<b>159</b>
1-1 L'éloignement des confins orientaux, fille de la nature .....	160
1-1-1 L'altérité du milieu .....	160
<i>« La forêt était toujours aussi épaisse »</i> .....	160
<i>L'absence d'aménagement renforce la prégnance du milieu naturel</i> .....	161
1-1-2 La distance incompressible.....	161
<i>La frontière à vol d'oiseau</i> .....	161
1-2 La part de l'homme, le monde d'Outre-Andes mis à distance.....	163
1-2-1 L'Oriente à la marge .....	163
<i>La marginalité de l'Oriente, un processus historique</i> .....	164
<i>Le réseau des chemins de fer bolivien, symptôme la marginalisation orientale</i> .....	164
1-2-2 Par les airs plutôt que par terre .....	167
<i>Des routes orientales de mauvaise qualité, un réseau ténu</i> .....	167
<i>L'avion, seule clef du désenclavement</i> .....	170
<i>Un espace vide pour accueillir du rêve</i> .....	172
<b>II – L'Eldorado : un monde de richesses infinies</b> .....	<b>172</b>
2-1 Retour sur un mythe .....	173
2-2-1 Généalogie du mythe.....	173

<i>Du roi doré au lieu, du lieu à l'espace sans lieu</i> .....	173
<i>Ceci n'est pas l'Eldorado</i> .....	174
2-2-2 Le visage d'un mythe.....	176
<i>Au pays de coccagne, tout est sans limite</i> .....	176
<i>Eldorado, réserve d'imaginaire occidental</i> .....	177
<i>Une drôle de relation au temps</i> .....	178
2-2 La profusion édénique .....	179
2-2-1 Un mythe venu des Andes .....	179
<i>La terre grasse</i> .....	179
<i>Les arbres qui donnent du lait</i> .....	181
2-2-2 Un mythe renouvelé par la vogue de la forêt.....	182
<i>« La forêt, c'est encore un peu du Paradis perdu. »</i> .....	182
<i>Les projets d'écotourisme</i> .....	183
2-2-3 Et l'enfer vert dans tout cela ?.....	184
<i>L'amer souvenir du boom du caoutchouc</i> .....	185
<i>Les lendemains qui déchantent des colons</i> .....	187
<i>Les stigmates glorieux des explorateurs d'opérettes</i> .....	188
<b>III – Et l'Eldorado devint un mythe national</b> .....	<b>188</b>
3-1 La Terre Promise à un pays pauvre .....	189
3-1-1 Les lendemains -orientaux- qui chantent.....	190
<i>D'épiphanie en épiphanie, on redit la richesse de l'Orient</i> .....	190
<i>La dernière frontière, un mythe revisitée par la mission Bohan (1942)</i> .....	191
3-1-2 La nature généreuse, argument de la conquête orientale.....	191
<i>Insister sur la nature généreuse</i> .....	191
<i>... pour taire les vrais atouts de l'Orient</i> .....	192
3-2 « La Bolivie se tourna alors vers l'Atlantique » .....	193
3-2-1 La Bolivie aux portes de l'Europe .....	193
<i>L'Atlantique, oui, mais par quelle sortie ?</i> .....	193
<i>Mettre sens dessus dessous le territoire</i> .....	194
3-2-2 Blanchir par l'Est, les projets de colonisations orientaux.....	195
3-3 Variations contemporaines autour d'un mythe.....	196
3-3-1 Puerto Busch : port souverain de l'imaginaire bolivien .....	196
<i>Un port sans route qui fait rêver</i> .....	196
<i>L'Arlésienne du rio Paraguay</i> .....	198
3-3-2 D'autres chimères de la frontière... ..	199
3-4 L'appropriation symbolique de l'El Dorado .....	201
3-4-1 Tout commence par une obsession étatique.....	201
<i>La conquête de l'Est, au cœur des politiques étatiques</i> .....	201
<i>Comment conquérir l'Est ?</i> .....	201
3-4-2 ... qui devient un projet collectif national.....	202
<i>Le transfert psychanalytique du littoral perdu à la frontière orientale</i> .....	202
<i>Une appropriation symbolique de la frontière orientale</i> .....	204
<b>Conclusion du chapitre IV</b> .....	<b>205</b>
<i>La bolivianisation d'un mythe</i> .....	205
<i>Un mythe à l'épreuve du temps</i> .....	206

## **Chapitre V : Les terres du bout du monde : Du fines au limes ?**

<b>Introduction</b> .....	<b>207</b>
<b>I - Les confins</b> .....	<b>209</b>
1-1 Le « complexe » du bout du monde .....	210
1-1-1 L'illusion d'un espace infini .....	210
1-1-2 Les limites du rêve .....	211
1-1-3 L'île Brésil... Dans quel océan ?.....	212
1-2 La redoutable barrière du désert .....	214
1-2-1 Pourquoi les déserts n'ont pas de frontière mais sont des frontières ?.....	214
<i>L'expérience de la frontière, l'odeur du Brésil</i> .....	214
<i>« Le vide reste toujours une limite répulsive, franche, irréfugable. »</i> .....	215
1-2-2 L'espace en creux de l'Amérique du Sud.....	216

<i>Au centre, les périphéries</i> .....	216
<i>Un héritage de la conquête coloniale</i> .....	218
1-3 La figure d'un fines.....	219
<b>II - Trancher du vide, construire une ligne</b>	<b>222</b>
2-1 La ligne de partage du monde.....	223
2-1-1 Tout commence par un quiproquo .....	223
2-1-2 La dialectique de la ligne et du front, déjà .....	225
<i>Un stimulus de la conquête</i> .....	225
<i>Le front en deçà de la ligne</i> .....	225
2-2 Les fers de lance portugais et le bouclier de Dieu.....	226
2-2-1 Réflexions sur les frères ennemis.....	226
<i>La dialectique du bon et du méchant</i> .....	226
<i>Des frères ennemis qui avaient beaucoup à partager</i> .....	227
2-2-2 Le bouclier missionnaire dans l'Audience de Charcas.....	227
<i>Installation de l'Ordre Jésuite à Chiquitos et à Moxos</i> .....	228
<i>Les Jésuites, une force de résistance soutenue par la Vice-royauté</i> .....	228
<i>L'expulsion des missionnaires</i> .....	230
2-2-3 Les bandeirantes.....	230
<i>Des bandeiras de découverte ou de rapines</i> .....	231
<i>... Aux puissantes « moussons » du XVIII<sup>ème</sup></i> .....	231
2-2-4 L'heure des frictions.....	231
2-3 Les chemins de la gloire, et ceux de l'oubli .....	234
2-3-1 La frontière portugaise.....	234
<i>Gagner la bataille des images : les frontières de l'île-Brésil</i> .....	235
2-3-2 À l'ombre des Lumières, les traités fixent la ligne.....	238
<i>Une frontière fort naturelle</i> .....	238
<i>La gloire internationale : l'époque des traités</i> .....	239
<i>L'émergence d'une vision globale du continent</i> .....	240
<b>III – Ce que disent les lignes</b>	<b>240</b>
3-1 La frontière vive portugaise .....	242
3-1-1 Les vaines tentatives de limes.....	242
3-1-2 Une voie commerciale pour frontière.....	243
3-2 1867 : Tenir le Guaporé, perdre le Paraguay.....	244
3-2-1 Les imbroglios de la frontière amazonienne .....	244
3-2-2 La frontière sud, cession de la rive droite du Paraguay.....	247
3-3 1903 : Un train contre une frontière.....	247
3-3-1 Du caoutchouc ... et au milieu passe une frontière.....	248
<i>Le latex bolivien aux Brésiliens</i> .....	248
<i>La rencontre de deux fronts</i> .....	250
3-3-2 Rodomontades boliviennes, agitations des seringueiros et clairvoyance de Rio Branco ?.....	251
<i>La Bolivie, mais rien d'autre</i> .....	251
<i>La guerre de l'Acre n'aura pas lieu</i> .....	252
<i>Une question de points de vue</i> .....	253
<i>Une perte territoriale bien acceptée en Bolivie</i> .....	253
3-4 La frontière vide bolivienne .....	254
3-4-1 Un territoire méconnu étouffant de nature.....	255
<i>La méconnaissance</i> .....	255
<i>Le vide étouffant de la nature, une terre en attente de territorialisation</i> .....	257
3-4-2 Les sauvages, une terre en attente de bolivianisation.....	259
3-4-3 L'absence de l'État, la clef des espaces orientaux.....	261
<b>Conclusion du chapitre V</b>	<b>262</b>
<i>La frontière du Brésil</i> .....	262
<i>Comment cette frontière est-elle acceptée en Bolivie ?</i> .....	263
<i>Retour sur les bords mystérieux de la frontière</i> .....	264
<b>Conclusion de la deuxième partie</b>	
<b>La frontière dans l'entre-deux</b>	
<i>Comme le dieu Janus</i> .....	265
<i>Frontière interne, frontière externe</i> .....	267

## TROISIÈME PARTIE : LA FRONTIÈRE VIVE FORCES DU CHANGEMENT, RÉSISTANCES AU CHANGEMENT

### Chapitre VI : La frontière animée

<b>Introduction</b>	<b>274</b>
<b>I – La décennie 90 : une véritable politique des transports</b>	<b>277</b>
1-1 Les piliers de la politique d'aménagement	277
1-1-1 Priorité aux routes	278
<i>Les transports au cœur des politiques de développement économique</i>	278
<i>La primauté donnée aux routes</i>	279
1-1-2 Intégrer le pays, l'intégrer dans le cône sud	280
<i>2002 : Priorité à l'intégration nationale Sud-Nord</i>	280
<i>1996 : Intégrer la Bolivie dans le cône sud, priorité aux corridors Est-Ouest</i>	281
1-2 Les mesures phares, à l'ombre des financeurs	281
1-2-1 Des financements internationaux opportuns	283
<i>La Bolivie, pays pauvre, pays sage</i>	283
<i>Le revers de la médaille : le droit de regard des financeurs sur les investissements</i>	284
1-2-2 Les réformes obligées	284
<i>L'institutionnalisation du Service national des routes</i>	285
<i>La privatisation des entreprises nationales de transport</i>	286
1-3 La petite révolution des transports	286
1-3-1 Ce n'est pas encore parfait	286
1-3-2 ... mais les progrès sont certains	287
<i>L'apparition d'un réseau routier</i>	287
<i>La croissance exponentielle des volumes transportés par voie terrestre</i>	289
1-3-3 Problèmes structurels, problèmes en suspens	289
<i>Le retard de la Bolivie, conséquence d'une politique tout chemin de fer tardivement abandonnée</i>	289
<i>La difficile réforme du SNC</i>	290
<i>Les routes, otages des révoltes politiques</i>	290
<i>« La construction d'une route en Bolivie n'est jamais justifiée »</i>	291
<b>II - L'amélioration du réseau de transport oriental</b>	<b>292</b>
2-1 Les passages Andes-Orient	293
2-1-1 La route des Yungas	293
<i>De la route de la mort</i>	293
<i>... À la route la plus chère du monde</i>	294
2-1-2 « L'axe central » en voie de restauration	294
<i>Un axe en piteux état</i>	294
<i>Une lueur d'espoir</i>	295
2-2 Du pied des Andes à la frontière	295
2-2-1 En direction de la frontière sud-est	296
<i>La route vers San Matías</i>	296
<i>Le corridor d'intégration bi-océanique, état des lieux</i>	297
2-2-2 La longue route en direction de la frontière Nord-est	299
<i>La traversée de l'Orient de Rurrenabaque à Riberalta</i>	301
<i>La route de Cobija, ouverte en 1992</i>	301
<i>La route de Riberalta à Guayaramerín</i>	301
2-3 Le recul de l'avion, signe des temps nouveaux	301
2-3-1 Question de méthode : Comment mesurer l'augmentation du trafic terrestre ?	302
2-3-2 La baisse du transport aérien témoigne de l'intégration physique de la frontière	303
<i>Moins de personnes sur les lignes aériennes orientales</i>	303
<i>La réorganisation de l'offre aérienne</i>	305
2-3-4 Quand le transport fluvial est aussi menacé par la route	305
<b>III – Rejoindre la frontière et ce qu'il en coûte</b>	<b>307</b>
3-1 Les chicanes obligées des voyages à la frontière	308
3-1-1 Les détours des chemins orientaux	308
<i>Routes impossibles, crochets obligatoires</i>	308
<i>Le vol des oiseaux et l'âpre rugosité de la terre</i>	310
3-1-2 Et l'avion ne fait pas des lignes droites	310

3-2 Tant de routes restent à faire .....	313
3-2-1 La frontière hors-réseau .....	313
3-2-2 La faiblesse des transports intra-orientaux .....	315
<i>Lorsqu'il faut compter sur les routes brésiliennes</i> .....	315
3-3 Le coût de la distance .....	319
3-3-1 La distance-coût réduite .....	319
<i>La distance-coût en baisse, presque partout</i> .....	319
<i>Seule exception, l'ensemble Puerto Suárez/Quijarro</i> .....	321
3-3-2 La distance-temps allongée par l'utilisation de la route .....	321
<b>Conclusion du chapitre VI</b> .....	<b>323</b>
<i>Être loin ... différemment</i> .....	323
<i>La frontière à l'avant du front de l'intégration</i> .....	323
<i>La mesure de la déconnexion Oriente - Frontière</i> .....	324

## **Chapitre VII : Vivre au bord d'un talus économique (I)**

### ***La tentation de l'illicite***

<b>Introduction</b> .....	<b>328</b>
<b>I – La frontière, front avancé du commerce</b> .....	<b>330</b>
1-1 La frontière du commerce .....	330
1-1-1 Une spécialisation économique .....	330
<i>À la frontière, on commerce plus qu'ailleurs</i> .....	330
<i>Même à l'échelle locale la spécificité des municipes frontaliers se laisse entrevoir</i> .....	334
1-1-2 Le commerce, activité motrice des municipes frontaliers .....	336
<i>Le secteur commercial n'est pas ce qu'on croyait, qu'il était</i> .....	336
<i>Le commerce, une « base économique » des municipes de la frontière</i> .....	337
<i>Le commerce, un moteur économique</i> .....	337
1-2 Vivre sur le bord d'un talus .....	339
1-2-1 La métaphore du talus (et son ambiguïté) .....	339
<i>Le talus, une formidable pente qui accélère les échanges</i> .....	339
<i>Le différentiel frontalier nuancé</i> .....	342
<i>La pente est à double sens</i> .....	342
1-2-2 Les aléas de la vie sur le bord d'un talus .....	343
<i>L'effet taux de change</i> .....	343
<i>Quand le Brésil s'enrhume, la Bolivie (frontalière) éternue</i> .....	345
<i>Des activités commerciales fortement spécialisées, facteur d'instabilité</i> .....	345
<b>II – Les petits négoce de la frontière</b> .....	<b>346</b>
2-1 Les mémoires d'un anti-monde .....	347
2-1-1 La trilogie frontalière .....	347
<i>L'éloignement, « pas vu, pas pris »</i> .....	347
<i>L'absence de l'état</i> .....	348
<i>Zone de frottement entre deux mondes périphériques</i> .....	348
2-1-2 La contrebande dans la mémoire de la frontière .....	348
<i>Il y a très longtemps déjà, la contrebande de l'argent</i> .....	349
<i>La contrebande du caoutchouc</i> .....	350
2-2 Les marqueurs d'une activité « traditionnelle » de contrebande .....	352
2-2-1 La tradition contrebandière des terroirs frontaliers .....	353
<i>La primo-contrebande : une question de survie</i> .....	353
<i>Evolution de la contrebande : la mise en valeur d'une rente de situation</i> .....	354
<i>La dimension illégale</i> .....	354
2-2-2 La contrebande baisse-t-elle ? .....	356
<i>La lutte nationale contre la contrebande</i> .....	356
<i>Une activité fondamentale des terroirs frontaliers</i> .....	358
2-3 Une activité qui fixe les pratiques frontalières .....	359
2-3-1 Une façon de vivre à la frontière .....	359
<i>Habitus frontaliers</i> .....	359
<i>Lorsque les acteurs changent le spectacle continue</i> .....	360
2-3-2 Les révoltés de la frontière .....	361
<i>Violence, contestation de l'État et culte du particularisme frontalier : l'exemple de Guayaramerín</i> .....	361
<i>À Puerto Suárez les révoltes sont les mêmes</i> .....	363

<i>Ubiquité et permanence des habitus frontaliers</i> .....	364
<b>III – Le narcotrafic</b> .....	<b>365</b>
3-1 Le narcotrafic, ça baisse ou ça change ? .....	365
3-1-1 Objectif « Coca-zéro » .....	366
<i>La coca, d'une plante nationale ... à un problème international</i> .....	366
<i>Une politique résolue de lutte contre la production de coca</i> .....	367
<i>Efficacité de la politique d'éradication des plants : la dignité retrouvée ?</i> .....	368
3-1-2 La lutte contre le narcotrafic .....	369
<i>Organisation du narcotrafic, l'axe central en tête</i> .....	370
<i>Importance relative du narcotrafic à la frontière orientale</i> .....	370
3-2 La vigueur du narcotrafic à la frontière .....	370
3-2-1 Opérations de la force anti-drogue sur la frontière .....	372
<i>Empêcher la transformation de la coca en cocaïne</i> .....	373
<i>La routine ordinaire des anti-narcos à la frontière</i> .....	373
3-2-2 La frontière orientale dans de nouveaux réseaux .....	374
<i>« La Bolivie est un pays de transit de drogue » (doxa officielle)</i> .....	374
<i>Drogue bolivienne + péruvienne = plus de trafic à la frontière</i> .....	375
3-3 Le narcotrafic au centre d'une société de frontière .....	376
3-3-1 Être riches et violents .....	376
<i>Signe extérieur de richesse : tourner autour des places</i> .....	376
<i>Les narcodollars et le commerce</i> .....	377
<i>La violence d'une société de frontière</i> .....	378
3-3-2 Narcos contre anti-narcos, le combat inégal .....	379
<i>Tout le village acquis à la cause du narcotrafic</i> .....	381
<i>En face les anti-narcos ne font pas le poids</i> .....	381
<i>L'action de la FELCN n'a pas été aussi inefficace</i> .....	385
3-4 Activités dérivées du narcotrafic .....	385
3-4-1 Monnaie d'échange .....	385
<i>Le « grand troc » des années 90</i> .....	386
<i>Les cabriteiros de la frontière, évolution d'une activité</i> .....	386
3-4-2 Lorsqu'on connaît les chemins de traverse .....	387
<i>Le commerce illégal du bois</i> .....	387
<i>Les bétails de la frontière</i> .....	388
<b>Conclusion du chapitre VII</b> .....	<b>388</b>
<i>Tout est dans tout</i> .....	389
<i>La relation de la frontière au centre national</i> .....	389

## **Chapitre VIII : Vivre au bord d'un talus économique (II)**

### ***Les difficiles voies de la sagesse***

<b>Introduction</b> .....	<b>394</b>
<b>I - Le commerce des « frères Collas »</b> .....	<b>396</b>
1-1 Une variante commerciale venue des Andes .....	396
1-1-1 Les collas et les cambas, archétypes sociaux .....	397
<i>La cigale et la fourmi</i> .....	397
<i>Les montagnards, de grands voyageurs</i> .....	397
1-1-2 Tradition andine sous les tropiques .....	398
<i>L'importation de produits du Pacifique pour les grandes villes boliviennes</i> .....	398
<i>La route de l'Est</i> .....	399
1-2 Nouvelle logique commerciale, nouvelle inscription spatiale .....	399
1-2-1 Extension de l'arrière-pays commercial .....	399
1-2-2 Élargissement de l'avant-pays commercial .....	400
1-2-3 La frontière débordée .....	401
1-3 Pourquoi les collas assagissent la frontière ? .....	404
1-3-1 Des réseaux familiaux ont transformé la frontière en zone de croissance .....	404
<i>Petite entreprise familiale</i> .....	404
<i>Déplacement des priorités : de la survie à l'enrichissement</i> .....	404
<i>Le cadre national, nouvel espace de référence des Collas à la frontière</i> .....	405
1-3-2 Les voies de la sagesse sont impénétrables .....	406
<i>Les collas n'ont pas été des narcotrafiquants (en général)</i> .....	406

<i>Les Collas ont profité des narcodollars</i> .....	407
<i>Les Collas rentrent facilement dans le rang</i> .....	407
<b>II - Faire de la contrebande un privilège frontalier</b>	<b>408</b>
2-1 Un privilège ancien : les accords de Roboré (1958).....	409
2-1-1 Les accords de Roboré règlent des questions bilatérales variées.....	409
2-1-2 Les accords sur le commerce frontalier.....	410
2-2 La création de zone franche : réussites et errements.....	411
2-2-1 Le fiasco des zones franches.....	413
<i>La zone franche de Guayaramerín : vide puis attaquée</i> .....	413
<i>La zone franche de San Matías : pôle actif de contrebande</i> .....	414
2-2-2 Les zones franches réussies.....	415
<i>Les privilèges de Cobija</i> .....	415
<i>À Puerto Suárez et Quijarro le succès est plus relatif</i> .....	417
2-3 Petits arrangements frontaliers.....	419
2-3-1 Les tentatives de la douane pour s'améliorer.....	419
<i>Se moderniser</i> .....	420
<i>Communiquer</i> .....	420
<i>Négocier</i> .....	422
2-3-2 Les accroc à la loi douanière, dans l'urgence des révoltes.....	422
2-4 Les propositions déraisonnables des comités civiques.....	422
2-4-1 Un contexte favorable aux demandes frontalières.....	423
2-4-2 Zone franche, objet de désir frontalier.....	423
<i>Les immenses espoirs portés par les zones franches</i> .....	425
<i>Au-delà de la frontière, tout un pays contre les zones franches</i> .....	425
2-4-3 Réaménagements de la fiscalité.....	426
<i>Le plan de la CAINCO de Puerto Suárez</i> .....	426
<i>À Guayaramerín on entend fédérer les provinces frontalières</i> .....	427
<b>III – Quand les grands n'ont plus peur d'approcher la frontière (épilogue provisoire)</b>	<b>430</b>
3-1 Le filon commercial, l'exploiter de façon légale.....	432
3-1-1 Renouveler la contrebande traditionnelle.....	432
<i>Le supermarché Tocale à Puerto Suárez</i> .....	432
<i>ExportAcre, quand les Brésiliens entendent profiter de la manne commerciale</i> .....	434
3-1-2 Des « shopping center » de luxe pour les Brésiliens.....	435
<i>Comme les commerçants collas</i> .....	435
<i>Le shopping center de Central Aguirre</i> .....	435
3-2 Fabrication à la frontière.....	437
3-2-1 La castaña : les Boliviens en tête.....	437
<i>"Nous sommes les victimes d'une catastrophe naturelle, un cyclone qui s'appelle Bolivie"</i> .....	438
<i>Tahuamanu, une usine ISO 9002 à Cobija</i> .....	440
3-2-2 La filière soja, une grand réussite.....	442
<i>Exporter le soja par le Paraguay, une idée vieille qui fait peau neuve</i> .....	442
<i>Gravetal, une des toutes premières entreprises du pays est sur la frontière</i> .....	446
<b>Conclusion du chapitre VIII</b>	<b>450</b>
<i>Qu'est ce que la sagesse, au juste ?</i> .....	450
<i>Pourquoi la sagesse devrait l'emporter ?</i> .....	451
<b>Conclusion de la troisième partie</b>	
<b>Une frontière intégrée peut-elle rester rebelle ?</b>	
<i>Les formes de l'intégration, la portée de la frontière</i> .....	456
<i>De paradoxes en paradoxes</i> .....	457
<i>Le changement dans la continuité</i> .....	459

QUATRIÈME PARTIE : UN TERRITOIRE À LA LIMITE.  
AU-DELÀ DE LA FRONTIÈRE, LE TERRITOIRE RECONSTRUIT

**Chapitre IX : La frontière en défens**  
*Mythes et réalités autour d'une frontière débordée*

<b>Introduction</b>	<b>465</b>
<b>I - Le syndrome de l'éléphant</b>	<b>467</b>
1-1 Le Brésil est grand, son voisin tout petit	467
1-1-1 Le Brésil est grand, son voisin est petit	467
<i>La Bolivie, comme un état du Brésil</i>	468
<i>La Bolivie, comme une vendeuse de cacahouètes</i>	470
1-1-2 La capacité d'étouffement du Brésil	470
« <i>Le Géant de l'Amérique</i> »	471
<i>La peur de l'asphyxie, une constante bolivienne revisitée</i>	471
1-2 Le Brésil, un pays en conquête	472
1-2-1 La conquête de l'ouest brésilien	472
« <i>Il faut tamponner le désert</i> »	472
<i>En face, la capacité à tamponner est fort réduite</i>	474
1-2-2 « <i>Le Brésil est là où sont les Brésiliens</i> »	477
<i>Le Brésil ne respecte pas l'uti possidetis juris de 1825</i>	477
<i>Le Brésil, la force d'une pensée géopolitique en action</i>	479
<b>II - Les véhicules de l'angoisse</b>	<b>480</b>
2-1 Les militaires et leurs relais	480
2-1-1 Pourquoi les militaires s'en prennent-ils au thème de la frontière ?	480
<i>À la recherche de leur utilité sociale, les militaires trouvent la défense des frontières</i>	481
<i>Quelques effets secondaires bénéfiques</i>	481
2-1-2 Paranoïa militaire	482
<i>La frontière orientale dépeuplée est à la merci du Brésil expansionniste</i>	482
<i>Figures et arguments de cette thèse militaire</i>	483
2-1-3 Les relais dans la société civile	485
2-2 Exemple : la question des « Brasivianos »	486
2-2-1 « <i>L'invasion pacifique</i> »	487
<i>L'invasion pacifique, un état des lieux militaire</i>	487
<i>Une invasion pas si pacifique</i>	490
2-2-2 Réalité de l'invasion pacifique dans le Pando	490
<i>Moins de « Brasivianos » que les militaires le pensent</i>	491
<i>Le terme d'invasion n'est pas justifié</i>	491
<i>Les Brasivianos sont de pauvres collecteurs</i>	493
<i>Les défauts de l'appareil d'état bolivien expliquent en partie la permanence des Brasivianos</i>	493
2-2-3 Les vrais Brasivianos ne sont pas où on les attend	494
<i>À Santa Cruz, les Brésiliens sont venus cultiver le soja</i>	494
<i>Des Brésiliens qui font bonne figure</i>	495
<b>III - L'incapacité ancienne à calmer l'angoisse de dépossession territoriale</b>	<b>496</b>
3-1 L'action des militaires est difficile à la frontière orientale	496
3-1-1 Les militaires penseurs de l'unité territoriale et de la défense des frontières	496
<i>Les militaires, penseurs et créateurs d'une unité territoriale</i>	497
<i>La défense des frontières</i>	499
3-1-2 La difficile mise en défens de la frontière	499
<i>Les Postes Avancées militaires, la défense de la frontière en action</i>	500
<i>La grave question des transports réduit la capacité d'action des militaires</i>	501
<i>Le manque de moyens pour accomplir la mise en défens</i>	502
3-2 Nouvelles orientations de la politique militaire à la frontière, nouveaux échecs ?	503
3-2-1 L'armée et la défense des frontières : la volonté de créer des frontières vives	503
<i>Armée et colonisation</i>	504
<i>Le Planfront des années 90 et les autres plans</i>	505
<i>Au quotidien, les militaires soutiennent les civils</i>	506
3-2-2 La stratégie du glacis territorial	506

<i>Limite de cette politique : déléguer aux ONG environnementalistes.....</i>	507
<i>Les militaires tentent de reprendre un certain contrôle.....</i>	508
<i>Le plan Soberanía du Pando, un exemple de dérive de la stratégie militaire.....</i>	511
<b>Conclusion</b>	<b>513</b>
<b>Chapitre X Les sentinelles de la bolivianité</b>	
<b><i>Permanence et mutation de l'être bolivien frontalier</i></b>	
<b>Introduction</b>	<b>518</b>
<b>I– Entre la mère patrie et la mère nourricière</b>	<b>520</b>
1-1 Vivre à l'ombre du Brésil.....	521
1-1-1 Du commerce à l'échange : la porosité d'une frontière.....	521
<i>Du commerce à l'échange.....</i>	522
<i>Mixité des populations, société de frontière, société métisse ?.....</i>	523
1-1-2 Dans les terres éloignées, nouer des relations transfrontalières.....	524
<i>Utiliser les mêmes services sociaux de l'État brésilien.....</i>	524
<i>Une mentalité commune forgée par l'éloignement... ..</i>	526
<i>... et portée par les vieux frontaliers.....</i>	527
1-2 Rester bolivien envers et contre tout.....	527
1-2-1 Contre l'État bolivien, et l'état d'abandon.....	528
<i>Les frontaliers prennent à leur charge les angoisses des autres.....</i>	528
<i>Dans une situation d'abandon, ils se font sentinelles.....</i>	531
1-2-2 Vivre dans le mépris ordinaire forge le caractère.....	532
<i>Être pauvre et misérable... ..</i>	532
<i>En tirer une certaine fierté.....</i>	535
<b>II – La bolivianisation des terres de la frontière</b>	<b>536</b>
2-1 - L'arrivée des hommes nouveaux.....	537
2-1-1 La fin des frontières vides ?.....	537
<i>Vague de migration de l'Orient à sa frontière.....</i>	537
<i>Migrer, depuis où ?.....</i>	540
2-1-2 Des migrants en quête de l'Eldorado frontalier.....	542
<i>La migration frontalière est instable dans le temps, changeante dans ces lieux d'élection.....</i>	542
<i>Mobilité intra-frontalière, caractéristique d'un front pionnier commercial.....</i>	546
2-2 Bolivianisation, les nouveaux acteurs.....	546
2-2-1 Expressions de l'identité colla et bolivianisation.....	547
<i>La vigueur du sentiment national colla.....</i>	548
<i>Être ou ne pas être tropicalisé.....</i>	549
2-2-2 Bolivianisation et morphologie frontalière.....	550
<i>Le paradoxe colla : plus d'échanges créent moins d'échanges.....</i>	550
<i>Agents de bolivianisation en Bolivie.....</i>	551
<b>III - Un nouveau binôme : Brésilien vs Bolivien</b>	<b>553</b>
3-1 S'éloigner du Brésil.....	554
3-1-1 Le brouillage linguistique, symptôme d'une forte porosité frontalière.....	554
<i>Du Portugol.....</i>	554
<i>Au bilinguisme inconscient.....</i>	555
3-1-2 La reconquête castillane et bolivienne.....	555
<i>Différentes façon de passer la frontière et de se confronter au portugais.....</i>	556
<i>Les nouveaux migrants sont moins poreux au portugais.....</i>	556
3-1-3 Un plus fort contraste frontalier.....	557
<i>Les Brésiliens ressentent plus fortement la différence qui les séparent des nouveaux Boliviens frontaliers.....</i>	557
<i>Un cas limite : les Boliviens pourraient-ils bolivianiser le Brésil frontalier ?.....</i>	558
3-2 De nouvelles relations frontalières, sur la base d'une identité bolivienne retrouvée.....	560
3-2-1 La société frontalière bolivienne à la recherche de son unité.....	560
<i>Le difficile chemin de l'unité.....</i>	560
<i>Dans les combats contre l'État, la naissance d'une identité frontalière.....</i>	561
3-2-2 Quand les Brésiliens apprennent aux Boliviens frontaliers qui ils sont.....	561
<i>Le durcissement des autorités brésiliennes... ..</i>	562
<i>... rappelle aux Boliviens qu'ils ne sont, au Brésil, que des Boliviens.....</i>	563
3-2-3 Les paradoxes de la nouvelle identité frontalière.....	563
<i>De quoi nourrir cette identité ?.....</i>	563

À la rencontre des Brésiliens.....	564
<b>Conclusion du chapitre X</b>	<b>566</b>
<b>Chapitre XI : Le territoire au risque de sa frontière</b>	
<b><i>Un jeu à toutes les échelles</i></b>	
<b>Introduction</b>	<b>570</b>
<b>I - L'intégration continentale au péril du territoire</b>	<b>572</b>
1-1 Rêves anciens, nouveau contexte.....	573
1-1-1 Une idée fort ancienne.....	573
<i>Quelques projets farfelus.....</i>	<i>574</i>
<i>Le chemin de fer Santa Cruz – Corumbá : un précédent sans conséquence.....</i>	<i>575</i>
1-1-2 La Bolivie : pays clef pour l'intégration continentale ?.....	577
<i>Évolution du paradigme, de la terre d'entente au territoire reconstruit.....</i>	<i>577</i>
<i>Un contexte en faveur de l'intégration continentale.....</i>	<i>580</i>
1-2 L'intégration à l'épreuve des faits.....	581
1-2-1 L'intégration gazière : unique réalisation.....	582
<i>Les intérêts du Brésil et de la Bolivie convergent en faveur de l'intégration.....</i>	<i>582</i>
<i>L'intégration gazière en marche ? Un bilan cinq après l'achèvement du gazoduc.....</i>	<i>585</i>
<i>Le Brésil, partenaire commercial privilégié de la Bolivie ?.....</i>	<i>587</i>
1-2-2 Le territoire de l'intégration : la frontière au centre ou à la marge ?.....	588
<i>Du soja brésilien par la Bolivie : la machine à rêver s'emballer.....</i>	<i>588</i>
<i>Quand la machine à rêve se grippe.....</i>	<i>591</i>
<i>La nouvelle place de la frontière orientale dans ce territoire reconstruit.....</i>	<i>593</i>
<b>II – L'intégration nationale, une chance pour la frontière ?</b>	<b>597</b>
2-1 Le régionalisme oriental, la frontière capturée ?.....	598
2-1-1 Santa Cruz : une région en croissance.....	599
<i>La Bolivie moderne.....</i>	<i>599</i>
<i>Une croissance économique tirée par les exportations.....</i>	<i>600</i>
2-2-2 Santa Cruz à la conquête de l'Est.....	602
<i>Devenir maître de l'Orient.....</i>	<i>602</i>
<i>... et capturer sa frontière.....</i>	<i>609</i>
2-2 Le territoire débordé.....	613
2-2-1 La frontière, l'âge de raison.....	614
<i>Les municipes frontaliers, des îlots de prospérité ?.....</i>	<i>614</i>
<i>L'autonomie locale dans un territoire repensé.....</i>	<i>618</i>
2-2-2 La frontière écartelée, le territoire débordé.....	619
<i>La frontière hors contrôle ?.....</i>	<i>619</i>
<i>La frontière éclatée.....</i>	<i>622</i>
<b>Conclusion du Chapitre XI</b>	<b>624</b>
<b>Conclusion de la quatrième partie</b>	
<b>Repenser le territoire</b>	
<i>La frontière : entre les desseins nationaux et les énergies locales.....</i>	<i>628</i>
<i>La frontière et la modernité territoriale.....</i>	<i>629</i>
<b>CONCLUSION GÉNÉRALE : LA DERNIÈRE FRONTIÈRE ?</b>	
<b>Prodromes</b>	<b>631</b>
L'homme d'État, le territoire et la géographie.....	631
Le géographe mis en accusation.....	632
<b>La Bolivie au risque de ses rêves</b>	<b>633</b>
Le changement en deux claps.....	634
Abandonner dans le désert les mythes géographiques.....	636

## ANNEXES

<b>Bibliographie</b>	<b>640</b>
Bibliographie générale .....	640
Bibliographie thématique .....	664
<i>Approche générale, épistémologie</i> .....	664
<i>Frontières : approches théoriques et cas d'études</i> .....	665
<i>Outils (dictionnaires, rapports mondiaux)</i> .....	667
<i>Amérique Latine et du sud, approche générale (historique, géographique, géopolitique)</i> .....	667
<i>Amérique du Sud : Transport et économie (dont soja)</i> .....	668
<i>Amérique du Sud : Narcotrafic</i> .....	669
<i>Aire andine</i> .....	669
<i>Espace intérieur de l'Amérique du Sud : Orientes andins (sauf bolivien), Amazonie</i> .....	670
<i>Bolivie histoire générale</i> .....	671
<i>Bolivie : Thèmes contemporains : politiques, économiques et démographiques</i> .....	673
<i>Bolivie : Géopolitique, aménagement, questions frontalières et militaires</i> .....	674
<i>Bolivie : Rapports d'institutions (privées et publics), législations, projets frontaliers</i> .....	677
<i>Bolivie : données statistiques</i> .....	680
<i>Oriente bolivien : Histoire et évolutions contemporaines</i> .....	681
<i>Brésil : Généralités</i> .....	683
<i>Sources médiatiques : articles, points de vue, opinions</i> .....	684
<i>Sources historiques : Relations de voyages et tableaux statistiques</i> .....	686
<i>Sources littéraires</i> .....	688
<b>Lexiques</b>	<b>690</b>
Hispanismes et bolivianismes .....	690
Sigles et institutions .....	694
<b>Index</b>	<b>698</b>
Index des noms de lieux .....	698
Index des institutions et des groupes .....	704
Index des personnes .....	708
Index des événements .....	711
Index des concepts .....	714
<b>Tables</b>	<b>715</b>
Table des cartes .....	715
Table des illustrations .....	717
Table des photos .....	717
Table des figures .....	718
Table des encadrés .....	720
Table des tableaux .....	721
Tables des matières .....	722